1

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Affectation du résultat 2025 du budget de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2026-311

BUDGET PRINCIPAL

Le résultat de fonctionnement 2025 à affecter s'élève à **+46,1 M€** (+46 097 248,95 €).

Il est proposé d'affecter **une partie du résultat (45 790 235,81 €)** à la section d'investissement afin de couvrir le besoin de financement total de cette section, conformément à la législation. Ce besoin de financement correspond à la somme du solde d'exécution de la section d'investissement de **-50,3 M€** (-50 284 710,42 €) d'une part et du report des restes à réaliser de l'exercice 2025 à hauteur de **+4,5 M€** (+ 4 494 474,61 €) d'autre part.

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Le résultat d'exploitation 2025 à affecter s'élève à **+16,6 M€** (+ 16 577 744,32 €).

Il est proposé d'affecter **8,4 M€** (8 394 632,95 €) pour couvrir en totalité le besoin de financement correspondant au solde d'exécution de la section d'investissement de **-7,7 M€** (-7 707 262,04 €) et au report des restes à réaliser de **-0,7 M€** (-687 370,91 €).

BUDGET ANNEXE DES MOBILITES ACTIVES

Le résultat de fonctionnement 2025 à affecter s'élève à **+5,7 M€** (+ 5 690 253,27 €).

Il est proposé d'affecter **2,6 M€** (+ 2 580 392,37 €) pour couvrir en totalité le besoin de financement correspondant au solde d'exécution de la section d'investissement de **-2,6 M€** (-2 552 771,37 €) et au report des restes à réaliser de -27 621 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'affecter une part du résultat de fonctionnement 2025 du budget principal l'Eurométropole de Strasbourg soit 45 790 235,81 € à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement et au solde des restes à réaliser,*

- *d'affecter une part du résultat d'exploitation 2025 du budget annexe de l'eau soit 8 394 632,95 € à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement et au solde des restes à réaliser,*

- *d'affecter la totalité du résultat de fonctionnement 2025 du budget annexe des mobilités actives soit 2 580 392,37 € à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement et au solde des restes à réaliser.*

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211467-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Strasbourg.eu
eurométropole

2

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Budget supplémentaire 2026 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2026-312

Le budget supplémentaire a pour objet, d'une part, d'intégrer au sein du budget 2026 de l'Eurométropole de Strasbourg le résultat issu du compte financier unique 2025 et, d'autre part, de procéder à des ajustements techniques de crédits indispensables au bon fonctionnement de la collectivité (ajustement de crédits inscrits au budget primitif, prise en compte du calendrier effectif des travaux, dépenses et recettes supplémentaires).

Il s'inscrit dans un contexte budgétaire très contraint, principalement dû à la prise en compte des derniers éléments de la loi de finances 2026, qui a nécessité un freinage des dépenses tant au sein de la section de fonctionnement qu'en section d'investissement.

BUDGET PRINCIPAL

Section de fonctionnement

Dans ce budget supplémentaire 2026, la section de fonctionnement doit intégrer des diminutions de recettes fiscales ainsi que leurs compensations à hauteur de -8,9 M€ par rapport à l'inscrit du budget primitif 2026, correspondant à la quasi disparition de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (-7,7 M€), qui s'établissait encore en 2024 à 12,5 M€ ainsi qu'à la diminution des compensations fiscales et des autres recettes fiscales (-1,2 M€).

Ces diminutions n'avaient pas été anticipées au budget primitif 2026, voté avant la loi de finances 2026. Afin de maintenir les marges de manœuvre de la collectivité, des mesures d'ajustement des dépenses à hauteur de -7,6 M€ ont été proposées, touchant les dépenses courantes des différents services de la collectivité, sans toutefois remettre en cause le niveau de service public.

La **section de fonctionnement** s'équilibre ainsi à hauteur de **-3,4 M€**.

Outre la diminution des dépenses des différentes directions à hauteur de **-7,6 M€**, la section de fonctionnement comprend **+4,2 M€** de dépenses complémentaires, détaillées

comme suit :

- +1,2 M€ dans le domaine des déchets, dont +0,4 M€ d'annulation de factures de redevance spéciale suite à régularisation de factures, également en recettes,
- +0,9 M€ de charges suite à des sinistres, compte tenu de l'évolution des dégradations,
- +0,9 M€ pour le secteur des finances (+0,2 M€ pour les intérêts moratoires, +0,2 M€ de régularisations comptables, +0,2 M€ pour le provisionnement des créances douteuses et le recours indemnitaire et +0,1 M€ pour la contribution au fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales),
- +0,6 M€ pour le remboursement de la taxe de séjour additionnelle à la Collectivité européenne d'Alsace, collectée pour son compte,
- +0,6 M€ pour l'énergie, principalement le carburant, suite à l'évolution des prix,
- +0,3 M€ dans le domaine bâtimentaire, notamment pour la maintenance curative urgente,
- +0,3 M€ pour l'entretien curatif de la voirie,
- +0,3 M€ pour le financement du SIS 67, suite à la réception de l'appel à contribution 2026,
- +0,2 M€ pour les parkings en ouvrage pour financer un arriéré d'indemnisation du parking Kléber pendant le marché de Noël passé,
- +0,2 M€ pour le sport, correspondant à l'entretien et maintenance de la piscine de Hautepierre suite au sinistre de cet été,
- +0,1 M€ dans le domaine des solidarités,
- +0,1 M€ pour le renouvellement de vêtements de travail,
- -1,5 M€ de subvention d'équilibre pour le budget annexe des mobilités actives suite à la prise en compte des résultats 2025 et des moindres besoins sur ce budget.

En recettes, outre la reprise d'une part de résultat en fonctionnement de l'exercice 2025 (+0,3 M€), les inscriptions nouvelles s'élèvent à **-3,7 M€** et comprennent notamment :

- +0,9 M€ pour la dotation globale de fonctionnement suite aux notifications des services de l'État,
- +0,8 M€ de recettes dans le domaine du développement économique,
- +0,7 M€ de redevance pour le Zénith,
- +0,6 M€ de réajustement budgétaire des remboursements de frais d'administration générale des budgets annexes, suite à la commission mixte paritaire sur l'exercice 2025,
- +0,5 M€ de remboursement de taxe foncière pour le parking Kléber,
- +0,5 M€ de remboursement de masse salariale correspondant à l'Œuvre Notre-Dame d'une part et au financement du service énergie et patrimoine de la part de la Banque européenne d'investissement (BEI) d'autre part,
- +0,4 M€ de refacturation de redevance spéciale en lien avec la dépense,
- +0,4 M€ d'amortissement des subventions en recettes,
- +0,3 M€ dans le domaine de la transition écologique répartis entre subventions perçues, redevance d'occupation du domaine public et pénalités perçues,
- +0,2 M€ de recettes dans les piscines et la patinoire,
- +0,2 M€ d'indemnisations suite à des dégradations,
- -0,6 M€ de fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales,
- -1,2 M€ de moindres compensations fiscales et autres impôts suite au vote de la loi de finances 2026,
- -7,7 M€ de DCRTP suite au vote de la loi de finances 2026.

La **section d'investissement** s'équilibre à hauteur de **+ 65,6 M€**.

Elle comprend en dépenses :
- +50,3 M€ de reprise de résultat de 2025 auxquels s'ajoutent 5,5 M€ de report de crédits issus des restes à réaliser de l'exercice 2025,
- +2,7 M€ de crédits financiers,
- +7,1 M€ de crédits opérationnels.

Le **résultat d'investissement** de l'exercice 2025 s'élève à **– 50,3 M€.** Il est inscrit en dépenses, au même titre que le report des crédits issus des restes à réaliser de l'exercice 2025 (5,5 M€)**.** Ces montants sont compensés en totalité par l'affectation d'une partie du résultat de fonctionnement en recettes (+ **45,8 M€**) et du report des restes à réaliser en recettes (+10 M€), conformément à la réglementation.

Les **crédits financiers**, à **+ 2,7 M€**, comprennent principalement :

- +4,5 M€ d'avances CTS et sous mandat, équilibrées en dépenses et en recettes,
- +0,4 M€ d'amortissement des subventions recettes,
- -1 M€ de remboursement du capital de la dette, suite à des décalages de phases de mobilisations d'emprunts,
- -1 M€ de reversement de taxe d'aménagement aux communes.

Les **crédits opérationnels** sont en hausse de **7,1 M€**, dont :

- **+6,3 M€** pour les crédits de paiement affectés au sein des autorisations de programme, correspondant principalement à des rephasages liés à l'avancée des chantiers :
  - +16,6 M€ pour l'urbanisme, principalement pour l'habitat (+17,7 M€) financé par de nouvelles recettes dans le cadre de la délégation des aides à la pierre (voir infra),
  - +5,9 M€ pour les sports, principalement les travaux au stade de la Meinau, en particulier la toiture,
  - +3,5 M€ pour le développement économique et l'enseignement supérieur, dont +2,1 M€ pour le contrat de projet État-Région 2021-2027, +1,9 M€ pour le parc des expositions, +0,7 M€ pour les aménagements urbains du secteur Wacken et -1 M€ pour le Cardo,
  - +0,2 M€ pour la culture, principalement pour la production audiovisuelle,
  - -0,5 M€ pour l'extension des cimetières communautaires,
  - -0,7 M€ dans le domaine des solidarités dont -0,6 M€ pour les aires de stationnement des gens du voyage,
  - -0,7 M€ pour les ressources logistiques et le patrimoine incluant +1,2 M€ pour la rénovation énergétique du patrimoine métropolitain et -2 M€ pour le numérique et la feuille de route digitale,
  - -5,1 M€ pour la propreté, la gestion des déchets, l'énergie et le climat, dont -3,3 M€ pour les travaux de mise aux normes de l'unité de valorisation énergétique (UVE), -0,5 M€ pour l'alimentation des réseaux de chaleur, -1 M€ pour l'optimisation des déchets incluant le déploiement de la collecte sélective (-0,5 M€),
  - -13,1 M€ pour la voirie, les espaces publics et les mobilités, dont +2,4 M€ pour l'accompagnement de la GEMAPI, +0,4 M€ pour l'entretien des routes départementales et nationales, +0,4 M€ pour la sécurisation des espaces publics,

-0,3 M€ pour l'entretien des ouvrages d'art, -0,3 M€ pour l'accompagnement de voirie des opérations d'aménagement, -0,4 M€ pour l'aménagement de la gare routière, - 0,4 M€ pour le plan canopée, -0,6 M€ pour l'aménagement de la RD1083 à Fegersheim, -0,7 M€ pour le REM interurbain, -0,8 M€ pour les travaux de la zone commerciale Sud, -0,9 M€ pour l'aménagement du parvis de la Laiterie, -1 M€ pour l'accessibilité de l'arc ouest, -1,6 M€ pour les acquisitions foncières dans le cadre des extensions de tramway, -1,8 M€ pour l'aménagement des abords du stade de la Meinau, -2,1 M€ pour la voirie et les pistes cyclables dans les communes, -2,8 M€ pour le projet transport en site propre sur l'ouest de l'agglomération (TSPO) ou encore -2,9 M€ pour les programmes ESPEX et de rénovation urbaine.

- + **0,9 M€** en faveur des crédits annuels d'investissement, correspondant pour :
  - +0,5 M€ au sport, lié à l'entretien de la patinoire,
  - +0,3 M€, concernant les crédits dédiés à l'entretien des bâtiments administratifs,

  - +0,3 M€ pour le financement de l'assistance à maîtrise d'œuvre dans le cadre de la réflexion sur le futur de l'usine de valorisation énergétique,
  - +0,2 M€, pour le numérique,
  - -0,4 M€, pour le développement économique.

En recettes, il y a lieu de signaler, outre les recettes d'affectation de résultats (**+45,8 M€**) et des reports de restes à réaliser (**+10 M€**) déjà cités :
- **+15,4 M€** des subventions et des comptes de tiers, dont +19,4 M€ concernent les aides déléguées de la politique de l'habitat,
- **+7,7 M€** pour les crédits financiers, dont +5,4 M€ de gestion des avances CTS et sous mandat, +4,3 M€ pour le FCTVA, +0,8 M€ de récupération de TVA pour les travaux de l'UVE, -1,1 M€ de produit des amendes de police et -2 M€ d'encaissement prévisionnel de taxe d'aménagement,
- **-4,9 M€** de prévisions de cessions.

L'équilibre est assuré par une diminution de la prévision d'emprunt de **-8,4 M€**.

BUDGETS ANNEXES

Budget annexe de l'eau

Section d'exploitation

La section d'exploitation s'équilibre à **8,8 M€**.

Cette hausse correspond en dépense à :
- des travaux de branchements pour 0,5 M€ (couverts par des recettes),
- un complément sur le remboursement de frais d'administration au budget principal pour 0,2 M€,
- un ajustement des amortissements (0,1 M€) et des provisions (0,1 M €),

- des admissions en non-valeur pour 0,1 M€,
- 0,1 M€ de crédits de réserve pour pallier la suppression des dépenses imprévues dans la nomenclature M49.

Concernant les recettes, la reprise de l'excédent cumulé d'exploitation s'élève à 8,2 M€, et les recettes liées aux branchements d'immeuble à 0,6 M€.

Le virement vers la section d'investissement est augmenté de 7,7 M€, ce qui permet l'équilibre de la section d'exploitation.

Section d'investissement

Les demandes pour la section d'investissement s'élèvent à **12,2 M€**.

Cette augmentation s'explique en dépense par :
- la hausse des crédits opérationnels (3,7 M€),
- l'augmentation des régularisations d'avances sur marchés (+0,1 M€) équilibrées en dépense et en recette,

L'équilibre est assuré par :
- le report du résultat de l'exercice 2025 de la section d'investissement (-7,7 M€), et des reste à réaliser (+0,7 M€) couvert par l'affectation d'une partie du résultat d'exploitation (+8,4 M€),
- l'autofinancement en hausse de 7,8 M€ dont 7,7 M€ de virement de la section d'exploitation et 0,1 M€ d'amortissements,
- la prévision d'emprunt inscrite au budget primitif diminuée de -4 M€.

Budget annexe de l'assainissement

Section d'exploitation

La section d'exploitation s'équilibre à **1,1 M€**.

Cette hausse correspond en dépense à :
- +0,6 M€ de travaux de branchement au réseau, équilibré par une recette équivalente,
- +0,3 M€ de remboursements de frais d'administration générale au budget principal,
- +0,2 M€ d'ajustement d'amortissement
- +0,1 M€ d'ajustement des provisions,
- +0,1 M€ de subventions,
- +0,1 M€ de régularisation de factures,
- -0,2 M€ d'intérêts de la dette.

Concernant les recettes d'exploitation, sont prévues :
- +0,6 M€ de recettes complémentaires liées aux travaux de branchement,
- +0,2 M€ de produits de cession,
- +0,1 M€ de redevance d'assainissement,
- +0,1 M€ de prestations de service,
- +0,1 M€ de FCTVA.

La diminution de 0,3 M€ du virement vers la section d'investissement, et la reprise du déficit d'exploitation de 0,3 M€ permet l'équilibre de la section.

Section d'investissement

La section d'investissement s'équilibre à **-1,4 M€**.

Cette baisse s'explique en dépense par :
- la reprise du déficit cumulé d'investissement 2025 pour 13,1 M€,
- le report des restes à réaliser pour 0,2 M€ en dépense,
- la diminution des crédits financiers pour 1,4 M€, liée au décalage du prêt,
- la baisse des crédits opérationnels (-13,3 M€),

Concernant les recettes, il est à noter :
- le report des reste à réaliser en recettes (+10 M€),
- l'augmentation du fonds de compensation de la TVA (+1 M€),
- la baisse en recette de subventions perçues (-4,4 M€),
- la modification de l'autofinancement avec d'une part une augmentation de l'amortissement de 0,2 M€ et d'autre part une diminution de 0,3 M€ du virement de section à section (-0,1 M€),
- la diminution de la prévision d'emprunt (-7,9 M€).

S'agissant des crédits opérationnels, la baisse s'explique par :
- la diminution de crédits sur le schéma directeur d'assainissement (-10,3 M€),
- les travaux de déviation de réseaux liés aux extension de tramway à -2,8 M€,
- les travaux sur les stations d'épuration en baisse de 0,4 M€,
- l'entretien courant du réseau en hausse de 0,2 M€.

Budget annexe des zones d'aménagement immobilier

Section de fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre à **-1,4 M€**.
Cette baisse s'explique en recette par le décalage de cessions prévues sur les zones d'Eckblosheim (-0,9 M€), d'Entzheim Quadrant 2 (-0,4 M€), et de Holtzheim extension est (-0,2 M€). En dépense, les demandes sont stables globalement et concernent la zone d'Eckbolsheim avec -0,6 M€, la zone d'Entzheim Quadrant 2 pour -0,2 M€, la zone de Fegersheim pour 0,3 M€, et la zone de la Redoute à Niederhausbergen pour 0,5 M€.

L'équilibre est assuré par les écritures d'ordre de gestion de stocks.

Section d'investissement

La section d'investissement est stable à **50 k€**.
Ces inscriptions comprennent des écritures techniques de gestion de stock, ainsi que le report en recettes du résultat de l'exercice 2025 de la section d'investissement (**+2,2 M€**), et la baisse de la prévision d'emprunt (-0,6 M€).

Budget annexe des mobilités actives

Section de fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre à **-1,7 M€**.

Concernant les dépenses, la contribution versée à la CTS est diminuée de -0,5 M€, et se porte à 187,2 M€ pour l'exercice 2026.

S'agissant des autres dépenses, il y a lieu de signaler :
- l'intégration tarifaire SNCF, en diminution de 0,7 M€,
- la subvention pour le REME à -0,5 M€,
- la subvention pour Vélhop à -0,2 M€,
- le remboursement de trop perçu du versement mobilité dont les inscriptions diminuent de 0,2 M€,
- les intérêts de la dette, en hausse de 0,2 M€,
- le remboursement des frais d'administration générale au budget principal en augmentation de 0,1 M€ suite à la commission mixte paritaire statuant sur l'exercice 2025.

L'évolution des recettes concerne :
- le produit du versement mobilité, en baisse de 1 M€ par rapport aux prévisions du budget primitif, en lien avec le ralentissement des recettes mensuelles encaissées depuis le début de l'année,
- la régularisation de la contribution à la CTS de l'exercice 2025, révisée à -2,4 M€, résultant d'une part d'un rattrapage des provisions pour grandes révisions des tramways et d'autre part de l'achat de deux rames accidentées début 2025.

L'équilibre est assuré par la reprise de l'excédent de fonctionnement (3,1 M€), et la diminution de la contribution du budget principal (-1,5 M€).

Section d'investissement

La section d'investissement s'équilibre à **+3 M€**.

Les crédits d'équipement diminuent en dépense de 1,4 M€. Ces ajustements concernent les aménagements liés au développement du vélo dans l'agglomération. Quant aux subventions perçues, celles-ci sont en baisse de 4,3 M€.

Concernant les crédits financiers, le remboursement en dépense de 0,4 M€ d'emprunt est décalé, tandis qu'en recette, le FCTVA est revu à la hausse (+0,4 M€).

Par ailleurs, 2,2 M€ de régularisations d'avances sur marché sont inscrits en dépenses et en recettes.

L'équilibre est assuré par la reprise du déficit cumulé d'investissement 2024 (-2,6 M€), ainsi que des restes à réaliser 2025 (28 k€) couvert par l'affectation du résultat de

fonctionnement (2,6 M€) et la prévision d'emprunt revue à la hausse pour 2,1 M€.

UTILISATION DE L'AUTORISATION DE L'ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANTE POUR OPÉRER DES VIREMENTS DE CHAPITRE À CHAPITRE (HORS CHARGES DE PERSONNEL)

La nomenclature M57 permet de procéder à des virements de crédit de chapitre à chapitre (hors charges de personnel) dans la limite de 7,5% des dépenses et des recettes de la section, par le biais d'un arrêté signé de la Présidente.

Les Présidentes ont pris :

- un arrêté en date du 17 février 2026, sur le budget annexe des mobilités actives, correspondant à l'autorisation budgétaire suivante :
  - en recette, le virement de crédit suivant est effectué en section d'investissement en recette du chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » vers le chapitre 041 « Opérations patrimoniales », pour un montant de 500 000 €, de la nature 1641 à la nature 238,
  - en dépense, le virement de crédit suivant est effectué en section d'investissement en dépense du chapitre 23 « Immobilisations en cours » vers le chapitre 041 « Opérations patrimoniales » , pour un montant de 500 000 € , de la nature 2312 vers la nature 2315,

- un arrêté en date du 30 avril 2026, sur le budget annexe des mobilités actives, correspondant à l'autorisation budgétaire suivante :
  - en recette, le virement de crédit suivant est effectué en section d'investissement en recette du chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » vers le chapitre 041 « Opérations patrimoniales », pour un montant de 800 000 €, de la nature 1641 à la nature 238,
  - en dépense, le virement de crédit suivant est effectué en section d'investissement en dépense du chapitre 23 « Immobilisations en cours » vers le chapitre 041 « Opérations patrimoniales » , pour un montant de 800 000 € , de la nature 2315 (500 000 €) et 2312 (300 000 €) vers la nature 2315,

- un arrêté en date du 22 juin 2026, sur le budget principal, correspondant à l'autorisation budgétaire suivante : en dépense, en section d'investissement, un virement du chapitre 23 «I mmobilisations en cours » vers le chapitre 4541130 « Réhabilitation thermique – Région », pour un montant de 160 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

a) arrête par chapitre le budget supplémentaire 2026 du budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg tel que figurant au document budgétaire disponible

en annexe :

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*	
011	*Charges à caractère général*	*-3 369 492,34 €*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*-47 880,00 €*
014	*Atténuation de produits*	*789 233,00 €*
65	*Autres charges de gestion courante*	*-1 210 604,03 €*
67	*Charges spécifiques*	*200 000,00 €*
68	*Dotations aux amortissements et provisions*	*238 743,37 €*
		-3 400 000,00 €

Recettes

Chapitre	*Libellé chapitre*	
002	*Résultat de fonctionnement reporté*	*307 013,14 €*
013	*Atténuations de charges*	*422 867,29 €*
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*410 000,00 €*
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*-2 088 988,97 €*
73	*Impôts et taxes*	*-1 041 971,00 €*
731	*Fiscalité locale*	*208 869,00 €*
74	*Dotations et participations*	*-7 336 583,72 €*
75	*Autres produits de gestion courante*	*5 235 310,06 €*
76	*Produits financiers*	*274 455,00 €*
77	*Produits spécifiques*	*179 029,20 €*
78	*Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions*	*30 000,00 €*
		-3 400 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
001	*Solde d'exécution de la section d'investissement reporté*	*50 284 710,42 €*
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*410 000,00 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*4 583 247,75 €*
10	*Dotations, fonds divers et réserves*	*-1 000 000,00 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*-1 000 000,00 €*
20	*Immobilisations incorporelles*	*1 995 616,19 €*
204	*Subventions d'équipement versées*	*16 621 383,13 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*-5 149 692,71 €*
23	*Immobilisations en cours*	*-5 805 374,68 €*
26	*Créances et participations rattachées à des participations*	*-309 000,00 €*
27	*Autres immobilisations financières*	*10 000,00 €*
4541116	*Compte de tiers - Aménagements de voirie*	*-75 000,00 €*
4541117	*Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux*	*-75 000,00 €*
4541122	*Restauration cours d'eau&zones humides-Rétabt continuité éco*	*414 000,00 €*
4541123	*Restauration cours eau non domaniaux terrains privés&communa*	*-1 000,00 €*
4541124	*Lutte contre coulées eaux boueuses terrains privés&communaux*	*-7 000,00 €*
4541125	*Lutte contre ruissellements non urbain terrains privés&comm*	*-300 000,00 €*
4541126	*Déviations de réseaux - bouclage sud BHNS gare-Etoile*	*48,76 €*
4541130	*Réhabilitation thermique - Région*	*1 646 000,00 €*
4541131	*Travaux paysagers gare routière des Halles et gare basse*	*-910 000,00 €*
4541133	*Fludification de l'accessibilité de la Zone commerciale Sud*	*90 000,00 €*
4541135	*Réaménagement de la placette pomme d'Or Schiltigheim*	*100 000,00 €*
458114	*PAPS-PCPI*	*-1 006 611,45 €*
458124	*Projet Wacken Europe - Travaux éclairage et espaces verts*	*-310 000,00 €*
458125	*Espex Rotterdam*	*606 326,00 €*
458126	*Espex Schiltigheim*	*-622 000,00 €*
458127	*NPNRU - Ecrivains Communes Nord*	*-96 178,80 €*
		60 094 474,61 €
Report des restes à réaliser en dépenses		***5 505 525,39 €***
Total des dépenses		***65 600 000,00***

€

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
024	*Produit des cessions d'immobilisations*	*-4 900 000,00 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*4 583 247,75 €*
10	*Dotations, fonds divers et réserves*	*48 084 707,07 €*
13	*Subventions d'investissement*	*12 944 269,55 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*-8 391 131,48 €*
204	*Subventions d'équipement versées*	*21 000,00 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*2 076,78 €*
23	*Immobilisations en cours*	*885 698,75 €*
27	*Autres immobilisations financières*	*770 131,58 €*
4541216	*Compte de tiers - Aménagements de voirie*	*-75 000,00 €*
4541217	*Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux*	*-75 000,00 €*
4541230	*Réhabilitation thermique - Région*	*2 500 000,00 €*
458224	*Projet Wacken Europe - Travaux éclairage et espaces verts*	*-650 000,00 €*
458227	*NPNRU - Ecrivains Communes Nord*	*-100 000,00 €*
		55 600 000,00 €
Report des restes à réaliser en recettes		***10 000 000,00 €***
Total des recettes		***65 600 000,00 €***

b) arrête par chapitre le budget supplémentaire 2026 du budget annexe de l'eau tel que figurant au document budgétaire disponible en annexe :

I. EN SECTION D'EXPLOITATION

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
011	*Charges à caractère général*	*763 404,56 €*
023	*Virement à la section d'investissement*	*7 700 000,00 €*

042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*100 000,00 €*
65	*Autres charges de gestion courante*	*132 600,00 €*
67	*Charges exceptionnelles*	*5 000,00 €*
68	*Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions*	*98 995,44 €*
		8 800 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
002	*Résultat antérieur reporté*	*8 183 111,37 €*
70	*Vente de prod. fab. prest. serv. marchandises*	*600 000,00 €*
77	*Produits exceptionnels*	*16 815,30 €*
78	*Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions*	*73,33 €*
		8 800 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
001	*Solde d'exécution de la section d'investissement reporté*	*7 707 262,04 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*57 685,34 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*57 584,90 €*
23	*Immobilisations en cours*	*3 690 096,81 €*
		11 512 629,09 €
	Report des restes à réaliser en dépenses	***687 370,91 €***
	Total des dépenses	***12 200 000,00 €***

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
021	*Virement de la section d'exploitation*	*7 700 000,00 €*
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*100 000,00 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*57 685,34 €*
10	*Dotations, fonds divers et réserves*	*8 394 632,95 €*

13	*Subventions d'investissement*	*-300,00 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*-4 049 970,79 €*
21		*-2 047,50 €*
	Total des recettes	***12 200 000,00 €***

c) arrête par chapitre le budget supplémentaire 2026 du budget annexe de l'assainissement tel que figurant au document budgétaire disponible à partir du lien ci-dessous, aux sommes suivantes :

I. EN SECTION D'EXPLOITATION

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
002	*Résultat antérieur reporté*	*190 967,61 €*
011	*Charges à caractère général*	*872 500,00 €*
023	*Virement à la section d'investissement*	*-300 000,00 €*
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*200 000,00 €*
65	*Autres charges de gestion courante*	*146 726,65 €*
66	*Charges financières*	*-200 000,00 €*
67	*Charges exceptionnelles*	*100 000,00 €*
68	*Dotations aux amortis., aux dépréciations et aux provisions*	*89 805,74 €*
		1 100 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
70	*Vente de prod. fab. prest. serv. marchandises*	*767 631,65 €*
75	*Autres produits de gestion courante*	*301 280,32 €*
77	*Produits exceptionnels*	*31 000,00 €*
78	*Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions*	*88,03 €*
		1 100 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***

001	*Solde d'exécution de la section d'investissement reporté*	*13 124 430,89 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*50 265,76 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*-1 400 000,00 €*
20	*Immobilisations incorporelles*	*155 000,00 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*-2 388 599,99 €*
23	*Immobilisations en cours*	*-11 115 752,61 €*
		-1 574 655,95 €
	Report des restes à réaliser en dépenses	***174 655,95 €***
	Total des dépenses	***-1 400 000,00 €***

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
021	*Virement de la section d'exploitation*	*-300 000,00 €*
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*200 000,00 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*50 265,76 €*
10	*Dotations, fonds divers et réserves*	*962 353,52 €*
13	*Subventions d'investissement*	*-4 400 000,00 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*-7 930 531,70 €*
23	*Immobilisations en cours*	*17 912,42 €*
		-11 400 000,00 €
	Reste à réaliser en recettes	***10 000 000,00 €***
	Total des recettes	***-1 400 000,00 €***

d) arrête par chapitre le budget supplémentaire 2026 du budget annexe des zones d'aménagement immobilier tel que figurant au document budgétaire disponible à partir du lien ci-dessous, aux sommes suivantes :

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
011	*Chagres à caractère général*	*24 996,00 €*
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*-1 463 984,00 €*
		-1 438 988,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*49 992,00 €*
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*-1 488 980,00 €*
		-1 438 988,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*49 992,00 €*
		49 992,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
002	*Résultat antérieur reporté*	*2 157 106,54 €*
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*-1 463 984,00 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*-643 130,54 €*
		49 992,00 €

e) arrête par chapitre le budget supplémentaire 2026 du budget annexe des mobilités actives tel que figurant au document budgétaire disponible en annexe:

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
011	*Charges à caractère général*	*70 025,87 €*
014	*Atténuation de produits*	*-150 000,00 €*
65	*Autres charges de gestion courante*	*-1 820 217,06 €*
66	*Charges financières*	*200 000,00 €*
68	*Dotations aux amortissements et aux provisions*	*191,19 €*
		-1 700 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
00		*3 109 860,90 €*
731	*Impôts locaux*	*-1 000 000,00 €*
74	*Dotations et participations*	*15 600,00 €*
75	*Autres produits de gestion courante*	*-1 500 000,00 €*
77	*Produits spécifiques*	*-2 325 460,90 €*
		-1 700 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
001	*Résultat d'investissement reporté*	*2 552 771,37 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*2 189 288,42 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*-400 000,00 €*
20	*Immobilisations incorporelles*	*10 000,00 €*
204	*Subventions d'équipement versées*	*-305 680,79 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*-310 000,00 €*
23	*Immobilisations en cours*	*-514 000,00 €*
4541130	*Mandat vélo*	*-250 000,00 €*
		2 972 379,00 €
	Report des restes à réaliser en dépenses	***27 621,00 €***
	Total des dépenses	***3 000 000,00 €***

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
041	*Opérations patrimoniales*	*2 189 288,42 €*
10	*Dotations, fonds divers et réserves*	*3 002 297,17 €*
13	*Subventions d'investissement*	*-4 336 440,77 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*2 144 798,94 €*
204	*Subventions d'équipement versées*	*56,24 €*

Total des recettes ***3 000 000,00 €***

f) Approuve <u>les opérations budgétaires concernant la gestion des provisions</u> suivantes, qu'il convient de ré interroger en fonction de l'évaluation du risque financier :

						opérations budgétaires à passer après BS 2026		
Collectivité budget	***Libellé de la provision***	***Inscriptions BP 2026***	***Augmentation de la provision***	***Diminution de la provision***	***total inscriptions après BS***	***Montant des écritures à passer***	***Nature des écritures à passer***	***Motif***
Budget principal	*recours indemnitaire dossiers n° 2308862 et 2405021*	*30 000,00 €*		*30 000,00 €*		*30 000,00 €*	*78151511 1*	*annulation provision recours indemnitaire*
Budget principal	*recours indemnitaire dossier E2418500*		*30 000,00 €*		*30 000,00 €*	*30 000,00 €*	*68151511 1*	*création provision recours indemnitaire*
Budget principal	*recours indemnitaire dossier 2510866*		*100 000,00 €*		*100 000,00 €*	*100 000,00 €*	*68151511 1*	*création provision recours indemnitaire*
Budget principal	*créances douteuses*	*362 854,45 €*	*95 032,14 €*		*457 886,59 €*	*95 032,14 €*	*68174911*	*ajustement provisions créances*
Budget principal	*créances douteus*	*96 788,91 €*	*13 711,23 €*		*110 500,14 €*	*13 711,23 €*	*68174961*	*ajustement provisio*

	es							*ns créance s*
BA EAU	*créance s douteus es*	*441 664,66 €*	*98 995,44 €*		*540 660,10 €*	*98 995,44 €*	*6817 491*	*ajustem ent provisio ns créance s*
BA EAU	*créance s douteus es*	*19 969,79 €*		*73,33 €*	*19 896,46 €*	*73,33 €*	*7817 496*	*ajustem ent provisio ns créance s*
BA ASSAI N.	*créance s douteus es*	*355 055,68 €*	*89 805,74 €*		*444 861,42 €*	*89 805,74 €*	*6817 491*	*ajustem ent provisio ns créance s*
BA ASSAI N.	*créance s douteus es*	*88,03 €*		*88,03 €*		*88,03 €*	*7817 496*	*ajustem ent provisio ns créance s*
BA MA	*créance s douteus es*		*191,19 €*		*191,19 €*	*191,19 €*	*6817 4961*	*ajustem ent provisio ns créance s*

g) Approuve les opérations <u>d'ordre non budgétaires</u> suivantes :

		opérations d'ordre non budgétaires à passer après BS 2026	
Collectivité budget	***Libellé de l'opération***	***Montant***	***Nature des écritures à passer***
Budget principal	*Ré-imputation amortissements du c/2804182 vers le compte 2804183*	*3 468 217,30 €*	*débit c/1068 crédit c/ 2804182*

		3 468 217,30 €	*débit c/2804183 crédit c/1068*
Budget principal	*correction pour équilibrer les dépenses et les recettes de l'opération pour comptes de tiers*	*108 299 704,42 €*	*débit c/1068 crédit c/454121*
	apurement des comptes 454111 et 454121	*131 267 755,40 €*	*débit c/454121 crédit c/454111*

h) Informe que les documents budgétaires sont disponibles ci-après en annexe.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-214080A-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Strasbourg.eu
eurométropole

Budget supplémentaire



Document réglementaire

2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE

METROPOLE : **EUROMETROPOLE STRASBOURG (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 24670048800017

POSTE COMPTABLE : STRASBOURG MUNICIPALE ET EUROMETROPOLE COMPTABLE

M. 57

Budget supplémentaire
Voté par nature

BUDGET : EUROMETROPOLE STRASBOURG (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 15
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 16
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 19
D1 - Balance générale - Dépenses 21
D2 - Balance générale - Recettes 23

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 25
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 29
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 35
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 36
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 37
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 38
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 42
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 45
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 51

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 55
A1.01 - Opérations non ventilables 58
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 59
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 62
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 63
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 64
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 67
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 71
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 74
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 75
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 78
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 80
A1.908 - Fonction 8 - Transports 83
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 88
A2.01 - Opérations non ventilables 90
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 91
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 97
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 98
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 99
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 103
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 109
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 112
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 113
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 114
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 120
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 123
A2.938 - Fonction 8 - Transports 129

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	134
B3.1 - Etat des provisions constituées	136
B3.2 - Etalement des provisions	138
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	139
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	153
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	156
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	158
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	159
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	162
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	164
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	167

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7,5%
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	1 294 542 259,24	1 344 160 721,13	-53 805 923,36	A1	-4 187 461,47
Investissement	443 760 809,00	447 439 483,57	(2) -53 963 384,99	A2	-50 284 710,42
Fonctionnement	850 781 450,24	896 721 237,56	(3) 157 461,63	A3	46 097 248,95

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	5 505 525,39	III + IV	10 000 000,00	B1	4 494 474,61
Investissement	I	5 505 525,39	III	10 000 000,00	B2	4 494 474,61
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**A1 + B1**	307 013,14
Investissement	**A2 + B2**	-45 790 235,81
Fonctionnement	**A3 + B3**	46 097 248,95

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **5 505 525,39**
018	**RSA**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)**	**688 151,35**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**3 600,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**4 702 697,48**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**104 004,67**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**7 071,89**
4541116	Compte de tiers - Aménagements de voirie	3 891,89
4541123	Restauration cours eau non domaniaux terrains privés&communa	3 180,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**	**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 10 000 000,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	10 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	9 809 764,19	55 600 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	5 505 525,39	10 000 000,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 50 284 710,42	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	65 600 000,00	65 600 000,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	-3 400 000,00	-3 707 013,14
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 0,00	(si excédent) 307 013,14
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	-3 400 000,00	-3 400 000,00

TOTAL DU BUDGET (5)	62 200 000,00	62 200 000,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
AP0115	ANRU Cronenbourg Centre commercial Einstein	21, 23	140 870,24
AP0347	Accompagnement accessibilité Arc ouest	20, 21, 23	705 000,00
AP0135	Accompagnement des programmes immobiliers 2008-2011	23	128 027,00
AP0348	Accès sud Ligne Fret PAS	20, 204	506 535,00
AP0117	Aide au logement	204, 4541130	0,00
AP0336	Alimentation réseaux de chaleur - BSW	21	0,00
AP0303	Amélioration des piscines 2018-2020	23	152 644,79
AP0161	Amélioration et rénovation des piscines 2010-2012	23	41 457,29
AP0390	Aménagement de couloirs de bus RD63 et RD41	23	200 000,00
AP0319	Aménagement des abords Stade de la Meinau	21, 23	3 367 408,00
AP0311	Aménagement gares routières	20, 204, 21, 23, 4541131	6 761 906,00
AP0333	Amérioration et rénovation des piscines 2021 - 2023	23	350 000,00
AP0323	Arbres d'alignement	21	1 923 172,38
AP0370	Autopartage	21	25 000,00
AP0197	Autorité Organisatrice des transports	204, 21, 23	0,00
AP0362	Avenue du Rhin	21, 23	377 088,64
AP0187	Aérodrome du Polygone	23	100 000,00
AP0330	Biodiverstié,préventionrisques,renfor. résilience territoire	23	322 600,00
AP0275	Bouclage sud BHNS Gare-Etoile	20, 23, 4541126	48,76
AP0149	CARDO - EX PAPS-PCPI	458114	700 000,00
AP0344	CPER 2021-2027/Triennal 2021-2023	204	4 362 500,00
AP0354	Capitalisation au fonds Mutuelles Impact	26	637 307,18
AP0337	Centre d'éducation routière à Schiltigheim	23	20 000,00
AP0142	Constr. et équip. de médiathèques communautaires	21, 23	661 957,34
AP0046	Construction d'un bâtiment d'archives Ville/CUS	21, 23	0,00
AP0143	Construction et rénovation des gymnases 2009-2011	204, 23	122 915,62
AP0246	Contrat plan Etat-Région 2014-2020	204	225 000,00
AP0120	Contrat triennal 2006-2008	204, 21, 23	405 438,28
AP0293	Contrat triennal 2018-2020	204	671 000,00
AP0244	Contrats performance des pôles de compétitivité	204	760 000,00
AP0364	Covoiturage	21	0,00
AP0312	Création Parkings Communes	21, 23	107 219,38
AP0332	Création d'ilots de fraicheur	23	120 000,00
AP0030	Création de lieux de stationnement pour les gens du voyage	23	962 589,43
AP0350	Création lieux de stationnement gens du voyage 2022-2026	23	1 509 826,52
AP0264	Création, ext. & restruct. cimetières communautaires 2016-19	21	17 000,00

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
AP0106	Création, ext. et restruc. des cimetières communautaires	23	302 987,91
AP0343	Création, ext.&restruct. cimetières communautaires 2022-2025	21, 23	221 122,22
AP0355	Démonstrateur Ville Durable Citadelle quartier bas carbone	20, 204	50 000,00
AP0211	Déploiement de toilettes automatiques	23	350 000,00
AP0327	Développement du vélo dans l'agglomération 2021-2026	23	3 960 184,01
AP0279	Déviations réseaux nouv. extensions de transports en commun	21	948 000,00
AP0169	Enseignement supérieur et recherche	204, 23	353 368,57
AP0357	Entretien des ouvrages d'art sur le territoire de l'EMS	20, 204, 21, 23	3 689 673,00
AP0338	Entretien des voiries du Port Autonome de Strasbourg	21, 23	800 300,00
AP0136	Espace public et multimodalité 2008-2011	21, 23	0,00
AP0272	Espace public et multimodalité 2017-2021	20, 21, 23	1 405 242,57
AP0239	Extension des réseaux électriques	21	327 110,53
AP0356	Extension des réseaux électriques 2023-2030	21	351 203,50
AP0366	Extension du stationnement payant - travaux de marquage	21	1 505,55
AP0223	Extension tram E Robertsau	20, 21, 23, 4541113	0,00
AP0292	Feuille de route digitale	20, 21	700 000,00
AP0281	Fonds d'investissement Espaces extérieurs&grands ensembles	20, 204, 21, 23, 458123, 458125, 458126	6 149 947,05
AP0195	Fonds de concours projets routiers	204	100 000,00
AP0288	Fonds de concours équipements transférés	204	540 000,00
AP0286	Fonds de soutien à la production audiovisuelle horizon 2020	13, 20	1 100 000,28
AP0393	Fonds délégués 2026/2032	204, 4541130	28 820 225,00
AP0245	Fonds européens FEDER	204	985 200,00
AP0392	Fonds propres 2026/2031	20, 204	7 507 000,00
AP0306	GEMAPI	20, 21, 23, 4541136	4 559 040,00
AP0358	Innovation ? Économie culturelle et créative	204	437 000,00
AP0282	Installation et rénovation de toilettes publiques	21	100 000,00
AP0361	Intervention sur l'Espace public en lien avec ouvrages mixte	23	0,00
AP0277	Inventaire historique urbain	20	64 342,30
AP0008	Les rives du Bohrie à Ostwald	20, 21, 23	0,00
AP0299	Liaison Gare de Strasbourg-Wacken	20, 21, 23, 4541128	0,00
AP0334	Maîtrise d'ouvrage déléguée/Gestion patrimoine EMS 2021-2026	23	700 000,00
AP0218	Mise aux normes accessibilité Zénith	23	187 175,56
AP0378	Mise en ?uvre du SERM	20, 204, 23	1 593 500,00
AP0241	Mise en sécurité de l'ancienne décharge des Tanneries	21	14 125,42
AP0049	Mise en sécurité des bâtiments	23	400 000,00
AP0296	Mise à niveau de la défense extérieure contre l'incendie	21	82 000,00
AP0321	Mobilier de propreté à compaction solaire	21	20 000,00
AP0374	Mobilier urbain pour tri sur l'espace public	21	75 000,00

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
AP0280	Next Med - Technoparc	204, 23, 27	1 674 000,00
AP0271	Nouv projets de transport - Conduite de projet et études	20, 204	200 984,40
AP0301	Nouveau Parc des Expositions	204, 23	2 020 000,00
AP0294	Nouveau programme de rénovation urbaine 2018-2030 (NPNRU)	20, 204, 21, 23, 458127	15 157 754,60
AP0360	OPAH RU	20, 204	0,00
AP0200	Optimisation des déchets	20, 21, 23	2 612 517,02
AP0342	Opérations connexes Tram	23	90 714,20
AP0391	PUP Stellantis	204	367 345,52
AP0257	Parc Naturel Urbain	204, 21	181 817,25
AP0340	Parkings	20, 21, 23	300 950,00
AP0315	Patinoire	23	109 522,05
AP0214	Plan campus	204	0,00
AP0376	Plateforme logistique de Vendenheim	20, 204, 23	117 000,00
AP0183	Porte des Romains	21, 23	179 999,70
AP0395	Programme de Végétalisation 2026/2031	204	200 000,00
AP0379	Programme maintenance et travaux Pôle Etoile 2025-2029	21	1 100 000,00
AP0237	Programme voirie 2015-2020 - Communes	20, 21, 23	12 654,21
AP0238	Programme voirie 2015-2020 - Strasbourg	204, 21, 23, 4541115, 458115, 458116	83 981,00
AP0325	Programme voirie 2021-2026 : Communes	20, 204, 21, 23, 4541135	7 098 803,16
AP0326	Programme voirie 2021-2026 : Strasbourg	20, 21, 23	5 790 023,05
AP0226	Projet SMARTCITY	20, 21	432 709,84
AP0175	Projet Wacken Europe	13, 20, 204, 21, 23, 458124	3 134 381,01
AP0192	Projets Arc Centre	21, 23	0,00
AP0191	Projets d'aménagement 2012-2014	21, 23	315 000,00
AP0247	Projets d'aménagement 2015-2017	23	836 105,00
AP8002	Projets espace public Communes	21, 23	59 959,00
AP8001	Projets espace public Strasbourg	204, 21, 23, 458118	1 111 633,08
AP0310	Prolongement ligne C Neuhof (Reuss à Stockfeld)	20, 23	100 000,00
AP0322	Prévention érosion des sols et ruissellement non urbains	20, 21, 4541124, 4541125	313 000,00
AP0155	Pépinières d'entreprises	204, 23	200 000,00
AP0189	Relocalisation du district Nord-Est "Rue Lauth"	23	39 365,17
AP0305	Remboursement travaux immeuble de la bourse	204	93 420,00
AP0377	Renouv. parc véhicules et engins dans cadre ZFE - 2025-2029	21	2 460 795,00
AP0309	Renouvel parc véhicules et engins ZFE-acquisitions 2020-2024	21, 23	2 478 582,82
AP0307	Renouvellement des appareils de chauffage au bois	204	252 100,00
AP0313	Renouvellement du parc machines 2020-2023	21, 23	98 000,00
AP0243	Requalification de l'A35-CPER 2014-2020	20, 204, 21, 23	1 615 546,83

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
AP0314	Restaurations cours eau&zones humides-Rétab.Continuités éco.	20, 21, 23, 4541122	1 214 000,00
AP0302	Restructuration du Stade de la Meinau	23	20 008 333,33
AP0316	Rhénus Sport	204, 23	1 033 861,71
AP0273	Routes départementales	21, 23	2 861 680,28
AP0201	Rue du péage	21, 23, 458122	228 407,33
AP0345	Réaménagements voiries pour REM interurbain	20, 23	407 466,00
AP0335	Réfection bâtiment Archives Communautaires 2021-2026	23	1 074 426,05
AP0365	Réfection de fouilles	21, 23	658 011,11
AP0351	Réhab. et humanisation Fritz Kiener - hébergement urgence	204	320 000,00
AP0131	Schéma directeur des systèmes d'information 2009-2012	20, 21, 23	0,00
AP0308	Schéma directeur des systèmes d'information 2020-2026	20, 21	7 034 508,90
AP0232	Schéma directeur des systèmes d¿information 2015-2020	20, 21, 23	49 524,00
AP0331	Structur. filières locales-projets alimentaires territoriaux	20, 204, 23	234 472,78
AP0154	Système de collecte enterrée	21, 23	1 838 231,04
AP0290	Sécurisation des espaces publics	21	700 290,75
AP0346	Sécurisation passages piétons	21, 23	300 826,41
AP0341	TSD/Territoire Santé de Demain	204	296 579,00
AP0320	TSPO - A351	204, 21, 23, 458128	4 333 344,18
AP0298	Tram Nord	20, 21, 23, 4541127	546 918,67
AP0300	Tram Ouest	20, 23, 4541129	13 760 569,51
AP0234	Tramway Koenigshoffen	20, 21, 23, 4541119	3 193 521,20
AP0367	Transactions Immobilières 2024-2026	20, 21	7 947 232,21
AP0324	Transfert Réseau Routier National	20, 21, 23	4 139 313,13
AP0375	Travaux abords de la Laiterie	20, 23	279 899,00
AP0262	Travaux au Centre Administratif 2016-2019	20, 23	4 803 236,47
AP0240	Travaux de consolidation des cavités souterraines	20, 21, 23	215 000,00
AP0268	Travaux de désamiantage de l'UVE	13, 204, 21, 23	0,00
AP0368	Travaux de mise aux normes UVE	20, 204, 21, 23	8 009 864,15
AP0291	Travaux de réaménagement des aires d'accueil	23	1 651 019,80
AP0396	Travaux de voirie Ecole Européenne	23	50 000,00
AP0389	Travaux sur bâtiments d'exploitation	23	100 000,00
AP0304	Tvx/Rénovation dans les immeubles communautaires 2019-2023	23	3 259 631,49
AP0372	Tvx/Rénovation dans les immeubles métropolitains 2024-2026	20, 21, 23	893 200,00
AP0287	Tvx/Rénovation sur immeubles métropolitains 2018-2020	20, 23	1 680 578,58
AP0171	VLIO	20, 204, 21, 23	282 000,00
AP0297	Vidéo verbalisation	21	111 624,73
AP0276	Vidéosurveillance	21	810 000,00
AP0260	Ville respirable	204	0,00
AP0249	ZAC Danube	23	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
AP0352	ZAC Parc d'innovation d'Illkirch	23	418 579,20
AP0349	ZAC des 2 Rives	204, 23, 27	1 350 261,00
AP0031	ZAC des Poteries	21, 23	0,00
AP0193	Zone commerciale sud	20, 204, 21, 23, 4541133	2 921 987,28
AP0371	Zone de manoeuvre Fédération	23, 4541132	1 432 576,43
AP0329	Zone à Faible Emission	204, 21	3 450 000,00
AP0017	Zones d'aménagement concédées	21, 23	0,00
AP0369	Études sur restructuration de sites à vocation économique	20, 23	756 500,00
TOTAL			**248 775 904,95**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**248 775 904,95**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	20 391 832,42	688 151,35	1 995 616,19	1 995 616,19	23 075 599,96
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	44 452 764,90	3 600,00	16 621 383,13	16 621 383,13	61 077 748,03
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	76 787 682,68	4 702 697,48	-5 149 692,71	-5 149 692,71	76 340 687,45
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	118 168 294,09	104 004,67	-5 805 374,68	-5 805 374,68	112 466 924,08
Total des dépenses d'équipement		**259 800 574,09**	**5 498 453,50**	**7 661 931,93**	**7 661 931,93**	**272 960 959,52**
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 000 000,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	2 000 000,00
13	Subventions d'investissement (4)	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	99 155 000,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	98 155 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	966 307,18	0,00	-309 000,00	-309 000,00	657 307,18
27	Autres immobilisations financières (4)	7 032 231,00	0,00	10 000,00	10 000,00	7 042 231,00
Total des dépenses financières		**110 353 538,18**	**0,00**	**-2 299 000,00**	**-2 299 000,00**	**108 054 538,18**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	11 317 993,23	7 071,89	-546 415,49	-546 415,49	10 778 649,63
Total des dépenses réelles d'investissement		**381 472 105,50**	**5 505 525,39**	**4 816 516,44**	**4 816 516,44**	**391 794 147,33**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*10 000 000,00*		*410 000,00*	*410 000,00*	*10 410 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*62 827 894,50*		*4 583 247,75*	*4 583 247,75*	*67 411 142,25*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***72 827 894,50***		***4 993 247,75***	***4 993 247,75***	***77 821 142,25***
TOTAL		**454 300 000,00**	**5 505 525,39**	**9 809 764,19**	**9 809 764,19**	**469 615 289,58**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**50 284 710,42**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**519 900 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	72 981 673,80	0,00	12 944 269,55	12 944 269,55	85 925 943,35
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	161 138 344,70	10 000 000,00	-8 426 069,48	-8 426 069,48	162 712 275,22
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	21 000,00	21 000,00	21 000,00
21	Immobilisations corporelles (4)	397 649,00	0,00	2 076,78	2 076,78	399 725,78
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	885 698,75	885 698,75	885 698,75
Total des recettes d'équipement		**234 517 667,50**	**10 000 000,00**	**5 426 975,60**	**5 426 975,60**	**249 944 643,10**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	25 000 000,00	0,00	2 294 471,26	2 294 471,26	27 294 471,26
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	45 790 235,81	45 790 235,81	45 790 235,81
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	105 000,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	20 030 000,00	0,00	34 938,00	34 938,00	20 064 938,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	2 139 167,00	0,00	770 131,58	770 131,58	2 909 298,58
024	Produits des cessions d'immobilisations	12 200 000,00	0,00	-4 900 000,00	-4 900 000,00	7 300 000,00
Total des recettes financières		**59 474 167,00**	**0,00**	**43 989 776,65**	**43 989 776,65**	**103 463 943,65**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	10 480 271,00	0,00	1 600 000,00	1 600 000,00	12 080 271,00
Total des recettes réelles d'investissement		**304 472 105,50**	**10 000 000,00**	**51 016 752,25**	**51 016 752,25**	**365 488 857,75**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*12 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*12 000 000,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*75 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*75 000 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*62 827 894,50*		*4 583 247,75*	*4 583 247,75*	*67 411 142,25*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***149 827 894,50***		***4 583 247,75***	***4 583 247,75***	***154 411 142,25***

TOTAL	**454 300 000,00**	**10 000 000,00**	**55 600 000,00**	**55 600 000,00**	**519 900 000,00**
					+
				R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**0,00**
					=
				TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**519 900 000,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**76 590 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	132 287 674,14	0,00	-3 369 492,34	-3 369 492,34	128 918 181,80
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	387 509 550,00	0,00	-47 880,00	-47 880,00	387 461 670,00
014	Atténuations de produits	100 664 709,00	0,00	789 233,00	789 233,00	101 453 942,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	144 515 166,86	0,00	-1 210 604,03	-1 210 604,03	143 304 562,83
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	370 000,00	0,00	0,00	0,00	370 000,00
Total des dépenses de gestion courante		**765 347 100,00**	**0,00**	**-3 838 743,37**	**-3 838 743,37**	**761 508 356,63**
66	Charges financières	22 948 000,00	0,00	0,00	0,00	22 948 000,00
67	Charges spécifiques (4)	104 900,00	0,00	200 000,00	200 000,00	304 900,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		238 743,37	238 743,37	238 743,37
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**788 400 000,00**	**0,00**	**-3 400 000,00**	**-3 400 000,00**	**785 000 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*12 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*12 000 000,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*75 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*75 000 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***87 000 000,00***		***0,00***	***0,00***	***87 000 000,00***
TOTAL		**875 400 000,00**	**0,00**	**-3 400 000,00**	**-3 400 000,00**	**872 000 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**872 000 000,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	2 115 963,00	0,00	422 867,29	422 867,29	2 538 830,29
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	298 898 388,86	0,00	-2 088 988,97	-2 088 988,97	296 809 399,89
73	Impôts et taxes (sauf 731)	185 946 914,00	0,00	-1 041 971,00	-1 041 971,00	184 904 943,00
731	Fiscalité locale	218 101 080,00	0,00	208 869,00	208 869,00	218 309 949,00
74	Dotations et participations (4)	128 111 746,00	0,00	-7 336 583,72	-7 336 583,72	120 775 162,28
75	Autres produits de gestion courante (4)	26 114 327,00	0,00	5 235 310,06	5 235 310,06	31 349 637,06
Total des recettes de gestion courante		**859 288 418,86**	**0,00**	**-4 600 497,34**	**-4 600 497,34**	**854 687 921,52**
76	Produits financiers	707 737,00	0,00	274 455,00	274 455,00	982 192,00
77	Produits spécifiques (4)	243 844,14	0,00	179 029,20	179 029,20	422 873,34
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	5 160 000,00		30 000,00	30 000,00	5 190 000,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**865 400 000,00**	**0,00**	**-4 117 013,14**	**-4 117 013,14**	**861 282 986,86**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*10 000 000,00*		*410 000,00*	*410 000,00*	*10 410 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***10 000 000,00***		***410 000,00***	***410 000,00***	***10 410 000,00***
TOTAL		**875 400 000,00**	**0,00**	**-3 707 013,14**	**-3 707 013,14**	**871 692 986,86**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE	**307 013,14**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**872 000 000,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**76 590 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	-1 000 000,00	*0,00*	-1 000 000,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	*400 000,00*	400 000,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-1 000 000,00	*10 000,00*	-990 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	2 683 767,54	*0,00*	2 683 767,54
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	16 624 983,13	*85 255,00*	*16 710 238,13*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	-446 995,23	*0,00*	-446 995,23
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	-5 701 370,01	*4 497 992,75*	*-1 203 377,26*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	-309 000,00	*0,00*	-309 000,00
27	Autres immobilisations financières (3)	10 000,00	*0,00*	10 000,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	-539 343,60	*0,00*	-539 343,60
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**10 322 041,83**	***4 993 247,75***	**15 315 289,58**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**50 284 710,42**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**65 600 000,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	-3 369 492,34		-3 369 492,34
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	-47 880,00		-47 880,00
014	Atténuations de produits	789 233,00		789 233,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	-1 210 604,03	*0,00*	-1 210 604,03
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	200 000,00	*0,00*	200 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	238 743,37	*0,00*	238 743,37
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**-3 400 000,00**	***0,00***	**-3 400 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-3 400 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 294 471,26	*0,00*	2 294 471,26
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	12 944 269,55	*0,00*	12 944 269,55
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 608 868,52	*0,00*	1 608 868,52
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	21 000,00	*0,00*	*21 000,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	2 076,78	*0,00*	2 076,78
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	885 698,75	*4 497 992,75*	*5 383 691,50*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	770 131,58	*0,00*	770 131,58
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	1 600 000,00	*85 255,00*	1 685 255,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	-4 900 000,00		-4 900 000,00
	Recettes d'investissement – Total	**15 226 516,44**	***4 583 247,75***	**19 809 764,19**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**45 790 235,81**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**65 600 000,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	422 867,29		422 867,29
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	-2 088 988,97		-2 088 988,97
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	-1 041 971,00		-1 041 971,00
731	Fiscalité locale	208 869,00		208 869,00
74	Dotations et participations (8)	-7 336 583,72		-7 336 583,72
75	Autres produits de gestion courante (8)	5 235 310,06	10 000,00	5 235 310,06
76	Produits financiers	274 455,00	*0,00*	274 455,00
77	Produits spécifiques (8)	179 029,20	*400 000,00*	579 029,20
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	30 000,00	*0,00*	30 000,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement – Total	**-4 117 013,14**	***410 000,00***	**-3 707 013,14**
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE	**307 013,14**
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-3 400 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**454 300 000,00**	**5 505 525,39**	**248 775 904,95**	**9 809 764,19**	**9 809 764,19**	**6 253 810,45**	**3 555 953,74**	**15 315 289,58**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	20 391 832,42	688 151,35	13 297 524,61	1 995 616,19	1 995 616,19	-410 583,81	2 406 200,00	2 683 767,54
204	Subventions d'équipement versées (10)	44 452 764,90	3 600,00	58 881 948,03	16 621 383,13	16 621 383,13	17 093 383,13	-472 000,00	16 624 983,13
21	Immobilisations corporelles	76 787 682,68	4 702 697,48	50 464 096,98	-5 149 692,71	-5 149 692,71	-4 198 198,70	-951 494,01	-446 995,23
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	118 168 294,09	104 004,67	112 103 219,41	-5 805 374,68	-5 805 374,68	-5 835 374,68	30 000,00	-5 701 370,01
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**259 800 574,09**	**5 498 453,50**	**234 746 789,03**	**7 661 931,93**	**7 661 931,93**	**6 649 225,94**	**1 012 705,99**	**13 160 385,43**
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 000 000,00	0,00		-1 000 000,00	-1 000 000,00		-1 000 000,00	-1 000 000,00
13	Subventions d'investissement	200 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	99 155 000,00	0,00		-1 000 000,00	-1 000 000,00		-1 000 000,00	-1 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	966 307,18	0,00	637 307,18	-309 000,00	-309 000,00	0,00	-309 000,00	-309 000,00
27	Autres immobilisations financières	7 032 231,00	0,00	3 024 231,00	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**110 353 538,18**	**0,00**	**3 661 538,18**	**-2 299 000,00**	**-2 299 000,00**	**0,00**	**-2 299 000,00**	**-2 299 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	11 317 993,23	7 071,89	10 367 577,74	-546 415,49	-546 415,49	-395 415,49	-151 000,00	-539 343,60
Total des dépenses réelles		**381 472 105,50**	**5 505 525,39**	**248 775 904,95**	**4 816 516,44**	**4 816 516,44**	**6 253 810,45**	**-1 437 294,01**	**10 322 041,83**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*10 000 000,00*			*410 000,00*	*410 000,00*		*410 000,00*	*410 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*62 827 894,50*			*4 583 247,75*	*4 583 247,75*		*4 583 247,75*	*4 583 247,75*
Total des dépenses d'ordre		**72 827 894,50**			**4 993 247,75**	**4 993 247,75**		**4 993 247,75**	**4 993 247,75**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**50 284 710,42**

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**65 600 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**454 300 000,00**	**10 000 000,00**	**9 809 764,19**	**9 809 764,19**	**19 809 764,19**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	72 981 673,80	0,00	12 944 269,55	12 944 269,55	12 944 269,55
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	161 138 344,70	10 000 000,00	-8 426 069,48	-8 426 069,48	1 573 930,52
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	21 000,00	21 000,00	21 000,00
21	Immobilisations corporelles	397 649,00	0,00	2 076,78	2 076,78	2 076,78
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	885 698,75	885 698,75	885 698,75
Total des recettes d'équipement		**234 517 667,50**	**10 000 000,00**	**5 426 975,60**	**5 426 975,60**	**15 426 975,60**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	25 000 000,00	0,00	2 294 471,26	2 294 471,26	2 294 471,26
138	Autres subventions invest. non transf.	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	20 030 000,00	0,00	34 938,00	34 938,00	34 938,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 139 167,00	0,00	770 131,58	770 131,58	770 131,58

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	12 200 000,00	0,00	-4 900 000,00	-4 900 000,00	-4 900 000,00
Total des recettes financières		**59 474 167,00**	**0,00**	**-1 800 459,16**	**-1 800 459,16**	**-1 800 459,16**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	10 480 271,00	0,00	1 600 000,00	1 600 000,00	1 600 000,00
Total des recettes réelles		**304 472 105,50**	**10 000 000,00**	**5 226 516,44**	**5 226 516,44**	**15 226 516,44**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*12 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*75 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*62 827 894,50*		*4 583 247,75*	*4 583 247,75*	*4 583 247,75*
Total des recettes d'ordre		***149 827 894,50***		***4 583 247,75***	***4 583 247,75***	***4 583 247,75***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**45 790 235,81**

Total des recettes d'investissement cumulées	**65 600 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**454 300 000,00**	**5 505 525,39**	**248 775 904,95**	**9 809 764,19**	**9 809 764,19**	**6 253 810,45**	**3 555 953,74**	**15 315 289,58**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	20 391 832,42	688 151,35	13 297 524,61	1 995 616,19	1 995 616,19	-410 583,81	2 406 200,00	2 683 767,54
202	Frais réalisation documents urbanisme	510 000,00	132 390,00		0,00	0,00	0,00	0,00	132 390,00
2031	Frais d'études	8 918 228,92	98 755,39		105 701,22	105 701,22	-294 298,78	400 000,00	204 456,61
2032	Frais de recherche et de développement	195 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	13 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	10 755 603,50	457 005,96		-99 085,03	-99 085,03	-116 285,03	17 200,00	357 920,93
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00		1 989 000,00	1 989 000,00	0,00	1 989 000,00	1 989 000,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	44 452 764,90	3 600,00	58 881 948,03	16 621 383,13	16 621 383,13	17 093 383,13	-472 000,00	16 624 983,13
204111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	82 551,63	0,00		-22 551,63	-22 551,63	-22 551,63	0,00	-22 551,63
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	70 000,00	0,00		30 000,00	30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00
204122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	896 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	395 845,52	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	1 310 420,00	0,00		-180 000,00	-180 000,00	-180 000,00	0,00	-180 000,00
2041413	Subv. Cne GFP : Projet infrastructure	288 514,00	0,00		-104 514,00	-104 514,00	-104 514,00	0,00	-104 514,00
2041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	28 579,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415342	IC : Bâtiments, installations	2 617,74	0,00		-2 617,74	-2 617,74	-2 617,74	0,00	-2 617,74
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	1 135 500,00	3 600,00		89 436,50	89 436,50	126 436,50	-37 000,00	93 036,50
204182	Autres org pub - Bât. et installations	10 508 055,45	0,00		2 562 535,00	2 562 535,00	2 562 535,00	0,00	2 562 535,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
204183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	86 700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	7 227 500,00	0,00		2 364 000,00	2 364 000,00	2 374 000,00	-10 000,00	2 364 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	22 420 481,56	0,00		11 885 095,00	11 885 095,00	12 310 095,00	-425 000,00	11 885 095,00
21	Immobilisations corporelles	76 787 682,68	4 702 697,48	50 464 096,98	-5 149 692,71	-5 149 692,71	-4 198 198,70	-951 494,01	-446 995,23
2111	Terrains nus	8 470 048,48	0,00		-2 373 800,60	-2 373 800,60	-2 373 800,60	0,00	-2 373 800,60
2112	Terrains de voirie	150 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	2 244 858,98	0,00		-395 000,00	-395 000,00	-395 000,00	0,00	-395 000,00
2128	Autres agencements et aménagements	3 996 338,21	61 987,73		303 000,00	303 000,00	303 000,00	0,00	364 987,73
21318	Autres bâtiments publics	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21321	Immeubles de rapport	2 800 000,00	0,00		1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
21351	Bâtiments publics	6 718 156,07	772 118,15		676 995,12	676 995,12	-197 000,00	873 995,12	1 449 113,27
21352	Bâtiments privés	150 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	490 000,00	0,00		-60 000,00	-60 000,00	-60 000,00	0,00	-60 000,00
2151	Réseaux de voirie	14 908 708,09	184 342,01		1 302 556,14	1 302 556,14	1 302 556,14	0,00	1 486 898,15
2152	Installations de voirie	4 651 670,84	297 967,28		-692 223,00	-692 223,00	-674 223,00	-18 000,00	-394 255,72
21534	Réseaux d'électrification	89 201,27	24 597,29		0,00	0,00	0,00	0,00	24 597,29
21538	Autres réseaux	1 380 672,00	55 400,00		-490 000,00	-490 000,00	-450 000,00	-40 000,00	-434 600,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	280 000,00	0,00		-18 000,00	-18 000,00	-18 000,00	0,00	-18 000,00
21572	Matériel technique scolaire	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	808 917,80	487 787,21		0,00	0,00	0,00	0,00	487 787,21
21578	Autre matériel technique	3 000,00	10 002,60		0,00	0,00	0,00	0,00	10 002,60
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	10 766 627,95	599 342,67		-2 324 350,42	-2 324 350,42	-735 350,42	-1 589 000,00	-1 725 007,75
21621	Biens sous-jacents	6 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	862 777,62	0,00		5 000,00	5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00
21828	Autres matériels de transport	6 313 039,82	67 294,54		-161 247,00	-161 247,00	-161 247,00	0,00	-93 952,46
21838	Autre matériel informatique	8 701 220,84	1 663 977,44		-1 769 133,82	-1 769 133,82	-1 744 133,82	-25 000,00	-105 156,38
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 064 684,71	72 775,98		56 555,58	56 555,58	0,00	56 555,58	129 331,56
2185	Matériel de téléphonie	750 584,00	188 733,16		-200 000,00	-200 000,00	0,00	-200 000,00	-11 266,84
2188	Autres immobilisations corporelles	980 276,00	216 371,42		-10 044,71	-10 044,71	0,00	-10 044,71	206 326,71
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	118 168 294,09	104 004,67	112 103 219,41	-5 805 374,68	-5 805 374,68	-5 835 374,68	30 000,00	-5 701 370,01
2312	Agencements et aménagements de terrains	17 197 026,06	103 534,37		583 898,08	583 898,08	583 898,08	0,00	687 432,45
2313	Constructions	39 990 427,56	0,00		6 507 216,66	6 507 216,66	6 507 216,66	0,00	6 507 216,66
2315	Install., matériel et outill. technique	41 569 933,56	470,30		-12 454 277,21	-12 454 277,21	-12 454 277,21	0,00	-12 453 806,91
2316	Restaur. des biens histo. et culturels	32 700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	212,21	0,00		-212,21	-212,21	-212,21	0,00	-212,21
237	Avances commandes immo incorporelles	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	19 377 994,70	0,00		-442 000,00	-442 000,00	-472 000,00	30 000,00	-442 000,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**259 800 574,09**	**5 498 453,50**	**234 746 789,03**	**7 661 931,93**	**7 661 931,93**	**6 649 225,94**	**1 012 705,99**	**13 160 385,43**
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 000 000,00	0,00		-1 000 000,00	-1 000 000,00		-1 000 000,00	-1 000 000,00
10226	Taxe d'aménagement	3 000 000,00	0,00		-1 000 000,00	-1 000 000,00		-1 000 000,00	-1 000 000,00
13	Subventions d'investissement	200 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	200 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	99 155 000,00	0,00		-1 000 000,00	-1 000 000,00		-1 000 000,00	-1 000 000,00
16311	Emprunt obligataire remboursable in fine	7 625 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16318	Autres emprunts obligataires	20 000 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	42 000 000,00	0,00		-1 000 000,00	-1 000 000,00		-1 000 000,00	-1 000 000,00
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	20 000 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	9 500 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	30 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
26	Participations et créances rattachées	966 307,18	0,00	637 307,18	-309 000,00	-309 000,00	0,00	-309 000,00	-309 000,00
261	Titres de participation	966 307,18	0,00		-309 000,00	-309 000,00	0,00	-309 000,00	-309 000,00
27	Autres immobilisations financières	7 032 231,00	0,00	3 024 231,00	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
2743	Prêts au personnel	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2748	Autres prêts	290 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	2 018 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	4 724 231,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**110 353 538,18**	**0,00**	**3 661 538,18**	**-2 299 000,00**	**-2 299 000,00**	**0,00**	**-2 299 000,00**	**-2 299 000,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	11 317 993,23	7 071,89	10 367 577,74	-546 415,49	-546 415,49	-395 415,49	-151 000,00	-539 343,60
4541116	Compte de tiers - Aménagements de voirie	400 000,00	3 891,89		-75 000,00	-75 000,00	0,00	-75 000,00	-71 108,11
4541117	Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux	300 000,00	0,00		-75 000,00	-75 000,00	0,00	-75 000,00	-75 000,00
4541122	Restauration cours d'eau&zones humides-Rétabt continuité éco	800 000,00	0,00		414 000,00	414 000,00	414 000,00	0,00	414 000,00
4541123	Restauration cours eau non domaniaux terrains privés&communa	15 000,00	3 180,00		-1 000,00	-1 000,00	0,00	-1 000,00	2 180,00
4541124	Lutte contre coulées eaux boueuses terrains privés&communaux	70 000,00	0,00		-7 000,00	-7 000,00	-7 000,00	0,00	-7 000,00
4541125	Lutte contre ruissellements non urbain terrains privés&comm	550 000,00	0,00		-300 000,00	-300 000,00	-300 000,00	0,00	-300 000,00
4541126	Déviations de réseaux - bouclage sud BHNS gare-Etoile	0,00	0,00		48,76	48,76	48,76	0,00	48,76
4541127	Déviations de réseaux - Tram Schiltigheim	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541129	Déviations de réseaux - Tram koenigshoffen 2e phase	1 542 509,10	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541130	Réhabilitation thermique - Région	200 000,00	0,00		1 646 000,00	1 646 000,00	1 646 000,00	0,00	1 646 000,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
4541131	Travaux paysagers gare routière des Halles et gare basse	1 450 000,00	0,00		-910 000,00	-910 000,00	-910 000,00	0,00	-910 000,00
4541132	Zone de manoeuvre Fédération	232 576,43	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541133	Fludification de l'accessibilité de la Zone commerciale Sud	0,00	0,00		90 000,00	90 000,00	90 000,00	0,00	90 000,00
4541135	Réaménagement de la placette pomme d'Or Schiltigheim	0,00	0,00		100 000,00	100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00
458114	PAPS-PCPI	1 706 611,45	0,00		-1 006 611,45	-1 006 611,45	-1 006 611,45	0,00	-1 006 611,45
458122	Démolition pour aménagement de la rue du Péage	53 621,61	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458123	Travaux SINGRIST	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458124	Projet Wacken Europe - Travaux éclairage et espaces verts	310 000,00	0,00		-310 000,00	-310 000,00	-310 000,00	0,00	-310 000,00
458125	Espex Rotterdam	1 398 400,00	0,00		606 326,00	606 326,00	606 326,00	0,00	606 326,00
458126	Espex Schiltigheim	1 623 001,84	0,00		-622 000,00	-622 000,00	-622 000,00	0,00	-622 000,00
458127	NPNRU - Ecrivains Communes Nord	666 272,80	0,00		-96 178,80	-96 178,80	-96 178,80	0,00	-96 178,80
Total des dépenses réelles		**381 472 105,50**	**5 505 525,39**	**248 775 904,95**	**4 816 516,44**	**4 816 516,44**	**6 253 810,45**	**-1 437 294,01**	**10 322 041,83**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*10 000 000,00*			*410 000,00*	*410 000,00*		*410 000,00*	*410 000,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*10 000 000,00*			*410 000,00*	*410 000,00*		*410 000,00*	*410 000,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*4 000 000,00*			*70 000,00*	*70 000,00*		*70 000,00*	*70 000,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*400 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*200 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139141	*Subv. transf. Communes membres du GFP*	*4 700 000,00*			*230 000,00*	*230 000,00*		*230 000,00*	*230 000,00*
139151	*Subv. transf. GFP de rattachement*	*100 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139172	*Subv. transf. FEDER*	*300 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*300 000,00*			*100 000,00*	*100 000,00*		*100 000,00*	*100 000,00*
165	*Dépôts et cautionnements reçus*	*0,00*			*10 000,00*	*10 000,00*		*10 000,00*	*10 000,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
4541104	*Tram Kehl*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*62 827 894,50*			*4 583 247,75*	*4 583 247,75*		*4 583 247,75*	*4 583 247,75*
1641	*Emprunts en euros*	*9 500 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*9 500 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
202	*Frais réalisation documents urbanisme*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
204412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*0,00*			*85 255,00*	*85 255,00*		*85 255,00*	*85 255,00*
204422	*Sub nat privé - Bât. et installations*	*1 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21351	*Bâtiments publics*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2152	*Installations de voirie*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2312	*Agencements et aménagements de terrains*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*10 300 000,00*			*500 000,00*	*500 000,00*		*500 000,00*	*500 000,00*
2315	*Install., matériel et outill. technique*	*32 527 894,50*			*3 997 992,75*	*3 997 992,75*		*3 997 992,75*	*3 997 992,75*
2762	*Créances transf. droit déduction TVA*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**72 827 894,50**			**4 993 247,75**	**4 993 247,75**		**4 993 247,75**	**4 993 247,75**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**454 300 000,00**	**10 000 000,00**	**9 809 764,19**	**9 809 764,19**	**19 809 764,19**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	72 981 673,80	0,00	12 944 269,55	12 944 269,55	12 944 269,55
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	11 916 211,00	0,00	16 839 307,68	16 839 307,68	16 839 307,68
1312	Subv. transf. Régions	6 850 000,00	0,00	35 000,00	35 000,00	35 000,00
1313	Subv. transf. Départements	3 357 260,00	0,00	-1 486 000,00	-1 486 000,00	-1 486 000,00
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	11 397 354,82	0,00	754 480,48	754 480,48	754 480,48
13172	Subv. transf. FEDER	1 500 000,00	0,00	-500 000,00	-500 000,00	-500 000,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	3 115 371,30	0,00	6 966,00	6 966,00	6 966,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	9 770 809,68	0,00	-1 655 710,27	-1 655 710,27	-1 655 710,27
1322	Subv. non transf. Régions	16 352 667,00	0,00	-637 667,00	-637 667,00	-637 667,00
1323	Subv. non transf. Départements	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	715 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13272	Subv. non transf. FEDER	0,00	0,00	58 280,00	58 280,00	58 280,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	1 062 000,00	0,00	20 208,00	20 208,00	20 208,00
13362	Dotation de soutien à l'invest local	0,00	0,00	413 514,66	413 514,66	413 514,66
1345	Amendes radars automatiques et de police	6 000 000,00	0,00	-1 075 484,00	-1 075 484,00	-1 075 484,00
1348	Autres fonds non transférables	900 000,00	0,00	171 374,00	171 374,00	171 374,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	161 138 344,70	10 000 000,00	-8 426 069,48	-8 426 069,48	1 573 930,52
1641	Emprunts en euros	151 638 344,70	0,00	-8 426 069,48	-8 426 069,48	-8 426 069,48
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	10 000 000,00	0,00	0,00	10 000 000,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	9 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	21 000,00	21 000,00	21 000,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	21 000,00	21 000,00	21 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	397 649,00	0,00	2 076,78	2 076,78	2 076,78
2111	Terrains nus	0,00	0,00	2 076,78	2 076,78	2 076,78
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21321	Immeubles de rapport	397 649,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	885 698,75	885 698,75	885 698,75

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	152,46	152,46	152,46
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	885 546,29	885 546,29	885 546,29
Total des recettes d'équipement		**234 517 667,50**	**10 000 000,00**	**5 426 975,60**	**5 426 975,60**	**15 426 975,60**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	25 000 000,00	0,00	2 294 471,26	2 294 471,26	2 294 471,26
10222	FCTVA	19 000 000,00	0,00	4 294 471,26	4 294 471,26	4 294 471,26
10226	Taxe d'aménagement	6 000 000,00	0,00	-2 000 000,00	-2 000 000,00	-2 000 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	20 030 000,00	0,00	34 938,00	34 938,00	34 938,00
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	20 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	30 000,00	0,00	34 938,00	34 938,00	34 938,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 139 167,00	0,00	770 131,58	770 131,58	770 131,58
2743	Prêts au personnel	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2748	Autres prêts	99 167,00	0,00	-18 334,00	-18 334,00	-18 334,00
275	Dépôts et cautionnements versés	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2762	Créances transf. droit déduction TVA	0,00	0,00	788 465,58	788 465,58	788 465,58
27632	Créance Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	12 200 000,00	0,00	-4 900 000,00	-4 900 000,00	-4 900 000,00
Total des recettes financières		**59 474 167,00**	**0,00**	**-1 800 459,16**	**-1 800 459,16**	**-1 800 459,16**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	10 480 271,00	0,00	1 600 000,00	1 600 000,00	1 600 000,00
Total des recettes réelles		**304 472 105,50**	**10 000 000,00**	**5 226 516,44**	**5 226 516,44**	**15 226 516,44**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*12 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*75 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2115	*Terrains bâtis*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21321	*Immeubles de rapport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
215731	*Matériel roulant*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2188	*Autres immobilisations corporelles*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*1 500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28032	*Frais de recherche et de développement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
2804113	Subv. Etat : Projet infrastructure	300 000,00		0,00	0,00	0,00
2804121	Subv.Régions : Bien mobilier, matériel	0,00		0,00	0,00	0,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	500 000,00		0,00	0,00	0,00
2804133	Subv. Dpt : Projet infrastructure	0,00		0,00	0,00	0,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	500 000,00		0,00	0,00	0,00
28041413	Subv.Cne GFP : Projet infrastructure	0,00		0,00	0,00	0,00
28041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	4 400 000,00		0,00	0,00	0,00
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	0,00		0,00	0,00	0,00
280415342	IC : Bâtiments, installations	0,00		0,00	0,00	0,00
28041722	SNCF Réseau : Bâtiments, installations	0,00		0,00	0,00	0,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00		0,00	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00		0,00	0,00	0,00
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	3 300 000,00		0,00	0,00	0,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	7 000 000,00		0,00	0,00	0,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	8 000 000,00		0,00	0,00	0,00
2804412	Sub nat org pub - Bât. et installations	500 000,00		0,00	0,00	0,00
2804422	Sub nat privé - Bât. et installations	0,00		0,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	6 000 000,00		0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	500 000,00		0,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	4 800 000,00		0,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	0,00		0,00	0,00	0,00
281312	Bâtiments scolaires	0,00		0,00	0,00	0,00
281314	Bâtiments culturels et sportifs	3 000 000,00		0,00	0,00	0,00
281316	Equipements de cimetière	0,00		0,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	0,00		0,00	0,00	0,00
281321	Immeubles de rapport	1 000 000,00		0,00	0,00	0,00
281328	Autres bâtiments privés	0,00		0,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	13 500 000,00		0,00	0,00	0,00
281352	Bâtiments privés	0,00		0,00	0,00	0,00
28138	Autres constructions	0,00		0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	0,00		0,00	0,00	0,00
281571	Matériel ferroviaire	0,00		0,00	0,00	0,00
2815731	Matériel roulant	0,00		0,00	0,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00		0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	1 800 000,00		0,00	0,00	0,00
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	4 300 000,00		0,00	0,00	0,00
28161	Biens historiques et culturels immo.	0,00		0,00	0,00	0,00
28162	Biens historiques et culturels mobiliers	0,00		0,00	0,00	0,00
281748	Sol autrui - Autres construct° (mad)	0,00		0,00	0,00	0,00
281788	Autres immo. corporelles (m. à dispo)	0,00		0,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	1 200 000,00		0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
281828	*Autres matériels de transport*	*7 600 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*2 500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*800 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*62 827 894,50*		*4 583 247,75*	*4 583 247,75*	*4 583 247,75*
1641	*Emprunts en euros*	*9 500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*9 500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*1 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21351	*Bâtiments publics*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
237	*Avances commandes immo incorporelles*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*42 827 894,50*		*4 497 992,75*	*4 497 992,75*	*4 497 992,75*
4541208	*BHNS - Déviations de réseaux*	*0,00*		*85 255,00*	*85 255,00*	*85 255,00*
Total des recettes d'ordre		***149 827 894,50***		***4 583 247,75***	***4 583 247,75***	***4 583 247,75***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**875 400 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-3 400 000,00**	**-3 400 000,00**	**0,00**	**-3 400 000,00**	**-3 400 000,00**
011	Charges à caractère général (4)	132 287 674,14	0,00	0,00	-3 369 492,34	-3 369 492,34	0,00	-3 369 492,34	-3 369 492,34
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	387 509 550,00	0,00		-47 880,00	-47 880,00		-47 880,00	-47 880,00
014	Atténuations de produits	100 664 709,00	0,00		789 233,00	789 233,00		789 233,00	789 233,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	144 515 166,86	0,00	0,00	-1 210 604,03	-1 210 604,03	0,00	-1 210 604,03	-1 210 604,03
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	370 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**765 347 100,00**	**0,00**	**0,00**	**-3 838 743,37**	**-3 838 743,37**	**0,00**	**-3 838 743,37**	**-3 838 743,37**
66	Charges financières	22 948 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	104 900,00	0,00		200 000,00	200 000,00		200 000,00	200 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			238 743,37	238 743,37		238 743,37	238 743,37
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**23 052 900,00**	**0,00**	**0,00**	**438 743,37**	**438 743,37**		**438 743,37**	**438 743,37**
Total des dépenses réelles		**788 400 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-3 400 000,00**	**-3 400 000,00**	**0,00**	**-3 400 000,00**	**-3 400 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*12 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*75 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**87 000 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D002 Résultat reporté	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**-3 400 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**875 400 000,00**	**0,00**	**-3 707 013,14**	**-3 707 013,14**	**-3 707 013,14**
013	Atténuations de charges (3)	2 115 963,00	0,00	422 867,29	422 867,29	422 867,29
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	298 898 388,86	0,00	-2 088 988,97	-2 088 988,97	-2 088 988,97
73	Impôts et taxes (sauf 731)	185 946 914,00	0,00	-1 041 971,00	-1 041 971,00	-1 041 971,00
731	Fiscalité locale	218 101 080,00	0,00	208 869,00	208 869,00	208 869,00
74	Dotations et participations (3)	128 111 746,00	0,00	-7 336 583,72	-7 336 583,72	-7 336 583,72
75	Autres produits de gestion courante (3)	26 114 327,00	0,00	5 235 310,06	5 235 310,06	5 235 310,06
Total des recettes de gestion des services		**859 288 418,86**	**0,00**	**-4 600 497,34**	**-4 600 497,34**	**-4 600 497,34**
76	Produits financiers	707 737,00	0,00	274 455,00	274 455,00	274 455,00
77	Produits spécifiques (3)	243 844,14	0,00	179 029,20	179 029,20	179 029,20
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	5 160 000,00		30 000,00	30 000,00	30 000,00
Total des recettes financières		**6 111 581,14**	**0,00**	**483 484,20**	**483 484,20**	**483 484,20**
Total des recettes réelles		**865 400 000,00**	**0,00**	**-4 117 013,14**	**-4 117 013,14**	**-4 117 013,14**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*10 000 000,00*		*410 000,00*	*410 000,00*	*410 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**10 000 000,00**		**410 000,00**	**410 000,00**	**410 000,00**

R002 Résultat reporté	**307 013,14**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**-3 400 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**875 400 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-3 400 000,00**	**-3 400 000,00**	**0,00**	**-3 400 000,00**	**-3 400 000,00**
011	Charges à caractère général (5)	132 287 674,14	0,00	0,00	-3 369 492,34	-3 369 492,34	0,00	-3 369 492,34	-3 369 492,34
6042	Achats de prestations de services	45 551,00	0,00		-10 851,00	-10 851,00	0,00	-10 851,00	-10 851,00
60611	Eau et assainissement	1 103 450,00	0,00		-100 000,00	-100 000,00	0,00	-100 000,00	-100 000,00
60612	Energie - Electricité	9 109 400,00	0,00		60 000,00	60 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00
60613	Chauffage urbain	2 241 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	2 800 000,00	0,00		500 000,00	500 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00
60623	Alimentation	53 357,00	0,00		-413,00	-413,00	0,00	-413,00	-413,00
60628	Autres fournitures non stockées	335 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	172 480,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	3 117 961,79	0,00		6 400,00	6 400,00	0,00	6 400,00	6 400,00
60633	Fournitures de voirie	517 700,00	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
60636	Habillement et vêtements de travail	856 000,00	0,00		85 725,00	85 725,00	0,00	85 725,00	85 725,00
6064	Fournitures administratives	236 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	684 200,00	0,00		-40 000,00	-40 000,00	0,00	-40 000,00	-40 000,00
6068	Autres matières et fournitures	1 574 379,00	0,00		-154 253,00	-154 253,00	0,00	-154 253,00	-154 253,00
611	Contrats de prestations de services	51 421 102,00	0,00		-2 041 696,00	-2 041 696,00	0,00	-2 041 696,00	-2 041 696,00
6132	Locations immobilières	2 464 914,00	0,00		-203 890,00	-203 890,00	0,00	-203 890,00	-203 890,00
61351	Matériel roulant	145 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	735 200,00	0,00		-50 000,00	-50 000,00	0,00	-50 000,00	-50 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	1 197 130,00	0,00		-42 436,91	-42 436,91	0,00	-42 436,91	-42 436,91
61521	Entretien terrains	1 751 327,55	0,00		-15 000,00	-15 000,00	0,00	-15 000,00	-15 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	2 423 429,00	0,00		149 500,00	149 500,00	0,00	149 500,00	149 500,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	430 500,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
615231	Entretien, réparations voiries	6 663 949,80	0,00		826 000,00	826 000,00	0,00	826 000,00	826 000,00
615232	Entretien, réparations réseaux	91 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	23 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	384 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
61558	Entretien autres biens mobiliers	334 750,00	0,00		-10 000,00	-10 000,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00
6156	Maintenance	9 712 528,00	0,00		-197 500,00	-197 500,00	0,00	-197 500,00	-197 500,00
6161	Multirisques	1 660 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	4 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	1 889 160,00	0,00		-662 400,00	-662 400,00	0,00	-662 400,00	-662 400,00
6182	Documentation générale et technique	320 629,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	1 754 886,00	0,00		-111 357,00	-111 357,00	0,00	-111 357,00	-111 357,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	79 430,00	0,00		-10 000,00	-10 000,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00
6188	Autres frais divers	11 286,00	0,00		-286,00	-286,00	0,00	-286,00	-286,00
62268	Autres honoraires, conseils	3 247 168,00	0,00		-469 010,00	-469 010,00	0,00	-469 010,00	-469 010,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	463 020,00	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
6228	Divers	3 673 282,00	0,00		-353 319,00	-353 319,00	0,00	-353 319,00	-353 319,00
6231	Annonces et insertions	524 740,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
6234	Réceptions	775 095,00	0,00		-154 225,43	-154 225,43	0,00	-154 225,43	-154 225,43
6236	Catalogues et imprimés	690 200,00	0,00		-51 000,00	-51 000,00	0,00	-51 000,00	-51 000,00
6237	Publications	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	1 364 300,00	0,00		-145 000,00	-145 000,00	0,00	-145 000,00	-145 000,00
6241	Transports de biens	24 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	152 350,00	0,00		-473,00	-473,00	0,00	-473,00	-473,00
6251	Voyages, déplacements et missions	552 445,00	0,00		-15 484,00	-15 484,00	0,00	-15 484,00	-15 484,00
6261	Frais d'affranchissement	376 700,00	0,00		53 715,00	53 715,00	0,00	53 715,00	53 715,00
6262	Frais de télécommunications	1 264 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	198 030,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
6281	Concours divers (cotisations)	785 063,00	0,00		-57 354,00	-57 354,00	0,00	-57 354,00	-57 354,00
6282	Frais de gardiennage	1 616 123,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	3 031 150,00	0,00		-50 000,00	-50 000,00	0,00	-50 000,00	-50 000,00
6284	Redevances pour services rendus	28 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	80 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	214 650,00	0,00		-10 000,00	-10 000,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00
6288	Autres services extérieurs	2 363 138,00	0,00		-261 884,00	-261 884,00	0,00	-261 884,00	-261 884,00
63512	Taxes foncières	4 454 520,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	25 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	387 509 550,00	0,00		-47 880,00	-47 880,00		-47 880,00	-47 880,00
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	250 000,00	0,00		-35 000,00	-35 000,00		-35 000,00	-35 000,00
6218	Autre personnel extérieur	743 100,00	0,00		-12 880,00	-12 880,00		-12 880,00	-12 880,00
631	Impôts, taxes, versements (Admin. Impôts	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	4 078 800,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 020 400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 038 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	155 795 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	3 405 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	2 026 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	54 118 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	30 662 575,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	688 400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	247 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	9 339 800,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	7 210 800,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64168	Autres emplois aidés	486 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	1 068 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	38 598 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	62 288 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	300 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	7 379 025,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	691 400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64732	Versées à France Travail	1 902 800,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	1 737 400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6475	Médecine du travail, pharmacie	317 300,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	962 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6488	Autres	155 250,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	100 664 709,00	0,00		789 233,00	789 233,00		789 233,00	789 233,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	70 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739211	Attribution de compensation	73 777 570,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	14 617 139,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739218	Autres prél./revers. fisc. coll. locales	10 500 000,00	0,00		27 343,00	27 343,00		27 343,00	27 343,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	850 000,00	0,00		124 850,00	124 850,00		124 850,00	124 850,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	850 000,00	0,00		637 040,00	637 040,00		637 040,00	637 040,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	144 515 166,86	0,00	0,00	-1 210 604,03	-1 210 604,03	0,00	-1 210 604,03	-1 210 604,03
65131	Bourses	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	1 425,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65133	Secours d'urgence	925 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	2 000 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	36 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	180 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	460 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	60 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	100 000,00	0,00		57 000,00	57 000,00	0,00	57 000,00	57 000,00
6542	Créances éteintes	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	30 882 505,00	0,00		312 497,00	312 497,00	0,00	312 497,00	312 497,00
65568	Autres contributions	8 785 000,00	0,00		-330 000,00	-330 000,00	0,00	-330 000,00	-330 000,00
6558	Autres contributions obligatoires	534 156,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6568	Autres participations	1 454 550,00	0,00		-3 258,00	-3 258,00	0,00	-3 258,00	-3 258,00
65733	Subv. fonct. départements	19 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	6 960 036,86	0,00		-194 000,00	-194 000,00	0,00	-194 000,00	-194 000,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	2 998 504,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
657381	Subv. fonct. autres EPL	462 600,00	0,00		-210 000,00	-210 000,00	0,00	-210 000,00	-210 000,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	1 308 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65741	Subv. de fonctionnement aux ménages	7 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	26 528 200,00	0,00		-320 813,00	-320 813,00	0,00	-320 813,00	-320 813,00
6577	Remises gracieuses	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	35 000,00	0,00		168 000,00	168 000,00	0,00	168 000,00	168 000,00
65818	Autres	79 640,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65821	Déficit des budgets annexes administrati	54 500 000,00	0,00		-1 500 000,00	-1 500 000,00	0,00	-1 500 000,00	-1 500 000,00
6583	Pénalités sur marchés	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	0,00		200,00	200,00	0,00	200,00	200,00
6585	Intérêts moratoires	0,00	0,00		210 000,00	210 000,00	0,00	210 000,00	210 000,00
65883	Déficits sur opérations de gestion	5 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	5 973 250,00	0,00		599 769,97	599 769,97	0,00	599 769,97	599 769,97
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	370 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
65861	Frais de personnel	370 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**765 347 100,00**	**0,00**	**0,00**	**-3 838 743,37**	**-3 838 743,37**	**0,00**	**-3 838 743,37**	**-3 838 743,37**
66	Charges financières	22 948 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	22 644 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	300 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6688	Autres	4 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	104 900,00	0,00		200 000,00	200 000,00		200 000,00	200 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	104 900,00	0,00		200 000,00	200 000,00		200 000,00	200 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			238 743,37	238 743,37		238 743,37	238 743,37
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	0,00			130 000,00	130 000,00		130 000,00	130 000,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00			108 743,37	108 743,37		108 743,37	108 743,37
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**23 052 900,00**	**0,00**	**0,00**	**438 743,37**	**438 743,37**		**438 743,37**	**438 743,37**
Total des dépenses réelles		**788 400 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-3 400 000,00**	**-3 400 000,00**	**0,00**	**-3 400 000,00**	**-3 400 000,00**

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
023	*Virement à la section d'investissement*	*12 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*75 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*75 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**87 000 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	6 300 000,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	6 000 000,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	300 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**875 400 000,00**	**0,00**	**-3 707 013,14**	**-3 707 013,14**	**-3 707 013,14**
013	Atténuations de charges (4)	2 115 963,00	0,00	422 867,29	422 867,29	422 867,29
6091	RRR obtenus sur matières premières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6094	RRR obtenus sur études et prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	1 765 963,00	0,00	422 867,29	422 867,29	422 867,29
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	298 898 388,86	0,00	-2 088 988,97	-2 088 988,97	-2 088 988,97
7022	Coupes de bois	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	547 189,86	0,00	72 115,03	72 115,03	72 115,03
70328	Autres droits stationnement et location	2 720 150,00	0,00	3 240,00	3 240,00	3 240,00
7035	Locations de droits de chasse et pêche	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	3 585 000,00	0,00	-3 435 000,00	-3 435 000,00	-3 435 000,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	251 549,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	75 000,00	0,00	46 000,00	46 000,00	46 000,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	10 500 000,00	0,00	380 000,00	380 000,00	380 000,00
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	514 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	52 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	3 924 000,00	0,00	53 000,00	53 000,00	53 000,00
70632	Redevances services à caractère loisir	340 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	171 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	2 692 000,00	0,00	1 656,00	1 656,00	1 656,00
708421	Mise dispo pers. BA/régie sans ps.morale	18 700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70843	Mise à dispo personnel CCAS/CIAS	4 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70844	Mise à dispo personnel CDE	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	224 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	3 945 000,00	0,00	135 000,00	135 000,00	135 000,00
708721	Remb. frais par BA/régie sans ps.morale	7 450 000,00	0,00	600 000,00	600 000,00	600 000,00
70874	Remb. frais par la CDE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
70875	Remb. frais par les communes du GFP	13 138 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	86 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	451 500,00	0,00	55 000,00	55 000,00	55 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	185 946 914,00	0,00	-1 041 971,00	-1 041 971,00	-1 041 971,00
73211	Attribution de compensation	2 492 710,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732181	Dispositif de lissage conjoncturel	3 100 000,00	0,00	41 797,00	41 797,00	41 797,00
73221	FNGIR	24 354 204,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	6 100 000,00	0,00	-627 645,00	-627 645,00	-627 645,00
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	94 400 000,00	0,00	-258 922,00	-258 922,00	-258 922,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	55 500 000,00	0,00	-197 201,00	-197 201,00	-197 201,00
7358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	218 101 080,00	0,00	208 869,00	208 869,00	208 869,00
73111	Impôts directs locaux	125 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	6 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	3 150 000,00	0,00	208 869,00	208 869,00	208 869,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73133	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	73 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Accise sur l'électricité	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73143	Redevance des mines	1 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731721	Taxe de séjour	8 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	128 111 746,00	0,00	-7 336 583,72	-7 336 583,72	-7 336 583,72
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	15 300 000,00	0,00	1 046 334,00	1 046 334,00	1 046 334,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	61 700 000,00	0,00	-171 050,00	-171 050,00	-171 050,00
744	FCTVA	1 000 000,00	0,00	22 631,23	22 631,23	22 631,23
74611	DGD des communes et EPCI	147 775,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	2 668 313,00	0,00	71 368,00	71 368,00	71 368,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	29 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74771	Participation Fonds social européen	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74772	Participation FEDER	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74778	Autres fonds européens	29 369,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	1 620 585,00	0,00	489 011,05	489 011,05	489 011,05
748312	D.C.R.T.P.	7 700 000,00	0,00	-7 663 228,00	-7 663 228,00	-7 663 228,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	18 500 000,00	0,00	-1 800 186,00	-1 800 186,00	-1 800 186,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	800 000,00	0,00	224 579,00	224 579,00	224 579,00
74834	Etat-Compens.exonération taxe habitation	0,00	0,00	591 137,00	591 137,00	591 137,00
748388	Autres	17 611 904,00	0,00	-147 180,00	-147 180,00	-147 180,00
74888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	26 114 327,00	0,00	5 235 310,06	5 235 310,06	5 235 310,06
752	Revenus des immeubles	6 512 045,00	0,00	8 665,60	8 665,60	8 665,60
755	Dédits et pénalités perçus	20 000,00	0,00	83 906,38	83 906,38	83 906,38
75738	Autres	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7574	Subv. fonc. perso., asso. et orga. privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	3 238 091,00	0,00	4 250 404,00	4 250 404,00	4 250 404,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	16 314 191,00	0,00	892 334,08	892 334,08	892 334,08
Total des recettes de gestion des services		**859 288 418,86**	**0,00**	**-4 600 497,34**	**-4 600 497,34**	**-4 600 497,34**
76	Produits financiers	707 737,00	0,00	274 455,00	274 455,00	274 455,00
761	Produits de participations	703 737,00	0,00	274 455,00	274 455,00	274 455,00
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
764	Revenus valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	243 844,14	0,00	179 029,20	179 029,20	179 029,20
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	243 844,14	0,00	179 029,20	179 029,20	179 029,20
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	5 160 000,00		30 000,00	30 000,00	30 000,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	5 160 000,00		30 000,00	30 000,00	30 000,00
Total des recettes réelles		**865 400 000,00**	**0,00**	**-4 117 013,14**	**-4 117 013,14**	**-4 117 013,14**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*10 000 000,00*		*410 000,00*	*410 000,00*	*410 000,00*
75888	*Autres*	*0,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*10 000 000,00*		*400 000,00*	*400 000,00*	*400 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**10 000 000,00**		**410 000,00**	**410 000,00**	**410 000,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**107 854 538,18**	**42 473 630,73**	**985 200,00**	**1 654 000,00**	**5 555 368,57**	**27 770 757,91**	**473 000,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	98 155 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	11 769 134,19	0,00	50 000,00	0,00	1 152 000,28	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	392 120,00	985 200,00	0,00	4 827 500,00	722 000,00	334 000,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	18 138 121,85	0,00	1 584 000,00	0,00	2 293 844,40	139 000,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	11 974 254,69	0,00	20 000,00	27 868,57	23 602 913,23	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	657 307,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	7 042 231,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**106 665 317,65**	**157 968 098,55**	**1 058 280,00**	**89 864,00**	**448 514,66**	**12 811 593,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	410 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	73 084 707,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	1 106 374,00	14 345 823,33	1 058 280,00	89 864,00	448 514,66	12 811 593,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	29 564 938,00	143 212 275,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 909 298,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**79 710 853,40**	**8 202 982,79**	**24 283 233,96**	**87 325 056,40**		**386 288 621,94**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		2 000 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		200 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		98 155 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	3 297 945,21	212 224,79	1 447 744,30	4 458 399,84		22 387 448,61
204	Subventions d'équipement versées	43 528 377,53	3 745 079,00	454 600,00	6 085 271,50		61 074 148,03
21	Immobilisations corporelles	11 277 789,63	1 932 500,00	9 549 855,28	26 722 878,81		71 637 989,97
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	16 665 013,19	2 313 179,00	11 290 034,38	46 469 656,35		112 362 919,41
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		657 307,18
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		7 042 231,00
45	Opérations pour compte de tiers	4 941 727,84	0,00	1 541 000,00	3 588 849,90		10 771 577,74
RECETTES		**42 883 896,52**	**1 168 484,65**	**3 516 590,00**	**28 878 218,72**		**355 488 857,75**
024	Produits des cessions d'immobilisations	6 890 000,00	0,00	0,00	0,00		7 300 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		73 084 707,07
13	Subventions d'investissement	28 855 065,52	1 168 484,65	2 561 590,00	23 585 354,19		86 030 943,35
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		172 777 213,22
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	21 000,00		21 000,00
21	Immobilisations corporelles	397 649,00	0,00	0,00	2 076,78		399 725,78
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	885 698,75		885 698,75
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		2 909 298,58
45	Opérations pour compte de tiers	6 741 182,00	0,00	955 000,00	4 384 089,00		12 080 271,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**107 854 538,18**
102	Dotations et fonds d'investissement	2 000 000,00
163	Emprunts obligataires	27 625 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	70 500 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	30 000,00
261	Titres de participation	657 307,18
274	Prêts	290 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	2 028 000,00
276	Autres créances immobilisées	4 724 231,00
RECETTES		**106 665 317,65**
102	Dotations et fonds d'investissement	27 294 471,26
106	Réserves	45 790 235,81
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	1 071 374,00
138	Autres subventions invest. non transf.	35 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	29 500 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	64 938,00
274	Prêts	120 833,00
275	Dépôts et cautionnements versés	2 000 000,00
276	Autres créances immobilisées	788 465,58

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**41 882 520,60**	**0,00**	**591 110,13**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	510 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	568 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	392 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	8 702 134,19	0,00	0,00	0,00	0,00
208	Autres immobilisations incorporelles	1 989 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	810 000,00	0,00	288 122,22	0,00	0,00
213	Constructions	2 230 279,62	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	1 099 472,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	13 710 248,01	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	10 966 266,78	0,00	302 987,91	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	705 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**157 968 098,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	410 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	9 184 547,33	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	236 760,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	4 924 516,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	143 212 275,22	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 473 630,73**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	510 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	568 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	392 120,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 702 134,19
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 989 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 098 122,22
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 230 279,62
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 099 472,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 710 248,01
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 269 254,69
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	705 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**157 968 098,55**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	410 000,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 184 547,33
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	236 760,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 924 516,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143 212 275,22

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		**0,00**	**985 200,00**	**0,00**	**0,00**	**985 200,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	985 200,00	0,00	0,00	985 200,00
RECETTES		**0,00**	**1 058 280,00**	**0,00**	**0,00**	**1 058 280,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	58 280,00	0,00	0,00	58 280,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**320 000,00**	**0,00**	**524 000,00**	**0,00**	**810 000,00**	**1 654 000,00**
205	Licences, procédés, droits similaires	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	250 000,00	0,00	524 000,00	0,00	810 000,00	1 584 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**89 864,00**	**89 864,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	89 864,00	89 864,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 555 368,57**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 827 500,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 868,57	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**413 514,66**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	413 514,66	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 555 368,57**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 827 500,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 868,57
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**448 514,66**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	413 514,66

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**50 000,00**	**417 175,56**	**0,00**	**868 174,23**	**0,00**	**1 267 000,00**	**0,00**	**1 200 000,28**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100 000,28	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	140 000,00	0,00	137 310,77	0,00	32 000,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	5 400,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	45 000,00	55 000,00	0,00	524 136,63	0,00	11 500,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	187 175,56	0,00	201 326,83	0,00	1 222 000,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**240 000,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**1 987 665,62**	**20 098 333,33**	**1 238 528,13**	**0,00**	**643 880,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	540 000,00	0,00	52 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	4 500,00	31 500,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	49 000,00	58 500,00	460 000,00	0,00	528 497,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	1 394 165,62	20 008 333,33	516 528,13	0,00	73 383,76	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
RECETTES		**38 260,00**	**12 533 333,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	38 260,00	12 533 333,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 770 757,91**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	722 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 147 000,28
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 405 307,77
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 900,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	775 636,63
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 602 913,23
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 811 593,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 811 593,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**39 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	26 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**14 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**420 000,00**	**0,00**	**0,00**	**473 000,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	320 000,00	0,00	0,00	334 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	63 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	76 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**1 091 865,17**	**2 245 689,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 667 413,10**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	712 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 220 745,21
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 939 427,78
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	7 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 350 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	1 971 676,23	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
213	Constructions	0,00	95 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	7 800,00	3 313,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	139 365,17	270 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 960 517,57
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 994,70
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 005 727,84
RECETTES		**0,00**	**5 900 000,00**	**45 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 138 526,52**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	5 900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	990 000,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 027 346,30
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	482 349,22
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	397 649,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	345 182,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 896 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 798 600,00**	**5 726 349,75**	**0,00**	**4 373 435,75**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	24 862 600,00	5 726 349,75	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	720 000,00	0,00	0,00	175 000,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 123 435,75	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	1 846 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 800 370,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	26 300 370,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**7 500,00**	**1 800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**79 710 853,40**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 283 245,21
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 528 377,53
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	14 700,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 350 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 086 676,23
213	Constructions	0,00	0,00	1 800 000,00	0,00	0,00	4 790 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 113,40
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 494 018,49
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 994,70
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 936 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 005 727,84
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 883 896,52**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 890 000,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 327 716,30
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	527 349,22
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	397 649,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 845 182,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 896 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**0,00**	**238 072,78**	**0,00**	**450 000,00**	**1 203 500,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	137 224,79	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00	1 181 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	200 000,00	0,00	100 847,99	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**3 192 831,01**	**80 000,00**	**0,00**	**2 838 579,00**	**0,00**	**8 202 982,79**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 224,79
204	Subventions d'équipement versées	845 500,00	80 000,00	0,00	1 188 579,00	0,00	3 745 079,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00	75 000,00
213	Constructions	335 000,00	0,00	0,00	830 000,00	0,00	1 167 500,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	700 000,00	0,00	720 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	45 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	2 012 331,01	0,00	0,00	0,00	0,00	2 313 179,00
RECETTES		**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**668 484,65**	**0,00**	**1 168 484,65**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	500 000,00	0,00	0,00	11 484,65	0,00	511 484,65
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	657 000,00	0,00	657 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**238 500,00**	**5 000,00**	**245 000,00**	**29 000,00**	**1 564 915,00**	**13 876 737,21**	**0,00**	**965 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	568 402,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	100 500,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	3 000,00	245 000,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 869,77	0,00	280 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 090 000,00	5 165 431,06	0,00	255 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	138 000,00	2 000,00	0,00	0,00	474 915,00	9 000,00	0,00	70 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 010 034,38	0,00	350 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**820 000,00**	**1 531 590,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 531 590,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	820 000,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**5 482 125,42**	**0,00**	**110 000,00**	**79 200,00**	**313 000,00**	**252 100,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	545 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	252 100,00
205	Licences, procédés, droits similaires	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	550 125,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	145 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	109 000,00	0,00	110 000,00	79 200,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	2 900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	1 228 000,00	0,00	0,00	0,00	313 000,00	0,00
RECETTES		**870 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**155 000,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	800 000,00	0,00	0,00	0,00	155 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 043 314,03**	**79 342,30**	**0,00**	**0,00**	**24 283 233,96**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	255 000,00	64 342,30	0,00	0,00	1 432 744,30
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	454 600,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	805 125,42
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	678 314,03	15 000,00	0,00	0,00	1 242 183,80
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 808 631,06
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	693 915,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 260 034,38
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 541 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**140 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 516 590,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00	1 671 590,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	820 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	955 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**3 450 000,00**	**0,00**	**28 629 511,21**	**400 998,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	1 759 281,25	15 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	3 400 000,00	0,00	2 203 835,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	1 743 247,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	2 053 273,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	624 788,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	17 930 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	2 315 085,53	48,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**21 000,00**	**0,00**	**7 485 491,42**	**550 785,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	266 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	4 267 414,64	550 785,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	21 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	2 076,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	2 950 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**2 861 680,28**	**45 961 440,83**	**111 624,73**	**0,00**	**3 076 509,84**	**0,00**	**2 833 290,75**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	1 880 484,59	0,00	0,00	100 000,00	0,00	50 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	481 436,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	21 000,00	0,00	0,00	151 684,00	0,00	480 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	153 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	581 880,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	2 861 680,28	13 458 056,01	111 624,73	0,00	2 097 025,84	0,00	1 956 290,75
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	847 000,00	0,00	0,00	177 800,00	0,00	237 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	27 814 868,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	550 000,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	623 715,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 970 941,39**	**0,00**	**0,00**	**550 000,00**	**0,00**	**300 000,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	13 020,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	18 188 133,64	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	152,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	885 546,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	884 089,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**87 325 056,40**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 805 715,84
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 085 271,50
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	652 684,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 896 247,88
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 053 273,32
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	976 880,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 534 677,61
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 261 800,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 439 656,35
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 030 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 965 134,29
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	623 715,61
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 878 218,72**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	279 020,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 306 334,19
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 076,78
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152,46

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	885 546,29
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	884 089,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**124 183 345,37**	**151 185 990,33**	**1 000 000,00**	**53 183 247,00**	**74 045 330,00**	**84 281 172,86**	**49 334 424,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	207 800,00	61 284 904,36	0,00	748 360,00	58 400,00	8 036 210,00	1 040 770,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	83 197 150,00	0,00	20 888 520,00	73 021 400,00	68 033 200,00	31 664 200,00	0,00
014	Atténuations de produits	99 966 902,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	517 000,00	6 333 935,97	1 000 000,00	31 546 367,00	965 530,00	8 211 762,86	16 629 454,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	370 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	22 948 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	304 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	238 743,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**535 043 416,43**	**259 302 255,00**	**1 000 000,00**	**65 000,00**	**0,00**	**8 394 140,14**	**1 220 400,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	1 659 913,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	21 050 000,00	252 906 000,00	0,00	0,00	0,00	4 647 496,00	35 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	184 904 943,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	208 959 949,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	114 749 495,23	265 000,00	1 000 000,00	50 000,00	0,00	41 000,00	988 400,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	200 000,00	3 619 950,00	0,00	15 000,00	0,00	3 461 800,00	197 000,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	661 392,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	179 029,20	0,00	0,00	0,00	0,00	243 844,14	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	5 000 000,00	190 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**53 329 838,44**	**18 535 811,00**	**109 668 806,00**	**66 252 035,00**		**785 000 000,00**
011	Charges à caractère général	0,00	4 700 426,44	2 712 945,00	40 864 791,00	9 263 575,00		128 918 181,80
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	44 937 700,00	3 940 800,00	58 087 000,00	3 691 700,00		387 461 670,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	1 487 040,00	0,00	0,00		101 453 942,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	3 691 712,00	10 395 026,00	10 717 015,00	53 296 760,00		143 304 562,83
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		370 000,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		22 948 000,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		304 900,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		238 743,37
RECETTES		**0,00**	**7 734 935,00**	**13 692 075,15**	**24 387 941,14**	**10 442 824,00**		**861 282 986,86**
013	Atténuations de charges	0,00	573 986,92	18 750,00	286 180,37	0,00		2 538 830,29
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	366 000,00	0,00	12 485 903,89	5 319 000,00		296 809 399,89
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		184 904 943,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	9 350 000,00	0,00	0,00		218 309 949,00
74	Dotations et participations	0,00	1 363 597,00	1 614 006,55	623 663,50	80 000,00		120 775 162,28
75	Autres produits de gestion courante	0,00	5 431 351,08	2 388 518,60	10 992 193,38	5 043 824,00		31 349 637,06
76	Produits financiers	0,00	0,00	320 800,00	0,00	0,00		982 192,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		422 873,34
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 190 000,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**124 183 345,37**
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	7 800,00
627	Services bancaires et assimilés	200 000,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	257 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	260 000,00
661	Charges d'intérêts	22 944 000,00
668	Autres charges financières	4 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	304 900,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	238 743,37
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	99 966 902,00
RECETTES		**535 043 416,43**
708	Autres produits	21 050 000,00
731	Fiscalité locale	208 959 949,00
732	Fiscalité reversée	35 461 066,00
735	Fraction de TVA	149 443 877,00
741	D.G.F.	77 875 284,00
744	FCTVA	1 022 631,23
746	Dotation générale de décentralisation	34 554,00
748	Autres attributions et participations	35 817 026,00
758	Produits divers de gestion courante	200 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	179 029,20
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	5 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**137 077 224,33**	**6 899 450,00**	**1 829 270,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	20 611 869,79	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	8 752 997,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	1 762 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	721 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	10 726 013,00	0,00	4 970,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	1 710 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	1 911 029,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	8 500,00	850 500,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	2 198 777,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	1 208 859,57	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	96 877,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	510 866,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	1 689 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	4 787 736,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	1 384 500,00	3 800,00	32 500,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	4 432 520,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	15 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	50 801 700,00	1 073 175,00	1 259 100,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	20 445 800,00	820 025,00	531 900,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	919 400,00	3 076 700,00	800,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	155 250,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	500,00	890 000,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	1 770 670,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
658	Charges diverses de gestion courante	584 709,97	10 000,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**5 214 342,00**	**253 890 000,00**	**158 000,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	1 270 000,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	121 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	605 000,00	252 180 000,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	265 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	1 604 050,00	0,00	132 000,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	1 767 900,00	90 000,00	26 000,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	657 392,00	0,00	0,00	0,00	0,00
762	Produits autres immo. financières	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	190 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
DEPENSES		**2 759 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 000,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	3 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	11 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	2 736 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils							
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 200,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
762	Produits autres immo. financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**146 400,00**	**0,00**	**1 988 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**151 185 990,33**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 615 769,79
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 752 997,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 767 600,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	721 600,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 730 983,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 710 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 911 329,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	859 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 269 867,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 234 859,57
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 877,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	514 866,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 689 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 787 736,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	36 400,00	0,00	0,00	0,00	1 457 800,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 432 520,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 900,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	1 276 600,00	0,00	0,00	0,00	54 410 575,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	490 000,00	0,00	0,00	0,00	22 298 925,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	18 700,00	0,00	0,00	0,00	4 015 600,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 250,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	891 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 736 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	334 156,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	146 400,00	0,00	166 000,00	0,00	0,00	0,00	2 148 070,00

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	594 709,97
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**259 302 255,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 309 913,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	121 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	252 785 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	265 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 736 050,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 883 900,00
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	657 392,00
762	Produits autres immo. financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	190 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00
RECETTES		**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**
747	Participations	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**4 105 705,00**	**17 620 420,00**	**31 457 122,00**	**0,00**	**0,00**	**53 183 247,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 940,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	21 940,00
611	Contrats de prestations de services	2 000,00	70 220,00	16 000,00	0,00	0,00	88 220,00
615	Entretien et réparations	360 000,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00	480 000,00
618	Divers	6 630,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 630,00
621	Personnel extérieur au service	200,00	0,00	120,00	0,00	0,00	320,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	3 670,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 670,00
623	Pub., publications, relations publiques	41 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 700,00
624	Transports biens, transports collectifs	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
628	Divers	0,00	0,00	106 000,00	0,00	0,00	106 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	61 200,00	275 500,00	0,00	0,00	0,00	336 700,00
641	Rémunérations du personnel	2 304 300,00	12 739 400,00	0,00	0,00	0,00	15 043 700,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	963 500,00	4 481 800,00	0,00	0,00	0,00	5 445 300,00
647	Autres charges sociales	10 500,00	52 000,00	0,00	0,00	0,00	62 500,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	31 195 002,00	0,00	0,00	31 195 002,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	349 865,00	0,00	0,00	0,00	0,00	349 865,00
RECETTES		**50 000,00**	**15 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 000,00**
747	Participations	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**73 023 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 021 430,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 400,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	1 442 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	50 212 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	20 790 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	576 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	962 830,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**74 045 330,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 400,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 442 100,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 212 600,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 790 300,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	576 400,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	962 830,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**1 960 850,00**	**54 579 137,86**	**0,00**	**2 198 770,00**	**0,00**	**185 400,00**	**0,00**	**180 500,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	6 550,00	0,00	0,00	724 806,00	0,00	19 890,00	0,00	4 841,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	129 024,00	0,00	1 000,00	0,00	1 600,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	42 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	272 340,00	0,00	46 900,00	0,00	16 000,00	0,00
618	Divers	0,00	12 600,00	0,00	36 500,00	0,00	0,00	0,00	929,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	41 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	9 200,00	95 500,00	0,00	102 000,00	0,00	88 600,00	0,00	50 100,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	977 700,00	15 000,00	0,00	32 150,00	0,00	0,00	0,00	40 550,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00	0,00	10 480,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	10,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	21 000,00	0,00	69 750,00	0,00	27 500,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	6 000,00	924 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	241 300,00	33 321 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	80 900,00	14 078 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
647	Autres charges sociales	2 900,00	221 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00
656	Participations	0,00	1 148 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	636 300,00	4 692 587,86	0,00	740 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	3 500,00	0,00	22 200,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**56 000,00**	**0,00**	**5 500,00**	**0,00**	**1 738 696,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	52 000,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	1 734 696,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**19 274 100,00**	**281 250,00**	**3 121 090,00**	**437 000,00**	**1 600 000,00**	**240 425,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	3 000,00	3 700,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	10 500,00	66 250,00	426 690,00	0,00	13 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	820 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	5 000,00	40 000,00	21 700,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	92 000,00	162 000,00	639 700,00	0,00	331 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	34 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	36 500,00	10 000,00	110 000,00	0,00	155 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	14 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	15 000,00	0,00	1 670 500,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	346 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	13 162 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	5 519 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	51 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 425,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	230 000,00	437 000,00	10 000,00	219 000,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	2 200,00	0,00	9 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**150 000,00**	**1 147 000,00**	**4 167 714,00**	**0,00**	**848 386,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	3 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	3 749 000,00	0,00	568 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	34 000,00	0,00	233 656,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	150 000,00	1 147 000,00	344 374,00	0,00	39 130,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	36 500,00	0,00	7 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**222 650,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**84 281 172,86**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 700,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	1 320,00	0,00	0,00	0,00	1 274 747,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	821 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	206 324,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 600,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	825,00	0,00	0,00	0,00	1 560 765,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 029,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 900,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	656 900,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	34 500,00	0,00	0,00	0,00	1 099 900,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	8 255,00	0,00	0,00	0,00	19 535,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 710,00
628	Divers	0,00	0,00	177 750,00	0,00	0,00	0,00	2 231 500,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 276 600,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 725 900,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 679 200,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275 600,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 825,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 154 550,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 964 887,86
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**260 844,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 394 140,14**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 840,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 369 500,00

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270 156,00
747	Participations	0,00	0,00	17 000,00	0,00	0,00	0,00	41 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 680 504,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 781 296,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	243 844,14	0,00	0,00	0,00	243 844,14

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**738 220,00**	**0,00**	**369 850,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	432 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	5 000,00	0,00	145 000,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	3 150,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	70,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	295 000,00	0,00	152 850,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**77 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	12 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Subventions	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**31 885 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	84 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	610 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	21 905 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	8 919 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	228 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	137 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**548 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	548 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**97 650,00**	**16 228 504,00**	**0,00**	**15 000,00**	**49 334 424,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	150,00	5 100,00	0,00	0,00	5 250,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	231 000,00	0,00	0,00	663 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	0,00	19 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	1 200,00	24 800,00	0,00	15 000,00	275 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	5 450,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70,00
628	Divers	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	610 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 905 900,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 919 800,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	228 500,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	8 455 000,00	0,00	0,00	8 455 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	93 000,00	7 221 604,00	0,00	0,00	7 899 454,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**594 900,00**	**0,00**	**0,00**	**1 220 400,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	427 900,00	0,00	0,00	988 400,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	167 000,00	0,00	0,00	167 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**44 937 800,00**	**4 085 784,09**	**1 257 102,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	21 500,00	77 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	25 000,00	111 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	37 563,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	64 159,00	955 402,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	20 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	788 100,00	113 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	36 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	838 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	31 124 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	12 748 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	225 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	296 742,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	2 783 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**1 673 760,00**	**26 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**518 186,92**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	518 186,92
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	16 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	273 760,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
758	Produits divers de gestion courante	0,00	1 400 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 808 492,00**	**223 160,00**	**0,00**	**967 500,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	63 350,00	0,00	0,00	41 000,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	230 500,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	127 930,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	308 500,00	0,00	0,00	199 000,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	5 160,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	1 136 712,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	79 000,00	0,00	0,00	17 000,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	218 000,00	0,00	307 000,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	86 000,00	0,00	0,00	250,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 723 497,00**	**2 923 691,08**	**0,00**	**869 800,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	55 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	843 797,00	0,00	0,00	519 800,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	707 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	116 400,00	2 923 691,08	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 329 838,44**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	202 850,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	238 500,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	296 200,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 493,09
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 527 061,35
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 160,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 900,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 040 312,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 200,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	838 300,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 124 800,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 748 800,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225 800,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	296 742,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 308 620,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 250,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 734 935,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	573 986,92
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 363 597,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	981 260,00

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 450 091,08

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**3 945 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**330 670,00**	**0,00**	**841 830,00**	**5 870 705,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	920,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	13 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00
617	Etudes et recherches	3 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	58 800,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	71 350,00	0,00	330 000,00	120 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	2 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 415,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	83 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	2 749 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 049 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	57 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	185 400,00	0,00	436 615,00	4 161 665,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 487 040,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**86 200,00**	**0,00**	**3 617,00**	**9 533 527,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 350 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	86 200,00	0,00	3 617,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	183 527,00
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**368 800,00**	**3 051 200,00**	**0,00**	**4 126 706,00**	**0,00**	**18 535 811,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 920,00
613	Locations	60 000,00	40 000,00	0,00	9 000,00	0,00	135 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	220 000,00	0,00	220 000,00
615	Entretien et réparations	10 000,00	0,00	0,00	800 000,00	0,00	821 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	153 000,00	0,00	274 800,00
618	Divers	18 800,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	38 800,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	125 000,00	125 000,00	0,00	210 500,00	0,00	981 850,00
623	Pub., publications, relations publiques	125 000,00	3 000,00	0,00	13 500,00	0,00	141 500,00
624	Transports biens, transports collectifs	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 100,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	2 560,00	0,00	2 560,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 415,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 700,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 749 700,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 049 700,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 700,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	2 883 200,00	0,00	2 698 146,00	0,00	10 365 026,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 487 040,00
RECETTES		**200 000,00**	**4 000,00**	**0,00**	**3 864 731,15**	**0,00**	**13 692 075,15**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	18 750,00	0,00	18 750,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 350 000,00
747	Participations	60 000,00	4 000,00	0,00	1 460 189,55	0,00	1 614 006,55
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	2 064 991,60	0,00	2 064 991,60
758	Produits divers de gestion courante	140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	323 527,00
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	320 800,00	0,00	320 800,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**58 586 000,00**	**29 700,00**	**3 960,00**	**838 400,00**	**6 098 107,00**	**26 844 714,00**	**0,00**	**9 120 353,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	500,00	0,00	0,00	67 400,00	4 200,00	0,00	514 000,00
611	Contrats de prestations de services	15 000,00	500,00	0,00	0,00	5 381 127,00	25 111 188,00	0,00	6 263 874,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	85 000,00	0,00	107 000,00
615	Entretien et réparations	4 500,00	0,00	0,00	0,00	162 500,00	57 000,00	0,00	640 000,00
617	Etudes et recherches	15 000,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	152 000,00	0,00	90 000,00
618	Divers	1 500,00	2 700,00	2 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	110 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	30 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	33 500,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	154 000,00	0,00	79 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	1 018 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	40 276 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	16 650 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	131 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	195 000,00	0,00	0,00	803 400,00	0,00	490 126,00	0,00	1 291 479,00
658	Charges diverses de gestion courante	133 000,00	0,00	1 260,00	0,00	480 080,00	771 200,00	0,00	25 000,00
RECETTES		**91 589,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 000 000,00**	**6 749 800,00**	**0,00**	**3 229 000,00**
641	Rémunérations du personnel	68 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000 000,00	0,00	0,00	514 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	23 589,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 749 800,00	0,00	2 525 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**843 000,00**	**0,00**	**234 800,00**	**4 650 650,00**	**25 000,00**	**30 000,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	315 000,00	0,00	234 800,00	0,00	25 000,00	0,00
617	Etudes et recherches	288 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	10 000,00	0,00	0,00	50 650,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	4 600 000,00	0,00	0,00
RECETTES		**313 221,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 500,00**
641	Rémunérations du personnel	96 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	113 221,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	102 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 500,00

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 289 912,00**	**74 210,00**	**0,00**	**0,00**	**109 668 806,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	23 000,00	4 610,00	0,00	0,00	618 710,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	182 000,00	0,00	0,00	0,00	36 968 689,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	1 000,00	0,00	0,00	210 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	25 000,00	0,00	0,00	1 478 800,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	217 800,00	24 000,00	0,00	0,00	821 800,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	11 900,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	78 142,00	600,00	0,00	0,00	288 742,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00	0,00	0,00	0,00	305 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	9 000,00	0,00	0,00	150 650,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 018 900,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 276 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 650 200,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131 900,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	1 724 970,00	0,00	0,00	0,00	4 504 975,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 010 540,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 907 730,64**	**74 100,00**	**0,00**	**0,00**	**24 387 941,14**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	22 180,37	0,00	0,00	0,00	286 180,37

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	876 303,89	100,00	0,00	0,00	877 903,89
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 514 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 221,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	361 853,00	0,00	0,00	0,00	510 442,50
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	57 905,00	0,00	0,00	0,00	57 905,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	103 906,38	0,00	0,00	0,00	103 906,38
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	1 485 582,00	70 000,00	0,00	0,00	10 830 382,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**3 691 700,00**	**0,00**	**134 000,00**	**53 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	64 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	73 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	2 598 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	983 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	36 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	53 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**40 000,00**	**0,00**	**42 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 155 128,00**	**0,00**	**0,00**	**1 833 207,00**	**0,00**	**1 032 000,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	216 400,00	0,00	0,00	168 000,00	0,00	55 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	-64 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	82 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	3 728 428,00	0,00	0,00	1 481 947,00	0,00	755 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00	183 000,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	260,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 158 838,00**	**0,00**	**0,00**	**2 040 000,00**	**0,00**	**650 000,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	2 040 000,00	0,00	650 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	1 138 838,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**2 406 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**66 252 035,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	439 400,00
611	Contrats de prestations de services	1 847 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 847 000,00
613	Locations	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	474 300,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 965 375,00
617	Etudes et recherches	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	363 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 100,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 598 300,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	983 400,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 900,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	219 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 221 760,00
RECETTES		**6 511 986,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 442 824,00**
703	Redevances utilisation du domaine	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 860 000,00
708	Autres produits	2 459 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 459 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
758	Produits divers de gestion courante	3 902 986,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 043 824,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1524.49 €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Etudes non suivies de réalisation travaux	5	08/01/1996
L	Logiciels bureautiques	5	08/11/1996
L	Autres applicatifs informatiques	5	08/11/1996
L	Voitures	5	08/11/1996
L	Camions et véhicules industriels	8	08/11/1996
L	Mobilier	10	08/11/1996
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	5	08/11/1996
L	Matériel informatique	5	08/11/1996
L	Matériel classique	10	08/11/1996
L	Coffre-fort	20	08/11/1996
L	Installations et appareils de chauffage	10	08/11/1996
L	Appareils de levage-ascenseurs	20	08/11/1996
L	Appareils de laboratoire	5	08/11/1996
L	Equipements de garages et ateliers	10	08/11/1996
L	Equipements des cuisines	10	08/11/1996
L	Equipements sportifs	10	08/11/1996
L	Plantations	20	08/11/1996
L	Autres agencements et aménagements de terrains	20	08/11/1996
L	Bâtiments légers, abris	10	08/11/1996
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques, téléphoniques et agen. divers	10	08/11/1996
L	Etudes / Participations	10	05/11/1999
L	Subv. d'équipement < à 10.000? (aux organismes de droit public et privé)	1	20/04/2012
L	Immeubles de rapport	50	26/06/2015
L	Bâtiments publics	50	18/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000? - Bien mobilier, matériel et études	5	29/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000? - Bâtiment et installations	30	29/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000? - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	29/12/2015
L	Mise aux normes et mise en sécurité des bâtiments industriels	5	18/12/2019
L	Subvention d?équipement - Mise aux normes et mise en sécurité des bâtiments industriels	5	18/12/2019
L	Dépenses ultérieurs immobilisées des biens historiques et culturels	20	01/01/2021

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Bornes de recharges électriques	10	25/03/2022
L	2 roues électriques (vélos, biporteurs, trottinette)	5	16/12/2022
L	installations et panneaux photovoltaiques	20	16/12/2022
L	Agencement et aménagement de matériel et outillage	20	28/06/2023
L	Conteneur, bac, bac poubelle, bac à ordures, bac à composts et à biodéchets, benne	10	28/06/2023

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**130 000,00**		**16 495 000,00**	**16 625 000,00**	**5 190 000,00**	**11 435 000,00**
Provisions pour litiges	**130 000,00**		**2 025 000,00**	**2 155 000,00**	**30 000,00**	**2 125 000,00**
Contentieux electricité construction PAPS PCI - CTX 2016-128	0,00	18/05/2018	450 000,00	450 000,00	0,00	450 000,00
Contentieux infiltrations gare - CTX 2018-246	0,00	24/09/2021	400 000,00	400 000,00	0,00	400 000,00
Contentieux marché construction PAPS PCPI - CTX 2018-052	0,00	24/09/2021	350 000,00	350 000,00	0,00	350 000,00
Contentieux marché Profil Armor	0,00	28/06/2022	200 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00
Contentieux indemnitaire emprise canalisation - CTX 201-036 MOYEN	0,00	28/06/2022	110 000,00	110 000,00	0,00	110 000,00
PAPS PCPI - Garantie 1ère demande de l'assureur - liquidation judiciaire société - 2104622	0,00	28/06/2024	300 000,00	300 000,00	0,00	300 000,00
Recours indemnitaire - Travaux en septembre 2022 -Perte du chiffre d'affaire d'un commerce - 2304044	0,00	28/06/2024	70 000,00	70 000,00	0,00	70 000,00
Affaires RH 2308862 ; 2405021 ; 2418500 ; 2510866	130 000,00	27/06/2025	30 000,00	160 000,00	30 000,00	130 000,00
indemnités Travaux 2500039 et 25NC00039	0,00	27/06/2025	45 000,00	45 000,00	0,00	45 000,00
Réparation préjudice 2408289	0,00	27/06/2025	70 000,00	70 000,00	0,00	70 000,00
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**14 470 000,00**	**14 470 000,00**	**5 160 000,00**	**9 310 000,00**
Sinistre piscine de Hautepierre	0,00	20/12/2013	810 000,00	810 000,00	0,00	810 000,00
Risques DSP	0,00	12/06/2020	660 000,00	660 000,00	160 000,00	500 000,00
Dépenses exceptionnelles UVE	0,00	28/06/2023	6 000 000,00	6 000 000,00	0,00	6 000 000,00
Déficit du budget annexe des zones d'aménagement	0,00	08/11/2024	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00
Loi de finances 2026	0,00	07/11/2025	5 000 000,00	5 000 000,00	5 000 000,00	0,00
Dépréciations (3)	**108 743,37**		**459 643,36**	**568 386,73**	**0,00**	**568 386,73**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**108 743,37**		**459 643,36**	**568 386,73**	**0,00**	**568 386,73**
Créances irrécouvrables	108 743,37	24/11/2017	459 643,36	568 386,73	0,00	568 386,73

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	238 743,37		16 954 643,36	17 193 386,73	5 190 000,00	12 003 386,73
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	238 743,37		16 954 643,36	17 193 386,73	5 190 000,00	12 003 386,73

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 401 — **Intitulé de l'opération : Ext. réseau tram - rembourst déviations réseaux p/les conces** — **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**18 384 559,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541101 Ext. réseau tram - rembourst déviations réseaux p/les conces (5)	18 384 559,30	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**18 384 559,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**19 098 214,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541201 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	19 098 214,71	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**19 098 214,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 408 — **Intitulé de l'opération : BHNS - Déviations de réseaux** — **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**1 853 644,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541108 BHNS - Déviations de réseaux (5)	1 853 644,05	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 853 644,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**1 768 389,05**	**0,00**	**85 255,00**	**85 255,00**
4541208 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 768 389,05	0,00	85 255,00	85 255,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 408	Intitulé de l'opération : BHNS - Déviations de réseaux			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 768 389,05**	**0,00**	**85 255,00**	**85 255,00**

N° opération : 413	Intitulé de l'opération : Déviations de réseaux - Extension tram E Robertsau			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**572 582,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541113 Déviations de réseaux - Extension tram E Robertsau (5)	572 582,10	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**572 582,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**621 070,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541213 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	621 070,25	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**621 070,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 415	Intitulé de l'opération : Aménagement des abords du Tribunal			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**124 554,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541115 Aménagement des abords du Tribunal (5)	124 554,24	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**124 554,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**62 277,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541215 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	62 277,12	0,00	0,00	0,00

N° opération : 415	Intitulé de l'opération : Aménagement des abords du Tribunal			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**62 277,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 416	Intitulé de l'opération : Compte de tiers - Aménagements de voirie			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**1 851 558,52**	**3 891,89**	**325 000,00**	**328 891,89**
4541116 Compte de tiers - Aménagements de voirie (5)	1 851 558,52	3 891,89	325 000,00	328 891,89
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 851 558,52**	**3 891,89**	**325 000,00**	**328 891,89**
RECETTES (b)	**1 851 558,49**	**0,00**	**325 000,00**	**325 000,00**
4541216 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 851 558,49	0,00	325 000,00	325 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 851 558,49**	**0,00**	**325 000,00**	**325 000,00**

N° opération : 417	Intitulé de l'opération : Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**1 673 381,14**	**0,00**	**225 000,00**	**225 000,00**
4541117 Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux (5)	1 673 381,14	0,00	225 000,00	225 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 673 381,14**	**0,00**	**225 000,00**	**225 000,00**

N° opération : 417	Intitulé de l'opération : Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
RECETTES (b)	**1 673 381,16**	**0,00**	**225 000,00**	**225 000,00**
4541217 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 673 381,16	0,00	225 000,00	225 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 673 381,16**	**0,00**	**225 000,00**	**225 000,00**

N° opération : 422	Intitulé de l'opération : Restauration cours d'eau&zones humides-Rétabt continuité éco			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**3 111 219,22**	**0,00**	**1 214 000,00**	**1 214 000,00**
4541122 Restauration cours d'eau&zones humides-Rétabt continuité éco (5)	3 111 219,22	0,00	1 214 000,00	1 214 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**3 111 219,22**	**0,00**	**1 214 000,00**	**1 214 000,00**
RECETTES (b)	**1 515 900,79**	**0,00**	**800 000,00**	**800 000,00**
4541222 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 515 900,79	0,00	800 000,00	800 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 515 900,79**	**0,00**	**800 000,00**	**800 000,00**

N° opération : 423	Intitulé de l'opération : Restauration cours eau non domaniaux terrains privés&communa			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**80 380,26**	**3 180,00**	**14 000,00**	**17 180,00**
4541123 Restauration cours eau non domaniaux terrains privés&communa (5)	80 380,26	3 180,00	14 000,00	17 180,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 423	Intitulé de l'opération : Restauration cours eau non domaniaux terrains privés&communa			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**80 380,26**	**3 180,00**	**14 000,00**	**17 180,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 424	Intitulé de l'opération : Lutte contre coulées eaux boueuses terrains privés&communaux			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**105 164,79**	**0,00**	**63 000,00**	**63 000,00**
4541124 Lutte contre coulées eaux boueuses terrains privés&communaux (5)	105 164,79	0,00	63 000,00	63 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**105 164,79**	**0,00**	**63 000,00**	**63 000,00**
RECETTES (b)	**105 793,14**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
4541224 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	105 793,14	0,00	40 000,00	40 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**105 793,14**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**

N° opération : 425	Intitulé de l'opération : Lutte contre ruissellements non urbain terrains privés&comm			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**109 061,40**	**0,00**	**250 000,00**	**250 000,00**
4541125 Lutte contre ruissellements non urbain terrains privés&comm (5)	109 061,40	0,00	250 000,00	250 000,00

N° opération : 425	Intitulé de l'opération : Lutte contre ruissellements non urbain terrains privés&comm			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**109 061,40**	**0,00**	**250 000,00**	**250 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**115 000,00**	**115 000,00**
4541225 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	115 000,00	115 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**115 000,00**	**115 000,00**

N° opération : 426	Intitulé de l'opération : Déviations de réseaux - bouclage sud BHNS gare-Etoile			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**573 151,27**	**0,00**	**48,76**	**48,76**
4541126 Déviations de réseaux - bouclage sud BHNS gare-Etoile (5)	573 151,27	0,00	48,76	48,76
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**573 151,27**	**0,00**	**48,76**	**48,76**
RECETTES (b)	**352 643,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541226 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	352 643,56	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**352 643,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 427	Intitulé de l'opération : Déviations de réseaux - Tram Schiltigheim			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

N° opération : 427	Intitulé de l'opération : Déviations de réseaux - Tram Schiltigheim			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**834 935,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541127 Déviations de réseaux - Tram Schiltigheim (5)	834 935,05	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**834 935,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**834 935,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541227 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	834 935,05	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**834 935,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 429	Intitulé de l'opération : Déviations de réseaux - Tram koenigshoffen 2e phase			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**1 763 379,51**	**0,00**	**1 542 509,10**	**1 542 509,10**
4541129 Déviations de réseaux - Tram koenigshoffen 2e phase (5)	1 763 379,51	0,00	1 542 509,10	1 542 509,10
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 763 379,51**	**0,00**	**1 542 509,10**	**1 542 509,10**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**1 500 000,00**	**1 500 000,00**
4541229 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	1 500 000,00	1 500 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**1 500 000,00**	**1 500 000,00**

N° opération : 430	Intitulé de l'opération : Réhabilitation thermique - Région			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

DEPENSES (a)	**79 000,00**	**0,00**	**2 006 000,00**	**2 006 000,00**
4541130 Réhabilitation thermique - Région (5)	79 000,00	0,00	2 006 000,00	2 006 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**79 000,00**	**0,00**	**2 006 000,00**	**2 006 000,00**
RECETTES (b)	**500 000,00**	**0,00**	**2 500 000,00**	**2 500 000,00**
4541230 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	500 000,00	0,00	2 500 000,00	2 500 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**500 000,00**	**0,00**	**2 500 000,00**	**2 500 000,00**

N° opération : 431	**Intitulé de l'opération : Travaux paysagers gare routière des Halles et gare basse**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**540 000,00**	**540 000,00**
4541131 Travaux paysagers gare routière des Halles et gare basse (5)	0,00	0,00	540 000,00	540 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**540 000,00**	**540 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**1 450 000,00**	**1 450 000,00**
4541231 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	1 450 000,00	1 450 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**1 450 000,00**	**1 450 000,00**

N° opération : 432	**Intitulé de l'opération : Zone de manoeuvre Fédération**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

DEPENSES (a)	**7 423,57**	**0,00**	**232 576,43**	**232 576,43**
4541132 Zone de manoeuvre Fédération (5)	7 423,57	0,00	232 576,43	232 576,43
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**7 423,57**	**0,00**	**232 576,43**	**232 576,43**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541232 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 433	**Intitulé de l'opération : Fluidification de l'accéssibilité de la Zone commerciale Sud**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**289 100,10**	**0,00**	**90 000,00**	**90 000,00**
4541133 Fluidification de l'accéssibilité de la Zone commerciale Sud (5)	289 100,10	0,00	90 000,00	90 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**289 100,10**	**0,00**	**90 000,00**	**90 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**345 182,00**	**345 182,00**
4541233 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	345 182,00	345 182,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**345 182,00**	**345 182,00**

N° opération : 435	**Intitulé de l'opération : Réaménagement de la placette pomme d'Or Schiltigheim**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

DEPENSES (a)	**45 124,80**	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
4541135 Réaménagement de la placette pomme d'Or Schiltigheim (5)	45 124,80	0,00	100 000,00	100 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**45 124,80**	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 814 **Intitulé de l'opération : Pôle de compétence en propriété intellectuelle Pôle d'Administration Publique de Strasbourg (PAPS) PAPS-PCPI** **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**79 375 749,61**	**0,00**	**700 000,00**	**700 000,00**
458110 Pôle de compétence en propriété intellectuelle (5)	3 396,86	0,00	0,00	0,00
458113 Pôle d'Administration Publique de Strasbourg (PAPS) (5)	38 378,28	0,00	0,00	0,00
458114 PAPS-PCPI (5)	79 333 974,47	0,00	700 000,00	700 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**79 375 749,61**	**0,00**	**700 000,00**	**700 000,00**
RECETTES (b)	**38 559 331,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458210 458213 458214 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	38 559 331,73	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**38 559 331,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

DEPENSES (a)	**987 151,81**	**0,00**	**53 621,61**	**53 621,61**
458122 Démolition pour aménagement de la rue du Péage (5)	987 151,81	0,00	53 621,61	53 621,61
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**987 151,81**	**0,00**	**53 621,61**	**53 621,61**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**884 089,00**	**884 089,00**
458222 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	884 089,00	884 089,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**884 089,00**	**884 089,00**

N° opération : 823	**Intitulé de l'opération : Travaux SINGRIST**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**1 137 721,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458123 Travaux SINGRIST (5)	1 137 721,95	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 137 721,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458223 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 824	**Intitulé de l'opération : Projet Wacken Europe - Travaux éclairage et espaces verts**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits**	**Total (4)**

DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458124 Projet Wacken Europe - Travaux éclairage et espaces verts (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458224 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 825	**Intitulé de l'opération : Espex Rotterdam**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**736 762,13**	**0,00**	**2 004 726,00**	**2 004 726,00**
458125 Espex Rotterdam (5)	736 762,13	0,00	2 004 726,00	2 004 726,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**736 762,13**	**0,00**	**2 004 726,00**	**2 004 726,00**
RECETTES (b)	**963 000,00**	**0,00**	**1 391 000,00**	**1 391 000,00**
458225 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	963 000,00	0,00	1 391 000,00	1 391 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**963 000,00**	**0,00**	**1 391 000,00**	**1 391 000,00**

N° opération : 826	**Intitulé de l'opération : Espex Schiltigheim**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

DEPENSES (a)	**1 068 081,79**	**0,00**	**1 001 001,84**	**1 001 001,84**
458126 Espex Schiltigheim (5)	1 068 081,79	0,00	1 001 001,84	1 001 001,84
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 068 081,79**	**0,00**	**1 001 001,84**	**1 001 001,84**
RECETTES (b)	**916 765,00**	**0,00**	**2 505 000,00**	**2 505 000,00**
458226 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	916 765,00	0,00	2 505 000,00	2 505 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**916 765,00**	**0,00**	**2 505 000,00**	**2 505 000,00**

N° opération : 827	**Intitulé de l'opération : NPNRU - Ecrivains Communes Nord**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**38 861,45**	**0,00**	**570 094,00**	**570 094,00**
458127 NPNRU - Ecrivains Communes Nord (5)	38 861,45	0,00	570 094,00	570 094,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**38 861,45**	**0,00**	**570 094,00**	**570 094,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458227 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(4) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(5) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(6) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Taxe de séjour	-174 620 002,24	9 350 000,00	9 178 142,23	-174 448 144,47
Amendes de police	-527 248 018,32	4 924 516,00	83 736 206,50	-606 059 708,82
Fonds européens	338 777,97	1 058 280,00	985 200,00	411 857,97
Taxe d'aménagement	-183 058 705,09	4 000 000,00	35 571 685,26	-214 630 390,35
Total	**-884 587 947,68**	**19 332 796,00**	**129 471 233,99**	**-994 726 385,67**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe de séjour

Reste à employer au 01/01/N	**-174 620 002,24**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
731721	Taxe de séjour	8 500 000,00
7318	Autres	850 000,00
	Total	**9 350 000,00**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
204122	Bâtiments et installations	671 000,00
20421	Biens mobiliers, matériel et études	410 000,00
21351	Bâtiments publics	337 500,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	1 512 050,00
2313	Constructions	51 587,23
61351	Matériel	13 000,00
617	Etudes et recherches	61 800,00
62268	Autres honoraires, conseils?	8 000,00
6228	Divers	114 000,00
6234	Réceptions	12 000,00
6247	Transports collectifs du personnel	59 000,00
64111	Rémunération	262 500,00
657341	Communes mebres du GFP	450 000,00
65748	Autres personnes de droit privé	3 698 665,00
65888	Autres	30 000,00
7398	Reversements, restitutions et prélèvements divers	1 487 040,00
	Total	**9 178 142,23**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-174 448 144,47**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Amendes de police	
Reste à employer au 01/01/N	**-527 248 018,32**

Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
1345	Amendes de radars automatiques et amendes de police	4 924 516,00
	Total	**4 924 516,00**

Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
2031	Frais d'études	3 805 715,84
204113	Projets d'infrastructures d'intérêt national	100 000,00
2041412	Bâtiments et installations	-33 514,00
2041413	Projets d'infrastructures d'intérêt national	285 896,26
20415342	Bâtiments et installations	2 617,74
204181	Biens mobiliers, matériel et études	126 436,50
204182	Bâtiments et installations	610 335,00
20421	Biens mobiliers, matériel et études	4 993 500,00
2051	Concessions et droits similaires	652 684,00
2111	Terrains nus	1 896 247,88
2128	Autres agencements et aménagements	2 053 273,32
21351	Bâtiments publics	691 880,00
2138	Autres constructions	285 000,00
2151	Réseaux de voirie	16 154 110,70
2152	Installations de voirie	3 432 447,84
21534	Réseaux d'électrification	89 201,27
215738	Autre matériel et outillage de voirie	808 917,80
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	50 000,00
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	834 000,00
21828	Autres matériels de transport	3 500,00
21838	Autre matériel informatique	162 000,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	14 000,00
2188	Autres	248 300,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	550 000,00
2315	Installations, matériel et outillage techniques	27 889 656,35
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	18 030 000,00
	Total	**83 736 206,50**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-606 059 708,82**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Fonds européens	
Reste à employer au 01/01/N	**338 777,97**

Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Fonds européens		
13172	FEDER	1 000 000,00
13272	FEDER	58 280,00
	Total	**1 058 280,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
20421	Biens mobiliers, matériel et études	400 000,00
20422	Bâtiments et installations	585 200,00
	Total	**985 200,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**411 857,97**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe d'aménagement		
	Reste à employer au 01/01/N	**-183 058 705,09**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
10226	Taxe d'aménagement	4 000 000,00
	Total	**4 000 000,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
10226	Taxe d'aménagement	2 000 000,00
2031	Frais d'études	2 220 745,21
2041411	Biens mobiliers, matériel et études	367 345,52
204182	Bâtiments et installations	9 147 755,45
20422	Bâtiments et installations	3 424 326,81
2111	Terrains nus	4 200 000,00
2112	Terrains de voirie	150 000,00
2128	Autres agencements et aménagements	60 000,00
21321	Immeubles de rapport	2 000 000,00
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	20 000,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	9 868 640,40
2313	Constructions	865 877,17
2315	Installations, matériel et outillage techniques	1 226 000,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	20 994,70
	Total	**35 571 685,26**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-214 630 390,35**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**-50 284 710,42**	**-50 284 710,42**	**-50 284 710,42**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**4 494 474,61**	**4 494 474,61**	**4 494 474,61**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-45 790 235,81**	**-45 790 235,81**	**-45 790 235,81**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**45 790 235,81**	**45 790 235,81**	**45 790 235,81**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-45 790 235,81**	**-45 790 235,81**	**-45 790 235,81**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**82 625 000,00**	**-1 600 000,00**	**-1 600 000,00**	**81 025 000,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**126 444 167,00**	**-1 835 397,16**	**-1 835 397,16**	**124 608 769,84**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**43 819 167,00**	**-235 397,16**	**-235 397,16**	**43 583 769,84**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 82 625 000,00**	**-1 600 000,00**	**II -1 600 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**69 625 000,00**	**-1 000 000,00**	**-1 000 000,00**
1631	Emprunts obligataires	27 625 000,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	42 000 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**13 000 000,00**	**-600 000,00**	**-600 000,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10226	Taxe d'aménagement	3 000 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*10 000 000,00*	*400 000,00*	*400 000,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 126 444 167,00**	**-1 835 397,16**	**VI -1 835 397,16**
Ressources propres externes de l'année (a)		**27 244 167,00**	**3 064 602,84**	**3 064 602,84**
10222	FCTVA	19 000 000,00	4 294 471,26	4 294 471,26
10226	Taxe d'aménagement (3)	6 000 000,00	-2 000 000,00	-2 000 000,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	105 000,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
2743	Prêts au personnel	40 000,00	0,00	0,00
2748	Autres prêts	99 167,00	-18 334,00	-18 334,00
275	Dépôts et cautionnements versés	2 000 000,00	0,00	0,00
2762	Créances transf. droit déduction TVA	0,00	788 465,58	788 465,58
27632	Créance Régions	0,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**99 200 000,00**	**-4 900 000,00**	**-4 900 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*1 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
28032	*Frais de recherche et de développement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	*300 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804121	*Subv.Régions : Bien mobilier, matériel*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041413	*Subv.Cne GFP : Projet infrastructure*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*4 400 000,00*	*0,00*	*0,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
28041511	*Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041722	*SNCF Réseau : Bâtiments, installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*3 300 000,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*7 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*8 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804422	*Sub nat privé - Bât. et installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*6 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*4 800 000,00*	*0,00*	*0,00*
281311	*Bâtiments administratifs*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281312	*Bâtiments scolaires*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*3 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
281316	*Equipements de cimetière*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*1 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
281328	*Autres bâtiments privés*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*13 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
281352	*Bâtiments privés*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281571	*Matériel ferroviaire*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*1 800 000,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*4 300 000,00*	*0,00*	*0,00*
28161	*Biens historiques et culturels immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28162	*Biens historiques et culturels mobiliers*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281748	*Sol autrui - Autres construct° (mad)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*1 200 000,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*7 600 000,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*2 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*800 000,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	12 200 000,00	-4 900 000,00	-4 900 000,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*12 000 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**17 056 939,90**
2031	Frais d'étude	568 402,00
20421	Biens mobiliers, matériel et études	22 000,00
21351	Bâtiments publics	209 370,00
2151	Réseaux de voirie	57 154,00
2152	Installations de voirie	215 000,00
21578	Autre matériel technique	3 000,00
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	6 175 276,58
21828	Autres matériels de transport	1 775 402,32
21838	Autre matériel informatique	4 800,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	12 500,00
2188	Autres	4 000,00
2313	Constructions	8 010 035,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**17 056 939,90**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***2 405 635,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*2 405 635,00*
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***2 405 635,00***
TOTAL GENERAL		**19 462 574,90**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**2 351 590,00**

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
1311	Etat et établissements nationaux	1 501 590,00
1318	Autres	30 000,00
1328	Autres	820 000,00
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
Total des recettes réelles		**2 351 590,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***4 528 195,00***
281828	*Autres matériels de transport*	*2 405 635,00*
28188	*Autres*	*2 122 560,00*
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	***Virement de la section de fonctionnement (3)***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***4 528 195,00***
TOTAL GENERAL		**6 879 785,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**38 623 380,00**
60621	Combustibles	57 786,00
60622	Carburants	2 992 680,00
60623	Alimentation	200,00
60628	Autres fournitures non stockées	260 200,00
60631	Fournitures d'entretien	19 000,00
60632	Fourniture de petits équipement	66 500,00
60636	Habillement et vêtement de travail	187 207,00
6064	Fournitures administratives	7 700,00
6068	Autres matières et fournitures	18 729,00
611	Contrat de prestations de services	33 275 161,00
6132	Locations immobilières	92 000,00
61521	Terrains	25 000,00
615221	Bâtiment	32 000,00
615231	Voiries	8 000,00
615232	Réseaux	25 050,00
61558	Autres biens mobiliers	86 500,00
6156	Maintenance	47 000,00
617	Etudes	162 000,00
62268	Autres honoraires, conseils...	35 000,00
6231	Annonces et insertions	58 000,00
6234	Réceptions	7 605,00
6236	Catalogues, imprimés et publications	195 119,00
6238	Divers	5 000,00
6251	Voyages, déplacements et missions	3 792,00
6261	Frais d?affranchissement	6 197,00
6262	Frais de télécommunications	419 303,00
6282	Frais de gardiennage	2 403,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	41 197,00
6288	Autres	7 051,00

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
63512	Taxes foncières	480 000,00
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**36 318 513,00**
64111	Rémunération principale	36 318 513,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**18 032 885,00**
65341	Communes membres du GFP	1 291 479,00
65748	Autres personnes de droit privé	490 126,00
65818	Autres	41 280,00
65888	Autres	16 210 000,00
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**92 974 778,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***4 528 195,00***
6811	*Dotations aux amortissements*	*4 528 195,00*
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
023	***Virement à la section d'investissement (4)***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***4 528 195,00***
TOTAL GENERAL		**97 502 973,00**

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		**73 500 000,00**
73133	Taxe d?enlèvement des ordures ménagères et assimilées	73 500 000,00
Dotations et participations reçues		**0,00**
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		**18 574 800,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**11 000 000,00**
70612	Redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères	10 880 000,00
70688	Autres prestations de services	120 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**7 574 800,00**
75813	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	500 000,00
75888	Autres produits de gestion courante	7 074 800,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov. (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**92 074 800,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***2 122 560,00***
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*2 122 560,00*
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***2 122 560,00***
TOTAL GENERAL		**94 197 360,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice :
Nombre de membres présents :
Nombre de suffrages exprimés :
VOTES :
Pour :
Contre :
Abstentions :

Date de convocation :

Présenté par la Présidente,
A Strasbourg, le 9 octobre 2026

Délibéré par l'assemblée de l'Eurométropole de Strasbourg, réunie en session ordinaire
A Strasbourg, le 9 octobre 2026
Les membres de l'assemblée délibérante de l'Eurométropole de Strasbourg.

.

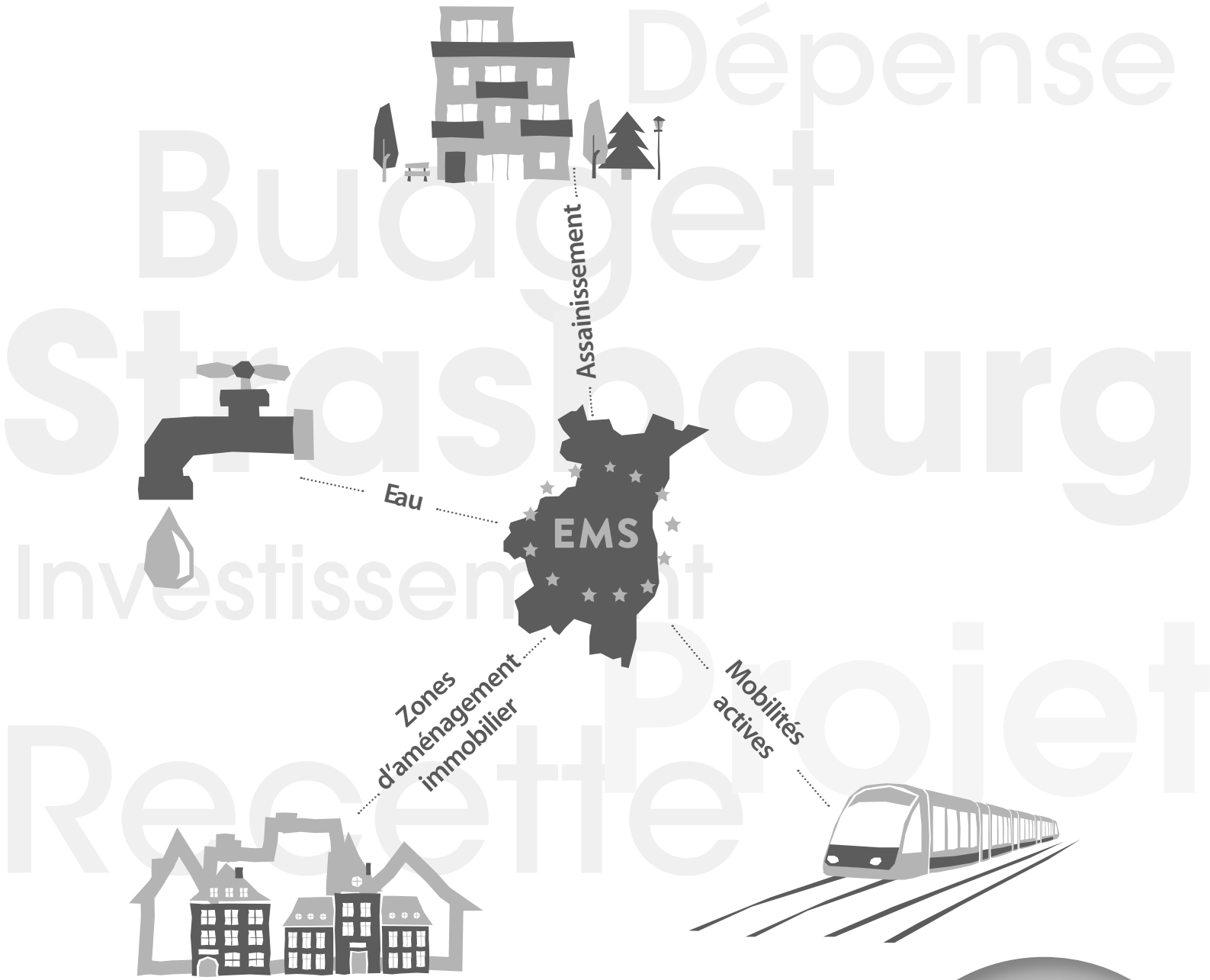
Certifié exécutoire par la Présidente, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Strasbourg, le

Strasbourg.eu
eurométropole

Budget supplémentaire

Budgets annexes



Document réglementaire

2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EUROMETROPOLE STRASBOURG
METROPOLE

Numéro SIRET : 24670048800033
Poste comptable : STRASBOURG MUNICIPALE ET EUROMETROPOLE

Budget supplémentaire
relatif à l'exercice 2026

Budget annexe : EUROMET EAU

Instruction budgétaire et comptable M.49(1)
applicable aux services publics industriels et commerciaux locaux

(1) Précision plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 20

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 21
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 22
A3.2 - Etalement des provisions 23
A4.1 - Equilibre des opérations financières 24
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 25
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 26
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 27
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures Sans Objet

Nota. -Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement ;
- sans les chapitres « opérations d'équipement ».

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes :
- Fonctionnement : 7,5% (maximum 7,5 %)
- Investissement : 7,5% (maximum 7,5 %)

IV – Les provisions sont semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

V – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé de l'exercice.

VI – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	8 800 000,00	616 888,63
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE	(si déficit) 0,00	(si excédent) 8 183 111,37
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	8 800 000,00	8 800 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	3 805 367,05	12 200 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	687 370,91	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	(si solde négatif) 7 707 262,04	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	12 200 000,00	12 200 000,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	21 000 000,00	21 000 000,00

(1) Crédits votés uniquement lors de cette étape budgétaire (sans prise en compte des précédents mouvements de crédits de l'exercices).

(2) Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	16 111 634,00	0,00	763 404,56	763 404,56	16 875 038,56
012	Charges de personnel, frais assimilés	8 500 250,00	0,00	0,00	0,00	8 500 250,00
014	Atténuations de produits	12 720 000,00	0,00	0,00	0,00	12 720 000,00
65	Autres charges de gestion courante	195 700,00	0,00	132 600,00	132 600,00	328 300,00
Total des dépenses de gestion des services		**37 527 584,00**	**0,00**	**896 004,56**	**896 004,56**	**38 423 588,56**
66	Charges financières	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
67	Charges spécifiques	558 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00	563 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (3)	0,00		98 995,44	98 995,44	98 995,44
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**38 400 000,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**	**39 400 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*5 200 000,00*		*7 700 000,00*	*7 700 000,00*	*12 900 000,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*9 000 000,00*		*100 000,00*	*100 000,00*	*9 100 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***14 200 000,00***		***7 800 000,00***	***7 800 000,00***	***22 000 000,00***
TOTAL		**52 600 000,00**	**0,00**	**8 800 000,00**	**8 800 000,00**	**61 400 000,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**61 400 000,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	125 000,00	0,00	0,00	0,00	125 000,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	51 007 911,00	0,00	600 000,00	600 000,00	51 607 911,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	187 134,00	0,00	0,00	0,00	187 134,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**51 320 045,00**	**0,00**	**600 000,00**	**600 000,00**	**51 920 045,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	29 955,00	0,00	16 815,30	16 815,30	46 770,30
78	Reprises sur provisions et dépréciations (3)	0,00		73,33	73,33	73,33
Total des recettes réelles d'exploitation		**51 350 000,00**	**0,00**	**616 888,63**	**616 888,63**	**51 966 888,63**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 250 000,00*		*0,00*	*0,00*	*1 250 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 250 000,00***		***0,00***	***0,00***	***1 250 000,00***
TOTAL		**52 600 000,00**	**0,00**	**616 888,63**	**616 888,63**	**53 216 888,63**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**8 183 111,37**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**61 400 000,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	**20 750 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DE 043 = RE 043.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	630 000,00	0,00	0,00	0,00	630 000,00
21	Immobilisations corporelles	5 972 915,17	687 370,91	57 584,90	57 584,90	6 717 870,98
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	10 546 701,64	0,00	3 690 096,81	3 690 096,81	14 236 798,45
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**17 149 616,81**	**687 370,91**	**3 747 681,71**	**3 747 681,71**	**21 584 669,43**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	33 500,00	0,00	0,00	0,00	33 500,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**600 383,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**600 383,19**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**17 750 000,00**	**687 370,91**	**3 747 681,71**	**3 747 681,71**	**22 185 052,62**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*1 250 000,00*		*0,00*	*0,00*	*1 250 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*4 000 000,00*		*57 685,34*	*57 685,34*	*4 057 685,34*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***5 250 000,00***		***57 685,34***	***57 685,34***	***5 307 685,34***
TOTAL		**23 000 000,00**	**687 370,91**	**3 805 367,05**	**3 805 367,05**	**27 492 737,96**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**7 707 262,04**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**35 200 000,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	30 300,00	0,00	-300,00	-300,00	30 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	4 767 652,50	0,00	-4 049 970,79	-4 049 970,79	717 681,71
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 047,50	0,00	-2 047,50	-2 047,50	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**4 800 000,00**	**0,00**	**-4 052 318,29**	**-4 052 318,29**	**747 681,71**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (6)	0,00	0,00	8 394 632,95	8 394 632,95	8 394 632,95
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**8 394 632,95**	**8 394 632,95**	**8 394 632,95**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**4 800 000,00**	**0,00**	**4 342 314,66**	**4 342 314,66**	**9 142 314,66**
021	*Virement de la section d'exploitation (3)*	*5 200 000,00*		*7 700 000,00*	*7 700 000,00*	*12 900 000,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*9 000 000,00*		*100 000,00*	*100 000,00*	*9 100 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*4 000 000,00*		*57 685,34*	*57 685,34*	*4 057 685,34*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***18 200 000,00***		***7 857 685,34***	***7 857 685,34***	***26 057 685,34***
TOTAL		**23 000 000,00**	**0,00**	**12 200 000,00**	**12 200 000,00**	**35 200 000,00**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**35 200 000,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042).

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (7)	**20 750 000,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(4) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(5) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(6) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	763 404,56		763 404,56
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	132 600,00		132 600,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques	5 000,00	*0,00*	5 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	98 995,44	*100 000,00*	198 995,44
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*7 700 000,00*	7 700 000,00
Dépenses d'exploitation – Total		**1 000 000,00**	***7 800 000,00***	**8 800 000,00**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**8 800 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	744 955,81	0,00	744 955,81
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	3 690 096,81	57 685,34	3 747 782,15
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
Dépenses d'investissement – Total		**4 435 052,62**	***57 685,34***	**4 492 737,96**

\+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**7 707 262,04**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**12 200 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	600 000,00		600 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques	16 815,30	*0,00*	16 815,30
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	73,33	*0,00*	73,33
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**616 888,63**	***0,00***	**616 888,63**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**8 183 111,37**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**8 800 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	-300,00	*0,00*	-300,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-4 049 970,79	*0,00*	-4 049 970,79
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	-2 047,50	*0,00*	-2 047,50
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*57 685,34*	57 685,34
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*100 000,00*	100 000,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*7 700 000,00*	7 700 000,00
Recettes d'investissement – Total		**-4 052 318,29**	***7 857 685,34***	**3 805 367,05**

\+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**8 394 632,95**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**12 200 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**16 111 634,00**	**763 404,56**	**763 404,56**
605	Achats d'eau	500 000,00	0,00	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	1 929 000,00	0,00	0,00
6062	Produits de traitement	29 000,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	51 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	6 000,00	18 404,56	18 404,56
6066	Carburants	170 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	996 000,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	1 011 500,00	545 000,00	545 000,00
6135	Locations mobilières	38 250,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	69 000,00	0,00	0,00
61523	Entretien, réparations réseaux	390 000,00	0,00	0,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	170 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	30 000,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	13 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	212 500,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	40 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	1 305 000,00	0,00	0,00
618	Divers	1 600,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	21 000,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	500,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	5 000,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	25 000,00	0,00	0,00
6238	Divers	25 000,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	6 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	4 000,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	3 000,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	50 950,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	80 000,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais au GFP de rattachement	3 450 000,00	200 000,00	200 000,00
62878	Remb. frais à des tiers	1 280 000,00	0,00	0,00
6288	Autres	30 500,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	3 000,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	5 000,00	0,00	0,00
63711	Redevance pour prélèvement sur la ressou	2 931 658,00	0,00	0,00
63712	Redevance pour la performance des réseau	954 000,00	0,00	0,00
6378	Autres taxes et redevances	275 176,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**8 500 250,00**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	8 500 000,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	250,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**12 720 000,00**	**0,00**	**0,00**
701269	Reversement à l'agence de l'eau - Redeva	12 720 000,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**195 700,00**	**132 600,00**	**132 600,00**
6541	Créances admises en non-valeur	80 000,00	62 600,00	62 600,00
6542	Créances éteintes	115 700,00	0,00	0,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	0,00	70 000,00	70 000,00
TOTAL DES DEPENSES DE GESTION		**37 527 584,00**	**896 004,56**	**896 004,56**
66	**Charges financières (8)**	**6 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	5 300,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
6688	Autre	700,00	0,00	0,00
67	**Charges spécifiques**	**558 000,00**	**5 000,00**	**5 000,00**
6714	Intérêts moratoires	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	11 000,00	0,00	0,00
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	297 000,00	0,00	0,00
678	Autres charges événement maj. et inhab.	250 000,00	5 000,00	5 000,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (9)**	**0,00**	**98 995,44**	**98 995,44**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	0,00	98 995,44	98 995,44
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES D'EXPLOITATION		**38 400 000,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***5 200 000,00***	***7 700 000,00***	***7 700 000,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***9 000 000,00***	***100 000,00***	***100 000,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*9 000 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***14 200 000,00***	***7 800 000,00***	***7 800 000,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***14 200 000,00***	***7 800 000,00***	***7 800 000,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**52 600 000,00**	**8 800 000,00**	**8 800 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**8 800 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	914,44
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	914,44
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**125 000,00**	**0,00**	**0,00**
64198	Autres remboursements	125 000,00	0,00	0,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**51 007 911,00**	**600 000,00**	**600 000,00**
70111	Ventes d'eau aux abonnés	35 062 611,00	0,00	0,00
70118	Autres ventes d'eau	200 000,00	0,00	0,00
701241	Redevance pollution d'origine domestique	0,00	0,00	0,00
701261	Redevance sur la consommation d'eau pota	12 720 000,00	0,00	0,00
703	Ventes de produits résiduels	10 000,00	0,00	0,00
704	Travaux	900 000,00	600 000,00	600 000,00
7064	Locations de compteurs	1 872 300,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	243 000,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**187 134,00**	**0,00**	**0,00**
748	Des tiers	187 134,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00
7588	Autres	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE	**51 320 045,00**	**600 000,00**	**600 000,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (c)**	**29 955,00**	**16 815,30**	**16 815,30**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	500,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	1 000,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	27 955,00	16 815,30	16 815,30
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	500,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**73,33**	**73,33**
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	0,00	73,33	73,33
	TOTAL DES RECETTES REELLES D'EXPLOITATION	**51 350 000,00**	**616 888,63**	**616 888,63**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***1 250 000,00***	***0,00***	***0,00***
722	*Immobilisations corporelles*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*750 000,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***1 250 000,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**52 600 000,00**	**616 888,63**	**616 888,63**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**8 183 111,37**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**8 800 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**630 000,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions et droits assimilés	630 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**5 972 915,17**	**57 584,90**	**57 584,90**
2111	Terrains nus	8 500,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments d'exploitation	760 000,07	0,00	0,00
2151	Installations complexes spécialisées	412 415,10	57 584,90	57 584,90
21531	Réseaux d'adduction d'eau	2 780 000,00	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	110 000,00	0,00	0,00
21561	Service de distribution d'eau	750 000,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	1 055 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	95 000,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	2 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**10 546 701,64**	**3 690 096,81**	**3 690 096,81**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	10 496 701,64	3 690 096,81	3 690 096,81
238	Avances commandes immo. incorp.	50 000,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**17 149 616,81**	**3 747 681,71**	**3 747 681,71**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**33 500,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	19 600,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	10 000,00	0,00	0,00
16878	Remboursements des autres dettes	3 900,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**600 383,19**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**17 750 000,00**	**3 747 681,71**	**3 747 681,71**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***1 250 000,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***750 000,00***	***0,00***	***0,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*685 000,00*	*0,00*	*0,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
139181	*de la collectivité de rattachement*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
139188	*des tiers*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***500 000,00***	***0,00***	***0,00***
21531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***4 000 000,00***	***57 685,34***	***57 685,34***
2151	*Installations complexes spécialisées*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*4 000 000,00*	*57 685,34*	*57 685,34*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***5 250 000,00***	***57 685,34***	***57 685,34***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**23 000 000,00**	**3 805 367,05**	**3 805 367,05**

+

RESTES A REALISER N-1	**687 370,91**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**7 707 262,04**

=

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**12 200 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**30 300,00**	**-300,00**	**-300,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	300,00	-300,00	-300,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	30 000,00	0,00	0,00
1315	Subv. équipt Groupement de collectivités	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**4 767 652,50**	**-4 049 970,79**	**-4 049 970,79**
1641	Emprunts en euros	4 767 652,50	-4 049 970,79	-4 049 970,79
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**2 047,50**	**-2 047,50**	**-2 047,50**
2151	Installations complexes spécialisées	1 999,00	-1 999,00	-1 999,00
2182	Matériel de transport	48,50	-48,50	-48,50
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**4 800 000,00**	**-4 052 318,29**	**-4 052 318,29**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**8 394 632,95**	**8 394 632,95**
1068	Autres réserves	0,00	8 394 632,95	8 394 632,95
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**8 394 632,95**	**8 394 632,95**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**4 800 000,00**	**4 342 314,66**	**4 342 314,66**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***5 200 000,00***	***7 700 000,00***	***7 700 000,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***9 000 000,00***	***100 000,00***	***100 000,00***
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*6 200 000,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*700 000,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***14 200 000,00***	***7 800 000,00***	***7 800 000,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***4 000 000,00***	***57 685,34***	***57 685,34***
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*4 000 000,00*	*57 685,34*	*57 685,34*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***18 200 000,00***	***7 857 685,34***	***7 857 685,34***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**23 000 000,00**	**12 200 000,00**	**12 200 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**12 200 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années) 1	
L	Autres immobilisations corporelles	5	19/12/2005
L	Concessions brevets licences	1	19/12/2005
L	Constrc. bâtiments d'exploitation (IGAAC)	35	19/12/2005
L	Construc. bâtiments administratifs	35	19/12/2005
L	Engins motorisés	5	19/12/2005
L	Equipement radio-téléphone	5	19/12/2005
L	Frais d'études	1	19/12/2005
L	Mat. de bureau et informatique	5	19/12/2005
L	Matériel industriel	10	19/12/2005
L	Matériel spécifique d'exploitation (eau)	15	19/12/2005
L	Mobilier	10	19/12/2005
L	Réseaux d'adduction d'eau	45	19/12/2005
L	Véhicules spécifiques	7	19/12/2005
L	Installations complexes spécialisées	15	31/12/2005
L	Autres terrains	20	01/01/2015
L	Concessions, brevets, licences	5	01/01/2015
L	Concessions, brevets, licences	2	01/01/2015
L	Outillage industriel	15	01/01/2015
L	Logiciels bureautiques	5	19/12/2015

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant constitué à l'ouverture	Montant total constitué	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel à la clôture
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**98 995,44**		**461 634,45**	**560 629,89**	**73,33**	**560 556,56**
Créances irrécouvrables	98 995,44	24/11/2017	461 634,45	560 629,89	73,33	560 556,56
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**98 995,44**		**461 634,45**	**560 629,89**	**73,33**	**560 556,56**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée (année)	Montant des provisions constituées à l'ouverture	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 de la section d'investissement (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**-7 707 262,04**	**-7 707 262,04**	**-7 707 262,04**
Solde des restes à réaliser (RAR) (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**-687 370,91**	**-687 370,91**	**-687 370,91**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-8 394 632,95**	**-8 394 632,95**	**-8 394 632,95**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles		Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**8 394 632,95**	**8 394 632,95**	**8 394 632,95**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-8 394 632,95**	**-8 394 632,95**	**-8 394 632,95**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**1 340 383,19**	**0,00**	**0,00**	**1 340 383,19**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**14 200 000,00**	**7 800 000,00**	**7 800 000,00**	**22 000 000,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**12 859 616,81**	**7 800 000,00**	**7 800 000,00**	**20 659 616,81**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 1 340 383,19**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**23 500,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	19 600,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	3 900,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**1 316 883,19**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*750 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 14 200 000,00**	**7 800 000,00**	**VI 7 800 000,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**14 200 000,00**	**7 800 000,00**	**7 800 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
281311		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
281351		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281355		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*6 200 000,00*	*0,00*	*0,00*
281531		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*700 000,00*	*0,00*	*0,00*
281561		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*5 200 000,00*	*7 700 000,00*	*7 700 000,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
AP0202 Acquistions de véhicules et d'engins 2013/2016	8 797 780,97	8 797 780,97	17 595 561,94	4 064 694,01	1 005 000,00	3 728 086,96
AP0284 Extension du réseau d'eau	491 846,02	491 846,02	983 692,04	443 417,17	48 428,85	0,00
AP0230 Ouvrages et mesures	19 273 650,14	18 722 317,39	37 995 967,53	11 626 873,76	2 451 166,81	4 644 276,82
AP0231 Projets informatiques eau-assainissement 2015-2020	5 250 636,80	5 753 636,80	11 004 273,60	1 678 265,18	720 000,00	3 355 371,62
AP0255 Réseaux d'eau	99 672 894,92	107 572 894,92	207 245 789,84	66 373 267,43	9 060 000,00	32 139 627,49
AP0083 Schéma directeur de l'alimentation en eau potable	93 403 414,98	99 488 664,98	192 892 079,96	79 019 783,65	2 553 702,79	17 915 178,54
AP0209 Sécurisation de réservoirs d'eau potable	527 006,81	527 006,81	1 054 013,62	527 006,81	0,00	0,00
AP0295 Travaux d'eau potable connexes au schéma directeur d¿asst	12 260 264,30	13 060 264,70	25 320 529,00	6 306 675,00	1 300 000,00	5 453 589,70
AP0102 Travaux de déplacement du réseau d'eau - tram	9 625 425,11	9 625 425,11	19 250 850,22	8 867 249,02	200 000,00	558 176,09
AP0229 Travaux sur bâtiments d'exploitation	2 162 008,89	2 162 008,89	4 324 017,78	2 102 101,30	15 500,07	44 407,52

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EUROMETROPOLE STRASBOURG

Numéro SIRET : 24670048800074
Poste comptable :

Budget supplémentaire
relatif à l'exercice 2026

Budget annexe : EUROMET ASSAINISSEMENT

Instruction budgétaire et comptable M.49(1)
applicable aux services publics industriels et commerciaux locaux

(1) Précision plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 20

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 21
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 22
A3.2 - Etalement des provisions 23
A4.1 - Equilibre des opérations financières 24
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 25
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 26
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 27
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 28

Nota. -Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement ;
- sans les chapitres « opérations d'équipement ».

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes :
- Fonctionnement : 7,5% (maximum 7,5 %)
- Investissement : 7,5% (maximum 7,5 %)

IV – Les provisions sont semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

V – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif de l'exercice.

VI – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	909 032,39	1 100 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE	(si déficit) 190 967,61	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	1 100 000,00	1 100 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	-14 699 086,84	-11 400 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	174 655,95	10 000 000,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	(si solde négatif) 13 124 430,89	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	-1 400 000,00	-1 400 000,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	-300 000,00	-300 000,00

(1) Crédits votés uniquement lors de cette étape budgétaire (sans prise en compte des précédents mouvements de crédits de l'exercices).

(2) Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	34 877 725,00	0,00	872 500,00	872 500,00	35 750 225,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	7 600 250,00	0,00	0,00	0,00	7 600 250,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	140 000,00	0,00	146 726,65	146 726,65	286 726,65
Total des dépenses de gestion des services		**42 617 975,00**	**0,00**	**1 019 226,65**	**1 019 226,65**	**43 637 201,65**
66	Charges financières	1 313 000,00	0,00	-200 000,00	-200 000,00	1 113 000,00
67	Charges spécifiques	536 500,00	0,00	100 000,00	100 000,00	636 500,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (3)	0,00		89 805,74	89 805,74	89 805,74
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**44 600 000,00**	**0,00**	**1 009 032,39**	**1 009 032,39**	**45 609 032,39**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*300 000,00*		*-300 000,00*	*-300 000,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*9 800 000,00*		*200 000,00*	*200 000,00*	*10 000 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***10 100 000,00***		***-100 000,00***	***-100 000,00***	***10 000 000,00***
TOTAL		**54 700 000,00**	**0,00**	**909 032,39**	**909 032,39**	**55 609 032,39**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	**190 967,61**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**55 800 000,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	63 370,00	0,00	0,00	0,00	63 370,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	53 098 620,00	0,00	767 631,65	767 631,65	53 866 251,65
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	85 000,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00
75	Autres produits de gestion courante	100 000,00	0,00	301 280,32	301 280,32	401 280,32
Total des recettes de gestion des services		**53 346 990,00**	**0,00**	**1 068 911,97**	**1 068 911,97**	**54 415 901,97**
76	Produits financiers	360 000,00	0,00	0,00	0,00	360 000,00
77	Produits spécifiques	43 010,00	0,00	31 000,00	31 000,00	74 010,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (3)	0,00		88,03	88,03	88,03
Total des recettes réelles d'exploitation		**53 750 000,00**	**0,00**	**1 100 000,00**	**1 100 000,00**	**54 850 000,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*950 000,00*		*0,00*	*0,00*	*950 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***950 000,00***		***0,00***	***0,00***	***950 000,00***
TOTAL		**54 700 000,00**	**0,00**	**1 100 000,00**	**1 100 000,00**	**55 800 000,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**55 800 000,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	**9 050 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DE 043 = RE 043.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	1 080 000,00	0,00	155 000,00	155 000,00	1 235 000,00
21	Immobilisations corporelles	9 097 900,00	174 655,95	-2 388 599,99	-2 388 599,99	6 883 955,96
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	62 042 422,39	0,00	-11 115 752,61	-11 115 752,61	50 926 669,78
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**72 220 322,39**	**174 655,95**	**-13 349 352,60**	**-13 349 352,60**	**59 045 625,74**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 579 000,00	0,00	-1 400 000,00	-1 400 000,00	179 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 929 677,61**	**0,00**	**-1 400 000,00**	**-1 400 000,00**	**529 677,61**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**74 150 000,00**	**174 655,95**	**-14 749 352,60**	**-14 749 352,60**	**59 575 303,35**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*950 000,00*		*0,00*	*0,00*	*950 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*6 000 000,00*		*50 265,76*	*50 265,76*	*6 050 265,76*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***6 950 000,00***		***50 265,76***	***50 265,76***	***7 000 265,76***
TOTAL		**81 100 000,00**	**174 655,95**	**-14 699 086,84**	**-14 699 086,84**	**66 575 569,11**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**13 124 430,89**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**79 700 000,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	8 200 000,00	0,00	-4 400 000,00	-4 400 000,00	3 800 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	51 800 000,00	10 000 000,00	-7 930 531,70	-7 930 531,70	53 869 468,30
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	17 912,42	17 912,42	17 912,42
Total des recettes d'équipement		**60 000 000,00**	**10 000 000,00**	**-12 312 619,28**	**-12 312 619,28**	**57 687 380,72**
10	Dotations, fonds divers et réserves	5 000 000,00	0,00	962 353,52	962 353,52	5 962 353,52
106	Réserves (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**5 000 000,00**	**0,00**	**962 353,52**	**962 353,52**	**5 962 353,52**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**65 000 000,00**	**10 000 000,00**	**-11 350 265,76**	**-11 350 265,76**	**63 649 734,24**
021	*Virement de la section d'exploitation (3)*	*300 000,00*		*-300 000,00*	*-300 000,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*9 800 000,00*		*200 000,00*	*200 000,00*	*10 000 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*6 000 000,00*		*50 265,76*	*50 265,76*	*6 050 265,76*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***16 100 000,00***		***-49 734,24***	***-49 734,24***	***16 050 265,76***
TOTAL		**81 100 000,00**	**10 000 000,00**	**-11 400 000,00**	**-11 400 000,00**	**79 700 000,00**

+	
R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
=	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**79 700 000,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042).

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (7)	**9 050 000,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(4) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(5) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(6) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	872 500,00		872 500,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	146 726,65		146 726,65
66	Charges financières	-200 000,00	*0,00*	-200 000,00
67	Charges spécifiques	100 000,00	*0,00*	100 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	89 805,74	*200 000,00*	289 805,74
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*-300 000,00*	-300 000,00
Dépenses d'exploitation – Total		**1 009 032,39**	***-100 000,00***	**909 032,39**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	**190 967,61**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 100 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-1 400 000,00	*0,00*	-1 400 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	155 000,00	0,00	155 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	-2 213 944,04	0,00	-2 213 944,04
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	-11 115 752,61	50 265,76	-11 065 486,85
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
Dépenses d'investissement – Total		**-14 574 696,65**	***50 265,76***	**-14 524 430,89**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**13 124 430,89**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-1 400 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	767 631,65		767 631,65
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	301 280,32		301 280,32
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques	31 000,00	*0,00*	31 000,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	88,03	*0,00*	88,03
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**1 100 000,00**	***0,00***	**1 100 000,00**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 100 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	962 353,52	*0,00*	962 353,52
13	Subventions d'investissement reçues	-4 400 000,00	*0,00*	-4 400 000,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 069 468,30	*0,00*	2 069 468,30
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	17 912,42	*50 265,76*	68 178,18
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*200 000,00*	200 000,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*-300 000,00*	-300 000,00
Recettes d'investissement – Total		**-1 350 265,76**	***-49 734,24***	**-1 400 000,00**

\+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-1 400 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**34 877 725,00**	**872 500,00**	**872 500,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	816 000,00	0,00	0,00
6062	Produits de traitement	40 000,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	27 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	5 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	284 500,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	22 090 100,00	550 000,00	550 000,00
6135	Locations mobilières	49 000,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	59 000,00	0,00	0,00
61523	Entretien, réparations réseaux	725 000,00	0,00	0,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	66 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	53 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	297 000,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	22 500,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	450 000,00	0,00	0,00
618	Divers	1 350,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	21 000,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	500,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	3 000,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	25 000,00	0,00	0,00
6238	Divers	34 000,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	5 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	5 000,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	7 500,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	30 000,00	12 500,00	12 500,00
6281	Concours divers (cotisations)	24 050,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais au GFP de rattachement	3 050 000,00	310 000,00	310 000,00
62878	Remb. frais à des tiers	2 215 560,00	0,00	0,00
6288	Autres	13 500,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	5 000,00	0,00	0,00
63713	Redevance pour la performance des systèm	4 431 180,00	0,00	0,00
6378	Autres taxes et redevances	21 985,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**7 600 250,00**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	7 600 000,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	250,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**140 000,00**	**146 726,65**	**146 726,65**
6541	Créances admises en non-valeur	80 000,00	2 500,00	2 500,00
6542	Créances éteintes	60 000,00	0,00	0,00
6553	Subventions de fonctionnement versées	0,00	93 975,00	93 975,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	0,00	50 251,65	50 251,65
	TOTAL DES DEPENSES DE GESTION	**42 617 975,00**	**1 019 226,65**	**1 019 226,65**
66	**Charges financières (8)**	**1 313 000,00**	**-200 000,00**	**-200 000,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 103 000,00	-200 000,00	-200 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	210 000,00	0,00	0,00
67	**Charges spécifiques**	**536 500,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
6711	Pénalités de retard sur marchés	0,00	0,00	0,00
6714	Intérêts moratoires	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	50 000,00	0,00	0,00
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	226 500,00	0,00	0,00
678	Autres charges événement maj. et inhab.	260 000,00	100 000,00	100 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (9)**	**0,00**	**89 805,74**	**89 805,74**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	0,00	89 805,74	89 805,74
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES DEPENSES REELLES D'EXPLOITATION		**44 600 000,00**	**1 009 032,39**	**1 009 032,39**
023	***Virement à la section d'investissement***	***300 000,00***	***-300 000,00***	***-300 000,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***9 800 000,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*9 800 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***10 100 000,00***	***-100 000,00***	***-100 000,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***10 100 000,00***	***-100 000,00***	***-100 000,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**54 700 000,00**	**909 032,39**	**909 032,39**

	+
RESTES A REALISER N-1	**0,00**
	+
D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	**190 967,61**
	=
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 100 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	210 000,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	210 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**63 370,00**	**0,00**	**0,00**
64198	Autres remboursements	63 370,00	0,00	0,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**53 098 620,00**	**767 631,65**	**767 631,65**
703	Ventes de produits résiduels	12 000,00	0,00	0,00
704	Travaux	2 120 000,00	605 000,00	605 000,00
70611	Redevance d'assainissement collectif	46 227 620,00	102 631,65	102 631,65
706121	Redevance modernisation des réseaux	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances assainissement non collectif	10 000,00	0,00	0,00
7063	Contrib. communes, etab.pub.(eaux pluv.)	4 600 000,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	90 000,00	50 000,00	50 000,00
7083	Locations diverses	3 000,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	36 000,00	10 000,00	10 000,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**85 000,00**	**0,00**	**0,00**
748	Des tiers	85 000,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**100 000,00**	**301 280,32**	**301 280,32**
757	Produits des cessions éléments actif	0,00	150 000,00	150 000,00
7581	FCTVA	100 000,00	138 280,32	138 280,32
7584	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	10 000,00	10 000,00
7585	Dédits et pénalités perçus	0,00	2 000,00	2 000,00
7588	Autres	0,00	1 000,00	1 000,00
	TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE	**53 346 990,00**	**1 068 911,97**	**1 068 911,97**
76	**Produits financiers (b)**	**360 000,00**	**0,00**	**0,00**
761	Produits de participations	360 000,00	0,00	0,00
77	**Produits spécifiques (c)**	**43 010,00**	**31 000,00**	**31 000,00**
7711	Dédits et pénalités perçus	10 000,00	0,00	0,00
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	1 000,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	1 000,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	31 010,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	31 000,00	31 000,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**88,03**	**88,03**
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	0,00	88,03	88,03
	TOTAL DES RECETTES REELLES D'EXPLOITATION	**53 750 000,00**	**1 100 000,00**	**1 100 000,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***950 000,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*950 000,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***950 000,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**54 700 000,00**	**1 100 000,00**	**1 100 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 100 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**1 080 000,00**	**155 000,00**	**155 000,00**
2031	Frais d'études	255 000,00	155 000,00	155 000,00
2051	Concessions et droits assimilés	825 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**9 097 900,00**	**-2 388 599,99**	**-2 388 599,99**
2111	Terrains nus	45 000,00	61 400,00	61 400,00
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	4 665 000,00	-2 600 000,00	-2 600 000,00
21532	Réseaux d'assainissement	1 136 500,00	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	857 200,00	150 000,01	150 000,01
21562	Service d'assainissement	1 151 200,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	1 145 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	97 000,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	1 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**62 042 422,39**	**-11 115 752,61**	**-11 115 752,61**
2313	Constructions	0,00	2 249 322,39	2 249 322,39
2315	Installat°, matériel et outillage techni	61 829 822,89	-13 365 075,00	-13 365 075,00
238	Avances commandes immo. incorp.	212 599,50	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**72 220 322,39**	**-13 349 352,60**	**-13 349 352,60**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**1 579 000,00**	**-1 400 000,00**	**-1 400 000,00**
1641	Emprunts en euros	1 579 000,00	-1 400 000,00	-1 400 000,00
1678	Autres dettes condit° particulières	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**1 929 677,61**	**-1 400 000,00**	**-1 400 000,00**
458122	Projet Lumieau (6)	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**74 150 000,00**	**-14 749 352,60**	**-14 749 352,60**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***950 000,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***950 000,00***	***0,00***	***0,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*515 000,00*	*0,00*	*0,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*170 000,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*205 000,00*	*0,00*	*0,00*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
139188	*des tiers*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***6 000 000,00***	***50 265,76***	***50 265,76***
21351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*0,00*	*50 265,76*	*50 265,76*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*6 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***6 950 000,00***	***50 265,76***	***50 265,76***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**81 100 000,00**	**-14 699 086,84**	**-14 699 086,84**

+

RESTES A REALISER N-1	**174 655,95**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**13 124 430,89**

=

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**-1 400 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**8 200 000,00**	**-4 400 000,00**	**-4 400 000,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	8 200 000,00	-4 400 000,00	-4 400 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**51 800 000,00**	**-7 930 531,70**	**-7 930 531,70**
1641	Emprunts en euros	51 800 000,00	-7 930 531,70	-7 930 531,70
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**17 912,42**	**17 912,42**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	261,13	261,13
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	17 651,29	17 651,29
	Total des recettes d'équipement	**60 000 000,00**	**-12 312 619,28**	**-12 312 619,28**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**5 000 000,00**	**962 353,52**	**962 353,52**
10222	FCTVA	5 000 000,00	962 353,52	962 353,52
1068	Autres réserves	0,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2763	Créances sur collectivités et établ. pub	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**5 000 000,00**	**962 353,52**	**962 353,52**
458221	Accompagnement à la réhabilitation ANC (5)	0,00	0,00	0,00
458222	Projet Lumieau (5)	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**65 000 000,00**	**-11 350 265,76**	**-11 350 265,76**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***300 000,00***	***-300 000,00***	***-300 000,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***9 800 000,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
28031	*Frais d'études*	*300 000,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*50 000,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*650 000,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*800 000,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*6 400 000,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*700 000,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*300 000,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*500 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***10 100 000,00***	***-100 000,00***	***-100 000,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***6 000 000,00***	***50 265,76***	***50 265,76***
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*6 000 000,00*	*50 265,76*	*50 265,76*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***16 100 000,00***	***-49 734,24***	***-49 734,24***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**81 100 000,00**	**-11 400 000,00**	**-11 400 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**10 000 000,00**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-1 400 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années) 1	
L	Bât. exploit. Station d'épuration	40	19/12/2005
L	Concessions brevets licences	1	19/12/2005
L	Construc. bât. d'exploitation	35	19/12/2005
L	Construc. bât. d'exploitation	35	19/12/2005
L	Engins motorisés	5	19/12/2005
L	Mat. de bureau et informatique	5	19/12/2005
L	Mat. et outillage industriel	10	19/12/2005
L	Matériel spécifique d'exploitation (assainissement)	15	19/12/2005
L	Mobilier	10	19/12/2005
L	Réseaux d'assainissement	45	19/12/2005
L	Station d'épuration biologique	40	19/12/2005
L	Véhicules	7	19/12/2005
L	Frais d'études non suivi de réalisation	5	01/01/2006
L	Installations complexes spécialisées	50	01/01/2017
L	Outillage industriel	10	22/12/2017

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant constitué à l'ouverture	Montant total constitué	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel à la clôture
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**89 805,74**		**355 143,71**	**444 949,45**	**88,03**	**444 861,42**
Créances irrécouvrables	89 805,74	24/11/2017	355 143,71	444 949,45	88,03	444 861,42
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**89 805,74**		**355 143,71**	**444 949,45**	**88,03**	**444 861,42**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée (année)	Montant des provisions constituées à l'ouverture	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 de la section d'investissement (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**-13 124 430,89**	**-13 124 430,89**	**-13 124 430,89**
Solde des restes à réaliser (RAR) (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**9 825 344,05**	**9 825 344,05**	**9 825 344,05**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-3 299 086,84**	**-3 299 086,84**	**-3 299 086,84**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles		Total (1) Vote
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-3 299 086,84**	**-3 299 086,84**	**-3 299 086,84**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**-3 299 086,84**	**-3 299 086,84**	**-3 299 086,84**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**2 879 677,61**	**-1 400 000,00**	**-1 400 000,00**	**1 479 677,61**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**15 100 000,00**	**862 353,52**	**862 353,52**	**15 962 353,52**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**12 220 322,39**	**2 262 353,52**	**2 262 353,52**	**14 482 675,91**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 2 879 677,61**	**-1 400 000,00**	**II -1 400 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 579 000,00**	**-1 400 000,00**	**-1 400 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 579 000,00	-1 400 000,00	-1 400 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**1 300 677,61**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*950 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 15 100 000,00**	**862 353,52**	**VI 862 353,52**
Ressources propres externes de l'année (a)		**5 000 000,00**	**962 353,52**	**962 353,52**
10222	FCTVA	5 000 000,00	962 353,52	962 353,52
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
2763	Créances sur collectivités et établ. pub	0,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**10 100 000,00**	**-100 000,00**	**-100 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*300 000,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*50 000,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*650 000,00*	*0,00*	*0,00*
281311		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*800 000,00*	*0,00*	*0,00*
281351		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*6 400 000,00*	*0,00*	*0,00*
281532		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*700 000,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*300 000,00*	*0,00*	*0,00*
281562		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*500 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*300 000,00*	*-300 000,00*	*-300 000,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
AP0203 Acquistions de véhicules et d'engins	14 138 694,78	14 138 694,78	28 277 389,56	7 933 662,44	1 100 000,00	5 105 032,34
AP0184 Autosurveillance DO	881 465,42	671 054,42	1 552 519,84	671 054,42	0,00	0,00
AP0253 Ouvrages sur réseau	1 399 972,16	1 399 972,16	2 799 944,32	843 312,86	151 200,00	405 459,30
AP0251 Projet Lumieau	483 935,59	483 935,59	967 871,18	483 935,59	0,00	0,00
AP0231 Projets informatiques eau-assainissement 2015-2020	4 318 509,31	4 318 509,31	8 637 018,62	1 321 843,15	915 000,00	2 081 666,16
AP0256 Réseaux d'assainissement	109 910 335,16	113 985 238,58	223 895 573,74	71 960 730,12	8 000 000,00	34 024 508,46
AP0127 Schéma directeur assainissement	204 534 513,53	215 046 411,28	419 580 924,81	92 363 291,37	23 438 147,30	99 244 972,61
AP0101 Travaux de déplac. conduites d'assain. (projet tramway)	13 424 532,75	5 922 613,33	19 347 146,08	5 122 613,33	200 000,00	600 000,00
AP0204 Travaux stations d'épuration	108 260 321,63	115 029 891,95	223 290 213,58	26 735 908,33	21 749 922,48	66 544 061,14

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

METROPOLE : EUROMETROPOLE STRASBOURG (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 24670048800058

POSTE COMPTABLE : STRASBOURG MUNICIPALE ET EUROMETROPOLE

M. 57

Budget supplémentaire
Voté par nature

BUDGET : EUROMET ZAI (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	39
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	41
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	42

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	Sans Objet

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	8 999 047,40	8 265 366,80	2 890 787,14	A1	2 157 106,54
Investissement	3 893 091,20	3 159 410,60	(2) 2 890 787,14	A2	2 157 106,54
Fonctionnement	5 105 956,20	5 105 956,20	(3) 0,00	A3	0,00

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**A1 + B1**	2 157 106,54
Investissement	**A2 + B2**	2 157 106,54
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	49 992,00	-2 107 114,54
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 2 157 106,54
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	49 992,00	49 992,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	-1 438 988,00	-1 438 988,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	-1 438 988,00	-1 438 988,00

TOTAL DU BUDGET (5)	-1 388 996,00	-1 388 996,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AE VOTEES — B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2023 - AE0007	Extension de la ZA Eckbolsheim	011	1 132 985,72
2023 - AE0006	La Redoute à Niederhausbergen-Mundolsheim	011	2 943 000,00
2023 - AE0005	Parc d'activités du Sury à Vendenheim	011	14 100,00
2023 - AE0004	Zone d'activités Extension Quadrant 2 à Entzheim (hors ZAC)	011	107 365,99
2023 - AE0002	Zone d'activités Holtzheim - Extension Est	011	156 671,57
2023 - AE0008	Zone d'activités Parc des Tanneries	011	317 429,00
2024 - AE0010	Zone d'activités Plaine des Bouchers	011	2 339 000,00
2024 - AE0009	Zone d'activités de Fegersheim	011	2 000 000,00
2023 - AE0003	Zone d'activités de la Vigie 2 à Ostwald	011	258 000,00
TOTAL			**9 268 552,28**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**9 268 552,28**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*18 627 112,56*		*49 992,00*	*49 992,00*	*18 677 104,56*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***18 627 112,56***		***49 992,00***	***49 992,00***	***18 677 104,56***

TOTAL	**18 627 112,56**	**0,00**	**49 992,00**	**49 992,00**	**18 677 104,56**
					+
				D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**18 677 104,56**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	7 319 360,28	0,00	-643 130,54	-643 130,54	6 676 229,74
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**7 319 360,28**	**0,00**	**-643 130,54**	**-643 130,54**	**6 676 229,74**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**7 319 360,28**	**0,00**	**-643 130,54**	**-643 130,54**	**6 676 229,74**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*11 307 752,28*		*-1 463 984,00*	*-1 463 984,00*	*9 843 768,28*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***11 307 752,28***		***-1 463 984,00***	***-1 463 984,00***	***9 843 768,28***

TOTAL	**18 627 112,56**	**0,00**	**-2 107 114,54**	**-2 107 114,54**	**16 519 998,02**
					+
				R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**2 157 106,54**
					=
				TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**18 677 104,56**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**-8 833 336,28**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	9 313 556,28	0,00	24 996,00	24 996,00	9 338 552,28
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**9 313 556,28**	**0,00**	**24 996,00**	**24 996,00**	**9 338 552,28**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**9 313 556,28**	**0,00**	**24 996,00**	**24 996,00**	**9 338 552,28**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*11 307 752,28*		*-1 463 984,00*	*-1 463 984,00*	*9 843 768,28*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***11 307 752,28***		***-1 463 984,00***	***-1 463 984,00***	***9 843 768,28***

TOTAL	**20 621 308,56**	**0,00**	**-1 438 988,00**	**-1 438 988,00**	**19 182 320,56**
					+
				D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**19 182 320,56**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 994 196,00	0,00	-1 488 980,00	-1 488 980,00	505 216,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**1 994 196,00**	**0,00**	**-1 488 980,00**	**-1 488 980,00**	**505 216,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**1 994 196,00**	**0,00**	**-1 488 980,00**	**-1 488 980,00**	**505 216,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*18 627 112,56*		*49 992,00*	*49 992,00*	*18 677 104,56*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***18 627 112,56***		***49 992,00***	***49 992,00***	***18 677 104,56***
TOTAL		**20 621 308,56**	**0,00**	**-1 438 988,00**	**-1 438 988,00**	**19 182 320,56**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**19 182 320,56**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**-8 833 336,28**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*49 992,00*	49 992,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***49 992,00***	**49 992,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**49 992,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	24 996,00		24 996,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*-1 463 984,00*	-1 463 984,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**24 996,00**	***-1 463 984,00***	**-1 438 988,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-1 438 988,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Hors chapitres opérations.
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		-643 130,54	*0,00*	-643 130,54
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*-1 463 984,00*	-1 463 984,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**-643 130,54**	***-1 463 984,00***	**-2 107 114,54**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**2 157 106,54**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**49 992,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	-1 488 980,00		-1 488 980,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*49 992,00*	49 992,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement – Total	**-1 488 980,00**	***49 992,00***	**-1 438 988,00**
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-1 438 988,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**18 627 112,56**	**0,00**	**0,00**	**49 992,00**	**49 992,00**	**0,00**	**49 992,00**	**49 992,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*18 627 112,56*			*49 992,00*	*49 992,00*		*49 992,00*	*49 992,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**18 627 112,56**			**49 992,00**	**49 992,00**		**49 992,00**	**49 992,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**0,00**

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**49 992,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**18 627 112,56**	**0,00**	**-2 107 114,54**	**-2 107 114,54**	**-2 107 114,54**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	7 319 360,28	0,00	-643 130,54	-643 130,54	-643 130,54
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**7 319 360,28**	**0,00**	**-643 130,54**	**-643 130,54**	**-643 130,54**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**7 319 360,28**	**0,00**	**-643 130,54**	**-643 130,54**	**-643 130,54**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*11 307 752,28*		*-1 463 984,00*	*-1 463 984,00*	*-1 463 984,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***11 307 752,28***		***-1 463 984,00***	***-1 463 984,00***	***-1 463 984,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**2 157 106,54**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**49 992,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**18 627 112,56**	**0,00**	**0,00**	**49 992,00**	**49 992,00**	**0,00**	**49 992,00**	**49 992,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*18 627 112,56*			*49 992,00*	*49 992,00*		*49 992,00*	*49 992,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*18 627 112,56*			*49 992,00*	*49 992,00*		*49 992,00*	*49 992,00*
3351	*Terrains*	*5 350 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
3354	*Etudes et prestations de services*	*412 924,38*			*294 300,00*	*294 300,00*		*294 300,00*	*294 300,00*
3355	*Travaux*	*3 550 631,90*			*-269 304,00*	*-269 304,00*		*-269 304,00*	*-269 304,00*
3555	*Terrains aménagés*	*9 313 556,28*			*24 996,00*	*24 996,00*		*24 996,00*	*24 996,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**18 627 112,56**			**49 992,00**	**49 992,00**		**49 992,00**	**49 992,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**18 627 112,56**	**0,00**	**-2 107 114,54**	**-2 107 114,54**	**-2 107 114,54**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	7 319 360,28	0,00	-643 130,54	-643 130,54	-643 130,54
1641	Emprunts en euros	7 319 360,28	0,00	-643 130,54	-643 130,54	-643 130,54
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**7 319 360,28**	**0,00**	**-643 130,54**	**-643 130,54**	**-643 130,54**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**7 319 360,28**	**0,00**	**-643 130,54**	**-643 130,54**	**-643 130,54**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*11 307 752,28*		*-1 463 984,00*	*-1 463 984,00*	*-1 463 984,00*
3351	*Terrains*	*5 350 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
3354	*Etudes et prestations de services*	*412 924,38*		*294 300,00*	*294 300,00*	*294 300,00*
3355	*Travaux*	*3 550 631,90*		*-269 304,00*	*-269 304,00*	*-269 304,00*
3555	*Terrains aménagés*	*1 994 196,00*		*-1 488 980,00*	*-1 488 980,00*	*-1 488 980,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
Total des recettes d'ordre	***11 307 752,28***		***-1 463 984,00***	***-1 463 984,00***	***-1 463 984,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**20 621 308,56**	**0,00**	**9 268 552,28**	**-1 438 988,00**	**-1 438 988,00**	**24 996,00**	**-1 463 984,00**	**-1 438 988,00**
011	Charges à caractère général (4)	9 313 556,28	0,00	9 268 552,28	24 996,00	24 996,00	24 996,00	0,00	24 996,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**9 313 556,28**	**0,00**	**9 268 552,28**	**24 996,00**	**24 996,00**	**24 996,00**	**0,00**	**24 996,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**9 313 556,28**	**0,00**	**9 268 552,28**	**24 996,00**	**24 996,00**	**24 996,00**	**0,00**	**24 996,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*11 307 752,28*			*-1 463 984,00*	*-1 463 984,00*		*-1 463 984,00*	*-1 463 984,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**11 307 752,28**			**-1 463 984,00**	**-1 463 984,00**		**-1 463 984,00**	**-1 463 984,00**

D002 Résultat reporté	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**-1 438 988,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**20 621 308,56**	**0,00**	**-1 438 988,00**	**-1 438 988,00**	**-1 438 988,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 994 196,00	0,00	-1 488 980,00	-1 488 980,00	-1 488 980,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**1 994 196,00**	**0,00**	**-1 488 980,00**	**-1 488 980,00**	**-1 488 980,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**1 994 196,00**	**0,00**	**-1 488 980,00**	**-1 488 980,00**	**-1 488 980,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*18 627 112,56*		*49 992,00*	*49 992,00*	*49 992,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**18 627 112,56**		**49 992,00**	**49 992,00**	**49 992,00**

R002 Résultat reporté	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**-1 438 988,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**20 621 308,56**	**0,00**	**9 268 552,28**	**-1 438 988,00**	**-1 438 988,00**	**24 996,00**	**-1 463 984,00**	**-1 438 988,00**
011	Charges à caractère général (5)	9 313 556,28	0,00	9 268 552,28	24 996,00	24 996,00	24 996,00	0,00	24 996,00
6015	Terrains à aménager	5 350 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6045	Achats études et prestations de services	412 924,38	0,00		294 300,00	294 300,00	294 300,00	0,00	294 300,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	3 550 631,90	0,00		-269 304,00	-269 304,00	-269 304,00	0,00	-269 304,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**9 313 556,28**	**0,00**	**9 268 552,28**	**24 996,00**	**24 996,00**	**24 996,00**	**0,00**	**24 996,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**9 313 556,28**	**0,00**	**9 268 552,28**	**24 996,00**	**24 996,00**	**24 996,00**	**0,00**	**24 996,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*11 307 752,28*			*-1 463 984,00*	*-1 463 984,00*		*-1 463 984,00*	*-1 463 984,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*9 313 556,28*			*24 996,00*	*24 996,00*		*24 996,00*	*24 996,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*1 994 196,00*			*-1 488 980,00*	*-1 488 980,00*		*-1 488 980,00*	*-1 488 980,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**11 307 752,28**			**-1 463 984,00**	**-1 463 984,00**		**-1 463 984,00**	**-1 463 984,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**20 621 308,56**	**0,00**	**-1 438 988,00**	**-1 438 988,00**	**-1 438 988,00**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 994 196,00	0,00	-1 488 980,00	-1 488 980,00	-1 488 980,00
7015	Ventes de terrains aménagés	1 994 196,00	0,00	-1 488 980,00	-1 488 980,00	-1 488 980,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**1 994 196,00**	**0,00**	**-1 488 980,00**	**-1 488 980,00**	**-1 488 980,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 994 196,00**	**0,00**	**-1 488 980,00**	**-1 488 980,00**	**-1 488 980,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*18 627 112,56*		*49 992,00*	*49 992,00*	*49 992,00*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*9 313 556,28*		*24 996,00*	*24 996,00*	*24 996,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*9 313 556,28*		*24 996,00*	*24 996,00*	*24 996,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**18 627 112,56**		**49 992,00**	**49 992,00**	**49 992,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**2 157 106,54**	**2 157 106,54**	**2 157 106,54**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**2 157 106,54**	**2 157 106,54**	**2 157 106,54**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**2 157 106,54**	**2 157 106,54**	**2 157 106,54**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**2 157 106,54**	**2 157 106,54**	**2 157 106,54**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**11 307 752,28**	**-1 463 984,00**	**-1 463 984,00**	**9 843 768,28**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**11 307 752,28**	**-1 463 984,00**	**-1 463 984,00**	**9 843 768,28**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 11 307 752,28**	**-1 463 984,00**	**VI -1 463 984,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**11 307 752,28**	**-1 463 984,00**	**-1 463 984,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
3351	*Terrains*	*5 350 000,00*	*0,00*	*0,00*
3354	*Etudes et prestations de services*	*412 924,38*	*294 300,00*	*294 300,00*
3355	*Travaux*	*3 550 631,90*	*-269 304,00*	*-269 304,00*
35…	*Stocks de produits (5)*			
3555	*Terrains aménagés*	*1 994 196,00*	*-1 488 980,00*	*-1 488 980,00*
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

METROPOLE : EUROMETROPOLE STRASBOURG (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 24670048800090

POSTE COMPTABLE : STRASBOURG MUNICIPALE ET EUROMETROPOLE

M. 57

Budget supplémentaire
Voté par nature

BUDGET : EUROMET MOBILITES ACTIVES (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 29
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 30
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 31
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 33
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 36
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 39

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 41
A1.01 - Opérations non ventilables 44
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 45
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 48
A2.01 - Opérations non ventilables 50
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 51
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports 54

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	60
B3.1 - Etat des provisions constituées	62
B3.2 - Etalement des provisions	64
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	65
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	67
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	68
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	Sans Objet

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7,5%
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	226 582 516,71	236 402 251,98	-6 682 253,37	A1	3 137 481,90
Investissement	22 155 022,35	26 284 504,35	(2) -6 682 253,37	A2	-2 552 771,37
Fonctionnement	204 427 494,36	210 117 747,63	(3) 0,00	A3	5 690 253,27

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	27 621,00	III + IV	0,00	B1 -27 621,00
Investissement	I	27 621,00	III	0,00	B2 -27 621,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**A1 + B1**	3 109 860,90
Investissement	**A2 + B2**	-2 580 392,37
Fonctionnement	**A3 + B3**	5 690 253,27

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	27 621,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		27 621,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	419 607,63	3 000 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	27 621,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 2 552 771,37	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	3 000 000,00	3 000 000,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	-1 700 000,00	-4 809 860,90
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 0,00	(si excédent) 3 109 860,90
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	-1 700 000,00	-1 700 000,00

TOTAL DU BUDGET (5)	1 300 000,00	1 300 000,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
AP0197	Autorité Organisatrice des transports	20, 204, 21, 23	6 405 292,34
AP0327	Développement du vélo dans l'agglomération 2021-2026	20, 204, 21, 23	8 632 517,60
AP0328	Multimodalité 2021-2026	20, 204	654 600,00
AP0329	Zone à Faible Emission	20, 204	93 000,00
TOTAL			**15 785 409,94**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**15 785 409,94**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	1 454 118,21	27 621,00	10 000,00	10 000,00	1 491 739,21
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	5 188 719,54	0,00	-305 680,79	-305 680,79	4 883 038,75
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	1 550 805,23	0,00	-310 000,00	-310 000,00	1 240 805,23
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	10 011 447,75	0,00	-514 000,00	-514 000,00	9 497 447,75
Total des dépenses d'équipement		**18 205 090,73**	**27 621,00**	**-1 119 680,79**	**-1 119 680,79**	**17 113 030,94**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	400 000,00	0,00	-400 000,00	-400 000,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
Total des dépenses financières		**400 200,00**	**0,00**	**-400 000,00**	**-400 000,00**	**200,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	250 000,00	0,00	-250 000,00	-250 000,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**18 855 290,73**	**27 621,00**	**-1 769 680,79**	**-1 769 680,79**	**17 113 230,94**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*1 700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*1 700 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*1 044 709,27*		*2 189 288,42*	*2 189 288,42*	*3 233 997,69*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***2 744 709,27***		***2 189 288,42***	***2 189 288,42***	***4 933 997,69***
TOTAL		**21 600 000,00**	**27 621,00**	**419 607,63**	**419 607,63**	**22 047 228,63**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**2 552 771,37**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**24 600 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	5 878 393,62	0,00	-4 336 440,77	-4 336 440,77	1 541 952,85
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	5 526 897,11	0,00	2 144 798,94	2 144 798,94	7 671 696,05
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	56,24	56,24	56,24
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**11 405 290,73**	**0,00**	**-2 191 585,59**	**-2 191 585,59**	**9 213 705,14**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	200 000,00	0,00	421 904,80	421 904,80	621 904,80
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	2 580 392,37	2 580 392,37	2 580 392,37
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**200 000,00**	**0,00**	**3 002 297,17**	**3 002 297,17**	**3 202 297,17**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	250 000,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00
Total des recettes réelles d'investissement		**11 855 290,73**	**0,00**	**810 711,58**	**810 711,58**	**12 666 002,31**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*8 700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*8 700 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*1 044 709,27*		*2 189 288,42*	*2 189 288,42*	*3 233 997,69*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***9 744 709,27***		***2 189 288,42***	***2 189 288,42***	***11 933 997,69***

TOTAL	**21 600 000,00**	**0,00**	**3 000 000,00**	**3 000 000,00**	**24 600 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**24 600 000,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**7 000 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	3 220 445,00	0,00	70 025,87	70 025,87	3 290 470,87
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	2 600 000,00	0,00	0,00	0,00	2 600 000,00
014	Atténuations de produits	220 000,00	0,00	-150 000,00	-150 000,00	70 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	204 414 555,00	0,00	-1 820 217,06	-1 820 217,06	202 594 337,94
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**210 455 000,00**	**0,00**	**-1 900 191,19**	**-1 900 191,19**	**208 554 808,81**
66	Charges financières	45 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	245 000,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		191,19	191,19	191,19
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**210 500 000,00**	**0,00**	**-1 700 000,00**	**-1 700 000,00**	**208 800 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*8 700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*8 700 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***8 700 000,00***		***0,00***	***0,00***	***8 700 000,00***

TOTAL	**219 200 000,00**	**0,00**	**-1 700 000,00**	**-1 700 000,00**	**217 500 000,00**
					+
				D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**217 500 000,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 265 000,00	0,00	0,00	0,00	2 265 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	139 100 000,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	138 100 000,00
74	Dotations et participations (4)	2 559 708,00	0,00	15 600,00	15 600,00	2 575 308,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	54 522 000,00	0,00	-1 500 000,00	-1 500 000,00	53 022 000,00
Total des recettes de gestion courante		**198 446 708,00**	**0,00**	**-2 484 400,00**	**-2 484 400,00**	**195 962 308,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	4 953 292,00	0,00	-2 325 460,90	-2 325 460,90	2 627 831,10
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	14 100 000,00		0,00	0,00	14 100 000,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**217 500 000,00**	**0,00**	**-4 809 860,90**	**-4 809 860,90**	**212 690 139,10**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*1 700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*1 700 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***1 700 000,00***		***0,00***	***0,00***	***1 700 000,00***
TOTAL		**219 200 000,00**	**0,00**	**-4 809 860,90**	**-4 809 860,90**	**214 390 139,10**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE	**3 109 860,90**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**217 500 000,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**7 000 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		-400 000,00	*0,00*	-400 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		37 621,00	*0,00*	37 621,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		-305 680,79	*0,00*	*-305 680,79*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		-310 000,00	*0,00*	-310 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		-514 000,00	*2 189 288,42*	*1 675 288,42*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		-250 000,00	*0,00*	-250 000,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**-1 742 059,79**	***2 189 288,42***	**447 228,63**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**2 552 771,37**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 000 000,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	70 025,87		70 025,87
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	-150 000,00		-150 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	-1 820 217,06	*0,00*	-1 820 217,06
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	200 000,00	*0,00*	200 000,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	191,19	*0,00*	191,19
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**-1 700 000,00**	***0,00***	**-1 700 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-1 700 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		421 904,80	*0,00*	421 904,80
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		-4 336 440,77	*0,00*	-4 336 440,77
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		2 144 798,94	*0,00*	2 144 798,94
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		56,24	*0,00*	*56,24*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*2 189 288,42*	*2 189 288,42*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**-1 769 680,79**	***2 189 288,42***	**419 607,63**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**2 580 392,37**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 000 000,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	-1 000 000,00		-1 000 000,00
74	Dotations et participations (8)	15 600,00		15 600,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	-1 500 000,00	0,00	-1 500 000,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	-2 325 460,90	*0,00*	-2 325 460,90
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement – Total	**-4 809 860,90**	***0,00***	**-4 809 860,90**
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE	**3 109 860,90**
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-1 700 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**21 600 000,00**	**27 621,00**	**15 785 409,94**	**419 607,63**	**419 607,63**	**-1 369 680,79**	**1 789 288,42**	**447 228,63**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 454 118,21	27 621,00	1 464 118,21	10 000,00	10 000,00	10 000,00	0,00	37 621,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	5 188 719,54	0,00	4 883 038,75	-305 680,79	-305 680,79	-305 680,79	0,00	-305 680,79
21	Immobilisations corporelles	1 550 805,23	0,00	1 240 805,23	-310 000,00	-310 000,00	-310 000,00	0,00	-310 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	10 011 447,75	0,00	8 197 447,75	-514 000,00	-514 000,00	-514 000,00	0,00	-514 000,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**18 205 090,73**	**27 621,00**	**15 785 409,94**	**-1 119 680,79**	**-1 119 680,79**	**-1 119 680,79**	**0,00**	**-1 092 059,79**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	400 000,00	0,00		-400 000,00	-400 000,00		-400 000,00	-400 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**400 200,00**	**0,00**	**0,00**	**-400 000,00**	**-400 000,00**	**0,00**	**-400 000,00**	**-400 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	250 000,00	0,00	0,00	-250 000,00	-250 000,00	-250 000,00	0,00	-250 000,00
Total des dépenses réelles		**18 855 290,73**	**27 621,00**	**15 785 409,94**	**-1 769 680,79**	**-1 769 680,79**	**-1 369 680,79**	**-400 000,00**	**-1 742 059,79**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*1 700 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*1 044 709,27*			*2 189 288,42*	*2 189 288,42*		*2 189 288,42*	*2 189 288,42*
Total des dépenses d'ordre		**2 744 709,27**			**2 189 288,42**	**2 189 288,42**		**2 189 288,42**	**2 189 288,42**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**2 552 771,37**

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**3 000 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**21 600 000,00**	**0,00**	**419 607,63**	**419 607,63**	**419 607,63**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	5 878 393,62	0,00	-4 336 440,77	-4 336 440,77	-4 336 440,77
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	5 526 897,11	0,00	2 144 798,94	2 144 798,94	2 144 798,94
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	56,24	56,24	56,24
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**11 405 290,73**	**0,00**	**-2 191 585,59**	**-2 191 585,59**	**-2 191 585,59**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	200 000,00	0,00	421 904,80	421 904,80	421 904,80
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**200 000,00**	**0,00**	**421 904,80**	**421 904,80**	**421 904,80**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**11 855 290,73**	**0,00**	**-1 769 680,79**	**-1 769 680,79**	**-1 769 680,79**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*8 700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*1 044 709,27*		*2 189 288,42*	*2 189 288,42*	*2 189 288,42*
Total des recettes d'ordre		***9 744 709,27***		***2 189 288,42***	***2 189 288,42***	***2 189 288,42***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**2 580 392,37**

Total des recettes d'investissement cumulées	**3 000 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**21 600 000,00**	**27 621,00**	**15 785 409,94**	**419 607,63**	**419 607,63**	**-1 369 680,79**	**1 789 288,42**	**447 228,63**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 454 118,21	27 621,00	1 464 118,21	10 000,00	10 000,00	10 000,00	0,00	37 621,00
2031	Frais d'études	1 454 118,21	27 621,00		10 000,00	10 000,00	10 000,00	0,00	37 621,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	5 188 719,54	0,00	4 883 038,75	-305 680,79	-305 680,79	-305 680,79	0,00	-305 680,79
204121	Subv.Régions : Bien mobilier, matériel	54 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	430 597,80	0,00		44 319,21	44 319,21	44 319,21	0,00	44 319,21
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	4 703 521,74	0,00		-350 000,00	-350 000,00	-350 000,00	0,00	-350 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 550 805,23	0,00	1 240 805,23	-310 000,00	-310 000,00	-310 000,00	0,00	-310 000,00
2151	Réseaux de voirie	789 693,23	0,00		-400 000,00	-400 000,00	-400 000,00	0,00	-400 000,00
2152	Installations de voirie	665 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	96 112,00	0,00		90 000,00	90 000,00	90 000,00	0,00	90 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	10 011 447,75	0,00	8 197 447,75	-514 000,00	-514 000,00	-514 000,00	0,00	-514 000,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	6 140 273,62	0,00		-660 000,00	-660 000,00	-660 000,00	0,00	-660 000,00
2315	Install., matériel et outill. technique	2 221 174,13	0,00		-100 000,00	-100 000,00	-100 000,00	0,00	-100 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	1 650 000,00	0,00		246 000,00	246 000,00	246 000,00	0,00	246 000,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**18 205 090,73**	**27 621,00**	**15 785 409,94**	**-1 119 680,79**	**-1 119 680,79**	**-1 119 680,79**	**0,00**	**-1 092 059,79**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	400 000,00	0,00		-400 000,00	-400 000,00		-400 000,00	-400 000,00
1641	Emprunts en euros	400 000,00	0,00		-400 000,00	-400 000,00		-400 000,00	-400 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**400 200,00**	**0,00**	**0,00**	**-400 000,00**	**-400 000,00**	**0,00**	**-400 000,00**	**-400 000,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	250 000,00	0,00	0,00	-250 000,00	-250 000,00	-250 000,00	0,00	-250 000,00
4541130	Mandat v lo	250 000,00	0,00		-250 000,00	-250 000,00	-250 000,00	0,00	-250 000,00
Total des dépenses réelles		**18 855 290,73**	**27 621,00**	**15 785 409,94**	**-1 769 680,79**	**-1 769 680,79**	**-1 369 680,79**	**-400 000,00**	**-1 742 059,79**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*1 700 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*1 700 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*1 300 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*100 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*220 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*80 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*1 044 709,27*			*2 189 288,42*	*2 189 288,42*		*2 189 288,42*	*2 189 288,42*
2312	*Agencements et aménagements de terrains*	*0,00*			*2 100 000,00*	*2 100 000,00*		*2 100 000,00*	*2 100 000,00*
2315	*Install., matériel et outill. technique*	*1 044 709,27*			*89 288,42*	*89 288,42*		*89 288,42*	*89 288,42*
Total des dépenses d'ordre		**2 744 709,27**			**2 189 288,42**	**2 189 288,42**		**2 189 288,42**	**2 189 288,42**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**21 600 000,00**	**0,00**	**419 607,63**	**419 607,63**	**419 607,63**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	5 878 393,62	0,00	-4 336 440,77	-4 336 440,77	-4 336 440,77
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	3 410 063,01	0,00	-2 443 866,36	-2 443 866,36	-2 443 866,36
1312	Subv. transf. Régions	27 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	2 440 830,61	0,00	-1 892 574,41	-1 892 574,41	-1 892 574,41
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	5 526 897,11	0,00	2 144 798,94	2 144 798,94	2 144 798,94
1641	Emprunts en euros	5 526 897,11	0,00	2 144 798,94	2 144 798,94	2 144 798,94
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	56,24	56,24	56,24
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	56,24	56,24	56,24
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**11 405 290,73**	**0,00**	**-2 191 585,59**	**-2 191 585,59**	**-2 191 585,59**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	200 000,00	0,00	421 904,80	421 904,80	421 904,80
10222	FCTVA	200 000,00	0,00	421 904,80	421 904,80	421 904,80
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**200 000,00**	**0,00**	**421 904,80**	**421 904,80**	**421 904,80**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**11 855 290,73**	**0,00**	**-1 769 680,79**	**-1 769 680,79**	**-1 769 680,79**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*8 700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*50 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804121	*Subv.Régions : Bien mobilier, matériel*	*100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*6 100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*2 300 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*50 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*1 044 709,27*		*2 189 288,42*	*2 189 288,42*	*2 189 288,42*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*1 044 709,27*		*2 189 288,42*	*2 189 288,42*	*2 189 288,42*
Total des recettes d'ordre		***9 744 709,27***		***2 189 288,42***	***2 189 288,42***	***2 189 288,42***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**219 200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 700 000,00**	**-1 700 000,00**	**0,00**	**-1 700 000,00**	**-1 700 000,00**
011	Charges à caractère général (4)	3 220 445,00	0,00	0,00	70 025,87	70 025,87	0,00	70 025,87	70 025,87
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	2 600 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	220 000,00	0,00		-150 000,00	-150 000,00		-150 000,00	-150 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	204 414 555,00	0,00	0,00	-1 820 217,06	-1 820 217,06	0,00	-1 820 217,06	-1 820 217,06
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**210 455 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 900 191,19**	**-1 900 191,19**	**0,00**	**-1 900 191,19**	**-1 900 191,19**
66	Charges financières	45 000,00	0,00		200 000,00	200 000,00		200 000,00	200 000,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			191,19	191,19		191,19	191,19
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**45 000,00**	**0,00**	**0,00**	**200 191,19**	**200 191,19**		**200 191,19**	**200 191,19**
Total des dépenses réelles		**210 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 700 000,00**	**-1 700 000,00**	**0,00**	**-1 700 000,00**	**-1 700 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*8 700 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**8 700 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D002 Résultat reporté	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**-1 700 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**219 200 000,00**	**0,00**	**-4 809 860,90**	**-4 809 860,90**	**-4 809 860,90**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 265 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	139 100 000,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
74	Dotations et participations (3)	2 559 708,00	0,00	15 600,00	15 600,00	15 600,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	54 522 000,00	0,00	-1 500 000,00	-1 500 000,00	-1 500 000,00
Total des recettes de gestion des services		**198 446 708,00**	**0,00**	**-2 484 400,00**	**-2 484 400,00**	**-2 484 400,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	4 953 292,00	0,00	-2 325 460,90	-2 325 460,90	-2 325 460,90
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	14 100 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**19 053 292,00**	**0,00**	**-2 325 460,90**	**-2 325 460,90**	**-2 325 460,90**
Total des recettes réelles		**217 500 000,00**	**0,00**	**-4 809 860,90**	**-4 809 860,90**	**-4 809 860,90**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**1 700 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté	**3 109 860,90**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**-1 700 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**219 200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 700 000,00**	**-1 700 000,00**	**0,00**	**-1 700 000,00**	**-1 700 000,00**
011	Charges à caractère général (5)	3 220 445,00	0,00	0,00	70 025,87	70 025,87	0,00	70 025,87	70 025,87
60623	Alimentation	3 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	5 935,00	0,00		39 025,87	39 025,87	0,00	39 025,87	39 025,87
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	582 000,00	0,00		41 000,00	41 000,00	0,00	41 000,00	41 000,00
6132	Locations immobilières	69 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	139 510,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	1 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	700 000,00	0,00		-100 000,00	-100 000,00	0,00	-100 000,00	-100 000,00
6182	Documentation générale et technique	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	430 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	10 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	4 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	950 000,00	0,00		90 000,00	90 000,00	0,00	90 000,00	90 000,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	90 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	2 600 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6211	Personnel affecté par CL de rattachement	2 600 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	220 000,00	0,00		-150 000,00	-150 000,00		-150 000,00	-150 000,00
739156	Revers. sur taxe versement mobilité	220 000,00	0,00		-150 000,00	-150 000,00		-150 000,00	-150 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	204 414 555,00	0,00	0,00	-1 820 217,06	-1 820 217,06	0,00	-1 820 217,06	-1 820 217,06
65188	Autres	400 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65732	Subv. fonct. régions	11 861 555,00	0,00		-1 216 808,00	-1 216 808,00	0,00	-1 216 808,00	-1 216 808,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	80 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65742	Subv. de fonctionnement aux entreprises	350 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	190 973 000,00	0,00		-653 409,06	-653 409,06	0,00	-653 409,06	-653 409,06
6585	Intérêts moratoires	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	750 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**210 455 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 900 191,19**	**-1 900 191,19**	**0,00**	**-1 900 191,19**	**-1 900 191,19**
66	Charges financières	45 000,00	0,00		200 000,00	200 000,00		200 000,00	200 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00		200 000,00	200 000,00		200 000,00	200 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	45 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			191,19	191,19		191,19	191,19
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00			191,19	191,19		191,19	191,19
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**45 000,00**	**0,00**	**0,00**	**200 191,19**	**200 191,19**		**200 191,19**	**200 191,19**
Total des dépenses réelles		**210 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 700 000,00**	**-1 700 000,00**	**0,00**	**-1 700 000,00**	**-1 700 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*8 700 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*8 700 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**8 700 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	45 000,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	45 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**219 200 000,00**	**0,00**	**-4 809 860,90**	**-4 809 860,90**	**-4 809 860,90**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 265 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	2 265 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	139 100 000,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
73156	Versement mobilité	139 100 000,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
74	Dotations et participations (4)	2 559 708,00	0,00	15 600,00	15 600,00	15 600,00
74611	DGD des communes et EPCI	1 913 208,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74778	Autres fonds européens	24 500,00	0,00	15 600,00	15 600,00	15 600,00
748381	Compens.relèv. seuil pers.vers.mobilité	622 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	54 522 000,00	0,00	-1 500 000,00	-1 500 000,00	-1 500 000,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75822	Prise en charge déficit budget annexe	54 500 000,00	0,00	-1 500 000,00	-1 500 000,00	-1 500 000,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**198 446 708,00**	**0,00**	**-2 484 400,00**	**-2 484 400,00**	**-2 484 400,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	4 953 292,00	0,00	-2 325 460,90	-2 325 460,90	-2 325 460,90
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	4 953 292,00	0,00	-2 325 460,90	-2 325 460,90	-2 325 460,90
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	14 100 000,00		0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	14 100 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**217 500 000,00**	**0,00**	**-4 809 860,90**	**-4 809 860,90**	**-4 809 860,90**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*1 700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*1 700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des recettes d'ordre		**1 700 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**3 202 297,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 202 297,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 085 409,94**		**17 085 609,94**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	1 464 118,21		1 464 118,21
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	4 883 038,75		4 883 038,75
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	1 240 805,23		1 240 805,23
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	9 497 447,75		9 497 447,75
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		200,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 463 705,14**		**12 666 002,31**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		3 202 297,17
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	1 541 952,85		1 541 952,85
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	7 671 696,05		7 671 696,05
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	56,24		56,24
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	250 000,00		250 000,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**200,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	200,00
RECETTES		**3 202 297,17**
102	Dotations et fonds d'investissement	621 904,80
106	Réserves	2 580 392,37

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**255 000,00**	**3 734 960,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	10 000,00	1 084 960,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	2 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	245 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**65 894,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	65 894,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**204 810 039,13**		**208 800 000,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	2 195 510,00		3 290 470,87
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 600 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00		70 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	202 544 337,94		202 594 337,94
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		245 000,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	191,19		191,19
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**212 624 244,89**		**212 690 139,10**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	2 265 000,00		2 265 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	138 100 000,00		138 100 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 575 308,00		2 575 308,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	53 022 000,00		53 022 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	2 561 936,89		2 627 831,10
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	14 100 000,00		14 100 000,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**255 000,00**
627	Services bancaires et assimilés	10 000,00
661	Charges d'intérêts	245 000,00
RECETTES		**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**3 734 960,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	44 960,87	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	2 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	1 040 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**65 894,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	65 894,21	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 734 960,87**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 960,87
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 040 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 894,21**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 894,21

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**5 147 200,00**	**199 662 839,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	2 000,00	1 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	623 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	147 000,00	61 510,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	3 000,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	20 000,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	480 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	51 000,00	79 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	90 000,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	3 210 200,00	198 184 137,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	191,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**2 322 600,00**	**210 301 644,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	2 265 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	138 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	1 913 208,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	35 600,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	622 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	22 000,00	53 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	2 561 936,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	14 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**204 810 039,13**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 400,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	623 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208 510,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 600,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	480 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	201 394 337,94
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	750 000,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	191,19
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**212 624 244,89**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 265 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 100 000,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 913 208,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 100,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	622 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 022 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 561 936,89
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 100 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Etudes non suivies de réalisation travaux	5	08/01/1996
L	Logiciels bureautiques	5	08/11/1996
L	Autres applicatifs informatiques	5	08/11/1996
L	Voitures	5	08/11/1996
L	Camions et véhicules industriels	8	08/11/1996
L	Mobilier	10	08/11/1996
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	5	08/11/1996
L	Matériel informatique	5	08/11/1996
L	Matériel classique	10	08/11/1996
L	Coffre-fort	20	08/11/1996
L	Installations et appareils de chauffage	10	08/11/1996
L	Appareils de levage-ascenseurs	20	08/11/1996
L	Appareils de laboratoire	5	08/11/1996
L	Equipements de garages et ateliers	10	08/11/1996
L	Equipements des cuisines	10	08/11/1996
L	Equipements sportifs	10	08/11/1996
L	Plantations	20	08/11/1996
L	Autres agencements et aménagements de terrains	20	08/11/1996
L	Bâtiments légers, abris	10	08/11/1996
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques, téléphoniques et agen. divers	10	08/11/1996
L	Etudes / Participations	10	05/11/1999
L	Subv. d'équipement < à 10.000? (aux organismes de droit public et privé)	1	20/04/2012
L	Immeubles de rapport	50	26/06/2015
L	Bâtiments publics	50	18/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000? - Bien mobilier, matériel et études	5	29/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000? - Bâtiment et installations	30	29/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000? - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	29/12/2015
L	Mise aux normes et mise en sécurité des bâtiments industriels	5	18/12/2019
L	Subvention d?équipement - Mise aux normes et mise en sécurité des bâtiments industriels	5	18/12/2019
L	Dépenses ultérieurs immobilisées des biens historiques et culturels	20	01/01/2021

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Bornes de recharges électriques	10	25/03/2022
L	2 roues électriques (vélos, biporteurs, trottinette)	5	16/12/2022
L	installations et panneaux photovoltaiques	20	16/12/2022
L	Agencement et aménagement de matériel et outillage	20	28/06/2023
L	Conteneur, bac, bac poubelle, bac à ordures, bac à composts et à biodéchets, benne	10	28/06/2023

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N	B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**24 500 000,00**	**24 500 000,00**	**14 100 000,00**	**10 400 000,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**24 500 000,00**	**24 500 000,00**	**14 100 000,00**	**10 400 000,00**
Provision pour perte d'exploitation	0,00	24/09/2021	24 500 000,00	24 500 000,00	14 100 000,00	10 400 000,00
Dépréciations (3)	**191,19**		**225,00**	**416,19**	**0,00**	**416,19**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**191,19**		**225,00**	**416,19**	**0,00**	**416,19**
Créances irrécouvrables	191,19	08/11/2024	225,00	416,19	0,00	416,19
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires	**191,19**		**24 500 225,00**	**24 500 416,19**	**14 100 000,00**	**10 400 416,19**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	191,19		24 500 225,00	24 500 416,19	14 100 000,00	10 400 416,19

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**-2 552 771,37**	**-2 552 771,37**	**-2 552 771,37**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**-27 621,00**	**-27 621,00**	**-27 621,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-2 580 392,37**	**-2 580 392,37**	**-2 580 392,37**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**2 580 392,37**	**2 580 392,37**	**2 580 392,37**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-2 580 392,37**	**-2 580 392,37**	**-2 580 392,37**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**2 100 000,00**	**-400 000,00**	**-400 000,00**	**1 700 000,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**8 900 000,00**	**421 904,80**	**421 904,80**	**9 321 904,80**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**6 800 000,00**	**821 904,80**	**821 904,80**	**7 621 904,80**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 2 100 000,00**	**-400 000,00**	**II -400 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**400 000,00**	**-400 000,00**	**-400 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	400 000,00	-400 000,00	-400 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**1 700 000,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*1 700 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 8 900 000,00**	**421 904,80**	**VI 421 904,80**
Ressources propres externes de l'année (a)		**200 000,00**	**421 904,80**	**421 904,80**
10222	FCTVA	200 000,00	421 904,80	421 904,80
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**8 700 000,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*50 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804121	*Subv.Régions : Bien mobilier, matériel*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*6 100 000,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*2 300 000,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*50 000,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Strasbourg.eu
eurométropole



Cahier d'investissement

Budget Supplémentaire 2026

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2026

LEXIQUE

CRB : Centre de Responsabilité Budgétaire
A.P : Autorisation de Programme
- ***AP Individualisée*** : regroupe des programmes d'équipement correspondant à un projet identifié
- **AP Globalisée** : regroupe des programmes d'équipement correspondant à des opérations qui concourent à la réalisation d'une même action

C.P : Crédits de paiement
R.E : Recettes escomptées

observations

- Seule est soumise au vote de l'organe délibérant, la liste des Autorisations de Programme, desquelles ont été retranchés les programmes clos des AP globalisées

- La présentation par programme est faite à titre d'information.

- Les crédits annuels sont votés uniquement par chapitre dans le cadre du budget réglementaire.
  La présentation qui en est faite dans ce document l'est à titre indicatif.

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	7
CREDITS ANNUELS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	23
REPARTITION DES CREDITS D'EQUIPEMENT SUR AP PAR DELEGATION, DIRECTION ET PAR SERVICE	51
ACCOMPAGNEMENT HUMAIN, RESSOURCES ET PATRIMOINE	52
● ACCOMPAGNEMENT HUMAIN, RESSOURCES ET PATRIMOINE	52
● RESSOURCES LOGISTIQUES	52
● NUMERIQUE - SYSTÈMES D'INFORMATION	54
● ARCHITECTURE ET PATRIMOINE	56
TRANSFORMATION DEMOCRATIQUE, EUROPE, TERRITOIRES ET PREVENTION	58
● MISSIONS TRANSFORMATION DEMOCRATIQUE, EUROPE, TERRITOIRES ET PREVENTION	58
TRANSFORMATION ECOLOGIQUE ET ECONOMIQUE	60
● DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE	60
● MOBILITES	64
● ESPACES PUBLICS ET NATURELS	72
● URBANISME ET TERRITOIRES	84
● TRANSITION ENERGIE CLIMAT	92
● PROPRETE ET GESTION DES DECHETS	92
● EAU ET RISQUES ENVIRONNEMENTAUX	96
TRANSFORMATION SOCIALE ET SOCIETALE	96
● CULTURE	96
● ENFANCE ET EDUCATION	100
● POPULATION, ELECTIONS ET CULTES	100
● SOLIDARITE SANTE JEUNESSE	100
● SPORTS	102
LISTE DES AP ET DES PROGRAMMES CREES DEPUIS LE BP 2026	106
LISTE DES AP ET DES PROGRAMMES ANNULES OU TERMINES	107

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	113
CREDITS ANNUELS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	117
REPARTITION DES CREDITS D'EQUIPEMENT SUR AP PAR DIRECTION ET PAR SERVICE	123

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	133
CREDITS ANNUELS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	137
REPARTITION DES CREDITS D'EQUIPEMENT SUR AP PAR DIRECTION ET PAR SERVICE	143

BUDGET ANNEXE DES MOBILITES ACTIVES

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	155
CREDITS ANNUELS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	159
REPARTITION DES CREDITS D'EQUIPEMENT SUR AP PAR DIRECTION ET PAR SERVICE	165

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

ENVELOPPES SOUMISES AU VOTE DU CONSEIL METROPOLITAIN

Année	AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		Révision AP votée au BS 2026		Nouveau total AP voté	
			Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
2026	AP0396	Travaux de voirie Ecole Europénne	990 000				990 000	
2026	AP0395	Programme de Végétalisation 2026/2031	5 253 025				5 253 025	
2026	AP0393	Fonds délégués 2026/2032	69 339 000	72 300 000	13 106 000	18 500 000	82 445 000	90 800 000
2026	AP0392	Fonds propres 2026/2031	121 825 700	600 370	-570 000		121 255 700	600 370
2025	AP0391	PUP Stellantis	1 446 691	2 106 691			1 446 691	2 106 691
2025	AP0390	Aménagement de couloirs de bus RD63 et RD41	4 826 000	2 000 000			4 826 000	2 000 000
2025	AP0389	Travaux sur bâtiments d'exploitation	2 000 000				2 000 000	
2025	AP0379	Programme maintenance et travaux Pôle Etoile 2025-2029	2 975 000	1 606 500			2 975 000	1 606 500
2024	AP0378	Mise en œuvre du SERM	13 600 000				13 600 000	
2024	AP0377	Renouv. parc véhicules et engins dans cadre ZFE - 2025-2029	8 755 000		2 483 323		11 238 323	
2024	AP0376	Plateforme logistique de Vendenheim	417 000				417 000	
2024	AP0375	Travaux abords de la Laiterie	4 241 280		-3 204 240		1 037 040	
2024	AP0374	Mobilier urbain pour tri sur l'espace public	375 000		1 700 000		2 075 000	
2024	AP0372	Tvx/Rénovation dans les immeubles métropolitains 2024-2026	6 650 000				6 650 000	
2024	AP0371	Zone de manoeuvre Fédération	2 364 000				2 364 000	
2024	AP0370	Autopartage	75 000				75 000	
2024	AP0369	Études sur restructuration de sites à vocation économique	4 707 278		-169 633		4 537 645	
2024	AP0368	Travaux de mise aux normes UVE	34 963 108		-340 435		34 622 673	
2023	AP0367	Transactions Immobilières 2024-2026	31 958 826	22 733 984	4 150 000	107 752	36 108 826	22 841 736
2023	AP0366	Extension du stationnement payant - travaux de marquage	770 000		-62 287		707 713	
2023	AP0365	Réfection de fouilles	2 294 000		-110 000		2 184 000	
2023	AP0364	Covoiturage	200 000				200 000	
2023	AP0362	Avenue du Rhin	2 825 954				2 825 954	

CREDITS DE PAIEMENT									RECETTES ESCOMPTEES								
Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	% de réalisation dépense 2025	CP 2026 Avant BS	Mvt BS	CP 2026 Après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	% de réalisation recette 2025	RE 2026 Avant BS	Mvt BS	RE 2026 Après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
			80 000	-30 000	50 000	350 000	205 000	385 000									
			200 000		200 000	400 000	400 000	4 253 025									
			15 474 225	13 346 000	28 820 225	13 739 000	10 900 000	28 985 775				8 800 000	19 400 000	28 200 000	17 700 000	11 900 000	33 000 000
			5 967 000	1 540 000	7 507 000	13 935 000	13 365 000	86 448 700				600 370		600 370			
		0,00%	367 346		367 346	1 079 345				1 053 346	50,00%	632 007		632 007	421 338		
		0,00%	200 000		200 000	1 500 000	2 500 000	626 000			0,00%	200 000	-200 000		1 000 000	1 000 000	
	864	0,04%	350 000	-250 000	100 000	299 136	800 000	800 000									
	462 819	15,56%	1 222 000	-122 000	1 100 000	556 812	425 000	430 369			0,00%	606 112	-12 112	594 000	241 612	229 500	541 388
	748 000	5,50%	1 219 500	374 000	1 593 500	2 000 000	2 000 000	7 258 500									
	69 655	0,62%	2 522 000	-61 205	2 460 795	3 862 873	3 845 000	1 000 000									
		0,00%	117 000		117 000	200 000	100 000										
864	66 277	6,47%	1 343 899	-1 064 000	279 899	325 000	215 000	150 000			#DIV/0						
		0,00%	75 000		75 000	1 000 000	1 000 000										
	767 781	11,55%	893 200		893 200	2 113 815	937 422	1 937 783									
607 424		25,69%	1 432 576		1 432 576	324 000					#DIV/0						
5 943	5 312	15,01%	25 000		25 000	38 745											
297 278	323 191	13,67%	1 094 000	-337 500	756 500	1 038 000	642 676	1 480 000									
227 448	3 402 428	10,48%	11 287 787	-3 277 923	8 009 864	14 761 868	8 221 065										
5 655 066	10 186 504	43,87%	6 947 232	1 000 000	7 947 232	9 170 023	3 150 000			108 936	0,48%	8 600 000	-2 700 000	5 900 000	5 107 800	5 000 000	6 725 000
598 340	107 867	99,79%		1 506	1 506												
923 625	544 783	67,23%	658 011		658 011	57 580											
286		0,14%					199 714										
720 853	1 456 180	77,04%	377 089		377 089	271 833											

Année	AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		Révision AP votée au BS 2026		Nouveau total AP voté	
			Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
2023	AP0361	Intervention sur l'Espace public en lien avec ouvrages mixte	8 000 000				8 000 000	
2023	AP0360	OPAH RU	2 000 294				2 000 294	
2023	AP0358	Innovation - Économie culturelle et créative	1 661 000				1 661 000	
2023	AP0357	Entretien des ouvrages d'art sur le territoire de l'EMS	19 968 857	1 033 193	-320 806		19 648 052	1 033 193
2022	AP0356	Extension des réseaux électriques 2023-2030	1 200 000				1 200 000	
2022	AP0355	Démonstrateur Ville Durable Citadelle quartier bas carbone	664 470	411 300			664 470	411 300
2022	AP0354	Capitalisation au fonds Mutuelles Impact	4 176 000	176 000			4 176 000	176 000
2022	AP0352	ZAC Parc d'innovation d'Illkirch	926 000	2 840 000	680 000		1 606 000	2 840 000
2022	AP0351	Réhab. et humanisation Fritz Kiener - hébergement urgence	4 000 000		-960 000		3 040 000	
2022	AP0350	Création lieux de stationnement gens du voyage 2022-2026	17 228 491	830 279	150 053		17 378 544	830 279
2022	AP0349	ZAC des 2 Rives	50 342 208		-28 595		50 313 613	
2022	AP0348	Accès sud Ligne Fret PAS	1 400 000				1 400 000	
2022	AP0347	Accompagnement accessibilité Arc ouest	9 710 000		-372	275 020	9 709 628	275 020
2022	AP0346	Sécurisation passages piétons	1 000 000				1 000 000	
2022	AP0345	Réaménagements voiries pour REM interurbain	1 900 000				1 900 000	
2022	AP0344	CPER 2021-2027/Triennal 2021-2023	33 334 000				33 334 000	
2022	AP0343	Création, ext.&restruct. cimetières communautaires 2022-2025	2 590 572	63 581	40 087	6 048	2 630 659	69 629
2021	AP0342	Opérations connexes Tram	55 608 015	1 098 000	-27 554	885 546	55 580 461	1 983 546
2021	AP0341	TSD/Territoire Santé de Demain	1 882 003	1 882 003			1 882 003	1 882 003
2021	AP0340	Parkings	1 877 333				1 877 333	
2021	AP0338	Entretien des voiries du Port Autonome de Strasbourg	12 900 000	150 000	350 000	299 709	13 250 000	449 709
2021	AP0337	Centre d'éducation routière à Schiltigheim	390 000				390 000	
2021	AP0336	Alimentation réseaux de chaleur - BSW	450 000		-450 000			

CREDITS DE PAIEMENT									RECETTES ESCOMPTEES								
Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	% de réalisation dépense 2025	CP 2026 Avant BS	Mvt BS	CP 2026 Après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	% de réalisation recette 2025	RE 2026 Avant BS	Mvt BS	RE 2026 Après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
		0,00%				6 000 000	2 000 000										
425 296	370 906	39,80%				271 935	932 157										
620 600	359 000	58,98%	437 000		437 000	244 400											
6 304 718	4 862 990	56,84%	4 023 896	-334 223	3 689 673	3 790 671	500 000	500 000	33 193		3,21%	1 000 000		1 000 000			
56 119	96 757	12,74%	351 204		351 204	695 921											
368 490	940	55,60%	50 000		50 000	245 040			297 456		72,32%				113 844		
2 235 083	490 000	65,26%	637 307		637 307	813 610			176 000		100,00%						
28 421	199 884	14,22%	288 579	130 000	418 579	600 000	359 116				0,00%	990 000		990 000	1 850 000		
		0,00%	500 000	-180 000	320 000	960 000	960 000	800 000									
266 258	417 702	3,94%	2 165 927	-656 100	1 509 827	4 230 454	6 964 304	3 990 000	78 400	99 510	21,43%				652 369		
16 900 000	10 820 660	55,10%	1 350 261		1 350 261	8 948 810		12 293 882									
496 537		35,47%	510 000	-3 465	506 535	396 928											
41 835	1 309 281	13,92%	1 705 000	-1 000 000	705 000	1 558 165	4 595 347	1 500 000		275 020	100,00%						
220 174	273 438	49,36%	300 826		300 826	205 562											
		0,00%	1 107 466	-700 000	407 466	792 534	700 000										
6 692 500	2 901 700	28,78%	2 262 500	2 100 000	4 362 500	7 252 300	8 015 000	4 110 000									
951 004	479 336	54,37%	621 122	-400 000	221 122	479 198	500 000		63 581	6 048	100,00%						
3 384 986	68 746	6,21%	90 714		90 714	3 000 000	10 058 690	38 977 325			0,00%		885 546	885 546	98 000	400 000	600 000
950 297	76 552	54,56%	296 579		296 579	558 575			1 152 451		61,24%				729 552		
778 312	427 990	64,26%	300 950		300 950	370 081											
4 298 241	335 791	34,97%	800 300		800 300	2 801 459	1 250 000	3 764 209		449 709	100,00%						
		0,00%	20 000		20 000	370 000											
		#DIV/0	450 000	-450 000													

Année	AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		Révision AP votée au BS 2026		Nouveau total AP voté	
			Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
2021	AP0335	Réfection bâtiment Archives Communautaires 2021-2026	7 300 000				7 300 000	
2021	AP0334	Maîtrise d'ouvrage déléguée/Gestion patrimoine EMS 2021-2026	3 300 000		1 800 000	144 585	5 100 000	144 585
2021	AP0333	Amérioration et rénovation des piscines 2021 - 2023	10 144 260		1 115 741		11 260 001	
2021	AP0332	Création d'ilots de fraicheur	8 000 000		-7 000 000		1 000 000	
2021	AP0331	Structur. filières locales-projets alimentaires territoriaux	550 000				550 000	
2021	AP0330	Biodiverstié,préventionrisques,renfor. résilience territoire	4 600 000				4 600 000	
2021	AP0329	Zone à Faible Emission	33 785 425	85 577		30 000	33 785 425	115 577
2020	AP0327	Développement du vélo dans l'agglomération 2021-2026	64 432 312	1 205 885		813 000	64 432 312	2 018 885
2020	AP0326	Programme voirie 2021-2026 : Strasbourg	51 342 902	1 546 281	29 794	21 633	51 372 696	1 567 914
2020	AP0325	Programme voirie 2021-2026 : Communes	58 815 734	1 802 179	568 335	64 767	59 384 069	1 866 946
2020	AP0324	Transfert Réseau Routier National	19 597 881		700 000		20 297 881	
2020	AP0323	Arbres d'alignement	10 151 000	50 000	152 787		10 303 787	50 000
2020	AP0322	Prévention érosion des sols et ruissellement non urbains	2 537 744	637 742	50 000		2 587 744	637 742
2020	AP0321	Mobilier de propreté à compaction solaire	612 000				612 000	
2020	AP0320	TSPO - A351	104 162 888	52 626 958		-5 269 999	104 162 888	47 356 958
2020	AP0319	Aménagement des abords Stade de la Meinau	17 000 000				17 000 000	
2020	AP0316	Rhénus Sport	5 735 201			27 188	5 735 201	27 188
2020	AP0315	Patinoire	3 000 000		-128 498		2 871 502	
2020	AP0314	Restaurations cours eau&zones humides-Rétab.Continuités éco.	8 878 733	6 839 967	-50 000	-1 708 067	8 828 733	5 131 901
2020	AP0313	Renouvellement du parc machines 2020-2023	4 202 548	2 438 651		-197 160	4 202 548	2 241 491
2020	AP0312	Création Parkings Communes	2 069 175	132 944	-5 575	-26 000	2 063 600	106 944
2020	AP0311	Aménagement gares routières	19 614 500	4 015 000		1 867 419	19 614 500	5 882 419
2020	AP0310	Prolongement ligne C Neuhof (Reuss à Stockfeld)	636 413				636 413	

CREDITS DE PAIEMENT									RECETTES ESCOMPTEES								
Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	% de réalisation dépense 2025	CP 2026 Avant BS	Mvt BS	CP 2026 Après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	% de réalisation recette 2025	RE 2026 Avant BS	Mvt BS	RE 2026 Après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
30 998	84 500	1,58%	1 074 426		1 074 426	4 653 006	1 457 070										
820 000	980 000	35,29%	800 000	-100 000	700 000	800 000	1 000 000	800 000		144 585	100,00%						
144 260	115 741	2,31%	500 000	-150 000	350 000	500 000	4 000 000	6 150 000									
		0,00%	120 000		120 000	880 000											
111 927	55 763	30,49%	234 473		234 473	147 837					#DIV/0						
72 875	36 986	2,39%	403 600	-81 000	322 600	683 400	664 850	2 819 289			#DIV/0						
15 955 008	5 782 470	64,34%	3 450 000		3 450 000	6 053 824	2 544 124		36 000	58 577	81,83%		21 000	21 000			
5 457 706	8 685 293	21,95%	4 782 384	-822 200	3 960 184	12 260 557	7 489 076	26 579 496	605 885	862 214	72,72%		550 786	550 786			
16 146 022	6 698 076	44,47%	7 241 959	-1 451 936	5 790 023	8 246 861	4 871 956	9 619 757	1 276 281	61 701	85,34%		20 208	20 208	209 724		
22 532 762	9 058 480	53,20%	6 774 779	324 024	7 098 803	5 817 204	1 486 536	13 390 285	1 712 179		91,71%		63 499	63 499	91 267		
10 306 941	2 870 133	64,92%	3 515 961	623 352	4 139 313	2 739 231	165 614	76 648									
4 504 462	1 495 567	58,23%	2 318 172	-395 000	1 923 172	1 780 299	600 287			50 000	100,00%						
163 528	109 061	10,53%	620 000	-307 000	313 000	1 057 000	55 000	890 155	104 604	1 189	16,59%	155 000		155 000	264 720	3 000	109 228
506 498		82,76%	20 000		20 000	20 000	65 502										
58 764 216	5 958 032	62,14%	7 160 145	-2 826 801	4 333 344	16 388 614	15 968 681	2 750 000	22 426 567	1 074 787	49,63%	17 255 604	-3 000 000	14 255 604	2 800 000	3 800 000	3 000 000
769 516	2 505 743	19,27%	5 117 408	-1 800 000	3 317 408	4 347 333	6 060 000										
1 335 201	163 402	26,13%	863 862	170 000	1 033 862	1 136 138	730 000	1 336 598		27 188	100,00%						
2 396 642	365 338	96,19%	238 020	-128 498	109 522												
2 769 912	560 826	37,73%	800 000	414 000	1 214 000	1 198 750	700 000	2 385 244	1 402 872	113 029	29,54%	800 000		800 000	1 000 000	616 000	1 200 000
429 267	257 236	16,34%	198 000	-100 000	98 000	1 709 500	1 708 545		133 939	121 690	11,40%	120 000	-64 650	55 350	965 526	964 986	
1 783 827	172 555	94,80%	112 794	-5 575	107 219				106 944		100,00%						
7 032	8 585 241	43,81%	7 145 906	-384 000	6 761 906	2 436 321	1 000 000	824 000		540 000	9,18%	1 639 000	1 390 419	3 029 419	913 000	1 400 000	
34 685		5,45%	100 000		100 000	501 728											

Année	AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		Révision AP votée au BS 2026		Nouveau total AP voté	
			Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
2020	AP0309	Renouvel parc véhicules et engins ZFE-acquisitions 2020-2024	32 216 220	157 000	-251 000	-50 000	31 965 220	107 000
2020	AP0308	Schéma directeur des systèmes d'information 2020-2026	58 269 592	14 406 491		774 267	58 269 592	15 180 758
2019	AP0307	Renouvellement des appareils de chauffage au bois	852 000	421 600			852 000	421 600
2019	AP0306	GEMAPI	25 390 846	7 579 500	-753 849	-4 465 000	24 636 996	3 114 500
2019	AP0305	Remboursement travaux immeuble de la bourse	1 760 992				1 760 992	
2019	AP0304	Tvx/Rénovation dans les immeubles communautaires 2019-2023	12 073 205		2 180 571		14 253 777	
2019	AP0303	Amélioration des piscines 2018-2020	9 320 000	1 750 000			9 320 000	1 750 000
2019	AP0302	Restructuration du Stade de la Meinau	166 000 000	84 200 000			166 000 000	84 200 000
2019	AP0301	Nouveau Parc des Expositions	121 103 277	30 986 176	2 715 897		123 819 174	30 986 176
2019	AP0300	Tram Ouest	52 415 551	10 290 272		4 547 200	52 415 551	14 837 472
2019	AP0299	Liaison Gare de Strasbourg-Wacken	203 743	1 000 000			203 743	1 000 000
2019	AP0298	Tram Nord	61 305 903	32 508 721		643 714	61 305 903	33 152 435
2019	AP0297	Vidéo verbalisation	644 704				644 704	
2019	AP0296	Mise à niveau de la défense extérieure contre l'incendie	983 988				983 988	
2018	AP0294	Nouveau programme de rénovation urbaine 2018-2030 (NPNRU)	135 428 848	23 702 958	3 524 617	2 332 752	138 953 465	26 035 710
2018	AP0293	Contrat triennal 2018-2020	5 353 001				5 353 001	
2018	AP0292	Feuille de route digitale	6 549 869	5 438 960	-147 185		6 402 684	5 438 960
2018	AP0291	Travaux de réaménagement des aires d'accueil	2 509 803				2 509 803	
2018	AP0290	Sécurisation des espaces publics	4 596 755	300 000			4 596 755	300 000
2018	AP0288	Fonds de concours équipements transférés	13 015 000		2 850 000		15 865 000	
2018	AP0287	Tvx/Rénovation sur immeubles métropolitains 2018-2020	10 200 210	110 295	5 538 651		15 738 861	110 295
2018	AP0286	Fonds de soutien à la production audiovisuelle horizon 2020	7 301 680	2 169 960		25 900	7 301 680	2 195 860
2017	AP0282	Installation et rénovation de toilettes publiques	604 528				604 528	

CREDITS DE PAIEMENT									RECETTES ESCOMPTEES								
Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	% de réalisation dépense 2025	CP 2026 Avant BS	Mvt BS	CP 2026 Après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	% de réalisation recette 2025	RE 2026 Avant BS	Mvt BS	RE 2026 Après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
25 749 468	2 681 339	88,94%	2 828 625	-350 042	2 478 583	1 055 830			7 000		6,54%	100 000		100 000			
21 030 893	6 484 803	47,22%	8 937 722	-1 903 213	7 034 509	14 889 200	7 723 438	1 106 749	8 254 178	2 919 209	73,60%	2 502 104	774 267	3 276 371	731 000		
200 300	154 600	41,65%	352 100	-100 000	252 100	245 000			54 400	30 100	20,04%	192 154	-192 154		337 100		
731 673	683 678	5,74%	2 154 040	2 405 000	4 559 040	10 175 952	4 856 653	3 630 000	139 179	5 912	4,66%	800 000	-800 000		600 000	502 500	1 866 909
1 535 387	85 002	92,02%	93 420		93 420	47 183											
2 754 746	795 527	24,91%	2 079 060	1 180 571	3 259 631	5 159 751	2 284 121										
9 120 246	47 110	98,36%	152 645		152 645				1 750 000		100,00%						
88 912 970	52 396 181	85,13%	14 008 333	6 000 000	20 008 333	2 921 887	1 760 629		26 981 144	18 607 343	54,14%	14 033 333	-1 500 000	12 533 333	11 533 333	14 544 847	
118 910 724	28 450	96,06%	100 503	1 919 497	2 020 000	980 000	1 880 000		28 776 930	760 000	95,32%	500 000		500 000		949 246	
17 214 212	16 144 905	63,64%	13 760 570		13 760 570	5 295 865			1 742 814	7 152 694	59,95%	4 547 458	-737 176	3 810 282	2 131 682		
203 743		100,00%									0,00%				1 000 000		
6 869 534	6 178 395	21,28%	546 919		546 919	25 108 228	9 560 000	13 042 827	1 538 721		4,64%		643 714	643 714	14 208 000	16 762 000	
326 722	24 610	54,50%	111 625		111 625	181 747											
599 269	77 909	68,82%	100 000	-18 000	82 000	224 809											
18 866 509	7 458 978	18,95%	15 649 008	-491 253	15 157 755	19 387 648	26 492 352	51 590 223	3 967 076	1 085 803	19,41%	2 690 350	-408 892	2 281 458	8 659 432	7 745 929	2 296 013
3 646 783	389 731	75,41%	671 000		671 000	645 487											
4 088 746	98 529	65,40%	834 806	-134 806	700 000	1 515 409			913 900		16,80%	657 000		657 000	2 055 129	657 000	1 155 931
49 513	15 221	2,58%	1 651 020		1 651 020	794 049											
1 657 139	65 284	37,47%	300 291	400 000	700 291	1 480 496	693 545				0,00%	300 000		300 000			
2 510 565	339 435	17,96%	540 000		540 000	1 500 000	1 500 000	9 475 000									
5 682 361	2 881 501	54,41%	1 533 029	147 550	1 680 579	980 870	513 551	4 000 000	110 295		100,00%						
4 470 280	874 500	73,20%	882 400	217 600	1 100 000	724 900	132 000		1 045 018	270 842	59,92%	240 000		240 000	240 000	200 000	200 000
140 689	15 642	25,86%	100 000		100 000	348 197											

Année	AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		Révision AP votée au BS 2026		Nouveau total AP voté	
			Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
2017	AP0281	Fonds d'investissement Espaces extérieurs&grands ensembles	32 043 180	6 555 046	1 417 342	367 872	33 460 522	6 922 918
2017	AP0280	Next Med - Technoparc	23 800 394				23 800 394	
2017	AP0279	Déviations réseaux nouv. extensions de transports en commun	10 284 790				10 284 790	
2017	AP0277	Inventaire historique urbain	1 888 073	335 000			1 888 073	335 000
2017	AP0276	Vidéosurveillance	7 543 708	167 931			7 543 708	167 931
2017	AP0275	Bouclage sud BHNS Gare-Etoile	12 760 435	1 741 588	-466 421	-500 000	12 294 015	1 241 588
2017	AP0273	Routes départementales	26 085 526		550 000		26 635 526	
2017	AP0272	Espace public et multimodalité 2017-2021	21 884 013	4 448 425	19 581 986	518 799	41 465 999	4 967 224
2017	AP0271	Nouv projets de transport - Conduite de projet et études	1 052 407		-327 589		724 818	
2016	AP8002	Projets espace public Communes	1 960 438	195 716	37 883		1 998 321	195 716
2016	AP8001	Projets espace public Strasbourg	44 404 166	9 312 255	-836 345		43 567 820	9 312 255
2016	AP0268	Travaux de désamiantage de l'UVE	53 090 028	5 498 099	-542 538		52 547 489	5 498 099
2016	AP0264	Création, ext. & restruct. cimetières communautaires 2016-19	625 000		-73 004		551 996	
2016	AP0262	Travaux au Centre Administratif 2016-2019	216 678 444	68 271 973	7 389 258	26 132 266	224 067 702	94 404 239
2016	AP0257	Parc Naturel Urbain	3 796 001	90 000			3 796 001	90 000
2016	AP0249	ZAC Danube	8 228 404	83 126			8 228 404	83 126
2016	AP0247	Projets d'aménagement 2015-2017	21 848 353	432 485		14 832	21 848 353	447 317
2016	AP0246	Contrat plan Etat-Région 2014-2020	6 730 000				6 730 000	
2016	AP0245	Fonds européens FEDER	9 200 000	9 200 000			9 200 000	9 200 000
2016	AP0244	Contrats performance des pôles de compétitivité	6 814 500				6 814 500	
2016	AP0243	Requalification de l'A35-CPER 2014-2020	27 660 923	5 046 453	59 503	1 150 000	27 720 426	6 196 453
2016	AP0241	Mise en sécurité de l'ancienne décharge des Tanneries	840 000				840 000	
2016	AP0240	Travaux de consolidation des cavités souterraines	3 240 949	325 273	30 000		3 270 949	325 273

CREDITS DE PAIEMENT									RECETTES ESCOMPTEES								
Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	% de réalisation dépense 2025	CP 2026 Avant BS	Mvt BS	CP 2026 Après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	% de réalisation recette 2025	RE 2026 Avant BS	Mvt BS	RE 2026 Après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
9 028 889	4 491 449	40,41%	7 414 758	-1 264 811	6 149 947	6 895 090	5 815 148	1 080 000	449 000	1 597 433	29,56%	3 896 000	367 872	4 263 872	612 613		
10 408 394	1 674 000	50,77%	1 674 000		1 674 000	1 674 000	1 674 000	6 696 000			#DIV/0						
3 243 895	68 964	32,21%	948 000		948 000	2 150 295	3 873 636										
1 553 731	142 077	89,82%	71 342	-7 000	64 342	127 923			125 000		37,31%	140 000		140 000	70 000		
4 445 480	617 243	67,11%	810 000		810 000	754 531	916 454		128 067		76,26%	39 864		39 864			
9 437 969	2 855 997	100,00%		49	49				407 588	352 644	61,23%	500 000	-500 000		481 356		
19 029 552	2 944 473	82,50%	3 061 680	-200 000	2 861 680	1 799 821											
7 640 974	1 810 383	22,79%	1 355 654	49 588	1 405 243	7 979 399	2 930 000	19 700 000	94 613	1 340 405	28,89%	752 667	-220 461	532 207	1 000 000	2 000 000	
266 072	57 762	44,68%	186 984	14 000	200 984	200 000					#DIV/0						
1 914 304	7 495	96,17%	20 238	39 721	59 959	16 563			189 125	6 591	100,00%						
41 617 204	464 035	96,59%	1 048 865	62 769	1 111 633	274 948	100 000		9 312 255		100,00%						
40 423 876	12 101 282	99,96%				22 331			5 498 099		100,00%						
485 868	46 128	96,38%	17 000		17 000	3 000					#DIV/0						
16 529 697	4 472 130	9,37%	3 980 767	822 470	4 803 236	10 959 558	19 700 000	167 603 080	7 647 018	1 895 131	10,11%	1 441 300		1 441 300	5 006 455	8 359 600	70 054 736
381 248	6 252	10,21%	201 817	-20 000	181 817		2 951 896	274 788			0,00%	45 000		45 000	45 000		
8 228 404		100,00%							48 126		57,90%	35 000		35 000			
10 841 776	1 553 404	56,73%	1 168 000	-281 895	886 105	1 950 000	2 000 000	4 617 068	380 711		85,11%		14 832	14 832	51 774		
6 505 000		96,66%	225 000		225 000												
2 464 479	1 208 270	39,92%	985 200		985 200	1 640 000	2 610 321	291 731	1 974 711	1 630 691	39,19%	1 500 000	-500 000	1 000 000	1 900 000	2 402 868	291 730
4 409 432	450 000	71,31%	760 000		760 000	908 000	287 068										
1 704 433	3 070 031	17,22%	1 340 547	275 000	1 615 547	5 635 860	4 848 948	10 845 607	2 828 401	281 324	50,19%	818 052	400 000	1 218 052	1 068 676	800 000	
764 875	22 897	93,78%	15 125	-1 000	14 125	38 104											
1 261 455	14 196	39,00%	205 000	10 000	215 000	670 000	650 000	460 299	115 273		35,44%	70 000		70 000		140 000	

Année	AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		Révision AP votée au BS 2026		Nouveau total AP voté	
			Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
2016	AP0239	Extension des réseaux électriques	2 150 000		-115 000		2 035 000	
2016	AP0238	Programme voirie 2015-2020 - Strasbourg	40 242 079	1 185 527	-440 194	73	39 801 885	1 185 600
2016	AP0237	Programme voirie 2015-2020 - Communes	44 115 467	1 781 074	-204 267		43 911 200	1 781 074
2016	AP0234	Tramway Koenigshoffen	36 143 715	3 738 618		9 951	36 143 715	3 748 569
2016	AP0232	Schéma directeur des systèmes d'information 2015-2020	19 576 083	7 869 568		27 433	19 576 083	7 897 001
2016	AP0226	Projet SMARTCITY	3 046 473	119 304			3 046 473	119 304
2016	AP0223	Extension tram E Robertsau	9 554 975	1 954 262		48 488	9 554 975	2 002 750
2016	AP0218	Mise aux normes accessibilité Zénith	6 042 000				6 042 000	
2016	AP0214	Plan campus	23 983 333				23 983 333	
2016	AP0211	Déploiement de toilettes automatiques	2 729 592				2 729 592	
2016	AP0201	Rue du péage	15 112 429	2 884 089	-491 064		14 621 365	2 884 089
2016	AP0200	Optimisation des déchets	20 832 722	5 074 816	-450 001		20 382 721	5 074 816
2016	AP0197	Autorité Organisatrice des transports	6 964 339				6 964 339	
2016	AP0195	Fonds de concours projets routiers	7 000 000				7 000 000	
2016	AP0193	Zone commerciale sud	26 488 235	861 791	-1 802 680	850 000	24 685 555	1 711 791
2016	AP0192	Projets Arc Centre	7 975 961	4 748 992	-15 237		7 960 724	4 748 992
2016	AP0191	Projets d'aménagement 2012-2014	4 537 718		-62 926		4 474 792	
2016	AP0189	Relocalisation du district Nord-Est "Rue Lauth"	6 767 338	472	-5 000		6 762 338	472
2016	AP0187	Aérodrome du Polygone	9 573 000		4 707		9 577 708	
2016	AP0183	Porte des Romains	3 580 939	416	-560 000		3 020 939	416
2016	AP0175	Projet Wacken Europe	144 880 907	18 257 582	-56 374		144 824 533	18 257 582
2016	AP0171	VLIO	4 976 079		-325 265		4 650 813	
2016	AP0169	Enseignement supérieur et recherche	10 304 911	1 275 000		225 000	10 304 911	1 500 000

CREDITS DE PAIEMENT									RECETTES ESCOMPTEES								
Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	% de réalisation dépense 2025	CP 2026 Avant BS	Mvt BS	CP 2026 Après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	% de réalisation recette 2025	RE 2026 Avant BS	Mvt BS	RE 2026 Après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
1 466 760	81 690	76,09%	442 111	-115 000	327 111	159 439											
39 583 357	36 305	99,54%	261 166	-177 185	83 981	86 366	11 876		1 137 527	22 980	97,88%		73	73	25 020		
43 605 761	210 089	99,78%	12 654		12 654	82 696			1 522 245		85,47%	250 189		250 189	8 640		
26 951 398	2 316 093	80,98%	4 793 521	-1 600 000	3 193 521	2 082 703	1 600 000		3 608 699	92 874	98,75%		2 077	2 077	44 919		
19 364 244	104 042	99,45%	49 524		49 524	58 274			7 834 679	34 889	99,65%		27 433	27 433			
1 594 611	282 669	61,62%	432 710		432 710	516 483	220 000		56 829	62 475	100,00%						
9 426 345	70 440	99,39%				58 190			1 954 262	48 488	100,00%						
3 437 964	419 032	63,84%	187 176		187 176	642 754	1 355 075										
23 913 333		99,71%				70 000											
779 592	6 281	28,79%	350 000		350 000	500 000	500 000	593 719			#DIV/0						
14 095 432	156 238	97,47%	328 407	-100 000	228 407	141 287			2 000 000		69,35%	884 089		884 089			
9 952 790	3 067 924	63,88%	3 592 517	-980 000	2 612 517	4 749 490			2 201 316	1 371 910	70,41%	1 501 590		1 501 590			
6 964 339		100,00%									#DIV/0						
		0,00%	70 000	30 000	100 000		100 000	6 800 000									
10 081 133	6 898 544	68,78%	3 436 987	-515 000	2 921 987	2 620 391	1 967 500	196 000	264 101	124 865	22,72%	420 182		420 182	52 643	850 000	
7 960 724		100,00%	15 237	-15 237					4 748 992		100,00%						
3 201 341	56 074	72,79%	430 000	-115 000	315 000	742 377	55 000	105 000			#DIV/0						
6 438 229	40 168	95,80%	39 365		39 365	144 575	100 000		472		100,00%						
377 708		3,94%	100 000		100 000	100 000	1 000 000	8 000 000									
1 956 748	756 347	89,81%	231 845	-51 845	180 000	127 844			416		100,00%						
125 602 763	1 426 733	87,71%	2 473 637	660 744	3 134 381	3 304 117	2 562 622	8 793 916	16 458 336	600 000	93,43%	650 000	-650 000		549 246	650 000	
1 636 908		35,20%	282 000		282 000	2 731 905											
8 887 982	381 058	89,95%	413 369	-60 000	353 369	364 502	318 000		450 000	636 485	72,43%	300 000	113 515	413 515			

Année	AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		Révision AP votée au BS 2026		Nouveau total AP voté	
			Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
2016	AP0161	Amélioration et rénovation des piscines 2010-2012	2 400 000				2 400 000	
2016	AP0155	Pépinières d'entreprises	2 342 000				2 342 000	
2016	AP0154	Système de collecte enterrée	5 834 181	1 529 502	25 650		5 859 831	1 529 502
2016	AP0149	CARDO - EX PAPS-PCPI	84 008 331	39 004 870	-6 611		84 001 720	39 004 870
2016	AP0143	Construction et rénovation des gymnases 2009-2011	2 066 808	89 167			2 066 808	89 167
2016	AP0142	Constr. et équip. de médiathèques communautaires	15 547 820	5 618 893			15 547 820	5 618 893
2016	AP0136	Espace public et multimodalité 2008-2011	401 836				401 836	
2016	AP0135	Accompagnement des programmes immobiliers 2008-2011	1 068 495		-461 708		606 787	
2016	AP0131	Schéma directeur des systèmes d'information 2009-2012	20 650 512	9 685 908			20 650 512	9 685 908
2016	AP0120	Contrat triennal 2006-2008	28 853 297	4 898 438			28 853 297	4 898 438
2016	AP0117	Aide au logement	270 927 722	107 137 704	-2 520 447	3 462 801	268 407 275	110 600 505
2016	AP0115	ANRU Cronenbourg Centre commercial Einstein	4 676 087	130 911			4 676 087	130 911
2016	AP0106	Création, ext. et restruc. des cimetières communautaires	2 200 000		-18 736		2 181 264	
2016	AP0049	Mise en sécurité des bâtiments	60 293 229		-850 000		59 443 229	
2016	AP0046	Construction d'un bâtiment d'archives Ville/CUS	5 993 782	5 685 175			5 993 782	5 685 175
2016	AP0031	ZAC des Poteries	22 212 440	2 456 115			22 212 440	2 456 115
2016	AP0030	Création de lieux de stationnement pour les gens du voyage	2 742 307	184 060			2 742 307	184 060
2016	AP0017	Zones d'aménagement concédées	4 800 327				4 800 327	
2016	AP0008	Les rives du Bohrie à Ostwald	3 374 519	1 615 636			3 374 519	1 615 636
		TOTAL	***3 264 061 257***	***735 726 277***	***47 770 749***	***51 957 790***	***3 311 832 006***	***787 684 067***

CREDITS DE PAIEMENT									RECETTES ESCOMPTEES								
Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	% de réalisation dépense 2025	CP 2026 Avant BS	Mvt BS	CP 2026 Après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	% de réalisation recette 2025	RE 2026 Avant BS	Mvt BS	RE 2026 Après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
1 705 968	9 600	71,48%	41 457		41 457	252 575	390 400										
		0,00%	200 000		200 000	2 142 000											
1 566 343	551 714	36,15%	1 992 581	-154 350	1 838 231	685 226	190 000	1 028 316	344 706	64 639	26,76%	850 000		850 000	270 157		
75 192 328	4 141 647	94,44%	1 706 611	-1 006 611	700 000	800 000	2 167 745	1 000 000	38 517 557		98,75%				487 314		
756 279	1 083	36,64%	122 916		122 916	601 250	585 281		50 907		57,09%	38 260		38 260			
14 112 315	313 178	92,78%	658 669	3 288	661 957	460 370			4 621 981	996 912	100,00%						
401 836		100,00%									#DIV/0						
478 760		78,90%	143 943	-15 916	128 027												
20 644 806		99,97%				5 706			9 685 908		100,00%						
10 306 922	799 954	38,49%	1 342 761	-937 323	405 438	4 905 490	3 515 171	8 920 323	3 156 868		64,45%					1 741 570	
250 598 357	17 808 918	100,00%	23 005	-23 005					96 442 864	13 976 186	99,84%				181 455		
3 733 530	157 390	83,21%	140 870		140 870	444 297	200 000		74 183	56 728	100,00%						
1 531 558	346 718	86,11%	302 988		302 988												
3 446 319	1 973 797	9,12%	350 000	50 000	400 000	1 000 000	4 000 000	48 623 112									
5 992 918		99,99%				865			5 685 175		100,00%						
22 212 440		100,00%							2 456 115		100,00%						
1 778 987	721	64,90%	962 589		962 589	9			184 060		100,00%						
4 387 327	51 811	92,48%				361 189					#DIV/0						
3 374 519		100,00%							1 217 987		75,39%	397 649		397 649			
1 526 459 731	***274 639 833***	***54,38%***	***242 522 095***	***6 253 810***	***248 775 905***	***353 270 576***	***262 900 162***	***645 785 799***	***338 761 177***	***61 073 083***	***50,76%***	***82 490 334***	***13 189 798***	***95 680 131***	**87 509 695**	**83 619 046**	**121 040 936**

CREDITS ANNUELS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Ventilation indicative des chapitres concernés par les

programmes d'équipement annuels,

les subventions d'équipement versées et les programmes financiers

Programmes d'équipement annuel	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
ACCOMPAGNEMENT HUMAIN, RESSOURCES ET PATRIMOINE								
RESSOURCES HUMAINES	**30 315**	**118 200**	**-42 000**	**76 200**				
RH01 - Administration des ressources humaines	**106**							
1626 - Matériel ARH	106							
RH04 - Médecine du travail		**15 000**		**15 000**				
92 - Acquisition de matériel pédagogique et de mesure		15 000		15 000				
RH05 - Prévention qualité de vie au travail	**30 210**	**103 200**	**-42 000**	**61 200**				
844 - Fonds d'insertion des personnes handicapées de la FP	30 210	86 000	-42 000	44 000				
1588 - Prévention et qualité de vie au travail		17 200		17 200				
COMMUNICATION	**84 547**	**106 000**		**106 000**	**35 989**			
PC01 - Communication	**84 547**	**106 000**		**106 000**	**35 989**			
90 - Site internet CUS	84 547	106 000		106 000	35 989			
FINANCES	**48 943**	**200 000**		**200 000**				

Programmes d'équipement annuel	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
FP03 - Budget	**48 943**	**200 000**		**200 000**				
1246 - Remboursement de subventions	48 943	200 000		200 000				
RESSOURCES LOGISTIQUES	**2 584 607**	**2 608 834**	**814 282**	**3 423 116**	**627 108**	**923 000**	**126 500**	**1 049 500**
LO01 - Moyens généraux	**977 571**	**650 000**	**295 690**	**945 690**	**425 087**	**216 000**	**126 500**	**342 500**
59 - Entretien du Site Etoile	916 894	559 000	234 217	793 217	425 087	216 000	126 500	342 500
86 - Equipement mat et mobilier spécifiques -Sce Moyens Généraux	60 678	91 000	61 473	152 473				
LO03 - Imprimerie - reprographie	**12 215**	**10 000**		**10 000**				
88 - Equipement en matériel spécifique pour le service	12 215	10 000		10 000				
LO04 - Parc des véhicules et ateliers	**1 156 771**	**1 383 834**	**455 123**	**1 838 957**	**74 129**	**410 000**		**410 000**
68 - Modernisation des équipements et des outils de travail	163 669	260 000	158 647	418 647				
69 - Travaux de réfection aux ateliers	99 131	210 000	96 818	306 818				
70 - Acquisition de matériel non roulant	29 615	35 000	14 774	49 774				
71 - Grosses réparations sur les véhicules et les engins	503 278	493 834	53 697	547 532				
72 - Gestion du site de la Fédération	291 309	350 000	117 747	467 747				
537 - Produit des cessions de matériels roulants					74 129	410 000		410 000
1297 - Installation de bornes de recharge pour véhicules électrique	69 768	35 000	13 440	48 440				

Programmes d'équipement annuel	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
RL01 - Mission achats opérationnels	**438 050**	**565 000**	**63 469**	**628 469**	**127 892**	**297 000**		**297 000**
52 - Acquisition de matériels techniques pour les services	176 964	165 000	41 439	206 439				
57 - Acquisition de mobilier et de matériel pour les services	261 086	400 000	22 029	422 029	127 892	297 000		297 000
NUMERIQUE - SYSTEMES D'INFORMATION	**6 301 854**	**10 526 211**	**2 523 833**	**13 050 044**	**2 717 896**	**2 717 896**	**425 612**	**3 143 508**
RH08 - Numérique - systèmes d'information	**6 301 854**	**10 526 211**	**2 523 833**	**13 050 044**	**2 717 896**	**2 717 896**	**425 612**	**3 143 508**
528 - Informatique - postes clients	1 570 925	3 090 862	570 678	3 661 540	836 079	2 717 896	-1 937 180	780 716
529 - Informatique - applications métiers	727 531	1 395 389	351 387	1 746 776	381 003		361 567	361 567
1199 - Equipement informatique des écoles	574 607	190 000	421 548	611 548	36 153		285 567	285 567
1303 - Informatique - infrastructures	3 405 682	5 794 960	1 163 659	6 958 619	1 464 660		1 704 173	1 704 173
1564 - Interventions récurrentes Shadok	23 109	55 000	16 561	71 561			11 485	11 485
ARCHITECTURE ET PATRIMOINE	**1 704 868**	**2 082 863**	**118 179**	**2 201 042**				
CP00 - Architecture et patrimoine	**178 864**	**478 000**	**10 758**	**488 758**				
30 - Acquisition de matériel	36 222	45 000		45 000				
46 - Etudes pré-opérationnelles	136 392	148 000	10 758	158 758				
841 - Frais d'insertion - Construction et patrimoine bâti	6 250	13 000		13 000				

Programmes d'équipement annuel	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
1662 - Etudes création d'un nouveau District Voirie Eckbolsheim		272 000		272 000				
CP71 - Gestion et inventaire du patrimoine bâti	**924 000**	**1 160 063**	**64 206**	**1 224 269**				
48 - Travaux de réfection et d'aménagement sur patrimoine public	364 473	636 213	46 902	683 115				
808 - Démolition et indemnités d'éviction - immeubles publics com.	559 527	475 650	17 304	492 954				
1632 - AMO Technique études d'opportunité GIPB		48 200		48 200				
CP72 - Maintenance bâtiment	**73 452**	**58 000**	**6 114**	**64 114**				
51 - Réfection et aménagement des ateliers	25 988	8 000		8 000				
53 - Acquisition de matériels techniques pour le sce maintenance	47 464	30 000	6 114	36 114				
1663 - Remplacement extincteurs EMS		20 000		20 000				
CP73 - Energie et patrimoine	**528 552**	**386 800**	**37 100**	**423 900**				
1552 - Interventions bâtiments pour les services	528 552	385 000	37 100	422 100				
1593 - Acquisition lociciel SEP		1 800		1 800				
TRANSFORMATION DEMOCRATIQUE, EUROPE, TERRITOIRES ET PREVENTION								
MISSIONS TRANSFO. DEMOCRATIQUE EUROPE TERRITOIRES ET PREV	**1 511 508**	**2 674 760**	**855 995**	**3 530 755**		**50 000**		**50 000**
AT02 - Service prévention urbaine	**170 330**	**300 000**	**178 542**	**478 542**		**50 000**		**50 000**

Programmes d'équipement annuel	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
777 - Vidéosurveillance						50 000		50 000
1202 - Renouvellement du dispositif de vidéosurveillance	170 330	300 000	178 542	478 542				
SP00 - SIRAC	**1 341 178**	**2 374 760**	**677 454**	**3 052 213**				
22 - Régulation du trafic des transports en commun	36 256	130 000		130 000				
23 - Travaux de signalisation en coordination de réseaux	155 711	400 000	57 636	457 636				
24 - Mise à niveau du matériel et des logiciels	309 535	440 000	56 715	496 715				
25 - Jalonnement dynamique des parkings	9 515	45 000		45 000				
27 - Systèmes de bornes d'accès aux zones piétonnes	91 213	120 000	64 628	184 628				
28 - Acquisition de matériel de signalisation dynamique - SIRAC	38 124	40 000		40 000				
97 - Mise aux normes et adaptation des installations tricolores	86 891	400 000	433 178	833 178				
410 - Installation d'équipements sonores pour les mal-voyants	6 660	40 000		40 000				
525 - Gestion des pistes de sécurité routière	5 170	10 000		10 000				
1345 - Mise en conformité des réseaux de communication	102 303	100 000		100 000				
1346 - Mise en place système d'analyse vidéo pour le SIRAC & CSV		30 000		30 000				
1347 - Transfet exploitation A35	337 810	239 760	5 998	245 757				
1400 - Transfert des routes nationales - équipements	96 949	80 000	59 300	139 300				
1463 - Rénovations serveurs du Tunnel de l?Etoile	7 116							

Programmes d'équipement annuel	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
1600 - Remplacement du mur d'images PC SIRAC	57 926							
1601 - Modernisation et sécurisation de l'infrastructure numérique		300 000		300 000				
RELATIONS EUROPEENNES, INTERNATIONALES ET TRANSFRONTALIERES	**440**	**27 000**	**-18 000**	**9 000**				
AD06 - Relations européennes et internationales	**440**	**27 000**	**-18 000**	**9 000**				
1442 - Acquisitions de matériel_relations internationales	440	27 000	-18 000	9 000				
REGLEMENTATION URBAINE		**26 000**	**51 159**	**77 159**				
SE00 - Hygiène et santé environnementale		**26 000**	**51 159**	**77 159**				
1563 - Centre animalier		26 000	51 159	77 159				
TRANSFORMATION ECOLOGIQUE ET ECONOMIQUE								
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE	**386 347**	**1 277 500**	**123 465**	**1 400 965**				
DU01 - Développement économique et de l'attractivité	**15 000**							
646 - Sciences du végétal et plate-forme agrosystèmes	15 000							
DU02 - Economie résidentielle et productive		**80 000**		**80 000**				
1610 - Tourisme fluvial		60 000		60 000				

Programmes d'équipement annuel	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
1611 - Jalonnement touristique		20 000		20 000				
DU03 - Enseignement supérieur, recherche et innovation	**67 990**	**895 000**	**13 190**	**908 190**				
1603 - Projet Lowgistics	60 844	120 000	6 596	126 596				
1611 - Jalonnement touristique	552							
1628 - Parc d'Innovation		775 000		775 000				
1630 - Solutions de mobilité innovantes	6 594		6 594	6 594				
DU05 - Emploi et économie solidaire	**303 357**	**302 500**	**110 275**	**412 775**				
1308 - Travaux maintenance, réparation, remplacement PEX-PMC	297 950	260 000	110 275	370 275				
1393 - Travaux d'entretien camping Montagne Verte	5 407	42 500		42 500				
MOBILITES	**228 846**				**310 327**			
TC02 - Tramway et grands projets	**228 846**				**310 327**			
538 - Produit des cessions d'immeubles et de terrains					310 327			
1613 - Régularisation foncière Tram B_Parking Rives de l'Aar	228 846							
ESPACES PUBLICS ET NATURELS	**1 447 444**	**2 199 800**	**361 295**	**2 561 095**	**418 884**	**700 000**	**-150 000**	**550 000**
EN03 - Espaces verts et de nature	**56 617**	**13 000**	**19 000**	**32 000**			**0**	**0**

Programmes d'équipement annuel	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
67 - Aménagement des surfaces pour déchets verts	30 956		19 000	19 000				
1599 - Aménagement dans les forêts eurométropolitaines	25 661	13 000		13 000				
PE00 - Espaces publics et naturels	**56 210**	**47 000**	**13 524**	**60 524**				
319 - Acquisition de matériel technique - D.E.P.N.	38 355	19 000	3 244	22 244				
320 - Grosses réparations dépôts - D.E.P.N.	1 579	7 000	9 083	16 083				
1300 - Acquisition logiciels - DMEPN	16 276	21 000	1 196	22 196				
TC01 - Voies publiques	**1 334 617**	**2 139 800**	**328 771**	**2 468 571**	**418 884**	**700 000**	**-150 000**	**550 000**
99 - Projets de proximité - Signalisation	641 388	851 000	238 529	1 089 529				
324 - Grosses réparations et restructuration des dépôts de voirie	349 606	547 500	236 350	783 850				
510 - Acquisition de matériel technique	12 051	41 300		41 300				
1242 - Compte de tiers - Aménagements de voirie	215 602	400 000	-71 108	328 892	273 776	400 000	-75 000	325 000
1243 - Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux	115 971	300 000	-75 000	225 000	145 108	300 000	-75 000	225 000
URBANISME ET TERRITOIRES	**755 479**	**1 201 500**	**137 130**	**1 338 630**	**8 802 692**	**2 348 364**	**-2 134 754**	**213 610**
AD00 - Urbanisme et territoires		**1 800**		**1 800**				
95 - Acquisition de mobilier et matériel spécifique		1 800		1 800				
AD01 - Aménagement du territoire et projet urbain	**155 040**	**400 000**		**400 000**				

Programmes d'équipement annuel	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
11 - AMO faisabilité	59 495	250 000		250 000				
1465 - Prestations écologiques	95 546	150 000		150 000				
AD02 - Police du bâtiment	**5 636**	**4 000**	**4 200**	**8 200**				
2 - Acquisition de matériel spécifique	5 636	4 000	4 200	8 200				
AD03 - Politique foncière et immobilière	**26 667**	**98 200**		**98 200**	**8 649 388**	**2 200 000**	**-2 200 000**	
3 - Logement social					16 555			
8 - Mise en sécurité de terrains	6 865	58 200		58 200				
538 - Produit des cessions d'immeubles et de terrains					8 632 833	2 200 000	-2 200 000	
982 - Frais d'études de dépollution avant opération	19 802	40 000		40 000				
AD07 - Conduite des projets d'aménagement	**2 476**	**10 000**	**540**	**10 540**				
11 - AMO faisabilité	2 476		540	540				
1009 - Programmes d'urbanisme		10 000		10 000				
DL04 - Direction de projet Politique de la ville		**150 000**		**150 000**				
1666 - GUP - Renouvellement urbain et cadre de vie		150 000		150 000				
HP01 - Habitat	**37 680**	**7 500**		**7 500**				
1258 - Création d'un site WEB dédié à l'Habitat	37 680	7 500		7 500				

Programmes d'équipement annuel	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
LO05 - Géomatique et connaissance du territoire	**407 317**	**530 000**	**132 390**	**662 390**	**153 304**	**148 364**	**65 246**	**213 610**
14 - Enrichissement de la base de données - SIG	31 341	61 506	3 000	64 506				
15 - Prise de vue aérienne avec restitution numérique	80 424	90 000	9 890	99 890			58 280	58 280
16 - Equipement de matériel technique spécifique pour le service	18 927	20 000		20 000				
17 - Révision et développement de la base de données CIGAS	276 626	358 495	119 500	477 995	153 304	148 364	6 966	155 330
RU01 - Rénovation urbaine	**120 663**							
542 - Renouvellement urbain et cadre de vie	120 663							
TRANSITION ENERGIE CLIMAT	**486 521**	**310 000**	**90 000**	**400 000**				
DR01 - Energie et territoire	**482 499**	**255 000**	**60 000**	**315 000**				
722 - Etudes Energie Réseaux	213 187	132 000		132 000				
1512 - Acquisition de biens - DSP Réseaux de chaleur	247 472							
1594 - Energies Renouvelables	21 840	123 000	60 000	183 000				
PL00 - Plan climat	**4 022**							
65 - Investissements récurrents -Centre d'Initiation à l'Environ.	4 022							
PL02 - Coopération et animation des transitions		**55 000**	**30 000**	**85 000**				
65 - Investissements récurrents -Centre d'Initiation à l'Environ.		15 000		15 000				

Programmes d'équipement annuel	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
1665 - Animation des démarches partenariales DTEC		40 000	30 000	70 000				
PROPRETE ET GESTION DES DECHETS	**1 504 774**	**3 494 336**	**917 206**	**4 411 542**				
EN00 - Environnement et services publics urbains	**69 141**	**367 800**	**20 644**	**388 444**				
64 - Matériel spécifique - Dir Envt et serv publ urbains	69 141	367 800	20 644	388 444				
EN01 - Propreté urbaine	**173 461**	**513 166**	**272 766**	**785 931**				
60 - Acquisition de corbeilles publiques	50 387	62 306	5 852	68 157				
61 - Aménagement de canisites		30 000	31 975	61 975				
150 - Equipements pour les districts	106 159	253 860	104 360	358 220				
824 - Création de canisites		10 000	11 295	21 295				
1395 - Equipements pour les Toilettes Publiques	16 916	30 000		30 000				
1598 - Matériel spécifique - Propreté urbaine		127 000	119 284	246 284				
EN06 - Collecte et valorisation des déchets	**1 262 173**	**2 613 370**	**623 797**	**3 237 167**				
62 - Conteneurs destinés à la valorisation des déchets	19 028	70 000	23 909	93 909				
63 - Bacs et poubelles	1 162 758	1 000 000	173 662	1 173 662				
467 - Equipements pour les déchetteries	32 262	27 000	35 250	62 250				
758 - Mise en conformité centre de valorisation des déchets verts	46 918	1 388 982	50 975	1 439 957				

Programmes d'équipement annuel	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
759 - Travaux courants dans les déchetteries		20 000		20 000				
1075 - Unité de Valorisation Energétique	1 206	1 018		1 018				
1627 - Travaux lutte anti vectorielle compostage/déchets alimentair		7 000		7 000				
1639 - Nouvelle UVE -AMO		99 370	340 000	439 370				
EAU ET RISQUES ENVIRONNEMENTAUX	**595 509**	**709 830**	**15 282**	**725 112**	**22 205**	**35 000**		**35 000**
EN02 - Gestion et prévention des risques environnementaux	**34 192**	**16 291**	**17 882**	**34 173**	**22 205**	**35 000**		**35 000**
339 - Restauration des cours d'eau non domaniaux	505	15 661	2 180	17 841				
609 - Consolidation et sécurisation des galeries souterraines	33 688	630	15 702	16 332				
726 - Recensemment et sécurisation des galeries souterraines					22 205	35 000		35 000
EN10 - Eau	**389 167**	**459 339**	**-18 000**	**441 339**				
325 - Bouches d'eau et poteaux d'incendie	389 167	459 339	-18 000	441 339				
EN22 - Exploitation du réseau d'assainissement	**172 149**	**229 200**	**15 400**	**244 600**				
805 - Réseaux d'assainissement pluvial	66 975	150 000	15 400	165 400				
1133 - Amélioration des réseaux d'eaux pluviales - SDEA	105 174	79 200		79 200				
ER00 - Eau et risques environnementaux		**5 000**		**5 000**				
1605 - Matériel spécifique -Eau et risques environnementaux		5 000		5 000				

Programmes d'équipement annuel	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
TRANSFORMATION SOCIALE ET SOCIETALE								
CULTURE	**329 254**	**427 341**	**113 438**	**540 778**				
AU10 - Action culturelle	**138 250**	**210 941**	**17 402**	**228 343**				
661 - Interventions courantes au Zénith	132 214	108 000	-5 630	102 370				
962 - Interventions courantes sur les oeuvres des lignes tram	6 036	2 700	23 032	25 732				
1629 - Exposition PAH au 5ième Lieu		100 241		100 241				
AU14 - Médiathèques	**109 129**	**166 400**	**81 817**	**248 217**				
674 - Acq. de mobilier/divers travaux médiathèques communautaires	103 671	161 000	81 817	242 817				
809 - Acquisition d'oeuvres pour le centre de l'illustration	5 458	5 400		5 400				
CU00 - Direction de la Culture	**61 776**	**5 000**	**7 340**	**12 340**				
1524 - Portail Culture	61 776	5 000	7 340	12 340				
LO09 - Archives	**20 100**	**45 000**	**6 878**	**51 878**				
39 - Travaux dans les locaux d'archives	17 659	30 318	3 061	33 378				
42 - Matériel et équipement spécifiques au magasin d'archives	2 441	13 182	3 818	17 000				
44 - Acquisition exceptionnelle de livres, monnaies et documents		1 500		1 500				

Programmes d'équipement annuel	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
POPULATION, ELECTIONS ET CULTES	**5 339**	**160 000**	**4 340**	**164 340**				
AU03 - Accueil de la population	**5 339**	**30 000**		**30 000**				
1602 - Mobilier pour le service de l'accueil	5 339	30 000		30 000				
AU05 - Etat civil et élections		**30 000**	**4 340**	**34 340**				
1604 - Achat de mobiliers pour les agents de l'Etat civil/ Elections		30 000	4 340	34 340				
AU06 - Funéraire		**100 000**		**100 000**				
37 - Aménagement des cimetières communautaires		100 000		100 000				
SOLIDARITE SANTE JEUNESSE	**203 581**	**350 000**	**76 627**	**426 627**				
AS09 - Gens du voyage	**179 101**	**250 000**	**55 185**	**305 185**				
19 - Travaux dans les aires d'accueil	179 101	250 000	55 185	305 185				
AS10 - Lutte contre l'exclusion	**24 480**	**100 000**	**21 442**	**121 442**				
540 - Acquisitions et travaux dans les centres d'accueil	24 480	100 000	21 442	121 442				
SPORTS	**783 803**	**1 353 637**	**693 402**	**2 047 039**	**12 630**			
SJ00 - Sports	**783 803**	**1 353 637**	**693 402**	**2 047 039**	**12 630**			

Programmes d'équipement annuel	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
29 - Travaux d'entretien du Rhénus Sport		24 500		24 500				
34 - Travaux dans les gymnases	58 094	45 000	47 768	92 768				
94 - Travaux dans les piscines et plans d'eau	597 841	638 800	97 527	736 327	28			
95 - Acquisition de mobilier et matériel spécifique	52 991	45 000		45 000	10 183			
413 - Travaux d'entretien du stade de la Meinau	4 617	90 000	19 610	109 610				
414 - Travaux d'entretien de la patinoire	585	415 200	528 497	943 697				
1143 - Opérations de travaux sur patrimoine sportif	69 676	83 137		83 137				
1291 - Restructuration du Stade de la Meinau					2 420			
1510 - Application Vitaboucle		12 000		12 000				

Subventions annuelles d'équipement	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
ACCOMPAGNEMENT HUMAIN, RESSOURCES ET PATRIMOINE								
NUMERIQUE - SYSTEMES D'INFORMATION		**298 700**		**298 700**				
RH08 - Numérique - systèmes d'information		**298 700**		**298 700**				
7112 - Réseau Radio du futur		298 700		298 700				
TRANSFORMATION ECOLOGIQUE ET ECONOMIQUE								
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE	**1 406 733**	**1 870 000**	**-435 000**	**1 435 000**	**48 479**			
DU01 - Développement économique et de l'attractivité	**212 999**	**410 000**		**410 000**	**48 479**			
7099 - Projet Alimentaire Territorial/PAT	37 999				48 479			
7107 - Aéroport - Baisse de taxe	175 000	410 000		410 000				
DU02 - Economie résidentielle et productive	**632 375**	**710 000**	**-260 000**	**450 000**				
7054 - Aides aux entreprises	142 375	450 000		450 000				
7087 - Promotion de l'artisanat	490 000	240 000	-240 000					
7108 - Investissement Tourisme		20 000	-20 000					

Subventions annuelles d'équipement	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
DU03 - Enseignement supérieur, recherche et innovation	**446 890**	**625 000**	**-165 000**	**460 000**				
7008 - ESR - Dispositifs de soutien	200 000							
7063 - Innovation - Économie culturelle et créative		40 000		40 000				
7093 - Innovation - Numérique	54 750	20 000		20 000				
7100 - Innovation - Mobilités innovantes	168 478	265 000	-165 000	100 000				
7102 - Innovation - Économie verte et circulaire	23 662	300 000		300 000				
DU05 - Emploi et économie solidaire	**114 470**	**125 000**	**-10 000**	**115 000**				
7053 - Aides à l'investissement emploi et économie solidaire	64 470	105 000		105 000				
7106 - Projet TZCLD	50 000	20 000	-10 000	10 000				
TRANSITION ENERGIE CLIMAT	**54 897**	**95 000**		**95 000**				
PL00 - Plan climat	**54 897**							
7024 - Equipements techniques ATMO Grand Est	15 000							
7090 - Agence locale énergie climat	39 897							
PL01 - Pilotage et finance climat		**55 000**		**55 000**				
7024 - Equipements techniques ATMO Grand Est		15 000		15 000				
7090 - Agence locale énergie climat		40 000		40 000				

Subventions annuelles d'équipement	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
PL02 - Coopération et animation des transitions		**40 000**		**40 000**				
7090 - Agence locale énergie climat		40 000		40 000				
PROPRETE ET GESTION DES DECHETS	**24 784**	**74 500**		**74 500**				
EN01 - Propreté urbaine	**12 000**	**52 500**		**52 500**				
7034 - Aide à l'acquisition de véhicules		36 350		36 350				
7082 - Protection des stocks de sel	12 000	16 150		16 150				
EN06 - Collecte et valorisation des déchets	**12 784**	**22 000**		**22 000**				
7086 - Subventions Compost	12 784	22 000		22 000				
EAU ET RISQUES ENVIRONNEMENTAUX	**20 160**	**70 000**	**-33 400**	**36 600**				
EN02 - Gestion et prévention des risques environnementaux	**20 160**	**70 000**	**-33 400**	**36 600**				
7023 - Recensement et sécurisation des galeries souterraines	20 160	70 000	-33 400	36 600				
TRANSFORMATION SOCIALE ET SOCIETALE								
CULTURE	**100 000**	**100 000**		**100 000**				
AU10 - Action culturelle	**100 000**	**100 000**		**100 000**				

Subventions annuelles d'équipement	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
7110 - Fonds culture contrat triennal	100 000	100 000		100 000				
SOLIDARITE SANTE JEUNESSE		**14 000**		**14 000**				
AS00 - Solidarités santé jeunesse		**14 000**		**14 000**				
7060 - Service Ressources		14 000		14 000				
SPORTS	**162 324**	**82 000**		**82 000**				
SJ00 - Sports	**162 324**	**82 000**		**82 000**				
7003 - Fonds de concours investissement - plans d'eau	148 324	52 000		52 000				
7040 - Fonds de concours pour équipements sportifs	14 000	30 000		30 000				

Programmes financiers annuels	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
DIRECTION GENERALE DES SERVICES								
DIRECTION GENERALE DES SERVICES		**13 000**	**10 000**	**23 000**				
JG01 - Service juridique		**13 000**	**10 000**	**23 000**				
9203 - Dépôts et cautionnements		13 000	10 000	23 000				
ACCOMPAGNEMENT HUMAIN, RESSOURCES ET PATRIMOINE								
RESSOURCES HUMAINES	**599**				**37 481**	**40 000**		**40 000**
RH01 - Administration des ressources humaines	**599**					**40 000**		**40 000**
9052 - Prêts à la construction	599					40 000		40 000
RH05 - Prévention qualité de vie au travail					**37 481**			
9052 - Prêts à la construction					37 481			
FINANCES	**190 495 441**	**170 160 929**	**54 182 703**	**224 343 632**	**358 299 143**	**354 177 774**	**55 081 146**	**409 258 920**
FP02 - Financement et trésorerie	**76 810 208**	**118 121 500**	**-1 000 000**	**117 121 500**	**190 208 661**	**219 138 345**	**5 868 402**	**225 006 746**

CREDITS ANNUELS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Programmes financiers annuels	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
9012 - Emprunts	76 810 208	89 621 500	-1 000 000	88 621 500	173 380 562	171 638 345	1 573 931	173 212 275
9018 - FCTVA					16 828 099	19 000 000	4 294 471	23 294 471
9276 - Remboursements temporaires sur emprunts		28 500 000		28 500 000		28 500 000		28 500 000
FP03 - Budget	**48 758 679**	**42 039 429**	**4 497 993**	**46 537 422**	**48 736 474**	**42 039 429**	**4 497 993**	**46 537 422**
9007 - Gestion des avances sous mandats	832 065	462 420	500 000	962 420	832 065	458 113	500 000	958 113
9167 - Gestion des comptes d'avances CTS	25 661 071	22 419 037	4 000 000	26 419 037	25 661 071	22 493 392	4 000 000	26 493 392
9172 - Gestion des avances sur marché	22 265 543	19 157 972	-2 007	19 155 965	22 243 338	19 087 924	-2 007	19 085 916
FP04 - Etudes financières et fiscales					**5 671 203**	**6 000 000**	**-1 075 484**	**4 924 516**
9017 - Produit des amendes de police					5 671 203	6 000 000	-1 075 484	4 924 516
FP05 - Comptabilité	**64 926 554**	**10 000 000**	**50 684 710**	**60 684 710**	**113 682 804**	**87 000 000**	**45 790 236**	**132 790 236**
9001 - Amortissements					68 784 742	75 000 000		75 000 000
9002 - Virement de la section de fonctionnement						12 000 000		12 000 000
9003 - Résultat d'investissement reporté	53 963 385		50 284 710	50 284 710				
9005 - Part du résultat fonctionnement affecté à l'investissement					39 155 733		45 790 236	45 790 236
9006 - Différences sur réalisations d'immobilisations	390 835				3 343 641			
9132 - Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat	8 173 646	10 000 000	400 000	10 400 000				

CREDITS ANNUELS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Programmes financiers annuels	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
9158 - Reprise des frais d'études suivis de réalisation	2 398 688				2 398 688			
ARCHITECTURE ET PATRIMOINE	**7 566**	**35 000**	**10 000**	**45 000**	**10 320**	**30 000**		**30 000**
CP00 - Architecture et patrimoine		**5 000**		**5 000**				
9265 - Cautions - pose de panneaux photovoltaïques		5 000		5 000				
CP71 - Gestion et inventaire du patrimoine bâti	**7 566**	**30 000**	**10 000**	**40 000**	**10 320**	**30 000**		**30 000**
9027 - Dépôts et cautionnements reçus (patrimoine privé)	381	15 000	5 000	20 000	1 617	15 000		15 000
9148 - Dépôts et cautionnement reçus (patrimoine public)	7 185	15 000	5 000	20 000	8 703	15 000		15 000
TRANSFORMATION ECOLOGIQUE ET ECONOMIQUE								
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE		**33 179**		**33 179**	**290 352**	**108 846**	**26 283**	**135 129**
DU01 - Développement économique et de l'attractivité		**9 679**		**9 679**	**290 352**	**108 846**	**-8 655**	**100 191**
9176 - Avance MECASEM					55 000	18 334	-18 334	
9177 - Avance FMS					10 416	10 416		10 416
9183 - Avance JZ					25 000	25 000		25 000
9188 - Avance Chocolat Schaal					45 417	45 417		45 417

CREDITS ANNUELS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Programmes financiers annuels	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
9238 - Fonds de résistance COVID					154 519			
9260 - Récupération TVA - PEX		9 679		9 679		9 679	9 679	19 358
DU03 - Enseignement supérieur, recherche et innovation		**3 500**		**3 500**			**34 938**	**34 938**
9287 - Dépôt de garantie Parc d'Innovation		3 500		3 500			34 938	34 938
DU05 - Emploi et économie solidaire		**20 000**		**20 000**				
9207 - Capitalisation SCIC Kaleidoscoop		20 000		20 000				
MOBILITES	**1 000**		**85 255**	**85 255**			**85 255**	**85 255**
TC02 - Tramway et grands projets			**85 255**	**85 255**			**85 255**	**85 255**
9288 - Régularisation compte de tiers-BHNS Déviation de réseaux			85 255	85 255			85 255	85 255
TC04 - Déplacements	**1 000**							
9284 - Capitalisation SPL GRAND EST INFRASTRUCTURES	1 000							
URBANISME ET TERRITOIRES	**6 589 056**	**7 700 000**	**-1 000 000**	**6 700 000**	**6 557 256**	**9 900 000**	**-1 828 626**	**8 071 374**
AD02 - Police du bâtiment	**2 618 510**	**3 000 000**	**-1 000 000**	**2 000 000**	**2 620 206**	**6 000 000**	**-2 000 000**	**4 000 000**
9016 - Taxe d'aménagement	2 618 510	3 000 000	-1 000 000	2 000 000	2 620 206	6 000 000	-2 000 000	4 000 000

CREDITS ANNUELS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Programmes financiers annuels	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
AD03 - Politique foncière et immobilière	**2 233 000**	**3 000 000**		**3 000 000**	**2 798 300**	**3 000 000**		**3 000 000**
9256 - Consignations pour les préemptions	45 000	2 000 000		2 000 000	610 300	2 000 000		2 000 000
9282 - Cession à euro symbolique	2 188 000	1 000 000		1 000 000	2 188 000	1 000 000		1 000 000
AD07 - Conduite des projets d'aménagement	**1 700 000**	**1 700 000**		**1 700 000**				
9185 - SPL des "Deux Rives"	1 700 000	1 700 000		1 700 000				
HP01 - Habitat	**37 546**				**1 138 750**	**900 000**	**171 374**	**1 071 374**
9231 - Prélèvement loi SRU					1 138 750	900 000	171 374	1 071 374
9237 - Participation capital SCIC OFSA	37 500							
9279 - Souscription capital social SEDES	10							
9283 - SCIC HLM AIGUILLON	36							
TRANSITION ENERGIE CLIMAT	**1 140 000**	**599 000**	**-309 000**	**290 000**				
DR01 - Energie et territoire	**1 140 000**	**599 000**	**-309 000**	**290 000**				
9278 - Projet Sunn Stett	1 140 000	290 000		290 000				
9286 - Projet méthanisation		309 000	-309 000					

CREDITS ANNUELS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Programmes financiers annuels	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
PROPRETE ET GESTION DES DECHETS	**4 087 819**	**778 787**		**778 787**	**8 175 638**	**778 787**	**778 787**	**1 557 573**
EN06 - Collecte et valorisation des déchets	**4 087 819**	**778 787**		**778 787**	**8 175 638**	**778 787**	**778 787**	**1 557 573**
9240 - Récupération TVA - travaux UVE	4 087 819	778 787		778 787	8 175 638	778 787	778 787	1 557 573

TOTAL GENERAL - CREDITS ANNUELS								
Répartition des crédits	**Réalisé 2025**	**CP 2026**	**Montants Reports de 2025 + BS**	**Total BS 2026***	**Réalisé 2025**	**RE 2026**	**Montants Reports de 2025 + BS**	**Total BS 2026***
Total des crédits d'équipement	18 993 981	29 853 811	6 835 631	36 689 442	12 947 732	6 774 260	-1 732 642	5 041 618
Total des subventions annuelles d'équipement	1 768 898	2 604 200	-468 400	2 135 800	48 479	0	0	0
Total des crédits financiers	202 321 482	179 319 895	52 978 958	232 298 853	373 370 189	365 035 406	54 142 845	419 178 251
Total des crédits annuels	**223 084 361**	**211 777 906**	**59 346 190**	**271 124 095**	**386 366 401**	**371 809 666**	**52 410 202**	**424 219 869**

*** La ventilation par programme des crédits inscrits sur CP 2026 est arrêtée au 10/09/26**

REPARTITION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME PAR PÔLE, DIRECTION ET SERVICE

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
ACCOMPAGNEMENT HUMAIN, RESSOURCES ET PATRIMOINE				
ACCOMPAGNEMENT HUMAIN, RESSOURCES ET PATRIMOINE			**1 419 838**	**15 000**
DU06 - Digital			**1 419 838**	**15 000**
	AP0292	**Feuille de route digitale**	**1 419 838**	**15 000**
		1228 - Cloud communautaire	*109 194*	
		1229 - Aménag num communes EMS et déploiement réseaux propriétaires	*853 880*	
		1230 - Projets digitaux, expériment/innovations	*182 697*	*15 000*
		1231 - Pilotage projet	*274 067*	
RESSOURCES LOGISTIQUES			**274 448 792**	**98 359 231**
LO01 - Moyens généraux			**227 042 702**	**96 010 739**
	AP0262	**Travaux au Centre Administratif 2016-2019**	**224 067 702**	**94 404 239**
		1125 - Mise en accessibilité et aménagement accueil du CA	*14 648 429*	*7 135 688*
		1126 - Mise aux normes et réhabilitation du CA	*3 249 882*	*1 039 870*
		1216 - Rénov. thermique et restruct. fonctionnelle du CA	*206 169 391*	*86 228 681*
	AP0379	**Programme maintenance et travaux Pôle Etoile 2025-2029**	**2 975 000**	**1 606 500**
		1609 - Programme maintenance et travaux Pôle Etoile 2025-2029	*2 975 000*	*1 606 500*
LO03 - Imprimerie - reprographie			**4 202 548**	**2 241 491**
	AP0313	**Renouvellement du parc machines 2020-2023**	**4 202 548**	**2 241 491**
		1332 - Renouvellement des materiels d'impression 2020- 2023	*4 202 548*	*2 241 491*
LO04 - Parc des véhicules et ateliers			**43 203 543**	**107 000**
	AP0309	**Renouvel parc véhicules et engins ZFE-acquisitions 2020-2024**	**31 965 220**	**107 000**
		1434 - Programme d'acquisition 2021 - Parc véhicules	*9 317 473*	*103 500*
		1453 - Programme d'acquisition 2022 - Parc véhicules	*16 403 905*	
		1515 - Programme d'acquisition 2023 - Parc véhicules	*3 717 000*	*3 500*
		1555 - Programme d'acquisition 2024 - Parc véhicules	*2 526 842*	

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
	1 419 838		**134 806**	**-134 806**					**15 000**							
	1 419 838		**134 806**	**-134 806**					**15 000**							
	1 419 838		**134 806**	**-134 806**					**15 000**							
1228	*109 194*		*97 681*	*-97 681*												
1229	*853 880*															
1230	*182 697*		*13 254*	*-13 254*					*15 000*							
1231	*274 067*		*23 871*	*-23 871*												
	42 708 432	**7 943 179**	**10 751 392**	**189 223**	**10 940 614**	**18 144 573**	**25 678 545**	**169 033 449**	**7 787 957**	**2 016 820**	**2 267 412**	**-76 762**	**2 190 650**	**6 213 593**	**9 554 086**	**70 596 124**
	16 529 697	**4 934 949**	**5 202 767**	**700 470**	**5 903 236**	**11 516 370**	**20 125 000**	**168 033 449**	**7 647 018**	**1 895 131**	**2 047 412**	**-12 112**	**2 035 300**	**5 248 067**	**8 589 100**	**70 596 124**
	16 529 697	**4 472 130**	**3 980 767**	**822 470**	**4 803 236**	**10 959 558**	**19 700 000**	**167 603 080**	**7 647 018**	**1 895 131**	**1 441 300**		**1 441 300**	**5 006 455**	**8 359 600**	**70 054 736**
1125	*9 475 628*	*2 655 613*	*1 494 807*	*498 429*	*1 993 236*	*523 952*			*5 006 299*	*1 115 321*	*236 760*		*236 760*	*777 308*		
1126	*2 654 200*	*93 041*	*132 918*	*17 082*	*150 000*	*352 640*			*693 411*	*40 185*	*291 606*		*291 606*	*14 669*		
1216	*4 399 868*	*1 723 476*	*2 353 042*	*306 958*	*2 660 000*	*10 082 966*	*19 700 000*	*167 603 080*	*1 947 308*	*739 625*	*912 934*		*912 934*	*4 214 478*	*8 359 600*	*70 054 736*
		462 819	**1 222 000**	**-122 000**	**1 100 000**	**556 812**	**425 000**	**430 369**			**606 112**	**-12 112**	**594 000**	**241 612**	**229 500**	**541 388**
1609		*462 819*	*1 222 000*	*-122 000*	*1 100 000*	*556 812*	*425 000*	*430 369*			*606 112*	*-12 112*	*594 000*	*241 612*	*229 500*	*541 388*
	429 267	**257 236**	**198 000**	**-100 000**	**98 000**	**1 709 500**	**1 708 545**		**133 939**	**121 690**	**120 000**	**-64 650**	**55 350**	**965 526**	**964 986**	
	429 267	**257 236**	**198 000**	**-100 000**	**98 000**	**1 709 500**	**1 708 545**		**133 939**	**121 690**	**120 000**	**-64 650**	**55 350**	**965 526**	**964 986**	
1332	*429 267*	*257 236*	*198 000*	*-100 000*	*98 000*	*1 709 500*	*1 708 545*		*133 939*	*121 690*	*120 000*	*-64 650*	*55 350*	*965 526*	*964 986*	
	25 749 468	**2 750 994**	**5 350 625**	**-411 247**	**4 939 378**	**4 918 703**	**3 845 000**	**1 000 000**	**7 000**		**100 000**		**100 000**			
	25 749 468	**2 681 339**	**2 828 625**	**-350 042**	**2 478 583**	**1 055 830**			**7 000**		**100 000**		**100 000**			
1434	*9 250 900*	*66 573*							*3 500*		*100 000*		*100 000*			
1453	*13 628 504*	*908 731*	*1 861 103*	*-197 775*	*1 663 328*	*203 342*										
1515	*2 593 466*	*707 212*	*370 065*	*-12 267*	*357 798*	*58 524*			*3 500*							
1555	*276 598*	*998 823*	*597 456*	*-140 000*	*457 456*	*793 965*										

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
	AP0377	**Renouv. parc véhicules et engins dans cadre ZFE - 2025-2029**	**11 238 323**	
		1595 - Programme d'acquisition 2025 - Parc véhicules	*4 485 000*	
		1621 - Bornes de recharge électrique	*500 000*	
		1661 - Programme d'acquisition 2026 - Parc véhicules	*6 253 323*	
NUMERIQUE - SYSTEMES D'INFORMATION			**99 014 142**	**34 407 128**
RH08 - Numérique - systèmes d'information			**99 014 142**	**34 407 128**
	AP0131	**Schéma directeur des systèmes d'information 2009-2012**	**20 650 512**	**9 685 908**
		625 - Schéma directeur des systèmes d'information 2009-2012	*19 221 620*	*9 622 979*
		884 - Projet optimisation des déchets	*1 428 892*	*62 930*
	AP0232	**Schéma directeur des systèmes d'information 2015-2020**	**19 576 083**	**7 897 001**
		1019 - Schéma directeur des systèmes d¿information 2015-2020	*18 534 613*	*7 578 203*
		1221 - Déploiement de la TO/IP sur les sites	*1 041 470*	*318 798*
	AP0292	**Feuille de route digitale**	**517 954**	**1 643 460**
		1228 - Cloud communautaire	*338 771*	*160 460*
		1230 - Projets digitaux, expériment/innovations	*62 647*	*1 121 000*
		1231 - Pilotage projet	*116 537*	*362 000*
	AP0308	**Schéma directeur des systèmes d'information 2020-2026**	**58 269 592**	**15 180 758**
		1315 - Projets SI pour la période 2020-2026	*25 578 525*	*8 425 702*
		1316 - Mise en sécurité de la salle informatique et extension PRA	*7 287 788*	*940 124*
		1317 - Mise en ¿uvre des actions de sécurisation du SI	*4 585 196*	*2 151 274*
		1436 - Changement du système d?information RH	*4 256 451*	*1 265 168*
		1438 - Numérique responsable	*814 885*	*202 211*
		1439 - Remplacement de l'application Strasapp	*1 011 855*	*204 047*
		1489 - Licence bureautique	*2 160 000*	*71 681*
		1490 - Renouvellement d'équipements infrastructure	*4 490 363*	*577 996*

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
		69 655	**2 522 000**	**-61 205**	**2 460 795**	**3 862 873**	**3 845 000**	**1 000 000**								
1595		*69 655*	*1 607 000*	*191 472*	*1 798 472*	*2 256 873*	*360 000*									
1621			*250 000*	*-250 000*		*325 000*	*175 000*									
1661			*665 000*	*-2 677*	*662 323*	*1 281 000*	*3 310 000*	*1 000 000*								
	61 557 897	**6 588 846**	**8 987 246**	**-1 903 213**	**7 084 033**	**14 953 180**	**7 723 438**	**1 106 749**	**26 020 097**	**2 954 098**	**2 502 104**	**801 700**	**3 303 804**	**2 129 129**		
	61 557 897	**6 588 846**	**8 987 246**	**-1 903 213**	**7 084 033**	**14 953 180**	**7 723 438**	**1 106 749**	**26 020 097**	**2 954 098**	**2 502 104**	**801 700**	**3 303 804**	**2 129 129**		
	20 644 806					**5 706**			**9 685 908**							
625	*19 221 620*								*9 622 979*							
884	*1 423 186*					*5 706*			*62 930*							
	19 364 244	**104 042**	**49 524**		**49 524**	**58 274**			**7 834 679**	**34 889**		**27 433**	**27 433**			
1019	*18 390 663*	*55 199*	*43 319*		*43 319*	*45 432*			*7 530 689*	*20 082*		*27 433*	*27 433*			
1221	*973 581*	*48 843*	*6 205*		*6 205*	*12 842*			*303 990*	*14 807*						
	517 954								**245 332**					**1 398 129**		
1228	*338 771*								*160 460*							
1230	*62 647*								*29 673*					*1 091 327*		
1231	*116 537*								*55 198*					*306 802*		
	21 030 893	**6 484 803**	**8 937 722**	**-1 903 213**	**7 034 509**	**14 889 200**	**7 723 438**	**1 106 749**	**8 254 178**	**2 919 209**	**2 502 104**	**774 267**	**3 276 371**	**731 000**		
1315	*13 016 065*	*3 176 031*	*3 452 753*		*3 452 753*	*1 946 667*	*3 580 705*	*406 304*	*5 627 781*	*1 187 653*	*2 502 104*	*-891 836*	*1 610 268*			
1316	*581 812*	*1 318 506*	*115 988*		*115 988*	*3 312 713*	*1 958 770*		*283 487*	*1 369*		*655 269*	*655 269*			
1317	*2 535 121*	*1 051 494*	*450 770*		*450 770*	*452 417*	*95 394*		*823 748*	*804 957*		*522 570*	*522 570*			
1436	*2 477 210*	*264 944*	*205 000*		*205 000*	*1 287 821*	*21 477*		*667 597*	*465 899*		*131 671*	*131 671*			
1438	*272 809*	*118 462*	*123 248*		*123 248*	*183 596*	*116 770*		*53 791*	*67 831*		*80 589*	*80 589*			
1439	*403 226*	*18 861*	*200 000*		*200 000*	*355 915*	*33 853*		*187 997*	*6 676*		*9 374*	*9 374*			
1489	*70 063*	*83 745*	*925 584*	*-800 000*	*125 584*	*1 113 187*	*767 421*		*4 339*	*25 722*		*41 619*	*41 619*			
1490	*1 166 896*	*116 827*	*1 533 879*	*-500 000*	*1 033 879*	*1 762 610*	*410 151*		*262 892*	*257 043*		*58 061*	*58 061*			

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
		1491 - Renouvellement du système d'information géographique	*2 121 384*	*27 268*
		1525 - Socle données	*1 950 000*	*1 103 163*
		1526 - Cloud communautaire	*2 713 146*	*212 124*
		1620 - Politique d'impression (renouvellement parc des photocpieurs	*1 300 000*	
ARCHITECTURE ET PATRIMOINE			**110 259 932**	**1 427 347**
CP00 - Architecture et patrimoine			**91 738 892**	**241 206**
	AP0049	**Mise en sécurité des bâtiments**	**59 443 229**	
		1061 - Restructuration site de la Fédération	*59 443 229*	
	AP0115	**ANRU Cronenbourg Centre commercial Einstein**	**2 040 752**	**130 911**
		497 - Réaménagement des locaux immeuble Einstein	*2 040 752*	*130 911*
	AP0249	**ZAC Danube**	**262 273**	
		1061 - Restructuration site de la Fédération	*262 273*	
	AP0287	**Tvx/Rénovation sur immeubles métropolitains 2018-2020**	**15 738 861**	**110 295**
		1210 - Campagne diagnostic amiante bâtiments métropolitains	*93 075*	
		1211 - Tvx maintenance patrimoniale s/bâtiments métropolitains	*15 645 786*	*110 295*
	AP0304	**Tvx/Rénovation dans les immeubles communautaires 2019-2023**	**14 253 777**	
		1287 - Intracting	*43 205*	
		1358 - Rénovation énergétique du patrimoine métropolitain	*14 210 571*	
CP71 - Gestion et inventaire du patrimoine bâti			**18 521 040**	**1 186 141**
	AP0294	**Nouveau programme de rénovation urbaine 2018-2030 (NPNRU)**	**3 010 048**	**1 041 555**
		1341 - NPNRU - Neuhof - Lyautey - Urba. transit. bâtiment d'honneur	*3 010 048*	*1 041 555*
	AP0305	**Remboursement travaux immeuble de la bourse**	**1 760 992**	
		1288 - Remboursement Ville-immeuble de la Bourse	*1 760 992*	
	AP0334	**Maîtrise d'ouvrage déléguée/Gestion patrimoine EMS 2021-2026**	**5 100 000**	**144 585**
		1433 - Maîtrise d?ouvrage déléguée patrimoine EMS 2021-2026	*5 100 000*	*144 585*
	AP0372	**Tvx/Rénovation dans les immeubles métropolitains 2024-2026**	**6 650 000**	

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
1491	*50 855*	*4 603*	*200 000*	*-125 000*	*75 000*	*1 652 028*	*338 897*		*24 980*			*2 288*	*2 288*			
1525	*127 915*	*206 053*	*525 500*	*-78 213*	*447 287*	*1 168 745*			*236 835*	*32 924*		*102 404*	*102 404*	*731 000*		
1526	*328 922*	*125 277*	*280 000*		*280 000*	*878 501*	*400 001*	*700 445*	*80 731*	*69 133*		*62 260*	*62 260*			
1620			*925 000*	*-400 000*	*525 000*	*775 000*										
	16 042 677	**9 583 597**	**6 639 017**	**1 178 122**	**7 817 138**	**10 920 529**	**9 735 094**	**56 160 895**	**457 928**	**369 619**	**599 800**		**599 800**			
	13 243 894	**5 808 215**	**4 102 959**	**1 378 122**	**5 481 080**	**7 584 918**	**6 997 673**	**52 623 112**	**184 478**	**56 728**						
	3 446 319	**1 973 797**	**350 000**	**50 000**	**400 000**	**1 000 000**	**4 000 000**	**48 623 112**								
1061	*3 446 319*	*1 973 797*	*350 000*	*50 000*	*400 000*	*1 000 000*	*4 000 000*	*48 623 112*								
	1 098 195	**157 390**	**140 870**		**140 870**	**444 297**	**200 000**		**74 183**	**56 728**						
497	*1 098 195*	*157 390*	*140 870*		*140 870*	*444 297*	*200 000*		*74 183*	*56 728*						
	262 273															
1061	*262 273*															
	5 682 361	**2 881 501**	**1 533 029**	**147 550**	**1 680 579**	**980 870**	**513 551**	**4 000 000**	**110 295**							
1210	*93 075*		*9 305*	*-9 305*												
1211	*5 589 286*	*2 881 501*	*1 523 724*	*156 855*	*1 680 579*	*980 870*	*513 551*	*4 000 000*	*110 295*							
	2 754 746	**795 527**	**2 079 060**	**1 180 571**	**3 259 631**	**5 159 751**	**2 284 121**									
1287	*43 205*															
1358	*2 711 540*	*795 527*	*2 079 060*	*1 180 571*	*3 259 631*	*5 159 751*	*2 284 121*									
	2 798 784	**3 775 382**	**2 536 058**	**-200 000**	**2 336 058**	**3 335 612**	**2 737 422**	**3 537 783**	**273 450**	**312 891**	**599 800**		**599 800**			
	443 397	**1 941 735**	**399 438**	**150 000**	**549 438**	**75 478**			**273 450**	**168 305**	**599 800**		**599 800**			
1341	*443 397*	*1 941 735*	*399 438*	*150 000*	*549 438*	*75 478*			*273 450*	*168 305*	*599 800*		*599 800*			
	1 535 387	**85 002**	**93 420**		**93 420**	**47 183**										
1288	*1 535 387*	*85 002*	*93 420*		*93 420*	*47 183*										
	820 000	**980 000**	**800 000**	**-100 000**	**700 000**	**800 000**	**1 000 000**	**800 000**		**144 585**						
1433	*820 000*	*980 000*	*800 000*	*-100 000*	*700 000*	*800 000*	*1 000 000*	*800 000*		*144 585*						
		767 781	**893 200**		**893 200**	**2 113 815**	**937 422**	**1 937 783**								

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
		1579 - Sous station chauffage urbain des bâtiments communautaires	*600 000*	
		1580 - Process énergie: automatisme instrumentation et petits tvx	*2 000 000*	
		1582 - Raccordement des bâtiments au chauffage urbain	*4 000 000*	
		1583 - Jouvence de supervision des sites	*50 000*	
	AP0389	**Travaux sur bâtiments d'exploitation**	**2 000 000**	
		1622 - Restructuration hangars à sel	*2 000 000*	
TRANSFORMATION DEMOCRATIQUE, EUROPE, TERRITOIRES ET PREVENTION				
MISSIONS TRANSFO. DEMOCRATIQUE EUROPE TERRITOIRES ET PREV°			**30 971 321**	**4 367 735**
AT02 - Service prévention urbaine			**7 933 708**	**167 931**
	AP0276	**Vidéosurveillance**	**7 543 708**	**167 931**
		1163 - Vidéosurveillance	*5 443 708*	*167 931*
		1437 - Vidéosurveillance - renouvellement matériel	*2 100 000*	
	AP0337	**Centre d'éducation routière à Schiltigheim**	**390 000**	
		1435 - construction d'un centre d'éducation routière à Schiltigheim	*390 000*	
SP00 - SIRAC			**23 037 614**	**4 199 804**
	AP0226	**Projet SMARTCITY**	**3 046 473**	**119 304**
		996 - Projet SMARTCITY	*3 046 473*	*119 304*
	AP0279	**Déviations réseaux nouv. extensions de transports en commun**	**10 284 790**	
		1174 - SIRAC - dév. de réseaux nouv ext. de transport en commun	*10 284 790*	
	AP0290	**Sécurisation des espaces publics**	**4 596 755**	**300 000**
		1220 - Sécurisation des espaces publics	*4 596 755*	*300 000*
	AP0292	**Feuille de route digitale**	**4 464 892**	**3 780 500**
		1229 - Aménag num communes EMS et déploiement réseaux propriétaires	*4 464 892*	*3 780 500*
	AP0297	**Vidéo verbalisation**	**644 704**	
		1281 - Vidéo verbalisation	*644 704*	

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
1579		*160 578*	*302 000*		*302 000*		*137 422*									
1580		*162 772*	*450 000*		*450 000*	*560 015*	*400 000*	*427 213*								
1582		*444 430*	*91 200*		*91 200*	*1 553 800*	*400 000*	*1 510 570*								
1583			*50 000*		*50 000*											
		864	**350 000**	**-250 000**	**100 000**	**299 136**	**800 000**	**800 000**								
1622		*864*	*350 000*	*-250 000*	*100 000*	*299 136*	*800 000*	*800 000*								
	13 418 802	**1 157 300**	**3 322 625**	**400 000**	**3 722 625**	**6 968 960**	**5 703 635**		**838 465**	**62 475**	**996 864**		**996 864**	**657 000**	**657 000**	**1 155 931**
	4 445 480	**617 243**	**830 000**		**830 000**	**1 124 531**	**916 454**		**128 067**		**39 864**		**39 864**			
	4 445 480	**617 243**	**810 000**		**810 000**	**754 531**	**916 454**		**128 067**		**39 864**		**39 864**			
1163	*3 683 220*	*376 470*	*500 000*		*500 000*	*444 531*	*439 487*		*128 067*		*39 864*		*39 864*			
1437	*762 260*	*240 773*	*310 000*		*310 000*	*310 000*	*476 967*									
			20 000		**20 000**	**370 000**										
1435			*20 000*		*20 000*	*370 000*										
	8 973 322	**540 057**	**2 492 625**	**400 000**	**2 892 625**	**5 844 429**	**4 787 181**		**710 398**	**62 475**	**957 000**		**957 000**	**657 000**	**657 000**	**1 155 931**
	1 594 611	**282 669**	**432 710**		**432 710**	**516 483**	**220 000**		**56 829**	**62 475**						
996	*1 594 611*	*282 669*	*432 710*		*432 710*	*516 483*	*220 000*		*56 829*	*62 475*						
	3 243 895	**68 964**	**948 000**		**948 000**	**2 150 295**	**3 873 636**									
1174	*3 243 895*	*68 964*	*948 000*		*948 000*	*2 150 295*	*3 873 636*									
	1 657 139	**65 284**	**300 291**	**400 000**	**700 291**	**1 480 496**	**693 545**				**300 000**		**300 000**			
1220	*1 657 139*	*65 284*	*300 291*	*400 000*	*700 291*	*1 480 496*	*693 545*				*300 000*		*300 000*			
	2 150 954	**98 529**	**700 000**		**700 000**	**1 515 409**			**653 569**		**657 000**		**657 000**	**657 000**	**657 000**	**1 155 931**
1229	*2 150 954*	*98 529*	*700 000*		*700 000*	*1 515 409*			*653 569*		*657 000*		*657 000*	*657 000*	*657 000*	*1 155 931*
	326 722	**24 610**	**111 625**		**111 625**	**181 747**										
1281	*326 722*	*24 610*	*111 625*		*111 625*	*181 747*										

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
TRANSFORMATION ECOLOGIQUE ET ECONOMIQUE				
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE			**486 091 038**	**101 984 598**
DU01 - Développement économique et de l'attractivité			**486 091 038**	**101 984 598**
	AP0149	**CARDO - EX PAPS-PCPI**	**84 001 720**	**39 004 870**
		716 - PAPS-PCPI	*84 001 720*	*39 004 870*
	AP0155	**Pépinières d'entreprises**	**2 342 000**	
		1289 - Centre Européen Gutenberg (Agoratrium)	*2 342 000*	
	AP0169	**Enseignement supérieur et recherche**	**10 304 911**	**1 500 000**
		821 - Restructuration locaux de l'ISU	*8 884 411*	*1 500 000*
		1484 - Projets recherche et enseignement supérieur	*1 235 000*	
		1634 - Projet vaisselle durable HUS	*185 500*	
	AP0175	**Projet Wacken Europe**	**144 824 533**	**18 257 582**
		791 - Projet Wacken Europe - Etude de faisabilité	*1 224 452*	*250 790*
		815 - PMC : Extension et restructuration	*85 138 224*	*15 724 685*
		912 - Projet Wacken Europe - Aménagements fonciers et urbains	*50 474 367*	*1 711 229*
		938 - Projet Wacken Europe - Construction du PEX	*7 987 490*	*570 879*
	AP0214	**Plan campus**	**23 983 333**	
		940 - Plan campus : maison accueil international tour Seegmuller	*1 500 000*	
		993 - Plan campus : école de management / EMS - locaux PEGE	*5 833 333*	
		1179 - Plan Campus : Extension INSA	*5 000 000*	
		1180 - Plan Campus : Géosciences, eau, environnement et manufacture	*7 000 000*	
		1181 - Plan Campus : STUDIUM/Learning Center	*1 500 000*	
		1182 - Plan Campus : extension ISIS	*1 000 000*	
		1241 - Plan campus/OC 12a-Planétarium	*500 000*	
		1296 - Plan campus/OC 12b-Musée zoologique	*1 500 000*	

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
	391 164 474	**13 555 719**	**13 129 146**	**3 513 629**	**16 642 775**	**21 962 032**	**21 014 756**	**21 751 284**	**87 803 441**	**3 627 176**	**3 302 667**	**-1 036 485**	**2 266 182**	**3 993 955**	**4 002 114**	**291 730**
	391 164 474	**13 555 719**	**13 129 146**	**3 513 629**	**16 642 775**	**21 962 032**	**21 014 756**	**21 751 284**	**87 803 441**	**3 627 176**	**3 302 667**	**-1 036 485**	**2 266 182**	**3 993 955**	**4 002 114**	**291 730**
	75 192 328	**4 141 647**	**1 706 611**	**-1 006 611**	**700 000**	**800 000**	**2 167 745**	**1 000 000**	**38 517 557**					**487 314**		
716	*75 192 328*	*4 141 647*	*1 706 611*	*-1 006 611*	*700 000*	*800 000*	*2 167 745*	*1 000 000*	*38 517 557*					*487 314*		
			200 000		**200 000**	**2 142 000**										
1289			*200 000*		*200 000*	*2 142 000*										
	8 887 982	**381 058**	**413 369**	**-60 000**	**353 369**	**364 502**	**318 000**		**450 000**	**636 485**	**300 000**	**113 515**	**413 515**			
821	*8 687 982*	*156 058*	*27 869*		*27 869*	*12 502*			*450 000*	*636 485*	*300 000*	*113 515*	*413 515*			
1484	*200 000*	*225 000*	*300 000*	*-60 000*	*240 000*	*252 000*	*318 000*									
1634			*85 500*		*85 500*	*100 000*										
	125 602 763	**1 426 733**	**2 473 637**	**660 744**	**3 134 381**	**3 304 117**	**2 562 622**	**8 793 916**	**16 458 336**	**600 000**	**650 000**	**-650 000**		**549 246**	**650 000**	
791	*1 224 452*								*250 790*							
815	*85 000 314*	*25 579*	*151 587*	*-39 256*	*112 331*				*15 575 439*					*149 246*		
912	*31 390 508*	*1 401 154*	*2 322 050*	*700 000*	*3 022 050*	*3 304 117*	*2 562 622*	*8 793 916*	*61 229*	*600 000*	*650 000*	*-650 000*		*400 000*	*650 000*	
938	*7 987 490*								*570 879*							
	23 913 333					**70 000**										
940	*1 500 000*															
993	*5 833 333*															
1179	*5 000 000*															
1180	*7 000 000*															
1181	*1 500 000*															
1182	*1 000 000*															
1241	*500 000*															
1296	*1 500 000*															

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
		1312 - Construction d'un centre sportif UNISTRA	*150 000*	
	AP0244	**Contrats performance des pôles de compétitivité**	**6 814 500**	
		1050 - Equipement pôles de compétitivité	*6 814 500*	
	AP0245	**Fonds européens FEDER**	**9 200 000**	**9 200 000**
		1535 - FEDER 2021-2027	*9 200 000*	*9 200 000*
	AP0246	**Contrat plan Etat-Région 2014-2020**	**6 730 000**	
		1232 - ES3a - IUT Robert Schuman - Illkirch+ES3b-réhab. énergétique	*4 030 000*	
		1233 - ES12 - Création d'un pôle de formation à l'ESPE de la Meinau	*2 700 000*	
	AP0280	**Next Med - Technoparc**	**23 800 394**	
		1177 - Next Med - Technoparc	*7 024 026*	
		1219 - Campus Tech Med : Sécurisation bâtiment ORL & Blum	*36 368*	
		9273 - Tech-Med Bâtiments ORL et BLUM	*16 740 000*	
	AP0293	**Contrat triennal 2018-2020**	**5 353 001**	
		1275 - AEROPORT - Contrat triennal	*5 353 001*	
	AP0294	**Nouveau programme de rénovation urbaine 2018-2030 (NPNRU)**	**3 200 000**	**566 667**
		1319 - NPNRU - Neuhof - MIDE	*3 200 000*	*566 667*
	AP0301	**Nouveau Parc des Expositions**	**123 819 174**	**30 986 176**
		1290 - Nouveau Parc des Expositions	*123 819 174*	*30 986 176*
	AP0341	**TSD/Territoire Santé de Demain**	**1 882 003**	**1 882 003**
		1454 - TSD - Aménagement, équipements projets	*1 882 003*	*1 882 003*
	AP0344	**CPER 2021-2027/Triennal 2021-2023**	**33 334 000**	
		1485 - CPER 2021-2027 - recherche	*7 874 000*	
		1486 - CPER 2021-2027 - Immobilier	*21 460 000*	
		1488 - Triennal 2021-2023 (fonds RDI investissements)	*2 000 000*	
		1574 - Triennal 2024-2026	*2 000 000*	

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
1312	*80 000*					*70 000*										
	4 409 432	**450 000**	**760 000**		**760 000**	**908 000**	**287 068**									
1050	*4 409 432*	*450 000*	*760 000*		*760 000*	*908 000*	*287 068*									
	2 464 479	**1 208 270**	**985 200**		**985 200**	**1 640 000**	**2 610 321**	**291 731**	**1 974 711**	**1 630 691**	**1 500 000**	**-500 000**	**1 000 000**	**1 900 000**	**2 402 868**	**291 730**
1535	*2 464 479*	*1 208 270*	*985 200*		*985 200*	*1 640 000*	*2 610 321*	*291 731*	*1 974 711*	*1 630 691*	*1 500 000*	*-500 000*	*1 000 000*	*1 900 000*	*2 402 868*	*291 730*
	6 505 000		**225 000**		**225 000**											
1232	*3 855 000*		*175 000*		*175 000*											
1233	*2 650 000*		*50 000*		*50 000*											
	10 408 394	**1 674 000**	**1 674 000**		**1 674 000**	**1 674 000**	**1 674 000**	**6 696 000**								
1177	*7 024 026*															
1219	*36 368*															
9273	*3 348 000*	*1 674 000*	*1 674 000*		*1 674 000*	*1 674 000*	*1 674 000*	*6 696 000*								
	3 646 783	**389 731**	**671 000**		**671 000**	**645 487**										
1275	*3 646 783*	*389 731*	*671 000*		*671 000*	*645 487*										
	356 286	**27 638**	**236 439**	**-100 000**	**136 439**	**320 000**	**1 500 000**	**859 637**			**352 667**		**352 667**	**214 000**		
1319	*356 286*	*27 638*	*236 439*	*-100 000*	*136 439*	*320 000*	*1 500 000*	*859 637*			*352 667*		*352 667*	*214 000*		
	118 910 724	**28 450**	**100 503**	**1 919 497**	**2 020 000**	**980 000**	**1 880 000**		**28 776 930**	**760 000**	**500 000**		**500 000**		**949 246**	
1290	*118 910 724*	*28 450*	*100 503*	*1 919 497*	*2 020 000*	*980 000*	*1 880 000*		*28 776 930*	*760 000*	*500 000*		*500 000*		*949 246*	
	950 297	**76 552**	**296 579**		**296 579**	**558 575**			**1 152 451**					**729 552**		
1454	*950 297*	*76 552*	*296 579*		*296 579*	*558 575*			*1 152 451*					*729 552*		
	6 692 500	**2 901 700**	**2 262 500**	**2 100 000**	**4 362 500**	**7 252 300**	**8 015 000**	**4 110 000**								
1485	*3 112 000*	*1 657 200*	*320 000*	*2 000 000*	*2 320 000*	*499 800*	*285 000*									
1486	*1 798 000*	*652 000*	*1 080 000*	*100 000*	*1 180 000*	*5 990 000*	*7 730 000*	*4 110 000*								
1488	*1 670 000*	*180 000*	*150 000*		*150 000*											
1574	*112 500*	*412 500*	*712 500*		*712 500*	*762 500*										

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
	AP0354	**Capitalisation au fonds Mutuelles Impact**	**4 176 000**	**176 000**
		9263 - Capitalisation au fonds Mutuelles Impact	*4 176 000*	*176 000*
	AP0355	**Démonstrateur Ville Durable Citadelle quartier bas carbone**	**664 470**	**411 300**
		1516 - Programme Incubation 2022-2025 - Investissements EMS	*407 650*	*161 980*
		1517 - Programme Incubation 2022-2025-Tiers Partenaires-France 2030	*256 820*	*249 320*
	AP0358	**Innovation - Économie culturelle et créative**	**1 661 000**	
		1536 - Appel à projets Signature	*261 000*	
		1537 - Appel à projets Tango&Scan	*1 000 000*	
		1538 - Aide structurelle Filière Image	*400 000*	
MOBILITES			**391 876 615**	**93 539 078**
TC02 - Tramway et grands projets			**293 574 860**	**76 262 679**
	AP0120	**Contrat triennal 2006-2008**	**2 380 788**	
		584 - Aménagement RD1083 Fegersheim	*1 053 939*	
		585 - Rocade Sud	*1 326 849*	
	AP0171	**VLIO**	**926 760**	
		783 - VLIO	*926 760*	
	AP0193	**Zone commerciale sud**	**120 153**	
		1055 - Fluidification de l'accessibilité de la Zone Commerciale Sud	*120 153*	
	AP0197	**Autorité Organisatrice des transports**	**6 964 339**	
		675 - Subvention pour le renouvellement d'équipement bus-tram	*6 052 842*	
		679 - Mise en accessibilité des arrêts bus et tram	*911 497*	
	AP0201	**Rue du péage**	**14 145 997**	**2 884 089**
		908 - Rue du péage	*14 145 997*	*2 884 089*
	AP0223	**Extension tram E Robertsau**	**9 554 975**	**2 002 750**
		975 - Conduite de projet - Extension tram E Robertsau	*169 388*	

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
	2 235 083	**490 000**	**637 307**		**637 307**	**813 610**			**176 000**							
9263	*2 235 083*	*490 000*	*637 307*		*637 307*	*813 610*			*176 000*							
	368 490	**940**	**50 000**		**50 000**	**245 040**			**297 456**					**113 844**		
1516	*235 990*	*235*	*50 000*		*50 000*	*121 425*			*94 000*					*67 980*		
1517	*132 500*	*705*				*123 615*			*203 456*					*45 864*		
	620 600	**359 000**	**437 000**		**437 000**	**244 400**										
1536			*96 000*		*96 000*	*165 000*										
1537	*450 600*	*250 000*	*250 000*		*250 000*	*49 400*										
1538	*170 000*	*109 000*	*91 000*		*91 000*	*30 000*										
	152 425 313	**46 843 940**	**37 629 164**	**-3 733 028**	**33 896 136**	**54 482 438**	**35 123 489**	**69 105 300**	**30 872 488**	**8 809 174**	**10 044 203**	**1 905 580**	**11 949 783**	**20 945 633**	**20 362 000**	**600 000**
	124 549 947	**29 197 116**	**22 938 240**	**-3 049 563**	**19 888 678**	**40 362 669**	**25 979 651**	**53 596 800**	**24 926 138**	**7 929 272**	**7 387 151**	**294 161**	**7 681 312**	**17 963 957**	**17 162 000**	**600 000**
	2 375 391		**5 397**		**5 397**											
584	*1 048 542*		*5 397*		*5 397*											
585	*1 326 849*															
	926 760															
783	*926 760*															
	120 153															
1055	*120 153*															
	6 964 339															
675	*6 052 842*															
679	*911 497*															
	13 620 064	**156 238**	**328 407**	**-100 000**	**228 407**	**141 287**			**2 000 000**		**884 089**		**884 089**			
908	*13 620 064*	*156 238*	*328 407*	*-100 000*	*228 407*	*141 287*			*2 000 000*		*884 089*		*884 089*			
	9 426 345	**70 440**				**58 190**			**1 954 262**	**48 488**						
975	*169 388*															

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
		976 - Etudes d¿avant projet - Extension tram E Robertsau	*767 886*	
		977 - Acquisitions foncières ¿ Extension tram E Robertsau	*2 890 820*	
		1166 - Déviations de réseaux - Extension tram E Robertsau	*572 582*	*621 070*
		1185 - Avances versées à la CTS - Extension tram E Robertsau	*5 154 299*	*1 381 680*
	AP0234	**Tramway Koenigshoffen**	**36 143 715**	**3 748 569**
		1021 - Etudes - Tramway Koenigshoffen	*1 192 369*	
		1022 - Conduite de projet - Tramway Koenigshoffen	*177 326*	
		1023 - Acquisitions foncières - Tramway Koenigshoffen	*12 064 887*	*139 870*
		1223 - Archéologie remboursée à la CTS ¿ Tram Koenigshoffen	*4 700 715*	
		1224 - Avance versée à la CTS - Tram Koenigshoffen	*16 680 000*	*2 280 280*
		1248 - Déviations de réseaux - Tram koenigshoffen	*1 328 419*	*1 328 419*
	AP0271	**Nouv projets de transport - Conduite de projet et études**	**234 112**	
		1154 - Etudes de définition et d'avant projet	*234 112*	
	AP0272	**Espace public et multimodalité 2017-2021**	**8 197 367**	**102 165**
		681 - Création d'un 2è accès à la commune de Vendenheim	*1 884 754*	
		682 - Modification de l'échangeur autoroutier de Bischheim	*1 772 487*	*7 553*
		1225 - Rénovation du parvis de la Gare SNCF	*704 500*	
		1226 - Pôles d'échanges multimodaux gares	*494 691*	*94 613*
		1279 - Aménagement RD263 - Zone commerciale Nord	*3 340 935*	
	AP0275	**Bouclage sud BHNS Gare-Etoile**	**12 294 015**	**1 241 588**
		1160 - Etudes - Bouclage sud BHNS Gare-Etoile	*489 862*	
		1161 - Conduite de projet - Bouclage sud BHNS Gare-Etoile	*55 896*	
		1403 - Avances versées à la CTS - bouclage sud BHNS gare-Etoile	*11 175 056*	*407 588*
		1404 - Déviations de réseaux - bouclage sud BHNS gare-Etoile	*573 200*	*834 000*
	AP0298	**Tram Nord**	**61 305 903**	**33 152 435**

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
976	*767 886*															
977	*2 890 820*															
1166	*572 582*								*572 582*	*48 488*						
1185	*5 025 669*	*70 440*				*58 190*			*1 381 680*							
	26 951 398	**2 316 093**	**4 793 521**	**-1 600 000**	**3 193 521**	**2 082 703**	**1 600 000**		**3 608 699**	**92 874**		**2 077**	**2 077**	**44 919**		
1021	*1 192 369*															
1022	*177 326*															
1023	*4 957 413*	*2 057 598*	*3 343 248*	*-1 600 000*	*1 743 248*	*1 706 628*	*1 600 000*			*92 874*		*2 077*	*2 077*	*44 919*		
1223	*2 615 873*	*258 495*	*1 450 273*		*1 450 273*	*376 075*										
1224	*16 680 000*								*2 280 280*							
1248	*1 328 419*								*1 328 419*							
	234 112															
1154	*234 112*															
	5 811 731	**170 395**	**271 650**	**-250 412**	**21 238**	**2 194 003**			**94 613**	**7 553**						
681			*50 000*	*-50 000*		*1 884 754*										
682	*1 756 338*		*16 149*		*16 149*					*7 553*						
1225	*495 274*	*1 740*				*207 486*										
1226	*432 691*		*200 412*	*-200 412*		*62 000*			*94 613*							
1279	*3 127 428*	*168 655*	*5 090*		*5 090*	*39 762*										
	9 437 969	**2 855 997**		**49**	**49**				**407 588**	**352 644**	**500 000**	**-500 000**		**481 356**		
1160	*489 862*															
1161	*55 896*															
1403	*8 676 108*	*2 498 948*							*407 588*		*500 000*	*-500 000*				
1404	*216 102*	*357 049*		*49*	*49*					*352 644*				*481 356*		
	6 869 534	**6 178 395**	**546 919**		**546 919**	**25 108 228**	**9 560 000**	**13 042 827**	**1 538 721**			**643 714**	**643 714**	**14 208 000**	**16 762 000**	

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
		1282 - Etudes_Tram Nord	*7 045 978*	*1 347 500*
		1325 - Conduite de projet Tram Nord	*1 179 568*	
		1406 - Déviations de réseaux - Tram Nord	*4 834 935*	*4 834 935*
		1407 - Acquisitions foncières - Tram Nord	*4 000 000*	
		1408 - Fouiles archéologiques - Tram Nord	*3 000 000*	
		1409 - Avances versées à la CTS - Tram Nord	*41 245 422*	*26 970 000*
	AP0299	**Liaison Gare de Strasbourg-Wacken**	**203 743**	**1 000 000**
		1283 - Etudes_Liaison gare de Strasbourg-Wacken	*173 839*	
		1326 - Conduite de projet liaison gare de Strasbourg-Wacken	*29 904*	
		1411 - Déviations de réseaux - liaison gare de Strasbourg-Wacken		*1 000 000*
	AP0300	**Tram Ouest**	**52 415 551**	**14 837 472**
		1284 - Etudes_Tram Ouest	*2 895 305*	*90 272*
		1330 - Conduite de projet_Tram Ouest	*324 546*	
		1415 - Avances versées à la CTS - Tram Ouest	*45 840 500*	*12 247 200*
		1416 - Déviations de réseaux - Tram Ouest	*3 355 200*	*2 500 000*
	AP0310	**Prolongement ligne C Neuhof (Reuss à Stockfeld)**	**636 413**	
		1320 - Etude prolongement ligne C Neuhof (Reuss à Stockfeld)	*336 413*	
		1547 - Extension Tram F Danube	*300 000*	
	AP0319	**Aménagement des abords Stade de la Meinau**	**287 592**	
		1351 - Aménagement des abords Stade de la Meinau	*287 592*	
	AP0320	**TSPO - A351**	**19 991 424**	**15 035 045**
		1352 - TSPO - A351	*19 990 948*	*15 035 045*
		1445 - Liaison interquartier des forges Hautepierre	*476*	
	AP0324	**Transfert Réseau Routier National**	**400 000**	
		1371 - Développement RRN	*400 000*	

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
1282	*5 914 739*	*785 741*	*100 000*		*100 000*	*245 498*			*703 786*			*643 714*	*643 714*			
1325	*106 849*	*439 174*	*156 008*		*156 008*	*477 537*										
1406	*834 935*					*3 000 000*	*1 000 000*		*834 935*					*3 000 000*	*1 000 000*	
1407						*3 600 000*	*400 000*									
1408	*13 011*	*170 667*				*2 816 321*										
1409		*4 782 813*	*290 911*		*290 911*	*14 968 871*	*8 160 000*	*13 042 827*						*11 208 000*	*15 762 000*	
	203 743													**1 000 000**		
1283	*173 839*															
1326	*29 904*															
1411														*1 000 000*		
	17 214 212	**16 144 905**	**13 760 570**		**13 760 570**	**5 295 865**			**1 742 814**	**7 152 694**	**4 547 458**	**-737 176**	**3 810 282**	**2 131 682**		
1284	*2 496 875*	*3 994*	*201 231*		*201 231*	*193 205*			*90 272*							
1330	*233 970*	*44 397*	*16 830*		*16 830*	*29 349*										
1415	*14 416 500*	*14 400 000*	*12 000 000*		*12 000 000*	*5 024 000*			*1 652 542*	*7 152 694*	*3 047 458*	*-737 176*	*2 310 282*	*1 131 682*		
1416	*66 866*	*1 696 514*	*1 542 509*		*1 542 509*	*49 311*					*1 500 000*		*1 500 000*	*1 000 000*		
	34 685		**100 000**		**100 000**	**501 728**										
1320	*34 685*		*50 000*		*50 000*	*251 728*										
1547			*50 000*		*50 000*	*250 000*										
	287 592															
1351	*287 592*															
	19 991 424		**22 552**	**-22 552**					**13 579 441**		**1 455 604**		**1 455 604**			
1352	*19 990 948*		*22 552*	*-22 552*					*13 579 441*		*1 455 604*		*1 455 604*			
1445	*476*															
	59 238		**76 648**	**-76 648**		**98 500**	**165 614**	**76 648**								
1371	*59 238*		*76 648*	*-76 648*		*98 500*	*165 614*	*76 648*								

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
	AP0342	**Opérations connexes Tram**	**55 408 015**	**1 983 546**
		1592 - Avances versées à la CTS - Tram Nord - Opérations connexes	*55 408 015*	*1 983 546*
	AP0347	**Accompagnement accessibilité Arc ouest**	**9 600 000**	**275 020**
		1494 - Accompagnement accessibilité Arc ouest	*9 600 000*	*275 020*
	AP0371	**Zone de manoeuvre Fédération**	**2 364 000**	
		1576 - Zone de manœuvre Fédération	*2 364 000*	
TC04 - Déplacements			**96 424 422**	**17 276 399**
	AP0120	**Contrat triennal 2006-2008**	**8 159 069**	**3 081 949**
		584 - Aménagement RD1083 Fegersheim	*723 757*	
		585 - Rocade Sud	*7 435 311*	*3 081 949*
	AP0171	**VLIO**	**601 274**	
		783 - VLIO	*601 274*	
	AP0195	**Fonds de concours projets routiers**	**7 000 000**	
		1331 - Liaison COS Aéroport - contrat triennal 2018-2020	*7 000 000*	
	AP0243	**Requalification de l'A35-CPER 2014-2020**	**2 020 201**	**6 196 453**
		1049 - Requalification de l'A35-études et travaux	*2 020 201*	*6 196 453*
	AP0311	**Aménagement gares routières**	**19 614 500**	**5 882 419**
		1323 - Etudes de faisabilité Gare Basse	*4 054 000*	*2 079 000*
		1496 - Aménag. de la gare routière des Halles et dela gare basse	*15 560 500*	*3 803 419*
	AP0329	**Zone à Faible Emission**	**33 785 425**	**115 577**
		1401 - Aide acquisition véhicules-ZFE	*33 075 000*	*115 577*
		1402 - Signalétique-ZFE	*710 425*	
	AP0345	**Réaménagements voiries pour REM interurbain**	**1 900 000**	
		1492 - Réaménagements voiries pour REM interurbain	*1 900 000*	
	AP0348	**Accès sud Ligne Fret PAS**	**1 400 000**	

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
	3 372 000					**3 000 000**	**10 058 690**	**38 977 325**				**885 546**	**885 546**	**98 000**	**400 000**	**600 000**
1592	*3 372 000*					*3 000 000*	*10 058 690*	*38 977 325*				*885 546*	*885 546*	*98 000*	*400 000*	*600 000*
	41 835	**1 304 653**	**1 600 000**	**-1 000 000**	**600 000**	**1 558 165**	**4 595 347**	**1 500 000**		**275 020**						
1494	*41 835*	*1 304 653*	*1 600 000*	*-1 000 000*	*600 000*	*1 558 165*	*4 595 347*	*1 500 000*		*275 020*						
	607 424		**1 432 576**		**1 432 576**	**324 000**										
1576	*607 424*		*1 432 576*		*1 432 576*	*324 000*										
	27 097 054	**17 218 834**	**14 389 973**	**-683 465**	**13 706 508**	**13 749 688**	**9 143 838**	**15 508 500**	**5 946 350**	**879 902**	**2 657 052**	**1 611 419**	**4 268 471**	**2 981 676**	**3 200 000**	
	7 672 673	**486 395**							**3 081 949**							
584	*723 757*															
585	*6 948 916*	*486 395*							*3 081 949*							
	601 274															
783	*601 274*															
			70 000	**30 000**	**100 000**		**100 000**	**6 800 000**								
1331			*70 000*	*30 000*	*100 000*		*100 000*	*6 800 000*								
	1 637 449	**155 236**	**168 013**		**168 013**	**59 503**			**2 828 401**	**281 324**	**818 052**	**400 000**	**1 218 052**	**1 068 676**	**800 000**	
1049	*1 637 449*	*155 236*	*168 013*		*168 013*	*59 503*			*2 828 401*	*281 324*	*818 052*	*400 000*	*1 218 052*	*1 068 676*	*800 000*	
	7 032	**8 585 241**	**7 145 906**	**-384 000**	**6 761 906**	**2 436 321**	**1 000 000**	**824 000**		**540 000**	**1 639 000**	**1 390 419**	**3 029 419**	**913 000**	**1 400 000**	
1323		*24 423*	*827 866*		*827 866*	*1 377 711*	*1 000 000*	*824 000*			*189 000*	*77 000*	*266 000*	*413 000*	*1 400 000*	
1496	*7 032*	*8 560 818*	*6 318 040*	*-384 000*	*5 934 040*	*1 058 610*				*540 000*	*1 450 000*	*1 313 419*	*2 763 419*	*500 000*		
	15 955 008	**5 782 470**	**3 450 000**		**3 450 000**	**6 053 824**	**2 544 124**		**36 000**	**58 577**		**21 000**	**21 000**			
1401	*15 749 494*	*5 781 382*	*3 400 000*		*3 400 000*	*5 600 000*	*2 544 124*		*36 000*	*58 577*		*21 000*	*21 000*			
1402	*205 514*	*1 088*	*50 000*		*50 000*	*453 824*										
			1 107 466	**-700 000**	**407 466**	**792 534**	**700 000**									
1492			*1 107 466*	*-700 000*	*407 466*	*792 534*	*700 000*									
	496 537		**510 000**	**-3 465**	**506 535**	**396 928**										

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
		1495 - Accès sud Ligne Fret PAS	*1 400 000*	
	AP0362	**Avenue du Rhin**	**2 825 954**	
		1548 - Avenue du Rhin	*2 825 954*	
	AP0364	**Covoiturage**	**200 000**	
		1546 - Covoiturage	*200 000*	
	AP0370	**Autopartage**	**75 000**	
		1575 - Création de stations d'autopartage	*75 000*	
	AP0376	**Plateforme logistique de Vendenheim**	**417 000**	
		1591 - Plateformes logistiques	*417 000*	
	AP0378	**Mise en œuvre du SERM**	**13 600 000**	
		1597 - Mise en œuvre du SERM	*13 600 000*	
	AP0390	**Aménagement de couloirs de bus RD63 et RD41**	**4 826 000**	**2 000 000**
		1624 - Aménagement de couloirs de bus RD63 et RD41	*4 826 000*	*2 000 000*
TC06 - Stratégie et gestion du stationnement			**1 877 333**	
	AP0340	**Parkings**	**1 877 333**	
		1448 - Parkings	*1 877 333*	
ESPACES PUBLICS ET NATURELS			**722 620 570**	**86 111 118**
EN03 - Espaces verts et de nature			**8 261 908**	
	AP0323	**Arbres d'alignement**	**8 261 908**	
		1363 - Extension et renouvellement du patrimoine arboré	*6 839 247*	
		1392 - Renouvellement du patrimoine arboré	*1 417 661*	
		1565 - Plan Canopée	*5 000*	
PE00 - Espaces publics et naturels			**2 041 879**	**50 000**
	AP0323	**Arbres d'alignement**	**2 041 879**	**50 000**
		1565 - Plan Canopée	*2 041 879*	*50 000*
PE10 - Aménagement espace public			**207 536 542**	**33 507 034**

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
1495	*496 537*		*510 000*	*-3 465*	*506 535*	*396 928*										
	720 853	**1 456 180**	**377 089**		**377 089**	**271 833**										
1548	*720 853*	*1 456 180*	*377 089*		*377 089*	*271 833*										
	286						**199 714**									
1546	*286*						*199 714*									
	5 943	**5 312**	**25 000**		**25 000**	**38 745**										
1575	*5 943*	*5 312*	*25 000*		*25 000*	*38 745*										
			117 000		**117 000**	**200 000**	**100 000**									
1591			*117 000*		*117 000*	*200 000*	*100 000*									
		748 000	**1 219 500**	**374 000**	**1 593 500**	**2 000 000**	**2 000 000**	**7 258 500**								
1597		*748 000*	*1 219 500*	*374 000*	*1 593 500*	*2 000 000*	*2 000 000*	*7 258 500*								
			200 000		**200 000**	**1 500 000**	**2 500 000**	**626 000**			**200 000**	**-200 000**		**1 000 000**	**1 000 000**	
1624			*200 000*		*200 000*	*1 500 000*	*2 500 000*	*626 000*			*200 000*	*-200 000*		*1 000 000*	*1 000 000*	
	778 312	**427 990**	**300 950**		**300 950**	**370 081**										
	778 312	**427 990**	**300 950**		**300 950**	**370 081**										
1448	*778 312*	*427 990*	*300 950*		*300 950*	*370 081*										
	276 175 979	**66 736 989**	**71 370 937**	**-9 773 731**	**61 597 206**	**106 441 182**	**69 340 927**	**142 328 288**	**27 537 391**	**6 094 888**	**23 365 896**	**-2 612 082**	**20 753 814**	**12 054 878**	**14 374 134**	**5 296 013**
	4 491 157	**1 213 212**	**1 834 386**	**-495 000**	**1 339 386**	**1 218 153**										
	4 491 157	**1 213 212**	**1 834 386**	**-495 000**	**1 339 386**	**1 218 153**										
1363	*3 075 567*	*1 213 212*	*1 334 386*		*1 334 386*	*1 216 082*										
1392	*1 415 590*					*2 071*										
1565			*500 000*	*-495 000*	*5 000*											
	13 305	**282 355**	**483 787**	**100 000**	**583 787**	**562 145**	**600 287**			**50 000**						
	13 305	**282 355**	**483 787**	**100 000**	**583 787**	**562 145**	**600 287**			**50 000**						
1565	*13 305*	*282 355*	*483 787*	*100 000*	*583 787*	*562 145*	*600 287*			*50 000*						
	102 933 152	**13 428 849**	**19 641 635**	**-4 624 168**	**15 017 467**	**22 913 461**	**18 002 587**	**35 241 025**	**13 645 120**	**2 250 227**	**5 117 858**	**-258 984**	**4 858 874**	**5 389 314**	**6 479 486**	**884 013**

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
	AP0183	**Porte des Romains**	**1 340 000**	
		1586 - Porte des Romains - Projet DUT	*1 340 000*	
	AP0191	**Projets d'aménagement 2012-2014**	**291 887**	
		1587 - Manufacture de tabac - Projet DUT	*291 887*	
	AP0201	**Rue du péage**	**475 368**	
		908 - Rue du péage	*475 368*	
	AP0237	**Programme voirie 2015-2020 - Communes**	**7 019**	
		1039 - Projets d'agglomération Strasbourg	*7 019*	
	AP0238	**Programme voirie 2015-2020 - Strasbourg**	**39 801 885**	**1 185 600**
		1038 - Projets d'intérêt local Strasbourg	*19 046 875*	*205 255*
		1039 - Projets d'agglomération Strasbourg	*20 755 010*	*980 345*
	AP0247	**Projets d'aménagement 2015-2017**	**17 671 540**	**19 064**
		1054 - Accompagnement de voirie d'opérations d'aménagement	*17 671 540*	*19 064*
	AP0281	**Fonds d'investissement Espaces extérieurs&grands ensembles**	**13 943 342**	**6 310 305**
		1420 - Espex Rotterdam	*5 711 942*	*2 520 668*
		1422 - Espex Schiltigheim	*6 151 400*	*3 789 637*
		1635 - Espex Westhoffen - projet DUT	*800 000*	
		1636 - Espex Ampère Musau - projet DUT	*620 000*	
		1637 - Espex Esplanade - projet DUT	*660 000*	
	AP0294	**Nouveau programme de rénovation urbaine 2018-2030 (NPNRU)**	**44 423 626**	**15 206 396**
		1235 - NPNRU - Voiries Marschalhof	*234 289*	
		1236 - NPNRU - Prolongement de la rue Paul Bourson	*328 060*	
		1238 - NPNRU - Elsau - Réaménagement de la rue Michel Ange	*1 111 608*	
		1334 - NPNRU Neuhof	*14 764 441*	*4 746 797*
		1336 - NPNRU Hautepierre	*13 500 332*	*3 742 925*

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
	367 654	**756 347**	**140 000**	**40 000**	**180 000**	**35 999**										
1586	*367 654*	*756 347*	*140 000*	*40 000*	*180 000*	*35 999*										
	115 814	**56 074**	**120 000**	**-60 000**	**60 000**	**60 000**										
1587	*115 814*	*56 074*	*120 000*	*-60 000*	*60 000*	*60 000*										
	475 368															
908	*475 368*															
	7 019															
1039	*7 019*															
	39 583 357	**36 305**	**261 166**	**-177 185**	**83 981**	**86 366**	**11 876**		**1 137 527**	**22 980**		**73**	**73**	**25 020**		
1038	*18 993 751*	*16 525*	*211 167*	*-174 568*	*36 599*				*157 255*	*22 980*				*25 020*		
1039	*20 589 605*	*19 780*	*50 000*	*-2 618*	*47 382*	*86 366*	*11 876*		*980 272*			*73*	*73*			
	6 664 963	**1 553 404**	**1 168 000**	**-281 895**	**886 105**	**1 950 000**	**2 000 000**	**4 617 068**	**4 232**			**14 832**	**14 832**			
1054	*6 664 963*	*1 553 404*	*1 168 000*	*-281 895*	*886 105*	*1 950 000*	*2 000 000*	*4 617 068*	*4 232*			*14 832*	*14 832*			
	586 562	**3 976 810**	**4 650 140**	**355 689**	**5 005 830**	**2 680 992**	**1 693 148**		**449 000**	**1 597 433**	**3 896 000**	**367 872**	**4 263 872**			
1420	*70 753*	*1 292 334*	*1 955 142*	*1 177 689*	*3 132 831*	*1 124 876*	*91 148*		*214 000*	*915 668*	*1 391 000*		*1 391 000*			
1422	*515 809*	*2 684 476*	*2 414 999*	*-542 000*	*1 872 999*	*806 116*	*272 000*		*235 000*	*681 765*	*2 505 000*	*367 872*	*2 872 872*			
1635			*280 000*	*-280 000*		*520 000*	*280 000*									
1636						*120 000*	*500 000*									
1637						*110 000*	*550 000*									
	3 471 854	**1 970 436**	**6 568 283**	**-1 972 211**	**4 596 072**	**6 610 088**	**7 155 977**	**20 619 199**	**1 560 325**	**568 112**	**1 221 858**	**-661 969**	**559 889**	**5 154 570**	**6 479 486**	**884 013**
1235	*234 289*															
1236	*265 327*	*29 808*	*10 886*	*21 690*	*32 576*	*350*										
1238	*1 111 608*															
1334	*199 992*	*803 363*	*2 366 098*	*-1 259 726*	*1 106 372*	*2 110 489*	*2 285 225*	*8 259 000*	*544 684*	*196 035*		*103 982*	*103 982*	*838 795*	*3 063 301*	
1336	*688 271*	*454 600*	*1 000 000*	*893 159*	*1 893 159*	*1 549 000*	*2 462 376*	*6 452 927*	*268 480*	*194 843*		*212 477*	*212 477*	*3 067 125*		

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
		1340 - NPNRU Elsau	*8 005 897*	*1 984 100*
		1367 - Equipement Sud - Meinau	*4 259 000*	*4 732 575*
		1370 - Cronenbourg-secteur Kepler	*2 220 000*	
	AP0326	**Programme voirie 2021-2026 : Strasbourg**	**35 857 902**	**1 473 414**
		1385 - Projet Voirie "STRASBOURG"	*17 333 582*	*745 918*
		1386 - Projet d¿intérêt métropolitain STRASBOURG	*11 309 121*	*627 288*
		1387 - Etudes pré-opérationnelles STRASBOURG	*1 006 674*	
		1519 - Aménagements tactiques ?Strasbourg-PE	*2 208 525*	
		1522 - Déminéralisation de la voirie	*4 000 000*	*100 208*
	AP0343	**Création, ext.&restruct. cimetières communautaires 2022-2025**	**1 017 572**	
		1483 - Cimetière Nord extension	*937 572*	
		1623 - Cimetière St Gall	*80 000*	
	AP0361	**Intervention sur l'Espace public en lien avec ouvrages mixte**	**8 000 000**	
		1545 - Intervention sur l'Espace public ou ouvrages mixtes	*8 000 000*	
	AP0375	**Travaux abords de la Laiterie**	**148 580**	
		1589 - Parvis de la Laiterie	*148 580*	
	AP0396	**Travaux de voirie Ecole Européenne**	**990 000**	
		1660 - Travaux de Voirie Ecole Européenne	*990 000*	
	AP8001	**Projets espace public Strasbourg**	**43 567 820**	**9 312 255**
		502 - ANRU Cronenbourg : Cité nucléaire	*11 479 678*	*1 733 083*
		504 - ANRU Meinau : Canardière-est	*11 528 539*	*2 735 233*
		508 - ANRU Hautepierre	*20 559 603*	*4 843 939*
PE20 - Aménagement espace public communes			**184 003 007**	**11 559 531**
	AP0136	**Espace public et multimodalité 2008-2011**	**401 836**	
		681 - Création d'un 2è accès à la commune de Vendenheim	*164 535*	

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
1340	*596 027*	*185 607*	*1 389 000*	*-842 580*	*546 420*	*1 873 245*	*1 080 449*	*3 724 149*	*466 142*	*57 066*	*1 221 858*	*-1 029 921*	*191 938*	*192 471*	*192 471*	*884 013*
1367	*365 269*	*61 238*	*1 170 000*	*-899 187*	*270 813*	*638 865*	*1 185 607*	*1 737 207*	*281 019*	*120 168*		*51 492*	*51 492*	*1 056 180*	*3 223 715*	
1370	*11 071*	*435 821*	*632 299*	*114 433*	*746 732*	*438 139*	*142 320*	*445 917*								
	10 042 494	**4 587 622**	**4 524 050**	**-1 709 334**	**2 814 716**	**4 456 728**	**4 336 586**	**9 619 757**	**1 181 781**	**61 701**		**20 208**	**20 208**	**209 724**		
1385	*3 959 865*	*2 877 555*	*2 524 334*	*-724 334*	*1 800 000*	*2 000 000*	*1 100 000*	*5 596 163*	*615 918*	*10 276*				*119 724*		
1386	*4 608 967*	*506 565*	*384 716*	*-135 000*	*249 716*	*916 728*	*1 417 836*	*3 609 308*	*535 863*	*1 425*				*90 000*		
1387	*394 522*	*109 351*	*135 000*		*135 000*	*150 000*	*217 800*									
1519	*223 525*	*296 494*	*600 000*	*-520 000*	*80 000*	*600 000*	*1 008 506*									
1522	*855 614*	*797 656*	*880 000*	*-330 000*	*550 000*	*790 000*	*592 444*	*414 286*	*30 000*	*50 000*		*20 208*	*20 208*			
			59 232	**50 000**	**109 232**	**408 340**	**500 000**									
1483			*59 232*		*59 232*	*378 340*	*500 000*									
1623				*50 000*	*50 000*	*30 000*										
						6 000 000	**2 000 000**									
1545						*6 000 000*	*2 000 000*									
	864	**27 817**	**1 021 899**	**-902 000**	**119 899**											
1589	*864*	*27 817*	*1 021 899*	*-902 000*	*119 899*											
			80 000	**-30 000**	**50 000**	**350 000**	**205 000**	**385 000**								
1660			*80 000*	*-30 000*	*50 000*	*350 000*	*205 000*	*385 000*								
	41 617 204	**464 035**	**1 048 865**	**62 769**	**1 111 633**	**274 948**	**100 000**		**9 312 255**							
502	*9 956 369*	*297 888*	*1 002 048*	*-150 000*	*852 048*	*273 374*	*100 000*		*1 733 083*							
504	*11 402 103*			*126 437*	*126 437*				*2 735 233*							
508	*20 258 733*	*166 147*	*46 817*	*86 332*	*133 149*	*1 574*			*4 843 939*							
	69 952 645	**14 863 025**	**11 777 206**	**-2 705 324**	**9 071 882**	**16 872 923**	**12 635 408**	**60 607 124**	**4 842 533**	**868 805**	**350 189**	**867 363**	**1 217 552**	**2 865 564**	**353 078**	**1 412 000**
	401 836															
681	*164 535*															

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
		682 - Modification de l'échangeur autoroutier de Bischheim	*237 301*	
	AP0237	**Programme voirie 2015-2020 - Communes**	**43 904 181**	**1 781 074**
		1044 - Projets d'intérêt local Communes	*22 359 002*	*47 044*
		1045 - Projets d'agglomération Communes	*21 545 180*	*1 734 030*
	AP0273	**Routes départementales**	**4 455 805**	
		1158 - Réhabilitation des routes départementales	*4 455 805*	
	AP0294	**Nouveau programme de rénovation urbaine 2018-2030 (NPNRU)**	**28 904 235**	**5 589 966**
		1337 - NPNRU - Quartiers Ouest - Ecrivains	*20 394 235*	*5 589 966*
		1543 - NPNRU - Libermann - Requalifiation des voiries	*8 510 000*	
	AP0312	**Création Parkings Communes**	**2 063 600**	**106 944**
		1324 - Création de parking Communes	*2 063 600*	*106 944*
	AP0325	**Programme voirie 2021-2026 : Communes**	**37 842 716**	**1 866 946**
		1378 - Projet Voirie Communes	*23 473 137*	*196 774*
		1379 - Projet d¿intérêt métropolitain Communes	*13 199 579*	*1 657 152*
		1380 - Etudes pré-opérationnelles Communes	*1 170 000*	*13 020*
	AP0327	**Développement du vélo dans l'agglomération 2021-2026**	**64 432 312**	**2 018 885**
		1449 - Schéma directeur vélo	*64 432 312*	*2 018 885*
	AP8002	**Projets espace public Communes**	**1 998 321**	**195 716**
		564 - ANRU Lingolsheim	*1 998 321*	*195 716*
PE30 - Ingénierie et conception d'espaces publics			**204 744 094**	**39 417 151**
	AP0120	**Contrat triennal 2006-2008**	**18 313 441**	**1 816 489**
		584 - Aménagement RD1083 Fegersheim	*13 743 483*	
		585 - Rocade Sud	*4 569 958*	*1 816 489*
	AP0171	**VLIO**	**3 122 780**	
		783 - VLIO	*3 122 780*	

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
682	*237 301*															
	43 598 742	**210 089**	**12 654**		**12 654**	**82 696**			**1 522 245**		**250 189**		**250 189**	**8 640**		
1044	*22 324 771*	*14 123*	*7 154*		*7 154*	*12 953*			*47 044*							
1045	*21 273 971*	*195 966*	*5 500*		*5 500*	*69 743*			*1 475 201*		*250 189*		*250 189*	*8 640*		
	4 455 805															
1158	*4 455 805*															
	211 971	**261 833**	**2 878 000**	**-1 412 642**	**1 465 358**	**2 180 113**	**4 147 617**	**20 637 343**	**706 155**		**100 000**	**253 078**	**353 078**	**2 765 656**	**353 078**	**1 412 000**
1337	*92 885*	*226 886*	*2 136 000*	*-689 790*	*1 446 210*	*1 669 227*	*2 871 199*	*14 087 828*	*706 155*		*100 000*	*253 078*	*353 078*	*2 765 656*	*353 078*	*1 412 000*
1543	*119 086*	*34 948*	*742 000*	*-722 852*	*19 148*	*510 886*	*1 276 418*	*6 549 515*								
	1 783 827	**172 555**	**112 794**	**-5 575**	**107 219**				**106 944**							
1324	*1 783 827*	*172 555*	*112 794*	*-5 575*	*107 219*				*106 944*							
	12 128 454	**5 525 761**	**3 971 136**	**-504 629**	**3 466 507**	**2 332 994**	**998 715**	**13 390 285**	**1 712 179**			**63 499**	**63 499**	**91 267**		
1378	*6 771 678*	*2 599 254*	*2 841 228*	*-483 135*	*2 358 093*	*1 259 721*	*300 000*	*10 184 391*	*165 506*					*31 267*		
1379	*4 781 142*	*2 746 543*	*1 000 000*	*-50 000*	*950 000*	*923 272*	*608 221*	*3 190 400*	*1 546 673*			*50 479*	*50 479*	*60 000*		
1380	*575 635*	*179 964*	*129 907*	*28 506*	*158 413*	*150 000*	*90 494*	*15 494*				*13 020*	*13 020*			
	5 457 706	**8 685 293**	**4 782 384**	**-822 200**	**3 960 184**	**12 260 557**	**7 489 076**	**26 579 496**	**605 885**	**862 214**		**550 786**	**550 786**			
1449	*5 457 706*	*8 685 293*	*4 782 384*	*-822 200*	*3 960 184*	*12 260 557*	*7 489 076*	*26 579 496*	*605 885*	*862 214*		*550 786*	*550 786*			
	1 914 304	**7 495**	**20 238**	**39 721**	**59 959**	**16 563**			**189 125**	**6 591**						
564	*1 914 304*	*7 495*	*20 238*	*39 721*	*59 959*	*16 563*			*189 125*	*6 591*						
	45 111 336	**19 362 270**	**19 723 344**	**-3 302 572**	**16 420 772**	**46 304 332**	**35 329 453**	**42 215 930**	**8 922 045**	**2 476 147**	**16 897 849**	**-3 220 460**	**13 677 389**	**3 800 000**	**7 541 570**	**3 000 000**
	258 858	**313 559**	**1 337 364**	**-937 323**	**400 041**	**4 905 490**	**3 515 171**	**8 920 323**	**74 919**						**1 741 570**	
584	*23 012*	*192 300*	*885 723*	*-637 323*	*248 400*	*1 274 277*	*3 215 171*	*8 790 323*								
585	*235 846*	*121 259*	*451 641*	*-300 000*	*151 641*	*3 631 213*	*300 000*	*130 000*	*74 919*						*1 741 570*	
	108 874		**282 000**		**282 000**	**2 731 905**										
783	*108 874*		*282 000*		*282 000*	*2 731 905*										

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
	AP0193	**Zone commerciale sud**	**12 291 991**	**413 690**
		1055 - Fluidification de l'accessibilité de la Zone Commerciale Sud	*12 291 991*	*413 690*
	AP0243	**Requalification de l'A35-CPER 2014-2020**	**25 700 225**	
		1049 - Requalification de l'A35-études et travaux	*25 700 225*	
	AP0271	**Nouv projets de transport - Conduite de projet et études**	**490 706**	
		1154 - Etudes de définition et d'avant projet	*490 706*	
	AP0272	**Espace public et multimodalité 2017-2021**	**33 268 632**	**4 865 059**
		1226 - Pôles d'échanges multimodaux gares	*33 268 632*	*4 865 059*
	AP0306	**GEMAPI**	**10 500 000**	
		1641 - Accompagnement GEMAPI - projet DERE	*10 500 000*	
	AP0319	**Aménagement des abords Stade de la Meinau**	**16 712 408**	
		1351 - Aménagement des abords Stade de la Meinau	*16 712 408*	
	AP0320	**TSPO - A351**	**84 171 465**	**32 321 914**
		1352 - TSPO - A351	*84 136 281*	*32 321 914*
		1445 - Liaison interquartier des forges Hautepierre	*35 184*	
	AP0342	**Opérations connexes Tram**	**172 446**	
		1462 - Pont Hoehheim Franchissement A35	*172 446*	
TC01 - Voies publiques			**116 033 141**	**1 577 402**
	AP0273	**Routes départementales**	**22 179 721**	
		1158 - Réhabilitation des routes départementales	*22 179 721*	
	AP0324	**Transfert Réseau Routier National**	**19 897 881**	
		1372 - Entretien RNN	*19 897 881*	
	AP0325	**Programme voirie 2021-2026 : Communes**	**21 541 354**	
		1374 - Entretien des ZA/ZI Communes	*3 799 810*	
		1375 - Entretien Communes	*10 668 297*	

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
	3 547 714	**5 568 298**	**2 314 742**	**-750 000**	**1 564 742**	**1 111 237**	**500 000**			**68 508**	**345 182**		**345 182**			
1055	*3 547 714*	*5 568 298*	*2 314 742*	*-750 000*	*1 564 742*	*1 111 237*	*500 000*			*68 508*	*345 182*		*345 182*			
	66 984	**2 914 795**	**1 172 534**	**275 000**	**1 447 534**	**5 576 357**	**4 848 948**	**10 845 607**								
1049	*66 984*	*2 914 795*	*1 172 534*	*275 000*	*1 447 534*	*5 576 357*	*4 848 948*	*10 845 607*								
	31 960	**57 762**	**186 984**	**14 000**	**200 984**	**200 000**										
1154	*31 960*	*57 762*	*186 984*	*14 000*	*200 984*	*200 000*										
	1 829 243	**1 639 988**	**1 084 004**	**300 000**	**1 384 004**	**5 785 396**	**2 930 000**	**19 700 000**		**1 332 852**	**752 667**	**-220 461**	**532 207**	**1 000 000**	**2 000 000**	
1226	*1 829 243*	*1 639 988*	*1 084 004*	*300 000*	*1 384 004*	*5 785 396*	*2 930 000*	*19 700 000*		*1 332 852*	*752 667*	*-220 461*	*532 207*	*1 000 000*	*2 000 000*	
		335 347	**1 000 000**	**2 400 000**	**3 400 000**	**5 258 000**	**1 506 653**									
1641		*335 347*	*1 000 000*	*2 400 000*	*3 400 000*	*5 258 000*	*1 506 653*									
	481 924	**2 505 743**	**5 117 408**	**-1 800 000**	**3 317 408**	**4 347 333**	**6 060 000**									
1351	*481 924*	*2 505 743*	*5 117 408*	*-1 800 000*	*3 317 408*	*4 347 333*	*6 060 000*									
	38 772 793	**5 958 032**	**7 137 593**	**-2 804 249**	**4 333 344**	**16 388 614**	**15 968 681**	**2 750 000**	**8 847 127**	**1 074 787**	**15 800 000**	**-3 000 000**	**12 800 000**	**2 800 000**	**3 800 000**	**3 000 000**
1352	*38 737 609*	*5 958 032*	*7 137 593*	*-2 804 249*	*4 333 344*	*16 388 614*	*15 968 681*	*2 750 000*	*8 847 127*	*1 074 787*	*15 800 000*	*-3 000 000*	*12 800 000*	*2 800 000*	*3 800 000*	*3 000 000*
1445	*35 184*															
	12 986	**68 746**	**90 714**		**90 714**											
1462	*12 986*	*68 746*	*90 714*		*90 714*											
	53 674 384	**17 587 277**	**17 910 579**	**1 253 333**	**19 163 912**	**18 570 167**	**2 773 192**	**4 264 209**	**127 693**	**449 709**	**1 000 000**		**1 000 000**			
	14 573 747	**2 944 473**	**3 061 680**	**-200 000**	**2 861 680**	**1 799 821**										
1158	*14 573 747*	*2 944 473*	*3 061 680*	*-200 000*	*2 861 680*	*1 799 821*										
	10 247 703	**2 870 133**	**3 439 313**	**700 000**	**4 139 313**	**2 640 731**										
1372	*10 247 703*	*2 870 133*	*3 439 313*	*700 000*	*4 139 313*	*2 640 731*										
	10 404 308	**3 532 719**	**2 803 643**	**828 653**	**3 632 296**	**3 484 210**	**487 821**									
1374	*2 114 811*	*107 525*	*716 446*	*-161 446*	*555 000*	*1 022 475*										
1375	*5 791 148*	*1 208 796*	*912 897*	*433 953*	*1 346 850*	*2 321 504*										

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
		1377 - Sondage Labo Communes	*1 200 000*	
		1458 - Entretien des voiries structurantes - Communes	*1 813 525*	
		1529 - Projets simples	*4 059 721*	
	AP0326	**Programme voirie 2021-2026 : Strasbourg**	**15 514 794**	**94 500**
		1381 - Entretien des ZA/ZI STRASBOURG	*1 770 000*	
		1382 - Entretien STRASBOURG	*8 200 000*	*94 500*
		1384 - Sondage Labo STRASBOURG	*1 200 000*	
		1457 - Entretien des voiries structurantes - Strasbourg	*3 350 000*	
		1520 - Aménagements tactiques-Strasbourg-VP	*194 794*	
		1521 - PAVE	*800 000*	
	AP0338	**Entretien des voiries du Port Autonome de Strasbourg**	**13 250 000**	**449 709**
		1446 - Entretien des voiries du Port Autonome de Strasbourg	*13 250 000*	*449 709*
	AP0346	**Sécurisation passages piétons**	**1 000 000**	
		1493 - Sécurisation passages piétons	*1 000 000*	
	AP0347	**Accompagnement accessibilité Arc ouest**	**109 628**	
		1569 - Travaux Arc Ouest VP	*109 628*	
	AP0357	**Entretien des ouvrages d'art sur le territoire de l'EMS**	**19 648 052**	**1 033 193**
		1531 - Développement et entretien ouvrages d?art	*14 719 124*	*33 193*
		1539 - Pont de l'Europe	*1 678 927*	
		1544 - Pont du Faisan transfert VNF	*2 400 000*	*1 000 000*
		1577 - Quai Saint Jean	*850 000*	
		1578 - Pont Zaepfel		
	AP0365	**Réfection de fouilles**	**2 184 000**	
		1551 - Réfection de fouilles	*2 184 000*	
	AP0366	**Extension du stationnement payant - travaux de marquage**	**707 713**	

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
1377	*497 498*	*43 792*	*140 001*		*140 001*	*30 888*	*487 821*									
1458	*533 079*	*708 154*	*200 300*	*301 146*	*501 446*	*70 846*										
1529	*1 467 771*	*1 464 452*	*834 000*	*255 000*	*1 089 000*	*38 498*										
	6 103 528	**2 110 454**	**2 717 909**	**257 398**	**2 975 307**	**3 790 134**	**535 371**		**94 500**							
1381	*349 888*		*400 580*	*-400 580*		*1 420 112*										
1382	*3 702 378*	*1 401 700*	*1 226 661*	*820 850*	*2 047 511*	*1 048 411*			*94 500*							
1384	*437 479*	*58 012*	*141 894*		*141 894*	*27 244*	*535 371*									
1457	*1 537 226*	*331 165*	*455 774*	*-192 872*	*262 902*	*1 218 707*										
1520		*4 794*	*160 000*	*30 000*	*190 000*											
1521	*76 556*	*314 784*	*333 000*		*333 000*	*75 660*										
	4 298 241	**335 791**	**800 300**		**800 300**	**2 801 459**	**1 250 000**	**3 764 209**		**449 709**						
1446	*4 298 241*	*335 791*	*800 300*		*800 300*	*2 801 459*	*1 250 000*	*3 764 209*		*449 709*						
	220 174	**273 438**	**300 826**		**300 826**	**205 562**										
1493	*220 174*	*273 438*	*300 826*		*300 826*	*205 562*										
		4 628	**105 000**		**105 000**											
1569		*4 628*	*105 000*		*105 000*											
	6 304 718	**4 862 990**	**4 023 896**	**-334 223**	**3 689 673**	**3 790 671**	**500 000**	**500 000**	**33 193**		**1 000 000**		**1 000 000**			
1531	*5 303 861*	*4 615 264*	*3 184 223*	*-184 223*	*3 000 000*	*1 800 000*			*33 193*							
1539	*1 000 857*	*219 502*	*308 568*		*308 568*	*150 000*										
1544		*28 224*	*100 000*	*200 000*	*300 000*	*1 071 776*	*500 000*	*500 000*			*1 000 000*		*1 000 000*			
1577			*81 105*		*81 105*	*768 895*										
1578			*350 000*	*-350 000*												
	923 625	**544 783**	**658 011**		**658 011**	**57 580**										
1551	*923 625*	*544 783*	*658 011*		*658 011*	*57 580*										
	598 340	**107 867**		**1 506**	**1 506**											

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
		1553 - Extension du stationnement payant - travaux de marquage	*707 713*	
		URBANISME ET TERRITOIRES	**703 629 108**	**242 214 438**
		AD01 - Aménagement du territoire et projet urbain	**7 903 025**	
	AP0330	**Biodiverstié,préventionrisques,renfor. résilience territoire**	**4 600 000**	
		1426 - Affiner la cartographie des ilots de chaleur urbains	*100 000*	
		1427 - Réduire les zones de fragmentation écologique	*1 000 000*	
		1428 - Renaturer des milieux naturels emblematiques du territoire	*3 500 000*	
	AP0331	**Structur. filières locales-projets alimentaires territoriaux**	**550 000**	
		1429 - Accélerer la transition agricole	*550 000*	
	AP0395	**Programme de Végétalisation 2026/2031**	**2 753 025**	
		1659 - Programme de Végétalisation Privé	*2 753 025*	
		AD03 - Politique foncière et immobilière	**38 744 161**	**22 841 736**
	AP0115	**ANRU Cronenbourg Centre commercial Einstein**	**2 635 335**	
		496 - Acquisitions - Centre commercial Einstein	*2 635 335*	
	AP0367	**Transactions Immobilières 2024-2026**	**36 108 826**	**22 841 736**
		1556 - Production logements sociaux	*6 279 510*	
		1557 - Acquisitions de voiries et d?équipements opérationnels	*1 210 507*	
		1558 - Réserves foncières	*28 618 809*	*1 184*
		1559 - Produits des cessions		*22 625 000*
		9285 - Dépôts de garantie transactions immobilières		*215 552*
		AD07 - Conduite des projets d'aménagement	**110 965 087**	**13 740 701**
	AP0008	**Les rives du Bohrie à Ostwald**	**3 374 519**	**1 615 636**
		145 - Les rives du Bohrie à Ostwald	*3 374 519*	*1 615 636*
	AP0017	**Zones d'aménagement concédées**	**4 800 327**	
		1053 - ZAC des poteries	*4 800 327*	
	AP0135	**Accompagnement des programmes immobiliers 2008-2011**	**606 787**	

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
1553	*598 340*	*107 867*		*1 506*	*1 506*											
	331 397 163	**44 995 302**	**42 946 355**	**16 586 497**	**59 532 853**	**67 636 018**	**50 242 057**	**149 825 715**	**104 477 984**	**15 544 210**	**20 556 051**	**16 700 000**	**37 256 051**	**26 547 829**	**18 663 365**	**39 725 000**
	184 802	**92 749**	**738 073**	**-81 000**	**657 073**	**1 031 237**	**864 850**	**5 072 314**								
	72 875	**36 986**	**403 600**	**-81 000**	**322 600**	**683 400**	**664 850**	**2 819 289**								
1426		*22 150*	*3 600*	*26 000*	*29 600*	*33 400*	*14 850*									
1427	*62 271*		*100 000*	*-45 000*	*55 000*	*200 000*	*200 000*	*482 729*								
1428	*10 604*	*14 836*	*300 000*	*-62 000*	*238 000*	*450 000*	*450 000*	*2 336 560*								
	111 927	**55 763**	**234 473**		**234 473**	**147 837**										
1429	*111 927*	*55 763*	*234 473*		*234 473*	*147 837*										
			100 000		**100 000**	**200 000**	**200 000**	**2 253 025**								
1659			*100 000*		*100 000*	*200 000*	*200 000*	*2 253 025*								
	8 290 402	**10 186 504**	**6 947 232**	**1 000 000**	**7 947 232**	**9 170 023**	**3 150 000**			**108 936**	**8 600 000**	**-2 700 000**	**5 900 000**	**5 107 800**	**5 000 000**	**6 725 000**
	2 635 335															
496	*2 635 335*															
	5 655 066	**10 186 504**	**6 947 232**	**1 000 000**	**7 947 232**	**9 170 023**	**3 150 000**			**108 936**	**8 600 000**	**-2 700 000**	**5 900 000**	**5 107 800**	**5 000 000**	**6 725 000**
1556	*279 510*	*567 054*	*1 000 000*		*1 000 000*	*4 432 946*										
1557	*408 685*	*151 022*	*150 000*		*150 000*	*500 801*										
1558	*4 966 872*	*9 468 428*	*5 797 232*	*1 000 000*	*6 797 232*	*4 236 277*	*3 150 000*			*1 184*						
1559											*8 600 000*	*-2 700 000*	*5 900 000*	*5 000 000*	*5 000 000*	*6 725 000*
9285										*107 752*				*107 800*		
	51 612 628	**12 778 170**	**7 095 856**	**-2 059 098**	**5 036 758**	**16 551 357**	**7 141 292**	**17 844 882**	**6 607 974**	**1 109 702**	**2 139 656**		**2 139 656**	**3 033 369**	**850 000**	
	3 374 519								**1 217 987**		**397 649**		**397 649**			
145	*3 374 519*								*1 217 987*		*397 649*		*397 649*			
	4 387 327	**51 811**				**361 189**										
1053	*4 387 327*	*51 811*				*361 189*										
	478 760		**143 943**	**-15 916**	**128 027**											

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
		714 - Liaison étang/chapelle et piste cyclable à Geispolsheim	*229 420*	
		1094 - Accompagnement éco-quartier Vendenheim	*363 160*	
		1240 - Aménagement du parvis médiathèque/église	*14 207*	
	AP0183	**Porte des Romains**	**1 680 939**	**416**
		834 - Porte des Romains	*1 680 939*	*416*
	AP0191	**Projets d'aménagement 2012-2014**	**4 182 905**	
		861 - Manufacture de tabac	*2 158 196*	
		1198 - ZAC Reichstett - équipement primaire	*2 024 709*	
	AP0192	**Projets Arc Centre**	**7 960 724**	**4 748 992**
		869 - Secteur Bassin d'Austerlitz	*7 960 724*	*4 748 992*
	AP0193	**Zone commerciale sud**	**12 273 411**	**1 298 101**
		864 - ZAC Baggersee - Etudes	*1 732 158*	*259 000*
		865 - Opération zone commerciale Nord	*10 160 170*	*1 039 101*
		1055 - Fluidification de l'accessibilité de la Zone Commerciale Sud	*381 083*	
	AP0247	**Projets d'aménagement 2015-2017**	**4 176 813**	**428 253**
		1054 - Accompagnement de voirie d'opérations d'aménagement	*4 176 813*	*428 253*
	AP0257	**Parc Naturel Urbain**	**382 248**	**90 000**
		1090 - Parc naturel urbain Ill-Bruche	*370 287*	*90 000*
		1091 - Parc naturel urbain Quartiers Nords	*11 960*	
	AP0281	**Fonds d'investissement Espaces extérieurs&grands ensembles**	**9 524 169**	**612 613**
		1260 - Espex SINGRIST	*2 578 169*	*612 613*
		1421 - Espex Westhoffen	*650 000*	
		1423 - Espex Hohberg	*3 040 000*	
		1606 - Espex Ampère Musau	*1 260 000*	
		1607 - Espex cité de l¿Ill	*1 075 000*	

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
714	*229 420*		*15 916*	*-15 916*												
1094	*235 133*		*128 027*		*128 027*											
1240	*14 207*															
	1 589 094		**91 845**	**-91 845**		**91 845**			**416**							
834	*1 589 094*		*91 845*	*-91 845*		*91 845*			*416*							
	3 085 528		**310 000**	**-55 000**	**255 000**	**682 377**	**55 000**	**105 000**								
861	*2 143 117*		*200 000*	*-185 000*	*15 000*	*79*										
1198	*942 411*		*110 000*	*130 000*	*240 000*	*682 298*	*55 000*	*105 000*								
	7 960 724		**15 237**	**-15 237**					**4 748 992**							
869	*7 960 724*		*15 237*	*-15 237*					*4 748 992*							
	6 413 266	**1 330 246**	**1 122 245**	**235 000**	**1 357 245**	**1 509 154**	**1 467 500**	**196 000**	**264 101**	**56 357**	**75 000**		**75 000**	**52 643**	**850 000**	
864	*870 013*	*129 746*	*121 745*	*35 000*	*156 745*	*308 654*	*267 000*		*75 000*	*56 357*	*75 000*		*75 000*	*52 643*		
865	*5 162 170*	*1 200 500*	*1 000 500*	*200 000*	*1 200 500*	*1 200 500*	*1 200 500*	*196 000*	*189 101*						*850 000*	
1055	*381 083*															
	4 176 813								**376 479**					**51 774**		
1054	*4 176 813*								*376 479*					*51 774*		
	381 248		**1 000**		**1 000**						**45 000**		**45 000**	**45 000**		
1090	*370 287*										*45 000*		*45 000*	*45 000*		
1091	*10 960*		*1 000*		*1 000*											
	2 539 651	**13 918**	**1 730 500**	**-1 640 500**	**90 000**	**1 678 600**	**4 122 000**	**1 080 000**						**612 613**		
1260	*2 539 651*	*13 918*				*24 600*								*612 613*		
1421			*260 000*	*-260 000*		*260 000*	*390 000*									
1423			*720 000*	*-680 000*	*40 000*	*670 000*	*2 330 000*									
1606			*293 000*	*-293 000*		*135 000*	*45 000*	*1 080 000*								
1607			*100 000*	*-100 000*		*100 000*	*975 000*									

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
		1608 - Espex Esplanade	*921 000*	
	AP0349	**ZAC des 2 Rives**	**50 313 613**	
		1497 - ZAC des 2 Rives - Participation au coût d'opération	*14 643 641*	
		9258 - ZAC des 2 rives -participation aux équipements publics	*35 669 972*	
	AP0350	**Création lieux de stationnement gens du voyage 2022-2026**	**3 209 836**	
		1503 - Création de l'aire d'accueil Mundolsheim - Souffelweyersheim	*3 209 836*	
	AP0352	**ZAC Parc d'innovation d'Illkirch**	**1 606 000**	**2 840 000**
		1511 - ZAC Parc d'innovation d'Illkirch	*1 606 000*	*2 840 000*
	AP0369	**Études sur restructuration de sites à vocation économique**	**4 537 645**	
		1573 - Études sur restructuration de sites à vocation économique	*1 052 645*	
		1614 - Réhabilitation du centre commercial de l'esplanade	*2 044 000*	
		1615 - Reconversion de la friche Heineken (Schiltigheim)	*700 000*	
		1616 - Reconversion de la friche Lana	*741 000*	
	AP0375	**Travaux abords de la Laiterie**	**888 460**	
		1590 - Parvis de la Laiterie - Projet DUT	*888 460*	
	AP0391	**PUP Stellantis**	**1 446 691**	**2 106 691**
		1640 - PUP Stellantis - DUT	*1 446 691*	*2 106 691*
HP01 - Habitat			**536 487 049**	**202 400 505**
	AP0117	**Aide au logement**	**268 407 275**	**110 600 505**
		517 - Logement locatif aidé - part Etat	*53 195 995*	*54 001 669*
		566 - Logement locatif aidé - part CUS	*121 874 512*	*281 433*
		567 - Logement locatif aidé - Rénovation urbaine	*24 323 326*	
		568 - Aide à l'habitat privé	*12 687 786*	*15 387*
		605 - Services rendus aux habitants - CUCS	*450 615*	
		1003 - Aide à l'habitat privé PIG+OPAH-PART ANAH	*51 721 444*	*52 139 753*

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
1608			*357 500*	*-307 500*	*50 000*	*489 000*	*382 000*									
	16 900 000	**10 820 660**	**1 350 261**		**1 350 261**	**8 948 810**		**12 293 882**								
1497		*5 520 660*	*30*		*30*	*5 108 726*		*4 014 225*								
9258	*16 900 000*	*5 300 000*	*1 350 231*		*1 350 231*	*3 840 084*		*8 279 657*								
			258 900	**-106 100**	**152 800**	**237 036**	**280 000**	**2 540 000**								
1503			*258 900*	*-106 100*	*152 800*	*237 036*	*280 000*	*2 540 000*								
	28 421	**199 884**	**288 579**	**130 000**	**418 579**	**600 000**	**359 116**				**990 000**		**990 000**	**1 850 000**		
1511	*28 421*	*199 884*	*288 579*	*130 000*	*418 579*	*600 000*	*359 116*				*990 000*		*990 000*	*1 850 000*		
	297 278	**323 191**	**1 094 000**	**-337 500**	**756 500**	**1 038 000**	**642 676**	**1 480 000**								
1573	*297 278*	*100 367*	*324 000*	*-21 000*	*303 000*	*352 000*										
1614		*174 680*	*229 000*	*-29 000*	*200 000*	*85 000*	*199 320*	*1 385 000*								
1615		*8 400*	*302 000*	*-139 500*	*162 500*	*360 000*	*169 100*									
1616		*39 744*	*239 000*	*-148 000*	*91 000*	*241 000*	*274 256*	*95 000*								
		38 460	**322 000**	**-162 000**	**160 000**	**325 000**	**215 000**	**150 000**								
1590		*38 460*	*322 000*	*-162 000*	*160 000*	*325 000*	*215 000*	*150 000*								
			367 346		**367 346**	**1 079 345**				**1 053 346**	**632 007**		**632 007**	**421 338**		
1640			*367 346*		*367 346*	*1 079 345*				*1 053 346*	*632 007*		*632 007*	*421 338*		
	267 441 010	**21 261 596**	**27 062 675**	**17 726 595**	**44 789 270**	**39 760 917**	**36 325 737**	**126 908 519**	**96 642 494**	**13 976 186**	**9 400 370**	**19 400 000**	**28 800 370**	**18 081 455**	**11 900 000**	**33 000 000**
	250 598 357	**17 808 918**	**23 005**	**-23 005**		**0**			**96 442 864**	**13 976 186**				**181 455**		
517	*50 977 776*	*2 218 219*				*0*			*49 385 767*	*4 615 902*						
566	*119 066 431*	*2 808 081*							*281 433*							
567	*24 323 326*															
568	*11 407 975*	*1 279 811*							*11 011*	*4 376*						
605	*450 615*															
1003	*40 874 551*	*10 846 893*							*42 783 845*	*9 355 908*						

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
		1004 - Aide à l'habitat privé FART+PART ANAH	*3 383 559*	*3 662 264*
		1365 - Adaptation du logement au handicap	*74 644*	
		1424 - Accompagnement réhabilitation thermique du parc privé	*683 419*	*500 000*
		1425 - Végétalisation des programmes logement(sociaux/parc privé)	*11 975*	
	AP0281	**Fonds d'investissement Espaces extérieurs&grands ensembles**	**9 993 011**	
		1186 - Fonds d'investissement Espaces extérieurs&grands ensembles	*3 130 000*	
		1215 - Accompag. des tvx sur les espaces extérieurs des logts soc.	*6 790 000*	
		1260 - Espex SINGRIST	*73 011*	
	AP0294	**Nouveau programme de rénovation urbaine 2018-2030 (NPNRU)**	**49 885 769**	**399 630**
		1314 - NPNRU-OPAH CD	*6 957 478*	*399 630*
		1342 - NPNRU - Aides à l'habitat public	*42 928 291*	
	AP0360	**OPAH RU**	**2 000 294**	
		1550 - OPAH RU	*2 000 294*	
	AP0392	**Fonds propres 2026/2031**	**121 255 700**	**600 370**
		1642 - Logement social - Offres nouvelles	*27 093 700*	
		1643 - Logements social - Réhabilitation	*24 800 000*	
		1644 - PIG	*10 400 000*	
		1645 - NPNRU-Copropriétés dégradées	*2 000*	*600 370*
		1646 - OPAH Koenigshoffen	*1 960 000*	
		1647 - Parc pirvé - Réhabilitation thermique	*57 000 000*	
	AP0393	**Fonds délégués 2026/2032**	**82 445 000**	**90 800 000**
		1648 - Aides déléguées Etat : PIG - Copro - OPAH	*54 139 000*	*62 000 000*
		1649 - Aides déléguées Etat : Logement social	*25 500 000*	*25 500 000*
		1650 - Aides déléguées Région : Parc privé - Réhabilitation thermiq	*2 806 000*	*3 300 000*
	AP0395	**Programme de Végétalisation 2026/2031**	**2 500 000**	

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
1004	*3 383 559*								*3 480 809*					*181 455*		
1365	*73 850*	*794*	*23 005*	*-23 005*												
1424	*28 300*	*655 119*							*500 000*							
1425	*11 975*															
	5 902 676	**500 720**	**1 034 118**	**20 000**	**1 054 118**	**2 535 497**										
1186	*1 023 198*	*191 845*	*202 768*	*20 000*	*222 768*	*1 692 189*										
1215	*4 806 467*	*308 875*	*831 350*		*831 350*	*843 308*										
1260	*73 011*															
	10 514 682	**2 581 051**	**4 464 327**	**2 843 600**	**7 307 927**	**9 079 485**	**10 928 580**	**9 474 044**	**199 630**					**200 000**		
1314	*2 639 428*	*404 466*	*875 000*	*75 600*	*950 600*	*922 600*	*800 341*	*1 240 044*	*199 630*					*200 000*		
1342	*7 875 254*	*2 176 586*	*3 589 327*	*2 768 000*	*6 357 327*	*8 156 885*	*10 128 239*	*8 234 000*								
	425 296	**370 906**				**271 935**	**932 157**									
1550	*425 296*	*370 906*				*271 935*	*932 157*									
			5 967 000	**1 540 000**	**7 507 000**	**13 935 000**	**13 365 000**	**86 448 700**			**600 370**		**600 370**			
1642			*2 000 000*	*285 000*	*2 285 000*	*3 200 000*	*4 600 000*	*17 008 700*								
1643			*1 300 000*	*-90 000*	*1 210 000*	*3 900 000*	*3 615 000*	*16 075 000*								
1644			*1 140 000*	*300 000*	*1 440 000*	*1 840 000*	*1 940 000*	*5 180 000*								
1645			*2 000*		*2 000*						*600 370*		*600 370*			
1646			*725 000*	*-205 000*	*520 000*	*445 000*	*510 000*	*485 000*								
1647			*800 000*	*1 250 000*	*2 050 000*	*4 550 000*	*2 700 000*	*47 700 000*								
			15 474 225	**13 346 000**	**28 820 225**	**13 739 000**	**10 900 000**	**28 985 775**			**8 800 000**	**19 400 000**	**28 200 000**	**17 700 000**	**11 900 000**	**33 000 000**
1648			*12 614 225*	*11 300 000*	*23 914 225*	*7 339 000*	*5 600 000*	*17 285 775*			*5 000 000*	*16 000 000*	*21 000 000*	*11 000 000*	*7 500 000*	*22 500 000*
1649			*2 500 000*	*400 000*	*2 900 000*	*6 200 000*	*5 100 000*	*11 300 000*			*3 800 000*	*900 000*	*4 700 000*	*6 200 000*	*4 100 000*	*10 500 000*
1650			*360 000*	*1 646 000*	*2 006 000*	*200 000*	*200 000*	*400 000*				*2 500 000*	*2 500 000*	*500 000*	*300 000*	
			100 000		**100 000**	**200 000**	**200 000**	**2 000 000**								

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
	1658 - Programme de Végétalisation Public		*2 500 000*	
RU01 - Rénovation urbaine			**9 529 786**	**3 231 496**
AP0294	**Nouveau programme de rénovation urbaine 2018-2030 (NPNRU)**		**9 529 786**	**3 231 496**
	1239 - NPNRU - Ingénierie conduite des projets		*9 529 786*	*3 231 496*
TRANSITION ENERGIE CLIMAT			**6 882 977**	**361 900**
DR01 - Energie et territoire			**2 754 023**	
AP0239	**Extension des réseaux électriques**		**1 554 023**	
	1033 - Extension des réseaux électriques		*1 554 023*	
AP0336	**Alimentation réseaux de chaleur - BSW**			
	1440 - Alimentation réseaux de chaleur - BSW			
AP0356	**Extension des réseaux électriques 2023-2030**		**1 200 000**	
	1518 - Extension des réseaux électriques 2023-2030		*1 200 000*	
PL00 - Plan climat			**4 128 954**	**361 900**
AP0257	**Parc Naturel Urbain**		**3 413 754**	
	1090 - Parc naturel urbain Ill-Bruche		*2 355 714*	
	1091 - Parc naturel urbain Quartiers Nords		*1 058 040*	
AP0307	**Renouvellement des appareils de chauffage au bois**		**715 200**	**361 900**
	1286 - Renouvellement des appareils de chauffage au bois		*715 200*	*361 900*
PROPRETE ET GESTION DES DECHETS			**126 677 150**	**12 102 889**
EN00 - Environnement et services publics urbains			**480 977**	
AP0239	**Extension des réseaux électriques**		**480 977**	
	1033 - Extension des réseaux électriques		*480 977*	
EN01 - Propreté urbaine			**12 783 459**	**472**
AP0189	**Relocalisation du district Nord-Est "Rue Lauth"**		**6 762 338**	**472**
	855 - Relocalisation du district Nord Est "Rue Lauth"		*6 741 338*	*472*
	1176 - Construction hangar - Stockage sel		*21 000*	

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
1658			*100 000*		*100 000*	*200 000*	*200 000*	*2 000 000*								
	3 868 320	**676 283**	**1 102 520**		**1 102 520**	**1 122 484**	**2 760 179**		**1 227 516**	**349 385**	**416 025**		**416 025**	**325 205**	**913 365**	
	3 868 320	**676 283**	**1 102 520**		**1 102 520**	**1 122 484**	**2 760 179**		**1 227 516**	**349 385**	**416 025**		**416 025**	**325 205**	**913 365**	
1239	*3 868 320*	*676 283*	*1 102 520*		*1 102 520*	*1 122 484*	*2 760 179*		*1 227 516*	*349 385*	*416 025*		*416 025*	*325 205*	*913 365*	
	1 105 402	**339 299**	**1 796 231**	**-685 000**	**1 111 231**	**1 100 360**	**2 951 896**	**274 788**	**38 200**	**30 100**	**192 154**	**-192 154**		**293 600**		
	1 041 902	**178 447**	**1 243 314**	**-565 000**	**678 314**	**855 360**										
	985 784	**81 690**	**442 111**	**-115 000**	**327 111**	**159 439**										
1033	*985 784*	*81 690*	*442 111*	*-115 000*	*327 111*	*159 439*										
			450 000	**-450 000**												
1440			*450 000*	*-450 000*												
	56 119	**96 757**	**351 204**		**351 204**	**695 921**										
1518	*56 119*	*96 757*	*351 204*		*351 204*	*695 921*										
	63 500	**160 852**	**552 917**	**-120 000**	**432 917**	**245 000**	**2 951 896**	**274 788**	**38 200**	**30 100**	**192 154**	**-192 154**		**293 600**		
		6 252	**200 817**	**-20 000**	**180 817**		**2 951 896**	**274 788**								
1090		*6 252*	*200 817*	*-20 000*	*180 817*		*1 962 856*	*205 788*								
1091							*989 040*	*69 000*								
	63 500	**154 600**	**352 100**	**-100 000**	**252 100**	**245 000**			**38 200**	**30 100**	**192 154**	**-192 154**		**293 600**		
1286	*63 500*	*154 600*	*352 100*	*-100 000*	*252 100*	*245 000*			*38 200*	*30 100*	*192 154*	*-192 154*		*293 600*		
	60 516 443	**19 185 439**	**17 457 251**	**-4 412 273**	**13 044 977**	**22 231 688**	**10 076 567**	**1 622 035**	**8 044 593**	**1 436 549**	**2 351 590**		**2 351 590**	**270 157**		
	480 977															
	480 977															
1033	*480 977*															
	7 865 009	**62 092**	**584 365**		**584 365**	**2 012 772**	**1 665 502**	**593 719**	**472**							
	6 438 229	**40 168**	**39 365**		**39 365**	**144 575**	**100 000**		**472**							
855	*6 427 885*	*34 168*	*39 365*		*39 365*	*139 919*	*100 000*		*472*							
1176	*10 344*	*6 000*				*4 656*										

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
	AP0211	**Déploiement de toilettes automatiques**	**2 729 592**	
		953 - Déploiement de toilettes automatiques	*2 729 592*	
	AP0282	**Installation et rénovation de toilettes publiques**	**604 528**	
		1187 - Installation et rénovation de toilettes publiques	*604 528*	
	AP0321	**Mobilier de propreté à compaction solaire**	**612 000**	
		1357 - Mobilier de propreté à compaction solaire	*612 000*	
	AP0374	**Mobilier urbain pour tri sur l'espace public**	**2 075 000**	
		1584 - Mobilier urbain pour tri sur l'espace public	*2 075 000*	
EN06 - Collecte et valorisation des déchets			**113 412 715**	**12 102 417**
	AP0154	**Système de collecte enterrée**	**5 859 831**	**1 529 502**
		1032 - Déploiement CAVE sur autres secteurs sensibles	*2 652 234*	*1 469 502*
		1217 - Système de collecte enterrée - domaine public	*1 207 597*	*60 000*
		1638 - Déploiement conteneurs enterrés 3ème phase	*2 000 000*	
	AP0200	**Optimisation des déchets**	**20 382 721**	**5 074 816**
		886 - Harmonisation des fréquences de collecte	*117 709*	
		887 - RS, TEOMi, bio-déchets	*2 766 620*	*1 060 246*
		888 - Equipements - véhicules	*2 543 537*	
		889 - Aménagement infrastructures	*1 673 388*	
		1527 - TEOMI	*73 413*	
		1528 - Bio-déchets	*8 513 055*	*4 014 570*
		1617 - Déploiement collecte sélective 21 communes après expérimenta	*4 695 000*	
	AP0268	**Travaux de désamiantage de l'UVE**	**52 547 489**	**5 498 099**
		1149 - Travaux de désamiantage de l'UVE	*31 885 849*	*5 498 099*
		1162 - Travaux complémentaires désamiantage	*20 661 640*	
	AP0368	**Travaux de mise aux normes UVE**	**34 622 673**	

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
	779 592	**6 281**	**350 000**		**350 000**	**500 000**	**500 000**	**593 719**								
953	*779 592*	*6 281*	*350 000*		*350 000*	*500 000*	*500 000*	*593 719*								
	140 689	**15 642**	**100 000**		**100 000**	**348 197**										
1187	*140 689*	*15 642*	*100 000*		*100 000*	*348 197*										
	506 498		**20 000**		**20 000**	**20 000**	**65 502**									
1357	*506 498*		*20 000*		*20 000*	*20 000*	*65 502*									
			75 000		**75 000**	**1 000 000**	**1 000 000**									
1584			*75 000*		*75 000*	*1 000 000*	*1 000 000*									
	52 170 458	**19 123 347**	**16 872 886**	**-4 412 273**	**12 460 612**	**20 218 916**	**8 411 065**	**1 028 316**	**8 044 121**	**1 436 549**	**2 351 590**		**2 351 590**	**270 157**		
	1 566 343	**551 714**	**1 992 581**	**-154 350**	**1 838 231**	**685 226**	**190 000**	**1 028 316**	**344 706**	**64 639**	**850 000**		**850 000**	**270 157**		
1032	*1 014 020*	*504 756*	*764 350*	*-154 350*	*610 000*	*473 457*		*50 000*	*344 706*	*64 639*	*820 000*		*820 000*	*240 157*		
1217	*552 323*	*46 958*	*228 231*		*228 231*	*1 769*	*90 000*	*288 316*			*30 000*		*30 000*	*30 000*		
1638			*1 000 000*		*1 000 000*	*210 000*	*100 000*	*690 000*								
	9 952 790	**3 067 924**	**3 592 517**	**-980 000**	**2 612 517**	**4 749 490**			**2 201 316**	**1 371 910**	**1 501 590**		**1 501 590**			
886	*117 709*															
887	*2 766 620*								*1 060 246*							
888	*1 492 207*	*475 765*	*474 915*		*474 915*	*100 650*										
889	*1 475 236*	*35 436*	*507 154*	*-450 000*	*57 154*	*105 564*										
1527	*73 413*															
1528	*4 027 606*	*2 556 724*	*660 448*	*-30 000*	*630 448*	*1 298 276*			*1 141 070*	*1 371 910*	*1 501 590*		*1 501 590*			
1617			*1 950 000*	*-500 000*	*1 450 000*	*3 245 000*										
	40 423 876	**12 101 282**				**22 331**			**5 498 099**							
1149	*19 762 236*	*12 101 282*				*22 331*			*5 498 099*							
1162	*20 661 640*															
	227 448	**3 402 428**	**11 287 787**	**-3 277 923**	**8 009 864**	**14 761 868**	**8 221 065**									

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
		1566 - Mise aux normes UVE	*26 026 414*	
		1567 - Rénovation poste de pesée UVE	*840 000*	
		1568 - Réparation bétons UVE	*7 756 259*	
EAU ET RISQUES ENVIRONNEMENTAUX			**32 673 284**	**9 604 116**
EN02 - Gestion et prévention des risques environnementaux			**31 689 297**	**9 604 116**
	AP0240	**Travaux de consolidation des cavités souterraines**	**3 270 949**	**325 273**
		1034 - Travaux de consolidation des cavités souterraines	*3 270 949*	*325 273*
	AP0241	**Mise en sécurité de l'ancienne décharge des Tanneries**	**840 000**	
		1035 - Mise en sécurité de l'ancienne décharge des Tanneries	*840 000*	
	AP0277	**Inventaire historique urbain**	**1 888 073**	**335 000**
		1172 - Inventaire historique urbain	*1 888 073*	*335 000*
	AP0306	**GEMAPI**	**14 136 996**	**3 114 500**
		1285 - GEMAPI	*14 136 996*	*3 114 500*
	AP0307	**Renouvellement des appareils de chauffage au bois**	**136 800**	**59 700**
		1286 - Renouvellement des appareils de chauffage au bois	*136 800*	*59 700*
	AP0314	**Restaurations cours eau&zones humides-Rétab.Continuités éco.**	**8 828 733**	**5 131 901**
		1333 - Travaux restauration des cours d'eau 2020-2026	*8 828 733*	*5 131 901*
	AP0322	**Prévention érosion des sols et ruissellement non urbains**	**2 587 744**	**637 742**
		1361 - Lutte contre les coulées d¿eau boueuse	*418 504*	*298 022*
		1362 - Lutte contre les ruissellements non urbains	*2 169 240*	*339 720*
EN10 - Eau			**983 988**	
	AP0296	**Mise à niveau de la défense extérieure contre l'incendie**	**983 988**	
		1273 - Tvx de mise à niveau de la défense ext contre l'incendie	*983 988*	
TRANSFORMATION SOCIALE ET SOCIETALE				
CULTURE			**42 185 282**	**13 499 928**

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
1566	*152 840*	*2 059 263*	*6 953 933*	*-4 397 923*	*2 556 010*	*13 646 522*	*7 611 779*									
1567	*14 626*	*556 654*	*265 374*		*265 374*	*3 346*										
1568	*59 982*	*786 511*	*4 068 480*	*1 120 000*	*5 188 480*	*1 112 000*	*609 286*									
	7 981 242	**1 275 297**	**2 965 508**	**96 000**	**3 061 508**	**8 234 539**	**4 755 000**	**7 365 698**	**1 903 128**	**120 130**	**1 965 000**	**-800 000**	**1 165 000**	**1 978 220**	**1 261 500**	**3 176 138**
	7 381 973	**1 197 388**	**2 865 508**	**114 000**	**2 979 508**	**8 009 729**	**4 755 000**	**7 365 698**	**1 903 128**	**120 130**	**1 965 000**	**-800 000**	**1 165 000**	**1 978 220**	**1 261 500**	**3 176 138**
	1 261 455	**14 196**	**205 000**	**10 000**	**215 000**	**670 000**	**650 000**	**460 299**	**115 273**		**70 000**		**70 000**		**140 000**	
1034	*1 261 455*	*14 196*	*205 000*	*10 000*	*215 000*	*670 000*	*650 000*	*460 299*	*115 273*		*70 000*		*70 000*		*140 000*	
	764 875	**22 897**	**15 125**	**-1 000**	**14 125**	**38 104**										
1035	*764 875*	*22 897*	*15 125*	*-1 000*	*14 125*	*38 104*										
	1 553 731	**142 077**	**71 342**	**-7 000**	**64 342**	**127 923**			**125 000**		**140 000**		**140 000**	**70 000**		
1172	*1 553 731*	*142 077*	*71 342*	*-7 000*	*64 342*	*127 923*			*125 000*		*140 000*		*140 000*	*70 000*		
	731 673	**348 331**	**1 154 040**	**5 000**	**1 159 040**	**4 917 952**	**3 350 000**	**3 630 000**	**139 179**	**5 912**	**800 000**	**-800 000**		**600 000**	**502 500**	**1 866 909**
1285	*731 673*	*348 331*	*1 154 040*	*5 000*	*1 159 040*	*4 917 952*	*3 350 000*	*3 630 000*	*139 179*	*5 912*	*800 000*	*-800 000*		*600 000*	*502 500*	*1 866 909*
	136 800								**16 200**					**43 500**		
1286	*136 800*								*16 200*					*43 500*		
	2 769 912	**560 826**	**800 000**	**414 000**	**1 214 000**	**1 198 750**	**700 000**	**2 385 244**	**1 402 872**	**113 029**	**800 000**		**800 000**	**1 000 000**	**616 000**	**1 200 000**
1333	*2 769 912*	*560 826*	*800 000*	*414 000*	*1 214 000*	*1 198 750*	*700 000*	*2 385 244*	*1 402 872*	*113 029*	*800 000*		*800 000*	*1 000 000*	*616 000*	*1 200 000*
	163 528	**109 061**	**620 000**	**-307 000**	**313 000**	**1 057 000**	**55 000**	**890 155**	**104 604**	**1 189**	**155 000**		**155 000**	**264 720**	**3 000**	**109 228**
1361	*76 336*		*70 000*	*-7 000*	*63 000*	*77 000*	*5 000*	*197 168*	*104 604*	*1 189*	*40 000*		*40 000*	*40 000*	*3 000*	*109 228*
1362	*87 192*	*109 061*	*550 000*	*-300 000*	*250 000*	*980 000*	*50 000*	*692 987*			*115 000*		*115 000*	*224 720*		
	599 269	**77 909**	**100 000**	**-18 000**	**82 000**	**224 809**										
	599 269	**77 909**	**100 000**	**-18 000**	**82 000**	**224 809**										
1273	*599 269*	*77 909*	*100 000*	*-18 000*	*82 000*	*224 809*										
	28 044 474	**1 691 211**	**2 802 671**	**220 888**	**3 023 559**	**6 481 894**	**2 944 144**		**11 352 174**	**1 267 754**	**240 000**		**240 000**	**240 000**	**200 000**	**200 000**

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
AU10 - Action culturelle			**13 343 680**	**2 195 860**
	AP0218	**Mise aux normes accessibilité Zénith**	**6 042 000**	
		954 - Mise aux normes et réhabilitation du Zénith	*6 042 000*	
	AP0286	**Fonds de soutien à la production audiovisuelle horizon 2020**	**7 301 680**	**2 195 860**
		1207 - Fds de soutien à la produc. audiovisuelle - commissions 2018	*791 000*	*258 351*
		1208 - Fds de soutien à la produc. audiovisuelle - commissions 2019	*709 955*	*226 667*
		1209 - Fds de soutien à la produc. audiovisuelle - commissions 2020	*760 725*	*270 842*
		1364 - Fonds de soutien à la produc. Audiovisuelle-commissions 2021	*840 000*	*240 000*
		1450 - Fonds de soutien à la produc.Audiovisuelle-commissions 2022	*770 000*	*240 000*
		1534 - Fonds soutien à la produc. Audiovisuelle - commissions 2023	*840 000*	*240 000*
		1585 - Fonds de soutien à la produc. Audiovisuelle-commissions 2024	*910 000*	*240 000*
		1618 - Fonds de soutien à la produc. Audiovisuelle - commissions 20	*840 000*	*240 000*
		1651 - Fonds de soutien à la produc. Audiovisuelle - commissions 20	*840 000*	*240 000*
AU14 - Médiathèques			**15 547 820**	**5 618 893**
	AP0142	**Constr. et équip. de médiathèques communautaires**	**15 547 820**	**5 618 893**
		689 - Construction de la médiathèque Nord	*5 778 724*	
		690 - Equipement de la médiathèque Nord	*657 146*	*702 164*
		691 - Collection de la médiathèque Nord	*1 251 000*	*547 797*
		891 - Création d'espaces numériques	*160 950*	
		1212 - Aménagement et second ¿uvre de la médiathèque Nord	*7 200 000*	*4 368 932*
		1619 - Acquisition bibliobus	*500 000*	
LO09 - Archives			**13 293 782**	**5 685 175**
	AP0046	**Construction d'un bâtiment d'archives Ville/CUS**	**5 993 782**	**5 685 175**
		237 - Construction d'un bâtiment d'archives Ville/CUS	*5 993 782*	*5 685 175*
	AP0335	**Réfection bâtiment Archives Communautaires 2021-2026**	**7 300 000**	
		1441 - Tvx réfection&rénovation énergétique Archives Communautaires	*7 300 000*	

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
	7 908 244	**1 293 532**	**1 069 576**	**217 600**	**1 287 176**	**1 367 654**	**1 487 075**		**1 045 018**	**270 842**	**240 000**		**240 000**	**240 000**	**200 000**	**200 000**
	3 437 964	**419 032**	**187 176**		**187 176**	**642 754**	**1 355 075**									
954	*3 437 964*	*419 032*	*187 176*		*187 176*	*642 754*	*1 355 075*									
	4 470 280	**874 500**	**882 400**	**217 600**	**1 100 000**	**724 900**	**132 000**		**1 045 018**	**270 842**	**240 000**		**240 000**	**240 000**	**200 000**	**200 000**
1207	*775 700*	*15 300*							*258 351*							
1208	*697 955*			*12 000*	*12 000*				*226 667*							
1209	*760 725*								*140 000*	*130 842*						
1364	*770 000*		*21 000*	*-21 000*		*49 000*	*21 000*		*140 000*		*100 000*		*100 000*			
1450	*715 100*	*51 900*	*3 000*		*3 000*				*140 000*					*100 000*		
1534	*522 900*	*125 500*	*161 600*	*-9 000*	*152 600*	*39 000*			*140 000*						*100 000*	
1585	*227 900*	*427 700*	*199 800*	*-29 000*	*170 800*	*83 600*				*140 000*					*100 000*	
1618		*254 100*	*300 000*	*99 100*	*399 100*	*156 800*	*30 000*				*140 000*		*140 000*			*100 000*
1651			*197 000*	*165 500*	*362 500*	*396 500*	*81 000*							*140 000*		*100 000*
	14 112 315	**313 178**	**658 669**	**3 288**	**661 957**	**460 370**			**4 621 981**	**996 912**						
	14 112 315	**313 178**	**658 669**	**3 288**	**661 957**	**460 370**			**4 621 981**	**996 912**						
689	*5 778 724*															
690	*406 299*	*87 464*	*102 895*		*102 895*	*60 488*			*702 164*							
691	*913 264*	*80 118*	*107 736*		*107 736*	*149 882*			*547 797*							
891	*160 950*															
1212	*6 853 077*	*145 596*	*198 039*	*3 288*	*201 327*				*3 372 020*	*996 912*						
1619			*250 000*		*250 000*	*250 000*										
	6 023 916	**84 500**	**1 074 426**		**1 074 426**	**4 653 871**	**1 457 070**		**5 685 175**							
	5 992 918					**865**			**5 685 175**							
237	*5 992 918*					*865*			*5 685 175*							
	30 998	**84 500**	**1 074 426**		**1 074 426**	**4 653 006**	**1 457 070**									
1441	*30 998*	*84 500*	*1 074 426*		*1 074 426*	*4 653 006*	*1 457 070*									

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
ENFANCE ET EDUCATION			**30 098 813**	**2 231 773**
DE03 - Patrimoine enfance et éducation			**26 091 404**	**645 869**
	AP0031	**ZAC des Poteries**	**18 125 273**	**562 744**
		195 - Construction groupe scolaire et équip. sportif -ZAC Poteries	*15 752 382*	*562 735*
		800 - Extension groupe scolaire Marcelle Cahn	*1 507 660*	*9*
		1164 - Groupe scolaire Marcelle Cahn-2ème phase	*865 231*	
	AP0249	**ZAC Danube**	**7 966 131**	**83 126**
		1059 - Ecole Danube	*7 966 131*	*83 126*
DE04 - Famille et petite enfance			**4 007 409**	**1 585 904**
	AP0031	**ZAC des Poteries**	**4 007 409**	**1 585 904**
		187 - Maison de l'enfance, ZAC du Parc des Poteries	*4 007 409*	*1 585 904*
POPULATION, ELECTIONS ET CULTES			**4 346 347**	**69 629**
AU03 - Accueil de la population			**4 346 347**	**69 629**
	AP0106	**Création, ext. et restruc. des cimetières communautaires**	**2 181 264**	
		1063 - Création cimetière commune Illkirch	*2 181 264*	
	AP0264	**Création, ext. & restruct. cimetières communautaires 2016-19**	**551 996**	
		1213 - Extension du cimetière d'Osthoffen	*551 996*	
	AP0343	**Création, ext.&restruct. cimetières communautaires 2022-2025**	**1 613 087**	**69 629**
		1482 - Cimetière Sud Musulman	*1 233 000*	*69 629*
		1483 - Cimetière Nord extension		
		1541 - Extension Cimetière Lampertheim	*380 087*	
SOLIDARITE SANTE JEUNESSE			**22 460 817**	**1 014 339**
AS09 - Gens du voyage			**19 420 817**	**1 014 339**
	AP0030	**Création de lieux de stationnement pour les gens du voyage**	**2 742 307**	**184 060**
		998 - Création&reconstitution terrains gens du voyage¿Strasbourg	*825 303*	
		999 - Aménagement du terrain des gens du voyage - Communes	*1 917 003*	*184 060*

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
	30 098 813								**2 196 773**		**35 000**		**35 000**			
	26 091 404								**610 869**		**35 000**		**35 000**			
	18 125 273								**562 744**							
195	*15 752 382*								*562 735*							
800	*1 507 660*								*9*							
1164	*865 231*															
	7 966 131								**48 126**		**35 000**		**35 000**			
1059	*7 966 131*								*48 126*		*35 000*		*35 000*			
	4 007 409								**1 585 904**							
	4 007 409								**1 585 904**							
187	*4 007 409*								*1 585 904*							
	2 968 429	**872 182**	**881 878**	**-450 000**	**431 878**	**73 857**			**63 581**	**6 048**						
	2 968 429	**872 182**	**881 878**	**-450 000**	**431 878**	**73 857**			**63 581**	**6 048**						
	1 531 558	**346 718**	**302 988**		**302 988**											
1063	*1 531 558*	*346 718*	*302 988*		*302 988*											
	485 868	**46 128**	**17 000**		**17 000**	**3 000**										
1213	*485 868*	*46 128*	*17 000*		*17 000*	*3 000*										
	951 004	**479 336**	**561 891**	**-450 000**	**111 891**	**70 857**			**63 581**	**6 048**						
1482	*949 593*	*159 248*	*20 302*	*50 000*	*70 302*	*53 857*			*63 581*	*6 048*						
1483			*500 000*	*-500 000*												
1541	*1 411*	*320 087*	*41 589*		*41 589*	*17 000*										
	2 094 758	**433 644**	**5 020 636**	**-730 000**	**4 290 636**	**5 747 476**	**7 644 304**	**2 250 000**	**262 460**	**99 510**				**652 369**		
	2 094 758	**433 644**	**4 520 636**	**-550 000**	**3 970 636**	**4 787 476**	**6 684 304**	**1 450 000**	**262 460**	**99 510**				**652 369**		
	1 778 987	**721**	**962 589**		**962 589**	**9**			**184 060**							
998	*219 803*		*605 500*		*605 500*											
999	*1 559 184*	*721*	*357 089*		*357 089*	*9*			*184 060*							

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
	AP0291	**Travaux de réaménagement des aires d'accueil**	**2 509 803**	
		1222 - Travaux de réaménagement des aires d'accueil	*825 000*	
		1505 - Mise aux normes de l'aire de grand passage	*1 684 803*	
	AP0350	**Création lieux de stationnement gens du voyage 2022-2026**	**14 168 708**	**830 279**
		1498 - Création lieux animation (Eckbolsheim-Ostwald/Lingo-Vendenh)	*1 870 000*	*830 279*
		1500 - Reconst. l'offre Strasbourg 1-rue de Dunkerque site J.BAKER	*3 650 000*	
		1501 - Création terrains familiaux Strasbourg2+familles Strasbourg1	*3 000 000*	
		1502 - Transformation de l'espace Joséphine Baker	*50 000*	
		1503 - Création de l'aire d'accueil Mundolsheim - Souffelweyersheim	*39 524*	
		1504 - Création terrains familiaux familles Baggersee +autres aires	*3 559 184*	
		1542 - Réhabiltation de l'aire d'accueil d'Eckbolsheim	*2 000 000*	
AS11 - Jeunesse éducation populaire			**3 040 000**	
	AP0351	**Réhab. et humanisation Fritz Kiener - hébergement urgence**	**3 040 000**	
		1499 - Redéploiement CHU, ADJ, Bulle dans le 2r de l'Académie	*3 040 000*	
SPORTS			**226 175 978**	**86 373 823**
SJ00 - Sports			**226 175 978**	**86 373 823**
	AP0031	**ZAC des Poteries**	**79 758**	**307 467**
		219 - Gymnase, ZAC du Parc des Poteries	*79 758*	*307 467*
	AP0143	**Construction et rénovation des gymnases 2009-2011**	**2 066 808**	**89 167**
		1060 - Rénovation des Gymnases avant transfert	*2 066 808*	*89 167*
	AP0161	**Amélioration et rénovation des piscines 2010-2012**	**2 400 000**	
		1165 - Travaux complémentaires piscine du Wacken	*2 400 000*	
	AP0187	**Aérodrome du Polygone**	**9 577 708**	
		853 - Aérodrome du Polygone	*9 577 708*	
	AP0288	**Fonds de concours équipements transférés**	**15 865 000**	
		1218 - Fonds concours gymases métropo. transférés communes	*15 865 000*	

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
	49 513	**15 221**	**1 651 020**		**1 651 020**	**794 049**										
1222	*15 000*		*600 730*		*600 730*	*209 270*										
1505	*34 513*	*15 221*	*1 050 290*		*1 050 290*	*584 779*										
	266 258	**417 702**	**1 907 027**	**-550 000**	**1 357 027**	**3 993 418**	**6 684 304**	**1 450 000**	**78 400**	**99 510**				**652 369**		
1498	*85 608*	*395 664*	*589 492*		*589 492*	*799 237*			*78 400*	*99 510*				*652 369*		
1500	*122 465*	*22 038*	*1 017 535*	*-500 000*	*517 535*	*1 060 000*	*1 927 962*									
1501	*18 661*		*100 000*		*100 000*	*899 997*	*1 981 342*									
1502			*50 000*		*50 000*											
1503	*39 524*															
1504			*100 000*		*100 000*	*1 184 184*	*2 275 000*									
1542			*50 000*	*-50 000*		*50 000*	*500 000*	*1 450 000*								
			500 000	**-180 000**	**320 000**	**960 000**	**960 000**	**800 000**								
			500 000	**-180 000**	**320 000**	**960 000**	**960 000**	**800 000**								
1499			*500 000*	*-180 000*	*320 000*	*960 000*	*960 000*	*800 000*								
	107 339 595	**53 437 889**	**16 687 232**	**5 891 502**	**22 578 735**	**7 891 850**	**9 966 310**	**24 961 598**	**29 089 518**	**18 634 531**	**14 071 593**	**-1 500 000**	**12 571 593**	**11 533 333**	**14 544 847**	
	107 339 595	**53 437 889**	**16 687 232**	**5 891 502**	**22 578 735**	**7 891 850**	**9 966 310**	**24 961 598**	**29 089 518**	**18 634 531**	**14 071 593**	**-1 500 000**	**12 571 593**	**11 533 333**	**14 544 847**	
	79 758								**307 467**							
219	*79 758*								*307 467*							
	756 279	**1 083**	**122 916**		**122 916**	**601 250**	**585 281**		**50 907**		**38 260**		**38 260**			
1060	*756 279*	*1 083*	*122 916*		*122 916*	*601 250*	*585 281*		*50 907*		*38 260*		*38 260*			
	1 705 968	**9 600**	**41 457**		**41 457**	**252 575**	**390 400**									
1165	*1 705 968*	*9 600*	*41 457*		*41 457*	*252 575*	*390 400*									
	377 708		**100 000**		**100 000**	**100 000**	**1 000 000**	**8 000 000**								
853	*377 708*		*100 000*		*100 000*	*100 000*	*1 000 000*	*8 000 000*								
	2 510 565	**339 435**	**540 000**		**540 000**	**1 500 000**	**1 500 000**	**9 475 000**								
1218	*2 510 565*	*339 435*	*540 000*		*540 000*	*1 500 000*	*1 500 000*	*9 475 000*								

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
	AP0302	**Restructuration du Stade de la Meinau**	**166 000 000**	**84 200 000**
		1291 - Restructuration du Stade de la Meinau	*166 000 000*	*84 200 000*
	AP0303	**Amélioration des piscines 2018-2020**	**9 320 000**	**1 750 000**
		1292 - NPNRU - Piscine de Hautepierre-2e phase	*9 320 000*	*1 750 000*
	AP0315	**Patinoire**	**2 871 502**	
		1343 - Maintenance des équipements techniques de la patinoire	*2 871 502*	
	AP0316	**Rhénus Sport**	**5 735 201**	**27 188**
		1344 - Rhénus Sport	*5 735 201*	*27 188*
	AP0332	**Création d'ilots de fraicheur**	**1 000 000**	
		1431 - Aménag baignade naturel.&milieu urbain,création ilots fraich	*1 000 000*	
	AP0333	**Amérioration et rénovation des piscines 2021 - 2023**	**11 260 001**	
		1432 - Amélioration perf. énergétique piscines et innov.écolo	*11 260 001*	
		Somme :	*3 311 832 006*	*787 684 067*

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
	88 912 970	**52 396 181**	**14 008 333**	**6 000 000**	**20 008 333**	**2 921 887**	**1 760 629**		**26 981 144**	**18 607 343**	**14 033 333**	**-1 500 000**	**12 533 333**	**11 533 333**	**14 544 847**	
1291	*88 912 970*	*52 396 181*	*14 008 333*	*6 000 000*	*20 008 333*	*2 921 887*	*1 760 629*		*26 981 144*	*18 607 343*	*14 033 333*	*-1 500 000*	*12 533 333*	*11 533 333*	*14 544 847*	
	9 120 246	**47 110**	**152 645**		**152 645**				**1 750 000**							
1292	*9 120 246*	*47 110*	*152 645*		*152 645*				*1 750 000*							
	2 396 642	**365 338**	**238 020**	**-128 498**	**109 522**											
1343	*2 396 642*	*365 338*	*238 020*	*-128 498*	*109 522*											
	1 335 201	**163 402**	**863 862**	**170 000**	**1 033 862**	**1 136 138**	**730 000**	**1 336 598**		**27 188**						
1344	*1 335 201*	*163 402*	*863 862*	*170 000*	*1 033 862*	*1 136 138*	*730 000*	*1 336 598*		*27 188*						
			120 000		**120 000**	**880 000**										
1431			*120 000*		*120 000*	*880 000*										
	144 260	**115 741**	**500 000**	**-150 000**	**350 000**	**500 000**	**4 000 000**	**6 150 000**								
1432	*144 260*	*115 741*	*500 000*	*-150 000*	*350 000*	*500 000*	*4 000 000*	*6 150 000*								
	1 526 459 731	***274 639 833***	***242 522 095***	***6 253 810***	***248 775 905***	***353 270 576***	***262 900 162***	***645 785 799***	***338 761 177***	***61 073 083***	***82 490 334***	***13 189 798***	***95 680 131***	***87 509 695***	***83 619 046***	***121 040 936***

Créations de programmes annuels

Programmes annuels d'équipement			
CRB	**Programmes**	**CP 2026**	**RE 2026**
CP72	1663 - Remplacement extincteurs EMS	20 000	
DU01	1664 - MIN		
PL02	1665 - Animation des démarches partenariales DTEC	70 000	
DL04	1666 - GUP - Renouvellement urbain et cadre de vie	150 000	

Programmes financiers			
CRB	**Programmes**	**CP 2026**	**RE 2026**
TC02	9288 - Régularisation compte de tiers-BHNS Déviation de réseaux	85 255	85 255

Programmes clôturés au sein d'une AP						
REFERENCES			DEPENSES		RECETTES	
CRB	AP et Libellé	Programme et libellé	Voté	Réalisé	Voté	Réalisé
AD01	AP0070 - Coulées vertes d'agglomération	149 - Bruche	350 000			
RH08	AP0308 - Schéma directeur des systèmes d'information 2020-2026	149 - Bruche				
CP42	AP0035 - Travaux de réfection des piscines et plans d'eau	198 - Homologation du Centre nautique de Schiltigheim	19 431 482	16 594 603	136 773	137 833
SJ00	AP0035 - Travaux de réfection des piscines et plans d'eau	198 - Homologation du Centre nautique de Schiltigheim				
PV00	AP0078 - Aménagement urbain	586 - Ingénierie ANRU Neuhof	2 152 606	1 516 106	3 104 484	1 006 687
TC02	AP0197 - Autorité Organisatrice des transports	943 - Equipements pour les transports collectifs urbains				
DU01	AP0245 - Fonds européens FEDER	1051 - ITI Europe FEDER	8 015 211	7 380 470	7 349 873	7 380 470
DU01	AP0246 - Contrat plan Etat-Région 2014-2020	1108 - RC4 - 2IMT	230 000	215 000		

Programmes clôturés au sein d'une AP						
REFERENCES			**DEPENSES**		**RECETTES**	
CRB	**AP et Libellé**	**Programme et libellé**	**Voté**	**Réalisé**	**Voté**	**Réalisé**
CP43	AP0264 - Création, ext. & restruct. cimetières communautaires 2016-19	1171 - Cimetière de Fegersheim	928 130	336 599		
DU01	AP0293 - Contrat triennal 2018-2020	1274 - Insectarium institut biologie moléculaire et cellules (IBMC)	232 000	232 000		
DU01	AP0169 - Enseignement supérieur et recherche	1276 - Création Centre de physique quantique/ CNRS	240 000	200 000		
LO04	AP0309 - Renouvel parc véhicules et engins ZFE-acquisitions 2020-2024	1318 - Programme d'acquisitions 2020 - Parc véhicules	10 997 133	9 167 349		
TC04	AP0311 - Aménagement gares routières	1322 - Gare Etoile autocars	13 442	2 186		
TC02	AP0342 - Opérations connexes Tram	1461 - Opérations cyclables connexes Tram Nord à Schiltigheim				
TOTAL			**42 590 004**	**35 644 312**	**10 591 129**	**8 524 991**

AP Projet clôturées				
REFERENCES	**DEPENSES**		**RECETTES**	
AP et Libellé	**Voté**	**Réalisé**	**Voté**	**Réalisé**
AP0042 - Médiathèque André Malraux	83 371 250	64 355 459	11 608 995	7 712 061
AP0208 - Extension tram A Illkirch	12 938 347	10 380 852	3 038 362	2 647 689
AP0373 - CPE Patinoire	100 000			
TOTAL	**96 409 596**	**74 736 311**	**14 647 357**	**10 359 749**

Conditions : CP 2026 = 0, aucun mouvement au BS 2026 et aucune inscription budgétaire ni en CP 2026 ni sur les exercices postérieurs

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME - EAU

ENVELOPPES SOUMISES AU VOTE DU CONSEIL METROPOLITAIN

REPARTITION DES CREDITS D'EQUIPEMENT ET FINANCIERS

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME - EAU

ENVELOPPES SOUMISES AU VOTE DU CONSEIL METROPOLITAIN

Année	AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		Révision AP votée au BS 2026		Nouveau total AP voté	
			Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
2018	AP0295	Travaux d'eau potable connexes au schéma directeur d'asst	12 260 264	32 160	800 000		13 060 264	32 160
2018	AP0284	Extension du réseau d'eau	491 846				491 846	
2016	AP0255	Réseaux d'eau	99 672 895	877 610	7 900 000	6 867	107 572 895	884 477
2015	AP0231	Projets informatiques eau-assainissement 2015-2020	5 753 637				5 753 637	
2015	AP0230	Ouvrages et mesures	16 923 650	612 342	1 798 667	-2 299	18 722 317	610 043
2015	AP0229	Travaux sur bâtiments d'exploitation	2 162 009				2 162 009	
2013	AP0209	Sécurisation de réservoirs d'eau potable	527 007	239 544		-56 648	527 007	182 896
2013	AP0202	Acquistions de véhicules et d'engins 2013/2016	8 797 781	500		-49	8 797 781	452
2004	AP0102	Travaux de déplacement du réseau d'eau - tram	9 625 425				9 625 425	
2004	AP0083	Schéma directeur de l'alimentation en eau potable	99 144 515	22 457 809	344 150	2 463 000	99 488 665	24 920 809
		TOTAL	***255 359 029***	***24 219 964***	***10 842 817***	***2 410 872***	***266 201 846***	***26 630 836***

CREDITS DE PAIEMENT									RECETTES ESCOMPTEES								
Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	% de réalisation dépense 2025	CP 2026 Avant BS	Mvt BS	CP 2026 Après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	% de réalisation recette 2025	RE 2026 Avant BS	Mvt BS	RE 2026 Après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
5 841 669	465 006	48,25%	1 250 000	50 000	1 300 000	1 885 584	1 631 000	1 937 006	20 704	11 455	100,00%						
443 417		90,15%	48 429		48 429												
56 165 360	10 207 908	61,70%	6 560 000	2 500 000	9 060 000	8 098 811	8 000 000	16 040 816	372 711	511 766	100,00%						
1 189 889	488 376	29,17%	720 000		720 000	903 000	634 000	1 818 372									
10 556 130	1 070 744	60,28%	1 360 415	1 090 752	2 451 167	2 180 468	750 000	1 713 809	610 043		100,00%	2 299	-2 299				
2 068 509	33 592	97,23%	15 500		15 500	44 408											
527 007		100,00%							182 896		100,00%						
3 795 301	269 393	46,20%	1 005 000		1 005 000	1 025 000	355 000	2 348 087	452		100,00%	49	-49				
8 225 425	641 824	92,12%	200 000		200 000	157 730	200 000	200 446									
78 222 619	797 165	79,43%	2 446 773	106 930	2 553 703	3 843 044	6 147 495	7 924 640	22 457 809		90,12%				2 463 000		
167 035 325	***13 974 008***	***67,85%***	***13 606 117***	***3 747 682***	***17 353 799***	***18 138 044***	***17 717 495***	***31 983 175***	***23 644 614***	***523 222***	***90,75%***	***2 348***	***-2 348***		**2 463 000**		

CREDITS ANNUELS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Ventilation indicative des chapitres concernés par les

programmes d'équipement annuels,

et les programmes financiers

21/08/26

Programmes d'équipement annuel	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
TRANSFORMATION ECOLOGIQUE ET ECONOMIQUE								
EAU ET RISQUES ENVIRONNEMENTAUX	**2 318 663**	**3 553 500**	**687 371**	**4 240 871**	**13 404**	**30 000**		**30 000**
EN10 - Eau	**2 318 663**	**3 553 500**	**687 371**	**4 240 871**	**13 404**	**30 000**		**30 000**
355 - Dépôts et cautionnements, avances Agence de l'eau	530	10 000		10 000				
356 - Acquisition de logiciels, de matériel et de mobilier	291 212	717 000	59 564	776 564				
357 - Bâtiments	67 960	46 500	134	46 634				
358 - Entretien - amélioration des réseaux existants	998 961	1 500 000	447 672	1 947 672				
601 - Autosurveillance du réseau eau potable					13 404	30 000		30 000
1069 - Amélioration des réseaux existants - communes SDEA	960 000	1 280 000	180 000	1 460 000				

CREDITS ANNUELS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Programmes financiers annuels	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
ACCOMPAGNEMENT HUMAIN, RESSOURCES ET PATRIMOINE								
FINANCES	**16 580 592**	**5 340 383**	**7 764 947**	**13 105 331**	**24 810 302**	**22 967 653**	**12 202 348**	**35 170 000**
FP02 - Financement et trésorerie	**23 428**	**23 500**		**23 500**		**4 767 653**	**-4 049 971**	**717 682**
9068 - Emprunts auprès d'établissements de crédit	23 428	23 500		23 500		4 767 653	-4 049 971	717 682
FP03 - Budget	**1 478 334**	**4 000 000**	**57 685**	**4 057 685**	**1 478 334**	**4 000 000**	**57 685**	**4 057 685**
9174 - Gestion des avances sur marché	1 478 334	4 000 000	57 685	4 057 685	1 478 334	4 000 000	57 685	4 057 685
FP05 - Comptabilité	**15 078 830**	**1 316 883**	**7 707 262**	**9 024 145**	**23 331 968**	**14 200 000**	**16 194 633**	**30 394 633**
9067 - Dépenses imprévues		566 883		566 883				
9069 - Virement de la section d'exploitation						5 200 000	7 700 000	12 900 000
9079 - Dotation aux amortissements et aux provisions					8 804 736	9 000 000	100 000	9 100 000
9088 - Résultat d'investissement reporté	14 400 695		7 707 262	7 707 262				
9089 - Réserves facultatives					14 527 232		8 394 633	8 394 633
9162 - Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat	678 135	750 000		750 000				

CREDITS ANNUELS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Programmes financiers annuels	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
TRANSFORMATION ECOLOGIQUE ET ECONOMIQUE								
EAU ET RISQUES ENVIRONNEMENTAUX	**180 927**	**500 000**		**500 000**				
EN10 - Eau	**180 927**	**500 000**		**500 000**				
9220 - Travaux en régie - réseaux d'eau	180 927	500 000		500 000				

CREDITS ANNUELS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL GENERAL - CREDITS ANNUELS								
Répartition des crédits	**Réalisé 2025**	**CP 2026**	**Montants Reports de 2025 + BS**	**Total BS 2026 ***	**Réalisé 2025**	**RE 2026**	**Montants Reports de 2025 + BS**	**Total BS 2026***
Total des crédits d'équipement	2 318 663	3 553 500	687 371	4 240 871	13 404	30 000		30 000
Total des crédits financiers	16 761 519	5 840 383	7 764 947	13 605 331	24 810 302	22 967 653	12 202 348	35 170 000
Total des crédits annuels	**19 080 182**	**9 393 883**	**8 452 318**	**17 846 201**	**24 823 706**	**22 997 653**	**12 202 348**	**35 200 000**

*** La ventilation par programme des crédits inscrits sur CP 2025 est arrêtée au** **21/08/26**

REPARTITION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME PAR PÔLE, DIRECTION ET SERVICE

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
TRANSFORMATION ECOLOGIQUE ET ECONOMIQUE				
MOBILITES			**30 046 011**	**16 010**
TC02 - Tramway et grands projets			**30 046 011**	**16 010**
	AP0083	**Schéma directeur de l'alimentation en eau potable**	**30 046 011**	**16 010**
		1194 - Champ captant de Plobsheim	*30 046 011*	*16 010*
ESPACES PUBLICS ET NATURELS			**163 610 338**	**951 400**
PE10 - Aménagement espace public			**20 404 922**	**9 980**
	AP0255	**Réseaux d'eau**	**20 404 922**	**9 980**
		1084 - Amélioration & extension réseau d'adduction d'eau-Strasbourg	*20 404 922*	*9 980*
PE20 - Aménagement espace public communes			**124 967 985**	**909 260**
	AP0083	**Schéma directeur de l'alimentation en eau potable**	**36 311 816**	**34 764**
		351 - Programme travaux réseau	*5 329 557*	
		352 - Schéma Directeur de l'alimentation en eau potable	*557 813*	
		353 - Programme travaux forage	*1 060 240*	
		671 - Programme Cour d'angleterre (conduites)	*7 718 191*	
		672 - Programme Cour d'angleterre (station de pompage)	*3 112 477*	*60*
		673 - Programme conduite (Eckbolsheim-Lingolsheim)	*2 076 000*	
		1195 - Champ captant de Plobsheim - canalisations	*16 457 537*	*34 703*
	AP0209	**Sécurisation de réservoirs d'eau potable**	**527 007**	
		937 - Sécurisation du réservoir d'Oberhausbergen	*527 007*	
	AP0255	**Réseaux d'eau**	**88 129 162**	**874 497**

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2026 Phasé	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
	23 207 217	**242 641**	**892 500**	**257 500**	**1 150 000**	**1 150 000**	**3 000 000**	**1 296 154**	**16 010**							
	23 207 217	**242 641**	**892 500**	**257 500**	**1 150 000**	**1 150 000**	**3 000 000**	**1 296 154**	**16 010**							
	23 207 217	**242 641**	**892 500**	**257 500**	**1 150 000**	**1 150 000**	**3 000 000**	**1 296 154**	**16 010**							
1194	*23 207 217*	*242 641*	*892 500*	*257 500*	*1 150 000*	*1 150 000*	*3 000 000*	*1 296 154*	*16 010*							
	95 315 903	**11 041 691**	**8 364 273**	**2 399 430**	**10 763 703**	**10 763 703**	**12 278 496**	**23 446 842**	**428 179**	**523 222**						
	20 404 922								**9 980**							
	20 404 922								**9 980**							
1084	*20 404 922*								*9 980*							
	69 069 312	**10 576 685**	**7 083 083**	**2 337 000**	**9 420 083**	**9 420 083**	**10 441 006**	**16 040 816**	**397 494**	**511 766**						
	32 781 868	**368 777**	**523 083**	**-163 000**	**360 083**	**360 083**	**2 441 006**		**34 764**							
351	*5 329 557*															
352	*557 813*															
353	*1 060 240*															
671	*7 718 191*															
672	*449 126*	*22 346*	*163 000*	*-63 000*	*100 000*	*100 000*	*2 441 006*		*60*							
673	*2 076 000*															
1195	*15 590 940*	*346 431*	*360 083*	*-100 000*	*260 083*	*260 083*			*34 703*							
	527 007															
937	*527 007*															
	35 760 438	**10 207 908**	**6 560 000**	**2 500 000**	**9 060 000**	**9 060 000**	**8 000 000**	**16 040 816**	**362 730**	**511 766**						

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
		1085 - Amélioration & extension réseau d'adduction d'eau-Communes	*88 129 162*	*874 497*
		PE30 - Ingénierie et conception d'espaces publics	**18 237 431**	**32 160**
	AP0083	**Schéma directeur de l'alimentation en eau potable**	**5 762 750**	
		1657 - Interconnexion entre Lipsheim et Fegresheim	*5 762 750*	
	AP0295	**Travaux d'eau potable connexes au schéma directeur d'asst**	**12 474 681**	**32 160**
		1261 - Amélioration et extension réseau d'adduction d'eau	*12 474 681*	*32 160*
		EAU ET RISQUES ENVIRONNEMENTAUX	**71 761 252**	**25 663 425**
		EN10 - Eau	**71 761 252**	**25 663 425**
	AP0083	**Schéma directeur de l'alimentation en eau potable**	**26 078 747**	**24 870 035**
		351 - Programme travaux réseau	*314 985*	*3 677 810*
		352 - Schéma Directeur de l'alimentation en eau potable	*25 546 585*	*19 084 013*
		353 - Programme travaux forage	*217 177*	*2 108 213*
	AP0102	**Travaux de déplacement du réseau d'eau - tram**	**9 667 695**	
		1190 - Nouvelles extensions tramway-déplac. conduite d'eau	*9 667 695*	
	AP0202	**Acquistions de véhicules et d'engins 2013/2016**	**8 777 781**	**452**
		913 - Acquisition de véhicules lourds et engins d'exploitation	*8 777 781*	*452*
	AP0209	**Sécurisation de réservoirs d'eau potable**		**182 896**
		937 - Sécurisation du réservoir d'Oberhausbergen		*182 896*
	AP0229	**Travaux sur bâtiments d'exploitation**	**2 133 101**	
		1012 - Hangar et stockage Fédération	*2 133 101*	
	AP0230	**Ouvrages et mesures**	**18 993 016**	**610 043**
		1013 - Réhabilitation de réservoirs	*2 836 591*	*881*

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2026 Phasé	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
1085	*35 760 438*	*10 207 908*	*6 560 000*	*2 500 000*	*9 060 000*	*9 060 000*	*8 000 000*	*16 040 816*	*362 730*	*511 766*						
	5 841 669	**465 006**	**1 281 190**	**62 430**	**1 343 620**	**1 343 620**	**1 837 490**	**7 406 026**	**20 704**	**11 455**						
			31 190	**12 430**	**43 620**	**43 620**	**206 490**	**5 469 020**								
1657			*31 190*	*12 430*	*43 620*	*43 620*	*206 490*	*5 469 020*								
	5 841 669	**465 006**	**1 250 000**	**50 000**	**1 300 000**	**1 300 000**	**1 631 000**	**1 937 006**	**20 704**	**11 455**						
1261	*5 841 669*	*465 006*	*1 250 000*	*50 000*	*1 300 000*	*1 300 000*	*1 631 000*	*1 937 006*	*20 704*	*11 455*						
	48 512 206	**2 689 676**	**4 349 344**	**1 090 752**	**5 440 096**	**5 440 096**	**2 439 000**	**7 240 179**	**23 200 425**		**2 348**	**-2 348**		**2 463 000**		
	48 512 206	**2 689 676**	**4 349 344**	**1 090 752**	**5 440 096**	**5 440 096**	**2 439 000**	**7 240 179**	**23 200 425**		**2 348**	**-2 348**		**2 463 000**		
	22 233 534	**185 747**	**1 000 000**		**1 000 000**	**1 000 000**	**500 000**	**1 159 466**	**22 407 035**					**2 463 000**		
351	*314 985*								*3 677 810*							
352	*21 701 373*	*185 747*	*1 000 000*		*1 000 000*	*1 000 000*	*500 000*	*1 159 466*	*16 621 013*					*2 463 000*		
353	*217 177*								*2 108 213*							
	8 225 425	**641 824**	**200 000**		**200 000**	**200 000**	**200 000**	**200 446**								
1190	*8 225 425*	*641 824*	*200 000*		*200 000*	*200 000*	*200 000*	*200 446*								
	3 795 301	**269 393**	**1 005 000**		**1 005 000**	**1 005 000**	**355 000**	**2 348 087**	**452**		**49**	**-49**				
913	*3 795 301*	*269 393*	*1 005 000*		*1 005 000*	*1 005 000*	*355 000*	*2 348 087*	*452*		*49*	*-49*				
									182 896							
937									*182 896*							
	2 068 509	**33 592**	**15 500**		**15 500**	**15 500**										
1012	*2 068 509*	*33 592*	*15 500*		*15 500*	*15 500*										
	10 556 130	**1 070 744**	**1 360 415**	**1 090 752**	**2 451 167**	**2 451 167**	**750 000**	**1 713 809**	**610 043**		**2 299**	**-2 299**				
1013	*1 446 591*		*320 000*		*320 000*	*320 000*	*350 000*	*400 000*	*881*							

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
		1014 - Sectorisation et mesures	*2 429 020*	*19 505*
		1015 - Sécurisation des installations de production	*13 727 405*	*589 656*
	AP0231	**Projets informatiques eau-assainissement 2015-2020**	**5 570 637**	
		1011 - Projets informatiques _eau	*5 570 637*	
	AP0284	**Extension du réseau d'eau**	**540 275**	
		1203 - ZAC des 2 Rives	*540 275*	
		Somme :	*265 417 601*	*26 630 836*

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	**Mandaté 2025**	**CP 2026 avant BS**	**Mvt BS**	**CP 2026 après BS**	**CP 2026 Phasé**	**CP 2028**	**CP Ult**	**Titré 2004-2024**	**Titré 2025**	**RE 2026 avant BS**	**Mvt BS**	**RE 2026 après BS**	**RE 2027**	**RE 2028**	**RE Ult**
1014	*1 529 021*	*192 139*	*200 000*		*200 000*	*200 000*	*100 000*	*207 860*	*19 505*							
1015	*7 580 518*	*878 605*	*840 415*	*1 090 752*	*1 931 167*	*1 931 167*	*300 000*	*1 105 948*	*589 656*	*0*	*2 299*	*-2 299*				
	1 189 889	**488 376**	**720 000**		**720 000**	**720 000**	**634 000**	**1 818 372**								
1011	*1 189 889*	*488 376*	*720 000*		*720 000*	*720 000*	*634 000*	*1 818 372*								
	443 417		**48 429**		**48 429**	**48 429**										
1203	*443 417*		*48 429*		*48 429*	*48 429*										
	167 035 325	*13 974 008*	*13 606 117*	*3 747 682*	*17 353 799*	*17 353 799*	*17 717 495*	*31 983 175*	*23 644 614*	*523 222*	*2 348*	*-2 348*		*2 463 000*		

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME - ASSAINISSEMENT

ENVELOPPES SOUMISES AU VOTE DU CONSEIL METROPOLITAIN

REPARTITION DES CREDITS D'EQUIPEMENT ET FINANCIERS

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME - ASSAINISSEMENT

ENVELOPPES SOUMISES AU VOTE DU CONSEIL METROPOLITAIN

Année	AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		Révision AP votée au BS 2026		Nouveau total AP voté	
			Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
2016	AP0256	Réseaux d'assainissement	109 910 335	154 865	4 074 903	19 655	113 985 239	174 520
2016	AP0253	Ouvrages sur réseau	1 399 972				1 399 972	
2015	AP0251	Projet Lumieau	483 936	794 521		-667 922	483 936	126 599
2015	AP0231	Projets informatiques eau-assainissement 2015-2020	4 318 509				4 318 509	
2013	AP0204	Travaux stations d'épuration	108 260 322	234 554	6 769 570	2 139 970	115 029 892	2 374 524
2013	AP0203	Acquistions de véhicules et d'engins	14 138 695				14 138 695	
2012	AP0184	Autosurveillance DO	881 465	785 629	-210 411	-210 411	671 054	575 217
2008	AP0127	Schéma directeur assainissement	204 534 514	38 389 515	10 511 898	-4 400 000	215 046 411	33 989 515
2004	AP0101	Travaux de déplac. conduites d'assain. (projet tramway)	13 424 533		-7 501 919		5 922 613	
		TOTAL	***457 352 280***	***40 359 084***	***13 644 041***	***-3 118 709***	***470 996 321***	***37 240 374***

CREDITS DE PAIEMENT									RECETTES ESCOMPTEES								
Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	% de réalisation dépense 2025	CP 2026 Avant BS	Mvt BS	CP 2026 Après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	% de réalisation recette 2025	RE 2026 Avant BS	Mvt BS	RE 2026 Après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
61 909 398	10 051 332	63,13%	8 000 000		8 000 000	8 000 000	10 000 000	16 024 508	105 164	51 443	89,74%		17 912	17 912			
804 772	38 541	60,24%	151 200		151 200	153 600	251 859										
483 936		100,00%							126 599		100,00%						
1 114 462	207 381	30,61%	915 000		915 000	803 000	796 619	482 047									
9 880 021	16 855 887	23,24%	22 100 600	-350 678	21 749 922	26 702 145	26 500 000	13 341 916	174 524		7,35%				1 000 000	1 200 000	
6 215 549	1 718 114	56,11%	1 100 000		1 100 000	2 400 000	1 300 000	1 405 032									
671 054		100,00%							575 217		100,00%						
70 944 865	21 418 426	42,95%	33 786 822	-10 348 675	23 438 147	31 813 394	31 294 952	36 136 627	10 296 104	1 633 747	35,10%	8 200 000	-4 400 000	3 800 000	8 000 000	4 600 000	5 659 664
4 274 908	847 705	86,49%	3 000 000	-2 800 000	200 000	200 000	200 000	200 000									
156 298 966	***51 137 386***	***44,04%***	***69 053 622***	***-13 499 353***	***55 554 270***	***70 072 139***	***70 343 431***	***67 590 130***	***11 277 608***	***1 685 190***	***34,81%***	***8 200 000***	***-4 382 088***	***3 817 912***	**9 000 000**	**5 800 000**	**5 659 664**

CREDITS ANNUELS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Ventilation indicative des chapitres concernés par les

programmes d'équipement annuels,

et les programmes financiers

25/08/26

Programmes d'équipement annuel	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
TRANSFORMATION ECOLOGIQUE ET ECONOMIQUE								
EAU ET RISQUES ENVIRONNEMENTAUX	**2 850 714**	**3 166 700**	**324 656**	**3 491 356**	**57 353**			
EN20 - Assainissement	**2 850 714**	**3 166 700**	**324 656**	**3 491 356**	**57 353**			
360 - Avances remboursables à l'agence de l'eau	3 770							
361 - Acquisition de logiciels, de matériel et de mobilier	26 714	58 000		58 000				
364 - Logements de services et centres techniques	43 632	50 000	28 285	78 285				
365 - Plan annuel d'amélioration du réseau du service	2 005 775	1 892 500	296 371	2 188 871				
607 - Schéma directeur assainissement					57 353			
664 - Travaux annuels sur stations d'épuration	246 473	15 000		15 000				
1132 - Amélioration des réseaux d'assainissement existants - SDEA	524 351	1 151 200		1 151 200				

CREDITS ANNUELS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Programmes financiers annuels	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
ACCOMPAGNEMENT HUMAIN, RESSOURCES ET PATRIMOINE								
FINANCES	**27 963 886**	**8 879 678**	**11 774 697**	**20 654 374**	**67 079 178**	**72 900 000**	**2 982 088**	**75 882 088**
FP02 - Financement et trésorerie	**75 206**	**1 579 000**	**-1 400 000**	**179 000**	**34 544 476**	**56 800 000**	**3 031 822**	**59 831 822**
9071 - Emprunts auprès des établissements de crédit		1 500 000	-1 400 000	100 000	30 000 000	51 800 000	2 069 468	53 869 468
9073 - FCTVA					4 544 476	5 000 000	962 354	5 962 354
9195 - Emprunts-Com.Com Châteaux	75 206	79 000		79 000				
FP03 - Budget	**3 518 601**	**6 000 000**	**50 266**	**6 050 266**	**3 518 601**	**6 000 000**	**50 266**	**6 050 266**
9175 - Gestion des avances sur marché	3 518 601	6 000 000	50 266	6 050 266	3 518 601	6 000 000	50 266	6 050 266
FP05 - Comptabilité	**24 370 079**	**1 300 678**	**13 124 431**	**14 425 109**	**29 016 101**	**10 100 000**	**-100 000**	**10 000 000**
9072 - Dépenses imprévues		350 678		350 678				
9074 - Virement de la section d'exploitation						300 000	-300 000	
9080 - Dotation aux amortissements et aux provisions					9 199 774	9 800 000	200 000	10 000 000
9084 - Réserves facultatives					19 816 327			
9086 - Résultat d'investissement reporté	23 495 775		13 124 431	13 124 431				

CREDITS ANNUELS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Programmes financiers annuels	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
9163 - Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat	874 304	950 000		950 000				
TRANSFORMATION ECOLOGIQUE ET ECONOMIQUE								
EAU ET RISQUES ENVIRONNEMENTAUX					**5 834**			
EN20 - Assainissement					**5 834**			
9235 - Rétrocession de réseaux - Commune de Dahlenheim					5 834			

CREDITS ANNUELS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL GENERAL - CREDITS ANNUELS								
Répartition des crédits	**Réalisé 2025**	**CP 2026**	**Montants Reports de 2025 + BS**	**Total BS 2026 ***	**Réalisé 2025**	**RE 2026**	**Montants Reports de 2025 + BS**	**Total BS 2026***
Total des crédits d'équipement	2 850 714	3 166 700	324 656	3 491 356	57 353			
Total des crédits financiers	27 963 886	8 879 678	11 774 697	20 654 374	67 085 012	72 900 000	2 982 088	75 882 088
Total des crédits annuels	**30 814 600**	**12 046 378**	**12 099 353**	**24 145 730**	**67 142 365**	**72 900 000**	**2 982 088**	**75 882 088**

*** La ventilation par programme des crédits inscrits sur CP 2026 est arrêtée au 25/08/26**

REPARTITION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME PAR PÔLE, DIRECTION ET SERVICE

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
TRANSFORMATION ECOLOGIQUE ET ECONOMIQUE				
ESPACES PUBLICS ET NATURELS			**316 681 613**	**312 714**
PE10 - Aménagement espace public			**44 344 976**	**81 969**
	AP0256	**Réseaux d'assainissement**	**44 344 976**	**81 969**
		1086 - Amélioration & extension réseau d'assainissement-Strasbourg	*6 787 631*	*744*
		1088 - Réhabilitation de collecteurs-Strasbourg	*37 557 345*	*81 225*
PE20 - Aménagement espace public communes			**77 307 587**	**149 790**
	AP0127	**Schéma directeur assainissement**	**7 667 326**	**57 239**
		1027 - Travaux schéma directeur - Blaesheim	*2 378 582*	*30 638*
		1028 - Travaux schéma directeur - Eckwersheim	*5 144 353*	*26 601*
		1029 - Travaux schéma directeur - Geispolsheim	*33 733*	
		1030 - Travaux schéma directeur - Vendenheim	*110 657*	
	AP0256	**Réseaux d'assainissement**	**69 640 262**	**92 551**
		1087 - Amélioration & extension réseau d'assainissement-Communes	*57 474 281*	*78 039*
		1089 - Réhabilitation de collecteurs-Communes	*12 165 981*	*14 512*
PE30 - Ingénierie et conception d'espaces publics			**195 029 049**	**80 955**
	AP0127	**Schéma directeur assainissement**	**195 029 049**	**80 955**
		1029 - Travaux schéma directeur - Geispolsheim	*9 021 712*	*11 370*
		1030 - Travaux schéma directeur - Vendenheim	*12 516 053*	*39*
		1083 - Travaux schéma directeur - Plobsheim	*7 604 092*	*32 711*
		1247 - Travaux schéma directeur ¿ Mundolsheim	*16 600 012*	

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2026 Phasé	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
	129 805 941	**31 253 291**	**41 586 822**	**-10 503 675**	**31 083 147**	**31 083 147**	**41 294 952**	**52 161 135**	**208 461**	**86 340**		**17 912**	**17 912**			
	30 486 484	**6 558 492**	**3 650 000**		**3 650 000**	**3 650 000**			**32 549**	**49 159**		**261**	**261**			
	30 486 484	**6 558 492**	**3 650 000**		**3 650 000**	**3 650 000**			**32 549**	**49 159**		**261**	**261**			
1086	*6 787 631*								*744*							
1088	*23 698 853*	*6 558 492*	*3 650 000*		*3 650 000*	*3 650 000*			*31 805*	*49 159*		*261*	*261*			
	39 086 240	**3 492 840**	**4 352 000**		**4 352 000**	**4 352 000**	**10 000 000**	**16 024 508**	**129 855**	**2 284**		**17 651**	**17 651**			
	7 663 326		**2 000**		**2 000**	**2 000**			**57 239**							
1027	*2 378 582*								*30 638*							
1028	*5 140 353*		*2 000*		*2 000*	*2 000*			*26 601*							
1029	*33 733*															
1030	*110 657*															
	31 422 914	**3 492 840**	**4 350 000**		**4 350 000**	**4 350 000**	**10 000 000**	**16 024 508**	**72 615**	**2 284**		**17 651**	**17 651**			
1087	*19 256 933*	*3 492 840*	*4 350 000*		*4 350 000*	*4 350 000*	*10 000 000*	*16 024 508*	*58 103*	*2 284*		*17 651*	*17 651*			
1089	*12 165 981*								*14 512*							
	60 233 217	**21 201 959**	**33 584 822**	**-10 503 675**	**23 081 147**	**23 081 147**	**31 294 952**	**36 136 627**	**46 057**	**34 897**						
	60 233 217	**21 201 959**	**33 584 822**	**-10 503 675**	**23 081 147**	**23 081 147**	**31 294 952**	**36 136 627**	**46 057**	**34 897**						
1029	*6 234 675*	*1 551*	*746 592*	*-670 366*	*76 226*	*76 226*	*510 930*	*2 122 104*	*10 356*	*1 014*						
1030	*10 982 209*	*44 226*	*290 000*	*454 809*	*744 809*	*744 809*			*39*							
1083	*7 535 035*	*58 678*	*10 000*	*-4 810*	*5 190*	*5 190*			*32 711*							
1247	*3 809 226*	*6 020 797*	*3 384 995*		*3 384 995*	*3 384 995*										

Références		TOTAL	
		Dépenses	Recettes
	1262 - Travaux schéma directeur-Geispolsheim Gare	*11 132 701*	
	1263 - Travaux schéma directeur-Lingolsheim	*19 438 262*	*1 203*
	1264 - Travaux schéma directeur-Oberschaeffolsheim	*4 205 301*	
	1265 - Travaux schéma directeur-Wolfisheim	*8 405 593*	*587*
	1266 - Travaux schéma directeur-Lampertheim	*5 264 022*	
	1267 - Travaux schéma directeur-Eschau	*9 502 561*	
	1268 - Travaux schéma directeur-Fegersheim	*17 878 512*	
	1269 - Travaux schéma directeur-Lipsheim	*3 468 648*	
	1316 - Travaux schéma directeur - Eckbolsheim	*1 348 232*	
	1317 - Travaux schéma directeur - Reichstett	*8 134 752*	
	1318 - Travaux schéma directeur - La Wantzenau	*414 327*	
	1319 - Travaux schéma directeur - Entzheim	*1 659 619*	*1 162*
	1320 - Travaux schéma directeur - Souffelweyersheim	*11 214 448*	
	1322 - Travaux schéma directeur - Ostwald	*4 338 449*	
	1456 - Travaux schéma directeur - Strasbourg-Cronenbourg	*9 731 428*	*33 884*
	1468 - Travaux schéma directeur - Hoenheim	*240 000*	
	1470 - Travaux schéma directeur - Holtzheim	*592 092*	
	1471 - Travaux schéma directeur - Schiltigheim	*11 034 564*	
	1472 - Travaux schéma directeur - Illkirch	*7 835 909*	
	1473 - Travaux schéma directeur - Strasbourg Sud	*1 624 000*	
	1474 - Travaux schéma directeur - Strasbourg Centre	*410 000*	

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2026 Phasé	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
1262	1 739 625	3 690 040	3 187 200	-335 682	2 851 518	2 851 518										
1263	10 315 329	2 797 780	1 004 577	2 158 000	3 162 577	3 162 577			1 203							
1264	144 546	574 599	1 737 678	5 400	1 743 078	1 743 078										
1265	2 590 067	3 235 125	1 211 201	79 000	1 290 201	1 290 201			587							
1266	286 217	1 485 485	2 083 160	-337 000	1 746 160	1 746 160										
1267	3 080 683	186 792	2 029 632	-1 910 044	119 588	119 588	2 467 456	3 528 454								
1268	3 548 322	64 034	1 382 323	-1 119 103	263 220	263 220	3 415 554	10 324 162								
1269	3 410 486	22 162	8 000	10 000	18 000	18 000										
1316	1 323 962	796	23 635	-11 898	11 737	11 737										
1317	291 696	1 674 462	3 185 297	-101 000	3 084 297	3 084 297										
1318	409 031	5 296														
1319	1 620 783		23 000	-3 582	19 418	19 418			1 162							
1320	54 090	165 243	1 874 203	-574 575	1 299 628	1 299 628	5 859 095	2 536 764								
1322	730 560	948 058	178 480	16 367	194 847	194 847	900 000	1 370 137								
1456	2 055 367	31 610	7 250 822	-5 785 620	1 465 202	1 465 202	4 075 808	638 238		33 884						
1468			240 000	-240 000			240 000									
1470		1 212	60 000	-45 960	14 040	14 040	562 800									
1471	38 321	2 086	166 921		166 921	166 921	100 000	10 560 314								
1472			120 000		120 000	120 000	3 907 456	3 688 453								
1473			300 000	-300 000	0		936 000	688 000								
1474			60 000	-50 000	10 000	10 000	390 000									

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
		1475 - Travaux schéma directeur - Strasbourg Nord	*500 000*	
		1476 - Travaux schéma directeur - Hangenbieten	*1 036 561*	
		1477 - Travaux schéma directeur - Osthoffen	*1 925 741*	
		1478 - Travaux schéma directeur - Breuchwickersheim	*3 470 254*	
		1479 - Travaux schéma directeur - Achenheim	*2 976 783*	
		1480 - Travaux schéma directeur - Kolbsheim	*1 024 421*	
		1481 - Travaux schéma directeur - Bischheim	*480 000*	
EAU ET RISQUES ENVIRONNEMENTAUX			**139 796 839**	**36 927 661**
EN20 - Assainissement			**139 796 839**	**36 927 661**
	AP0101	**Travaux de déplac. conduites d'assain. (projet tramway)**	**5 922 613**	
		1191 - Nouvelles extensions tramway-déplac. conduite d'asst	*5 922 613*	
	AP0127	**Schéma directeur assainissement**	**3 974 790**	**33 851 320**
		607 - Schéma directeur assainissement	*3 974 790*	*33 851 320*
	AP0184	**Autosurveillance DO**	**671 054**	**575 217**
		848 - Autosurveillance DO	*671 054*	*575 217*
	AP0203	**Acquistions de véhicules et d'engins**	**12 838 695**	
		914 - Acquisition de véhicules lourds et engins d'exploitation	*12 838 695*	
	AP0204	**Travaux stations d'épuration**	**110 077 669**	**2 374 524**
		1018 - Station d'épuration Plobsheim	*46 841 412*	*2 374 524*
		1513 - Construction four STEP la Wantzenau	*63 236 257*	
	AP0231	**Projets informatiques eau-assainissement 2015-2020**	**4 430 509**	

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	**Mandaté 2025**	**CP 2026 avant BS**	**Mvt BS**	**CP 2026 après BS**	**CP 2026 Phasé**	**CP 2028**	**CP Ult**	**Titré 2004-2024**	**Titré 2025**	**RE 2026 avant BS**	**Mvt BS**	**RE 2026 après BS**	**RE 2027**	**RE 2028**	**RE Ult**
1475			*300 000*	*-300 000*			*200 000*	*300 000*								
1476		*2 953*	*306 000*	*10 804*	*316 804*	*316 804*	*400 000*									
1477		*24 004*	*117 200*	*-17 469*	*99 731*	*99 731*	*1 702 275*									
1478	*864*	*40 948*	*135 427*	*-49 269*	*86 158*	*86 158*	*3 236 126*	*20 000*								
1479	*32 125*	*122 647*	*1 475 280*	*-1 200 000*	*275 280*	*275 280*	*2 271 451*									
1480		*1 375*	*453 200*	*58 323*	*511 523*	*511 523*										
1481			*240 000*	*-240 000*			*120 000*	*360 000*								
	26 493 025	**19 884 095**	**27 466 800**	**-2 995 678**	**24 471 122**	**24 471 122**	**29 048 478**	**15 428 996**	**11 069 147**	**1 598 850**	**8 200 000**	**-4 400 000**	**3 800 000**	**9 000 000**	**5 800 000**	**5 659 664**
	26 493 025	**19 884 095**	**27 466 800**	**-2 995 678**	**24 471 122**	**24 471 122**	**29 048 478**	**15 428 996**	**11 069 147**	**1 598 850**	**8 200 000**	**-4 400 000**	**3 800 000**	**9 000 000**	**5 800 000**	**5 659 664**
	4 274 908	**847 705**	**3 000 000**	**-2 800 000**	**200 000**	**200 000**	**200 000**	**200 000**								
1191	*4 274 908*	*847 705*	*3 000 000*	*-2 800 000*	*200 000*	*200 000*	*200 000*	*200 000*								
	3 048 322	**216 467**	**200 000**	**155 000**	**355 000**	**355 000**			**10 192 807**	**1 598 850**	**8 200 000**	**-4 400 000**	**3 800 000**	**8 000 000**	**4 600 000**	**5 659 664**
607	*3 048 322*	*216 467*	*200 000*	*155 000*	*355 000*	*355 000*			*10 192 807*	*1 598 850*	*8 200 000*	*-4 400 000*	*3 800 000*	*8 000 000*	*4 600 000*	*5 659 664*
	671 054								**575 217**							
848	*671 054*								*575 217*							
	6 215 549	**1 718 114**	**1 100 000**		**1 100 000**	**1 100 000**	**1 300 000**	**1 405 032**								
914	*6 215 549*	*1 718 114*	*1 100 000*		*1 100 000*	*1 100 000*	*1 300 000*	*1 405 032*								
	9 880 021	**16 855 887**	**22 100 600**	**-350 678**	**21 749 922**	**21 749 922**	**26 500 000**	**13 341 916**	**174 524**					**1 000 000**	**1 200 000**	
1018	*928 906*	*171 945*	*4 600 000*	*-350 678*	*4 249 322*	*4 249 322*	*24 000 000*	*13 241 916*	*174 524*					*1 000 000*	*1 200 000*	
1513	*8 951 115*	*16 683 942*	*17 500 600*		*17 500 600*	*17 500 600*	*2 500 000*	*100 000*								
	1 114 462	**207 381**	**915 000**		**915 000**	**915 000**	**796 619**	**482 047**								

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
		1016 - Projets informatiques_ assainissement	*4 430 509*	
	AP0251	**Projet Lumieau**	**483 936**	**126 599**
		1071 - Projet Lumieau	*483 936*	*126 599*
	AP0253	**Ouvrages sur réseau**	**1 397 572**	
		1081 - Remplacement et mise en conformité des armoires électriques	*1 397 572*	
		Somme :	*456 478 452*	*37 240 374*

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	**Mandaté 2025**	**CP 2026 avant BS**	**Mvt BS**	**CP 2026 après BS**	**CP 2026 Phasé**	**CP 2028**	**CP Ult**	**Titré 2004-2024**	**Titré 2025**	**RE 2026 avant BS**	**Mvt BS**	**RE 2026 après BS**	**RE 2027**	**RE 2028**	**RE Ult**
1016	*1 114 462*	*207 381*	*915 000*		*915 000*	*915 000*	*796 619*	*482 047*								
	483 936								**126 599**							
1071	*483 936*								*126 599*							
	804 772	**38 541**	**151 200**		**151 200**	**151 200**	**251 859**									
1081	*804 772*	*38 541*	*151 200*		*151 200*	*151 200*	*251 859*									
	156 298 966	*51 137 386*	*69 053 622*	*-13 499 353*	*55 554 270*	*55 554 270*	*70 343 431*	*67 590 130*	*11 277 608*	*1 685 190*	*8 200 000*	*-4 382 088*	*3 817 912*	*9 000 000*		*5 659 664*

BUDGET ANNEXE DES MOBILITES ACTIVES

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME - MOBILITES ACTIVES

ENVELOPPES SOUMISES AU VOTE DU CONSEIL METROPOLITAIN

REPARTITION DES CREDITS D'EQUIPEMENT ET FINANCIERS

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME - MOBILITES ACTIVES

ENVELOPPES SOUMISES AU VOTE DU CONSEIL METROPOLITAIN

Année	AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		Révision AP votée au BS 2026		Nouveau total AP voté	
			Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
2021	AP0329	Zone à Faible Emission	1 250 000		-720 000		530 000	
2021	AP0328	Multimodalité 2021-2026	3 323 139		-300 000		3 023 139	
2020	AP0327	Développement du vélo dans l'agglomération 2021-2026	61 623 418	3 678 092	2 190 456	-2 069 511	63 813 874	1 608 580
2019	AP0300	Tram Ouest	6 900 000	6 900 000		-4 027 200	6 900 000	2 872 800
2019	AP0298	Tram Nord	14 021 538	14 021 538			14 021 538	14 021 538
2017	AP0275	Bouclage sud BHNS Gare-Etoile	180 000	352 412		88 103	180 000	440 515
2016	AP0234	Tramway Koenigshoffen	2 100 000	2 100 000			2 100 000	2 100 000
2016	AP0223	Extension tram E Robertsau	6 200 000	6 218 320			6 200 000	6 218 320
2016	AP0197	Autorité Organisatrice des transports	87 665 594	57 612			87 665 594	57 612
		TOTAL	***183 263 688***	***33 327 974***	***1 170 456***	***-6 008 608***	***184 434 145***	***27 319 366***

CREDITS DE PAIEMENT									RECETTES ESCOMPTEES								
Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	% de réalisation dépense 2025	CP 2026 Avant BS	Mvt BS	CP 2026 Après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	% de réalisation recette 2025	RE 2026 Avant BS	Mvt BS	RE 2026 Après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
		0,00%	183 000	-90 000	93 000	120 000	100 000	217 000									
236 713	254 019	16,23%	654 600		654 600	655 300	1 086 082	136 425									
8 866 338	10 850 354	34,40%	9 912 198	-1 279 681	8 632 518	13 588 605	10 923 283	10 952 776	84 644	341 007	26,46%	2 690 831	-1 892 518	798 312	384 617		
3 450 000	3 450 000	100,00%							376 113	1 627 927	69,76%	3 073 887	-2 531 969	541 918	326 842		
		0,00%					4 000 000	10 021 538			0,00%					4 000 000	10 021 538
180 000		100,00%							352 412		80,00%		88 103	88 103			
2 100 000		100,00%							1 763 824		83,99%	336 176		336 176			
6 200 000		100,00%							6 218 320		100,00%						
70 831 117	5 302 551	86,85%	6 405 292		6 405 292	3 585 546	940 000	601 087	2 612	23 250	44,89%	27 500		27 500	4 250		
91 864 167	***19 856 923***	***62,79%***	***17 155 091***	***-1 369 681***	***15 785 410***	***17 949 452***	***17 049 365***	***21 928 827***	***8 797 925***	***1 992 184***	***39,50%***	***6 128 394***	***-4 336 385***	***1 792 009***	**715 709**	**4 000 000**	**10 021 538**

CREDITS ANNUELS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Ventilation indicative des chapitres concernés par les

programmes d'équipement annuels,

et les programmes financiers

24/08/26

Programmes d'équipement annuel	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
TRANSFORMATION ECOLOGIQUE ET ECONOMIQUE								
MOBILITES	**25 028**		**27 621**	**27 621**				
TC04 - Déplacements	**25 028**		**27 621**	**27 621**				
417 - Etudes - Transports et Déplacements	25 028		27 621	27 621				

Programmes financiers annuels	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
ACCOMPAGNEMENT HUMAIN, RESSOURCES ET PATRIMOINE								
FINANCES	**8 955 168**	**4 444 709**	**4 342 060**	**8 786 769**	**24 292 320**	**15 471 606**	**7 336 385**	**22 807 991**
FP02 - Financement et trésorerie		**400 000**	**-400 000**		**10 261 944**	**4 426 897**	**2 566 704**	**6 993 601**
9151 - Emprunt		400 000	-400 000		10 000 000	4 226 897	2 144 799	6 371 696
9264 - FCTVA					261 944	200 000	421 905	621 905
FP03 - Budget	**704 994**	**2 344 709**	**2 189 288**	**4 533 998**	**704 994**	**2 344 709**	**2 189 288**	**4 533 998**
9224 - Gestion des avances sur marché-BATC	704 994	2 344 709	2 189 288	4 533 998	704 994	2 344 709	2 189 288	4 533 998
FP05 - Comptabilité	**8 250 174**	**1 700 000**	**2 552 771**	**4 252 771**	**13 325 382**	**8 700 000**	**2 580 392**	**11 280 392**
9150 - Amortissements					8 680 926	8 700 000		8 700 000
9152 - Subv. d'investissement inscrites au compte de résultat	1 567 920	1 700 000		1 700 000				
9169 - Résultat d'investissement reporté	6 682 253		2 552 771	2 552 771				
9170 - Réserves facultatives					4 644 456		2 580 392	2 580 392
TRANSFORMATION ECOLOGIQUE ET ECONOMIQUE								

CREDITS ANNUELS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Programmes financiers annuels	Dépenses				Recettes			
	Réalisé 2025	CP 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*	Réalisé 2025	RE 2026	Montants Reports de 2025 + BS	Total BS 2026*
MOBILITES	**156**	**200**		**200**				
TC04 - Déplacements	**156**	**200**		**200**				
9265 - Mise à disposition d'un local à vélo-parking Sainte Aurélie	156	200		200				

TOTAL GENERAL - CREDITS ANNUELS								
Répartition des crédits	**Réalisé 2025**	**CP 2026**	**Montants Reports de 2025 + BS**	**Total BS 2026 ***	**Réalisé 2025**	**RE 2026**	**Montants Reports de 2025 + BS**	**Total BS 2026***
Total des crédits d'équipement	25 028		27 621	27 621				
Total des crédits financiers	8 955 324	4 444 909	4 342 060	8 786 969	24 292 320	15 471 606	7 336 385	22 807 991
Total des crédits annuels	**8 980 352**	**4 444 909**	**4 369 681**	**8 814 590**	**24 292 320**	**15 471 606**	**7 336 385**	**22 807 991**

*** La ventilation par programme des crédits inscrits sur CP 2026 est arrêtée au 24/08/26**

REPARTITION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME PAR PÔLE, DIRECTION ET SERVICE

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
TRANSFORMATION ECOLOGIQUE ET ECONOMIQUE				
MOBILITES			**132 671 188**	**25 848 402**
TC02 - Tramway et grands projets			**61 123 347**	**25 653 504**
	AP0197	**Autorité Organisatrice des transports**	**31 721 809**	**331**
		675 - Subvention pour le renouvellement d'équipement bus-tram	*24 587 689*	
		679 - Mise en accessibilité des arrêts bus et tram	*3 778 731*	*331*
		943 - Equipements pour les transports collectifs urbains	*74 844*	
		1093 - Schéma bus 2020 - 2026	*1 065 045*	
		1122 - Renouvellement matériel tramway 12 rames 2016 - 2017	*2 215 500*	
	AP0223	**Extension tram E Robertsau**	**6 200 000**	**6 218 320**
		1167 - Subvention d'équipement à la CTS- Extension tram E Robertsau	*6 200 000*	*6 218 320*
	AP0234	**Tramway Koenigshoffen**	**2 100 000**	**2 100 000**
		1227 - Subvention d'équipement à la CTS - Tram Koenigshoffen	*2 100 000*	*2 100 000*
	AP0275	**Bouclage sud BHNS Gare-Etoile**	**180 000**	**440 515**
		1405 - Subv d'équipement à la CTS - bouclage sud BHNS gare-Etoile	*180 000*	*440 515*
	AP0298	**Tram Nord**	**14 021 538**	**14 021 538**
		1410 - Subvention d'équipement à la CTS - Tram Nord	*14 021 538*	*14 021 538*
	AP0300	**Tram Ouest**	**6 900 000**	**2 872 800**
		1417 - Subvention d'équipement à la CTS - Tram Ouest	*6 900 000*	*2 872 800*
TC04 - Déplacements			**70 427 841**	**60 280**
	AP0197	**Autorité Organisatrice des transports**	**55 943 785**	**57 281**

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
	87 940 702	**9 906 577**	**9 614 817**	**-705 681**	**8 909 136**	**6 367 445**	**7 695 823**	**11 851 506**	**8 713 881**	**1 653 521**	**3 437 563**	**-2 443 810**	**993 753**	**465 709**	**4 000 000**	**10 021 538**
	43 651 809	**3 450 000**					**4 000 000**	**10 021 538**	**8 711 000**	**1 627 927**	**3 410 063**	**-2 443 866**	**966 197**	**326 842**	**4 000 000**	**10 021 538**
	31 721 809								**331**							
675	*24 587 689*															
679	*3 778 731*								*331*							
943	*74 844*															
1093	*1 065 045*															
1122	*2 215 500*															
	6 200 000								**6 218 320**							
1167	*6 200 000*								*6 218 320*							
	2 100 000								**1 763 824**		**336 176**		**336 176**			
1227	*2 100 000*								*1 763 824*		*336 176*		*336 176*			
	180 000								**352 412**			**88 103**	**88 103**			
1405	*180 000*								*352 412*			*88 103*	*88 103*			
							4 000 000	**10 021 538**							**4 000 000**	**10 021 538**
1410							*4 000 000*	*10 021 538*							*4 000 000*	*10 021 538*
	3 450 000	**3 450 000**							**376 113**	**1 627 927**	**3 073 887**	**-2 531 969**	**541 918**	**326 842**		
1417	*3 450 000*	*3 450 000*							*376 113*	*1 627 927*	*3 073 887*	*-2 531 969*	*541 918*	*326 842*		
	44 285 005	**6 456 577**	**9 518 705**	**-795 681**	**8 723 024**	**6 107 445**	**3 395 823**	**1 459 968**	**2 880**	**25 594**	**27 500**	**56**	**27 556**	**4 250**		
	39 109 308	**5 302 551**	**6 405 292**		**6 405 292**	**3 585 546**	**940 000**	**601 087**	**2 281**	**23 250**	**27 500**		**27 500**	**4 250**		

Références			TOTAL	
			Dépenses	Recettes
		675 - Subvention pour le renouvellement d'équipement bus-tram	*34 872 798*	
		679 - Mise en accessibilité des arrêts bus et tram	*3 678 164*	*2 281*
		1093 - Schéma bus 2020 - 2026	*12 942 550*	
		1122 - Renouvellement matériel tramway 12 rames 2016 - 2017	*2 103 944*	
		1250 - Réseau Express Métropolitain (Grenelle des Mobilités)	*733 611*	*55 000*
		1251 - Petites actions améliorant la circulation/sécurité des TC	*1 612 718*	
	AP0327	**Développement du vélo dans l'agglomération 2021-2026**	**10 930 918**	**3 000**
		1353 - Expérimentation et diversification de la flotte	*8 518*	
		1388 - Accompagnement de projets vélo 2021-2026	*3 662 275*	
		1389 - Vél'hop	*10 125*	
		1390 - Arceaux et abris pour les vélos	*2 400 000*	
		1418 - Subventions VAE	*4 100 000*	*3 000*
		1625 - PEPS 2	*750 000*	
	AP0328	**Multimodalité 2021-2026**	**3 023 139**	
		1398 - Réseau FLUO	*473 139*	
		1562 - Etudes multimodales	*2 550 000*	
	AP0329	**Zone à Faible Emission**	**530 000**	
		1508 - Financement de stationnements vélos sécurisés	*530 000*	
TC06 - Stratégie et gestion du stationnement			**1 120 000**	**134 617**
	AP0327	**Développement du vélo dans l'agglomération 2021-2026**	**1 120 000**	**134 617**
		782 - Développement des parcs à vélos dans les parkings	*1 120 000*	*134 617*

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
675	*26 621 272*	*4 000 000*	*4 000 000*		*4 000 000*	*251 527*										
679	*1 847 428*	*349 859*	*450 000*		*450 000*	*450 000*	*450 000*	*130 876*	*2 281*							
1093	*8 019 447*	*835 980*	*1 583 103*		*1 583 103*	*2 504 020*										
1122	*2 103 944*															
1250	*241 421*		*122 189*		*122 189*	*130 000*	*240 000*			*23 250*	*27 500*		*27 500*	*4 250*		
1251	*275 795*	*116 711*	*250 000*		*250 000*	*250 000*	*250 000*	*470 212*								
	4 938 984	**900 008**	**2 275 813**	**-705 681**	**1 570 132**	**1 746 598**	**1 269 741**	**505 455**	**600**	**2 344**		**56**	**56**			
1353	*8 518*															
1388	*1 666 984*	*212 082*	*832 291*	*-355 681*	*476 610*	*906 598*	*400 000*									
1389	*10 125*															
1390	*556 879*	*92 666*	*415 000*		*415 000*	*415 000*	*415 000*	*505 455*								
1418	*2 696 478*	*595 260*	*703 522*	*-350 000*	*353 522*		*454 741*		*600*	*2 344*		*56*	*56*			
1625			*325 000*		*325 000*	*425 000*										
	236 713	**254 019**	**654 600**		**654 600**	**655 300**	**1 086 082**	**136 425**								
1398	*119 394*	*51 420*	*54 600*		*54 600*	*55 300*	*56 000*	*136 425*								
1562	*117 319*	*202 599*	*600 000*		*600 000*	*600 000*	*1 030 082*									
			183 000	**-90 000**	**93 000**	**120 000**	**100 000**	**217 000**								
1508			*183 000*	*-90 000*	*93 000*	*120 000*	*100 000*	*217 000*								
	3 888		**96 112**	**90 000**	**186 112**	**260 000**	**300 000**	**370 000**						**134 617**		
	3 888		**96 112**	**90 000**	**186 112**	**260 000**	**300 000**	**370 000**						**134 617**		
782	*3 888*		*96 112*	*90 000*	*186 112*	*260 000*	*300 000*	*370 000*						*134 617*		

Références	TOTAL	
	Dépenses	Recettes
ESPACES PUBLICS ET NATURELS	**45 262 956**	**1 470 964**
PE00 - Direction des espaces publics et naturels	**5 600 000**	**264 153**
AP0327 **Développement du vélo dans l'agglomération 2021-2026**	**5 600 000**	**264 153**
1571 - Aménagements cyclables de proximité - programmation	*5 600 000*	*264 153*
PE20 - Aménagement espace public communes	**44 618 500**	**1 206 811**
AP0327 **Développement du vélo dans l'agglomération 2021-2026**	**44 618 500**	**1 206 811**
1391 - Schéma Directeur Vélo 2021-2026	*31 786 500*	*680 555*
1530 - Mandat Vélo	*12 832 000*	*526 256*
TC01 - Voies publiques	**1 544 456**	
AP0327 **Développement du vélo dans l'agglomération 2021-2026**	**1 544 456**	
1570 - Aménagements cyclables de proximité - voies publiques	*1 544 456*	
Somme :	*177 934 145*	*27 319 366*

	Crédits de paiement (C.P)								Recettes escomptées (R.E)							
	Mandaté 2004-2024	Mandaté 2025	CP 2026 avant BS	Mvt BS	CP 2026 après BS	CP 2027	CP 2028	CP Ult	Titré 2004-2024	Titré 2025	RE 2026 avant BS	Mvt BS	RE 2026 après BS	RE 2027	RE 2028	RE Ult
	3 923 466	**9 950 346**	**7 540 274**	**-664 000**	**6 876 274**	**11 582 007**	**9 353 543**	**10 077 322**	**84 044**	**338 663**	**2 690 831**	**-1 892 574**	**798 256**	**250 000**		
	445 400	**1 561 711**	**1 824 600**	**-360 000**	**1 464 600**	**1 332 000**	**796 289**			**264 153**						
	445 400	**1 561 711**	**1 824 600**	**-360 000**	**1 464 600**	**1 332 000**	**796 289**			**264 153**						
1571	*445 400*	*1 561 711*	*1 824 600*	*-360 000*	*1 464 600*	*1 332 000*	*796 289*			*264 153*						
	3 093 739	**7 844 178**	**5 100 000**	**-304 000**	**4 796 000**	**10 250 007**	**8 557 254**	**10 077 322**	**84 044**	**74 510**	**2 690 831**	**-1 892 574**	**798 256**	**250 000**		
	3 093 739	**7 844 178**	**5 100 000**	**-304 000**	**4 796 000**	**10 250 007**	**8 557 254**	**10 077 322**	**84 044**	**74 510**	**2 690 831**	**-1 892 574**	**798 256**	**250 000**		
1391	*2 801 247*	*6 737 531*	*3 200 000*	*-300 000*	*2 900 000*	*8 326 975*	*7 710 924*	*3 309 824*	*84 044*	*74 510*	*2 440 831*	*-1 968 831*	*472 000*	*50 000*		
1530	*292 493*	*1 106 647*	*1 900 000*	*-4 000*	*1 896 000*	*1 923 032*	*846 330*	*6 767 498*			*250 000*	*76 256*	*326 256*	*200 000*		
	384 326	**544 456**	**615 674**		**615 674**											
	384 326	**544 456**	**615 674**		**615 674**											
1570	*384 326*	*544 456*	*615 674*		*615 674*											
	91 864 167	***19 856 923***	***17 155 091***	***-1 369 681***	***15 785 410***	***17 949 452***	***17 049 365***	***21 928 827***	***8 797 925***	***1 992 184***	***6 128 394***	***-4 336 385***	***1 792 009***	***715 709***	***4 000 000***	***10 021 538***

Strasbourg.eu
eurométropole

3

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Modification des autorisations de programme suite au vote du budget supplémentaire 2026 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2026-314

BUDGET PRINCIPAL

Chaque étape budgétaire est l'occasion de mettre à jour les autorisations de programme (AP) en dépenses et en recettes.

Le budget supplémentaire 2026 propose de modifier les autorisations de programme à hauteur de **-62,8 M€** en dépense et **+33,1 M€** en recettes, en raison de la clôture annuelle d'AP et de programmes pour un montant de 110,4 M€ en dépenses et 18,9 M€ en recettes.

Le montant total des AP s'élève désormais à 3,312 Mds€ en dépenses et à 787,7 M€ en recettes.

Ces montants correspondent à l'ensemble des projets en cours, incluant pour les dépenses les montants déjà mandatés les exercices précédents, et ce pour les programmes non encore clôturés.

Les recettes inscrites sont liées aux programmes de dépenses et comprennent des subventions perçues ou à percevoir et les cessions prévisionnelles.

S'agissant des dépenses **hors clôtures d'AP** et de programmes, à **+47,6 M€**, il convient de signaler les modifications pluriannuelles suivantes :

- +18,6 M€ pour les espaces publics et naturels ainsi que les mobilités avec :
  - +19,6 M€ pour les pôles d'échanges multimodaux des gares,
  - +1,9 M€ pour la rénovation urbaine avec +2,7 M€ pour le NPNRU et -0,8 M€ pour l'ANRU,
  - +1,3 M€ pour les routes départementales (+0,6 M€) et le réseau routier national (+0,7 M€),
  - +0,9 M€ pour les fonds d'investissement des espaces extérieurs et des grands ensembles,

- +0,6 M€ pour la réhabilitation des routes départementales,
- +0,4 M€ pour l'entretien des voiries du port autonome,
- -0,3 M€ pour les nouveaux projets de transport et l'entretien des ouvrages d'art sur le territoire eurométropolitain,
- -0,5 M€ pour la rue du péage,
- -0,5 M€ pour le bouclage sud du BHNS gare-Etoile,
- -0,6 M€ pour le projet de la Porte des Romains,
- -1,1 M€ pour les travaux des abords de la Laiterie,
- -2,3 M€ pour la zone commerciale sud,

- +13,3 M€ pour les AP liées à l'urbanisme et aux territoires et à la transition énergie climat, avec :
  - +10 M€ dans le domaine de l'habitat et ce notamment pour les aides déléguées de l'État et de la Région (+ 13,1 M€), qui sont équilibrées par des recettes,

  - +4,2 M€ pour les transactions immobilières, +0,7 M€ pour la ZAC du parc d'innovation d'Illkirch ainsi que pour le nouveau programme de rénovation urbaine,

  - +0,5 M€ pour les fonds d'investissement des espaces extérieurs Ampère Musau ainsi que pour les études de la ZAC Baggersee,
  - -0,5 M€ pour l'accompagnement des programmes immobiliers ainsi que l'alimentation des réseaux de chaleur,
  - -2,2 M€ pour les abords de la Laiterie suite à l'annulation de l'aménagement du pôle multimodal,

- +9,6 M€ pour les AP qui concernent les ressources logistiques expliqués par une hausse de +7,4 M€ pour les travaux au centre administratif, principalement la rénovation thermique et + 2,2 M€ pour le renouvellement habituel du parc des véhicules,

- +8,8 M€ pour les AP qui concernent l'architecture et le patrimoine avec :
  - +7,7 M€ pour les travaux de maintenance sur les immeubles métropolitains,
  - +1,8 M€ dans le domaine de la maîtrise d'ouvrage déléguée et la gestion du patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg,
  - -0,8 M€ pour les travaux de restructuration du site de la Fédération,

- +2,7 M€ pour les AP dans le domaine du développement économique et de l'attractivité, qui concernent le parc des expositions,

- -0,3 M€ pour les AP liées à l'eau et aux risques environnementaux ainsi qu'à la propreté et à la gestion des déchets avec :
  - +1,7 M€ qui concerne le mobilier urbain pour le tri sur l'espace public,
  - -0,5 M€ pour l'optimisation des déchets,
  - -0,8 M€ pour les travaux dans le cadre de la gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations GEMAPI,
  - -0,9 M€ pour les travaux à l'unité de valorisation énergétique des ordures ménagères résiduelles de l'Eurométropole,

- -1 M€ dans le domaine des événements et de la vie associative, baisse qui concerne la réhabilitation du bâtiment Fritz Kiener,

- -3,2 M€ dans le domaine du sport avec :
  - + 2,8 M€ des fonds de concours des gymnases transférés aux communes,
  - +1,1 M€ pour l'amélioration des piscines,
  - -7 M€ pour l'AP de création de baignades urbaines et d'îlots de fraicheur, l'AP étant ramenée à 1 M€,

Les recettes hors clôture d'AP et de programmes sont quant à elles en augmentation de **52 M€**. Elles concernent pour :
- +26 M€ pour les ressources logistiques, pour ajuster les remboursements prévisionnels de la Ville pour les travaux de rénovation du centre administratif,

- +22,9 M€ pour les AP liées à l'urbanisme et aux territoires notamment + 22 M€ dans le domaine de l'habitat à l'instar des dépenses et + 0,9 M€ pour les produits de cessions de la zone commerciale Nord,

- +8,1 M€ pour les domaines des mobilités et des espaces publics et naturels notamment,
  - + 6,1 M€ des recettes liées au tramway notamment du tram Ouest (+4,5 M€) concernant la remise de biens, des opérations connexes du tram (+0,9 M€) et du tram Nord (+0,6 M€) lié aux recettes provenant de l'État et de la Région Grand Est,
  - +2,3 M€ de subventions pour le nouveau programme de rénovation urbaine,
  - +1,9 M€ pour l'aménagement des gares routières,
  - +1,2 M€ de subventions pour la requalification de la M35,
  - +0,8 M€ de régularisation de titrage pour le développement du vélo dans l'agglomération,
  - +0,5 M€ pour les pôles d'échanges multimodaux des gares,
  - +0,4 M€ pour les fonds d'investissement des espaces extérieurs
  - -0,5 M€ pour le bouclage sud du BHNS gare-Etoile,
  - -5,3 M€ pour le TSPO suite à un doublon d'inscription,

- +0,8 M€ pour le numérique et le système d'information dû à des régularisations de subventions de la Ville,

- +0,2 M€ pour les AP qui concernent le développement économique et l'attractivité et plus précisément la restructuration des locaux de l'ISU,

- -6,2 M€ pour les AP liées à l'eau et aux risques environnementaux avec -4,5 M€ pour GEMAPI et -1,7 M€ pour les travaux de restauration des cours d'eau.

BUDGETS ANNEXES

Budget annexe de l'eau

Le budget supplémentaire propose une évolution des autorisations de programme à

hauteur de **+10,8 M€** en dépenses, et **+2,4 M€** en recette.

Concernant les dépenses, ces augmentations concernent :
- l'entretien des réseaux d'eau existant (+7,9 M€),
- la sécurisation des installations de production, et la réhabilitation de réservoirs (+1,8 M€),
- les travaux connexes au schéma directeur d'assainissement (+0,8 M€),
- le champ captant de Plobsheim (+0,3 M€).

Pour ce qui est des recettes, la hausse de 2,4 M€ comprend :
- +2,5 M€ sur le schéma directeur d'alimentation eau potable,
- -0,1M€ pour la sécurisation du réservoir d'Oberhausbergen.

Le montant total des AP s'élève désormais à 266,2 M€ en dépenses et à 26,6 M€ en recettes.

Budget annexe de l'assainissement

Le budget supplémentaire propose une évolution des autorisations de programme à hauteur de +**13,6 M€** en dépenses, et **-3,1 M€** en recettes.

S'agissant des dépenses, cette hausse s'explique par :
- le schéma directeur d'assainissement en hausse de +10,5 M€,
- +6,8 M€ pour les travaux sur les stations d'épuration dont la station de Plobsheim (+7,7 M€) et la station de la Wantzenau (-0,9 M€),
- les travaux sur le réseau d'assainissement existant (+4,1 M€),
- l'auto surveillance dommages-ouvrages en diminution de 0,2 M€,
- -7,5 M€ pour les travaux de déplacements de réseaux liés aux projets d'extension de tramway.

Le montant total des AP s'élève désormais à 471 M€ en dépenses et à 37,2 M€ en recettes.

Budget annexe des mobilités actives

Le budget supplémentaire propose une évolution des autorisations de programme à hauteur de **+1,2 M€** en dépenses, et **-6 M€** en recette.

Cette hausse des dépenses comprend :
- les projets liés au mandat vélo (+0,5 M€),
- les aménagements cyclables de proximité (-0,4 M€),
- le schéma directeur vélo (+1,1 M€).

Concernant les recettes, les subventions liées aux extensions tramway sont en diminution de 3,9 M€, et celles liées au développement du vélo sont en baisse de 2,1 M€.

Le montant total des AP s'élève désormais à 184,4 M€ en dépenses et à 27,3 M€ en recettes.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *pour le budget principal le nouveau montant des autorisations de programmes comme suit :*
  En dépenses 3 311 832 005,54 €,
  En recettes 787 684 067,21 €,

- *pour le budget annexe de l'eau le nouveau montant des autorisations de programmes comme suit :*
  En dépenses 266 201 846,19 €,
  En recettes 26 630 835,97 €,

- *pour le budget annexe de l'assainissement le nouveau montant des autorisations de programmes comme suit :*
  En dépenses 470 996 321,40 €,
  En recettes 37 240 374,49 €,

- *pour le budget annexe des mobilités actives le nouveau montant des autorisations de programmes comme suit :*
  En dépenses 184 434 144,69 €,
  En recettes 27 319 365,64 €.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-215060-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Strasbourg.eu
eurométropole

4

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Adoption du règlement intérieur.

Numéro E-2026-341

En application des dispositions des articles L. 5211-1, L.2121-8 et L. 2541-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Conseil de l'Eurométropole établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation. Il est ainsi proposé au Conseil d'adopter le règlement exposé en annexe.

Au-delà de cette obligation légale, ce nouveau règlement traduit la volonté de faire évoluer le fonctionnement du Conseil pour mieux organiser ses travaux et améliorer la qualité et l'intelligibilité du débat démocratique.

Il vise notamment à mieux structurer les séances, à clarifier les différents temps de discussion et à renforcer la préparation et la compréhension des dossiers en amont des séances. Ainsi que permettre des débats plus fluides et plus lisibles, garantir pleinement l'expression de chaque conseiller et conseillère, et recentrer le temps du Conseil sur les enjeux politiques et les décisions qui intéressent et concernent directement les habitants et habitantes de l'Eurométropole.

Le règlement est structuré en neuf parties :
I – Organisation des séances du Conseil
II – Tenue des séances du Conseil
III – Organisation des débats
IV – Vote des délibérations – amendements
V – Délibérations et procès-verbal
VI – Instances préparatoires
VII – Textes additionnels
VIII – Constitution des groupes d'élu·es
IX – Droit à la formation

Est par ailleurs annexée à ce règlement la Charte de déontologie du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'ensemble de ces dispositions sera applicable dès la prochaine séance du Conseil, à l'exception de celles relatives aux bureaux et commissions préparatoires thématiques,

notamment les articles 24 et 25, qui entreront en vigueur le 1er janvier 2027. Jusqu'à cette date, le système actuel de la commission plénière demeure applicable. Cette période transitoire permettra de préparer la nouvelle organisation dans les meilleures conditions.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
en application des articles L 2121-8, L 2541-5 et L 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le règlement intérieur du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg tel qu'exposé dans le document annexé qui entrera en vigueur dès la prochaine séance du conseil, à l'exception des dispositions relatives aux bureaux et commissions préparatoires thématiques qui n'entreront en vigueur qu'au 1er janvier 2027. Jusqu'à cette date, les dispositions antérieurement applicables relatives à la commission plénière demeurent en vigueur et continuent de régir la préparation des séances du Conseil.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-208621-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

4

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Amendement à la délibération : Adoption du règlement intérieur.

Numéro E-2026-341

La concertation et le travail menés entre groupes politiques depuis la transmission de la délibération a conduit à adapter certaines clauses du règlement intérieur qui figurait en annexe.
Le document joint à la délibération n°E-2026-341 est modifié et remplacé par le règlement intérieur annexé au présent amendement

Pour : 90 Contre : 17 Abstention : 0 Ne prend pas part au vote : 0	107/107	Point voté	Adopté à la majorité

REGLEMENT INTERIEUR

DU CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Adopté par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg dans sa séance du 9 octobre 2026

Annexe : charte de déontologie

Adoptée par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg le 26 juin 2026

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

SOMMAIRE

AVANT PROPOS 4
I – ORGANISATION DES SEANCES DU CONSEIL 4
Article 1er – Périodicité des séances 4
Article 2 – Convocation 5
II – TENUE DES SEANCES DU CONSEIL 5
Article 3 – Présidence 5
Article 4 – Secrétariat des séances 5
Article 5 – Publicité des séances 6
Article 6 – Procédure de huis clos 7
Article 7 - Quorum 7
Article 8 – Pouvoir (procuration) 8
Article 9 – Absentéisme 9
Article 10 – Non respect du règlement 9
III - ORGANISATION DES DEBATS 11
Article 11 – Déroulement de la séance 11
Article 12 – Prise de parole des élus et élues 11
Article 13 - Langue 12
Article 14 – Orientations budgétaires 13
Article 15 – Contrat de la commande publique 13
Article 16 – Personnes qualifiées 13
IV - VOTE DES DELIBERATIONS - AMENDEMENTS 13
Article 17 - Modalités de vote 13
Article 18 – Scrutin public par appel nominal 14
Article 19 – Vote secret 14
Article 20 – Amendements 15
Article 21 – Conseillers et conseillères intéressés 15
V – DELIBERATIONS ET PROCES VERBAL 16
Article 22 - Délibérations 16
Article 23 – Procès-verbal 16
Article 24 – Bureaux métropolitains 17
VI – INSTANCES PREPARATOIRES 18
Article 25 – Commissions préparatoires thématiques 18
Article 26 – Commissions spéciales 19

Article 27 - Comité consultatif 20
Article 28 – Réunion des présidents et présidentes de groupes 20
Article 29- Mission d'information et d'évaluation (article L.2121-22-1 du CGCT) 21
VII - TEXTES ADDITIONNELS 21
Article 30 - Vœux et Motions 22
Article 31 - Questions orales et questions orales d'actualité 22
Article 32 - Irrecevabilité 23
Article 33 – Questions écrites 23
VIII - CONSTITUTION DES GROUPES D'ELUS 23
Article 34 - Constitution 23
Article 35 - Moyens accordés aux groupes 24
Article 36 - Bulletin d'information intercommunal 24
IX - DROIT À LA FORMATION 24
Article 37 - Formation 24

CHARTE DE DÉONTOLOGIE DU CONSEIL EUROMETROPOLITAIN DE STRASBOURG 25
Préambule 25
Article 1 -Principes généraux- 26
Article 2 -Présence- 26
Article 3 -Conflits d'intérêts- 26
Article 4 -Moyens matériels- 27
Article 5 -Voyages- 27
Article 6 -Logement- 27
Article 7 -Déontologue- 27
Article 8 -Bilan- 28

REGLEMENT DU CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE

AVANT PROPOS

Le présent règlement intérieur arrête, en application des dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et de l'ensemble des textes législatifs et règlementaires qui régissent l'activité des établissements publics de coopération intercommunale, le fonctionnement de l'assemblée de l'Eurométropole et expose les droits des conseillers et conseillères. Il est complété par une charte de déontologie qui lui est annexée.

Il est convenu que si la rédaction des dispositions légales et règlementaires du présent règlement est modifiée au niveau national ou local (droit alsacien-mosellan), la nouvelle version des textes concernés s'applique automatiquement, sans qu'il soit besoin de faire approuver la modification du présent règlement par le Conseil de l'Eurométropole.

Dans le règlement ci-après :

- le Président ou la Présidente de l'Eurométropole est désignée par « le Président » ou « la Présidente » ;
- le « Conseil de l'Eurométropole » est désigné par le « Conseil » et les « Conseillers et Conseillères de l'Eurométropole » par les « Conseillers et Conseillères » ;
- en cas d'empêchement du Président ou de la Présidente, ou d'absence ponctuelle en cours de séance du Conseil, les prérogatives lui appartenant dans le cadre des instances sont pleinement exercées par le conseiller ou la conseillère à qui la présidence de séance a été confiée ;
- sauf indications différentes, les renvois à des dispositions législatives ou réglementaires visent le Code général des collectivités territoriales.

En application des articles L.5211-1, L.2541-5 et L.2121-8 du CGCT, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg fixe son règlement comme suit :

I – ORGANISATION DES SEANCES DU CONSEIL

Article 1er – Périodicité des séances

Le Président ou la Présidente convoque le Conseil aussi souvent que les affaires l'exigent et au moins quatre fois par an. Il ou elle fixe l'ordre du jour de la séance.

Le Président ou la Présidente est tenu de convoquer le Conseil chaque fois qu'il en est requis par une demande écrite indiquant les motifs et les buts de la convocation et signée par un tiers des membres (article L.2541-2 du CGCT).

Le Conseil se réunit habituellement au Centre administratif situé 1, Parc de l'Etoile à Strasbourg. Les séances pourront également, de manière occasionnelle, se dérouler dans tout autre lieu situé sur le territoire de l'Eurométropole.

Article 2 – Convocation

Pour chaque séance du Conseil, le Président ou la Présidente adresse aux conseillers et conseillères, au moins cinq jours francs avant la séance, une convocation écrite indiquant la date, l'heure et le lieu de la séance ainsi que l'ordre du jour accompagné des notes explicatives de synthèse (ou rapports) sur les affaires soumises à délibération (article L.2121-12 du CGCT).

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc ; à l'ouverture de la séance, le Président ou la Présidente en rend compte au Conseil qui apprécie s'il y a urgence et peut décider l'étude du point ou son renvoi à une séance ultérieure (article L.2121-12 du CGCT).

La convocation et les notes explicatives sont transmises aux membres du Conseil de l'Eurométropole de manière dématérialisée ou en format papier si les conseillers et conseillères en font expressément la demande (article L.2121-10 du CGCT). Ils sont également transmis au secrétariat des groupes politiques.

Les éventuelles pièces annexes sont envoyées à tous les conseillers et toutes les conseillères, et aux secrétariats des groupes préalablement à la tenue du Conseil. Les pièces annexes les plus volumineuses sont consultables en ligne et au Service des Assemblées.

Pour la bonne organisation des conseils, un calendrier prévisionnel annuel des séances du conseil est communiqué à tous les élus en début de chaque année.

II – TENUE DES SEANCES DU CONSEIL

Article 3 – Présidence

Les séances sont présidées par le Président ou la Présidente ou, en son absence, par un vice-président ou une vice-présidente dans l'ordre du tableau.

Le Président ou la Présidente préside les séances du Conseil dans le respect du droit d'expression et de proposition appartenant à tout conseiller et toute conseillère (article L.2121-14 du CGCT).

Lorsque le compte financier unique est débattu, le Conseil élit son président ou sa présidente pour animer le débat et le vote sur le CFU. Dans ce cas, le Président ou la Présidente peut, même s'il ou elle n'est plus en fonction, assister à la discussion, mais doit se retirer au moment du vote (article L2121-14 du CGCT).

Article 4 – Secrétariat des séances

Au début de chaque séance, le Conseil désigne, sur proposition du Président ou de la Présidente, son secrétaire de séance, qui peut être choisi parmi les conseillers ou parmi les agents de la collectivité assistant à la séance en application de l'article L.2541-7 du CGCT. Cette désignation est renouvelée à chaque séance.

Article 5 – Publicité des séances

Les séances du Conseil sont publiques (article L.2121-18 du CGCT).

Afin d'assurer la publicité des séances du conseil, la date, l'heure, le lieu de réunion ainsi que l'ordre du jour sont publiés sur le site internet de la collectivité.

Le public est admis à la tribune dans la limite des places disponibles. Il doit respecter la sérénité des débats, rester assis, conserver une attitude passive et silencieuse et ne doit se manifester d'aucune manière orale ou écrite durant toute la durée de la séance. Toute marque d'approbation ou de désapprobation, ainsi que tout comportement susceptible de perturber les débats, est strictement interdit et fera l'objet d'un rappel à l'ordre, voire d'une expulsion.

Le Président ou la Présidente a seul la police de l'assemblée et peut ainsi faire expulser de l'auditoire ou arrêter toute personne qui trouble l'ordre (article L.2121-16 du CGCT).

Peuvent assister aux débats dans la salle du conseil :
- la direction générale des services ;
- les collaborateurs et collaboratrices du Président ou de la Présidente ;
- les collaborateurs et collaboratrices des groupes du Conseil de l'Eurométropole ;
- les agents et agentes concernés par l'ordre du jour et présents à la demande du Président ou de la Présidente (article L.2541-7 du CGCT) ;
- les agents et agentes concourant au bon déroulement de la séance ;
- la presse et les autres médias sur présentation de leur carte de presse et en occupant l'espace qui leur est réservé.

La séance est retransmise en direct à l'attention du public sur le site internet de l'Eurométropole, sans préjudice des pouvoirs de police du Président ou de la Présidente définis au présent règlement. Les débats sont enregistrés et pourront être consultés avec sous-titrage sur le site internet dans les meilleurs délais.

Les téléphones portables doivent être mis en mode « silencieux » aussi bien dans la salle du conseil que dans la tribune réservée au public.

Conformément à l'article 1er du présent règlement, la séance se tient en salle des conseils du Centre administratif. Par dérogation motivée par des circonstances exceptionnelles, le Président ou la Présidente peut décider que la réunion du Conseil se tient en plusieurs lieux par visioconférence, conformément à l'article L.5211-11-1 du CGCT et dans les conditions prévues par la convocation transmise aux élus.

Dans ces circonstances, les votes ne peuvent avoir lieu qu'au scrutin public. En cas d'adoption d'une demande de vote secret, le Président ou la Présidente reporte le point de l'ordre du jour à une séance ultérieure, qui ne peut se tenir par visioconférence (L.5211-11-1 du CGCT).

Lorsque la réunion du Conseil se tient entièrement ou partiellement par visioconférence :
- il en est fait mention dans la convocation,
- chaque membre de l'assemblée dispose, en ce qui concerne le matériel informatique, soit d'un ordinateur équipé d'un microphone et d'une caméra fonctionnels ainsi que d'une connexion internet ; soit d'un smartphone et d'un équipement informatique complémentaire de type tablette,

- l'outil Teams, ou tout autre outil adapté aux visioconférences, est utilisé, afin de permettre aux membres de l'assemblée d'écouter et de participer aux débats en séance.

  Chaque membre de l'assemblée est invité à se connecter avec son compte informatique (matricule et mot de passe réseau) Eurométropole pour garantir au mieux son identité. Pour des raisons de sécurité, la connexion en mode « invité » n'est pas acceptée,
- la séance est diffusée en direct à l'attention du public sur le site internet de l'Eurométropole de Strasbourg. Les débats sont enregistrés et pourront être consultés sur le site Internet. Ils feront l'objet d'un procès-verbal qui sera arrêté par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

Lorsque des lieux sont mis à disposition par l'EPCI pour la tenue d'une de ses réunions par visioconférence, chacun d'entre eux est accessible au public.

La réunion du conseil ne peut se tenir en plusieurs lieux par visioconférence pour l'élection du président et du bureau, pour l'adoption du budget primitif, ni pour l'élection des délégués aux établissements publics de coopération intercommunale, ni pour l'application de l'article L.2121-33. Le conseil se réunit en un seul et même lieu au moins une fois par semestre.

Article 6 – Procédure de huis clos

Lorsque trois membres ou le Président ou la Présidente le demandent, le Conseil peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, de se réunir à huis clos (article L.2121-18 du CGCT).

La décision de tenir une séance (ou d'examiner certains points spécifiques de l'ordre du jour, notamment ceux dont le caractère nominatif requiert la confidentialité) à huis clos est prise par un vote public du Conseil.

Lorsqu'il est décidé que le Conseil se réunit à huis clos, le public, les représentants et représentantes de la presse, ainsi que tout agent ou agente qui ne serait pas autorisé expressément par le Président ou la Présidente à rester, doivent se retirer. La retransmission vidéo de la séance du Conseil à l'attention du public et l'enregistrement des débats sont interrompus pendant l'examen et le vote, le cas échéant, du ou des points concernés.

Article 7 - Quorum

Le Conseil ne délibérant valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente (L.2121-17 du CGCT) à l'ouverture de la séance, la présence des conseillers et conseillères est constatée par le ou la secrétaire de séance qui donne connaissance des excuses et des pouvoirs qui lui sont parvenus. Le quorum s'établit en décomptant les personnes effectivement présentes, à l'exclusion des pouvoirs de vote. Afin de vérifier les présences, il peut être recouru au logiciel de vote : les membres présents sont invités à utiliser la fonction de vote « pour » sur le logiciel pour permettre une constatation électronique des présences.

Le quorum doit être atteint non seulement à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération, c'est-à-dire lorsque le

Président ou la Présidente déclare ouvrir la discussion après la présentation du rapport. La non-participation au vote, sauf par obligation de déport, n'affecte pas le calcul du quorum. Il est fait exception à la règle du quorum à la majorité des membres en exercice lorsque le Conseil est empêché de délibérer valablement par le fait que la moitié ou plus de la moitié des conseillers et conseillères sont intéressés personnellement ou comme mandataires dans les affaires qui sont discutées ou décidées (article L.2541-4 du CGCT).

Par ailleurs, le départ d'un ou plusieurs conseillers en cours de discussion sur un point à l'ordre du jour est sans incidence sur le quorum, dès lors que celui-ci était atteint au moment de la mise en discussion du point concerné.

Si le quorum n'est pas atteint à l'ouverture de la séance ou lors de la mise en discussion de chaque point de l'ordre du jour soumis à délibération, le Président ou la Présidente lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

En application des dispositions des articles L.2121-17 et L.2541-4 du CGCT, la seconde convocation du Conseil avec à l'ordre du jour intervient dans un intervalle de trois jours au moins et précise expressément que le Conseil délibère alors valablement sans condition de quorum. Seules les questions pour lesquelles le quorum n'avait pas été atteint lors de la réunion précédente du Conseil peuvent être examinées.

Si, au cours de la séance, un membre du Conseil demande que le quorum soit vérifié, le Président ou la Présidente peut demander au secrétaire de procéder à une vérification des élus et élues présents.

Les conseillers et conseillères qui entrent en séance après l'appel nominal ou qui quittent définitivement la séance doivent en informer le Service des Assemblées.

Article 8 – Pouvoir (procuration)

Un conseiller ou une conseillère empêché d'assister à une séance peut donner à un ou une collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller ou une même conseillère ne peut être porteur que d'un seul pouvoir (article L.2121-20 du CGCT).

Les pouvoirs, datés et signés, sont à communiquer au Service des Assemblées avant la séance par courriel ou au plus tard en début de séance par remise en main propre.

En cours de Conseil, tout conseiller ou toute conseillère quittant la séance avant la fin de celle-ci peut remettre un pouvoir à un ou une collègue de son choix. Il lui appartient de vérifier que ce ou cette collègue n'est pas déjà porteur d'un pouvoir. Si tel est bien le cas, cette procuration sera communiquée immédiatement au Service des Assemblées.

Dans le cas où plusieurs pouvoirs seraient présentés, émanant d'un même conseiller ou conseillère absent, le dernier en date est seul valable ; si la postériorité ne peut être établie, les différents pouvoirs s'annulent.

Si un conseiller ou une conseillère présent est porteur de plusieurs pouvoirs, c'est le premier en date qui est seul valable ; si l'antériorité ne peut être établie, les différents pouvoirs s'annulent.

Le pouvoir est toujours révocable. Sauf en cas de maladie dûment constatée, il ne peut

être valable pour plus de trois séances consécutives (article L.2121-20 du CGCT).

Le vote par procuration est admis pour tous les modes de scrutin et notamment pour les élections.

Article 9 – Absentéisme

Tout conseiller ou conseillère qui, sans excuse valable (au sens de l'article 10 du présent règlement), a manqué cinq séances consécutives, cesse d'être membre du Conseil. Le fait qu'un conseiller ou une conseillère ait manqué sans excuse cinq séances consécutives doit ressortir des procès-verbaux des séances (article L.2541-10 du CGCT).

Tout conseiller ou conseillère qui, sans excuse suffisante, a manqué trois séances successives du Conseil peut, par décision de l'assemblée qui motivera sa décision, être exclu du Conseil pour un temps déterminé ou pour toute la durée de son mandat (article L.2541-9 du CGCT).

Il est alors mis en mesure de présenter ses observations avant que l'assemblée délibérante ne statue sur son éventuelle exclusion. Ainsi, la question de son exclusion est mise à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil et l'intéressé est informé par tout moyen écrit qu'il est invité à présenter ses observations sur son éventuelle exclusion et qu'il a la possibilité, le cas échéant, de faire valoir ses observations orales lors de la séance du conseil.

L'opposition contre ces décisions du Conseil est portée devant le tribunal administratif dans les dix jours suivant la date à laquelle la décision attaquée a été prise. L'opposition ne peut être formée que par les conseillers et conseillères directement intéressés.

Article 10 – Non-respect du règlement

Sans préjudice des poursuites ou sanctions prévues par les différentes juridictions, le Président ou la Présidente exerce la police de l'assemblée, veille au respect du présent règlement, notamment les prises de parole sans autorisation, les interventions sans rapport avec le sujet traité ou étrangères aux compétences de l'assemblée délibérante, les interruptions, propos injurieux, racistes, sexistes ou discriminants, attaques personnelles et tout autre comportement et agissement de nature à troubler l'ordre du public et le bon déroulement des débats.

Le Président ou la Présidente peut exercer ses pouvoirs de police de la manière suivante :

- Rappel à l'ordre ;
- Rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal ;
- Interdiction de parole pour le reste de la séance sur proposition du Président ou de la Présidente et vote de l'assemblée à main levée sans débat (au-delà de 2 rappels à l'ordre) ;
- Expulsion pour l'ensemble de la séance conformément à l'article L.2541-9 du CGCT.

Conformément à l'article L.2541-9 du CGCT, tout conseiller ou toute conseillère qui a troublé l'ordre à plusieurs reprises, sans tenir compte des avertissements du Président ou de la Présidente, peut par décision de l'assemblée être exclu du conseil pour un temps

déterminé ou pour toute la durée de son mandat.

Lorsque son exclusion est envisagée, la personne concernée est mise en mesure de présenter ses observations avant que l'assemblée délibérante ne statue sur son éventuelle exclusion. La question de son exclusion est mise à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil et l'intéressé est invité à présenter ses observations sur son éventuelle exclusion lors de ladite séance du conseil.

L'élu exclu du conseil perd le bénéfice de ses indemnités de manière définitive s'il est exclu pour la durée de son mandat. En cas d'exclusion temporaire, il est privé de ses indemnités pendant le temps de son exclusion.

Conformément à l'article L.2123-24-2 du CGCT, tout conseiller ou conseillère qui a manqué sans justificatif ni représentation plus de 30% des séances du conseil et du bureau métropolitain (au sens de l'article 24) dont il est membre sur une année d'exercice, soit douze mois à compter du 1er janvier de chaque année, se verra soumis à une retenue de 50 % du montant annuel de son indemnité appliquée l'année suivante.

Par exception, la règle de retenue ne s'applique pas à des séances de Conseil convoquées dans l'urgence ou à des dates différentes de celles programmées initialement, et modifiées moins de six mois à l'avance.

Certaines absences, assorties d'un justificatif transmis au Service des Assemblées, n'entrent pas en considération dans le décompte des absences ci-dessus exposées. Il s'agit de :

Motif	**justificatif**
Maladie, accident	arrêt maladie ou certificat médical
Enfant ou parent malade	arrêt maladie ou certificat médical
Congé de famille (naissance, décès, mariage)	copies des actes
Motifs professionnels justifiés	demande écrite de l'employeur ou une attestation sur l'honneur pour les élus exerçant une activité professionnelle indépendante
Représentation officielle de l'EMS ou d'une autre collectivité	Demande écrite du responsable de l'exécutif

III - ORGANISATION DES DEBATS

Article 11 – Déroulement de la séance

Le Président ou la Présidente ouvre les séances et en prononce la suspension ou la clôture.

L'ordre du jour est fixé par le Président ou la Présidente. Il mentionne l'objet des délibérations.

Le conseiller ou la conseillère qui souhaite qu'un projet de délibération ou une communication soit retenu pour être discuté et faire l'objet d'un débat doit le signaler par main levée lors de l'énoncé de l'ordre du jour en début de séance du Conseil, immédiatement après l'énoncé du point concerné.

Un projet de délibération qui n'est retenu par aucun conseiller ou aucune conseillère est réputé adopté en début de séance.

Les affaires inscrites à l'ordre du jour sont présentées dans l'ordre indiqué dans la convocation. Il peut être dérogé à cette règle sur proposition du Président ou de la Présidente, sauf si un élu ou une élue s'y oppose. Dans ce cas un vote sans débat du Conseil à la majorité de ses membres est nécessaire.

Des affaires non inscrites à l'ordre du jour ne peuvent être discutées que si, sur proposition du Président ou de la Présidente, le Conseil en décide ainsi par vote à la majorité de ses membres. Cette restriction ne s'applique pas aux communications à faire par le Président ou la Présidente. Tout conseiller peut demander au Président ou à la Présidente l'inscription d'une affaire d'intérêt intercommunal à l'ordre du jour d'une prochaine séance.

Hors les délibérations dont le vote est obligatoire dans certains délais, le Président ou la Présidente peut proposer l'ajournement de l'examen d'un point, auquel cas l'affaire est retirée de l'ordre du jour. Si un élu ou une élue s'y oppose, un vote du Conseil à la majorité de ses membres est nécessaire.

Durant la séance, l'ensemble des élus et élues est tenu de respecter les valeurs de la République ainsi que les principes de laïcité. À ce titre, chacun s'engage dans ses propos, sa tenue, sa posture et ses gestes à :

- respecter les principes d'égalité, de tolérance, de fraternité et de respect mutuel ;
- adopter un comportement respectueux, exempt de toute forme de discrimination, de harcèlement, de violence, de propos ou d'actes sexistes ou racistes, de provocation à la haine ou d'atteinte à la dignité d'autrui.

La suspension est de droit. La durée de la suspension de séance est fixée et indiquée par le Président ou la Présidente.

Article 12 – Prise de parole des élus et élues

Un membre du Conseil ne peut prendre la parole qu'après l'avoir obtenue du Président ou de la Présidente. La parole est accordée suivant l'ordre des demandes.

Pour les débats budgétaires et les délibérations à l'ordre du jour pouvant nécessiter un temps de discussion spécifique, le Président ou la Présidente peut organiser les débats en proposant des temps de parole et une durée globale adaptés. L'organisation et la durée de ces débats doivent être préalablement discutées lors de la réunion des présidents et présidentes de groupes, telle que définie à l'article 28.

Pour les délibérations n'ayant pas fait l'objet d'une demande d'organisation spécifique, et afin de favoriser l'attention de tous sur l'ensemble de la séance, chaque membre du conseil, à l'exception du rapporteur, peut s'exprimer en principe deux fois sur une même question (hors rappels aux règlements et explications de vote).

Un premier tour de parole permet des expressions d'une durée indicative de cinq minutes suivi d'un second tour d'expressions d'une durée indicative de trois minutes chacune.

Après chaque tour de parole, l'exécutif apporte toute explication et précision nécessaires suite aux différentes interventions dans un temps adapté et proportionné au débat.

L'orateur ou l'oratrice ne doit s'adresser qu'au Président ou à la Présidente. Les discussions ou interpellations réciproques entre les conseillers et conseillères et toute manifestation de nature à troubler l'ordre de la séance sont interdites. Il est également interdit d'interrompre l'orateur ou l'oratrice, en dehors du Président ou de la Présidente qui peut intervenir pour demander à l'orateur ou l'oratrice de ne pas s'écarter du sujet de discussion. Au regard du nombre de conseillers et conseillères, et afin de favoriser le pluralisme des expressions, le Président ou la Présidente peut l'inviter à conclure brièvement au-delà du temps de parole défini pour le débat.

En conclusion du débat, peuvent encore prendre la parole pour un temps indicatif de deux minutes :

- les conseillers et conseillères souhaitant présenter l'explication de vote de leur groupe ;
- les conseillers et conseillères souhaitant présenter une explication de vote différente de leur groupe ou individuelle lorsqu'ils sont non-inscrits ;
- Par exception, les conseillers et conseillères personnellement mis en cause au cours du débat s'ils n'ont pas pu répondre.

La parole est donnée, en dehors de l'ordre fixé, à tout conseiller ou conseillère qui la demande pour faire des observations au sujet de l'application du règlement, pour une durée indicative d'une minute.

Aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

Article 13 - Langue

Il est loisible à chaque conseiller et conseillère de s'exprimer soit en français, soit dans la langue régionale. Le ou la membre qui s'exprime en langue régionale doit assurer sa traduction en français.

Article 14 – Orientations budgétaires

Le Président ou la Présidente présente à l'assemblée délibérante, dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice (article L.1612-26 du CGCT).

Article 15 – Contrat de la commande publique

Si la délibération concerne un contrat de service public, la consultation des projets de contrats ou de marchés est possible sur demande écrite adressée au Directeur général ou à la Directrice Générale des services, 24h ouvrées (c'est-à-dire hors samedis, dimanches et jours fériés) avant la date de consultation souhaitée. Elle se fait au service des assemblées, aux heures d'ouverture du service, à compter de l'envoi de la convocation et jusqu'au jour de la séance du Conseil concernée.
Lorsque le Conseil se prononce sur le choix du délégataire et le contrat de délégation, les documents sur lesquels il se prononce sont transmis aux conseillers et conseillères quinze jours au moins avant la séance (article L.1411-7 du CGCT). Les conseillers et conseillères sont tenus à une obligation de secret concernant leur contenu (L.3122-3 du Code de la commande publique).

Article 16 – Personnes qualifiées

Le Président ou la Présidente peut demander à toute personne qualifiée, même étrangère à l'administration, d'informer le conseil sur un ou plusieurs points faisant l'objet d'une délibération.

Ces personnes extérieures (experts et expertes, personnalités honorifiques, etc.) peuvent être expressément autorisées par le Président ou la Présidente à pénétrer dans l'enceinte du Conseil en vue d'une intervention orale, lors d'une suspension de séance et avec information préalable des conseillers et conseillères.

Par exception, la transmission vidéo est maintenue durant cette interruption sauf demande contraire du Président ou de la Présidente.

IV - VOTE DES DELIBERATIONS - AMENDEMENTS

Article 17 - Modalités de vote

Le scrutin public peut être organisé soit par appel nominal, soit par main levée, soit par vote électronique, dans des conditions garantissant sa sincérité.

Sauf demande contraire du Président ou de la Présidente ou du quart des membres présents (exprimée à l'ouverture de la séance et concernant tout ou partie des points inscrits à l'ordre du jour), le Conseil fait usage du système de vote électronique, étant précisé que les points non retenus à la lecture de l'ordre du jour en début de séance sont réputés adoptés sans recours au vote électronique.

Le système de vote électronique est basé sur une application web dont chaque conseiller et conseillère dispose sur un téléphone ou depuis un ordinateur ou une tablette connecté à internet. Pour utiliser cette application, chaque membre doit se connecter avec son identifiant fourni par la collectivité.

À l'issue de chaque vote, le Président ou la Présidente, avec l'assistance du Service des Assemblées, en proclame les résultats, visibles sur un tableau mis en ligne. Ces résultats sont reproduits au procès-verbal de la séance avec le nom des votants, et sont mis en ligne sur le site de la collectivité.

En cas de difficulté de vote rencontrée par un conseiller ou une conseillère (problème technique ou erreur matérielle de vote), l'élu doit faire part de cette difficulté et du sens de son vote immédiatement après la clôture du vote en le signalant oralement en séance afin que ce soit enregistré au procès-verbal. À défaut, la rectification du vote ne pourra pas être prise en compte dans le résultat définitif du vote.

Au début de la séance comme en cours de séance, le détenteur d'un pouvoir dûment établi dans les conditions définies au premier alinéa de l'article 8 du présent règlement se voit ouvrir les droits de son mandant sur l'application de vote.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés, y compris, le cas échéant, les votes par procuration. Pour le calcul de la majorité, il n'est tenu compte ni des abstentions, ni des bulletins blancs, ni des bulletins nuls.
En cas de partage, sauf dans le cas de scrutin secret, la voix du Président ou de la Présidente est prépondérante (article L.2121-20 du CGCT).

Article 18 – Scrutin public par appel nominal

Lorsqu'un quart des membres présents le demande, le vote a lieu au scrutin public par appel nominal. À l'appel de son nom, chaque membre répond « pour » pour l'adoption, « contre » pour le rejet, ou déclare qu'il s'abstient. Les noms des votants et votantes, avec l'indication de leur vote, sont mentionnés au procès-verbal (article L.2121-21 du CGCT).

Les pouvoirs sont valables en cas de scrutin public.

Article 19 – Vote secret

Il est voté au scrutin secret toutes les fois que le tiers des membres présents le réclame, ou qu'il s'agit de procéder à une nomination ou désignation. Ce vote secret se fait soit à l'urne, soit via le système de vote électronique, soit tout autre système garantissant l'anonymat du vote.

Dans les cas de désignations ou de nominations, après deux tours de scrutin, si aucun des candidats ou candidates n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé ou à la plus âgée (article L.2121-21 du CGCT).

En application de l'article L.2121-21 du CGCT, le Conseil peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux désignations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Lorsqu'il s'agit de délibérations ordinaires et que le vote ne porte pas sur un ou plusieurs noms mais sur une proposition, il faut, pour que la proposition soit considérée comme adoptée, qu'elle ait réuni la majorité des suffrages exprimés.

S'il y a égalité des suffrages, la proposition est considérée comme rejetée.

Les pouvoirs sont valables en cas de scrutin secret.

Si une demande de scrutin public et une demande de scrutin secret sont déposées en même temps, le scrutin secret a la priorité.

Article 20 – Amendements

Des amendements peuvent être proposés par chaque conseiller et conseillère sur toute affaire en discussion soumise au Conseil. Pour être mis au vote, un amendement doit avoir été déposé par écrit avant le début de séance auprès du Président ou de la Présidente et au service des Assemblées. Tout amendement doit être communiqué à l'ensemble des conseillers et conseillères en amont du vote sur le point concerné.

Un conseiller ou une conseillère qui propose un amendement dispose de trois minutes de parole pour présenter et défendre son amendement.

Le Président ou la Présidente a la faculté de proposer oralement des modifications visant à apporter des corrections aux projets de délibérations ou amendements.

Les amendements sont mis aux voix avant le projet de délibération auquel ils se rapportent. L'amendement qui s'écarte le plus du projet de délibération a la priorité, sauf dans le cas où l'adoption de cet amendement entraînerait une nouvelle charge financière pour l'Eurométropole de Strasbourg. S'il y a des doutes à ce sujet, le Président ou la Présidente décide à quelle proposition revient la priorité.

Chaque délibération est votée dans son intégralité. Le Président ou la Présidente dispose néanmoins d'un droit de fractionnement permettant de voter séparément certaines dispositions figurant dans la délibération.

Article 21 – Conseillers et conseillères intéressés

Les membres du conseil ne peuvent prendre part aux débats et délibérations relatifs à des affaires dans lesquelles ils ou elles sont intéressés personnellement ou comme mandataires (article L.2541-17 du CGCT modifié par la loi du 22 décembre 2025).

Un membre du Conseil ne peut être considéré comme ayant pris part à la délibération du seul fait de sa présence à la réunion de l'organe délibérant (article L2131-11 du CGCT)

Lorsqu'ils sont en situation de déport, les représentants des collectivités territoriales ou des groupements de collectivités territoriales ne sont pas considérés, pour le calcul du quorum, comme des membres en exercice du conseil (article L. 2131-11 du CGCT).

Il appartient aux membres de l'assemblée délibérante, au vu du contenu des délibérations qui leur est proposé, de vérifier qu'ils ou elles peuvent ou non, le cas échéant, prendre part au débat et au vote.

Aussi bien pour les points retenus que les points non retenus lors de la lecture de l'ordre du jour du Conseil, les conseillers et conseillères intéressés doivent se signaler oralement, afin que leur nom soit expressément mentionné au procès-verbal de la séance.

L'opposition contre une décision du conseil à raison de la participation du Président ou de la Présidente, d'un vice-président ou d'une vice-présidente ou de membres du conseil à une délibération sur des affaires dans lesquelles ils ou elles sont intéressés personnellement ou comme mandataires est portée devant le tribunal administratif dans les dix jours à compter de la date à laquelle la décision attaquée a été prise.
Elle peut être formée par tout électeur ainsi que par le représentant de l'État dans le département (article L.2541-18 du CGCT).

V – DELIBERATIONS ET PROCES VERBAL

Article 22 - Délibérations

La liste des délibérations examinées par le Conseil est consultable au centre administratif et mise en ligne sur le site internet de la collectivité (www.strasbourg.eu) dans un délai d'une semaine à compter de l'examen de ces délibérations par le conseil (article L.2121-25 du CGCT).

Article 23 – Procès-verbal

Toutes les déclarations et prises de parole des conseillers et conseillères sont retranscrites dans un procès-verbal, accessible à tout conseiller et toute conseillère qui souhaite le consulter.

Le texte des déclarations ou discours lus par un conseiller ou une conseillère est à remettre au Service des Assemblées au plus tard à la fin de la séance.

Le procès-verbal contient la date et l'heure de la séance, les noms du président, des membres du conseil présents ou représentés et du ou des secrétaires de séance, le quorum, l'ordre du jour de la séance, les délibérations adoptées et les rapports au vu desquels elles ont été adoptées, les demandes de scrutin particulier, le résultat des scrutins précisant, s'agissant des scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote, et la teneur des discussions au cours de la séance.

Conformément à l'article L.2121-15 du CGCT, dans un délai d'une semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été arrêté, le procès-verbal est publié sous forme électronique sur le site internet de la commune et un exemplaire sur papier est mis à la disposition du public.

L'exemplaire original du procès-verbal, qu'il soit établi sur papier ou sur support numérique, est conservé dans des conditions propres à en assurer la pérennité.

Article 24 – Bureau eurométropolitain

En application de l'article L.5211-10 du CGCT, le bureau d'un établissement public de coopération intercommunale est composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres. La composition du bureau de l'Eurométropole de Strasbourg est approuvée par le conseil de l'Eurométropole.

Les membres du Bureau eurométropolitain sont élus selon les modalités prévues à l'article L.2122-7 du CGCT. Leur mandat prend fin en même temps que celui des membres du Conseil.

Le Bureau eurométropolitain est une instance délibérative. Il peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant, à l'exception des compétences relevant exclusivement du Conseil de l'Eurométropole listées à l'article L.5211-10 du CGCT. Ces éventuelles délégations font l'objet d'une délibération spécifique adoptée par le conseil de l'Eurométropole.

Le Bureau se réunit au moins une fois par trimestre. Le Président ou la Présidente peut réunir le Bureau eurométropolitain chaque fois qu'il ou elle le juge utile et fixe son ordre du jour qui mentionne l'objet des délibérations.

Le Président ou la Présidente adresse aux membres du Bureau eurométropolitain, au moins cinq jours francs avant la séance, une convocation écrite indiquant la date, l'heure et le lieu de la séance ainsi que l'ordre du jour accompagné des notes explicatives de synthèse (ou rapports) sur les affaires soumises à délibération

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc ; à l'ouverture de la séance, le Président ou la Présidente en rend compte au Bureau qui apprécie s'il y a urgence et peut décider l'étude du point ou son renvoi à une séance ultérieure.

La convocation est adressée par le Président ou la Présidente de manière dématérialisée ou, si les membres du Bureau en font expressément la demande, par écrit à leur domicile ou à une autre adresse.

Les séances du bureau se tiennent habituellement en salle des conseils du Centre administratif. Le Bureau eurométropolitain peut se tenir par visioconférence lorsque le président ou la présidente le décide, le cas échéant la convocation adressée aux élus le mentionne.

Le procès-verbal de la séance est établi dans les conditions fixées pour le Conseil de l'Eurométropole.

Les collaborateurs et collaboratrices des groupes politiques, les collaborateurs de cabinet du Président ou de la Présidente, les agents de la direction générale des services et tout agent utile au bon déroulé de la séance peuvent assister aux débats du Bureau.

VI – INSTANCES PREPARATOIRES

Article 25 – Commissions préparatoires thématiques

Le Conseil peut former des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres (L.2121-22 du CGCT).

Ainsi, pour l'examen des affaires qui lui sont soumises, et pour assurer la préparation des décisions qui lui incombent, le Conseil s'appuie sur cinq commissions thématiques réparties à titre indicatif comme suit :

- Commission finances et ressources
- Commission urbanisme, politique de la Ville et enjeux écologiques
- Commission attractivité, Europe et international, développement économique, économie sociale et solidaire (ESS), emploi, innovation, numérique, tourisme, enseignement supérieur, recherche et vie étudiante
- Commission mobilités, voirie, espace public
- Commission culture, sport, équipements culturels et sportifs, participation citoyenne, politique sociale, vie associative.

Les élus et élues du conseil peuvent siéger dans la commission de leur choix. Un même élu ou une même élue ne peut participer qu'à deux commissions maximum dont une obligatoire. Un ou une élue absent peut se faire représenter par un membre du conseil de son choix ou par un représentant de la commune dont il est issu.

Chaque commune de l'Eurométropole peut également être représentée dans chaque commission soit par son représentant au conseil, soit par un élu de ladite commune, désigné par elle.

L'instauration de ces commissions fait l'objet d'une délibération en conseil. Les membres de ces commissions sont désignés par le conseil de l'Eurométropole.

Un calendrier prévisionnel des différentes commissions sera adressé à chaque conseiller et conseillère six mois en avance.

Pour la présentation du budget primitif, ou lorsqu'une délibération à l'ordre du jour le justifie, le président ou la présidente peut convoquer une réunion des commissions thématiques réunies.

Les membres de l'exécutif peuvent participer à toute commission où leur présence est justifiée par l'ordre du jour.

Conformément à l'article L2121-22-1 du CGCT, les membres d'une commission thématique du Conseil de l'Eurométropole peuvent participer à ses réunions par visioconférence lorsque la convocation le prévoit expressément et précise les modalités techniques de connexion. Le membre qui participe à distance maintient sa caméra activée pendant toute la durée de sa présence, afin que le président de séance puisse s'assurer de son identité et de sa participation effective, et se connecte depuis un lieu garantissant le caractère non public de la réunion.

Il intervient dans les mêmes conditions que les membres présents en salle. Il lui est interdit d'enregistrer, de filmer, de photographier, de retransmettre ou de diffuser, par quelque moyen que ce soit, tout ou partie de la réunion, de même qu'il lui est interdit de permettre à un tiers de la suivre ou d'y assister. Le compte rendu mentionne les membres présents en salle, ceux connectés à distance et tout incident technique notable.

Les commissions sont présidées par le Président ou la Présidente ou son représentant désigné (L2541-8 du CGCT).

La commission se réunit sur convocation du Président de la Commission qui en fixe l'ordre du jour. Un compte-rendu de séance synthétique sera établi pour chaque commission.

L'ordre du jour est adressé à tous les membres de la commission, ainsi qu'aux secrétariats des groupes politiques, cinq jours francs avant la séance, sauf urgence. Sauf difficultés particulières expliquées en début de séance, l'envoi de l'ordre du jour est accompagné des projets de délibération présentés dans les conditions précisées à l'article 2.

Les conseillers et conseillères peuvent poser des questions sur les délibérations et sujets proposés auxquels il est apporté une réponse soit immédiatement à l'oral, soit dans le compte-rendu synthétique, soit par voie de courrier ou courriel adressé au conseiller ou à la conseillère.

Les conseillers et conseillères ne peuvent prendre la parole qu'à l'invitation du Président ou de la Présidente de la commission.

Les agents et agentes concernés par l'ordre du jour de la commission peuvent être présents et apporter des précisions à l'invitation du président.

Les collaborateurs et collaboratrices des groupes politiques et les collaborateurs et collaboratrices de cabinet peuvent assister aux débats des différentes commissions.

À l'invitation du président, des personnalités qualifiées peuvent intervenir afin d'éclairer les commissions dans leurs travaux.

Article 26 – Commissions spéciales

En vue de l'étude de certaines affaires de sa compétence, le Conseil peut constituer en son sein un certain nombre de commissions spéciales. Ces commissions sont convoquées et présidées par le Président ou la Présidente qui peut déléguer la présidence à un vice-président ou une vice-présidente ou à un ou une autre membre du Conseil (article L.2541-8 du CGCT).

Le nombre, la composition et le mode de désignation des commissions sont précisés par délibération du Conseil. La composition de ces commissions veillera à permettre l'expression pluraliste au sein de l'assemblée et des groupes qui la composent.

Le Président ou la Présidente a la faculté de recourir à ces commissions toutes les fois qu'il ou elle le juge utile.

L'ordre du jour sera adressé aux membres de la commission et aux secrétariats des groupes politiques au moins cinq jours francs avant la séance, sauf urgence.

Chaque conseiller et conseillère a le droit de faire entendre un expert ou une experte de son choix après accord préalable du Président ou de la Présidente de la Commission.
Tous les conseillers et conseillères sont informés des dates de réunion des commissions et peuvent y assister, s'ils le souhaitent. Ils ne peuvent prendre la parole qu'à l'invitation du Président ou de la Présidente de la commission. Les comptes rendus des commissions sont envoyés à l'ensemble des membres du Conseil ainsi qu'au secrétariat des groupes politiques.

Les agents et agentes concernés par l'ordre du jour de la commission peuvent être présents et apporter des précisions à l'invitation du président.

Les collaborateurs et collaboratrices des groupes politiques, ainsi que les collaborateurs et collaboratrices de cabinet, peuvent assister aux débats des différentes commissions.

Article 27 - Comité consultatif

Le Conseil peut créer des Comités consultatifs sur tout sujet d'intérêt métropolitain concernant tout ou partie du territoire de l'Eurométropole dans les conditions fixées par l'article L.2143-2 du CGCT. Il en fixe la composition, qui peut inclure des personnes n'appartenant pas au Conseil, ainsi que les modalités de fonctionnement. Chaque Comité consultatif est présidé par un membre du Conseil désigné par le Président ou la Présidente.

Chaque groupe politique peut y être représenté, sauf décision contraire du groupe concerné.

Article 28 – Réunion des présidents et présidentes de groupes

Sauf urgence, les débats en Conseil sont évoqués au préalable dans une réunion, tenue sous la présidence du Président ou de la Présidente ou son représentant ou sa représentante, des présidents et présidentes des groupes politiques du Conseil ou leurs représentants et représentantes.

Cette instance est saisie de l'organisation et du déroulement des débats. Elle évoque la répartition des temps de parole de chaque groupe et des conseillers et conseillères non-inscrits qui se seront signalés ainsi que la durée de certains débats. Elle examine les conditions et l'organisation du débat en conseil. Elle peut définir un temps de parole global pour l'ensemble des conseillers et conseillères et des groupes sur un point donné à l'ordre du jour.

Elle est informée des propositions de vœux, motions ou questions orales dont la recevabilité est renvoyée au vote du Conseil, conformément aux dispositions du présent règlement intérieur.

La réunion des présidents et présidentes de groupes peut proposer la création de commissions et de comités au sens des articles 26 et 27.

Article 29 - Mission d'information et d'évaluation (article L.2121-22-1 du CGCT)

Le Conseil, lorsqu'un sixième de ses membres le demande, délibère de la création d'une mission d'information et d'évaluation, chargée de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt intercommunal ou de procéder à l'évaluation d'un service public intercommunal. Un même conseiller ou une même conseillère ne peut s'associer à une telle demande plus d'une fois par an.

Aucune mission ne peut être créée à partir du 1er janvier de l'année civile qui précède l'année du renouvellement général des conseils municipaux.

La mission d'information et d'évaluation est composée de membres désignés par le conseil, dans le respect du principe de la représentation proportionnelle au plus fort reste. Chaque groupe politique dispose d'au moins un membre désigné dans la mission. La durée de la mission ne peut excéder six mois à compter de la date de la délibération qui l'a créée.

À l'issue de ses travaux, la mission remet son rapport au Président ou à la Présidente, qui le transmet aux conseillers et conseillères. Ce rapport, présenté par un membre de la mission, donne lieu à un débat au Conseil. Pendant toute la durée de la mission, ses membres sont tenus au devoir de réserve sur ses travaux et sur les informations portées à leur connaissance.

Pour mener à bien ses travaux, la mission désigne un Président ou une Présidente et un ou une rapporteur. La direction générale des services est chargée d'organiser, si besoin, les relations entre la mission et l'administration de la collectivité.

VII - TEXTES ADDITIONNELS

Les textes additionnels (articles 30, 31 et 32) sont un outil démocratique qui permet à l'ensemble des groupes politiques d'exprimer une position, de porter un débat ou d'interpeller l'exécutif sur un sujet d'intérêt général relevant des compétences de l'Eurométropole ou ayant un lien direct avec l'action intercommunale. Ils contribuent à la vitalité du débat public et au pluralisme des opinions.

Afin de permettre l'information du conseil, tout conseiller ou conseillère souhaitant déposer un texte additionnel transmet le titre et le texte proposé par courrier ou courriel, au moins quatre jours francs avant la date de la séance, au Président ou à la Présidente, qui en accuse réception, ainsi qu'au service des Assemblées.

Les textes additionnels sont adressés, dans l'ordre de leur réception, aux conseillers et conseillères le lendemain de la date limite de réception du document, soit dans un délai de quatre jours francs avant la séance.

Afin que le temps consacré à ces textes additionnels n'empiète pas de manière exagérée sur la discussion et l'adoption des délibérations, et afin que les séances se tiennent dans des conditions garantissant la présence et l'attention de tous, les textes additionnels sont examinés après épuisement de l'ordre du jour, selon les règles suivantes :

- pour garantir la diversité des expressions, les textes sont examinés à tour de rôle, un par groupe. Aucun groupe ne peut présenter un second texte tant que chaque groupe ayant déposé un texte n'a pas pu présenter le sien ;

- l'ordre de passage initial des textes est défini de manière consensuelle par la réunion des présidents de groupes. En l'absence d'accord, l'ordre alphabétique tournant des groupes s'applique, le premier groupe d'une séance passe en dernier à la suivante. Le cas échéant, un texte déposé par un conseiller ou conseillère non inscrite peut être présenté à la fin de chaque tour, dans l'ordre de dépôt ;

- le temps maximum pour l'examen des textes additionnels, à l'exception des questions orales d'actualité, est fixé à une heure trente. Sur proposition de la réunion des présidents de groupes ou sur proposition du Président ou de la Présidente, le conseil peut décider de prolonger ce temps. Les textes non examinés dans le temps imparti sont examinés en priorité lors de la séance suivante, sauf demande de retrait auprès du Président ou de la Présidente par leur auteur.

Article 30 - Vœux et Motions

Le Conseil a le droit d'adresser au représentant de l'État dans le département des vœux sur les questions intéressant l'Eurométropole de Strasbourg, ainsi que des réclamations sur l'administration de la collectivité (article L.2541-16 du CGCT).

Par ailleurs, le Conseil peut, par l'adoption d'une motion, affirmer une expression sur tout objet d'intérêt général présentant un intérêt public local.

Les propositions contraires à ces dispositions ne sont pas inscrites à l'ordre du jour.

Le texte est lu par son auteur ou, en cas d'absence, par un membre désigné de son groupe politique. Un tour de parole est alors organisé. Un représentant de l'exécutif conclut avant que le Président ou la Présidente ne soumette le texte au vote.

Sous réserve de l'approbation du conseiller ou de la conseillère dépositaire, les motions peuvent faire l'objet de modifications, au sein d'un groupe de travail associant tous les groupes politiques se tenant, si possible, en amont de la séance du Conseil ou lors d'une interruption de séance.

En cas d'urgence, sur proposition du Président ou de la Présidente, le Conseil peut décider l'inscription d'un vœu ou d'une motion à l'ordre du jour.

Article 31 - Questions orales et questions orales d'actualité

Les conseillers et conseillères ont le droit d'exposer en séance des questions orales ayant trait aux affaires de l'intercommunalité (article L.2121-19 du CGCT).

Les questions orales doivent porter sur un seul sujet, comporter un titre et se limiter aux éléments nécessaires à la bonne compréhension de la question posée.

Le texte de la question orale est lu par son auteur ou, en cas d'absence, par un membre désigné de son groupe politique. Un représentant de l'exécutif répond à la question puis l'orateur peut brièvement réagir s'il le demande.

Si un événement d'actualité, se rapportant aux activités et aux compétences de l'Eurométropole, intervient après le délai de dépôt d'une question orale prévu par le présent règlement, une question orale d'actualité peut être déposée auprès du Président ou de la Présidente et du service des Assemblées jusqu'à un jour franc avant l'ouverture de la séance, afin de permettre la préparation d'une réponse appropriée.

Le Président ou la Présidente décide de son inscription à l'ordre du jour. En cas de refus, celui-ci est motivé par le Président ou la Présidente à l'ouverture de la séance.

Les questions orales d'actualité inscrites sont traitées, dans l'ordre de dépôt, après épuisement de l'ordre du jour et du débat sur les textes additionnels déposés.

Article 32 - Irrecevabilité

Tout vœu, motion, question orale ou question orale d'actualité présenté dans des conditions non conformes au présent règlement peut être déclaré irrecevable. Le président ou la présidente soumet l'irrecevabilité au conseil. Le vote a lieu sans débat. L'irrecevabilité est approuvée à la majorité simple.

Article 33 – Questions écrites

Dans le cadre de ses fonctions, chaque conseiller et conseillère a le droit d'être informé des affaires de l'Eurométropole qui font ou ont fait l'objet d'une délibération (article L.2121-13 du CGCT).

À ce titre, il ou elle peut adresser au Président ou à la Présidente des questions écrites relatives à la gestion ou à la politique de la collectivité, dès lors que les thèmes abordés se limitent aux affaires d'intérêt strictement intercommunal. Le Président ou la Présidente y répond de la manière qu'elle juge pertinente.

VIII - CONSTITUTION DES GROUPES D'ELUS

Article 34 - Constitution

Les groupes d'élus et élues se constituent par la remise au Président ou à la Présidente d'une déclaration signée de leurs membres accompagnée de la liste de ceux-ci et de leur(s) représentant(s) (article L.2121-28 du CGCT).

Le nombre minimal d'élus et élues permettant de créer un groupe est fixé à cinq. Des groupes d'élus et élues peuvent constituer un intergroupe dans les mêmes conditions qu'au premier alinéa.

Article 35 - Moyens accordés aux groupes

Si une délibération du Conseil le prévoit, Le Président ou la Présidente peut attribuer aux groupes des moyens pour un usage propre ou commun, en locaux et matériel de bureau.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-28 du CGCT, le Président ou la Présidente peut, si le Conseil en fixe les conditions, affecter aux groupes un ou plusieurs collaborateurs et collaboratrices.

Dans ce cas, l'enveloppe budgétaire attribuée au fonctionnement des groupes d'élus et élues est définie et modifiée en tant que de besoin par délibération du Conseil, dans les conditions arrêtées par le Code général des collectivités territoriales.

Article 36 - Bulletin d'information eurométropolitain

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-27-1 du CGCT, le bulletin d'information générale de l'Eurométropole de Strasbourg réserve un espace à l'expression des conseillers et conseillères au travers de leur groupe d'appartenance.

Chaque groupe politique dispose d'un espace égal pour s'exprimer dans le magazine intercommunal.

Les groupes peuvent utiliser des illustrations, des logos et des signatures, chacun de ces éléments venant en déduction du nombre de signes imparti.

Un bon à tirer est soumis à validation de chaque groupe avant envoi à l'imprimerie, dans les délais nécessaires à la production du magazine. Un espace est également à la disposition de chaque groupe sur le site internet de la collectivité.

En outre ils s'engagent à s'exprimer dans le respect des dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

Ce droit à l'expression s'organise dans les mêmes modalités sur le site internet de l'Eurométropole de Strasbourg.

IX - DROIT À LA FORMATION

Article 37 - Formation

Les membres du Conseil ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions dans les conditions prévues aux articles L.2123-12 et L.2123-16 du CGCT.

Le Président ou la Présidente répond aux conseillers et conseillères qui formulent une demande de formation dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

*

* *

ANNEXE

CHARTE DE DÉONTOLOGIE DU CONSEIL EUROMETROPOLITAIN DE STRASBOURG

Adoptée par le Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026

Un comportement éthique de la part des élus et élues dans l'exercice de leur mandat étant l'une des conditions qui fonde la confiance des citoyens dans l'action de leurs représentants, le Conseil a souhaité se doter d'une charte de déontologie qui en fixe clairement le cadre afin d'écarter les risques de situation de conflits d'intérêts.

Les conseillers et conseillères eurométropolitains seront attentifs à respecter les dispositions de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, précisée par la loi du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local qui définit le conflit d'intérêt comme *« toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ».*

Préambule

Le terme « conseillers métropolitains » désigne tous les élus et élues du Conseil, quelles que soient leurs fonctions.

De manière générale et pendant toute la durée de leur mandat, les élus et élues du Conseil s'interdisent d'agir ou de tenter d'agir de façon à favoriser leurs intérêts personnels ou ceux de toute autre personne; de se prévaloir de leur fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser leurs intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne; de solliciter ou de recevoir quelque avantage que ce soit en échange d'une prise de position ; d'accepter tout cadeau ou tout autre avantage, quelle que soit sa valeur, qui peut influencer leur indépendance de jugement ; d'utiliser les ressources de la collectivité ou de tout autre organisme associé à des fins personnelles ou à des fins autres que les activités liées à l'exercice de leurs fonctions; de communiquer des renseignements obtenus dans l'exercice de leurs fonctions pour favoriser leurs intérêts personnels ou ceux de toute autre personne. La loi précitée du 22 décembre 2025 introduit par ailleurs l'obligation de déclaration des cadeaux, des invitations et avantages reçus dans l'exercice du mandat (article L.1111-13 du CGCT)

Les dispositions de cette charte s'appliquent aux conseillers et conseillères, quelle que soit leurs fonctions, dans l'exercice de leur mandat et de leurs représentations dans les divers organismes associés.

Article 1 -Principes généraux-

Les conseillers et conseillères s'engagent à respecter les valeurs de la République indivisible, laïque, démocratique et sociale décrites à l'article 1 de la Constitution ainsi que les principes de respect, de transparence, d'honneur, d'intégrité, de probité, d'impartialité, de courtoisie et d'exemplarité. Les élus ne sont pas astreints à un devoir de neutralité, sauf dans l'exercice direct des missions de service public par délégation du Président ou de la Présidente. Ils et elles doivent, à l'occasion de leurs fonctions et pour les décisions qu'ils et elles prennent, faire prévaloir l'intérêt public et le bien commun dont ils et elles ont la charge. Ils et elles doivent agir de manière transparente dans l'exercice de leur mandat.

Article 2 -Présence-

Ils et elles s'engagent à être présents, sauf motif sérieux, aux séances du Conseil mais aussi d'assumer pleinement la charge de la représentation dudit Conseil au sein des divers organismes où ils ont été élus. Leur prise de parole doit refléter le respect de tous les citoyens et citoyennes de l'agglomération, sans distinction aucune et dans le respect des valeurs républicaines, notamment dans les échanges entre toutes les tendances qui représentent la population au sein de l'assemblée.

Article 3 -Conflits d'intérêts-

Ils et elles se déportent lors des réunions préparatoires, débats et votes sur toutes les questions, sujets ou dossiers pour lesquels ils ou elles ont un intérêt personnel, familial ou professionnel à l'affaire appliquant les dispositions de l'article L. 2131-11 du Code général des collectivités territoriales relatif à l'illégalité des délibérations auxquelles ont pris part des membres du conseil, intéressés à l'affaire.

Les membres des commissions d'attribution de la commande publique (marchés publics, DSP, PPP, concessions…) et de toute procédure se traduisant par une contractualisation (acquisition et cessions immobilières, mécénat, sponsoring, partenariat…) seront particulièrement attentifs à ces dispositions.

Afin d'éviter toute situation décrite au chapitre 1er de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, les conseillers et conseillères doivent faire connaître tout intérêt particulier susceptible d'interférer avec leur action publique [1] et prendre les dispositions utiles pour mettre un terme au conflit d'intérêt qui en résulte.

[1] les activités professionnelles exercées depuis les cinq années précédant l'élection et qui ont donné lieu à rémunération, contrepartie financière ou avantages en nature ; les participations aux organes dirigeants d'un organisme privé ou public, ainsi que les participations financières dans le capital d'une société, depuis les cinq années précédant l'élection ; les activités professionnelles du conjoint, concubin ou partenaire lié par un partenariat civil, à la date de l'élection ; les activités bénévoles susceptibles de faire naître un conflit d'intérêts, exercées depuis les cinq années précédant l'élection.

Les conseillers et conseillères, sur la base du volontariat, remplissent une déclaration d'intérêts inspirée par celle prévue par le décret n° 2013-1212 du 23 décembre 2013 relatif aux déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts adressées à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique. Ce document sera transmis au déontologue qui en assure l'archivage de manière sécurisée et confidentielle. Lui seul pourra consulter ce document. Le Président ou la Présidente, les Vice-Présidents et Vice-Présidentes adressent au déontologue une copie de leurs déclarations d'intérêts faites auprès de cette même Haute Autorité. Ces documents sont ensuite mis à disposition du public via le site Internet de Strasbourg Eurométropole dans la rubrique dédiée à l'Open Data.

Article 4 -Moyens matériels-

Les moyens matériels – matériel informatique et de communication, fournitures administratives, affranchissement, reprographie, … mis à la disposition individuelle des élus et les moyens en locaux et en personnel mis à la disposition des groupes, sont exclusivement réservés à l'exercice du mandat. Il en va de même des moyens spécifiques dont disposent les membres de l'exécutif (bureau, secrétariat, pool de véhicules…).

Article 5 -Voyages-

Ils et elles s'engagent à déclarer préalablement auprès de l'exécutif tout voyage d'étude lié à un projet de la collectivité.

Article 6 -Logement-

Ils et elles s'engagent, s'ils ou elles disposent d'un logement locatif social ou du domaine privé des bailleurs sociaux, au sens de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain, géré par un bailleur social à saisir la collectivité afin qu'elle analyse si les motifs et conditions d'attribution du logement demeurent valides.

Article 7 -Déontologue-

La loi n° 2022-217 dite « 3DS » du 21 février 2022 et son décret d'application n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local créent pour chaque élu local le droit, à compter du 1er juin 2023, de pouvoir consulter un référent déontologue qui sera : « chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la présente charte [la charte de déontologie de l'élu local posée à l'article L. 1111-1-1 du code général des collectivités territoriales].

L'Eurométropole de Strasbourg procède à la nomination d'un ou une déontologue qui a pour mission d'examiner les conflits d'intérêts qui affecteraient l'ensemble des élus et élues dans l'exercice de leur mandat. Plus généralement, il est chargé de veiller au respect de la charte de déontologie du Conseil eurométropolitain de Strasbourg.

Le Président ou la Présidente propose sa désignation, après avis favorable de la majorité des présidents ou présidentes des groupes politiques. Le Conseil doit adopter cette proposition à la majorité des trois cinquièmes.

Le ou la déontologue est nommé pour la durée du mandat. Il continue d'exercer ses fonctions jusqu'à approbation par le Conseil de la désignation de son ou sa successeur dans un délai de trois mois au plus tard après le renouvellement de l'assemblée délibérante.

Il ou elle peut être saisi par tout conseiller ou conseillère qui souhaite, pour son cas personnel, le consulter sur le respect des principes énoncés dans la présente charte. Les demandes de consultation et les avis rendus sont confidentiels et ne peuvent être rendus publics que par le conseiller ou la conseillère concerné. Le ou la déontologue établit un registre des consultations qui demeure confidentiel.

Lorsqu'il ou elle constate, après étude, un manquement aux principes énoncés dans la charte de déontologie, le ou la déontologue en informe le conseiller ou la conseillère concerné. Il ou elle lui adresse toutes préconisations nécessaires pour lui permettre de se conformer à ses devoirs

Il ou elle peut aussi être saisi pour toute question en lien avec la charte par des tiers, y compris les membres du Conseil ou de l'administration. La saisine doit être formulée de manière écrite, motivée et nominative. Le ou la déontologue apprécie si la demande relève de son champ de compétence, sinon il ou elle renvoie ladite demande à l'administration pour un traitement dans le cadre des procédures gracieuses ou hiérarchiques. Dans le cas où il ou elle s'estime compétent pour instruire le dossier, le ou la déontologue procède à un examen contradictoire du dossier. Les recommandations qu'il ou elle formule à l'issue de cet examen sont communiquées au conseiller ou à la conseillère intéressé ainsi qu'à l'auteur ou autrice de la saisine. Elles sont publiées sur le site de l'Eurométropole de Strasbourg après avoir fait l'objet d'une anonymisation. Dans le respect de la confidentialité qui s'impose à lui ou elle, il ou elle publie un rapport annuel faisant la synthèse de ses activités. Il ou elle rédige, dans les trois mois suivant la fin de son mandat un rapport final couvrant l'ensemble des années durant lesquelles il ou elle a exercé sa fonction. Il ou elle peut rendre publiques des recommandations d'ordre général. Par ailleurs, il ou elle bénéficie d'un droit d'expression orale.

Article 8 -Bilan-

La mise en œuvre des dispositions de la présente charte fera l'objet d'un bilan discuté entre groupes politiques afin d'en déterminer la pertinence et d'en étudier les éventuels amendements.

Strasbourg.eu
eurométropole

5

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Réforme de la Protection sociale complémentaire - Mise en œuvre des nouvelles conventions de participation Prévoyance et Frais de Santé à compter du 1er janvier 2027 et fixation des modalités de participation de l'employeur.

Numéro E-2026-688

1. Présentation du contexte

La protection sociale complémentaire (PSC) des agent·es publics territoriaux a connu d'importantes évolutions au cours des dernières années.

La loi n° 2007-148 du 2 février 2007 relative à la modernisation de la fonction publique, complétée par le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011, avait ouvert la possibilité pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics de participer au financement des garanties de protection sociale complémentaire souscrites par leurs agent·es, sous réserve de mécanismes de solidarité entre bénéficiaires.

L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 a rendu cette participation obligatoire, à compter du 1er janvier 2025 pour le risque prévoyance et du 1er janvier 2026 pour le risque santé. Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 en a précisé les garanties minimales ainsi que les niveaux minimaux de participation financière des employeurs.

La loi n° 2025-1251 du 22 décembre 2025 est venue compléter cette réforme en transposant les principales dispositions de l'accord collectif national du 11 juillet 2023. Elle prévoit notamment la généralisation, au plus tard le 1er janvier 2029, des contrats collectifs à adhésion obligatoire conclus par l'employeur en matière de Prévoyance et fixe la participation minimale de l'employeur à 50 % de la cotisation brute.

En matière de Frais de Santé, la participation minimale des employeurs territoriaux s'établit à 15 € par agent·e et par mois (50 % d'un montant de référence de 30 €), les contrats devant être constitués d'un panier de soins de référence déterminé par le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 et précisé au II de l'article L. 911-7 du Code de la sécurité sociale.

Parallèlement, l'ordonnance n° 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique et l'accord collectif national du

11 juillet 2023 ont renforcé les obligations des employeurs publics territoriaux en matière de dialogue social, notamment par la mise en place d'un comité paritaire de pilotage et de suivi pour chaque accord collectif conclu.

C'est dans ce contexte réglementaire que l'Eurométropole de Strasbourg a engagé le renouvellement de ses conventions de participation Prévoyance et Frais de Santé.

2. Situation de l'Eurométropole de Strasbourg et objet de la consultation

L'Eurométropole de Strasbourg propose historiquement à ses agent·es une couverture en matière de Prévoyance et de Frais de Santé. Nos deux contrats actuels (avec la MUTEST pour le risque Santé et la MNT pour le risque Prévoyance) arrivent à échéance le 31 décembre 2026.

À ce jour, 4 686 agent·es adhèrent au contrat collectif de prévoyance et 4 795 agent·es bénéficient du contrat collectif de frais de santé à adhésion facultative, pour lesquels la collectivité participe financièrement.

Le budget annuel consacré par la collectivité à la participation employeur s'élevait à 6,2 M€ au 31 décembre 2025 répartis entre 1,23 M€ pour la prévoyance et 4,97 M€ pour la santé.

Afin d'assurer la continuité de la couverture de ses agent·es et de répondre aux nouvelles obligations réglementaires, la collectivité a engagé une procédure de mise en concurrence visant à conclure, à compter du 1er janvier 2027, deux nouvelles conventions de participation :

- une convention de participation à adhésion obligatoire en matière de prévoyance,
- une convention de participation à adhésion facultative en matière de frais de santé.

Ces conventions répondront aux exigences fixées par les textes réglementaires tant en matière de garanties que de participation financière de l'employeur.

Lors de sa séance du 17 octobre 2025, le Comité social territorial a rendu un avis favorable sur la mise en œuvre de conventions de participation pour la couverture des risques de prévoyance et de frais de santé à compter du 1er janvier 2027.

En parallèle, un important travail de dialogue social a été conduit avec les organisations syndicales représentatives.

À cette fin un comité paritaire de pilotage et de suivi a été installé dès octobre 2025. Les travaux et négociations relatives à la protection sociale complémentaire ont été conduits dans le cadre d'un accord de méthode signé le 21 novembre 2025 avec les organisations syndicales représentatives. Ils ont permis d'élaborer les cahiers des charges exprimant les besoins qui ont été soumis aux soumissionnaires, ainsi qu'à définir les conditions dans lesquelles les attributaires des contrats ont été sélectionnés.

Ces travaux ont abouti à la signature par l'ensemble des organisations syndicales et l'autorité territoriale, le 2 juillet 2026, d'un accord collectif local relatif au régime de prévoyance. Celui-ci permet de proposer aux agent·es un niveau de protection supérieur

au socle réglementaire, notamment pendant les périodes à plein traitement en congé de longue maladie (CLM), congé de longue durée (CLD) et congé de grave maladie (CGM).

3. Déroulement de la consultation et choix des titulaires

À l'issue de la consultation, quatre offres ont été reçues pour le lot Prévoyance et sept offres ont été reçues pour le lot Santé.

Après analyse des offres, la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 3 septembre 2026, a procédé au choix des titulaires des deux marchés :
- pour le marché relatif à la mise en œuvre d'une couverture complémentaire de Prévoyance : **Groupement COLLECTEAM / Allianz Vie,**
- pour le marché relatif à la mise en œuvre d'une couverture complémentaire de Frais de Santé : **Groupement MUTEST / MNT.**

Les caractéristiques essentielles des conventions de participation proposées par les titulaires ci-avant précisés ont été présentées au Comité social territorial, qui a rendu un avis favorable lors de sa séance du 2 octobre 2026.

4. Tarification et participation financière de l'employeur

Convention de participation Prévoyance – COLLECTEAM / Allianz Vie :
La convention sera conclue pour une durée de six ans à compter du 1er janvier 2027.
Le régime de base couvrira les agent·es titulaires et contractuels éligibles pour les risques incapacité temporaire de travail, invalidité et maintien du régime indemnitaire pendant les périodes d'arrêt maladie (congé de maladie ordinaire, congé de longue maladie, congé de longue durée et congé de grave maladie).

Les taux de cotisation proposés dans le cadre du contrat collectif à adhésion obligatoire sont :

Libellé de la prestation	**Taux de cotisation TTC**
Régime de base	2,30%
Option 1 : Garantie Décès / PTIA	0,20%
Option 2 : Garantie « Perte de retraite consécutive à une invalidité »	0,25%

Le titulaire s'engage à maintenir les taux de cotisation indiqués, indépendamment de la sinistralité, pendant les trois premières années de la convention, à législation et réglementation constantes, puis à un encadrement de l'évolution tarifaire.

Modalités proposées de participation employeur :
Afin d'améliorer le niveau de participation pour les agent·es percevant les rémunérations les plus faibles, il est proposé de fixer la participation de l'employeur à 50 % de la cotisation acquittée au titre du régime de base, avec un montant plancher de 23 € bruts par mois.

Elle conduit à une augmentation d'environ 1,136 M€ par rapport au budget consacré à la prévoyance en 2025, en raison notamment :

- de la généralisation de l'adhésion obligatoire,
- du relèvement réglementaire de la participation minimale à 50 %,
- de l'instauration du plancher de participation qui permettra de prendre en charge plus de 50% de la cotisation acquittée pour 24% des agent·es (prise en charge entre 51% et 100%).

La participation de l'employeur ne pourra, en tout état de cause, excéder le montant de la cotisation effectivement acquittée par l'agent·e.

Les deux garanties optionnelles resteront à la charge de l'agent·e et ne font pas l'objet d'une participation employeur.

Convention de participation Frais de santé – MUTEST / MNT :
La convention sera conclue pour une durée de six ans à compter du 1er janvier 2027.

Elle restera à adhésion facultative et proposera deux niveaux de couverture (la « Formule Essentielle » une couverture adaptée aux besoins courants à un tarif plus accessible, et la « Formule Renforcée » une couverture plus protectrice, avec des garanties renforcées),ainsi que des tarifs différenciés selon le régime d'affiliation (régime général ou régime local d'Alsace-Moselle).

Pour les agent·es du régime général (fonctionnaires) :

ACTIFS relevant du Régime général	**Taux de cotisation en % PMSS**	
	Formule Essentielle	**Formule Renforcée**
Adulte Régime général	1,85%	2,82%
Enfant Régime général (gratuité à partir du 4ème enfant)	0,73%	1,12%

FUTURS RETRAITES (dispositions de l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31/12/1989 dite loi « Évin »)	**Taux de cotisation en % PMSS**					
	Formule Essentielle			**Formule Renforcée**		
	1ère et 2ème année	3ème année	4ème année et plus	1ère et 2ème année	3ème année	4ème année et plus
Adulte Régime général	1,85%	2,31 %	2,78%	2,82%	3,53 %	4,23 %
Enfant Régime général (gratuité à partir du 4ème enfant)	0,73%	0,73 %	0,73%	1,12%	1,12 %	1,12 %

RETRAITES (agent·e ayant liquidé ses droits à la retraite avant le 01/01/2027)	**Taux de cotisation en % PMSS**	
	Formule Essentielle	**Formule Renforcée**
Adulte Régime général	2,78%	4,23%
Enfant Régime général (gratuité à partir du 4ème enfant)	0,73%	1,12%

Pour les agent·es relevant du régime Alsace-Moselle (contractuels) :

ACTIFS relevant du Régime local	**Taux de cotisation en % PMSS**	
	Formule Essentielle	**Formule Renforcée**
Adulte Régime local	1,20%	1,84%
Enfant Régime local (gratuité à partir du 4ème enfant)	0,48%	0,73%

FUTURS RETRAITES (dispositions de l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31/12/1989 dite loi « Évin »)	**Taux de cotisation en % PMSS**					
	Formule Essentielle			**Formule Renforcée**		
	1ère et 2ème année	3ème année	4ème année et plus	1ère et 2ème année	3ème année	4ème année et plus
Adulte Régime local	1,20%	1,50 %	1,80%	1,84%	2,30 %	2,76 %
Enfant Régime local (gratuité à partir du 4ème enfant)	0,48%	0,48 %	0,48%	0,73%	0,73 %	0,73 %

RETRAITES (agent·e ayant liquidé ses droits à la retraite avant le 01/01/2027)	**Taux de cotisation en % PMSS**	
	Formule Essentielle	**Formule Renforcée**
Adulte Régime local	1,80%	2,76%
Enfant Régime local (gratuité à partir du 4ème enfant)	0,48%	0,73%

(PMSS : plafond mensuel de la sécurité sociale)

Le titulaire s'engage à maintenir les taux de cotisation indiqués pour une période initiale de quatre ans (du 01 janvier 2027 au 31 décembre 2030), hors évolution réglementaire ou fiscale. Il prévoit également un encadrement des éventuelles évolutions tarifaires pour les

années 2031 et 2032.

Modalités proposées de participation employeur :

Il est proposé que la participation de l'employeur repose sur un principe de solidarité en fonction du niveau de rémunération. La participation sera ainsi dégressive selon les revenus, afin de concentrer davantage l'effort financier de la collectivité sur les agent·es percevant les rémunérations les plus faibles. Le montant de la participation diminuera progressivement à mesure que le niveau de rémunération augmente.

Cette logique de solidarité sera appliquée à l'ensemble des bénéficiaires concernés, à savoir l'agent·e actif, son·sa conjoint·e et ses enfants. La participation de l'employeur sera ainsi déterminée selon un barème différencié en fonction du niveau de rémunération et du régime d'affiliation de l'agent·e adhérent·e (régime général ou régime local d'Alsace-Moselle).

GRILLE DE PARTICIPATION PAR TETE (€/mois) selon la tranche de revenus (TBI+NBI+RI bruts)						
Pour les agent·es fonctionnaires (régime général) :						
Régime/type	T1 (<= 2 000 €)	T2 (2 000 – 2 400 €)	T3 (2 400 – 2 800 €)	T4 (2 800 – 3 200 €)	T5 (3 200 – 3 600 €)	T6 (> 3 600 €)
Rég.Général - Agent	64,50 €	59 €	53 €	47,50 €	42 €	38 €
Rég.Général - Conjoint	25 €	23 €	21 €	19 €	17 €	15 €
Rég.Général - Enfant	30 €	29 €	28 €	27 €	26 €	25 €
Pour les agent·es contractuel·les (régime local Alsace / Moselle) :						
Régime/type	T1 (<= 2 000 €)	T2 (2 000 – 2 400 €)	T3 (2 400 – 2 800 €)	T4 (2 800 – 3 200 €)	T5 (3 200 – 3 600 €)	T6 (> 3 600 €)
Rég.local - Agent	35 €	31 €	27 €	23 €	19 €	15 €
Rég.local - Conjoint	15 €	14 €	13 €	12 €	11 €	10 €
Rég.local - Enfant	19 €	18,50 €	17,50 €	17 €	16 €	15 €

Le montant de la participation employeur sera identique quel que soit le niveau de garanties choisi entre la Formule Essentielle et la Formule Renforcée.

Afin que la participation de l'employeur ne conduise pas à une prise en charge intégrale de la cotisation, il est proposé de prévoir un reste à charge minimal pour les bénéficiaires, fixé à :

- 15 € par mois pour chaque adulte,
- 10 € par mois pour chaque enfant.

Enfin, la, participation de l'employeur ne fera pas l'objet d'une indexation automatique sur le plafond mensuel de la sécurité sociale (PMSS).

5. Modalités de suivi des contrats dans le cadre du CPPS

Le Comité paritaire de pilotage et de suivi sera régulièrement réuni pendant la période d'exécution des nouveaux contrats. Dans ce cadre, une discussion sera engagée annuellement, sur la base du bilan d'exécution, sur le niveau de la participation employeur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu le Code général de la fonction publique
notamment ses articles L. 221-1 à L. 227-4 et L. 827-1 à L. 827-12
vu l'article 40 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique
vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents, et l'arrêté du 8 novembre 2011 relatif aux critères de choix des collectivités territoriales et des établissements publics en relevant
vu la circulaire n° RDFB1220789C du 25 mai 2012 relative à la participation des collectivités territoriales et des établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents
vu l'ordonnance n° 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique
vu l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique
vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement
vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la protection sociale complémentaire dans la fonction publique territoriale
vu la loi n° 2025-1251 du 22 décembre 2025 relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux
vu l'accord collectif local signé le 2 juillet 2026
vu les décisions d'attribution de la Commission d'Appel d'Offres de l'Eurométropole de Strasbourg du 3 septembre 2026
vu l'avis du Comité social territorial du 17 octobre 2025 et du 02 octobre 2026
considérant la nécessité de fixer les modalités de participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg au titre des nouvelles conventions de participation
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *de fixer la participation employeur au titre de la Prévoyance à 50% de la cotisation totale acquittée par l'agent·e au titre du régime de base du contrat de Prévoyance, avec un montant plancher de 23€ bruts par mois. La participation de l'employeur ne*

pourra, en tout état de cause, excéder le montant de la cotisation effectivement acquittée par l'agent ou l'agente,

- *de fixer les modalités et le barème de la participation employeur au titre des Frais de Santé comme suit :*

GRILLE DE PARTICIPATION PAR TETE (€/mois) selon la tranche de revenus (TBI+NBI+RI bruts)						
Pour les agent·es fonctionnaires (régime général) :						
Régime/type	*T1 (<= 2 000 €)*	*T2 (2 000 – 2 400 €)*	*T3 (2 400 – 2 800 €)*	*T4 (2 800 – 3 200 €)*	*T5 (3 200 – 3 600 €)*	*T6 (> 3 600 €)*
Rég.Général - Agent	*64,50 €*	*59 €*	*53 €*	*47,50 €*	*42 €*	*38 €*
Rég.Général - Conjoint	*25 €*	*23 €*	*21 €*	*19 €*	*17 €*	*15 €*
Rég.Général - Enfant	*30 €*	*29 €*	*28 €*	*27 €*	*26 €*	*25 €*
Pour les agent·es contractuel·les (régime local Alsace / Moselle) :						
Régime/type	*T1 (<= 2 000 €)*	*T2 (2 000 – 2 400 €)*	*T3 (2 400 – 2 800 €)*	*T4 (2 800 – 3 200 €)*	*T5 (3 200 – 3 600 €)*	*T6 (> 3 600 €)*
Rég.local - Agent	*35 €*	*31 €*	*27 €*	*23 €*	*19 €*	*15 €*
Rég.local - Conjoint	*15 €*	*14 €*	*13 €*	*12 €*	*11 €*	*10 €*
Rég.local - Enfant	*19 €*	*18,50 €*	*17,50 €*	*17 €*	*16 €*	*15 €*

Le montant de la participation employeur sera identique quel que soit le niveau de garanties choisi entre la Formule Essentielle et la Formule Renforcée.

Afin que la participation de l'employeur ne conduise pas à une prise en charge intégrale de la cotisation, il est fixé un reste à charge minimal pour les bénéficiaires à :
- *15 € par mois pour chaque adulte,*
- *10 € par mois pour chaque enfant,*

autorise

- *la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les conventions de participation ainsi que les contrats collectifs de Prévoyance et de Frais de Santé ou tout document afférent au marché,*

- *l'Eurométropole de Strasbourg à inscrire dans le budget prévisionnel les enveloppes budgétaires annuelles de participation financière de l'employeur envisagées au titre des deux futurs contrats collectifs de Prévoyance et de Santé.*

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-213131-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

6

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Emplois de Cabinet.

Numéro E-2026-827

A la demande de la Préfecture, en date du 25 août 2026, et contrairement à ce qu'elle avait indiqué initialement, il est demandé à l'assemblée délibérante d'adopter une nouvelle délibération fixant le nombre de collaborateurs de cabinet crées à l'Eurométropole de Strasbourg.

Sous la précédente mandature, 12 emplois de collaborateurs de cabinet avaient été créés. La présente délibération propose ainsi de maintenir le nombre d'emplois de cabinet ouverts, de confirmer rétroactivement la création de ces postes à la date du 10 avril 2026, date d'installation du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg et de rappeler les règles de rémunération.

La rémunération des collaborateurs de cabinet comprend le traitement indiciaire, l'indemnité de résidence, le régime indemnitaire et, le cas échéant, le supplément familial de traitement. Elle est fixée par l'autorité territoriale dans le respect des crédits disponibles et des plafonds fixés par la réglementation.

Conformément à l'article 7 du décret n° 87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales, les emplois de collaborateurs de cabinet ne peuvent en aucun cas faire l'objet :

- d'une part, d'un traitement indiciaire supérieur à 80 % du traitement correspondant à l'indice brut 2074 lorsque l'emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé de la collectivité est classé au deuxième niveau, au sens de l'article 12 du décret n° 2026-484 du 10 juin 2026 portant dispositions statutaires applicables aux emplois fonctionnels administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés (le niveau 2 correspondant aux postes de DGS d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 400 000 jusqu'à 800 000 habitants et DGS des communes de plus de 150 000 jusqu'à 400 000 habitants).

- d'autre part, d'un régime indemnitaire supérieur à 90 % du montant maximum du régime indemnitaire adopté par l'assemblée délibérante pour le cadre d'emplois des

administrateurs territoriaux.

Ces crédits sont prévus aux budgets de la collectivité.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code Général des Collectivités Territoriales
vu le Code Général de la Fonction Publique
et notamment les articles L 333-1 à 11 et R 333-1 à 15
vu le décret n°87-1004 du 16 décembre 1987
relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales
vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif
aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale
considérant le besoin de disposer de collaborateurs de cabinet pour assister l'autorité territoriale dans la conduite des projets de la collectivité.
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

autorise

la Présidente :

- *à abroger la délibération n° E – 2020 – 459 du 28 août 2020 relative à la création de 12 emplois de cabinet à l'Eurométropole de Strasbourg*

- *à créer 12 emplois de cabinet dans les conditions fixées par la loi et selon les modalités susvisées rétroactivement au 10 avril 2026, date d'installation du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg*

- *à fixer la rémunération des collaborateurs de Cabinet dans les conditions présentées ci-dessus*

- *à engager les crédits prévus au chapitre 012.*

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-213650-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19

octobre 2026

Strasbourg.eu
eurométropole

7

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Ajustement du tableau des emplois.

Numéro E-2026-570

La délibération qui vous est soumise porte, d'une part, sur des suppressions, créations et des transformations d'emplois, et, d'autre part, sur l'autorisation le cas échéant de pouvoir recruter sur la base de l'art. L. 332-8 2° sur certains emplois.

- au titre de la Ville *(cf. annexes 2 et 5)* : la création d'1 emploi permanent et la transformation d'emplois créés précédemment ;

- au titre de l'Eurométropole *(cf. annexes 1, 3 et 4)* : la création d'1 emploi permanent, 2 contrats de projet et la transformation d'emplois créés précédemment ;

- l'autorisation le cas échéant de pouvoir recruter sur la base de l'article L. 332-8 2° sur les emplois présentés *(cf. annexe 6)* : en l'absence de candidats titulaires ou de lauréats correspondant au profil, le Conseil autorise la Présidente à recruter, sur la base de l'article L. 332-8 2° du CGFP, sur les emplois listés en annexe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles L. 313-1 et L. 332-8 2° du Code général de la fonction publique
vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la ville de Strasbourg
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide,

après avis du CST, des créations et transformations d'emplois présentées en annexe

autorise

le recrutement le cas échéant sur la base de l'art. L. 332-8 2° sur les emplois listés en annexe compte tenu du caractère déterminant des compétences et expériences requises.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212493-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Annexe 1 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 9 octobre 2026 relative à la création d'emplois permanents au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Architecture et patrimoine	Gestion du patrimoine privé	1 technicien référent patrimoine	Piloter le plan de rénovation des logements de service de la collectivité, piloter des projets en maitrise d'œuvre interne ou externe, être le conseiller technique dans l'usage des nouveaux bâtiments acquis	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à technicien principal de 1ère classe	Demande de suppression/création suite à l'évolution du patrimoine bâtimentaire.

Annexe 2 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 9 octobre 2026 relative à la création d'emplois permanents au titre de la Ville

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Enfance et éducation	Famille Petite Enfance	1 responsable partenariat	Assurer le suivi des délégations de service public et des conventions conclues entre la Ville et les associations partenaires. Piloter le dialogue de gestion avec les associations de la petite enfance en lien étroit avec la chefferie de service. Piloter le dialogue avec les partenaires institutionnels.	TC	Attaché	Attaché à attaché principal	Création demandée pour répondre aux nouvelles compétences imposées par l'État. Financement de l'Agence de services et de paiement.

Annexe 3 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 9 octobre 2026 relative à la création au titre de l'Eurométropole d'emplois non permanents relevant de l'art. L. 332-24 du CGFP

Descriptif de l'emploi						Niveau de recrutement		Conditions particulières exigées des candidats		Observations
Direction	Service	Description et durée du projet ou de l'opération identifiée	Intitulé de l'emploi	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Grade et catégorie hiérarchique	Niveau et type de diplôme	Expérience et qualifications requises	
Urbanisme et territoires	Habitat	Durée: 1 an pour venir en appui à la structuration du réseau des accueillants, qui sur le terrain constituent le service public d'information lié au logement.	1 conseiller - animateur logement	Contribuer au renforcement du service public d'information et d'orientation sur les questions liées au logement pour le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.	Temps complet	Animateur rédacteur	Animateur à animateur principal de 1ère classe Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Bac à Bac+2	Expérience souhaitée en accueil et en accompagnement des usagers, en coordination et animation d'équipes. Maîtrise des compétences numériques de base, de l'orthographe et de l'expression.	Ce contrat s'inscrit dans la poursuite du projet déjà engagé
Urbanisme et territoires	Habitat	Durée: 1 an pour venir en appui au réseau « Ma demande de logement social » (MDLS), en particulier sur l'accompagnement aux démarches administratives, notamment numériques	1 conseiller spécialisé « Ma demande de logement social» - accompagnant numérique	Assister la coordinatrice du réseau «Ma demande de logement social » en assurant des prestations d'accueil des habitants pour la démarche administrative de demande de logement social.	Temps complet	Animateur rédacteur	Animateur à animateur principal de 1ère classe Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Bac à Bac+2	Expérience souhaitée en accueil et en accompagnement des usagers, en médiation numérique. Maîtrise de la posture de l'accueillant, des compétences numériques de base, de l'orthographe et de l'expression.	Ce contrat s'inscrit dans la poursuite du projet déjà engagé

Annexe 4 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 9 octobre 2026 relative à la transformation d'emplois au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
		Transformations avec incidence financière à la hausse					
Générale des services	Administration direction générale	1 directeur de mission	Piloter, suivre et mettre en œuvre des dossiers stratégiques.	Temps complet	Attaché Administrateur Ingénieur Ingénieur en chef	Attaché principal à administrateur hors classe Ingénieur principal à ingénieur en chef hors classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant adjoint au DGA calibré administrateur à administrateur hors classe)
Générale des services	Administration direction générale	1 directeur de mission	Piloter, suivre et mettre en œuvre des dossiers stratégiques.	Temps complet	Attaché Administrateur Ingénieur Ingénieur en chef	Attaché principal à administrateur hors classe Ingénieur principal à ingénieur en chef hors classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant adjoint au DGA calibré administrateur à administrateur hors classe)
Générale des services	Administration direction générale	1 directeur de mission	Piloter, suivre et mettre en œuvre des dossiers stratégiques.	Temps complet	Attaché Administrateur Ingénieur Ingénieur en chef	Attaché principal à administrateur hors classe Ingénieur principal à ingénieur en chef hors classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant directeur de projet calibré ingénieur principal à ingénieur en chef hors classe)
Générale des services	Administration direction générale	1 directeur de mission	Piloter, suivre et mettre en œuvre des dossiers stratégiques.	Temps complet	Attaché Administrateur Ingénieur Ingénieur en chef	Attaché principal à administrateur hors classe Ingénieur principal à ingénieur en chef hors classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant directeur calibré administrateur à administrateur hors classe)
Générale des services	Administration direction générale	1 directeur de mission	Piloter, suivre et mettre en œuvre des dossiers stratégiques.	Temps complet	Attaché Administrateur Ingénieur Ingénieur en chef	Attaché principal à administrateur hors classe Ingénieur principal à ingénieur en chef hors classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant directeur de l'audit interne calibré attaché principal à administrateur hors classe)
Générale des services	Administration direction générale	1 directeur de mission	Piloter, suivre et mettre en œuvre des dossiers stratégiques.	Temps complet	Attaché Administrateur Ingénieur Ingénieur en chef	Attaché principal à administrateur hors classe Ingénieur principal à ingénieur en chef hors classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant administrateur calibré attaché à administrateur)
Générale des services	Administration direction générale	1 directeur de mission	Piloter, suivre et mettre en œuvre des dossiers stratégiques.	Temps complet	Attaché Administrateur Ingénieur Ingénieur en chef	Attaché principal à administrateur hors classe Ingénieur principal à ingénieur en chef hors classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chef de service calibré attaché à directeur)
Architecture et patrimoine	Gestion du patrimoine privé	1 technicien référent patrimoine	Piloter le plan de rénovation des logements de service de la collectivité, piloter des projets en maitrise d'œuvre interne ou externe, être le conseiller technique dans l'usage des nouveaux bâtiments acquis.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant surveillant de bâtiment calibré d'agent de maitrise à technicien).
Ressources humaines	Médecine du travail	1 médecin du travail	Effectuer le suivi médical des agents. Intervenir sur les lieux de travail et enquêter sur les conditions de travail. Assurer les urgences du centre administratif.	Temps complet	Médecin territorial	Médecin 2e classe à médecin hors classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant infirmier référent calibré d'infirmier en soins généraux à infirmier en soins généraux hors classe).
Ressources humaines	Pilotage RH	1 administrateur du système d'information RH	Maintenir, assurer la cohérence et faire évoluer le SIRH. Réaliser des extractions. Fiabiliser les bases du système d'information.	Temps complet	Attaché Ingénieur	Attaché à attaché principal Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grade (avant Chargé de mission RH en charge des politiques du temps de travail calibré attaché à attaché principal).
		Transformations sans incidence financière					
Ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	1 responsable flotte de prêt et sinistralité	Superviser la sinistralité du parc automobile. Prendre en charge la satisfaction des besoins des services en matière de prêts véhicules et matériels.	Temps complet	Technicien Rédacteur	Technicien principal 2ème classe à technicien principal 1ère classe ou rédacteur principal 2ème classe à rédacteur principal 1ère classe	Modification de la fourchette de grades (avant Technicien principal 2ème classe à technicien principal 1ère classe).

Annexe 4 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 9 octobre 2026 relative à la transformation d'emplois au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Population, élections et cultes	Funéraire	1 chef de service	Manager le service. Piloter sur le plan administratif et technique les projets d'extension et de créations de cimetières. Participer au suivi d'établissements publics. Assurer l'interface avec les partenaires extérieurs.	Temps complet	Attaché Administrateur Ingénieur Ingénieur en chef	Ingénieur à ingénieur en chef hors classe Attaché à administrateur hors classe	Modification de la fourchette de grades (avant ingénieur principal à ingénieur en chef hors classe et attaché principal à administrateur hors classe).
-	Cabinet	1 assistant d'élu	Assurer le secrétariat (accueil, frappe, gestion d'agenda, classement). Instruire et suivre des courriers. Préparer et suivre des dossiers spécifiques.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal 1ère classe	Modification de l'intitulé du poste et de la nature des fonctions (avant assistant de direction).
Propreté et gestion des déchets	Collecte et valorisation des déchets	1 gestionnaire logistique et transport - adjoint au responsable des déchèteries	Mettre en place et suivre l'exécution et la qualité des prestations en matière de transport de bennes. Suivre les données et contrôler les factures. Seconder et remplacer le responsable en son absence	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant gestionnaire logistique et transport).

Annexe 4 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 9 octobre 2026 relative à la transformation d'emplois au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Secrétariat général	Assemblées	1 gestionnaire des assemblées	Assister l'encadrement dans l'organisation du service. Assurer la préparation et le suivi des conseils et délibérations. Coordonner l'activité dans son secteur. Assister et former les utilisateurs au logiciel.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal 1ère classe	Modification de l'intitulé (avant assistant de direction)
Ressources logistiques	Moyens Généraux	1 agent administratif	Assurer la gestion administrative du département et suivre le traitement des demandes d'interventions.	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif à adjoint administratif principal 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant agent d'accueil).
Ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	1 assistant administratif	Gérer et contrôler le suivi administratif des achats. Coordonner et assurer l'accueil et le traitement administratif des activités du département.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable plateforme accueil assistance).
Ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	1 responsable pièces automobiles - gestionnaire des achats	Produire les données de gestion nécessaires à l'analyse de l'activité du magasin et constituer des dossiers de marchés publics	Temps complet	Rédacteur Technicien	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe Technicien à technicien principal 1ère classe	Modification de l'intitulé (avant responsable études stocks).
-	Cabinet	2 assistants d'élu	Assurer le secrétariat (accueil, frappe, gestion d'agenda, classement). Instruire et suivre des courriers. Préparer et suivre des dossiers spécifiques.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant assistant d'adjoint de quartier).
Architecture et patrimoine	Maintenance bâtiment	1 chargé d'accueil - SVP	Gérer les demandes d'interventions et de travaux en les affectant à la structure en charge du traitement. Participer à des activités de logistique.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Modification de la fourchette de grades (avant adjoint technique à agent de maitrise principal).
Ressources humaines	Emploi et développement des compétences	1 référent métier et organigramme	Assurer la gestion de l'ensemble des postes de la collectivité, de l'organigramme et développer la gestion prospective des métiers et des compétences de la collectivité.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant gestionnaire de carrière).
Espaces publics et naturels	Aménagement espace public	1 chef de service	Organiser et animer le service. Impulser la mise en place des projets. Piloter les dossiers transversaux.	Temps complet	Ingénieur Ingénieur en chef	Ingénieur à ingénieur en chef hors classe	Modification de la fourchette de grades (avant ingénieur principal à ingénieur en chef hors classe).
Architecture et patrimoine	-	1 technicien référent patrimoine	Assurer une vision technique et prospective du patrimoine bâti privé.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à technicien principal de 1ère classe	Modification de la fourchette de grades (technicien à technicien principal 1ère classe).
Architecture et patrimoine	Gestion du patrimoine privé	1 chef de service	Organiser et animer le service. Impulser la mise en place des projets. Piloter les dossiers transversaux.	Temps complet	Ingénieur Ingénieur en chef Attaché Administrateur	Ingénieur à ingénieur en chef hors classe Attaché à administrateur hors classe	Modification de la fourchette de grades (avant ingénieur principal à ingénieur en chef hors classe et attaché principal à administrateur hors classe).
Ressources humaines	Prévention et qualité de vie au travail	1 chef de projet égalité professionnelle et qualité de vie au travail	Piloter et suivre des projets et démarches de qualité de vie au travail, les plans d'égalité et de lutte contre les discriminations.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé (avant chargé de mission qualité de vie au travail).

Annexe 4 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 9 octobre 2026 relative à la transformation d'emplois au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Générale des services	Protocole	1 chef de service	Assurer la coordination des actions du Protocole - Veiller au bon déroulement des événements en tant qu'organisateur et prestataires des services internes.	Temps complet	Attaché Administrateur	Attaché à administrateur hors classe	Modification de la fourchette de grades (avant calibré d'attaché principal à administrateur hors classe).
Culture	Archives	1 assistant archiviste	Coordonner les versements des archives électroniques et en assurer le traitement. Gérer le guichet des entrées d'archives papier et numériques des services de l'administration. Assurer la sensibilisation des services à la bonne gestion documentaire.	Temps complet	Assistant de conservation	Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant responsable de l'atelier restauration - reliure, calibré de technicien à technicien principal 1ère classe et assistant de conservation à assistant de conservation principal 1ère classe).
Eau et Risques Environnementaux	Pilotage, programmation et relation à l'usager	1 responsable de station d'épuration	Assurer le contrôle opérationnel de l'exploitant et de l'ensemble des parties prenantes intervenant sur le site, contrôler les budgets, déterminer et piloter les projets d'amélioration ou d'extension.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable de département).
Propreté et gestion des déchets	Propreté urbaine et toilettes publiques	1 chef de district	Animer les équipes de balayeurs. Organiser et répartir le travail en fonction des moyens alloués . Gérer les plaintes des usagers. Étudier et réviser les circuits de nettoiement.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de la fourchette de grades (avant technicien principal 2ème classe à technicien principal 1ère classe).
Propreté et gestion des déchets	Propreté urbaine et toilettes publiques	1 chef de district	Animer les équipes de balayeurs . Organiser et répartir le travail en fonction des moyens alloués. Gérer les plaintes des usagers. Étudier et réviser les circuits de nettoiement.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de la fourchette de grades (avant technicien principal 2ème classe à technicien principal 1ère classe).
Numérique et systèmes d'information	Infrastructures des usages su système d'information	1 ingénieur de production	Définir et mettre en œuvre les axes d'amélioration des composants dans un but d'optimisation. Traiter les incidents de 2ème niveau de l'infrastructure du SI. Administrer, maintenir et intégrer les composants. Participer aux évolutions de l'infrastructure et des applications.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé (avant ingénieur de production en base de données) et de la nature des fonctions
		Transformations avec incidence financière à la baisse					
Commande publique responsable	Achats et commande publique	1 gestionnaire de marchés publics et des commissions	Préparer et organiser les commissions d'appel d'offres et les jurys de maîtrise d'œuvre. Conseiller les entreprises. Mettre à disposition les dossiers de consultation. S'assurer de la recevabilité des offres.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant acheteur, calibré d'attaché à attaché principal).
Espaces publics et naturels	Voies publiques	1 technicien de coordination	Assurer la planification et le contrôle des travaux VRD sur un secteur. Encadrer et animer une équipe de surveillants.	Temps complet	Agent de maitrise Technicien	Agent de maitrise à technicien principal de 1ère classe	Modification de la fourchette de grades (avant technicien principal 2ème classe à technicien principal 1ère classe).

Annexe 5 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 9 octobre 2026 relative à la transformation d'emplois au titre de la Ville

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations sans incidence financière							
Enfance et éducation	Famille et petite enfance	3 accueillants petite enfance	Prendre en charge les enfants. Animer les activités d'éveil. Assurer la sécurité physique et affective des enfants. Contribuer à l'éducation, à la socialisation et à l'épanouissement des enfants.	Temps complet	Agent social	Agent social à agent social principal de 1ère classe	Modification de la fourchette de grades (avant calibré ATSEM à ATSEM principal de 1ère classe et agent social à agent social principal de 1ère classe).
Sports	Patrimoine sportif	1 géomaticien	Organiser et actualiser les données patrimoniales localisées. Concevoir et produire des cartes, études et analyses. Encadrer une équipe.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification du calibrage du poste (avant technicien principal 2ème classe à technicien principal 1ère classe).
Solidarités santé et jeunesse	Investigation accompagnement milieu ouvert	1 chargé de mission	Mettre en œuvre la mission du Point Rencontre et la politique publique de soutien à la parentalité.	Temps complet	Attaché Conseiller socio-éducatif	Attaché à attaché principal Conseiller socio-éducatif à Conseiller supérieur socio-éducatif	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant responsable du point rencontre calibré conseiller socio-éducatif).
Solidarités santé et jeunesse	Santé et autonomie	1 adjoint au chef de service - Responsable de département	Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique en faveur de la vaccination et des publics vulnérables accueillis dans les structures d'accueil et d'hébergement d'urgence municipales. Encadrer et animer le département. Seconder et remplacer le chef de service en son absence.	Temps complet	Médecin	Médecin 2ème classe à médecin hors classe	Modification de l'intitulé (avant Adjoint au chef de service, responsable du département santé de la personne).
Enfance et éducation	Famille et petite enfance	1 secrétaire-assistant	Assister administrativement la responsable du département des crèches et les directions de crèches. Assurer des activités d'accueil, de secrétariat, de coordination et de transmission des informations.	Temps complet	Adjoint administratif Rédacteur	Adjoint administratif à adjoint administratif principal 1ère classe, rédacteur	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant gestionnaire ressources humaines).
Culture	Développement culturel et artistique	1 chargé de l'attractivité et du soutien à l'audiovisuel et au cinéma	Coordonner l'instruction, l'attribution, le suivi et l'évaluation des aides à la production et à la diffusion. Contribuer au développement et au rayonnement de la filière cinéma et audiovisuel.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé (avant responsable des aides de la production et aux associations).

Annexe 5 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 9 octobre 2026 relative à la transformation d'emplois au titre de la Ville

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations avec incidence financière à la hausse							
Enfance et éducation	Patrimoine	1 responsable de la cellule achats, logistique et nettoyage en charge des marchés	Encadrer la cellule. Élaborer et suivre les marchés relatifs aux matériels, équipements et nettoyage. Remplacer le responsable de département en son absence.	Temps complet	Attaché ou ingénieur	Attaché à attaché principal Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant responsable de la cellule achats, logistique et nettoyage, calibré technicien à technicien principal 1ère classe et rédacteur à rédacteur principal 1ère classe).
Enfance et éducation	Famille et petite enfance	1 assistant ressources humaines	Assurer la gestion quotidienne du personnel et établir des tableaux de bord. Informer et conseiller le chef de service et les agents. Assurer l'interface avec la direction et la DRH.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant gestionnaire ressources humaines calibré adjoint administratif à rédacteur).
Enfance et éducation	Famille et petite enfance	1 responsable de département des LAPE	Assurer la responsabilité de l'animation du réseau des LAPE municipaux et associatifs du territoire. Veiller à la qualité de l'organisation du service public rendu par les LAPE municipaux et accompagner la conduite des projets territoriaux en lien avec les accueillants/tes.	Temps complet	Assistant socio-éducatif, attaché, éducateur de jeunes enfants, pédicure-podologue,ergothérapeuthe, psychomotricien, orthoptiste, technicien de laboratoire médical, manipulateur d'électroradiologie médicale, préparateur en pharmacie hospitalière et diététicien, puéricultrice	assistant socio-éducatif à assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle attaché à attaché principal éducateur de jeunes enfants (EJEà à EJE de classe exceptionnelle) pédicure-podologue,ergothérapeuthe, psychomotricien, orthoptiste, technicien de laboratoire médical, manipulateur d'électroradiologie médicale, préparateur en pharmacie hospitalière et diététicien à hors classe puéricultrice à puéricultrice hors classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et du calibrage (éducateur de jeunes enfants calibré éducateur de jeunes enfants à éducateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle), dans le cadre du projet LAPE, passage en CST du 04/12/2025.
Transformations avec incidence financière à la baisse							
Espaces publics et naturels	Voies publiques	1 technicien contrôle éclairage public	Définir et mettre en œuvre des programmes et opérations de contrôle et de maintenance des installations électriques et des supports d'éclairage. Gérer des travaux.	Temps complet	Agent de maitrise Technicien	Agent de maitrise à technicien principal de 1ère classe	Modification de la fourchette de grades (avant calibré technicien à technicien principal de 1ère classe).

Annexe 6 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 9 octobre 2026 relative aux emplois pouvant être pourvus le cas échéant sur la base de l'article L. 332-8 2° du CGFP

Descriptif de l'emploi				Motivation du recours à l'article L. 332-8 2°		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Créé par délibération du**	**Motifs**	**Niveau et type de diplôme**	**Expérience professionnelle requise**
	Cabinet	1 assistant d'élu	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement du Cabinet.	Bac à bac+2 assistanat de direction ou équivalent.	Expérience confirmée en assistanat de direction requérant une expertise des techniques de secrétariat, une maîtrise des logiciels de bureautique ainsi qu'une capacité à anticiper et planifier.
Propreté et gestion des déchets	Collecte et valorisation des déchets	1 gestionnaire logistique et transport – adjoint au responsable des déchèteries	26/02/2021	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement des déchèteries.	Bac à bac+2 dans le domaine technique.	Expérience en logistique et transport et/ou gestion de contrats de prestations et en encadrement d'équipe requérant une maîtrise dans le domaine de la gestion des déchets et du matériel de collecte et/ou dans le domaine de la logistique et du transport (notamment la réglementation y afférente), ainsi que des connaissances en matière de prévention et de sécurité au travail.
Secrétariat général	Assemblées	1 gestionnaire des assemblées	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement du service.	Bac à bac+ 2 en assistanat de direction ou équivalent.	Expérience confirmée en assistanat de direction requérant une expertise des techniques de secrétariat, des règles de grammaire, orthographe, syntaxe, une maîtrise des processus délibératifs et du fonctionnement des assemblées délibérantes, ainsi qu'une maitrise des logiciels métiers.
Ressources humaines	Médecine du travail	1 médecin du travail	04/10/2013	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en médecine du travail.	Docteur en médecine avec spécialisation en médecine du travail ou s'engageant dans une formation en vue de l'obtention de cette qualification (collaborateur médecin)	Maîtrise des dispositions législatives, de l'organisation et du fonctionnement des institutions intervenant en matière de médecine du travail ou en capacité de les acquérir.
Communication	-	1 journaliste	24/03/2016	Nature des fonctions très spécialisées : expertise journalistique.	Bac+3 à bac+5 en école de journalisme, sciences politiques ou équivalent.	Expérience confirmée requérant une expertise rédactionnelle pour l'information orale, écrite et web, ainsi qu'une maîtrise des techniques de recueil de l'information, des processus et technologies d'information. Capacités à prendre en compte l'évolution des nouvelles technologies et à assurer la comptabilité web-print des magazines.
Communication	-	1 chargé de communication	27/10/2000	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en élaboration et suivi de plans de communication à 360° dans le cadre des projets de la collectivité	Bac+3 à bac+5 en communication, sciences politiques, commerce, ou équivalent.	Expérience confirmée dans l'élaboration et le suivi de plans de communication requérant une expertise en élaboration et suivi de plans de communication à 360°, une maîtrise des techniques de communication on et off line et de la chaine graphique, une maîtrise des enjeux numériques ainsi qu'une capacité à gérer des projets stratégiques et complexes
Architecture et patrimoine	Gestion du patrimoine privé	1 chef de service	29/01/2016	Besoins du service : forts enjeux de politique publique en matière de patrimoine.	Bac+5 ou diplôme d'ingénieur dans le domaine du bâtiment, du patrimoine immobilier ou équivalent.	Expérience confirmée en matière de management requérant une expertise en gestion locative et patrimoniale ainsi qu'une maitrise des techniques en bâtiment.
Architecture et patrimoine	Gestion du patrimoine privé	1 technicien référent patrimoine	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant à rénovation et au pilotage du patrimoine.	Bac+2 dans le domaine du bâtiment, de l'économie de la construction, des travaux publics ou équivalent.	Expérience dans la conduite de projet de bâtiment requérant une expertise des techniques et économie de construction.
Architecture et patrimoine	Gestion du patrimoine privé	1 technicien référent patrimoine	02/10/2026	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant à rénovation et au pilotage du patrimoine.	Bac+2 dans le domaine du bâtiment, de l'économie de la construction, des travaux publics ou équivalent.	Expérience dans la conduite de projet de bâtiment requérant une expertise des techniques et économie de construction.
Espaces publics et naturels	Aménagement de l'espace public	1 chef de service	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux de politique publique en matière d'aménagement.	Diplôme d'ingénieur dans le domaine du BTP, de l'aménagement ou équivalent.	Expérience confirmée en matière de management requérant une expertise conduite d'opération d'aménagement.

Annexe 6 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 9 octobre 2026 relative aux emplois pouvant être pourvus le cas échéant sur la base de l'article L. 332-8 2° du CGFP

Descriptif de l'emploi				Motivation du recours à l'article L. 332-8 2°		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Créé par délibération du**	**Motifs**	**Niveau et type de diplôme**	**Expérience professionnelle requise**
Mobilités	-	1 directeur des mobilités	29/01/2021	Besoins du service : forts enjeux de politique publique en matière de mobilités.	Bac+5 ou diplôme d'ingénieur dans le domaine des mobilités, transport, développement durable ou équivalent.	Expérience en direction stratégique des politiques publiques de mobilité et en management requérant une expertise des enjeux des politiques publiques de mobilité.
Culture	Conservatoire	2 enseignants en musique	27/10/2000	Nature des fonctions très spécialisées : dispenser un enseignement artistique spécifique et de renom dans sa discipline.	Diplôme d'Etat (DE) dans sa spécialité ou diplôme équivalent.	Expérience d'interprète de haut niveau requérant une expertise artistique dans la discipline enseignée et une expertise pédagogique diversifiée à différents niveaux d'enseignement.
Culture	Conservatoire	1 professeur de musique	27/10/2000	Nature des fonctions très spécialisées : dispenser un enseignement artistique spécifique et de renom dans sa discipline auprès d'élèves allant jusqu'aux classes supérieures.	Certificat d'aptitude (CA) dans sa spécialité ou diplôme équivalent.	Expérience d'interprète de haut niveau. Expérience pédagogique diversifiée, y compris à un niveau supérieur. Pratique de plusieurs langues étrangères.
Urbanisme et territoires	Politique de la ville	1 directeur de projet	20/03/2015	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant à l'atteinte des objectifs fixés par la convention de renouvellement urbain et par la politique de la ville.	Bac+5 ou diplôme d'ingénieur en urbanisme, architecture, aménagement du territoire, politique de la ville ou équivalent.	Expérience en matière de pilotage stratégique, de coordination de projet de territoire, et de programme de renouvellement urbain, en animation multi-acteurs, ainsi qu'en négociation et en encadrement d' équipes. Maitrise des procédés de la politique de la ville, des marchés publics, bonne connaissance du logement social et de la rénovation urbaine.
Urbanisme et territoires	Administration générale des ressources	1 directeur	18/05/2001	Besoins du service : forts enjeux politiques sur ce métier à forte technicité.	Bac+5 ou diplôme d'ingénieur en urbanisme, architecture, aménagement du territoire, politique de la ville ou équivalent.	Expérience significative de direction de grande structure, incluant la conduite du changement et l'animation de collectifs pluridisciplinaires, ainsi que la capacité de conseil stratégique auprès des élus et de sécurisation des décisions publiques. Maîtrise du droit de l'urbanisme, de la stratégie foncière et du montage d'opérations d'aménagement complexe, ainsi qu'en matière de négociation avec des partenaires institutionnels et privés.
Ressources humaines	Emploi et développement des compétences	1 référent métier et organigramme	27/10/2000	Besoin de service : forts enjeux en matière de fonctionnement des collectivités.	Bac à bac+2 en gestion des ressources humaines ou équivalent.	Expérience requérant une maitrise des règles de gestion en ressources humaines dans la fonction publique, des outils de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, de la gestion d'un organigramme ainsi que des compétences techniques des outils de gestion RH (logiciel) et une maitrise des outils informatiques.
Ressources humaines	Prévention et qualité de vie au travail	1 chef de projet égalité professionnelle et qualité de vie au travail	27/10/2000	Besoin de service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant à la qualité de vie au travail.	Bac +3 à bac+5 en droit, sciences politiques ou équivalent.	Expérience confirmée requérant une expertise dans la conduite de projet ainsi qu'une maitrise du cadre réglementaire des employeurs publics en matière d'égalité et de qualité de vie au travail.
Solidarités santé et jeunesse	Lutte contre l'exclusion - CCAS	1 Agent d'accueil polyvalent	11/07/2003	Besoins de service : fort enjeux sur ce métier contribuant à l'accueil et la sécurité d'un public sensible.	CAP/BEP en accueil, administratif ou équivalent.	Expérience significative auprès de publics en situation de rupture, dans les domaines sanitaire ou paramédical.
Solidarités santé et jeunesse	Investigation accompagnement milieu ouvert	1 Assistant de direction	27/10/2000	Besoin de service : fort enjeux sur ce métier contribuant à faire l'interface entre la chefferie et les équipes dans un contexte sensible.	Bac à Bac+2 en gestion administrative, secrétariat ou assistanat de direction.	Expérience confirmée en assistanat administratif et/ou de direction et/ou à la conduite de projets requérant une expertise des techniques de secrétariat, une maîtrise de la gestion administrative et des logiciels de bureautique.
Solidarités santé et jeunesse	Action sociale de proximité	1 responsable d'équipe d'action sociale de proximité	23/03/2012	Besoin de service : fort enjeux sur ce métier contribuant au management et soutien aux équipes, ainsi qu'à l'organisation au sein du ou des centres médico-sociaux et du service.	Bac+3 dans le domaine social ou équivalent.	Expérience confirmée dans le domaine requérant une connaissance approfondie des politiques sociales ainsi qu'une expérience sur des fonctions managériales.

Annexe 6 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 9 octobre 2026 relative aux emplois pouvant être pourvus le cas échéant sur la base de l'article L. 332-8 2° du CGFP

Descriptif de l'emploi				Motivation du recours à l'article L. 332-8 2°		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Créé par délibération du**	**Motifs**	**Niveau et type de diplôme**	**Expérience professionnelle requise**
Solidarités santé et jeunesse	Investigation accompagnement milieu ouvert	1 chargé de mission Point rencontre	27/10/2000	Nature des fonctions très spécialisées : expertise combinée en enfance et famille et en procédures judiciaires.	Bac+3 à bac+5 dans le domaine social ou équivalent.	Expérience confirmée en Protection Judiciaire de la Jeunesse, avec maîtrise des acteurs et partenaires multidisciplinaires et multi-institutionnels.
Ressources humaines	Pilotage RH	1 administrateur du système d'information RH	25/09/2015	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au fonctionnement des SIRH.	Bac+ 3 en gestion informatique ou RH avec spécialité en informatique, ou équivalent.	Expérience dans le domaine informatique requérant une expertise dans l'utilisation avancée des outils bureautiques pour l'extraction de données, ainsi qu'une maitrise des normes relatives aux systèmes d'information et à la manipulation de données personnelles.
Ressources logistiques	Parc véhicules et atelier	1 électricien auto	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement du service.	CAP/BEP en électricité, maintenance des véhicules ou équivalent.	Expérience dans le domaine de la maintenance automobile requérant une expertise dans l'électricité automobile ainsi qu'une maitrise dans l'établissement de diagnostic technique.
Architecture et patrimoine	Constructions enfance éducation et sport	1 assistant administratif	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement du service.	Bac à bac+2 en assistanat de direction, gestion, ou équivalent.	Expérience confirmée en assistanat administratif et/ou de direction et/ou à la conduite de projets requérant une expertise des techniques de secrétariat, une maîtrise de la gestion administrative et des logiciels de bureautique.
-	Cabinet	1 assistant d'élu	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement du Cabinet.	Bac à bac+2 en assistanat de direction ou équivalent.	Expérience confirmée en assistanat de direction requérant une expertise des techniques de secrétariat, une maîtrise des logiciels de bureautique ainsi qu'une capacité à anticiper et planifier.
Sécurités et prévention	SIRAC	1 responsable des achats et stocks	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement du service.	CAP/BEP à bac pro en gestion des achats, logistique et gestion des stocks ou équivalent.	Expérience confirmée dans un poste similaire, requérant un double champ de compétence à la fois en gestion des stocks/achats et en gestion des équipements techniques liés aux systèmes d'exploitation routière, ainsi qu'une connaissance en matière d'équipements dynamiques et connectés d'exploitation des routes.
-	Cabinet	1 assistant d'élu	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement du Cabinet.	Bac à bac+2 en assistanat de direction ou équivalent.	Expérience confirmée en assistanat de direction requérant une expertise des techniques de secrétariat, une maîtrise des logiciels de bureautique ainsi qu'une capacité à anticiper et planifier.
-	Cabinet	1 assistant d'élu	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement du Cabinet.	Bac à bac+2 en assistanat de direction ou équivalent.	Expérience confirmée en assistanat de direction requérant une expertise des techniques de secrétariat, une maîtrise des logiciels de bureautique ainsi qu'une capacité à anticiper et planifier.
-	Cabinet	1 secrétaire-assistant d'élu	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant à la bonne gestion de la direction.	CAP à bac en secrétariat ou équivalent.	Expérience similaire requérant une maîtrise des techniques de secrétariat ainsi que des outils bureautiques.
Propreté et gestion des déchets	Collecte et transport des déchets	2 gestionnaires des points d'apports volontaires	29/01/2021 27/10/2000	Besoins du service : fort enjeux sur ce métier en matière de collecte des déchets.	Bac à bac+2 dans le domaine technique, logistique, transport, ou équivalent.	Expérience dans le transport et/ou dans la collecte des déchets requérant une maîtrise technique et financière dans le domaine de la collecte et du traitement des déchets, une maîtrise des marchés publics et des outils bureautiques ainsi que des capacités relationnelles.
Espaces publics et naturels	Voies publiques	2 techniciens exploitation des routes	29/01/2021	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en travaux publics.	Bac+2 dans le domaine des travaux publics, génie civil, ou équivalent.	Expérience en travaux publics requérant une expertise des techniques de voirie, une maitrise des procédures administratives et financières liées à une activité technique, ainsi qu'une capacité à planifier et coordonner des actions.

Annexe 6 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 9 octobre 2026 relative aux emplois pouvant être pourvus le cas échéant sur la base de l'article L. 332-8 2° du CGFP

Descriptif de l'emploi				Motivation du recours à l'article L. 332-8 2°		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Créé par délibération du**	**Motifs**	**Niveau et type de diplôme**	**Expérience professionnelle requise**
Espaces publics et naturels	Voies publiques	1 technicien de laboratoire de voirie	27/10/2000	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en travaux publics.	Bac+2 dans le domaine des travaux publics, génie civil, ou équivalent.	Expérience en travaux publics routiers et/ou génie civil requérant une maitrise des techniques routières et matériaux, une capacité à planifier et coordonner des actions ainsi que des qualités rédactionnelles.
Générale des services	Protocole	1 chef de service	27/10/2000	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en règles et usages protocolaires.	Bac+3 à bac+5 en sciences politiques ou équivalent.	Expérience confirmée sur un poste similaire requérant une expertise des règles et usages protocolaires notamment au niveau des préséances officielles, une expertise de l'anglais, de l'allemand, du monde politique local et international, ainsi qu'une maîtrise des règles de gestion évènementielle, des ERP et d'hygiène alimentaire.
Transitions énergie climat	Coopération et animation des transitions	2 chargés d'animation territoriale des transitions	27/10/2000 12/07/2002	Nature des fonctions spécialisées : en matière d'animation territoriale et transition socio-écologique.	Bac+3 à bac+5 en sciences humaines et sociales, environnement et transitions, sciences politiques, éco-conseil ou équivalent	Expérience dans l'animation de réseaux et de partenariats complexes ainsi que dans la conduite de projets dans le domaine des transitions socio-écologiques.
Eau et risques environnementaux	Pilotage, programmation et relation à l'usager	1 responsable de station d'épuration	27/10/2000	Nature des fonctions spécialisées : encadrement d'une délégation de service public et d'un chantier de ligne d'incinération.	Bac+3 à bac+5 dans le domaine de l'assainissement et du traitement de l'eau ou équivalent.	Expérience dans le pilotage de contrats d'exploitation ou au sein de station d'épuration requérant des connaissances solides dans le domaine de l'épuration, de la comptabilité publique et privée ainsi qu'en matière de conduite de projets.
Enfance et éducation	Famille Petite Enfance	1 responsable partenariat	03/10/2026	Besoins du service : fort enjeux sur ce métier en matière de dialogue de gestion	Bac+3 dans le domaine juridique, finance, gestion de projet ou équivalent.	Expérience confirmée en pilotage administratif et partenarial requérant une maîtrise des procédures administratives, juridiques et financières, des qualités rédactionnelles, ainsi que des capacités d'organisation et de coordination.
Numérique et systèmes d'information	'Infrastructures des usages du système d'information	1 ingénieur de production	03/10/2025	Nature des fonctions spécialisées : expertise en architecture technique des réseaux et télécommunications.	Diplôme d'ingénieur informatique ou équivalent.	Expérience confirmée requérant une expertise en architecture technique, des matériels et des logiciels de production et d'exploitation informatiques, une maîtrise des fonctionnalités des systèmes d'information, des normes et des procédures de sécurité informatique ainsi qu'une capacité à piloter des projets.
Espaces publics et naturels	Voies publiques	1 secrétaire/assistante	15/12/2016	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant à la bonne gestion de la direction.	CAP à bac en secrétariat ou équivalent.	Expérience similaire requérant une maîtrise des techniques de secrétariat ainsi que des outils bureautiques.
Culture	Développement culturel et artistique	1 chargé de l'attractivité et du soutien à l'audiovisuel et au cinéma	27/10/2000	Nature des fonctions très spécialisées : expertise de la filière professionnelle cinématographique et audiovisuelle.	Bac+3 à bac+5 dans le domaine du cinéma et/ou de l'organisation et le montage de projets culturels ou équivalent.	Expérience requise dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel apportant une expertise de son environnement artistique, économique et juridique. Expertise des politiques nationales et internationales dans le domaine des médias et dans la production et l'exploitation cinématographique et audiovisuelle.
Espaces Publics et Naturels	Ingénierie urbaine	1 responsable de département	15/02/2013	Besoins du service : forts enjeux liés à l'aménagement de l'espace public.	Ingénieur travaux publics, paysages spécialisé voirie ou équivalent.	Expérience dans le domaine de la maitrise d'œuvre et en management requérant une expertise en conception et techniques voirie et réseaux divers.
Espaces Publics et Naturels	-	1 directeur adjoint	05/04/2019	Besoins du service : forts enjeux en matière d'espaces publics et naturels	Diplôme d'ingénieur dans le domaine de l'aménagement ou équivalent.	Expérience confirmée en management de cadres requérant une expertise en conduite de projet et une maitrise des enjeux et du contexte des politiques publiques dans le domaine de l'aménagement.
Espaces Publics et Naturels	-	1 directeur des espaces publics et naturels	31/01/2003	Besoins du service : forts enjeux en matière d'espaces publics et naturels	Diplôme d'ingénieur dans le domaine de l'aménagement ou équivalent.	Expérience en direction stratégique et en management requérant une expertise des enjeux et du contexte des politiques publiques d'aménagement.
Mobilités	-	1 assistant de direction	07/05/2021	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant à la bonne gestion du service.	Bac à bac+2 assistanat de direction, ou équivalent.	Expérience confirmée en assistanat de direction requérant une expertise en techniques de secrétariat, ainsi qu'une maîtrise des logiciels de bureautique.
Ressources humaines	-	1 directeur des ressources humaines	27/10/00	Besoins du service: forts enjeux en matière de gestion des ressources humaines	Bac + 3 à bac + 5 en ressources humaines, sciences politiques, droit ou équivalent	Expérience en direction stratégique et en management requérant une expertise des enjeux en ressources humaines.

Annexe 6 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 9 octobre 2026 relative aux emplois pouvant être pourvus le cas échéant sur la base de l'article L. 332-8 2° du CGFP

Descriptif de l'emploi				Motivation du recours à l'article L. 332-8 2°		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Créé par délibération du**	**Motifs**	**Niveau et type de diplôme**	**Expérience professionnelle requise**
Sports	-	1 directeur des sports	27/10/2000	Besoins du service: forts enjeux en matière de politique sportive	Bac + 3 à bac + 5 en sciences politique, management du sport ou équivalent	Expérience en direction stratégique et en management requérant une expertise des enjeux et du contexte des politiques publiques sportives.
Sports	Mistral: missions transversales	1 adjoint au directeur	27/10/00	Besoins du service: forts enjeux en matière de politique sportive	Bac + 3 à bac + 5 en sciences politique, management du sport ou équivalent	Expérience confirmée en management de cadres requérant une expertise en conduite de projet et une maitrise des enjeux et du contexte des politiques publiques dans le domaine du sport.
Sports	Administration générale des ressources	1 chef de service	27/10/00	Besoins du service: forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement du service.	Bac + 3 à bac + 5 en ressources humaines, finances, sciences politiques ou équivalent	Expérience confirmée en matière de management requérant une expertise en ressources humaineset en finances.
Numérique et systèmes d'information	-	1 directeur du numérique et des systèmes d'informations	27/10/2000	Nature des fonctions spécialisées : expertise en informatique	Diplôme d'ingénieur ou bac + 5 en informatique	Expérience en direction stratégique et en management requérant une expertise en informatique.
Numérique et systèmes d'information	Infrastructures des usages du SI	1 chef de service adjoint au directeur	27/10/2000	Nature des fonctions spécialisées : expertise en informatique	Diplôme d'ingénieur ou bac + 5 en informatique	Expérience confirmée en management de cadres requérant une expertise en conduite de projet et une maitrise en informatique.
Enfance et éducation	-	1 directeur de l'enfance et de l'éducation	27/10/2000	Besoins du service: forts enjeux en matière de politique éducative	Bac +3 à bac + 5 en sciences politiques, sociales ou équivalent	Expérience en direction stratégique et en management requérant une expertise des enjeux et du contexte des politiques liées à l'enfance et à l'éducation.
Enfance et éducation	-	1 directeur adjoint de l'enfance et de l'éducation	27/10/2000	Besoins du service: forts enjeux en matière de politique éducative	Bac +3 à bac + 5 en sciences politiques, sociales ou équivalent	Expérience confirmée en management de cadres requérant une expertise en conduite de projet et une maitrise des enjeux et du contexte des politiques publiques dans le domaine de l'enfance et de l'éducation.
Accompagnement des projets, des innovations et des équipes	-	1 directeur accompagnement des projets, des innovations et des équipes	29/01/2021	Besoins du service: forts enjeux en matière d'organisation	Bac +3 à bac + 5 en sciences politiques, management ou équivalent	Expérience en direction stratégique et en management requérant une expertise des enjeux et du contexte des politiques liées aux projets de transformation des organisations.
Accompagnement des projets, des innovations et des équipes	-	1 directeur adjoint accompagnement des projets, des innovations et des équipes	27/10/2000	Besoins du service: forts enjeux en matière d'organisation	Bac +3 à bac + 5 en sciences politiques, management ou équivalent	Expérience confirmée en management de cadres requérant une expertise en conduite de projet et une maitrise des enjeux et du contexte des politiques liées aux projets de transformation des organisations.
Population élections cultes	Funéraire	1 agent de conservation des cimetières	24/09/2021	Besoins du service : forts enjeux en matière d'entretien du réseau des cimetières.	CAP dans le domaine des espaces verts, ou équivalent.	Expérience en matière d'entretien d'un site requérant des connaissances en horticulture et arboriculture ainsi qu'une capacité à accueillir du public.
Propreté et gestion des déchets	-	1 directeur de la Propreté et de la gestion des déchets	31/03/2003	Besoins de service : forts enjeux en matière de propreté de l'espace public et de gestion des déchets.	Diplôme d'ingénieur en environnement, ou équivalent.	Expérience confirmée en management d'équipe requérant une maîtrise des enjeux et la connaissance des politiques publiques dans le domaine de la propreté de l'espace public et/ou de la collecte et de la valorisation des déchets.
Propreté et gestion des déchets	Etudes et appui opérationnel	1 responsable prospective et environnement	01/03/2019	Besoins du service : forts enjeux liés à la politique des déchets, à l'environnement et le développement durable.	Diplôme d'ingénieur en environnement, ou équivalent.	Expérience confirmée en management d'équipe requérant une maitrise de la conduite de projets dans le domaine des politiques Déchets.
Propreté et gestion des déchets	Collecte et transport des déchets	1 adjoint au chef de service	2710/2000	Besoins du service : forts enjeux de politique publique en matière de déchets.	Diplôme d'ingénieur, ou équivalent	Expérience confirmée en management d'équipe requérant une maîtrise de la gestion de projets avec des orientations techniques, ainsi que des capacités relationnelles avec différents interlocuteurs.
Propreté et gestion des déchets	Etudes et appui opérationnel	1 responsable fournitures et logistique	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement de la direction.	Bac+2 en maintenance, logistique, ou équivalent.	Expérience dans le domaine de la logistique et/ou de la maintenance requérant une maitrise des outils bureautiques ainsi qu'une capacité à encadrer une équipe.
Propreté et gestion des déchets	Propreté urbaine et toilettes publiques	1 chef de district	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métiers en tension contribuant au bon fonctionnement des équipes.	Bac à bac +2 dans le domaine technique ou équivalent	Expérience confirmée en management requérant une maîtrise des techniques de management.
Eau et risques environnementaux	Exploitation eau et assainissement	2 terrassiers-monteurs	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux en matière de conduite de travaux de terrassement et de montage sur le réseau de distribution d'eau potable de Strasbourg et de l'Eurométropole	CAP/BEP installateur sanitaire ou constructeur de réseaux en canalisation de travaux publics, ou équivalent	Expérience similaire confirmée en matière d'intervention sur des chantiers de terrassement et de montage sur la voie publique.

Annexe 6 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 9 octobre 2026 relative aux emplois pouvant être pourvus le cas échéant sur la base de l'article L. 332-8 2° du CGFP

Descriptif de l'emploi				Motivation du recours à l'article L. 332-8 2°		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Créé par délibération du**	**Motifs**	**Niveau et type de diplôme**	**Expérience professionnelle requise**
Eau et risques environnementaux	Exploitation eau et assainissement	1 surveillant de travaux	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux en matière de suivi des travaux confiés aux entreprises sur le réseau d'eau potable.	CAP/BEP à Bac dans le domaine des travaux publics, ou équivalent	Expérience similaire en matière de suivi de chantier dans le domaine des travaux publics
Territoires	-	1 directeur des territoires	07/05/2021	Nature des fonctions spécialisées : management stratégique dans le domaine de la territorialisation des politiques publiques portées par les deux collectivités.	Bac +3 à Bac +5 dans le domaine des politiques publiques ou équivalent	Expérience confirmée en management d'équipe requérant la maîtrise des enjeux et la connaissance des politiques de développement social et urbain.
Territoires	-	1 directeur adjoint des territoires	25/10/2019	Besoins du service : forts enjeux liés à la coordination et à l'animation des directions dans leur rôle de développement territorial et de construction des politiques publiques	Bac +3 à Bac +5 dans le domaine des politiques publiques ou équivalent	Expérience confirmée en collectivité requérant la maîtrise des enjeux et la connaissance du cadre réglementaire des politiques publiques particulièrement dans le domaine du développement territorial.
Relations européennes internationales et transfrontalières	-	1 directeur des relations européennes et internationales	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux liés à la dimension transfrontalière, européenne et internationale de Strasbourg et de son agglomération	Bac +3 à Bac +5 en relations européennes et/ou internationales, sciences politiques, droit, ou équivalent	Expérience confirmée en management d'équipe requérant une expertise du fonctionnement des institutions européennes, des réseaux de villes et élus sur les différentes échelles, ainsi que la pratique de l'anglais et de l'allemand, et une capacité à fédérer
Eau et risques environnementaux	-	1 directeur de l'eau et des risques environnementaux	06/10/2023	Nature des fonctions spécialisées : management stratégique dans le domaine de la politique publique de l'eau et des risques environnementaux.	Diplôme d'ingénieur en génie de l'eau ou équivalent	Expérience confirmée en management d'équipe requérant la maîtrise des enjeux et la connaissance des politiques publiques dans le domaine de l'eau et des risques environnementaux.
Eau et risques environnementaux	-	1 directeur adjoint de l'eau et des risques environnementaux	06/10/2023	Besoins du service : forts enjeux liés au positionnement de la direction en qualité d'autorité organisatrice de l'eau.	Diplôme d'ingénieur en génie de l'eau ou équivalent	Expérience confirmée en management d'équipe requérant la maîtrise des enjeux et la connaissance des politiques publiques dans le domaine de l'eau et des risques environnementaux.
Transitions énergie climat	-	1 directeur des transitions énergies climat - adjoint au DGA	24/09/2021	Nature des fonctions spécialisées : management stratégique dans le domaine des transitions énergie et climat.	Bac +3 à Bac +5 dans le domaine de l'environnement ou équivalent	Expérience confirmée en management d'équipe requérant la maîtrise des enjeux et la connaissance des politiques publiques dans le domaine des transitions énergie et climat.
Ressources logistiques	-	1 directeur des ressources logistiques	26/04/2002	Nature des fonctions spécialisées : management stratégique dans le domaine des ressources logistiques	Bac +3 à Bac +5 dans le domaine des politiques publiques ou équivalent	Expérience confirmée en management d'équipe requérant la maîtrise des enjeux et la connaissance des politiques publiques notamment dans les domaines technique, budgétaire et comptable.
Population, élections et cultes	-	1 directeur de la population, des élections et des cultes	27/10/2000	Nature des fonctions spécialisées : management stratégique dans le domaine de l'accueil de la population, de l'état civil, des élections, du funéraire et des cultes	Bac +3 à Bac +5 dans le domaine des politiques publiques ou équivalent	Expérience confirmée en management d'équipe requérant la maîtrise des enjeux et la connaissance des politiques publiques notamment dans les domaines de l'accueil de la population, de l'état civil, des élections, du funéraires et des cultes.
Eau et risques environnementaux	Pilotage, programmation et relation à l'usager	1 technicien qualité des eaux	27/10/2000	Nature des fonctions spécialisées : amélioration de la maîtrise des rejets industriels et des substances dangereuses dans l'eau.	Bac +2 dans le domaine de l'eau, de l'assainissement, de l'environnement ou équivalent	Expérience requérant la maîtrise du contexte réglementaire lié à l'eau et de la problématique des branchements et des rejets industriels.
Intercommunalité	-	1 directeur de l'intercommunalité	27/10/2000	Nature des fonctions spécialisées : coordination de projets en délégation de la direction générale avec l'ensemble des communes composant l'Eurométropole.	Bac +3 à bac+5 dans le domaine des politiques publiques ou équivalent	Expérience confirmée en coordination stratégique requérant la maîtrise du fonctionnement des institutions et établissements publics, les instances, procédures et circuits décisionnels dans une relation constante avec différents exécutifs.
Eau et risques environnementaux	Exploitation eau et assainissement	1 responsable de département	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux liés au pilotage des achats, à la gestion des magasins et de stocks de matériels et matériaux pour l'ensemble du service.	Diplôme d'ingénieur en logistique, génie civil, eau, environnement ou équivalent	Expérience confirmée en management d'équipe et de projets requérant notamment la maîtrise des marchés publics et de la règlementation en vigueur.
Eau et risques environnementaux	Exploitation eau et assainissement	1 adjoint au chef de service exploitation eau et assainissement - responsable du pôle assainissement	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux en matière d'élaboration et de mise en oeuvre des orientations stratégiques, techniques et financières relatives au réseau d'assainissement.	Diplôme d'ingénieur en assainissement, eau, bâtiment, génie civil, environnement, voiries et réseaux ou équivalent	Expérience confirmée en management d'équipe et de projets requérant la maîtrise des techniques et des matériels d'assainissement, ainsi que la maîtrise de la réglementation, des règles d'hygiène, de santé et de sécurité applicables aux travaux et à l'expl

Strasbourg.eu
eurométropole

8

Communication au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Communication - Mise à disposition de personnel contre remboursement auprès de la Haute école des arts du Rhin.

Numéro E-2026-808

En application des dispositions des articles L.512-12 à L.512-15 du Code général de la fonction publique et de l'article 1er du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 modifié relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, doivent être portées à la connaissance des membres du Conseil les mises à disposition de fonctionnaires titulaires auprès d'organismes extérieurs.

Par délibérations respectives des 6 et 17 décembre 2010, le Conseil municipal de la ville de Strasbourg et le Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg ont approuvé la création du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts (devenu Haute école des arts du Rhin), établissement public de coopération culturelle, regroupant Le Quai à Mulhouse, l'École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg, le Conservatoire de Strasbourg pour l'enseignement supérieur, et ont autorisé l'exécutif à en signer les statuts.

Ces statuts prévoient la possibilité de mettre à disposition de l'établissement les agent·es titulaires de la Communauté urbaine de Strasbourg qui le souhaitent. Une première communication au Conseil avait été effectuée le 30 juin 2011.

À l'origine, la mise à disposition concernait 47 agent·es. Compte tenu des départs (retraite, mutation, y compris au sein de la Haute école des arts du Rhin…), le nombre d'agent·es concerné·es s'est réduit à 7 personnes pour la prochaine période de mise à disposition à compter du 1er octobre 2026 (le tableau annexé récapitule les agent·es, grades et durée concernés).

Les fonctionnaires ainsi mis à disposition continuent de percevoir leur rémunération versée par l'Eurométropole de Strasbourg, mais l'organisme d'accueil rembourse l'intégralité de la rémunération ainsi maintenue, charges patronales incluses.

Dans le cadre ainsi précisé, le Conseil est informé du renouvellement de la mise à

disposition des sept agent·es fonctionnaires listé·es ci-dessous, pour une durée de trois ans à compter du 1er octobre 2026 :

- Madame XXX, professeur d'enseignement artistique hors classe,
- Monsieur XXX, professeur d'enseignement artistique hors classe,
- Madame XXX, professeur d'enseignement artistique hors classe,
- Monsieur XXX, professeur d'enseignement artistique hors classe,
- Madame XXX, Assistante d'enseignement artistique principal 1ère classe,
- Monsieur XXX, professeur d'enseignement artistique hors classe,
- Monsieur XXX, professeur d'enseignement artistique hors classe.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-213003-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Strasbourg.eu
eurométropole

9

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Mise à disposition d'agents au GIP "Maison Sport Santé de Strasbourg".

Numéro E-2026-807

Par une délibération de son Conseil municipal, le 21 octobre 2019, la ville de Strasbourg a adopté la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Maison Sport Santé de Strasbourg ».

Ce groupement a été labellisé « Maison Sport Santé » par le Ministère des Sports et le Ministère des Solidarités et de la Santé le 14 janvier 2020. Sa création a été autorisée par un arrêté cosigné de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et de la Préfecture du Bas-Rhin du 26 juin 2020 et le groupement est entré dans sa phase opérationnelle le 1er janvier 2021.

Les objectifs de cette structure, conçue comme un lieu d'information et d'orientation, sont notamment d'offrir des services à la personne (enfants, adolescents, malades chroniques, etc.) sous forme d'ateliers d'activités physiques, diététiques, soutien psychologique.

Outre la ville de Strasbourg et la Collectivité européenne d'Alsace, quatorze autres institutions sont membres fondateurs de ce groupement d'intérêt public : l'Université de Strasbourg, l'Institut Siel Bleu, Biovalley France, les HUS, l'UGECAM-IURC, la MGEN et la MFGE, la Ligue contre le cancer, l'IREPS Grand Est, France Assoc Santé, l'Office des sports, UNIS vers le sport, le Comité régional Sports pour tous et le Comité départemental olympique et sportif du Bas–Rhin, rejoints en 2022 par Alsace contre le cancer et en 2023 par le Centre Européen d'Études sur le Diabète.

Parmi les contributions de la ville de Strasbourg accordées au groupement d'intérêt public « Maison Sport Santé de Strasbourg » figure, notamment, la mise à disposition gracieuse de 6 agent·es à temps complet. *(3° de L.512-15 du Code général de la fonction publique)*

Cette mise à disposition ne peut être effectuée que par l'Eurométropole de Strasbourg en sa qualité d'employeur des personnels concernés et sous réserve de l'accord du GIP.

La mise à disposition à titre gratuit suppose que Madame la Présidente soit autorisée par

le Conseil à signer la convention de mise à disposition *(Article L512-12 du Code général de la fonction publique).*

Dans le cadre ainsi précisé, il vous est demandé d'autoriser le renouvellement et la signature de la convention de mise à disposition de six agent·es, aux conditions suivantes :

- Monsieur XXX, attaché territorial hors classe,
- Messieurs XXX et XXX, attachés territoriaux principaux,
- Madame XXX, éducateur territorial des activités physiques et sportives, occupant un poste de catégorie A,
- Madame XXX, éducateur territorial des activités physiques et sportives,
- Un.e agent·e occupant un poste de catégorie B de la filière sportive.

Pour information, la masse salariale totale relative aux six agent·es mis·es à disposition s'est élevée en 2025 à 371 549,33 €.

Chacune des mises à disposition sera ensuite formalisée par voie d'arrêté individuel. La durée de la convention est prévue pour trois ans à compter du 1er janvier 2027. Elle pourra être renouvelée à son échéance. Sous réserve d'un préavis de deux mois, elle pourrait être dénoncée, à la demande de l'Eurométropole de Strasbourg, du groupement d'intérêt public « Maison Sport Santé de Strasbourg » ou de l'une des personnes mises à disposition. Dans ce dernier cas, la convention reste en vigueur pour les autres agent·es concerné·es.

En tout état de cause, il est précisé que la masse salariale relative aux agent·es mis·es à disposition est, in fine, supportée intégralement par le budget de la ville de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les dispositions des articles L512-6 à 512-9 et L512-12
à L512-15 du Code général de la fonction publique
vu les dispositions de l'article 2-II du décret n°2008-580 du 18 juin 2008
relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités
territoriales et aux établissements publics administratifs locaux
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la mise à disposition, par l'Eurométropole de Strasbourg, à titre intégralement gratuit (rémunérations et charges patronales) et pour une durée de trois ans, du 1er janvier 2027 au 31 décembre 2029, de six agents dont 4 postes de catégorie A et 2 postes de catégorie B au profit du groupement d'intérêt public « Maison Sport Santé de Strasbourg »,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer, avec la Présidente du groupement d'intérêt public « Maison Sport Santé de Strasbourg » la convention de mise à disposition.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-213001-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Strasbourg.eu
eurométropole

10

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Mise à disposition d'agents au GIP "Maison des Adolescents".

Numéro E-2026-820

Par une délibération du 18 décembre 2009, le Conseil de Communauté de Strasbourg a approuvé la signature d'une convention cadre de partenariat et de coopération relative à la Maison des Adolescents.

Le Conseil municipal de la ville de Strasbourg, par délibération du 22 septembre 2010, a adopté la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public (GIP) « Maison des Adolescents ».

La Maison des Adolescents a été ouverte aux publics à compter du 1er février 2011. Les objectifs de cette structure, conçue comme un lieu d'information et d'orientation, sont notamment d'apporter une réponse médico-sociale et plus largement de prendre soin des adolescents et de favoriser l'accueil en continu par des professionnels divers. Elle a également pour objectifs de développer une culture commune sur l'adolescence et un décloisonnement des secteurs d'intervention.

La ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg (anciennement la Communauté Urbaine de Strasbourg), ainsi que huit autres institutions (l'État, le Département du Bas-Rhin, les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, l'Université de Strasbourg, l'Association Thémis, l'Association Infos-Ados, l'Association CIRDD et l'Association du Club des jeunes l'Étage), sont membres fondateurs de ce Groupement d'Intérêt Public (GIP).

Parmi les contributions de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg accordées au groupement d'intérêt public « Maison des Adolescents » figure, notamment, la mise à disposition gracieuse de deux agents à temps complet, son directeur et un travailleur social *(3° de L.512-15 du Code général de la fonction publique).*

Cette mise à disposition ne peut être effectuée que par l'Eurométropole de Strasbourg en sa qualité d'employeur des personnels concernés et sous réserve de l'accord du GIP ; cependant son coût est porté, in fine, par la ville de Strasbourg concernant le poste de travailleur social et par l'Eurométropole de Strasbourg concernant le poste de directeur.

La mise à disposition à titre gratuit suppose que Madame la Présidente soit autorisée par le Conseil à signer la convention de mise à disposition *(Article L512-12 du Code général de la fonction publique).*

Dans le cadre ainsi précisé, il vous est demandé d'autoriser la signature de la convention de mise à disposition de deux agents, aux conditions suivantes :
- Monsieur XXX, attaché principal, à compter du 1er novembre 2026,
- Madame XXX, assistante socio-éducative, à compter du 1er mai 2025.

Chacune des mises à disposition sera ensuite formalisée par voie d'arrêté individuel. La durée de la convention est prévue pour trois ans maximum. Elle pourra être renouvelée à son échéance. Sous réserve d'un préavis de deux mois, elle pourrait être dénoncée, à la demande de l'Eurométropole de Strasbourg, du groupement d'intérêt public « Maison Des Adolescents » ou de l'une des personnes mises à disposition. Dans ce dernier cas, la convention reste en vigueur pour les autres agents concernés.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les dispositions des articles L512-6 à 512-9 et L512-12
à L512-15 du Code général de la fonction publique
vu les dispositions de l'article 2-II du décret n°2008-580 du 18 juin 2008
relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités
territoriales et aux établissements publics administratifs locaux
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la mise à disposition, par l'Eurométropole de Strasbourg, à titre intégralement gratuit (rémunérations et charges patronales) et pour une durée de trois ans, de deux agents de catégorie A, le directeur et un travailleur social, au profit du groupement d'intérêt public « Maison Des Adolescents »,

autorise

la Présidente, son reprénsentant ou sa représentante, à signer, avec le Président du groupement d'intérêt public « Maison des Adolescents » la convention de mise à disposition.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-213201-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Strasbourg.eu
eurométropole

11

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Remises gracieuses.

Numéro E-2026-803

Créance de Madame XXX

Madame XXX, ASEM contractuelle au sein du service périscolaire et éducatif depuis le 1er mai 2023, était en congé pour accident du travail du 10 décembre 2024 au 26 août 2026.

En tant qu'agente contractuelle, ses droits à maintien de salaire sont encadrés : plein traitement pendant une durée d'un à trois mois (selon l'ancienneté de l'agent dans la collectivité) puis passage en sans traitement avec versement uniquement des indemnités journalières par la CPAM.

Madame XXX a cependant perçu à tort, pendant plusieurs mois non consécutifs, un plein traitement du fait de la réception, après la clôture de paie, de ses prolongations d'arrêt maladie. La régularisation de sa situation sur les paies de mai, juillet et septembre 2025 puis février et mars 2026 et l'abattement de sa rémunération consécutif à son passage en sans traitement *(cf. article 9 du décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale)* ont généré une créance.

Madame XXX est ainsi redevable de la somme de 9 591,18 € (article L.711-6 du Code général de la fonction publique).

Elle est dans l'incapacité de payer cette somme dont elle a sollicité la remise gracieuse par lettre du 28 juillet 2026. Sa situation financière a fait l'objet d'une analyse par le service social du travail de la DRH, qui a préconisé une remise gracieuse de l'intégralité de la dette.

Créance de Monsieur XXX

Monsieur XXX, adjoint technique principal de 1ère classe auprès du service Parc véhicules et ateliers, a été placé en disponibilité d'office pour raison de santé à compter

du 5 octobre 2019 après épuisement de ses droits à congés maladie. Durant cette période, il a perçu une indemnité de coordination qui a continué à être versée jusqu'en mai 2021. Or, ayant été admis à la retraite pour invalidité rétroactivement au 1er mars 2021, la régularisation de sa situation en paie de juin 2021 au titre des mois de mars, avril et mai 2021 a généré une créance.

Monsieur XXX est ainsi redevable de la somme de 2 850,78 € (article L.711-6 du Code général de la fonction publique).

Il est dans l'incapacité de payer cette somme dont sa curatrice, mandataire judiciaire de la Protection des Majeurs, a sollicité la remise gracieuse par mail du 18 mai 2026. Sa situation financière a fait l'objet d'une analyse par le service social du travail de la DRH, qui a préconisé une remise gracieuse de l'intégralité de la dette.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'article L.2541-12 (9°) du Code Général des Collectivités Territoriales
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la remise gracieuse de l'intégralité de la dette (rémunération indûment perçue) de Madame XXX pour un montant de 9 591.18 €*

- *la remise gracieuse de l'intégralité de la dette (rémunération indûment perçue) de Monsieur XXX pour un montant de 2850,78 €.*

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212922-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Strasbourg.eu
eurométropole

12

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Actualisation et modification de la convention constitutive du groupement de commandes ouvert et pérenne (GOP).

Numéro E-2026-566

Poursuivant des objectifs de mutualisation des achats, d'optimisation des ressources, de sécurisation juridique et de mise en commun des expertises, la convention constitutive du Groupement de commandes Ouvert et Pérenne (GOP), adoptée en 2017, regroupe diverses entités publiques du territoire alsacien parmi lesquelles :

- l'Eurométropole de Strasbourg ainsi que l'ensemble de ses communes membres, notamment la ville de Strasbourg,
- la Collectivité européenne d'Alsace,
- le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement d'Alsace-Moselle,
- le SIS du Bas-Rhin,
- le SIS du Haut-Rhin,
- l'Œuvre Notre Dame,
- le Centre Communal d'Action Sociale de Strasbourg,
- l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg,
- l'École européenne de Strasbourg,
- la Maison des personnes handicapées de la Collectivité européenne d'Alsace,
- Office public de la langue alsacienne.

Depuis sa création, le GOP a permis la mise en œuvre de nombreuses procédures d'achat mutualisées, générant des gains économiques significatifs, une professionnalisation des pratiques d'achat et un renforcement de la coopération entre ses membres.

Après neuf années de fonctionnement, une actualisation de la convention s'avère nécessaire, afin d'adapter certaines dispositions incomplètes ou devenues inadaptées mais aussi afin de mettre en cohérence la convention avec les pratiques réellement mises en œuvre.

Les modifications proposées ne remettent pas en cause les principes fondateurs du groupement mais portent principalement sur les points suivants :

- précision des rôles du groupe de coordination et du coordonnateur de chaque achat,
- redéfinition des missions de secrétariat,

- modalités d’adhésion de nouveaux membres,
- réorganisation générale des articles composant la convention afin d’en améliorer la lisibilité,
- rédaction d’une nouvelle annexe 1 relative aux familles d’achat couvertes par le groupement afin d'actualiser et de compléter les familles d'achat éligibles au groupement, en tenant compte de l'évolution des besoins des membres.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l’actualisation de la convention de Groupement de commandes Ouvert et Pérenne (GOP),

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer et exécuter la nouvelle version de la convention de groupement de commande ouvert et pérenne jointe en annexe, les modifications réalisées à la convention de Groupement de commandes Ouvert et Pérenne (GOP) jointe en annexe.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-210102-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Convention constitutive d'un groupement de commandes ouvert et pérenne

Vu le Code général des collectivités territoriales

Vu le Code de la commande publique et notamment ses article L2113-6 à L2113-8 relatif aux groupements de commandes ;
Il a été convenu ce qui suit :

Article I. Préambule

La mutualisation des achats constitue l'un des leviers d'action pour améliorer l'achat des entités publiques en recherchant plus particulièrement, au travers d'une massification et d'une standardisation des achats, la satisfaction du juste besoin en vue d'obtenir les offres économiquement les plus avantageuses au regard des critères d'attribution.

Ainsi, la démarche d'une mutualisation des achats vise notamment à :
- réduire les coûts ;
- générer des gains ;
- limiter le risque juridique ;
- renforcer les pratiques en créant un réseau d'acheteurs ;
- susciter la concurrence ;
- développer des expertises ;
- intégrer des principes de développement durable.

Sur la base de ces objectifs communs et partagés, différentes entités bas-rhinoises et haut-rhinoises ont décidé de se regrouper au travers d'un groupement de commandes.

Le groupement de commandes est constitué en vue de la passation de marchés et d'accords-cadres portant sur les familles d'achats prévues en annexe 1.

Article II. Composition du groupement de commandes

Le présent groupement de commandes est ouvert, sous réserve des délibérations concordantes des différentes entités à :
- L'Eurométropole de Strasbourg ainsi que l'ensemble de ses communes membres, notamment la Ville de Strasbourg ;
- La Collectivité européenne d'Alsace ;
- Le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement d'Alsace-Moselle ;
- Le SIS du Bas-Rhin ;
- Le SIS du Haut-Rhin ;
- L'Œuvre Notre Dame ;
- Le Centre Communal d'Action Sociale de Strasbourg ;
- L'Orchestre Philharmonique de Strasbourg ;
- L'École Européenne de Strasbourg ;
- La Maison des personnes handicapées de la Collectivité européenne d'Alsace.
- Office public de la langue alsacienne

L'entrée éventuelle d'autres structures au sein du groupement pourra avoir lieu selon les modalités prévues à l'Article VIII, à l'exception des établissements publics locaux d'enseignement des collèges de la Collectivité européenne d'Alsace intéressés par la démarche d'achat mutualisé objet de la présente convention. Ces derniers pourront adhérer

au groupement de commandes ouvert et pérenne sans conditions particulières mais sous réserve d'une délibération de leur conseil d'administration respectif prise en ce sens.

Article III. Objet du groupement de commandes

Les achats portés par le présent groupement de commandes concerneront les familles d'achats listées en annexe 1. Cette liste de familles est adossée d'exemples qui ne sont ni limitatifs ni exhaustifs.

Il convient de préciser que chaque membre du groupement est libre de participer ou non aux consultations mises en œuvre en application du présent groupement de commandes permanent, en fonction de ses besoins, et dans les conditions décrites par l'Article VI de la présente convention. Il notifie sa décision de participer ou non à la consultation au coordonnateur de cette dernière par courrier simple.

Article IV. Durée du groupement de commandes

Le groupement de commandes prend effet à compter du 1er janvier 2027 et abroge la précédente convention.
Le présent groupement de commandes prendra fin automatiquement si, du fait des décisions de retrait des entités membres, il ne subsiste plus qu'un seul membre.

Article V. Missions de secrétariat du groupement de commandes

Le secrétariat du groupement de commandes est assuré conjointement par les membres désignés à l'Article VIII.
Les actes, comptes-rendus et documents relatifs au fonctionnement du groupement sont centralisés et conservés sur une plateforme dématérialisée commune.
La gestion dématérialisée ainsi organisée se substitue à la désignation d'un secrétariat unique.

Article VI. Coordination du groupement de commandes

Section 6.01 Groupe de coordination

Il est institué un groupe de coordination composé des collectivités à l'initiative du présent groupement de commandes, tel que mentionné à l'Article VIII, et associant des représentants des services des différentes entités membres.

Le groupe de coordination se réunit a minima trois à quatre fois par an, dans le cadre de réunions de pilotage organisées selon un principe de rotation entre les membres.

Les réunions de pilotages ont notamment pour objet :

– d'identifier et de recenser les opportunités de mutualisation ;

– de désigner l'un des membres pour assumer la fonction de coordonnateur ;

– de définir les calendriers de mise en œuvre des marchés mutualisés, en tenant compte des contraintes et objectifs propres à chaque membre ;

– de proposer les modalités organisationnelles et méthodologiques les plus adaptées à l'objet

des achats concernés.

Section 6.02 Désignation du coordonnateur

Le coordonnateur désigné après les travaux du groupe de coordination, sollicitera les membres du groupement pour l'adhésion au marché qu'il coordonnera. Cette adhésion est formalisée par courrier simple des membres participant à la consultation. En cas de défaut de réponse de leur part dans les délais prescrits par le coordonnateur, le membre en question est réputé ne pas participer à la consultation.
Les membres intéressés par la mise en œuvre d'un marché commun apporteront leur concours tant dans la définition du besoin que dans les travaux d'élaboration du dossier de consultation.

Ainsi, les membres pourront être plus particulièrement amenés à :

- communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins préalablement à l'engagement de toute consultation ;
- communiquer et faire part de leurs remarques au projet de dossier de consultation et tout ce qu'il recouvre ;
- participer à l'analyse des candidatures et des offres en formulant des avis aux travaux menés par le coordonnateur.

Section 6.03 Missions du coordonnateur

Le coordonnateur est chargé de procéder à l'organisation de l'ensemble de la procédure de passation.

A ce titre, il :

- élabore l'ensemble des dossiers de consultation des entreprises en fonction des besoins qui ont été définis de façon concertée par les membres du groupement ;
- signe, notifie et transmet au contrôle de légalité les marchés et accords-cadres, et met en œuvre les obligations règlementaires après la notification (avis d'attribution…) ;
- met à disposition des membres participants l'ensemble des documents de consultation (procès-verbal d'attribution, tableau d'analyse, etc…) et pièces contractuelles sur l'espace d'échange dématérialisé.

La mission du coordonnateur s'achèvera après notification des marchés dont il a la charge.
Sous réserve de l'accord écrit des membres concernés dans leur courrier d'adhésion, le coordonnateur pourra se voir confier des actes d'exécution, notamment des modifications de contrat qui affecteront l'ensemble des membres adhérant au marché. Dans cette hypothèse, sa mission court jusqu'à la fin du marché.

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à indemnisation.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informés les membres du groupement sur les conditions de déroulement de la procédure de passation du marché, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Section 6.04 Attribution des marchés mutualisés

Les marchés mutualisés passés en procédures formalisées feront l'objet d'une attribution par la commission d'appel d'offres du coordonnateur.
Le président de la commission pourra, conformément aux dispositions règlementaires en vigueur, demander la participation de juristes, techniciens, experts des membres du groupement concernés par la consultation.
Les marchés passés en procédure adaptée seront attribués conformément aux règles applicables au coordonnateur. A l'instar des procédures formalisées, la participation de juristes, techniciens, experts des membres du groupement concernés par la consultation pourra être sollicitée.

Section 6.05 Capacité à ester en justice

En cas de contentieux relatif à la passation du marché, le coordonnateur pourra ester en justice pour le compte de l'ensemble des membres participants. Les frais de justice pourront être supportés et répartis à parts égales entre les différents membres participants au marché mutualisé.

Concernant le contentieux relatif à l'exécution, chaque membre participant pourra ester en justice pour son propre compte et supportera les frais de justice inhérents. Dans ce cas, le coordonnateur viendra apporter gracieusement son concours au travers des conseils et de l'assistance qu'il sera en mesure d'apporter au regard de sa connaissance du marché concerné.

À titre dérogatoire, le coordonnateur, avec l'accord unanime des membres participants, pourra ester en justice pour le compte de l'ensemble des membres participants s'agissant d'un contentieux relatif à l'exécution du marché.

Section 6.06 Frais de fonctionnement

Le coordonnateur assume et prend en charge les frais et les dépenses (frais de publication…) inhérents à la consultation.
Le coordonnateur fait siennes les dépenses et charges, notamment de personnel, relatives à la mise en œuvre des procédures mutualisées.

Article VII. Exécution des marchés mutualisés

L'exécution des marchés interviendra comme suit, ainsi, chaque membre :

- exécute techniquement et financièrement la partie du marché le concernant ;
- est en charge de la conclusion des marchés subséquents sauf à ce que le courrier de désignation du coordonnateur confie ce rôle à ce dernier au vu de la structure économique et des objectifs à atteindre en matière de mutualisation ;
- met en œuvre les dispositifs de sanction financière (pénalités de retard…) ;
- effectue les modifications de contrats, Dans cette situation, les membres veilleront à tenir informé le coordonnateur et transmettre une copie des modifications contractualisées.

Afin de permettre au coordonnateur de jouer pleinement son rôle de conseil et d'assistance, les membres s'engagent à lui communiquer toutes les difficultés relatives à l'exécution du marché et le cas échéant, lui transmettent une copie de toutes les réclamations, mises en demeure et pénalités adressées au titulaire d'un marché durant son exécution.

Sous réserve des dispositions prévues au sein du cahier des clauses administratives particulières et des obligations contractuelles souscrites, chaque membre pourra, pour la part du marché le concernant :

- décider de ne pas reconduire le marché ;
- décider de résilier le marché, notamment en cas de manquements du prestataire retenu à ses obligations.

Il en informe le coordonnateur dans les meilleurs délais.

Conformément à la section 6.03, le coordonnateur pourra se voir confier ces actes d'exécution.

Article VIII. Modalités d'adhésion de nouveaux membres

L'adhésion de nouveaux membres est possible sous réserve des conditions suivantes :

- Le nouveau membre notifie sa volonté d'adhésion aux membres du groupe de coordination qui disposent de 2 mois pour s'opposer. En l'absence de réponse d'un membre, l'acceptation de celui-ci est tacite à l'issue du délai.
- Le nouveau membre signe la présente convention après délibération de son assemblée délibérante ;
- Il transmet la délibération et la convention signée à un ou plusieurs membres du groupe de coordination ;

Le groupe de coordination est composé des membres fondateurs suivants :

- Eurométropole de Strasbourg ;
- Ville de Strasbourg ;
- Collectivité européenne d'Alsace ;
- Service d'incendie et de secours du Haut-Rhin ;
- Service d'incendie et de secours du Bas-Rhin ;
- Syndicat des eaux et de l'assainissement d'Alsace-Moselle.

Article IX. Modalités de sortie d'un des membres du groupement

Les membres du groupement peuvent se retirer de celui-ci par courrier simple adressé aux collectivités à l'initiative du présent groupement de commandes.
Cette décision n'a aucune incidence sur les marchés en cours d'exécution conclus dans le cadre de la présente convention.

Article X. Litiges résultant de la présente convention

Les litiges susceptibles de naître entre les membres à l'occasion de la présente convention feront l'objet d'une procédure de négociation amiable, préalable à toute procédure contentieuse.
En cas de différend survenant lors de l'exécution de la présente convention, les membres du groupement sont tenus d'organiser dans les meilleurs délais une réunion de médiation.
Au cours de cette réunion, un arrangement amiable est convenu, ou il peut être décidé de faire appel à une mission de médiation désignée par le tribunal administratif de Strasbourg, par application des articles L 213-1 à L.213-6 du Code de justice administrative. Toute action contentieuse postérieure devra être introduite devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Article XI. Élection de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile en leurs sièges respectifs.

Annexe 1 : Familles d’achats

Confère annexe jointe

Groupement de commandes ouvert et pérenne

ANNEXE 1 : Familles d'achats

Familles	Exemples (liste non limitative et non exhaustive)
Fournitures générales	Fournitures de bureau : papier reprographie, enveloppes imprimées, consommables informatiques
	Mobilier administratif, scolaire, technique
Fourniture d'énergie, de carburants et prestations associées	Fourniture d'énergie : électricité, gaz, fioul
	Carburants : gazole, essence, éthanol, cuves, cartes accréditives, GNV, hydrogène
	Bornes électriques : fourniture, gestion et entretien
Prestations de service et fournitures relatives aux domaines de l'hygiène, de la propreté et de l'entretien des locaux	Nettoyage : locaux, surfaces vitrées, gaines de ventilation
	Produits d'entretien : produits et consommables d'hygiène
	Désinfection : dératisation, désinfection
Travaux, fournitures et maintenance relatifs au bâti, à la voirie, aux infrastructures et aux espaces naturels	Travaux spécifiques : désamiantage, dépollution, déconstruction
	Tous travaux y compris maintenance sur le bâti
	Tous travaux y compris maintenance sur la voirie, les espaces naturels et les ouvrages
	Viabilité hivernale (prestations et fourniture de sels de déneigement)
	Fourniture de matériaux de construction / voirie
	Signalétique, signalisation et marquage : conception, pose, entretien de panneaux
Prestations de service et fournitures relatives aux espaces verts et à l'environnement urbain	Entretien des espaces verts et du patrimoine non bâti : tonte, arrosage
	Arboriculture : élagage, abattage, diagnostics
	Équipements publics et de loisirs, mobilier urbain, mobilier de propreté
	Propreté urbaine : enlèvement de graffiti, nettoyage de monuments, de rues
	Déchets : conteneurs, évacuation, traitement
Prestations de service et fournitures relatives au domaine de la sécurité et de la prévention	Sécurité : gardiennage, télésurveillance
	Équipements de protection pour les agents
	Incendie : extincteurs, trappes de désenfumage, DAE
	Maintenance préventive et corrective de tous types d'équipements
	Contrôles : vérifications réglementaires de tous types d'équipements
Fourniture d'équipements techniques et maintenance associée	Éclairage public : maintenance, performance
	Matériel technique : outillages, machines, équipements divers, fils, câbles, matériels électriques
	Produits chimiques
	Matières premières : bois brut, métaux, autres matériaux
	Fournitures spécialisées : câbles, quincaillerie, peintures, produits chimiques
Fourniture, maintenance et prestations de service dans le domaine de l'informatique et des télécommunications	Matériels : ordinateurs, serveurs, maintenance
	Réseaux : VDI, télécoms, vidéoprotection, radio TETRA
	Acquisition et développement d'applications ou de plateformes numériques
	Ressources numériques : médiathèques, logiciels, infogérance, télégestion
Prestations de service, fournitures et maintenance relatives au domaine du transport, des véhicules et de la mobilité	Entretien véhicules : réparation, pneumatiques, pièces détachées, contrôle technique
	Acquisition et/ou location : engins, véhicules, plateformes élévatrices
	Aménagement de véhicules
	Prestation de dépannage/remorquage
	Stationnement : équipements de gestion, contrôle d'accès
	Services de transport de personnes ou de marchandises
Prestations de service et fournitures relatives au domaine de la santé et de la sécurité médicale	Fournitures médicales : trousses de secours, vaccins, DAE, masques
	Laboratoires : réactifs, analyses biologiques
	Médecine du travail : examens médicaux
Prestations de services et fournitures relatives au domaine de la communication et de l'événementiel	Conception et impression de supports, vidéos, enregistrements
	Événementiel (chapiteaux, écrans géants, sonorisation, prestation de scénographie…)
	Publicité : diffusion, logistique, régie publicitaire, prestations publicitaires, objets promotionnels
Prestations de service et fournitures dédiées aux agents	Formations
	Déplacements : agences de voyage, déplacements professionnels
	Hygiène, sécurité et vêtements de travail
	Services annexes : chèques-restaurant, transport de plis, mutuelle, prévoyance
Prestations de service et fournitures relatives au domaine de la restauration	Fournitures alimentaires
	Restauration : services traiteur, restauration collective,
Prestations d'études et d'ingénierie, service d'assistance et d'accompagnement	AMO & conseil juridique, financier, technique, administratif, environnemental…
	Ingénierie : SPS, structure, environnement, contrôle technique
	Services de vente aux enchères
	Études techniques, diagnostics et comptages, suivi-animation
Prestations de service et fournitures relatives au domaine culturel, sportif et éducatif	Services documentaires, de scénographie, patrimoniaux et de conservation
	Fourniture de matériels et équipements sportifs et de loisirs (notamment instruments de musique …)
	Fourniture pour l'équipement des collections (livres scolaires ou non, jeux, abonnements, périodiques…)
Assurances	Assurances : tous types de risques (RC, bâtiments, véhicules, etc.)

Strasbourg.eu
eurométropole

13

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Désignation relative à l'avenant n° 3 au contrat de délégation de service public attribué à la société EVOS.

Numéro E-2026-831

Le Conseil de l'Eurométropole a décidé, par délibération en date du 25 mars 2022, d'attribuer à ENGIE ENERGIE SERVICES, à laquelle s'est substituée la société dédiée EVOS, la délégation de service public de production, de transport et de distribution de chaleur du réseau Ouest de Strasbourg. Le contrat a pour principaux objectifs la modernisation du réseau, sa densification et son développement, la modernisation de la chaufferie ainsi que le recours accru aux énergies renouvelables et de récupération (EnR&R), dans un objectif de transition énergétique et de stabilité tarifaire.

Un avenant n° 3 à ce contrat a été signé le 2 décembre 2025 portant essentiellement sur :
- la compensation partielle de retards dans la mise en œuvre, pour des seules raisons exogènes et imprévisibles ;
- la création d'ouvrages géothermiques complémentaires, amortis sur la durée résiduelle de la concession.

Cet avenant a fait l'objet d'un recours au Tribunal administratif déposé le 7 janvier 2026. En application de l'article L. 2122-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé de désigner un représentant ou une représentante de l'Eurométropole pour la représenter dans l'ensemble des procédures judiciaires liées à cette opération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'article L.2122-26 du Code Général des Collectivités Territoriales
vu la délibération n°E-2026-232 du 20 avril 2026
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

désigne

Monsieur Thibaud PHILIPPS pour représenter l'Eurométropole en justice dans la

défense de ses intérêts concernant le suivi judiciaire de l'avenant n° 3 au contrat de délégation de service public attribué à EVOS.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-213745-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

14

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Désignations de représentant·es de l'Eurométropole de Strasbourg au sein de divers organismes.

Numéro E-2026-922

Madame Delphine Rideau ayant démissionné de ses fonctions de conseillère eurométropolitaine, il convient de la remplacer en tant que représentante de la collectivité au sein des organismes suivants :
- Agence de développement et d'urbanisme de l'agglomération strasbourgeoise (ADEUS),
- Pôle funéraire public de Strasbourg,
- Pôle métropolitain d'Alsace.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

désigne

A l'Agence de développement et d'urbanisme de l'agglomération strasbourgeoise (ADEUS)
Fabienne BAAS, titulaire

A la SEM Pôle funéraire public de Strasbourg
Au conseil d'administration
Fabienne BAAS, titulaire

Au Pôle métropolitain d'Alsace
Fabienne BAAS, titulaire

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-216020-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

15

Communication au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services et de leurs avenants ainsi que la signature de conventions transactionnelles.

Numéro E-2026-547

Conformément à l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés ainsi que la signature des conventions transactionnelles en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par la délibération du 10 avril 2026.

Conformément au champ d'application de ladite délégation, la présente information porte sur l'ensemble des marchés passés par l'Eurométropole de Strasbourg en procédure adaptée (2e, 3e et 4e seuil) ou en procédure formalisée ainsi que les avenants portant sur une augmentation de + 5 % aux marchés dont le montant est supérieur au seuil de procédure formalisée.

Les avenants concernés ont recueilli un avis favorable de la commission d'appel d'offres.

La première partie du tableau porte sur les accords cadre à bons de commande : il s'agit de contrats passés entre un acheteur public et un ou plusieurs opérateurs économiques, permettant de définir les termes d'un marché sans en fixer à l'avance les quantités exactes. L'accord-cadre fixe ainsi les caractéristiques principales des prestations (prix, délais, conditions d'exécution) et autorise l'acheteur à passer des bons de commande au fur et à mesure de ses besoins, dans la limite d'un montant maximal et d'une durée déterminée (4 ans en principe). C'est ce montant maximum qui figure dans la dernière colonne du tableau. La deuxième partie du tableau porte sur les marchés à prix forfaitaires répondant à un besoin précis.

La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés et leurs avenants notifiés et enregistrés dans le logiciel financier pour la période de mars à juin 2026.

Par ailleurs, conformément au champ d'application de ladite délégation, la présente information porte également sur l'ensemble des conventions transactionnelles signées

sur la période comprise entre le 1er mars et le 23 juillet 2026.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-209660-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Procédures formalisées, marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 1, 2, 3 et 4

(Le montant en euro HT prend en compte la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises)

Accords-cadres à bons de commande

N° marché	Objet du marché	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum notifié € HT
2026/01112	CONTRÔLES EXTERNES PRÉALABLES À LA RÉCEPTION DES TRAVAUX POUR LES OUVRAGES D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE	INERA GRAND EST	57140 WOIPPY	800000
2026/0125	PRESTATION D'EXTERNALISATION DES ALLOCATIONS CHÔMAGE - RECONSULTATION	CEGAPE	92300 LEVALLOIS PERRET	210000
2026/0151	MISSION D'ÉLABORATION DE LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE EN HÉBERGEMENTS TOURISTIQUES SUR L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	EGIS CONSEIL	93100 MONTREUIL	49025
2026/0210	MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE SECURITE INCENDIE CA	CHUBB FRANCE	67118 GEISPOLSHEIM	54111
2026/0225	RÉALISATION DES CARTES DE BRUIT STRATÉGIQUES ET DES PLANS DE PRÉVENTION DU BRUIT DANS L'ENVIRONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	CEREMA	69003 LYON	491887,2
2026/1107	ACCORD-CADRE POUR LA PRESTATION DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE LOT N° 01 : RÉVISION TRIENNALE	ACQUISITION DONNEES PATRIMOINE RESEAU	67118 GEISPOLSHEIM	18000
2026/1110	ACQUISITION, MAINTENANCE ET HÉBERGEMENT D'UN LOGICIEL DE RÉUSSITE ÉDUCATIVE	ESSONNE CONSULTANTS	91700 SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	12500
2026/1111	RÉALISATION DE PLANS DE RÉCOLEMENT POUR LES OUVRAGES D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	ACQUISITION DONNEES PATRIMOINE RESEAU	67118 GEISPOLSHEIM	600000
2026/1114	LOCATION ENTRETIEN ET MAINTENANCE D'ÉQUIPEMENTS SANITAIRES LOT N° 01 : LOCATION, ENTRETIEN ET MAINTENANCE DE PAVILLONS SANITAIRES ET LOGES	ENYGEA SERVICES	59320 ENGLOS	800000
2026/1115	LOCATION ENTRETIEN ET MAINTENANCE D'ÉQUIPEMENTS SANITAIRES LOT N° 02 : LOCATION, ENTRETIEN ET MAINTENANCE DE CABINES SANITAIRES AUTONOMES ET DE BLOCS D'URINOIRS AUTONOMES	ENYGEA SERVICES	59320 ENGLOS	800000
2026/1116	FOURNITURE ET POSE DE SOLUTIONS D'ÉCLAIRAGE AUTONOMES SOLAIRES	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMS ALSACE FRANCE	67540 OSTWALD	120000
2026/1117	FOURNITURE ET LIVRAISON DE PIÈCES DÉTACHÉES POUR MOBILIER DE PROPRETÉ À COMPACTION DE TYPE BIGBELLY	FUTURE STREET	93200 SAINT DENIS	80000
2026/1118	FOURNITURE DE KITS LED ÉCLAIRAGE PUBLIC LOT N° 01 : KITS LED POUR LUMINAIRES - MODÈLE ELIPT	DELILED	34740 VENDARGUES	240000
2026/1119	FOURNITURE DE KITS LED ÉCLAIRAGE PUBLIC LOT N° 02 : KITS LED POUR LUMINAIRES - MODÈLE HESTIA	DELILED	34740 VENDARGUES	80000

2026/1121	FOURNITURE DE MATÉRIELS D'ENSEIGNEMENT, D'ANIMATION ET D'ÉQUIPEMENTS POUR LES PISCINES	LPC LA PISCINE COLLECTIVE	72800 LE LUDE	240000
2026/1122	ACQUISITION, PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES ET MAINTENANCE DE L'APPLICATION MAIDIS	MAIDIS	78112 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	220000
2026/1123	ABONNEMENT À LA SOLUTION NEUROWASTE DE GESTION DES PRESTATIONS DE COLLECTE EN BENNES ET AUTRES CONTENANTS DU SERVICE COLLECTE ET VALORISATION DES DÉCHETS ET PRESTATIONS ASSOCIÉES	NEUROWASTE	84000 AVIGNON	160000
2026/1124	IMPRESSION D'AFFICHES GRAND FORMAT POUR LA VILLE ET L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	DS IMPRESSION	67170 GEUDERTHEIM	400000
2026/1134	PRESTATIONS D'ACTIVITÉS DE MÉDIATION CANINE	SCHAEFFER PETER	67190 MUTZIG	200000
2026/1139	GÉNÉRATEUR DE MAILS HTML BASÉS SUR MODÈLES	THE BIG FAMILY	67000 STRASBOURG	24999
2026/1140	ACCORD-CADRE POUR LA PRESTATION DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE LOT N° 01 : RÉVISION TRIENNALE	PHOTOMAP	67117 FURDENHEIM	15000
2026/1141	ACCORD-CADRE POUR LA PRESTATION DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE LOT N° 01 : RÉVISION TRIENNALE	GRAFF KIEHL GEOMETRES EXPERTS ASSOCIES	67000 STRASBOURG	20000
2026/1147	FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DE LA SIGNALISATION HORIZONTALE ET VERTICALE EN AGGLOMÉRATION	TH SIGNALISATION AXIMUM ISOSIGN	67100 STRASBOURG	20000000
2026/1148	ACCORD CADRE DE TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS DU SECTEUR LYAUTEY (CITÉ ET ANCIEN HÔPITAL) - PRU NEUHOF LOT N° 01 : VOIRIE ET RÉSEAUX DIVERS	G C M	67330 BOUXWILLER	1600000
2026/1149	ACCORD CADRE DE TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS DU SECTEUR LYAUTEY (CITÉ ET ANCIEN HÔPITAL) - PRU NEUHOF LOT N° 02 : ARBRES D'ALIGNEMENT	THIERRY MULLER	67118 GEISPOLSHEIM GARE	200000
2026/1150	CONCEPTION, RÉALISATION ET EXÉCUTION DE CAMPAGNES DE COMMUNICATION POUR LES THÉMATIQUES URBANISME, HABITAT, DÉPLACEMENTS ET MOBILITÉ	AUGUSTE ET LOUISE	67000 STRASBOURG	840000
2026/1153	TESTS PSYCHOTECHNIQUES DANS LE CADRE DE LA CONDUITE D'ENGINS OU DE VÉHICULES	ACCA	69003 LYON	88000
2026/1154	PRESTATIONS POUR L'INSTALLATION, LE STOCKAGE ET LE TRANSPORT DE BENNES DE DÉCHÈTERIES MOBILES OU AUTRES SITES PONCTUELS	SUEZ RV NORD EST	67100 STRASBOURG	2000000
2026/1155	FOURNITURE D'ÉQUIPEMENTS POUR LA SURVEILLANCE DES OUVRAGES DES RÉSEAUX D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT	VEGA TECHNIQUE	67150 NORDHOUSE	160000
2026/1156	TRAVAUX SUBAQUATIQUES DE MISE AUX NORMES DES OUVRAGES D'ART SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE ET DE LA VILLE DE STRASBOURG	AQUADIF	67810 HOLTZHEIM	2800000
2026/1157	MAINTENANCE DES CASIERS VESTIAIRES INFORMATISES DES PISCINES ET DE LA PATINOIRE	NAVIC	74230 THONES	46104
2026/1158	ACCORD-CADRE POUR LA PRESTATION DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE LOT N° 01 : RÉVISION TRIENNALE	PHOTOMAP	67117 FURDENHEIM	16000

2026/1159	ACCORD-CADRE DE PRESTATION DE MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET CORRECTIVE DES ASCENSEURS ET APPAREILS DE LEVAGE SUR LE PATRIMOINE DE LA VILLE DE STRASBOURG, DE LA FONDATION DE L'OEUVRE NOTRE-DAME ET DE L'EUR LOT 2 : PRESTATION DE MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET CORRECTIVE DES ASCENSEURS ET APPAREILS DE LEVAGE SUR L'ENSEMBLE DU PATRIMOINE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, ET DU PATRIMOINE DE LA CULTURE DE LA VILLE DE STRASBOURG	OTIS	92800 PUTEAUX	400000
2026/116	LOCATION ENTRETIEN ET MAINTENANCE D'ÉQUIPEMENTS SANITAIRES LOT N° 03 : LOCATION, ENTRETIEN ET MAINTENANCE DE TOILETTES PUBLIQUES SÈCHES AUTONOMES	ENYGEA SERVICES	59320 ENGLOS	1200000
2026/1160	FOURNITURE DE PRODUITS BITUMINEUX	SEMAROUTE	57850 DABO	480000
2026/1161	ACCORD CADRE DE TRAVAUX D'INSTALLATION ET DE RÉPARATIONS DE MATÉRIEL DE CHAUFFAGE, DE VENTILATION, DE CLIMATISATION ET DE SANITAIRE POUR DES INTERVENTIONS PONCTUELLES DANS LE CADRE D'OPÉRATIONS DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE LOT 01 : CVC ZONE NORD	AXIMA CONCEPT	67800 BISCHHEIM	1000000
2026/1162	ACCORD CADRE DE TRAVAUX D'INSTALLATION ET DE RÉPARATIONS DE MATÉRIEL DE CHAUFFAGE, DE VENTILATION, DE CLIMATISATION ET DE SANITAIRE POUR DES INTERVENTIONS PONCTUELLES DANS LE CADRE D'OPÉRATIONS DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE LOT 02 : CVC ZONE OUEST	SANICHAUF	57402 SARREBOURG CEDEX	1000000
2026/1163	ACCORD CADRE DE TRAVAUX D'INSTALLATION ET DE RÉPARATIONS DE MATÉRIEL DE CHAUFFAGE, DE VENTILATION, DE CLIMATISATION ET DE SANITAIRE POUR DES INTERVENTIONS PONCTUELLES DANS LE CADRE D'OPÉRATIONS DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE LOT 03 : CVC ZONE SUD	GENIE CLIMATIQUE DE L'EST	67800 HOENHEIM	1000000
2026/1164	ACCORD CADRE DE TRAVAUX D'INSTALLATION ET DE RÉPARATIONS DE MATÉRIEL DE CHAUFFAGE, DE VENTILATION, DE CLIMATISATION ET DE SANITAIRE POUR DES INTERVENTIONS PONCTUELLES DANS LE CADRE D'OPÉRATIONS DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE LOT 04 : CVC POUR SERVICE OPÉRATIONNEL DE LA CONSTRUCTION (SOC)	AXIMA CONCEPT	67800 BISCHHEIM	1500000
2026/1165	ACQUISITION, PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES ET MAINTENANCE POUR LE SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ELYX	1SPATIAL FRANCE SAS	75014 PARIS 14	900000
2026/1166	FOURNITURE ET LIVRAISON DE SACS À DÉCHETS ET DE SACS POUR DÉJECTIONS CANINES LOT N° 01 : FOURNITURE ET LIVRAISON DE SACS À DÉCHETS TRANSPARENTS IMPRIMÉS DE 110 LITRES POUR ÉQUIPER LES CORBEILLES VIGIPIRATE	LA CASALINDA FRANCE	13080 AIX-EN-PROVENCE	1000000
2026/1168	SALAGE ET DÉNEIGEMENT DU RÉSEAU ROUTIER INTERURBAIN LOT N° 01 : CIRCUIT BLEU	LEIGNEL TP	59169 FERIN	3200000
2026/1169	SALAGE ET DÉNEIGEMENT DU RÉSEAU ROUTIER INTERURBAIN LOT N° 02 : CIRCUIT ORANGE	HELMBACHER	67230 BENFELD	3200000

2026/1170	SALAGE ET DÉNEIGEMENT DU RÉSEAU ROUTIER INTERURBAIN LOT N° 03 : CIRCUIT VERT	HELMBACHER	67230 BENFELD	3200000
2026/1171	ACCORD-CADRE POUR LA PRESTATION DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE LOT N° 01 : RÉVISION TRIENNALE	GRAFF KIEHL GEOMETRES EXPERTS ASSOCIES	67000 STRASBOURG	18000
2026/1172	ACQUISITION D'ÉTIQUETTES RFID ET FOURNITURES ASSOCIÉES POUR LES MÉDIATHÈQUES DE LA VILLE DE STRASBOURG ET L'EUROMÉTROPOLE	NEDAP FRANCE	95610 ERAGNY	110000
2026/1173	MISSION D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR « L'ANIMATION DES DÉMARCHES PARTENARIALES DE LA DIRECTION TRANSITIONS ÉNERGIE CLIMAT »	GINTSUGI	75015 PARIS	960000
2026/1175	ACCORD-CADRE POUR LA PRESTATION DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE LOT N° 01 : RÉVISION TRIENNALE	ERTZ SIMON GEOMETRE EXPERT	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	15000
2026/1176	FOURNITURES DE MATERIELS DE PREMIERS SECOURS	SOC TAMO	06700 SAINT-LAURENT-DU-VAR	88000
2026/1177	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI) DESTINÉS AUX AGENTS DE LA COLLECTIVITÉ LOT 1 : ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION DE LA TÊTE	TEXPRO	57170 MORVILLE LES VIC	260000
2026/1185	ACCORD-CADRE POUR LA PRESTATION DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE LOT N° 01 : RÉVISION TRIENNALE	ZISSLER TOPOGRAPHIE	67160 WISSEMBOURG	18000
2026/1189	FOURNITURES, PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES, MAINTENANCE ET HÉBERGEMENT POUR LE LOGICIEL MEDIMAIL	MIDI PICARDIE INFORMATIQUE HOSPITALIER	31036 TOULOUSE CEDEX 1	24999
2026/1191	MISSION DE VÉRIFICATIONS TECHNIQUES RÉGLEMENTAIRES SUR LE PATRIMOINE DE LA VILLE, DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ET DE LA FONDATION DE L'OND	APAVE EXPLOITATION FRANCE	92400 COURBEVOIE	400000
2026/1192	ACCORD-CADRE POUR LA PRESTATION DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE LOT N° 01 : RÉVISION TRIENNALE	GRAFF KIEHL GEOMETRES EXPERTS ASSOCIES	67000 STRASBOURG	18000
2026/1196	ACCORD-CADRE POUR DES TRAVAUX TOUS CORPS D'ÉTAT ÉNERGIE (TC2E) SUR DES BÂTIMENTS DE COMPÉTENCE DE LA VILLE DE STRASBOURG, DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG, ET DE L'ŒUVRE NOTRE DAME	CONCEPTEURS BATISSEURS ASSEMBLEURS	67550 VENDENHEIM	14000000
2026/1196	ACCORD-CADRE POUR DES TRAVAUX TOUS CORPS D'ÉTAT ÉNERGIE (TC2E) SUR DES BÂTIMENTS DE COMPÉTENCE DE LA VILLE DE STRASBOURG, DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG, ET DE L'ŒUVRE NOTRE DAME	SPIE BATIGNOLLES EST	67960 ENTZHEIM	14000000
2026/1197	MISSION D'INGÉNIERIE DE STRUCTURES ET D'INGÉNIERIE PLURIDISCIPLINAIRE POUR DES OPÉRATIONS RELEVANT DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG, DE LA VILLE DE STRASBOURG OU DE LA FONDATION DE L'ŒUVRE NOTRE DAME	GROUPE ECADE	67960 ENTZHEIM	1400000
2026/1198	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI)	SEE DIVISION GUILLEBERT	59790 RONCHIN	10000
2026/1199	ACCORD-CADRE DE TRAVAUX DE CÂBLAGE VDI SUR L'ENSEMBLE DES INFRASTRUCTURES DE CÂBLAGE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG, DE LA VILLE DE STRASBOURG, ET DE L'ŒUVRE NOTRE DAME	SCHORO ELECTRICITE	67116 REICHSTETT	2800000

2026/1201	ACQUISITION DE MATÉRIELS INFORMATIQUES ET TÉLÉCOMS RECONDITIONNÉS, REMISE À NIVEAU, COLLECTE ET RECYCLAGE DE MATÉRIELS INFORMATIQUE ET DE COMMUNICATION	PRINTERREA	28500 CHERISY	89999
2026/1202	FOURNITURE ET POSE DE PROJECTEURS LED D'ILLUMINATION DE LA PASSERELLE DES 2 RIVES	PONTIGGIA	68180 HORBOURG WIHR	150000
2026/1204	ACQUISITION, PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES ET MAINTENANCE DE L'APPLICATION DE CONTRÔLE D'ACCÈS DU PÔLE ÉTOILE	NEXPUBLICA	92110 CLICHY	89999
2026/1205	FOURNITURES, PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES, MAINTENANCE ET HÉBERGEMENT POUR LE LOGICIEL COURI	NEOLEDGE	59000 LILLE	205000
2026/1211	ACCORD-CADRE POUR LA PRESTATION DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE LOT N° 01 : RÉVISION TRIENNALE	ERTZ SIMON GEOMETRE EXPERT	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	20000
2026/1214	ACCORD-CADRE POUR LA PRESTATION DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE LOT N° 01 : RÉVISION TRIENNALE	PHOTOMAP	67117 FURDENHEIM	18000
2026/1215	ACCORD-CADRE POUR LA PRESTATION DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE LOT N° 01 : RÉVISION TRIENNALE	GRAFF KIEHL GEOMETRES EXPERTS ASSOCIES	67000 STRASBOURG	24000
2026/1218	AMÉNAGEMENT MULTIMODAL DE LA M351 PILOTAGE DE RELÂCHERS DE HAMSTER COMMUN	CENTRE RELAIS DES CIGOGNES	68150 HUNAWIHR	400000
2026/1219	PRESTATION D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE ET FORMATIONS LIÉES À LA SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION LOT 1 : PRESTATIONS LIÉES À LA SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN ET DROM-COM	SOPRA STERIA GROUP	67300 SCHILTIGHEIM	30000
2026/1220	PRESTATION D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE ET FORMATIONS LIÉES À LA SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION LOT 1 : PRESTATIONS LIÉES À LA SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN ET DROM-COM	CRISALYDE	93500 PANTIN	45000
2026/1221	PRESTATION D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE ET FORMATIONS LIÉES À LA SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION LOT 1 : PRESTATIONS LIÉES À LA SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN ET DROM-COM	ALMOND	92310 SEVRES	125000
2026/1225	FOURNITURE DE PRODUITS LIANTS - RECONSULTATION	SIEHR	67100 STRASBOURG	200000
2026/1226	CONCEPTION, RÉALISATION ET EXÉCUTION DE CAMPAGNES DE COMMUNICATION POUR LA THÉMATIQUE TRANSFORMATION SOCIALE ET SOCIÉTALE LOT 1 : ACCOMPAGNEMENT DES PUBLICS	WELCOME BYZANCE	67300 SCHILTIGHEIM	360000
2026/1228	ACCORD-CADRE POUR LA PRESTATION DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE LOT N° 01 : RÉVISION TRIENNALE	ACQUISITION DONNEES PATRIMOINE RESEAU	67118 GEISPOLSHEIM	20000

2026/1229	ACCORD-CADRE POUR LA PRESTATION DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE LOT N° 01 : RÉVISION TRIENNALE	ZISSLER TOPOGRAPHIE	67160 WISSEMBOURG	14000
2026/1230	ACCORD-CADRE POUR LA PRESTATION DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE LOT N° 01 : RÉVISION TRIENNALE	GRAFF KIEHL GEOMETRES EXPERTS ASSOCIES	67000 STRASBOURG	15000
2026/166	FOURNITURE ET LIVRAISON DE SACS À DÉCHETS ET DE SACS POUR DÉJECTIONS CANINES LOT 2 : FOURNITURE ET LIVRAISON DE SACS À DÉCHETS POUR LES COLLECTEURS À DÉCHETS À COMPACTION INTÉGRÉE	SOC EXTRUSION DU POLYETHYLENE	43600 SAINTE-SIGOLENE	80000
2026/167	FOURNITURE ET LIVRAISON DE SACS À DÉCHETS ET DE SACS POUR DÉJECTIONS CANINES LOT 3 : FOURNITURE ET LIVRAISON DE SACHETS IMPRIMÉS POUR DÉJECTIONS CANINES DESTINÉS AUX HABITANTS DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	SEPRA	42720 LA BENISSON DIEU	280000
2026/178	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI) DESTINÉS AUX AGENTS DE LA COLLECTIVITÉ LOT 2 : ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION HAUTE-VISIBILITÉ	RG FRANCE	69800 SAINT-PRIEST	580000
2026/179	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI) DESTINÉS AUX AGENTS DE LA COLLECTIVITÉ LOT 3 : ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION À USAGE UNIQUE	SPARK ABRASIFS	67170 GEUDERTHEIM	200000
2026/180	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI) DESTINÉS AUX AGENTS DE LA COLLECTIVITÉ LOT 4 : ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION ANTI-CHUTE	HEVEA	26780 MALATAVERNE	40000
2026/181	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI) DESTINÉS AUX AGENTS DE LA COLLECTIVITÉ LOT 5 : ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION DE LA MAIN	SPARK ABRASIFS	67170 GEUDERTHEIM	360000
2026/182	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI) DESTINÉS AUX AGENTS DE LA COLLECTIVITÉ LOT 6 : ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION DU CORPS	TEXPRO	57170 MORVILLE LES VIC	200000
2026/183	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI) DESTINÉS AUX AGENTS DE LA COLLECTIVITÉ LOT 7 : ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION POUR SOUDEUR	PRO EQUIPEMENTS	67810 HOLTZHEIM	60000
2026/184	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI) DESTINÉS AUX AGENTS DE LA COLLECTIVITÉ LOT 8 : ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION ÉLECTRIQUE	RG FRANCE	69800 SAINT-PRIEST	180000
2026/208	FOURNITURE ET LIVRAISON DE PIÈCES DÉTACHÉES POUR MOBILIER DE PROPRETÉ À COMPACTION DE TYPE BIGBELLY	FUTURE STREET	93200 SAINT DENIS	80000
2026/227	CONCEPTION, RÉALISATION ET EXÉCUTION DE CAMPAGNES DE COMMUNICATION POUR LA THÉMATIQUE TRANSFORMATION SOCIALE ET SOCIÉTALE LOT 2 : SPORTS ET EVENEMENTS	LA PHRATRIE	93500 PANTIN	480000
2026/0247	LIMITER LA PROLIFÉRATION DU MOUSTIQUE TIGRE SUR L'EMS EN 2026 LOT 01 : SENSIBILISER LES PUBLICS SUR LES BONNES PRATIQUES AFIN DE PRÉVENIR LA PROLIFÉRATION DU MOUSTIQUE TIGRE SUR L'EMS	SYNDICAT MIXTE DE LUTTE CONTRE LES MOUSTIQUES DU BAS-RHIN	67630 LAUTERBOURG	159000

2026/1233	ACCORD-CADRE POUR LA PRESTATION DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE LOT N° 02 : MISE À JOUR COURANTE	ERTZ SIMON GEOMETRE EXPERT	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	5000
2026/1240	ACCORD-CADRE POUR LA PRESTATION DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE LOT N° 01 : RÉVISION TRIENNALE	ZISSLER TOPOGRAPHIE	67160 WISSEMBOURG	15000
2026/1241	ACQUISITION DE MATÉRIELS INFORMATIQUES ET TÉLÉCOM RECONDITIONNÉS, REMISE À NIVEAU, COLLECTE ET RECYCLAGE DE MATÉRIELS INFORMATIQUES ET DE COMMUNICATION LOT 3 - ACQUISITION DE SERVEURS, MATÉRIELS DE STOCKAGE, ÉLÉMENTS ACTIFS DE RÉSEAU, ET PÉRIPHÉRIQUES, RECONDITIONNÉS	ESI	67610 LA WANTZENAU	8000000
2026/1241	ACQUISITION DE MATÉRIELS INFORMATIQUES ET TÉLÉCOM RECONDITIONNÉS, REMISE À NIVEAU, COLLECTE ET RECYCLAGE DE MATÉRIELS INFORMATIQUES ET DE COMMUNICATION LOT 3 - ACQUISITION DE SERVEURS, MATÉRIELS DE STOCKAGE, ÉLÉMENTS ACTIFS DE RÉSEAU, ET PÉRIPHÉRIQUES, RECONDITIONNÉS	EVERNEX INTERNATIONAL SAS	92400 COURBEVOIE	8000000
2026/1241	ACQUISITION DE MATÉRIELS INFORMATIQUES ET TÉLÉCOM RECONDITIONNÉS, REMISE À NIVEAU, COLLECTE ET RECYCLAGE DE MATÉRIELS INFORMATIQUES ET DE COMMUNICATION LOT 3 - ACQUISITION DE SERVEURS, MATÉRIELS DE STOCKAGE, ÉLÉMENTS ACTIFS DE RÉSEAU, ET PÉRIPHÉRIQUES, RECONDITIONNÉS	PRINTERREA	28500 VERNOUILLET	8000000
2026/1242	ACQUISITION, PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES ET MAINTENANCE DE L'APPLICATION MOBILE DES PARCOURS SPORTIFS (VITABOUCLE)	SOLO AGILIS	21000 DIJON	50000
2026/1243	FOURNITURE DE MATÉRIEL MICRO-INFORMATIQUE BUREAUTIQUE POUR LES ADHÉRENTS DE LA CANUT LOT 8 : FOURNITURE DE LECTEURS ET TERMINAUX DE LECTURE CODE-BARRE	ECONOCOM PRODUCTS ET SOLUTIONS	92800 PUTEAUX	50000
2026/1250	RÉALISATION D'ÉTUDES DE FAISABILITÉ POUR DES AMÉNAGEMENTS DE VOIRIE OU D'ITINÉRAIRES CYCLABLES LOT N° 01 : COMMUNES NORD ET STRASBOURG NORD-EST	SERUE INGENIERIE	67303 SCHILTIGHEIM	800000
2026/1252	ACCORD CADRE DE TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS DU SECTEUR LYAUTEY (CITÉ ET ANCIEN HÔPITAL)- PRU NEUHOF/ LOT N° 03 : CLÔTURES ET SERRURERIES	SOCIETE NOUVELLE EQUIPEMENTS	88580 SAULCY-SUR-MEURTHE	600000
2026/1257	ACCORD-CADRE POUR LA PRESTATION DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE LOT N° 01 : RÉVISION TRIENNALE	PHOTOMAP	67117 FURDENHEIM	12000
2026/1258	ACQUISITION, PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES ET MAINTENANCE DE L'APPLICATION DE GESTION DES BILLETTERIES SPECTACLES	RODRIGUE SA	95110 SANNOIS	180000
2026/1259	LOCATION DE CHAPITEAUX ET STRUCTURES ASSIMILÉES	BRELET CENTRE EUROPE	67100 STRASBOURG	80000
2026/1262	FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES : CARTOUCHES D'ENCRE ET TONERS	OFFICEXPRESS	93200 SAINT DENIS	88000

2026/250	RÉALISATION D'ÉTUDES DE FAISABILITÉ POUR DES AMÉNAGEMENTS DE VOIRIE OU D'ITINÉRAIRES CYCLABLES LOT N° 02 : COMMUNES SUD ET STRASBOURG SUD-OUEST	SERUE INGENIERIE	67303 SCHILTIGHEIM	800000
2026/251	LIMITER LA PROLIFÉRATION DU MOUSTIQUE TIGRE SUR L'EMS EN 2026 LOT N° 02 : RÉALISER UN TRAITEMENT BIOLOGIQUE CONTRE LES LARVES DE MOUSTIQUES TIGRE DANS LES AVALOIRS DE RUE DE PLUSIEURS TERRITOIRES DE L'EMS	ALTOPICTUS	64100 BAYONNE	126300
2026/252	LIMITER LA PROLIFÉRATION DU MOUSTIQUE TIGRE SUR L'EMS EN 2026 LOT N° 03 : CONDUIRE UNE MOBILISATION CITOYENNE AUTOUR DES BONS GESTES DE PRÉVENTION PERMETTANT DE FAIRE ÉMERGER DES PERSONNES RELAIS: LES AMBASSADEURS MOUSTIQUE TIGRE DANS L'EMS ET EVALUER L'EFFICACITE DE CETTE LUTTE INTEGREE	SYNDICAT MIXTE DE LUTTE CONTRE LES MOUSTIQUES DU BAS-RHIN	67630 LAUTERBOURG	141000
2026/1234	PRU ECRIVAINS TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS DU SECTEUR COLETTE À SCHILTIGHEIM LOT N° 01 : VOIRIE ET RÉSEAUX DIVERS (VRD)	G C M	67330 BOUXWILLER	927046,5
2026/1237	MISSIONS DE MAÎTRISE D'OEUVRE POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DES ABORDS DU CENTRE ADMINISTRATIF À STRASBOURG NEUDORF	SAMUEL LOLLIER INGENIERIE	67170 MITTELSCHAEFFOLSHEIM	15918
2026/1238	MISSIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA CRÉATION D'UNE LIAISON CYCLABLE ET D'UN OUVRAGE D'ART ENTRE LE QUARTIER DE LA NIEDERAU ET LE COMPLEXE SPORTIF DU LANGENSAND À PLOBSHEIM	SERUE INGENIERIE	67303 SCHILTIGHEIM	340980
2026/1239	TRAVAUX DE RENFORCEMENT DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT ACCOMPAGNÉ DU RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU D'EAU POTABLE À HANGENBIETEN DANS LE CADRE DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT	SADE CGTH	57050 METZ	537807
2026/1244	MANDAT DE DÉLÉGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE PORTANT SUR LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ET PATRIMONIALE DE LA MIDE	SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DEUX RIVES	67000 STRASBOURG	144100
2026/1246	ACCORD CADRE DE SERVICES DE TRAVAUX FONCIERS	GRAFF KIEHL GEOMETRES EXPERTS ASSOCIES	67000 STRASBOURG	450
2026/1248	MARCHÉ DE CONCEPTION-RÉALISATION RELATIF À LA CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES AU SUD DU TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	SOGEA EST B T P	54840 BOIS-DE-HAYE	82767916
2026/1249	MARCHÉ SUBSÉQUENT RELATIF AUX TRAVAUX DE DÉSAMIANTAGE ET DÉCONSTRUCTION DANS LES LOCAUX DU BATIMENT DU CEREMA, POUR L'AMÉNAGEMENT DU LABORATOIRE VOIRIE	GCM DEMOLITION	67330 BOUXWILLER	14928
2026/1254	TRAVAUX DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ET RÉHABILITATION DU BÂTIMENT 3 AU SITE DE LA FÉDÉRATION À STRASBOURG LOT N°02 GROS ŒUVRE / DÉMOLITIONS STRUCTURELLES	CONCEPTEURS BATISSEURS ASSEMBLEURS	67550 VENDENHEIM	150622,96
2026/1256	ACCORD CADRE DE SERVICES DE TRAVAUX FONCIERS	CABINET UN POINT SIX GEOMETRES EXPERTS	67750 SCHERWILLER	880

2026/1260	MISSION DE CONTRÔLE TECHNIQUE ET DE COORDONNATEUR SPS (CT/SPS) POUR LA CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT DE BUREAUX, VESTIAIRES, ATELIERS ET RESTAURANT D'ENTREPRISE SUR LE SITE DE LA FÉDÉRATION À STRASBOURG. LOT 1 CONTRÔLE TECHNIQUE	SOCOTEC CONSTRUCTION	67000 STRASBOURG	66140
2026/1261	MISSION DE CONTRÔLE TECHNIQUE ET DE COORDONNATEUR SPS (CT/SPS) POUR LA CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT DE BUREAUX, VESTIAIRES, ATELIERS ET RESTAURANT D'ENTREPRISE SUR LE SITE DE LA FÉDÉRATION À STRASBOURG LOT 2	PRESENTS	69426 LYON	29925
2026/236	PRU ECRIVAINS TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS DU SECTEUR COLETTE À SCHILTIGHEIM LOT N° 02 : ÉCLAIRAGE PUBLIC	PONTIGGIA SARL	67720 HOERDT	133550

Marchés ordinaires ou à tranches optionnelles

N° marché	Objet du marché	Titulaire	CP et Ville	Montant notifié € HT
2026/01528	MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE ET ÉLÉMENTS DE MISSION INDÉPENDANTS POUR LA RELOCALISATION DU LABORATOIRE VOIRIE DANS LES LOCAUX CEREMA - MARCHÉ SUBSÉQUENT LOT N° 02 : MISSION DE MOE POUR DES TRAVAUX DONT LE MONTANT EST ENTRE 200000 et 700000€HT	AMI ARCHITECTES	67000 STRASBOURG	28000
2026/1108	LOCATION LOGIGIEL SEWER INFORMATION SYSTEM 3D (SIS3D)	ACQUISITION DONNEES PATRIMOINE RESEAU	67118 GEISPOLSHEIM	35600
2026/1113	ACCORD CADRE DE SERVICES DE TRAVAUX FONCIERS	GEOFIT	67300 SCHILTIGHEIM	1329
2026/1125	MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE RELATIVE À LA RECONSTITUTION D'UNE AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE SUR LE SITE SITUÉ RUE PIERRE NUSS	ROUBY HEMMERLE BRIGAND ARCHITECTES	67000 STRASBOURG	109431,63
2026/1128	TRAVAUX DE PROTECTION DU MILIEU NATUREL - CONSTRUCTION D'UN BASSIN DE STOCKAGE DE 3 000 M3 À STRASBOURG ELSAU DANS LE CADRE DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT (AVEC TECHNOLOGIE BIM)	GTM TP EST	67207 NIEDERHAUSBERGEN	3535153
2026/1129	TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU D'EAU POTABLE ET DES BRANCHEMENTS RUES DE L'ÉGLISE ET DE LA MAIRIE À OBERSCHAEFFOLSHEIM	ARTERE CONSTRUCTION ET TP SUD	67520 MARLENHEIM	366975
2026/1130	TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU D'EAU POTABLE ET DES BRANCHEMENTS RUE DE WOLFISHEIM À HOLTZHEIM	EUROVIA ALSACE LORRAINE	67560 ROSHEIM	298995
2026/1131	TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT D'UN OUVRAGE D'ASSAINISSEMENT QUAI DES BELGES À STRASBOURG	SPEYSER LUCIEN ET CIE	67150 GERSTHEIM	238935
2026/1135	RENOUVELLEMENT DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES BRANCHEMENTS PARTICULIERS RUE PRINCIPALE À MITTELHAUSBERGEN	JEAN LEFEBVRE ALSACE	67590 SCHWEIGHOUSE SUR MODER	334265,5
2026/1137	RENFORCEMENT DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT DANS LE CADRE DES TRAVAUX DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT À KOLBSHEIM	LINGENHELD TRAVAUX PUBLICS	67203 OBERSCHAEFFOLSHEIM	579688
2026/1143	ACCORD CADRE DE SERVICES DE TRAVAUX FONCIERS	CABINET UN POINT SIX GEOMETRES EXPERTS	67750 SCHERWILLER	462
2026/1144	ACCORD-CADRE POUR DES TRAVAUX TOUS CORPS D'ÉTAT SUR DES BÂTIMENTS DE COMPÉTENCE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	RABOT DUTILLEUL CONSTRUCTION	67100 STRASBOURG	298424,23
2026/1145	VALORISATION DE L'IMAGE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG LORS DES INTERNATIONAUX DE TENNIS POUR L'ANNÉE 2026	HOPIS	67000 STRASBOURG	206663,14

2026/1146	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU SYSTÈME DE SÉCURITÉ INCENDIE (SSI) ET DE L'ÉCLAIRAGE DE SÉCURITÉ AU RHÉNUS SPORT À STRASBOURG	SANTERNE ALSACE	67207 NIEDERHAUSBERGEN	494000
2026/1152	ORGANISATION DE LA 17E ÉDITION DU CHALLENGE AU BOULOT À VÉLO	COMITE D'ACTION DEUX ROUES	67000 STRASBOURG	100000
2026/1174	ACCORD CADRE DE SERVICES DE TRAVAUX FONCIERS	CABINET UN POINT SIX GEOMETRES EXPERTS	67750 SCHERWILLER	534
2026/1186	GESTION DES PARKINGS GARE WODLI ET GARE COURTE DURÉE, AINSI QUE DES PARCS VÉLO SAINTE AURÉLIE ET GARE À STRASBOURG	PARCUS	67200 STRASBOURG	3985304
2026/1187	FOURNITURE DE GROUPES DE POMPAGE - SUBMERSIBLES OU NON - POUR LE REFOULEMENT OU LE TRAITEMENT DES EFFLUENTS DES RÉSEAUX DE COLLECTE D'ASSAINISSEMENT	SULZER ENSIVAL MORET FRANCE	02100 SAINT QUENTIN	5784
2026/1190	MISSIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR ACCOMPAGNEMENT PROJET STELLANTIS STRASBOURG-MEINAU	BEREST	67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	47464,59
2026/1193	ACCORD CADRE DE SERVICES DE TRAVAUX FONCIERS	HORIZON GEOMETRES EXPERTS	67500 HAGUENAU	590
2026/1194	ACCORD-CADRE POUR LA PRESTATION DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE LOT N° 03 : TRAVAUX SPÉCIFIQUES	ALIDADES	57070 METZ	9400
2026/1195	PRESTATION D'ÉTUDE DE FLUX DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION (EN QUASI-RÉGIE)	CEREMA	69003 LYON	59847,63
2026/1200	MARCHÉ GLOBAL DE PERFORMANCE RELATIF À LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DU BÂTIMENT « ARCHIVES » DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	CONCEPTEURS BATISSEURS ASSEMBLEURS	67550 VENDENHEIM	7099074,52
2026/1203	MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LE DÉSAMIANTAGE, LA DÉMOLITION ET LA RECONSTRUCTION DE DEUX HANGARS À SEL SUR LE SITE DE LA FÉDÉRATION ET RUE ZIELBAUM À STRASBOURG	HOLDRINET	67100 STRASBOURG	192500
2026/1206	AVENANT_MANDAT GESTION CEGIP_CESSION SERS_EMS AV2_GÉRANCE 20_045	CEGIP CABINET	67000 STRASBOURG	1000
2026/1207	ASSISTANCE DE MO, SUIVI ET PILOTAGE RÉFECTION DES RUES NEUVE ET DES PETITS-CHAMPS À SCHILTIGHEIM	CEREMA	69674 BRON CEDEX	56943
2026/1212	ACCORD CADRE DE SERVICES DE TRAVAUX FONCIERS	GRAFF KIEHL GEOMETRES EXPERTS ASSOCIES	67000 STRASBOURG	595
2026/1216	MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA CONSTRUCTION D'UN BASSIN D'ORAGE DE 700 M³ À OSTWALD (SECTEUR SUD) DANS LE CADRE DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT	NALDEO	25000 BESANCON	83005
2026/1217	FOURNITURE ET POSE D'UNE POTENCE MURALE A LA PISCINE DE HAUTEPIERRE	EX M	67117 FURDENHEIM	33071,26
2026/1222	ACCORD CADRE DE SERVICES DE TRAVAUX FONCIERS	GRAFF KIEHL GEOMETRES EXPERTS ASSOCIES	67000 STRASBOURG	5800

2026/1223	ACCORD CADRE DE SERVICES DE TRAVAUX FONCIERS	CABINET DE GEOMETRES EXPERT BILHAUT	67100 STRASBOURG	3000
2026/1224	VALORISATION DE L'IMAGE DE L'EUROMETROPOLE AVEC LE RACING CLUB DE STRASBOURG 2025-2026	RACING CLUB DE STRASBOURG ALSACE	67100 STRASBOURG	27255,92
2026/1231	RENFORCEMENT DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT, CRÉATION D'UN NOUVEAU COLLECTEUR D'EAUX PLUVIALES ET D'UN DÉVERSOIR D'ORAGE À REICHSTETT DANS LE CADRE DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT	JEAN LEFEBVRE ALSACE	67590 SCHWEIGHOUSE SUR MODER	847895,2
2026/1232	MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE RELATIVE À LA RÉNOVATION PATRIMONIALE ET DIVERS TRAVAUX DANS LES BASTIONS ET FORTINS COMPOSANT LA RUE DU REMPART À STRASBOURG	LARCHE NATHALIE	67000 STRASBOURG	561973,91
2026/3000	72 PLAINE DES BOUCHERS - MANDAT DE DELEGATION SPL	SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DEUX RIVES	67000 STRASBOURG	560000
2026/6000	CONTRAT DE MANDAT D'AMENAGEMENT DANS LE CADRE DE L'AMENAGEMENT DE L'EXTENSION DU PARC D'ACTIVITES DE LA REDOUTE MARECHAUX	SERS	67080 STRASBOURG	5489368,33

Conventions transactionnelles

NUMERO DE MARCHE	OBJET	NOM DE L'ENTREPRISE	MONTANT HT
2021/832	Réalisation de travaux pour la construction d'un bassin de 7400 m3 à Vendenheim dans le cadre du schéma directeur d'assainissement	GROUPEMENT EIFFAGE GENIE CIVIL, SOLETANCHE BACHY, LINGENHELD, SPEYSER, TECHFINA, ARCADE STUDIO	675 018,28 €
2021/1061	Réalisation de campagnes de caractérisation des déchets ménagers et assimilés de l'Eurométropole de Strasbourg	ECOGEOS	2 050,00 €
2022/692	Travaux de réaménagement des Rue de l'Industrie et des Platanes à FEGERSHEIM	COLAS NORD EST	20 733,30 €
2018/913	Inventaire historique urbain des sites et sols pollués et potentiellement pollués sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg – lot 1 Etude technique – Eurométropole de Strasbourg hors territoire du Port Autonome de Strasbourg	ARCHIMED ENVIRONNEMENT	37 741,83 €

Avenants augmentant de plus de 5% le montant des marchés initiaux passés en procédure formalisée et ayant recueilli un avis favorable de la commission d'appel d'offres

N° marché	Objet	Titulaire	Montant initial du marché	N° Avenant	montant de l'avenant	% avenant	% tous avenant confondus	Date de CAO	motif avenant
2026/1001	Travaux de restauration du Kolbsenbach à Lampertheim	TERELIAN	231 202,90	1	26 461,40	11,45	11,45	11/06/2026	Prestations supplémentaires
2021/565	Mission de contrôle technique pour la restructuration et l'extension du stade de la Meinau	APAVE ALSACIENNE	231 860,00	2	23 312,00	10,05	10,05	25/06/2026	Augmentation inférieure à 10 % pour les FCS et 15% pour les marchés de travaux
2021/1125	Mission de coordination SPS pour la restructuration et l'extension du stade de la Meinau	BUREAU ALPES CONTRÔLE	149 736,00	1	9 928,00	10,05	10,05	25/06/2026	Augmentation inférieure à 10 % pour les FCS et 15% pour les marchés de travaux
2025/192	Construction d'un local d'animation sur les aires d'accueil des gens du voyage d'Eckbolsheim, Ostwald Lingolsheim et Vendenheim	KRATZEISEN	41 199,30	1	6 580,00	15,97	15,97	09/07/2026	Augmentation inférieure à 10 % pour les FCS et 15% pour les marchés de travaux

2021/727	Mission de maîtrise d'œuvre sur la rénovation énergétique, la mise en place de panneaux photovoltaïques et le remplacement du SSI dans des bâtiments sur le site de la Fédération	CLERC DETOLLE THIEBAUT	684 200,00	3	4 500,00	0,66	7,72	04/06/2026	Circonstances imprévues
2025/1585	Travaux de rénovation énergétique et réhabilitation du Bâtiment 3 au site de la fédération à Strasbourg Lot 14 : Électricité Photovoltaïque	VINCENTZ	723 284,21	1	43 099,36	5,96	5,96	04/06/2026	Augmentation inférieure à 10 % pour les FCS et 15% pour les marchés de travaux
2025/1586	Travaux de rénovation énergétique et réhabilitation du Bâtiment 3 au site de la fédération à Strasbourg Lot 15 : Aménagements extérieurs	THIERRY MULLER	138 999,10	1	8 296,00	5,97	5,97	04/06/2026	Augmentation inférieure à 10 % pour les FCS et 15% pour les marchés de travaux
2021/835	Gestion locative, valorisation du patrimoine privé et mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux sur les propriétés bâties relevant du domaine privé de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg	HABITATION MODERNE	1 631 575,00	8	-26 208,33	-1,61	17,62	09/07/2026	Modification non substantielles

2025/220	Travaux pour le démantèlement partiel de la 4ème ligne d'incinération de l'unité de valorisation énergétique de l'Eurométropole de Strasbourg	CARDEM	1 228 432,56	1	92 757,50	7,55	7,55	21/05/2026	Augmentation inférieure à 10 % pour les FCS et 15% pour les marchés de travaux
2024/566	Travaux d'amélioration de la desserte multimodale de la zone commerciale Sud Lot 1 : Voirie	GCM	2 986 986,02	2	301 458,00	10,09	17,91	11/06/2026	Prestations supplémentaires
2026/1131	Travaux de renouvellement d'un ouvrage d'assainissement quai des Belges à Strasbourg	SPEYSER	238 935,00	1	79 660,00	33,34	33,34	11/06/2026	Circonstances imprévues
2023/395	Inspections terrestres d'ouvrages d'art	BOAS	2 800 000,00	3	0,00	7,5	7,5	21/05/2026	Modification non substantielles
2025/130	Travaux de réaménagement partiel du quai Schoepflin tronçon du ring vélos en contournement de la Grande Ile à Strasbourg	TRABET	218 851,00	1	54 690,00	24,99	24,99	21/05/2026	Circonstances imprévues
2025/129	Travaux d'aménagement de la rue des Orphelins tronçon du ring vélos en contournement de la Grande Ile à Strasbourg	LINGENHELD	419 380,00	1	58 250,50	13,96	13,96	21/05/2026	Circonstances imprévues
2025/66	Travaux de création d'une piste cyclable bidirectionnelle avenue de Colmar et route de l'Hôpital à Strasbourg (Velostras Sud)	COLAS	1 617 055,71	1	201 432,35	12,46	12,46	04/06/2026	Augmentation inférieure à 10 % pour les FCS et 15% pour les marchés de travaux

Strasbourg.eu
eurométropole

16

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Avenant n° 3 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium - protocole de fin de contrat.

Numéro E-2026-602

Par délibération du 1er juin 2012, l'autorité délégante a décidé de confier à la SEM Pôle funéraire public de Strasbourg, la gestion et l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de Strasbourg, dans le cadre d'une convention de délégation de service public (DSP), conclue à l'issue d'une procédure de mise en concurrence.
La durée initiale de cette convention de DSP était de 14 années à compter de la date de début d'exploitation au 1er septembre 2012.

La Convention de DSP a fait l'objet de deux avenants :

L'avenant n°1 du 5 janvier 2018 a instauré un moratoire sur le paiement de la redevance fixe lissé sur quatre exercices à compter de l'exercice 2016 afin de permettre au Délégataire de couvrir la dépense exceptionnelle portant sur la 3ème ligne de filtration du four non prévue par la convention de DSP.

L'avenant n°2 du 11 septembre 2025 a prolongé la durée initiale de la convention de 10 mois à compter du terme initialement prévu fixant l'échéance de la délégation de service public au 30 juin 2027 à minuit.

Dans la perspective de la fin de la convention de DSP, les parties, afin d'assurer dans les meilleurs conditions la continuité du service public et de régler les conséquences de la fin de la délégation, ont convenu de conclure un protocole de fin de contrat qui prendra la forme d'un avenant à la convention de la DSP.

Le présent protocole constitue l'avenant n°3 au contrat de délégation ; il a notamment pour objet :
- de préciser les modalités de remise des biens de la délégation ;
- de définir les modalités financières de la fin de la délégation ;
- de définir plus généralement les modalités opérationnelles de la fin du contrat de DSP.

Ce projet d’avenant a pour objectif de définir un mode opératoire de fin de contrat et de solder la délégation de service public actuelle en application du contrat et de ses avenants. Il ne comporte aucune modification financière substantielle et répond au principe de mutabilité et d'adaptation des contrats de service public et notamment aux articles L3135-1 et R3135-7 du code de la commande publique, qui permettent aux parties de modifier un contrat de concession sans nouvelle procédure de mise en concurrence, lorsque la modification n’est pas substantielle.

Il a été préalablement soumis pour avis à la commission « Sapin » visée aux articles L1411-5 et L1411-6 du CGCT.

Toutes les autres stipulations de la convention de DSP sont inchangées. L’exploitation se poursuit dans les mêmes conditions techniques et financières que celles de la convention de DSP initiale, et telle que modifiée par ses avenants 1 et 2 et précisées par le présent avenant n°3.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

vu les articles L 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales
vu les articles L. 3135-1 et R 3135-7 du Code de la commande publique
vu le projet d’avenant ci-joint
vu l’avis de la commission de délégation de service public en date du 17 septembre 2026 prévue aux articles L 1411-5 et L 1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l’avenant n°3 au contrat de délégation du service public extérieur des pompes funèbres et du crématorium, dédié au protocole de fin de contrat,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante désigné à signer tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-210572-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

PROTOCOLE DE FIN DE CONTRAT

AVENANT N° 3

AU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

POUR L'EXPLOITATION DU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES ET DU CREMATORIUM

Entre :

L'**Eurométropole de Strasbourg (EMS)** représentée par sa Présidente, Madame Catherine TRAUTMANN agissant en vertu d'une délibération du Conseil eurométropolitain en date du 09 octobre 2026,

Ci-après désignée « l'Autorité Délégante »,

D'une part,

Et :

La **Société d'économie mixte Pôle funéraire public de Strasbourg (PFPS)**, dont le siège social est à Strasbourg, représentée par son Directeur général, Monsieur Xavier MAILLARD,

Ci-après désignée « le « Délégataire »,

D'autre part.

Ensemble dénommés « les Parties »

PREAMBULE

Par délibération du 1er juin 2012, l'Autorité Délégante a décidé de confier à la SEM Pôle funéraire public de Strasbourg, la gestion et l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de Strasbourg, dans le cadre d'une convention de délégation de service public (ci-après la Convention de DSP), conclue à l'issue d'une procédure de mise en concurrence.

La Convention de DSP a fait l'objet de deux avenants :

Un avenant n°1 en date du 5 janvier 2018 a instauré un moratoire sur le paiement de la redevance fixe lissé sur quatre exercices à compter de l'exercice 2016 afin de permettre au Délégataire de couvrir la dépense exceptionnelle portant sur la 3ème ligne de filtration non prévue par la Convention de DSP.

Un avenant n°2 en date du 11 septembre 2025 a prolongé la durée initiale de la Convention de DSP de 10 mois, à compter du terme initialement prévu fixant l'échéance de la délégation de service public au 30 juin 2027 à minuit.

Dans la perspective de la fin de la Convention de DSP, les Parties afin d'assurer dans les meilleurs conditions la continuité du service public et de régler les conséquences de la fin de la délégation ont convenu de conclure un Protocole de fin de contrat qui prendra la forme d'un avenant à la Conventions de la DSP.

Le présent Protocole aura notamment pour objet :

- De préciser les modalités de remises des biens de la délégation ;
- De définir les modalités financières de la fin de la délégation ;
- De définir plus généralement les modalités opérationnelles de la fin du Contrat de DSP.

Cela étant précisé, les Parties sont convenues de ce qui suit.

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er : Objet

Le présent protocole a pour objet de dénouer les relations contractuelles issues de la conclusion de la Convention de DSP tant sur le plan technique que financier.

Il définit notamment :

- L'inventaire et l'état des biens de la délégation,
- Les modalités financières de remise des biens de retour de la délégation,
- Le sort des autres biens que les biens de retour,
- La liste des travaux de remise en état à effectuer (ou prévisionnels),
- La liste des personnels,
- Les conditions de remise de certains documents et certaines informations et données indispensables à la continuité du service public,
- Le sort des différentes catégories de contrats en cours d'exécution,
- Le règlement des comptes de la délégation.

CHAPITRE II : PATRIMOINE

Article 2 - Inventaire contradictoire des biens meubles et immeubles du service

L'inventaire prévu aux articles 33 et 36 de la Convention de DSP devra faire l'objet d'une valorisation à la date de fin du contrat.

Il précisera pour chaque bien concerné la nature des biens (meubles et immeubles, matériels et immatériels) et leur qualification (bien de retour, bien de reprise ou bien propre, selon la classification établie dans la Convention de DSP), le montant des amortissements ainsi que leur localisation, leur valeur et la date d'acquisition et de renouvellement.

Pour les biens qui feraient l'objet d'un crédit-bail, l'inventaire précisera le montant restant dû à l'échéance de la délégation.

La remise de l'inventaire s'effectuera en deux étapes :

- Le Délégataire remet avant le 31 juillet 2026 un inventaire contradictoire provisoire actualisé et valorisé en date du 31 décembre 2025;
- Quatre (4) mois avant l'expiration du contrat, soit avant le 1er mars 2027, le Délégant et le Délégataire établissent un inventaire contradictoire à la date de fin de contrat, soit au 30 juin 2027, 23h59, qui constituera l'inventaire définitif.

Le Délégataire s'engage à fournir au Délégant ou à tout tiers qu'elle aura désigné pour élaborer ou contrôler cet inventaire, toutes les informations qui lui seront demandées et à lui laisser libre accès pour effectuer tous constats sans délai.

Article 3. – Inventaire des biens de retour de la délégation

Conformément aux stipulations des articles 33 et 36 de la Convention de DSP, six (6) mois avant l'expiration du contrat, les Parties établiront un inventaire contradictoire complet et exhaustif des biens meubles (véhicules, engins, outillages, matériel funéraire, cercueils et fournitures funéraires, mobiliers de bureau, équipements informatiques et bureautique …) et immeubles mis à disposition du Délégataire ainsi que des biens acquis ou réalisés par le Délégataire en cours d'exécution de la Convention de DSP.

Conformément aux stipulations de l'article 22.3 de la Convention de DSP, les contrats de prévoyance obsèques sont des biens de retour.

A la demande de l'Autorité délégante, l'inventaire pourra être modifié ou réactualisé dans un délai maximal d'un (1) mois à compter de l'établissement de cet inventaire.

Cet inventaire constituera l'Annexe 1 du présent Protocole (Annexe 1 au présent Protocole – Inventaire des biens de retour).

Article 4. – Biens ou matériels manquants - état des biens de retour

Conformément aux stipulations de l'article 33 de la Convention de DSP, le Délégataire devra prendre en charge le remplacement des biens ou matériels manquants.
Par ailleurs, conformément aux stipulations de l'article 33 et de l'article 36.1 de la Convention de DSP l'ensemble des biens du service public délégué doivent se trouver en bon état d'entretien et de fonctionnement.

Six (6) mois avant l'échéance de la Convention de DSP, les Parties constateront contradictoirement l'état des biens du service public délégué.

Cet état contradictoire constituera l'Annexe 2 du présent Protocole (Annexe 2 au présent Protocole – Etat contradictoire de l'état des biens de retour).

Le Délégataire sera tenu, à ses frais, de remettre en état le ou les bien(s) meubles ou immeubles qui ne seraient pas en état normal d'entretien avant l'échéance de la Convention de DSP.

Si ces travaux n'étaient pas effectués à l'échéance de la Convention de DSP, l'Autorité délégante pourra les faire réaliser par un tiers au frais et risques du Délégataire.

Article 5. – Remise des biens de retour

Conformément aux stipulations de l'article 36.1 de la Convention de DSP, les biens mis à la disposition du Délégataire par l'Autorité délégante et qui sont de ce fait des biens de retour seront remis à l'Autorité délégante à titre gratuit.

Conformément à l'article 36.2 de la Convention de DSP, dans l'hypothèse où certains d'entre eux ne seraient pas intégralement amortis à la date d'expiration de la Convention de DSP, l'Autorité délégante versera au Délégataire une indemnité égale à la valeur nette comptable des biens non amortis à cette date.

Le montant de l'indemnité sera arrêté définitivement après la clôture des comptes du Délégataire et lui sera versé dans un délai de six (6) mois à compter de cette date. Tout retard dans le versement des sommes dues donne lieu à l'application d'intérêts moratoires au taux légal.

Article 6. – Sort des biens de reprise

Les biens de reprise inclus les stocks (autres que le stock de cercueils et de fournitures funéraires) et les logiciels informatiques spécialisés, ils sont ceux qui sont utiles au service, mais appartiennent au Délégataire.

Conformément aux stipulations de l'article 36.3 de la convention de DSP, l'Autorité délégante se réserve le droit, sans que le Délégataire ne puisse s'y opposer, de racheter tout ou partie de ces biens à leur valeur nette comptable dans les conditions précisées par cet article.

L'Autorité délégante informera le Délégataire de sa décision concernant le rachat de tout ou partie des biens de reprise, trois (3) mois au plus tard avant l'expiration de la Convention de DSP.

Le Délégataire accepte que, le cas échéant, le nouveau Délégataire de la délégation de service public se substitue à l'Autorité délégante pour l'exercice de ce droit.

Article 7. – Situation particulière des agences funéraires

Les activités des agences funéraires étant incluses dans le périmètre de la délégation de service public, les agences sont par conséquent des biens nécessaires au service public et constituent des biens de retour.

Les Parties conviennent que les agences funéraires mises à disposition du Délégataire ainsi que celles créés par le Délégataire en cours d'exécution de la Convention de DSP entrent dans la catégorie des biens de retour.

Certaines de ces agences sont situées physiquement dans des locaux n'appartenant pas à l'Autorité délégante, ni au Délégataire, mais font l'objet de baux commerciaux annexés au présent Protocole (Annexe 3 au présent Protocole – Baux commerciaux des agences funéraires) conclus par le Délégataire.

Les Parties conviennent d'engager dès à compter de la signature du présent Protocole les formalités devant permettre la cession du droit au bail des baux commerciaux concernés à l'Autorité délégante.

En cas de difficultés particulières ou d'opposition du bailleur, les Parties se rencontrent sans délai afin d'examiner ensemble les solutions juridiques permettant de garantir la continuité du service public.

CHAPITRE III : PERSONNEL

Article 8. – Sort des contrats de travail

Le Délégataire s'engage à fournir à l'Autorité Délégante, onze (11) mois avant la date d'expiration de la Convention de DSP, la liste des emplois et postes de travail affectés au service public ainsi que les renseignements non nominatifs suivants :

- Fiches des postes
- Age et ancienneté dans la société,
- Niveau de qualification professionnelle,
- Contrats de travail et type de contrats (CDI, CDD, autre…) ;
- Temps de travail ainsi que les soldes des congés/ droits acquis et compte épargne-temps
- Convention collective ou statut applicable,
- Montant total de la rémunération pour l'année civile précédente et les dernières fiches de paie

- Avantages particuliers, en espèce et en nature ;
- Nombre d'heures acquises au titre du CPF,
- Existence éventuelle dans le contrat ou le statut d'une clause ou d'une disposition pouvant empêcher le transfert de l'intéressé à un autre exploitant.

Ces informations ont pour but de permettre, le transfert des contrats de travail des personnels du service public délégué à un nouveau Délégataire.

Le Délégataire s'engage également, onze (11) mois avant l'expiration de la convention de DSP, à solliciter l'accord de l'Autorité élégante pour toutes mesures pouvant affecter la masse salariale hormis celles résultant d'obligations légales ou de l'application d'accords collectifs applicables aux salariés concernés.

En outre, à partir de la date de signature du présent protocole, le Délégataire informe le Délégant et, en cas de demande, justifie auprès de lui, de :

- toute modification des contrats de travail des salariés affectés au service exploité en vertu du Contrat et notamment :
    - de leur affectation ;
    - de la masse salariale des salariés affectés , à l'exception toutefois des augmentations dues aux salariés conformément aux éventuels accords généraux de groupe
- tout mouvement de personnel affecté pour tout ou partie à l'exécution de la convention.

CHAPITRE IV : TRAVAUX ET CONTRATS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES EN COURS

Article 9. – État des travaux et des prestations intellectuelles en cours

Le Délégataire transmet, le cas échéant, à l'Autorité Délégante trois (3) mois avant l'échéance de la Convention de DSP un état de l'ensemble des contrats de travaux et de prestations intellectuelles en cours d'exécution et dont l'exécution est susceptible de se poursuivre au-delà de la date d'échéance du Contrat de DSP.

Le Délégataire fait son affaire du transfert des contrats de travaux et de prestations intellectuelles qui seront encore en cours d'exécution après l'expiration de la Convention de DSP au nouveau Délégataire.

Si les titulaires de ces contrats de travaux et de prestations intellectuelles n'acceptent pas la substitution du nouveau Délégataire au Délégataire ou si le nouveau Délégataire ne souhaite pas reprendre ces contrats, le Délégataire fait son affaire des conséquences éventuelles de la rupture anticipée de ces contrats sans que l'Autorité Délégante, ni le nouveau Délégataire ne puissent être inquiétés ou recherchés.

CHAPITRE V : TRANSFERT D'INFORMATIONS, DE DONNEES ET DE DOCUMENTS INDISPENSABLES A l'EXPLOITATION DU SERVICE

Article 10. - Systèmes d'information

Les systèmes d'information et les fichiers d'exploitation clientèle sont traités comme des biens de retour.

Le système d'information désigne le système permettant d'assurer le compte-rendu et l'analyse des données de l'exploitation du service.

Les données de l'exploitation du service désignent l'ensemble des données (en cours et historiques) dans tous les domaines fonctionnels nécessaires à l'exploitation du service.

Article 11. – Documents techniques

Le Délégataire s'engage à transférer à l'Autorité délégante l'intégralité des documents techniques nécessaire à l'exploitation du service en tant que de besoin jusqu'à l'échéance de la Convention de DSP.

Le Délégataire accepte, le cas échéant, que le nouveau Délégataire se substitue à l'Autorité délégante pour l'exécution de cette obligation.

Les modalités de cette remise seront alors définies entre le Délégataire et le nouveau Délégataire de sorte qu'il n'y ait aucune interruption dans la continuité du service public.

Article 12 – Litiges, recours, sinistres et contentieux

Le Délégataire transmet trois (3) mois avant l'échéance de la Convention de DSP à l'Autorité Délégante, et, le cas échéant, jusqu'à l'échéance de la Convention de DSP un état détaillé et circonstancié des litiges, sinistres, recours et contentieux susceptibles d'engager l'Autorité Délégante ou le nouveau Délégataire après l'échéance de la Convention de DSP ainsi que tous les documents et toutes les pièces justificatives nécessaires à la poursuite des actions à mener ou utiles à la défense des intérêts de l'Autorité délégante et du nouveau Délégataire.

CHAPITRE VI : CONTRATS EN COURS

Article 13. – État des contrats en cours

Un (1) mois avant l'échéance de la Convention de DSP, le Délégataire transmet à l'Autorité Délégante un état de l'ensemble des contrats en cours en lien avec l'exécution de la délégation de service public et qui dont l'exécution se poursuit après l'expiration de la Convention de DSP autres que les contrats de travaux et de prestations intellectuelles.

Il met cet état à jour en tant que de besoin jusqu'à l'échéance de la Convention de DSP.

Cet état doit permettre en tant que de besoin l'actualisation des Annexes 5, 6 et 7 du nouveau contrat de délégation de service public. Dans ces conditions, il distingue entre les contrats de prévoyance-obsèques, les contrats conclus avec les usagers (commande de prestations…) et les contrats en cours avec des tiers.

Pour rappel, il s'agit des annexes du nouveau de contrat de délégation de service public suivantes :

- Annexe 5 - Stock des contrats de prévoyance obsèques non- exécutés. (à transmettre par le délégant en cours de procédure)
- Annexe 6 - Inventaire des Contrats en cours avec les usagers (à transmettre par le délégant à la signature du contrat pendant le période de tuilage)
- Annexe 7 - Inventaire des Contrats en cours avec les tiers (à transmettre par le délégant à la signature du contrat pendant le période de tuilage)

Cet état des contrats en cours est annexé au présent protocole (Annexe 4 au présent Protocole – État des contrats en cours).

CHAPITRES VII : ASPECTS FINANCIERS

Article 14. – Facturation et créances impayées

Le Délégataire fera son affaire du recouvrement de toutes les factures qu'il aura émises jusqu'à l'échéance de la Convention de DSP sans aucune possibilité de prise en charge par l'Autorité Délégante en cas de retard de paiement ou d'impayés.
Le Délégataire s'assure du paiement des créances en cours et de la régularisation des produits constatés d'avance.

Article 15. – Paiement des fournisseurs et prestataires

Le Délégataire conserve la charge du paiement de l'ensemble des factures fournisseurs relatives aux prestations réalisées jusqu'au 30 juin 2027.

Article 16. – Paiement des charges

Le Délégataire conserve la responsabilité du paiement de l'ensemble des charges jusqu'au 30 juin 2027. Il se charge également de la régularisation des charges constatées d'avance.

Article 17. – Créances de l'Autorité délégante sur le Délégataire

Article 17.1. – Sommes dues par le Délégataire

Les Parties conviennent de dresser, un (1) mois avant l'échéance de la Convention de DSP, un état des sommes qui resteraient, le cas échéant, dues par le Délégataire à l'Autorité Délégante au titre de la délégation hors redevance annuelle par catégories (pénalités, …).

Cet état des sommes dues est mis à jour en tant que de besoin jusqu'à la date d'expiration de la convention de DSP et constitue l'Annexe 5 du présent Protocole (Annexe 5 au présent Protocole – État des sommes dues à l'Autorité délégante).

Le Délégataire s'engage à régler les sommes restant dues à l'Autorité Délégante dans un délai de dix (10) mois à compter de l'échéance du Contrat de DSP.

Article 17.2 – Redevance annuelle 2027

Concernant la redevance annuelle pour l'année 2027 :

- La première part fixe représentative des frais engagés par le délégant pour le contrôle de la bonne exécution du service public sera versée intégralement par le Délégataire dans les conditions prévues par l'article 22.2 de la Convention de DSP ;

- La seconde part fixe sera proratisée à 50 % et sera versée par le Délégataire dans les conditions prévues par l'article 22.2 de la Convention de DSP ;

- La troisième part variable sera calculée sur le chiffre d'affaires réalisé par le Délégataire au cours de l'année 2027 et sera versée à l'issue de la clôture des comptes du Délégataire au cours du premier trimestre de l'année 2028.

Article 18. – Impôts et taxes

Le Délégataire fera son affaire des impôts et taxes quels qu'ils soient rattachables à la dernière année d'exploitation quand bien même leur notification interviendrait au-delà de la date d'échéance du Contrat de DSP.

CHAPITRES VIII : DISPOSITIONS FINALES

Article 19. - Transition au terme du Contrat

Le Délégataire demeure responsable de la continuité du service public jusqu'au 30 juin 2027 à 24h00.

Il est responsable de la transition et du transfert du service public délégué au nouveau Délégataire.

Le Délégataire s'oblige à ne pas entraver cette prise en main du service par le Nouveau délégataire dans la limite du respect par ce dernier de la propriété intellectuelle et du secret des affaires.

Le Délégataire accepte un accès concerté du nouvel exploitant aux installations du service pendant cette période de transition. Ainsi, des membres du futur personnel d'exploitation pourront venir en observateur sur les ouvrages, bâtiments et installations relevant du périmètre du Contrat de DSP. Il est convenu que ce personnel devra disposer de toutes les habilitations et protections individuelles nécessaires permettant un accès aux installations.

Le personnel du nouvel exploitant se déplacera en observateur au sein des installations.

Le Délégataire accepte que le nouvel exploitant prenne connaissance des documents et du système d'information non couvert par le secret des affaires dès lors qu'il disposera, le cas échéant, de toutes les autorisations nécessaires. Le Délégant s'engage à lui fournir toutes les explications et compléments éventuellement nécessaires au bon établissement de la fin du contrat et non couvert par le secret des affaires.

Le cas échéant, le Délégataire s'oblige à ne pas entraver toute démarche commerciale que le nouvel exploitant pourrait engager, à compter de la notification de son contrat par le Délégant et avant la prise effective du service.

Au cas exceptionnel où un incident grave se produirait dans les heures précédant le terme du Contrat à minuit, l'Autorité Délégante pourra demander au Délégataire de remédier à cet incident pour assurer la continuité du service, y compris si l'intervention du Délégataire ne peut être achevée au terme du contrat de délégation à minuit.

Article 20. – Mise en œuvre du présent Protocole

Le Délégataire communique à l'Autorité Délégante ou lorsque cela est prévu, à sa demande au Nouveau délégataire, les informations, documents, pièces et informations dans les délais prescrits par le présent Protocole.

En cas d'insuffisances ou d'erreurs constatées par l'Autorité Délégante, celle-ci met en demeure le Délégataire de respecter ses obligations dans un délai qu'elle lui imparti, sans préjudice de l'éventuelle mise en cause de sa responsabilité.

Article 21 - Modalités de contrôle par le Délégant

Les informations dont la transmission est demandée au Délégataire par la présente doivent être communiquées à l'Autorité Délégante au plus tard à la date indiquée dans les courriels ou courriers.

Après analyse de l'information, l'Autorité Délégante notifie au Délégataire soit que l'information est complète, soit qu'elle est lacunaire ou qu'elle n'est pas communiquée conformément aux présentes. Dans ce dernier cas, l'Autorité Délégante fixe un nouveau délai au Délégataire pour communiquer l'information sollicitée.

La pénalité de retard prévue à l'article 38 du Contrat de DSP est applicable à la communication des documents et informations dues au titre du présent protocole.

Le référent de la collectivité pour les questions de personnel ou toute demande à l'Autorité Délégante est M. Luc SCHEECK, et ses collaboratrices Mmes Aline RENARD-NGUYEN et Meriyem HADDAJI pourront être mises en copie. Le délai de réponse de la collectivité à vos demandes de validation ne serait inférieur à 3 semaines.

Article 22 - Portée du présent Protocole

Le présent protocole constitue l'avenant 3 au Contrat de DSP.

Les stipulations de la Convention de DSP, qui n'ont pas été supprimées ou modifiées par le présent Protocole demeurent inchangées et s'exécutent jusqu'à l'expiration de la Convention de DSP.

Le présent Protocole s'exécute jusqu'à l'extinction de toutes les obligations qu'il stipule à la charge des Parties.

Liste des annexes

- Annexe 1 – Inventaire des biens de retour
- Annexe 2 – État contradictoire de l'état des biens de retour
- Annexe 3 – Baux commerciaux des agences funéraires
- Annexe 4 – État des contrats en cours
- Annexe 5 – État des sommes dues à l'Autorité délégante

Fait en deux exemplaires, à Strasbourg le ……

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, représentée par sa Présidente	LE PÔLE FUNÉRAIRE PUBLIC DE STRASBOURG, représenté par son Directeur général,
Catherine TRAUTMANN	Xavier MAILLARD

17

Communication au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Présentation du rapport d'activités 2025-2026 du Conseil de développement de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2026-713

Par délibération du 30 janvier 2015 et en application des dispositions des articles L. 5211-10-1 et L. 5217-9 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'Eurométropole de Strasbourg a créé son Conseil de développement.

Par délibération du 18 décembre 2020, l'Eurométropole de Strasbourg a décidé du renouvellement de cette structure pour la période 2021-2026.

L'article L. 5211-10-1 du CGCT dispose que « Le conseil de développement établit un rapport d'activité qui est examiné et débattu par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ».

Par conséquent, l'objet de cette communication est la présentation du rapport d'activités 2025-2026 (en annexe de cette communication) par les représentants du Conseil de développement, suivie d'un échange avec les conseillers métropolitains.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'article L.5211-10-1-V du code général des collectivités territoriales
sur proposition de la Commission plénière
après avoir délibéré

prend acte

- *de la présentation du rapport d'activités du Conseil de développement de l'Eurométropole de Strasbourg 2025-2026 joint en annexe à la présentation de la communication,*
- *de la tenue d'un débat consécutif à cette présentation.*

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211344-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

CONSEIL DE
DÉVELOPPEMENT

Strasbourg.eu
eurométropole

RAPPORT D'ACTIVITÉS

2025 – 2026





Table des matières

Introduction **3**

Principales activités du CODEV en 2025-2026 ..... **4**

Finalisation et adoption du rapport « Bien vieillir dans l'Eurométropole de Strasbourg » 4

Finalisation des travaux sur les difficultés du transfrontalier du quotidien 5

Autosaisine sur la contribution du CODEV à la participation citoyenne 6

Autres activités du CODEV **7**

Comité de suivi citoyen de la stratégie de communication sur la préservation de la ressource Eau 7

Collaboration CODEV - Port Autonome de Strasbourg 7

Réseaux et autres instances **8**

CESE - CESER Grand-Est et Coordination Nationale des Conseils de développement (CNCD) 8

Représentations du CODEV 8

Communication **9**

Lettres d'information, réseau social LinkedIn et site internet 9

Évènements publics 9

Perspectives 2026-2027 ..... **10**

Identification des questions des citoyens et citoyennes sur le rôle et les impacts du Port Autonome de Strasbourg pour l'Eurométropole 10

Journée nationale des Conseils de développement 10

Renouvellement de l'instance 10

Introduction

Le Conseil de développement de l'Eurométropole de Strasbourg a poursuivi, finalisé ou entamé différents chantiers de l'été 2025 à l'été 2026.

La fin de l'année 2025 a été marquée par la finalisation des travaux sur le « Bien vieillir dans l'Eurométropole de Strasbourg ».

Le début de l'année 2026 a vu la publication des travaux sur les difficultés du transfrontalier du quotidien dans le domaine de l'éducation bilingue et des transports.

Enfin, en avril et juin 2026, le CODEV a adopté deux rapports : « *Pour un Conseil de développement toujours plus moteur de la Participation citoyenne métropolitaine* » et « *Quelle influence du Conseil de développement sur les politiques publiques de l'Eurométropole de Strasbourg ?* »

Ces contributions ont été transmises au nouvel exécutif communautaire en espérant qu'elles inspirent les décisions en matière de participation citoyenne métropolitaine pour les années à venir.

Principales activités du CODEV en 2025-2026

Finalisation et adoption du rapport « Bien vieillir dans l'Eurométropole de Strasbourg »


« Comment vivre heureux le plus longtemps possible ? » : le Conseil de développement répond aux élus

Pour mémoire, après cinq journées entières de travail en format collectif entre janvier et mai 2025, les membres du CODEV volontaires ont pu approfondir leurs travaux pendant l'été 2025. Ils ont participé à sept rencontres avec des acteurs locaux ou des visites de terrain entre fin juin et mi-septembre pour compléter leurs réflexions sur les 3 défis identifiés :

- Défi 1 : Changer de regard sur les personnes âgées et leur rôle dans la société
- Défi 2 : Adapter le cadre de vie aux personnes âgées
- Défi 3 : Prendre soin des personnes âgées : soutien, bien être, santé

Les membres de l'équipe-projet ont également rencontré mi-septembre, la Vice-Présidente et Adjointe à la Maire de Strasbourg en charge de la santé et de l'autonomie.

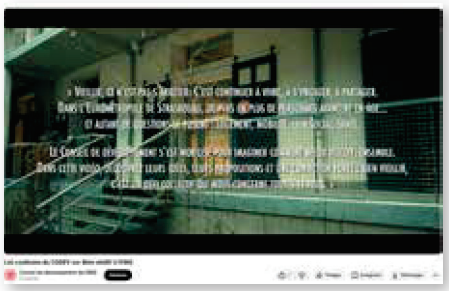
Ces ultimes rendez-vous estivaux ont permis d'enrichir la synthèse des travaux et la priorisation des préconisations opérées lors de la sixième et dernière journée collective de travail du samedi 4 octobre.

Les 15 préconisations finales ont été adoptées lors de la plénière du 15 novembre 2025 et restituées à la Présidente et aux Vice-Présidentes concernées le jeudi 27 novembre 2025.



Valorisation des conclusions





Les membres du CODEV ont voulu que leurs préconisations contribuent à des échanges plus larges sur le territoire. Un flyer synthétique illustré reprenant l'essentiel du rapport a été diffusé largement dans les 33 communes de l'EMS auprès des mairies, médiathèques, centre sociaux culturels, mais également partenaires et structures qui sont intervenues lors de la saisine…

Trois courtes capsules vidéos ont été réalisées au fur et à mesure de la saisine pour suivre l'avancée des travaux et donner à voir la saisine « de l'intérieur », ainsi que deux vidéos à l'issue de la démarche : une vidéo synthétique qui met en images la soirée de restitution des 15 préconisations et un reportage vidéo qui retrace les coulisses de la saisine Bien vieillir et permet de revivre l'ensemble de la démarche. Ces différents supports ont été utilisés par les membres du CODEV et le seront pour des rencontres et évènement à venir autour de leurs travaux sur le Vieillissement.



Le premier semestre de l'année 2026 a ainsi permis de « faire vivre » les préconisations du CODEV à travers différentes rencontres :

- **8 janvier** : échange avec le groupe sénior de la Ville de Strasbourg dans le cadre de la labellisation « Ville amie des aînés » ;
- **19 mars** : intervention lors de la journée d'étude : « *De la transmission au partage : le jeu du vieillissement* », organisée par Théo Friedrich, doctorant en psychologie sociale à l'Unistra ;
- **7 mai** : participation à la table-ronde « *Transformations démographiques et transferts intergénérationnels* » en conclusion de la Conférence Nationale de l'Association Française des économistes de la Population (AFéPop).

Des rencontres entre membres du CODEV et membres des conseils des ainés ou d'autres associations de séniors de différentes communes (Illkirch-Graffenstaden, Fegersheim…) ont aussi été programmées à l'automne pour échanger autour des 15 préconisations du CODEV.

Finalisation des travaux sur les difficultés du transfrontalier du quotidien

Suite à l'auto-saisine validée en plénière du CODEV (juin 2024) sur les difficultés du transfrontalier au quotidien dans quatre domaines particuliers : éducation, transports, santé et statut social et fiscal, la commission *ad-hoc* avait entamé ses travaux à l'automne 2024 pour:

- Faire un état des lieux de l'ensemble des obstacles rencontrés ;
- Préciser l'origine juridique ou administrative de ces difficultés ;
- Suggérer des solutions pragmatiques ;
- Adresser des interpellations dont les élu·es et l'Eurodistrict pourraient être porteurs.

La commission a présenté la synthèse de ses travaux sur les volets Éducation et Transports à la plénière du 14 novembre 2025. La cellule communication a été chargée de les formaliser en deux notes distinctes : « *Faciliter l'éducation bilingue et l'apprentissage de l'allemand dans l'EMS* » et « *Faciliter les transports publics entre Strasbourg et la ville de Kehl* ». Ces deux notes ont été publiées en février 2026 et transmises à la Présidente et à la Vice-Présidente en charge du débat public et de la participation citoyenne en mars 2026.

Autosaisine sur la contribution du CODEV à la participation citoyenne

La plénière du 14 juin 2025 avait validé une ultime auto-saisine sur *« La contribution du Conseil de développement à la mise en œuvre de la participation citoyenne au sein de l'Eurométropole de Strasbourg »*.

Ce travail de bilan s'est appuyé sur :

- l'analyse des documents de cadrage du Conseil de développement (délibération de renouvellement en 2020, Protocole de partenariat, Règlement) ;
- une enquête individuelle auprès des membres actuels et ayant quitté le CODEV en cours de mandat ;
- un court questionnaire diffusé à l'ensemble des élu·es du Conseil de l'EMS sur leur perception et recommandations à destination du Codev (été 2025) ;
- des entretiens avec les services avec lesquels le CODEV a plus particulièrement travaillé (automne 2025) ;
- une journée collective de travail en plénière (24 janvier 2026) ;
- un échange autour des premières orientations du CODEV avec la Présidente et la Vice-Présidente thématique (8 février 2026) ;
- un temps « regards croisés » sur les impacts du CODEV entre quelques membres du CODEV, la Vice-Présidente et les directeurs et directrices rencontré·es à l'automne 2025 (10 mars 2026) ;
- des entretiens complémentaires avec les membres ayant participé à un comité de suivi ou instance de gouvernance d'une politique publique après remise des rapports concernés (mai 2026), et avec les directeurs et directrices de services thématiques.

Il a permis de produire deux rapports :

- Le premier, *« Pour un Conseil de développement toujours plus moteur de la participation citoyenne métropolitaine »* axé sur des suggestions d'améliorations du fonctionnement du CODEV en vue de son renouvellement, adopté lors de la plénière du 8 avril 2026, et transmis aux nouvelles Présidente et Vice-Présidente thématique ;
- Le second *« Quelle influence du Conseil de développement sur les politiques publiques de l'Eurométropole de Strasbourg ? »* centré sur les impacts concrets des travaux du CODEV sur la décision et les politiques publiques, adopté lors de la plénière du 23 juin 2026 et transmis dans la foulée à la Présidente et Vice-Présidente thématique.

Le Président du CODEV a également rencontré en mai la Présidente de l'Eurométropole Catherine Trautmann et Madame Rebecca Breitman, Vice-Présidente en charge de la participation citoyenne et du débat public issues des élections locales de mars 2025, pour un échange direct autour des suggestions formulées en vue du renouvellement à venir du CODEV. Une première rencontre entre la Vice-Présidente et l'ensemble du CODEV s'est également tenue le 23 juin lors de l'assemblée plénière du CODEV.





Autres activités du CODEV

Comité de suivi citoyen de la stratégie de communication sur la préservation de la ressource Eau

Composé de sept membres volontaires, le groupe de suivi avait été mis en place début 2025. Il a joué un rôle de groupe-miroir pour réagir aux orientations et propositions d'actions concrètes de communication en direction du grand public sur la préservation de la ressource en Eau. Il s'est réuni à trois reprises entre octobre 2025 et janvier 2026, avec le Directeur et la chargée de communication de la Direction de l'Eau et des Risques environnementaux (DERE). Il a notamment donné des orientations sur les canaux de communication ou la campagne d'éco-gestes.

Ses travaux ont été utiles à plusieurs égards selon la DERE :

- Adaptation de la stratégie de communication
- Pérennisation de la production de bilans de communication en interne
- Changement de paradigme sur la relation aux usagères et usagers, d'une logique de gestion des abonné·es à l'intégration du regard citoyen dans les politiques de la DERE

Collaboration CODEV-Port Autonome de Strasbourg

La commission Économie du Conseil de développement, suite à ses contacts avec le Port Autonome de Strasbourg (PAS) dans le cadre de la saisine sur la préservationde la ressource eau, a été sollicité par le PAS pour collaborer à son projet de Port Center. Dans ce cadre, deux membres du CODEV ont pu se joindre à la délégation du Port aux rencontres internationales « Port center meeting » qui s'est tenue au Havre du 11 au 13 mars 2026. Cet évènement a été organisé par l'Association Internationale des Villes Portuaires.



Réseaux et autres instances

CESE - CESER Grand-Est et Coordination Nationale des Conseils de Développement (CNCD)

Suite à certaines dispositions du projet de loi dite de simplification administrative, toujours en cours d'examen, qui menaçaient à l'origine l'existence des CESER et des CODEV, une charte de coopération a été proposée par le CESER et la coordination régionale des CODEV du Grand-est. Le conseil de développement de l'EMS l'a approuvée lors de sa plénière de novembre 2024 et son président l'a signée aussitôt après.

Par ailleurs, une délégation de deux membres du CODEV a participé aux 15èmes rencontres nationales des Conseils de développement, co-organisées par la Coordination Nationale des Conseils de Développement, la Métropole de Toulouse et son Conseil de développement, du 24 au 26 septembre 2025 aux halles de la Cartoucherie à Toulouse sur le thème : « Les conseils de développement au cœur de la démocratie intercommunale ». Elle a aussi participé à la Rencontre régionale annuelle du CESER et des CODEV du Grand Est le 27 mai 2025 et le 30 juin 2026 à Nancy.

Représentations du CODEV

Des représentants du Conseil de développement continuent de participer à différentes instances animées par l'Eurométropole ou ses partenaires: Conseil d'administration de l'Agence du Climat, Conseil territorial de la transition énergétique et Conseil de développement de la Collectivité européenne d'Alsace.



Communication

Lettres d'information, réseau social LinkedIn et site internet

Entre la rentrée d'automne 2025 et l'été 2026, la cellule Communication a produit quatre nouveaux numéros de l'Echo'Dev, sa lettre d'information externe. Le nombre d'abonnés est resté stable avec plus de 580 personnes. Dans le même temps, le nombre d'abonnés à la page Linkedin du CODEV est passé de 1513 à 1647 abonné.es. Les indicateurs de consultation sont globalement positifs avec un taux d'engagement de 8,8% (le nombre de personne ayant interagi avec le post), un taux d'impression à 575 (nombre de fois où le post a été affiché chez les utilisatrices et utilisateurs), et le taux de clic à 5,2% est bon, mais pourrait être amélioré.

Par ailleurs, 34 posts LinkedIn ont été rédigés sur cette période et 11 numéros d'Entre-Nous, lettre mensuelle interne destinée à renforcer la cohésion du collectif, ont été réalisés avec les portraits de certains membres, et 2026, année électorale oblige, avec un zoom sur celles et ceux tenté·es par l'aventure municipale – qu'ils ou elles aient été ou non élu·es, afin de valoriser cet autre engagement au service du collectif.

Enfin, 27 actualités ont été publiées et 4 pages « Travaux » spécifiques ont été créées sur le site autonome créé en mai 2024.

Évènements publics

Comme prévu par la loi, le Conseil de développement a présenté son rapport annuel 2024-2025 au Conseil de l'Eurométropole du 3 octobre 2025. Cette séance publique et retransmise en direct a donné lieu à de nombreuses réactions des élu·es métropolitain·es et échanges valorisants pour les bénévoles du CODEV.

Le CODEV a également présenté les conclusions de son rapport *« Bien Vieillir dans l'Eurométropole de Strasbourg »*, le 6 février 2026 qui a provoqué des retours unanimes de la part des élu·es sur la qualité du travail et l'importance du CODEV comme acteur de la participation métropolitaine.



Perspectives 2026-2027

Identification des questions des citoyens et citoyennes sur le rôle et les impacts du Port Autonome de Strasbourg pour l'Eurométropole

La plénière du 8 avril 2026 a décidé *« d'engager un travail d'identification des questions que se posent les citoyens de l'EMS quant au rôle du Port Autonome de Strasbourg et ses impacts pour l'EMS dans différents domaines : économique, urbain, social, environnemental, mobilités… »*

L'identification de ces questions d'ici fin 2026 permettra de *« proposer au nouvel exécutif métropolitain des pistes de travail pour le futur CODEV »*, et vise également à assurer une *« transition entre l'ancienne et la future assemblée de démocratie participative de l'EMS »*.

Les travaux de l'équipe projet ont été engagés juste avant la trêve estivale et une rencontre avec le PAS a été programmée pour juillet 2026 pour échanger sur les pistes de travail sur les enjeux portuaires. Les membres ont également été invité·es à l'anniversaire des 100 ans du PAS du 23 au 26 septembre 2026 pour tenir un stand du CODEV et administrer leur enquête à destination des habitantes et habitants sur la perception du PAS.

Journée nationale des Conseils de développement

Une délégation du CODEV se rendra à la Journée nationale des Conseils de développement organisée par la Coordination Nationale des Conseils de Développement à Lille, en novembre 2026.

Renouvellement de l'instance

Les mois à venir verront aussi le renouvellement de notre instance dans un calendrier à confirmer par le nouvel exécutif.

Pour aller plus loin

CODEV-eurometropole.strasbourg.eu





CONSEIL DE
DÉVELOPPEMENT

Strasbourg.eu
eurométropole

Réflexion citoyenne

Welcome Byzance - Photos : e.Georges - e. Hoffert

Restons en contact :
Conseildedeveloppement@strasbourg.eu
codev-eurometropole.strasbourg.eu

Scanner pour s'inscrire à la lettre d'info

Parmiles95membres:1-Anne-Marie-Wolfisheim|2-Denis-Lingolsheim|3-Kamelia-Strasbourg|4-Walid-Bischheim|5-Catherine-Ostwald|6-Lucien-Illkirch-Graffenstaden|7-Fabienne-Plobsheim|8-Dominique-Schiltigheim|9-Jean-Marc-Strasbourg|10-Ludine-Strasbourg|11-Chloé-Strasbourg|12-Alain-Eckbolsheim|13-Claude-LaWantzenau|14-Anne-Eckbolsheim|15-Bernard-Illkirch-Graffenstaden|16-David-KehlamRhein|17-Jacques-Strasbourg|18-Germain-Ostwald|19-Jean-Georges-Eckwersheim|20-Jean-Alain-Strasbourg|21-Jacques-Illkirch-Graffenstaden|22-Joseph-Kolbsheim|23-Jean-Marie-Hoenheim|24-Michel-Strasbourg|25-Thérèse-Oberschaeffolsheim|26-Nicolas-Hangenbieten|27-Olivier-Strasbourg|28-Jean-Claude-Eckbolsheim|29-José-Bischheim|30-Pascale-Eckwersheim|31-Sonia-Achenheim|32-Fatima-Schiltigheim|33-Lysianne-Strasbourg|34-Halima-Blaesheim|35-Pauline-Strasbourg|36-Francis-Lampertheim|37-Nicolas-Illkirch-Graffenstaden|38-Josiane-Mundolsheim|39-Sabine-Strasbourg|40-Ophélie-Strasbourg|41-Louis-Illkirch-Graffenstaden|42-Patrice-Oberschaeffolsheim|43-Émilie-Entzheim|44-Artur-Strasbourg|45-Marion-Strasbourg|46-Emmy-Strasbourg|47-Laure-Anne-Strasbourg|48-Marie-Odile-Lingolsheim|49-Marie-Christine-Eschau|50-Cécile-Souffelweyersheim|51-Valérie-Niederhausbergen|52-Jean Marie-Strasbourg|53-Yasmine-Strasbourg|54-Martine-Geispolsheim|55-Caroline-Hangenbieten|56-Maxime-Schiltigheim|57-Eliane Carine-Souffelweyersheim|58-Annick-Lingolsheim|59-Luc-Vendenheim|60-Emilia-Strasbourg|61-Etienne-Strasbourg|62-Nathan-Schiltigheim|63-Christian-Wolfisheim|64-[illegible]-Illkirch-Graffenstaden|65-Danielle-Illkirch-Graffenstaden|66-Pascale-Reichstett|67-Eloise-Schiltigheim|68-Marie-Oberhausbergen|69-Patricia-Achenheim|70-Delphine-Strasbourg|71-Khirdine-Strasbourg|72-Michel-Ostwald|73-Amine-Oberhausbergen|74-Jean-Lou[illegible]gersheim|75-Jean Carles-Mundolsheim

18

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Débat autour de l'élaboration d'un Pacte de gouvernance entre les communes et l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2026-792

L'Eurométropole de Strasbourg, forte de ses 33 communes existe parce que des communes ont choisi, il y a bientôt 60 ans, de construire ensemble ce qu'aucune ne pouvait réaliser seule. L'Eurométropole de Strasbourg incarne ainsi avant tout un projet de territoire, fondé sur la coopération entre communes, la solidarité territoriale et la volonté d'apporter une réponse adaptée aux besoins de chacun de ses territoires. Premiers interlocuteurs des habitants, les Maires connaissent les réalités du terrain, les tensions du quotidien et les aspirations de leurs territoires. Ils sont également les dépositaires d'un mandat démocratique confié par les habitants de leur commune. À ce titre, leurs projets, leurs priorités et leurs attentes doivent pouvoir être pleinement pris en compte dans la construction des politiques métropolitaines.

C'est dans cette volonté de renforcer la coopération entre les communes et l'établissement public intercommunal, et de structurer la place des maires dans la gouvernance métropolitaine, que s'inscrit le pacte de gouvernance prévu par l'article L.5211-11-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, issu de la loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique. Au-delà de l'obligation légale, ce pacte constitue une opportunité de formaliser les principes, les méthodes et les instances permettant d'organiser durablement le dialogue entre l'Eurométropole de Strasbourg et ses communes membres. Il doit ainsi être l'outil d'une gouvernance plus collégiale, plus lisible et plus proche des territoires, au service d'un projet métropolitain partagé.

Le législateur a laissé une grande liberté dans la rédaction et le contenu du pacte tout en indiquant qu'il peut notamment préciser :
- les conditions dans lesquelles sont prises les décisions de l'établissement public dont les effets ne concernent qu'une seule des communes membres,
- les modalités selon lesquelles le conseil de l'établissement public peut déléguer à la conférence des maires la possibilité d'émettre des avis sur les politiques de l'établissement,
- les modalités de coopération entre l'établissement public et les communes membres, notamment pour la gestion de certains équipements ou services,

- les modalités de création, de fonctionnement et de consultation de la conférence des maires ainsi que, le cas échéant, des conférences territoriales des maires,
- les conditions dans lesquelles l'établissement public peut déléguer aux maires l'engagement de certaines dépenses,
- les orientations en matière de mutualisation des services entre les communes membres et l'établissement public,
- les objectifs à poursuivre en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans les organes de gouvernance de l'établissement public..

Cette obligation légale de débat suivi d'une délibération ne vise pas, à ce stade, le contenu du pacte de gouvernance mais le principe même de son élaboration.

Si le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en décide l'élaboration, un groupe de travail constitué de Maires se réunira cet automne sous l'animation du vice-président en charge de l'équité et du dialogue intercommunal pour élaborer un projet de pacte.

Celui-ci sera transmis aux conseils municipaux des communes membres au plus tard dans les 9 mois suivant la présente délibération. Elles disposeront d'un délai de deux mois pour émettre un avis avant l'adoption définitive du pacte par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code Général des Collectivités Territoriales
notamment l'article L5211-11-2
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

prend acte

de la tenue d'un débat sur le pacte de gouvernance,

décide

l'élaboration d'un pacte de gouvernance qui sera soumis pour avis aux conseils municipaux des communes membres,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212742-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Strasbourg.eu
eurométropole

19

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Attribution du contrat de concession relatif à l'exploitation de la fourrière automobile.

Numéro E-2026-411

I. PREAMBULE

Par délibération du 28 mars 2025, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a décidé de retenir le principe d'une délégation de service public pour la poursuite de l'exploitation de la fourrière automobile, après avis favorable de la Commission consultative des services publics locaux du 14 mars 2025.

Les attentes de la collectivité, exprimées à travers le cahier des charges, portent sur la gestion et l'exploitation de la fourrière automobile de l'Eurométropole de Strasbourg avec pour objectifs une amélioration de l'accueil des usagers, une simplification des procédures et l'amélioration des performances en termes de développement durable.

Le concessionnaire est, en outre, chargé du gardiennage de ces véhicules dans l'attente de leur retrait par leur propriétaire, de leur vente aux enchères publiques ou de leur destruction en cas de non retrait suivant les décisions prises par les autorités compétentes.

Il doit également assurer la fourrière judiciaire, la conservation des véhicules signalés volés, les déplacements de véhicules gênants mais non en infraction, l'enlèvement à fin de destruction des véhicules épaves abandonnés, la mise en sécurité des véhicules.

Enfin, il a en charge la restitution des véhicules ainsi que toutes les formalités administratives liées aux opérations et procédures de mise en fourrière.

II. RAPPEL DE LA PROCEDURE

Le Conseil de l'Eurométropole a délibéré, le 28 mars 2025, sur le principe du renouvellement de la gestion déléguée par voie d'affermage de la fourrière automobile de l'Eurométropole de Strasbourg, en application des articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le 4 avril 2025, un avis d'appel public à la concurrence a été publié dans les revues suivantes :
- le Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics (BOAMP),
- le Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE),
- la plateforme « Alsace marchés »,
- le magazine « Le moniteur des travaux publics ».

La date limite de réception des candidatures a été fixée au 12 mai 2025.

Le 22 mai 2025, la commission de délégation de service public de l'Eurométropole de Strasbourg a établi la liste des candidats admis à remettre une offre :
- la SAEM PARCUS dont le siège social est à Strasbourg (67200),
- le groupement constitué par les sociétés SARL LP Finances (mandataire du groupement solidaire) dont le siège social est à Souffelweyersheim (67460) et EURL ES INVEST dont les siège social est à Ecole-Valentin (25480),
- le groupement constitué par les sociétés SAS GDR (mandataire du groupement solidaire) dont le siège social est à Saint-André-lez-Lille (59 350), SAS Dépannage Rollin, SAS Garage Delmaere, SAS Dépanord, SAS FDL,
- la SARL GEPA dont le siège social est à Elven (56250).

Le 27 mai, la Commission de délégation de service public a envoyé le dossier de consultation aux candidats.

Le 14 octobre 2025, date limite de réception des offres, la Commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture des plis des 3 candidats ayant présenté une offre.
- le groupement constitué par les sociétés SARL LP Finances (mandataire du groupement solidaire) et EURL ES INVEST,
- la SARL GEPA,
- la SAEM Parcus.

Le 11 décembre 2025, la Commission a déclaré que les propositions des 3 candidats répondent aux stipulations du règlement de la consultation et sont déclarées administrativement conformes.

La Commission invite la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg ou son représentant à engager des négociations avec les 3 candidats, les offres étant conforme aux exigences de la collectivité exprimées au travers du cahier des charges

Les négociations, menées par l'élu missionnée par la Présidente, Monsieur Christian BRASSAC, qui se sont déroulées aux mois de janvier et février 2026, ont permis aux candidats de préciser un certain nombre d'éléments techniques et financiers et d'améliorer la qualité de leurs offres. Les avancées des négociations sont reprises dans le rapport de la Présidente annexée.

A l'issue des négociations, il a été demandé aux candidats de remettre leurs offres finales intégrant leurs éventuels compléments et améliorations pour le 23 mars 2026.

III. LES ELEMENTS SUBSTANTIELS DU PROJET DE SERVICE PUBLIC A DELEGUER

Le nouveau contrat aura une durée de 7 ans et 10 mois à compter du 1er mars 2027.

Le concessionnaire aura à charge l'exécution matérielle de la décision de mise en fourrière à savoir les opérations :

à titre principal,
- d'enlèvement des véhicules,
- de transport des véhicules,
- de gardiennage des véhicules,
- de classement des véhicules, par un expert agréé,
- de restitution de véhicules,
- de remise des véhicules au service des Domaines,
- de remise des véhicules à une entreprise chargée de leur destruction,
- d'enlèvement des vélos épaves,
- de transport des vélos épaves vers les associations relais définies…

à titre accessoire, dans le respect de la réglementation en vigueur, l'exécution de tout autre service d'enlèvement de véhicules (par exemple destructions des véhicules à l'initiative de leur propriétaire, déplacements, réquisition judiciaire…) sous réserve que celui-ci ne nuise pas au bon fonctionnement de la fourrière.

Le concessionnaire se rémunérera sur les tarifs appliqués aux usagers. En contrepartie des droits qui lui seront accordés, il devra verser à la collectivité une redevance annuelle qui tiendra compte du chiffre d'affaires annuel hors taxes réalisé par le concessionnaire.

IV. CHOIX DU DÉLÉGATAIRE

Un examen des offres initiales figure dans le rapport d'analyse de la Commission de délégation de service public, joint à la présente délibération.

L'examen détaillé des offres finales, après négociations, figure dans le rapport de la Présidente, également joint à la présente délibération.

Conformément au règlement de consultation, les offres ont été jugées sur la base des critères suivants, par ordre décroissant :

1	Modalités d'exploitation de la fourrière, entretien, investissements proposés
2	Conditions financières du contrat : clarté des hypothèses financières présentées et montant de la redevance due à la collectivité
3	Engagement de développement durable et action d'insertion

Le tableau ci-après présente l'évaluation globale de l'offre finale du candidat retenu au regard des critères de jugements exposés :

		Pondération	LP Finances	GEPA	Parcus
1	Modalités d'exploitation de la fourrière, entretien, investissements proposés	50%	45	46,5	38,5
2	Conditions financières du contrat : clarté des hypothèses financières présentées et montant de la redevance due à la collectivité	40%	35	38	32
3	Engagement de développement durable et action d'insertion	10%	9	9	7
		Total	89	93,5	77,5
		Classement	**2**	**1**	**3**

L'offre de GEPA qui présente une organisation complète et innovante tournée vers l'usager et la digitalisation des processus, dans un cadre financier cohérent, réponds aux attentes de la collectivité et arrive en tête sur l'ensemble des critères de jugement des offres ; aussi, après avoir effectué l'analyse détaillée des offres finales remises par les candidat dans le cadre de la consultation relative au choix du futur concessionnaire pour l'exploitation de la fourrière automobile de Strasbourg, il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de retenir l'offre de la société GEPA, qui répond aux attentes de la Collectivité sur l'ensemble des critères de choix, selon les termes et conditions du contrat ci-annexé.

Le début effectif de l'exploitation est prévu au 1er mars 2027.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis favorable de la Commission consultative
des services publics locaux du 14 mars 2025
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 28 mars 2025
approuvant le renouvellement de la gestion déléguée par voie d'affermage de la
fourrière automobile de l'Eurométropole de Strasbourg,
vu le rapport de la Commission de concessions du 22 mai 2025 ayant procédé
à l'analyse des candidatures remises dans les délais et proposé
la liste des candidats admis à présenter une offre
vu l'avis de la Commission de concessions du 11 décembre 2025
sur les offres initiales des candidats
vu le rapport de la Présidente de l'Eurométropole
présentant les motifs du choix du concessionnaire

vu le projet de contrat ainsi que ses annexes principales
vu le code de la commande publique et en particulier sa troisième partie relative aux contrats de concession
vu les dispositions des articles L 1410-1 et suivants du Code Général de Collectivités Territoriales
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *le choix de la société GEPA pour l'exploitation de la fourrière automobile pour une durée de 7 ans et 10 mois à compter du 1er mars 2027,*

- *le contrat de concession ci-joint (délégation de service public) et ses principales annexes,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer le contrat de concession ainsi aprouvé avec la société GEPA et tous les documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération, et à faire exécuter tous les actes en découlant.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-213720-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

FOURRIERE AUTOMOBILE EUROMETROPOLITAINE

Convention de concession de service public

SOMMAIRE

TITRE 1 DEFINITION DU CONTRAT 7
Article 1 OBJET DE LA DELEGATION ET PRINCIPES GÉNÉRAUX 7
Article 2 IDENTITÉ DU DELEGATAIRE 7
Article 3 DURÉE DU CONTRAT 7
Article 4 PRISE DE POSSESSION DE LA FOURRIÈRE 8
Article 5 ETAT DES LIEUX ET INVENTAIRES INITIAUX 8
Article 6 RÉGLEMENTATION APPLICABLE À LA DELEGATION 8
Article 7 LAÏCITÉ ET NEUTRALITÉ DU SERVICE PUBLIC 8
Article 8 ACTIONS EN FAVEUR DE LA PROMOTION DE L'EGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 9
TITRE 2 CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA FOURRIERE 10
SECTION 1 - ACTIVITES PRINCIPALES DE FOURRIERE 10
CHAPITRE 1 – L'ENLÈVEMENT DES VÉHICULES AUX FINS DE MISE EN FOURRIÈRE 10
Article 9 MISSION D'ENLÈVEMENT 10
Article 10 NATURE DES VÉHICULES CONCERNÉS 10
Article 11 HORAIRES 10
Article 12 DÉLAI D'EXÉCUTION 11
Article 13 IDENTIFICATION DES VÉHICULES À ENLEVER 11
Article 14 OUVERTURE DES VÉHICULES 12
Article 15 INFORMATION SUR LES ENLÈVEMENTS EFFECTUÉS 12
Article 16 UTILISATION DE MOYENS MATÉRIELS D'IMMOBILISATION 12
Article 17 RESTITUTION SUR PLACE 12
CHAPITRE 2 GARDIENNAGE ET SORTIES DES VÉHICULES 12
Article 18 DÉFINITION DE LA MISSION 12
Article 19 CONDITIONS DE GARDIENNAGE 12
Article 20 CLASSEMENT DES VÉHICULES 13
Article 21 SORTIE PROVISOIRE DES VÉHICULES 13
Article 22 RESTITUTION DÉFINITIVE DES VÉHICULES À LEURS PROPRIÉTAIRES 13
Article 23 HORAIRES DE RESTITUTION 14
Article 24 ALIÉNATION DES VÉHICULES NON RETIRÉS 14
Article 25 DESTRUCTION DES VÉHICULES NON RETIRÉS 15
Article 26 VÉHICULES GAGÉS 15
Article 27 VÉHICULES VOLÉS 15
SECTION 2 ACTIVITES ANNEXES 16
Article 28 DÉPLACEMENT 16
Article 29 DESTRUCTION DE VÉHICULES À L'INITIATIVE DU PROPRIÉTAIRE 16
Article 30 ENLÈVEMENT DE CYCLES 17
Article 31 GESTION ADMINISTRATIVE 17
TITRE 3 MOYENS D'EXÉCUTION DE LA MISSION 19
CHAPITRE 1 LIEUX D'ACCUEIL 19
Article 32 SITE DE GARDIENNAGE ET LOCAL D'EXPLOITATION 19
Article 33 ENTRETIEN DU TERRAIN ET DES ÉQUIPEMENTS MIS À DISPOSITION 19
Article 34 ACCUEIL DU PUBLIC ET QUALITÉ DU SERVICE 21
Article 35 ACTIONS DE DEVELOPPEMENT DURABLE 21
CHAPITRE 2 VÉHICULES DE REMORQUAGE 22
Article 36 PARC DE VÉHICULES DE REMORQUAGE 22
Article 37 ENTRETIEN DES VÉHICULES 22
Article 38 SYSTÈME INFORMATIQUE DE L'EXPLOITANT – APPLICATION FOURRIÈRE 22
CHAPITRE 3 PERSONNEL 25
Article 39 PERSONNEL DE L'EXPLOITANT 25
Article 40 INSERTION 25
Article 41 SITUATION DU PERSONNEL DU DÉLÉGATAIRE À L'EXPIRATION DU CONTRAT 26

TITRE 4 CONDITIONS FINANCIERES 28
Article 42 FINANCEMENT DES TRAVAUX ET ÉQUIPEMENTS D'EXPLOITATION À RÉALISER 28
Article 43 DÉFINITION ET TARIFS DES FRAIS DE FOURRIÈRE 28
Article 44 PROCÉDURE DE MISE EN FOURRIÈRE ANNULÉE 30
Article 45 CALCUL ET PERCEPTION DES FRAIS DE FOURRIÈRE 30
Article 46 AUTRES TARIFS (ACTIVITES ANNEXES) 31
Article 47 REDEVANCE 31
Article 48 ÉVOLUTION DES CONDITIONS ÉCONOMIQUES 32
Article 49 Réexamen des conditions financières 32
Article 50 RÉGIME FISCAL 33
TITRE 5 PRODUCTION DES COMPTES 34
Article 51 COMPTES RENDUS ANNUELS 34
Article 52 COMPTE RENDU TECHNIQUE 34
Article 53 COMPTE-RENDU FINANCIER 35
TITRE 6 CONTRÔLE ET INFORMATION 37
Article 54 CONTRÔLE PAR L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG 37
Article 55 INFORMATIONS RELEVANT DU DÉLÉGATAIRE 37
TITRE 7 RESPONSABILITÉ ET CONTENTIEUX 38
Article 56 RESPONSABILITÉ 38
Article 57 JUSTIFICATIONS DES ASSURANCES 39
Article 58 CONTENTIEUX AVEC LES TIERS 39
TITRE 8 GARANTIES, SANCTIONS ET CONTENTIEUX 40
Article 59 CAUTIONNEMENT 40
Article 60 SANCTIONS 40
TITRE 9 FIN DE LA CONVENTION 42
Article 61 MODALITÉS D'ACHÈVEMENT DU CONTRAT 42
Article 62 EXPIRATION DE LA CONVENTION 42
Article 63 RÉSILIATION UNILATÉRALE AVEC INDEMNITÉ 42
Article 64 RÉSILIATION SANS INDEMNITÉ 43
Article 65 CONTINUITÉ DU SERVICE EN FIN DE CONTRAT 44
Article 66 CESSION ET SUBDÉLÉGATION DE LA CONVENTION 44
Article 67 LIBÉRATION ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX EN FIN DE CONTRAT 44
Article 68 SORT DES BIENS EN FIN DE CONTRAT 44
Article 69 SORT DES DONNEES PERSONNELLES EN FIN DE CONTRAT 45
Article 70 DOCUMENTS ANNEXÉS AU CONTRAT 45

PREAMBULE

Par délibération du 26 octobre 2001, l'Eurométropole de Strasbourg a décidé de créer une fourrière automobile eurométropolitaine.

Selon les dispositions de l'article R. 325-12 du Code de la route, la mise en fourrière est définie comme le transfert d'un véhicule en un lieu désigné par l'autorité administrative ou judiciaire en vue d'y être retenu jusqu'à la décision de celle-ci, aux frais du propriétaire de ce véhicule.

L'autorité dont relève la fourrière automobile eurométropolitaine est le Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'exploitation de la fourrière automobile est assurée sous forme de délégation de service public.

La présente convention règle les conditions générales de fonctionnement de ce service public.

CONVENTION DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Madame Catherine TRAUTMANN, dûment habilité à cet effet par délibération du conseil de l'Eurométropole en date du 9 octobre 2026

ci-après dénommée l'Eurométropole d'une part,

et

La société GEPA, au capital de 50 000 € dont le siège social est sis Penrho, 5625 ELVEN, représentée par Mr LABBE Arnaud, agissant en qualité de gérant et en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués, dans la séance du conseil d'administration du 22 Novembre 2020

ci-après dénommée le délégataire ou la société ……..d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

L'Eurométropole de Strasbourg, par délibération en date du 9 octobre 2026 a décidé de confier la délégation de la fourrière automobile, sis au 1C rue du Doubs à Strasbourg, à la société GEPA, et a autorisé l'autorité responsable de la personne publique délégante à négocier et mettre au point le présent contrat.

La société GEPA accepte de prendre en charge l'exploitation de la fourrière de l'Eurométropole selon les conditions fixées par le présent contrat.

La date de début d'exploitation de la fourrière est fixée au 1er mars 2027.

La présente convention a pour objet de préciser le contenu de la mission confiée au délégataire et de définir les modalités d'exploitation de ladite fourrière.

Ceci exposé, il a été arrêté ce qui suit :

TITRE 1 DEFINITION DU CONTRAT

Article 1 OBJET DE LA DELEGATION ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

L'Eurométropole de Strasbourg charge la société GEPA de l'exécution matérielle de la décision de mise en fourrière prescrite soit par un officier de police judiciaire, soit par un agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou occupant ces fonctions, territorialement compétents, à savoir les opérations :

à titre principal,

- d'enlèvement des véhicules,
- de transport des véhicules,
- de gardiennage des véhicules,
- de classement des véhicules, par un expert agréé,
- de restitution de véhicules,
- de remise des véhicules au service des Domaines,
- de remise des véhicules à une entreprise chargée de leur destruction.
- d'enlèvement des vélos épaves
- de transport des vélos épaves vers les associations relais définies

Ces opérations s'effectuent dans le cadre des articles L325-1 à L325-13 et R325-12 à R325-52 du Code de la route et s'exercent exclusivement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

à titre accessoire, dans le respect de la réglementation en vigueur, l'exécution de tout autre service d'enlèvement de véhicules (par exemple destructions des véhicules à l'initiative de leur propriétaire, déplacements, réquisition judiciaire…) sous réserve que celui-ci ne nuise pas au bon fonctionnement de la fourrière. La demande de service fera l'objet d'un accord préalable du Président de l'Eurométropole ou de son représentant.

Les recettes et les charges des prestations à titre principal et à titre accessoire rentrent dans les comptes de la délégation.

Article 2 IDENTITÉ DU DELEGATAIRE

L'objet social du délégataire devra être réservé exclusivement à l'objet de la délégation. Sa comptabilité ne retracera que les seules opérations afférentes à cette dernière.

En conséquence, le délégataire retenu devra s'engager le cas échéant, à créer dans les trois mois une société ad hoc, exclusivement dédiée à la délégation, qui lui sera substituée dès sa création dans ses droits et obligations au titre de la présente délégation. À compter du jour de la substitution, la société dédiée sera délégataire du service public.
Des garanties en termes de solidarité et de stabilité de l'actionnariat seront exigées.

Toutefois, l'actionnaire principal s'engage de manière irrévocable et inconditionnelle, à garantir au délégant sa substitution à la société ad hoc, en cas de défaillance de celle-ci pendant la durée du présent contrat de délégation. Une garantie maison mère sera jointe en Annexe 7.

Article 3 DURÉE DU CONTRAT

La présente convention prend effet à la date de sa notification au concessionnaire.
Elle se compose :
- d'une phase de pré exploitation allant de la notification du contrat au 28 février 2027
- d'une phase d'exploitation du parc à compter du 1er mars 2027 pour une durée de 7 ans et 10 mois à compter de la date de début d'exploitation.

Article 4 PRISE DE POSSESSION DE LA FOURRIÈRE

L'Eurométropole de Strasbourg mettra à disposition du délégataire en vue de son exploitation et de sa gestion la fourrière automobile aux dates mentionnées à l'Article 3 précité et dans les conditions précisées aux Article 1 et Article 5.

En vertu de la présente convention, le délégataire bénéficie des autorisations d'occupation du domaine public nécessaires à l'exploitation de la fourrière. Il est investi de tous les droits qui en découlent.

La dénomination de la fourrière devra faire l'objet d'une validation expresse par la Collectivité.

Article 5 ETAT DES LIEUX ET INVENTAIRES INITIAUX

Lors de l'emménagement du délégataire, un état des lieux et un inventaire qualitatif et quantitatif sont dressés contradictoirement entre le délégant et le délégataire au plus tard 30 jours après la prise de possession de l'équipement par le délégataire.
Les mêmes opérations seront effectuées en fin d'occupation des lieux.
La comparaison des états des lieux et des inventaires sert, le cas échéant, à déterminer les travaux de remise en état et à fixer les indemnités correspondantes qui sont calculées à la charge du délégataire.

En cas de modification dans la consistance des lieux, d'adjonction ou de suppression d'installations fixes, d'équipements, de matériels ou de mobiliers effectués par le délégant ou le délégataire, des états des lieux et des inventaires complémentaires sont établis autant que cela est nécessaire.

Article 6 RÉGLEMENTATION APPLICABLE À LA DELEGATION

Le délégataire exerce les activités qui lui sont concédées en se conformant à l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables à ces activités, notamment à celles énumérées dans le Code de la route.
Il se fait fort d'obtenir tous les agréments nécessaires à l'exploitation de la fourrière.

Article 7 LAÏCITÉ ET NEUTRALITÉ DU SERVICE PUBLIC

7.1 ADOPTION DES MESURES NÉCESSAIRES POUR ASSURER LE RESPECT DES PRINCIPES D'ÉGALITÉ, LAÏCITÉ ET NEUTRALITÉ

Le présent contrat confie au Délégataire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le Délégataire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le Délégataire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- S'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- Traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- Respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le Délégataire communique à la Collectivité les mesures qu'il met en œuvre afin :

- D'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- De remédier aux éventuels manquements.

7.2 RESPECT DES PRINCIPES SUSMENTIONNÉS PAR LES PERSONNES AUXQUELLES LE CONCESSIONNAIRE CONFIE UNE PARTIE DE L'EXÉCUTION DU SERVICE

Le Délégataire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.
Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.
Le Délégataire communique à la Collectivité chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-délégation.

7.3 INFORMATION DES USAGERS

Le Délégataire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.
Cette information mentionne également les coordonnées du Déontologue de l'Eurométropole de Strasbourg.
Il informe sans délai la Collectivité des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.
Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, la Collectivité peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le Délégataire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

7.4 CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

Lorsque le Délégataire méconnaît les obligations susvisées, la Collectivité le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.
Si la mise en demeure s'avère infructueuse, la Collectivité se réserve la faculté de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du Délégataire, le cas échéant, à ses frais et risques.

Article 8 ACTIONS EN FAVEUR DE LA PROMOTION DE L'EGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Le Concessionnaire s'engage à mettre en œuvre, dans le cadre des missions exécutées pour le compte du Concédant, les actions prévues dans son offre en faveur de la lutte contre les discriminations et la promotion de l'égalité pendant l'exécution de la concession. Le Concessionnaire est tenu d'informer le Concédant des éventuelles difficultés qu'il rencontrerait dans la mise en œuvre de ses engagements.

TITRE 2 CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA FOURRIERE

SECTION 1 - ACTIVITES PRINCIPALES DE FOURRIERE

CHAPITRE 1 - L'ENLÈVEMENT DES VÉHICULES AUX FINS DE MISE EN FOURRIÈRE

Article 9 MISSION D'ENLÈVEMENT

L'exploitant s'engage à enlever sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, à la demande du Maire, d'un officier de police judiciaire ou d'un agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou occupant ces fonctions, territorialement compétents, les véhicules que ceux-ci lui auront indiqués.
Les enlèvements interviennent sur demande faite à l'exploitant sous forme d'ordres d'enlèvement par l'autorité territorialement compétente pour prescrire les mises en fourrière, conformément aux procédures découlant du Code de la route (procès-verbal de mise en fourrière – annexe 1).

Chaque demande indique le numéro d'immatriculation, la marque, le type, la couleur du véhicule ainsi que sa localisation précise.

Aucune rémunération ne sera versée par la collectivité en cas de réquisition par la Justice de l'exploitation au titre de mises en fourrières judiciaires.

Article 10 NATURE DES VÉHICULES CONCERNÉS

La mission d'enlèvement concerne les véhicules d'un poids total autorisé en charge égal ou inférieur à trois tonnes cinq (3,5 t) et notamment ceux ci-après désignés :

- les véhicules à quatre (4) roues,
- les véhicules à deux (2) roues,
- les caravanes et les remorques,
- les vélos épaves
- le matériel de chantier de travaux publics et autres à l'exception du gros matériel impliquant un démontage (grue).

L'exploitant s'engage à enlever tous les véhicules qui lui sont régulièrement désignés et cela quel que soit leur état (y compris véhicules épaves, déchets ou incendiés), qu'ils soient immatriculés ou non, identifiables ou non et quel que soit le lieu où ils se trouvent, qu'il s'agisse d'une voie du domaine public ou d'une voie privée ouverte ou non à la circulation.
Le délégataire pourra sous-traiter l'enlèvement des véhicules d'un poids supérieur à 3,5 tonnes.

Article 11 HORAIRES

L'exploitant doit être en mesure d'assurer vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, l'enlèvement, la réception des véhicules en infraction, des véhicules saisis par la Justice et des véhicules signalés volés, ainsi que leur restitution à leurs propriétaires.
L'exploitant doit prendre toutes les mesures utiles pour assurer :

1 - au moins huit (8) enlèvements ou déplacements par heure, tous les jours ouvrables du lundi au samedi inclus de six heures trente (6h30) à onze heures trente (11h30), de treize heures trente (13h30) à dix-huit heures trente (18h30) et de vingt heures trente (20h30) à vingt-trois heures trente (23h30),

2 - au moins quatre (4) enlèvements ou déplacements par heure, tous les jours ouvrables du lundi au samedi inclus de onze heures trente (11h30) à treize heures trente (13h30) et de dix-huit heures trente (18h30) à vingt heures trente (20h30),

3 - une astreinte avec au moins un véhicule d'enlèvement prêt à intervenir immédiatement, les dimanches et les jours fériés entre sept heures (7h) et dix-huit heures (18h),

4 - une astreinte avec au moins un véhicule d'enlèvement prêt à intervenir immédiatement, tous les jours de la semaine, entre vingt-trois heures trente (23h30) et six heures trente (6h30), les dimanches et jours fériés entre vingt-trois heures trente (23h30), la veille, et sept heures (7h) et entre dix-huit heures (18h) et six heures trente (6h30) le lendemain,

5 - les demandes spécifiques des autorités compétentes :

- dispositifs de sécurité demandant un renforcement important des moyens supplémentaires qui devront être mis en place pour faire face, dans des conditions normales et légales d'intervention de fourrière, à des situations particulières. Les modalités de mise en œuvre seront préalablement déterminées quinze (15) jours francs à l'avance.
- des opérations plus légères que celles prévues ci-dessus mais qui demandent toutefois une concentration de moyens d'enlèvement plus importante qu'en mode de fonctionnement ordinaire. Sauf en cas d'urgence, les modalités de mise en œuvre seront préalablement déterminées dix (10) jours francs à l'avance.

Les demandes spécifiques visées au paragraphe 5 constituent une activité supplémentaire qui ne se substitue pas à l'activité normale prévue aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 du présent article. L'exploitant doit mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer ces activités en concomitance.

Article 12 DÉLAI D'EXÉCUTION

L'obligation pour l'exploitant d'intervenir rapidement, dans tous les cas, est une condition essentielle et déterminante de la présente convention pour l'Eurométropole de Strasbourg.

Le délai d'intervention qui s'écoule entre l'appel téléphonique de l'autorité administrative compétente et le début de l'opération d'enlèvement ne devra pas excéder trente (30) minutes dans un rayon de 5 km à compter de la rue du Doubs. Sur le reste du territoire de l'Eurométropole l'intervention du délégataire est fixée à 45 minutes. Priorité doit être donnée aux enlèvements de véhicules dangereux ou stationnés à proximité des écoles et des établissements recevant du public.

Le délai d'enlèvement compris entre le moment où l'opération d'enlèvement est réputée commencée et celui où le départ vers la fourrière s'effectue devra être le plus réduit possible.

Sauf conditions exceptionnelles interdisant l'accès direct aux véhicules à enlever, ce délai ne devra pas excéder quinze (15) minutes pour les véhicules légers de moins de 3 500 kg de poids total autorisé en charge.

Article 13 IDENTIFICATION DES VÉHICULES À ENLEVER

Au moment de l'enlèvement, l'officier de police judiciaire ou l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou occupant ces fonctions, territorialement compétents, ou l'agent verbalisateur placé sous leur autorité dresse, si possible contradictoirement en présence du propriétaire ou du conducteur et du préposé à l'enlèvement, un état sommaire, extérieur et intérieur du véhicule, sans l'ouvrir, au moyen d'une fiche descriptive dont le modèle est fixé par arrêté interministériel (en annexe 1), avant que la mise en fourrière ne reçoive un commencement d'exécution. Un double de cette fiche descriptive est remis à l'exploitant.
L'exploitant ne peut en aucun cas procéder à l'enlèvement d'un véhicule hors de la présence d'un agent verbalisateur.

Les véhicules d'enlèvement du délégataire seront équipés d'un appareil photographique numérique ; une procédure sera mise en place afin que les chauffeurs prennent deux photographies du véhicule avant son enlèvement. Le numéro de ces photographies sera inscrit sur le procès-verbal d'enlèvement.

Article 14 OUVERTURE DES VÉHICULES

En aucun cas, l'exploitant ne peut lui-même et de sa propre initiative ouvrir les véhicules objets de mise en fourrière.

Article 15 INFORMATION SUR LES ENLÈVEMENTS EFFECTUÉS

Dès qu'un véhicule est enlevé, l'exploitant en informe immédiatement les services compétents de l'Eurométropole de Strasbourg. L'exploitant se dote des moyens techniques embarqués adéquats et compatibles avec ceux des services publics.

Article 16 UTILISATION DE MOYENS MATÉRIELS D'IMMOBILISATION

Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, l'exploitant n'est pas autorisé à maintenir temporairement au sol un véhicule en infraction aux règles du stationnement par l'utilisation d'un sabot de Denver ou de tout autre moyen technique, sauf à la demande de l'autorité compétente.

Article 17 RESTITUTION SUR PLACE

La mise en fourrière est réputée avoir un commencement d'exécution à partir du moment où deux roues au moins du véhicule ont quitté le sol.

Lorsque les opérations de transfert du véhicule ont reçu un commencement d'exécution, elles ne peuvent plus être interrompues et le propriétaire ou le conducteur devra s'acquitter des frais d'enlèvement et de garde, voire d'expertise. (cf article R325-17 et R325-29 du Code de la route).

Lorsque les opérations de transfert du véhicule n'ont pas reçu de commencement d'exécution, le propriétaire peut être autorisé à reprendre aussitôt son véhicule (cf. articles R325-17 et R325-29 du Code de la route) dans la mesure où :

- il règle ou s'engage par écrit à régler les frais afférents aux opérations préalables à la mise en fourrière,
- et s'engage à rendre immédiatement son usage normal à la voie publique.

CHAPITRE 2 GARDIENNAGE ET SORTIES DES VÉHICULES

Article 18 DÉFINITION DE LA MISSION

L'exploitant est chargé du gardiennage des véhicules mis en fourrière dans les lieux définis par la présente convention jusqu'au moment de leur retrait par leur propriétaire, de leur vente ou de leur destruction.

Article 19 CONDITIONS DE GARDIENNAGE

L'exploitant veille à la bonne conservation des véhicules afin de les maintenir dans l'état d'intégrité matérielle constaté avant leur entrée en fourrière sur la fiche d'enlèvement. Il doit veiller à ce que les véhicules dont il a la garde, ne puissent être détériorés.

Il veillera en particulier à ce que les véhicules judiciaires devant être soumis à expertise soient entreposés dans un local fermé non accessible à l'exception des services de police.

Les locaux et les terrains affectés à la fourrière doivent être gardés en permanence de jour et de nuit. Ce gardiennage peut être réalisé par des moyens humains et/ou par un système télésurveillance agréé.

Ils devront également être clos afin d'en interdire l'accès, sauf aux personnes habilitées à y pénétrer.

La responsabilité de l'exploitant cesse au moment où il a reçu décharge du propriétaire ou de son représentant chargé de reprendre le véhicule après présentation de la mainlevée provisoire ou définitive et paiement des frais à l'exploitant.

Dans le cas où le véhicule doit être remis au service des Domaines pour aliénation et qu'il est gardé en fourrière, la responsabilité de l'exploitant cesse au moment de la remise du véhicule à son nouveau propriétaire sur présentation du bon d'enlèvement domanial établi par le comptable des impôts.

Dans le cas où le véhicule est détruit, la responsabilité de l'exploitant cesse au moment de la remise du véhicule à l'entreprise chargée de la destruction du véhicule et de la signature du bon d'enlèvement.

Article 20 CLASSEMENT DES VÉHICULES

En application de l'article R.325-30 du Code de la route, les véhicules mis en fourrière seront classés en deux catégories :

Comme suite à la publication de l'arrêté du ministre en charge de la sécurité routière prévu à l'article 28 du décret 2020/775 du 234 juin 2020 relatif aux fourrières automobiles, le SI Fourrière classe automatiquement pour le compte de l'autorité de fourrière, le véhicule dans l'une des deux catégories prévues à l'article R325-30 du code de la route :

- Véhicule à remettre à l'administration chargée des domaines en vue de son aliénation, à l'expiration du délai d'abandon prévu au premier alinéa de l'article L. 325-7 ;
- Véhicule à livrer à la destruction, à l'expiration du délai d'abandon prévu au quatrième alinéa de l'article L. 325-7.

Les véhicules réclamés par leurs propriétaires ou leurs conducteurs dans le délai de trois jours suivant la mise en fourrière peuvent être restitués sans avoir été classés.

En cas de désaccord sur l'état du véhicule, un expert est désigné dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. S'il constate que le véhicule n'est pas en état de circuler dans des conditions normales de sécurité ou qu'il nécessite une mise en conformité à la réception, il détermine les travaux à effectuer avant sa remise au propriétaire.

Article 21 SORTIE PROVISOIRE DES VÉHICULES

L'autorisation provisoire de sortie de fourrière est limitée au temps des parcours nécessaires et des opérations précitées par l'établissement d'une fiche d'immobilisation.

Article 22 RESTITUTION DÉFINITIVE DES VÉHICULES À LEURS PROPRIÉTAIRES

Le propriétaire ne pourra reprendre possession de son véhicule mis en fourrière qu'après avoir obtenu préalablement une décision de mainlevée.
La décision de mainlevée met fin à la procédure de mise en fourrière. Elle est prononcée par l'autorité qui a prescrit la mise en fourrière ou par l'officier de police judiciaire chargé d'exécuter cette mesure. L'autorité qualifiée pour prononcer la mainlevée délivre une autorisation définitive de sortie de fourrière.

La mainlevée prend effet au jour de la délivrance de l'autorisation définitive de sortie du véhicule.

La mainlevée prend également effet à compter de la remise du véhicule au service des Domaines s'il est destiné à être aliéné ou de sa remise à l'entreprise spécialisée s'il est destiné à être détruit.

La restitution du véhicule devra s'effectuer sous réserve du paiement à l'exploitant des frais exigibles dont la tarification est prévue aux Article 42 et Article 45 de la présente convention.

Tout règlement de somme effectué par le propriétaire ou le conducteur du véhicule enlevé fera l'objet de la délivrance d'un reçu et d'une inscription sur un registre spécial et qui sera tenu à la disposition de l'autorité publique.

Le cas échéant, la main levée devra pouvoir être dématérialisée sur le site de la fourrière avec accord de l'autorité compétente sous forme numérique.

Article 23 HORAIRES DE RESTITUTION

L'exploitant doit être en mesure de recevoir le public et de restituer les véhicules mis en fourrière 24h/24 365 jours par an sans interruption.
En dehors des heures de présence du personnel d'accueil, la réception du public et la restitution pourront être réalisées par du personnel d'astreinte.

Article 24 ALIÉNATION DES VÉHICULES NON RETIRÉS

Comme suite à la publication de l'arrêté du ministre en charge de la sécurité routière prévu à l'article 28 du décret 2020/775 du 234 juin 2020 relatif aux fourrières automobiles.

A l'expiration du délai d'abandon, le SI fourrière émet automatiquement, pour le compte de l'autorité de fourrière, la décision de remise au domaine et génère un flux avec les données nécessaires permettant ainsi de clore la procédure. Les frais de déplacement et de gardiennage seront récupérés par l'exploitant sur le prix de vente du véhicule.

Le gardien de fourrière s'engage à laisser visiter le véhicule par tout acheteur éventuel aux heures d'ouverture au public pendant les deux jours ouvrables précédant la vente. Ces véhicules sont alors accessibles sur une zone distincte des zones de fourrière et scellés.

Le gardien de fourrière laisse l'acquéreur procéder à l'enlèvement du véhicule contre la remise du bon d'enlèvement domanial établi par le comptable des impôts compétents.

L'autorité dont relève la fourrière remet au service chargé du domaine les véhicules gardés en fourrière dont elle a constaté l'abandon à l'issue du délai prévu au premier alinéa de l'article L. 325-7 en vue de leur mise en vente. Ceux d'entre eux que le service chargé du domaine estime invendables et ceux qui ont fait l'objet d'une tentative de vente infructueuse sont livrés, sans délai, par l'autorité dont relève la fourrière, à la destruction.

Les véhicules remis au service du domaine peuvent être récupérés par leur propriétaire avant leur vente, dans des conditions fixées par décret.
La propriété d'un véhicule abandonné en fourrière est transférée, selon le cas, soit au jour de son aliénation par le service chargé du domaine, soit à celui de sa remise à la personne chargée de la destruction.

Les frais d'enlèvement, de garde en fourrière et de mise en vente ou de destruction du véhicule sont à la charge du propriétaire.
Le produit de la vente, sous déduction des frais énumérés à l'alinéa précédent, est tenu à la disposition du propriétaire ou de ses ayants droit ou, le cas échéant, du créancier gagiste pouvant justifier de ses droits, pendant un délai de deux ans. A l'expiration de ce délai, ce produit est acquis à l'État.
Lorsque le produit de la vente est inférieur au montant des frais visés ci-dessus, le propriétaire ou ses ayants droit restent débiteurs de la différence. Celle-ci est recouvrée dans les conditions fixées par décret.

Le montant des redevances pour frais de fourrière est fixé par arrêté et tient compte des difficultés de mise en œuvre des opérations d'enlèvement et de garde liées à l'importance des communes dans lesquelles ces opérations sont effectuées et à l'existence des problèmes de circulation et de stationnement que connaissent ces communes.

Article 25 DESTRUCTION DES VÉHICULES NON RETIRÉS

Comme suite à la publication de l'arrêté du ministre en charge de la sécurité routière prévu à l'article 28 du décret 2020/775 du 234 juin 2020 relatif aux fourrières automobiles :

Les véhicules dont le classement établi qu'ils devaient être détruits sont livrés à la destruction à l'issue du délai d'abandon prévu à l'alinéa de l'article L 325-7 du code de la route.
Les véhicules remis au service des domaines et qui n'ont pas trouvé preneur à l'issue de la procédure d'aliénation sont également détruits.

Les documents nécessaires à la destruction du véhicule sont générés automatiquement par le SI fourrières (bon d'enlèvement pour destruction) et transmis au gardien de fourrière pour remise à l'entreprise en charge de la destruction. Le gardien de fourrière renseigne les informations relatives à l'entreprise chargée de la destruction permettant ainsi de clore la procédure dans le SI fourrières.

Peuvent également, même sans l'accord du propriétaire du véhicule, à la demande du maire ou de l'officier de police judiciaire territorialement compétent, agissant sur initiative et sous la responsabilité du maître des lieux publics ou privés où ne s'applique pas le code de la route, être mis en fourrière et, le cas échéant aliénés ou livrés à la destruction les véhicules privés d'éléments indispensables à leur utilisation normale et insusceptibles de réparation immédiate, à la suite de dégradation ou de vols (article L352-12 ; 2 alinéa du code de la route).

Les fonctions de gardien de fourrière étant incompatibles avec des activités de destruction et de retraitement de véhicules hors d'usage, l'exploitant devra à ses frais recourir à une autre entreprise qui procédera à la destruction des véhicules.

Le contrat passé entre l'exploitant et l'entreprise chargée de la destruction des véhicules devra être soumis pour agrément au Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou à son représentant. Ce contrat devra comporter les clauses prévues à l'article R325-45 du Code de la route.

Le responsable de l'entreprise chargée de la destruction d'un véhicule prend en charge celui-ci en remettant à l'exploitant un bon d'enlèvement délivré par l'autorité dont relève la fourrière (cf. annexe 1).

Il rend compte de la destruction dudit véhicule par le biais du certificat de destruction (CERFA n°12514*01- cf. annexe 3) à l'autorité dont relève la fourrière, à l'autorité qui a prononcé la mainlevée ainsi qu'au Préfet du Département.

Article 26 VÉHICULES GAGÉS

L'exploitant est tenu de remettre aux créanciers gagistes, titulaires de gages régulièrement inscrits, les véhicules concernés sur présentation de l'autorisation de procéder à l'enlèvement délivrée par l'autorité compétente. La remise entraînera transfert de responsabilité de l'exploitant au créancier gagiste.
Cette autorisation a une durée de validité de quinze (15) jours à compter du jour de sa délivrance.
Les créanciers gagistes signent alors une décharge.
Cette procédure entraîne la perception de frais de fourrière.

Article 27 VÉHICULES VOLÉS

L'exploitant peut être amené à enlever des véhicules qui s'avèrent être inscrits au fichier des véhicules volés.

Dans ce cas particulier, l'exploitant est tenu de signaler aux propriétaires concernés, lors des restitutions, l'obligation qui leur incombe de faire établir par les services de la Police nationale, un procès-verbal de découverte.
L'exploitant est en droit de réclamer à ces propriétaires le montant des frais de transfert, d'expertise et de garde. Ces frais sont précisés à l'Article 42.

SECTION 2 ACTIVITES ANNEXES

Article 28 DÉPLACEMENT

L'exploitant peut être amené à la demande de l'Eurométropole de Strasbourg à déplacer occasionnellement des véhicules qui ne sont pas passibles d'une mise en fourrière, lorsque des circonstances particulières imposent ces déplacements. Ces déplacements doivent pouvoir être effectués 7 jours sur 7 et 24 H sur 24.

Cette prestation complémentaire ne donne pas lieu à rétribution lorsque le nombre annuel de véhicules déplacés n'est pas supérieur à cinquante (50). A partir du cinquante et unième (51ème) véhicule déplacé, l'exploitant perçoit de l'Eurométropole la rémunération définie à l' Article 46. Le montant de cette rémunération est révisé pour tenir compte de l'érosion monétaire selon la formule prévue à l'Article 48.

L'exploitant ne peut pas refuser d'effectuer cette prestation complémentaire qui est une condition déterminante et essentielle du présent contrat. En cas de refus de la part de l'exploitant d'accomplir cette prestation complémentaire, l'Eurométropole de Strasbourg peut exiger le paiement des pénalités prévues à l' Article 60.

Article 29 DESTRUCTION DE VÉHICULES À L'INITIATIVE DU PROPRIÉTAIRE

En application de l'article R.322-9 du Code de la route, l'exploitant est autorisé, à la demande des propriétaires qui souhaitent procéder à la cession à titre gratuit de leur véhicule pour destruction, à retirer ce véhicule chez le particulier en vue de le transférer chez un démolisseur ou broyeur agréé.
Cette disposition n'est applicable que sur les seules communes de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'exploitant réclame du propriétaire :

- le certificat de cession du véhicule dûment signé avec la mention « cédé le…..…. pour destruction » (annexe 3) ;
- la carte grise du véhicule avec la mention « cédé pour destruction » ;
- un certificat de non gage attestant que le véhicule ne fait pas l'objet d'une hypothèque ou d'une amende impayée.

Si la carte grise ne peut être fournie, le propriétaire doit fournir un document prouvant qu'elle n'a pu être fournie.

L'exploitant remet l'ensemble du dossier au démolisseur ou broyeur agréé accompagné d'un bon d'enlèvement. Le démolisseur ou broyeur agréé signe le récépissé de prise en charge du véhicule pour destruction et en remet un exemplaire à l'exploitant.

Dans les 15 jours à compter de la réception du véhicule, le démolisseur ou le broyeur agréé transmet au Préfet du département d'immatriculation un exemplaire du récépissé de prise en charge pour destruction et lui adresse la carte grise.

Dans les 15 jours suivant la destruction du véhicule, le démolisseur ou le broyeur agréé confirme la destruction au préfet qui enregistre la destruction et procède à l'annulation de l'immatriculation.

Le démolisseur adresse également une copie du certificat de destruction à l'exploitant. Ce certificat devra être joint aux factures transmises à l'Eurométropole au titre de cette activité.

Le contrat passé entre l'exploitant et l'entreprise chargée de la destruction des véhicules devra être soumis pour agrément au Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou à son représentant.

Article 30 ENLÈVEMENT DE CYCLES

Réflexion sur les cycles en stationnement abusifs :

La Collectivité a entamé une réflexion sur l'enlèvement des cycles sur la voirie. En fonction des évolutions futures, l'Eurométropole de Strasbourg pourra confier cette mission à l'exploitant qui s'engagera à enlever les cycles sur demande des autorités compétentes et conservera les cycles pendant une période donnée. Si un propriétaire se manifeste durant cette période, le cycle lui sera restitué moyennant le forfait unique qui sera fixé par la Collectivité.
L'exploitant informera les autorités compétentes sans délais de la restitution.

L'exploitant devra effectuer trimestriellement des ventes domaniales des cycles non restitués à leur propriétaire.

Après décharge du service des domaines, l'exploitant obtiendra la pleine jouissance des cycles non restitués (destruction, dons, revalorisation des cycles).

La mise en œuvre effective de ces dispositions fera l'objet d'un avenant.

Les cycles épaves :

Le 31 mai 2024, une délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a été votée, minute E-2024-461,
Cette délibération, a pour but d'améliorer la collecte des vélos abandonnés afin de libérer de l'espace de stationnement au sein des parcs à vélos (uniquement sur Strasbourg même), ainsi que la valorisation desdits vélos auprès d'associations pour contribuer à leur offrir une seconde vie.

Constat : à Strasbourg, le constat est validé par un·e agent.e de la Police Municipale, sur site ou à partir d'une photo et valide l'enlèvement du vélo épave, considéré comme un déchet. Dans les communes, le constat sera validé par un·e policier·e municipal·e le ou la maire ou un·e adjoint·e avant transmission à la Direction de la sécurité.
Il est transmis à la fourrière pour enlèvement.

Retrait du domaine public : par la fourrière eurométropolitaine qui casse le dispositif de sécurité puis stocke les vélos épaves dans une benne en vue d'être repris par des associations pour la valorisation de ces déchets. Le Délégataire se chargera de la livraison aux associations de réemploi.

Article 31 GESTION ADMINISTRATIVE

L'exploitant assure toutes les tâches de gestion administrative liées à la mise en fourrière des véhicules à l'exception de celles mettant en œuvre des prérogatives de puissance publique.

Il a notamment en charge :

- d'enregistrer quotidiennement les informations inhérentes à l'activité, en particulier à travers le système informatique décrit à l' Article 38 ;
  Les saisies informatiques effectuées pour chaque phase du cycle de vie d'un véhicule mis en fourrière (identification du véhicule, enlèvement, lieu, date, ordre d'enlèvement, motif, emplacement parc, mise en demeure, accusé de réception, …) doivent permettre une gestion optimisée des dossiers et du parc de véhicules (avertissement et déclenchement de tâches à l'expiration des délais réglementaires jusqu'à la restitution ou à la destruction du véhicule). La

gestion informatique n'évite cependant pas la gestion administrative sur support papier de pièces justificatives réglementaires comme les procès-verbaux des services de Police et de Gendarmerie, rapports d'expertise, mises en demeure, … ;

- de préparer, dans les délais réglementaires, la notification de mise en demeure des véhicules mis en fourrière et non récupérés par leur propriétaire, les porter quotidiennement (jours ouvrables) aux autorités de police ayant prescrit la mise en fourrière pour signature, puis les expédier à ses frais en recommandée avec accusé de réception ;

- de compléter les dossiers notamment par l'identification du propriétaire d'un véhicule mis en fourrière avec le concours des services de la Police (immatriculation) ;

- de procéder à la facturation des prestations et à leur encaissement ;

- d'établir des bilans et des états récapitulatifs selon les fréquences et les modèles que définira le délégant ;

- de gérer toutes les réclamations mettant en cause les activités déléguées ;

- de recevoir les appels téléphoniques des propriétaires des véhicules, les renseigner en temps réel :
  - sur la mise en fourrière, le cas échéant, d'un véhicule,
  - les modalités de récupération d'un véhicule qui suppose notamment le passage préalable du contrevenant auprès des services de Police et de Gendarmerie compétents qui remettront, outre la contravention, la mainlevée. Ce document est à présenter au fouriériste en même temps que le titre de propriété du véhicule, à savoir la carte grise ;
- de préparer l'ensemble des documents en vue de l'aliénation des véhicules par le service des Domaines et de la destruction des véhicules ;

- d'expédier tous les actes et courriers.

TITRE 3 MOYENS D'EXÉCUTION DE LA MISSION

Le délégataire est responsable du bon fonctionnement du service et l'exploite à ses risques et périls, conformément au présent contrat.

Il assure l'accueil du public, l'entretien et la surveillance des locaux.

Le délégataire pourra sous-traiter l'exploitation de certains services liés à l'entretien, la maintenance ou le gardiennage du site, à condition que le sous-traitant en ait informé l'Autorité délégante et que l'échéance du contrat d'exploitation ne soit pas postérieure à celle de la convention de délégation de service public.

CHAPITRE 1 LIEUX D'ACCUEIL

Article 32 SITE DE GARDIENNAGE ET LOCAL D'EXPLOITATION

Le délégant met à la disposition du délégataire un terrain sis rue du Doubs d'une superficie d'environ 1,5 ha, un local d'accueil et de gestion et un local destiné à l'entrepôt des véhicules remisés dans le cadre de procédures judiciaires, conformément aux descriptifs et plans annexés. Il sera établi un procès-verbal de l'état des lieux et des installations mis à disposition du délégataire.

D'éventuels aménagements extérieurs nécessaires à l 'exploitation de la plate-forme de la fourrière automobile pourront être entrepris par le délégataire après autorisation préalable et écrite du Président de l'Eurométropole ou de son représentant (modification du portail, réaménagement de la voirie, espaces verts etc…).

Article 33 ENTRETIEN DU TERRAIN ET DES ÉQUIPEMENTS MIS À DISPOSITION

33.1 TRAVAUX A LA CHARGE DU CONCESSIONNAIRE

Travaux d'entretien et de réparation

Tous les ouvrages, équipements et matériels figurant à l'état des lieux et à l'inventaire ainsi que tout nouvel ouvrage, équipement et matériel supplémentaires mis à sa disposition au cours de l'exécution du contrat, seront entretenus et maintenus, conformément à la réglementation en vigueur, en bon état de fonctionnement, réparés ou renouvelés par les soins du délégataire.

Les travaux d'entretien et de réparations courantes comprennent toutes les opérations permettant d'assurer le maintien en état de fonctionnement des installations jusqu'au moment où leur vétusté ou une défaillance rend nécessaire des travaux de renouvellement ou de grosses réparations.

Ils comprennent en outre les opérations de nettoyage permettant de garantir l'hygiène et la propreté des installations et de leurs abords intégrés dans le périmètre de la délégation.

Les opérations d'entretien ont également pour objet :
- de maintenir aux bâtiments un aspect visuel extérieur satisfaisant ;
- de maintenir un environnement agréable en entretenant convenablement les abords des bâtiments et des autres installations sises dans le périmètre de la délégation (plantations, espaces verts ...) ;
- d'éliminer tous les déchets produits par le fonctionnement du service;
- d'éviter les risques de nuisances pour le voisinage et d'atteinte à l'environnement qui peuvent résulter du fonctionnement des installations.

Le délégataire s'engage à assurer les obligations réglementaires relatives à la sécurité, à l'entretien et à la maintenance de l'ouvrage, et de ses équipements, à respecter les préconisations d'entretien et de maintenance préventive établies par les fabricants de matériels, matériaux et équipements.

Le délégataire s'oblige à réparer les ouvrages, équipements et matériels dès que le défaut sera constaté.

Le délégataire est tenu de signaler au Président de l'Eurométropole ou à son représentant les anomalies qu'il pourra constater.

Travaux de gros entretien et de renouvellement (GER) à la charge du délégataire

Le délégataire est responsable du maintien en bon état de fonctionnement des biens et de leur sécurité.

Les réparations de tous les dommages causés aux biens affermés ou à leurs dépendances sont à la charge du délégataire.

Chaque année, un état des lieux contradictoire est réalisé avec le Délégant ; sur la base des informations et suggestions émises par le délégataire relatives à l'état qualitatif et quantitatif des divers équipements, et en fonction des demandes de l'Eurométropole de Strasbourg, une liste des travaux, du gros entretien et des renouvellements, est établie. Un chiffrage précis est établi par le délégataire après consultation des prestataires et fournisseurs.

Si des travaux prévus ne pouvaient être réalisés, ou étaient différés, le délégataire en informerait l'Eurométropole de Strasbourg et en expliquerait les motifs.

Si à l'occasion des travaux de gros entretien, le délégataire est amené à remplacer dans son ensemble un matériel ou un équipement important, il demandera au président de l'Eurométropole ou son représentant son accord préalable.

L'ensemble des travaux d'entretien sera intégré dans le rapport annuel mentionné à l'Article 51.

33.2 TRAVAUX À LA CHARGE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

Les grosses réparations au sens des dispositions de l'article 606 du Code civil ainsi que les travaux de remise aux normes seront à la charge de l'Autorité Délégante (*soit le clos et le couvert*).

Tous les autres travaux seront à la charge du délégataire.

Afin de permettre à l'Eurométropole de Strasbourg de réaliser ces missions, le délégataire devra fournir chaque année une liste détaillée des grosses réparations au sens de l'article 606 du Code civil et de mise aux normes qu'il juge nécessaire de faire réaliser ainsi que les périodes qui lui semblent les plus favorables. Cette liste détaillée devra être communiquée dans le cadre du rapport annuel d'activité prévu à l'Article 51.

33.3 PROCÉDURE DE CONTRÔLE

Les locaux et installations inclus dans le périmètre de la délégation peuvent être visités par le délégant qui en informera au préalable le délégataire. Ces visites auront pour objet de vérifier le nettoyage et le bon entretien des ouvrages et installations.

Faute pour le délégataire d'effectuer les opérations d'entretien et de réparation des ouvrages et installations dont il a la charge ou de procéder aux travaux nécessaires au respect des règlements de sécurité et de police, le délégant pourra y procéder aux frais du délégataire. Cette exécution d'ouvrage aura lieu après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 15 jours.

Article 34 ACCUEIL DU PUBLIC ET QUALITÉ DU SERVICE

L'exploitant disposera d'un site d'accueil du public, sur le lieu de gardiennage. Le public doit être accueilli dans les locaux couverts et aménagés selon les normes de confort courant (chauffage, table, chaises, …).

- Les utilisateurs - propriétaires des véhicules mis en fourrière doivent être considérés par le délégataire comme des usagers du service public, traités avec respect et égard.
- La qualité du service inclura notamment :
  - une gestion administrative performante des dossiers (traçabilité, confidentialité, composition),
  - un affichage clair dans les locaux de réception des usagers du service public :
    - des heures d'ouverture,
    - des tarifs en vigueur,
    - des dispositions prises par l'exploitant pour assurer la sécurité des véhicules entreposés (assurance, gardiennage),
    - un accueil respectueux de l'usager, conforme au standard du service public actuel, à l'écoute de ses usagers,
  - un temps minimal d'attente et de traitement de l'affaire qui implique une bonne connaissance des procédures de restitution des véhicules et la maîtrise de leur emplacement sur le parc grâce à une traçabilité adaptée à l'activité,
  - une disposition pertinente des véhicules et des aires de dégagement conformes aux textes en vigueur,
- un jalonnement extérieur (accueil, numéro de travée, sens de circulation) et des marquages au sol (fléchage, numérotation des cases) permettant une localisation aisée et directe des véhicules et sécurisant les déplacements à l'intérieur du parc (en particulier, les usagers ne devront pas traverser les zones réservées au stockage des véhicules « épaves »),
- un maintien du site dans un état de propreté et d'entretien permanent qui convient à une activité de service public en site extérieur,
- la tenue d'un registre de suggestions et de réclamations qui pourra être consulté par le délégant,
- un accueil téléphonique courtois couplé à une bande annonce spécifiant notamment les horaires d'ouverture.

Article 35 ACTIONS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

La collectivité s'est engagée dans un schéma d'achats socialement et écologiquement responsables (SPASER). Ce document, disponible sur le https://www.strasbourg.eu/achat-public et figurant en Annexe 4, précise la politique d'achat durable volontariste de la collectivité. Le délégataire s'attachera à intégrer cette démarche dans l'ensemble de ces achats.
A la date anniversaire de la notification de la présente délégation, le délégataire présentera à la collectivité un projet détaillant les objectifs qu'il est en mesure d'atteindre, les actions et les ressources nécessaires afin d'élaborer conjointement un plan de progrès permettant la réalisation des axes de progrès ciblés.
Le plan d'actions précisera également :
*Les acteurs associés à la démarche
*Les rôles et responsabilités de acteurs,
*Les modalités de pilotage
*Les modalités d'évaluation.
Pour se déplacer sur les différents sites, le Délégataire utilise des véhicules et des carburants les plus respectueux possible de l'environnement. Le parc servant à l'exécution des prestations doit comprendre de préférence des véhicules à propulsion humaine pour le transport le permettant, des véhicules fonctionnant notamment à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV) ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermiques).
Le parc devra en tout état de cause respecter la Zone à Faibles Émissions mise en place sur le territoire.

Le Délégataire est tenu d'évacuer les déchets générés par l'exploitation du service dans les respects des règles et lois en vigueur durant toute la durée du contrat.

CHAPITRE 2 VÉHICULES DE REMORQUAGE

Article 36 PARC DE VÉHICULES DE REMORQUAGE

L'exploitant doit disposer d'un nombre de véhicules de remorquage suffisant pour assurer pleinement sa mission d'enlèvement. Il procède à ses frais, à l'achat ou à la location de ces matériels.

L'exploitant est tenu de s'équiper de véhicules de remorquage et de levage permettant de faire face à toutes les situations d'enlèvement, quels que soient les lieux ou/et les marques, types et état des véhicules à enlever.

Les véhicules de remorquage doivent présenter un excellent aspect général. Leur couleur et les inscriptions sont uniformes et arrêtées en accord avec l'Eurométropole de Strasbourg.

L'exploitant s'engage à renouveler régulièrement son parc automobile : à cet égard, les durées de vie des véhicules légers et poids lourds ne pourront pas excéder respectivement 15 ans et 13 ans

Article 37 ENTRETIEN DES VÉHICULES

L'exploitant maintient à ses frais, les véhicules en bon état de marche, de propreté et conformes aux règles de sécurité.

Il ne peut en aucune façon invoquer l'immobilisation d'un ou de plusieurs véhicules de remorquage pour se soustraire à ses obligations.

Article 38 SYSTÈME INFORMATIQUE DE L'EXPLOITANT – APPLICATION FOURRIÈRE

38.1 ARCHITECTURE GÉNÉRALE DU SYSTÈME INFORMATIQUE

L'exploitant se dotera à ses frais d'un système informatique permettant d'assurer d'une part sa propre gestion (comptabilité, personnel, gestion commerciale, etc.) et d'autre part le suivi de l'activité fourrière SI Fourrière (gestion du parc, rapports d'expertise, mises en demeure, ordre de destruction, etc…).
L'application fourrière assurera l'automatisation des tâches et alertes relatives à l'activité de fourrière, notamment l'envoi de mises en demeure aux propriétaires des véhicules non recherchés. Cette application devra être accessible (lecture et écriture des données) en temps réel par le délégataire, les services de la Police nationale, de la Police municipale de Strasbourg et les services de l'Eurométropole de Strasbourg (technologie Internet sécurisée). Elle permettra ainsi de centraliser les informations relatives à l'activité fourrière. L'application sera en mesure de générer automatiquement des états récapitulatifs pour le suivi de l'activité par le délégant.

Fonctions principales de l'application fourrière :

- Gestion d'une base de données centralisée qui permet le suivi du cycle de vie des véhicules mis en fourrière (enlèvement, entrée et situation sur le parc, relevé d'expertise si contestation, phase de la procédure, …) ;
- Production automatique des mises en demeure (qui seront portées par le délégataire aux autorités ayant prescrit la mise en fourrière pour signature puis expédiées par le délégataire en lettre recommandée) ;
- Déclenchement de délais imposés par le Code de la route, généralement sur la base de l'accusé de réception (propriétaire identifié ou déclaré) ou de la date d'enlèvement (véhicule non identifiable) ;

- Production automatique des ordres de destruction ou de vente (expiration des délais réglementaires) ;
- Production automatique d'états récapitulatifs journaliers, mensuels ou plus, pour les besoins du service compétent de l'Eurométropole (listes des véhicules retirés par leur propriétaire, détruits, vendus, …) ;

  Le délégataire soumettra une proposition de modèle pour accord.
- Production automatique de listes de véhicules détruits pour résiliation des cartes grises auprès des services des préfectures concernées ;
- Extraction de statistiques et bilans d'activités (éditions journalières, hebdomadaires, mensuelles, trimestrielles, annuelles). En particulier, l'application sera en mesure de fournir des statistiques sur l'état du parc :
  - Nombre total de véhicules entrés, avec ou sans distinction de nature d'infraction,
  - Nombre total de véhicules sortis, avec ou sans distinction de nature de procédure,
  - Taux d'occupation du parc,
  - …

  Le délégataire soumettra une proposition de modèle pour accord ;
- Information des usagers : le délégataire mettra en place un site internet permettant aux usagers à partir de la saisie de leur plaque d'immatriculation de savoir si leur véhicule a fait l'objet d'un enlèvement.

L'Eurométropole de Strasbourg pourra mettre en place une base reporting destinée à ses propres besoins de tableaux de bords et autres statistiques nécessaires à la maîtrise et à la conduite de l'activité fourrière. Cette base reporting sera alimentée régulièrement par les données à jour extraites de l'application fourrière de l'exploitant.

38.2 CARACTÉRISTIQUES DU SYSTÈME INFORMATIQUE DE L'EXPLOITANT

L'application fourrière de l'exploitant devra répondre aux exigences suivantes :

1. En raison de la sensibilité des réseaux des partenaires (Eurométropole de Strasbourg et Police Nationale) et de leur protection, l'application devra tenir compte des normes d'architecture technique du réseau et des postes de travail utilisés pour l'accès à l'application fourrière - la partie hors délégataire de l'application doit être accessible impérativement via le réseau Internet. Le délégataire se rapprochera des services compétents de l'Eurométropole de Strasbourg (Sur simple demande auprès du Service informatique et réseaux) et de la Police Nationale pour conformer sa solution aux exigences sécuritaires des partenaires. De même, en raison de la sensibilité des données, il est impératif que soit garantie la protection des données.
   Les moyens et les mesures proposés sont à préciser finement dans le mémoire technique.

2. Principales conditions d'exploitation de l'application :
   - Le système devra être accessible 24h/24. Le temps d'indisponibilité mensuel de l'application ne devra pas excéder au total 5 heures (y compris les temps des sauvegardes).
   - Le délégataire s'engage à maintenir des performances batch et transactionnelles qui pourront être mesurées en temps de réponse. Pour les tâches principales, comme la création ou la recherche d'un dossier, les temps de réponse seront inférieurs à 3 secondes. Pour les traitements différés (extraction de la base de données), les temps de réponses seront inférieurs à 1 minute.
   - L'espace disque devra être correctement dimensionné afin de permettre de gérer 2 années historiques en plus de l'année en cours.
   - Le délégataire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité des données. Il assurera la gestion des droits d'accès à l'application après accord par la collectivité (données sensibles). Il saisira et se mettra en conformité avec les obligations de la Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL).
   - Le délégataire assurera la sauvegarde et l'archivage des données. Une sauvegarde quotidienne sera assurée pour permettre la restauration de la base de données en cas de détérioration totale ou partielle de celle-ci.
   - A l'échéance de la délégation de service public, ou en cas de changement de délégataire pour quelque raison que ce soit, l'exploitant s'engage à remettre au délégant une sauvegarde totale

des données actives et archivées depuis le début de la délégation dans un format directement exploitable par le délégant (fichier texte par exemple).

- Le délégataire s'engage à effectuer un dépôt des programmes sources sur support sécurisé auprès d'une personne ou d'un organisme réputé compétent pour recevoir ce dépôt. En cas de cession d'activité de l'exploitant ou si celui-ci n'était plus en mesure d'exercer en totalité ou en partie sa mission, le délégant pourra disposer et utiliser librement les codes sources, exécutables et documentations, afin d'assurer la continuité du service public jusqu'à la mise en place d'une nouvelle délégation de service public, sans que quiconque puisse prétendre à un droit à indemnité à ce titre.
- L'exploitant s'engage à assurer à sa charge les corrections des bogues informatiques et les adaptations ou changements de l'application induits par des évolutions de version (y compris système d'exploitation du délégant) ou de textes réglementaires. L'installation et le paramétrage relèveront de l'exploitant.
- Le support technique, l'assistance aux utilisateurs, ainsi que la formation et la documentation, sont compris dans la prestation.
- Le délégant accorde de l'importance à l'ergonomie de l'application, la présentation claire et cohérente des informations, des boutons de commande, des pages web etc…

3. Les formats et la fréquence des échanges des données.
   - Dans les fonctions de l'application, le reporting au profit de l'Eurométropole de Strasbourg sera à intégrer (export). Le rafraichissement sera quotidien, dans un format à définir ultérieurement.
   - Les données de localisation des rues seront extraites du fichier « rues » (données géographiques avec listes des rues de l'Eurométropole). La mise à jour du fichier pourra s'effectuer une à deux fois dans l'année, dans un format à définir ultérieurement.

4. Reprises des données

   Le délégataire devra assurer la continuité du service public. Les moyens et les mesures proposés sont à préciser dans le mémoire technique.

5. Le délégant est autorisé à effectuer des contrôles pour s'assurer du respect des exigences décrites.

38.3 DÉLAI DE MISE À DISPOSITION DE L'APPLICATION INFORMATIQUE

Les données et les fonctions automatisées critiques (fonctions de base pour la gestion de l'activité) devront être disponibles au démarrage de la concession de service public.

38.4 AUTRES MOYENS TECHNIQUES D'EXÉCUTION DE SA MISSION

L'exploitant s'équipe à ses frais des dispositifs téléphoniques, radiophoniques, GPS, embarqués et fixes, nécessaires pour être en liaison immédiate et permanente avec les différentes autorités de polices et de gendarmerie qualifiées pour prononcer les mises en fourrière.
L'exploitant pourra proposer un système de géolocalisation des véhicules afin d'optimiser les interventions et réduire les délais.

38.5 TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le Concédant et le Concessionnaire s'engagent à respecter la règlementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.
Dans ce contrat, le Concessionnaire aura la qualité de « Responsable de Traitement » au sens du Règlement n°2016-67.
Le Concessionnaire accomplit en particulier toutes les formalités administratives lui permettant de détenir le fichier des abonnés et de l'utiliser.
Un volet concernant les modalités de traitement des données personnelles, sera présenté dans le rapport annuel du Concessionnaire.

CHAPITRE 3 **PERSONNEL**

Article 39 PERSONNEL DE L'EXPLOITANT

L'ensemble du personnel tant technique qu'administratif ou autre, nécessaire à l'exécution de la mission, est recruté par l'exploitant en nombre suffisant pour assurer le bon fonctionnement du service public. Il est rémunéré par l'exploitant.
Cependant, toute embauche, dont le terme va au-delà de la durée du contrat, effectuée par le délégataire dans l'année précédant l'expiration du contrat est soumise à l'autorisation du délégant.

L'exploitant doit veiller à ce que son personnel soit recruté en fonction d'un professionnalisme certain et d'une disponibilité adaptée à l'exécution d'une mission de service public.

En aucun cas, le personnel de l'exploitant et notamment le personnel chargé de l'enlèvement, ne doit porter de signe, de vêtement de travail ou autre faisant référence à la mission déléguée, en dehors de l'accomplissement des tâches entrant dans le cadre de la présente convention.

Il est tenu au respect des prescriptions légales et réglementaires en vigueur en matière de législation sociale.

Article 40 INSERTION

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, la Collectivité a décidé d'appliquer les dispositions de l'article L. 3114-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges une condition d'exécution relative à l'insertion professionnelle des publics en difficulté.

Périmètre de l'action à réaliser :

Le Délégataire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles
Dans ce cadre, le Délégataire s'engage à réaliser le nombre d'heures d'insertion suivantes 2 500 heures.

Publics éligibles

Le dispositif d'insertion vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi durable de personnes qui rencontrent des difficultés d'insertion professionnelle et qui se trouvent notamment dans l'une des situations suivantes.
Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :
•Jeunes de moins de 26 ans sortis du système scolaire sans qualification
•Jeunes diplômés de moins de 26 ans justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire
•Demandeurs d'emploi de plus de 50 ans éloignés de l'emploi
•Demandeurs d'emploi de longue durée sans activité ou en activité partielle
•Bénéficiaires des dispositifs et prestations de solidarité (RSA, AAH, ASI, ASS, etc.)

Personnes recrutées et accompagnées dans le cadre d'un dispositif d'insertion :
•Personnes prises en charge dans le secteur du travail protégé et adapté (EA, ESAT)
•Personnes prises en charge dans une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE, régies de quartier ou de territoire agréée)
•Bénéficiaires d'un autre dispositif d'insertion (GEIQ, Epide, E2C, etc.)
L'éligibilité des publics doit être établie par le facilitateur désigné préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.
Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion
Le Délégataire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs fixés, en

utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :
•Embauche directe par le délégataire (CDI, CDD, contrats en alternances)
•Recours à un organisme de mise à disposition de salariés (ETT, EETI, GEIQ, AI, etc.)
•Recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une structure d'insertion par l'activité économique, du secteur adapté et du secteur protégé
L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du contrat de délégation de service public. Les heures effectuées par les personnes en insertion sont comptabilisées durant l'exécution du contrat à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans.
A l'issue de la période maximale de deux ans, le Délégataire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche durable des personnes en insertion.
Accompagnement de la mise en œuvre de la clause sociale
Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le Délégataire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur désigné ci-après : Relais 2D (21b Avenue du Neuhof/67100 Strasbourg/03 88 23 32 80)
Les missions du facilitateur sont notamment les suivantes :
•Accompagner le Délégataire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...), proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion
•Identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du Délégataire
•Organiser le suivi des publics
Le Délégataire s'engage à faciliter l'intervention du Relais 2D et désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion.
Contrôle et évaluation de l'action d'insertion
Le Délégataire transmet au facilitateur tous renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale.
Les renseignements utiles sont notamment les suivants : date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, attestation d'heures d'insertion. Ces renseignements doivent être transmis trimestriellement au Relais 2D.
A l'initiative de la Collectivité, une réunion de mise au point de l'action d'insertion peut être organisée en présence du délégataire et du Relais 2D. Durant toute la période d'exécution du contrat, la Collectivité peut organiser des réunions de suivi de la clause d'insertion.
Un mois avant la fin du présent contrat, un bilan des réalisations obtenues dans le cadre du présent contrat est produit par le facilitateur. Ce bilan porte sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.
Difficultés d'exécution
Le Délégataire notifie à la Collectivité et au Relais 2D toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, la Collectivité et le facilitateur étudient avec le Délégataire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.
En cas de difficultés économiques établies par un faisceau d'indices (recours à l'activité partielle, licenciement économique, redressement judiciaire, etc.) la Collectivité peut suspendre ou supprimer la clause sociale inscrite au présent contrat.
Responsabilité
Le délégataire est seul responsable de la bonne exécution de la clause sociale et de la bonne remontée d'information. En cas de recours à la sous-traitance, il appartient au délégataire de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant.
Le candidat proposera dans son offre, les mesures de sa politique sociale en matière de personnel.
Pénalités relatives à la clause d'insertion et de qualification
En cas de non-respect du nombre d'heures d'insertion prévu au marché ou en cas de retard de transmission des renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale au Relais 2D, le délégataire encourt les pénalités prévues à l'Article 60.
Le délégataire est seul responsable de la bonne exécution de la clause sociale et de la bonne remontée d'information. En cas de recours à la sous-traitance, il appartient au délégataire de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant.

Article 41 SITUATION DU PERSONNEL DU DÉLÉGATAIRE À L'EXPIRATION DU CONTRAT

À l'expiration du contrat, le délégataire fera son affaire personnelle de la situation des salariés affectés au service.

Toutefois, dans le cas d'une poursuite de l'exploitation par un nouvel exploitant, il est expressément convenu que les dispositions des articles L1224-1 et suivants du Code du travail en matière de reprise du personnel s'appliquent.

TITRE 4 CONDITIONS FINANCIERES

Le délégataire a établi pour la durée de la délégation **un compte d'exploitation prévisionnel** joint en annexe n°2. Celui-ci détaille les charges et produits relatifs à l'ouvrage délégué.

Le compte d'exploitation prévisionnel constitue la base sur laquelle est défini l'équilibre financier du contrat et sur laquelle le délégataire s'est engagé, à ses risques et périls, pour toute la durée de la délégation.

L'équilibre financier de l'exploitation de la fourrière prend comme hypothèse le respect de la réglementation relative au secteur.

Article 42 FINANCEMENT DES TRAVAUX ET ÉQUIPEMENTS D'EXPLOITATION À RÉALISER

Le coût global des travaux et équipements d'exploitation à réaliser par le délégataire dans la fourrière, toutes dépenses confondues, est évalué à 686 250 € HT

Cette estimation s'entend en valeur à la date de remise de l'offre.

Article 43 DÉFINITION ET TARIFS DES FRAIS DE FOURRIÈRE

Les frais de fourrière constituent la redevance que l'exploitant est autorisé à percevoir auprès des usagers du service public de la fourrière. Ils sont fixés et peuvent évoluer en accord avec l'Eurométropole de Strasbourg dans la limite des maxima réglementaires (Arrêtés du 20 février 2024 et du 28 mars 2024 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles)

Les frais de fourrière sont constitués :

- des frais des opérations préalables,
- des frais d'enlèvement,
- des frais de garde,
- des frais d'expertise.

Les tarifs applicables TTC à la date de signature de la convention sont les suivants :

43.1 TARIFS D'ENLÈVEMENT TTC DES VÉHICULES Y COMPRIS LES VÉHICULES BRÛLÉS OU VOLÉS

FRAIS D'ENLEVEMENT:	**TARIFS TTC**
VEHICULES PL 44T >/-PTAC > 19T	**274,40 €**
VEHICULES PL 19T >/-PTAC > 7,5T	**213,40 €**
VEHICULES PL 7,5T >/-PTAC > 3,5T	**122,00 €**
VOITURES PARTICULIERES	**127,65 €**
AUTRES VEHICULES IMMATRICULES(2 roues)	**45,70 €**

FRAIS DE GARDE JOURNALIERE:	**TARIFS TTC**
VEHICULES PL 44T >/-PTAC > 19T	**9,20 €**
VEHICULES PL 19T >/-PTAC > 7,5T	**9,20 €**
VEHICULES PL 7,5T >/-PTAC > 3,5T	**9,20 €**

VOITURES PARTICULIERES	**6,75 €**
AUTRES VEHICULES IMMATRICULES(roues)	**3,00 €**

FRAIS D'OPERATION PREALABLES	**TARIFS TTC**
VEHICULES PL 44T >/-PTAC > 19T	**22,90 €**
VEHICULES PL 19T >/-PTAC > 7,5T	**22,90 €**
VEHICULES PL 7,5T >/-PTAC > 3,5T	**22,90 €**
VOITURES PARTICULIERES	**15,20 €**
AUTRES VEHICULES IMMATRICULES(2 roues)	**7,60 €**

IMMOBILISATION MATERIELLE:	**TARIFS TTC**
VEHICULES PL 44T >/-PTAC > 19T	**7,60 €**
VEHICULES PL 19T >/-PTAC > 7,5T	**7,60 €**
VEHICULES PL 7,5T >/-PTAC > 3,5T	**7,60 €**
VOITURES PARTICULIERES	**7,60 €**
AUTRES VEHICULES IMMATRICULES	**7,60 €**

FORFAIT DE DESTRUCTION AVEC RECYCLAGE:	**TARIFS TTC**
VEHICULES BRULES / VOLES / VOLES BRULES	**127,65 €**

43.2 TARIFS D'ENLÈVEMENT TTC DES VÉHICULES BRÛLÉS OU VOLÉS/BRÛLÉS IDENTIFIABLES SANS CONTRAT D'ASSISTANCE REMORQUAGE PAR L'ASSURANCE

Forfait d'enlèvement et destruction avec recyclage (maximum) 100 € TTC

43.3 TARIFS D'ENLÈVEMENT TTC DES VÉHICULES DONT LE PROPRIÉTAIRE S'AVÈRE INCONNU, INTROUVABLE OU INSOLVABLE

L'Eurométropole de Strasbourg verse une rémunération forfaitaire 84€ TTCpour chaque enlèvement de véhicules à quatre roues dont le propriétaire s'avère inconnu, introuvable ou insolvable à partir du 1er (premier) enlevé par année entière d'exploitation.
(Ces rémunérations sont mandatées annuellement dans le mois suivant leur notification).

L'Eurométropole de Strasbourg verse une rémunération forfaitaire 45,60 € TTC pour chaque enlèvement de véhicules à deux roues (caravanes, remorques, cyclos…) dont le propriétaire s'avère inconnu, introuvable ou insolvable à partir du 1er (premier) enlevé par année entière d'exploitation.
(Ces rémunérations sont mandatées annuellement dans le mois suivant leur notification).

Ces rémunérations forfaitaires feront l'objet d'une indexation annuelle au 1er janvier, selon l'indice prévue à l'Article 48 du projet de contrat.

43.4 TARIFS D'ENLÈVEMENT DES CYCLES EPAVES

L'Eurométropole de Strasbourg verse une rémunération forfaitaire de 22,80 TTC pour tout enlèvement de cycle épave selon les dispositions de l'Article 30.

Cette rémunération forfaitaire fera l'objet d'une indexation annuelle au 1er janvier, selon l'indice prévu à l'Article 48 du projet de contrat.

43.5 TARIFS DE MOYENS MATÉRIELS D'IMMOBILISATIONS

Le tarif appliqué sera de 100 € TTC pour l'utilisation d'un sabot de denver ou tout autre moyen technique.

Article 44 PROCÉDURE DE MISE EN FOURRIÈRE ANNULÉE

En application de l'article R 325-29 du Code de la route, suite à une décision d'annulation de la prescription de mise en fourrière prononcée par l'autorité judiciaire, l'Eurométropole de Strasbourg remboursera exclusivement les frais consécutifs aux prescriptions de mise en fourrière prononcées par les polices municipales des communes de l'Eurométropole.

Dès réception du jugement annulant la prescription de mise en fourrière et ordonnant le remboursement des frais, l'Eurométropole de Strasbourg adressera une demande écrite à l'exploitant, accompagnée d'une copie du jugement, lui demandant de procéder au remboursement des frais à l'usager ayant contesté la procédure devant l'autorité judiciaire.

L'exploitant adressera le remboursement à l'usager dans les meilleurs délais et retournera une facture d'un montant équivalent à l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 45 CALCUL ET PERCEPTION DES FRAIS DE FOURRIÈRE

Les frais d'enlèvement sont systématiquement dus par les propriétaires.

Les frais de garde sont dus au moins pour 1 jour.

La rémunération de l'exploitant est fonction des situations ci-après définies :

1. Véhicules récupérés par leurs propriétaires

   L'exploitant perçoit auprès du propriétaire du véhicule mis en fourrière l'intégralité des frais dus. Toute remise de véhicule est subordonnée par les textes, au règlement des frais de fourrière. Si l'exploitant acceptait de remettre un véhicule sans contrepartie immédiate, il le ferait à ses risques et périls.

2. Véhicules volés ou gagés :

   L'exploitant perçoit auprès des porteurs des décisions de restitution, l'intégralité des frais dus que ces porteurs soient les propriétaires, les assureurs ou leurs mandataires.

3. Véhicules vendus par le service des Domaines de l'État :

   Lors de la remise d'un véhicule au service des Domaines de l'État, l'exploitant fait valoir auprès de l'autorité, le montant de sa créance. Le montant de la créance comprend uniquement :
   - les frais d'enlèvement,
   - les frais d'expertise,
   - les frais de garde décomptés depuis le jour de mise en fourrière jusqu'au 45ème jour suivant la notification de mise en fourrière au propriétaire.

   Il sera procédé au reversement total ou partiel à l'exploitant des sommes lui revenant au titre des frais de fourrière, en fonction du montant du reliquat du prix de vente après déduction préalable des frais de vente.

4. Véhicules détruits :

   L'exploitant est en droit d'obtenir du propriétaire le paiement des frais qui lui sont dus composés des frais d'enlèvement, d'expertise et de garde depuis le jour de mise en fourrière jusqu'au dixième jour suivant la notification de mise en fourrière au propriétaire.

   Si la remise d'un véhicule en vue de sa destruction à l'entreprise de démolition ne permet pas de couvrir la totalité des frais, il appartient à l'exploitant de se retourner éventuellement contre le propriétaire concerné, s'il souhaite obtenir le paiement de la différence. Les recettes issues de la vente de la ferraille consécutive à la destruction du véhicule sont au bénéfice du délégataire.

   Le délégant n'assume aucun frais notamment le coût de destruction ou de dépollution qui restent dans tous les cas à la charge du délégataire en cas de défaillance du propriétaire.

Article 46 AUTRES TARIFS (ACTIVITES ANNEXES)

46.1 TARIFS DE DÉPLACEMENT TTC DE VÉHICULES DEMANDÉS PAR L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG, NON PASSIBLES DE FOURRIÈRE

L'Eurométropole de Strasbourg verse une rémunération forfaitaire de l'unité (maximum) 68,40 € TTC €]

46.2 TARIFS DES DESTRUCTIONS DES VÉHICULES À L'INITIATIVE DE LEURS PROPRIÉTAIRES

Rémunération forfaitaire de l'unité (par enlèvement) 0 €

Article 47 REDEVANCE

En contrepartie partielle du coût des missions qu'elle supporte au titre de la présente convention et dont elle a la charge, l'Eurométropole de Strasbourg perçoit du délégataire une redevance annuelle.

L'assiette de la redevance est constituée de l'ensemble du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par l'exploitant sur les opérations effectuées sur l'Eurométropole de Strasbourg au titre notamment :

- de l'enlèvement des véhicules mis en fourrière,
- du gardiennage des véhicules,
- de l'enlèvement et de la garde des véhicules placés sous-main de justice,
- de l'enlèvement et de la garde des véhicules signalés volés et/ou brûlés (identifiables ou non),
- de la destruction des véhicules par une entreprise habilitée,
- des véhicules déchets (épaves non identifiables),
- de ventes de ferraille,
- de la rémunération des véhicules déplacés,
- de la rémunération issue des destructions à l'initiative de leur propriétaire.

Cette redevance se décompose en deux parties, une partie fixe et une partie variable.

- le montant de **la partie fixe** s'élève à 20 000 € HT pour une année entière d'exploitation. (Au prorata pour la 1ère année) Ce montant est révisé chaque année selon la formule prévue à l'Article 48.

  Les redevances fixes sont versées annuellement à terme échu au plus tard au 30 juin de l'année de référence.

- **la partie variable** est exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires annuel hors taxe de l'équipement (au prorata pour la première année) :

- **redevance variable 1** = (CA année N – 1 400 K€) * 10%

  Étant précisé que :

  - le montant de 1 400 K€ est révisé chaque année selon la formule d'indexation prévue à Article 48.
  - si le résultat de la formule de calcul est négatif (CA de l'année N inférieur à 1 400 k€), la redevance correspondante est considérée comme nulle.

  Pour la première année d'exploitation incomplète, le seuil de 1 400 K€ est calculé au prorata temporis soit 1 167 K€.

- redevance variable 2 = (CA année N+1) -(CA année N) * 10%

  Étant précisé que si le résultat de la formule de calcul est négatif (le chiffre d'affaires de l'année N+1 est inférieur à celui de l'année N), la redevance correspondante est considérée comme nulle.

  Pour le calcul de cette part de redevance variable 2, le chiffre d'affaires de la première année d'exploitation incomplète est ramené à une année complète (x 12/10).

La redevance variable est versée chaque année par le délégataire au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice de référence, sur présentation d'un titre de recettes.

Article 48 ÉVOLUTION DES CONDITIONS ÉCONOMIQUES

Les redevances fixes visées aux dispositions particulières sont indexées le 1er janvier de chaque année N selon la formule suivante :

$$I = Io\ (0{,}5\ \frac{Sn}{So} + 0{,}5\ \frac{Rn}{Ro})$$

Io = 100

Sn indice des salaires mensuels de base - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles, (Identifiant 010562690 – dernier indice connu de l'exercice n-1 - base 100 pour le 2ème trimestre 2017)

So dernier indice à la date de notification de la présente convention

Rn indice annuel des prix à la consommation (IPC) Entretiens et réparations de véhicules personnels, (Identifiant Coicop : 07.2.3 – indice de l'exercice n-1 – base 100 pour 2025)

Ro dernier indice à la date de notification de la présente convention

Les indices de référence correspondent aux derniers indices à la notification de la convention.

Article 49 Réexamen des conditions financières

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques, les conditions financières du contrat seront soumises à réexamen, sur production par le Concessionnaire des justifications nécessaires et notamment des comptes d'exploitation, de l'inventaire des ouvrages, installations, équipements et matériels, dans les cas suivants :

- En cas de révision du périmètre de la concession ;
- En cas de modification de la politique de stationnement de l'Eurométropole à compter de la date de remise de l'offre finale du concessionnaire ayant un impact significatif sur l'activité du concessionnaire ;
- En cas de modification significative des conditions d'exploitation consécutive à un changement de législation, de règlementation, de jurisprudence ou à l'intervention d'une décision administrative, notamment en matière fiscale, sociale, environnementale ;
- En cas de variation annuelle de +/- 30% des impôts et taxes par rapport aux montants indiqués dans le compte d'exploitation prévisionnel.
- En cas de variation du chiffre d'affaires réalisé à la hausse ou à la baisse de plus de 20 %, pendant deux exercices consécutifs, par rapport au chiffre d'affaires prévisionnel figurant au compte d'exploitation prévisionnel.

L'initiative de la demande de révision appartient aux deux parties. La procédure de révision n'interrompt en aucun cas l'exploitation. Il est entendu que la clause de rencontre n'implique pas un droit à révision du contrat. Le Concessionnaire doit produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande de révision.

Article 50 RÉGIME FISCAL

Les impôts ou taxes liés à l'exploitation et l'équipement du parc de stationnement (à l'exception de la taxe foncière), établis par l'État, le Département ou la Commune, sont à la charge du délégataire.

TITRE 5 PRODUCTION DES COMPTES

Article 51 COMPTES RENDUS ANNUELS

Conformément aux dispositions de l'article L.3131-5 du Code de la commande publique, le délégataire produira chaque année à l'Eurométropole, un compte rendu annuel comportant les comptes et retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation et une analyse de la qualité du service, soit l'ensemble des documents prévus à l'Article 52 et à l'Article 53. Ce compte rendu devra parvenir à la collectivité avant le 1er juin.

Sur demande de la Collectivité, ce rapport est présenté par le délégataire au délégant lors d'une réunion annuelle.

Il devra être assorti d'une annexe permettant à l'Eurométropole d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Il est convenu que le dernier jour de l'exercice est fixé au 31 décembre.

La non-production des documents dans les délais susvisés constitue une faute contractuelle qui sera sanctionnée dans les conditions définies à l'Article 60 du présent contrat.

Le délégataire devra se conformer aux dispositions légales ou réglementaires en matière de comptes rendus des délégataires de services publics publiées au journal officiel, même si les textes ne devaient pas être applicables immédiatement.

Article 52 COMPTE RENDU TECHNIQUE

COMPTE RENDU ANNUEL

Au titre du compte-rendu technique, le délégataire fournira pour l'année écoulée au moins les indications suivantes :

- les effectifs du service d'exploitation (répartition par type de fonction, équivalence ETP, rémunération brute),
- le nombre de véhicules entrés,
- le nombre de véhicules sortis,
- le nombre de véhicules en stock au 31/12,
- le nombre de véhicules restitués et payés par l'usager,
- le nombre de véhicules détruits et payés par l'usager,
- le nombre de véhicules détruits et non payés par l'usager,
- le nombre de véhicules détruits avec compensation financière de la collectivité,
- le nombre total de véhicules restitués dans les trois jours,
- le nombre total de véhicules restitués au-delà de trois jours,
- le nombre de prescriptions des polices municipales,
- le nombre de prescriptions de la police nationale et gendarmerie nationale.

Il indiquera leur mode de calcul.

Dans le cadre du compte rendu technique annuel, il expliquera les variations des ratios réalisés ainsi que les écarts constatés par rapport aux estimations du prévisionnel ainsi que par rapport à l'exercice précédent.

Le rapport technique annuel comprendra **un état du patrimoine** comprenant :

- un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;
- un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité (objectifs, impact financier et technique…) ;
- un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation ;
- un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;
- un inventaire qualitatif et quantitatif des biens désignés au contrat comme biens de retour, biens de reprise et biens propres du service délégué (valeur brute, montant total des amortissements, valeur nette comptable).

  Il comportera des informations sur :
  - les contrôles, travaux et entretiens (état des interventions techniques, y compris des équipements de surveillance et de sécurité, date, montant, objectifs, résultats, incidents…) ;
  - les cessions et autres mouvements ayant affecté le patrimoine (valeur d'origine, montant des amortissements, des provisions et valeur nette comptable).

52.2 TABLEAU DE BORD MENSUEL

Le délégataire devra mettre à la disposition de l'autorité délégante des données statistiques d'activité dans un délai de 15 jours après la fin de chaque mois par le biais d'une interface avec le système d'information du délégataire et/ou la communication d'un document de synthèse. Ce document sera fourni au délégant au format informatique (type tableur Excel) et/ou papier.

Ces données statistiques devront notamment comporter les indicateurs suivants :

- le nombre de véhicules entrés,
- le nombre de véhicules sortis,
- le nombre de véhicules en stock au 31/12,
- le nombre de véhicules restitués et payés par l'usager,
- le nombre de véhicules détruits et payés par l'usager,
- le nombre de véhicules détruits et non payés par l'usager,
- le nombre de véhicules détruits avec compensation financière de la collectivité,
- le nombre total de véhicules restitués dans les trois jours,
- le nombre total de véhicules restitués au-delà de trois jours,
- le nombre de prescriptions des polices municipales,
- le nombre de prescriptions de la police nationale et gendarmerie nationale.

Article 53 COMPTE-RENDU FINANCIER

Ce document rappellera les conditions économiques générales de l'année d'exploitation.

Il précisera en outre,

1. <u>en charges</u> : le détail par nature de dépenses (personnel, fonctionnement, entretien et réparation, détail explicatif des frais de siège, etc.) et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur, ainsi que le montant des redevances versées à l'Eurométropole et les charges d'investissement ;

2. en produits : le détail des recettes de l'exploitation selon le type de tarification du parc de stationnement, ainsi que les recettes d'activités annexes, et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur.

Le compte rendu financier comprendra en outre la production du bilan annuel ainsi que ses annexes. Il comportera un détail des comptes de TVA. Il analysera et expliquera les écarts constatés avec le prévisionnel d'exploitation.

Le délégataire produira en outre ses comptes sociaux sous format «liasse fiscale CERFA».

TITRE 6 CONTRÔLE ET INFORMATION

Article 54 CONTRÔLE PAR L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

L'Eurométropole de Strasbourg a le droit de contrôler les renseignements fournis par l'exploitant de quelque nature qu'ils soient.

A cet effet, l'autorité délégante peut procéder sur place et sur pièces à toutes vérifications utiles pour s'assurer que la mission est accomplie conformément aux conditions du présent contrat. Elle peut prendre connaissance sur place de tout document technique, comptable ou autre.

Article 55 INFORMATIONS RELEVANT DU DÉLÉGATAIRE

Ces informations ont pour objectif de suivre l'évolution de l'activité et permettre d'anticiper sur la fluctuation des entrées et sorties des véhicules.

L'exploitant remet aux services de la Collectivité, entre autres, les états récapitulatifs suivants :

1. Journaliers : disponibles en temps réel à travers l'application informatique de la fourrière sous la forme de requêtes. Le délégataire n'est pas tenu d'éditer des états journaliers mais de mettre au plus vite les informations à disposition des autres partenaires afin de connaître l'état du parc et la situation des véhicules.

2. Hebdomadaires et mensuels : le fouriériste est tenu de procurer un rapport détaillé de son activité (entrées et sorties des véhicules, ventes, destructions, …) durant la période concernée.

L'exploitant transmet également mensuellement les listes de véhicules détruits pour résiliation des cartes grises auprès des services des préfectures concernées.

TITRE 7 RESPONSABILITÉ ET CONTENTIEUX

Article 56 RESPONSABILITÉ

L'exploitant fera son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de l'exploitation du service et des biens utilisés. La responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg ne pourra être recherchée à l'occasion de litiges provenant de la gestion de l'exploitant.

L'exploitant sera seul responsable vis-à-vis des tiers, de tout accident, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, causés par le matériel mis en place pour l'exploitation du service.

Les dommages corporels seront garantis à hauteur de 3 000 000 d'euros TTC.

Les véhicules devront être garantis au titre de la responsabilité civile du délégataire contre les dommages causés par l'incendie, le dégât des eaux dû à l'ouvrage, les explosions et autres dégâts pouvant trouver leur cause dans l'immeuble, à charge éventuellement pour les compagnies d'assurances de se retourner contre les tiers qui seraient à l'origine du sinistre. Cette garantie doit s'étendre aux dommages pouvant résulter des équipements et des installations.

Les garanties individuelles devront, au minimum, être conformes aux stipulations de l'article R-211-7 du Code des assurances.

Les compagnies d'assurances auront communication des termes spécifiques du présent contrat afin de rédiger en conséquence leurs garanties.

Il est précisé que les compagnies d'assurances du délégataire renoncent à tous recours contre l'Eurométropole de Strasbourg, le cas de malveillance excepté.

Les contrats d'assurance devront satisfaire les obligations suivantes :

a. Les polices assurant, à concurrence de la valeur vénale, les immeubles et les équipements devront porter sur tous les risques : locatifs, de voisinage, eau, électricité, foudre, incendie et explosions et pertes d'exploitation.
b. Les compagnies ne pourront se prévaloir de déchéance pour retard de paiement des primes de la part du délégataire que 45 jours après la notification à l'Eurométropole de ce défaut de paiement. L'Eurométropole aura la faculté de se substituer au délégataire défaillant pour effectuer ce paiement sous réserve de son recours contre le défaillant.

c. Les risques assurés seront réévalués au moins tous les trois ans.

d. En cas de sinistre, l'indemnité versée par les compagnies sera intégralement affectée à la remise en état de l'ouvrage et de ses équipements. A ce titre, les indemnités seront réglées au délégataire, qui devra se charger des travaux de remise en état, sans dépréciation de l'estimation de la valeur du parc avant le sinistre. Si la durée des travaux devait excéder l'échéance de la délégation, la collectivité se réserve le droit d'assumer les travaux de remise en état. Dans ce cas, les indemnités lui seraient versées directement. Elle informera le délégataire de sa position dans les quinze jours après qu'elle ait eu connaissance du sinistre.

Les travaux de remise en état devront commencer immédiatement après le sinistre, après expertise et accord de la compagnie d'assurances, et au plus tard dans les six mois.

Article 57 JUSTIFICATIONS DES ASSURANCES

Les attestations d'assurances devront être communiquées à l'Eurométropole de Strasbourg au plus tard quinze (15) jours après signature de la présente convention. Les avenants à ces polices seront à produire dans le même délai décompté à partir de leur souscription.

L'Eurométropole de Strasbourg pourra en outre à toute époque exiger du délégataire la justification du paiement régulier des primes d'assurances.

Toutefois, cette communication n'engagera en rien la responsabilité de l'Eurométropole pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de ces assurances s'avéreraient insuffisants.

Les attestations d'assurance font apparaître les mentions suivantes :

- le nom de la compagnie d'assurance,
- les activités garanties,
- les risques garantis,
- les montants de chaque garantie,
- les montants des franchises et des plafonds des garanties,
- les principales exclusions,
- la période de validité.

La non-production des attestations d'assurance, à la demande du délégant et dans le délai fixé par elle, peut donner lieu à l'application de la pénalité prévue à l'Article 60 du présent contrat.

L'ensemble des obligations prévues au présent article n'engagera d'aucune manière la responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg si l'étendue ou le montant des garanties s'avéraient insuffisants à l'occasion d'un sinistre.

Article 58 CONTENTIEUX AVEC LES TIERS

Le délégataire gère les contentieux liés à la délégation.

Toute indemnité due à des tiers par le fait du délégataire et non imputable à l'administration dans l'exécution du présent contrat est prise en compte, à titre de dépense, au bilan de la délégation.

Toutefois, en cas de faute lourde du délégataire, les indemnités en cause restent à sa charge définitive, à titre de pénalités.

Toute indemnité versée par une assurance au délégataire, quelle qu'en soit l'origine, est créditée au compte de la délégation.

TITRE 8 GARANTIES, SANCTIONS ET CONTENTIEUX

Article 59 CAUTIONNEMENT

Le délégataire est tenu de fournir pendant toute la durée de la convention une garantie bancaire à première demande à hauteur de 50 000 euros.
Sur le cautionnement, seront prélevés le montant des pénalités et les sommes restantes dues au concédant par le concessionnaire en vertu du présent contrat, notamment les redevances.

Seront également prélevées sur le cautionnement, les dépenses faites en raison des mesures prises, aux frais du concessionnaire pour assurer la sécurité publique, la reprise de la concession en cas de régie provisoire, ou la remise en bon état d'entretien des ouvrages et équipements en fin de contrat.

Toutes les fois qu'une somme quelconque aura été prélevée sur le cautionnement, le concessionnaire devra la compléter à nouveau dans un délai de un mois.

La non-reconstitution du cautionnement, après une mise en demeure restée sans effet pendant un mois, ouvrira droit pour le concédant à procéder à une résiliation sans indemnité.

Article 60 SANCTIONS

60.1 SANCTIONS PÉCUNIAIRES

Dans les cas prévus ci-après, si l'exploitant ne remplit pas l'une quelconque des obligations qui lui sont imposées par la présente convention, des pénalités pourront lui être infligées sans préjudice s'il y a lieu de dommages et intérêts envers l'Eurométropole de Strasbourg et les tiers.

Le non-respect des délais d'exécution fixés à l'Article 12 entraîne l'application d'une pénalité de quinze euros (15 €) par quart d'heure révolu et par véhicule de quelque nature qu'il soit, sans mise en demeure préalable.

Lorsque l'exploitant ne communique pas dans le délai imparti les documents dont la production est prévue par la présente convention, il pourra se voir infliger une pénalité égale à deux cent cinquante euros (250 €) par jour de retard.

En cas de manquement à une obligation contractuelle, une pénalité de sept cent cinquante euros (750 €) par jour de retard est due par l'exploitant à compter de l'expiration d'un délai imparti par une mise en demeure de l'Eurométropole de Strasbourg par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet. Le versement de cette pénalité devra être effectué dans le délai d'un mois.

60.2 SANCTIONS COERCITIVES

En cas de faute grave de l'exploitant ou si le service n'est exécuté que partiellement, sauf accord particulier de l'Eurométropole de Strasbourg, celle-ci pourra prendre toutes les mesures nécessaires aux frais et aux risques de l'exploitant, et notamment celles permettant d'assurer provisoirement l'exploitation du service, après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception non suivie d'effet dans un délai qui ne pourra être supérieur à 8 (huit) jours sauf circonstances exceptionnelles tenant notamment à l'hygiène et à la sécurité publique.

60.3 SANCTIONS RÉSOLUTOIRES

En cas de faute d'une particulière gravité, notamment si l'exploitant n'assure plus le service dont il a la charge en vertu des dispositions du présent contrat, l'Eurométropole de Strasbourg pourra prononcer sa déchéance dans les conditions prévues à l'Article 64.

TITRE 9 FIN DE LA CONVENTION

Article 61 MODALITÉS D'ACHÈVEMENT DU CONTRAT

Le contrat prend fin selon l'une des modalités suivantes :

- à l'échéance du terme fixé à l'Article 3 du présent contrat,
- résiliation pour motif d'intérêt général, prononcée dans les conditions prévues à l'Article 63 du présent contrat,
- résiliation sans indemnité prononcée dans les conditions prévues à l'Article 64 du présent contrat.

Article 62 EXPIRATION DE LA CONVENTION

Lorsque la convention expire par survenance du terme prévu :

- Les biens propriété de l'Autorité Délégante et affectés à l'exploitation sont restitués à cette dernière en bon état d'entretien et de fonctionnement compte tenu de leur âge, de leur destination et de leur usage.
- L'Autorité Délégante est subrogée au délégataire dans tous ses droits et obligations envers les tiers relatifs à l'exécution du service.

Article 63 RÉSILIATION UNILATÉRALE AVEC INDEMNITÉ

L'Autorité Délégante peut résilier unilatéralement pour motif d'intérêt général la présente convention à tout moment au cours de son exécution, sous condition d'observer un préavis de trois mois minimum avant la prise d'effet du rachat.
Dans ce cas, à la date d'effet de la résiliation :

a) Les biens, propriété de l'Autorité Délégante et affectés à l'exploitation, sont restitués à cette dernière en bon état d'entretien et de fonctionnement compte tenu de leur âge, de leur destination et de leur usage.
b) L'Autorité Délégante couvre le délégataire de l'ensemble des coûts qui pourraient être induits par la cessation anticipée de la convention.
c) L'Autorité Délégante est subrogée au délégataire dans tous ses droits et obligations envers les tiers relatifs à l'exécution du service.
d) En outre, l'exploitant aura droit à l'indemnisation intégrale du préjudice subi. L'indemnité sera calculée en tenant compte :

   - de la valeur non encore amortie des biens et équipements affectés à l'exploitation et qui devraient revenir à l'Eurométropole de Strasbourg, sauf substitution de l'Eurométropole dans les contrats de prêt (valeur nette comptable des immobilisations du délégataire sur la base des tableaux d'amortissement fournis et validés par l'Autorité Délégante) ;
   - du montant des pénalités liées à la résiliation anticipée des contrats de prêt ou de crédit-bail, sauf substitution de l'Eurométropole dans ces contrats ;
   - de la valeur de rachat des stocks et approvisionnements nécessaires à la marche du service ;
   - perte de résultat calculée de la manière suivante : moyenne des derniers résultats nets comptables depuis le début d'exécution multipliée par le nombre d'années résiduelles du contrat. Si la moyenne des résultats est inférieure à zéro, aucune indemnité pour perte de résultat ne sera due.

Les indemnités sont fixées à l'amiable et, à défaut, à dire d'expert, de manière qu'aucun chef de préjudice ne fasse l'objet d'une double indemnisation.

Elles sont réglées dans un délai de 12 (douze) mois à partir de la prise d'effet du rachat. Tout retard dans le paiement entraîne de plein droit l'application d'intérêts moratoires au taux d'escompte de la Banque de France.

Article 64 RÉSILIATION SANS INDEMNITÉ

L'Autorité Délégante se réserve le droit de résilier la présente convention, sans indemnité :

a) Sans mise en demeure préalable en cas :
   - de dissolution volontaire de la société créée ad hoc par le délégataire,
   - de mise en liquidation des biens du délégataire,
   - de fraude ou de malversation de la part du délégataire.

b) Après mise en demeure préalable faite au délégataire par lettre recommandée avec accusé de réception, fixant le délai de réparation et non suivie d'effet en cas d'inobservations graves ou de transgressions répétées des clauses de la présente convention ; Il en sera ainsi en particulier :
   - si l'exploitant ne met pas en service l'activité dans les trois (3) mois de l'entrée en vigueur de la présente convention,
   - en cas de manquement à une obligation contractuelle d'une particulière gravité, notamment en cas d'interruption totale du service pendant une durée excédant trente (30) jours,
   - dans tous les cas où par incapacité, négligence ou mauvaise foi, le délégataire compromettrait l'intérêt général,
   - dans le cas où le délégataire cède le présent contrat à un tiers sans l'autorisation de l'Autorité Délégante prévue à l'article 62,
   - dans le cas de la modification de la composition du capital de la société entraînant un changement de contrôle majoritaire sans accord préalable de l'Autorité Délégante.

Sous réserve du remboursement de la valeur nette comptable des investissements financés par le délégataire, la déchéance prononcée à l'encontre du délégataire n'ouvre droit à aucune indemnité pour ce dernier. La déchéance est prononcée sans préjudice des indemnités que l'Eurométropole de Strasbourg serait en droit de réclamer à l'exploitant.

La résiliation sans indemnité prend effet à compter du 8 (huitième) jour franc de sa notification au délégataire.

Dans ce cas, à la date d'effet de la résiliation :

- Les biens, propriété de l'Autorité Délégante et affectés à l'exploitation, sont restitués à cette dernière en bon état d'entretien et de fonctionnement compte tenu de leur âge, de leur destination et de leur usage
- L'Autorité Délégante est subrogée au délégataire dans tous ses droits et obligations envers les tiers relatifs à l'exécution du service.

Les sanctions fixées aux alinéas précédents ne s'appliquent pas :
- en cas de grève. Dans cette hypothèse, l'exploitant est cependant tenu d'assurer un service minimum correspondant à l'exécution des réquisitions adressées par les autorités compétentes ;
- si l'inexécution de la convention est imputable à un événement de force majeure, c'est-à-dire imprévisible, irrésistible et extérieure à la volonté de l'exploitant.

Article 65 CONTINUITÉ DU SERVICE EN FIN DE CONTRAT

L'exploitant devra prendre toute mesure nécessaire pour faciliter le passage progressif vers un nouveau régime d'exploitation.

A la fin du contrat, l'Eurométropole de Strasbourg sera subrogée dans les droits de l'exploitant.

Article 66 CESSION ET SUBDÉLÉGATION DE LA CONVENTION

La cession de la présente délégation de service public devra être justifiée par des opérations de restructuration du délégataire initial et recueillir l'autorisation préalable et explicite du Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou de son représentant. A défaut, la cession sera entachée de nullité absolue et ne sera pas opposable à l'administration. La demande d'autorisation de cession devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception dans les meilleurs délais. Le nouveau délégataire devra reprendre à son compte l'ensemble des droits et obligations de la présente convention et ce depuis l'origine.
La délivrance de l'autorisation est également subordonnée à la présentation par le cessionnaire de capacités économiques, financières, techniques et professionnelles suffisantes à celles fixées initialement par l'autorité concédante en vue de à la bonne exécution du service public. Le changement d'actionnariat majoritaire du délégataire sera soumis à l'agrément préalable du délégant. Si la modification venait à priver le délégant des garanties essentielles, la résiliation du contrat pourra êt-e prononcée.

La subdélégation est soumise à autorisation préalable du délégant. Cette autorisation est subordonnée à la présentation par le subdélégataire de garanties professionnelles et financières suffisantes et de l'absence de modifications des éléments du contrat. En cas de subdélégation le titulaire du contrat conserve la responsabilité intégrale de l'exploitation.

Article 67 LIBÉRATION ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX EN FIN DE CONTRAT

A la fin du contrat de délégation, le délégataire doit évacuer les lieux.

15 mois avant l'expiration normale de la délégation, les parties arrêteront et estimeront, après expertise, les travaux nécessaires à la remise en état normal d'entretien de l'ensemble des ouvrages délégués compte-tenu des états des lieux initiaux dressés conformément aux dispositions de l'Article 5, et compte-tenu d'un état normal d'usure et de vétusté.

Le délégant peut exiger, le cas échéant, la remise en état initiale des biens affermés.
Le délégataire devra exécuter les travaux correspondants avant l'expiration de la délégation Si la remise en état n'est pas terminée dans le délai fixé par le délégant, le délégataire entendu, le délégant peut faire procéder d'office aux travaux nécessaires par un entrepreneur de son choix et poursuivre le remboursement de frais ainsi engagés par toutes voies de droit, auprès du délégataire défaillant.

Avant tout enlèvement de matériels ou marchandises, le délégataire doit justifier au délégant du paiement des impôts, des redevances restant éventuellement dues au délégant, des contributions et taxes dont il a la charge en raison de son activité dans le cadre du présent cahier des charges.
Ces enlèvements devront faire l'objet d'une autorisation expresse de l'autorité délégante.

Article 68 SORT DES BIENS EN FIN DE CONTRAT

68.1 BIENS DE RETOUR

Six mois avant l'expiration de la présente convention, les parties arrêtent et estiment après expertise, les travaux d'entretien ou de remise en état des biens et ouvrages d'exploitation qui font partie intégrante du service que le délégataire est tenu d'exécuter avant l'expiration de la concession.

A défaut, les frais correspondant à ces travaux exécutés par le délégant seront à la charge du délégataire.

Le délégant n'est tenu de verser aucune indemnité d'aucune sorte au délégataire lors du retour des biens et équipements d'exploitation qui font partie intégrante du service.

68.2 BIENS DE REPRISE

Le délégant pourra reprendre en fin de contrat les biens propres moyennant le versement d'une indemnité qui ne pourra être supérieure à la valeur nette comptable de ces biens. La valeur des biens ne faisant pas l'objet d'amortissement sera fixée à l'amiable.
En cas de désaccord entre les parties sur le montant de cette indemnité, il sera recouru par la plus diligente des parties à un expert qui sera rémunéré pour moitié par le délégant et pour moitié par le délégataire.
Cette indemnité sera payée dans le délai de trois mois suivant la remise des biens. Six mois avant l'expiration de la présente convention, les parties se retrouveront pour en arrêter le montant définitif.

68.3 BIENS PROPRES

Tous les autres biens, non visés aux articles précédents, qui ne sont pas strictement nécessaires à l'exploitation, pourront être rachetés par le délégant après accord des parties.

La valeur de ces biens sera fixée à l'amiable ou, à défaut à dire d'expert, et payée dans les 60 jours calendaires suivant leur rachat par le délégant.

Article 69 SORT DES DONNEES PERSONNELLES EN FIN DE CONTRAT

Au terme du contrat, et pour l'application de l'Article 38 supra, il est d'ores et déjà convenu que le Concessionnaire s'engage à remettre à titre gratuit toutes les données à caractère personnel au Concédant.
La remise doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Concessionnaire. Une fois détruites, le Concessionnaire doit justifier par écrit de la destruction

Article 70 DOCUMENTS ANNEXÉS AU CONTRAT

Sont annexés au présent contrat :

Annexe 1 : procès-verbal de mise en fourrière
Annexe 2 : compte d'exploitation prévisionnel
Annexe 3 : certifications de cession et de destruction
Annexe 4 : SPASER
Annexe 5 : Plans (plan mis à jour annexé ultérieurement)
Annexe 6. Mémoire technique, financier et réponses aux questions
Annexe 7. Garantie maison mère

Fait à Strasbourg en un exemplaire unique

ANNEXE 1. Procès-verbal de mise en fourrière

ANNEXE 2 :Compte d’exploitation prévisionnel

ANNEXE 3 : Certificats de cession et de destruction

ANNEXE 4. SPASER

ANNEXE 5. Plans

ANNEXE 6. Mémoire technique

Annexe 7. Garantie maison mère

Strasbourg.eu
eurométropole

20

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Démarche Logement d'Abord-Attribution de subventions au titre de la mise en œuvre du Service Eurométropolitain d'Inclusion par le Logement.

Numéro E-2026-778

La politique nationale pour le « Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme » fait de l'accès direct au logement une priorité pour la réinsertion des personnes sans domicile. Elle répond aux constats d'un sans-abrisme persistant en France et d'une saturation toujours croissante des dispositifs d'hébergement d'urgence sur les territoires.

Le premier plan a permis de démontrer l'efficacité du modèle pour favoriser l'insertion par le logement des ménages en situation de grande précarité. Conforté par des résultats encourageants, le gouvernement a décidé de poursuivre et de renforcer la stratégie du Logement d'abord par un deuxième plan, pour la période 2023-2027, permettant de consolider les actions engagées ces cinq dernières années.

Dès 2018, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg se sont engagées comme territoires de mise en œuvre accélérée du Logement d'abord en répondant à l'appel à manifestation d'intérêt de la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL).

Cet engagement constitue un choix politique : celui de ne pas se limiter à répondre à l'urgence du sans-abrisme, mais de créer les conditions de sorties durables de la rue. L'accès au logement est ainsi considéré comme un levier de stabilité, d'autonomie et d'insertion, et non uniquement comme l'aboutissement d'un parcours.

Cette orientation conduit à faire évoluer les pratiques d'accompagnement, en allant vers les personnes les plus éloignées du logement, en partant de leur situation et de leurs besoins et en construisant avec elles les conditions de leur accès et de leur maintien dans le logement. Elle est particulièrement nécessaire pour les personnes pour lesquelles les réponses de droit commun ne suffisent pas, ou ne permettent pas à elles seules de construire une sortie durable du sans-abrisme**.**

Depuis la signature de la première convention pluriannuelle d'objectif (2018) entre l'Etat et l'Eurométropole de Strasbourg *« Territoire de mise en œuvre accéléré du logement d'abord" - Adoption de la convention d'objectifs avec l'Etat retenant la candidature de*

l'Eurométropole à l'appel à manifestation d'intérêt national par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 28 septembre 2018 », le territoire a bénéficié de **3 559 000** € de crédits délégués par la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL) et la collectivité a contribué de manière volontaire à hauteur de **688 000** €, pour un coût total de **4 247 000** € sur 8 années.

Cet engagement financier traduit la volonté politique de l'Eurométropole de Strasbourg qui ne se contente pas de décliner une politique nationale, elle assume sa part de responsabilité dans la lutte contre le sans-abrisme et dans la transformation des réponses apportées sur son territoire. Cette responsabilité est nécessairement collective et repose sur la mobilisation de l'État, de la collectivité, du SIAO, des associations, des acteurs du logement et de l'ensemble des partenaires intervenant dans les parcours des personnes sans domicile.

Ces financements ont notamment permis le développement de projets tels que :

- La création d'une **plateforme de captation de logement – FAC'il** qui, pour la période 2020-2025, a permis de mobiliser 214 logements sur l'Eurométropole de Strasbourg
- La mise en place d'un **fonds d'aide à l'installation dans le logement** porté par le Fonds de Solidarité Logement de l'Eurométropole.
- La création d'un **observatoire du sans-abrisme** porté par l'Adeus et le SIAO ;
- L'actualisation de la **charte de l'accompagnement social liée au logement** en y intégrant des ambitions d'évolution en terme de pratiques d'accompagnement centrée sur les ménages ;
- Le **déploiement de 4 services expérimentaux d'accompagnement social de la rue au logement** (cohorte) à destination des publics sans-domicile en 2022-2024 : 102 personnes accompagnées sur 2 ans ; puis la pérennisation de cet accompagnement social à travers le **lancement du Service Eurométropolitain d'inclusion par le logement (SEUIL)** en juillet 2024;

La création du Service Eurométropolitain d'inclusion par le logement (SEUIL) constitue une nouvelle étape de cette politique. Le dispositif s'adresse à des personnes isolées ou en couple, présentant des besoins complexes d'accompagnement, et qui se trouvent à la rue, en hébergement d'urgence ou dans des situations d'hébergement précaires. Il vise à construire avec elles un projet d'accès au logement, à accompagner leur entrée dans le logement et à contribuer à leur maintien dans celui-ci.

Le SEUIL répond ainsi à un enjeu essentiel : proposer une réponse adaptée à des personnes pour lesquelles les dispositifs existants ne permettent pas toujours, à eux seuls, de construire une sortie durable du sans-abrisme. Il ne s'agit pas seulement de créer des places supplémentaires d'accompagnement, mais de renforcer une logique d'aller-vers, de continuité des parcours et de coordination entre les acteurs.

En juillet 2024, les associations Antenne et l'Îlot ont été lauréates de l'appel à projet diffusé par la Ville et L'Eurométropole de Strasbourg, en lien avec l'Etat. Ce qui a permis le déploiement de deux équipes d'accompagnement social « de la rue au logement » pour une file active de 80 places (40 places par association).

Entre juillet 2024 et juin 2026, plus d'une centaine de personnes ont été orientées vers le

SEUIL. Sur la même période, 28 personnes sont sorties du dispositif avec :

- 9 sorties positives, c'est-à-dire que ces personnes sont désormais autonomes dans leur logement.
- 19 autres sorties, soit parce que les personnes ont choisi de quitter le dispositif, soit parce que leur situation a changé (départ de l'Eurométropole, autres solutions d'hébergement accompagné : CHRS…)

Au 30 juin 2026, 78 personnes sont accompagnées par les opérateurs du SEUIL. 36 personnes sont dans un logement autonome ou accompagné (46%). 13 personnes ont été mises à l'abri (hébergement, dispositifs temporaires : Résidences sociales à vocation sociale, Logement « sas », …). 28 personnes sont dans le dispositif SEUIL depuis moins de 6 mois.

Le bilan de l'ensemble des actions réalisées dans le cadre de la convention de partenariat avec l'État pour la mise en œuvre du Logement d'abord sont consultables dans le rapport d'exécution annuel remis à la DIHAL disponible en annexes.

En **2025**, le budget global était de **459 560** €, financé par les subventions de la DIHAL et ainsi que l'engagement volontariste de l'Eurométropole de Strasbourg et du Fonds de Solidarité pour le Logement de l'Eurométropole :

2025	**12 mois de fonctionnement**	**Subventions**			**Total**
		FSL	**DIHAL**	**EMS**	
Antenne 40 places	216 660 €	30 000 €	126 660 €	60 000 €	216 660 €
Ilot 40 places	242 900 €	30 000 €	152 900 €	60 000 €	242 900 €
	Total	60 000 €	279 560 €	120 000 €	**459 560** €

L'avenant n°7 à la convention pluriannuelle d'objectifs 2018-2019 de partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'État dans le cadre de l'AMI « Territoire de mise en œuvre accélérée du plan Logement d'abord », également présenté lors de ce conseil du 9 octobre 2026. Cette délibération annonce les recettes attendues de la DIHAL au titre de l'année 2026 qui s'élèvent à **347 900 €** pour les différentes actions dont le SEUIL. Les subventions aux associations incluent le financement de la mise à disposition de temps infirmier pour renforcer l'accompagnement sur la santé des bénéficiaires du SEUIL, et du temps psychologue afin de permettre aux travailleurs sociaux de bénéficier d'une analyse de leurs pratiques.

La subvention pour l'Îlot prend en compte le financement d'un poste de coordinatrice d'action sociale (avec l'accord de la DIHAL et de la DDETS 67) et d'une enveloppe renforcée pour le volet santé du fait d'une pratique plus ancienne et de l'accompagnement d'un public plus fragile.

Une subvention volontariste de la collectivité a été prévue et validée au budget 2026 afin de soutenir le développement du projet, dans une perspective de modélisation et de déploiement des pratiques d'accompagnement proposées à l'échelle du territoire.

2026	12 mois de fonctionnement	Subventions			Total	Reste à verser
		FSL déjà versée 12 mois	DIHAL	EMS		
Antenne 40 places	216 200 €	30 000 €	126 200 €	60 000 €	216 200 €	186 200 €
Ilot 40 places	266 900 €	30 000 €	176 900 €	60 000 €	266 900 €	236 900 €
	Total	60 000 €	303 100 €	120 000 €	**483 100** €	**423 100 €**

Ces résultats doivent être regardés avec exigence, mais aussi avec le temps nécessaire à l'accompagnement de personnes dont les parcours sont souvent marqués par des ruptures et une grande précarité. C'est pourquoi l'Eurométropole, avec l'État et les opérateurs, entend poursuivre l'évaluation de cette action, notamment à travers le suivi des flux d'entrées et de sorties, de l'accès au logement et du maintien dans le logement à 24 mois. L'enjeu est à la fois de mesurer les effets concrets de la politique pour les personnes accompagnées et de tirer des enseignements utiles à l'évolution des pratiques sur l'ensemble du territoire.

La collectivité entend ainsi conjuguer deux exigences : la dignité des personnes accompagnées et l'efficacité de l'action publique. La réussite du Logement d'abord ne se résume pas à des indicateurs d'activité ; elle se mesure à notre capacité collective à permettre à des personnes durablement éloignées du logement de retrouver une situation stable et de s'y maintenir.

C'est dans cette perspective que l'Eurométropole de Strasbourg poursuit son engagement aux côtés de l'État et des associations partenaires et propose, pour 2026, de maintenir son soutien au Service Eurométropolitain d'Inclusion par le Logement. Cette décision traduit la volonté de poursuivre une politique qui agit à la fois sur l'urgence des situations et sur les conditions permettant d'en sortir durablement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *d’allouer et verser la somme de 186 200 € à l’association Antenne,*

- *d’allouer et verser la somme de 236 900 € à l’association Ilôt,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les conventions y afférentes.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212583-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

⌦ : **DSSJ** Conseil EMS 09/10/2026

TOTAL - Logement

montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
423 560 €	423 100 €	**423 100 €**	2

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
00025892	**ASSOCIATION ANTENNE**	Projet - Manifestation	186 660 €	186 200 €	**186 200 €**	
00026694	**ASSOCIATION L'ÎLOT**	Projet - Manifestation	236 900 €	236 900 €	**236 900 €**	

Rapport d’exécution 2025 de la convention État- Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de la mise en œuvre accélérée du Logement d’Abord 2018-2025

Préambule

Depuis 2018, L'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée aux côtés de l'État dans le cadre du déploiement du plan quinquennal pour le Logement d'abord. Convaincu par ce modèle d'action qui a déjà fait preuve de résultats significatifs, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg avec l'appui des services déconcentrés de l'Etat ont établi, dans le cadre de la réponse à l'appel à manifestation d'intérêt « territoire de mise en œuvre accélérée du logement d'abord », une feuille de route ambitieuse à la hauteur des enjeux du territoire.

Votée lors du conseil de l'Eurométropole du 28 septembre 2018, la convention d'objectifs avec l'Etat fixe le cadre d'action partagé et pose les enjeux stratégiques :

1. **Le renforcement de la veille et le développement de l'observation sociale**
2. **La mobilisation du parc privé pour soutenir le développement de logement accompagné**
3. **Une meilleure intégration et coordination des parcours d'accompagnement**
4. **Soutenir l'accès et le maintien dans le logement**
5. **Informer et former les acteurs pour changer les pratiques professionnelles**

À ce titre le territoire a bénéficié, depuis 2018, de **3 559 000 € de crédits expérimentaux**, auxquels la métropole a contribué à hauteur de **688 000 €** (+ FSL 60 000€) permettant le financement de **18 actions** depuis le lancement de la dynamique :

- 10 actions pluriannuelles : poste de coordination du plan, poste de référent parcours, plateforme FAC'il, ...
- 8 actions ponctuelles poursuivies hors crédits AMI Logement d'abord : Halte de nuit Bayard, mesures AVL CCAPEX, plateforme territoriale d'accompagnement territoriale, AMO habitat intercalaire…

La mise en œuvre sur le territoire est structurée en deux périodes :

- **2018 - 2020** : phase d'ingénierie de projet et de consolidation des enjeux stratégiques. Cette étape a permis de clarifier les objectifs, les livrables, les ressources nécessaires et les étapes clés du programme Logement d'abord du territoire. Le changement de modèle engage de nombreuses réflexions qui bousculent des pratiques, tout en ne répondant pas d'emblée, aux enjeux concrets de mise à l'abri et de développement de réponses immédiates souhaitées en première intention par les acteurs.

- **Fin 2021 – aujourd'hui** : phase de mise en œuvre des différents projets structurants la stratégie territoriale (plateforme Fac'il, service d'accompagnement de la rue au logement, délégation de mesures ASLL au SIAO...). Cette étape s'accompagne par la mise en place des outils de suivi permettant de mesurer les progrès et évaluer l'efficacité du programme. Les résultats obtenus permettent d'ajuster en continu de manière itérative.

Aussi, la démarche Logement d'abord engagée sur le territoire de Strasbourg a mis en relief plusieurs enseignements :

- La réalité territoriale strasbourgeoise concernant l'hébergement est principalement liée à une demande d'asile forte sur le département, comparativement à d'autres départements français. Dans ce cadre, le logement d'abord ne répondra qu'à une partie des enjeux qui mobilisent les acteurs du territoire autour de l'hébergement et de l'urgence sociale. (À noter que les ¾ des appels au SIAO concernent des personnes en situation de demande d'asile ou sans titre)
- La dynamique de coordination des différents acteurs peine à se stabiliser du fait de priorités, d'intérêts parfois divergents : des réponses à trouver pour gérer des crises exogènes (crise humanitaire en Afghanistan, guerre en Ukraine), évolutions règlementaires possiblement impactantes dans la politique d'attribution de logements sociaux (modalités de mise en œuvre de la gestion en flux…), ont pu ralentir l'agenda du plan Logement d'abord.
- Néanmoins l'instauration d'une gouvernance renforcée entre l'Eurométropole et l'État a permis d'identifier ces difficultés et de les pallier pour partie.
- Un territoire marqué par une tension forte sur l'offre de logements qui ne permet pas de mettre totalement en application des principes du logement d'abord, même si, depuis, des améliorations ont vu le jour notamment sur l'accès au parc social des publics à la rue.

Après une année 2023 de transition pour le territoire après l'annonce du deuxième plan Logement d'abord, qui a été l'occasion de réinterroger les ambitions de la feuille de route partenariale et de l'actualiser à l'aune du contexte territorial. En effet, jusqu'ici, certaines actions bénéficiant d'un cadre expérimental via les crédits de l'AMI ont démontré leur efficacité et tendent dorénavant à s'inscrire via la mobilisation de financements dans le droit commun ce qui ouvre de nouvelles perspectives de travail pour la suite du plan. Le travail de réécriture du PDALHPD engagé en 2024 a été l'opportunité de mettre en relation nos ambitions et notre feuille de route en cohérence et en synergie avec les axes du prochain plan. Le PDALHPD, dont l'Eurométropole est signataire, a été adopté en 2025.

1. Bilan des actions 2025

1.1. Action 1 : Poste de coordination et animation du plan « Logement d'abord » Eurométropole de Strasbourg

<table>
<tr><th>Les livrables réalisés en 2025</th><th>Etat de la réalisation</th><th>Indicateurs de suivi et résultats
Chiffres clés</th><th>Observations</th></tr>
<tr><td>Coordination et animation des instances du plan</td><td>Partielle-ment réalisé</td><td><u>Instances mobilisées en 2025 :</u>
• Comité de pilotage restreint : 0
• Comité technique Logement d'abord : 2
• Réunion de suivi élues Ville et Eurométropole de Strasbourg : 1
• Équipe projet interne : 2
• Bilatérale (EMS/SIAO) : toutes les deux semaines</td><td rowspan="2">Recrutement d'un poste de coordinateur en novembre 2018 chargé d'impulser la dynamique de travail et le suivi des actions inscrites à la feuille de route.
Initialement porté par Habitat et Humanisme 67, ce poste a pu être intégré à l'Eurométropole pour 3 ans à compter du 01/01/2021

Remarques :
- Rôle essentiel pour mobiliser les services de la collectivité, faire le lien avec les partenaires et structurer la dynamique territoriale. Outre l'appui institutionnel, Le coordonnateur assure également le développement ainsi que le suivi opérationnel des projets et collabore fréquemment avec les différents partenaires associés dans la démarche.
- Au quotidien le coordonnateur travaille en binôme avec la référente Logement d'abord du SIAO qui assure une veille des situations et des orientations. Cette relation de proximité apporte de la flexibilité et de la réactivité dans le déploiement des actions et leur adaptation aux besoins des personnes accompagnées.

<u>Faits marquants en 2025 :</u>
- Une animation en suspend en raison de la vacance du poste de coordinateur (1er janvier au 18 août)

Durant la période de vacance, le suivi du dialogue de gestion, l'inscription aux instances délibérantes, le suivi des crédits et un temps de coordination entre les opérateurs du SEUIL et le SIAO ont été maintenus. La nouvelle coordinatrice a pris son poste le 18/08.

- Une gouvernance Logement d'abord renouvelée
En 2025, et particulièrement à partir de septembre, la gouvernance renforcée entre les services de l'Etat et l'Eurométropole de Strasbourg pour le pilotage de la mise en œuvre du Logement d'Abord sur ce territoire s'est confirmée avec des rencontres autour du Bilan du SEUIL, du suivi de FAC-Il et de la feuille de route 2026.</td></tr>
<tr><td>Développement et déploiement de la stratégie</td><td>Réalisé</td><td><u>Ingénierie de projet 2025</u>

1. Lancement du Service eurométrotopolitain d'insertion par le Logement (SEUIL)

Missions :
• Pilotage du dispositif
• En lien avec le SIAO, suivi des opérateurs du SEUIL et évaluation du dispositif
• Organisation et animation des temps de travail entre les services de l'Etat et de la Ville et de l'Eurométropole
• Récolte et traitement de données d'activité
• Préparation et animation des instances du dispositif :
○ Copil : 0
○ Cotech : 2
○ Comités de suivi des situations : 9
○ Commission d'orientation : 9
○ Temps de coordination/ organisation avec les opérateurs : 5
○ Point de coordination SIAO/EMS : 4

2. Projet d'hébergement Montagne Verte :

En 2025, le projet d'un centre d'hébergement d'insertion à destination de familles de droit communs a continué d'avancer. Un appel à projet conjoint Ville/État a été lancé, donnant lieu à la sélection d'un</td></tr>
</table>

<table>
<tr><th>Les livrables réalisés en 2025</th><th>Etat de la réalisation</th><th>Indicateurs de suivi et résultats
Chiffres clés</th><th>Observations</th></tr>
<tr><td></td><td></td><td>opérateur associatif (Caritas). Sa mission sera de créer une structure pouvant accueillir de 70 à 80 personnes et entièrement démontable au bout de 10 ans (sur le site Montagne Verte, propriété de la Ville) puis d’assurer l’accompagnement social des familles orientées par le SIAO, sur la base de contrats de séjour de 6 mois renouvelables

La mise en œuvre du LDA sur le territoire de l’Eurométropole de Strasbourg a permis d’identifier des sites dont celui-ci. Projet en cours hors crédits.</td><td rowspan="3">- Un nouveau rattachement hiérarchique
En 2024, du fait de l’implication croissante du FSL dans le financement des projets LDA (fond d’aide à l’entrée dans le logement, mesure ASLL expérimentales…), le poste de coordonnateur rattaché hiérarchiquement au directeur des Solidarités Santé Jeunesse s’est vu augmenté par un lien fonctionnel avec le FSL.
L’arrivée de la nouvelle coordinatrice en 2025 a conduit à repenser le rattachement hiérarchique de ce poste. Au regard du fonctionnement en 2024 et dans un objectif de simplification, il a été choisi de le rattacher hiérarchiquement au département Logement FSL.

.</td></tr>
<tr><td>Communication relative au Logement d’abord</td><td>Réalisé</td><td><u>Campagnes 2025</u>

Plateforme FAC’il :

Plan de communication annuelle

• 2 campagnes d’affichages FAC’il en 2025
• Présence sur les réseaux sociaux, la maison de l’Habitat et les DNA
• Participation de l’équipe animant la plateforme FAC’il à divers évènements locaux pour valoriser l’intermédiation locative

DNA
Maison de l’Habitat de l’EMS
Facebook
LinkedIn

Organisation de réunion bailleurs
Présence à la Foire Européenne, aux évènements Habitat</td></tr>
<tr><td>Suivi et évaluation de la feuille de route partenariale</td><td>Réalisé</td><td>- Suivi de la consommation des crédits
- Définition des critères de suivi et indicateurs des projets
- Mobilisation des instances délibérantes de l’EMS
- En 2025 :
• 1 avenant à la délibération cadre 1 délib. cadre - Conseil EMS -Juin 2025
• 1 délib. - SEUIL Conseil EMS - oct. 2025 – 399 560 €</td></tr>
</table>

Les livrables réalisés en 2025	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés	Observations
		• 1 délib. - LDA Jeunes Conseil EMS - déc.2025 – 10 000 € Au titre de l'exercice 2025, une demande de 493 000 € a été faite. Sur cette demande, un montant de 475 000 € fut validé dont 108 000 € pour la plateforme Fac'il, 240 000 € pour le SEUIL, 50 000 € pour une action LDA Jeune, 10 000 € pour l'accompagnement au changement des cultures et des pratiques. En l'absence de coordinateur, il n'a pas possible de développer un projet spécifique Jeune. Concomitamment, les demandes de financement des opérateurs SEUIL ont dépassé nos prévisions initiales. Aussi, avec l'accord de la DDETS, le choix a été fait de répondre favorablement à ces demandes en utilisant une partie des crédits LDA Jeune. Le montant restant a été alloué, avec l'accord de la DDETS, a une expérimentation d'un an visant à financer un appartement "sas" de 3 chambres pour des hommes isolés de 18-30 ans. **Résultats :** ○ 1 délibération cadre ○ 2 délibérations subventions	

1.2. Action 2 : renforcement du volet accompagnement du SIAO dans le cadre de la démarche Logement d'abord (poste de référente Logement d'abord recrutée depuis février 2021)

Les livrables réalisés en 2023	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés	Observations
Appui opérationnel aux dispositifs innovants	Réalisé	**Résultats au 31/12/ 2025 :** • Co-animation de la réunion des situations complexes : 7 • 56 ménages orientés vers le SEUIL ○ 9 comités de suivi des situations ○ 9 comités d'orientation LDA ○ 3 temps de coordination/organisation avec les opérateurs ○ 5 réunions de prise de contact avec les équipes de l'Îlot et 3 avec les équipes d'Antenne ○ 4 points de coordination avec la coordinatrice LDA.	

Les livrables réalisés en 2023	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés	Observations
		○ 2 points avec autres dispositifs Grande Précarité : Joséphine Baker, Un chez soi d'abord jeunes • 24 ménages orientés vers Sésame dont : ○ 12 ménages admis ○ 2 réunions partenariales • 1 participation à la commission d'admission du chez soi d'abord	
Ingénierie de projet	Réalisé	A participé à : • 4 bilatérales avec le coordonnateur LDA	
Formation des travailleurs sociaux sur la question du Logement d'abord	Engagé (réalisation 2026)	• Compte tenu des besoins de montée en compétences des équipe d'Antenne, nouvel opérateur sur le dispositif d'accompagnement social de la rue au logement (SEUIL) et des mouvement RH dans les équipes, la mise en place d'un parcours de formation à destination des travailleurs sociaux impliqués dans le programme LDA. • Une formation de 3 jours à l'entretien motivationnel (travailleurs sociaux Antenne uniquement), une formation de 3 jours sur la réduction des risques (TS Antenne + L'Ilot), une formation sur les violences sexistes et sexuelles (TS Antenne) • Réalisation à venir en 2026	
Conduite du changement et mise en œuvre des politiques publiques		- Élaboration de processus de travail internes et partenariaux pour mettre en œuvre les principes du Logement. En 2023, ce travail a principalement permis d'élaborer un circuit d'appariement entre les logements du contingent réservataire de l'Eurométropole de Strasbourg et les publics prioritaires relavant de l'Accord Collectif Départemental. **26 candidats proposés sur les offres logements du contingent EMS** En 2025, à la suite du passage à la gestion en flux des logements réservés et à un sous-effectif au sein du service habitat de l'EMS, l'Eurométropole à fait le choix d'expérimenter la délégation	

Les livrables réalisés en 2023	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés	Observations
		entière de la gestion de son contingent aux bailleurs et un recentrage de ses publics cibles autour de l'Accord Collectif Départemental et le dispositif "Mutations accompagnées" de la collectivité. Aucun logement du contingent n'a pu être proposé au SIAO en 2025. Ce cadre va évoluer en 2026 pour réintroduire progressivement ces publics, via la labellisation des publics SEUIL en mutation afin de faciliter leur repérage par les bailleurs. - Mise en lien avec le service ACD de la DDETS afin d'accélérer la validation des ACD	

1.3. Action 3 : mise en place et animation de la plateforme « FAC'IL ». Outil de captation des logements du parc privé et de centralisation de l'offre en logements privés conventionnés Anah.

Les livrables réalisés en 2020-2025	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés	Observations
Mise en place de la Plateforme FAC'Il	Réalisé	**Résultats captation (compilation 2020-2025)** • 791 propriétaires bailleurs ont contacté la plate-forme et ont été renseignés **Au 31/12/2025 :** 398 logements ont été captés dont 214 biens sur l'Eurométropole de Strasbourg Répartition des biens par types de location : • 278 mandats de gestion • 77 locations sous location • 31 locations sous location + mandat de gestion En 2025, **71 logements ont été captés par la plateforme et loués,** dont 26 sur l'Eurométropole de Strasbourg : la proportion de logements captés entre EMS et CeA s'inverse, au détriment de l'EMS. **<u>Nouveau depuis 2024</u> :** **Expérimentation axe « aller-vers » :** 11 logements très sociaux créés en 2024-2025	**<u>Principaux atouts à la captation :</u>** Sécurisation des loyers par l'association IML ou par l'AIVS via la Garantie Visale • **Tranquillité de gestion** pour le propriétaire qui devient très recherchée (augmentation des litiges, des impayés des désordres locatifs qui insécurisent de plus en plus de bailleurs). • **Un suivi régulier des contacts** est réalisé par FAC'il pour s'assurer que les logements à venir soient bien destinés à l'IML Un accompagnement des investisseurs est réalisé afin de s'assurer que les biens captés correspondent aux besoins de l'IML. • **Harmonisation des pratiques** : de plus en plus d'associations agréées qui jouent le jeu (reversement des logements vides à FAC'il et rapprochement des métiers pour encourager le conventionnement des logements pour les logements captés en direct par les associations qu'il faut poursuivre). • **Solution opérationnelle pour lutter contre les logements vacants** et accompagner les propriétaires qui hésitent à se relancer dans la location de leurs biens. • **Coordination efficace avec les autres acteurs pour garantir un logement digne et décent** (notamment avec l'opérateur PIG : travaux Anah réalisés avant l'arrivée des ménages).

	2024	2025	2026	2027	2028*
TOTAL	**5**	**6**	**35**	**42**	**54**
EMS	5	1	12	10	4
CeA	0	5	12	32	50

Perspectives de création de 77 logements très sociaux

L'ensemble des projets et des logements de l'axe aller vers sont financés en PLAI ou en AnaH MOI – il s'agit essentiellement de logements qui se trouvent dans des bâtiments privés déjà existants (vacants, dégradés et/ou nécessitant de la transformation d'usage – ancienne école…).

Autre fait marquant :
Attribution du second marché de suivi-animation FACIL pour la période octobre 2024 - octobre 2027 (3 ans, en groupement de commande avec la Collectivité européenne d'Alsace)

Principaux freins à la captation :

- La réforme du Loc-avantages puis l'absence de LF 2025 qui a ralenti voire empêché la captation des logements à la hauteur des années précédentes (changements réglementaires très importants pour l'intermédiation locative, passant de 85% de défiscalisation à seulement un bonus de 5%).
- Plusieurs dizaines de projet/de logements sont actuellement « à l'arrêt » en attendant les suites sur le Loc'avantages.

Par ailleurs à noter (axe de travail 2026) :
Axe guichet : mécanisme de ventilation des logements via le SIAO est en cours d'évolution car aucun logement, proposé par FAC'il n'a permis de loger un ménage LDA (ajustements progressifs du mécanisme initial depuis la mise en place de la Plateforme, en concertation avec le SIAO + partenaires).
1. Diagnostic – retour opérateur FAC'il : le SIAO est chargé d'appareiller en amont le ménage + le logement proposé par FAC'il puis propose « le package » à une des associations agréées loc–sous loc les associations ne répondent pas/ne se positionnent pas, refus du mécanisme ?.
Raisons évoquées à ce stade par les associations : elles ne connaissent pas les ménages.

À noter : pour FAC'il, les ménages proposés par la SIAO semblent pourtant en cohérence avec l'offre en logement Fac'il (nombre de personnes constituant le ménage, typologie du logement, loyer…).

Conséquences multiples :
- Délai de retours (négatifs du SIAO) très long : 3 semaine contre 1 semaine prévue initialement,
- Vacance locative pour le propriétaire qui attend que son logement soit reloué,
- « repli » vers le mandat de gestion qui n'était pas forcément la solution privilégiée par le propriétaire et augmentation des mesures en mandat de gestion pour l'AIVS – qui va peiner à suivre ensuite en mesure d'accompagnement à assurer.
- Aujourd'hui 70% de mandat de gestion et 30% de loc sous-loc (déséquilibre net – en 2022 on était sur une répartition à 50/50 – comme souhaité).

Solution/expérimentation menée depuis fin 2023 et également au sein du nouveau marché de suivi-animation attribué en octobre 2024:

			Développement d'une nouvelle mission dans le but de créer de nouvelles offres de logements accessibles aux ménages du PDALHPD dans le parc privé. **Cette nouvelle mission se développe autour de 2 axes :** Conseils et accompagnements de propriétaires privés investisseurs - Avec pour finalité la captation du bien pour une mise en location via l'intermédiation locative et le conventionnement. **Création d'une offre sociale nouvelle dans le parc privé existant** - Recherche d'opportunité (DIA, OPAH RU, réseaux, démarche de lutte contre les logements vacants initié sur les communes carencées/en déficit…) - Études de faisabilités montages PLAI/ANAH ORG - Suivi des projets jusqu'à la mise en location via l'intermédiation locative **1er résultats très encourageants – voir colonne de gauche** - qui permettent de doubler le volume de logements très sociaux, dignes et décents à destination des ménages PDALHPD/LDA

1.4. Action 4 : Dispositif Logement d'abord : projet cohorte et Service Eurométropolitain d'Inclusion par le Logement (SEUIL)

Les livrables réalisés en 2025	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés	Observations
Accompagnement des ménages de la rue au logement	Réalisé	**<u>SEUIL : 01/07 au 31/12/2025</u>** **Mise en fonction du service d'accompagnement social de la rue au logement** avec les opérateurs Antenne et Ilôt (retenus via l'AAP). Accompagnement de 80 personnes/an de la rue vers le logement. **Reprise des accompagnements** des opérateurs non retenus dans l'AAP dans un souci de continuité = 31 accompagnements Nouvelles personnes orientées vers le dispositif SEUIL entre juillet 2024 et décembre 2025 : 43. Donc au total : 74 orientations sur la période. 18 fins d'accompagnement, dont 5 sorties positives : - 4 sorties vers un logement en autonomie, - 1 sortie vers SESAME. **Au 31/12/2025** : - 29 personnes accompagnées par L'Îlot - 27 personnes accompagnées par Antenne - **52 % des personnes accompagnées sont dans un logement (autonome ou accompagné).** Au 3 mars 2026, **76 personnes sont accompagnées dans le cadre du dispositif SEUIL.**	

<table>
<tr><th>Actions</th><th>Description</th><th>Observation</th></tr>
<tr><td>FSL Aide mobilier</td><td>Une expérimentation démarrée au second semestre 2022 pour les publics du « dispositif Logement d'abord » concernant l'octroi d'une aide pour l'achat de mobilier et/ou d'électroménager.

Les aides sont les suivantes :
- Le mobilier jusqu'à 500€
- L'électroménager jusqu'à 500€
- Le mobilier et l'électroménager jusqu'à 1000€</td><td><u>Bilan</u>
Au 31/12/2025, il y a eu 29 demandes déposées concernant du mobilier/électroménager depuis le début de la mise en œuvre en 2022.
Ces demandes concernent principalement des personnes isolées.

L'enveloppe financière utilisée est de 35 424 € depuis le début de la mise en œuvre.

Reconduction en 2025 pour appuyer le travail du SEUIL.</td></tr>
<tr><td>Développement de places d'IML</td><td colspan="2">→ 410 places ont été créées en 2025 (212 en 2024).
Le nombre de places dans le département s'élève à 3020 places (dont 330 en mandat de gestion).
→ 16 associations portent l'IML en sous - location et une AIVS porte le mandat de gestion.

<table>
<tr><th>IML</th><th>2021</th><th>2022</th><th>2023</th><th>2024</th><th>2025</th></tr>
<tr><td>Places sous location</td><td>1503</td><td>1884</td><td>2095</td><td>2280</td><td>2690</td></tr>
<tr><td>Places mandat de gestion</td><td>283</td><td>283</td><td>283</td><td>330</td><td>330</td></tr>
<tr><td>Total</td><td>1786</td><td>2167</td><td>2378</td><td>2610</td><td>3020</td></tr>
</table>

- 185 places ouvertes en 2022-2023 en transformation de places PHP au bénéfice des réfugiés en présence indue dans le DN@
- un travail en cours sur l'harmonisation de la captation dans le parc privé (et le conventionnement) et le glissement de bail.</td></tr>
<tr><td>Le développement de l'offre en pension de famille et résidence accueil</td><td colspan="2">
<table>
<tr><th>PF-RA</th><th>2021</th><th>2022</th><th>2023</th><th>2024</th><th>2025</th></tr>
<tr><td>PF</td><td>261</td><td>261</td><td>261</td><td>274</td><td>299</td></tr>
<tr><td>RA</td><td>77</td><td>102</td><td>102</td><td>114</td><td>114</td></tr>
<tr><td>Total</td><td>338</td><td>363</td><td>363</td><td>388</td><td>413</td></tr>
</table>

Une nouvelle PF a ouvert ses portes au premier semestre 2024 pour 25 places supplémentaires
Ouverture d'une PF de 25 places au 1 er octobre 2025

D'autres projets de PF-RA ont été validés mais doivent encore être livrés, soit 5 PF pour 120 places en plus :

- 26 places PF Adoma les Romains Strasbourg
- 25 places PF AMLI Schiltigheim (ouverture juin 2026)
- 29 places PF Home protestant Strasbourg (validé 2022-expérimenta-ouverture juin 2026)
- 25 places PF Adoma le Ried Schiltigheim (validé 2022)</td></tr>
</table>

	- 15 places de PF Toit Haguenovien Soufflenheim
Sésame	**Point sur l'AMI grands Précaires – Sésame** Opérationnel depuis Avril 2021, le projet bas-rhinois conduit par l'association ARSEA consiste à proposer des habitats innovants et expérimentaux pour des personnes en situation de grande précarité, pour lesquelles les dispositifs existants (hébergement, pensions de famille, logement ordinaire dans le diffus, etc..) ne sont pas ou plus adaptés. Il se caractérise par la volonté d'autonomiser progressivement les bénéficiaires du dispositif en associant à ces places un accompagnement étendu de qualité, permettant notamment d'impliquer le public hébergé dans la vie quotidienne de la structure (repas, gestion de la buanderie…). Chaque « habitant » contribue également financièrement au budget de la structure et peut à ce titre bénéficier de l'APL. Aujourd'hui, 60 personnes sont hébergées dans le dispositif (peu de sorties du dispositif vers du logement ordinaire). Quelques ajustements ont dû être opérés depuis le début du dispositif notamment en termes de renforcement de l'accompagnement individuel pour des personnes présentant des problématiques multiples notamment liées aux addictions et à la santé. En outre, la sécurisation du site a été revue à la hausse en 2021 après plusieurs épisodes de violence. À noter enfin que la participation des résidents aux tâches quotidiennes de la structure – notamment la gestion de la buanderie – s'est révélée complexe dans la pratique, ce qui a conduit l'opérateur à passer par une prestation de service. Depuis 2023, le dispositif cohabite avec un dispositif de LHSS ce qui permet une prise en charge globale des publics qui présentent pour la plupart des problématiques de santé.
Ouverture du contingent réservataire de l'Eurométropole de Strasbourg au public de la cohorte, puis du SEUIL	L'Eurométropole de Strasbourg dispose d'un contingent réservataire chez les bailleurs sociaux du territoire. Ce contingent représente un volume d'environ 3000 logements. En flux, ce sont 200 logements en moyenne qui sont proposés par an. En 2024, ces logements ont été systématiquement proposés au SIAO et représentent au 1er octobre un volume de 196 logements dont 72 T1 / T2 (typologie qui correspond du public de la cohorte). En 2025 et 2026, la gestion du contingent réservataire de l'Eurométropole est passée en gestion déléguée aux bailleurs dans le cadre de la gestion en flux. Aussi, il n'est plus possible de positionner les personnes accompagnées par le SEUIL sur ces logements. Ils peuvent néanmoins être reconnus prioritaires via la labellisation « Accord collectif départemental (ACD) ».

2. Retour d'expérience sur la dynamique partenariale : avancées, réussites, difficultés, bonnes pratiques

1. Un cadre local structuré par le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD)

La réponse à l'appel à manifestation d'intérêt « territoire de mise en œuvre accéléré du Logement d'abord » s'est appuyée sur le contexte partenarial et stratégique du Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées 2015-2020 du Bas-Rhin. Piloté par l'Etat et la collectivité Européenne d'Alsace, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg en sont signataires ainsi que la CAF et l'AREAL. Les axes de la feuille de route stratégique sont :

1. Développer et adapter l'offre de logement et d'hébergement/logement accompagné
2. Maintenir dans son logement
3. Accéder à un logement
4. Accompagner vers le logement

Les actions inscrites sur la feuille de route logement d'abord entre l'Etat et l'Eurométropole viennent alors en complément et font office de leviers opérationnels du PDALHPD. Le Fonds de Solidarité Logement est un des outils financiers du PDALHPD concernant les aides à la personne et le soutien financier aux opérateurs de l'accompagnement. La réécriture de la charte de l'ASLL devenue le « Référentiel de la rue au logement » en a été une illustration puisque travaillée à une échelle plus large que celle du territoire euro-métropolitain en lien avec les partenaires financeurs (CEA, État, CAF…) et acteurs (SIAO, opérateurs…).

À partir de ce cadre partenarial, la mise en œuvre du Logement d'abord a pu bénéficier d'un suivi technique régulier par les membres de l'équipe technique du PDALHPD. Depuis 2022, dans le cadre de la prorogation du PDALHPD, la démarche est inscrite dans les axes stratégiques et il sera proposé en préparation du nouveau plan de réaffirmer cette volonté forte de portage des actions Logement d'abord.

2. Une gouvernance LDA renouvelée

Malgré un cadre d'appui du PDALHPD permettant la consolidation d'une feuille de route cohérente en matière de lutte contre le sans-abrisme pour le territoire, le partenariat institutionnel a été fragilisé à plusieurs niveaux, avec des perspectives positives cependant à souligner :

- Depuis le 1er janvier 2021 et la création de la Collectivité Européenne d'Alsace, un travail de convergence des FSL bas-rhinois et haut-rhinois (hors Eurométropole) a été mené et son résultat est mis en œuvre depuis le 1er juillet 2023. Ce cadre partenarial impose des échanges

renouvelés dans un souci d'équité territoriale, en ne freinant pas la dynamique de développement engagée, en fonction des réalités territoriales de chacun. Le périmètre du futur PDALHPD à une échelle territoriale CeA sera un défi mais également une opportunité de valoriser les singularités et les bénéfices des démarches engagées.

- Du côté de l'Etat, la réorganisation des services déconcentrés (fusion des UTDIRECCTE et de la DDDRJSCS) a bousculé les partenariats en place avec les services de l'Eurométropole et a supposé un temps d'ajustement et d'adaptation,
- La volonté forte de tenir des échanges réguliers au plus haut niveau entre la Préfecture, la Ville et l'Eurométropole sur les problématiques de l'hébergement et d'occupation de l'espace publique n'a pas toujours pu être concrétisée, notamment en 2022, du fait de l'actualité et de différentes contraintes.

Pour faciliter ces rencontres, le cadre de gouvernance du Logement d'abord-Eurométropole a été renouvelé début 2023 et un calendrier de réunions comprenant des rendez-vous réguliers de pilotage stratégique ainsi que la tenue fréquente de groupes techniques a été établi.

3. Une démarche engageante au côté des partenaires associatifs

Le partenariat avec les acteurs associatifs du territoire est régulier via différentes instances clés (réunions de coordination de la veille sociale, l'équipe technique PDALHPD, Instance de Coopération de l'Intervention Sociale (ICIS)) dans lesquelles les actions du programme Logement d'abord de l'Eurométropole sont traitées et font l'objet d'échange constructif sur le déploiement de certaines d'entre-elles.

En parallèle, d'autres formats d'échange sont proposés. Ils permettent de créer et entretenir un dialogue régulier sur des projets plus expérimentaux et de partager une évaluation commune. Par exemple, dans le cadre du déploiement des services d'accompagnement de la rue au logement, 3 instances de suivi sont programmées :

- Un comité de pilotage annuel,
- Un comité de suivi des orientations,
- Groupe d'analyse de pratique,

Plus globalement, le partenariat avec les acteurs associatifs du territoire gagne à être développé dans une approche globale. Un cadre d'échange semestriel doit être posé afin de tirer collectivement les enseignements des actions engagées et de partager avec les acteurs les pistes de travail à approfondir.

3. Éléments de bilan globaux sur l'apport de l'AMI sur la lutte contre le sans-abrisme sur le territoire

Les services d'accompagnement social de la rue au logement « cohorte »

Le développement des services d'accompagnement social de la rue au logement dit « la cohorte » apporte pour le territoire de l'Eurométropole une réponse pour les personnes en situation de grande précarité depuis avril 2021. Pour répondre au besoin d'un public en rupture de lien social et en errance, il a fallu adapter des modalités d'interventions en recentrant l'action sur la personne. Comprendre pour agir est le leitmotiv qui anime les équipes de travailleurs sociaux engagés dans la démarche.

À ce titre, le contenu de l'accompagnement social global proposé, s'appuyant sur des principes fort tel que l'aller-vers, le non-abandon et le droit à l'échec, permet à des personnes marginalisées de se réinscrire dans un parcours d'insertion. Le parti pris d'une durée d'accompagnement non déterminée contribue à la (re)construction du lien social entre la personne et son référent. *« Si on part du principe que ce qui qualifie la très grande précarité est avant tout la rupture du lien social. Il faut donc s'attacher à le maintenir ou le recréer. » (P.Cordazzo, C. Waldvogel, Université de Strasbourg,SAGE, 2023)*

Le droit aux « allers-retours », est pour une grande partie des personnes accompagnées une nécessité dans leurs parcours individuels. Le suivi régulier/irrégulier, la pause ou l'arrêt rythment les accompagnements et laisse à l'individu le libre choix de son parcours.

Le lien peut être mis à l'épreuve et se traduire par un arrêt de l'accompagnement. Mais sa réactivation à la demande des personnes, vers l'association, un autre acteur social, le 115, peut se faire grâce à l'historique sur SI SIAO (entre autres). La connaissance du parcours et le lien établi précédemment permettent de reprendre l'accompagnement là où il s'est arrêté. Ce travail est le résultat de la fiabilisation d'instances de suivi partenariales de la démarche favorisant un fonctionnement en réseau sous la coordination du chef de projet de l'Eurométropole de Strasbourg et la référente Logement d'abord du SIAO. Cette action s'est terminée le 30 juin 2024.

En parallèle, le 4 avril 2024, la Ville et l'Eurométropole, en lien avec l'État, ont diffusé un appel à projet visant à la « mise en œuvre du Service Eurométropolitain d'Inclusion par le Logement (SEUIL) » ; dont la finalité est de permettre le déploiement d'une voire deux équipes d'accompagnement social « de la rue au logement » pour une file active de 80 places, dont les missions sont :

- **Établir un diagnostic pour les personnes en errance et/ou sans domicile stable** afin d'identifier les éventuels freins à une démarche d'insertion vers le logement
- **Accompagner ces personnes dans la levée de ces freins** (ouverture des droits, titre de séjour long, stabilisation administrative, engagement

des parcours de soin…)
- **Construire avec la personne son projet d'accès au logement en tenant compte des réalités du territoire** (localisation, nature du logement, …)
- **Accompagner la personne dans son entrée en logement et faire le lien avec les solutions d'accompagnement de droit commun,** le cas échéant, maintenir un accompagnement spécifique
- **Contribuer au maintien dans le logement** de la personne en mobilisant les partenariats adaptés

Les lauréats retenus sont l'association Antenne et l'association l'Ilot pour 40 places chacun soit 80 places au total.

La mise en place du SEUIL s'est faite à compter du 1er juillet 2024, par la reprise par l'association Antenne des accompagnements des opérateurs de la « cohorte » afin d'éviter toute rupture dans les parcours des personnes. L'association l'îlot, tout en étant dans la continuité des accompagnements engagés, a également repris des accompagnements. Comme des recrutements ont été nécessaires afin de renforcer les équipes en place, la montée en charge a été progressive.
Un t**ravail de mise en place** d'un processus de repérage et d'orientation des personnes a été travaillé avec la référente LDA du SIAO et les opérateurs (sept-octobre 2024).

Au 31/12/2024 (1er semestre de fonctionnement) :

- 26 personnes sont accompagnées par Ilôt
- 18 personnes sont accompagnées par Antenne

Une montée en charge progressive à 40 accompagnements par opérateur se fait durant le 1er semestre 2025.

A. Autres actions réalisées sur la durée de la convention (pas nécessairement financées par les crédits AMI)

Bilan mesures expérimentales FSL

Depuis août 2021, l'expérimentation menée avec l'opérateur Antenne et le SIAO vise à orienter plus facilement les personnes sans domicile vers le logement, grâce à un accompagnement adapté.

Il permet de fluidifier le secteur de l'hébergement pour le centrer sur sa « vocation d'accueil inconditionnel » de personnes en situation de grande détresse. Il s'agit donc d'amorcer la restructuration de l'accompagnement logement, à travers une expérimentation.

Il a été confié au SIAO la possibilité de déléguer 15 bilans diagnostics via l'association Antenne pour, à terme, créer une « plateforme d'accompagnement » ou des « modalités de coordination ou d'intégration des différents dispositifs d'accompagnement des personnes pour l'accès et le maintien dans le logement ».

Les publics concernés sont en HU, à la rue, en lien avec les accueils de jour, ce qui permet d'expérimenter les pratiques de l'aller-vers en posant ou en étayant un diagnostic social en permettant à la personne de construire son projet d'accès à l'hébergement et/ou au logement.
In fine, l'objectif est de construire une mesure de l'amont du logement à l'installation durable dans le logement.

Antenne est un opérateur agréé ASLL pour 100 mesures déléguées par an/flux. Au démarrage, 2 ETP étaient dédiés aux délégations « classiques » et à l'expérimentation. Par la prise en compte des nécessités d'accompagnement renforcée pour certaines situations, un financement supplémentaire de 25 000€ pour 0,5 ETP supplémentaire et une augmentation de 25 mesures, soit 125 mesures déléguées.

Depuis le début de l'Expérimentation en 08/2021, le SIAO a orienté 79 personnes pour un bilan diagnostic répartis comme suit :

- 14 orientations en 2021
- 13 orientations en 2022
- 33 orientations en 2023 dont 9 non abouties, 14 diagnostics transmis et 10 en cours
- 19 orientations (du 1ER janvier au 1er aout 2024), 10 bilans diagnostics ont pu être transmis au SIAO :
    - 3 Bilans diagnostics n'ont pas aboutis car les personnes n'ont pas pu être rencontrées ou n'ont plus donné suite aux sollicitations.
    - 6 bilans diagnostics n'ont pas pu être établis car les personnes étaient déjà accompagnées au sein d'un autre dispositif.

Suite à la transmission des bilans diagnostics et à la mise en place d'un accompagnement social intermédiaire :
- 4 personnes ont accédé à un logement accompagné/ hébergement via le dispositif du SIAO,
- 1 personne n'a plus adhéré à l'intervention sociale,

- 0 personnes ont accédé à un logement social,
- 0 personne a pu accéder à un logement au sein du parc privé,
- 0 personne a pu accéder à un logement d'une autre catégorie.
- 5 personnes en attente de relogement dont 2 personnes ont refusé une orientation du SIAO vers un dispositif d'hébergement.
- Une personne bénéficie d'un ACD PRP validé.

En 2024, la demande SIAO s'est concrétisée par un accès à l'hébergement pour 50% des demandes. 0% ont accédé à un logement autonome au sein du Parc Social ou du Parc Privé.
Malgré la saturation des dispositifs d'hébergement et face à des délais d'attente importants pour l'attribution de logement, le SIAO a été un partenaire essentiel dans le cadre de nos interventions.

L'expérimentation menée aura permis aux opérateurs d'apprendre et de mettre en œuvre les pratiques LDA au profit du public « à la rue » (aller-vers, souplesse, mobilité, droit au retour…). Ils ont ainsi pu allier leur technicité en matière d'ASLL à de nouvelles pratiques professionnelles pour accompagner les personnes de la « rue au logement ».

Pour les travailleurs sociaux qui ont participé à l'expérimentation menée, cette dernière a été exigeante tant en matière de « savoir être » que de « savoir-faire ». Néanmoins elle fut enrichissante et forte de sens au regard de la finalité, elle a été porteuse d'évolutions en matière de pratiques professionnelles en (re)mettant l'accent sur la dimension relationnelle par le biais d'une intervention de proximité.

La démarche d'« aller-vers » proposée, a permis à certaines personnes en grande précarité, d'être guidées et accompagnées pour les tâches administratives afin que chaque situation puisse évoluer favorablement, que les demandes liées au relogement puissent être amorcées et que l'accès à un logement ou à un hébergement pérenne puissent être accéléré.

Cette expérience dans le cadre du « Logement d'Abord », l'autonomie du service et la souplesse qui a été laissée au profit du public accompagné, ont permis d'être davantage présent pour les personnes accompagnées et de travailler dans la considération réelle de leurs besoins, de leurs potentialités tout en respectant leurs temporalités.

L'expérimentation LDA/FSL s'est achevée le 01/08/2024. L'opérateur s'est positionné sur la réponse à l'appel à projet pour la mise en place du SEUIL. Leur candidature s'est fortement appuyée sur l'expérimentation LDA/FSL, le choix de les sélectionner a porté notamment sur leur capacité à capitaliser et modéliser un modèle d'accompagnement à l'aune des principes du « logement d'abord », afin de continuer à les mettre en œuvre au profit de SEUIL.

B. La gouvernance et l'évolution des pratiques

Un ancrage territorial du plan à consolider

La démarche est encore bien trop perçue comme expérimentale pour une adhésion majeure par les opérateurs associatifs, qui ont encore besoin de résultats avant d'envisager de s'y inscrire pleinement. Par ailleurs le manque de perspectives pluriannuelles financières du programme, freine les ambitions de potentiels porteurs.

Néanmoins, des résultats encourageants émergent notamment dans l'appropriation des principes d'accompagnement du Logement d'abord auprès des professionnels du travail social. Cette nouvelle dynamique contribue à redonner du sens dans les pratiques d'accompagnement tout en posant les jalons du travail social de demain.

À ce jour les services d'accompagnement social de la rue au logement ont permis de décloisonner les pratiques des opérateurs et de créer des synergies nouvelles. Cette expérimentation a permis de développer les pratiques de l'aller-vers et d'ouvrir les champs d'interventions de travailleurs sociaux habituellement positionnés en appui à des locataires en difficultés (via les mesures d'ASLL déléguées).

Ainsi, ils ont pu travailler dans un cadre assoupli et innovant qui a permis de valoriser leurs expertises tout en développant leurs pratiques professionnelles. Les personnes rencontrées ont pu en bénéficier en renouant des liens avec des travailleurs sociaux, ce qui, pour certains d'entre eux, a eu un effet levier notable, notamment dans l'accompagnement et l'aboutissement de leurs démarches.

La gouvernance des projets « Logement d'abord », pilotés au sein de la Direction des Solidarités Santé et Jeunesse en lien avec le service habitat, a évolué en 2023. Un cadre de travail posé en lien avec la Préfecture, la DDETS, les élues de la ville et d'Eurométropole, appuyés par la direction générale adjointe, a permis de renouveler les coopérations en impulsant de nouvelles synergies de travail, en permettant des arbitrages et des validations nécessaires à l'avancée des projets.

4. Perspectives : nouvelle feuille de route et chantiers 2025

Le nouveau **PDALHPD 2025-2030** sera prochainement adopté par l'Eurométropole, ce document cadre réaffirme l'importance de la mise en œuvre du service public de la rue au logement, qui en est une des actions prioritaires. Il se veut un outil opérationnel au service des personnes défavorisées, et ambitionne de répondre aux différents enjeux d'accompagnement et de solvabilisation des ménages touchés par les crises, dans des logiques d'interventions souples. Il est également un outil en appui aux professionnels de terrain qui œuvrent au quotidien aux côtés des personnes vulnérables et fragiles.

L'année 2025 voit le cadre de suivi et d'animation de la démarche « Logement d'abord » renouvelés avec le départ du coordinateur, un recrutement est prévu dans les prochaines semaines. Début janvier, la gestion du SIAO a été confiée par l'État a un nouvel opérateur, ce qui amènera des évolutions et un renforcement des collaborations engagées.

Cette année sera consacrée à la consolidation et l'approfondissement d'une partie des actions existantes. Il s'agira notamment d'appuyer le développement du SEUIL, avec l'appui du Fonds de Solidarité Logement de l'Eurométropole, et de travailler les articulations et synergies avec le SIAO notamment, pour faciliter et coordonner le fonctionnement avec une mobilisation organisée du droit commun – notamment en termes d'accès à des dispositifs de logement accompagnés existants.

L'évolution des missions de la plateforme FAC'IL avec le développement de l'axe « Aller-vers » visant à la construction et à la mobilisation d'un réseau local, à capitaliser sur les méthodes et les leviers disponibles pour répliquer rapidement sur les différentes opportunités foncière et immobilières (parc privé existant – dans le diffus). En complémentarité, le développement d'une politique en faveur des jeunes en difficultés, avec l'appui d'une étude, permettrait de d'identifier les leviers à mobiliser pour les soutenir au travers de la démarche LDA et avec le souhait de rejoindre une dynamique de travail existante (dont le « Chez soi d'abord jeunes »).

L'accompagnement au changement des cultures et pratiques professionnelles est en axe de travail à renforcer, l'arrivée d'un.e coordonnateur.trice LDA permettra de mettre en œuvre une stratégie à l'échelle du territoire, visant à la présentation des actions existantes et à leur articulation avec les dispositifs en place à des fins d'appropriation et de diffusion des principes d'accompagnement du « logement d'abord ».

Enfin, la question de l'animation et de la coordination du PDALHPD par les pilotes, en lien avec les partenaires, dont l'Eurométropole, en articulation avec les démarches territorialisées en cours, est un enjeu fort qui contribuera à la poursuite et au développement des collaborations engagées afin d'avoir une cohérence des interventions au service des publics défavorisés.

Actions	Enjeux spécifique de travail 2025	Financement demandé AMI LDA 2025	Cofinancement 2025 hors AMI
Mise en œuvre et coordination de la démarche	- Renforcer la coordination technique État/EMS pour engager une mise à l'échelle d'actions pertinentes et/ou des évolutions des dispositifs de droit commun	35 000€	35 000€
Renforcement du volet accompagnement du SIAO (Poste dédié)	- Optimiser les appariements offre-logement en lien avec les différents projets Logement d'abord	50 000€	0€

Actions	Enjeux spécifique de travail 2025	Financement demandé AMI LDA 2025	Cofinancement 2025 hors AMI
Plateforme Fac'il	- Missions socles : maintenir un niveau de captation soutenu, notamment sur les petits logements dans le cadre du développement de l'intermédiation locative, malgré un contexte règlementaire incertain, du point de vue des ajustements discutables du Loc'Avantages (conventionnent anah). - Nouvelle mission : mise en place d'un axe « aller-vers » permettant le développement d'une offre de logements aux ménages en grande précarité au sein des logements du parc privé – en complément de l'approche des missions socles, qui se concentrent sur un accompagnement des propriétaires bailleurs volontaires pour conventionner leurs logements : identification des opportunités (vente, préemption…) et réalisation des études de faisabilités pour identifier le montage et le projet adéquat (intervention de Foncière, d'un EPF, Maitrise d'ouvrage et d'insertion avec l'Anah…). Production de logements très sociaux à la sortie (peut concerner des produits comme les Pensions de famille, Résidences Accueils mais aussi du logement privé diffus pérenne/en direct très abordable…).	108 000€	CeA : 38 000€ EMS : 70 000€ Contributions volontaristes

Actions	Enjeux spécifique de travail 2025	Financement demandé AMI LDA 2025	Cofinancement 2025 hors AMI
Services d'accompagnement social de la rue au logement : SEUIL	Accompagner la montée en charge des deux opérateurs retenus : Antenne et l'Ilôt Objectifs : 80 personnes accompagnées/an soit 40/opérateur Missions : - Établir un diagnostic pour les personnes en errance et/ou sans domicile stable afin d'identifier les éventuels freins à une démarche d'insertion vers le logement ; - Accompagner ces personnes dans la levée de ces freins (ouverture des droits, titre de séjour long, stabilisation administrative, engagement des parcours de soin…) - Construire avec la personne son projet d'accès au logement en tenant compte des réalités du territoire (Accompagner la personne dans son entrée en logement et faire le lien avec les solutions d'accompagnement de droit commun, le cas échéant, maintenir un accompagnement spécifique - Contribuer au maintien dans le logement de la personne en mobilisant les partenariats adaptés	240 000€	60 000€ FSL EMS

Actions	Enjeux spécifique de travail 2025	Financement demandé AMI LDA 2025	Cofinancement 2025 hors AMI
Développement d'une action LDA Jeunes	Rejoindre une dynamique de travail existante en développement d'une politique en faveur des jeunes en difficultés : financement d'une étude sur « L'accompagnement des jeunes à la rue : diagnostic et pistes d'améliorations »	50 000€	0€
Accompagner le changement des cultures et pratiques professionnelles	- (Re)Dynamiser le partenariat local autour de la nouvelle feuille de route Etat et Eurométropole de Strasbourg - Développer des synergies de travail entre les acteurs du logement et de l'accompagnement	10 000 €	0€

Strasbourg.eu
eurométropole

21

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Démarche Logement d'Abord-Signature avenant 7 convention cadre relative à sa mise en œuvre.

Numéro E-2026-777

L'Eurométropole de Strasbourg engagée réglementairement dans le domaine de l'habitat et du logement social a élargi son intervention en se dotant d'une compétence volontariste relative à l'hébergement d'urgence dès 1997, concomitamment à la délégation des aides à la pierre en 2006. Si la compétence relative à la mise à l'abri des plus vulnérables relève en priorité de l'État, cette compétence se manifeste de manière complémentaire à travers le financement des acteurs de l'hébergement sur le territoire dont le CCAS de la ville de Strasbourg, à hauteur de 2 559 000 € en 2025, qui gère deux structures d'hébergement et des logements d'insertion, et le cofinancement d'opérateurs œuvrant dans le champ de l'hébergement à hauteur de 3 306 000 € pour des dispositifs d'hébergement et d'accompagnement de publics ciblés (personnes vieillissantes à la rue ou familles dont l'accès aux droits est complexe en raison de leur statut, dont le dispositif 600 places). Cette dynamique de travail visant à favoriser l'accès aux droits pour les plus précaires et principalement au logement est complétée par le transfert de la compétence du Fonds de Solidarité Logement (FSL) du Département à la Métropole le 1er janvier 2017 dans le cadre de la loi portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) promulguée le 7 août 2015.

Cet engagement allié à une mobilisation forte et complémentaire des services de la ville de Strasbourg autour des vulnérabilités constitue un véritable levier au regard des enjeux relevés en matière de précarité et notamment de public à la rue sur notre territoire.

Le territoire s'inscrit dans une démarche nationale pilote pour faire évoluer les modèles d'accompagnement et d'accès au logement pour les personnes sans-domicile.

Depuis 2018, l'Eurométropole de Strasbourg est engagée dans la mise en œuvre accélérée du Logement d'abord suite à sa candidature à l'appel à manifestation d'intérêt d'État : *« territoire de mise en œuvre accélérée du plan Logement d'abord »*. Dans ce cadre, l'Eurométropole de Strasbourg a été retenue avec 22 territoires lauréats pour opérer, en lien avec les services déconcentrés de l'État, une réforme structurelle de l'accès au logement des personnes sans-domicile. Il s'agit de proposer aux ménages une orientation rapide vers un accès au logement pérenne en évitant ou réduisant les durées de séjour au

sein des dispositifs d'hébergement, et en déployant des accompagnements individualisés. Cette réforme fait sens avec la réalité sociale de notre territoire et l'ambition politique de la ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg en matière de territoire inclusif dans le respect de leurs compétences respectives.

Ainsi depuis la signature de la première convention pluriannuelle d'objectif (2018) entre l'État et l'Eurométropole de Strasbourg, le territoire a bénéficié de 3 559 000 € de crédits délégués par la DIHAL auxquels la collectivité a contribué à hauteur de 688 000 € pour un coût total de 4 247 000 € sur 8 années.

Ces financements importants ont permis notamment le développement de projets tels que :
- la création d'une **plateforme de captation de logement – FAC'il** qui, pour la période 2020-2025, a permis de mobiliser 214 logements sur l'Eurométropole de Strasbourg,
- le déploiement de **4 services expérimentaux d'accompagnement social de la rue au logement** à destination des publics sans-domicile en **2022-2024** (102 personnes accompagnées sur 2 ans) puis le lancement **du Service Eurométropolitain d'Inclusion par le Logement** (SEUIL) en juillet 2024 **visant à mettre en œuvre un accompagnement social de la rue au logement**, avec un objectif de 80 personnes/an orientées par le SIAO, ce qui conforte son rôle dans la mise en relation offre-demande,
- la mise en place d'un **fonds d'aide à l'installation dans le logement** porté par le Fonds de Solidarité Logement de l'Eurométropole.

Un cadre de partenariat renouvelé au titre du deuxième plan Logement d'abord.
À partir des résultats du premier plan qui ont démontré l'efficacité du modèle, l'État a réaffirmé son engagement par l'annonce d'un second plan quinquennal pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2023-2027. Dans la prolongation des démarches engagées, ce nouveau plan s'articulera autour de 4 priorités :
- produire et mobiliser des solutions de logements adaptées et abordables pour les personnes en grande précarité,
- proposer des parcours d'accompagnement qui s'adaptent aux besoins des personnes, orientés vers l'accès au logement et la prévention des ruptures,
- accompagner les transformations du secteur en outillant les professionnels et en s'appuyant sur leur expertise pour conforter le Service public de la rue au logement,
- mettre la territorialisation et les partenariats au centre de la politique du Logement d'abord.

Le soutien aux 22 territoires engagés initialement est reconduit en complément de l'ajout de 22 nouveaux territoires. Afin de poursuivre cet engagement, l'Eurométropole de Strasbourg, en lien avec les services de l'État, bénéficie pour l'exercice 2026 d'une nouvelle délégation de 427 900 € de crédits pilotée par la Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès pour le Logement (DIHAL). La convention identifiant les projets est jointe à cette délibération.

<u>Répartition des crédits DIHAL Logement d'abord 2026</u> :

Action	Acteur mobilisé et destinataire du financement	Montant

Coordination et animation de la démarche	Eurométropole de Strasbourg	35 000 €
Renforcement du volet accompagnement du SIAO	SIAO 67	50 000 €
Plateforme FAC'il	Habitat et Humanisme Gestion Alsace	30 000 €
Service Eurométropolitain d'Inclusion par le Logement (SEUIL)	Eurométropole de Strasbourg	272 900 €
Mise à disposition de temps infirmier et psychologue pour renforcer les parcours d'accompagnement en ajoutant le volet santé	Eurométropole de Strasbourg	30 200 €
Accompagner le changement des cultures et pratiques professionnelles	Eurométropole de Strasbourg	9 800 €
	Total	**427 900 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'avenant n°7 à la convention pluriannuelle d'objectifs 2018-2019 de partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'État dans le cadre de l'AMI« Territoire de mise en œuvre accélérée du plan Logement d'abord »,

décide

d'imputer la recette d'un montant de 347 900 € sur la ligne 424 -74 7186- AS01D,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer la convention qui lie l'Eurométropole de Strasbourg à l'État.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212581-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Strasbourg.eu
eurométropole

AVENANT N°7
à la
CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS
2018-2019
CONCLUE AVEC L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
retenue dans le cadre de l'AMI « Territoire de mise en œuvre accélérée du plan logement d'abord »

Entre

L'État, représenté par le Préfet de la région Grand Est, Préfet du Bas-Rhin, désigné sous le terme « l'État », d'une part,

Et

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par la Présidente de l'Eurométropole, désignée sous le terme « l'Eurométropole », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

L'article 2.1.1 « Actions d'appui à la mise en œuvre de la stratégie territoriale (crédits « support » de l'AMI) » de la convention est complété comme suit :

« Les actions retenues dans le cadre de la feuille de route pluriannuelle établie conjointement par l'Etat et le territoire, sont les suivantes pour l'année 2026, 7ème année de mise en oeuvre (descriptif synthétique joint ci-dessous) :

Action	*Description de l'action*	*Acteur mobilisé et destinataire du financement*	*montant*
Coordination et animation du dispositif « Logement d'abord »	*Chargé de l'appui au pilotage, de la mise en œuvre et de la coordination de la démarche en lien avec tous les acteurs du territoire (1ETP) et appui externe au déploiement du projet.*	Eurométropole de Strasbourg	**35 000 €**
Renforcement du volet accompagnement du SIAO dans le cadre de la démarche logement d'abord	Création d'un poste de référent en charge de la mise en place de la démarche logement d'abord au sein du SIAO	SIAO 67 (versement par l'Etat)	**50 000 €**
Plateforme FAC'il	Développement d'une offre sociale dans le parc privé. En complément des actions visant le conventionnement de logements, identification des opportunités (vente, préemption…), réalisation d'étude de faisabilité et production de logements très sociaux.	Habitat et Humanisme Gestion Alsace (versement par l'Etat)	**30 000 €**
Service Eurométropolitain d'Inclusion par le Logement (SEUIL)	Accompagnement et accès au logement pour des personnes avec un long parcours de rue.	Eurométropole de Strasbourg	**272 900 €**
Mise à disposition de temps infirmier et psychologue (ITAQUE) pour renforcer les parcours d'accompagnement en ajoutant le volet santé	Mise en place d'une consultation avancée pour la réduction des risques et l'accompagnement des parcours de soins, avec du temps infirmier (aller vers) au sein des équipes de chacun des opérateurs SEUIL. Mise en place une supervision professionnelle par un psychologue pour l'Ilot.	Eurométropole de Strasbourg	**30 200 €**
Accompagner le changement des cultures et pratiques professionnelles	Financement de formations à destination des travailleurs sociaux du SEUIL…	Eurométropole de Strasbourg	**9 800 €**
Total			**427 900 €**

Ces actions d'appui, de coordination, d'animation, d'ingénierie sociale correspondent à des dépenses « support ».

Des indicateurs de suivi seront définis de façon concertée pour chaque action.

La mobilisation accrue des dispositifs de droit commun (PLAI, pensions de famille, intermédiation locative…) prévus dans la stratégie locale de mise en œuvre accélérée du logement d'abord s'inscrit quant à elle dans les cadres et circuits de programmation et de validation existants.

Afin de mesurer au niveau national l'effet des stratégies territoriales « Logement d'abord », un cahier des charges de suivi et d'évaluation commun à l'ensemble des territoires sera produit conjointement par les collectivités, l'Etat et les services de la DIHAL, la DGCS et la DHUP, dans le cadre du « Club des territoires de mise en œuvre accélérée du Logement d'abord ».
La collectivité s'engage à participer à l'élaboration de ces indicateurs et à les renseigner sur les modalités et le rythme définis dans le cahier des charges, en complément des indicateurs retenus au niveau local pour le suivi de la feuille de route pluriannuelle établie conjointement par l'Etat et le territoire. »

ARTICLE 2

L'article 2.2.1 « Versement des crédits Etat » de la convention est complété comme suit :

« Au titre de l'année 2026 le soutien de l'État s'élève à un montant prévisionnel maximal de 427 900 €**,** établi à la signature de la présente convention, tel que mentionné à l'article 1 ».

Il sera effectué en un versement unique selon la ventilation suivante :

- 347 900 € pour l'Eurométropole de Strasbourg
- 50 000 € pour le SIAO 67
- 30 000 € pour HH Gestion Alsace

ARTICLE 3

Le présent avenant prend effet à la date de sa signature.

ARTICLE 4

L'ensemble des autres dispositions de la convention initiale demeure inchangé.

La Présidente de l'Eurométropole, Le Préfet,

22

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Signature d'une convention d'objectifs et de financement 2026-2030 avec la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin.

Numéro E-2026-700

L'Eurométropole a renouvelé son engagement avec la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin (CAF-67) dans le cadre d'une Convention Territoriale Globale (CTG) pour la période 2026 – 2030, validée par le conseil de l'Eurométropole de Strasbourg le 6 février 2026. Cette convention valorise les partenariats existants entre les deux institutions et permet un dialogue annuel entre la présidence de la CAF et les vice-présidentes et vice-présidents concernés.

Pour mémoire, les objectifs et actions inscrites dans la CTG s'organisent autour des domaines d'intervention croisée suivants, qui relèvent des compétences de l'Eurométropole de Strasbourg :
- soutenir la parentalité sur les territoires de la politique de la Ville,
- renforcer l'autonomie et l'engagement des jeunes et contribuer à leur épanouissement,
- mieux accueillir et accompagner les gens du voyage,
- renforcer l'accès au logement et à l'hébergement des publics en difficulté,
- favoriser le numérique inclusif,
- renforcer les collaborations autour de l'observation partagée des territoires et des habitant·es.

Règlementairement, la signature d'une CTG est une condition qui permet à la CAF de verser les aides attendues. S'agissant de la CGT métropolitaine, cela concerne la contribution de la CAF-67 aux actions suivantes :
- le centre social ressources du service gens du voyage,
- 9 espaces de vie sociale sur 9 aires d'accueil des gens du voyage du territoire,
- et forfaitairement, une contribution à un demi-poste, chargé de la coopération CTG, désigné au sein de l'Euroméropole.

Le versement de ces aides est formalisé par une convention d'objectifs et de financement, jointe en annexe et d'une durée de validité alignée sur la CTG, 1er janvier 2026 au 31 décembre 2030.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la convention d'objectifs et de financement 2026 - 2030, liée à la convention territoriale globale signée entre la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin et l'Eurométropole le 9 février 2026,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer la convention d'objectifs et de financement 2026 - 2030, liée à la convention territoriale globale signée entre la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin et l'Eurométropole de Strasbourg le 9 février 2026 ainsi que tout document y afférent.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211132-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf
du Bas-Rhin

Pilotage du projet de territoire

- Chargé de coopération CTG

Année : 2026-2030
Collectivité : EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Septembre 2025

La présente convention d'objectifs et de financement est établie :

Entre :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG 1 Parc de l'Etoile à 67100 STRASBOURG, représentée par sa Présidente, Mme Catherine TRAUTMANN,

Ci-après désigné « la Collectivité ».

Et :

la CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU BAS-RHIN 22 route de l'Hôpital à 67092 STRASBOURG CEDEX représentée par M. Francis BRISBOIS, Directeur, son représentant légal,

Ci-après désignée « la Caf ».

Préambule

Les finalités de la politique d'action sociale familiale des caisses d'Allocations familiales

Conformément à l'arrêté du 3 octobre 2001, les Caf contribuent par leur action sociale au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte et à la prévention des exclusions.

L'action sociale de la branche Famille est généraliste, préventive et familiale. Elle est fondée sur des valeurs d'égalité, de solidarité, de neutralité et de respect de la laïcité.

Au travers de diagnostics partagés, les Caf prennent en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires. Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée, d'une part, par une implantation prioritaire des équipements sur des territoires qui en sont dépourvus, d'autre part, au travers de l'amélioration de l'offre de service des équipements existants.

Les équipements et services financés au titre de l'action sociale de la branche Famille doivent être accessibles à l'ensemble des familles, qu'elles disposent de revenus modestes ou expriment des besoins spécifiques comme la situation de handicap d'un parent ou d'un enfant.

Article 1 - L'objet de la convention

Le soutien de la Caf aux postes de chargés de coopération vise à renforcer le suivi et le pilotage du plan d'actions de la CTG (Convention territoriale globale), en lien avec les objectifs prioritaires de la Convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la branche Famille de la Sécurité Sociale : poursuite de l'appui à la conciliation vie familiale/vie professionnelle, inclusion pleine et entière des enfants en situation de handicap, investissement social en faveur des enfants de familles pauvres pour rééquilibrer les chances, développement des services en territoires prioritaires, accompagnement des familles monoparentales et des séparations, optimisation du fonctionnement des services aux familles existants, soutien aux parents, facilitation de l'accès aux droits etc.

Ces fonctions de coopération soutiennent par ailleurs les perspectives de transfert ou de prises de compétences des communes ou des intercommunalités sur les champs qui intéressent la branche Famille : petite enfance, enfance, jeunesse, animation de la vie sociale, soutien aux parents, accès aux droits et au numérique, etc.

Elles mettent également en réseau les acteurs du territoire pour créer des synergies, se saisir de coopération et de mutualisations et accroitre in fine l'efficacité des interventions.

La collectivité signataire s'engage donc à :

- (Re)déployer les postes de coordination sur l'animation de la démarche CTG ;
- Renforcer le contenu de la fonction en cohérence avec le référentiel d'emploi-cible de « chargé de coopération CTG » ;
- Produire au terme de la mission du Chargé de coopération, une évaluation de l'activité réalisée sur la base du référentiel d'évaluation en vigueur fourni par la Cnaf (Caisse des allocations nationales) sur le site Caf.fr.

Article 2 – Conditions déterminantes de validité de la convention

2.1 - Eléments liés au titre des actions de coordination par les « Chargés de coopération CTG »

Les ETP (équivalents temps-plein) concernés doivent :

- Être financés par une collectivité locale signataire d'une CTG ;
- Répondre aux attendus de la mission de « chargé de coopération CTG », élaborés sur la base du référentiel métier du Centre National de la Fonction Publique Territoriale et des fiches de postes définies par les Caf ;
- Avoir fait l'objet d'une concertation avec la Caf lors de leur sélection ;
- Sur la base du référentiel d'évaluation fournie par la Cnaf, l'activité du Chargé de coopération fait l'objet d'un suivi annuel et d'une évaluation finale partagée avec la Caf.

2.2 - Les éléments concourants au calcul de la subvention

L'unité d'œuvre pour calculer le financement des chargés de coopération est l'ETP. Le financement est calculé à l'échelle du territoire concerné.

Article 3 - Conditions de détermination de la contribution financière

L'offre existante

✓ **Nombre d'ETP existant pour l'année de référence de la présente convention : 0.50 ETP**

Montant forfaitaire par ETP existant : 24 000 €

Celui-ci est calculé par la Caf à partir du montant forfaitaire total (offre existante N-1+ offre nouvelle) comptabilisé lors de la charge à payer N-1/ $\sum$ du nombre d'ETP de chargés de coopération CTG soutenus en N-1.

✓ **Le financement de nouveaux ETP**

Le montant forfaitaire national annuel pour tout nouveau poste de coordonnateur développé sur la durée de la CTG relève d'un barème national annuel défini et publié par la Cnaf en vigueur (accessible sur le site caf.fr).

Au titre de la présente convention : aucun nouveau Etp n'est pris en compte.

En cas d'absence du professionnel identifié sur cette fonction, le financement n'est pas dû par la Caf. En cas de remplacement d'un professionnel par un autre, le forfait de financement appliqué reste celui prévu pour un ETP existant.

L'addendum vient préciser les modalités de calcul de la subvention « Pilotage du projet de territoire -Chargés de coopération CTG » à l'appui du barème national de la Cnaf en vigueur (accessibles sur le site caf.fr).

Article 4- Modalités de versement de la subvention.

Le paiement par la Caf est effectué en fonction des pièces justificatives détaillées dans l'Article 6 de la présente convention, produites au plus tard le 30 avril de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné.

L'absence de fourniture de justificatifs au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'année (N) examinée entraîne la récupération des montants versés et le non-versement du solde.

Le versement de la subvention « Pilotage du projet de territoire -Chargés de coopération CTG » est effectué sous réserve des disponibilités de crédits et de la production des justificatifs précisés aux articles 6 et suivants.

Concernant le versement d'acompte relatif à la subvention « Pilotage du projet de territoire- Chargés de coopération CTG », la Caf versera :

- un 1er acompte de 40 % du montant prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles, avant la transmission des données définitives de N-1 ;

- des acomptes supplémentaires de manière que la somme des acomptes versés en N ne dépasse pas 70 % du montant actualisé sinon prévisionnel (se référer au calendrier communiqué par la Caf).

Article 5 – Modalités d'exécution de la convention

5.1 - Les obligations de la collectivité au regard des obligations légales et réglementaires

La collectivité s'engage au respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires notamment en matière :

- De droit du travail ;
- De règlement des cotisations Urssaf et/ou Msa, d'assurances,
- De respect des droits du consommateur et de la concurrence.
- De respect du code de la Sécurité Sociale et des règles de la branche Famille.

Dans le cadre du respect des règles légales et réglementaires, la collectivité s'engage à informer la Caf sous 48h des difficultés qu'il rencontre et de nature à entraver la bonne marche du service financé.

5.2 – Les obligations de la collectivité au regard des activités et services financés par la Caf

La collectivité s'engage à informer la Caf de tout changement concernant les professionnels financés.

La collectivité est consciente de la nécessité de la neutralité pour le fonctionnement des services et actions couverts par la présente convention, et en conséquence, elle s'engage à ce que ces services et ces actions n'aient pas une vocation de diffusion philosophique, syndicale ou politique et à ce qu'ils n'exercent pas de pratique sectaire.

De plus, la collectivité s'engage à respecter « La Charte de la Laïcité de la branche Famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Cnaf et intégrée à la présente convention.

La « Charte de la laïcité » de la branche Famille avec ses partenaires doit être affichée dans les locaux de l'employeur.

5. 3 - Les obligations de la collectivité au regard des transmissions des données à la Caf

La collectivité s'engage à transmettre les données financières et d'activités de façon dématérialisée via un service mis à disposition sur un espace sécurisé du site caf.fr, après la signature d'une

convention d'utilisation spécifique. Cette transmission s'effectue après l'attribution de trois « rôles » :

- Fournisseur de données d'activité ;
- Fournisseur de données financières ;
- Approbateur.

Les trois rôles peuvent être attribués à une seule et même personne.

La collectivité s'engage à répondre de manière exhaustive et documentée aux demandes de précisions formulées par la Caf en cas de variation de l'activité ou du financement de la subvention « Pilotage du projet de territoire- Chargé de coopération CTG »,

5.4 - Les obligations de la collectivité au regard de la communication

La collectivité doit faire mention de l'aide apportée par la Caf sur le lieu principal de réalisation du service et manière systématique et visible, dans toutes les informations et documents administratifs destinés aux familles, dans chaque intervention, déclaration publique, communiqué, publication, affiche, (y compris site Internet et réseaux sociaux dédiés) visant le service couvert par la présente convention.

Article 6 - Les pièces justificatives indispensables à l'exécution de la présente convention

La collectivité s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives détaillées au présent article, dont elle est garante de la qualité et de la sincérité.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de courriels, de fichiers électroniques, sauf demande expresse de la Caf.

La collectivité s'engage à conserver l'ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces peuvent être sollicitées par la Caf et devront obligatoirement être mise à disposition des services de la Caf dans le cadre des opérations de contrôle

Certaines de ces pièces justificatives comportent des données à caractère personnel relatives à des personnels de la collectivité (diplôme, contrat de travail, attestation de formation, bulletins de salaire, etc.). La collectivité assure la bonne information des personnes concernées au titre du Règlement général de protection des données (RGPD). Le droit d'accès prévu par l'article 15 du RGPD s'exerce par courrier postal signé, accompagné d'une preuve d'identité, au Directeur de la Caf avec laquelle la convention a été signée de la communication de ces données personnelles à la Caf.

Le versement de la subvention « Pilotage du projet de territoire- Chargé de coopération CTG », s'effectue sur la production des pièces justificatives selon les dispositions précisées ci- après.

6.1 - Les pièces justificatives relatives à la collectivité et nécessaires à la signature de la convention

L'ensemble des pièces énumérées ci-dessous ont pour objectif de justifier de l'attribution de la personnalité morale de la collectivité.

Collectivité territoriale –
Etablissement public de coopération intercommunale (EPCI)

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale et fonctionnement	Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence	Attestation de non-changement de situation
	Numéro SIREN / SIRET pour l'entité bénéficiaire du financement prévu par la présente convention	Attestation de non-changement de situation
	Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois	Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois
Vocation	Statuts datés et signés en vigueur pour les EPCI (détaillant les champs de compétence)	Attestation de non-changement de situation
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN du bénéficiaire de l'aide	Attestation de non-changement de situation

6.2 - L'engagement de la collectivité quant aux pièces justificatives nécessaires à la validité et à l'exécution de la présente convention

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Chargé de coopération		
Activité	- Activité prévisionnelle de fonctionnement de l'année N comportant : • les noms et prénoms de chaque chargé de coopération, • leur volume horaire prévisionnel • leur salaire affecté à la fonction de suivi et de pilotage des actions de la CTG. - Fiche de poste	- Activité prévisionnelle de fonctionnement de l'année N comportant : • les noms et prénoms de chaque chargé de coopération, • leur volume horaire prévisionnel • leur salaire affecté à la fonction de suivi et de pilotage des actions de la CTG. - Fiche de poste

6.3 - Les pièces justificatives relatives à la collectivité et nécessaires au paiement de la subvention objet de la présente convention

Nature de l'élément justifié	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement d'un acompte	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement du droit définitif
Activité	Activité prévisionnelle de fonctionnement de l'année N pour les chargés de coopération, et leur volume horaire prévisionnel affecté à la fonction de suivi et de pilotage des actions de la CTG, réparti par thématiques	- Activité réelle de fonctionnement de l'année N pour les chargés de coopération, leur volume horaire réel affecté à la fonction de suivi et de pilotage des actions de la CTG, réparti par thématique - Données de pilotage relatives à l'activité des chargés de coopération
Fonctionnement		Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois

Au regard de la tenue de la comptabilité : si la collectivité a plusieurs activités, elle présente un budget ou un compte de résultat spécifique à l'action de pilotage du projet de territoire - chargé(e) de coopération CTG.

La collectivité s'engage à tenir une comptabilité générale et une comptabilité analytique distinguant chaque activité et à valoriser les contributions volontaires (locaux, personnels). La valorisation du bénévolat, n'est pas incluse dans l'assiette de calcul de la subvention « Pilotage du projet de territoire - Chargé de coopération CTG ».

La collectivité s'engage à produire et à transmettre à la Caf son bilan comptable annuel ainsi que tous les autres documents comptables ou fiscaux demandés par la Caf.

Article 7 - Les obligations de la caisse d'Allocations familiales

La Caf met à disposition de la collectivité chaque année les éléments actualisés liés aux conditions de détermination de la subvention (barème, plafond) sur le site Caf.fr. Elle adresse également le(s) formulaire(s) de déclarations de données dématérialisé(s) permettant de compléter les éléments nécessaires au versement de la subvention « Pilotage du projet de territoire – chargé de coopération ».
La Caf adressera les addenda précisant les modalités techniques.

Les données à caractère personnel communiquées par la collectivité sont traitées conformément au RGPD (diplôme, contrat de travail, attestations de formation, bulletins de salaires, etc.).

Elles sont accessibles uniquement aux personnels habilités dans la stricte limite de leurs missions.
Elles sont conservées au maximum six ans après leur utilisation ou de l'extinction de la convention liant la Caf à la collectivité ou jusqu'à l'intervention d'une décision définitive en cas de contentieux.

La Caf procède aux contrôles de ces données et au versement des subventions dues.

Article 8 – L'évaluation et le contrôle

8.1. L'évaluation des actions

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la Caf a apporté son concours, sur un plan qualitatif comme quantitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la Caf et la collectivité.

L'évaluation porte notamment sur :

- La conformité des résultats au regard des objectifs mentionnés de la présente convention ;
- La complétude du questionnaire d'évaluation annuelle national ;
- L'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général.

8.2. Le contrôle de l'activité financée dans le cadre de la convention

La collectivité doit pouvoir justifier, auprès de la Caf, de l'emploi des fonds reçus.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres Caf, peut procéder à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par cette convention, afin de vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que la collectivité ne puisse s'y opposer. Les contrôles peuvent être réalisés par sondage et les résultats extrapolés.

Les contrôles sont réalisés dans les conditions prévues par la charte institutionnelle du contrôle disponible sur le site Caf.fr. Ils peuvent porter sur les trois derniers exercices ayant fait l'objet d'un financement et sur l'exercice en cours. En cas de suspicion de fraude ou d'infraction aux règles, les investigations peuvent remonter sur une plus longue période.

La collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Caf et le cas échéant de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, documents comptables, organigramme, état du personnel, contrats de travail, rapports d'activité, et tout document justifiant du soutien financier de la collectivité territoriale ayant la compétence (à titre d'exemple : en cas d'attribution monétaire la délibération du conseil municipal ou communautaire etc.).

Le système d'information pourra également faire l'objet de vérifications, afin de s'assurer de la fiabilité des données transmises.

Le contrôle est réalisé dans le cadre d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération de tout ou partie des sommes versées ou le versement d'un rappel ainsi qu'une sanction conformément à l'article 9 de la présente convention.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

Article 9 – Sanctions

En application de l'article L. 263-2 du code de la sécurité sociale, en cas de manquement dans l'exécution de la présente convention par la collectivité, sauf cas de force majeure, la Caf décide de la mise en œuvre d'une sanction dans le cadre de la procédure prévue à l'article 9.3.

9.1 – Manquements contractuels sanctionnables

Tout manquement à la convention fait l'objet d'une sanction contractuelle et notamment :

- L'absence d'affichage obligatoire prévu aux articles 5.2 et 5.4 de la présente convention ;
- L'absence ou le retard d'information transmises à la Caf quant à l'activité (données d'activité, données financières et données de pilotage) de l'équipement ;
- Le non-respect par la collectivité des obligations à l'égard du public prévues par la convention à l'article 5.3 ;
- Dans le cadre du contrôle de l'activité financée prévu à l'article 8.2 de la présente convention : absence de fourniture et de communication des pièces administratives, comptables et financières ;
- La falsification des données et des pièces justificatives visées à l'article 6 de la présente convention, transmises à la Caf.

Les manquements sont qualifiés de mineurs, majeurs, graves ou lourds suivant la classification retenue par le barème publié sur le site caf.fr.

9.2 – Sanctions applicables

Les sanctions applicables dépendent de la nature du manquement constaté et peuvent faire l'objet d'une majoration dans le cas d'une éventuelle récidive dans un délai de 24 mois après la notification de la première sanction.
La sanction est calculée sur la base des données d'activités réelles de la collectivité fournies une fois le compte de résultat de l'année arrêté, et le cas échéant, certifié par un commissaire aux comptes. La sanction est réputée acquise sur cette base. Les éventuels ajustements ultérieurs du montant de subvention, à la hausse comme à la baisse (à la suite d'un contrôle par exemple) sont sans incidence sur le montant de la sanction.

Le barème de sanction sera publié et mis à disposition sur le site caf.fr. Le barème applicable est celui en vigueur au moment du manquement constaté.

Les sanctions sont complémentaires, le cas échéant, du remboursement des sommes indument perçues par la collectivité s et d'éventuelles actions judiciaires.

9.3 – Procédure de sanction

En cas de constatation d'un manquement contractuel par la Caf, celle-ci adresse une mise en demeure à la collectivité mentionnant les manquements constatés et les sanctions envisagées.
Le délai mentionné dans la mise en demeure pour formuler des observations, contester les faits et régulariser, le cas échéant, les manquements constatés court à compter de la date d'accusé de réception.
La Caf examine les observations et justification formulées par le partenaire. Et lui notifie sa décision.

Article 10 - La durée et la révision des termes de la convention

La présente convention de financement est conclue du **01/01/2026 au 31/12/2030.**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs définis dans cette convention.

Article 11 – La fin de la convention

- **Résiliation amiable**

La présente convention peut être rompue par un accord mutuel entre les deux parties, sans que la responsabilité de la rupture contractuelle ne puisse être imputée à l'une ou l'autre des parties, moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

- **Résiliation pour faute**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- Constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- Modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « La durée et la révision des termes de la convention » ci-dessus.

Les infractions par le cocontractant aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou règlementaires en vigueur, et restée infructueuse.

- **Résiliation pour motif d'intérêt général**

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Caf pour le seul motif d'intérêt général sans faute du cocontractant. Dans ce cadre, un délai de prévenance de 6 mois sera appliqué.

- **Résiliation à la demande de la collectivité**

La collectivité peut demander la résiliation de la présente convention en cas de méconnaissance par la Caf de ses obligations contractuelles, au terme d'une mise en demeure de se conformer aux dites obligations et demeurée sans effet. La Caf peut toutefois s'opposer à cette résiliation pour motif d'intérêt général.

Dans cette circonstance, la collectivité devra poursuivre l'exécution de la présente convention et saisir le juge du contrat au même moment, pour que celui-ci vérifie l'existence d'un motif d'intérêt général.

- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements.
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêt et notamment des sanctions qui pourraient être mises en œuvre en application de l'article 9.

La collectivité reste redevable des autres engagements contractés vis-à-vis de la Caf en particulier dès lors qu'il a bénéficié d'une subvention d'investissement.

Article 12 – Les recours

- **Recours gracieux**

La Directrice/le Directeur de la Caf est compétent(e) pour connaître des recours gracieux en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

****

Les parties à la présente convention s'engagent à se conformer à l'ensemble des dispositions constitutives de celle-ci.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

Fait en deux exemplaires,
à Strasbourg, le - 4 AOUT 2026

LA PRESIDENTE
DE L'EUROMETROPOLE

P/LE DIRECTEUR
LA CHARGEE DE CONSEIL ET
DEVELOPPEMENT

Catherine TRAUTMANN

Virginie DOSSMANN

CHARTE DE LA LAÏCITÉ

DE LA BRANCHE FAMILLE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

PRÉAMBULE

La branche Famille de la Sécurité sociale et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIXe siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis 1945, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

La Charte de la laïcité est déclinée dans une circulaire d'application publiée sur caf.fr.

Article 1

LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

Article 2

LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

Article 3

LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

Article 4

LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET A L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

Article 5

LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

Article 6

LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

Article 7

LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience. Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscrit et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

Article 8

AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

Article 9

AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.



ALLOCATIONS FAMILIALES

23

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Pacte des Solidarités entre l'EMS et l'État : Avenant 2026 et bilan à mi-parcours.

Numéro E-2026-477

Dispositif de l'État, le Pacte des solidarités 2024-2027 a succédé à la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté 2020-2023. Il vise à approfondir la dynamique de prévention et de lutte contre la pauvreté et à développer, avec le soutien de l'État, de nouvelles actions concertées avec les collectivités territoriales.

En juin 2024, le Conseil a approuvé la signature du contrat local des solidarités entre l'État et l'Eurométropole de Strasbourg. Celui-ci pose le principe d'un soutien financier de l'État, à hauteur de 536 000 € par an, sur la période 2024-2027, et celui d'un engagement de l'Eurométropole de Strasbourg sur le cofinancement à même hauteur, soit 536 000 €, sous forme de subvention, valorisation de crédits de projets ou ressources humaines.

L'avenant 2026 du contrat local des solidarités confirme le montant annuel engagé par l'État et détaille la programmation des actions et les engagements mutuels. Cette année 2026 est également celle d'un bilan à mi-parcours du Pacte des solidarités sur les années 2024 et 2025, qui se formalise notamment par un rapport de synthèse, joint à cette délibération.

Rappel des enjeux et principes qui guident la construction de la programmation des actions intégrées dans le Pacte des Solidarités de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'Eurométropole de Strasbourg a élaboré cette programmation dans un souci de mobilisation transversale pour la lutte contre la pauvreté, les inégalités et leur reproduction. Les actions inscrites répondent non seulement aux priorités de l'État mais aussi aux priorités et stratégies de la collectivité, dans les différents champs d'action publique de compétence métropolitaine et en articulation avec d'autres cadres de contractualisation, en particulier celui du Contrat de Ville 2024-2030.

En accord avec les services de l'État et la Préfecture du Bas-Rhin, la programmation du Pacte peut soutenir des démarches relevant de la ville de Strasbourg, dans une logique d'expérimentation, notamment sur des territoires spécifiques et dans une perspective de

déploiements futurs.

Enfin, cette contractualisation doit être un véritable levier d'innovation et d'élargissement, sur de nouveaux territoires, de dynamiques déjà engagées, sans se substituer à des financements de droit commun.

La programmation 2026 du Pacte local des Solidarités de l'Eurométropole de Strasbourg.

Dans la continuité des contrats locaux signés en 2024 et 2025, la programmation s'articule autour des quatre axes prioritaires nationaux, avec un appui marqué autour de l'accès aux droits, notamment dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et l'appui à des projets structurants autour de l'accès au logement des plus défavorisés.

La programmation 2026 propose le soutien à 15 actions qui sont des reconductions, sauf une intervention nouvelle du Pacte sur l'action estivale d'aide alimentaire portée par le CCAS. Cette programmation est détaillée dans l'annexe jointe, avec la répartition suivante des crédits de l'État en fonction des 4 axes du Pacte des solidarités :

Axe 1 - Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance : 112 750 € (3 actions)
Axe 2 - Amplifier la politique d'accès à l'emploi pour tous : 166 500 € (4 actions)
Axe 3 - Lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits : 148 750 € (5 actions)
Axe 4 - Construire une transition écologique solidaire : 108 000 € (4 actions)

Soit un total de 536 000 € de crédits d'État, à mettre en regard de 536 000 € de crédits métropolitains sur l'année 2026. L'équilibre global des cofinancements État et métropolitain est respecté, avec des engagements mutuels équivalents de part et d'autre, dans le cadre d'un dialogue régulier entre institutions.
Les versements de subventions, lorsque les actions sont portées par des partenaires, sont intégrées aux procédures d'instruction et de validation, portées par les services concernés.

Le bilan à mi-parcours du Pacte des Solidarités de l'Eurométropole de Strasbourg.

Dans un objectif partagé d'évaluation de l'action publique, nécessaire pour tirer des enseignements et orienter l'action de la métropole dans le champ de la lutte contre les inégalités, l'année 2026 est aussi une année de bilan à mi-parcours du Pacte des solidarités.

Le rapport de synthèse du bilan à mi-parcours met en lumière plusieurs actions menées en 2024 et 2025 et propose une analyse globale des modalités de travail induites par la démarche de Pacte des solidarités. Celui-ci sera complété en fin d'année par l'étude plus approfondie d'une action, sous forme d'une étude d'impact. Celle-ci portera sur le dispositif de l'Ordonnance Verte : ateliers et distributions de paniers de fruits et légumes bio aux parents attendant un enfant et venant d'avoir un enfant, dans un objectif de santé alimentaire et de prévention de l'exposition aux perturbateurs endocriniens.

Au-delà des actions, ce bilan à mi-parcours est l'occasion de pointer et de partager les points forts et faibles de ce dispositif de contractualisation entre l'État et la métropole.

Se pose d'abord la question de la pérennisation des actions lancées grâce au Pacte et dont l'atterrissage doit être anticipé puisque le soutien de l'État via le Pacte a une durée limitée à 2027. Cet atterrissage est fragilisé lorsque des projets ont pu être lancés grâce au Pacte mais pour lesquels des financements de droit commun ne sont pas encore garantis. Il convient aussi de veiller à ce que le Pacte ne soit pas une réponse, efficace mais à durée nécessairement limitée, à des baisses, quant à elles pérennes, de financements de droit commun de la part de l'État, par exemple sur le Français Langue Étrangère.

On peut également regretter que le Pacte, pluriannuel, ne soit pas synchronisé avec le contrat de ville et avec le mandat métropolitain.

Enfin une démarche plus poussée de coordination et d'échange entre le Pacte des solidarités de l'Eurométropole de Strasbourg et le Pacte des solidarités de la Collectivité européenne d'Alsace serait opportune. Ceci afin de bien identifier les complémentarités et de s'assurer que les habitants et habitantes des 33 communes de la métropole de Strasbourg bénéficient bien des actions menées par la Collectivité européenne d'Alsace avec le soutien de l'État, dans le champ de ses compétences sociales obligatoires. Cette vigilance est d'autant plus indispensable dès lors que la métropole concentre les fragilités sociales, avec un taux de pauvreté en 2023 de 23,3 % (contre 15 % sur le Bas-Rhin et 14,1 % sur le Haut-Rhin).

Parmi les aspects positifs de la démarche, le Pacte a obligé à des échanges réguliers entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'État sur les enjeux de lutte contre la pauvreté et les inégalités. Dans cet espace de dialogue, des projets ciblés ont ainsi pu être initiés, renforcés ou stabilisés malgré le contexte de tension sur les ressources. D'autres thématiques ont pu trouver une réponse d'échelle métropolitaine, comme la coordination des actions d'apprentissage de la langue française, la réflexion autour de la précarité énergétique. Nombre d'expérimentations sur lesquelles le Pacte a été un levier opportun ont pu faire leurs preuves : sur l'accès aux droits, l'insertion auprès de publics fragiles, la coopération entre les acteurs de l'aide alimentaire par exemple.

Plus stratégiquement, le Pacte a également amené l'Eurométropole de Strasbourg à mieux cerner l'archipel de ses actions, nombreuses et d'importance, dans le champ des solidarités. Par son approche globale des facteurs de pauvreté, le Pacte a permis de construire une dynamique transversale au sein de la collectivité, tant entre les services que par des échanges entre les vice-présidentes et vice-présidents. Une des leçons à tirer du Pacte des solidarités est sans doute l'invitation à penser les actions de l'Eurométropole de Strasbourg comme un ensemble constitutif d'une politique métropolitaine de lutte contre les inégalités, au-delà d'une somme de dispositifs publics.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré

approuve

l'avenant 2026 au contrat local des solidarités 2024 - 2027 entre l'État et l'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre du Pacte des solidarités,

décide

d'imputer la recette d'un montant de 536 000 € versée par l'État au compte 420-74718-AS00A,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer l'avenant 2026 au contrat local des solidarités 2024 - 2027 entre l'État et l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre du Pacte des solidarités, ainsi que tout document y afférent.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-207520A-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Pacte des solidarités - Eurométropole de Strasbourg 2026

	Beneficiaire	description	Compétence EMS	Inscription 2026 (€)	
				Participation ETAT	Participation EMS
Axe1 - Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance					
Soutien à la parentalité - Servvive public de la petite enfance	EMS	**Pilotage et coordination des actions du Centre social ressources Gens du voyage**: le nouvel agrément du Centre social 2021-2025 prévoit une fonction spécifique d'accompagnement au pilotage et de coordination des projets et des actions, avec les institutions et les partenaires.	Gens du voyage	40 000	40 000
Soutien à la jeunesse - Lutte contre le décrochage	Associations	**Développer les actions vers les jeunes gens du voyage sur les aires d'accueil métropolitaines :** une intervention sociale à finalité éducative en direction de jeunes et des groupes de jeunes et une offre d'accompagnement et d'activités visant l'engagement des jeunes, dans et hors les aires (FLE, éducation canine...)	Gens du voyage	22 750	22 750
Soutien à la jeunesse - Accompagnement des jeunes précaires	MdA	**Soutenir la santé mentale des jeunes par le déploiement des actions de la Maison des adolescents** dans les territoires les plus précaire, les QPV, en fonction des besoins. Aller-vers et écoute des jeunes en difficulté personnelle et psychologique, orientations, actions de prévention.	Santé mentale	50 000	50 000
			Sous-total axe 1	**112 750**	**112 750**

	Beneficiaire sub	description	Compétence EMS	Inscription 2026 (€)	
				Participation ETAT	Participation EMS
Axe 2 - Amplifier la politique d'accès à l'emploi pour tous					
Remobilisation des personnes en grande précarité	Emmaus Mundo	**Convergence - Dispositif "premières heures en chantier"** Reprise d'activité progressive et accompagnée pour des personnes en grande précarité, dans différents chantiers d'insertion sur le territoire (Emmaüs Mundo, Vétis, Savoir et compétences Emploi et Greta j'Offre).	Insertion profession-nelle	49 500	49 500
Lever les freins sociaux à l'emploi	Logiservice	**Poursuite du projet "PASS inclusion"** : perennisation de l'expérience soutenue dans le cadre du Pacte 2025, mis en œuvre en 2025 vers le public étudiant.	Insertion profession-nelle	42 000	42 000
	Emmaus connect	**Projet Triptik-Strasbourg :** un programme structuré destiné aux primo-arrivants, combinant apprentissage du français, formation numérique et accompagnement socioprofessionnel, afin de renforcer leur autonomie et faciliter leur intégration.	Insertion socio-profession-nelle	25 000	25 000
	Contact et promotion	**Mise en place d'une structure de pilotage de l'offre de formation en Français Langue Étrangère (FLE)** au profit des étrangers primo-arrivants dans le département du Bas- Rhin : cartographie de l'offre, orientation des publics, professionnalisation des acteurs, coordination sur le territoire en lien avec les institutions.	Insertion socio-profession-nelle	50 000	50 000
			Sous-total axe 2	**166 500**	**166 500**

	Beneficiaire sub	description	Compétence EMS	Inscription 2026 (€)	
				Participation ETAT	Participation EMS
Axe 3 - Lutte contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits					
Accès aux droits sociaux et de santé- Complémentarité TZNR	EMS	**Conseiller spécialisé "ma demande de logement social" (SAID) et accompagnant numérique.** Accompagnement des publics et appui des conseillers numériques non spécialisés du réseau de «médiation numérique ».	Habitat	25 000	25 000
	EMS	**Expérimentation et élaboration d'outils pour améliorer l'information des usagers sur les dispositifs d'aides dans et vers le logement**, en particulier pour les publics précaires ou éloignés du numérique. Liens avec les acteurs et les professionnels du territoire.	Habitat Maison de l'habitat	25 000	25 000
	EMS	**Projet "Droit devant" : expérimentation de nouvelles pratiques "d'aller vers " sur le territoire zéro non recours.** Déploiement d'un plan d' actions élaboré avec les acteurs du territoire et les professionnels. Mobilisation d'un groupe d'habitants tout au long de la démarche.	Expérimen-tation	38 750	38 750
Accès aux droits sociaux et de santé- Complémentarité TZNR	EMS	**Démarche d'élaboration et de coordination d'une feuille de route vers les séniors dans la ville.** Une meilleure prise en compte des besoins des séniors, avec une focale sur les QPV, et permettre aux communes d'adapter leurs politiques publiques.	Habitat Mobilité	40 000	40 000
	Viaduq	**Ouverture d'une Maison France service Cronenbourg.** Accueil des habitants autour d'un bouquet services proposés par les signataires de la charte d'engagement "France Service".	Contrat de ville	20 000	20 000
			Sous total axe 3	**148 750**	**148 750**

	Beneficiaire sub	description	Compétence EMS	Inscription 2026 (€)	
				Participation ETAT	Participation EMS
Axe 4 - Construire une transition écologique solidaire					
Accès à l'alimentation durable pour tous	CCAS	**Opération estivale** de distribution de repas, 5 jours par semaine, en juillet et en aout piloté par le CCAS et assuré par un ensemble d'associations (Secours populaire, Banque Alimentaire, Abribus…) avec des actions de préventions santé auprès des publics.	PAT - Hébergement	8 000	8 000
	EMS	**Version augmentée de l'Ordonnance Verte** A partir de la prévention autour des perturbateurs endocriniens, changer les habitudes dans la vie quotidienne, notamment alimentaires, durant la grossesse et après. Développement vers les publics précaires, QPV, parents accompagnant.	Santé environnementale	50 000	50 000
Lutte contre la précarité énergétique	EMS	**Déploiement d'une plateforme de lutte contre la précarité énergétique** en garantissant un parcours facilité pour les ménages fragiles, avec un attention particulière pour les personnes âgées. Diagnostics des situations de précarité énergétiques, animer et articuler les dispositifs, déployer les parcours usagers...	Plan climat	20 000	20 000
	Face Alsace	**Actions d'éducation à l'environnement et à la lutte contre la précarité énergétique.** Déploiement d'une action de médiation socio-énergetique chez l'habitant : maitrise des énergies, du budget énergétique, réalisation de diagnostics à domicile...	Plan climat	30 000	30 000
			Sous-total axe 4	**108 000**	**108 000**
			TOTAL GENERAL Pacte	**536 000**	**536 000**

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

Strasbourg.eu
eurometropole

AVENANT n° 2

au contrat local des Solidarités 2024 – 2027
conclu entre l'Etat et l'Eurométropole de Strasbourg

Entre

L'État, représenté par Monsieur Amaury de SAINT-QUENTIN, Préfet de la région Grand Est, Préfet du Bas-Rhin, et désigné ci-après par les termes « l'Etat », d'une part

Et

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Madame Catherine TRAUTMANN, la Présidente du Conseil métropolitain de L'Eurométropole de Strasbourg, et désignée ci-après par les termes « l'Eurométropole » d'autre part,

Vu la loi n°2026-103 du 19 février 2026 de finances pour 2026 ;

Vu le décret n° 2026-108 du 19 février 2026 portant à répartition des crédits relatifs à la loi des finances du 19 février 2026 pour 2026 ;

Vu l'instruction n° DGCS/SD1B/DIPLP/2023/168 du 27 octobre 2023 relative à la mise en œuvre territoriale du Pacte national des solidarités à travers des pactes et contrats locaux des solidarités conclus entre l'État et les conseils métropolitains pour les années 2024-2027 ;

Vu l'instruction interministérielle n° DGCS/SD1B/SD5A/DIPLP/2025/82 du 4 juin 2025 relative à la déclinaison territoriale du pacte des solidarités pour l'année 2025 à travers deux démarches : les contrats locaux des solidarités conclus entre l'État et les conseils départementaux et entre l'État et les métropoles, et les pactes locaux des solidarités menés avec les acteurs locaux ;

Vu l'instruction interministérielle n° DGCS/SD1B/SD5A/DIPLP/2026/15 du 9 avril 2026 relative à la déclinaison territoriale du Pacte des solidarités pour l'année 2026 à travers deux démarches : les contrats locaux des solidarités conclus entre l'État et les conseils départementaux et entre l'État et les métropoles, et les pactes locaux des solidarités menés avec les acteurs locaux

Vu le contrat local des solidarités 2024-2027 signé le 26 septembre 2024 entre l'État et la l'Eurométropole de Strasbourg, ci-annexé ;

Vu la délibération de la séance plénière du Conseil de l'Eurométropole en date du 9 octobre 2026 autorisant la présidente du Conseil métropolitain à signer le présent avenant ;

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet :

- D'intégrer les dispositions financières relatives à l'exercice 2026 ;
- De modifier les annexes initiales du contrat.

ARTICLE 2 – MODIFICATION DU CONTRAT

2.1 ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES DE L'EUROMETROPOLE ET DE L'ÉTAT

2.1.1 Modification de l'article 2.2 du contrat local des solidarités du 26 septembre 2024

Le troisième tiret du deuxième paragraphe de l'article 2.2 du contrat local des solidarités du 26 septembre 2024 est modifié comme suit :

« Au titre de l'année 2026, le soutien financier de l'État s'élève à un montant de 536 000 €.

Après le cinquième paragraphe de l'article 2.2 sont intégrées les dispositions suivantes :

« Le soutien financier de l'État au titre des crédits de l'année 2026 se répartit ainsi :

- *Au titre de l'axe « Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance » : 112 750 € ;*
- *Au titre de l'axe « Amplifier la politique d'accès à l'emploi pour tous » : 166 500 € ;*
- *Au titre de l'axe « Lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits » : 148 750 € ;*
- *Au titre de l'axe « Construire une transition écologique solidaire » : 108 000 €.*

L'Eurométropole s'engage sur les montants financiers par action figurant dans le tableau financier récapitulatif joint en annexe et à apporter au moins 50% des crédits dévolus à l'ensemble des actions contractualisées.

Ce tableau intègre les reliquats de crédits pour des actions de l'année N-1 en cours de réalisation, lesquels font l'objet d'un report en fonds dédiés dans les comptes du Conseil métropolitain.

Toute action supprimée, modifiée ou nouvelle doit faire l'objet d'un accord préalable obligatoire entre les deux parties, l'État et l'Eurométropole par avenant. Dans le cas où le contenu des actions serait modifié ou de nouvelles actions créées, l'Eurométropole s'engage à transmettre les nouvelles fiches-actions. »

2.1.2 Modification de l'article 2.3

L'article 2.3 « Suivi et évaluation », du contrat local des solidarités susvisé est ainsi rédigé :

« Le suivi et l'évaluation de l'exécution de la présente convention sont effectués de façon conjointe par l'Eurométropole et l'État. Les modalités de pilotage au niveau départemental sont définies entre le Préfet de la région Grand Est et du Bas-Rhin et l'Eurométropole. L'Eurométropole renseigne chaque année, sur « Pilot'actions », le niveau d'atteinte des indicateurs locaux à partir des fiches actions (annexe n°…) et des indicateurs nationaux (annexe n°…), l'exécution financière de chaque action et établit un état d'avancement des actions contractualisées. Elle s'engage à produire tout document annexe à la saisine permettant de vérifier la consommation réelle par action et l'effectivité des dépenses engagées.

L'évaluation à mi-parcours du contrat local couvre la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2025, soit deux années civiles. La méthode d'évaluation et le contenu des documents attendus pour l'évaluation à mi-parcours doivent s'inscrire dans le cadre précisé par le guide méthodologique pour l'évaluation à mi-parcours des contrats locaux des solidarités diffusé en décembre 2025. L'Eurométropole doit transmettre les résultats des travaux d'évaluation à mi-parcours au Préfet de la région Grand Est et du Bas-Rhin au plus tard le 30 juin 2026. Les résultats de ces travaux d'évaluation ne nécessitent pas de délibération du conseil métropolitain.

Au moins une action du contrat local doit faire l'objet d'une mesure d'impact. Cette mesure d'impact s'appuiera sur le livret d'accompagnement à la mesure d'impact diffusé en février 2026.

Le suivi des actions et des moyens mobilisés pour la mise en œuvre du présent contrat est opéré au niveau départemental dans le cadre d'un dialogue de gestion entre les services de l'État et de l'Eurométropole d'une part, et de la gouvernance locale partenariale d'autre part.

Les deux co-contractants s'engagent à renseigner chaque année « Pilot'actions », outil numérique de suivi et de pilotage des contractualisations dans le champ des solidarités, de l'insertion et de l'emploi : saisie et validation dans l'outil des conventions, des actions conventionnées et de leurs mises à jour annuelles dans le cadre des avenants, et des données de bilan de l'année n-1. Plusieurs périodes de saisie sont prévues dans l'année. Les co-contractants s'engagent à renseigner l'outil pendant l'ouverture de la période de saisie. Chaque co-contractant doit toujours avoir au moins un compte pour accéder à l'outil et le renseigner. »

2.1.3 Modification de l'article 2.5

L'article 2.5 « Communication » est ainsi rédigé :

« Le porteur de projet s'engage à faire publicité du financement de l'État dans toute communication visuelle au public au moyen d'une insertion du logo du Ministère du travail, de la santé, des solidarités et des familles, du logo du Pacte national des solidarités, ainsi que du logo du préfet en exploitant les éléments du kit de communication mis à disposition par l'administration. »

2.2 MODALITÉS DE VERSEMENT DES CRÉDITS

L'article 3 « MODALITÉS DE VERSEMENT DES CRÉDITS » du contrat local des solidarités susvisé est complété par les dispositions suivantes :

« Pour 2026, la contribution financière se répartit comme suit :

536 000 € sont mobilisés au profit des 4 axes dans le champ des solidarités sur les crédits du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes ». Ce montant est ventilé pour l'année 2026, selon l'imputation suivante :

- *112 750 € sur l'action 23, sous-action 23 « Pilier 1 Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance », activité de programmation 01 « Contractualisation avec les départements pilier 1 », code activité 0304 50 23 23 01 ;*
- *166 500 € sur l'action 23, sous-action 24 « Pilier 2 Sortie pauvreté par l'activité et emploi », activité de programmation 02 « Contractualisation avec les métropoles pilier 2 », code activité 0304 50 23 24 02 ;*
- *148 750 € sur l'action 23, sous-action 25 « Pilier 3 Lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits », activité de programmation 01 « Contractualisation avec les départements pilier 3 », code activité 0304 50 23 25 01 ;*
- *108 000 € sur l'action 23, sous-action 26 « Pilier 4 Construire une transition écologique solidaire », activité de programmation 01 « Contractualisation avec les départements pilier 4 », code activité 0304 50 23 26 01.*

100 % du montant de la contribution est versé après la date de notification du présent avenant. Ces contributions financières seront créditées sur le compte de l'Eurométropole de Strasbourg selon les procédures comptables en vigueur. »

ARTICLE 4

Le présent avenant prend effet à la date de sa signature.

ARTICLE 5

L'ensemble des autres dispositions de la convention initiale demeurent inchangées.

Fait à Strasbourg, le

La Présidente du Conseil métropolitain de l'Eurométropole de Strasbourg,	Le Préfet de la région Grand Est, Préfet du Bas-Rhin,
Catherine TRAUTMANN	*Amaury de SAINT-QUENTIN*

Pour visa, le contrôleur budgétaire régional du Grand-Est,

Annexe

Programmation des actions 2026

Pacte des solidarités - Eurométropole de Strasbourg 2026

	Bénéficiaire sub	description	Compétence EMS	Inscription 2026 (€) Participation ETAT	Participation EMS	Nature de la participation EMS
Axe1 - Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance						
Soutien à la parentalité - Service public de la petite enfance	EMS	**Pilotage et coordination des actions du Centre social ressources Gens du voyage:** le nouvel agrément du Centre social 2021-2025 prévoit une fonction spécifique d'accompagnement au pilotage et de coordination des projets et des actions, avec les institutions et les partenaires.	Gens du voyage	40 000	40 000	Crédits de fonctionnement du centre social EMS - GDV + CAF
Soutien à la jeunesse - Lutte contre le décrochage	Associations	**Développer les actions vers les jeunes gens du voyage sur les aires d'accueil métropolitaines** : une intervention sociale à finalité éducative en direction de jeunes et des groupes de jeunes et une offre d'accompagnement et d'activités visant l'engagement des jeunes, dans et hors les aires (FLE, éducation canine...)	Gens du voyage	22 750	22 750	Subvention DSSJ - EMS GDV
Soutien à la jeunesse - Accompagnement des jeunes précaires	MdA	**Soutenir la santé mentale des jeunes par le déploiement des actions de la Maison des adolescents** dans les territoires les plus précaire, les QPV, en fonction des besoins. Aller-vers et écoute des jeunes en difficulté personnelle et psychologique, orientations, actions de prévention.	Santé mentale	50 000	50 000	Subvention EMS
			Sous-total axe 1	112 750	112 750	

	Bénéficiaire sub	description	Compétence EMS	Inscription 2026 (€) Participation ETAT	Participation EMS	Nature de la participation EMS
Axe 2 - Amplifier la politique d'accès à l'emploi pour tous						
Remobilisation des personnes en grande précarité	Emmaus Mundo	**Convergence - Dispositif "premières heures en chantier"** Reprise d'activité progressive et accompagnée pour des personnes en grande précarité, dans différents chantiers d'insertion sur le territoire (Emmaüs Mundo, Vétis, Savoir et compétences Emploi et Greta l'Offre).	Insertion profession-nelle	49 500	49 500	Subvention DDEA EMS
Lever les freins sociaux à l'emploi	Logiservice	**Poursuite du projet "PASS inclusion"** : perennisation de l'expérience soutenue dans le cadre du Pacte 2025, mis en œuvre en 2025 vers le public étudiant.	Insertion profession-nelle	42 000	42 000	Valorisation Crédits Insertion EMS
	Emmaus connect	**Projet Triptik-Strasbourg** : un programme structuré destiné aux primo-arrivants, combinant apprentissage du français, formation numérique et accompagnement socioprofessionnel, afin de renforcer leur autonomie et faciliter leur intégration.	Insertion socio-profession-nelle	25 000	25 000	Subvention DSSJ - Ville
	Contact et promotion	**Mise en place d'une structure de pilotage de l'offre de formation en Français Langue Étrangère (FLE)** au profit des étrangers primo-arrivants dans le département du Bas- Rhin : cartographie de l'offre, orientation des publics, professionnalisation des acteurs, coordination sur le territoire en lien avec les institutions.	Insertion socio-profession-nelle	50 000	50 000	Subvention DSSJ-EMS
			Sous-total axe 2	166 500	166 500	

	Bénéficiaire sub	description	Compétence EMS	Inscription 2026 (€) Participation ETAT	Participation EMS	Nature de la participation EMS
Axe 3 - Lutte contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits						
Accès aux droits sociaux et de santé- Complémentarité TZNR	EMS	**Conseiller spécialisé "ma demande de logement social" (SAID) et accompagnant numérique.**- Accompagnement des publics et appui des conseillers numériques non spécialisés du réseau de «médiation numérique ».	Habitat	25 000	25 000	Mobilisation crédit affectés au projet EMS
	EMS	**Expérimentation et élaboration d'outils pour améliorer l'information des usagers sur les dispositifs d'aides dans et vers le logement**, en particulier pour les publics précaires ou éloignés du numérique. Liens avec les acteurs et les professionnels du territoire.	Habitat Maison de l'habitat	25 000	25 000	Mobilisation crédit affectés au projet EMS
	EMS	**Projet "Droit devant" : expérimentation de nouvelles pratiques "d'aller vers " sur le territoire zéro non recours.** Déploiement d'un plan d' actions élaboré avec les acteurs du territoire et les professionnels. Mobilisation d'un groupe d'habitants tout au long de la démarche.	Expérimen-tation	38 750	38 750	Mobilisation crédit affectés au projet EMS - Ville
Accès aux droits sociaux et de santé- Complémentarité TZNR	EMS	**Démarche d'élaboration et de coordination d'une feuille de route vers les séniors dans la ville.** Une meilleure prise en compte des besoins des séniors, avec une focale sur les QPV, et permettre aux communes d'adapter leurs politiques publiques.	Habitat Mobilité	40 000	40 000	Mobilisation crédit affectés au projet EMS - Ville
	Vieduc	**Ouverture d'une Maison France service Cronenbourg.** Accueil des habitants autour d'un bouquet services proposés par les signataires de la charte d'engagement "France Service".	Contrat de ville	20 000	20 000	Crédits EMS inv. (travaux) + avantage en nature (loyer)
			Sous total axe 3	148 750	148 750	

	Bénéficiaire sub	description	Compétence EMS	Inscription 2026 (€) Participation ETAT	Participation EMS	Nature de la participation EMS
Axe 4 - Construire une transition écologique solidaire						
Accès à l'alimentation durable pour tous	CCAS	**Opération estivale** de distribution de repas, 5 jours par semaine, en juillet et en aout piloté par le CCAS et assuré par un ensemble d'associations (Secours populaire, Banque Alimentaire, Abribus...) avec des actions de préventions santé auprès des publics.	PAT - Hébergement	8 000	8 000	Mobilisation crédit affectés au projet EMS
	EMS	**Version augmentée de l'Ordonnance Verte** A partir de la prévention autour des perturbateurs endocriniens,changer les habitudes dans la vie quotidienne, notamment alimentaires, durant la grossesse et après. Développement vers les publics précaires, QPV, parents accompagnant.	Santé environnementale	50 000	50 000	Mobilisation crédit affectés au projet EMS - Ville
Lutte contre la précarité énergétique	EMS	**Déploiement d'une plateforme de lutte contre la précarité énergétique** en garantissant un parcours facilité pour les ménages fragiles, avec un attention particulière pour les personnes âgées. Diagnostics des situations de précarité énergétiques, animer et articuler les dispositifs, déployer les parcours usagers...	Plan climat	20 000	20 000	Mobilisation crédit et RH affectés au projet - EMS
	Face Alsace	**Actions d'éducation à l'environnement et à la lutte contre la précarité énergétique.** Déploiement d'une action de médiation socio-énergetique chez l'habitant : maitrise des énergies, du budget énergétique, réalisation de diagnostics à domicile...	Plan climat	30 000	30 000	Subvention DEPC-EMS
			Sous-total axe 4	108 000	108 000	
			TOTAL GENERAL Pacte	536 000	536 000	1 072 000 €

Synthèse des résultats de l'évaluation à mi-parcours du contrat local des solidarités

Rappel des principales caractéristiques du contrat local des solidarités (date de signature, principaux besoins territoriaux identifiés et principaux objectifs du contrat, nombre et types d'actions, partenaires, opérateurs, budget global)

Signé en juin 2024 entre l'État et l'Eurométropole de Strasbourg, le Contrat local des solidarités 2024-2027 s'inscrit dans le cadre du Pacte national des solidarités, succédant à la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.
Une contractualisation pluriannuelle – le contrat local des solidarités et ses avenants annuels- permet à l'Eurométropole d'être soutenue financièrement par l'État, à hauteur de 536 000 € par an, sur la durée de la contractualisation 2024 et 2027. Dans une logique de cofinancement 50/50, l'Eurométropole s'engage à la même hauteur, sur chacune des actions fléchées dans la programmation annuelle, sous forme de subvention nouvelle, de subvention ou moyens affectés au projet, voire dans certains cas limités, de valorisation de moyens existants.

Dans le cadre proposé par l'État, un travail entre directions a permis d'identifier des actions à inscrire dans le Pacte des Solidarités métropolitain, au croisement des thématiques posés par l'État et des feuilles de routes des différentes politiques publiques portées par l'Eurométropole – au-delà des seules politiques dites sociales.

Quelques chiffres clés et points saillants du diagnostic (coopésia, 2023) **:**
- En 2020, le taux de pauvreté s'élève à 20% sur l'EMS (15% au niveau national).
- La pauvreté touche particulièrement les moins de 40 ans, les familles monoparentales et les ménages qui résident dans les zones urbaines denses.
- Une pauvreté diffuse : les quartiers prioritaires de la politique de la Ville concentrent un peu plus du tiers de la population pauvre de la métropole.
- L'Eurométropole marquée par des fragilités liées au logement : sur occupation, loyers élevés, demande de logements sociaux…

Les publics en faveur desquels agir en priorité :
- Familles monoparentales, cumulant des difficultés (logement, emploi) et leurs enfants
- Hommes seuls
- Couples avec enfants
- Les jeunes 15-19 ans décrocheurs, non scolarisés
- Moins de 30 ans non insérés
- Locataires de bailleurs sociaux non insérés

Les territoires sur lesquels agir en priorité :
Schiltigheim, Strasbourg, Bischheim, Ostwald, Lingolsheim.
Des QPV à prioriser : Elsau, Ampère, Port du Rhin

L'Eurométropole a souhaité prioriser l'intervention du Pacte des solidarités sur des actions relevant de ses domaines de compétence_(les gens du voyage, l'insertion professionnelle, l'hébergement et l'accès au logement, les jeunesses, la santé environnementale et l'alimentation en lien avec le Plan alimentaire territorial (PAT), les mobilités et la précarité énergétique en lien avec le Plan climat…) plutôt que sur des compétences municipales, sans s'interdire de travailler la question du partage de bonnes pratiques et l'animation territoriale.

Enfin, une recherche de cohérence et de complémentarité entre le Pacte des solidarités et le Contrat de Ville 2024-2030 a toujours été posée par la collectivité dans un souci d'efficacité, de lisibilité de l'action publique et d'amélioration du suivi.

En 2024, **17 actions** ont été financées pour un budget global de **1,072 million d'euros** (536 000 € de l'État et 536 000 € de l'Eurométropole), couvrant des domaines comme le soutien à la parentalité, l'insertion professionnelle, l'accès au logement, la santé, ou encore l'alimentation durable.
En 2025, **18 actions** sont retenues, dont 9 sont reconduites et 9 sont nouvelles, avec une répartition des crédits renforcée sur l'accès aux droits et l'inclusion (notamment dans les QPV), mobilisant toujours **1,072 million d'euros** (536 000 € de l'État et 536 000 € de l'Eurométropole).

La programmation des actions intégrées dans le Pacte des solidarités se répartissent autour de quatre axes stratégiques :

- Axe1 - Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance
- Axe 2 - Amplifier la politique d'accès à l'emploi pour tous
- Axe 3 - Lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits
- Axe 4 - Construire une transition écologique solidaire

Le tableau récapitulant l'ensemble des actions et leurs financements est annexé à cette synthèse. Ci-dessous les principaux sous-thèmes soutenus dans la programmation 2024- 2025 :

- **Axe 1 – Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance**

Le **soutien à la parentalité** a été mis en avant dans l'axe 1 lors des deux premières années du Pacte dans une volonté de structuration des actions menées par la collectivité et développer des actions vers les parents notamment dans les territoires de la politique de la Ville. Le territoire de l'Elsau dans lequel la Ville s'est particulièrement investie avec la reprise des activités du centre socio-culturel devant permettre d'expérimenter de nouvelles actions vers les familles et les partenaires.

Plusieurs actions en faveur du **soutien aux jeunesses vulnérables** ont été inscrites dans cet axe.
Une action en 2024 visait à poursuivre les dynamiques lancées par un diagnostic jeunesses menée avec les communes de la métropole. Une action de mobilisation des jeunes de la communauté des gens du voyage a nécessité un important travail d'ingénierie et de partenariat afin de trouver la bonne approche et le ou les intervenants en capacité de s'engager auprès de ce public.
Le déploiement de la Maison des adolescents sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville a été inscrit dans la programmation et pris en charge uniquement par l'Eurométropole, en 2025, afin de maintenir l'équilibre global du Pacte. L'État prenant en charge la totalité de deux actions de l'axe 3, relatives à l'accès au logement des personnes vulnérables. Ces deux actions impliquaient en effet la création de deux postes en contrat de projet, possible sous condition prise en charge de ces postes par des recettes nouvelles.

- **Axe 2 : Amplifier la politique d'accès à l'emploi pour tous**

Les actions ont été repérées avec la Direction du développement économique et de l'attractivité (DDEA), pour le soutien à des **actions d'insertion vers les personnes en grande précarité et étudiants précaires**. L'action « Première heure en chantier » était par ailleurs soutenue par la Commissaire à la lutte contre la pauvreté comme dans de nombreux Pacte des solidarités au niveau national.
Une action autour de l'accès à la santé des personnes gens du voyage a été incluse dans cet axe comme une action en amont de l'insertion, un vrai levier pour lever des freins à l'insertion.

Enfin le projet de **plateforme de coordination des actions d'apprentissage du Français langue étrangère** (FLE) est inscrit depuis 2024 dans le Pacte. Cette démarche a permis de désigner un porteur en 2026 et de financer la plateforme via le pacte de l'Eurométropole et celui de la Collectivité Européenne d'Alsace. En 2024 et 2025, les partenaires ont pu construire de cadre de cette plateforme, d'échanger sur les attentes et les attendus, dans le cadre du comité local pour l'emploi. Durant ces deux années, des soutiens exceptionnels aux acteurs du FLE ont été attribués.

- **Axe 3 - Lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits**

L'accès aux droits est un axe fort du Pacte des solidarités de l'Eurométropole et qui a été renforcé en 2025.
Depuis 2024, le Pacte apporte sa contribution au projet multi partenarial **« territoire zéro non recours »** sur lequel la Ville de Strasbourg a été lauréate, dans une perspective de déploiement futurs.

En 2024, cet axe a permis d'inscrire deux actions vers **les plus précaires** : le soutien à une structure d'hébergement expérimentale pour personnes à la rue avec des animaux, qui a pu trouver des financements de droits commun à partir de 2025, et le renforcement de moyens pour une action d'insertion de ménages issus de bidonville accueillis un espace temporaire d'insertion.
En 2025, le Pacte a permis le soutien à deux projets portés par le service habitat, Direction de l'urbanisme et des territoires, en faveur de **l'accès au logement** des plus défavorisés. Il s'agit de renforcer par des moyens humain deux projets en développement : la réseau « ma demande de logement social » et la maison de l'habitat et porter des actions spécifiques vers les publics et les partenaires.

- **Axe 4 - Construire une transition écologique solidaire**

La construction de l'axe 4 du pacte a donné lieu à des rapprochements avec la direction des transitions et du climat et de soutenir la construction de la politique de **lutte contre la précarité énergétique** de la collectivité.
C'est aussi dans cette axe que l'on a pu mettre en lumière des actions inscrites dans le **plan alimentaire territorial qui concernait le bien manger pour tous**, en lien avec le CCAS de Strasbourg.
Enfin L'Eurométropole a proposé de renforcer son intervention dans la mise en œuvre de **l'Ordonnance verte,** avec le double enjeu de lutte contre les perturbateurs endocriniens et de promotion de l'éducation à l'alimentation vers les femme enceintes et leur proche ;

1. Synthèse des enseignements issus de l'évaluation des actions

1.1 Mise en évidence des actions « phare »

En concertation avec les services de la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Bas-Rhin, l'Eurométropole a sélectionné les actions suivantes dans le cadre de cette synthèse à mi-parcours, à la fois dans un souci de diversité des projets, mais aussi de donner à voir les évolutions des projets au cours de leur mise en œuvre.

Axes du Pacte	Actions ciblées
Axe1 - Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance	- Pilotage du centre ressources GDV (2024-2025) - Action jeunes gens du voyage (2024-2025) - Carte Atout-Voir (2024)
Axe 2 - Amplifier la politique d'accès à l'emploi pour tous	- Projet Pass inclusion (2024) - Dispositif première heures en chantier (2024-2025)
Axe 3 - Lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits	- Projet « Droits devant » (2024-2025) - Feuille de route séniors dans la ville (2025)
Axe 4 - Construire une transition écologique solidaire	- Mise en place de cuisines partagées (2024-2025) - Ordonnance verte (2024-2025)

Conformément au cadre du bilan à mi-parcours, chacune des actions est présentée en 4 points :
- Principaux résultats
- Facteurs clés de réussite pour la mise en œuvre et le fonctionnement de l'action
- Perspectives de développement et leviers d'actions envisagés
- Plus-value de l'action

Axe 1 : « Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance »

Action 1 : **Pilotage et coordination des actions du centre social - ressources Gens du Voyage**

Thématique : Accès aux droits pour les familles présentes sur les aires d'accueil des gens du voyage

- Principaux résultats

Depuis son renforcement en 2024, le centre social - ressources Gens du Voyage, agréé par la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin, a permis d'accompagner **1 400 personnes** de tous âges, en collaboration avec **l'ensemble des partenaires** dont les 9 Espaces de Vie Sociale (EVS) portés par 4 associations agréées par la CAF**,** répartis sur les aires d'accueil. Cette action a permis de structurer un réseau solide entre les acteurs sociaux, éducatifs et institutionnels.

Sur le plan opérationnel :

- **10 réunions mensuelles** pour coordonner les interventions des différents partenaires, assurant une meilleure cohérence des actions.
- Une **rencontre régionale sur la scolarisation des enfants du voyage** organisée le 8 octobre 2025, en partenariat avec le CASNAV (Centre Académique pour la Scolarisation des Élèves Allophones et des Enfants de Familles Itinérantes), renforçant la sensibilisation des acteurs éducatifs et des familles.

Sur le plan qualitatif :

- La **coordination** entre les coordinatrices sociales et les animateurs des EVS a été **fluidifiée**, permettant une complémentarité des actions et une meilleure réponse aux besoins des familles.
- L'accompagnement vers la scolarisation des enfants a été **renforcé**, grâce à des processus simplifiés et à un partenariat actif avec le CASNAV.
- Une **expertise sociale** a été développée pour répondre aux situations complexes, notamment pour les familles confrontées à des difficultés cumulées en matière de santé, d'analphabétisme ou d'inclusion sociale.
- Un **axe sur la transition écologique** a été intégré, marquant une adaptation aux enjeux environnementaux actuels, à travers la sensibilisation à la gestion des déchets et la gestion de l'énergie.

- Facteurs clés de réussite pour la mise en œuvre et le fonctionnement de l'action

La création d'un **poste de coordinatrice – référente famille à temps plein** a constitué un levier majeur de l'action du centre de social - ressources pour les gens du voyage, qui a apporté une dynamique partenariale nouvelle et permis de fluidifier les relations entre les acteurs.

Ce poste structure et professionnalise le centre de social – ressources. Il a permis :

- d'assurer une animation permanente du réseau de l'ensemble des associations bénéficiaires d'une subvention pour leur intervention sur les aires d'accueil,
- de développer une fonction expertise, indispensable pour diagnostiquer les besoins et proposer des réponses adaptées ;
- de fédérer les acteurs autour d'objectifs communs et en favorisant la complémentarité des interventions.
- de développer la concertation avec les familles.

- Perspectives de développement et leviers d'actions envisagés :

Réaliser un bilan des actions et un diagnostic territorial sur l'action du centre social ressources pour sa demande de renouvellement d'agrément pour la période 2026-2031 **:**

- Un bilan complet des actions menées entre 2021 et 2025 sera réalisé afin de mesurer leur efficacité au regard des objectifs initiaux.
- Des temps de concertation avec les usagers sont prévus durant cette période, afin de mieux prendre en compte leurs attentes dans l'élaboration des futures actions.

À partir de ce bilan, le centre social- ressource va piloter la **réalisation d'un diagnostic territorial** qui permettra d'évaluer les actions prioritaires notamment sur les thématiques de scolarisation, la mobilisation des jeunes, les actions de soutien des parcours de santé, la prise en compte d'enjeux de transition écologique (…comme la gestion des déchets sur les aires d'accueil ou des ateliers d'éducation environnementale, en association avec les acteurs locaux).
Ce travail mené en concertation avec les associations et partenaires du service des gens du voyage et avec l'État, la Collectivité Européenne d'Alsace (CeA) et la CAF devra permettre de la définition des objectifs pour les 5 prochaines années (2026-2031), dans le cadre du renouvellement de l'agrément centre social

Préparer le renouvellement de l'agrément CAF (2026–2031)

- La rédaction du nouveau projet social pour le centre social - ressources.
- Des indicateurs d'impact, notamment sur la scolarisation, l'accès aux droits les indicateurs de santé ;
- Une stratégie de pérennisation financière, en diversifiant les sources de financement (EMS, Ville, CAF, appels à projets nationaux).

- Plus-value de l'action

Une coordination renforcée pour une action plus efficace
Ce projet bénéficie d'un pilotage centralisé, assuré par une coordinatrice dédiée.
Cela permet une meilleure cohérence entre les interventions des différents partenaires et une réactivité accrue face aux besoins émergents.

Une proximité et une expertise adaptées aux publics
L'action de pilotage et coordination du centre social ressources Gens du Voyage a démontré son utilité et son efficacité depuis son renforcement en 2025. Cette action est un levier essentiel pour lutter contre les inégalités dès l'enfance et améliorer l'accès aux droits des familles du voyage. Son **modèle innovant, unique au niveau national**, alliant coordination, proximité et approche globale, mérite d'être **pérennisé et essaimé** sur d'autres territoires.

Action 2 : **Carte Atout Voir La carte Atout Voir – dispositif d'accès facilité à la culture et aux loisirs pour les jeunes**

Thématique : Soutien à la jeunesse – Accès à la culture pour tous

- Principaux résultats

La carte Atout Voir, dispositif d'accès facilité à la culture et aux loisirs pour les jeunes, a connu une évolution majeure depuis la rentrée 2024-2025 : elle est désormais gratuite, supprimant ainsi le frein financier du coût d'entrée (7 € auparavant).
Ce changement a permis une augmentation significative du nombre de bénéficiaires, avec 8 140 cartes distribuées sur l'année scolaire 2024-2025 (2 800 cartes en 2023-2024)
Le déploiement est jugé très satisfaisant, notamment grâce à la mise en ligne de la carte et son intégration aux outils du Pass Culture, ainsi qu'à l'ajout de nouveaux partenaires culturels et points relais.

- Facteurs clés de réussite pour la mise en œuvre et le fonctionnement de l'action

Plusieurs éléments ont été déterminants dans le succès de cette action :

- La **gratuité de la carte**, qui élimine les barrières financières et symboliques pour les jeunes, facilitant ainsi leur accès à la culture.
- **L'intégration de la carte dans les outils en ligne du Pass Culture**, ce qui a accru sa visibilité et son accessibilité.
- **L'élargissement du réseau** de partenaires culturels et de points relais, renforçant la couverture géographique et l'offre disponible.
- La **compensation financière du Pacte des Solidarités**, qui a permis de maintenir la gratuité de la carte tout en soutenant les partenaires culturels.

- Perspectives de développement et leviers d'actions envisagés

Pour les années à venir, les objectifs sont ambitieux :

- **Atteindre 15 000 cartes** distribuées en 2026, tout en augmentant le nombre de billets compensés (50 000 en 2025 et 60 000 en 2026).
- **Poursuivre l'élargissement** du réseau de partenaires culturels et de points relais pour renforcer l'accessibilité du dispositif.
- Améliorer la **communication** autour de la carte afin de toucher un public plus large de jeunes.

- Plus-value de l'action

La carte Atout Voir se distingue par plusieurs atouts majeurs :

- Sa gratuité, qui la rend plus accessible que d'autres dispositifs similaires comme la Carte Culture ou le Pass Culture.
- Son rôle dans la levée des barrières financières et symboliques, favorisant l'inclusion culturelle des jeunes.
- Son soutien à l'écosystème culturel local, grâce à la compensation financière des partenaires, tout en rendant la culture accessible à un plus grand nombre.

Action 3 : **Développer des actions vers les jeunes gens du voyage**

Thématique : Soutien à la jeunesse – Accompagnement des jeunes précaires – Lutter contre le décrochage

- Principaux résultats

L'action vise à accompagner les jeunes gens du voyage âgés de 12 à 25 ans, un public souvent invisible et marginalisé sur les aires d'accueil.
En 2025, **50 jeunes ont été touchés par des actions de proximité**, notamment lors d'ateliers de socialisation et d'alphabétisation sur deux aires d'accueil (Bischheim/Hoenheim/La Wantzenau et Geispolsheim), avec une fréquence de 1h30 deux fois par semaine.
Ces ateliers ont permis d'établir un lien de confiance avec les jeunes, favorisant leur assiduité et leur engagement dans les apprentissages pendant leur résidence sur les aires.

- Facteurs clés de réussite pour la mise en œuvre et le fonctionnement de l'action

Plusieurs éléments ont été déterminants pour le bon déroulement de l'action :

- L'adaptation des actions aux centres d'intérêt des jeunes (numérique, permis de conduire, etc.), ce qui a facilité leur mobilisation.
- L'approche par la pédagogie du détour, qui a permis de créer du lien et de susciter l'adhésion des jeunes.
- L'implication directe du service Gens du voyage et de l'Eurométropole, qui ont développé des actions de proximité pour expérimenter différentes méthodes d'accroche.
- La constitution d'un vivier d'intervenants spécialisés, capables de proposer des activités variées et adaptées aux besoins spécifiques des jeunes gens du voyage.

Cependant, des **difficultés persistent**, notamment :

- La difficulté à trouver **des structures capables de porter une action globale pour ce public spécifique**. La mise en place de ce projet a connu ainsi des difficultés de démarrage : deux partenaires se sont désistés au moment du dépôt du projet auprès des institutions, du fait de fragilités internes. La recherche de partenaires a retardé la mise en œuvre concrète de l'action. Le service des gens du voyage a même pensé un temps reprendre cette action régie avant de se raviser et faire le choix de diversifier les intervenants et de tester l'intérêt des jeunes pour différentes propositions.
- **L'itinérance des familles**, qui complique la mise en place d'un accompagnement sur le long terme.

- Perspectives de développement et leviers d'actions envisagés

Pour 2026, les perspectives incluent :

- Poursuivre les rencontres et renforcer le lien de confiance avec les jeunes pour favoriser leur engagement.
- Structurer davantage les actions en s'appuyant sur des professionnels expérimentés dans l'accompagnement des jeunes gens du voyage.
- Élargir l'offre d'activités, en mobilisant des intervenants aux compétences variées.
- Amplifier la coordination entre les acteurs pour assurer une continuité dans l'accompagnement, malgré l'itinérance des familles.

- Plus-value de l'action

- Une approche ciblée et adaptée aux besoins spécifiques des jeunes gens du voyage, souvent éloignés des dispositifs classiques et pour lesquels aucune action ciblée n'avait encore été développée.
- Un accompagnement personnalisé, centré sur la création de liens de confiance et l'autonomie des jeunes.
- Un impact social significatif, en offrant aux jeunes des perspectives d'engagement et d'intégration, malgré les défis liés à leur mobilité.

Axe 2 : « Amplifier la politique d'accès à l'emploi »

Action 1 : **Le « Pass'Inclusion » : pour l'inclusion des étudiants en situation de précarité**

Thématique : Remobilisation des personnes en grande précarité

- Principaux résultats

L'action "Pass'Inclusion", portée par l'association intermédiaire Logiservices, vise à lutter contre la précarité étudiante en proposant des contrats de travail flexibles et un accompagnement social et professionnel à des étudiants en situation de vulnérabilité économique.
Après une phase d'ingénierie et de montage du projet en 2024, le projet a pu se déployer en 2025 avec un premier bilan très positif :

- **15 étudiants accompagnés sur 5 mois**, entre mai et octobre 2025 (sur 19 orientés par le CROUS), dont 10 mis à l'emploi par Logiservices.
- **579 heures de travail** réalisées par 11 étudiants sur 6 types de postes (manutentionnaire, aide animateur, assistant logistique, etc.), auprès de 11 clients (particuliers, associations, entreprises, collectivités).
- **100 % de satisfaction** : les étudiants recommandent le dispositif, soulignant la flexibilité des missions (adaptées à leurs emplois du temps universitaires), l'accompagnement personnalisé, et l'amélioration de leur situation financière et une diminution de leur anxiété. Les clients se déclarent tous satisfaits (5/5), mettant en avant la qualité du travail, la réactivité, et l'adéquation entre les profils et les besoins.

Trois effets principaux sur les parcours des étudiants :

- **Réduction de la précarité** : 100 % des étudiants déclarent une amélioration de leur situation financière.
- **Renforcement des compétences** : tous ont développé des savoir-faire et une meilleure confiance en eux.
- **Prévention du décrochage** : 7 étudiants sur 8 estiment que l'expérience contribue à leur projet professionnel et personnel.

- Facteurs clés de réussite

Logiservices est une association intermédiaire expérimentée dans l'accompagnement des personnes en difficulté et tout particulièrement du public étudiant. En effet cette action s'inscrit dans la continuité d'une expérimentation réussie en 2021-2022, où 64 étudiants précaires avaient bénéficié d'un accompagnement similaire, avec des retours très positifs sur l'autonomie, la socialisation, et l'insertion professionnelle.

Dans la mise en œuvre de l'action développée en 2024 et 2025 plusieurs éléments ont été déterminants :

- La formalisation d'un partenariat stratégique avec le CROUS : pour le repérage et l'orientation des étudiants précaires, garantissant un ciblage efficace des bénéficiaires. Une convention a été signée en avril 2025 pour clarifier les rôles et les processus (diagnostic socio-professionnel, entretien social, pass IAE, mise à l'emploi).
- La mise en place d'un accompagnement global : suivi social par un référent social du CROUS et suivi professionnel au sein de l'association Logiservices, bien repéré par chacun des étudiant·e·s.
- L'adaptation des contrats de travail : CDD renouvelables, missions courtes (8h/semaine en moyenne), compatibles avec les emplois du temps universitaires.

Logiservices dispose d'un réseau de clients diversifié et peut s'appuyer sur des partenariats anciens avec des particuliers, associations, entreprises et collectivités, offrant une variété de missions (logistique, ménage,

animation, etc.). L'association a porté des actions de sensibilisation des clients aux spécificités du public étudiant (ex. : visites sur les lieux de travail pour favoriser l'autonomie) et mis en place une communication importante pour faire connaitre cette offre et recueillir un retour de satisfaction des clients et des étudiants missionnés.

- Perspectives de développement et leviers d'action

Pour poursuite et consolider cette expérimentation, plusieurs pistes sont envisagées :

- **Élargissement des partenariats** : collaborations avec de nouveaux clients (ex. : soutien scolaire pour les particuliers, manutention pour les entreprises, accueil événementiel), renforcement des liens avec l'Université de Strasbourg et les services sociaux pour toucher plus d'étudiants précaires, notamment les étudiants internationaux (22 % des effectifs à Strasbourg) et les étudiants en situation de handicap (2 cas accompagnés en 2025).
- **Amélioration continue de l'accompagnement** : notamment le volet psychologique (ex. : partenariat avec des psychologues pour les étudiants en grande détresse) et acculturer les étudiants aux codes du monde professionnel (ex. : ateliers sur la ponctualité, la gestion du temps, la posture en entreprise).

Pour renforcer l'impact et la pérennité du dispositif, une stratégie de **communication** et de plaidoyer sera déployée vers les élus locaux, entreprises, associations, afin de mettre en avant les retours positifs des bénéficiaires et des partenaires (témoignages, de verbatims ou des résultats des enquêtes de satisfaction) pour convaincre de nouveaux financeurs et partenaires de rejoindre l'initiative.
Parallèlement, un travail **d'évaluation et de capitalisation** sera mené pour mesurer les effets durables du dispositif, notamment à travers des indicateurs comme le taux de décrochage universitaire ou l'insertion professionnelle des anciens bénéficiaires, et pour formaliser les bonnes pratiques afin de les diffuser et de les adapter dans d'autres territoires, comme les métropoles universitaires confrontées à des défis similaires.

- Plus-value de l'action

L'action « Pass'inclusion » s'inscrit dans une logique **d'insertion par l'activité économique** (IAE), qui va au-delà du simple emploi et intègre ainsi une dimension sociale et psychologique essentielle pour des publics en situation de précarité. Là où les jobs étudiants standards se limitent souvent à une relation employeur-salarié classique.
Le public étudiant n'est pas un public cible des structures d'insertion par l'économique est c'est par dérogation, en accord avec l'État que Logiservices a pu **expérimenter l'insertion de ce public étudiant** selon les modalités des IAE, dans une perspective de **soutien des parcours plutôt que dans un objectif d'emploi durable**.

Le modèle proposé, d'une grande **flexibilité**, s'adapte aux contraintes des étudiants, avec des **contrats de travail compatibles avec les emplois du temps universitaires**, des missions courtes et modulables qui n'empiètent pas sur les heures de cours. Ce modèle permet de concilier utilité sociale et efficacité économique, en offrant une réponse concrète aux étudiants précaires.

Pour l'avenir, l'enjeu sera de **capitaliser sur ses résultats afin de pérenniser le dispositif** qui est expérimental et dérogatoire du fonctionnement habituel d'une association intermédiaire. Il doit pouvoir trouver une modalité de financement pérenne, soit via le financement des postes d'insertion soit en diversifiant ses sources de financement, combinant apports publics (État, Eurométropole de Strasbourg, CeA) et revenus générés par les missions elles-mêmes.

Action 2 : **Soutien à Convergence pour le développement du Dispositif Premières Heures en Chantier (PHC)**

Thématique : Remobilisation des personnes en grande précarité

Le Dispositif Premières Heures en Chantier (PHC) propose aux personnes en grande précarité (notamment personnes à la rue ou avec des problématiques santé) une remise en activité progressive et un support d'accompagnement facilitant pour les professionnels de l'accompagnement. Le dispositif s'appuie sur une montée en charge très progressive (4h/semaine puis 8, 16…) à de l'activité, au sein d'un chantier d'insertion.

- Principaux résultats

En 2025, le dispositif "Premières Heures en Chantier" (PHC) a accompagné 73 salariés, dont 46 nouvelles entrées, principalement des personnes en situation de grande exclusion, sans-abri ou en hébergement précaire.
100% des salariés avaient connu un parcours de rue, dont la moitié pendant plus de deux ans.
À la sortie du programme, **78 % des personnes initialement à la rue ont accédé à un hébergement ou un logement stable.** Les résultats montrent également **34 % de sorties dynamiques**, c'est-à-dire vers un emploi, une formation ou un contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI) classique, ainsi que **17 % d'orientations vers des parcours de soin**.
Le programme a également permis de diversifier le public accompagné, avec une augmentation notable des jeunes et des familles monoparentales, notamment au sein de l'Atelier Chantier d'Insertion (ACI) Vêtis, qui accueille exclusivement des femmes. Le programme Convergence (CVG), qui accueille des publics en situation de grande exclusion mais un peu moins précaires que ceux de PHC, a pu accueillir plus d'une vingtaine de salariés issus de PHC chaque année, confirmant l'efficacité de la passerelle entre les deux dispositifs.

- Facteurs clés de réussite

Plusieurs éléments ont contribué au succès de l'action. Tout d'abord, la mise en place de **partenariats solides** avec un réseau d'orientateurs variés, incluant les CCAS, les maraudes, les CHU et les structures d'hébergement, a permis un repérage ciblé des publics les plus vulnérables. Les conventions formalisées avec ces acteurs sociaux ont garanti un suivi conjoint et continu des salariés, en maintenant le lien avec leur travailleur social référent.

L'approche progressive et adaptée du programme a également joué un rôle clé. Les contrats de travail, débutant à 4 heures par semaine, sont modulables et **s'ajustent au rythme et aux capacités de chaque personne**, avec une montée en charge personnalisée pouvant aller jusqu'à 20 heures.
Les activités proposées, telles que le tri de vêtements, le maraîchage ou l'entretien d'espaces verts, sont conçues pour être valorisantes, sans pression de rendement. Les chantiers disposent également d'espaces dédiés, équipés de douches et de zones de repos, pour accueillir dans des conditions dignes des personnes sortant de la rue.
L'accompagnement global et de proximité est un autre pilier du dispositif. Chaque chantier bénéficie d'un **éducateur socio-professionnel dédié** (1 ETP par structure), coordonné par l'équipe Convergence Strasbourg portée par Emmaüs Mundolsheim.
Des outils innovants ont été déployés, comme un **plan santé mentale** incluant des séances de sophrologie et des ateliers socio-esthétiques. Enfin, des immersions dans d'autres structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) préparent également les salariés aux suites de parcours.
Le financement sécurisé, répartis à parts égales entre l'État et l'Eurométropole de Strasbourg, complété par des subventions de Convergence France et de la Collectivité Européenne d'Alsace (CEA), a permis de pérenniser les postes malgré les menaces de réduction des emplois d'insertion au niveau national.

- Perspectives de développement et leviers d'action

L'élargissement du dispositif passe par l'intégration de nouveaux chantiers d'insertion, dans le cadre de l'action Convergence mais aussi l'action PHC : Solibat ou Libre Objet, ce qui permettrait d'atteindre d'augmenter les places en insertions pour les publics de ces deux dispositifs.
Une perspective sera recherchée autour de la **diversification des activités** supports, telles que le potager chez Vêtis ou le démontage de vélos chez Savoir & Compétences, pour répondre aux variétés de profils et d'appétences.
Les chantiers se mobilisent également pour toucher de nouveaux publics, comme les jeunes en rupture, les femmes victimes de violences ou les personnes en situation administrative complexe.
Enfin **l'extension du réseau santé**, en collaboration avec des structures comme l'Équipe Mobile de Précarité Psychiatrique (EMPP), améliorera la prise en charge des problématiques de santé mentale et d'addiction.

En 2026, la pérennisation financière et la gouvernance seront des enjeux cruciaux. Il s'agira de sécuriser les financements de l'État, de l'EMS et de la CEA, malgré les incertitudes nationales, et d'explorer de nouveaux leviers, tels que les fonds européens ou le mécénat d'entreprises locales. Sur la gouvernance, l'enjeu est de structurer le portage local des deux actions PHC et Convergence, avec la fin programmée du portage national par Convergence France en 2027.

- Plus-value de l'action

L'action "Premières Heures en Chantier" se distingue par son **approche innovante et humaine**, offrant une réponse adaptée aux besoins des publics les plus exclus, souvent invisibilisés par les dispositifs classiques. La flexibilité des contrats et l'accompagnement personnalisé, incluant un **droit à l'erreur**, permettent de prendre en compte les réalités et les rythmes de chacun.
Le dispositif s'inscrit en **complémentarité avec l'existant**, s'articulant de manière positive avec le dispositif Convergence, comme une véritable passerelle vers l'emploi durable, comme en témoignent les 21 salariés issus de PHC ayant intégré CVG en 2024.

L'impact territorial est également significatif, avec un **maillage efficace du territoire**, couvrant à la fois les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) et les communes de la métropole, grâce aux partenariats avec les chantiers locaux.
Les effets induits vont au-delà de l'insertion professionnelle : amélioration de l'hygiène, regain d'estime de soi et réduction de l'isolement grâce à la recréation de liens sociaux.
Ce modèle, déjà reproductible, est déjà développé sur le territoire national et gagnerait à poursuivre son essaimage.

Axe 3 : « Lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits »

Action 1 : **Expérimentation de nouvelles pratiques "d'aller vers " sur le territoire zéro non recours : projet "Droits devant"**

Thématique : Accès aux droits sociaux et de santé- Complémentarité TZNR

L'action "Droits devant", lancée dans le cadre du programme Territoire Zéro Non-Recours (TZNR) vise à lutter contre le non-recours aux droits sociaux dans le quartier Neudorf-Musau, un territoire de près de 45 000 habitants où 18,5 % de la population vit sous le seuil de pauvreté.

- Principaux résultats

En 2024 et 2025, le projet a permis de toucher **plus de 1 500 personnes**, dont 1 000 rencontrées directement lors d'actions d'"aller vers", et **160 accompagnées pour un diagnostic complet de leurs droits**.
250 accompagnements numériques ont été réalisé et 12 rendez-vous d'assistance aux démarches ont été organisés pour des personnes veuves, suite à l'envoi de courriers ciblés.
Les actions menées ont pris des formes variées : présence dans l'espace public (marchés, arrêts de bus, sorties d'écoles), forums thématiques (ex. : "Droits aux buts" avec la Mission locale pour les jeunes sans emploi), et partenariats innovants, comme l'intégration d'aides locales au simulateur national 1jeune1solution ou la collaboration avec le bailleur social Ophéa pour repérer les seniors isolés.

Si le projet a permis d'identifier et d'accompagner de nombreux bénéficiaires, notamment sur des droits comme la **complémentaire santé solidaire** ou les **aides locales**, il a aussi révélé des limites dans la détection des publics les plus invisibles, comme les bénéficiaires potentiels du **RSA ou de la prime d'activité**.
Des ciblages plus précis ont enfin été mis en place, comme les personnes en **domiciliation postale**, afin de toucher encore de personnes sur le quartier.

- Facteurs clés de réussite pour la mise en œuvre et le fonctionnement de l'action

La **construction collective du projet** a été essentielle : dès 2024, de nombreux temps de concertation ont été organisés avec les partenaires institutionnels (Ville de Strasbourg, État, CAF, CPAM, France Travail) et associatifs, permettant de définir une **stratégie adaptée aux spécificités du territoire**.
Cette stratégie s'appuie sur l'identification de quatre temps de vie critiques (jeunes majeurs, futurs parents, familles monoparentales, seniors), ce qui a permis de concentrer les efforts sur des moments où le risque de non-recours est particulièrement élevé et réduire les risques de bascule dans la précarité lors de ces moments de vulnérabilité.

L'innovation méthodologique a également joué un rôle clé. Le projet a développé un diagnostic des droits complet (3D), outil permettant d'évaluer l'éligibilité des habitants à un large panel de droits et services, allant des aides sociales (RSA, prime d'activité) aux services publics locaux (tarifs solidaires, aides à la mobilité). Ce diagnostic, couplé à des actions d'"aller vers" dans des lieux de vie quotidiens (écoles, marchés, résidences sociales), a facilité la rencontre avec des publics souvent éloignés des institutions.
L'utilisation de **supports mobiles** (vélo cargo, stands itinérants) et la mobilisation de relais locaux (bailleurs sociaux, associations sportives) ont permis de toucher des personnes qui ne se seraient pas déplacées spontanément vers les services publics.

Un autre facteur déterminant a été **l'implication des habitants,** constitué en octobre 2024, dans la gouvernance du projet. Le groupe d'habitants, composé d'une douzaine de personnes représentatives des

quatre temps de vie ciblés, s'est réuni mensuellement pour co-construire les actions et les outils de communication. Leur participation a non seulement légitimé le projet aux yeux des autres résidents, mais a aussi permis d'ajuster les messages et les méthodes en fonction des retours terrain. Par exemple, leur feedback a été déterminant pour concevoir un flyer clair et accessible, ou pour organiser des forums en sortie d'école, moments où les parents sont plus disponibles.

Enfin, le soutien institutionnel et financier a été indispensable. Le budget de 269 069 € en 2025, cofinancé par l'État, l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg, a permis de **recruter une médiatrice des droits et un conseiller numérique**, deux postes clés pour assurer l'accueil des publics et l'accompagnement aux démarches. Les formations dispensées aux intervenants (par la CAF, la CARSAT, France Travail) ont également renforcé leurs compétences, garantissant un accompagnement de qualité.

- Perspectives de développement et leviers d'actions envisagés

Pour pérenniser et étendre l'action, plusieurs pistes sont envisagées en 2026 :

- La mise en place d'une **communauté apprenante** pour fédérer les organismes délivreurs de droits et partager les bonnes pratiques en matière d'accès aux droits, afin de structurer une culture commune du non-recours et de mutualiser les outils et méthodes développés.
- Deux publics cibles seront particulièrement mobilisés : les **seniors isolés** dans le cadre du parcours veuvage, pour intervenir de manière précoce auprès des personnes ayant perdu leur conjoint. Des séances d'information collective seront organisées pour les **futurs parents**, en partenariat avec la CAF, la CPAM et la Ville, afin de les sensibiliser aux droits auxquels ils peuvent prétendre.
- Développer les initiatives **d'aller vers plus largement sur l'ensemble du quartier Neudorf-Musau.**

Dans une perspective de renforcement des partenariats et d'évaluation de l'action, des conventions de partenariat seront formalisées avec plusieurs organismes (CARSAT, MDPH) pour faciliter les échanges de données et les liens entre services, tout en respectant les règles de protection des données personnelles.
À plus long terme, l'enjeu sera de capitaliser sur les enseignements tirés de cette expérimentation pour les étendre à d'autres quartiers sur le territoire de l'Eurométropole. Une feuille de route de sortie sera élaborée pour ancrer durablement les bonnes pratiques, comme l'"aller vers" ou les diagnostics partagés. L'objectif est de faire de Strasbourg un territoire pionnier dans la lutte contre le non-recours, en s'appuyant sur un réseau d'acteurs mobilisés et des outils éprouvés.

- Plus-value de l'action

L'action "Droits devant" se distingue par **une approche proactive et territoriale**, en allant à la rencontre des habitants plutôt que d'attendre qu'ils se présentent aux guichets. Cette méthode, centrée sur les lieux de vie quotidiens (écoles, marchés, résidences), permet de toucher des publics souvent invisibles pour les institutions, comme les jeunes majeurs, les familles monoparentales ou les seniors isolés.
Contrairement aux démarches traditionnelles, souvent cloisonnées et réactives, "Droits devant" adopte une **logique globale et préventive,** englobant l'ensemble des droits et services auxquels une personne peut prétendre, évitant ainsi les **oublis ou les non-recours par méconnaissance**.

Un autre point fort du projet réside dans sa **gouvernance participative**, associant institutions, associations et habitants à toutes les étapes. Cette dimension collaborative a aussi favorisé l'émergence d'une **culture commune du non-recours** parmi les professionnels, facilitant la coordination entre services.

En **systématisant les bonnes pratiques** (aller vers, diagnostics partagés, partenariats renforcés), et le travail en réseau avec les autres territoires du projet TZNR, le projet pourrait servir de **modèle reproductible** pour d'autres quartiers, selon des modalités à définir avec les services et les acteurs partie prenante de l'expérimentation.

Action 2 : **Démarche d'élaboration et de coordination d'une feuille de route vers les séniors dans la ville**

Thématique : Renforcer les partenariats entre les acteurs de l'accès aux droits

L'action "Ville amie des aînés"**,** portée par la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole, vise à améliorer la qualité de vie des seniors et à lutter contre leur isolement et leur précarité, dans un contexte démographique marqué par le vieillissement de la population.

- Principaux résultats

En 2025, Strasbourg comptait 55 406 personnes de 60 ans et plus (19 % de la population), dont près de 23 000 en situation de fragilité socio-économique et 4 000 en perte d'autonomie. Un diagnostic territorial approfondi, réalisé avec le soutien du COMPAS, a révélé des enjeux majeurs, tels que l'isolement (49 % des 65 ans et plus vivent seuls), la précarité genrée (les femmes perçoivent des pensions inférieures de 40 % à celles des hommes), et les difficultés spécifiques aux Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV), où le vieillissement de la population s'accompagne d'une précarisation accrue.
Pour répondre à ces défis, **une feuille de route 2026-2030** a été élaborée, structurée autour de cinq axes stratégiques et 35 actions concrètes, **co-construits avec les seniors** eux-mêmes via une démarche participative sans précédent.
Plus de 500 personnes âgées de 55 ans et plus ont contribué à cette réflexion à travers des ateliers participatifs, des questionnaires et des entretiens individuels, permettant d'identifier des priorités telles que l'accès à la culture et aux loisirs, l'adaptation des espaces publics, la lutte contre l'isolement, et le maintien à domicile.
Parmi les réalisations marquantes, on peut citer le **dispositif "Viens avec Nous"**, qui a permis d'approcher plus de 1000 personnes via des actions de repérage et de lien intergénérationnel, ou encore le déploiement des "**Petits Veilleurs**", en partenariat avec les Petits Frères des Pauvres, pour rompre l'isolement dans six quartiers.
Parallèlement, le **Conseil de Développement de l'Eurométropole** (CODEV) a formulé 15 propositions pour adapter les politiques publiques au vieillissement de la population, dont la plupart ont été intégrées dans la feuille de route municipale. Cette convergence entre les travaux du CODEV et ceux de la Ville a permis de renforcer la cohérence et l'ambition de la démarche, en l'inscrivant dans une perspective métropolitaine.

- Facteurs clés de réussite

Le succès de la démarche repose tout d'abord sur un **soutien politique fort et un engagement** clair de l'exécutif municipal et métropolitain en faveur d'une politique seniors transversale et participative. Ce qui a permis de mobiliser l'ensemble des directions de la Ville et de l'Eurométropole et ainsi que les partenaires locaux - notamment les associations, les bailleurs sociaux et les acteurs de la santé- dans une **démarche participative** de construction de la feuille de route.
En associant **directement les seniors** à la réflexion, via des ateliers, des questionnaires et des groupes de travail, la Ville a pu identifier des besoins concrets et adapter ses réponses aux réalités vécues par les personnes âgées. Cette implication citoyenne a également favorisé l'**appropriation du projet** par les habitants, renforçant ainsi sa légitimité et son impact. Le **groupe de participation citoyenne**, préfigurant le futur **Conseil des aînés**, a permis de tester des méthodes innovantes d'éducation populaire et de créer un dialogue continu entre les seniors et les institutions.

Enfin, la méthodologie rigoureuse employée pour le **diagnostic territorial**, combinant données quantitatives (portrait sociodémographique) et qualitatives (retours des habitants), a offert une vision précise et nuancée des enjeux.

Ce travail a été complété par des **formations du personnel** (mairies de quartier, Centre Administratif) pour mieux accueillir et accompagner les publics seniors, ainsi que par des **actions de communication** ciblées (brochure "Les seniors dans la Ville", slogan "Strasbourg, la douceur de Ville").

- Perspectives de développement et leviers d'actions envisagés

La mise en œuvre opérationnelle du **label "Ami des aînés"** : cette labellisation, attendue pour 2026, constituera la reconnaissance officielle des efforts engagés et servira de levier pour mobiliser davantage de partenaires.
La **création du Conseil des aînés** sera formalisée pour ancrer une gouvernance participative pérenne. Ce conseil permettra aux seniors de contribuer activement à l'évaluation et à l'adaptation des politiques publiques, en lien avec les élus et les services municipaux.
Un travail de **sensibilisation** sera poursuivi auprès du personnel municipal et métropolitain, avec des formations spécifiques sur les enjeux du vieillissement et l'accueil des publics seniors, dans l'objectif **d'ancrer une culture du bien-vieillir** dans l'ensemble des services.

Sur le plan opérationnel, les **actions de terrain** qui ont connu le plus grand succès seront **consolidées et étendues** dans de nouveaux quartiers. Des **actions innovantes** seront expérimentées, comme le développement des services civiques seniors ou la structuration d'une offre de mobilité adaptée (vélos Vélhop, tarification solidaire Mobistras).

Parallèlement, les préconisations du CODEV seront intégrées dans les plans d'action, notamment celles visant à **étendre la démarche à l'échelle eurométropolitaine**, sur le modèle de Rennes Métropole.

- Plus-value de l'action

La démarche "Ville amie des aînés" de développe selon un modèle innovant et reproductible pour les autres territoires.
Tout d'abord, elle adopte une **approche globale et intégrée** du vieillissement, en prenant en compte l'ensemble des dimensions qui influencent la qualité de vie des seniors : logement, mobilité, santé, lien social, culture et participation citoyenne. Contrairement aux politiques sectorielles, souvent cloisonnées, cette démarche fédère l'ensemble des acteurs (institutionnels, associatifs, citoyens) autour d'une **vision commune**, permettant de **lever les freins structurels** qui limitent l'autonomie et le bien-être des personnes âgées.
Un autre point fort réside dans sa **méthodologie participative**, qui place les seniors **au cœur de la réflexion** et de la décision. Cette implication citoyenne a également renforcé la confiance entre les habitants et les institutions, tout en valorisant l'expertise et les compétences des personnes âgées, souvent sous-estimées.

La démarche se caractérise également par son **ancrage territorial** et sa **capacité à fédérer un large écosystème d'acteurs**. Par exemple, l'intégration des besoins des seniors dans le PLUi ou le PLH illustre cette approche transversale, qui dépasse les clivages traditionnels entre secteurs d'intervention.

Enfin, la démarche "Ville amie des aînés" offre une **réponse concrète et durable** aux défis démographiques et sociaux liés au vieillissement. À plus long terme, cette démarche pourrait inspirer d'autres métropoles, en faisant de Strasbourg un territoire pionnier dans l'adaptation des villes au vieillissement de leur population.

Axe 4 : « Construire une transition écologique solidaire »

Action 1 : **Les cuisines solidaires**

Thématique : Accès à l'alimentation durable pour tous

L'action "Cuisines solidaires", lancée fin 2024 dans le cadre du Pacte des solidarités et du Projet Alimentaire Territorial (PAT) de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS), vise à faciliter l'accès aux cuisines pour les acteurs de la solidarité alimentaire et de l'éducation à l'alimentation durable**,** en mutualisant des espaces sous-utilisés.

- Principaux résultats

L'Action a reposé sur une démarche de consultation et d'ateliers avec les acteurs de l'aide alimentaire et par une recherche de locaux disponibles auprès d'acteurs larges sur le territoire : 40 rencontres individuelles et 3 réunions collectives menés à partir du second semestre 2024.
La consultation des acteurs et de structures disposant de cuisines qui n'étaient pas utilisées à plein temps a permis de poser les **bases d'une mutualisation** de ces espaces. Parmi les acteurs rencontrés 50 % ont exprimé un intérêt pour la démarche.
Rapidement, l'interconnaissance favorisée dans le cadre d'ateliers de travail et la création d'outils pour faciliter le partage ont permis le **démarrage de collaborations, et d'autres sont en cours et à venir** (plus d'une dizaine à l'heure en cours). Au total, une cinquantaine de structures ont pris part au projet.
Exemple de collaborations : Humanicare (maraude étudiante) et La Plage Digitale (association), AFGES (syndicat étudiant) et Ma Diét. Bien Aimée (diététicienne libérale) pour des ateliers estivaux, Caritas et La Maraude des Footeuses.

Parmi les livrables majeurs à l'issue de l'accompagnement de la maitrise d'ouvrage :

- Une page internet à destination des acteurs du territoire sur laquelle on retrouve un guide de procédure et un formulaire pour rejoindre la communauté ainsi qu'une convention de partage type,
- **Une base de données « Grist »** (nouvel outil en cours de déploiement au sein de la collectivité), permettant aux personnes en charge du projet à l'EMS de faire le **« matching »** entre les besoins des uns et les ressources des autres.

- Facteurs clés de réussite

Le succès déjà mesurable de cette action a reposé sur **une bonne connaissance territoriale initiale** (via l'animation déjà existante du réseau des acteurs de la précarité alimentaire et du Projet alimentaire territorial) ayant permis l'identification rapide des acteurs à intégrer au projet et leur mobilisation en nombre.
L'accompagnement d'une maîtrise d'ouvrage a été un facteur de réussite clé de la démarche participative, face à l'ampleur des rencontres à réaliser et des temps collectifs à animer. Cet accompagnement resserré a notamment permis de créer de l'interconnaissance entre structures provenant de milieux variés et aux enjeux parfois opposés au 1er regard.
La **création d'outils de collaborations** simples et adaptés (modèle de convention type par exemple), **co-construits avec les participants,** a été très importante pour lever les freins à la mutualisation.

Enfin la démarche a bénéficié d'un portage politique et institutionnel fort, inscrit à la fois dans le cadre de Plan territorial pour l'alimentation et le Pacte des solidarités, cadres garantissant une légitimité et des moyens. Le pilotage opérationnel est porté par deux chargées de missions « précarité alimentaire » et « stratégie alimentaire territoriale ».

- Perspectives de développement et leviers d'actions envisagés

Les actions restant à mettre en place pour répondre aux besoins exprimés sont les suivantes :

- **Nouvelles rencontres individuelles** avec de nouveaux partenaires potentiels (liste déjà existante).
- Mise en œuvre opérationnelle de **l'achat d'équipements de base**, sous forme de Kits.
- Rédaction d'un appel à projet pour la création et la dispense de la **formation hygiène et sécurité adaptée,** porté par le CCAS de l'Eurométropole de Strasbourg et financés par le Pacte des solidarités.

L'année 2026 verra la concrétisation d'une **« Communauté Cocotte » d'une vingtaine de cuisines et au moins autant de collaborations**.

Toutefois, la réalisation de ces actions va nécessiter de mobiliser des ressources en interne dans un contexte challengeant en matière de ressources humaines (avec la nouvelle chargée de mission précarité alimentaire) et d'outils (déploiement encore balbutiant de l'outil Grist qui ne répond pas à tous les besoins).

- Plus-value de l'action

L'action "Cuisines solidaires" se distingue par son **approche systémique et économique** basé sur la mutualisation plutôt que création de nouvelles infrastructures. Ainsi, au terme de l'action, on peut penser que la mutualisation solidaire de cuisines déjà existantes mais sous-exploitées aura sans doute évité des dépenses élevées tant pour les acteurs que pour la collectivité qui, pour ce qui concerne les associations, est souvent sollicitée pour des subventions pour de l'aide à l'investissement, la mise à disposition de locaux, etc.

Son succès futur dépendra de la **pérennisation des outils**, de l'**élargissement du réseau**, et de l'**intégration durable** dans le PAT. La démarche pourrait enfin essaimer pour d'autres formes de partage entre partenaires.

Action 2 : **Version augmentée de l'ordonnance verte**

Thématique : Accès à l'alimentation durable pour tous

L'Ordonnance Verte**,** dispositif unique en France lancé en novembre 2022 par la Ville de Strasbourg, vise à protéger les femmes enceintes et leur enfant à naître des perturbateurs endocriniens (PE) en combinant sensibilisation**,** accès à une alimentation saine et accompagnement vers des pratiques durables**.**

- Principaux résultats

En 2025, le programme a accompagné **723 femmes enceintes**, soit près de **30 % des naissances annuelles à Strasbourg**, avec un impact significatif sur leurs comportements et connaissances.
Les résultats montrent que 98 % des bénéficiaires ont amélioré leurs connaissances sur les perturbateurs endocriniens (PE), 95 % ont relayé les messages à leur entourage, et 92 % ont adopté de nouvelles pratiques quotidiennes, comme une vigilance accrue à l'achat (69 %), une augmentation des achats bio (58 %), ou une meilleure lecture des étiquettes (53 %).
De plus**,** 94 % des participantes ont maintenu ces nouvelles habitudes après la naissance de leur enfant, et 31 % ont même ressenti un effet positif sur leur santé.

Le dispositif repose sur **deux ateliers de sensibilisation** animés par des éco-conseillers et une diététicienne, suivis de la **distribution hebdomadaire de paniers de légumes bio et locaux** pendant une durée variable selon le quotient familial (de 2 à 7 mois).
En 2025, **16 497 paniers** ont été distribués. La Ferme Saint-André, prestataire principal, a joué un rôle clé en assurant un circuit court, bio et de saison, tout en contribuant à **l'**insertion professionnelle via des emplois dédiés au dispositif.
Le dispositif a également **renforcé l'équité territoriale**, avec une répartition des bénéficiaires dans 11 lieux d'ateliers **et** 23 points de distribution couvrant l'ensemble des quartiers, y compris les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV)**.**
Enfin, l'**essaimage national** est en cours, avec des sollicitations de métropoles **comme** Rennes, Grenoble ou Lyon**,** et une proposition de loi pour étendre le modèle à l'échelle nationale.

- Facteurs clés de réussite pour la mise en œuvre et le fonctionnement de l'action

Tout d'abord, le **portage politique et institutionnel fort** a été déterminant. La Ville de Strasbourg, engagée depuis 2018 dans la charte "Villes et territoires sans perturbateurs endocriniens"**,** a fait de ce dispositif une priorité de santé publique.
Avec un budget de 655 000 € par an, cofinancé par l'État –Pacte des solidarités, l'ARS, le Régime Local et la Ville, il a été possible de **pérenniser un poste de chargée de projet** dédié à la coordination des parcours et des partenariats, garantissant une gestion rigoureuse et réactive du dispositif.

La co-construction et la transversalité ont également été des leviers essentiels. Le pilotage repose sur le service Hygiène et Santé Environnementale de l'Eurométropole et le service Santé et Autonomie de la Ville de Strasbourg. Il associe de nombreux partenaires : les Centres Médico-Sociaux (CMS), les Maisons Urbaines de Santé (MUS), les centres sociaux-culturels (CSC)**,** et les professionnels de santé (médecins, sages-femmes, gynécologues).
Cette **approche collaborative** a permis d'assurer une cohérence territoriale et une adaptation fine aux besoins des bénéficiaires. Par exemple, les sages-femmes de Protection Maternelle et Infantile (PMI) ont joué un rôle central dans l'orientation des femmes, avec 35 % des inscriptions issues de leur prescription, contre 30 % par le bouche-à-oreille.

Un autre facteur clé a été l'**approche pédagogique et accessible** des ateliers. Animés par des éco-conseillers et une diététicienne, ces séances ont permis de démystifier les enjeux des PE et de proposer des solutions concrètes et quotidiennes. La flexibilité des créneaux (soirées et samedis matin) et la proximité des lieux (CSC, CMS, médiathèques) ont également facilité l'accès au dispositif.
Enfin, la **tarification différenciée** selon le quotient familial (QF) a permis de **cibler les publics les plus précaires** : en 2025, 30 % des bénéficiaires avaient un QF inférieur à 957 €, et 18 % un QF entre 957 € et 1 602 €. Cette tarification se traduit par une **durée solidaire** de présence dans l'action : 7 mois de paniers gratuits pour les plus modestes, 2 mois à 4 mois pour les autres ménages selon le QF.

- Perspectives de développement et leviers d'actions envisagés

Pour pérenniser et amplifier l'impact de l'Ordonnance Verte, plusieurs pistes sont envisagées :

- **Élargir le public cible aux** parents de jeunes enfants (0-3 ans) et aux familles en parcours de Procréation Médicalement Assistée (PMA)**,** et cibler les foyers vulnérables.
- **Ajouter un atelier sur la diversification alimentaire** pour les jeunes parents, ainsi que des modules en ligne pour faciliter l'accès aux personnes éloignées géographiquement ou professionnellement.
- **Renforcer la médiation santé** dans les QPV en mobilisant des femmes expertes ou des médiatrices de santé pour accompagner les bénéficiaires les plus précaires.
- **Développer des synergies** avec d'autres dispositifs municipaux, comme les ateliers cuisine (PMI), le projet "À Table" (paniers bio pour les foyers précaires), ou les activités physiques douces (Maison Sport Santé), pour créer un parcours global de prévention**.**
- **Étendre le réseau de partenaires** en intégrant davantage d'acteurs locaux (épiceries sociales, associations de quartier) et en systématisant les conventions avec les structures d'accueil (CSC, CMS, médiathèques).
- **Approfondir l'évaluation scientifique** en collaboration avec l'INSERM pour mesurer l'impact biologique du dispositif (présence de PE dans les urines avant/après la participation), et avec **l'**École de sages-femmes pour évaluer les effets sur la santé maternelle et infantile.
- **Essaimer le modèle au niveau national** (via le réseau des villes intéressées) et **eurométropolitain**, en répondant aux demandes des communes voisines et en partageant les bonnes pratiques via un **réseau "Ordonnance Verte"**.

- Plus-value de l'action

L'Ordonnance Verte a développé un modèle d'intervention e **innovant et reproductible** en matière de santé environnementale et d'équité sociale. Elle repose sur une approche globale de la prévention, en agissant simultanément sur **l'information**, **l'alimentation** et **les pratiques quotidiennes**, trois leviers essentiels pour réduire l'exposition aux PE. Contrairement aux campagnes de sensibilisation classiques, souvent théoriques, ce dispositif **combine éducation et action concrète**, en offrant un accès facilité à des produits sains et un accompagnement personnalisé**.**
Un autre point fort réside dans son **ancrage territorial et solidaire**. En ciblant prioritairement les QPV et les ménages modestes**,** l'Ordonnance Verte contribue à réduire les inégalités sociales de santé, tout en soutenant l'économie locale (circuits courts, agriculture biologique). La tarification différenciée selon le QF et la répartition équitable des points de distribution garantissent une bonne accessibilité, indépendamment du lieu de résidence ou des ressources financières.
Enfin, l'Ordonnance Verte illustre les nouvelles pratiques institutionnelles transversales, en fédérant **santé publique, environnement et solidarité** autour d'un objectif commun.
Son succès à Strasbourg pourrait inspirer une **politique nationale**, comme en témoignent les sollicitations d'autres métropoles et la proposition de loi en cours.

1.2 Bilan relatif aux difficultés de fonctionnement des actions

Cette partie vise à rendre compte des principales raisons à l'origine des difficultés rencontrées par les actions pour se déployer ou pour atteindre leurs objectifs, voire de leur arrêt. Il s'agit également de dégager les principaux enseignements qui pourraient s'appliquer dans les suites du contrat local des solidarités pour mieux prévenir ou remédier à ces difficultés.

Les actions soutenues par le Pacte des solidarités de l'Eurométropole de Strasbourg révèlent des obstacles récurrents à leur déploiement ou à l'atteinte de leurs objectifs, malgré leur pertinence et leur ancrage territorial. Voici les principales raisons de ces difficultés, ainsi que des enseignements pour les suites du contrat local.

- Difficultés et enseignements des actions du Pacte des solidarités (2024-2025)

- Les ressources humaines

Lorsque les actions sont portées en régie par la collectivité, les **procédures recrutement du personnel** sont assez longues ce qui retarde la mise en œuvre des actions.
La création de postes au sein de la collectivité est très encadrée et limitée. La procédure est longue puisqu'il faut négocier la création de contrats de projet en valorisant le fait que des recettes sont attendues, puis inscrire ces nouveaux contrats dans un circuit de validation par l'assemblée métropolitaine. Puis débute la procédure de recrutement en soit, avec publication de poste, entretiens etc…
Avec une contractualisation annuelle du Pacte des Solidarités signée en milieu d'année, il n'est pas possible d'envisager un recrutement avant la fin d'année.
S'ajoutent à ces délais, la difficulté parfois de trouver le bon profil, voire des difficultés administratives lors de la mise en place du contrat de travail.

Enseignement : l'inscription via le pacte des solidarités de certaines actions menées en régie, a permis de négocier 5 contrats de projets au sein de l'Eurométropole, une pratique qui était moins courante auparavant.

On retrouve ces difficultés lorsque les actions sont portées par des associations :
- Lorsque la structure n'a pas la trésorerie suffisante pour recruter avant d'avoir reçu la subvention,
- Lorsque le projet est spécifique, et c'est souvent le cas pour les actions innovantes et transversales promues dans le cadre du Pacte.

Plus largement la question des ressources humaines peut se jouer dans la recherche du partenaire en capacité de porter une action. Or trouver le bon partenaire est parfois essentiel surtout lorsque la connaissance des publics est importante pour la mise en œuvre d'une action (exemple : les difficultés et désistements vécus dans le montage de l'action vers les jeunes gens du voyage).

Enseignement : l'inscription d'une action dans la durée, sur plusieurs années, permet de prendre en compte cette période d'ingénierie et de construction du partenariat et des ressources nécessaires à la mise en œuvre d'une action.

- L'inscription du Pacte des solidarités dans le budget de la collectivité

L'inscription budgétaire du Pacte des solidarités est complexe, du fait de la signature en milieu d'année, notamment en début de contractualisation et pour les actions nouvelles. Sans assurance du versement de la recette dont la convention est signée à la fin du second semestre de l'année en cours, il est difficile d'intégrer les dépenses dans le budget prévisionnel. En 2026 pour la première fois, une partie de la recette a été intégrée au budget prévisionnel et les dépenses réparties dans les différents budgets thématiques.
De plus, le versement de la recette inscrite dans le pacte intervient au dernier trimestre, faisant peser l'avance sur le budget de la collectivité.



Enseignement : dans un souci de simplification administrative, les subventions versées pour des actions inscrites dans le Pacte des solidarités sont instruites et portées par les services thématiques. Les porteurs restent en lien avec leur référent au sein de la collectivité. Le Pacte des solidarités n'est pas un guichet supplémentaire pour les associations.
Cela demande une information claire et pédagogique aux associations, qui ne perçoivent pas toujours l'intervention de l'État dans le versement d'une subvention unique de l'Eurométropole.

- **La coordination des partenariats**

La **coordination entre les nombreux partenaires** (institutions, associations, bailleurs…) peut être complexe, notamment quand il faut partager la gouvernance d'une action. L'implication la plus large possible des acteurs d'un territoire impliquent souvent des périodes de mises en place assez longue avant le déploiement concret d'une action sur le terrain.



Enseignement : Les partenariats sont souvent formalisés par des conventions dont l'élaboration est chronophage mais sont essentielles pour garantir la fluidité de mise en œuvre.

- **La mobilisation et l'adhésion du public cible**

Un autre défi important concerne la **mobilisation des publics les plus vulnérables**. Certaines personnes, comme les gens du voyage ou les ménages vivant en bidonvilles, rencontrent des obstacles culturels, linguistiques ou administratifs qui les empêchent d'accéder aux dispositifs. La méfiance envers les institutions rend également leur adhésion plus difficile. Par ailleurs, leurs besoins sont souvent multiples (logement, santé, emploi), ce qui nécessite des accompagnements longs et personnalisés.



Enseignement : même si les résultats quantitatifs ne sont pas toujours atteints, les acteurs développent des modalités de participation des citoyens, des bénéficiaires, à travers un panel de méthodes et d'expérimentations : panel de bénéficiaires, groupes d'habitants, conseils de vie sociale... ainsi que des modalités d'« aller vers » très innovantes (« droits devant »)

- **La consolidation de thématiques en construction**

Certaines actions ont une visée de construction d'un nouveau cadre d'action pour la collectivité, sur des thématiques très transversales, assez complexes et qui jusque-là n'étaient pas identifiées ou dotées de feuille de route concrètes. Plusieurs thématiques ont ainsi été inscrites dans le pacte des solidarités : le soutien à la parentalité et la lutte contre la précarité énergétique, la lutte contre le non-recours.
Le soutien à la parentalité est encore une feuille de route en construction. Des réflexions et dynamiques ont été menées, à la fois de manière interinstitutionnelles et sur le terrain en lien avec le Contrat de Ville, mais c'est un chantier à relancer en 2026, en lien avec la CTG signée avec la CAF.
La thématique de lutte contre la précarité énergétique et la lutte contre le non recours ont pu se développer tant au niveau transversal au sein de la collectivité que sur le terrain avec une action auprès des publics.



Enseignement : l'émergence de nouvelles politiques publiques gagne à être pensé dans une cohérence temporelle avec les mandats politique des collectivités.

En résumé, même si les difficultés sont souvent liées à des problèmes structurels (ressources, coordination, publics difficiles à atteindre), les actions montrent aussi une réelle capacité à s'adapter et à produire des résultats concrets. Pour les années à venir, l'enjeu sera de **consolider les dispositifs qui fonctionnent**, de **simplifier les processus** et de **mieux anticiper les obstacles** pour assurer l'efficacité du Pacte.

2. Bilan à mi-parcours du contrat local des solidarités

⇨ Cette partie porte sur le dispositif du contrat local des solidarités appréhendé dans son ensemble et non plus à l'échelle de chaque action. Il s'agit ici d'évoquer en synthèse, sur la base des résultats de l'évaluation à mi-parcours et du point de vue des co-contractants, ainsi que de leurs partenaires :

- Les apports du contrat des solidarités dans la prévention et la lutte contre la pauvreté sur le territoire *(ce que le dispositif a permis et qui n'aurait peut-être pas pu se produire sans lui : quels effets de leviers ?)*
- Les éventuelles difficultés rencontrées dans sa mise en œuvre et les limites perçues
- Les éventuelles mesures envisagées pour en améliorer le fonctionnement *(à l'échelle du contrat et pour la période 2026-2027)*

Au-delà des actions, ce bilan à mi-parcours est l'occasion de pointer et de partager les points forts et faibles de ce dispositif de contractualisation entre l'État et la métropole.

- Apports majeurs du Pacte des solidarités

- Un espace de dialogue avec l'État sur les enjeux de lutte contre les inégalités

Parmi les aspects positifs de la démarche, le Pacte a obligé à des échanges réguliers entre l'Eurométropole et l'État sur les enjeux de lutte contre la pauvreté et les inégalités. Dans cet espace de dialogue, des projets ciblés ont ainsi pu être initiés, renforcés ou stabilisés malgré le contexte de tension sur les ressources.
Les actions inscrites dans les programmations annuelles répondent non seulement aux priorités de l'État mais aussi aux priorités et stratégies de la collectivité, dans les différents champs d'action publique de compétence métropolitaine et en articulation avec d'autres cadres de contractualisation, en particulier celui du Contrat de Ville 2024-2030.

- Un soutien conséquent aux expérimentations

Par une intervention parfois importante en termes de montant et le co-financement État-Eurométropole, de véritables expérimentations ont pu être portées sur la durée. Le Pacte a ainsi constitué un levier opportun pour des actions qui ont pu faire leurs preuves : sur l'accès aux droit, l'insertion auprès de publics fragiles, la lutte contre le non recours, la coopération entre les acteurs de l'aide alimentaire, l'Ordonnance verte… par exemple.
Certaines thématiques ont pu trouver une réponse d'échelle métropolitaine, comme la coordination des actions d'apprentissage de la langue française, la réflexion autour de la précarité énergétique…
Pour la collectivité, Il importe que la contractualisation élaborée dans le cadre du Pacte des solidarités soit un véritable levier d'innovation et d'élargissement, sur de nouveaux territoires, de dynamiques déjà engagées, sans se substituer à des financements de droit commun.

- Vers une stratégie métropolitaine de lutte contre les inégalités

Plus stratégiquement, le Pacte a également amené l'Eurométropole à mieux cerner l'archipel de ses actions, nombreuses et d'importance, dans le champ des solidarités. Par son approche globale des facteurs de pauvreté, à travers les 4 axes d'interventions posés par l'État, le Pacte a permis de construire une dynamique transversale au sein de la collectivité, tant entre les services que par des échanges entre les vice-présidentes et vice-présidents concerné·es.
Une des leçons à tirer du Pacte des solidarités est sans doute l'invitation à penser les actions de l'Eurométropole comme un ensemble constitutif d'une **politique métropolitaine de lutte contre les inégalités**, au-delà d'une somme de dispositifs publics.
L'élaboration du Pacte des solidarités métropolitaines pourrait alors mieux s'articuler avec les communes pour soutenir le développement de cette stratégie sur le territoire, comme cela se fait sur d'autres territoires mieux dotés (exemple sur la métropole de Nantes).

- Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre

Des points faibles ou axes de progrès du Pacte comme dispositif de contractualisation entre l'État et la métropole sont également apparus.

- **Des lourdeurs administratives et budgétaires**

Le cadre posé par l'État lors de la mise en place du pacte des solidarités, avec ses cadres méthodologiques très complets et techniques, diffusés tardivement, mettent en difficulté les services, tant au niveau de l'État que de la collectivité. Le temps administratifs et budgétaires des collectivités locales impliquent une anticipation qui n'a jamais pu être véritablement effective tout au long du cadre de contractualisation 2024-2027. Certains acteurs associatifs exigent d'autre part des garanties qui retardent aussi la mise en œuvre des actions sur l'année en cours.

- **Les temporalités politiques**

On peut regretter que le Pacte, pluriannuel, ne soit pas synchronisé avec le Contrat de Ville et avec le mandat métropolitain. Dans un sens, cela permet une certaine continuité de l'action publique, mais grève les capacités de réorientations des financements au regard des nouvelles orientations.

- Limites perçues du Pacte et pistes d'améliorations

- **La coordination à l'échelle Alsacienne**

Une démarche plus poussée de coordination et d'échange entre le Pacte des solidarités de l'Eurométropole et le Pacte des solidarités de la Collectivité Européenne d'Alsace serait opportune. Ceci afin de bien identifier les complémentarités et de s'assurer que les habitant·es des 33 communes de la métropole de Strasbourg bénéficient bien des actions menées par la Collectivité européenne d'Alsace avec le soutien de l'État, dans le champ de ses compétences sociales obligatoires.
Cette vigilance est d'autant plus indispensable dès lors que la métropole concentre les fragilités sociales, avec un taux de pauvreté en 2023 de 23,3 % (contre 15 % sur le Bas-Rhin et 14,1 % sur le Haut-Rhin).

Piste d'amélioration : au-delà des échanges techniques avec la CeA, qui existent autour du Pacte des Solidarités, l'État doit être le garant de l'articulation des deux contractualisations sur le territoire et de la bonne équité dans les déploiements des ressources. La relance d'une gouvernance à l'échelle départementale ou sur les deux départements alsaciens portée par l'État serait intéressante, mais pose la question des partenaires à inclure, notamment autour de l'accès à l'emploi (La CeA ayant une contractualisation spécifique sur cet axe, porté avec France Travail)

- **L'articulation avec le Contrat de Ville et le territoire métropolitain**

Exercices distincts aujourd'hui, la volonté de l'Eurométropole est de mieux articuler les orientations et les actions financées dans le cadre du Pacte des solidarités avec celui du Contrat de Ville. Les démarches dépendent de Ministères différents, ne sont pas de la même échelle, ni financière ni territoriale. Les échanges sont cependant réguliers, dans l'objectif de partage d'informations, et discussion de fond sur des certains enjeux, comme le soutien à la parentalité ou l'accès au formations en Français langue étrangère.
Le choix d'autres modalités de travail pourrait être mis en discussion. Le territoire de la métropole de Lille a par exemple fait de choix de fusionner le Contrat de Ville et le Pacte des solidarités et cibler le Pacte des solidarités sur des territoires en mutation, hors QPV, notamment vers les communes qui portent des projets de renouvellement urbain et accueillent de nouvelles populations sur leur territoire.

Piste d'amélioration : il n'existe pas de gouvernance politique autour de l'élaboration du Pacte des solidarités au sein de l'Eurométropole. Un temps d'échange annuel est organisé avec l'ensemble des vice-Présidents concernés sur le contenu de la programmation, en amont des délibérations.

Pour la dernière année du pacte des solidarités, et avec les nouveaux et nouvelles vice-Président·e·s il s'agira de poser les bases d'une forme de gouvernance adaptée, en articulation avec celle du Contrat de Ville.

Piste d'amélioration : une meilleure prise en compte des besoins des communes de la métropole nécessite un travail d'ingénierie avec leurs services, tout en gardant une vigilance sur le cadre des compétences de l'Eurométropole.
Cet axe de travail semble réaliste dans la perspective d'une nouvelle contractualisation avec l'État, fixant une enveloppe globale réévaluée ainsi que des crédit d'ingénierie dédiés.

- **La question de la pérennisation des actions au-delà du Pacte**

La pérennisation des actions soutenues grâce au Pacte se pose puisque le Pacte des solidarités prend fin en 2027, sans assurance d'une poursuite de la démarche de contractualisation de l'État avec les collectivités locales dans ce champ.
Cette pérennisation est en particulier fragilisée lorsque des projets ont pu être lancés grâce au Pacte mais pour lesquels des financements de droit commun ne sont pas garantis. Cette question se pose avec encore plus d'acuité lorsque le Pacte a pu constituer une réponse, efficace mais à durée nécessairement limitée, à des baisses, quant à elles pérennes, de financements de droit commun de la part de l'État, par exemple sur le Français Langue Étrangère.
La problématique se pose à la collectivité, qui porte les ressources humaines mobilisées pour la mise en œuvre des actions et pour les associations qui se tourneront vers l'Eurométropole pour la poursuite du versement des subventions attribuées, et ce dès 2028.

Piste d'amélioration : dès 2027, proposer des pistes d'atterrissage pour chacun des actions portées par le Pacte des solidarités, afin d'anticiper leur prise en compte dans le budget prévisionnel 2028 de l'Eurométropole et par les crédits de l'État.

Conclusion

Le Pacte des solidarités est un dispositif qui permet, dans le cadre d'un échange avec les services de l'État, de soutenir une sélection d'actions que les deux partenaires souhaitent expérimenter ou renforcer sur le territoire. Il a démontré son utilité en améliorant concrètement l'accès aux droits et donnant de vrais moyens pour innover dans la lutte contre la pauvreté.
La **réflexion sur les suites qui seront données au Pacte des Solidarités** est à construire durant l'année 2027, tant pour clore le cycle 2024-2027 que pour construire l'éventuelle poursuite de cette dynamique. Un partage des **retours des différentes collectivités territoriales** à partir de leurs bilans à mi-parcours est attendu et sera riche d'enseignements pour tous les acteurs.

Consigne pour l'enregistrement dans Pilot'Actions : Déposer le document sous format PDF dans l'onglet « Conventions » / cliquer sur « Actions » / cliquer sur « Modifier la convention » / Importer le(s) fichier(s)

Annexe
Les actions intégrées au Pacte des solidarités de l'Eurométropole en 2024 et 2025

Chantiers Etat	Bénéficiaire	description	Compétence EMS	Pacte	2024	2025
Axe1 - Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance						
Soutien à la parentalité - Service public de la petite enfance	EMS	Étude de faisabilité d'une future Maison de la parentalité – focus familles vulnérables	Contrat local de santé	EMS	30 000 €	
				Etat	30 000 €	
	Contact et Promotion	Action d'alphabétisation des parents sur les aires d'accueil	Gens du voyage	EMS	20 000 €	
				Etat	20 000 €	
	EMS	Pilotage et coordination des actions du Centre social ressources Gens du voyage	Gens du voyage	EMS	20 000 €	20 000 €
				Etat	20 000 €	20 000 €
	Ville Strasbourg	Préfiguration sur la restructuration des activités de service aux familles portées par le CSC Elsau	Politique de la Ville	EMS		30 000 €
				Etat		30 000 €
Soutien à la jeunesse - Lutte contre le	Aassocia-tions	Développer les actions vers les jeunes gens du voyage	Gens du voyage	EMS	30 000 €	30 000 €
				Etat	30 000 €	30 000 €
	EMS	Favoriser l'accès à la culture et aux loisirs des jeunes avec la Carte Atout Voir	Culture - Médiathèques	EMS	20 000 €	
				Etat	20 000 €	
Soutien à la jeunesse - Accompagnement des jeunes	EMS	Mise en œuvre des orientations métropolitaines vers les jeunesses	Jeunesse vulnérable	EMS	20 000 €	
				Etat	20 000 €	
	AFEV	Soutien au dispositif KAPS porté par l'AFEV	Vie étudiante	EMS	13 000 €	
				Etat	13 000 €	
	MdA	Soutenir la santé mentale des jeunes par le déploiement de lieux d'écoute sur le territoire	CLSM	EMS		-00 €
				Etat		60 000 €
			Sous-total axe 1 Etat		**153 000 €**	**80 000 €**
			Sous-total axe 1 EMS		**153 000 €**	**140 000 €**

Chantiers Etat	Bénéficiaire	description	Compétence EMS	Pacte	2024	2025
Axe 2 - Amplifier la politique d'accès à l'emploi pour tous						
Remobilisation des personnes en grande	Logiser-vice	Projet "PASS inclusion"	Insertion professionnelle	Etat	42 000 €	
				Ems	42 000 €	
	Emmaus Mundo	Convergence - Soutien au dispositif "premières heures en chantier"	Insertion professionnelle	Etat	36 500 €	49 500 €
				Ems	36 500 €	49 500 €
Lever les freins sociaux à l'emploi	Asalée	Développer une démarche d'aller vers "santé" pour les gens du voyage	Insertion socio-prof.	Etat	37 500 €	37 500 €
				Ems	37 500 €	37 500 €
	Associa-tions	Mise en place d'une structure de pilotage de l'offre de formation en Français Langue Étrangère (FLE)	Insertion professionnelle	Etat	20 000 €	30 000 €
				Ems	20 000 €	30 000 €
			Sous-total axe 4 Etat		**136 000 €**	**117 000 €**
			Sous-total axe 4 EMS		**136 000 €**	**117 000 €**

Chantiers Etat	Bénéficiaire	description	Compétence EMS	Pacte	2024	2025
Axe 3 - Lutte contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits						
Accès aux droits sociaux et de santé- Complémentarité TZNR	EMS	Conseiller spécialisé "ma demande de logement social" (SAID) et accompagnant numérique	Habitat -Logement	Etat		30 000 €
				Ems		-00 €
	EMS	Expérimentation d'outils pour améliorer l'information des usagers sur les dispositifs d'aides au logement	Habitat -Logement	Etat		30 000 €
				Ems		-00 €
	EMS	Expérimentation de nouvelles pratiques "d'aller vers " sur le territoire zéro non recours : projet "Droit devant"	Contrat de Ville - Accès aux droits	Etat	27 500 €	38 750 €
				Ems	27 500 €	38 750 €
	Ville de Strasbourg	Démarche d'élaboration et de coordination d'une feuille de route vers les séniors dans la ville	Habitat mobilité	Etat		40 000 €
				Ems		40 000 €
	Viaduq	Ouverture d'une Maison France service Cronenbourg	Contrat de Ville	Etat		50 000 €
				Ems		50 000 €
Accompagnement des personnes sans	Etage	Hébergement Joséphine Backer	Hébergement	Etat	94 500 €	
				Ems	94 500 €	
	CCAS	Soutenir la démarche de résorption des bidonvilles	Hébergement	Etat	40 000 €	15 250 €
				Ems	40 000 €	15 250 €
			Sous total axe 3 Etat		**162 000 €**	**204 000 €**
			Sous total axe 3 EMS		**162 000 €**	**144 000 €**

Chantiers Etat	Bénéficiaire	description	Compétence EMS	Pacte	2024	2025
Axe 4 - Construire une transition écologique solidaire						
Accès à l'alimentation durable pour tous	Impact Positif	Mise en place et gestion de cuisine (s) à usage partagé pour le réseau des associations de distribution alimentaire	Cadre PAT	Etat	30 000 €	
				Ems	30 000 €	
	EMS	Version augmentée de l'Ordonnance Verte	Santé environnementale	Etat	30 000 €	50 000 €
				Ems	30 000 €	50 000 €
	Associations	Formation des acteurs de l'aide alimentaire et de l'éducation à l'alimentation	Cadre PAT	Etat		15 000 €
				Ems		15 000 €
	Association	Renouvellement du diagnostic de lutte contre le précarité alimentaire et d'accès à une alimentation de qualité pour tous.	Cadre PAT	Etat		20 000 €
				Ems		20 000 €
Lutte contre la précarité énergétique	EMS	Déploiement d'une plateforme de lutte contre la précarité énergétique	Plan climat TZEE	Etat	25 000 €	20 000 €
				Ems	25 000 €	20 000 €
	FACE Alsace	Développement des actions d'éducation à l'environnement et à la lutte contre la précarité énergétique	Plan climat	Etat		30 000 €
				Ems		30 000 €
			Sous-total axe 4 Etat		**85 000 €**	**135 000 €**
			Sous-total axe 4 EMS		**85 000 €**	**135 000 €**
			TOTAL GENERAL		**1 072 000 €**	**1 072 000 €**

Strasbourg.eu
eurométropole

24

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Signature d'un avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'Association Le Kafteur pour la période 2026-2028.

Numéro E-2026-612

Présente à Strasbourg depuis 1992, la compagnie Le Kafteur développe depuis janvier 2016 son activité artistique et culturelle au sein du Hall des chars, connu du grand public sous le nom « d'Espace K ». Au-delà de sa propre programmation centrée sur l'humour, l'association propose une offre plus diversifiée de spectacles croisant les disciplines et les publics. Elle met notamment en place une programmation à destination du jeune public. Lieu de création, elle offre également des espaces de travail aux équipes artistiques locales, qu'elles soient professionnelles ou amateurs, et développe des actions de médiation à travers des ateliers théâtraux. Par ailleurs, le Kafteur crée ses propres spectacles et les diffuse à l'échelle de l'Eurométropole de Strasbourg et au-delà.

Cet acteur culturel bénéficie pour la période 2024-2027 d'une convention pluriannuelle d'objectifs avec la ville de Strasbourg. Le projet artistique et culturel, conçu par son actuel directeur et son équipe, s'articule autour des axes suivants :

- le déploiement d'une programmation centrée sur l'humour, mais ouverte à la création contemporaine, représentant des disciplines variées (théâtre, danse, marionnette, musique, nouveau cirque) et intégrant une dimension s'adressant au jeune public,
- la poursuite de son activité de création et de diffusion,
- l'accueil de compagnies professionnelles locales (résidences, mises à disposition) et de projets amateurs,
- la poursuite des actions de médiation menées en lien avec les acteurs socio-culturels et éducatifs du quartier, des ateliers et stages de théâtre.

Le projet présenté par le Kafteur prend en compte l'évolution du paysage culturel local, régional, national et transfrontalier ainsi que les attentes de l'Eurométropole de Strasbourg au regard de sa politique culturelle.

Depuis septembre 2026, le Hall des chars, mis à disposition par la ville de Strasbourg au Kafteur, fera l'objet de travaux de restructuration. Avec le soutien de la ville de Strasbourg, l'association a donc travaillé à la mise en place d'un projet hors les murs sur les saisons 2026-2027 et 2027-2028, dans le cadre du redéploiement de ses activités au

sein de la salle des Colonnes.

Suite à la refonte en 2022 du fonds de concours aux salles de spectacles, l'Eurométropole de Strasbourg a rejoint la Ville dans le conventionnement 2024-2027, qui accompagne ce projet à dimension eurométropolitaine. Axé autour du théâtre et de l'humour, il attire un public eurométropolitain et contribue au rayonnement culturel de l'Eurométropole de Strasbourg. À la fois compagnie et lieu, le Kafteur participe pleinement à la circulation des artistes sur ce territoire, à travers la diffusion de spectacles, dans les murs et hors les murs.

Ainsi, il est proposé au conseil métropolitain d'approuver l'avenant à la convention 2024-2027, qui précise les contours de ce projet de redéploiement sur la période 2026-2028, aux côtés de la ville de Strasbourg.

Le budget prévisionnel total du projet a été réévalué à 1 280 960 € de 2026 à 2028, afin d'être en adéquation avec le nouveau projet hors les murs qui sera déployé pendant la durée des travaux.

La répartition des soutiens publics est la suivante :

Années	Eurométropole de Strasbourg	Ville de Strasbourg
2026	70 000 €	131 625 €
2027	Selon décision du Conseil de l'Eurométrople de Strasbourg	Selon décision du Conseil municipal de Strasbourg
2028	Selon décision du Conseil de l'Eurométrople de Strasbourg	Selon décision du Conseil municipal de Strasbourg

Le Kafteur bénéficie également de soutiens de la part de la Région Grand Est (aide au lieu à hauteur de 20 000 € par an) et de la Collectivité Européenne d'Alsace (aide annuelle de 5 000 €) et de diverses aides au projet.

En 2026, le montant de la subvention de l'Eurométropole de Strasbourg au Kafteur s'élève à 70 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la signature d'un avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs pour la période 2026 – 2028 entre l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg, et l'Association Le Kafteur

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer les conventions correspondantes.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-210983-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

COMPAGNIE LE KAFTEUR
THÉÂTRE D'HUMOUR

Projet artistique 2026-2028

La compagnie du Kafteur va s'installer pour deux saisons de transition dans l'actuelle salle des colonnes de La Fabrique de théâtre.
Cette salle, réaménagée pour l'occasion en accord et avec le soutien de la Ville de Strasbourg, va permettre de maintenir un lien avec le public en restant sur le site pendant la durée des travaux.
Le public garde ainsi ses habitudes et voit l'évolution du chantier.
Ce nouvel espace permettra également de maintenir une activité de diffusion de spectacles, de formation pour des élèves jeunes et adultes, ainsi que l'accueil de compagnies pour des résidences de petites formes, et enfin la programmation de spectacles jeune public.

Le projet artistique

Vu les contraintes de ce lieu, l'activité artistique de la compagnie doit être repensée.
Si, au cours des dix dernières années, elle s'est beaucoup tournée vers la programmation et l'élaboration d'une offre variée de spectacles grand public, elle va pendant deux saisons se recentrer sur des créations théâtrales élaborées par la compagnie.
Ces créations tournées vers des comédies ou des montages de textes (Feydeau, Molière, Shakespeare, Cami…) seront portées par une troupe de comédien-nes locaux.

L'objectif est de pouvoir proposer deux à trois spectacles "maison" par saison.
C'est une nouvelle dynamique de programmation qui se mettra en place. Le nombre de représentations des créations de la compagnie augmentera pour tenir l'affiche le plus longtemps possible. Il sera adapté au succès ou non du spectacle et ce afin de toucher le public le plus large en donnant sa chance à un maximum de spectateurs de le voir au regard de la jauge de 115 places.

Il s'agira aussi d'alterner avec la programmation de quelques spectacles proposés par d'autres compagnies, locales ou non, avec également des sorties de résidences Le lieu va en effet servir pour l'accueil de projets portés par des compagnies professionnelles locales.

LA SAISON 2026-2027

Nous allons tester une nouvelle rythmique de programmation pendant cette première saison dans la salle de transition.

4 créations-productions de la Compagnie Le Kafteur
- Un texte “classique” (Feydeau)
- Une création originale à partir de textes de Pierre Cami (auteur Français 1884-1958)
- Un Cabaret festif de Noël
- Un nouveau spectacle du Capitaine Sprütz

Ces spectacles seront chacun à l’affiche entre 9 et 12 fois dans la saison, ou plus selon le succès.

4 à 5 spectacles en diffusion ou sortie de résidences
Ces productions seront à l’affiche pour 3 à 4 représentations chacune.

4 spectacles “jeune public” en coréalisation avec des compagnies locales
- Cie les Carton Plein
- Cie les Anges Nus (2 propositions)
- Cie GrossoModo

7 à 9 représentations par spectacle

Accueil de structure culturelle ou de compagnie
- Concerts-spectacles de l’Ensemble Hanatsu Miroir
- Inact
- Cedim
- Strasbourg Music Week

…/…

De 1 jour à 3 semaines d’occupation de la salle selon les projets et les besoins.

Soit un total de 9 spectacles en coréalisation, 3 productions et 3 à 4 événements en accueil.
Cela représente plus de 90 représentations tout public. A cela s'ajoutent les représentations de nos élèves d’ateliers (environ 12 séances).

Il est à noter que toutes nos propositions attirent un public non seulement strasbourgeois mais aussi eurométropolitain. Nous avons d’ailleurs des partenariats avec toutes les salles de l’Eurométropole pour offrir une tarification spécifique à leurs abonnés.

La compagnie et sa diffusion

Le Kafteur à travers ses créations rayonne dans l'Eurométropole et au-delà.
La plupart des spectacles créés sont régulièrement diffusés dans des salles Eurométropolitaines (Diapason à Vendenheim, Illiade à Illkirch, Point d'Eau à Ostwald, Cheval Blanc de Bischheim…).
D'autres salles Alsaciennes font confiances à nos spectacles comme par exemple l'Espace Rohan à Saverne, les Tanzmatten à Sélestat, le Rive Rhin à Village Neuf, la Saline à Soultz sous Forêt, la Kartonnerie à Schweighouse sur Moder et d'autres encore.

Actions de médiation

Si des demandes spécifiques sont exprimées par nos partenaires habituels (Fossé des Treize, Tôt ou t'Art, Plurielles…) nous continuerons à y répondre dans la mesure du possible selon l'occupation et les possibilités du lieu.

Mises à disposition

Le Service de la Culture de la Ville de Strasbourg Eurométropole disposera de la salle pour un quota de 39 jours dans la saison pour divers projets.

Les ateliers de formation

> Les « ateliers spectacles »
Nos ateliers font partie de notre identité depuis que le Kafteur existe.
Ils attirent des jeunes de 7 à 17 ans et des adultes de tous âges, acteurs débutants ou déjà formés. Encadrés par des artistes professionnels, chaque groupe travaille sur un projet particulier qui aboutit à des représentations publiques en fin de saison.
Nous souhaitons pouvoir maintenir tout ou partie de cette offre pendant les deux saisons à venir en attendant la nouvelle salle. Cependant la taille de la salle va amener le Kafteur à réduire le nombre d'élèves par groupe et par stage

Les ateliers fonctionnent sur une base de 2 heures hebdomadaires (hors congés scolaires) les lundis et mardi soirs et les mercredis en journée.
Ils sont généralement complétés par une offre de stages répartis sur la saison, qui permettent d'accueillir d'autres participants et d'aborder d'autres thématiques (voix, corps, impro, travail de textes spécifiques…)

LE PROJET JUSQU'EN 2028…2029

Sur la base du concept développé en 2026-2027, la saison 2027-2028 se déclinera de la même manière. Des adaptations pourront être mises en place en fonction des retours du public et de la viabilité économique du projet, jusqu'à l'ouverture de la nouvelle salle.

Annexe II
Modalités d'évaluation du partenariat - indicateurs

Dispositif d'évaluation

Sur la base de l'article 11 de la convention initiale, l'évaluation visera à conforter les objectifs et les résultats selon une procédure et des dispositions conjointement arrêtées par les partenaires, notamment selon les modalités précisées ci-après.

L'évaluation s'attachera à la mise en place d'indicateurs - tels que proposés dans ce document-, qui permettront d'apprécier la mise en œuvre du projet artistique et culturel de la structure au travers des objectifs fixés par les partenaires. S'articulant sur la base d'éléments qualitatifs, contextuels et quantitatifs (tableaux de suivi, bilans de fréquentation…), ils permettent ainsi d'établir un bilan régulier du développement du projet.

NB : l'association Le Kafteur met actuellement en œuvre un projet hors les murs sur les saisons 2026-2027 et 2027-2028. Ces modalités d'évaluation et indicateurs seront bien sûr réévalués et adaptés en conséquence.

1) Responsabilité artistique :

	Objectifs	**Indicateurs**
Production et diffusion artistique	Assurer à minima 1 production/création originale sur la durée de la convention	Nb de productions : Nb de représentations :
	Faire rayonner et inscrire les créations sur des temps longs, à travers les tournées sur le territoire	Nb de représentations : Nb de salles touchées :
	Participer à 1 coproduction par an minimum	Nb de coproductions : Nb de représentations :
Accompagnement et accueil de spectacles	Développer les résidences, pour accompagner des compagnies et artistes du territoire dans leurs projets – à minima 1/an (hors productions propres)	Nb de résidences :
	Développer une offre de programmation, diversifiée et complémentaire	Nb de spectacle d'humour : Nb de représentations : Nb de spectacles « autres curiosités » : Nb de représentations : Disciplines concernées :
	Favoriser le renouvellement des publics et les croisements intergénérationnels, à travers l'accueil de spectacles jeune public (à minima 2 par an)	Nb de spectacles accueillis : Nb de représentations :

	Limiter le partage de recettes et favoriser l'achat de spectacles	Nb de spectacles en coréalisation : Nb de spectacles achetés :
	Réserver 39 jours d'accueil et de diffusion pour des projets culturels identifiés par la Ville (par an)	Nb de jours d'accueil : Nb de jours de diffusion : Nb de structures concernées et types :
	Découvrir de nouveaux talents et rendre visible la création régionale émergente – accueillir à minima 1 spectacle de jeune créateur par an	Nb de spectacles accueillis : Nb de représentations :

> Objectifs = réalisé / non-réalisé / évolution ?

- - Commentaire qualitatif en 4/5 lignes - -

2) Responsabilité territoriale et envers les publics :

	Objectifs	**Indicateurs**
Coopérations sur le territoire	Développer des synergies et échanges avec les salles de spectacle de l'Eurométropole, à travers les résidences et productions hors les murs	Nb de partenariats : Type de partenariats :
	S'impliquer dans les réseaux professionnels locaux, et inciter la circulation des artistes dans ces réseaux	Nb de réseaux : Nb d'artistes : Nb de structures : Type d'actions menées :
Les publics	Attirer un large public, renforcer les abonnements et permettre un croisement des publics	Indicateurs de fréquentation : cf tableau ci-dessous
	Favoriser l'accès de la culture pour tous, à travers la mise en place d'actions de médiation en lien avec les acteurs socio-culturels des quartiers prioritaires (min 2 par an)	Nb et type d'actions menées : Nb de participants : Nb de quartiers prioritaires touchés :
	S'associer à au moins 1 établissement scolaire chaque année pour des actions spécifiques	Type d'actions menées : Nb d'établissements touchés et types : Nb de participants :
	Développer des partenariats à destination des publics empêchés	Type d'actions menées : Nb de partenariats et types de structure: Nb de personnes touchées :
Pratiques en amateur	Soutenir la pratique théâtrale amateur, à travers la mise en place d'ateliers et stages	Nb d'ateliers : Nb de stages : Nb de participants :
	Favoriser la découverte de la pratique théâtrale auprès des publics des quartiers prioritaires, à travers des formes plus ponctuelles	Nb et type d'actions menées : Nb d'habitants touchés :

> Objectifs = réalisé / non-réalisé / évolution ?

- - Commentaire qualitatif en 4/5 lignes - -

Fréquentation :

Réalisation	**2026/2027**	**2027/2028**
Nombre de représentations programmées		
Nombre de places mises en vente		
- **tout public**		
- **jeune public**		
Taux de fréquentation payante (avec billetterie)		
Taux de fréquentation totale		
Nombre d'abonnements		
Nombre de spectateurs « hors humour »		

> Objectifs = réalisé / non-réalisé / évolution ?
- - Commentaire qualitatif en 4/5 lignes - -

3) Responsabilité sociétale

	Objectifs	**Indicateurs**
Égalité de genre	Accorder une attention particulière à l'équité femme / homme dans l'organisation de l'association	Taux de répartition F/H au sein du conseil d'administration et au sein de l'équipe Organigramme Plan d'action VHSS (référent, formation, contrats) Recrutements (admin, tech, artistique) Structure des salaires
	Accorder une attention particulière à l'équité femme / homme au plateau (en matière de création, résidences, accueil)	Taux de répartition F/H par type d'accompagnement et accueil Et évolution sur 2 saisons
Transition écologique	S'inscrire dans une démarche éco-responsable en investissant un ou plusieurs des champs suivants :	Proposer une ou des actions de transition ou de transformation concrètes dans l'un ou plusieurs des

	- Économie circulaire : politique de réutilisation des costumes/décors - Eco-responsabilité des techniques de création/diffusion - Mobilité des publics et des artistes - Communication et numérique responsable - Formation/sensibilisation des équipes	domaines précités, en sélectionnant un/des indicateurs quantitatifs ou qualitatifs adaptés : Par exemple : catégorie « économie circulaire » - Action 1 : utiliser 70% de matériaux issus du réemploi dans la construction de décors et scénographie - Action 2 : utiliser 80% de matériaux éco-responsables et bio-sourcés (bois, cartons, etc.)

> Objectifs = réalisé / non-réalisé / évolution ?
- - Commentaire qualitatif en 4/5 lignes - -

Par ailleurs, l'évaluation portera également sur :

- les ressources et moyens humains et techniques (organisation administrative, équipement, communication);
- l'analyse financière (fonctionnement/investissement): budgets prévisionnels, compte d'emploi des aides, budgets réalisés, bilans, écarts entre les budgets prévisionnels et les bilans, part des financements publics,
- Rubriques diverses.

Enfin, l'évaluation formulera des recommandations et proposera des perspectives pouvant être développées dans le cadre d'une éventuelle nouvelle convention.

Pendant cette période de conventionnement, l'association travaillera également à la **définition d'un projet artistique et culturel renouvelé, en adéquation avec le futur équipement. Il devra répondre aux <u>objectifs suivants</u> :**

- Penser une nouvelle dynamique de programmation (contenus, rythme de le saison) adaptée au nouvel outil (agencement des espaces, jauge augmentée) ;
- Favoriser l'accès à la culture pour tous, et travailler au renouvellement des publics, à travers la mise en place de nouvelles actions ;
- Déployer des outils de communication, permettant de faire rayonner et inscrire le lieu dans le paysage culturel local ;
- Repenser le développement des partenariats sur le territoire, à une échelle locale (quartier Laiterie) et plus largement eurométropolitaine ;
- S'inscrire dans des logiques de mutualisation, de partage de l'outil avec d'autres acteurs culturels et/ou associatifs et de mise en réseau, ;
- Définir un nouveau modèle économique, qui puisse assurer la pérennité du projet.

2026 (Espace K de janvier à août + petite salle de septembre à décembre)

INTITULE	Frais Exploitation	Programmation	Mises à dispo	ateliers	ventes	Médiation	Total
SIAPPS	5 172 €		2 328 €	2 500 €		0 €	10 000 €
Achat prestation Tickboss	2 323 €		177 €				2 500 €
Achat spectacles		35 680 €					35 680 €
Contrôle reglementaire annuel perches + nacelles	4 000 €						4 000 €
Achat fournitures matériel technique	6 000 €	3 559 €			0 €		9 559 €
Fournitures administratives	1 000 €						1 000 €
Costumes, décors, accessoires					0 €		0 €
Achat appartement	500 €						500 €
COVID							0 €
Autres fournitures			0 €	1 300 €			1 300 €
Achat Bar	5 500 €		0 €				5 500 €
Sous traitance	14 679 €		49 €		204 €	68 €	15 000 €
Locations	6 164 €				0 €		6 164 €
Entretien, nettoyage salle et réparation	9 064 €		862 €				9 926 €
Assurance	4 652 €						4 652 €
Documentation	300 €						300 €
Divers (cadeaux, vie associative...	1 000 €						1 000 €
Droits d'auteurs (SACEM, SACD etc.)		10 770 €	0 €				10 770 €
Rémunération intermédiaires (graphiste)	8 000 €						8 000 €
Communication (impressions + encarts)	43 280 €						43 280 €
Déménagement							
Déplacement, mission, réception	2 293 €	2 239 €	0 €		602 €		5 134 €
Frais postaux, télécommunication	1 500 €						1 500 €
Services bancaires	5 000 €						5 000 €
Divers							0 €
Impôts et taxes							0 €
Impôts et taxes sur rémunération							0 €
Autres impôts et taxes (CNV)		2 873 €	0 €				2 873 €
Rémunérations	192 624 €	37 106 €	2 511 €	28 404 €	8 172 €	3 500 €	272 317 €
Cotisations sociales							0 €
Autres charges exceptionnelles							
Amortissements							0 €
Médiation							
							0 €
TOTAL	313 051 €	92 227 €	5 927 €	32 204 €	8 978 €	3 568 €	455 955 €

INTITULE	Recettes Exploitation	Programmation	Mises à dispo	ateliers	ventes	Médiation	Total
Ventes produits finis							
Billetterie spectacles adultes		101 610 €		5 760 €			107 370 €
Billetterie spectacles enfants		25 724 €					25 724 €
							0 €
Nouvel an		14 730 €					14 730 €
Carte culture + Atoutvoir		2 500 €					2 500 €
Ateliers enfants+adultes+stages				30 550 €			30 550 €
Ventes spectacles					13 906 €		13 906 €
							0 €
Ventes Bar (sans KS)		4 000 €	0 €				4 000 €
Mises à dispos salle appart + refacturations			12 608 €				12 608 €
CNM (droit de tirage)	1 500 €						1 500 €
Subventions							
Ville de Strasbourg fonctionnement	131 625 €						131 625 €
Médiation						2 000 €	2 000 €
Eurométropole	70 000 €						70 000 €
CEA annuel (département)	4 750 €						4 750 €
Région Grand Est lieu	20 000 €						20 000 €
FDVA Etat							0 €
FONPEPS		5 950 €					5 950 €
Aide embauche alternance	3333,28						3333,28
							0 €
							0 €
							0 €
							0 €
SPEDIDAM							0 €
Autres revenus							
Dons	30 €			640 €			670 €
Adhésions	750 €			3 990 €			4 740 €
quote part subvention investissements							0 €
Mécénat							0 €
TOTAL	231 988 €	154 513 €	12 608 €	40 940 €	13 906 €	2 000 €	455 955 €
	-81 063 €	62 286 €	6 681 €	8 736 €	4 928 €	-1 568 €	0 €

Prévisionnel 2027 petite salle

INTITULE	Frais Exploitation	Programmation	Mises à dispo	Créations	ateliers	ventes	Médiation	Total
SIAPPS	4 996 €		2 804 €		2 000 €		200 €	10 000 €
Achat prestation Tickboss	2 500 €		0 €					2 500 €
Achat spectacles		10 286 €						10 286 €
Contrôle reglementaire annuel perches + nacelles								0 €
Achat fournitures matériel technique	3 000 €	1 300 €				0 €		4 300 €
Fournitures administratives	1 000 €							1 000 €
Costumes, décors, accessoires		0 €		5 000 €		0 €		5 000 €
Achat appartement	500 €							500 €
COVID								0 €
Autres fournitures			0 €	500 €	1 300 €			1 800 €
Achat Bar	5 500 €		0 €					5 500 €
Sous traitance	13 298 €		0 €	500 €	1 190 €	442 €	70 €	15 500 €
Locations	6 112 €					250 €		6 362 €
Entretien, nettoyage salle et réparation	9 667 €		1 052 €					10 719 €
Assurance	4 312 €							4 312 €
Documentation	0 €							0 €
Divers (cadeaux, vie associative...	500 €							500 €
Droits d'auteurs (SACEM, SACD etc.)		5 483 €	0 €	1 500 €				6 983 €
Rémunération intermédiaires (graphiste)	7 000 €			3 000 €				10 000 €
Communication (impressions + encarts)	31 035 €			3 000 €				34 035 €
Déplacement, mission, réception	2 000 €	1 080 €	0 €	500 €		2 090 €		5 670 €
Frais postaux, télécommunication	1 500 €							1 500 €
Services bancaires	5 000 €							5 000 €
Divers								0 €
Impôts et taxes				600 €				600 €
Impôts et taxes sur rémunération								0 €
Autres impôts et taxes (CNV)		2 392 €	0 €					2 392 €
Rémunérations (créations incluses)	184 427 €	43 929 €	0 €		23 812 €	19 503 €	5 500 €	277 171 €
Cotisations sociales								0 €
Autres charges exceptionnelles								
Amortissements								0 €
Médiation								
								0 €
TOTAL	282 346 €	64 471 €	3 856 €	14 600 €	28 302 €	22 285 €	5 770 €	421 629 €

INTITULE	Recettes Exploitation	Programmation	Mises à dispo	Créations	ateliers	ventes	Médiation	Total
Ventes produits finis								
Billetterie spectacles adultes		72 140 €			4 050 €			76 190 €
Billetterie spectacles enfants		8 640 €						8 640 €
Nouvel an		10 032 €						10 032 €
Carte culture + Atoutvoir		2 500 €						2 500 €
Ateliers enfants+adultes+stages					22 850 €			22 850 €
Ventes spectacles						27 000 €		27 000 €
								0 €
Ventes Bar (sans KS)		4 000 €	0 €					4 000 €
Mises à dispos salle / appart + refacturations			4 650 €					4 650 €
CNM (droit de tirage)	1 500 €							1 500 €
Subventions								
Ville de Strasbourg fonctionnement	131 625 €							131 625 €
Médiation (Contrats Ville)							2 000 €	2 000 €
Eurométropole	70 000 €							70 000 €
CEA annuel (département)	4 750 €			2 000 €				6 750 €
Région Grand Est lieu	20 000 €			5 000 €				25 000 €
FDVA Etat	1 500 €							1 500 €
FONPEPS		2 962 €		2 000 €		1 500 €		6 462 €
DRAC				6 000 €				6 000 €
Autres							3 500 €	3 500 €
SPEDIDAM				1 500 €				1 500 €
								0 €
								0 €
Autres revenus								
Dons	540 €			600 €	470 €			1 610 €
Adhésions	720 €				3 600 €			4 320 €
quote part subvention investissements								0 €
Mécénat				4000				4 000 €
TOTAL	230 635 €	100 274 €	4 650 €	21 100 €	30 970 €	28 500 €	5 500 €	421 629 €
								0 €

Prévisionnel 2028 petite salle

INTITULE	Frais Exploitation	Programmation	Mises à dispo	Créations	ateliers	ventes	Médiation	Total
SIAPPS	4 996 €		2 804 €		2 000 €		200 €	10 000 €
Achat prestation Tickboss	2 500 €		0 €					2 500 €
Achat spectacles		12 105 €						12 105 €
Contrôle reglementaire annuel perches + nacelles								0 €
Achat fournitures matériel technique	5 000 €	1 000 €				0 €		6 000 €
Fournitures administratives	1 000 €							1 000 €
Costumes, décors, accessoires		0 €		2 000 €		0 €		2 000 €
Achat appartement								0 €
COVID								0 €
Autres fournitures			0 €	500 €	1 300 €			1 800 €
Achat Bar	5 500 €		0 €					5 500 €
Sous traitance	13 402 €		0 €	300 €	1 190 €	408 €		15 300 €
Locations	6 590 €					0 €		6 590 €
Entretien, nettoyage salle et réparation	9 667 €		1 052 €					10 719 €
Assurance	4 500 €							4 500 €
Documentation	0 €							0 €
Divers (cadeaux, vie associative...	160 €							160 €
Droits d'auteurs (SACEM, SACD etc.)		4 354 €	0 €	1 500 €				5 854 €
Rémunération intermédiaires (graphiste)	7 000 €			1 500 €				8 500 €
Communication (impressions + encarts)	28 535 €			2 000 €				30 535 €
Déplacement, mission, réception	2 000 €	880 €	0 €	500 €		960 €		4 340 €
Frais postaux, télécommunication	1 500 €							1 500 €
Services bancaires	5 000 €							5 000 €
Divers								0 €
Impôts et taxes				600 €				600 €
Impôts et taxes sur rémunération								0 €
Autres impôts et taxes (CNV)		2 043 €	0 €					2 043 €
Rémunérations	185 606 €	34 929 €	0 €		23 924 €	16 872 €	5 500 €	266 831 €
Cotisations sociales								0 €
Autres charges exceptionnelles								
Amortissements								0 €
Médiation								
								0 €
TOTAL	282 956 €	55 311 €	3 856 €	8 900 €	28 414 €	18 240 €	5 700 €	403 377 €

INTITULE	Recettes Exploitation	Programmation	Mises à dispo	Créations	ateliers	ventes	Médiation	Total
Ventes produits finis								
Billetterie spectacles adultes		62 110 €			2 700 €			64 810 €
Billetterie spectacles enfants		8 640 €						8 640 €
KRISSMASS		0 €						0 €
Nouvel an		10 032 €						10 032 €
Carte culture + Atoutvoir		2 500 €						2 500 €
Ateliers enfants+adultes+stages					22 850 €			22 850 €
Ventes spectacles						22 000 €		22 000 €
								0 €
Ventes Bar (sans KS)		4 000 €	0 €					4 000 €
Mises à dispos salle / appart + refacturations			4 650 €					4 650 €
CNM (droit de tirage)	1 500 €							1 500 €
Subventions								
Ville de Strasbourg fonctionnement	131 625 €							131 625 €
Médiation (Contrats Ville)							2 000 €	2 000 €
Eurométropole	70 000 €							70 000 €
CEA annuel (département)	4 500 €			2 000 €				6 500 €
Région Grand Est lieu	20 000 €			5 000 €				25 000 €
FDVA Etat	1 500 €							1 500 €
FONPEPS		2 962 €		2 000 €		1 500 €		6 462 €
DRAC				5 000 €				5 000 €
Autres							3 500 €	3 500 €
								0 €
								0 €
								0 €
SPEDIDAM				1 500 €				1 500 €
Autres revenus								
Dons	705 €			600 €	182 €			1 487 €
Adhésions	720 €				3 600 €			4 320 €
quote part subvention investissements								0 €
Mécénat				3500				3 500 €
TOTAL	230 550 €	90 244 €	4 650 €	19 600 €	29 332 €	23 500 €	5 500 €	403 376 €
								0 €

AVENANT N° 1

À LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS
2024-2027

Association LE KAFTEUR

Entre :

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par sa Présidente, Madame Catherine TRAUTMANN, dûment habilitée par délibération du Conseil de l'Eurométropole du 9 octobre 2026, ci-après désignée « l'Eurométropole » ;

La Ville de Strasbourg, représentée par sa Maire, Madame Catherine TRAUTMANN, dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal du 28 septembre 2026, ci-après désignée « la Ville » ;

d'une part,

Et

L'Association Le KAFTEUR régie par le code civil local, dont le siège social est situé 10 rue du Hohwald 67000 STRASBOURG, représentée par sa Présidente, Madame MARIE DE GUGIELMO, dûment mandatée.
N° SIRET : 390 867 661 00030
N° licences : N°1—L-R-2021-013243 N°2- L-R-2021-011898 N°3-L-R-2021-011899

et ci-après désignée « le bénéficiaire »
d'autre part.

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* du 26 juin 2014, notamment son article 53 ;
VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et en particulier son article 9-1 ;
VU le code général des collectivités territoriales, et en particulier l'article L1611-4 ;
VU la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 9 octobre 2026 approuvant la présente convention et autorisant la Présidente à la signer ;
VU le règlement budgétaire et financier de l'Eurométropole de Strasbourg ;
VU la délibération du Conseil municipal de la ville de Strasbourg en date du 28 septembre 2026 approuvant la présente convention et autorisant la Maire à la signer ;
VU la délibération du Conseil municipal de la ville de Strasbourg en date du 23 janvier 2017 relative à l'évolution des dispositifs de soutien au spectacle vivant ;
VU le règlement financier de la Ville de Strasbourg ;
VU les statuts de l'association Le Kafteur ;
VU le projet artistique et culturel 2026-2028, placé sous la responsabilité de Monsieur Jean-Luc FALBRIARD ;

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

À partir de septembre 2026, le Hall des chars - mis actuellement à disposition de l'association le Kafteur et au sein duquel celle-ci met en œuvre son projet artistique et culturel - fera l'objet de travaux de restructuration, pris en charge par la ville de Strasbourg. Avec le soutien de la Ville, l'association a donc travaillé à l'élaboration d'un projet hors les murs sur les saisons 2026-2027 et 2027-2028, dans le cadre du redéploiement de ses activités au sein de la salle des Colonnes.

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT

1.1 Le présent avenant a pour objet d'approuver :

- le nouveau projet artistique et culturel de l'association Le Kafteur (annexe I),
- les indicateurs et modalités d'évaluation du partenariat (annexe II),
- les budgets prévisionnels mis à jour (annexe III) et les montants des subventions respectivement attribués par les financeurs signataires de la présente convention et/ou les modalités de détermination des montants des subventions annuelles à attribuer par les financeurs signataires au fil de l'exécution de la présente convention.

1.2 Le présent avenant a également pour objet de proroger de huit mois, du 1er janvier au 31 août 2028, la durée d'application de la convention pluriannuelle d'objectifs 2024-2027 signée le 9 janvier 2025 entre la Ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et l'association Le Kafteur.

Ainsi, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, sur la période du 1er septembre 2026 au 31 août 2028, le projet artistique et culturel joint en annexe I à la présente convention et conforme à son objet statutaire, selon les budgets définis en annexe 2.

Pendant cette période, l'association engagera également une réflexion autour du futur projet artistique et culturel pour ce nouvel équipement, dont la livraison est prévue pour l'année 2028.

ARTICLE 2 – LIEU D'IMPLANTATION

L'association est implantée à Strasbourg. Pendant les travaux du Hall des Chars, pour lui permettre de poursuivre son projet, la Ville de Strasbourg met à sa disposition à titre gracieux des locaux dont elle est propriétaire, sis 10 rue du Hohwald à Strasbourg, d'une surface totale d'environ 931,50 m² :

- la salle des colonnes (575 m²),
- un bureau (55 m²),
- un logement pour l'hébergement des artistes (98 m²) ,
- des locaux de stockage (206 m²) ;

Deux places de stationnement, situées dans l'allée concomitante à l'immeuble, sont par ailleurs attribuées à l'occupant, l'une de manière pérenne, l'autre exclusivement pendant la durée des travaux.

Cette mise à disposition représente une aide en nature d'une valeur annuelle estimée en 2026 à 45 924 €. Elle fait l'objet d'une convention spécifique.

En tenant compte du planning d'activité de l'association établi par son responsable artistique et en cohérence avec l'activité habituelle et la programmation de la salle, la Ville se réserve le droit d'utiliser les locaux mis à disposition de l'association, à concurrence de trente-neuf journées par an, pour l'accueil de manifestations culturelles portées par des associations culturelles du territoire et par la Ville.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

5.1 Le coût total du projet est évalué à ce jour à 1 280 960 € (un million deux cent quatre-vingt mille neuf-cent soixante euros) de 2026 à 2028, conformément aux budgets prévisionnels joints en annexe et aux règles définies à l'article 5.3 ci-dessous.

5.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

5.3 Les coûts qui peuvent être pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment ceux qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par le bénéficiaire ;
- sont identifiables et contrôlables.

5.4 Lors de la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé visé à l'article 5.1.

Le bénéficiaire notifie ces modifications aux financeurs signataires par écrit dès qu'il peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Après étude, les financeurs signataires pourront accepter expressément ces modifications.

5.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 8. Cet excédent ne peut être supérieur à 10 % du total des coûts annuels éligibles du projet effectivement supportés par le bénéficiaire.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

A – Pour l'Eurométropole de Strasbourg

Une subvention est accordée par l'Eurométropole de Strasbourg au titre de sa participation au projet artistique et culturel de l'association Le Kafteur pour la période 2026-2028 sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget de l'Eurométropole, au titre des exercices concernés.

Le montant pour l'année 2026 est de 70 000 €.

Pour les années 2027 et 2028, l'Eurométropole de Strasbourg déterminera annuellement le montant de sa

participation au projet artistique et culturel de l'association Le Kafteur sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget de l'Eurométropole.

B - Pour la Ville de Strasbourg

Une subvention est accordée par la Ville de Strasbourg au titre de sa participation au projet artistique et culturel de l'association Le Kafteur pour la période 2026-2028 sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget de la Ville, au titre des exercices concernés.

Le montant pour l'année 2026 est de 131 625 €.

Pour les années 2027 et 2028, la Ville de Strasbourg déterminera annuellement le montant de sa participation au projet artistique et culturel de l'association Le Kafteur sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget de la Ville.

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE VERSEMENT DES CONTRIBUTIONS FINANCIERES

Les contributions financières sont créditées au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués au compte ouvert au nom de :

Titulaire du compte : Association Le Kafteur
N° SIRET : 390 867 661 00030
Établissement bancaire : Crédit Mutuel
IBAN : FR76 1027 8012 2800 0222 2360 188
BIC : CMCIFR2A

A – Pour l'Eurométropole de Strasbourg

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole.

Pour l'exercice 2026, la totalité de la subvention de l'Eurométropole est créditée en une fois au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Pour l'Eurométropole de Strasbourg, le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des Finances de Strasbourg municipal et de l'Eurométropole. Son adresse est la suivante : Monsieur le receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg - CS 71022 - 67070 STRASBOURG CEDEX.

Pour les exercices 2027 et 2028, le versement des subventions, après arbitrage annuel du montant, s'effectuera selon les règles en vigueur au moment de leur octroi.

B – Pour la Ville de Strasbourg

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de la Ville.

Pour l'exercice 2026, la totalité de la subvention de la Ville a été créditée en une fois au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Pour la Ville de Strasbourg, le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des Finances de Strasbourg municipal et de l'Eurométropole. Son adresse est la suivante : Monsieur le receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg - CS 71022 - 67070 STRASBOURG CEDEX.

Pour les exercices 2027 et 2028, le versement des subventions, après arbitrage annuel du montant, s'effectuera selon les règles en vigueur au moment de leur octroi.

ARTICLE 6 - AUTRES DISPOSITIONS

Le présent avenant, accompagné de ses annexes (I, II et III) fait partie intégrante de la convention pluriannuelle d'objectifs 2024-2027 signée le 9 janvier 2025.

Les autres dispositions définies dans ladite convention restent inchangées.

Fait à ....., le .....

Pour l'Eurométropole de Strasbourg,
La Présidente

Pour la Ville de Strasbourg,
La Maire

Pour l'association Le Kafteur,
Le Président

ANNEXES

ANNEXE I – PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

ANNEXE II – INDICATEURS ET MODALITES D'EVALUATION DU PARTENARIAT

ANNEXE III – BUDGETS PREVISIONNELS

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS
Exercices 2024-2027
ASSOCIATION Le KAFTEUR

Entre :

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par sa Présidente, Madame Pia IMBS, dûment habilitée par délibération du Conseil de l'Eurométropole du 9 décembre 2024, ci-après désignée « l'Eurométropole » ;

La Ville de Strasbourg, représentée par sa Maire, Madame Jeanne BARSEGHIAN, dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal du 18 décembre 2024, ci-après désignée « la Ville » ;

d'une part,

Et

L'Association Le KAFTEUR régie par le code civil local, dont le siège social est situé 10 rue du Hohwald 67000 STRASBOURG, représentée par son Président, Monsieur Yannick PICARELLA, dûment mandaté.
N° SIRET : 390 867 661 00030
N° licences : 1/PLATESV-R-2021-013243 ; 2/PLATESV-R-2021-011898 ; 3/PLATESV-R-2021-011899

et ci-après désignée « le bénéficiaire »
d'autre part.

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* du 26 juin 2014, notamment son article 53 ;
VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et en particulier son article 9-1 ;
VU le code général des collectivités territoriales, et en particulier l'article L1611-4 ;
VU la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 9 décembre 2024 approuvant la présente convention et autorisant la Présidente à la signer ;
VU le règlement budgétaire et financier de l'Eurométropole de Strasbourg ;
VU la délibération du Conseil municipal de la ville de Strasbourg en date du 9 décembre 2024 approuvant la présente convention et autorisant la Maire à la signer ;
VU la délibération du Conseil municipal de la ville de Strasbourg en date du 23 janvier 2017 relative à l'évolution des dispositifs de soutien au spectacle vivant ;
VU le règlement financier de la Ville de Strasbourg ;
VU les statuts de l'association Le Kafteur ;
VU le projet artistique et culturel 2024-2026, placé sous la responsabilité de Monsieur Jean-Luc FALBRIARD ;

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par le bénéficiaire conforme à son objet statutaire,
Considérant la politique culturelle de l'Eurométropole de Strasbourg,

Les valeurs d'ouverture, de partage, d'inclusion, de solidarité intergénérationnelle et d'équité territoriale, inspirées du développement durable et des droits culturels, constituent les points cardinaux de la politique culturelle de l'Eurométropole.

Convaincue que la culture est incontestablement un facteur d'inclusion, d'expression et d'épanouissement pour les habitants et habitantes du territoire, l'Eurométropole construit sa politique culturelle en complémentarité avec les politiques et programmations culturelles de chaque commune. Elle intervient également dans une logique de transversalité avec les autres politiques publiques, en s'appuyant sur ses compétences comme le tourisme, le développement économique, la politique de la ville, l'enseignement supérieur, ou encore l'aménagement urbain. Elle veille à soutenir et développer les dynamiques culturelles à l'œuvre à l'échelle du territoire avec pour objectif de les rendre accessibles au plus grand nombre de citoyennes et de citoyens.

Dans une logique d'équité entre les communes, de maillage du territoire et d'accessibilité, l'Eurométropole articule son action autour de quatre axes et objectifs stratégiques :

- Mutualiser : faire émerger et soutenir un réseau d'acteurs culturels métropolitains
- Diffuser : encourager la circulation des œuvres et de tous les publics sur l'ensemble de l'Eurométropole
- Revitaliser : promouvoir la culture régionale
- Rayonner : favoriser le rayonnement du territoire

L'Eurométropole sera tout particulièrement attentive au développement du projet de la structure qui devra répondre aux objectifs suivants :

- Développer des collaborations avec les autres acteurs culturels du territoire
- Favoriser la circulation des œuvres et des publics sur le territoire eurométropolitain
- Prendre part à la dynamique de mise en réseau initiée par l'Eurométropole

Considérant la politique culturelle de la Ville de Strasbourg,

Convaincue que les arts et les cultures sont parties prenantes des trois priorités politiques qui guident l'action du mandat, transition écologique du territoire, recherche d'une plus grande justice sociale et renouveau démocratique, la ville de Strasbourg construit sa politique culturelle autour des œuvres et des artistes, en soutenant activement la création et en réaffirmant la place centrale des créateur·trice·s. qu'il s'agit de libérer de l'injonction productive et d'une certaine contingence administrative pour favoriser la liberté de création, des temps longs de création et de vie des œuvres sur le territoire ainsi que l'émergence de nouvelles pratiques et de nouveaux territoires de création.

Cette politique culturelle est mise en œuvre pour le public, en veillant à :

- Promouvoir et assurer sur l'ensemble du territoire le droit à la culture pour tou·te·s, jeunes et moins jeunes, personnes en situation de handicap, de langue française ou non, quels que soient la situation économique ou le statut des habitant·e·s
- Favoriser l'interculturalité en affirmant que les arts et les pratiques artistiques sont un outil de dialogue entre les cultures

- Promouvoir le respect des droits humains, l'égalité de genre et l'égale représentation de toutes et tous dans leur diversité · Lutter contre toutes les formes de racisme et d'antisémitisme
- Développer l'éducation artistique auprès de tous les enfants et jeunes du territoire
- Intégrer les habitant·e·s dans les temps forts de la vie culturelle en encourageant les formes participatives

La Ville de Strasbourg sera tout particulièrement attentive au développement du projet du bénéficiaire, qui devra répondre aux objectifs suivants :

- Engagement en matière d'insertion professionnelle des jeunes artistes et des professionnels de la culture ;
- Développement d'une programmation destinée au public familial et/ou au jeune public, accompagnée d'actions de médiation en faveur de ces publics ;
- Développement d'actions dans au moins un quartier de la Ville, avec les structures socio-culturelles et éducatives qui y sont implantées, dans la perspective d'un travail de fond mené sur ce territoire ;
- Engagement en matière de parité, de mixité et de représentativité (au plateau, dans le répertoire, dans les recrutements et dans la gouvernance) ; ainsi que dans la lutte contre les violences et harcèlements sexistes et sexuels (politique à destination des salariés, des artistes et des publics accueillis) ;
- Engagement de la structure en matière de développement durable (éco-conception des décors, attention sur la question des déplacements, du bilan carbone de l'activité, de réduction des déchets, de sourcing des matières premières, de partage de la ressource...) ;
- Engagement de la structure en matière de coopération avec les autres acteurs du territoire (mutualisations des productions, des actions pédagogiques, des résidences...), et en matière de soutien aux artistes strasbourgeois et à leurs créations ;
- Engagement en matière de responsabilité sociale de l'organisation (attention portée aux conditions de travail, à l'insertion d'agents en situation de handicap...) ;
- Développement de la participation des citoyens au projet de l'institution dans le respect des droits culturels ;
- Prendre part à la dynamique culturelle initiée par la Ville ainsi qu'aux projets structurants (développement de l'éducation artistique et culturelle, réflexion sur les programmations estivales, participation à la Capitale mondiale du Livre...)
- Participation à l'ancrage durable de Strasbourg comme capitale de la démocratie, de la citoyenneté européenne et des droits humains, à son rayonnement international à travers des partenariats avec des structures nationales ou internationales; des projets d'échanges artistiques et de collaboration avec les pays de l'Union européenne (résidences, expositions, festivals, etc.), le développement de projets associant des acteurs et artistes présents à l'international, et intégrant la diffusion de leurs œuvres ; les actions permettant à la population et aux habitants de Strasbourg de s'approprier ces projets et œuvres et de mieux connaître la création et le patrimoine européens.

Considérant que le projet ci-après présenté par le bénéficiaire est conforme aux objectifs fixés par les politiques de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Ville de Strasbourg, les partenaires publics décident de s'associer dans un partenariat contractuel avec l'association Le Kafteur pour la période 2024-2027 dans les termes définis ci-dessous.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

1.1 La présente convention a pour objet d'approuver :

- le projet artistique et culturel de l'association Le Kafteur (annexe I),
- les indicateurs et modalités d'évaluation du partenariat (annexe II),
- les budgets prévisionnels (annexe III) et les montants des subventions respectivement attribués par les financeurs signataires de la présente convention et/ou les modalités de détermination des montants des subventions annuelles à attribuer par les financeurs signataires au fil de l'exécution de la présente convention.

1.2 Par la présente convention, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, sur la période du 1er janvier 2024 au 30 juin 2025, le projet artistique et culturel joint en annexe I à la présente convention et conforme à son objet statutaire, selon les budgets définis en annexe 2.

1.3 Pour la période du 1er juillet 2025 au 31 décembre 2027, le bénéficiaire s'engage à présenter et à mettre en œuvre les adaptations nécessaires au projet, résultant d'une part de la période de travaux amorcés, et d'autre part en vue de l'intégration du nouvel équipement. À ce titre, il réalisera deux saisons hors les murs (2025-2026 et 2026-2027), dans l'attente du nouvel équipement. Un avenant définira, pour cette période, le projet artistique et culturel à mettre en œuvre, accompagné des budgets correspondants, qui sera joint à la présente convention.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de quatre années couvrant la période 2024-2027.

ARTICLE 3 – LIEU D'IMPLANTATION

L'association est implantée à Strasbourg. Pour lui permettre de réaliser son projet, la Ville de Strasbourg met à sa disposition à titre gracieux des locaux dont elle est propriétaire, sis 10 rue du Hohwald à Strasbourg, d'une surface totale d'environ 1173 m² :

- le bâtiment dit « Hall des chars » comprenant une salle de spectacle, une salle d'exposition et spectacle, un hall d'accueil et des locaux annexes (loges, locaux de stockage, bureau, sanitaires)
- un bureau et un logement pour l'hébergement des artistes

Cette mise à disposition représente une aide en nature d'une valeur annuelle estimée en 2023 à 97 967 €. Elle fait l'objet d'une convention spécifique.

En tenant compte du planning d'activité de l'association établi par son responsable artistique et en cohérence avec l'activité habituelle et la programmation de la salle, la Ville se réserve le droit d'utiliser les locaux mis à disposition de l'association, à concurrence de quarante-deux journées par année civile, pour l'accueil de manifestations culturelles portées par des associations culturelles du territoire (parmi lesquelles : Hanatsu Miroir, Trois 14).

À partir de septembre 2025, le Hall des chars fera l'objet de travaux de restructuration, pris en charge par la Ville de Strasbourg, ce qui va impacter durablement les activités artistiques et culturelles de l'association Le Kafteur. Avec le soutien de la Ville et de l'Eurométropole, l'association travaille actuellement à la mise en place d'un projet hors les murs sur les saisons 2025-2026 et 2026-2027, qui sera annexé par avenant à la présente convention, avec les budgets correspondants, conformément à l'article 1er.

Pendant cette période, l'association engagera également une réflexion autour du futur projet artistique et culturel pour ce nouvel équipement, dont la livraison est prévue pour le printemps 2027.

ARTICLE 4 – RESPONSABILITE ARTISTIQUE

La présente convention est étroitement liée au projet artistique et culturel développé par le directeur du Kafteur, Monsieur Jean-Luc FALBRIARD.

Tout changement de direction artistique au cours de la durée de la présente convention, pour quelque cause que ce soit, serait considéré comme une modification substantielle, et rendrait automatiquement caduque la convention.

ARTICLE 5 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

5.1 Le coût total du projet est évalué à ce jour à 2 335 458 € (deux millions trois cent trente-cinq mille et quatre cent cinquante-huit euros) sur les trois premières années de la convention, conformément aux budgets prévisionnels joints en annexe et aux règles définies à l'article 5.3 ci-dessous.

5.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

5.3 Les coûts qui peuvent être pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment ceux qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par le bénéficiaire ;
- sont identifiables et contrôlables.

5.4 Lors de la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé visé à l'article 5.1.

Le bénéficiaire notifie ces modifications aux financeurs signataires par écrit dès qu'il peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Après étude, les financeurs signataires pourront accepter expressément ces modifications.

5.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 8. Cet excédent ne peut être supérieur à 10 % du total des coûts annuels éligibles du projet effectivement supportés par le bénéficiaire.

ARTICLE 6 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

A – Pour l'Eurométropole de Strasbourg

Une subvention est accordée par l'Eurométropole de Strasbourg au titre de sa participation au projet artistique et culturel de l'association Le Kafteur pour la période 2024-2027 sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget de l'Eurométropole, au titre des exercices concernés.

Le montant pour l'année 2024 est de 50 000 €.

Pour les années 2025 2026 et 2027, l'Eurométropole de Strasbourg déterminera annuellement le montant de sa participation au projet artistique et culturel de l'association Le Kafteur sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget de l'Eurométropole.

B - Pour la Ville de Strasbourg

Une subvention est accordée par la Ville de Strasbourg au titre de sa participation au projet artistique et culturel de l'association Le Kafteur pour la période 2024-2027 sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget de la Ville, au titre des exercices concernés.

Le montant pour l'année 2024 est de 131 625 €.

Pour les années 2025, 2026 et 2027, la Ville de Strasbourg déterminera annuellement le montant de sa participation au projet artistique et culturel de l'association Le Kafteur sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget de la Ville.

ARTICLE 7 – MODALITÉS DE VERSEMENT DES CONTRIBUTIONS FINANCIERES

Les contributions financières sont créditées au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués au compte ouvert au nom de :

Titulaire du compte : Association Le Kafteur
N° SIRET : 390 867 661 00030
Établissement bancaire : Crédit Mutuel
IBAN : FR76 1027 8010 0700 0207 4040 124
BIC : CMCIFR2AXXX

A – Pour l'Eurométropole de Strasbourg

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole.

Pour l'exercice 2024, la totalité de la subvention de l'Eurométropole est créditée en une fois au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Pour l'Eurométropole de Strasbourg, le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des Finances de Strasbourg municipal et de l'Eurométropole. Son adresse est la suivante : Monsieur le receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg - CS 71022 - 67070 STRASBOURG CEDEX.

Pour les exercices 2025, 2026 et 2027, le versement des subventions, après arbitrage annuel du montant, s'effectuera selon les règles en vigueur au moment de leur octroi.

B – Pour la Ville de Strasbourg

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de la Ville.

Pour l'exercice 2024, la totalité de la subvention de la Ville a été créditée en une fois au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Pour la Ville de Strasbourg, le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des Finances de Strasbourg municipal et de l'Eurométropole. Son adresse est la suivante : Monsieur le receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg - CS 71022 - 67070 STRASBOURG CEDEX.

Pour les exercices 2025, 2026 et 2027, le versement des subventions, après arbitrage annuel du montant, s'effectuera selon les règles en vigueur au moment de leur octroi.

ARTICLE 8 – JUSTIFICATIFS

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier. Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre l'administration et le bénéficiaire. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
- Les comptes annuels et, lorsqu'un texte législatif ou réglementaire l'impose, le rapport du commissaire aux comptes, le cas échéant, la référence de leur publication au *Journal officiel* ;
- Les rapports d'activités de l'association ;
- Un état du personnel employé dans l'année distinguant, suivant les trois fonctions artistes / administratifs / techniciens, le personnel sur emploi durable (entendu au sens des contrats à durée indéterminée et des contrats à durée déterminée d'une durée consécutive de neuf mois au moins) et le personnel occasionnel. Cet état est exprimé en équivalents temps plein, et également en nombre de personnes pour les occasionnels. Il comporte un volet spécifique à l'application de la parité ;
- Tout autre document listé en annexe ou mentionné dans les conventions financières bilatérales.

ARTICLE 9 – AUTRES ENGAGEMENTS

9.1 Le bénéficiaire informe sans délai le partenaire signataire de toute modification de son identification et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

9.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe le partenaire signataire sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

9.3 Le bénéficiaire de cette subvention est tenu de faire figurer le logotype de l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg sur tous les supports de communication relatifs à l'opération subventionnée (dossiers de presse, programmes, affiches, cartons d'invitation, site internet...). *À noter : l'ordre des logos qui doit apparaître est l'ordre protocolaire : État / Région / Département / Eurométropole et Ville / autres partenaires.*

Pour la Ville et l'Eurométropole, les logos et la charte graphique sont à télécharger sur le lien : https://www.strasbourg.eu/logos

9.4 Le bénéficiaire déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de la Commission européenne.

ARTICLE 10 – SANCTIONS

10.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire sans l'accord écrit du partenaire signataire, celui-ci peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution du montant, après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire.

10.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte-rendu financier mentionné à l'article 8 peut entraîner la suppression des aides. Tout refus de communication des comptes peut également entraîner la suppression des aides.

10.3 Les partenaires signataires informent le bénéficiaire de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec accusé de réception.

ARTICLE 11 – COMITE DE SUIVI ET ÉVALUATION

11.1 Le bénéficiaire réunira une fois par an un comité de suivi, composé des partenaires signataires. Le comité de suivi peut également se réunir à l'initiative de l'un des financeurs signataires de la présente convention.

Le comité de suivi est une instance technique qui a pour vocation de suivre l'exécution de la présente convention. Il permet de mener des débats contradictoires et éventuellement de proposer des réajustements ou des orientations nécessaires.

Le comité de suivi est informé de l'évolution du projet artistique et culturel, de l'état financier de l'association ainsi que de la situation de l'emploi. Il pourra en tant que de besoin, et sous réserve de l'accord du partenaire signataire, associer des partenaires extérieurs.

11.2 L'évaluation porte notamment sur la réalisation du projet, et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

Le bénéficiaire s'engage à fournir, au moins six mois, avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

Les financeurs signataires procèdent à la réalisation d'une évaluation de la réalisation du projet auquel ils ont apporté leur concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 12 – CONTRÔLE DES PARTENAIRES SIGNATAIRES

12.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par le financeur signataire. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression des aides.

12.2 Les financeurs signataires contrôlent annuellement et à l'issue de la convention que les contributions financières n'excèdent pas le coût de la mise en œuvre du projet. Ils peuvent exiger le remboursement de la partie de chaque subvention supérieure au total annuel des coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 5.5.

ARTICLE 13 – CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DES AIDES

Le renouvellement des aides des partenaires signataires est subordonné à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 11 et aux contrôles de l'article 12.

ARTICLE 14 – AVENANTS

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires signataires et le bénéficiaire.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, les autres parties peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 15 – ANNEXES

Les annexes I, II, III font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 16 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 17 – RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le - 9 JAN. 2025
(en trois exemplaires)

Pour le bénéficiaire,
Le Kafteur,
Le Président

Pour l'Eurométropole,
La Présidente,

Pour la Ville,
La Maire,

ANNEXES

ANNEXE I – PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

ANNEXE II – INDICATEURS ET MODALITES D'EVALUATION DU PARTENARIAT

ANNEXE III – BUDGETS PREVISIONNELS

25

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Fonds de concours métropolitain pour le fonctionnement des musées de la Ville de Strasbourg au titre de l'année 2026.

Numéro E-2026-741

Les musées de la ville de Strasbourg constituent, par l'importance de leurs collections, leur programmation et leur fréquentation, un pôle culturel de premier plan. Le rayonnement des musées strasbourgeois dépasse largement les limites communales et il bénéficie à l'ensemble des habitants du territoire métropolitain en contribuant directement à l'attractivité du territoire.

À ce titre, l'Eurométropole de Strasbourg accompagne le fonctionnement des musées strasbourgeois depuis plusieurs années.

Le Code général des collectivités territoriales prévoit qu'afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la métropole et ses communes membres, après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil de la métropole et du conseil municipal concerné. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Les dépenses de fonctionnement des musées inscrites au budget primitif 2026 de la ville de Strasbourg s'élèvent à 3 319 610 € (hors masse salariale). La part de ce financement assurée par la Ville sur ses ressources propres, déduction faite des subventions perçues, demeure supérieure au montant du fonds de concours proposé.

Le Conseil municipal de Strasbourg a sollicité par délibération le versement de ce fonds de concours.

Il est proposé d'attribuer à la ville de Strasbourg un fonds de concours d'un montant de 260 000 € au titre de l'exercice 2026, destiné à participer aux frais de fonctionnement des musées de la ville de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

L'attribution, au titre de l'exercice 2026, d'un fonds de concours d'un montant de 260 000 € à la ville de Strasbourg. Cette somme sera imputée sur les crédits ouverts à l'article 311/657341 – Fonds de concours rayonnement Musées – AU12A du budget 2026, dont le disponible, avant la présente délibération, s'élève à 260 000 €,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer les conventions relatives à ce fonds de concours.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211792-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

26

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Relations financières et conventionnelles entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SASP SIG Strasbourg - saison sportive 2026-2027.

Numéro E-2026-768

Le sport de performance contribue à l'animation ainsi qu'au dynamisme du territoire, propose des exemples de réussite individuelle et collective pour la jeunesse, et invite notamment les enfants, adolescents et adolescentes à pratiquer un sport. L'Eurométropole de Strasbourg souhaite ainsi accompagner les clubs dans leurs projets sportifs, le sport étant un axe fort du projet eurométropolitain au service de la cohésion sociale.

En partenariat avec la collectivité, les clubs sportifs professionnels, acteurs du territoire, s'engagent dans une démarche globale intégrant les principales priorités portées par la collectivité, en matière de citoyenneté, d'éducation et d'inclusion sociale. Cette démarche d'engagement global, mettant en valeur l'exemplarité nécessaire de ces structures, s'applique à l'ensemble de leurs activités (structuration interne, gestion des équipements, organisations d'événements, communication auprès des publics…).

Il est ainsi proposé de conclure entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SASP SIG STRASBOURG, au titre de la saison sportive 2026-2027 :

1. **une convention financière** d'un montant de 362 000 €, dans le cadre du soutien de la collectivité au fonctionnement du centre de formation,
2. **un marché public** dans le cadre de l'exécution de prestations de services portant notamment sur l'achat de billetterie et la mise en place de l'identité visuelle de l'Eurométropole de Strasbourg sur différents supports de communication, pour un montant total estimé à 307 000 € HT (soit 352 000 € TTC).

Ces prestations relevant des services spécifiques, notamment des services récréatifs, culturels et sportifs figurant à l'annexe 3 du Code de la commande publique, celles-ci peuvent, dès lors qu'elles ne peuvent être effectuées que par un prestataire exclusif, faire l'objet d'un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables tel que prévu à l'article R 2122-3 du Code de la commande publique.

Ce marché sera soumis pour attribution à la commission d'appel d'offres.

Les deux propositions de contrats s'inscrivent dans le cadre des dispositions du Code du sport.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les documents administratifs et financiers que sont
les bilans et comptes de résultat des deux exercices clos, le budget prévisionnel de l'année sportive 2026-2027
le rapport retraçant l'utilisation des subventions versées par les collectivités territoriales l'année sportive précédente
le document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue des subventions demandées
consultables au service Vie sportive
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la conclusion entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SASP SIG STRASBOURG des contrats suivants :*
  - ***une convention financière, au titre de la saison 2026-2027**, d'un montant de 362 000 €, jointe en annexe, pour le fonctionnement du centre de formation,*
  - ***un marché public**, dans le cadre de l'exécution de prestations de services exclusives portant notamment sur l'achat de billetterie et la mise en place de l'identité visuelle de l'Eurométropole de Strasbourg sur différents supports de communication, pour un montant total estimé à 307 000 € HT (soit 352 000 € TTC),*

décide

l'imputation des dépenses sur les lignes budgétaires suivantes :
- *30\6574\8052\SJ03C programme 8052 : pour le versement de la subvention d'un montant de 362 000 €, imputée sur le budget primitif 2027,*
- *30\6238\SJ03C : pour le versement d'un acompte de 50 % du marché public, soit une somme estimée à 153 500 € HT / 176 000 € TTC sur le budget 2026. Le solde quant à lui sera versé en 2027,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer et à exécuter la convention financière, le marché public concerné, ainsi que tout autre document relatif à ces opérations.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre

2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212301-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

CONVENTION FINANCIERE

Entre

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG,
dénommée la Collectivité, ci-après
représentée par Mme Catherine TRAUTMANN, Présidente

Et

LA S.A.S.P. SIG STRASBOURG
dénommée la S.I.G., ci-après
immatriculée au RCS de Strasbourg sous le n° TI 409 849 957
dont le siège est 17, boulevard de Dresde - 67000 STRASBOURG
représentée par M. Jérôme ROSENSTIEHL, Président du Directoire

Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 09 octobre 2026

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Le sport de performance contribue à l'animation ainsi qu'au dynamisme de l'ensemble du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, propose des exemples de réussite individuelle et collective pour la jeunesse, et invite notamment les enfants et les adolescents à pratiquer un sport.

Les valeurs d'exemplarité et d'éducation qu'il véhicule doivent également jouer un rôle important auprès de tous les publics, notamment la jeunesse, afin de faire évoluer durablement nos modes de fonctionnements (civisme, solidarité, lutte contre toutes les formes de discriminations...).

En accord avec l'Eurométropole de Strasbourg, les centres de formation des clubs sportifs professionnels s'engagent dans une démarche systémique et structurelle intégrant les principales orientations portées par la collectivité (mobilité responsable, citoyenneté/éducation, inclusion sociale, pacte pour une économie locale durable, transition écologique...). Cette démarche d'engagement global, devant mettre en valeur l'exemplarité nécessaire de ces structures, s'applique à l'ensemble de leurs activités (structuration interne, gestion des équipements, organisations d'événements, communication auprès des publics...).

A cet effet, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à soutenir financièrement la S.I.G. dans le cadre de ses activités de haut niveau et plus particulièrement pour ce qui concerne le fonctionnement de son centre de formation et concluent ainsi une convention financière conformément aux dispositions en vigueur dans le code du sport.

Article 1er – Objet

La Collectivité s'engage à verser à la S.I.G., au titre de la saison sportive 2026-2027, une aide financière d'un montant de 362 000 € (trois cent soixante-deux mille euros) pour le fonctionnement de son centre de formation.

Pour mémoire, le budget prévisionnel pour le fonctionnement du centre de formation s'élève à la somme de 562 000 €.

La S.I.G. s'engage, à travers le basket-ball de haut niveau, à utiliser la subvention allouée dans le cadre de la réalisation de missions d'intérêt général concernant la formation, le perfectionnement et l'insertion scolaire ou professionnelle des jeunes sportifs accueillis au centre de formation.

La S.I.G. prendra toutes les dispositions nécessaires pour garantir à chaque stagiaire, une formation professionnelle individuelle lui permettant, en cas d'échec sur le plan sportif, de se réorienter vers un cursus de formation normale.

La S.I.G. sensibilisera les jeunes du centre de formation aux valeurs républicaines telles que le respect d'autrui, la citoyenneté, la responsabilisation.

La S.I.G. fera prendre conscience à ses jeunes basketteurs des dangers du racisme, de l'antisémitisme et des discriminations, face à toute manipulation extrémiste ou/et intégriste, en développant notamment leur esprit critique.

Article 8 - Litige

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application des dispositions de la présente convention les parties engageront une concertation amiable, préalablement à la saisine d'une instance juridictionnelle ou arbitrale.

A défaut d'accord amiable, le litige sera soumis au Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 9 – Novation

La présente convention opère novation de toute convention antérieure ayant le même objet.

Article 10 – Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est le service de gestion comptable de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Fait en double exemplaire
à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg la Présidente	Pour la SASP S.I.G. Strasbourg le Président
Catherine TRAUTMANN	Jérôme ROSENSTIEHL

Strasbourg.eu
eurométropole

27

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Versement de subventions aux associations sportives de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2026-769

Dans le cadre de ses compétences dans le domaine du sport (soutien aux initiatives communales pour le sport de haut-niveau amateur susceptible de favoriser le rayonnement et le développement social et culturel de l'agglomération et présentant un intérêt intercommunal), l'Eurométropole de Strasbourg a la possibilité de soutenir financièrement les associations, athlètes et organisateurs de manifestations de haut niveau.

Afin de répondre aux enjeux environnementaux, sociaux et démocratiques définis par l'Eurométropole de Strasbourg, un dialogue de gestion est mis en place avec tous les acteurs du haut-niveau (clubs, organisateurs de manifestations, athlètes) pour que ces objectifs soient intégrés de manière accrue dans leurs activités.

1. Versement de subventions pour le sport de performance collectif et individuel - club leaders

a) Soutien aux clubs de performance en sport collectif (saison sportive 2026-2027)

Sont éligibles au soutien de l'Eurométropole de Strasbourg les clubs sportifs répondant aux critères suivants, dans les disciplines retenues par la collectivité :
- être le club leader dans sa discipline, masculin ou féminin, sur le territoire de l'Eurométropole (hors SIG/RCSA pour le basket et le football masculin),
- évoluer parmi les trois plus hauts niveaux nationaux, toutes divisions confondues.

Le montant du soutien est apprécié de la manière suivante :
- un soutien pour tous les clubs compris entre 20 % et 100 % de la subvention communale, au vu du projet sportif et de la structuration du club,
- possibilité d'un soutien complémentaire sur la base de projets/thématiques encouragés par l'Eurométropole (sport féminin, handisport, etc.).

Il est proposé de verser aux clubs une aide financière pour la saison sportive 2026-2027, pour un montant total de 255 500 €.

Associations	Montants
Association Cécifoot Schiltigheim (cécifoot)	7 500 €
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure (handibasket)	7 500 €
Association Racing Club de Strasbourg Alsace (football féminin)	60 000 €
Cercle Jean Sébastien Geispolsheim (basket-ball féminin)	40 000 €
Club de Rugby Illkirch-Graffenstaden (rugby féminin)	7 500 €
Strasbourg Achenheim Truchtersheim Handball (handball féminin)	60 000 €
Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS (water-polo masculin)	73 000 €

Une première tranche de 80 % est proposée dans le présent rapport. Le solde sera versé en 2027.

b) Soutien aux clubs de haut niveau en sport individuel (**saison sportive 2026-2027)**

Sont éligibles au soutien de l'Eurométropole de Strasbourg les clubs sportifs répondant aux critères suivants :
- présence d'athlètes sur les listes ministérielles de haut-niveau,
- équipe évoluant au plus haut niveau national ou club classé dans les huit meilleurs français,
- discipline disposant d'un pôle d'excellence sur le territoire de l'Eurométropole, d'un centre de formation labellisé au sein du club ou à fort ancrage territorial.

Le montant du soutien est compris entre 25 % et 100 % de la subvention communale, au vu du projet sportif et de la structuration du club.

Il est proposé de verser aux clubs une aide financière pour la saison sportive 2026-2027, pour un montant total de 140 000 €.

Associations	Montants
ASPTT Strasbourg badminton : 15 000 € haltérophilie : 5 000 € triathlon : 5 000 €	25 000 €
Ballet Nautique de Strasbourg (natation artistique)	25 000 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo (taekwondo)	5 000 €
Olympia Lutte Schiltigheim (lutte)	20 000 €
Souffelweyersheim Escrime Club (escrime)	5 000 €
Stade Unioniste Schiltigheim (tennis de table)	15 000 €
Strasbourg Agglomération Athlétisme (athlétisme)	5 000 €
Strasbourg Eaux-Vives (canoë-kayak)	15 000 €
Strasbourg GRS (gymnastique rythmique)	5 000 €

Strasbourg Université Club (escrime)	10 000 €
Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS (natation)	5 000 €
Tennis Club Padel de Reichstett (tennis)	5 000 €

Une première tranche de 80 % est proposée dans le présent rapport. Le solde sera versé en 2027.

2. Soutien aux associations sportives de l'Eurométropole.

Pour le versement de subventions pour l'organisation de manifestations sportives pour les manifestations d'importance accueillies dans des communes de l'Eurométropole de Strasbourg, une répartition de l'accompagnement par bassin de vie et par catégorie (or, argent, bronze) est mise en place. Ce dispositif permet d'harmoniser le soutien aux initiatives communales en complément de l'apport des communes par une prise en compte de la répartition géographique et du rayonnement de l'évènement.

Bassin de vie	**Associations**	**Montants**
Ouest	**Les Coureurs d'Oberschaeffolsheim et Wolfisheim** Soutien à l'organisation, le 13 septembre 2026, de diverses courses sur routes et chemins à Oberschaeffolsheim et Wolfisheim	**2 000 €**
	Eckbo Team Soutien à l'organisation, le 4 juillet 2026, de la 8e édition des courses « EckboRun»	**3 000 €**
Sud	**Société de Tir et d'Education Physique Geispolsheim** Soutien à l'organisation, le 15 novembre 2026 à Geispolsheim, des « Inters de Geispolsheim », compétition internationale de cyclisme artistique en salle	**1 500 €**

Dans le cadre de ses compétences, l'Eurométropole de Strasbourg a la possibilité de soutenir l'évènementiel sportif pour les grands évènements sportifs de masse ou évènements à grand rayonnement national, international ou mondial, utilisant un équipement d'agglomération.

Associations	
Fédération Française de Handball Soutien à l'organisation, le 25 octobre 2026 à Strasbourg, d'une rencontre amicale de handball féminin France-Hongrie	**20 000 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

1) *le versement de subventions aux clubs de performance pour la saison 2026-2027, d'un montant total de 395 500 €, aux associations sportives ci-dessous :*

- *au titre des clubs de sports collectifs pour un montant total de 255 500 € :*

Associations	***Montant versé en 2026***	***Montant versé en 2027***
Association Cécifoot Schiltigheim (cécifoot)	*6 000 €*	*1 500 €*
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure (handibasket)	*6 000 €*	*1 500 €*
Association Racing Club de Strasbourg Alsace (football féminin)	*48 000 €*	*12 000 €*
Cercle Jean Sébastien (basket-ball féminin)	*32 000 €*	*8 000 €*
Club de Rugby Illkirch-Graffestaden (rugby féminin)	*6 000 €*	*1 500 €*
Strasbourg Achenheim Truchtersheim Handball (handball féminin)	*48 000 €*	*12 000 €*
Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS (water-polo masculin)	*58 400 €*	*14 600 €*

- *au titre des clubs de sports individuels pour un montant total de 140 000 € :*

Associations	***Montant versé en 2026***	***Montant versé en 2027***
ASPTT Strasbourg *badminton : 15 000 €* *haltérophilie : 5 000 €* *triathlon : 5 000 €* *total 2026-2027 : 25 000 €*	*20 000 €*	*5 000 €*
Ballet Nautique de Strasbourg (natation artistique)	*20 000 €*	*5 000 €*
Eurométropole Strasbourg Taekwondo (taekwondo)	*4 000 €*	*1 000 €*
Olympia Lutte Schiltigheim (lutte)	*16 000 €*	*4 000 €*
Souffelweyersheim Escrime Club (escrime)	*4 000 €*	*1 000 €*
Stade Unioniste Schiltigheim (tennis de table)	*12 000 €*	*3 000 €*

Strasbourg Agglomération Athlétisme (athlétisme)	*4 000 €*	*1 000 €*
Strasbourg Eaux-Vives (canoë-kayak)	*12 000 €*	*3 000 €*
Strasbourg GRS (gymnastique rythmique)	*4 000 €*	*1 000 €*
Strasbourg Université Club (escrime)	*8 000 €*	*2 000 €*
Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS (natation)	*4 000 €*	*1 000 €*
Tennis Club Padel de Reichstett (tennis)	*4 000 €*	*1 000 €*

2) le versement d'un montant total de 26 500 € aux associations sportives suivantes :

Associations	***Montants***
Les Coureurs d'Oberschaeffolsheim et Wolfisheim *Soutien à l'organisation, le 13 septembre 2026, de diverses courses sur routes et chemins à Oberschaeffolsheim et Wolfisheim*	***2 000 €***
Eckbo Team *Soutien à l'organisation, le 4 juillet 2026, de la 8e édition des courses « EckboRun »*	***3 000 €***
Société de Tir et d'Education Physique Geispolsheim *Soutien à l'organisation, le 15 novembre 2026 à Geispolsheim d,es « Inters de Geispolsheim », compétition internationale de cyclisme artistique en salle*	***1 500 €***
Fédération Française de Handball *Soutien à l'organisation, le 25 octobre 2026 à Strasbourg, d'une rencontre amicale de handball féminin France-Hongrie*	***20 000 €***

décide

l'imputation de ces dépenses sur les lignes budgétaires suivantes :

- *30/65748/8115 / SJ03C du BP 2026 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 356 640 €,*
- *326/65748/8051/SJ03B du BP 2026 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 47 500 €,*
- *326/65748/8050/SJ03B du BP 2026 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 71 800 €*
- *30/65748/8115 / SJ03C du BP 2027 sous réserve du vote des crédits,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les conventions financières ainsi que tous les actes ou documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212929-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Conseil de l'Eurométropole du 9 octobre 2026

Soutien aux clubs de performance en sport collectif-clubs leader

Saison sportive 2026-2027

7 associations pour un montant total de 255 500 €

Associations	Montant demandé	Montant proposé	Montant saison sportive n-1 (2025-2026)
Association Cécifoot Schiltigheim (cécifoot)	7 500 €	7 500 €	6 000 €
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure (handibasket)	30 000 €	7 500 €	16 500 €
Association Racing Club de Strasbourg Alsace (football féminin)	60 000 €	60 000 €	60 000 €
Cercle Jean Sébastien (basket-ball féminin)	80 000 €	40 000 €	6 000 €
Club de Rugby Illkirch Graffenstaden (rugby féminin)	20 000 €	7 500 €	6 800 €
Strasbourg Achenheim Truchtersheim Handball (handball féminin)	60 000 €	60 000 €	50 000 €
Team Strasbourg SNS ASPTT PCS (water-polo masculin)	73 000 €	73 000 €	73 000 €

Soutien aux clubs de haut niveau en sport individuel – clubs leader
Saison sportive 2026-2027

12 associations pour un montant total de 140 000 €

Associations	Montant demandé	Montant proposé	Montant saison sportive n-1 (2025-2026)
A.S.P.T.T. - badminton : 15 000 € - haltérophilie : 5 000 € - triathlon : 5 000 €	43 000 €	25 000 €	22 000 €
Ballet Nautique de Strasbourg (natation artistique)	50 000 €	25 000 €	25 000 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo (taekwondo)	5 500 €	5 000 €	5 000 €
Olympia Lutte Schiltigheim (lutte)	25 000 €	20 000 €	18 000 €
Souffelweyersheim Escrime Club (escrime)	7 500 €	5 000 €	5 000 €
Stade Unioniste Schiltigheim (tennis de table)	15 000 €	15 000 €	13 000 €
Strasbourg Agglomération Athlétisme (athlétisme)	7 000 €	5 000 €	5 000 €
Strasbourg Eaux-Vives (canoë-kayak)	15 000 €	15 000 €	14 000 €
Strasbourg GRS (gymnastique rythmique)	9 000 €	5 000 €	5 000 €
Strasbourg Université Club (escrime)	10 000 €	10 000 €	9 000 €

Team Strasbourg SNS ASPTT PCS (natation)	5 000 €	5 000 €	5 000 €
Tennis Club Padel de Reichstett (tennis)	10 000 €	5 000 €	5 000 €

Soutien à l'organisation de manifestations sportives

4 associations pour un montant total de 26 500 €

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
Les Coureurs d'Oberschaeffolsheim et Wolfisheim	Soutien à l'organisation, le 16 septembre 2026, de diverses courses sur routes et chemins à Oberschaeffolsheim et Wolfisheim	3 216 €	3 000 €	2 000 €
Eckbo Team	Soutien à l'organisation, le 4 juillet 2026, de la 8e édition des courses EckboRun	2 000 €	2 000 €	2 000 €
Société de Tir et d'Education Physique Geispolsheim	Soutien à l'organisation, le 15 novembre 2026, des « Inters de Geispolsheim », compétition internationale de cyclisme artistique en salle	1 500 €	1 500 €	1 200 €
Fédération Française de Handball	Soutien à l'organisation, le 25 octobre 2026 à Strasbourg, d'une rencontre amicale de handball féminin France-Hongrie	20 000 €	20 000 €	20 000 €

Strasbourg.eu
eurométropole

28

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Politique métropolitaine de soutien aux jeunesses vulnérables : attribution des soldes de dotations 2026 aux opérateurs de la prévention spécialisée et vote de subventions au GIP Maison des Adolescents et à l'association L'Etage.

Numéro E-2026-746

Depuis 2017, l'Eurométropole de Strasbourg est pleinement compétente dans la politique de prévention spécialisée, inscrite dans le champ de la jeunesse et plus particulièrement de la protection de l'enfance. Cette mission de solidarité intercommunale, déployée depuis 8 ans est au service des jeunes vulnérables âgés de 10 à 25 ans et de leurs familles.

Pour mettre en œuvre cette mission, l'Eurométropole de Strasbourg s'appuie sur le savoir-faire de quatre associations : ARSEA-OPI, JEEP, Vil.A.je, Entraide le Relais. Ces associations portent des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS), statut qui leur a été attribué par l'ordonnance n° 2005-1477 du 1er décembre 2005 de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles (CASF). Cette modification a permis de reconnaître les services de prévention spécialisée comme des ESSMS, en les intégrant pleinement dans le champ de l'action sociale et médico-sociale. Elle conforte ainsi la place spécifique de la prévention spécialisée dans le paysage de la protection de l'enfance, en affirmant son rôle éducatif, non contraint, exercée hors mandat et intégrée au milieu de vie des jeunes.

Pour l'année 2026, il est proposé d'attribuer le solde des dotations annuelles aux associations de prévention spécialisée, conformément aux modalités prévues dans les conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens. Ce solde intervient après les avances déjà versées et à l'issue du dialogue de gestion conduit avec les associations.

Par ailleurs, dans le cadre de sa politique de soutien aux jeunesses, l'Eurométropole de Strasbourg poursuit son accompagnement de structures intervenant auprès des jeunes en situation de vulnérabilité, de rupture ou de précarité.

La Maison des Adolescents constitue un lieu ressource pour les jeunes de 11 à 25 ans, leurs familles et les professionnel·les. Elle propose un accueil, une écoute et un accompagnement pluridisciplinaire sur des problématiques de santé, de santé mentale, de vie relationnelle, d'éducation, de droits, de décrochage ou de difficultés sociales.

L'association l'Étage agit pour sa part depuis plus de quarante ans en faveur des jeunes adultes en situation de grande précarité. Elle porte notamment la plateforme jeunes

« PlaJe », destinée aux jeunes de 18 à 25 ans en situation de rupture, en leur proposant un accueil, une orientation, une domiciliation et un accompagnement social global.

I. Attribution des soldes de dotations aux établissements de prévention spécialisée au titre de l'exercice 2026

Par ordonnance du 1er décembre 2005, les services et équipes de prévention spécialisée autorisés sont des établissements sociaux et médico-sociaux au sens de l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) et sont à ce titre tarifés par une dotation financière globale. La dotation annuelle permet à l'établissement de fonctionner : salaires, charges salariales, loyers, charges locatives, déplacements, informatique, véhicules, projets, fonctions supports.

Le conventionnement de l'Eurométropole de Strasbourg avec les quatre associations : ARSEA, OPI -Orientation Prévention, Insertion, JEEP, Vil.A.Je – Ville Action Jeunesse, Entraide le relais, sur la période 2025-2029, a d'ores et déjà permis le versement d'une avance. Faisant suite au dialogue de gestion annuel qui s'est tenu avec chaque association et tenant compte de l'affectation des résultats des comptes administratifs 2024 impactant sur le budget exécutoire 2026, il est proposé de verser les soldes suivants :

Association – établissement	**Avance**	**Solde**	**Total annuel**
ARSEA-OPI	1 660 527 €	668 256 €	2 328 783 €
JEEP	1 732 629 €	891 871 €	2 624 500 €
VilaJe	304 513 €	92 095 €	396 608 €
Entraide le Relais	237 121 €	94 329 €	331 450 €
TOTAL	**3 934 790 €**	**1 746 551 €**	**5 681 341 €**

II. Attribution d'une subvention à l'association l'Étage pour le fonctionnement de la plateforme jeunes "PlaJe" – 294 000 € et renouvellement de la CPOM pour la période 2026-2029

L'association l'Étage agit depuis plus de 40 ans en faveur des jeunes adultes en situation de grande précarité. Elle propose un accueil de jour, un restaurant social, un accompagnement global et une domiciliation, notamment pour les jeunes sans solution de logement.
L'Étage est aujourd'hui un acteur central du territoire pour l'accompagnement des 18-25 ans en situation de rupture, avec plus de 1 000 jeunes accueillis chaque année et près de 600 domiciliations actives.

L'Eurométropole de Strasbourg soutient l'association et en particulier le fonctionnement de la Plateforme Jeunes « PlaJe » par une subvention annuelle de 294 000 €. Ce soutien est inscrit dans la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens qu'il est proposé de renouveler pour la période 2026-2029 ; la précédente convention étant arrivée à échéance au 31 décembre 2025.

III. Attribution d'une subvention de fonctionnement à la Maison des Adolescents – 10 000 €

La Maison des Adolescents, Groupement d'Intérêt Public (GIP) actif sur l'ensemble du territoire du Bas-Rhin depuis 2011, constitue un lieu ressource pour les jeunes de 11 à 25 ans, leurs familles et leurs proches. Elle propose une écoute bienveillante et des accompagnements gratuits sur des sujets variés : santé, vie relationnelle, éducation, questions juridiques ou sociales.

Elle offre un espace d'accueil pluridisciplinaire proposant entretiens, activités artistiques, culturelles ou psycho-éducatives, et développe également des actions à destination des professionnel·les de la jeunesse (formations, échanges de pratiques, colloques). L'Eurométropole de Strasbourg soutient la Maison des Adolescents depuis sa création, notamment via une mise à disposition de personnel et une subvention annuelle de 10 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

d'allouer aux associations habilitées dans le champ de la prévention spécialisée, les soldes de dotations 2026 suivantes :

- *association Régionale Spécialisée d'Action Sociale d'Éducation et d'Animation – ARSEA :668 256 €,*
- *Jeunes Equipes d'Education Populaire- JEEP : 891 871 €,*
- *Entraide le Relais : 94 329 €,*
- *Association Ville Action Jeunesse pour la prévention en Centre-Ville dans le quartier des Halles – VIL.A.JE : 92 095 €, d'imputer cette dépense sur la ligne AS11E – 65568 – 424*

décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

Maison des Adolescents	*10 000 €*
L'association Club de jeunes l'étage	*294 000 €*

- *d'imputer la subvention d'un montant de 10 000 € sur la ligne AS11E – 65748 – 424,*
- *d'imputer la subvention d'un montant de 294 000 € sur la ligne AS11E – 65748 – 424,*

approuve

La convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2022-2025 avec l'association

l'Etage pour les années 2026 -2027-2028-2029,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante :
- *à signer l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens de l'association l'Etage*
- *à signer les arrêtés et conventions financières afférentes.*

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212926-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

⌦ : **DSSJ** Conseil EMS 09/10/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
TOTAL - JEPVA	304 000 €	309 600 €	**304 000 €**	2

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
00027802	**MAISON DES ADOLESCENTS**	Fonctionnement	10 000 €	10 000 €	**10 000 €**	
00025767	**L'ETAGE - CLUB DE JEUNES**	Fonctionnement	294 000 €	299 600 €	**294 000 €**	

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS

Exercices 2026 – 2029

Entre

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par sa Présidente, Catherine TRAUTMANN,
- L'association l'Étage — Club de jeunes, ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le volume 40, folio no 61 et dont le siège est 19 quai des Bateliers 67000 STRASBOURG, représentée par son Président en exercice, Mathieu BERTHEL.

Vu,

- Les articles L1611-4 et L1421-29 du Code général des collectivités territoriales,
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, article 10, et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, article 1er,
- La délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2019,
- La délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2022,
- La délibération du Conseil de l'Eurométropole du 9 octobre 2026.

Préambule

L'Eurométropole de Strasbourg souhaite développer des conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO) avec les associations afin de :

- Construire par l'écoute, le dialogue et le respect des engagements, le rôle et les fonctions de chacun,
- Développer et organiser les complémentarités à travers des partenariats fondés sur une définition des engagements pris et des soutiens publics accordés, avec le suivi de ceux-ci
- Reconnaître aux associations :
  - leur contribution complémentaire aux actions de la collectivité,
  - leur fonction d'interpellation
- Privilégier la conduite d'actions dans la durée

La mise en œuvre des compétences portant sur l'accompagnement des jeunes vulnérables est assurée par la Direction Solidarités Santé Jeunesse. L'Eurométropole de Strasbourg soutient dans ce cadre les associations proposant une offre de service d'accueil, d'orientation et d'accompagnement social des jeunes rencontrant des difficultés ou des ruptures dans leurs parcours.

Objet et vie de la convention

Article 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, l'Eurométropole de Strasbourg et l'association l'Étage définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution. Cette convention constitue la base du partenariat mené entre les signataires, qui se poursuit aussi hors de ce cadre, autour d'actions innovantes auprès de publics et de préoccupations sociales communes. L'objet de la convention pourra être étendu par avenants à des actions de l'association qui n'y figurent pas à la date de signature.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée de quatre ans à compter du 1er janvier 2026. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président de l'association.
Au terme de la présente convention, le 31 décembre 2029, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole sur proposition des services référent•e•s.

1ère partie : les objectifs

Article 3 : les objectifs partagés

Depuis plus de quarante ans, l'association l'Étage – Club de jeunes porte une attention particulière aux jeunes. Elle intervient auprès des jeunes majeurs en situation de précarité, de rupture familiale, sociale, professionnelle ou résidentielle sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. À travers sa Plateforme Jeunes (Plaje), elle constitue aujourd'hui le principal lieu d'accueil, d'orientation, d'accompagnement et de soutien des jeunes de 18 à 24 ans sans domicile ou en risque d'exclusion sur le territoire. L'association constate l'évolution des besoins (notamment situations administratives et souffrance psychique) qui complexifient les démarches administratives et conduisent à un allongement des accompagnements nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle.

Les jeunes accompagnés présentent des profils particulièrement diversifiés : jeunes en rupture familiale, jeunes sans domicile, sortants de l'aide sociale à l'enfance, jeunes en situation d'errance, anciens mineurs non accompagnés, jeunes en situation d'exil ou confrontés à des problématiques de santé physique ou psychique. Cette diversité nécessite des réponses souples, graduées et coordonnées, capables de s'adapter à des situations souvent instables et évolutives.

L'Eurométropole de Strasbourg et l'association L'Étage partagent l'ambition de proposer une réponse coordonnée, accessible et réactive aux jeunes les plus vulnérables. La Plaje constitue à ce titre un outil structurant des politiques jeunesse, de prévention des exclusions et d'accès à l'autonomie. Elle permet de conjuguer accueil inconditionnel, accompagnement social, accès aux droits, soutien à la santé, hébergement, logement accompagné et mobilisation d'un réseau partenarial large au bénéfice des jeunes du territoire. Enfin, en soutenant la Plateforme Jeunes, l'Eurométropole de Strasbourg contribue à disposer d'un observatoire privilégié des évolutions de la jeunesse en situation de vulnérabilité et d'un outil opérationnel permettant d'adapter en continu les réponses publiques aux besoins émergents du territoire.

Accueillir, orienter, accompagner les jeunes sans soutien familial : les référents de parcours

Situé au 19 quai des Bateliers, au centre de Strasbourg, l'accueil de jour – ouvert du lundi au vendredi de 9h à 18h30, en articulation avec le restaurant social de l'association – constitue depuis plus de quarante ans un pilier du projet associatif de L'Étage. Ouvert à l'ensemble des publics accueillis par l'association, il constitue également la principale porte d'entrée des jeunes vers les services de la Plateforme Jeunes. Cette accessibilité immédiate permet d'entrer en relation avec des jeunes qui ne sollicitent pas spontanément les services sociaux ou qui ont déjà connu des ruptures dans leurs parcours d'accompagnement. Par sa capacité à accueillir, créer du lien, repérer précocement les fragilités et orienter rapidement vers les ressources adaptées, l'accueil de jour constitue ainsi un levier essentiel de prévention des ruptures de parcours et d'accès aux services de la Plateforme Jeunes.

Une première évaluation de leur situation peut être réalisée rapidement et un rendez-vous avec un professionnel de la Plaje est proposé sous 48 heures lorsque cela est nécessaire.

À la suite de ce premier accueil, les jeunes qui ont besoin d'un soutien dans la durée peuvent être accompagnés par un référent de parcours. Sans prérequis ni durée prédéfinie, cet accompagnement global s'adresse aux jeunes de 18 à 24 ans sans soutien familial, sans domicile ou exposés à une rupture de parcours.

Il s'adapte à l'évolution de leur situation et peut être renforcé lors d'une sortie d'hébergement, de l'aide sociale à l'enfance, de l'hôpital ou de détention. Le référent de parcours devient un interlocuteur privilégié du jeune. Avec son accord, il construit avec lui un projet adapté à ses besoins et à son rythme, à partir de rendez-vous réguliers et, lorsque cela est nécessaire, d'accompagnements physiques dans ses démarches. Son intervention porte – en lien avec les autres professionnels déjà présents autour du jeune - notamment sur l'accès aux droits, aux ressources, aux soins et à l'alimentation, la domiciliation, les démarches administratives et budgétaires, l'insertion sociale et professionnelle ainsi que l'accès à l'hébergement ou au logement et le maintien dans celui-ci.

Accompagner les évolutions des politiques publiques en faveur de l'autonomie des jeunes

L'association est depuis plus de 40 ans le principal lieu d'accueil et d'accompagnement des jeunes sans domicile dans le Bas-Rhin. La Plaje - financée notamment par les services de l'État, du Conseil départemental et l'Eurométropole de Strasbourg – participe ainsi à améliorer :

- la connaissance partagée des besoins du public,
- la priorisation des actions à mener,
- la fluidité des parcours d'un public souvent marqué par l'errance et l'expérimentation.

- ***Renforcer la sécurisation des ressources des jeunes***

  L'association s'engage à participer aux réflexions, expérimentations et démarches partenariales visant à renforcer la capacité des jeunes à accéder aux ressources nécessaires à leur autonomie et à prévenir les situations de non-recours aux droits. Dans cette perspective, la Plateforme Jeunes contribuera à l'identification des freins rencontrés par les jeunes dans l'accès aux dispositifs de soutien existants et pourra participer à l'expérimentation de nouvelles approches favorisant une sécurisation renforcée de leurs parcours et de leurs ressources.

- ***Renforcer l'accès au logement, le maintien dans le logement, et la prévention des ruptures locatives pour les jeunes***

  L'Eurométropole de Strasbourg et l'association partagent la conviction que l'accès à un logement constitue l'un des leviers les plus efficaces de stabilisation des parcours et de prévention des ruptures. Le logement ne doit pas être considéré comme l'aboutissement d'un parcours d'insertion réussi, mais comme l'une des conditions permettant à ce parcours de se construire. Dans cette perspective, l'association contribuera au développement des approches inspirées du Logement d'Abord Jeunes,

visant à favoriser un accès le plus direct possible au logement ordinaire ou accompagné lorsque la situation du jeune le permet, tout en apportant l'accompagnement nécessaire à la sécurisation de son parcours résidentiel.

La Plaje mobilisera son expertise en matière d'accès au logement, de maintien dans le logement, de prévention des ruptures locatives et de coordination avec les acteurs du logement afin de faciliter l'accès durable des jeunes aux solutions de droit commun. L'association participera également aux réflexions et expérimentations territoriales destinées à diversifier les solutions de logement accessibles aux jeunes, à fluidifier les parcours résidentiels et à développer des réponses mieux adaptées aux besoins des jeunes confrontés à des situations de précarité, de rupture familiale, d'errance ou de sortie d'institution.

À travers ces engagements, la Plaje affirme sa vocation à être non seulement un dispositif d'accompagnement, mais également un acteur ressource de l'Eurométropole capable de contribuer à la conception, à l'expérimentation et à la mise en œuvre des réponses de demain en faveur de l'autonomie des jeunes.

2ème partie : les moyens

Article 4 : la subvention versée par l'Eurométropole à l'association

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 3, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.
Le montant prévisionnel de la subvention pour l'année 2026 s'élève à la somme de 294 000 €.

Pendant la durée de la convention et après accord avec l'association, les modalités de versement sont définies comme suit :

- ✓ Un premier versement au cours du mois de décembre de l'année n-1 correspondant à 70% du montant versé cette même année
- ✓ Le solde au cours de l'année n.

La présente convention d'objectifs se traduira par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole et notamment concernant la 2ème, 3ème et 4ème année de conventionnement, dont les montants seront arrêtés chaque année, et sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg et de la transmission des éléments et pièces justificatives demandés.

Le soutien de l'Eurométropole s'inscrit dans un plan de financement partenarial associant également l'État, la Collectivité européenne d'Alsace et d'autres financeurs publics ou privés.

3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

L'association adresse aux services référents de l'Eurométropole de Strasbourg, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale et au plus tard le 30 juin de l'année :

- le bilan comptable et le compte de résultats, notamment des comptes de résultat analytiques par pôles d'activités de l'association,
- les annexes dûment certifiées par le commissaire aux comptes ainsi que le rapport de ce dernier
- le rapport d'activité.

Une invitation à l'assemblée générale de l'association sera adressée aux services référents de la collectivité. Enfin, une réunion annuelle sera organisée par l'association et portera sur l'atteinte des objectifs sur la base des indicateurs définis pour chaque action, l'analyse partagée des besoins et des réponses à apporter et des ajustements à décider le cas échéant.

En dehors de cette réunion annuelle, des points réguliers peuvent être programmés entre les parties à l'initiative de chacune d'entre elles.

En complément, l'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'indicateurs définis ci-dessous :

Article 5 : les indicateurs annuels de suivi et d'évaluation

Les indicateurs sont établis à partir des données recueillies lors des permanences sociales, des accompagnements par les référents de parcours et du suivi des activités collectives de l'accueil de jour. Ils permettent principalement d'observer l'évolution du profil et de la situation des jeunes reçus, tout en rendant compte de manière synthétique de l'activité du service.

Indicateurs relatifs au public	Indicateurs d'activité
Répartition des jeunes reçus selon le sexe.	Nombre total de jeunes reçus en permanence sociale.
Âge moyen des jeunes reçus par tranches d'âges	Nombre moyen de jeunes reçus par jour ouvré en permanence sociale.
Part des jeunes déclarant avoir dormi la veille dans la rue, un squat ou un abri de fortune.	Répartition entre primo-demandeurs et jeunes déjà connus du service.
Part des jeunes en permanence déclarant avoir connu une prise en charge par l'aide sociale à l'enfance.	Suites données à la permanence : début d'accompagnement, domiciliation postale, orientation ou information.
Répartition selon la nationalité ou la situation administrative, lorsque cette donnée est disponible.	Nombre d'activités collectives organisées à l'accueil de jour, nombre de participations et principales thématiques proposées.
	Nombre de FAJ et demandes SIAO instruits
	Nombre de RDV total et en moyenne par personne.

Article 6 : l'évaluation finale

L'évaluation finale consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention et à apprécier l'évolution du contexte général des solidarités, de la lutte contre les exclusions et de l'insertion socio-professionnelle des jeunes en particulier. Elle permettra en outre d'envisager le renouvellement de la convention en 2029.

4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 7 : communication

L'Eurométropole de Strasbourg apparaîtra comme partenaire de l'association dans toute action de communication en direction des médias et du grand public et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants...) relatifs aux actions soutenues par l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 8 : responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle y compris celles visées par les stipulations de la présente convention sans que la responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg ne puisse être recherchées.

Article 9 : avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 10 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi. De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.
Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure. Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou en partie des montants versés par l'Eurométropole de Strasbourg, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 11 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.
En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg La Présidente	Pour L'Étage — club de jeunes Le Président
Catherine TRAUTMANN	Mathieu BERTHEL

Strasbourg.eu
eurométropole

29

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Attribution de subventions au titre de la solidarité intercommunale.

Numéro E-2026-706

L'Eurométropole de Strasbourg, investie dans le champ des solidarités eurométropolitaines et intercommunales, de l'hébergement d'urgence et en cohérence avec l'extension de la compétence logement social dont elle s'est saisie en 2006, soutient des actions portées par des partenaires œuvrant dans ce domaine.

Ce soutien à l'hébergement d'urgence et plus largement des personnes en situation de précarité qui n'ont pas accès aux dispositifs d'hébergement de droit commun se fait au travers de différents dispositifs. L'Eurométropole, en coopération avec la ville de Strasbourg, a ainsi développé le programme d'hébergement de 600 places, dispositif qui fonctionne actuellement à la totalité de sa capacité.

La collectivité intervient également en soutenant des associations qui proposent d'autres modalités d'hébergement, afin d'offrir des solutions au plus près des besoins spécifiques des populations concernées.

Les associations concernées par la présente délibération proposent ainsi des solutions de logement adapté et pérenne pour des personnes en errance, des dispositifs d'aide à la recherche de logement ou encore des hébergements spécifiquement destinées à des femmes seules ou avec enfants en situation de précarité.

Par ailleurs, l'Eurométropole soutient des actions financées dans le cadre du Pacte des Solidarités, qui a fait l'objet d'une convention avec l'État.

Il est proposé d'attribuer des subventions à hauteur de 565 293 € au titre du dispositif des 600 places (I), 936 500 € de subventions pour le soutien aux actions d'hébergement et de mise à l'abri (II) et enfin une somme de 75 000 € au titre du Pacte des Solidarités.

1. Dispositif 600 places

Depuis 2020, confrontée à une hausse du nombre et une diversification des personnes sans-abris qui trouvent refuge sur son territoire et ses espaces publics, l'Eurométropole

de Strasbourg, a fait le choix de renforcer sa contribution à l'offre d'hébergement.

L'Eurométropole de Strasbourg soutient financièrement des associations ayant répondu à ses appels à projets afin qu'elles puissent accroître le nombre de places d'hébergement d'urgence mis à disposition du 115 (Service Intégré d'Accueil et d'Orientation – SIAO). Conjugué à celui de la ville de Strasbourg, ce soutien a permis la création de près de 600 places, essentiellement pour des couples, familles avec enfants et femmes isolées, notamment victimes de violences, pour lesquels les besoins croissent tandis que l'offre d'hébergement demeure insuffisante et inadaptée.

Outre la mise à l'abri des personnes vulnérables, cet engagement volontariste en matière d'hébergement permet aux acteurs associatifs d'engager avec elles un parcours vers leur insertion sociale et professionnelle. Les décisions prises par le conseil eurométropolitain ont permis la création de 190 places en 2021 (délibération du 24 septembre 2021) et 106 places en 2022 (délibération du 4 novembre 2022).

Pour financer cette action, les associations ont perçu en décembre 2025 un acompte représentant 70% du coût annuel. Le versement du solde se fait sur la base des Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens (CPOM) signées entre l'Eurométropole de Strasbourg et chacune des associations. Il est à ce titre proposé de verser la somme de 565 293 €.

ASF67	**169 410 €**

101 places : 169 410 €

L'association ASF 67 est un opérateur reconnu de longue date. Elle propose des appartements de type T2, T3 ouT4, essentiellement dans le parc privé.
En complément des 60 places (50 places familles et 10 isolés), le dispositif a été complété lors de l'appel à projet de 2022 par 27 places destinées aux femmes isolées avec enfants ou aux familles et 14 places à des familles sortant de CADA/HUDA.
L'association ASF67 propose donc un total de 101 places.

ARSEA GALA	**13 517 €**

5 places pour auteurs de violences conjugales : 13 517 €

Le projet est porté par ARSEA GALA, établissement de l'ARSEA qui assure une mission d'insertion par le logement de familles en situation d'exclusion et le Centre de prise en charge des auteurs de violences conjugales (CPCA), qui a vocation à prévenir la récidive et lutte contre l'aggravation des violences conjugales faites aux femmes.
Ce dispositif, qui est sorti de la phase expérimentale, fait totalement la preuve de son efficacité. Il met à disposition 5 places pour des auteurs de violences conjugales qui y entrent de façon volontaire, dans un processus de prévention de la réitération des faits de violence.

Fédération de Charité CARITAS	**153 366 €**

90 places : 153 366 €

L'hébergement proposé par la Fédération de Charité CARITAS, via son service CARILOGIS, se fait en mode diffus. Il concerne un total de 90 places (60 au titre de

l'appel à projet 2021 et 30 pour celui de 2022) dont 8 places pour des couples sans enfants. Il s'agit de 78 places pour des familles, 8 pour les couples sans enfants et 4 places pour des personnes isolées.

L'Etage Club de Jeunes	**229 000 €**

100 places : 196 000 €
Un ménage dans le cadre du relogement lié à l'extension du tram : 33 000 €

L'Etage propose depuis plus de 40 ans des actions pour des personnes vulnérables et en difficulté présentes sur le territoire. Centré vers le public de jeunes adultes de moins de 25 ans en situation de rupture, l'Etage a élargi ses services à de nouveaux publics (familles et personnes isolées de tout âge), notamment dans les dispositifs d'hébergement et d'appui à la parentalité.
L'Etage disposait déjà de 65 places à la suite de l'appel à projet de 2021, complétées par 35 places en novembre 2022. L'association propose donc 100 places en logement diffus, dont 20 places pour femmes enceintes, en couples ou isolées (orientées par le réseau périnatalité) et 80 places pour des familles ou isolés, sur orientation du SIAO67.
Par ailleurs, une place supplémentaire pour un ménage, dont le coût est pris en charge par la Direction des Mobilité, a été créée de manière temporaire pour héberger un couple qui a dû être déplacé dans le cadre des travaux d'extension du tram vers l'Ouest.

2. Actions de mise à l'abri et d'hébergement

Au titre de sa compétence en matière d'hébergement, l'Eurométropole de Strasbourg soutient des associations qui proposent des places d'urgence ou de stabilisation. Les personnes accueillies par ses associations bénéficient d'un accompagnement, pour leur permettre à terme d'accéder à l'ensemble de leurs droits et, selon les situations, d'aller vers un logement autonome.

Fondation du Diaconat Mulhouse	**642 500 €**

Dispositif hébergement de stabilisation et d'urgence : 277 500 €
Dispositif LOFT : 365 000 €

Dispositif Hébergement de stabilisation et hébergement d'urgence :
L'association assure l'hébergement de personnes sans domicile fixe. Elle propose 90 places d'hébergement dont 51 au sein du pôle hébergement insertion, 4 places au sein de ce même pôle qui font suite à une convention avec le SPIP et 35 places d'urgence à l'hôtel du Château d'Eau. Il s'agit d'une structure collective ou verte 365 jours par et 24h/24. Les 51 places du dispositif d'hébergement de stabilisation sont réparties en logements loués auprès de bailleurs sociaux ou privés de l'Eurométropole de Strasbourg.

Dispositif LOFT :
Ce dispositif Logement pour les Familles Transitoire a été créé à l'initiative de la ville de Strasbourg et de l'Eurométropole en 2013, avec le soutien de l'État et du Conseil général. Il a été dès l'origine géré par l'AAHJ et dispose aujourd'hui de 90 logements permettant d'héberger 380 personnes. Ce dispositif, financé à l'origine par l'État, la CeA et l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre d'une convention tripartie fait désormais l'objet d'un financement d'un nombre de places définies par chacun des partenaires. À ce

titre, l'Eurométropole de Strasbourg finance 88 places. L'entrée dans ce dispositif donne lieu à l'établissement d'un contrat avec les personnes hébergées. L'association est missionnée dans ce cadre pour l'accompagnement social des familles, leurs accès aux droits et aux soins.

Home Protestant	**250 000 €**

Hébergement d'urgence dans le cadre du CHRS (Centre d'hébergement et de réadaptation sociale) : 90 000 €
Hébergement de stabilisation et d'urgence : 160 000 €

Hébergement d'urgence dans le cadre du CHRS (centre d'hébergement et de réadaptation sociale) :
L'association propose des places d'hébergement dans le cadre du CHRS. Elle assure l'accueil des femmes seules en situation de grande précarité. La structure dispose de 16 places dont une place SPIP (Service pénitentiaire d'insertion et de probation). La durée de la prise en charge est de 6 mois. Elle dispose, par ailleurs, de 12 places d'urgence pour un hébergement de 1 à 3 nuitées.

Hébergement de stabilisation et d'urgence :
Le Home Protestant propose un hébergement d'urgence de 30 places pour femmes seules ou accompagnées d'enfants répartis sur les deux sites de l'association : rue de l'Ail (26 places) et rue de l'Abbé Lemire (4 places).
Le Home Protestant accueille à tout moment de la journée et de la nuit des femmes en rupture sociale et/ou rencontrant des problèmes de dépendance et des femmes victimes de violences conjugales. Ce public est très éloigné de l'autonomie. Il nécessite notamment une présence 24h/24h et une aide à la vie quotidienne.

CASAS	**40 000 €**

Fonctionnement 40 000 €

L'association CASAS a été créée il y a 40 ans, sur le constat de fortes inégalités de traitement touchant le public des demandeurs d'asile. En effet, la moitié des demandeurs d'asile ne sont pas hébergés en CADA et n'ont pas accès au marché de l'emploi. Ils constituent l'essentiel du public de CASAS.
L'accompagnement pluriel (aide juridique et administrative, suivi social, soutien matériel, aide à l'intégration) est pensé pour contribuer à combler les différentes lacunes dans la prise en charge de ces personnes. Pour mener cet accompagnement, CASAS bénéficie d'une longue expérience ainsi que de la présence à plein temps d'un interprète en russe et géorgien et d'une équipe d'interprètes bénévoles dans plus d'une trentaine de langues.

Lors des temps de permanence, les personnes peuvent être reçues sans délai pour faire le point sur leur situation et notamment sur la question de l'hébergement, qui est centrale. L'accompagnement prend la forme de signalements argumentés au SIAO, voire à des alertes. L'association met également en place des actions avec ses moyens propres, en faisant appel à un réseau d'hébergeurs solidaires, mais également en prenant en charge des hébergements hôteliers pour les situations d'urgence.

Cette action de soutien à l'hébergement des demandeurs d'asile accompagnés par l'association a été renforcé par la mise en place d'un dispositif d'hébergement citoyen,

disposant de moyens dédiés. Ce projet a été soutenu à l'origine dans le cadre d'un appel à projet.
Ce dispositif implique d'une part une recherche de foyers disposés à intégrer cette action et d'autre part un travail d'accompagnement des demandeurs d'asile. Pour la mise en œuvre effective, CASAS établit un contrat d'hébergement tripartite et s'assure tout au long du séjour (qui peut être ponctuel ou de plus longue durée) de l'accompagnement des ménages. Cette action se poursuit avec des propriétaires privés ou institutionnels (UEPAL notamment).

La subvention vise à couvrir les frais directs de logement ainsi que l'accompagnement spécifique des demandeurs d'asile vers une solution d'hébergement.

Croix Rouge Française-Comité départemental	**4 000€**

Base logistique départementale : 4 000 €

La Croix-Rouge dispose depuis 2002 d'une base logistique implantée à Mundolsheim. Ce local, d'une surface d'environ 500 m², est destiné au stockage de véhicules et de matériaux, mais aussi de matériel d'intervention d'urgence, notamment dans le cadre des urgences hivernales. Ce dispositif est cofinancé par l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg.

3. Subvention versées dans le cadre du Pacte des solidarités – Avenant 2026

Dispositif de l'État, le Pacte des solidarités 2024-2027 vise à approfondir la dynamique de prévention et de lutte contre la pauvreté, à travers une contractualisation pluriannuelle entre l'État et l'Eurométropole de Strasbourg.
Dans ce cadre, l'État verse une recette de 536 000 € annuels à l'Eurométropole de Strasbourg et la collectivité s'engage, dans une logique de cofinancement 50/50, à financer un programme d'actions à hauteur de 1 072 000 € sous forme de dépenses de fonctionnement ou de subventions à des tiers.

Les subventions sont versées en totalité par l'Eurométropole de Strasbourg, portées par les référents thématiques, dans le cadre d'une programmation d'actions définie dans l'avenant 2026 du contrat local des solidarités de l'Eurométropole de Strasbourg. Les 3 actions suivantes s'inscrivent dans ce cadre.

Logiservices	**42 000 €**

Pass'Inclusion : 42 000 €

L'action "Pass'Inclusion", portée par l'association intermédiaire Logiservices, est une expérimentation dans le champ de l'insertion par l'activité économique (IAE) qui vise à lutter contre la précarité étudiante en proposant des contrats de travail flexibles et un accompagnement social et professionnel à des étudiants en situation de vulnérabilité économique.
Après une phase d'ingénierie et de montage, le projet s'est déployé en 2025 : 25 étudiants accompagnés entre avril et décembre 2025 (orientés par le CROUS). 994 heures de travail réalisées sur 10 types de postes (manutentionnaire, aide-ménagère, assistant logistique, etc.), auprès de particuliers, associations, entreprises et collectivités.

Le bilan positif de cette expérimentation conduit à proposer sa prolongation sur une année supplémentaire.

Emmaüs connect	**25 000 €**

Programme Triptik Strasbourg – Accélérer l'intégration socio-professionnelle des primo-arrivants par le numérique et le français 25 000 €

Le programme Triptik, lancé par Emmaüs Connect en Ile de France en 2023, vise à accélérer l'insertion socio-professionnelle des personnes bénéficiaires d'une protection internationale. Sur Strasbourg, le projet proposera un accueil physique des personnes au sein d'un lieu situé dans le quartier gare.
L'accompagnement repose sur un parcours intensif de 150 heures, organisé sur deux mois, qui combine trois dimensions essentielles : apprentissage du français, formation numérique et accompagnement socioprofessionnel. Le programme cible 80 personnes par an, éloignées de l'emploi, débutant en français et ayant des difficultés face au numérique.

CCAS de la Ville de Strasbourg	**8 000 €**

Opération estivale : 8 000 €

Durant la trêve estivale des associations strasbourgeoises d'aide alimentaire, 14 associations, en partenariat avec la ville de Strasbourg, l'Eurométropole et le CCAS, se mobilisent depuis 2020 pour proposer des repas aux personnes précaires, fragilisées ou sans domicile fixe durant l'été.

L'accueil et la distribution de repas sont proposés sans condition ni orientation préalables. Un collectif d'associations porté par le Secours Populaire et Abribus distribue près de 450 repas/jour, du mercredi au dimanche pendant les deux mois d'été à la Fabrique de Théâtre (quartier Laiterie). S'ajoute durant le mois d'août, une distribution de 150 repas les soirs de semaine, portée par l'association l'Étage, en partenariat avec la Banque Alimentaire.
Les personnes accueillies se voient proposer d'autres services d'accompagnement social et médico-social ainsi que des animations culturelles adaptées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1.ASF67	*169 410 €*
2.ARSEA GALA	*13 517 €*
3.Fédération de Charité CARITAS	*153 366 €*
4.L'Etage Club de Jeunes	*229 000 €*

5.Fondation du Diaconat Mulhouse	*642 500 €*
6.Home Protestant	*250 000 €*
7.CASAS	*40 000 €*
8.Croix Rouge Française-Comité départemental	*4 000 €*
9.Logiservices	*42 000 €*
10.Emmaus Connect - Triptik	*25 000 €*
11.CCAS de la Ville de Strasbourg – Opération estivale	*8 000 €*

- *d'imputer les subventions 1 à 4 d'un montant de 565 293 € au compte AS10A - 8074-65748,*
- *d'imputer les subventions 5 à 8 d'un montant de 936 500 € au compte AS10A - 8000-65748,*
- *d'imputer la subvention d'un montant de 42 000 € au profit de Logiservices au compte AS00B - 8074-65748,*
- *d'imputer la subvention d'un montant de 25 000 € au profit de Emmaüs Connect au compte AS01B-8002-65748,*
- *d'imputer la subvention d'un montant de 8 000 € au profit du CCAS de la Ville de Strasbourg au compte AS10A - 8000 - 65748,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer les conventions financières relatives au versement des subventions, ainsi que tout document y afférent

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211242A-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

⌦ : **DSSJ** Conseil EMS 09/10/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
TOTAL - LCE	2 831 939 €	2 927 988 €	**1 576 793 €**	14

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1 *	montants demandés *	**montants proposés**	commentaires	
00024638	**ASSOCIATION ACCUEIL SANS FRONTIERES 67**	Projet - Manifestation	598 703 €	598 703 €	**169 410 €**	2ème versement (solde)	premier versement de 395 000 € voté au CEMS du 19 décembre 2025
00024556	**ARSEA ESPERANCE**	Projet - Manifestation	43 910 €	47 500 €	**13 517 €**	2ème versement (solde)	premier versement de 31 000 € voté au CEMS du 19 décembre 2025
00024567	**FEDERATION DE CHARITE CARITAS ALSACE**	Projet - Manifestation	506 826 €	510 366 €	**153 366 €**	2ème versement (solde)	premier versement de 357 000 € voté au CEMS du 19 décembre 2025
00024590	**L'ETAGE - CLUB DE JEUNES**	Projet - Manifestation	653 000 €	653 000 €	**196 000 €**	2ème versement (solde)	premier versement de 457 000 € voté au CEMS du 19 décembre 2025
00026845	**L'ETAGE - CLUB DE JEUNES petites Fermes**	Fonctionnement	11 000 €	33 000 €	**33 000 €**		
00026034	**FONDATION DE LA MAISON DU DIACONAT MULHOUSE - SOLIDARITÉS ADULTES FAMILLES stabilisation**	Projet - Manifestation	277 500 €	283 119 €	**277 500 €**		
00026033	**FONDATION DE LA MAISON DU DIACONAT MULHOUSE - SOLIDARITÉS ADULTES FAMILLES**	Projet - Manifestation	365 000 €	372 300 €	**365 000 €**		
00026015	**HOME PROTESTANT FEMMES DE PAROLES urgence**	Fonctionnement	90 000 €	115 000 €	**90 000 €**		
00026012	**HOME PROTESTANT FEMMES DE PAROLES stabilisation**	Fonctionnement	160 000 €	190 000 €	**160 000 €**		
00027176	**COLLECTIF POUR L'ACCUEIL DES SOLLICITEURS D'ASILE À STRASBOURG LoFT**	Projet - Manifestation	80 000 €	40 000 €	**40 000 €**		
00027255	**CROIX ROUGE FRANCAISE DT BAS RHIN**	Fonctionnement	4 000 €	10 000 €	**4 000 €**		
00029488	**LOGISERVICES**	Projet - Manifestation	42 000 €	42 000 €	**42 000 €**	Pacte des Solidarités	
00024887	**EMMAÜS CONNECT**	Fonctionnement	0 €	25 000 €	**25 000 €**	Pacte des Solidarités	
00028584	**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**	Projet - Manifestation	0 €	8 000 €	**8 000 €**	Pacte des Solidarités	

* montants arrondis à l'unité

Strasbourg.eu
eurométropole

30

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Actions en faveur de la vie étudiante et universitaire : attribution de subventions.

Numéro E-2026-799

Métropole universitaire de premier plan, l'Eurométropole de Strasbourg accueille chaque année près de 70 000 étudiants. Dans un contexte où les difficultés liées au coût de la vie, à l'accès à l'alimentation et au logement demeurent importantes pour une partie de cette population, l'Eurométropole de Strasbourg poursuit son soutien aux acteurs associatifs qui apportent des réponses concrètes aux besoins des étudiants.

La présente délibération propose de renouveler le soutien apporté à l'Association fédérative générale des étudiants de Strasbourg (AFGES) pour deux dispositifs essentiels d'accompagnement de la vie étudiante et universitaire : les épiceries solidaires AGORAé, qui contribuent à lutter contre la précarité alimentaire, et le dispositif de logement provisoire, qui permet d'apporter une solution d'hébergement temporaire aux étudiants arrivant à la rentrée sans solution de logement. Un soutien est également proposé à l'association Nos Quartiers ont du talent (NQT) pour poursuivre les actions d'accompagnement professionnel à la recherche d'emploi ou d'alternance des jeunes et diplômés de milieu du territoire métropolitain.

1. Association AFGES - épiceries solidaires AGORAé : 20 000 €.

L'AFGES (association fédérative générale des étudiants de Strasbourg) a développé depuis sa fondation en 1923 de nombreux services au profit de la population étudiante alsacienne et continue de jouer un rôle majeur depuis lors, grâce à la force de son réseau, à l'engagement de ses membres et à sa réactivité pour apporter des solutions au plus près des besoins.

L'AFGES gère plusieurs épiceries solidaires, dénommées AGORAé : une située sur le campus historique (dans le bâtiment Gallia), une autre sur le campus de l'Esplanade (à l'arrière de la faculté de droit) et une mobile, l'AGORA'truck pour aller sur les autres campus du territoire métropolitain.

Les AGORAé sont des espaces d'échanges et de solidarité qui se composent d'un lieu de vie ouvert et d'une épicerie solidaire accessible sur critères sociaux. Des produits

alimentaires, d'hygiène, d'entretien et des fournitures scolaires à prix réduits (10 % de la valeur mercuriale en général) sont proposés aux étudiants bénéficiaires.

Des actions de prévention, de sensibilisation aux bonnes habitudes alimentaires ou à la consommation responsable, ainsi que des activités culturelles y sont organisées. Un accompagnement sur diverses thématiques (santé, logement, droits) est également proposé.

Pour l'année universitaire 2025-2026, l'AFGES a reçu 1 260 demandes d'accès aux épiceries et suite à l'instruction des demandes (par une assistante sociale mise à disposition par la Collectivité européenne d'Alsace) : 773 bénéficiaires ont été acceptés. Chaque semaine, 189 étudiants en moyenne sont passés dans l'une des épiceries pour faire leurs courses, pour un total de 21 tonnes de denrées alimentaires distribuées sur l'année universitaire.

Pour soutenir ces épiceries solidaires étudiantes, il vous est proposé de renouveler le soutien à l'AFGES pour cette action à hauteur de 20 000 €.

2. Association AFGES - dispositif de logement provisoire (DLP) : 15 000 €.

L'AFGES gère un dispositif d'hébergement temporaire pour apporter une réponse aux étudiants qui arrivent à la rentrée sans solution de logement, afin de leur éviter de dormir à la rue. Ainsi, pour celles et ceux les plus en difficulté, un hébergement dans une auberge de jeunesse peut être proposé pour une durée déterminée, ainsi qu'un accompagnement dédié pour trouver un logement.

En 2025, grâce à ce dispositif qui a fonctionné du 1er septembre au 5 octobre 2025 : 73 étudiantes et étudiants, parmi les 325 demandes réceptionnées, ont pu être hébergés à l'auberge de jeunesse des Deux Rives, pour un total de 947 nuitées et bien d'autres ont pu obtenir de l'aide dans leur recherche de logement et sur diverses problématiques.

Pour soutenir ce dispositif de rentrée, il vous est proposé de renouveler le soutien à l'AFGES pour cette action à hauteur de 15 000 €.

3. Association NQT - mentorat et accompagnement professionnel : 10 000 €.

L'association Nos quartiers ont du talent (NQT) accompagne des jeunes diplômés de milieu modeste, ayant au minimum un Bac+3 de moins de 30 ans, dans leur recherche d'emploi, de stage ou d'alternance, par du mentorat effectué par des professionnels actifs.

En 2025, NQT a accompagné 1 051 jeunes du Grand Est, dont 261 sur l'Eurométropole de Strasbourg, et a signé des conventions de partenariats avec les acteurs de l'enseignement supérieur du territoire : l'Université de Strasbourg, le Crous de Strasbourg et le réseau Alsace Tech, ainsi qu'avec les acteurs clés de l'insertion professionnelle : agence locale de France Travail, Maison de l'emploi et mission locale.

Le soutien renouvelé de l'Eurométropole de Strasbourg permettra à NQT de poursuivre et renforcer ces actions en faveur des jeunes (étudiants et diplômés) du territoire.

Pour soutenir ces actions, il vous est proposé d'octroyer un soutien de 10 000 € à NQT.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *dans le cadre de la politique de l'Eurométropole de Strasbourg de soutien aux actions en faveur de la population étudiante, d'attribuer les subventions suivantes :*

	2026
Sur la ligne budgetaire : DU03E/8165/65748	
1. AFGES *Épiceries solidaires Agoraé*	*20 000€*
2. AFGES *Dispositif de logement provisoire*	*15 000€*
3. NQT *Mentorat & accompagnement professionnel*	*10 000€*
TOTAL	*45 000€*

- *d'imputer sur le budget primitif 2026, les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de 45 000 € sur le DU03E – 65748 – programme 8165,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les documents y afférents.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-215120-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

⌦ : DDEA Conseil EMS 09/10/2026

TOTAL Service ESRI / Vie étudiante

montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
25 000 €	30 000 €	**30 000 €**	3

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	
00028449	**AFGES - LES ÉTUDIANT.E.S D'ALSACE**	Projet - Manifestati	20 000 €	15 000 €	**15 000 €**	
00028419	**AFGES - LES ÉTUDIANT.E.S D'ALSACE**	Projet - Manifestati	15 000 €	20 000 €	**20 000 €**	
00029473	**NQT ASSOCIATION**	Fonctionner	10 000 €	10 000 €	**10 000 €**	

Strasbourg.eu
eurométropole

31

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Soutien à la recherche, l'enseignement supérieur et la vie étudiante.

Numéro E-2026-328

Institut National du Service Public (INSP) : soutien pour la mise œuvre du dispositif « Talents du service public »

Depuis 2021, l'INSP a intégré ses classes préparatoires intégrées dans le dispositif « Talents du service public », conçu pour promouvoir la diversité sociale, territoriale et académique dans l'accès aux concours de l'encadrement supérieur de la fonction publique et lutter contre l'autocensure. Chaque année, une promotion de 70 étudiants Talents est répartie entre trois campus : Strasbourg et Nantes (en partenariat avec l'INET) ainsi qu'à Paris. La classe de Strasbourg propose 22 places et prépare aux voies externes des concours de l'INSP et d'administrateur territorial, concours de catégorie A+ de la fonction publique, à destination d'étudiants ou demandeurs d'emploi issus de milieux modestes.

La classe Talents de Strasbourg s'appuie sur un partenariat académique structurant avec l'IEP de Strasbourg et associe ainsi trois acteurs majeurs de la région dans le champ de la formation à l'administration publique : l'INSP, l'INET et l'IEP de Strasbourg.

À noter également un partenariat avec l'association Nos quartiers ont du talent (NQT), initié en 2024-2025, qui propose un accompagnement individualisé aux étudiants quittant la préparation sans avoir intégré la fonction publique ni opté pour une seconde année Talents. Ce dispositif comprend des ateliers de rédaction de CV et de lettre de motivation, un accompagnement à la recherche d'emploi et des entraînements aux entretiens oraux assurés par des mentors NQT.

Les étudiants Talents bénéficient également de la proximité des élèves administrateurs en formation initiale à l'INSP et à l'INET. Un appui matériel substantiel complète la préparation pédagogique : prise en charge du logement en résidence universitaire, prêt d'ordinateur et de manuels, accompagnement individualisé (gestion du stress, prise de parole en public) et suivi post préparation pour les étudiants n'ayant pas décroché de poste dans la fonction publique.

Chaque promotion se rencontre à l'occasion d'une semaine de pré-rentrée au mois de

juillet. Les étudiantes et étudiants de la promotion « Ambroise Croizat » 2026-2027 de la prépa Talents INSP-INET se sont rencontrés pour la première fois à Strasbourg en juillet 2026.

Les résultats consolidés sont ceux de la promotion 2024-2025. Ainsi, les résultats de la classe Talents de Strasbourg pour cette promotion sont excellents, non seulement en termes de réussite aux concours de catégorie A+ mais aussi aux concours de catégorie A. Pour la seule classe talents de Strasbourg 2024-2025, on compte ainsi :

- 26 admissibilités : dont 1 directeur des services pénitenciers, 1 INSP, 3 directeurs d'hôpital, 5 comme administrateur territorial, 7 aux Instituts régionaux d'administration,
- 16 admissions : 4 comme administrateur territorial, 3 à l'Ecole nationale de la sécurité sociale, 1 comme directeur d'hôpital, 4 aux Instituts régionaux d'administration, 2 comme attaché territorial, 1 comme attaché de la Ville de Paris et 1 comme inspecteur du travail.

Et les résultats de la promotion 24-25 dans son entier sont les suivants :

- concours de catégorie A+ : 33 admissibilités, 18 admissions,
- concours de catégorie A : 41 admissibilités, 25 admissions.

Il est proposé de soutenir une nouvelle fois ce dispositif en accordant une subvention forfaitaire de 10 000 € à l'INSP. Une subvention du même montant est également proposée au Conseil municipal.

Université de Strasbourg : soutien pour l'organisation de l'édition 2026 de la « Fête de la science » au Jardin des sciences

La Fête de la science est une manifestation nationale de culture scientifique et technique portée par le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR) depuis 1991. Elle se déroule chaque année au mois d'octobre en France métropolitaine, en outre-mer et à l'international. L'édition 2026 de la Fête de la science dont la thématique est « Saveurs savantes » se déroulera du 2 au 12 octobre 2026 dans toute la région Grand Est et notamment dans le Bas-Rhin. Dans ce contexte, le Jardin des sciences de l'Université de Strasbourg (JDS) décline et coordonne cette manifestation au niveau du département du Bas-Rhin depuis plus de 20 ans, en articulation avec les autres coordinations départementales (Nef des sciences, Planétarium d'Epinal et Accustica), la coordination régionale (Accustica) et en dialogue avec l'État (DRARI) et la Région Grand-Est.

Localement, les objectifs de cet événement sont de diffuser la culture scientifique et technique auprès du grand public sur le territoire, promouvoir les innovations scientifiques et technologiques régionales, encourager l'organisation de débats citoyens et controverses scientifiques et valoriser le patrimoine scientifique et industriel de la région.

A cette fin, le JDS lance l'appel à projets, répond aux sollicitations, centralise et soumet les projets au comité de labellisation. Il prépare et forme des doctorants à participer à

l'événement ainsi que des personnels des médiathèques du réseau alsacien à la Culture scientifique, technique et industrielle (CSTI) en les motivant à participer. Il coordonne des activités en mettant en lien des intervenants scientifiques avec des lieux, en accompagnant les porteurs de projets qui le souhaitent, en particulier au village des sciences à Strasbourg dans l'enceinte du Palais universitaire. Enfin, il coordonne les actions scolaires, les inscriptions des enseignants et développe et diffuse les outils de communication (print, presse, réseaux sociaux).

A titre d'exemple, au cours de l'édition 2025 qui s'est tenue du 3 au 13 octobre, de nombreuses manifestations et animations ont été proposées dans différents lieux de l'Eurométropole par exemple :

- le Village des sciences de la médiathèque André Malraux qui a proposé des animations avec des jeux à thème scientifique, une conférence sur l'intelligence des plantes ou un escape game sur le thème des fake news,
- le Village des sciences de l'ISU à Illkirch qui a proposé de découvrir les sciences spatiales, mais aussi la chimie, biologie et informatique avec un accent particulier sur l'accueil des personnes en situation de handicap, grâce à une collaboration avec l'association Vue d'Ensemble et l'Ecole Louis Braille,
- le Vaisseau qui a accueilli un village des sciences, spécialement destiné aux plus jeunes, ainsi qu'un spectacle de théâtre scientifique amateur,
- le Village des sciences de Lingolsheim qui a notamment proposé un grand tour de la recherche au Centre de recherche en biomédecine de Strasbourg,
- dans les écoles d'ingénieurs de l'ICAM, de l'ECPM, de l'ENGEES et d'EPITA, ainsi que le CEREMA et le lycée Jean Rostand qui ont ouvert leurs portes aux scolaire et au grand public.

Et au sein de l'Université, notamment :

- le Jardin des sciences a organisé des évènements au Studium (« Le Village des sciences », « La science fait son cinoche »….) ou au Jardin botanique,
- la Maison interuniversitaire des sciences de l'Homme (MISHA) a organisé un Village des SHS, mettant en scène archéologie, sociologie, ethnologie, droit, histoire, arts et politiques à travers des ateliers, expositions et escape game,
- le Centre européen des sciences quantiques a proposé des visites de laboratoire au grand public.

Il est proposé de reconduire à hauteur de 5 000 € le soutien à l'organisation de cet événement de culture scientifique devenu emblématique.

Association de prospective rhénane (APR) : soutien aux activités 2026

Créée en 1987, l'association organise des conférences et des manifestations publiques et rédige des notes d'études et de recherche dans le domaine des territoires concernés à savoir principalement l'Eurométropole, l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau et plus généralement l'espace transfrontalier du Rhin supérieur. Elle agit comme un « think tank », c'est-à-dire comme un laboratoire d'idées qui regroupe des experts et institutions dédiées au débat d'idées et à la réflexion sur l'élaboration des politiques publiques.

L’association s'intéresse à la « compréhension des évolutions dans le long terme pour mieux anticiper les futurs possibles ». Depuis un peu plus d'un an, elle s’intéresse particulièrement à la résilience des territoires par rapport aux grandes crises structurelles : climat, environnement, santé publique, insécurité et menaces stratégiques.

Elle contribue à la démocratie participative par l'organisation de séminaires et de conférences sur les grands sujets d'actualité, en particulier dans une dimension transfrontalière.

En 2025, l’activité de l’APR a été fortement marquée par des travaux sur la résilience territoriale face aux crises et risques majeurs, particulièrement dans l’espace transfrontalier rhénan. La question de la résilience territoriale continue à être investiguée en 2026, en l’étendant à divers terrains, particulièrement en considérant l’expérience ukrainienne où l’ensemble de la société civile s’est organisée pour répondre au défi de l’agression russe. Parmi les autres thématiques explorées, soit en organisant des conférences et ateliers, soit en publiant en ligne des notes de recherche, figurent par exemple : la crise climatique ; celle de la biodiversité ; le défi de l’approvisionnement en eau (avec l’exemple de l’Eurométropole de Strasbourg) ; le développement durable des territoires ; les enjeux de la coopération intercommunale ; la répartition géographique des compétences industrielles en matière de technologies de pointe ; l’avenir du nucléaire. La plupart de ces sujets continuent à être traités en 2026 avec un effort particulier pour contribuer à la connaissance statistique des territoires, à commencer par ceux de l’Alsace.

Il est proposé de reconduire au titre de l’année 2026 le soutien de l’Eurométropole à l’activité de cette association à hauteur de 3 000 €.

Cercle Gutenberg : soutien à deux chaires

Les Chaires Gutenberg sont des chaires d'excellence permettant l'accueil par des laboratoires de recherche alsaciens de chercheurs séniors de niveau international pendant environ un an. Chaque chaire est soutenue à hauteur d’un montant forfaitaire de 60 000 € dont 10 000 € (Prix Gutenberg) sont versés au chercheur pour faciliter son installation en Alsace et 50 000 € sont attribués au laboratoire d'accueil pour financer les dépenses liées à la réalisation du projet de recherche, à l'exclusion de toute rémunération du lauréat.

Il s'agit par ce bais de « conforter » les conditions de séjour des scientifiques étrangers ou français invités et rémunérés par l'établissement d'accueil (professeurs invités) et de prendre en charge tous les besoins induits par la chaire sur la base d'un projet de budget proposé par le candidat (acquisition d'équipements, frais de fonctionnement, assistance par un post-doctorant…).

Un appel à candidater est diffusé chaque année au niveau international et auprès des laboratoires alsaciens. Les dossiers de candidature sont soumis à des évaluateurs externes au Cercle Gutenberg avant la réunion d'un jury auquel tous les membres du Cercle Gutenberg sont invités à participer. Chaque année, le Cercle Gutenberg organise une cérémonie pour présenter les nouveaux titulaires de Chaires Gutenberg ainsi que les

nouveaux lauréats du prix Guy Ourisson.

Le jury réuni le 29 juin 2026 a retenu 4 dossiers de candidature à une Chaire Gutenberg. Les candidatures proviennent de disciplines diverses et ont été expertisées en amont par 51 experts dont l'autorité est très largement reconnue sur le plan international dans leur discipline.

Il est proposé de soutenir exceptionnellement 2 chaires en 2026 pour un montant cumulé de 120 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide d'octroyer

- *une subvention forfaitaire de 10 000 € sur l'exercice 2026 à l'Institut national du service public/INSP et d'imputer la dépense en résultant sur la ligne DU3C - programme 8159-65748-23,*

- *une subvention forfaitaire de 5 000 € sur l'exercice 2026 à l'Université de Strasbourg et d'imputer la dépense en résultant sur la ligne DU3C - programme 8159-65748-23,*

- *une subvention forfaitaire de 3 000 € sur l'exercice 2026 à l'Association de prospective rhénane (APR) et d'imputer la dépense en résultant sur la ligne DU3C - programme 8159-657382-23,*

- *une subvention forfaitaire de 120 000 € sur l'exercice 2026 à l'Association « Cercle Gutenberg » et d'imputer la dépense en résultant pour 60 000 € sur la ligne DU3C - programme 8162-65748-23 et pour 60 000 € sur la ligne DU01 – programme 1484-204182-23,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les documents y afférents.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211808-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
INSTITUT NATIONAL DU SERVICE PUBLIC/INSP	Subvention de fonctionnement	10 000 €	10 000 €	10 000 €
UNIVERSITE DE STRASBOURG/JARDIN DES SCIENCES	Subvention de projet/manifestation	5 000 €	5 000 €	5 000 €
ASSOCIATION DE PROSPECTIVE RHENANE/APR	Subvention de fonctionnement	3 000 €	3 000 €	3 000 €
CERCLE GUTENBERG	Subvention de projet/manifestation	120 000 €	120 000 €	60 000 €

32

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Chambre de Métiers d'Alsace : attribution d'une subvention en soutien à la Scène des métiers et à la transmission d'entreprises.

Numéro E-2026-586

La Chambre de Métiers d'Alsace représente les intérêts des entreprises artisanales et accompagne les artisans tout au long de la vie de leur entreprise. Elle a pour mission d'accompagner, former, représenter et promouvoir les artisans, depuis la création de leur entreprise jusqu'à sa transmission, tout en contribuant au développement du secteur artisanal en Alsace.

La présente délibération propose de soutenir la Chambre de Métiers d'Alsace pour deux actions en faveur de la promotion de l'artisanat et de la transmission d'entreprises.

1. Scène des Métiers *Evénement 2026*	**5 000 €**

Pour la troisième année consécutive, à l'occasion de la Foire européenne de Strasbourg, la CMA organise la Scène des métiers, un véritable outil d'animation entièrement voué à la promotion des métiers et des savoir-faire de l'artisanat, au sein du Parc exposition de Strasbourg. Au programme (le jeudi 10 septembre) : une journée de promotion de l'artisanat durable dédiée aux artisans impliqués dans les label Eco-défis et Répar'Acteur et le dispositif Start-RSE, dans le cadre du partenariat avec l'Eurométropole pour faire découvrir au public leur entreprise, leur activité et leur label.

Par ailleurs, la Scène des métiers est l'occasion pour les organisations professionnelles de l'artisanat (corporations et fédérations d'Alsace) de communiquer sur leurs filières de formation, proposer des ateliers, défilés, shows afin de mettre en lumière leur savoir-faire. Un espace d'exposition est mis à disposition de l'association Outil en main et des artisans accrédités Marque Artisan d'Alsace.
Il est proposé de soutenir, pour la troisième année consécutive, l'organisation de la Scène des métiers à hauteur de 5 000 €.

2. Soutien à la transmission d'entreprises *Fonctionnement 2026*	**17 000 €**

Avec plus de 4 000 artisans de l'Eurométropole âgés de plus de 55 ans en 2026 (soit 26 % de l'ensemble), la transmission d'entreprises sera un enjeu économique croissant dans les années à venir, tant en matière de croissance et d'emploi, que d'attractivité territoriale et de préservation des savoir-faire.

À travers le Pacte Transmission-Reprise, signé à l'échelle régionale entre la CMA et la Région Grand Est pour la 3ème édition (2026-2028), la Chambre de Métiers accompagne les artisans de l'Eurométropole de Strasbourg par :

- des diagnostics de projet de cession pour identifier les atouts, les points, d'amélioration et valoriser l'entreprise (au nombre de 30/ an),
- des accompagnements du cédant dans les aspects juridiques, sociaux et fiscaux et évaluer l'entreprise (au nombre de 15/ an).

Les nouvelles priorités de la Région, en lien avec le Pacte pour les Ruralités (voté par la Région en 2024), impliquent que les zones urbaines denses ne sont en majorité plus couvertes pour les prestations relatives aux diagnostics et aux accompagnements à la transmission. Les 9 communes classifiées en zones urbaines denses sur l'Eurométropole sont : Strasbourg, Bischheim, Eckbolsheim, Wolfisheim, Hœnheim, Lingolsheim, Illkirch-Graffenstaden, Ostwald, Schiltigheim.

La Chambre de Métiers souhaite offrir les mêmes prestations gratuites aux artisans indifféremment de leur commune d'implantation. Le soutien de l'Eurométropole à la transmission d'entreprises complèterait ainsi le Pacte Transmission-Reprise régional, pour permettre aux artisans de toutes les communes de l'Eurométropole de bénéficier du même appui dans la transmission de leur entreprise.

Il est proposé d'attribuer une subvention à la Chambre de Métiers d'Alsace à hauteur de 17 000 euros pour la réalisation de 10 diagnostics de cession et de 10 accompagnements du cédant, pour le bénéfice de tous les artisans de notre territoire.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'attribuer les subventions suivantes pour l'exercice budgétaire 2026 :*

Nom de l'association	***Montant en €***
Chambre de Métiers d'Alsace – Scène des Métiers	*5 000 €*
Chambre de Métiers d'Alsace – Transmission d'entreprises	*17 000 €*

TOTAL	*22 000 €*

- *d'imputer la somme de 5 000 € pour la Chambre de Métiers en soutien à la Scène des Métiers, sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire DU03D programme 8152-65748,*

- *d'imputer la somme de 17 000 € pour la Chambre de Métiers en soutien à la Transmission d'entreprises, sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire 65748-DU05D programme 8146 ;*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer les décisions d'attribution nécessaires : conventions, arrêtés et avenants.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211660-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Attribution de subventions
Conseil de l'Eurométropole
du 9 octobre 2026

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
Chambre de Métiers	Projet - Manifestation	5 000 €	5 000 €	5 000 €
Chambre de Métiers	Fonctionnement	21 000 €	17 000 €	0 €
TOTAL		**26 000**	**22 000**	**5 000**

Strasbourg.eu
eurométropole

33

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Soutien à l'entrepreneuriat collectif.

Numéro E-2026-590

L'Eurométropole de Strasbourg soutient l'économie sociale et solidaire (ESS) parce qu'elle propose des réponses à des besoins peu ou pas couverts identifiés localement. Les entreprises de l'ESS contribuent au développement économique en intégrant dans leur mode d'entreprendre des considérations liées à l'intérêt général, elles s'appuient sur des dynamiques de coopération territoriales et citoyennes, sur des alliances entre partenaires privés et publics : elles contribuent dès lors, au-delà d'indicateurs strictement financiers, à des objectifs de cohésion sociale, de création d'emplois et de richesses, de qualité de vie, d'innovation sociale et de transition écologique.

Dans le domaine de l'entrepreneuriat, les enjeux sont de sensibiliser aux formes d'entreprises sociales et solidaires, de conseiller, de former, de financer, d'accompagner les entrepreneurs, de tester l'activité, d'héberger les entreprises. L'entrepreneuriat collectif a inventé de nouveaux modèles économiques et de nouveaux rapports au travail, propices à la liberté d'entreprendre et à l'inclusion par l'entrepreneuriat, permettant ainsi l'expression de l'ensemble du potentiel entrepreneurial de l'Eurométropole de Strasbourg.

Créé en 1996, le concept de Coopératives d'Activités et d'Emploi (CAE) propose de sécuriser la démarche d'entrepreneuriat en offrant :

- un hébergement juridique, comptable et fiscal de l'activité économique,
- un statut d'entrepreneur-salarié, sécurisé par la loi sur l'ESS en 2014,
- un accompagnement individualisé et collectif, basé sur une démarche d'apprentissage par l'action (ateliers formatifs sur l'entrepreneuriat : positionnement commercial, communication…).

L'entrepreneuriat en coopérative d'activité et d'emploi (CAE) est une alternative à l'entrepreneuriat classique. Les CAE ont inventé de nouveaux modèles économiques et de nouveaux rapports au travail, propices à la liberté d'entreprendre et à l'inclusion par l'entrepreneuriat.

L'entrepreneur qui arrive en CAE structure sa démarche durant les premiers mois de son contrat CAPE (Contrat d'Appui au Projet d'Entreprise). Le CAPE relève du code du

commerce et n'est pas un contrat de travail. Il permet à son ou sa signataire de conserver ses droits antérieurs (ARE, RSA) et l'autorise à se verser une rémunération si le résultat économique de l'activité testée le permet. Celle-ci est alors soumise à cotisations sociales (hors formation professionnelle et retraite complémentaire).

Le CAPE a une durée maximale de 1 an, il peut être renouvelé 2 fois. Sa durée maximale est donc de 3 ans. Lorsque l'activité devient viable, l'entrepreneur peut continuer son parcours d'entrepreneur ou d'entrepreneuse au sein de la coopérative en signant un Contrat d'Entrepreneur Salarié, un CESA, devenir membre de la coopérative (= sociétaire) ou la quitter pour vivre ailleurs son projet entrepreneurial.

Aujourd'hui, Cooproduction et les quatre coopératives d'activités et d'emploi strasbourgeoises qu'elle chapeaute représentent plus de 350 emplois en Alsace, dont environ 214 entrepreneurs sur l'Eurométropole de Strasbourg. 179 sont associés à leur coopérative. Environ 110 sessions de formation interne d'une durée de 3h ont été dispensées par les formateurs de l'écosystème des CAE.

Cooproduction et les coopératives ont toujours activement participé aux travaux et démarches initiées par l'Eurométropole de Strasbourg. Elles expriment leur volonté à agir, développer et innover pour une économie locale durable, eu égard à leurs compétences en matière de coopération sur le territoire.

Suite au départ en retraite du dirigeant historique, Stéphane Bossuet, le CA de Cooproduction s'est réorganisé autour d'une nouvelle Direction générale composée des différentes forces vives des 4 CAE. Ont été désignés : une Direction Générale avec des directions générales déléguées - développement, finances, Ressources Humaines, Production et Processus.

Le regroupement des CAE et de Cooproduction se situent à Kaleidoscoop et, aux côtés de la CRESS et de la Maison de l'Emploi, participe de la dynamique collective du lieu.

Cooproduction (Fonctionnement)	**105 000 €**

Appui au fonctionnement des CAE (15 000 €)
Fin 2010, les coopératives d'activités et d'emploi existantes ont créé « Cooproduction », structure qu'elles capitalisent en vue de porter leurs activités mutualisées (secrétariat, comptabilité, conseil en gestion…).

Cooproduction s'est transformée en SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif) en 2014 et l'Eurométropole de Strasbourg est entrée au capital à hauteur de 10 000 €, au titre de son intérêt pour cet outil de développement économique et notamment de développement des SCOP (Sociétés Coopératives et Participatives) et de projets collectifs sur le territoire.

Au-delà de l'appui aux coopératives d'activité et d'emploi (mutualisation, 40 réunions d'information collective avec les CAE, RV d'accompagnement des entrepreneurs, ateliers collectifs), Cooproduction fait la promotion de la forme coopérative au niveau local et national. Elle poursuit la promotion des modèles coopératifs auprès des

établissements d'enseignement supérieur (École de management, Pépite Etena, UFR arts, Alsace Tech, Science Po, HEAR…). À travers son implication dans le réseau national Coopérer pour Entreprendre - la fédération des CAE, le Labo de l'ESS, Cooproduction contribue à identifier Strasbourg comme un territoire précurseur et innovant en matière d'entrepreneuriat social.

Cooproduction a également initié la mise en place d'une stratégie de communication avec et pour les CAE du territoire, afin de faire connaitre l'outil et les potentialités de l'entrepreneur en coopérative.

Portage du Territoire 100% apprenant (40 000 €)

Le Territoire 100% apprenant, collectif d'acteurs de l'ESS, en lien avec tout le champ de l'ESS et de l'innovation sociale, vise à améliorer la coopération entre acteurs.trices de l'ESS sur le territoire. Il s'agit d'une dynamique de coopération qui fait du territoire un lieu d'apprentissage continu, engagé pour l'inclusion, la transition écologique et le bien-être.

Le projet cultive une intelligence collective au service des transformations, en développant des outils innovants qui stimulent l'entraide entre pairs, l'émergence de projets et la transmission des apprentissages. L'objectif est de construire des solutions socialement innovantes pour mieux répondre à 3 enjeux définis que sont la transition, l'inclusion par l'emploi et par l'entrepreneuriat, la santé et le bien-être. Le projet développe des outils innovants qui stimulent:

- l'entraide entre pairs,
- l'émergence de projets,
- la transmission des apprentissages.

La période 2025 est marquée par :

- une structuration progressive du projet,
- le maintien et l'animation des dynamiques existantes,
- un travail de renouvellement de la gouvernance,
- l'engagement d'une démarche de capitalisation et de mesure d'impact.

L'année 2025 a permis :

- le pilotage du collectif : 5 réunions stratégiques avec les copilotes,
- 8 séances d'entraide, avec la volonté d'autonomiser le groupe de pairs et de les former à la méthode de co-développement,
- la structuration d'un livret d'organisation d'une visite apprenante, utilisé par d'autres réseaux comme le Réseau tiers-lieux Grand Est,
- la participation au Global Social Economy Forum avec l'écosystème strasbourgeois,
- Démocrois'ESS (acculturation, orientation des projets émergeants dans l'écosystème) : 5 demi-journées avec accueil de13 projets en 2025 (représentant 19 porteurs de projet) sur 6 thématiques (culture, art et inclusion, économie circulaire et réemploi, alimenta-tion durable et lien social, inclusion sociale et bien-être, mobilité durable, accessibilité),
- la mesure d'impact du Territoire 100 % Apprenant, avec une production d'enquêtes et d'un livrable (à disposition),
- la présentation des premiers résultats de la démarche « mesure d'impact » menée depuis 2022 au Conseil de l'ESS de novembre 2025.

Un travail de renouvellement et d'ouverture de la gouvernance a également été engagé début 2026, avec pour objectifs :
- élargir le cercle des acteurs impliqués,
- favoriser une représentation plus diverse de l'écosystème,
- renforcer l'appropriation collective du projet.

Portage du projet bYfurk (50 000 €)
Depuis 2023, Cooproduction porte le projet bYfurk, dont l'objet principal est d'accélérer les activités de transition socialement innovantes par un accompagnement dédié et ciblé, en activant un revenu de transition écologique (RTE). Cet accompagnement peut être sollicité à 3 conditions : être situé sur l'Eurométropole de Strasbourg, porter un projet comportant des activités dont l'impact est mesuré (mesure d'impact) et une gouvernance démocratique.

L'originalité de la coopérative bYfurk - CTE (coopérative de transition écologique) hébergée par la SCIC Cooproduction, repose sur 2 leviers inséparables :

- le premier levier porte sur l'accompagnement et un soutien renforcé à des personnes porteuses d'activités à impact (création d'un carnet d'impacts) : formations et événements ciblés, réguliers, communauté soutenante, retours d'expériences, financement participatif de démarrage triple (Collectivité EMS-Entreprises-Citoyens), intervention de mentors entrepreneurs expérimentés bénévoles et engagés dans Cooproduction pour assurer la partie économique et sociale du projet,

- le second levier a sa pertinence dans son inscription dans la coopération territoriale du 100% apprenant pour impulser et soutenir des innovations sociales à l'échelle locale et la mesure de l'impact associée à chaque projet.

bYfurk a accompagné 12 porteurs et porteuses de projet dans des domaines variés : géothermie, cuisine vegan, valorisation de déchets verts, architecture d'intérieur.

Cooproduction participe également au Pôle ESS de l'Eurométropole de Strasbourg, au Conseil de l'ESS et initie des projets de territoire dans l'économie sociale et solidaire dont « Territoire 100% apprenant », bYfurk, participation au marché OFF...

Cooproduction poursuit aussi le co-pilotage du projet Kaleidoscoop, aux côtés de la Maison de l'Emploi et de la CRESS. L'objectif est de s'appuyer sur les outils coopératifs pour créer un pôle de services pour l'emploi, l'entrepreneuriat et la création d'activités, mutualisant une diversité d'acteurs sur l'ancien site de la Coop. Cooproduction y contribue par son expertise et son expérience dans le choix du statut Société Coopérative d'Intérêt Collectif, dans le développement des orientations stratégiques et des objectifs opérationnels du projet, de la promotion du tiers lieu au travers d'événements.

Les chantiers de la coopérative pour 2026 :

- soutien, conseil et accompagnement à l'entrepreneuriat coopératif,
- poursuite du co-pilotage du Kaleidoscoop,
- poursuite du développement du projet bYfurk,

- co-portage de l'ingénierie territoriale de la démarche du Territoire 100% apprenant, poursuite du plan d'action,
- consolidation et élargissement de la gouvernance du Territoire 100% apprenant et développement de visites apprenantes, poursuite du travail sur la raison d'être du groupe de travail des incubateurs « 100 % Incub »,
- réponse à l'AMI Coop'éco de l'ADEME afin de lancer une Recherche-Action Participative (RAP) en fin d'année sur les nouveaux modèles de coopération collectifs, dans le cadre du territoire 100% apprenant.

Il est proposé de reconduire en 2026 le financement en fonctionnement de Cooproduction à hauteur de 105 000 € (15 000 € en fonctionnement, 40 000 € en soutien au projet « Territoire 100 % apprenant » et 50 000 € sur bYfurk) de la manière suivante : 60% à la signature de la convention et 40 % après la production du rapport d'activités de l'année précédente.

Coobâtir (Fonctionnement)	**15 000 €**

Coobâtir est une Coopérative d'Activité et d'Emploi spécialisée dans les métiers du bâtiment. Elle a été créée en 2014 et compte à ce jour 26 entrepreneurs sur le Grand Est, dont 14 domiciliés sur l'Eurométropole de Strasbourg. La coopérative comporte 17 associés. Les entrepreneurs de Coobâtir interviennent pour des particuliers, des entreprises et des collectivités pour des travaux essentiellement de second œuvre (maçon, tailleur de pierre, menuisier, ébéniste, peintre, forgerons, métallier…).

Le chiffre d'affaires global de la structure en 2025 était de 999 772 € HT, en hausse de 18,33% par rapport à 2024, cela en raison de la conjoncture économique qui s'est légèrement améliorée et des activités qui se sont consolidées au sein de la coopérative.

Coobâtir a rejoint en 2023 la grappe de coopératives fédérée autour de Cooproduction. Elle bénéficiera ainsi des services mutualisés dans les domaines de la gestion administrative et financière, de la formation et de l'appui juridique. Elle a pris des parts au capital en 2024.

Outre l'accompagnement des entrepreneurs et la participation aux activités organisées au sein de Cooproduction, la CAE participe à des salons (création d'entreprises, portes-ouvertes à l'AFPA, forum des métiers porteurs de sens).

En 2025, Coobâtir a poursuivi son travail de développement de l'éco-rénovation avec l'intégration de 6 entrepreneurs en éco-construction, la participation aux différents échanges avec les partenaires du secteur pour le développement de l'ARA (auto-réhabilitation accompagnée). La CAE participe ainsi à l'effort collectif de la transition énergétique sur notre territoire et ouvre potentiellement de nouvelles opportunités de marchés pour ses entrepreneurs.

Les axes de travail 2026 de la coopérative sont :

- intégrer de nouveaux entrepreneurs, particulièrement sur l'Eurométropole de Strasbourg, 3 nouveaux entrepreneurs souhaitent rejoindre la CAE, dont une pour

proposer de l'éco-construction,
- promouvoir l'entrepreneuriat en CAE dans les métiers du bâtiment, et plus particulièrement l'éco-rénovation et l'auto réhabilitation accompagnée,
- finaliser l'obtention du label RGE (Reconnu Garant de l'Environnement) sur l'isolation intérieure, les menuiseries extérieures et la ventilation.

Il est proposé de soutenir la coopérative Coobâtir à hauteur de 15 000 € pour l'année 2026 de la manière suivante : 60% à la signature de la convention et 40 % après la production du rapport d'activités de l'année précédente.

Coopénates (Fonctionnement)	**15 000 €**

Créée en décembre 2009, Coopénates s'adresse aux personnes souhaitant se diriger vers les métiers des services à la personne. Au 1er janvier 2026, ce sont 52 entrepreneurs qui étaient actifs au sein de Coopénates, dont 28 sont originaires de l'Eurométropole de Strasbourg 31 entrepreneurs sont associés de la coopérative. Le chiffre d'affaires global de la structure est en augmentation d'environ 25% par rapport à celui de l'année précédente.

Coopénates a mis en place une session collective de 3 jours intitulée « Bienvenue en CAE » afin de créer des dynamiques de groupe et de solidarités entre entrepreneurs. La CAE a également mis en place le forfait « Mobilité durable », une charte de télétravail…

Les axes de travail 2026 de la coopérative sont :

- accompagner les 40 entrepreneurs salariés présents dans le parcours, dont 23 situés sur l'Eurométropole de Strasbourg,
- poursuivre les actions d'accompagnement collectif et de promotion,
- organiser des temps de rencontres sur les aspects métiers et entrepreneuriaux, notamment des échanges de pratiques, d'interconnaissance,
- créer des groupes de co-développement, qui permettent de créer toujours plus de collectif,
- poursuivre le développement des outils d'accompagnement numérique vers de nouveaux modes de communication et de formation à distance,
- poursuivre le long travail sur la gouvernance et l'évolution du statut juridique de la coopérative (SCOP SARL vers SCOP SA ou SAS), de mettre en place une direction appuyée d'un conseil d'administration (ou conseil coopératif) et d'instances opérationnelles pour mener à bien l'ensemble des missions de la coopérative, en lieu et place d'une gérance esseulée,
- mener des actions de promotion des métiers du Service à la Personne afin de renforcer leur visibilité,
- renforcer les partenariats avec les acteurs du territoire intervenant sur le champ des services à la personne et en lien avec les organismes de formation spécifiques (Carsat, AFPA…),
- participer au développement territorial en lien avec Cooproduction, au service du développement du territoire.

Il est proposé de soutenir la coopérative Coopénates à hauteur de 15 000 € pour l'année

2026 de la manière suivante : 60 % à la signature de la convention et 40 % après la production du rapport d'activités de l'année précédente.

Antigone (Fonctionnement)	**25 000 €**

Antigone, coopérative d'activités et d'emploi « généraliste » a néanmoins une particularité, celle de mettre au cœur de son développement une démarche de développement durable et d'éco-conception. Au 31 décembre 2025, la coopérative regroupait 175 entrepreneurs, dont 101 sont situés sur l'Eurométropole de Strasbourg (45 en contrat CAPE et 52 en contrat CESA). Antigone regroupe 88 associés dont 46 sur l'Eurométropole de Strasbourg.

Le chiffre d'affaires de la CAE progresse à 3 697 977 € HT, soit + 7% de CA, bien que subissant les aléas économiques (contexte géopolitique national et international, inflation des matières premières, etc.).

Elle réalise, avec les autres CAE, de nombreux ateliers formatifs à l'attention des entrepreneurs : positionnement commercial, travail de l'argumentaire, notions de comptabilité, site Internet, règlementation, logiciel de gestion commerciale…

Antigone étant la CAE généraliste, elle accueille des activités très diverses, dont plusieurs ont trait à la formation, ce qui l'a amené à renforcer ses liens avec Formacoop, CAE de Franche-Comté spécialisée dans la formation professionnelle continue. Ce partenariat mis en place en 2016 s'est poursuivi de manière exclusive avec Antigone en 2025. Les entrepreneurs peuvent ainsi développer leurs activités de formation professionnelle continue au sein de cette structure, qui a mis en œuvre une démarche qualité de manière à répondre aux exigences réglementaires (Qualiopi). À ce jour 32 entrepreneurs alsaciens développent leurs activités de formateurs à travers Formacoop, dont 14 sur le secteur de l'Eurométropole de Strasbourg.

Antigone propose à ses entrepreneurs différents types de rencontre pour :

- travailler entre pairs grâce à la mise en place de pôles métiers permettant de développer des stratégies collectives ou partager des bonnes pratiques, remporter des appels d'offres avec 3 pôles actifs sur les métiers du bien-être, de la transition socio-écologique, et de la communication (partagé avec Artenréel),
- définir ensemble les évolutions nécessaires de la gouvernance de la CAE et améliorer son appropriation par les associés.

L'étude des orientations des candidats vers Antigone montre une bonne adéquation avec différents acteurs du territoire : France Travail, BGE Alsace-Lorraine, Tempo, CCI (et son pôle formation notamment), et bien d'autres encore. L'un des principaux axes de communication reste les entrepreneurs eux-mêmes, ambassadeurs du modèle et des valeurs coopératives.

Antigone poursuit par ailleurs sa présence au salon « Créer sa boîte » et au « Forum des métiers porteurs de sens ».

Les axes de travail 2026 de la coopérative sont :

- en termes de croissance des activités économiques, atteindre un total de 120 entrepreneurs originaires de l'Eurométropole de Strasbourg au cours de l'année (+5 par rapport à 2025), pérenniser 60 emplois salariés sur le territoire d'ici la fin d'année (+4 par rapport à 2025) - objectif à réévaluer du fait du gel du « Chèque CREA » porté par la Région Grand Est,
- consolider le chiffre d'affaires à un niveau de 3,5 M€, dans un contexte économique qui incite à la prudence,
- axer les actions d'accompagnement individuel et collectif dans une perspective de consolidation et une logique de parcours d'ateliers, tout en ajoutant de nouvelles thématiques pour les enrichir : « Monter un projet collectif en CAE », « Renforcer sa posture commerciale », « Construire ses tableaux de bord pour mieux piloter son activité », « Répondre à des appels d'offre »,
- faire émerger des antennes territoriales, fondées sur des communautés locales d'entrepreneurs, et l'identification de lieux privilégiés pour leurs rencontres et la tenue de permanences régulières,
- permettre l'implication dans le Groupe de Soutien à la Cogérance, afin de permettre à tous les membres d'Antigone de s'impliquer dans la vie coopérative,
- poursuivre le travail sur la gouvernance et l'évolution du statut juridique de la coopérative (SCOP SARL vers SCOP SA ou SAS), aux côtés de Coopénates,
- poursuivre les partenariats locaux : espace Tests en agriculture avec Bio en Grand Est et Terre de liens, participation au Catalogue des solutions ESS en partenariat avec l'Eurométropole de Strasbourg, Conciergerie solidaire d'Alsace,…

Il est proposé de soutenir Antigone à hauteur de 25 000 € de la manière suivante 60 % à la signature de la convention et 40 % après la production du rapport d'activités de l'année précédente.

Artenréel (Fonctionnement)	**30 000 €**

Créée en 2005, la coopérative Artenréel a pour objet l'accompagnement, le conseil et la formation des porteurs de projet de création d'entreprise relevant des métiers artistiques et culturels. Elle est la 1ère CAE dédiée à ces métiers en France. Au 1er janvier 2025, elle accueillait 71 entrepreneurs sur l'Eurométropole de Strasbourg (50 femmes et 21 hommes) dont 43 sociétaires.

La CAE poursuit son développement via des « pôles métiers », qui rassemblent les entrepreneurs autour des spécificités métiers qui leur incombent et constituent un espace d'échanges supplémentaires pour progresser (environnement, besoins spécifiques…). Mais aussi des « laboratoires », ateliers animés qui peuvent être en outre des espaces de recherche et d'expérimentation. Artenréel est membre de Coopérer pour entreprendre et de la fédération des CAE.

Elle est précurseur sur les questions de mesure de l'impact, ce qui permet de dire que :

- pour 78% des créateurs, le maintien des droits d'assuré a été une condition ou un effet levier de leur passage à l'entrepreneuriat,
- 99% des entrepreneurs indiquent que la dimension collective de la CAE a un effet levier sur la consolidation de leur activité,

- 1 € dépensé par la collectivité rapporte 5 € sur le territoire.

La CAE a initié un processus de transmission d'entreprise, effectif en 2025, afin de préparer le passage du fondateur, Stéphane Bossuet, à une nouvelle génération d'entrepreneurs.

Les axes de travail 2026 d'Artenréel sont :

- l'accueil de 20 nouveaux entrepreneurs,
- la poursuite de l'accompagnement pour 71 entrepreneurs,
- le passage au sociétariat pour 5 entrepreneurs,
- l'accompagnement à la sortie pour 20 entrepreneurs (création entreprise, retour à l'emploi, etc.),
- l'appui aux entrepreneurs dans la réalisation de projets collectifs : réponses à des appels d'offre en commun, résidences d'artistes.

Il est proposé de soutenir la coopérative Artenréel à hauteur de 30 000 € pour l'année 2026 de la manière suivante 60% à la signature de la convention et 40% après la production du rapport d'activités de l'année précédente.

Singa (Fonctionnement)	**15 000 €**

La Fondation du Groupe Generali, The Human Safety Net, s'est donnée pour mission de venir en aide aux personnes les plus vulnérables dans le monde, et en particulier aux personnes bénéficiant d'une protection internationale dans l'optique de leur donner les moyens de s'insérer professionnellement par la voie de l'entrepreneuriat.

Pour contribuer à toujours plus d'intégration professionnelle des personnes bénéficiant d'une protection internationale, le Groupe Generali en France a créé l'association The Human Safety Net France (THSN France). THSN France a ainsi lancé en 2022 un nouvel incubateur "THSN by Singa" à Strasbourg, à l'échelle de la région du Rhin Supérieur (entre Strasbourg, Karlsruhe et Stuttgart), puis l'association SINGA Strasbourg s'est créée et émancipée de cette tutelle.

Se sont associés au projet plusieurs acteurs locaux tels que la ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg, la Maison de l'Emploi de Strasbourg, l'association Foyer-Notre-Dame, Kodiko, la fondation SNCF, BNP Paribas, France active Alsace, la Rhein-Stiftung/Fondation du Rhin.

L'ambition de l'incubateur est de révéler le potentiel des nouveaux arrivants au sein de leurs sociétés d'accueil. L'action souhaite montrer que la diversité culturelle est un moteur de création et d'innovation, et que les nouveaux arrivants peuvent apporter un regard neuf sur les échanges entre ces deux pays.

L'objectif pour chaque promotion suivie est de recruter 15 entrepreneurs, sélectionnés par le biais d'appels à candidatures. L'incubateur propose un programme d'accompagnement de 9 mois :

- les 2 premiers mois sont consacrés au travail sur l'ADN du projet, sur la proposition de valeur, pour permettre aux incubés de prendre confiance en eux par des ateliers axés sur les valeurs qu'ils portent, leurs soft skills et hard skills. Cette première étape s'articule également avec des activités sportives en collectif : randonnées - courses avec dossards et est ponctuée par un mini-jury composé de 2-3 experts du monde de l'entreprise,

- la deuxième étape, d'une durée de 4 à 5 mois, est destinée à entrer dans la structuration des projets par le biais d'ateliers collectifs dédiés aux thématiques de l'entrepreneuriat: Business Model Canvas, Business Plan, étude de marché, communication, pitch. Elle permet également aux incubés de tester leur projet par des événements qu'ils vont créer ou en participant à des événements du réseau. À l'issue un speed meeting est organisé, au cours duquel plusieurs acteurs et experts de l'économie locale sont présents pour écouter les pitchs des incubés et échanger avec eux,

- la troisième étape, de 2 mois, consiste à faire en sorte que les incubés soient accueillis dans des entreprises qui correspondent au secteur d'activité du projet qu'ils portent afin d'être en immersion. Cette période vient enrichir leur pitch final qui sera présenté lors de la cérémonie de clôture.

Durant les 9 mois, outre les ateliers collectifs, chaque incubé est reçu en entretien individuel (au moins 5 entretiens individuels par incubé) afin de leur permettre d'avancer sur leur projet. Un représentant de Singa ainsi qu'un expert est présent lors de ces entretiens.

L’objectif est de développer le capital social des personnes incubées en créant du lien avec l’écosystème local de l’entrepreneuriat. Le programme s’articule ainsi autour des ateliers collectifs (près de 50 sur les deux dernières promotions) et de rendez-vous de suivi individuel (88 sur les deux dernières promotions). Il s’agit également pour SINGA de lever les freins à l’entrepreneuriat en proposant des cours de français, des solutions de gardes d’enfants, un soutien administratif, une contribution à des frais de déplacement professionnels.

SINGA a mis en œuvre en 2025 deux promotions d'incubations de 22 entrepreneurs réfugiés (dont 13 femmes), favorisant 7 créations d'entreprises.

Dès 2025, SINGA a proposé de renforcer son action en QPV, suite au constat que 40 % de ses incubés sont issus de QPV. Des liens et des actions de promotion avec les acteurs socio-professionnels des quartiers devraient permettre de mieux faire connaitre et de toucher les cibles d'entrepreneurs recherchés. 40 % des entrepreneurs incubés chez SINGA étaient entrepreneurs dans leur pays d'origine. Or, un migrant met en moyenne 10 ans pour retrouver un statut équivalent à celui qu’il a dû quitter. Investir dans un réseau d’accompagnement réduisant les freins permet d’accélérer fortement ce temps de latence. L’incubateur met désormais en avant l’économie sociale et solidaire comme thématique phare, ainsi que la coopération transfrontalière avec l’Allemagne.

La demande concerne le fonctionnement de l’incubateur, occasionnant la sensibilisation et l'accompagnement à l’ESS des porteurs de projet en exil sur l'Eurométropole de

Strasbourg.

Il est proposé d'accorder 15 000 € à la structure et de verser la subvention de la manière suivante: 60% à la signature de la convention et 40% après la production du rapport d'activités de l'année précédente.

Enactus	**10 000 €**

Enactus Lycéens accompagne des lycéens en voie professionnelle, souvent en difficulté dans leur parcours scolaire. Cet accompagnement vise à élaborer collectivement des projets relevant de l'ESS en classe. Encadrés par leurs enseignants, ces jeunes conçoivent, en équipe, des solutions concrètes qui répondent à des enjeux sociaux et environnementaux qui les concernent.

Sur l'année scolaire 2026-2026, ce sont sur le territoire 128 jeunes qui ont été accompagnés, 4 établissements impliqués dont l'École de la 2ème chance.
Le Forum régional a réuni en avril 2026 à Kaleidoscoop une vingtaine d'équipes projets, plus de 100 lycéens de 5 départements différents.

L'ambition pour 2026-2027 est d'améliorer encore les pratiques éducatives : adaptation de la pédagogie aux élèves les plus en difficultés (travail sur la réassurance, la confiance en soi, l'estime, l'apport du collectif, l'entraide) y compris ceux qui ne sont pas habitants de QPV, renforcement de l'égalité fille garçon en étant particulièrement vigilant sur les postures des uns et des autres (laisser plus d'espace aux lycéennes, leur permettre de trouver leur place, d'oser prendre la parole, de développer leur leadership, etc).

Un autre enjeu est de faire évoluer la démarche de mesure d'impact, en cherchant à suivre des cohortes ou à mesurer à plus long terme les bénéfices l'action, à la fois vis à vis des jeunes mais aussi des enseignants qui progressivement changent leur posture professionnelle et leurs pratiques éducatives.

En 2026-27, Enactus cible une intervention sur 4 établissements de l'Eurométropole de Strasbourg et renouvelle pour une troisième année consécutive l'accompagnement des jeunes de l'École de la Deuxième Chance.

En collaboration avec le rectorat, les lycées professionnels, les classes passerelles, les dispositifs AMBIPRO, ainsi que tous les acteurs du programme de lutte contre le décrochage scolaire et social des jeunes, sont les partenaires prioritaires de l'action.
L'impact qualitatif visé sur les jeunes accompagnés :
- le renforcement de la confiance en soi et le développement d'un sentiment de fierté à travers la réussite d'un projet collectif,
- la compréhension des Objectifs de Développement Durable (ODD), des enjeux de leur territoire de vie, et de l'entrepreneuriat social et solidaire,
- un changement de posture permis par l'acquisition de nouveaux savoir-être et savoir-faire favorisant l'émergence d'un esprit entrepreneurial,
- l'acquisition de compétences en gestion de projet et en travail collaboratif,
- le développement des compétences psychosociales nécessaires à l'insertion professionnelle (qui favorise l'employabilité),
- le développement de l'aisance à l'oral et des compétences communicationnelles, en

particulier lors des restitutions face à des professionnels.

Il est proposé de verser à l'association Enactus une subvention de fonctionnement de 10 000 € pour soutenir le développement de leur programme à destination des lycéens.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'attribuer les subventions suivantes pour l'exercice budgétaire 2026, et de les imputer sur la ligne budgétaire 65748-DU05D-8023*

Nom de la structure	***Montant***
Cooproduction (fonctionnement)	*105 000 €*
Coobâtir (fonctionnement)	*15 000 €*
Coopénates (fonctionnement)	*15 000 €*
Antigone (fonctionnement)	*25 000 €*
Artenréel (fonctionnement)	*30 000 €*
SINGA (fonctionnement)	*15 000 €*
Enactus (fonctionnement)	*10 000 €*
TOTAL	***215 000 €***

- *pour toutes les subventions au-dessus de 10 000 €, l'attribution se fera en deux versements (60% - 40%)*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer les décisions d'attribution nécessaires au versement des subventions : conventions financières, arrêtés et avenants.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211815-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Attribution de subventions

Conseil de l'Eurométropole

du 9 octobre 2026

Dénomination de l'organisme	**Nature de la sollicitation**	**Montant sollicité**	**Montant proposé**	**Montant alloué pour l'année n-1**
Cooproduction	Fonctionnement	105 000 €	105 000 €	105 000 €
Coobâtir	Fonctionnement	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Coopénates	Fonctionnement	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Antigone	Fonctionnement	25 000 €	25 000 €	20 000 €
Artenréel	Fonctionnement	30 000 €	30 000 €	30 000 €
SINGA	Fonctionnement	20 000 €	15 000 €	20 000 €
ENACTUS	Fonctionnement	18 000 €	10 000 €	18 000 €
TOTAL		**228 000 €**	**215 000 €**	**223 000 €**

Strasbourg.eu
eurométropole

34

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Soutien au projet " DISRUMPERE " porté par l'Institut de recherche contre les cancers de l'appareil digestif (IRCAD).

Numéro E-2026-329

L’avenir de la chirurgie mini-invasive ne se limite plus à la voie laparoscopique, technique chirurgicale qui permet, par une petite ouverture de la paroi de l'abdomen, d'observer l'intérieur de la cavité abdominale ou pelvienne et d'intervenir sur les organes.

L’essor fulgurant de l’IA permet le diagnostic de plus en plus précoce des tumeurs solides (foie, rein, pancréas...). Dans cette optique, l’IRCAD développe de nouveaux concepts chirurgicaux encore moins invasifs, notamment la chirurgie par thermo ablation percutanée, c’est-à-dire l’élimination des tumeurs en les chauffant plutôt que la résection d’organe (couper, enlever une partie d'organe).

Le projet vise à démocratiser cette technique de chirurgie percutanée grâce à un système robotisé à deux bras, guidé par échographie.

Aujourd’hui, ces gestes restent très dépendants de l’expertise du clinicien et des contraintes techniques du guidage. Cette dépendance entraîne des disparités d’accès, des procédures longues et une variabilité de performance.

L’assistance robotisée a pour but de stabiliser le geste, réduire les erreurs et améliorer la reproductibilité. Le robot ne remplace pas le médecin, mais sécurise des fonctions critiques comme le positionnement, l’orientation et la trajectoire. L’échographie est choisie pour son imagerie en temps réel, particulièrement adaptée aux organes mobiles et aux aléas peropératoires. Elle offre aussi une alternative plus légère, moins irradiante et plus accessible que le scanner ou l’IRM. L’architecture à deux bras permet de dissocier le maintien de l’imagerie et l’insertion de l’aiguille tout en coordonnant les deux. Le projet a ainsi un fort potentiel médico-socio-économique en rendant les gestes mini-invasifs plus sûrs, plus standardisés et plus largement diffusables. L’objectif à terme est de développer et d’effectuer le transfert industriel, d’une solution brevetée, mature et évaluée rigoureusement de manière préclinique qui permette de démocratiser la chirurgie percutanée augmentée robotisée semi-autonome sous guidage tridimensionnel échographique quasi-temps-réel.

Ainsi, les retombées de ce projet seront potentiellement très concrètes : création d'emplois hautement qualifiés, réindustrialisation de la filière santé, baisse des coûts hospitaliers et suppression des rayons X pour patients et soignants.

Le projet bénéficie en outre d'un ancrage territorial fort sur le campus Nextmed et contribue au rayonnement de la filière Medtech française et à l'attractivité du territoire. Rappelons à cet égard que l'IRCAD a formé plus de 1 300 chirurgiens à Strasbourg en 2025 et génère plus de 30 M€ de retombées sur notre territoire.

Le projet est également soutenu conjointement par l'État et la Région au titre du PIA/France 2030 « dit régionalisé » et par l'apport de crédits supplémentaires de l'État via le Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) ainsi que de crédits de droit commun de la Région.

Il est proposé de soutenir le projet à hauteur de 300 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'octroyer une subvention de 300 000 € à l'Institut de recherche contre les cancers de l'appareil digestif (IRCAD),*

- *d'imputer la dépense en résultant sur la ligne DU01 - programme 1050-20421-64,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les documents y afférents.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211800-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Attribution de subvention

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
Institut de recherche contre les cancers de l'appareil digestif/IRCAD	Subvention de projet R&D	300 000 €	300 000 €	-

Strasbourg.eu
eurométropole

35

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Projet européen eTruckCharge: participation de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2026-745

Le transport routier international demeure, à ce jour, majoritairement tributaire du diesel, carburant caractérisé par des émissions élevées de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, dont les répercussions sur la qualité de l'air sont avérées. L'Eurométropole de Strasbourg, soumise quotidiennement à un trafic intense de véhicules lourds, se trouve pleinement concernée par cette problématique. Le remplacement d'une part de ces véhicules par des camions à motorisation électrique constitue une solution pertinente pour réduire ces nuisances mais l'adoption de cette technologie reste lente, en raison notamment d'un maillage insuffisant des points de recharge adaptés à leurs contraintes.

Dans le cadre de sa politique d'innovation et de transition écologique et sous réserve de validation du Conseil, l'Eurométropole de Strasbourg s'est associée à la candidature *eTruckCharge* portée par un consortium transfrontalier et soumise au programme européen Interreg. Ce projet transfrontalier vise à développer un réseau fédéré de bornes de recharge pour poids lourds électriques dans la région du Rhin supérieur en mutualisant les infrastructures des entreprises. Concrètement, une entreprise de logistique disposant de capacités de recharge adaptées aux poids lourds pourra, grâce au système informatique développé à titre de prototype dans le cadre du projet, proposer un accès payant à ses bornes et les rendre réservables à ses partenaires commerciaux.

Le consortium *eTruckCharge* rassemble 13 partenaires originaires de Suisse, d'Allemagne et de France couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur.
- Partenaires académiques : Hochschule Karlsruhe (coordinateur du projet), CESI Strasbourg, RPTU Kaiserslautern, Fachhochschule Nordwestschweiz ;
- Partenaires institutionnels : Eurométropole de Strasbourg, CCI Alsace Eurométropole, TechnologieRegion Karlsruhe, Verband Region Rhein-Neckar, Ministère de l'économie de Rhénanie-Palatinat ;
- Professionnels de la recharge électrique : ChargeMap, Hubject ;
- Logisticiens pilotes : Walter Schmitt GmbH, Fachspedition Karl Dischinger GmbH;

Le projet a été retenu par le secrétariat Interreg au mois de juillet et s'étendra du second semestre 2026 à 2029, avec des démonstrateurs opérationnels à partir de 2028.

1. Enjeux pour l'Eurométropole de Strasbourg

Le projet eTruckCharge offre des avantages concrets pour notre territoire. En premier lieu, l'Eurométropole s'affirme comme acteur transfrontalier de la mobilité innovante et décarbonée, en collaborant avec ses partenaires allemands et suisses, contribuant ainsi à la cohésion du bassin de vie strasbourgeois.

En facilitant l'accès aux bornes de recharge pour les camions électriques, le projet lève un frein majeur à l'électrification des flottes, ouvrant la voie à une accélération de la décarbonation du transport de marchandises et à l'amélioration de la qualité de l'air en cohérence avec les objectifs du Plan climat-air-énergie territorial (PCAET), du Plan de protection de l'atmosphère (PPA), du Schéma directeur des mobilités décarbonées (SDMD) et du Schéma directeur des infrastructures de recharge pour véhicules électriques (SDIRVE).

Le projet contribuera également au renforcement de l'attractivité économique de l'Eurométropole car les entreprises locales (logisticiens, industriels) pourront mutualiser leurs infrastructures de recharge, réduisant leurs coûts et améliorant leur compétitivité. Les livrables du projet (algorithmes, logiciels, processus) pourront être repris par des start-ups ou des prestataires régionaux pour développer de nouveaux services.

Enfin, le projet permettra de mieux connaître les acteurs locaux de la filière et d'amplifier la dynamique.

2. Rôle et engagements de l'Eurométropole

L'Eurométropole de Strasbourg participera à la collecte des données nécessaires au développement des systèmes ainsi qu'aux tests techniques. En collaboration avec la CCI Alsace, Eurométropole et les autres partenaires institutionnels, elle assurera la sensibilisation, la coordination et le transfert des résultats vers les acteurs économiques locaux par l'organisation d'ateliers et événements visant à faire connaître les solutions développées et à favoriser leur adoption.

3. Budget et financement

Le budget prévisionnel total du projet s'élève à 2,64 millions d'euros, dont 1,19 million d'euros de subvention FEDER.
La participation de l'Eurométropole de Strasbourg est de 71 770 € pour la durée du projet, avec un cofinancement Interreg de 50 %, soit un reste à charge de 35 885 €. Les dépenses correspondent pour l'essentiel aux coûts de ressources humaines des agents affectés au projet qui est assuré à moyens constants (51 264 €) et les frais d'organisation et d'événementiel (20 506 €).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la participation de l'Eurométropole de Strasbourg au projet eTruckCharge dans le cadre du programme Interreg Rhin supérieur,*

- *l'encaissement d'une subvention d'un montant total maximum de* 35 885 *€ répartis sur les exercices budgétaires 2026 à 2029 ;*

décide

- *l'imputation des dépenses liées au volet événementiel du projet sur la ligne budgétaire DU04H EMS ;*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer l'ensemble des conventions et avenants liés au projet eTruckCharge ainsi que l'ensemble des actes nécessaires à son exécution.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

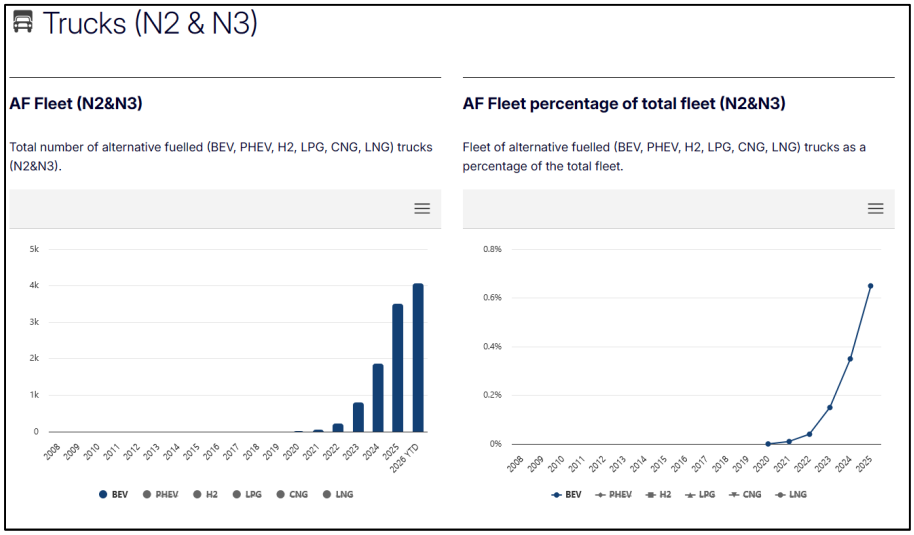
(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212280-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

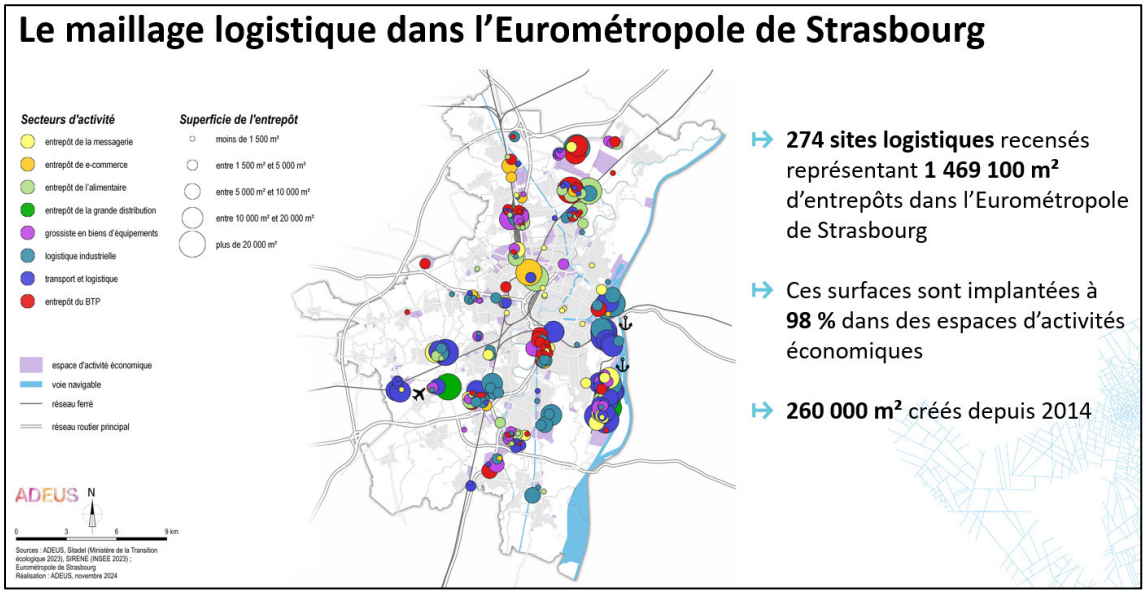
Participation de l'Eurométropole de Strasbourg au projet européen *eTruckCharge*

Annexe à la note de synthèse au rapporteur

Le schéma ci-dessous illustre la croissance du parc de poids lourds électriques en France : il s'est vendu plus de 4 000 véhicules depuis le début de l'année 2026 soit davantage que durant l'année 2025. Leur part dans le parc global s'approche de 1 % en France (il dépasse 3,5 % en Allemagne).



274 sites logistiques sont recensés sur le territoire et constituent autant d'usagers potentiels des livrables du projet.



Strasbourg.eu
eurométropole

36

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Soutien à la promotion de l'économie numérique.

Numéro E-2026-775

L'Eurométropole de Strasbourg travaille avec l'ensemble de ses partenaires dans le domaine de l'économie numérique pour mener une politique cohérente et collaborative sur son territoire. Dans ce domaine, le soutien aux structures et la valorisation des actions et évènements s'inscrivent dans les objectifs ambitieux de la collectivité visant à en faire une métropole innovante répondant ainsi aux enjeux de souveraineté, environnementaux, climatiques et de santé.

Au titre de l'innovation, l'Eurométropole de Strasbourg s'implique particulièrement dans plusieurs domaines d'innovation et de recherche du territoire : la santé et les technologies médicales, les industries culturelles et créatives, le numérique, les mobilités innovantes, le spatial, l'économie durable. L'économie numérique intervient à plusieurs niveaux dans chacun de ses domaines, la plaçant de fait en socle technologique indispensable au développement.

Festival du numérique Bizz and Buzz : 20 000 €

L'un des champs d'intervention privilégié de la CCI Alsace Eurométropole pour accompagner le développement économique des entreprises de son territoire est la transition numérique. Dans ce cadre, la CCI Alsace Eurométropole co-organise avec l'Eurométropole, en octobre 2026, la 12ème édition de Bizz & Buzz, festival du numérique en Alsace.

Ce festival a toujours eu pour objectif de favoriser la transformation numérique des entreprises, de les informer sur les risques et opportunités liés au numérique (cybersécurité, intelligence artificielle, protection des données, e-commerce, etc…) et de mettre en avant les savoir-faire locaux.
Afin de maintenir la dynamique de coopération et de promouvoir les actions communes en 2026 (dispositifs Beecome, Start-RSE notamment), le programme du festival prendra également en compte les nouvelles orientations de la collectivité, notamment l'indépendance technologique des entreprises du territoire et la souveraineté numérique européenne.

L'Eurométropole de Strasbourg, principal sponsor du festival depuis l'origine, reste co-organisateur et programmateur sur cet évènement qui présente un enjeu fort pour son territoire.
À sa demande, la journée strasbourgeoise du festival passe du mercredi au jeudi permettant ainsi de toucher plus de professionnels locaux et régionaux et de clôturer le festival par la soirée business qui réunit chaque année 300 à 400 invités. Les évènements se concentreront autour de la presqu'ile Malraux.

Pour 2026, il est proposé de soutenir la manifestation à hauteur de 20 000 € (stable par rapport à 2025). Cette subvention s'accompagne de la mise à disposition d'emplacements sur le réseau d'affichage de l'Eurométropole de Strasbourg.

Startup Weekend Strasbourg : 3 000 €

Le Startup Weekend Strasbourg est un événement intensif de 48 heures dédié à la création de startups, porté par l'organisation internationale Techstars.

Cet événement vise à favoriser la création d'entreprises innovantes sur le territoire, encourager l'esprit entrepreneurial, en particulier chez les jeunes et profils issus de la diversité, connecter les porteurs de projets avec des experts, coachs, et acteurs économiques locaux.

La subvention permettra de financer les principaux postes de dépenses : logistique, accueil des participants et intervenants, communication, et dotations aux équipes lauréates. Le Startup Weekend Strasbourg contribue au rayonnement de l'innovation locale et à la dynamisation de l'écosystème entrepreneurial de l'Eurométropole de Strasbourg.
Il s'agit de la 12ème édition du Startup Weekend Strasbourg, un évènement très structurant pour l'écosystème, fédérant ses différents acteurs et que l'Eurométropole soutient depuis sa création, avec pour objectifs de :
- favoriser l'émergence de startups locales,
- stimuler l'esprit entrepreneurial sur le territoire,
- renforcer l'écosystème d'innovation,
- développer l'attractivité et le rayonnement de Strasbourg,
- encourager l'apprentissage par l'action.

L'édition 2025, reprise par une nouvelle équipe, a été un grand succès avec 154 participants.

Le Startup Weekend Strasbourg 2026 est porté par trois structures clés de l'écosystème entrepreneurial local : l'EM Strasbourg (mise à disposition des locaux, appui logistique et institutionnel), Pépite ETENA-Université de Strasbourg (soutien organisationnel, mobilisation étudiante et demande de subvention via les dispositifs universitaires) et SEMIA, incubateur de startups du réseau Quest for Change (accompagnement technique, mise en réseau et soutien à la valorisation des projets).

L'événement est conçu et mis en œuvre par une équipe de 30 bénévoles et

professionnels, issus du monde des startups, qui apportent un appui humain majeur : coordination, animation, logistique, communication, relations partenaires.

Une quinzaine de structures partenaires apportent un soutien technique et en nature, notamment via la mise à disposition de coachs, jurés, espaces, outils ou dotations. Ces partenaires incluent notamment : La French Tech Est, Réseau Entreprendre Alsace, Alsace Business Angels, Scalingo, Akoneo, Orange et d'autres en cours de confirmation.
Sur le plan financier, le projet est cofinancé par des sponsors privés (en cours de prospection) et soutenu par des financements publics.

Pour 2026, il est proposé de soutenir la manifestation à hauteur de 3 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'attribuer, pour l'année 2026, une subvention de projet d'un montant de 20 000 € à la CCI Alsace Eurométropole et d'effectuer le versement en 2 temps :*
  - *un premier versement de 60 % à la réception de la convention signée,*
  - *le solde sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses réalisées certifié conforme par le représentant légal de la structure,*
- *d'attribuer, pour l'année 2026, une subvention de projet d'un montant de 3 000 € à l'Université de Strasbourg/EM Strasbourg Business School,*
- *d'imputer les dépenses en résultant sur la ligne budgétaire DU03D-65748 programme 8155,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les documents y afférents.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212420-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
BIZZ & BUZZ	Subvention de projet	20 000 €	20 000 €	20 000 €
STARTUP WEEKEND STRASBOURG	Subvention de projet	5 000 €	3 000 €	3 000 €

Strasbourg.eu
eurométropole

37

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Attribution d'une subvention à l'association SKILLCAMP STRASBOURG ESPORT en faveur de l'économie créative.

Numéro E-2026-813

L'économie créative se définit comme la rencontre entre arts, sciences, technologies et industrie. Elle favorise la transversalité entre secteurs d'activité dans le but de stimuler l'innovation et la compétitivité des entreprises. Elle s'appuie de manière privilégiée sur les entreprises créatives qui regroupent des activités très diverses liées par le rôle déterminant que jouent artistes et créatifs dans la conception des œuvres, produits et services proposés aux spectateurs, consommateurs et usagers :

- arts, spectacles, patrimoine : arts visuels, arts du spectacle, patrimoine, musées, métiers d'art,
- industries culturelles (production et diffusion de produits culturels) : cinéma, presse, édition, média, disque, audiovisuel, jeux vidéos,
- industries créatives : architecture, design, publicité, mode,
- activités connexes, économiquement liées : TIC, sports et loisirs, tourisme.

L'Eurométropole de Strasbourg vise la structuration de filières positionnées en priorité sur les savoir-faire et les technologies du print, de la 3D, de l'illustration et de l'audiovisuel ainsi que leurs applications, notamment dans les secteurs du design, du jeu vidéo, du cinéma et des nouvelles images.

S'articulant avec l'action des autres acteurs économiques et culturels du territoire dans le champ des industries culturelles et créatives/ICC (DRAC, Région Grand Est, établissements d'enseignement supérieur et Université, associations d'entrepreneurs…), l'Eurométropole de Strasbourg soutient activement le développement de l'économie créative et des entreprises créatives sur son territoire en veillant à respecter la diversité des expressions culturelles sur l'ensemble du territoire

À l'échelle de l'Alsace, 50 % des emplois culturels sont localisés au sein de l'Eurométropole. L'Eurométropole de Strasbourg compte 3 478 établissements dans les industries culturelles et créatives, dont 9 établissements sur 10 ne comptent aucun salarié (un secteur qui repose principalement sur de très petits établissements et des travailleurs indépendants) : il apparaît donc essentiel de soutenir les têtes de réseau associatives du territoire qui fédèrent les acteurs de chaque filière et les accompagnent vers davantage de

professionnalisation par leurs actions, dispositifs et évènements fédérateurs.

SKILLCAMP STRASBOURG ESPORT : 10 000 €

Créée fin 2024, l'association Skillcamp Strasbourg Esport porte une double ambition :
- développer une équipe esport professionnelle compétitive au niveau national,
- structurer un écosystème local autour de l'esport et des industries créatives (jeu vidéo, audiovisuel, design, communication, événementiel), notamment.

Les Strasbourg Esport Days sont organisés les 5 et 6 septembre 2026 au Palais de la musique et des congrès dans le cadre de la Foire européenne de Strasbourg. Après une première édition ayant réuni 1 183 visiteurs en 2025, le projet poursuit son développement avec l'ambition de proposer un rendez-vous identifié permettant de rassembler les publics autour des pratiques numériques contemporaines. L'événement favorise les rencontres entre étudiants, établissements d'enseignement supérieur, associations, entreprises, créateurs et jeunes publics dans un cadre accessible propice aux échanges, à la découverte de parcours, au partage d'expériences et à la mise en lumière d'initiatives locales.

Au-delà de sa dimension événementielle, le projet participe à la mobilisation de prestataires, intervenants, créateurs et partenaires du territoire, contribue à la production de contenus valorisant les acteurs présents et offre aux jeunes publics des opportunités d'engagement, de participation et d'ouverture vers des secteurs liés aux usages numériques.

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement en 2026 d'une subvention de projet de 10 000 € à SKILLCAMP STRASBOURG ESPORT.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *dans le cadre de la politique de soutien de l'Eurométropole de Strasbourg aux entreprises de l'économie créative d'attribuer la subvention de projet suivante :*

	2026
Association SKILLCAMP STRASBOURG ESPORT	*10 000 €*

- *d'imputer la dépense en résultant sur la ligne budgétaire 633-65748-DU03D-programme 8151,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les documents y afférents.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-213054-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Attribution de subvention

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
Association Skillcamp Strasbourg Esport	Projet - Manifestation	10 000 €	10 000 €	2 500 €

Strasbourg.eu
eurométropole

38

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Adhésion au comité d'itinéraire de la Véloroute V52 et participation financière au plan d'actions 2026-2028.

Numéro E-2026-574

La Véloroute V52 constitue un itinéraire cyclable structurant de 579 km reliant Paris à Strasbourg et s'inscrivant dans un axe européen prolongé vers l'Allemagne et jusqu'à Prague. Unique itinéraire Ouest–Est traversant la région Grand Est, elle dessert de nombreux territoires ruraux et sites touristiques majeurs, et répond à des enjeux à la fois de mobilité durable et de développement économique local.

Inscrite au Schéma National des Véloroutes et identifiée comme itinéraire prioritaire dans la Stratégie Régionale d'Itinérance du Grand Est, la V52 présente un fort potentiel d'attractivité, notamment au regard des bassins de population traversés et de sa dimension européenne.

Un diagnostic de l'itinéraire, réalisé à la demande de l'Agence Régionale du Tourisme du Grand Est, a permis d'établir un état des lieux partagé : 43 % du linéaire est en voies vertes, 70 % du revêtement en bon état, un itinéraire praticable à 80 %, des marges de progression identifiées en matière de signalétique et de services aux usagers.

Afin d'accompagner la montée en qualité de cet itinéraire, plusieurs temps d'échanges entre partenaires ont été organisés en 2025, notamment à Strasbourg et à Meaux, confirmant la volonté commune de structurer une gouvernance dédiée sous la forme d'un comité d'itinéraire. Un groupe de travail de préfiguration s'est également réuni en juin 2025. Parallèlement, une étude de positionnement marketing, cofinancée notamment par l'ADEME, a été engagée. Celle-ci a conduit à la création de l'identité « La Bicycl'Est » pour la partie française de l'itinéraire.

L'objectif pour 2026 est la mise en place opérationnelle du comité d'itinéraire et différents groupes de travail, chargé de coordonner et d'animer un plan d'actions triennal (2026–2028) structuré autour de quatre axes :
- gouvernance et animation,
- infrastructures et signalisation,
- services et observation,
- promotion et communication.

Le budget prévisionnel de ce plan d'actions s'élève à 560 000 €, financé par les contributions des partenaires publics (Régions, Départements, intercommunalités, Voies Navigables de France), avec un cofinancement européen (FEDER) sollicité.

La contribution annuelle proposée pour les métropoles est fixée à 10 000 € par an sur trois ans.

Le comité d'itinéraire n'a pas vocation à se substituer aux maîtres d'ouvrage locaux, mais à leur fournir un cadre de coordination, des outils mutualisés et une stratégie partagée.

L'Eurométropole de Strasbourg occupe une position stratégique au sein de la V52 en tant que terminus oriental de l'itinéraire et porte d'entrée vers ses prolongements européens.
Territoire reconnu pour son engagement en faveur des mobilités actives, l'Eurométropole dispose d'une expertise solide en matière de politiques cyclables, d'intermodalité et de coopération territoriale.
Le développement de la V52 représente un levier significatif pour le territoire. Sur le plan économique, le vélotourisme génère des retombées directes pour les acteurs locaux (hébergement, restauration, commerces, services), avec des niveaux de dépenses par usager supérieurs au touriste classique. En tant que point d'étape d'un itinéraire de longue distance, notre destination est bien positionnée pour capter ces flux.

Sur le plan touristique, la V52 permet de renforcer l'attractivité de la métropole en l'inscrivant dans les grands itinéraires cyclables nationaux et européens, tout en favorisant des séjours plus longs et une fréquentation étalée dans le temps.

Enfin, cet itinéraire contribue aux objectifs de transition écologique en structurant une offre de tourisme bas carbone et en renforçant les mobilités durables. La participation au comité d'itinéraire permettra à l'Eurométropole de peser dans les orientations stratégiques, de bénéficier d'actions mutualisées et de consolider son positionnement à l'échelle européenne.

Ainsi, la participation au comité d'itinéraire de l'Eurométropole permettra :
- de contribuer aux orientations stratégiques de développement de la V52,
- d'assurer la cohérence des aménagements et des niveaux de service,
- de renforcer l'attractivité touristique du territoire,
- de consolider le positionnement européen de l'itinéraire,
- de bénéficier des actions mutualisées en matière de promotion, de services et d'observation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *l'adhésion de l'Eurométropole de Strasbourg au comité d'itinéraire de la Véloroute V52 et sa participation au Comité de pilotage ;*
- *le versement par l'Eurométropole de Strasbourg de la contribution financière de 10 000 € à l'Agence régionale du Tourisme du Grand Est pour l'exercice 2026. Les crédits sont inscrits à la ligne DU02L – programme 8106-65748 ;*

autorise

la Président, son représentant ou sa représentante à signer les décisions d'attribution nécessaires au versement de la contribution financière : conventions financières, arrêtés et avenants ainsi que toutes pièces relatives à l'exécution de la présente délibération.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-210162-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

COMITE D'ITINERAIRE

VELOROUTE 52 PARIS – STRASBOURG

CONVENTION DE COOPERATION PUBLIC-PUBLIC POUR LA PÉRIODE 2026/2028

PARTENAIRE DECISIONNAIRE

ENTRE

Le/La [**nom de la collectivité**], représentée par, [représentant légal et fonction],
dûment habilité à signer, en vertu de la délibération n° [numéro] du [date],
faisant élection de domicile au : [adresse],
ci-après dénommé le partenaire décisionnaire,
N° SIRET : [numéro]

ET
La **Région Grand Est**, représentée par Franck LEROY, Président du Conseil Régional,
dûment habilité à signer, en vertu de la délibération du Conseil Régional Grand Est
DPR
n° 24SP-1376 du 20 juin 2024
faisant élection de domicile au 1 Place Adrien Zeller - BP 91006 – 67070
STRASBOURG
ci-après dénommé le partenaire initiateur,
N° SIRET : 200 052 264 00013

ET
L'Agence Régionale du Tourisme Grand Est, représenté par Henry LEMOINE,
Président,
dûment habilité, en vertu de la délibération
du Conseil d'Administration du 14 septembre 2023, faisant élection de domicile
à Château Kiener - 24 rue de Verdun - 68000 Colmar
ci-après dénommé le chef de file et l'exécuteur budgétaire,
N° SIRET : 84882519600027

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La Véloroute 52 (V52), inscrite au Schéma national des véloroutes relie Paris à Strasbourg sur 580km en suivant le canal de l'Ourcq, la vallée de la Marne et le canal de la Marne au Rhin.

La Véloroute 52 assure un maillage structurant pour une pratique d'itinérance à vélo sur un axe Ouest-Est en provenance de bassins fortement émetteurs de pratiquants (Ile de France, sillon mosellan, Alsace, Allemagne) en croisant l'EuroVelo 5/Via Romea (Francigena), la Véloroute 50/Voie Bleue, la Boucle de la Moselle, l'EuroVelo 19/la Meuse à Vélo, la Véloroute 53/Canal entre Champagne et Bourgogne, la Véloroute 30/Véloroute de la Somme.

Par ailleurs, la Véloroute 52 se connecte aux réseaux de véloroutes en Allemagne et en République Tchèque pour se terminer à Prague.

Sous l'impulsion de la Région Grand-Est et de l'Agence Régionale du Tourisme Grand Est, les collectivités traversées par la Véloroute 52 se sont réunies tout au long de l'année 2025 en vue de la mise en place d'un comité d'itinéraire.

Le comité d'itinéraire a pour principal objet la mise en œuvre d'un plan d'actions concerté pluriannuel 2026/2028 d'un montant prévisionnel de 560 000 € TTC autour des dimensions Infrastructures et signalisation, services, intermodalité, observation, communication et promotion. Les objectifs sont le développement de la notoriété de l'itinéraire et de la pratique, en particulier en itinérance, tant au niveau des cibles de proximité, qu'au niveau national et européen.

A cette fin, 3 axes stratégiques déclinés chacun en objectifs ont été proposés dans le cadre d'un groupe de travail de préfiguration du comité d'itinéraire.

Axe 1 : « Infrastructures, signalisation »
Objectif 1 : Améliorer la connaissance de l'itinéraire
Objectif 2 : Garantir la continuité et la qualité de l'itinéraire
Objectif 3 : Assurer l'homogénéité de la signalétique
Objectif 4 : Assurer l'homogénéité du niveau de service des infrastructures annexes

Axe 2 : « Services, intermodalité, observation »
Objectif 1 : Mieux connaître les points forts de la Véloroute 52
Objectif 2 : Qualifier une offre adaptée aux touristes à vélo, y compris depuis les transports publics
Objectif 3 : Observer et émettre des recommandations en faveur du développement de la fréquentation et les retombées économiques

Axe 3 : « Communication et promotion » :
Objectif 1 : Susciter l'appropriation de la marque V52 par les différents acteurs, aligner et outiller les partenaires
Objectif 2 : Développer la notoriété et la fréquentation de l'itinéraire auprès du grand public et des affinitaires
Objectif 3 : Promouvoir la commercialisation de la V52 notamment auprès des tours opérateurs, agences réceptives et du grand public

Est susceptible d'être partenaire du comité d'itinéraire de la V52 et donc signataire de la présente convention de partenariat, tout pouvoir adjudicateur d'échelon national, régional, départemental, intercommunal ou local concerné par le tracé de la V52.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION ET ESPRIT DU PARTENARIAT

La présente convention a pour objet de :

- Marquer l'engagement du partenaire à contribuer au développement de la V52.
- Définir les modalités de participation financière au comité d'itinéraire.
- Définir les modalités de gouvernance et de fonctionnement pour la conduite d'un projet commun sur la V52.

La convention vise à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réussite du projet de la V52.

Elle s'inscrit dans le cadre d'une coopération public-public entre pouvoirs adjudicateurs conformément à l'article L.2511-6 du Code de la Commande Publique.

A ce titre, la convention de coopération a pour objet d'assurer conjointement, via un chef de file et un exécuteur budgétaire, la réalisation de missions de services publics en vue d'atteindre des objectifs communs. Ces missions n'entrent pas le champ de la concurrence et des échanges et ne génèrent pas de bénéfice pour le chef de file et l'exécuteur budgétaire.

L'esprit du partenariat est le suivant : le comité d'itinéraire de la V52 rassemble les acteurs engagés autour du développement et de la promotion de cette véloroute, dans un cadre partenarial souple et collégial. La convention de coopération de la V52 précise les modalités d'organisation dans leur ensemble et est signée entre le chef de file, le partenaire initiateur et chaque partenaire.

ARTICLE 2 – DATE ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date de signature des parties et se terminera le **31/12/2028**.

La convention doit être signée par le partenaire dans un délai maximum de 6 mois à partir de l'envoi pour signature par le chef de file. Passé ce délai, les engagements des parties seront frappés de caducité.

ARTICLE 3 – ORGANISATION FONCTIONNELLE DU PARTENARIAT

Le **comité d'itinéraire** est le partenariat formé autour de la véloroute dans le but de la faire connaître et de l'animer. Il élabore, construit et porte le projet. Il détermine les modalités pratiques de sa gouvernance, de son animation et du déroulement des travaux. Il se matérialise par la présente convention de partenariat. Sa gouvernance s'organise autour de deux types d'organes :

- Les organes décisionnaires
- Les organes techniques opérationnels.

L'organisation opérationnelle du comité d'itinéraire est définie selon le plan d'actions prévisionnel et peut être répartie entre le **chef de file,** l'**exécuteur budgétaire**, et un potentiel soutien externalisé à évaluer selon les besoins du collectif.

Le comité d'itinéraire intègre également un dispositif de référents territoriaux, chargés d'animation, d'information et de relais auprès des territoires partenaires. Ces référents interviennent à l'échelle départementale.

3.1 – Le Comité de pilotage

Le **comité de pilotage** est l'instance décisionnaire qui regroupe les partenaires décisionnaires signataires de la présente convention de partenariat. Il valide les grandes orientations et objectifs

du comité d'itinéraire, son organisation, le plan d'actions et le budget. Chaque partenaire est représenté par un référent élu ou son représentant.

Le comité de pilotage peut inviter, un ou plusieurs partenaires associés.

Il est présidé par le chef de file du comité d'itinéraire et se réunit à minima une fois par an.

Les décisions sont prises à la majorité relative des représentants présents ayant délégation ou ayant exprimé son vote en amont. Chaque partenaire dispose d'un droit de vote en comité de pilotage (une voix par partenaire décisionnaire).

3.2 – Le Comité technique

Le Comité de pilotage est épaulé dans ses travaux par un **comité technique** à qui il confie la mise en œuvre du plan d'actions et le respect du planning de réalisation.

Ce comité définit collégialement des propositions d'actions pour le comité d'itinéraire à soumettre au comité de pilotage.

Il regroupe un ensemble de personnes ressources des partenaires du comité d'itinéraire, et des structures ressources pertinentes.

Il se réunit plusieurs fois par an en fonction des besoins en format plénière ou par thématiques de travail.

Compte tenu des distances et du nombre de partenaires, les visioconférences seront privilégiées dans l'organisation de ces réunions.

ARTICLE 4 – PILOTAGE GÉNÉRAL DU PROJET

4.1 - Désignation, rôle et engagement du chef de file

Les missions du chef de file sont les suivantes :

- **Coordonner le projet** : organisation et suivi des réunions du comité technique et comité de pilotage, collecte et traitement des informations fournies par les partenaires, production des documents techniques ou comptes rendus…
- **Mettre en œuvre le plan d'actions** et animer le comité technique avec l'appui des partenaires du projet.
- **Assurer un suivi administratif et financier** du projet, en lien avec **l'exécuteur budgétaire**.
- **Mobiliser tout programme de subvention** (Europe, Etat, Appels à projet, etc.), qui pourrait accompagner le comité d'itinéraire, en lien avec **l'exécuteur budgétaire**.
- **Rendre compte de l'avancée** des opérations aux partenaires du comité d'itinéraire.
- **Représenter le projet et assurer un rôle de porte-voix et ambassadeur du collectif du projet**
- **Être garant du respect** des délais et de l'agenda des actions.

Afin d'atteindre ces objectifs, le **chef de file** travaille en étroite collaboration avec chaque partenaire. Il les informe de la progression et de l'avancement du projet et est chargé de suivre les actions décidées par le comité d'itinéraire.

Le **chef de file** assure les relations avec les instances nationales ou européennes compétentes : services de l'Etat, France Vélo Tourisme, ADN Tourisme, Réseau Vélo & Marche, Association Française Véloroutes Voies Vertes, European Cyclist Federation, …)

Pour assurer sa mission d'information, le **chef de file** transmet à chaque partenaire les documents utiles à la compréhension de l'avancée du projet, notamment les comptes-rendus des réunions réalisées dans le cadre du comité d'itinéraire.

Le chef de file met en œuvre le plan d'actions voté en comité de pilotage. Il peut également mettre en œuvre une ou des actions dites « d'opportunité", sur proposition du comité technique. Il en rendra alors compte aux partenaires lors du comité de pilotage suivant.

Dans le cadre de la présente coopération, les pouvoirs adjudicateurs conviennent qu'un chef de file est désigné pour assurer la coordination opérationnelle de la coopération.

L'**Agence régionale du Tourisme Grand Est** assure le rôle de **chef de file** du comité d'itinéraire jusqu'au 31 décembre 2026 au plus tard. A ce titre, l'Agence régionale du Tourisme assurera les missions du chef de file citées ci-avant.

L'Agence régionale du Tourisme assurera ce rôle dans le cadre des objectifs statutaires de l'association et apportera en tant que chef de file ses expertises, réseaux de partenaires et moyens opérationnels.

La fonction de chef de file sera assurée à partir du 1er janvier 2027 au plus tard par le Département de la Meuse par l'intermédiaire de l'agence Meuse Attractivité mandatée par la collectivité départementale.

L'Agence régionale du Tourisme Grand Est s'engage à assurer la transmission complète et transparente des dossiers, informations et documents nécessaires au bon exercice de la fonction par le chef de file entrant, afin de garantir la continuité de la coopération et la bonne exécution des missions.

Cette transmission ne donnera pas lieu à la conclusion d'un avenant à la présente convention sauf si celle-ci devait avoir pour conséquence des modifications autres que la simple transmission et notamment :

- L'évolution des modalités d'exercice de la fonction de chef de file,
- L'adaptation et/ou la modification des modalités de coordination et de gestion administrative, financière et opérationnelle,
- La modification des dispositions relatives à la rotation des chefs de file ou de l'identité des chefs de file.

4.2 - Désignation, rôle et engagement de l'exécuteur budgétaire

L'exécuteur budgétaire appelle et perçoit les contributions financières des partenaires et assure le règlement des dépenses engagées par le comité d'itinéraire.

D'autre part, l'exécuteur budgétaire appuie le chef de file dans son rôle de coordination financière des actions du comité d'itinéraire. A ce titre, l'exécuteur budgétaire s'assure de la disponibilité des crédits auprès des partenaires financeurs avant d'engager la commande des actions prévues.

La disponibilité des crédits sera établie sur la base de la présentation d'une délibération ou d'un courrier officiel attestant de l'attribution des crédits nécessaires par chacun des partenaires.

Dans le cadre de la présente coopération, les pouvoirs adjudicateurs conviennent qu'un exécuteur budgétaire est désigné pour assurer la coordination administrative et financière de la coopération.

L'Agence régionale du Tourisme Grand Est assure le rôle d'exécuteur budgétaire durant toute la durée de la convention. A ce titre, **l'Agence régionale du Tourisme Grand Est** est pleinement associée à la préparation des plans d'actions et des décisions prises en comité de pilotage.

ARTICLE 5 – ROLE DES PARTENAIRES

5.1 - Rôle du partenaire initiateur

En tant que collectivité ayant initié la mise en place du comité d'itinéraire V52, la Région Grand Est est signataire des conventions en tant que partenaire initiateur. A ce titre, elle est associée à la préparation des différentes réunions de comité de pilotage et de comité technique.

5.2 - Rôle et engagement du partenaire décisionnaire

En adhérant au projet par la présente convention, le partenaire décisionnaire s'engage à :

- Participer et assurer sa représentation dans les différentes instances (Comité de pilotage, Comité technique, lien avec le référent territorial).
- Contribuer aux travaux mis en œuvre dans le cadre du plan d'actions.
- Appliquer et diffuser localement, dans les opérations réalisées sous sa maîtrise d'ouvrage ou par ses partenaires, les décisions techniques prises par le Comité de pilotage sur l'itinéraire.
- Valoriser la Véloroute 52 dans ses supports de promotion et communication en respectant les éléments de la charte graphique et de l'identité visuelle.
- Participer financièrement au projet et à l'application du plan d'actions via une contribution annuelle au comité d'itinéraire selon les modalités définies dans l'article 6.2.

5.3– Rôle et engagement des partenaires associés

Le comité d'itinéraire peut intégrer des partenaires associés. Ces partenaires, au même titre que les partenaires décisionnaires, s'inscrivent dans la coopération public – public définie par la présente convention au sens de l'article L.2511-6 du code de la commande publique.

La participation de ces partenaires est soumise à décision du Comité de Pilotage qui déterminera les conditions d'accès, leur rôle dans la gouvernance et leur implication dans le plan d'actions du Comité d'Itinéraire.

5.4- Rôle et engagement des référents territoriaux

Les **référents territoriaux** ont un rôle d'animation, d'information et de relais auprès des territoires partenaires. Il se situent à une échelle départementale.

ARTICLE 6 : FINANCEMENT PREVISIONNEL DU COMITE D'ITINERAIRE

6.1 – Plan d'actions et dépenses prévisionnelles

Le plan de financement comprenant les recettes prévisionnelles du projet et le montant des dépenses prévisionnelles sera fonction du nombre de participants et donc de cotisations perçues, ainsi que de la possible mobilisation de subventions Europe / Etat.

Chaque année, le comité d'itinéraire validera le budget et le plan d'actions annuel de l'exercice suivant. Les grands axes du plan d'actions pluriannuel ont été proposés dans le courrier de sollicitation des collectivités adressé par la Région Grand Est en septembre 2025 et seront validés par le Comité de Pilotage.

6.2 – Contributions forfaitaires

A la signature de la présente convention, le partenaire s'engage à participer financièrement au projet chaque année pour trois ans sous réserve de validation par son organe de délibération et dans la limite des crédits inscrits au budget.

Les contributions forfaitaires annuelles de chaque partenaire ont été définies collégialement dans le cadre du groupe de travail de préfiguration du comité d'itinéraire du 23 juin 2025. Elles sont les suivantes pour la période 2026/2028 :

Régions	15 000 €
Départements	10 000 €
Métropoles	10 000 €
Communautés d'Agglomération	5 000 €
Communautés de Communes	1 000 €
Voies Navigables de France	5 000 €

Pour le partenaire, la contribution s'élève à 10 000€ €/an pendant trois ans.

Les pouvoirs adjudicateurs participants à la coopération s'engagent à verser leur contribution financière à l'exécuteur budgétaire dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement dûment justifiée.

Le délai de paiement court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur contributeur de la demande de paiement émise par le chef de file, accompagnée des pièces justificatives nécessaires à la certification de la dépense.

En cas de non-paiement dans ce délai, le taux des intérêts moratoires auxquels ouvre droit le défaut de paiement dans ce délai est égal au taux de refinancement principal de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit (8) points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement due pour retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à 40.00 €.

Le délai de paiement pourra être suspendu une seule fois par le pouvoir adjudicateur contributeur, dans le cas où la demande de paiement ne comporterait pas l'ensemble des pièces ou mentions

prévues par la loi ou le présent accord, sous réserve que cette suspension soit notifiée dans les meilleurs délais et accompagnée des motifs précis de cette suspension.

Les financements contribuent à l'exercice du projet et des éventuels marchés à conclure et concourent au financement des ressources humaines mobilisées sur le projet par le chef de file et l'exécuteur budgétaire. En aucun cas, le chef de file ou l'exécuteur budgétaire tireront un bénéfice financier de la mission.

6.3 – Dispositions par rapport au code de la commande publique

Pour les procédures liées au code de la commande publique, les signataires décident de s'appuyer sur le règlement des achats de l'Agence régionale du Tourisme Grand Est en conformité avec les dispositions du code de la commande publique.

En cas de recours à des prestataires externes, l'Agence régionale du Tourisme Grand Est associera les personnes ressources volontaires du comité technique pour l'analyse des offres. Le Bureau de l'Agence régionale du Tourisme Grand Est validera le choix des prestataires sur la base de cette analyse.

Les dispositions relatives au délai de paiement applicable sont les mêmes que pour les paiements entre membres de la coopération, dispositions détaillées à l'article 6.2, « contributions forfaitaires ».

6.3.1 – Dispositions relatives en cas de sous-traitance d'un marché conclu par un des pouvoirs adjudicateurs partenaires

Droit de sous-traitance

Chaque pouvoir adjudicateur titulaire d'un marché public conclu dans le cadre de la présente coopération est autorisé, sous sa responsabilité exclusive, à recourir à la sous-traitance pour l'exécution d'une partie des prestations du marché, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment celles prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et les articles L.2193-2 à L.2193-10 du Code de la commande publique.

Déclaration et acceptation des sous-traitants

Le titulaire du marché doit déclarer préalablement à l'acheteur tout sous-traitant envisagé, en vue d'obtenir son acceptation et l'agrément des conditions de paiement du sous-traitant, avant tout commencement d'exécution des prestations sous-traitées. Cette déclaration doit être effectuée par écrit, accompagnée des documents requis, notamment le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent.

Limitation de la sous-traitance

L'acheteur peut, dans les documents de la consultation, définir les tâches essentielles du marché qui doivent être exécutées directement par le titulaire, conformément aux articles L.2193-3 et L.2393-7 du Code de la commande publique. Toute limitation de la sous-traitance doit être justifiée par des motifs objectifs et clairement indiquée.

Responsabilité du titulaire

Le titulaire demeure seul responsable vis-à-vis de l'acheteur de la bonne exécution du marché, y compris des prestations confiées à ses sous-traitants. Le recours à la sous-traitance ne crée aucun lien contractuel direct entre l'acheteur et les sous-traitants.

Respect des principes de transparence et d'égalité

Le titulaire s'engage à respecter les principes de transparence, d'égalité de traitement et de non-discrimination dans le choix de ses sous-traitants, notamment en évitant toute forme de favoritisme ou de discrimination fondée sur la nationalité ou toute autre considération illégale.

Sanctions en cas de non-respect

Le non-respect des obligations relatives à la déclaration, à l'acceptation des sous-traitants ou aux limitations de la sous-traitance peut entraîner des sanctions conformément aux dispositions légales applicables, y compris la nullité des clauses contraires, le refus d'agrément du sous-traitant, voire la résiliation du marché.

6.3.2 – Dispositions relatives en cas de résiliation d'un marché conclu par un des pouvoirs adjudicateurs partenaires

Principe de résiliation

Chaque pouvoir adjudicateur titulaire d'un marché public conclu dans le cadre de la présente coopération peut résilier ledit marché dans les conditions prévues par l'article L.2521-3 du code de la commande publique.

Cas de résiliation

La résiliation peut intervenir notamment dans les cas suivants :

a) Résiliation de plein droit en cas de force majeure ou de disparition du titulaire du marché ;

b) Résiliation pour motif d'intérêt général, sous réserve d'une indemnisation intégrale du titulaire pour le préjudice subi, à condition que celui-ci n'ait commis aucune faute ;

c) Résiliation pour faute du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans droit à indemnisation.

Procédure de résiliation

En cas de résiliation pour faute, une mise en demeure préalable doit être adressée au titulaire, précisant les manquements reprochés, un délai raisonnable pour y remédier, ainsi que la sanction encourue en cas de non-respect. La décision de résiliation doit être motivée, mentionner expressément le type de résiliation, sa date d'effet, et être notifiée au titulaire par tout moyen conférant date certaine.

Conséquences financières

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnisation couvrant l'intégralité du préjudice subi, incluant les dépenses engagées et le manque à gagner, sous réserve d'éviter tout enrichissement sans cause. En cas de résiliation pour faute, le titulaire ne peut prétendre à indemnisation, sauf dispositions contraires prévues par la loi ou le contrat.

Effets de la résiliation

La résiliation met fin aux obligations contractuelles du titulaire à compter de la date d'effet. Elle n'exonère pas le titulaire des responsabilités liées aux prestations déjà exécutées. Le titulaire reste tenu de collaborer à la liquidation du marché, notamment en ce qui concerne l'inventaire des prestations réalisées et le décompte financier.

Contentieux

Le titulaire peut contester la régularité ou la validité de la résiliation devant le juge administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification.

6.3.3 – Dispositions relatives au règlement amiable des différends des parties à un marché public à l'exception des dispositions relatives aux comités consultatifs de règlement amiable des différends pour un marché conclu par un des pouvoirs adjudicateurs partenaires

Les parties à la présente convention s'efforceront de régler à l'amiable tous les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution des marchés publics conclus dans le cadre de la coopération soit directement, soit selon la procédure de règlement des litiges telle que prévue aux articles L2197-1 à L2197-5 du code de la commande publique.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent marché, la loi française sera seule applicable et le Tribunal Administratif de Strasbourg seul compétent à l'exclusion de toute autre juridiction.

ARTICLE 7 – COMPTES-RENDUS D'ACTIVITÉ ET FINANCIER

Le chef de file présentera annuellement au comité de pilotage un rapport d'activité pour approbation.

L'exécuteur budgétaire présentera annuellement au comité de pilotage un rapport financier, validé au préalable avec le chef de file, pour approbation.

ARTICLE 8 – ASPECTS FINANCIERS

8.1 - Modalité de versement

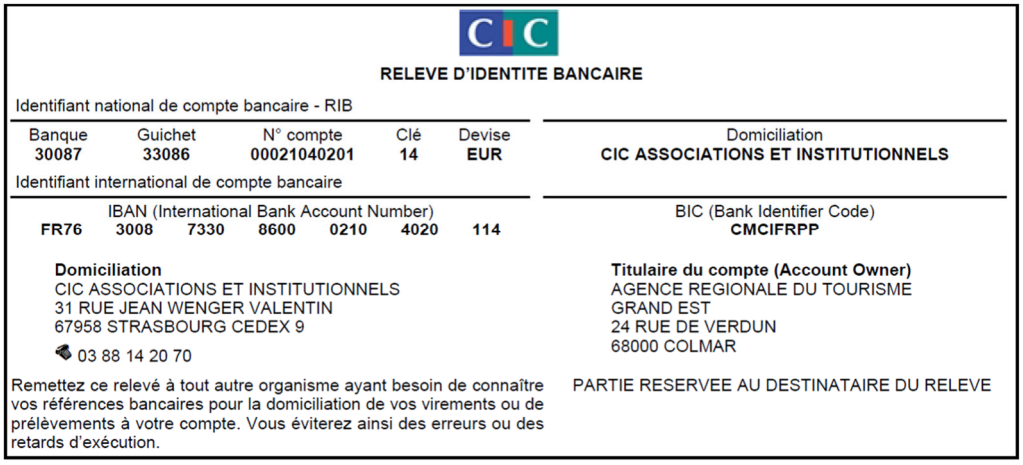
Le partenaire verse sa contribution annuelle selon les modalités définies à l'article 6.2 en une seule fois, suite à l'émission d'une facture par l'exécuteur budgétaire au début de chaque année. La facture est transmise via le portail de service Chorus Pro.

Le partenaire fournira à l'Agence régionale du Tourisme Grand Est l'ensemble des informations nécessaires pour la mise en place de la facturation.

Le partenaire peut procéder ou faire procéder, par toute personne habilitée, après information au chef de file, au contrôle au sein de la résidence administrative de l'exécuteur budgétaire, de la mise en œuvre du plan d'actions et de l'emploi des fonds correspondants, notamment par l'accès des documents administratifs, juridiques et comptables.

8.2 - Domiciliation des paiements

Le versement du partenaire sera effectué au compte ouvert au nom de l'Agence régionale du Tourisme Grand Est :



RELEVE D'IDENTITE BANCAIRE

Identifiant national de compte bancaire - RIB

Banque	Guichet	N° compte	Clé	Devise	Domiciliation
30087	33086	00021040201	14	EUR	CIC ASSOCIATIONS ET INSTITUTIONNELS

Identifiant international de compte bancaire

IBAN (International Bank Account Number)
FR76 3008 7330 8600 0210 4020 114

BIC (Bank Identifier Code)
CMCIFRPP

Domiciliation
CIC ASSOCIATIONS ET INSTITUTIONNELS
31 RUE JEAN WENGER VALENTIN
67958 STRASBOURG CEDEX 9

03 88 14 20 70

Titulaire du compte (Account Owner)
AGENCE REGIONALE DU TOURISME
GRAND EST
24 RUE DE VERDUN
68000 COLMAR

Remettez ce relevé à tout autre organisme ayant besoin de connaître vos références bancaires pour la domiciliation de vos virements ou de prélèvements à votre compte. Vous éviterez ainsi des erreurs ou des retards d'exécution.

PARTIE RESERVEE AU DESTINATAIRE DU RELEVE

Le paiement devra mentionner le libellé « Contribution Comité d'itinéraire V52" pour l'année (*à préciser)*".

ARTICLE 9 – AJUSTEMENT DU PLAN D'ACTIONS EN CAS DE DÉFAILLANCE DU PARTENAIRE OU DE PARTENAIRE SUPPLÉMENTAIRE

En cas de non-versement par le partenaire de sa contribution, il pourra être considéré que celui-ci se retire du projet. Dans ce cas, le chef de file et l'exécuteur budgétaire proposent via le Comité de Pilotage un nouveau plan d'actions pour tenir compte de la baisse des recettes et réduire en proportion l'ampleur de certaines actions du plan d'actions.

En cas de désengagement d'un partenaire après versement de sa contribution, son financement du plan d'actions pour l'année visée sera réputé acquis et ne pourra pas lui être reversé.

En cas d'entrée d'un nouveau partenaire financeur en cours de convention triennale, il appartient au chef de file et à l'exécuteur budgétaire d'ajuster le plan d'actions et le plan de financement pour tenir compte de cette participation supplémentaire. Une convention est alors conclue entre le chef de file, l'exécuteur budgétaire et le nouveau partenaire, selon les mêmes conditions que les autres pouvoirs adjudicateurs, permettant de préserver la stabilité des engagements, la clarté des responsabilités et la conformité aux exigences de transparence et d'égalité de traitement.

ARTICLE 10 – PROPRIÉTÉ DES ÉTUDES DE LA MARQUE

L'ensemble des travaux produits seront **propriété partagée** de l'ensemble des partenaires membres du comité d'itinéraire. A ce titre, le chef de file s'engage à fournir tous les documents utiles à chacun des partenaires.

Le chef de file s'engage à procéder au dépôt auprès de l'INPI de la marque choisie collégialement pour nommer la V52.

ARTICLE 11 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, sous réserve de l'absence de modification de l'économie générale de la convention. Celui-ci précisera les éléments modifiés mais qui ne pourront remettre en cause les opérations définies à l'article 1er.

ARTICLE 12 – RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La présente convention de partenariat pourra être renouvelée pour **3 ans** selon des termes identiques sur décision du comité de pilotage et après accord explicite de tous les partenaires avant le terme de la présente convention.

ARTICLE 13 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La mise en œuvre des dispositions visées à l'article 9 précité entraînera la résiliation de plein droit et sans indemnité de la présente convention pour ce qui concerne le partenaire défaillant, sauf cas de force majeure.

Est considéré comme cas de force majeure tout événement échappant au contrôle des parties, qui remplit simultanément les conditions suivantes :

- **Imprévisibilité** : L'événement ne pouvait être raisonnablement prévu au moment de la conclusion de la présente convention. Il s'agit d'un fait ou d'une circonstance dont la survenance est exceptionnelle et ne pouvait être anticipée par une partie diligente.
- **Irrésistibilité** : L'événement est insurmontable et ses effets ne peuvent être évités ou surmontés par des mesures appropriées, malgré tous les efforts raisonnablement possibles des parties.
- **Extériorité** : L'événement est extérieur aux parties, c'est-à-dire qu'il ne résulte ni d'une faute, ni d'une négligence, ni d'une action ou omission imputable à l'une des parties.

En cas de non-respect des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties, avec un préavis d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

Le partenaire pourra également résilier la convention, sans préavis ni indemnités, s'il apparaît que le chef de file et l'exécuteur budgétaire ont fait des déclarations fausses ou incomplètes pour obtenir la contribution du partenaire prévue dans la présente convention.

ARTICLE 14 : LITIGES

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quels qu'en soient la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations aux fins de résoudre tout différend.

A défaut de règlement amiable, le tribunal administratif de Strasbourg sera seul compétent pour connaître du contentieux.

Fait à, le , en trois exemplaires.

Pour le partenaire,

(Signature et cachet de l'organisme)

Pour la Région Grand-Est,

(Signature et cachet de l'organisme)

Pour l'Agence régionale du Tourisme Grand Est,

Henry LEMOINE, Président
(Signature et cachet de l'organisme)

39

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

ADIRA : subvention de fonctionnement pour l'exercice 2026.

Numéro E-2026-592

L'ADIRA, agence de développement économique, contribue au développement de l'économie et de l'emploi en Alsace.
Depuis 2023, l'ADIRA a mis en place de nouveaux statuts, une nouvelle gouvernance et une nouvelle répartition des financements. Une convention d'objectifs partenariale entre l'EMS et l'ADIRA est définie pour la période 2024-2026.

Cette convention s'articule autour de 7 engagements :
1. se connaître, se faire connaître, se faire confiance,
2. renforcer la résilience de notre métropole face aux crises multiples,
3. expérimenter, innover et transformer durablement le territoire,
4. faire du numérique et de la donnée des accélérateurs de la transition écologique et sociale,
5. développer les compétences et l'accès à un emploi pérenne pour tous,
6. favoriser les dynamiques économiques inclusives sur tout le territoire,
7. garder le cap collectif pour suivre les transitions du territoire.

La convention actuelle arrive à échéance en fin d'année, et une nouvelle sera élaborée pour 2027.

Sur la base de la convention d'objectifs, notamment l'article 2 point 1 relatif à la participation aux salons professionnels, il est demandé cette année à l'ADIRA d'accompagner l'Eurométropole de Strasbourg dans sa communication presse autour de sa participation au SIMI 2026, et globalement sur l'attractivité du territoire.
Il est donc proposé au Conseil de reconduire le montant de la subvention de fonctionnement 2025, soit 322 303 €.

À noter, conformément aux accords de Matignon, la répartition des financements de l'association est établie de manière suivante :
- 20% bloc EPCI,
- 40% CeA,
- 40% Région Grand Est.

Au titre du bilan économique 2025 de l'accompagnement ADIRA sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg (rapport d'activité de fin 2025), il est à noter :

- 62 projets accompagnés au cours de l'année,
- environ 326 M€ investis par les entreprises,
- 366 personnes embauchées dans des emplois nouveaux,
- suivi en tant que référent de proximité pour le compte de la RGE de 104 de comptes clés sur l'EMS, tous rencontrés en 2025,
- 76 entreprises labellisées Alsace Excellence sur l'EMS (+8 entreprises en 2025),
- task force automobile : actions de reclassement, job dating Dumarey et Novares.

Ce bilan s'accompagne en outre d'actions de communication et d'animation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *l'attribution d'une subvention de 322 303 € à l'ADIRA au titre du fonctionnement général de l'association pour l'exercice 2026 dans les conditions et modalités précisées par la convention financière,*

- *l'imputation de cette dépense sur la ligne budgétaire 632-65748-PROG 8011-DU02B dont le disponible avant la présente séance du Conseil est de 322 303 € ;*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer la convention financière 2026 susvisée, ainsi que les éventuels avenants, et tous les actes concourant à l'exécution de la présente délibération.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212041-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Attribution de subvention

Délibération Conseil de l'Eurométropole
du vendredi 9 octobre 2026

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé N-1	Montant proposé
ADIRA	Subvention générale de fonctionnement Exercice 2026	322 303 €	322 303 €	322 303 €
TOTAL		322 303 €	**322 303 €**	**322 303 €**

Strasbourg.eu
eurométropole

40

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Centenaire du Port Autonome de Strasbourg : attribution d'une subvention.

Numéro E-2026-573

Du 23 au 26 septembre 2026, le Port autonome de Strasbourg (PAS) a célébré son centenaire au cours d'une manifestation d'envergure organisée sur quatre journées. Cet anniversaire a constitué l'occasion de mettre en lumière le rôle historique et stratégique du port dans le développement économique du territoire, tout en projetant celui-ci dans les grandes transitions qui redessinent aujourd'hui les systèmes portuaires et logistiques. Le développement de l'écologie industrielle avec une ambition modèle en Europe est un des atouts majeurs du Port autonome de Strasbourg qui a pu être mis en avant auprès de l'ensemble des autorités portuaires du continent au cours de cet événement.

Les deux premières journées, les mercredi 23 et jeudi 24 septembre, ont été consacrées au développement économique, autour de trois temps forts :

- les Assises du Port du Futur, rendez-vous structurant à rayonnement national et international, réunissant acteurs institutionnels, ports français et européens, entreprises, chercheurs, experts et représentants du monde académique. Il s'agissait des premières assises de ce type organisées au sein d'un port fluvial,
- le forum emploi et formation, dédié aux étudiants, jeunes diplômés, personnes en reconversion et demandeurs d'emploi, mettant en valeur un panel diversifié de métiers, avec un focus particulier sur les filières portuaires, logistiques, industrielles et énergétiques du territoire,
- le village des entreprises et des partenaires : stands, démonstrateurs et rencontres BtoB, favorisant les échanges entre acteurs économiques du territoire,
- la journée du vendredi 25 septembre a été dédiée au séminaire du centenaire (tables rondes, témoignages et ateliers), consacré au bilan et aux perspectives du port à l'horizon des prochaines décennies.

La journée du samedi 26 septembre a été plus particulièrement tournée vers le grand public, en proposant des conférences inspirantes, des visites, des balades en bateau ainsi que des événements et animations gratuits et accessibles, permettant aux habitants de découvrir le port, ses métiers, ses innovations et ses enjeux contemporains.

Les soirées ont par ailleurs été animées par des visites en bateau des ports de Kehl et de Strasbourg, l'inauguration de la gare fluviale, ainsi que des dîners, concerts et

spectacles.
Ces différents temps forts permettent de réunir un large public, mobilisant tant les acteurs économiques et institutionnels que les habitants du territoire.

Cet événement positionne Strasbourg comme un pôle majeur de réflexion, à l'échelle nationale et européenne, sur les grandes transitions à l'œuvre dans les systèmes portuaires et logistiques : innovation, mobilités décarbonées, transition énergétique, multimodalité, interface port/ville et développement économique durable.

L'Eurométropole de Strasbourg a été sollicitée pour participer à l'organisation de cet événement au titre :
- du forum de l'emploi et de la formation, par un appui technique et partenarial,
- du village des entreprises et des partenaires, par une présence sur le stand valorisant les différentes thématiques portées par la collectivité en lien avec le port,
- de la représentation politique, lors des différents temps forts de la manifestation,
- du soutien financier, dans une logique de cofinancement public visant à soutenir le développement économique portuaire, l'emploi et la formation, l'innovation, les transitions énergétiques et les mobilités décarbonées.

Le montant prévisionnel des dépenses s'élève à 804 570 € HT.

La participation sollicitée auprès de l'Eurométropole de Strasbourg s'établit à 40 000 € HT. L'autofinancement du Port autonome de Strasbourg s'élève à 694 570 € HT, le solde étant financé par d'autres partenaires également sollicités, parmi lesquels la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) et l'Agence de l'eau.

Compte tenu de l'intérêt de cette manifestation pour l'attractivité et le développement économique du territoire, il est proposé au conseil d'accorder au Port autonome de Strasbourg une subvention de 40 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'attribution d'une subvention de 40 000 € au Port Autonome de Strasbourg, 1 rue du Port du Rhin à Strasbourg,

décide

l'imputation de cette dépense sur la ligne budgétaire DU02B - 8189 – 65748 dont le montant disponible avant la présente séance du Conseil est de 40 000 €,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer la convention financière afférente

et tous les actes concourant à l'exécution de la présente délibération.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211320-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

41

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Subventions commerce et artisanat.

Numéro E-2026-594

L'Eurométropole de Strasbourg apporte son soutien à l'artisanat et aux commerces de proximité afin de conforter et de dynamiser les activités locales et durables, de consolider et développer des emplois de qualité, et de contribuer à la transition écologique et sociale du territoire. C'est en ce sens qu'il est proposé de soutenir et de reconduire les subventions suivantes :

Que Choisir Ensemble (ex Union Fédérale des Consommateurs du Bas-Rhin – Que Choisir)	**4 000 €**

Le 22 avril 2026, le mouvement UFC-Que Choisir, créé en 1951, a changé de dénomination pour devenir Que Choisir Ensemble. L'association locale de Strasbourg, créée en 1976, compte 1 502 adhérents (fin 2025). Indépendante de tout intérêt et de tout pouvoir autres que ceux des consommateurs, elle a notamment pour objet de promouvoir et d'appuyer les actions des consommateurs et usagers afin de garantir la reconnaissance et le respect de leurs droits ainsi que la défense de leurs intérêts.

L'association intervient sur plusieurs volets. Dans le Bas-Rhin, une trentaine d'enquêteurs participent aux campagnes de la fédération (relevés de prix, opérations de « client mystère »). Le pôle Santé, créé en 2022, a mobilisé en 2025 dix bénévoles au sein des commissions des usagers de huit hôpitaux et cliniques, pour une activité équivalant à 0,9 emploi à temps plein, portant sur le traitement des plaintes des patients et la vigilance sur la qualité et l'accès aux soins. Le pôle Énergies, créé en 2023, produit une analyse mensuelle des offres locales et une assistance juridique dédiée. Des bénévoles siègent par ailleurs dans les instances de démocratie locale (CCSPL, CDAC, comité de surendettement, CLT3P, etc.), et les actions « Hors les Murs »,
les « Rendez-vous Conso », ont réuni les consommateurs lors de quatorze sessions en 2025 autour d'une consommation responsable et durable.

Il est ainsi proposé de reconduire le soutien de l'Eurométropole de Strasbourg au budget de fonctionnement de l'association à hauteur de 4 000 €. Le financement prévisionnel de l'association inclut par ailleurs une subvention de 5 000 € de l'État.

Corporation des Brasseries Artisanales d'Alsace	**20 000 €**

La filière brassicole artisanale alsacienne traverse une période particulièrement délicate. Composée majoritairement de TPE et de PME, elle subit la hausse des coûts de production, l'évolution rapide des modes de consommation et une concurrence accrue des grands groupes industriels. Ces tensions fragilisent des entreprises qui contribuent pourtant activement à la vitalité économique locale, à l'emploi, au développement des circuits courts ainsi qu'au rayonnement du patrimoine brassicole et touristique du territoire.

Dans ce contexte, la Corporation des brasseries artisanales d'Alsace, qui rassemble vingt-deux brasseries indépendantes dont plusieurs implantées sur le territoire de l'Eurométropole, telles que Perle, Bendorf, Storig ou la Brasserie des 3 Mâts, joue un rôle structurant d'animation de filière. Elle promeut les savoir-faire artisanaux, valorise les productions locales et sensibilise le grand public aux spécificités de la bière artisanale, notamment à travers des événements fédérateurs comme la Semaine de la bière artisanale d'Alsace, les portes ouvertes des brasseries ou les opérations de découverte du patrimoine brassicole. Au-delà de la promotion, elle accompagne ses adhérents dans les mutations économiques, énergétiques et environnementales auxquelles ils sont confrontés, et favorise les collaborations entre artisans, restaurateurs, commerçants et acteurs du tourisme.

Pour l'année 2026, la Corporation sollicite le soutien de l'Eurométropole de Strasbourg au titre de ses actions de promotion, de valorisation et de structuration de la filière : organisation de manifestations renforçant l'attractivité touristique et gastronomique du territoire, actions de formation et de sensibilisation aux attentes des consommateurs, et étude des conditions de mise en place d'une filière locale ou régionale de réemploi des emballages. Par ce soutien, la collectivité entend préserver la diversité de son tissu économique et accompagner une filière artisanale emblématique, créatrice d'emplois locaux, porteuse d'un savoir-faire reconnu et engagée dans des circuits de production plus durables.

Il est ainsi proposé le soutien de l'Eurométropole de Strasbourg à hauteur de 20 000 €, qui fera l'objet d'un versement en deux fois.

Union des Corporations Artisanales 67 (UCA67)	**16 000 €**

L'artisanat constitue l'un des premiers employeurs de proximité. Chaque entreprise artisanale contribue à l'emploi local, à la vitalité des centres-villes, à la transmission des savoir-faire, à la formation des jeunes, à l'attractivité touristique et à la transition écologique grâce aux circuits courts et à une production locale. Ces entreprises sont toutefois confrontées à des mutations profondes : difficultés de recrutement, transition numérique, intelligence artificielle, évolution des attentes des consommateurs, transition environnementale, renouvellement des générations et diminution du bénévolat au sein des organisations professionnelles.

Face à ces défis, l'Union des Corporations Artisanales du Bas-Rhin (UCA67) joue un rôle structurant d'animation. Elle promeut et valorise l'activité de sept corporations de métiers

de droit local (pâtissiers, bijoutiers-horlogers, prothésistes dentaires, tapissiers décorateurs, brasseries artisanales, métiers de la mode et maîtres ramoneurs du Bas-Rhin) en leur apportant les moyens humains et techniques nécessaires à des actions de proximité, d'accompagnement et de coopération.

Cette animation se déploie autour de quatre dispositifs : le Chalet des Artisans, espace de rencontre entre artisans et grand public pendant le Marché de Noël de Strasbourg, occupé en rotation par les corporations ; les Rendez-vous des Transitions Artisanales, consacrés aux grandes mutations du secteur (intelligence artificielle, cybersécurité, recrutement, transition écologique, responsabilité sociétale) pour aider les artisans à anticiper les évolutions et renforcer leur compétitivité ; Cœur de Saison, opération annuelle de valorisation des produits locaux, consacrée en 2026 à la Quetsche d'Alsace, associant artisans, producteurs et grand public autour de la saisonnalité, des circuits courts et du patrimoine gastronomique ; et les Ateliers des Conjoints Collaborateurs, programme d'accompagnement destiné à renforcer la pérennité des entreprises (protection sociale, transmission, outils numériques, organisation administrative, équilibre entre vie professionnelle et personnelle).

En agissant ainsi comme un levier de développement économique, de cohésion sociale et d'attractivité territoriale, l'UCA67 apporte une meilleure visibilité aux artisans du territoire. C'est à ce titre qu'il est proposé de l'accompagner à hauteur de 16 000 €, dont 5 000 € destinés à soutenir l'action de promotion au sein du Marché de Noël.

La Collectivité européenne d'Alsace et la Chambre de métiers d'Alsace ont chacune été sollicitées à hauteur de 6 800 €.

Association 60 000 rebonds Grand Est	**5 000 €**

En 2025, la France a connu son plus haut niveau de défaillances d'entreprises depuis une vingtaine d'années, avec près de 70 000 cas, soit une hausse de plus de 3 % par rapport à 2024, année qui constituait déjà un record. La région n'échappe pas à cette tension : 4 439 entreprises y ont fait l'objet d'un redressement ou d'une liquidation, chiffre proche du maximum relevé sur la décennie, dont 1 012 dans le seul département du Bas-Rhin. Tous les secteurs sont touchés, des TPE et PME aux grandes entreprises, la sinistralité demeurant particulièrement élevée dans la construction, le commerce, les services aux entreprises ainsi que l'hôtellerie et la restauration.

Face à ce contexte, l'association 60 000 rebonds joue un rôle d'accompagnement de proximité. Reconnue d'intérêt général à caractère social, elle accompagne, personnellement et professionnellement, les entrepreneurs et chefs d'entreprise dont l'activité a fait l'objet d'une cessation ou d'une liquidation judiciaire, vers un nouveau projet, entrepreneurial ou salarial, tout en contribuant à faire évoluer le regard de la société sur l'échec.

Son dispositif, à la fois personnel et professionnel, affiche près de 90 % de réussite : 33 % des bénéficiaires s'orientent vers le « ré-entreprendre », 67 % vers le salariat. La qualité de cet accompagnement bénéficie de la confiance des mandataires judiciaires et des professionnels de la liquidation, et mobilise de nombreux bénévoles attachés aux valeurs

de solidarité, d'engagement et de bienveillance. En permettant à ces entrepreneurs de se reconstruire parmi lesquels de nombreux talents et expertises, 40 % âgés de 50 à 60 ans et 12 % de 60 à 70 ans, l'association en fait de nouveaux acteurs de la création de richesse et d'emploi, dont les témoignages, partagés dans les écoles, les entreprises et les associations, nourrissent un regard renouvelé sur l'esprit d'entreprendre.

L'antenne régionale, 60 000 rebonds Grand Est, basée à Strasbourg, fédère une centaine de bénévoles pour accueillir, conseiller et accompagner les entrepreneurs de la région.

Son ancrage métropolitain est fort : 15 % des entrepreneurs accompagnés proviennent de Strasbourg et de l'Eurométropole, la moitié sont rattachés à l'antenne strasbourgeoise depuis la création de l'association Grand Est, 60 % des bénévoles en sont issus, et l'ensemble des entrepreneurs de Champagne-Ardenne y sont rattachés en distanciel. Face à des besoins croissants, l'association manque toutefois de moyens : la stabilisation de son fonctionnement et le mécénat de compétences génèrent des dépenses supplémentaires, tandis que le déploiement envisagé de son dispositif sur les trois prochaines années conditionne le maintien d'un accompagnement de qualité.

L'action de l'association contribuant à plusieurs titres à une économie porteuse de sens, il est proposé de soutenir 60 000 rebonds à hauteur de 5 000 €.
La Région Grand Est l'accompagne à hauteur de 18 000 € sur ses fonds européens ; par ailleurs, 51 000 € ont été attribués au titre du programme FSE relatif au soutien à l'emploi, instruit par l'Eurométropole.

Réseau Excellence EPV Grand Est (association régionale des Entreprises du Patrimoine Vivant).	**4 000 €**

Il est proposé d'apporter un premier soutien à une initiative portée par le Réseau Excellence EPV Grand Est (association régionale des Entreprises du Patrimoine Vivant).

Intitulée « Les savoir-faire d'exception », cette manifestation se tiendra les 19 et 20 septembre 2026 à l'Aubette, dans le cadre des Journées européennes du patrimoine. Elle vise à faire découvrir au grand public les entreprises labellisées EPV du Grand Est, leurs métiers, leurs techniques et leurs productions, à travers une exposition dédiée, la présence des artisans et dirigeants, des démonstrations de gestes professionnels illustrant des savoir-faire rares, la présentation de réalisations emblématiques et des temps d'échange autour de l'histoire des entreprises, de leur ancrage territorial et de la transmission des savoir-faire.

Au-delà de l'exposition, l'événement constitue un véritable outil de rayonnement pour Strasbourg.

Programmé lors d'un week-end de forte fréquentation, il attire un public sensible aux métiers d'art, valorise les entreprises labellisées auprès des visiteurs français et étrangers comme des professionnels, et met en réseau les entreprises artisanales et industrielles d'excellence avec les acteurs culturels et touristiques, renforçant ainsi les liens entre patrimoine, artisanat, création contemporaine et tourisme. Il s'inscrit pleinement dans la stratégie de valorisation du patrimoine matériel et immatériel portée par les Journées européennes du patrimoine.

À ce titre, il est proposé de soutenir le Réseau Excellence EPV Grand Est à hauteur de 4 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *le versement des contributions suivantes :*

Union Fédérale des Consommateurs du Bas-Rhin – Que Choisir	*4 000 €*
Corporation des Brasseries Artisanales d'Alsace.	*20 000 €*
Union des Corporations Artisanales 67 (UCA67).	*16 000 €*
60 000 rebonds Grand Est	*5 000 €*
Réseau Excellence EPV Grand Est (association régionale des Entreprises du Patrimoine Vivant)	*4 000 €*

décide

- *d'imputer la dépense, soit 44 000 €, sur la ligne budgétaire DU02F-8013-65748-632 dont le disponible avant le présent Conseil est de 76 000 €,*
- *d'attribuer à l'UCA67 une subvention de 5 000 € et d'imputer cette dépense, sur la ligne budgétaire DU02N-8133-65748-632, dont le disponible avant le présent Conseil est de 5 000 €,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer la décision d'attribution nécessaire ou convention de financement afférente, et à accomplir tout acte concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212096-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Attribution de subventions liées à la promotion du commerce et de l'artisanat
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant alloué pour l'année n-1	Montant proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 09 octobre 2026
Que Choisir ensemble (ex UFC Que Choisir)	Fonctionnement	4 000 €	4 000 €	4 000 €
Corporations des Brasseries artisanales d'Alsace	Fonctionnement et projet	20 000 €	0	20 000 €
Union des Corporations du Bas-Rhin	Fonctionnement et Projet	16 000 €	16 000 €	16 000 €
60 000 rebonds Grand Est	Fonctionnement	10 000 €	10 000 €	5 000 €
Association des Entreprises du patrimoine Vivant Grand Est.	Projet	4 000 €	0	4 000 €
TOTAL				49 000 €

42

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Contrat triennal "Strasbourg capitale européenne" 2024-2026 : attribution de subventions.

Numéro E-2026-484

Par délibération du 31 mai 2024, le Conseil eurométropolitain a approuvé le Contrat triennal pour la période 2024-2026, ainsi que le cahier des charges relatif aux fonds Démocratie, Culture et Recherche & innovation et au dispositif Agora « Strasbourg capitale européenne ».

À l'aune de ce cadre réglementaire, la présente délibération a pour objet de soutenir une liste de projets au titre du 4e appel à projets relatif au fonds Démocratie. Ce soutien prendrait la forme de subvention de projet mobilisant des crédits de fonctionnement pour un montant cumulé de 55 500 €.

En complément, il est proposé de soutenir le fonctionnement du Centre d'Information sur les Institutions Européennes (CIIE) pour l'année 2026, tel que prévu par le Contrat triennal 2024-2026 au travers du soutien aux acteurs institutionnels et évènements phares. Pour l'exercice 2026, la contribution de l'Eurométropole de Strasbourg au budget du CIIE s'élève à 100 000 €.

Après sollicitation des instances de gouvernance du Contrat triennal, l'Eurométropole de Strasbourg propose un soutien financier, sous forme de subvention en numéraire aux actions renseignées ci-dessous :

<u>Fonds Démocratie</u>

EuropaNova *Europa Power Conference*	**20 000 €**

Europa Power est une initiative européenne portée par le think tank *EuropaNova* visant à remettre la question de la puissance au cœur du projet européen. Lancée à Strasbourg en novembre 2025, elle fédère décideurs, entreprises, experts et citoyens pour structurer un débat stratégique et formuler des propositions en faveur d'une Europe souveraine et compétitive. Cet évènement de grande ampleur veut s'inscrire dans l'écosystème strasbourgeois comme un forum pérenne de débat sur la puissance européenne. Dans la

continuité de la *Europa Power Conférence* 2025 et de l'adoption de la déclaration de Strasbourg, cette édition 2026 se tiendra sur les 21, 22 et 23 octobre prochain. Les échanges porteront sur la puissance européenne au travers six piliers parmi lesquels figurent des thématiques telles que la sécurité et la défense, la démocratie, l'état de droit, le renouveau industriel ou encore la souveraineté énergétique.

Solidarité Eau Europe *Assemblée citoyenne de l'Eau – vecteur de démocratie participative*	**5 000 €**

Ce projet articulé en trois étapes autour d'un parcours de démocratie participative vise à mobiliser 50 citoyens et experts strasbourgeois à l'automne 2026 dans le but de rédiger un protocole de participation citoyenne et actualiser la Déclaration de Strasbourg sur l'eau. Cette démarche, construite autour d'une assemblée plénière, vise à intégrer la voix des citoyens et citoyennes au sein des processus de décision liés à la gestion des ressources. En amont de la tenue de cette assemblée citoyenne, une campagne de proximité sera initiée dans les quartiers de Strasbourg afin de sensibiliser les habitants aux enjeux de l'eau et d'identifier les enjeux locaux liés à l'eau. Le projet se clôturera par la participation de 5 jeunes strasbourgeois à la Conférence des Nations Unies sur l'eau qui se tiendra à Abou Dhabi cet hiver. Ceci dans le but de présenter des recommandations visant à influencer les agendas post-2030 de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union européenne.

European Implementation Network *Les citoyennes et citoyens de Strasbourg au cœur des institutions : renforcer la compréhension et l'appropriation des processus démocratiques européens*	**7 000 €**

Le projet porté par European Implementation Network vise à renforcer la compréhension et l'appropriation des processus démocratiques européens par les citoyens de l'Eurométropole de Strasbourg. Le projet est articulé autour de deux modules. Le premier est un module universitaire avec simulation sur la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, qui sera mis en place en partenariat avec les facultés de droit du territoire. Cette première étape permettra aux étudiants de produire des contenus à visée pédagogique et à destination du grand public. Le second module consiste en la tenue d'un événement public de restitution qui sera organisé dans un lieu symbolique strasbourgeois. L'évènement présentera le fonctionnement de la Cour européenne des droits de l'homme et les travaux des étudiants.

Euradio *Journalisme et démocratie : Euradio à Strasbourg, au cœur des événements européens du territoire*	**8 500 €**

Dans la continuité du projet « *l'Académie Euradio à Strasbourg : un laboratoire pour le journalisme européen de proximité* » qui se clôturera en septembre 2026, l'association Euradio propose un nouveau projet à dimension évènementielle et pédagogique centré sur la thématique de la démocratie et des droits humains. Ce projet dénommé *Journalisme et démocratie : Euradio à Strasbourg, au cœur des événements européens du territoire* s'appuiera sur des grands évènements à résonnance européenne qui se tiendront au dernier trimestre 2026 à Strasbourg, notamment le Forum mondial de la démocratie et les Assises

européennes du journalisme. Ainsi, l'association prévoit de déployer des dispositifs éditoriaux spécifiques tels qu'une série de podcasts, des émissions spéciales et un atelier d'éducation aux médias. Ces émissions seront diffusées sur l'ensemble des antennes d'Euradio, présente dans 9 villes françaises et à Bruxelles.

GESCOD *Les réseaux régionaux français de la coopération et de la solidarité internationales à la rencontre de l'Europe*	**5 000 €**

L'opération proposée par GESCOD repose sur l'organisation des Assises des Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (RRMA), fin septembre 2026 au Lieu d'Europe à Strasbourg et qui porteront sur la thématique suivante : « *Approches territoriales du développement : regards croisés entre acteurs européens de la coopération et de la solidarité internationale* ». Ces Assises seront ouvertes à des acteurs européens, intervenants et public. Des tables rondes et ateliers permettront d'aborder les questions relatives à la promotion des valeurs européennes, de la paix et de la solidarité internationale. Le projet comporte la présentation d'une exposition portant sur l'Ukraine, des actions de sensibilisation, et deux formations pour les salariés des RRMA. Cet évènement se clôturera par la rédaction des Actes des Assises.

Association Rhénane pour la Démocratisation de la Géopolitique *Les rencontres géopolitiques de Strasbourg*	**10 000 €**

Sur le modèle des Rendez-vous de l'histoire de Blois, *les rencontres géopolitiques de Strasbourg* se tiendront sur deux jours en novembre prochain à Strasbourg. Ils ont pour vocation d'être le premier pas vers une série de manifestations d'envergure. L'évènement associera des représentants des institutions européennes installées à Strasbourg, des chercheurs, auteurs, journalistes ou grands témoins. Cette première édition sera articulée autour de : « Bluffs, provocations et mensonges : l'Europe au défi ». L'évènement sera structuré autour de conférences, débats, rencontres notamment d'un café des ambassadeurs, d'une projection-débat ainsi que d'un petit salon du livre géopolitique. Les intervenants sont issus de toute l'Europe.

Fonctionnement – CIIE

Centre d'Information sur les Institutions Européennes (CIIE) Fonctionnement – année 2026	**100 000 €**

Cette subvention vise à appuyer le fonctionnement de l'association qui mènera en 2026 de nombreuses actions. Outre la reconduction des animations ludiques et pédagogiques à destination des publics scolaires, de nouvelles activités seront proposées, notamment des journées de visites des institutions européennes à destination des collégiens et des lycéens et l'organisation de journées de formation à destination des volontaires en service civique.

Cette année verra également la création de nouveaux outils pédagogiques destinés à des publics variés, tels qu'une exposition mobile sur le quartier européen de Strasbourg, un jeu de piste numérique du quartier européen ou encore un outil multimédia qui pourra être utilisé lors des interventions du CIIE auprès d'un public adulte.

En parallèle, le CIIE poursuivra son programme d'actions auprès du grand public, via par exemple la tenue régulière de stands d'informations tout au long de l'année, des interventions dans des émissions de radios locales et la production de contenus pour les réseaux sociaux.

Dans le cadre du Contrat triennal Strasbourg capitale européenne, le CIIE est également soutenu par la Région Grand Est et la Collectivité européenne d'Alsace. En parallèle, il bénéficie de subventions de la part de la Commission européenne, de l'Agence du service civique et de l'État.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles L1611-4, L2121-29, L2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)
vu les articles 9-1 et suivants de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations
vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association
vu l'article 43 de la Loi n° 2014-58 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Territoires (dite MAPTAM)
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'attribution et versement d'une subvention de projet :

- *20 000 € en numéraire à l'association EuropaNova pour la tenue de l'édition 2026 de l'évènement « Europa Power Conference »,*
- *5 000 € en numéraire à l'association Solidarité Eau Europe pour l'organisation du projet de « l'Assemblée citoyenne de l'Eau – vecteur de démocratie participative»,*
- *7 000 € en numéraire à l'association European Implementation Network pour la tenue de l'évènement « Les citoyennes et citoyens de Strasbourg au cœur des institutions : renforcer la compréhension et l'appropriation des processus démocratiques européens »,*
- *8 500 € en numéraire à l'association euradio pour l'organisation du projet « Journalisme et démocratie : Euradio à Strasbourg, au cœur des événements européens du territoire »,*
- *5 000 € en numéraire à l'association GESCOD pour l'organisation de l'évènement « Les réseaux régionaux français de la coopération et de la solidarité internationales à la rencontre de l'Europe »,*
- *9 000 € en numéraire à l'Association Rhénane pour la Démocratisation de la Géopolitique pour l'organisation des rencontres géopolitiques de Strasbourg,*

l'attribution et versement d'une subvention de fonctionnement :

- *100 000 € en numéraire pour le fonctionnement du Centre d'Information sur les Institutions Européennes (CIIE) au titre de l'exercice 2026,*

décide

l'imputation des dépenses suivantes sur les crédits ouverts à la DREIT sous la ligne budgétaire fonction 043, nature 65748, programme 8168, activité AD06B, selon la ventilation décrite ci-dessous, et en l'absence de tout arrêté, convention ou avenant prévoyant d'autres modalités :

- *20 000 € à l'association EuropaNova selon la ventilation suivante : 75 % soit présentement 15 000 € au titre de l'exercice 2026 (acompte), 25% soit présentement 5 000 €, au titre de l'exercice 2027 (solde), sous réserve de la disponibilité des crédits à l'adoption du budget primitif 2027,*
- *5 000 € à l'association Solidarité Eau Europe selon la ventilation suivante : 75 % soit présentement 3 750 € au titre de l'exercice 2026 (acompte), 25 % soit présentement 1 250 €, au titre de l'exercice 2027 (solde), sous réserve de la disponibilité des crédits à l'adoption du budget primitif 2027,*
- *7 000 € à l'association European Implementation Network selon la ventilation suivante : 75% soit présentement 5 250 € au titre de l'exercice 2026 (acompte), 25 % soit présentement 1 750 €, au titre de l'exercice 2027 (solde), sous réserve de la disponibilité des crédits à l'adoption du budget primitif 2027,*
- *8 500 € à l'association euradio selon la ventilation suivante : 75% soit présentement 6 375 € au titre de l'exercice 2026 (acompte), 25% soit présentement 6 375 €, au titre de l'exercice 2027 (solde), sous réserve de la disponibilité des crédits à l'adoption du budget primitif 2027,*
- *5 000 € à l'association GESCOD selon la ventilation suivante : 75% soit présentement 3 750 € au titre de l'exercice 2026 (acompte), 25% soit présentement 1 250 €, au titre de l'exercice 2027 (solde), sous réserve de la disponibilité des crédits à l'adoption du budget primitif 2027,*
- *9 000 € en numéraire à l'Association Rhénane pour la Démocratisation de la Géopolitique selon la ventilation suivante : 75% soit présentement 6 750 € au titre de l'exercice 2026 (acompte), 25 % soit présentement 2 250 €, au titre de l'exercice 2027 (solde), sous réserve de la disponibilité des crédits à l'adoption du budget primitif 2027,*

décide

l'imputation des dépenses suivantes sur les crédits ouverts à la DREIT sous la ligne budgétaire 043, nature 65748, programme 8047, activité AD06B, selon la ventilation décrite ci-dessous, et en l'absence de tout arrêté, convention ou avenant prévoyant d'autres modalités :

- *100 000 € en numéraire au Centre d'Information sur les Institutions Européennes (CIIE) selon la ventilation suivante: 75 %, soit présentement 75 000 € (acompte) et 25 %, soit présentement 25 000 € (solde), au titre de l'exercice 2026,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à accomplir tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer toutes les pièces relatives

aux subventions susvisées, notamment les conventions financières et avenants y afférents.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212765-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

l'ensemble des cofinancements pour chaque projet est fourni à titre indicatif – les financements affichés, autres que ceux de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, sont susceptibles d'évolution et dans tous les cas dépendants du passage dans les assemblées délibérantes respectives des collectivités partenaires. Les bénéficiaires sont priés d'en prendre bonne note lorsqu'ils se réfèrent à cette annexe.

Avis CoTech
Fonds Démocratie

Date prévisionnelle de la fin de l'opération	Descriptif du projet	Coût total du projet (en euros)	Montant de la subvention sollicitée	Avis Cotech	Motif refus	Etat	Région	CeA	EmS	Ville	Montant de la subvention proposée
2026-10-08	de Vienne à STRASBOURG : génèse , incarnation et dynamique du projet européen; " du symbole à l'institution" célébration du centenaire de la création de l'Europe de 1926 -l'accueil des congressistes par l'ambassadrice d'Autriche et la ville de Strasbourg tables rondes sur l'origine du mouvement européen de 1926 . Un concert commémoratif une rencontre avec de jeunes chercheurs.	18 710,00 €	10 000,00 €	Défavorable	Dossier refusé en absence de consensus des signataires, en raison notamment de son caractère inéligible, le coût total du projet étant inférieur au seuil exigé par le cahier de charges.	défavorable	défavorable	défavorable	**défavorable**	**défavorable**	**- €**
2026-10-23	Europa Power est une initiative européenne portée par EuropaNova visant à remettre la question de la puissance au cœur du projet européen. Lancée à Strasbourg, elle fédère décideurs, entreprises, experts et citoyens pour structurer un débat stratégique et formuler des propositions en faveur d'une Europe souveraine et compétitive.	400 000,00 €	180 000,00 €	Favorable	N/C	abstention	90 000,00 €	10 000,00 €	**20 000,00 €**	**20 000,00 €**	**140 000,00 €**
2026-11-22	La Bibliothèque idéale des mondes juifs proposera à Strasbourg un rendez-vous littéraire, culturel, européen et citoyen autour de la richesse des cultures juives. Auteurs, chercheurs et artistes y feront dialoguer littérature, mémoire, langues, transmission, édition et liberté intellectuelle, dans un esprit d'ouverture, de débat et de circulation des idées.	62 500,00 €	50 000,00 €	Favorable	N/C	**20 000,00 €**	5 000,00 €	20 000,00 €	**- €**	**5 000,00 €**	**50 000,00 €**
2027-06-30	A Saint-Guillaume, en partenariat avec les Bibliothèques Idéales, René Letzgus (cinéma VOX) et les Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe, est organisé un cycle de 5 projections cinématographiques. Des films qui ont été censurés dans leur pays en raison de leur engagement en faveur de la démocratie, des droits humains, et d'inclusion. Chaque film sera modéré.	34 500,00 €	20 000,00 €	Défavorable	Dossier refusé en absence de consensus des signataires, en raison notamment de son caractère inéligible au fonds Démocratie (caractère culturel).	défavorable	défavorable	défavorable	**défavorable**	**défavorable**	- €
2026-12-31	L'Opération EUROTY 360 vise à réduire les inégalités linguistiques et cognitives liées à la verbalisation des nombres, en expérimentant un code verbal universel appliqué aux montants en euros. Le projet renforce l'accessibilité du langage mathématique et l'inclusion de 360 élèves en situation de vulnérabilité dans 30 écoles ULIS de l'Eurométropole de Strasbourg.	18 000,00 €	18 000,00 €	Défavorable	Dossier refusé en absence de consensus des signataires, en raison notamment de son caractère inéligible.	défavorable	défavorable	défavorable	**défavorable**	**défavorable**	- €
2027-01-31	Ladies in Europe est un projet promouvant les droits humains et l'égalité femmes-hommes. À Strasbourg, des personnalités européennes inspirantes partageront leurs savoirs via conférences, ateliers et contenus numériques. Ouvert à tous, il encourage réflexion, inclusion et engagement citoyen. Deux sessions prévues en octobre 2026 et janvier 2027.	94 620,00 €	15 000,00 €	Défavorable	Dossier refusé en absence de consensus des signataires, en raison notamment de son caractère inéligible au fonds Démocratie (caractère culturel).	défavorable	défavorable	défavorable	**défavorable**	**défavorable**	- €
2027-02-15	L'assemblée citoyenne de l'eau crée un ascenseur démocratique entre les quartiers de Strasbourg et l'ONU. Ce projet réunit 50 citoyens et experts pour établir un protocole de participation réplicable et actualiser la Déclaration de Strasbourg. En liant action locale et plaidoyer international, Strasbourg s'inscrit comme un hub de diplomatie citoyenne de l'eau.	28 300,00 €	15 000,00 €	Favorable	N/C	défavorable	5 000,00 €	défavorable	**5 000,00 €**	**5 000,00 €**	**15 000,00 €**
2027-01-30	6 représentations d'un spectacle parlant de l'Europe, mêlant paroles du public, citations et chants (hymnes engagés, chants traditionnels et hymne européen...) Ce spectacle multilingue illustre la richesse culturelle de l'Europe et incarne la devise européenne « Unis dans la diversité » Un projet artistique et citoyen, fédérateur, où l'art devient le vecteur d'une Europe vivante.	25 328,00 €	15 000,00 €	Défavorable	Dossier refusé en absence de consensus des signataires, en raison notamment du dégré de maturité du projet concernant son impact vis-à-vis des objectifs du Fonds démocratie.	défavorable	défavorable	défavorable	**défavorable**	**défavorable**	- €
2026-12-31	Le MAN organise un colloque international à Strasbourg les 13 et 14 novembre 2026 sur la défense civile non-violente. Il réunira des acteurs européens et internationaux issus de milieux variés pour croiser apports théoriques et expériences de terrain. Environ 150 participants sont attendus, avec des échanges traduits en français et en anglais.	87 340,00 €	30 000,00 €	Défavorable	Dimension européenne non averée et absence de consensus entre partenaires	défavorable	défavorable	défavorable	**défavorable**	**défavorable**	- €
2027-02-28	Le projet vise à renforcer la compréhension et l'appropriation des processus démocratiques européens par les citoyens de l'Eurométropole de Strasbourg. Articulée autour d'un module universitaire avec simulation sur la mise en œuvre des arrêts de la CEDH et d'un événement public de restitution, l'initiative crée un lien entre savoir académique et participation citoyenne.	45 950,00 €	34 462,00 €	Favorable	N/C	défavorable	5 462,00 €	15 000,00 €	**7 000,00 €**	**7 000,00 €**	**34 462,00 €**
2026-12-31	Euradio souhaite s'adosser aux événements à résonance européenne qui vont marquer l'agenda du dernier trimestre 2026 à Strasbourg, pour produire un contenu éditorial et pédagogique centré sur la démocratie et les droits humains. Euradio se mobilisera à travers un dispositif spécifique en trois volets : série de podcasts, émissions spéciales et atelier d'éducation aux médias.	26 260,00 €	20 000,00 €	Favorable	N/C	**11 500,00 €**	favorable	défavorable	**8 500,00 €**	**favorable**	**20 000,00 €**
2026-10-30	L'opération repose sur l'organisation des Assises des RRMA, le 29/09/2026 au Lieu d'Europe, ouvertes à des acteurs européens, avec tables rondes et ateliers sur les valeurs européennes, la paix et la solidarité internationale. Le projet comporte la présentation d'une exposition, des actions de sensibilisation, et deux formations pour les salariés des RRMA et la diffusion des actes.	63 118,00 €	47 290,00 €	Favorable	N/C	**25 000,00 €**	12 290,00 €	défavorable	**5 000,00 €**	**5 000,00 €**	**47 290,00 €**
2026-12-31	Diffuser la culture et les réflexions géopolitiques auprès du grand public de Strasbourg.	43 504,00 €	29 079,00 €	Favorable	N/C	défavorable	défavorable	10 000,00 €	**10 000,00 €**	**9 000,00 €**	**29 000,00 €**
2026-11-25	Un séminaire de plaidoyer axés sur la paix et la résolution des conflits de cinq jours à Strasbourg destiné à 21 jeunes militants israéliens, palestiniens et européens (novembre 2026). Les jours 1 à 4 seront consacrés au renforcement des capacités et à l'étude du modèle européen d'intégration, illustré par l'exemple de la cosmopolite ville de Strasbourg. Le cinquième jour se terminera par des rencontres de haut niveau au Parlement européen et auprès des institutions locales afin de présenter la « Charte fédérale » commune, qui prône des solutions fédéralistes pour le conflit au Moyen Orient inspirées de l'expérience européenne de la paix à travers des institutions partagées. Le projet permettra de créer des liens durables entre les acteurs de terrain œuvrant pour la paix et les parties prenantes françaises et européennes, ainsi qu'entre les jeunes de Strasbourg et ceux de ses villes jumelées en Palestine et en Israël.	29 200,00 €	23 200,00 €	Favorable	N/C	défavorable	**11 600,00 €**	défavorable	**- €**	**11 600,00 €**	**23 200,00 €**
TOTAL		**977 330,00 €**	**507 031,00 €**			**56 500,00 €**	**129 352,00 €**	**55 000,00 €**	**55 500,00 €**	**62 600,00 €**	**358 952,00 €**

43

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Redevance d'occupation d'une dépendance du domaine public pour l'exploitation d'un café-restaurant de la Médiathèque André Malraux.

Numéro E-2026-685

La Médiathèque André Malraux dispose, au rez-de-chaussée de l'établissement, d'un espace café-restaurant composé d'un bar, d'un office et d'une surface d'environ 90m², aménagée de 16 tables, pouvant accueillir 64 personnes.

Depuis 2008, il y est proposé une petite restauration du type assiette froide ou plat du jour ainsi que des boissons chaudes ou froides.

La convention d'occupation du domaine public qui s'y rattache a été résiliée en raison d'un déficit d'activité du précédent occupant, lié à son offre de plus en plus réduite, et de ce fait non satisfaisante pour les usagers de la médiathèque André Malraux.

Il est nécessaire de conclure un nouveau contrat confiant l'animation de cet espace à un exploitant après mise en concurrence.

Aux termes de l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, l'occupation privative du domaine public donne lieu au versement d'une redevance.

Ainsi, en contrepartie de l'utilisation et de l'exploitation des locaux qui lui seront attribués, l'occupant devra verser à l'Eurométropole de Strasbourg une redevance annuelle comprenant une part fixe correspondant à la valeur d'usage du local, et une part variable qui est fonction des avantages retirés de l'exploitation.

Le montant de la part fixe liée au précédent contrat avait été approuvé par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 20 avril 2018 à hauteur de 1 250 € par an, et ce, compte tenu des contraintes qui pesaient sur l'exploitation du site.

Ce montant de la part fixe n'ayant pas été mis à jour depuis 2010, il est proposé de l'actualiser, en s'appuyant sur la valeur locative cadastrale qui représente le niveau de loyer annuel théorique du local, avec les composants suivants :

1) **La surface pondérée** répartie entre la surface principale et les surfaces secondaires couvertes et non couvertes et de stationnement **est de 99 m².**

2) Le tarif en euros TTC/m²/an de la catégorie d'appartenance du local au sein de ce secteur locatif de l'année 2024 qui résulte :
   - de la catégorie d'appartenance du local (magasin, bureau, hôtel…) parmi les 39 catégories existantes : le local est classé en catégorie MAG2 (magasin sans accès direct à la rue),
   - du secteur locatif dans lequel le local est situé : secteur 4.
3) L'application d'une décote de 60 % au montant de la valeur locative est également proposée, en raison :
   - des contraintes horaires imposées à l'occupant : les horaires d'ouverture sont conditionnés par ceux de l'ouverture de la médiathèque au public, car le local ne bénéficie pas d'entrée indépendante,
   - de l'interdiction de vente de boissons alcoolisées.

Selon les éléments précités, le montant objectivé de la redevance est le suivant :

Redevance annuelle = 137,5 X 99 X 0,4 = 5 445 € TTC

Ce montant annuel sera révisé de plein droit au 01/01 de chaque année. La révision sera fonction de l'Indice National des Prix à la Consommation (IPC, hors tabac) publié par l'INSEE. La valeur de base de l'indice retenue pour la fixation de la redevance fixe est la valeur de l'indice de juillet 2026, appelée Izéro. Pour chaque révision à venir, cette valeur d'indice sera comparée à celle de juillet de l'année précédente, appelée In-1.

Part fixe année n=1 x In-1/In

La part variable de la redevance sera proposée par les candidats à la mise en concurrence et exprimée en pourcentage du chiffre d'affaire annuel hors taxe selon les tranches suivantes :
- entre 0 et 5 000 €,
- entre 5 001 et 10 000 €,
- au-delà de 10 000 €.

Les pourcentages proposés par les candidats feront l'objet du critère économique pondéré à 20 % de la note finale.

La délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 10 avril 2026 délègue à la Présidente la conclusion de toutes les conventions d'occupation du domaine public dépendant de l'Eurométropole de Strasbourg, pour une période ne pouvant pas dépasser douze ans, à titre payant si les taux, tarifs, taxes ou redevances ont été préalablement fixés par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

Par conséquent, il est proposé de fixer la part fixe à 5 445 € TTC par an, comme décrit ci-dessus.
En ce qui concerne la part variable, elle résultera d'une proposition faisant l'objet d'une notation objective, selon la pondération présentée.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropolede Strasbourg du 10 avril 2026
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré

fixe

la redevance d'occupation du domaine public métropolitain de la Médiathèque André Malraux dans la convention d'occupation domaniale pour l'exploitation d'un café restaurant (jointe en annexe à la présente délibération) comme suit :

- *part fixe : 5445 € TTC par an, révisable annuellement selon l'Indice National des Prix à la Consommation (IPC, hors tabac) publié par l'INSEE d'après le calcul :*
  - *part fixe année n=1 x In-1/Izéro,*
  - *pour l'exploitation du café-restaurant de la Médiathèque,*

- *part variable : exprimée en pourcentage du chiffre d'affaire annuel hors taxe, proposée par l'occupant lors de la mise en concurrence, arrivé en première position, selon les tranches :*
  - *entre 0 et 5 000 €,*
  - *entre 5 001 et 10 000 €,*
  - *au-delà de 10 000 €.*

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-210970-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Convention d'occupation d'une dépendance du domaine public

pour l'exploitation d'un café/restaurant au sein de la

MEDIATHEQUE ANDRE MALRAUX

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg,
Dont le siège est 1 PARC DE L'ETOILE 67100 STRASBOURG, SIRET 246 700 488 00017,
représentée par Madame Catherine TRAUTMANN, Présidente

ci-après désignée par « l'Eurométropole »

Et

L'entreprise (indiquer la forme juridique) .....

dont le siège est .....

.....

Le numéro de SIRET .....

Inscrite au registre du commerce et des sociétés .....

représentée par .....

ci-après désignée par « l'occupant »

ci-après collectivement désignées par « les parties ».

Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 9 octobre 2026, qui fixe la redevance d'occupation du domaine public de la Médiathèque André Malraux dans la convention d'occupation domaniale pour l'exploitation d'un café/restaurant.

Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 10 avril 2026 qui délègue à la Présidente la conclusion de toutes les conventions d'occupation du domaine public dépendant de l'Eurométropole de Strasbourg, pour une période ne pouvant pas dépasser douze ans, à titre payant si les taux, tarifs, taxes ou redevances ont été préalablement fixés par délibération du Conseil de l'Eurométropole.

Sommaire

Préambule 3
TITRE I – GENERALITES CONCERNANT L'AUTORISATION D'OCCUPATION ET D'EXPLOITATION 3
1- Objet de la convention : 3
2- Nature de l'occupation 4
3- Description des locaux mis à disposition 4
4- Durée de la convention 5
5- Résiliation 5
6- Redevance 6
7- Charges 7
8- Impôts et taxe 7
TITRE II – CONDITIONS D'EXPLOITATION 8
9- Nature de l'autorisation d'occupation objet de la convention : 8
10- Destination de l'espace occupé 8
12- Horaires d'ouverture 9
13- Tarifs 9
14- Accès au bâtiment 9
15- Surveillance des locaux 10
16- Signalisation, enseignes et communication 10
17- Personnel employé par l'occupant 10
17.1- Insertion sociale 11
18- Vente d'alcool au sein de la Cafétéria 11
19- Licences et autorisations diverses 11
20- Observations des lois, règlements, consignes particulières et mesures de police 12
21- Responsabilité en cas de vol, d'incendie, pertes ou avaries 12
21- Respect des dispositions en vigueur au sein de la médiathèque Malraux 12
22- Assurance 12
24- Conservation des biens mis à disposition 13
25- Entretien des locaux et du matériel mis à disposition 14
26- Caractère personnel du contrat 14
27- Exclusivité 14
28- Élection de domicile et clause de juridiction 14

Préambule

La Médiathèque André Malraux est un équipement de l'Eurométropole de Strasbourg géré par le Service des Médiathèques de la Direction de la Culture. Inaugurée en 2008, elle s'inscrit dans un environnement favorable sur la presqu'île Malraux à proximité de la Cité de la Musique et de la Danse, du Shadock, d'un cinéma multiplexe, d'un centre commercial, de la Maison Universitaire Internationale et l'Institut National des Études Territoriales. La presqu'île Malraux est ainsi devenue progressivement un bassin de vie culturelle, commerciale et de formation.

La médiathèque André Malraux comporte six étages, dont cinq sont accessibles aux publics. Le 6ème étage est réservé aux services administratifs et aux agents de la médiathèque. Ses collections et ses espaces sont destinés à tous les publics : enfants, étudiants, adultes.

Le rez-de-chaussée comporte tout d'abord un espace destiné aux inscriptions. Ce premier sas se prolonge ensuite sur un vaste espace dédié au retour des documents, à l'actualité et à la culture numérique : il offre l'accès à la presse, il permet la consultation de postes internet et donne la possibilité de regarder des chaînes télévisées d'actualité.

En son cœur est intégré un espace café-restauration légère, pleinement inscrit dans la dynamique du lieu : chaleureux, convivial, connecté au Wi-Fi.

Il est nécessaire de transiter par cet espace pour accéder aux autres étages, à la salle d'exposition, à la salle de conférences et aux toilettes (qui se situent également au rez-de-chaussée) ; cela garantit une visibilité de l'espace cafétéria, car les usagers seront informés de l'offre dès l'arrivée.

De plus, depuis le 1er janvier 2026, les médiathèques sont gratuites pour toutes et tous. Ce dispositif attirant de nouveaux adhérents, elles jouissent d'une fréquentation grandissante.

Ceci étant exposé, les parties conviennent ce qui suit :

TITRE I – GENERALITES CONCERNANT L'AUTORISATION D'OCCUPATION ET D'EXPLOITATION

1- Objet de la convention :

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise à disposition pour l'occupation de l'espace à usage de café et/ou restaurant au rez-de-chaussée de la Médiathèque André Malraux, dépendance du domaine public, dans les conditions d'utilisation définies aux articles ci-dessous et contre le versement d'une redevance dont le montant est fixée à l'article 6 de la présente convention.

La proposition décrivant le projet d'exploitation remis par le titulaire lors de la consultation préalable, et sur laquelle il s'engage, est annexée à la présente convention. En cas de contradiction entre leurs stipulations, la convention prévaut sur cette annexe.

2- Nature de l'occupation

L'occupant retenu aura le droit d'exploiter l'espace mis à sa disposition pour une activité générale de café / restauration légère sur place ou à emporter.

La vente d'objets en lien avec les services proposés par la médiathèque (exemples : clés USB, bouchons d'oreilles, écouteurs etc…) est autorisée.

Toute modification (ajout, extension) de ces conditions d'utilisation par l'occupant fera l'objet d'une demande écrite à la Médiathèque Malraux en vue d'obtenir son accord préalable. En aucun cas, les activités de l'occupant ne devront être préjudiciables à l'accès au public dans le bâtiment et à son fonctionnement.

L'occupation des locaux mis à disposition s'effectue selon le régime des contrats administratifs portant sur l'occupation temporaire du domaine public. Par conséquent, elle est régie par les règles du droit administratif et notamment les règles édictées par le code général de la propriété des personnes publiques. L'Eurométropole de Strasbourg peut y mettre fin à tout moment pour des motifs tenant à l'intérêt général.

La législation concernant les baux ruraux, les baux à loyer d'immeuble ou de locaux à usage commercial, professionnel ou d'habitation ne lui est pas applicable.

3- Description des locaux mis à disposition

L'espace concédé est compris entre les espaces 8 à 10, A à C du plan joint à la présente convention (soit une surface d'environ de 8 mètres sur 13) hors sortie handicapé.

A ce jour, cet espace comprend :

- **un bar**

Ce bar fait 8 mètres de long et 2,5 mètres de profondeur.
Il possède 2 boîtes au sol équipées de nourrices pour poste d'accès informatique non connecté au réseau de l'Eurométropole de Strasbourg.
Sur le 1er plan du bar où le public pourra être assis, l'occupant pourra brancher une caisse avec un lecteur de carte bleue et un PC. Une première boîte au sol à point d'accès se situe sous le comptoir.
Sur le 2ème plan de travail se trouve une goulotte courant fort en plinthe tout le long du plan de travail. Sur cette goulotte se trouvent 4 prises de courant étanche de 16A + terre et une prise pour y brancher un téléphone. Sous ce plan de travail est située une attente en câble pour une alimentation du ballon d'eau chaude.
Des tuyaux d'évacuation et alimentation en eau permettent l'installation d'un lave-verres.

- **un office de stockage derrière le bar** ; cet office fait 10m² et peut être fermé à clé.
Il comprend un plan de travail comprenant également une goulotte avec 5 prises de courant étanche 16A + terre, ainsi que deux prises 16A et une prise 32A situées sous le plan de travail. Il y comprend également un téléphone et une boîte au sol.
On y trouve également un évier.
Des tuyaux d'évacuation et alimentation en eau permettent l'installation d'un lave-vaisselle.

- **une salle de places assises de 16 tables** de quatre places assises chacune (soit 64 en tout) ; les mobiliers (tables et chaises) sont fournis par le concédant et restent sa propriété.

L'occupant a la possibilité de moduler l'agencement de l'espace mis à disposition sous réserve de l'accord de l'Eurométropole.

Tout autre matériel nécessaire au fonctionnement de l'activité est à fournir par l'occupant ; celui-ci devra solliciter l'accord de l'Eurométropole pour installer tout élément ou équipement susceptible d'être vu dans l'espace public.

L'occupant ne doit pas dépasser pour ses installations électriques, la puissance fournie et décrite ci-dessus. Toute installation d'appareil électrique supplémentaire au matériel existant est subordonnée à l'autorisation préalable du service des médiathèques.

Il est à noter que l'utilisation des espaces extérieurs pour l'installation d'une éventuelle terrasse n'est pas permise.

Conditions d'accès :
L'accès par l'occupant se fait par l'entrée du personnel sur le côté Nord depuis le rez-de-chaussée pour les livraisons et les poubelles à évacuer.

4- Durée de la convention

Le présent contrat est conclu pour une durée initiale de 4 ans à compter de sa date de signature. À l'issue de cette période, le contrat pourra être reconduit pour une durée maximale de 2 ans, sous réserve de l'accord des parties et en fonction des résultats obtenus pendant la période initiale.

La reconduction ne sera pas automatique et sera soumise à une évaluation de la part de la Collectivité et confirmée au moins 6 mois avant l'échéance contractuelle.

Sans qu'elle ne puisse être refusée par l'autre partie, une demande de non reconduction pourra être adressée par l'une des parties par lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception à l'autre partie au moins 6 mois avant l'échéance contractuelle.

5- Résiliation

Résiliation par l'Eurométropole de Strasbourg

La convention pourra être résiliée à tout moment par l'Eurométropole de Strasbourg pour tout motif d'intérêt général.

Elle peut être résiliée pour tout manquement de l'occupant à l'une des obligations contractuelles résultant de la présente convention. La résiliation interviendra de plein droit dans l'hypothèse où la mise en demeure resterait infructueuse à l'issue d'un délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure (en LRAR).

En outre, l'Eurométropole peut, en cas de carence grave de l'occupant, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire de l'espace bar – petite restauration. Les conséquences financières d'une telle

décision de fermeture sont à la charge de l'occupant, sauf cas de force majeure, destruction totale des installations ou circonstances indépendantes de la volonté de l'occupant.

Au terme de la durée d'occupation, l'occupant doit évacuer les lieux. L'Eurométropole déterminera les travaux de remise en état à la charge de l'occupant compte tenu des états des lieux (initial, intermédiaires) et compte-tenu d'un état normal d'usure et de vétusté.

Si la remise en état n'est pas achevée dans un délai d'un mois, l'Eurométropole pourra faire procéder d'office aux travaux nécessaires par un entrepreneur de son choix et poursuivre le remboursement des frais ainsi engagés par toutes voies de droit, auprès de l'occupant défaillant.

Résiliation par l'occupant

L'occupant pourra résilier la convention avant son terme moyennant le respect d'un préavis de 6 mois signifié à l'Eurométropole de Strasbourg par lettre recommandée avec accusé de réception.

6- Redevance

En contrepartie de l'utilisation et de l'exploitation des locaux qui lui sont attribués, l'occupant devra verser à l'Eurométropole de Strasbourg une redevance annuelle comprenant une part fixe et une part variable.

a. Part fixe

Son montant annuel est fixé par délibération à 5 545 €. La redevance n'est due qu'à compter du jour de démarrage de l'exploitation de l'espace cafétéria qui sera constatée par procès-verbal contradictoire entre les deux parties. En cas de date de démarrage en cours d'année, elle correspondra au montant prorata temporis de cette date au 31/12 de l'année.

Ce montant annuel sera révisé de plein droit au 01/01 de chaque année. La révision sera fonction de l'Indice National des Prix à la Consommation (IPC, hors tabac) publié par l'INSEE. La valeur de base de l'indice retenue pour la fixation de la redevance fixe est la valeur de l'indice de juillet 2026, appelée Izéro. Pour chaque révision à venir, cette valeur d'indice sera comparée à celle de juillet de l'année précédente, appelée In-1.

Part fixe année n=1 x In-1/In

Elle est payable d'avance, trimestriellement en quatre fractions égales, sans avertissement, auprès de Madame la Comptable Publique du Service de Gestion comptable de l'Eurométropole de Strasbourg, 1 parc de l'Etoile 67076 Strasbourg cedex.
Ces fractions sont payables les :

- 01/01
- 01/04
- 01/07
- 01/10

b. Part variable

La part variable est à proposer ci après par les candidats :

Entre 0 et 5 000€ . . . . . %
Entre 5 001 et 10 000€ . . . . . %
Au delà de 10 000€ . . . . . %

Elle sera exprimée en pourcentage du **chiffre d'affaire annuel hors taxe**.

L'occupant s'engage à transmettre à l'Eurométropole un justificatif du montant de la part variable due au titre de l'année n pour le 31 mars de l'année n+1 au plus tard.

En cas de retard dans le paiement de la redevance et pour quelque cause que ce soit, les redevances échues portent intérêt de plein droit au taux légal sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque.

Dans le cas où des travaux relevant de l'Eurométropole entraîneraient pour l'occupant une privation totale ou partielle de jouissance des locaux, une diminution du montant de la redevance, part fixe et part variable, lui sera appliquée proportionnellement à la durée pendant laquelle l'occupant aura été privé des locaux.

La durée d'interruption de l'exploitation sera fixée contradictoirement entre l'occupant et l'Eurométropole.

7- Charges

Les charges en fluides tel que l'eau, l'électricité, le chauffage sont comprises dans la redevance due par l'occupant.

L'occupant devra souscrire pour son compte les abonnements de téléphone et d'accès à Internet.

Les éventuels frais de branchement nécessaires, les dépenses d'aménagement des installations agréées à l'intérieur des locaux mis à disposition, les dépenses d'installation et de location des branchements et des éventuels compteurs divisionnaires sont à la charge de l'occupant.

8- Impôts et taxe

L'occupant acquittera directement les impôts, taxes, licence, droits de douane, contribution de toute nature auxquels il peut être assujetti du fait de l'exploitation donnée pendant toute la durée de la convention.

TITRE II – CONDITIONS D'EXPLOITATION

9- Nature de l'autorisation d'occupation objet de la convention :

L'autorisation qui est conférée à l'occupant est exclusive de l'application du statut des baux commerciaux.
L'occupant ne pourra se prévaloir de la propriété d'un quelconque fonds de commerce dans les locaux mis à sa disposition mais seulement d'un droit d'exploitation.
Par conséquent, la cession, la sous-location ou le nantissement sont interdits.

10- Destination de l'espace occupé

Les locaux sont à usage exclusif de café/restaurant ; tout changement de destination devra au préalable être autorisé par l'Eurométropole de Strasbourg.

En aucun cas, les activités de l'occupant ne devront être préjudiciables à l'accès du public dans le bâtiment et à au fonctionnement de la médiathèque.

L'occupant ne peut abriter que des équipements, matériels, marchandises destinés à son activité. Il ne peut, sauf accord exprès, modifier l'utilisation prévue de tout ou partie des locaux mis à sa disposition.

Les prix et tarifs seront affichés en permanence et de manière apparente à l'intérieur des espaces mis à disposition. Ils doivent être conformes à ceux en usage dans la profession.

Lorsque des réceptions seront organisées dans l'enceinte du bâtiment en dehors des espaces concédés, le choix du traiteur restera à l'initiative de l'organisateur de la réception, quel qu'il soit. Cependant, l'occupant pourra être consulté à cette occasion.

11- Modalités d'exploitation techniques et matériels

Les petites réparations et l'entretien courant de ces équipements sont à la charge de l'occupant. Le remplacement de ces équipements, s'ils s'avèrent défectueux et que cela ne résulte pas d'une faute ou d'une négligence de l'occupant, reste à la charge de l'Eurométropole.

La collectivité met à disposition des équipements matériels. Le candidat peut proposer son propre matériel dans le cadre de sa proposition.

Un état des lieux et un inventaire précis des biens et équipements mis à disposition seront dressés contradictoirement à l'entrée en jouissance des lieux. Les mêmes opérations seront effectuées en fin d'occupation des lieux. La comparaison de l'état des lieux et de l'inventaire sert, le cas échéant, à déterminer les travaux de remise en état à prendre en charge par l'occupant en fin d'exploitation. En cas de modification dans la consistance des lieux, d'adjonction ou de suppression d'installations fixes, d'équipements, de matériels ou de mobiliers effectués par l'Eurométropole ou l'occupant, des états des lieux et des inventaires complémentaires sont établis autant que nécessaire.

12- Horaires d'ouverture

L'exploitation du café restaurant devra se faire durant les heures d'ouverture au public de la Médiathèque.

L'occupant s'engage à assurer le service de vente aux jours et heures suivantes *(à compléter par le candidat)*

Horaires d'ouverture au public :

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
Horaires Médiathèque Malraux	Fermé	12h-19h	9h30-19h	12h-19h	12h-19h	9h30-19h	Fermé
Horaires Occupant	Fermé						Fermé

L'exploitation pourra également se faire de manière ponctuelle à l'occasion de manifestations organisées en dehors des horaires précités, uniquement après autorisation de l'Eurométropole.

En cas de modification en cours de contrat **des horaires d'ouverture** de la Médiathèque, l'Eurométropole de Strasbourg devra en aviser l'occupant par écrit deux mois avant l'entrée en vigueur des nouveaux horaires.

Les horaires d'ouverture de la Médiathèque sont légèrement adaptés **pour les mois de juillet et août**, l'Eurométropole de Strasbourg devra en aviser l'occupant un mois avant l'entrée en vigueur des horaires de la période estivale, soit pour le 1er juin de l'année en cours.

Sur la base des nouveaux horaires, l'occupant proposera son planning de présence. Celui-ci fera l'objet d'une concertation avec la médiathèque Malraux.

13- Tarifs

Les tarifs sont librement fixés par l'occupant. L'occupant informera préalablement l'Eurométropole de toute modification substantielle.

14- Accès au bâtiment

Le bâtiment étant géré par domotique, les accès au bâtiment de l'occupant seront intégrés dans cette gestion.
L'occupant sera informé des modalités précises d'utilisation des locaux avant le démarrage de son activité. Un accès par l'arrière est prévu pour les livraisons. L'occupant devra se conformer aux horaires d'ouverture du bâtiment au personnel, soit du mardi au samedi, de 8h à 19h.

15- Surveillance des locaux

Durant la fermeture de l'établissement, l'occupant bénéficiera de la télésurveillance des locaux assurée par l'Eurométropole. Toutefois, cette faculté ne remplacera pas la nécessité pour l'occupant de contracter toutes les assurances nécessaires (cf article 22 ci-dessous).

16- Signalisation, enseignes et communication

Toute mise en place d'enseigne simple ou d'enseigne lumineuse ainsi que de publicité intérieure ou extérieure devra avoir reçu l'accord de l'Eurométropole. Aucune enseigne portant la mention d'une marque ne pourra être installée.

Tout affichage ou publicité quelconque autre que ceux se rapportant à l'activité de l'occupant exercée dans les lieux est interdit. Pour ceux autorisés, l'occupant devra, avant toute réalisation, recueillir l'accord de l'Eurométropole et se conformer à toutes réglementations applicables, à ses frais et risques exclusifs.

La communication se rapportant à l'activité de l'occupant devra faire l'objet d'une concertation préalable à l'installation et régulière pendant la période d'exploitation, afin d'en définir le cadre, avec le département de communication de la médiathèque.

17- Personnel employé par l'occupant

L'occupant recrute, rémunère et emploie sous sa responsabilité, le personnel nécessaire au bon fonctionnement de son exploitation.

La liste du personnel doit être communiquée à la Direction de la médiathèque André Malraux et mise à jour régulièrement. La médiathèque André Malraux informera l'occupant du programme des manifestations au moins deux semaines avant.

Par ailleurs, l'occupant devra instruire le personnel placé sous sa responsabilité et travaillant dans les locaux, aux précautions à prendre pour assurer leur sécurité. A cet effet, les informations et instructions leur seront données en ce qui concerne notamment les conditions de circulation dans l'établissement et les dispositions à prendre en cas d'accident et de sinistre. Par ailleurs, un plan de prévention sera établi préalablement au début de l'exploitation.

Il remplira, au regard de la législation concernant la sécurité sociale, le travail et la fiscalité, toutes les obligations de l'employeur.

Le personnel de l'occupant sera tenu au respect du règlement intérieur du service des médiathèques, annexé à la présente convention.

L'occupant sera responsable de son personnel, des accidents survenus du fait de celui-ci, de tous dégâts et des vols qui pourraient être commis par ses salariés. Il s'engage à assumer soit pour lui-même, soit pour ses salariés, la responsabilité pleine et entière eu égard aux infractions et contraventions induites en cas de non-respect de la réglementation en vigueur.

En cas d'évènement imprévisible (grève, maladie), l'occupant s'engage à en informer sans délai la direction de la médiathèque André Malraux.

17.1- Insertion sociale

L'Eurométropole souhaite participer à l'effort national afin de promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion / handicapées.

Un guide explicatif sur les clauses sociales à destination des entreprises est joint en annexe du règlement de consultation.

L'occupant pourra affecter au site de la Médiathèque André Malraux des personnes en situation d'insertion sociale / handicapées.

Le cas échéant, l'entreprise candidate devra décrire les moyens qu'elle compte mettre en œuvre pour mener à bien cette démarche. Il pourra s'agir de l'aménagement des postes de travail, de la prévention auprès des autres salariés et des usagers, du fonctionnement en duo, etc….

Les entreprises pourront s'engager à mobiliser, pour la durée de la convention, des personnes en parcours d'insertion, publics prioritaires qui rencontrent des difficultés particulières d'accès à l'emploi (jeunes ayant un faible niveau de formation, jeunes n'ayant jamais travaillé, demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi depuis plus d'un an en continu ou depuis plus de deux ans en chômage récurrent ou âgés de plus de 50 ans, bénéficiaires du RSA, de l'A.S.S., personnes en insertion issues d'une SIAE, travailleurs handicapés reconnus par la CDAPH...) et pour lesquels les emplois ouverts doivent contribuer à faire acquérir ou à améliorer la qualification et l'employabilité en vue d'une insertion qualifiante et pérenne.

18- Vente d'alcool au sein de la Cafétéria

La vente d'alcool est interdite au sein de la cafétéria de la médiathèque.

En cas de manifestation (vernissage, spectacle, etc…), l'occupant pourra, après accord de l'Eurométropole, servir des boissons alcoolisées de catégorie 2 : Boissons fermentées non distillées et vins doux naturels comme par exemple bières, cidres, vins, crèmes de cassis et vins doux ne titrant pas plus de 18° d'alcool pur (voir article L.3321-1 du Code de la santé publique). Il est précisé que l'occupant devra solliciter en amont de la manifestation (délai minimum de 3 semaines) une licence de débit de boissons temporaire auprès du·de la Maire de la Ville de Strasbourg (demande à formuler https://demarches.strasbourg.eu/organisation-deevenements/debits-boissons-temporaires-manifestations/).

19- Licences et autorisations diverses

Il incombera à l'occupant de faire son affaire de la délivrance de toutes autorisations nécessaires à l'exploitation de son activité.
Il devra transmettre ces documents à l'Eurométropole avant son entrée dans les lieux.

20- Observations des lois, règlements, consignes particulières et mesures de police

L'occupant sera tenu de se conformer :

- Aux normes en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire. Il respectera notamment les normes HACCP (*Hazard Analysis Critical Control Point System*),
- aux lois et règlements généraux relatifs à l'exercice de sa profession,
- aux lois et règlements de police, notamment en matière de sécurité dans les établissements recevant du public,
- à la législation en vigueur sur l'interdiction des dépôts de matières dangereuses,
- aux lois et règlements relatifs à la consommation d'alcool et de tabac dans les lieux publics,
- aux mesures de prévention et de sécurité permettant notamment les interventions d'urgence en cas de sinistre,
- à toute consigne générale ou permanente édictée par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sous réserve que celle-ci n'apporte pas de restriction à l'usage des locaux mis à disposition.

En aucun cas, l'occupant ne pourra réclamer au propriétaire une indemnité ou une réduction de sa redevance pour le motif que son activité commerciale a subi une entrave quelconque du fait des lois et règlements visés au présent article.

21- Responsabilité en cas de vol, d'incendie, pertes ou avaries

Les dommages ou dégradations survenus dans les locaux occupés et à leurs dépendances sont à la charge de l'occupant à l'exception de ceux qui auraient une cause étrangère à son activité ou à l'occupation des locaux.

L'occupant sera responsable des accidents ou dommage causés dans l'enceinte du bâtiment par son personnel, ses installations ou produits dont il a la garde.

L'Eurométropole est dégagée de toute responsabilité en cas de disparition ou de détérioration de matériel ou de marchandises dans les locaux mis à disposition ainsi qu'en cas d'accident survenu aux usagers des dits locaux ou aux personnels employés par l'occupant.
Les tarifs sont librement fixés par l'occupant. L'occupant informe l'Eurométropole de toute modification substantielle.

21- Respect des dispositions en vigueur au sein de la médiathèque Malraux

L'occupant ainsi que son personnel respectera rigoureusement les stipulations du règlement intérieur des médiathèques eurométropolitaines annexé au présent contrat.

22- Assurance

L'occupant devra contracter au plus tard à la date de l'entrée dans les lieux auprès d'une compagnie solvable toutes les assurances qu'il jugera nécessaires et notamment un contrat portant sur sa responsabilité civile ainsi qu'un contrat d'assurance multirisques couvrant l'occupation des locaux mis à disposition, incluant notamment les dommages causés par l'incendie, la foudre, l'explosion, le dégât des eaux, le vol ou le vandalisme.

Les attestations d'assurance devront être transmises annuellement à la Direction de la médiathèque Malraux.

Toutes les polices d'assurance comporteront une clause de renonciation à tout recours tant de l'occupant que de ses assureurs contre l'Eurométropole, en particulier au cas de dommage survenant aux biens mobiliers de l'occupant, de son personnel et de tout tiers pouvant se trouver dans les lieux objet des présentes.

L'occupant pourra également souscrire une assurance garantissant la perte de chiffre d'affaire qui pourrait résulter de la survenance d'un sinistre affectant les lieux occupés.

23- État des lieux et inventaires d'entrée

Un état des lieux et un inventaire des équipements et matériels divers mis à disposition sont dressés contradictoirement entre l'Eurométropole et l'occupant avant le début d'exploitation (« entrée »). Les mêmes opérations seront effectuées en fin d'occupation des lieux (« sortie »).

La comparaison de l'état des lieux et de l'inventaire « d'entrée » et de l'état des lieux et de l'inventaire de « sortie » sert, le cas échéant, à déterminer les travaux de remise en état à prendre en charge par l'occupant en fin d'exploitation.

En cas de modification dans la consistance des lieux, d'adjonction ou de suppression d'installations fixes, d'équipements, de matériels ou de mobiliers effectués par la Ville ou l'occupant au cours de la période d'occupation, des états des lieux et des inventaires complémentaires sont établis autant que nécessaire.

24- Conservation des biens mis à disposition

L'occupant s'engage à préserver les locaux qui sont mis à sa disposition en veillant à leur utilisation rationnelle et à leur entretien régulier, afin d'éviter toute dégradation ou toute usure anormale des équipements. L'occupant est tenu de veiller à la conservation des biens mis à sa disposition et de prévenir immédiatement l'Eurométropole de tout dommage ou disparition préjudiciable à la collectivité.

Le remplacement des mobiliers et équipements du fait d'une usure normale est à la charge de l'Eurométropole.

En cas de dégradation des équipements du fait de l'occupant, leur remplacement sera à la charge de l'occupant. Les acquisitions d'équipements faites à l'initiative de l'occupant sont soumises à l'approbation préalable de l'Eurométropole et restent propriété de l'occupant.

Les représentants de l'Eurométropole se réservent le droit de visiter les locaux mis à disposition et de prescrire à l'occupant les réparations, travaux de remise en état ou remplacement qu'ils jugent nécessaires et qui seraient à la charge de l'occupant. L'occupant sera prévenu par email huit jours avant la visite des locaux par la Direction de la médiathèque André Malraux.

L'occupant ne pourra effectuer de décoration des locaux (luminaires, accrochages…) sans avoir préalablement obtenu l'autorisation de l'Eurométropole.

25- Entretien des locaux et du matériel mis à disposition

L'Eurométropole de Strasbourg en sa qualité de propriétaire reste tenue des grosses réparations telles qu'elles sont définies à l'article 606 du Code Civil.

L'occupant, quant à lui, est tenu d'exécuter toute réparation locative et tous travaux nécessaires pour maintenir les locaux en bon état d'entretien et d'usage locatif.

Cette obligation emporte pour l'occupant, notamment, l'entretien des installations et équipements mentionnés au contrat et les menues réparations ainsi que l'ensemble des réparations locatives définies par décret 87-712 du 26 août 1987 pris en Conseil d'État.
Il fera son affaire tant du compactage des cartons, emballages, et autres déchets que du stockage des ordures dans les locaux prévus à cet effet et dans les conditions conformes aux règles d'hygiène et de salubrité en vigueur.

Le nettoyage et la bonne tenue permanente des lieux mis à disposition incombent à l'occupant ainsi que l'évacuation des déchets vers les lieux de stockage des ordures prévus à cet effet dans le bâtiment.

Le nettoyage des espaces mis à disposition est à la charge de l'occupant.

Les mobiliers qui sont mis à disposition de l'occupant doivent également être entretenus par lui. En cas de détérioration du mobilier, l'occupant est tenu de remplacer le mobilier détérioré d'office. L'Eurométropole, si elle juge l'état des mobiliers non satisfaisant, peut prescrire à l'occupant de changer les mobiliers concernés à ses frais, sauf lorsque la dégradation résulte d'un état normal d'usure et de vétusté. Le choix du nouveau mobilier sera soumis à l'approbation préalable de l'Eurométropole.

26- Caractère personnel du contrat

L'occupant s'engage à occuper lui-même et sans discontinuité les lieux mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est rigoureusement interdite, en ce, compris dans le cadre d'une location-gérance.

27- Exclusivité

L'Eurométropole garantit l'exclusivité de l'activité de cafétéria dans les locaux de la médiathèque André Malraux.

En revanche, le distributeur automatique de boissons chaudes situé à côté des toilettes du public est conservé dans le cadre d'une concession de service de la collectivité. Cela permettra aux personnes ayant des moyens plus modestes de s'acheter une boisson chaude.

28- Élection de domicile et clause de juridiction

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile
- pour l'Eurométropole au Centre Administratif de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, 1 parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG Cedex.
-

Pour l'occupant, dans les lieux mis à disposition, au 1 Presqu'île André-Malraux, 67100 Strasbourg.

Tout contentieux résultant de l'application et/ou de l'interprétation de la présente convention sera porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg

Fait en deux exemplaires à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour l'occupant
Catherine TRAUTMANN Présidente	(prénom et nom, qualité)

Strasbourg.eu
eurométropole

44

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Accompagnement à la mobilité des particuliers et des professionnels.

Numéro E-2026-756

I. Subvention à l’association MOBILEX dans le cadre du projet SEMIS

Créée en 1997, l’association Mobilex (la Mobilité contre l’exclusion), est un chantier d’insertion dans le domaine de la mobilité. Présente au sein de l’Eurométropole à travers des équipes d’ambassadeur·rices en mobilité en contrat d’insertion, ces équipes mettent en œuvre diverses actions permettant l’accès à la mobilité. Le partenariat entre l’association et l’Eurométropole en matière de mobilité date de 2022, lors des actions de sensibilisation à la ZFE-m au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

En 2024, l’Eurométropole de Strasbourg, en partenariat avec l’association Mobilex et l’agence du climat, a lancé le projet SEMIS (Solutions d’Eco-Mobilité Inclusive dans l’Eurométropole de Strasbourg) en répondant à l’appel à manifestation d’intérêt (AMI) du programme Territoire Inclusion Mobilité Sobriété (TIMS). Ce programme regroupe 70 projets lauréats en France qui visent à réaliser des économies d’énergie en encourageant des modes de transport plus sobres, tout en permettant aux personnes en précarité-mobilité d’accéder aux services essentiels et d’exercer pleinement leurs droits fondamentaux.

L’association réalise des actions d’aller-vers en QPV en s’appuyant sur un questionnaire. Ce dernier a pour visée de porter à connaissance l’ensemble de l’offre de mobilité de chaque QPV dans lequel il sera diffusé. Il a également une fonction de redirection vers l’agence du climat pour un conseil en mobilité personnalisé ainsi que vers des ateliers d’accompagnement à la mobilité, organisés au sein des QPV ciblés par l’association Mobilex.

Depuis le début des actions du projet SEMIS et sur la période de janvier 2024 à juillet 2026, un total de 5 638 habitant·es ont été accompagné·es par les ambassadeurs de Mobilex dans les QPV de Koenigshoffen Est, Laiterie, Neuhof-Meinau, Hohberg, Libermann, Marais, Cité de l’Ill, Schiltigheim centre, Quartiers Ouest, Risler, Port du Rhin, Murhof, Molkenbronn, Elsau, Wihrel, Hautepierre, Cronenbourg, Guirbaden et

Ampère, soit 19 QPV.

Ainsi, dans la continuité des actions entreprises par Mobilex dans le cadre de leur partenariat au sein du projet SEMIS, une demande de subvention a été déposée afin de mener à bien les actions susmentionnées. Suite à l'instruction de cette demande, il est proposé d'attribuer une subvention de 15 000 € à l'association Mobilex dans le cadre de l'exercice de ses missions sur l'année 2026 en complémentarité des fonds octroyés par le programme TIMS.

II. **Dispositifs d'aides à la mobilité : listes des bénéficiaires**

La collectivité propose plusieurs aides à la mobilité permettant d'accompagner le changement de pratiques de mobilité et/ou le verdissement du parc automobile :

- l'aide à la conversion pour particuliers ; elle permet de remplacer un véhicule interdit à terme par la ZFE-m de l'Eurométropole par un véhicule Crit'Air 0 ou 1,
- l'aide à la conversion pour professionnel·les ; elle permet de remplacer un véhicule interdit à terme par la ZFE-m de l'Eurométropole par un véhicule Crit'Air 0 ou 1,
- le Compte-mobilité ; une aide financière au changement de mobilité en contrepartie de la séparation d'un véhicule interdit à terme par la ZFE-m de l'Eurométropole,
- l'aide à l'achat de vélo à assistance électrique (VAE) pour l'acquisition d'un VAE ou d'un vélo cargo à assistance électrique. Cette aide permet également l'électrification d'un vélo traditionnel.

L'attribution de l'ensemble de ces aides est conditionnée par des critères d'éligibilités, incluant des critères de revenus. Ces critères ainsi que les conditions d'octroi sont développés au sein des règlements affiliés.

Étape préalable dans l'instruction de tous les dossiers de demande d'aide liée à la ZFE-m, le conseil en mobilité dispensé par l'agence du climat poursuit son succès avec 12 555 rendez-vous effectués (31 juillet 2026). Sur l'ensemble des habitant·es accompagné·es en conseil, 30 % étaient résident·es de quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Depuis leur instauration en 2022, 7 267 aides à la conversion pour les particuliers, 100 aides à la conversion pour les professionnel·les, 501 Comptes-mobilité et environ 6 500 aides à l'acquisition d'un VAE ont été attribués (janvier 2022 à juillet 2026).

À la demande de la Recette des Finances, et conformément aux modalités prévues pour les subventions et primes de toute nature dans le décret du 20 janvier 2016 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales, la liste désignant les bénéficiaires, le montant attribué ainsi que l'objet de l'aide, doit être soumise à l'approbation du Conseil. Les listes des bénéficiaires d'un Compte-mobilité, d'une aide à l'acquisition d'un VAE et d'une aide à la conversion pour les particuliers et professionnel·les concernant l'acquisition d'un véhicule Crit'Air 1 ou 0 pour la période du 16 octobre 2025 au 15 septembre 2026 sont annexées à cette délibération.

III. **Demande de remise gracieuse**

Une demande de remise gracieuse a été formulée concernant une aide à la conversion de 4 000 €. Monsieur XXXX XXXX a cédé son véhicule avant l'expiration du délai réglementaire de deux ans, ce qui entraîne ordinairement la restitution intégrale de l'aide. Il fait toutefois état d'une situation sociale et financière particulièrement difficile, notamment d'une situation de surendettement officiellement reconnue (lettre de commission de surendettement des particuliers du Bas-Rhin à la Banque de France avec effacement de dettes en 2024). Au regard de ces circonstances exceptionnelles, il est proposé d'accorder une remise gracieuse totale de la somme due.

IV. Le Compte-mobilité : mise à jour de la convention de mandat

Pour le Compte-mobilité, environ 1M€ ont été engagés entre 2022 et 2026 pour l'ensemble des bénéficiaires qui peuvent consommer leur Compte-mobilité sur une période de 3 ans. Chaque année, ce budget est inscrit en fonctionnement selon les projections des besoins. Il est progressivement mis à disposition du prestataire gestionnaire du dispositif en fonction de la consommation afin de payer les prestations auprès des partenaires. Les modalités de mise à disposition de l'enveloppe sont cadrées dans une convention de mandat.

Afin de mieux anticiper les réapprovisionnements de cette enveloppe, il est proposé de modifier la convention de mandat en rehaussant le seuil d'alerte d'épuisement du budget disponible, indiqué dans l'article 4. Le seuil d'alerte actuel, fixé à 10 000 €, s'avère parfois court en fonction des consommations des bénéficiaires et des contrôles financiers. Le rehaussement du seuil d'alerte à 20 000 € permet de gagner en souplesse dans la procédure de ré-abondement de l'enveloppe et d'éviter les discontinuités de service.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles L 1611-7, L 1611-7-1 et L 1611-7-2
du Code général des collectivités territoriales
vu la délibération E-2021-1583 du 15 octobre 2021
vu la délibération E-2021-1889 du 17 décembre 2022
vu la délibération E-2022-1117 du 30 septembre 2022
vu la délibération E-2023-104 du 3 février 2023
vu la délibération E-2023-951 du 10 novembre 2023
vu la délibération E-2024-240 du 31 mai 2024
vu la délibération E-2025-264 du 28 mars 2025
vu la délibération E-2025-854 du 07 novembre 2025
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *le versement d'une subvention de 15 000 € à l'association Mobilex dans le cadre du projet SEMIS « Solutions d'EcoMobilités Inclusives dans Strasbourg et*

l'Eurométropole » relevant du programme « Territoires Inclusion Mobilités Sobriété » (TIMS),

prend acte

- *de l'état nominatif listant les bénéficiaires auxquels est attribuée une aide à la conversion (particuliers), pour la période 16 octobre 2025 au 15 septembre 2026 (en annexe),*

- *de l'état nominatif listant les bénéficiaires auxquels est attribuée une aide à la conversion (professionel·les), pour la période du 16 octobre 2025 au 15 septembre 2026 (en annexe),*

- *de l'état nominatif listant les bénéficiaires auxquels est attribué un Compte-mobilité, pour la période du 16 octobre 2025 au 15 septembre 2026 (en annexe),*

- *de l'état nominatif listant les bénéficiaires auxquels est attribuée une aide à l'acquisition d'un vélo à assistance électrique, pour la période du 16 octobre 2025 au 15 septembre 2026 (en annexe),*

autorise

- *la remise gracieuse de la somme totale de l'aide à la conversion de 4 000 € octroyée à Monsieur XXXX XXXX,*

- *la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer l'avenant de la convention de mandat relatif au « Compte-mobilité » (en annexe).*

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212983-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2026

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Catherine TRAUTMANN, et
- La structure dénommée MOBILEX sous le numéro de Siret 41822382200044 représentée par Monsieur Damien LENOUVEL, Président dont le siège est localisé 3 rue Gabrielle Colette 67800 BISCHHEIM

Vu,
- l'article L1611-4 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la demande présentée le 9 juin 2026 sous la référence 00028081,
- la délibération du du ,

Préambule :
L'association a pour objet Plateforme de mobilité solidaire et inclusive
Compte tenu de l'importance qu'accorde l'Eurométropole de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement la structure par une subvention.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention
La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et la structure.

Article 2 : Budget prévisionnel
Le budget présenté par la structure au titre de sa demande de subvention s'élève à 78 900,00 €.
Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer sa viabilité financière.
Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention
Pour 2026, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg s'élève au total à la somme de 15 000,00 €.

La subvention sera créditée :
- ✓ la subvention sera créditée en versement en une seule fois,
- ✓ sur le compte bancaire mentionné par la structure dans la demande de subvention.

Article 4 : Engagements de l'association
En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à la demande présentée le 9 juin 2026 ;

- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le-la président-e ou, le cas échéant, par le-la commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes est disponible sous l'adresse internet : https://www.strasbourg.eu/communication-annuelle-comptes ;

- ✓ Fournir également, si la subvention est affectée au financement d'une action spécifique ou d'un investissement, un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivants la fin de l'opération / la réalisation de l'investissement ;

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;

- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Le cas échéant, signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité ;

- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication ;

- ✓ Si la subvention est affectée au financement d'une manifestation dont le budget atteint 150 000 €) Souscrire une assurance couvrant les risques d'annulation de la manifestation ; une copie du contrat devra être produite à l'appui de la présente

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

✓ l'interruption de l'aide financière de de l'Eurométropole,
✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

---

[1] Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 (et préalablement à cette échéance, règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations).

[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association,/ et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné (si la subvention est affectée au financement d'une opération spécifique)/, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire . Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le-la président-e de l'association.
Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme à l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 7 : Modification

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 8 : Exécution

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente convention, l'Administrateur des Finances du Service de Gestion Comptable (SGC) de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg est chargé du paiement de la subvention.

Fait à Strasbourg, le 10 août 2026

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour l'association
La Présidente	Le Président
Catherine TRAUTMANN	Damien LENOUVEL

⌦ : Mobilités Conseil EMS 09/10/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
TOTAL Mobilex	20 000 €	15 000 €	**15 000 €**	1

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
00028081	**MOBILEX**	Projet - Manifestation	20 000 €	15 000 €	**15 000 €**	

Avenant n°2 à la Convention de mandat
En application des articles L.1611-7 et suivants
du Code général des collectivités territoriales

Compte Mobilité – Distribution et gestion de l'Aide individuelle alternative à la voiture individuelle destinée aux particuliers habitant l'Eurométropole de Strasbourg

Entre :

- **L'Eurométropole de Strasbourg** sise 1 parc de l'Etoile 67000 Strasbourg représentée par Madame Catherine TRAUTMANN agissant en application de la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 10 avril 2026

Ci-après dénommée « l'Eurométropole de Strasbourg », « la collectivité » ou « le Mandant »
D'une part,

Et :

- **La société Betterway** sise 12 boulevard Poissonnière 75009 Paris représentée aux fins ci-après par Monsieur Denis Saada, SIRET 87920734800027

Ci-après dénommée « l'Opérateur » ou « le Mandataire »
D'autre part,

Vu la délibération du 18 décembre 2024 approuvant les termes de la convention de mandat ;

Vu l'avis conforme du Comptable public assignataire sur le projet d'avenant n°1 notifié le 20 mars 2025 ;

Suite à la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 09 octobre 2026, l'article 4 de la convention initiale est modifié comme suit :

Article 4. Alimentation du compte de dépôt

Modification du cinquième paragraphe :
« Le montant disponible sur le compte de dépôt est par conséquent suivi mensuellement avec la collectivité. Dès lors qu'il atteint un plancher minimum fixé à 20 000 €, le compte de dépôt est alimenté par une nouvelle avance de la collectivité selon les modalités suivantes, de telle sorte que l'Opérateur n'ait jamais à avancer de fonds relatifs à l'opération, dont il ne peut supporter le fond de roulement : »

La suite de l'article demeure inchangée.

Fait en deux exemplaires originaux, à le

Le Mandant Le Mandataire

Strasbourg.eu
eurométropole

Liste des bénéficiaires de l'aide ZFE-m Compte mobilité

en application de la délibération du 15/10/2021

Pour la période du 17/10/2025 au 16/09/2026

Nom du bénéficiaire	Prénom du bénéficiaire	Nom de l'aide	Montant de l'aide	N° de dossier	Validation du dossier
[redacted]	[redacted]	Compte Mobilité	500,00	00028204	16/09/2026
		Compte Mobilité	500,00	00028609	16/09/2026
		Compte Mobilité	500,00	00029759	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00027202	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00027519	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00028260	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00028411	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00028435	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00028556	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00029422	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00029501	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00029559	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00029560	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00029571	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00029598	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00029627	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00029642	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00029666	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00029876	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00029890	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00029932	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00029987	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00030058	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00030187	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00030209	16/09/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00029351	01/09/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00029354	01/09/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00029363	01/09/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00029421	01/09/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00029507	01/09/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00028060	18/08/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00029339	18/08/2026

Nom du bénéficiaire	Prénom du bénéficiaire	Nom de l'aide	Montant de l'aide	N° de dossier	Validation du dossier
[redacted]	[redacted]	Compte Mobilité	2 300,00	00028437	10/08/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00028566	10/08/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00028596	10/08/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00029282	10/08/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00029301	10/08/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00029344	10/08/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00027370	17/07/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00028189	17/07/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00028197	17/07/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00028202	17/07/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00028243	17/07/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00028279	17/07/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00028332	17/07/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00028352	17/07/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00028392	17/07/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00028406	17/07/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00028427	17/07/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00027654	01/07/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00027825	01/07/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00027872	01/07/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00027894	01/07/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00027994	01/07/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00028016	01/07/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00028036	01/07/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00028040	01/07/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00028047	01/07/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00028091	01/07/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00028095	01/07/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00028110	01/07/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00028154	01/07/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00027509	16/06/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00027782	16/06/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00027831	16/06/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00027515	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00027552	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00027678	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00027686	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00027720	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00027724	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00027769	11/06/2026

Nom du bénéficiaire	Prénom du bénéficiaire	Nom de l'aide	Montant de l'aide	N° de dossier	Validation du dossier
[redacted]	[redacted]	Compte Mobilité	2 500,00	00027795	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00027797	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00027836	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00027841	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00027847	11/06/2026
		Compte Mobilité	500,00	00027050	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00026699	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00027121	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00027310	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00027356	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00027374	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00027379	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00027383	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00027384	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00027410	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00027451	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00027457	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00027468	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00027472	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00027473	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00027506	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00026920	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00026921	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00026999	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00027027	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00027091	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00027093	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00027096	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00027151	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00027153	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00027160	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00027195	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00027211	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00027220	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00027236	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00027240	11/06/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00027257	11/06/2026
		Compte Mobilité	500,00	00025630	16/03/2026
		Compte Mobilité	500,00	00026600	16/03/2026
		Compte Mobilité	500,00	00026809	16/03/2026

Nom du bénéficiaire	Prénom du bénéficiaire	Nom de l'aide	Montant de l'aide	N° de dossier	Validation du dossier
[redacted]	[redacted]	Compte Mobilité	2 300,00	00025932	16/03/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00026743	16/03/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00026745	16/03/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00026832	16/03/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00026893	16/03/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00026895	16/03/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00026975	16/03/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00025845	02/03/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00026739	02/03/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00026753	02/03/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00026764	02/03/2026
		Compte Mobilité	500,00	00026556	23/02/2026
		Compte Mobilité	500,00	00026584	23/02/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00025554	23/02/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00025737	23/02/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00025769	23/02/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00025858	23/02/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00025895	23/02/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00026693	23/02/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00024992	02/02/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00025681	02/02/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00025695	02/02/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00025712	02/02/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00025793	02/02/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00025805	02/02/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00025813	02/02/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00025851	02/02/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00025868	02/02/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00025882	02/02/2026
		Compte Mobilité	500,00	00025596	21/01/2026
		Compte Mobilité	500,00	00025725	21/01/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00025570	20/01/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00025588	20/01/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00025726	20/01/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00025740	20/01/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00025124	02/01/2026
		Compte Mobilité	2 500,00	00025204	02/01/2026
		Compte Mobilité	2 000,00	00025332	02/01/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00025428	02/01/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00025495	02/01/2026

Nom du bénéficiaire	Prénom du bénéficiaire	Nom de l'aide	Montant de l'aide	N° de dossier	Validation du dossier
[redacted]	[redacted]	Compte Mobilité	2 500,00	00025507	02/01/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00025582	02/01/2026
		Compte Mobilité	2 300,00	00024880	15/12/2025
		Compte Mobilité	2 500,00	00024989	15/12/2025
		Compte Mobilité	2 000,00	00025158	15/12/2025
		Compte Mobilité	2 000,00	00025181	15/12/2025
		Compte Mobilité	2 300,00	00025309	15/12/2025
		Compte Mobilité	2 000,00	00025433	15/12/2025
		Compte Mobilité	2 000,00	00025472	15/12/2025
		Compte Mobilité	2 000,00	00024982	03/12/2025
		Compte Mobilité	2 000,00	00024996	03/12/2025
		Compte Mobilité	2 000,00	00025086	03/12/2025
		Compte Mobilité	2 500,00	00025105	03/12/2025
		Compte Mobilité	2 000,00	00024813	17/11/2025
		Compte Mobilité	2 000,00	00024907	17/11/2025
		Compte Mobilité	2 300,00	00024928	17/11/2025
		Compte Mobilité	2 500,00	00024954	17/11/2025
		Compte Mobilité	2 300,00	00024129	03/11/2025
		Compte Mobilité	2 300,00	00024672	03/11/2025
		Compte Mobilité	2 000,00	00024681	03/11/2025
		Compte Mobilité	2 300,00	00024702	03/11/2025
		Compte Mobilité	2 000,00	00024747	03/11/2025
		Compte Mobilité	2 300,00	00024850	03/11/2025
		Compte Mobilité	2 300,00	00024871	03/11/2025
		Compte Mobilité	2 500,00	00024909	03/11/2025

TOTAL	379 400,00

Liste des bénéficiaires de l'aide ZFE-m à la conversion (particuliers)

en application de la délibération du 15 octobre 2021

Pour la période du 31/10/2025 au 15/09/2026

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	REF DU VEHICULE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2025	00022719	[redacted]		1 - Achat	[redacted]	2 000,00	31/10/2025
2025	00022830			1 - Achat		4 000,00	31/10/2025
2025	00023030			1 - Achat		1 000,00	31/10/2025
2025	00023192			1 - Achat		4 000,00	31/10/2025
2025	00023338			1 - Achat		3 000,00	31/10/2025
2025	00024326			1 - Achat		2 400,00	31/10/2025
2025	00024375			1 - Achat		3 000,00	31/10/2025
2025	00024389			1 - Achat		4 000,00	31/10/2025
2025	00024546			1 - Achat		2 000,00	31/10/2025
2025	00024663			1 - Achat		3 000,00	31/10/2025
2025	00024673			1 - Achat		4 000,00	31/10/2025
2025	00024707			1 - Achat		3 760,00	31/10/2025
2025	00024719			1 - Achat		4 000,00	31/10/2025
2025	00024721			1 - Achat		3 000,00	31/10/2025
2025	00024728			1 - Achat		4 000,00	31/10/2025
2025	00024739			1 - Achat		3 000,00	31/10/2025
2025	00024742			1 - Achat		3 000,00	31/10/2025
2025	00024746			1 - Achat		4 000,00	31/10/2025
2025	00024767			1 - Achat		2 000,00	31/10/2025
2025	00018603			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00022951			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00022976			1 - Achat		3 000,00	15/11/2025
2025	00023138			1 - Achat		2 000,00	15/11/2025
2025	00024082			1 - Achat		3 000,00	15/11/2025
2025	00024236			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024241			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024245			1 - Achat		3 000,00	15/11/2025
2025	00024426			1 - Achat		2 000,00	15/11/2025
2025	00024473			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024475			1 - Achat		3 000,00	15/11/2025
2025	00024483			1 - Achat		3 000,00	15/11/2025
2025	00024579			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024651			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024670			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024706			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024718			1 - Achat		3 000,00	15/11/2025
2025	00024722			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024730			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024734			1 - Achat		2 000,00	15/11/2025
2025	00024737			1 - Achat		3 000,00	15/11/2025
2025	00024738			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024745			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024752			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024760			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024763			1 - Achat		2 000,00	15/11/2025
2025	00024768			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024769			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024784			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024788			1 - Achat		3 000,00	15/11/2025
2025	00024791			1 - Achat		2 000,00	15/11/2025
2025	00024794			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024804			1 - Achat		3 000,00	15/11/2025
2025	00024805			2 - Location longue durée		4 000,00	15/11/2025
2025	00024808			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024811			1 - Achat		3 000,00	15/11/2025
2025	00024815			1 - Achat		3 000,00	15/11/2025
2025	00024816			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024825			1 - Achat		2 000,00	15/11/2025

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	REF DU VEHICULE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2025	00024838			1 - Achat		2 000,00	15/11/2025
2025	00024869			1 - Achat		3 000,00	15/11/2025
2025	00024874			1 - Achat		3 000,00	15/11/2025
2025	00024885			1 - Achat		3 000,00	15/11/2025
2025	00024886			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024905			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024918			1 - Achat		3 000,00	15/11/2025
2025	00024922			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024925			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024937			1 - Achat		3 000,00	15/11/2025
2025	00024956			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024964			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024965			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024971			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024972			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024981			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024991			1 - Achat		2 000,00	15/11/2025
2025	00025037			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00025041			1 - Achat		3 000,00	15/11/2025
2025	00025048			1 - Achat		2 000,00	15/11/2025
2025	00025062			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00025083			1 - Achat		4 000,00	15/11/2025
2025	00024532			1 - Achat		2 000,00	30/11/2025
2025	00024536			1 - Achat		2 000,00	30/11/2025
2025	00024770			1 - Achat		3 000,00	30/11/2025
2025	00024780			1 - Achat		3 000,00	30/11/2025
2025	00024814			1 - Achat		3 000,00	30/11/2025
2025	00024859			1 - Achat		4 000,00	30/11/2025
2025	00024901			1 - Achat		3 000,00	30/11/2025
2025	00024916			1 - Achat		4 000,00	30/11/2025
2025	00024985			1 - Achat		3 000,00	30/11/2025
2025	00025010			1 - Achat		3 000,00	30/11/2025
2025	00025023			1 - Achat		4 000,00	30/11/2025
2025	00025024			1 - Achat		4 000,00	30/11/2025
2025	00025025			1 - Achat		4 000,00	30/11/2025
2025	00025038			1 - Achat		4 000,00	30/11/2025
2025	00025042			1 - Achat		3 000,00	30/11/2025
2025	00025084			1 - Achat		4 000,00	30/11/2025
2025	00025088			1 - Achat		4 000,00	30/11/2025
2025	00025093			1 - Achat		2 000,00	30/11/2025
2025	00025098			1 - Achat		2 000,00	30/11/2025
2025	00025099			1 - Achat		3 000,00	30/11/2025
2025	00025114			1 - Achat		3 000,00	30/11/2025
2025	00025126			1 - Achat		3 000,00	30/11/2025
2025	00025133			1 - Achat		4 000,00	30/11/2025
2025	00025150			1 - Achat		4 000,00	30/11/2025
2025	00025151			1 - Achat		3 000,00	30/11/2025
2025	00025153			1 - Achat		3 000,00	30/11/2025
2025	00025155			1 - Achat		3 000,00	30/11/2025
2025	00025157			1 - Achat		4 000,00	30/11/2025
2025	00025159			1 - Achat		4 000,00	30/11/2025
2025	00025186			1 - Achat		4 000,00	30/11/2025
2025	00025187			1 - Achat		4 000,00	30/11/2025
2025	00025201			1 - Achat		4 000,00	30/11/2025
2025	00025252			1 - Achat		3 000,00	30/11/2025
2025	00025253			1 - Achat		2 000,00	30/11/2025
2025	00024895			1 - Achat		4 000,00	14/12/2025
2025	00025014			1 - Achat		3 000,00	14/12/2025
2025	00025040			1 - Achat		4 000,00	14/12/2025
2025	00025047			1 - Achat		4 000,00	14/12/2025
2025	00025060			1 - Achat		4 000,00	14/12/2025
2025	00025081			1 - Achat		3 000,00	14/12/2025
2025	00025149			1 - Achat		2 000,00	14/12/2025

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	REF DU VEHICULE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2025	00025227			1 - Achat		2 000,00	14/12/2025
2025	00025254			1 - Achat		3 000,00	14/12/2025
2025	00025259			1 - Achat		4 000,00	14/12/2025
2025	00025300			1 - Achat		4 000,00	14/12/2025
2025	00025315			1 - Achat		2 000,00	14/12/2025
2025	00025317			1 - Achat		4 000,00	14/12/2025
2025	00025375			1 - Achat		4 000,00	14/12/2025
2025	00025389			1 - Achat		3 000,00	14/12/2025
2025	00025450			1 - Achat		3 000,00	14/12/2025
2025	00025456			2 - Location longue durée		3 000,00	14/12/2025
2025	00025466			1 - Achat		4 000,00	14/12/2025
2025	00025477			1 - Achat		3 000,00	14/12/2025
2025	00025506			1 - Achat		3 600,00	14/12/2025
2025	00024006			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00024420			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00024748			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00024892			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00025015			1 - Achat		3 760,00	31/12/2025
2025	00025144			1 - Achat		3 000,00	31/12/2025
2025	00025154			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00025156			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00025168			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00025172			1 - Achat		2 000,00	31/12/2025
2025	00025203			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00025229			1 - Achat		3 000,00	31/12/2025
2025	00025235			1 - Achat		3 000,00	31/12/2025
2025	00025238			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00025302			1 - Achat		2 000,00	31/12/2025
2025	00025303			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00025316			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00025335			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00025386			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00025400			1 - Achat		3 000,00	31/12/2025
2025	00025431			1 - Achat		2 000,00	31/12/2025
2025	00025440			1 - Achat		3 000,00	31/12/2025
2025	00025463			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00025467			1 - Achat		3 000,00	31/12/2025
2025	00025469			1 - Achat		3 000,00	31/12/2025
2025	00025478			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00025482			1 - Achat		3 000,00	31/12/2025
2025	00025483			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00025485			1 - Achat		3 000,00	31/12/2025
2025	00025487			1 - Achat		3 600,00	31/12/2025
2025	00025489			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00025491			2 - Location longue durée		3 000,00	31/12/2025
2025	00025492			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00025509			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00025519			1 - Achat		3 000,00	31/12/2025
2025	00025523			1 - Achat		3 000,00	31/12/2025
2025	00025529			1 - Achat		3 000,00	31/12/2025
2025	00025532			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00025535			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00025536			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00025543			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00025546			1 - Achat		3 000,00	31/12/2025
2025	00025553			1 - Achat		2 000,00	31/12/2025
2025	00025567			1 - Achat		3 000,00	31/12/2025
2025	00025568			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00025572			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025
2025	00025574			1 - Achat		3 000,00	31/12/2025
2025	00025603			1 - Achat		3 000,00	31/12/2025
2025	00025612			1 - Achat		3 000,00	31/12/2025
2025	00025632			1 - Achat		4 000,00	31/12/2025

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	REF DU VEHICULE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2025	00025636	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	31/12/2025
2025	00025642	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/12/2025
2025	00025645	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 680,00	31/12/2025
2025	00025650	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/12/2025
2025	00025658	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/12/2025
2025	00025668	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/12/2025
2026	00024545	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/01/2026
2026	00025192	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	15/01/2026
2026	00025347	[redacted]	[redacted]	2 - Location longue durée	[redacted]	2 296,00	15/01/2026
2026	00025497	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/01/2026
2026	00025503	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/01/2026
2026	00025530	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/01/2026
2026	00025563	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/01/2026
2026	00025579	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/01/2026
2026	00025589	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/01/2026
2026	00025595	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/01/2026
2026	00025608	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/01/2026
2026	00025629	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/01/2026
2026	00025637	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 840,00	15/01/2026
2026	00025649	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/01/2026
2026	00025652	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/01/2026
2026	00025655	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/01/2026
2026	00025666	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/01/2026
2026	00025683	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/01/2026
2026	00025723	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/01/2026
2026	00025749	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/01/2026
2026	00025766	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/01/2026
2026	00024882	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025052	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025057	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025267	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025310	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/01/2026
2026	00025438	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025439	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/01/2026
2026	00025511	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/01/2026
2026	00025542	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/01/2026
2026	00025566	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025580	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/01/2026
2026	00025585	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025586	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025587	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/01/2026
2026	00025592	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/01/2026
2026	00025607	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025618	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/01/2026
2026	00025620	[redacted]	[redacted]	2 - Location longue durée	[redacted]	2 000,00	31/01/2026
2026	00025626	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/01/2026
2026	00025634	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/01/2026
2026	00025639	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025641	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/01/2026
2026	00025646	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	31/01/2026
2026	00025656	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025659	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025664	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/01/2026
2026	00025665	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025670	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025672	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/01/2026
2026	00025679	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 800,00	31/01/2026
2026	00025684	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025685	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/01/2026
2026	00025696	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025697	[redacted]	[redacted]	2 - Location longue durée	[redacted]	2 000,00	31/01/2026
2026	00025701	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025702	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	REF DU VEHICULE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2026	00025705	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/01/2026
2026	00025706	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/01/2026
2026	00025708	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025709	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025710	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025716	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/01/2026
2026	00025719	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/01/2026
2026	00025732	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025735	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/01/2026
2026	00025738	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025739	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025750	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/01/2026
2026	00025751	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025755	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025757	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	31/01/2026
2026	00025783	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025784	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025809	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 800,00	31/01/2026
2026	00025818	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/01/2026
2026	00025827	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	31/01/2026
2026	00025830	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025839	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025844	[redacted]	[redacted]	2 - Location longue durée	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025847	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025852	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025857	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	31/01/2026
2026	00025861	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025869	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025879	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	31/01/2026
2026	00025884	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025885	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025893	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025921	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	31/01/2026
2026	00025939	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00025963	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/01/2026
2026	00024980	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/02/2026
2026	00025417	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/02/2026
2026	00025479	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/02/2026
2026	00025627	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/02/2026
2026	00025635	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/02/2026
2026	00025675	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 640,00	15/02/2026
2026	00025721	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 999,20	15/02/2026
2026	00025733	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/02/2026
2026	00025741	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/02/2026
2026	00025790	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/02/2026
2026	00025798	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	15/02/2026
2026	00025803	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/02/2026
2026	00025825	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/02/2026
2026	00025838	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/02/2026
2026	00025860	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/02/2026
2026	00025877	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/02/2026
2026	00025942	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/02/2026
2026	00025966	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/02/2026
2026	00025972	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/02/2026
2026	00026004	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/02/2026
2026	00026043	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/02/2026
2026	00026053	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/02/2026
2026	00026056	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	15/02/2026
2026	00026059	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/02/2026
2026	00026072	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/02/2026
2026	00026574	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/02/2026
2026	00026580	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/02/2026
2026	00026596	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/02/2026

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	REF DU VEHICULE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2026	00026644			1 - Achat		4 000,00	15/02/2026
2026	00026692			1 - Achat		3 000,00	15/02/2026
2026	00025531			1 - Achat		3 000,00	28/02/2026
2026	00025631			1 - Achat		4 000,00	28/02/2026
2026	00025694			1 - Achat		2 000,00	28/02/2026
2026	00025707			1 - Achat		4 000,00	28/02/2026
2026	00025792			1 - Achat		2 000,00	28/02/2026
2026	00025808			2 - Location longue durée		4 000,00	28/02/2026
2026	00025916			1 - Achat		3 000,00	28/02/2026
2026	00025955			1 - Achat		2 000,00	28/02/2026
2026	00026002			1 - Achat		2 000,00	28/02/2026
2026	00026006			1 - Achat		4 000,00	28/02/2026
2026	00026517			1 - Achat		2 000,00	28/02/2026
2026	00026569			1 - Achat		4 000,00	28/02/2026
2026	00026595			1 - Achat		3 000,00	28/02/2026
2026	00026696			1 - Achat		2 000,00	28/02/2026
2026	00026704			1 - Achat		4 000,00	28/02/2026
2026	00026712			1 - Achat		4 000,00	28/02/2026
2026	00026715			1 - Achat		3 000,00	28/02/2026
2026	00026716			1 - Achat		3 000,00	28/02/2026
2026	00026730			1 - Achat		4 000,00	28/02/2026
2026	00026744			1 - Achat		3 000,00	28/02/2026
2026	00026771			1 - Achat		4 000,00	28/02/2026
2026	00026772			1 - Achat		4 000,00	28/02/2026
2026	00026783			1 - Achat		3 000,00	28/02/2026
2026	00026785			1 - Achat		2 000,00	28/02/2026
2026	00026787			1 - Achat		3 000,00	28/02/2026
2026	00026793			1 - Achat		3 000,00	28/02/2026
2026	00026801			1 - Achat		3 600,00	28/02/2026
2026	00025355			1 - Achat		2 000,00	15/03/2026
2026	00025555			1 - Achat		3 000,00	15/03/2026
2026	00025569			1 - Achat		4 000,00	15/03/2026
2026	00025829			1 - Achat		4 000,00	15/03/2026
2026	00025840			1 - Achat		2 000,00	15/03/2026
2026	00026554			1 - Achat		4 000,00	15/03/2026
2026	00026559			1 - Achat		2 000,00	15/03/2026
2026	00026698			1 - Achat		3 000,00	15/03/2026
2026	00026724			1 - Achat		2 000,00	15/03/2026
2026	00026738			1 - Achat		4 000,00	15/03/2026
2026	00026798			1 - Achat		2 800,00	15/03/2026
2026	00026799			1 - Achat		2 800,00	15/03/2026
2026	00026843			1 - Achat		4 000,00	15/03/2026
2026	00026846			1 - Achat		3 000,00	15/03/2026
2026	00026849			1 - Achat		3 920,00	15/03/2026
2026	00026871			1 - Achat		2 000,00	15/03/2026
2026	00026875			1 - Achat		4 000,00	15/03/2026
2026	00026898			1 - Achat		3 000,00	15/03/2026
2026	00026904			1 - Achat		4 000,00	15/03/2026
2026	00026965			1 - Achat		4 000,00	15/03/2026
2026	00026970			1 - Achat		2 000,00	15/03/2026
2026	00024998			1 - Achat		2 000,00	31/03/2026
2026	00025698			1 - Achat		3 000,00	31/03/2026
2026	00026549			1 - Achat		3 000,00	31/03/2026
2026	00026723			1 - Achat		3 000,00	31/03/2026
2026	00026732			1 - Achat		3 000,00	31/03/2026
2026	00026823			1 - Achat		4 000,00	31/03/2026
2026	00026834			1 - Achat		2 000,00	31/03/2026
2026	00026844			1 - Achat		4 000,00	31/03/2026
2026	00026865			1 - Achat		2 000,00	31/03/2026
2026	00026902			1 - Achat		4 000,00	31/03/2026
2026	00026905			1 - Achat		3 000,00	31/03/2026
2026	00026942			1 - Achat		3 000,00	31/03/2026
2026	00026964			1 - Achat		4 000,00	31/03/2026

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	REF DU VEHICULE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2026	00027010			1 - Achat		4 000,00	31/03/2026
2026	00027089			1 - Achat		3 000,00	31/03/2026
2026	00027113			1 - Achat		4 000,00	31/03/2026
2026	00027150			1 - Achat		4 000,00	31/03/2026
2026	00025667			1 - Achat		4 000,00	15/04/2026
2026	00025686			1 - Achat		3 120,00	15/04/2026
2026	00026688			1 - Achat		4 000,00	15/04/2026
2026	00026722			1 - Achat		3 000,00	15/04/2026
2026	00026740			1 - Achat		4 000,00	15/04/2026
2026	00026782			1 - Achat		2 000,00	15/04/2026
2026	00026791			1 - Achat		2 960,00	15/04/2026
2026	00026794			2 - Location longue durée		4 000,00	15/04/2026
2026	00026804			1 - Achat		2 000,00	15/04/2026
2026	00026818			1 - Achat		3 000,00	15/04/2026
2026	00026835			1 - Achat		4 000,00	15/04/2026
2026	00026850			1 - Achat		4 000,00	15/04/2026
2026	00026852			1 - Achat		3 000,00	15/04/2026
2026	00026857			2 - Location longue durée		3 000,00	15/04/2026
2026	00026861			1 - Achat		3 000,00	15/04/2026
2026	00026862			1 - Achat		4 000,00	15/04/2026
2026	00026866			1 - Achat		4 000,00	15/04/2026
2026	00026868			1 - Achat		4 000,00	15/04/2026
2026	00026881			1 - Achat		3 000,00	15/04/2026
2026	00026899			1 - Achat		4 000,00	15/04/2026
2026	00026913			2 - Location longue durée		3 000,00	15/04/2026
2026	00026928			1 - Achat		4 000,00	15/04/2026
2026	00026935			1 - Achat		3 000,00	15/04/2026
2026	00026937			1 - Achat		4 000,00	15/04/2026
2026	00026944			1 - Achat		4 000,00	15/04/2026
2026	00026947			1 - Achat		3 000,00	15/04/2026
2026	00026954			1 - Achat		2 000,00	15/04/2026
2026	00026956			1 - Achat		3 000,00	15/04/2026
2026	00026957			1 - Achat		4 000,00	15/04/2026
2026	00026960			1 - Achat		3 000,00	15/04/2026
2026	00026974			1 - Achat		4 000,00	15/04/2026
2026	00026990			1 - Achat		4 000,00	15/04/2026
2026	00027045			1 - Achat		2 000,00	15/04/2026
2026	00027047			1 - Achat		3 200,00	15/04/2026
2026	00027069			1 - Achat		3 000,00	15/04/2026
2026	00027110			1 - Achat		3 480,00	15/04/2026
2026	00027118			1 - Achat		3 000,00	15/04/2026
2026	00027145			1 - Achat		4 000,00	15/04/2026
2026	00027159			1 - Achat		4 000,00	15/04/2026
2026	00027163			1 - Achat		4 000,00	15/04/2026
2026	00027180			1 - Achat		4 000,00	15/04/2026
2026	00027192			1 - Achat		4 000,00	15/04/2026
2026	00027225			1 - Achat		4 000,00	15/04/2026
2026	00027249			1 - Achat		3 000,00	15/04/2026
2026	00027250			1 - Achat		4 000,00	15/04/2026
2026	00027266			1 - Achat		2 000,00	15/04/2026
2026	00026708			1 - Achat		4 000,00	30/04/2026
2026	00026761			1 - Achat		4 000,00	30/04/2026
2026	00026851			1 - Achat		2 000,00	30/04/2026
2026	00026858			1 - Achat		4 000,00	30/04/2026
2026	00026885			1 - Achat		3 000,00	30/04/2026
2026	00026929			1 - Achat		4 000,00	30/04/2026
2026	00026997			1 - Achat		2 000,00	30/04/2026
2026	00027025			1 - Achat		3 000,00	30/04/2026
2026	00027120			1 - Achat		3 000,00	30/04/2026
2026	00027127			1 - Achat		4 000,00	30/04/2026
2026	00027142			1 - Achat		4 000,00	30/04/2026
2026	00027164			1 - Achat		4 000,00	30/04/2026
2026	00027214			2 - Location longue durée		2 000,00	30/04/2026

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	REF DU VEHICULE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2026	00027241			1 - Achat		3 000,00	30/04/2026
2026	00027261			1 - Achat		3 000,00	30/04/2026
2026	00027264			1 - Achat		4 000,00	30/04/2026
2026	00027276			1 - Achat		3 000,00	30/04/2026
2026	00027287			1 - Achat		4 000,00	30/04/2026
2026	00027289			1 - Achat		4 000,00	30/04/2026
2026	00027293			1 - Achat		4 000,00	30/04/2026
2026	00027301			1 - Achat		4 000,00	30/04/2026
2026	00027334			1 - Achat		4 000,00	30/04/2026
2026	00027373			1 - Achat		3 000,00	30/04/2026
2026	00027405			1 - Achat		4 000,00	30/04/2026
2026	00027411			1 - Achat		4 000,00	30/04/2026
2026	00027413			1 - Achat		4 000,00	30/04/2026
2026	00027427			1 - Achat		2 000,00	30/04/2026
2026	00027471			1 - Achat		3 000,00	30/04/2026
2026	00027501			1 - Achat		2 000,00	30/04/2026
2026	00027518			1 - Achat		4 000,00	30/04/2026
2026	00027534			1 - Achat		3 760,00	15/05/2026
2026	00027548			1 - Achat		4 000,00	15/05/2026
2026	00027551			1 - Achat		4 000,00	15/05/2026
2026	00027569			1 - Achat		2 000,00	15/05/2026
2026	00027574			1 - Achat		3 000,00	15/05/2026
2026	00027594			1 - Achat		4 000,00	15/05/2026
2026	00026061			1 - Achat		4 000,00	31/05/2026
2026	00026837			1 - Achat		3 000,00	31/05/2026
2026	00027161			1 - Achat		3 000,00	31/05/2026
2026	00027189			1 - Achat		4 000,00	31/05/2026
2026	00027288			1 - Achat		4 000,00	31/05/2026
2026	00027296			1 - Achat		4 000,00	31/05/2026
2026	00027305			2 - Location longue durée		3 000,00	31/05/2026
2026	00027326			1 - Achat		3 000,00	31/05/2026
2026	00027330			1 - Achat		3 000,00	31/05/2026
2026	00027332			1 - Achat		3 000,00	31/05/2026
2026	00027352			1 - Achat		3 000,00	31/05/2026
2026	00027357			1 - Achat		4 000,00	31/05/2026
2026	00027359			1 - Achat		3 000,00	31/05/2026
2026	00027376			1 - Achat		4 000,00	31/05/2026
2026	00027388			1 - Achat		3 000,00	31/05/2026
2026	00027404			1 - Achat		2 000,00	31/05/2026
2026	00027406			1 - Achat		2 800,00	31/05/2026
2026	00027414			1 - Achat		3 000,00	31/05/2026
2026	00027424			1 - Achat		3 600,00	31/05/2026
2026	00027449			1 - Achat		3 000,00	31/05/2026
2026	00027459			1 - Achat		2 800,00	31/05/2026
2026	00027464			1 - Achat		3 000,00	31/05/2026
2026	00027516			1 - Achat		3 000,00	31/05/2026
2026	00027527			1 - Achat		3 000,00	31/05/2026
2026	00027533			1 - Achat		3 000,00	31/05/2026
2026	00027554			1 - Achat		3 000,00	31/05/2026
2026	00027563			1 - Achat		4 000,00	31/05/2026
2026	00027577			1 - Achat		3 000,00	31/05/2026
2026	00027580			1 - Achat		2 000,00	31/05/2026
2026	00027585			1 - Achat		2 000,00	31/05/2026
2026	00027593			1 - Achat		4 000,00	31/05/2026
2026	00027601			1 - Achat		2 000,00	31/05/2026
2026	00027609			1 - Achat		4 000,00	31/05/2026
2026	00027612			1 - Achat		3 000,00	31/05/2026
2026	00027634			1 - Achat		4 000,00	31/05/2026
2026	00027652			1 - Achat		4 000,00	31/05/2026
2026	00027655			1 - Achat		2 000,00	31/05/2026
2026	00027657			1 - Achat		2 000,00	31/05/2026
2026	00027658			1 - Achat		4 000,00	31/05/2026
2026	00027664			1 - Achat		4 000,00	31/05/2026

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	REF DU VEHICULE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2026	00027672	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/05/2026
2026	00027680	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	31/05/2026
2026	00027685	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 600,00	31/05/2026
2026	00027692	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/05/2026
2026	00027695	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/05/2026
2026	00027716	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/05/2026
2026	00027728	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/05/2026
2026	00027734	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/05/2026
2026	00027737	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	31/05/2026
2026	00027741	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	31/05/2026
2026	00027774	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	31/05/2026
2026	00027788	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/05/2026
2026	00027823	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/05/2026
2026	00027824	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	31/05/2026
2026	00027838	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	31/05/2026
2026	00027843	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	31/05/2026
2026	00027848	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	31/05/2026
2026	00026792	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/06/2026
2026	00027019	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/06/2026
2026	00027156	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/06/2026
2026	00027207	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/06/2026
2026	00027372	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/06/2026
2026	00027392	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/06/2026
2026	00027493	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	15/06/2026
2026	00027608	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/06/2026
2026	00027647	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/06/2026
2026	00027660	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/06/2026
2026	00027668	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/06/2026
2026	00027670	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/06/2026
2026	00027714	[redacted]	[redacted]	2 - Location longue durée	[redacted]	2 000,00	15/06/2026
2026	00027718	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	15/06/2026
2026	00027756	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/06/2026
2026	00027765	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/06/2026
2026	00027772	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 611,01	15/06/2026
2026	00027800	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/06/2026
2026	00027808	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/06/2026
2026	00027812	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/06/2026
2026	00027845	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/06/2026
2026	00027849	[redacted]	[redacted]	2 - Location longue durée	[redacted]	3 000,00	15/06/2026
2026	00027854	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/06/2026
2026	00027859	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	15/06/2026
2026	00027874	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	15/06/2026
2026	00027877	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/06/2026
2026	00027909	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/06/2026
2026	00027587	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	30/06/2026
2026	00027653	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	30/06/2026
2026	00027684	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	30/06/2026
2026	00027706	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	30/06/2026
2026	00027727	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	30/06/2026
2026	00027735	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	30/06/2026
2026	00027863	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	30/06/2026
2026	00027899	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	30/06/2026
2026	00027908	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	30/06/2026
2026	00027946	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	30/06/2026
2026	00027953	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	30/06/2026
2026	00027958	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	30/06/2026
2026	00027959	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	30/06/2026
2026	00027986	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 640,00	30/06/2026
2026	00027988	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	30/06/2026
2026	00027989	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	30/06/2026
2026	00027992	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	30/06/2026
2026	00028034	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	30/06/2026
2026	00028039	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	30/06/2026

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	REF DU VEHICULE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2026	00028046			1 - Achat		3 000,00	30/06/2026
2026	00028094			1 - Achat		3 000,00	30/06/2026
2026	00028101			1 - Achat		3 000,00	30/06/2026
2026	00028108			1 - Achat		2 000,00	30/06/2026
2026	00028116			1 - Achat		4 000,00	30/06/2026
2026	00028121			1 - Achat		4 000,00	30/06/2026
2026	00028137			1 - Achat		3 000,00	30/06/2026
2026	00028142			1 - Achat		2 000,00	30/06/2026
2026	00028153			1 - Achat		3 000,00	30/06/2026
2026	00028164			1 - Achat		3 000,00	30/06/2026
2026	00028166			1 - Achat		4 000,00	30/06/2026
2026	00028174			1 - Achat		4 000,00	30/06/2026
2026	00028178			1 - Achat		4 000,00	30/06/2026
2026	00028182			1 - Achat		4 000,00	30/06/2026
2026	00028203			1 - Achat		4 000,00	30/06/2026
2026	00026900			1 - Achat		2 000,00	15/07/2026
2026	00027252			1 - Achat		3 000,00	15/07/2026
2026	00027679			1 - Achat		4 000,00	15/07/2026
2026	00027705			2 - Location longue durée		3 000,00	15/07/2026
2026	00027721			1 - Achat		3 520,00	15/07/2026
2026	00027738			2 - Location longue durée		4 000,00	15/07/2026
2026	00027806			1 - Achat		4 000,00	15/07/2026
2026	00027852			1 - Achat		2 000,00	15/07/2026
2026	00027880			1 - Achat		4 000,00	15/07/2026
2026	00027902			1 - Achat		3 000,00	15/07/2026
2026	00027955			1 - Achat		4 000,00	15/07/2026
2026	00028024			1 - Achat		3 000,00	15/07/2026
2026	00028062			1 - Achat		4 000,00	15/07/2026
2026	00028072			2 - Location longue durée		2 000,00	15/07/2026
2026	00028085			1 - Achat		3 000,00	15/07/2026
2026	00028092			1 - Achat		2 000,00	15/07/2026
2026	00028122			2 - Location longue durée		3 000,00	15/07/2026
2026	00028139			1 - Achat		4 000,00	15/07/2026
2026	00028172			1 - Achat		3 000,00	15/07/2026
2026	00028212			1 - Achat		4 000,00	15/07/2026
2026	00028215			1 - Achat		3 680,00	15/07/2026
2026	00028218			1 - Achat		2 000,00	15/07/2026
2026	00028219			1 - Achat		3 000,00	15/07/2026
2026	00028234			1 - Achat		3 000,00	15/07/2026
2026	00028241			1 - Achat		2 000,00	15/07/2026
2026	00028259			1 - Achat		4 000,00	15/07/2026
2026	00028270			1 - Achat		4 000,00	15/07/2026
2026	00028297			1 - Achat		4 000,00	15/07/2026
2026	00028298			1 - Achat		2 000,00	15/07/2026
2026	00028319			1 - Achat		4 000,00	15/07/2026
2026	00028335			1 - Achat		3 000,00	15/07/2026
2026	00028359			1 - Achat		3 000,00	15/07/2026
2026	00027939			1 - Achat		4 000,00	31/07/2026
2026	00028001			1 - Achat		3 000,00	31/07/2026
2026	00028025			1 - Achat		2 000,00	31/07/2026
2026	00028083			1 - Achat		3 000,00	31/07/2026
2026	00028186			1 - Achat		3 360,00	31/07/2026
2026	00028222			1 - Achat		4 000,00	31/07/2026
2026	00028233			1 - Achat		1 200,00	31/07/2026
2026	00028249			1 - Achat		4 000,00	31/07/2026
2026	00028274			1 - Achat		4 000,00	31/07/2026
2026	00028301			1 - Achat		3 000,00	31/07/2026
2026	00028314			1 - Achat		4 000,00	31/07/2026
2026	00028322			1 - Achat		4 000,00	31/07/2026
2026	00028327			1 - Achat		4 000,00	31/07/2026
2026	00028372			1 - Achat		4 000,00	31/07/2026
2026	00028385			1 - Achat		3 000,00	31/07/2026
2026	00028396			1 - Achat		3 000,00	31/07/2026

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	REF DU VEHICULE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2026	00028400			1 - Achat		3 000,00	31/07/2026
2026	00028402			1 - Achat		2 000,00	31/07/2026
2026	00028436			1 - Achat		4 000,00	31/07/2026
2026	00028451			1 - Achat		3 440,00	31/07/2026
2026	00028459			1 - Achat		2 000,00	31/07/2026
2026	00028482			1 - Achat		3 000,00	31/07/2026
2026	00028491			1 - Achat		4 000,00	31/07/2026
2026	00028498			1 - Achat		2 000,00	31/07/2026
2026	00028543			1 - Achat		3 000,00	31/07/2026
2026	00028568			1 - Achat		3 000,00	31/07/2026
2026	00027673			1 - Achat		4 000,00	15/08/2026
2026	00027878			1 - Achat		2 000,00	15/08/2026
2026	00028165			1 - Achat		3 000,00	15/08/2026
2026	00028296			1 - Achat		3 000,00	15/08/2026
2026	00028304			1 - Achat		2 000,00	15/08/2026
2026	00028358			1 - Achat		2 000,00	15/08/2026
2026	00028383			1 - Achat		3 000,00	15/08/2026
2026	00028446			1 - Achat		4 000,00	15/08/2026
2026	00028473			1 - Achat		4 000,00	15/08/2026
2026	00028495			2 - Location longue durée		2 000,00	15/08/2026
2026	00028510			1 - Achat		4 000,00	15/08/2026
2026	00028536			1 - Achat		4 000,00	15/08/2026
2026	00028553			1 - Achat		3 000,00	15/08/2026
2026	00028558			1 - Achat		4 000,00	15/08/2026
2026	00027923			1 - Achat		3 000,00	31/08/2026
2026	00028300			1 - Achat		2 000,00	31/08/2026
2026	00028387			1 - Achat		3 000,00	31/08/2026
2026	00028429			1 - Achat		4 000,00	31/08/2026
2026	00028477			1 - Achat		4 000,00	31/08/2026
2026	00028500			1 - Achat		2 000,00	31/08/2026
2026	00028520			1 - Achat		4 000,00	31/08/2026
2026	00028524			1 - Achat		2 000,00	31/08/2026
2026	00028539			1 - Achat		4 000,00	31/08/2026
2026	00028588			1 - Achat		3 000,00	31/08/2026
2026	00028589			1 - Achat		3 000,00	31/08/2026
2026	00028601			1 - Achat		4 000,00	31/08/2026
2026	00028610			1 - Achat		2 000,00	31/08/2026
2026	00028640			1 - Achat		4 000,00	31/08/2026
2026	00029289			1 - Achat		3 000,00	31/08/2026
2026	00029302			1 - Achat		3 000,00	31/08/2026
2026	00029368			1 - Achat		2 000,00	31/08/2026
2026	00029387			1 - Achat		3 000,00	31/08/2026
2026	00029459			1 - Achat		2 560,00	31/08/2026
2026	00027545			1 - Achat		4 000,00	15/09/2026
2026	00028055			1 - Achat		4 000,00	15/09/2026
2026	00028287			1 - Achat		2 000,00	15/09/2026
2026	00028410			1 - Achat		4 000,00	15/09/2026
2026	00028426			1 - Achat		3 000,00	15/09/2026
2026	00028526			1 - Achat		4 000,00	15/09/2026
2026	00028560			1 - Achat		3 000,00	15/09/2026
2026	00028564			1 - Achat		2 000,00	15/09/2026
2026	00028570			1 - Achat		4 000,00	15/09/2026
2026	00028577			2 - Location longue durée		3 000,00	15/09/2026
2026	00028595			1 - Achat		4 000,00	15/09/2026
2026	00028633			1 - Achat		2 000,00	15/09/2026
2026	00028635			1 - Achat		3 000,00	15/09/2026
2026	00029281			1 - Achat		4 000,00	15/09/2026
2026	00029297			1 - Achat		4 000,00	15/09/2026
2026	00029306			1 - Achat		2 000,00	15/09/2026
2026	00029343			1 - Achat		4 000,00	15/09/2026
2026	00029367			1 - Achat		3 000,00	15/09/2026
2026	00029381			1 - Achat		4 000,00	15/09/2026
2026	00029388			1 - Achat		4 000,00	15/09/2026

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	REF DU VEHICULE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2026	00029394	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/09/2026
2026	00029402	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/09/2026
2026	00029405	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/09/2026
2026	00029406	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/09/2026
2026	00029413	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/09/2026
2026	00029441	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	15/09/2026
2026	00029453	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	15/09/2026
2026	00029456	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	15/09/2026
2026	00029471	[redacted]	[redacted]	2 - Location longue durée	[redacted]	2 000,00	15/09/2026
2026	00029474	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	15/09/2026
2026	00029479	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	15/09/2026
2026	00029483	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	15/09/2026
2026	00029498	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	15/09/2026
2026	00029503	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/09/2026
2026	00029504	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	15/09/2026
2026	00029534	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/09/2026
2026	00029573	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/09/2026
2026	00029575	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/09/2026
2026	00029624	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 560,00	15/09/2026
2026	00029640	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/09/2026
2026	00029645	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/09/2026
2026	00029658	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/09/2026
2026	00029697	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/09/2026
2026	00029713	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/09/2026
2026	00029725	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/09/2026
2026	00029741	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/09/2026
2026	00029790	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/09/2026
2026	00029841	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	15/09/2026
2026	00029882	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/09/2026
2026	00029886	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/09/2026
2026	00029887	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	15/09/2026
2026	00029888	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/09/2026
2026	00029892	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/09/2026
2026	00029898	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/09/2026
2026	00029899	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 440,00	15/09/2026
2026	00029915	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	15/09/2026
2026	00029918	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/09/2026
2026	00029926	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/09/2026
2026	00029927	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/09/2026
2026	00029954	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	15/09/2026
2026	00029982	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/09/2026
2026	00029999	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	4 000,00	15/09/2026
2026	00030003	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	3 000,00	15/09/2026
2026	00030082	[redacted]	[redacted]	1 - Achat	[redacted]	2 000,00	15/09/2026

TOTAL **2 405 626,21**

Liste des bénéficiaires de l'aide ZFE-m à la conversion (professionnels)

en application de la délibération du 17 décembre 2021

Pour la période du 31/10/2025 au 15/09/2026

EXERCICE	TYPE	REF DU VEHICULE	Référence administrative	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER	NOM DU BENEFICIAIRE
2026	2 - Location longue durée	[redacted]	00025752	8 500,00	15/02/2026	[redacted]
2026	2 - Location longue durée		00025691	8 500,00	28/02/2026	
2026	2 - Location longue durée		00025692	8 500,00	15/03/2026	
2026	2 - Location longue durée		00026994	8 500,00	30/04/2026	
2026	2 - Location longue durée		00027169	8 500,00	30/04/2026	
2026	2 - Location longue durée		00027194	4 000,00	30/04/2026	
2026	2 - Location longue durée		00027237	8 500,00	30/04/2026	
2026	2 - Location longue durée		00027298	8 500,00	30/04/2026	
2026	2 - Location longue durée		00027337	8 500,00	30/04/2026	
2026	1 - Achat		00027498	8 500,00	30/04/2026	
2026	1 - Achat		00027499	8 500,00	30/04/2026	
2026	2 - Location longue durée		00027770	8 500,00	15/06/2026	
2026	1 - Achat		00028030	1 500,00	30/06/2026	
2026	1 - Achat		00027763	1 500,00	15/07/2026	
2026	2 - Location longue durée		00028161	8 500,00	15/09/2026	

TOTAL **109 000,00**

Liste des bénéficiares d'aides VAE en application de la délibération du 17/12/2021 et du 03/02/2023

Pour la période du 31/10/2025 au 15/09/2026

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	N° GRAVAGE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2025	00024671	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024856	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024743	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024713	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024783	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024836	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	300,00	31/10/2025
2025	00024900	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024649	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024776	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	324,50	31/10/2025
2025	00024807	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024679	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00023449	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024652	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024873	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024801	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024720	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024766	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024842	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024800	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	400,00	31/10/2025
2025	00024694	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024792	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	450,00	31/10/2025
2025	00024903	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024854	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024782	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024777	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024910	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024668	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	300,00	31/10/2025
2025	00024806	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	400,00	31/10/2025
2025	00024773	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024861	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024835	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024726	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024926	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024930	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024645	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	300,00	31/10/2025
2025	00024140	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024525	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	400,00	31/10/2025
2025	00024687	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024691	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024424	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	400,00	31/10/2025
2025	00024477	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	400,00	31/10/2025
2025	00024764	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024881	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	300,00	31/10/2025
2025	00024523	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	399,50	31/10/2025
2025	00024754	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024388	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024927	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024929	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024899	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024725	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024616	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024585	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	392,00	31/10/2025
2025	00024575	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	300,00	31/10/2025
2025	00024674	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	300,00	31/10/2025
2025	00024795	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024822	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024440	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	31/10/2025
2025	00024081	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	300,00	31/10/2025
2025	00024934	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/11/2025
2025	00024941	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/11/2025
2025	00024951	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/11/2025
2025	00024938	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/11/2025
2025	00024846	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	300,00	15/11/2025
2025	00024855	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/11/2025
2025	00024820	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	399,50	15/11/2025
2025	00024817	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	499,50	15/11/2025
2025	00024959	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/11/2025
2025	00023453	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/11/2025
2025	00024867	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	400,00	15/11/2025

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	N° GRAVAGE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2025	00024961			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/11/2025
2025	00024947			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/11/2025
2025	00024844			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/11/2025
2025	00024868			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/11/2025
2025	00024979			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/11/2025
2025	00024957			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/11/2025
2025	00024862			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/11/2025
2025	00024785			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/11/2025
2025	00024860			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/11/2025
2025	00024851			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/11/2025
2025	00024841			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/11/2025
2025	00024932			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/11/2025
2025	00024935			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/11/2025
2025	00023292			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/11/2025
2025	00024893			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/11/2025
2025	00024948			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/11/2025
2025	00024253			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/11/2025
2025	00024945			1 - Un vélo à assistance électrique		450,00	30/11/2025
2025	00024908			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/11/2025
2025	00024993			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/11/2025
2025	00025068			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/11/2025
2025	00024843			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/11/2025
2025	00024939			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/11/2025
2025	00025177			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/11/2025
2025	00024942			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/11/2025
2025	00024924			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/11/2025
2025	00024839			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/11/2025
2025	00025022			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	30/11/2025
2025	00024818			1 - Un vélo à assistance électrique		399,50	30/11/2025
2025	00025166			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/11/2025
2025	00025096			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/11/2025
2025	00024933			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/11/2025
2025	00025072			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/11/2025
2025	00025162			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/11/2025
2025	00025008			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/11/2025
2025	00025087			1 - Un vélo à assistance électrique		397,50	30/11/2025
2025	00024977			1 - Un vélo à assistance électrique		494,00	30/11/2025
2025	00025143			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/11/2025
2025	00025234			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/11/2025
2025	00024488			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/11/2025
2025	00025147			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/11/2025
2025	00025137			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	14/12/2025
2025	00025061			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	14/12/2025
2025	00024944			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	14/12/2025
2025	00025272			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	14/12/2025
2025	00025520			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	14/12/2025
2025	00025384			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	14/12/2025
2025	00024563			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	14/12/2025
2025	00025524			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	14/12/2025
2025	00024289			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	14/12/2025
2025	00025393			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	14/12/2025
2025	00025221			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	14/12/2025
2025	00025188			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	14/12/2025
2025	00024875			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	14/12/2025
2025	00025457			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	14/12/2025
2025	00025471			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	14/12/2025
2025	00025319			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	14/12/2025
2025	00025288			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	14/12/2025
2025	00024700			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/12/2025
2025	00025484			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/12/2025
2025	00025505			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	31/12/2025
2025	00025518			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/12/2025
2025	00025459			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/12/2025
2025	00024374			1 - Un vélo à assistance électrique		450,00	31/12/2025
2025	00024310			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/12/2025
2025	00025468			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	31/12/2025
2025	00024267			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/12/2025
2025	00025373			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/12/2025
2025	00024997			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/12/2025
2025	00025488			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/12/2025
2025	00025344			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	31/12/2025
2025	00024962			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/12/2025

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	N° GRAVAGE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2026	00025727			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/01/2026
2026	00025674			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/01/2026
2026	00025745			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/01/2026
2026	00025617			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/01/2026
2026	00025613			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/01/2026
2026	00025832			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/01/2026
2026	00025907			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/01/2026
2026	00025943			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/01/2026
2026	00025768			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/01/2026
2026	00025822			3 - Une motorisation faite par un professionnel		150,00	31/01/2026
2026	00025826			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/01/2026
2026	00025947			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/01/2026
2026	00024915			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/01/2026
2026	00025778			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/01/2026
2026	00025770			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/01/2026
2026	00025486			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/01/2026
2026	00025359			1 - Un vélo à assistance électrique		397,00	31/01/2026
2026	00025961			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/01/2026
2026	00025908			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/01/2026
2026	00025837			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/01/2026
2026	00026613			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/02/2026
2026	00025323			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/02/2026
2026	00025321			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/02/2026
2026	00026051			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/02/2026
2026	00026073			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/02/2026
2026	00026065			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/02/2026
2026	00026017			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/02/2026
2026	00026571			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/02/2026
2026	00026519			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/02/2026
2026	00026050			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/02/2026
2026	00026657			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/02/2026
2026	00026557			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/02/2026
2026	00026608			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/02/2026
2026	00025796			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	28/02/2026
2026	00026790			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	28/02/2026
2026	00026703			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	28/02/2026
2026	00026727			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	28/02/2026
2026	00026762			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	28/02/2026
2026	00025475			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	28/02/2026
2026	00025986			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	28/02/2026
2026	00026561			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	28/02/2026
2026	00024348			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	28/02/2026
2026	00026701			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	28/02/2026
2026	00025557			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	28/02/2026
2026	00026705			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/03/2026
2026	00026518			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00025682			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00025747			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/03/2026
2026	00026763			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00025889			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00026576			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/03/2026
2026	00025890			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00025853			3 - Une motorisation faite par un professionnel		150,00	15/03/2026
2026	00026878			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00026887			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/03/2026
2026	00026795			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00026874			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/03/2026
2026	00025644			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00025979			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/03/2026
2026	00026695			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/03/2026
2026	00025849			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00025915			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/03/2026
2026	00025782			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00025754			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00025843			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00025834			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00025912			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00025614			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/03/2026
2026	00025764			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00025901			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00025854			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/03/2026
2026	00026833			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/03/2026

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	N° GRAVAGE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2026	00026567			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/03/2026
2026	00026890			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00026842			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/03/2026
2026	00026714			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/03/2026
2026	00026710			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/03/2026
2026	00025960			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/03/2026
2026	00026599			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00025917			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00025699			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00025855			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00025743			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00025786			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/03/2026
2026	00025775			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/03/2026
2026	00025633			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/03/2026
2026	00026864			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00026815			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/03/2026
2026	00026891			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00026773			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00026769			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00026888			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00026828			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/03/2026
2026	00026711			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/03/2026
2026	00026754			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/03/2026
2026	00026923			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/03/2026
2026	00025971			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/03/2026
2026	00026607			1 - Un vélo à assistance électrique		399,50	31/03/2026
2026	00026932			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/03/2026
2026	00026966			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/03/2026
2026	00027082			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/03/2026
2026	00027028			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/03/2026
2026	00026860			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/03/2026
2026	00027024			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/03/2026
2026	00027080			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/03/2026
2026	00027090			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/03/2026
2026	00027108			1 - Un vélo à assistance électrique		350,00	31/03/2026
2026	00027009			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	31/03/2026
2026	00026939			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	31/03/2026
2026	00026943			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/03/2026
2026	00027099			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/03/2026
2026	00026985			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/03/2026
2026	00027102			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/03/2026
2026	00027029			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/03/2026
2026	00025807			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/03/2026
2026	00025628			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	31/03/2026
2026	00026925			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/03/2026
2026	00026989			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/03/2026
2026	00027095			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/03/2026
2026	00027008			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/03/2026
2026	00026927			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/03/2026
2026	00027101			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/03/2026
2026	00022197			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/03/2026
2026	00027119			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/03/2026
2026	00026938			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/03/2026
2026	00027311			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/04/2026
2026	00026958			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/04/2026
2026	00026977			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/04/2026
2026	00027292			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/04/2026
2026	00027154			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/04/2026
2026	00027251			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/04/2026
2026	00027273			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/04/2026
2026	00027223			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/04/2026
2026	00027268			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/04/2026
2026	00027355			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/04/2026
2026	00027365			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/04/2026
2026	00026936			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/04/2026
2026	00027124			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/04/2026
2026	00027347			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/04/2026
2026	00027152			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/04/2026
2026	00027231			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/04/2026
2026	00027242			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/04/2026
2026	00027107			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/04/2026
2026	00027199			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/04/2026

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	N° GRAVAGE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2026	00027132			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/04/2026
2026	00027315			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/04/2026
2026	00027063			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/04/2026
2026	00027197			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/04/2026
2026	00027155			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/04/2026
2026	00027188			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/04/2026
2026	00027307			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/04/2026
2026	00027135			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/04/2026
2026	00027360			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/04/2026
2026	00027328			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/04/2026
2026	00027342			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/04/2026
2026	00027165			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027309			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/04/2026
2026	00027308			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/04/2026
2026	00027238			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/04/2026
2026	00027171			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027590			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027375			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/04/2026
2026	00027103			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00026836			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/04/2026
2026	00027319			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/04/2026
2026	00027385			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/04/2026
2026	00027522			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027340			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/04/2026
2026	00026869			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027426			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027265			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/04/2026
2026	00027476			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/04/2026
2026	00027302			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027186			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027604			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/04/2026
2026	00026945			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/04/2026
2026	00027567			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027510			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/04/2026
2026	00027455			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/04/2026
2026	00027339			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/04/2026
2026	00027445			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/04/2026
2026	00027610			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/04/2026
2026	00027401			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027443			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027417			1 - Un vélo à assistance électrique		449,50	30/04/2026
2026	00027378			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027271			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027430			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/04/2026
2026	00027439			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/04/2026
2026	00027528			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027303			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027407			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/04/2026
2026	00027505			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/04/2026
2026	00027513			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027415			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/04/2026
2026	00027440			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027346			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027178			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027320			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/04/2026
2026	00027578			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/04/2026
2026	00027565			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/04/2026
2026	00027591			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/04/2026
2026	00027497			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027536			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/04/2026
2026	00027573			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/04/2026
2026	00027500			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027517			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027295			1 - Un vélo à assistance électrique		249,50	30/04/2026
2026	00027564			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/04/2026
2026	00027481			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/04/2026
2026	00027484			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/04/2026
2026	00027222			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027338			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/04/2026
2026	00027191			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027480			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027461			3 - Une motorisation faite par un professionnel		150,00	30/04/2026

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	N° GRAVAGE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2026	00027496			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/04/2026
2026	00027597			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027512			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027437			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/04/2026
2026	00027444			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027196			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/04/2026
2026	00027395			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/05/2026
2026	00027394			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/05/2026
2026	00027884			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027801			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027883			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027832			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027758			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027791			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027807			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027851			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027822			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027860			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027709			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/05/2026
2026	00027562			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027639			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/05/2026
2026	00027783			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/05/2026
2026	00027790			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027792			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027794			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/05/2026
2026	00027633			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027799			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027755			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027682			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027694			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027850			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/05/2026
2026	00027669			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027885			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027736			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027508			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/05/2026
2026	00027550			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027126			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027595			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027558			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027560			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027650			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027361			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/05/2026
2026	00027452			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027566			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027465			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027671			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027689			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027701			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027690			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027583			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/05/2026
2026	00027615			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027606			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027711			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027740			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027662			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027221			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027704			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027707			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027651			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027746			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027344			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027719			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027766			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027744			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027745			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/05/2026
2026	00027768			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027785			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027232			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/05/2026
2026	00027748			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027762			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027520			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/05/2026
2026	00027148			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	N° GRAVAGE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2026	00027324			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/05/2026
2026	00027613			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027603			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/05/2026
2026	00027882			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027813			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027586			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027881			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027869			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027764			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/05/2026
2026	00027818			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027715			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027555			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027419			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/05/2026
2026	00027632			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/05/2026
2026	00027864			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/05/2026
2026	00027846			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	31/05/2026
2026	00027775			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00027975			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00027708			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/06/2026
2026	00027693			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/06/2026
2026	00027969			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00027777			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/06/2026
2026	00027957			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/06/2026
2026	00027830			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/06/2026
2026	00027786			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00027887			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/06/2026
2026	00027837			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00027911			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/06/2026
2026	00027981			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00027833			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/06/2026
2026	00027941			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/06/2026
2026	00028059			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00028056			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00027618			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00028052			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00027931			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00027753			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/06/2026
2026	00028038			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00028031			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/06/2026
2026	00028022			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/06/2026
2026	00028002			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00027930			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00028043			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00028050			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00028041			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00028010			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00028021			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00028020			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00028004			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/06/2026
2026	00027964			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00027898			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00027865			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00027983			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00027696			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/06/2026
2026	00027809			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00027661			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/06/2026
2026	00027966			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/06/2026
2026	00027784			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/06/2026
2026	00027798			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00028058			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/06/2026
2026	00028061			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/06/2026
2026	00028035			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/06/2026
2026	00028018			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	30/06/2026
2026	00028017			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	30/06/2026
2026	00027925			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/06/2026
2026	00027904			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/06/2026
2026	00028076			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	30/06/2026
2026	00027826			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/06/2026
2026	00028032			3 - Une motorisation faite par un professionnel		150,00	30/06/2026
2026	00028013			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/06/2026
2026	00028069			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/06/2026
2026	00027943			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	30/06/2026

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	N° GRAVAGE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2026	00027985			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	30/06/2026
2026	00028007			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/06/2026
2026	00027442			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/06/2026
2026	00027963			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/06/2026
2026	00028009			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	30/06/2026
2026	00028048			3 - Une motorisation faite par un professionnel		150,00	30/06/2026
2026	00027949			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/06/2026
2026	00027821			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/06/2026
2026	00028006			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	30/06/2026
2026	00028221			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/07/2026
2026	00028376			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028213			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028084			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028333			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028037			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028373			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028350			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/07/2026
2026	00028144			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028378			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028136			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028209			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028151			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028223			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/07/2026
2026	00028140			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00027839			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028207			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028290			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028357			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028377			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028141			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028157			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028310			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/07/2026
2026	00027773			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028155			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028176			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028185			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028120			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028079			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/07/2026
2026	00028343			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028289			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028170			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028191			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/07/2026
2026	00028286			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028334			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028262			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028329			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028171			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028188			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028291			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028114			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028235			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028242			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028220			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028102			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028192			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00027997			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028374			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028379			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028214			1 - Un vélo à assistance électrique		349,50	15/07/2026
2026	00028258			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028100			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028033			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028112			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028201			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028282			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028211			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028229			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028051			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028224			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00027967			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028199			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028353			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	N° GRAVAGE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2026	00028330			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028138			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028293			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028364			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/07/2026
2026	00028193			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/07/2026
2026	00028389			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	31/07/2026
2026	00028237			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/07/2026
2026	00028606			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/07/2026
2026	00028250			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/07/2026
2026	00028415			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/07/2026
2026	00028371			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/07/2026
2026	00028625			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/07/2026
2026	00028546			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/07/2026
2026	00028160			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/07/2026
2026	00028607			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/07/2026
2026	00026926			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/07/2026
2026	00028626			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/07/2026
2026	00028632			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/07/2026
2026	00028611			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/07/2026
2026	00029321			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/07/2026
2026	00029342			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/07/2026
2026	00028326			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	31/07/2026
2026	00028179			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/07/2026
2026	00028261			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/07/2026
2026	00029280			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/07/2026
2026	00028464			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	31/07/2026
2026	00028559			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/07/2026
2026	00028225			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/07/2026
2026	00028581			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/07/2026
2026	00028408			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/07/2026
2026	00028623			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/07/2026
2026	00028404			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/07/2026
2026	00028347			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	31/07/2026
2026	00028216			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/07/2026
2026	00028386			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/07/2026
2026	00028438			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/07/2026
2026	00028448			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/07/2026
2026	00028278			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/07/2026
2026	00028592			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/07/2026
2026	00028256			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/07/2026
2026	00029298			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/08/2026
2026	00028348			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/08/2026
2026	00028580			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/08/2026
2026	00028454			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/08/2026
2026	00028399			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/08/2026
2026	00028432			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/08/2026
2026	00028420			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/08/2026
2026	00028440			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/08/2026
2026	00029287			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/08/2026
2026	00028594			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/08/2026
2026	00028525			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/08/2026
2026	00028557			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/08/2026
2026	00028562			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/08/2026
2026	00028409			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/08/2026
2026	00028572			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/08/2026
2026	00028416			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/08/2026
2026	00028603			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/08/2026
2026	00028590			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/08/2026
2026	00029308			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/08/2026
2026	00028600			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/08/2026
2026	00028613			1 - Un vélo à assistance électrique		492,96	15/08/2026
2026	00028447			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/08/2026
2026	00029303			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/08/2026
2026	00028551			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/08/2026
2026	00028424			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/08/2026
2026	00028318			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/08/2026
2026	00028445			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/08/2026
2026	00028388			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/08/2026
2026	00029364			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/08/2026
2026	00028488			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029418			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/08/2026
2026	00028567			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/08/2026

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	N° GRAVAGE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2026	00029454			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029502			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029447			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029391			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/08/2026
2026	00029490			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029506			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029545			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029322			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/08/2026
2026	00029452			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/08/2026
2026	00029435			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029346			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029462			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00027760			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/08/2026
2026	00029377			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029442			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029590			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029416			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/08/2026
2026	00029630			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029397			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/08/2026
2026	00029347			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029330			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029457			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029594			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029528			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029408			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00028158			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/08/2026
2026	00028565			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/08/2026
2026	00029318			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029443			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029386			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029586			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/08/2026
2026	00029496			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029385			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	31/08/2026
2026	00029433			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/08/2026
2026	00029371			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	31/08/2026
2026	00029431			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	31/08/2026
2026	00029609			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/09/2026
2026	00029707			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/09/2026
2026	00029663			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/09/2026
2026	00029656			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/09/2026
2026	00029567			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/09/2026
2026	00029470			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/09/2026
2026	00029513			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/09/2026
2026	00029632			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/09/2026
2026	00028466			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/09/2026
2026	00029712			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/09/2026
2026	00029687			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/09/2026
2026	00029389			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/09/2026
2026	00029516			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/09/2026
2026	00027778			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/09/2026
2026	00029515			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/09/2026
2026	00029591			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/09/2026
2026	00029404			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/09/2026
2026	00028513			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/09/2026
2026	00029372			1 - Un vélo à assistance électrique		492,96	15/09/2026
2026	00029529			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/09/2026
2026	00028422			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/09/2026
2026	00029427			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/09/2026
2026	00029437			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/09/2026
2026	00029369			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/09/2026
2026	00029824			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/09/2026
2026	00029662			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/09/2026
2026	00029432			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/09/2026
2026	00029585			1 - Un vélo à assistance électrique		300,00	15/09/2026
2026	00029706			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/09/2026
2026	00029607			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/09/2026
2026	00029625			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/09/2026
2026	00030046			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/09/2026
2026	00030047			1 - Un vélo à assistance électrique		400,00	15/09/2026
2026	00029950			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/09/2026
2026	00029939			2 - Un vélo-cargo à assistance électrique		500,00	15/09/2026
2026	00030029			1 - Un vélo à assistance électrique		500,00	15/09/2026

EXERCICE	Référence dossier	NOM bénéficiaire	NOM bénéficiaire	TYPE	N° GRAVAGE	MONTANT	VALIDATION DU DOSSIER
2026	00029921	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00029952	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	400,00	15/09/2026
2026	00029905	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	400,00	15/09/2026
2026	00030018	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00029904	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	300,00	15/09/2026
2026	00029448	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	300,00	15/09/2026
2026	00029472	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	300,00	15/09/2026
2026	00029288	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	300,00	15/09/2026
2026	00028468	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	300,00	15/09/2026
2026	00030050	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00029811	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	300,00	15/09/2026
2026	00029530	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00029641	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	400,00	15/09/2026
2026	00029562	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	400,00	15/09/2026
2026	00029345	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	400,00	15/09/2026
2026	00029724	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	400,00	15/09/2026
2026	00029922	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00029913	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	400,00	15/09/2026
2026	00029398	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00029423	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	450,00	15/09/2026
2026	00029430	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00030049	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00029955	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	400,00	15/09/2026
2026	00030048	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00030019	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00030025	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	300,00	15/09/2026
2026	00029958	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00030180	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00029846	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	400,00	15/09/2026
2026	00028384	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	300,00	15/09/2026
2026	00029665	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00029723	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00030071	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00030160	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00029508	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00029977	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00030183	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00029981	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00030056	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00029763	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	300,00	15/09/2026
2026	00029817	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00029788	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	300,00	15/09/2026
2026	00029862	[redacted]	[redacted]	2 - Un vélo-cargo à assistance électrique	[redacted]	500,00	15/09/2026
2026	00029703	[redacted]	[redacted]	1 - Un vélo à assistance électrique	[redacted]	400,00	15/09/2026
					TOTAL	**323 136,92**	

Strasbourg.eu
eurométropole

45

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Association des Usagers des Transports Urbains de l'agglomération Strasbourgeoise (ASTUS): attribution d'une subvention de fonctionnement pour l'année 2026.

Numéro E-2026-767

L'Association des usagers des Transports Urbains de l'agglomération Strasbourgeoise (ASTUS) joue un rôle essentiel dans la promotion et la défense des intérêts des usagers des transports publics sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Depuis plusieurs années, cette association contribue activement à l'amélioration de la qualité des services de transport en participant aux instances de concertation, en relayant les attentes des usagers et en menant des actions de sensibilisation et d'information.

En 2025, ASTUS est intervenue dans les domaines suivants :

- animation d'une action « témoins de ligne » afin de rassembler toutes les observations des usagers et de se faire leur porte-parole auprès des instances compétentes ; l'objectif de l'opération n'est pas d'émettre des critiques, mais bien de cibler les « points noirs » qui contrarient sérénité des trajets pour les usagers :
    - le nombre de points signalés : supérieur à 500,
    - la pérennité des actions : tout au long de l'année civile,
    - le nombre de réponses et d'avis obtenus auprès des services compétents (par courriel ou lors des réunions) : supérieur à 500,
    - le nombre de points solutionnés : 80 %,
    - le retour aux usagers : systématique ;
- études prospectives sur le REME/SERM (Réseau express métropolitain européen/Service express métropolitain européen) dans le cadre de la multimodalité, en réalisant des voyages d'étude et des visites :
    - nombre d'échanges et de coconstruction avec les bureaux d'études, les responsables administratifs et les élus : supérieur à 200 (réunions, échanges téléphoniques, courriers, courriels confondus),
    - enquêtes auprès des usagers concernés sur des projets d'amélioration ou de modification de l'offre de transport : 70,
    - nombre de participants : entre 2 et 20 participants recensés par action ;
- diffusion des documents de communication:
    - le journal ASTUS Info : 1 000 personnes (envois courriels ou postal, stands, réunions confondus),

    - la revue de presse et lettre d'information hebdomadaires : 374 personnes,
    - le site internet : plus de 44 500 visiteurs depuis octobre 2017,
    - la page Facebook : 844 personnes abonnées ;
- animation d'ateliers de la mobilité (découvertes des tarifs, de la tarification solidaire et démonstration du site fluo.fr) : ASTUS n'a mis en œuvre ces ateliers qu'auprès de publics défavorisés en partenariat avec certains centres communaux d'action sociale, des associations et des épiceries sociales. Elle projette à terme de le proposer à tous les publics y compris les entreprises. En 2025 ces ateliers ont été suivis par plus de 100 personnes ;
- participation à des manifestations extérieures (Semaine de la mobilité, Villages des assos) et travaille en partenariat avec les autres associations d'usagers ;
- participe à des concertations avec les autorités organisatrices de la mobilité :
    - l'association participe à des réunions de concertation auxquelles elle est invitée et élabore des propositions et avis,
    - le Service Autorité organisatrice de mobilité reçoit l'association une fois par trimestre avec la CTS pour recueillir ses remontées, propositions ou observations sur divers projets,
    - ASTUS a continué de participer aux comités de ligne plus spécifiquement concernant l'agglomération strasbourgeoise, voire au-delà, dans le cadre du REME et en cohérence avec la FNAUT Grand Est ;
- réalisation d'une étude de guichets multimodaux notamment du fait de la fermeture des guichets SNCF à Strasbourg Centre, Hautepierre, Illkirch, Mundolsheim et Schiltigheim, ainsi que leur réduction à la gare centrale. Aussi, l'association pose la question d'une mutualisation de l'offre d'information en direct aux usagers (CTS, Fluo Grand Est 67/CTBR, SNCF), particulièrement avec le développement du REME/SERM de Strasbourg.

Les objectifs opérationnels de l'association **pour l'année 2026** sont les suivants :
- réaliser des études prospectives pour améliorer l'attractivité des transports en commun, afin de relayer des propositions opérationnelles aux autorités organisatrices ;
- représenter les usagers auprès des divers organismes locaux, départementaux, régionaux et/ou internationaux chargés des transports urbains, périurbains et interurbains ;
- revendiquer un service de qualité adapté aux besoins des usagers des transports urbains, périurbains et interurbains ;
- améliorer les déplacements et voyages de toute nature, y compris pour les personnes à mobilité réduite (PMR), défendre le droit au transport et la sécurité des usagers et des voyageurs des transports publics ainsi que celle des usagers de la route et de la rue ;
- favoriser un aménagement équilibré du territoire et un développement durable ; protéger l'environnement local et global, réduire les gaspillages économiques, améliorer le cadre de vie et le paysage urbain, suburbain et naturel ;
- représenter et défendre les intérêts matériels et moraux des consommateurs de transport, voyageurs et usagers ainsi que ceux de ses membres auprès de tous les organismes, y compris par voie d'action en justice le cas échéant ;
- se spécialiser dans les questions d'urbanisme (PLU, schémas directeurs…).

ASTUS souhaite notamment mener les actions suivantes en 2026 :
- continuer l'action « témoin de ligne »,
- continuer les études prospectives sur le REME/SERM dans le cadre de la multimodalité, en réalisant des voyages d'étude et des visites,
- continuer de diffuser des documents de communication (ASTUS Info-le journal de l'association, lettre d'information, revue de presse hebdomadaires, site internet et réseaux sociaux),
- continuer à animer des ateliers de la mobilité et cibler environ 500 personnes,
- continuer à participer à des manifestations extérieures (Semaine de la mobilité, Villages des assos) et à travailler en partenariat avec les autres associations d'usagers,
- continuer les concertations avec les autorités organisatrices de la mobilité.

L'Eurométropole de Strasbourg, consciente de l'importance de cette association dans l'écosystème des mobilités, souhaite renouveler son soutien financier pour l'année 2026. Ce soutien s'inscrit dans la continuité des subventions attribuées les années précédentes (15 000 € depuis 2022) et permettra à ASTUS de poursuivre ses missions au service des usagers et des politiques publiques de mobilité.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'attribution au titre de l'exercice 2026 d'une subvention de fonctionnement à l'Association des Usagers des Transports Urbains de l'agglomération Strasbourgeoise (ASTUS),

décide

- *d'attribuer au titre de l'exercice 2026 une subvention de fonctionnement de 15 000 € à ASTUS, 13 rue Georges Rossdeutsch 67 800 BISCHHEIM,*

- *l'imputation de la subvention de fonctionnement sur les crédits 65748/TC04A ouverts au budget annexe mobilités actives de l'Eurométropole de l'exercice 2026,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer la convention financière avec l'Association des Usagers des Transports Urbains de l'agglomération Strasbourgeoise (ASTUS) jointe en annexe à la présente délibération ainsi que tout autre document permettant la mise en œuvre de la présente délibération.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212675-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

⌦ : **Mobilités** Conseil EMS 09/10/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
TOTAL - ASTUS	15 000 €	25 000 €	**15 000 €**	1

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
00026912	**ASSOCIATION DES USAGERS DES TRANSPORTS URBAINS DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE**	Fonctionnement	15 000 €	25 000 €	**15 000 €**	

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2026

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Catherine TRAUTMANN, et
- La structure dénommée ASSOCIATION DES USAGERS DES TRANSPORTS URBAINS DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE sous le numéro de Siret 42145989200020 représentée par Monsieur Loy DURRENBERGER, Président dont le siège est localisé 13 rue Georges Rossdeutsch 67800 BISCHHEIM

Vu,
- l'article L1611-4 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la demande présentée le 5 mars 2026 sous la référence 00026912,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 9 octobre 2026,

Préambule :
L'association a pour objet L'objet de l'association est :

- de promouvoir, d'appuyer et de coordonner la réflexion et les actions collectives et individuelles relatives au développement des transports en commun comme moyen de déplacement pratique, économique et complémentaire de la marche à pied, de la bicyclette, de l'autopartage et du covoiturage au profit des personnes et des familles
- d'encourager le public au report modal, de la voiture individuelle vers les transports en commun, les modes de circulations douces, l'autopartage ou le covoiturage, afin de contribuer à la diminution du trafic automobile et à la protection de l'environnement.
- d'organiser l'expression des usagers auprès des divers organismes locaux, départementaux, régionaux, nationaux ou internationaux chargés des transports urbains, périurbains et interurbains
- de revendiquer un service de qualité adapté aux besoins des usagers des transports urbains, périurbains et interurbains
- d'améliorer les déplacements et voyages de toute nature, de défendre le droit au transport et la sécurité des usagers et des voyageurs des transports en commun, ainsi que des usagers de la rue et de la route
- de promouvoir la mise en place de réseaux de transport en commun performants de protéger et de défendre l'environnement naturel local et global, de réduire les gaspillages et d'améliorer le cadre de vie et le paysage urbain, suburbain et naturel, de favoriser un aménagement équilibré du territoire et un développement durable, d'éduquer, de sensibiliser et de former le public, notamment les jeunes, les personnes à mobilité réduite (PMR) et les personnes en situation précaire, aux transports en commun, aux modes de circulation doux, à l'environnement urbain et périurbain et aux modes de déplacements alternatifs à l'automobile
- de représenter et de défendre les intérêts matériels et moraux des consommateurs, voyageurs et usagers des transports en commun, ainsi que de ses membres, auprès de tous organismes, instances et entreprises de transport en commun, par tout moyen légal et notamment par voie d'action en justice
- d'être source de propositions et de réflexions, par la réalisation d'études prospectives et par des visites d'autres réseaux de transports en commun
- de travailler et de réfléchir en collaboration avec les autorités organisatrices de la mobilité durable et les exploitants des réseaux de transports, afin de contribuer à l'articulation entre les différents réseaux de transports en commun par le développement et l'amélioration de l'intermodalité.

Compte tenu de l'importance qu'accorde l'Eurométropole de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement la structure par une subvention.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention
La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et la structure.

Article 2 : Budget prévisionnel
Le budget présenté par la structure au titre de sa demande de subvention s'élève à 53 100,00 €.
Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer sa viabilité financière. Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention
Pour 2026, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg s'élève au total à la somme de 15 000,00 €.

La subvention sera créditée :
- ✓ la subvention sera créditée en versement en une seule fois,
- ✓ sur le compte bancaire mentionné par la structure dans la demande de subvention.

Article 4 : Engagements de l'association
En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à la demande présentée le 5 mars 2026 ;

- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le-la président-e ou, le cas échéant, par le-la commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes est disponible sous l'adresse internet : https://www.strasbourg.eu/communication-annuelle-comptes ;

- ✓ Fournir également, si la subvention est affectée au financement d'une action spécifique ou d'un investissement, un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivants la fin de l'opération / la réalisation de l'investissement ;

[1] Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 (et préalablement à cette échéance, règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations).

[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;

- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Le cas échéant, signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité ;

- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication ;

- ✓ Si la subvention est affectée au financement d'une manifestation dont le budget atteint 150 000 €) Souscrire une assurance couvrant les risques d'annulation de la manifestation ; une copie du contrat devra être produite à l'appui de la présente

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

✓ l'interruption de l'aide financière de de l'Eurométropole,
✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association,/ et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné (si la subvention est affectée au financement d'une opération spécifique)/, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire . Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le-la président-e de l'association.
Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme à l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 7 : Modification

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 8 : Exécution

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente convention, l'Administrateur des Finances du Service de Gestion Comptable (SGC) de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg est chargé du paiement de la subvention.

Fait à Strasbourg, le 10 août 2026

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	**Pour l'association**
La Présidente	Le Président
Catherine TRAUTMANN	Loy DURRENBERGER

Strasbourg.eu
eurométropole

46

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Technoparc-Nextmed : désignation du représentant de l'Eurométropole de Strasbourg pour siéger au sein de la commission d'appel d'offres (CAO) de la SAS Medtech Strasbourg.

Numéro E-2026-806

Le campus des technologies médicales baptisé Nextmed, situé en plein cœur de Strasbourg et plus particulièrement dans le quartier des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS), constitue un projet urbain et économique stratégique pour le territoire métropolitain.
Piloté par l'Eurométropole au titre de sa compétence en matière d'actions de développement économique et d'aménagement de l'espace métropolitain, avec l'accompagnement de nombreux partenaires, ce projet a pour ambition de rapprocher sur un même site, au cœur de la capitale européenne, les patients, les médecins, les chercheurs et des entreprises du domaine de la santé.

Au sein du site de l'hôpital civil, le site dit du Technoparc est localisé au Sud-Est de ce secteur. Il représente un espace spécifique de 1,48 hectare acquis par l'Eurométropole de Strasbourg en 2016 auprès des HUS. Ce site a été concédé à la SAS Medtech Strasbourg (composée de la Société d'Équipement de la Région Strasbourgeoise – SERS et de la Banque des Territoires) dans le cadre d'une concession d'aménagement 3 en 1 visant à la conception, la réalisation et l'exploitation du projet de Technoparc. La date d'expiration du traité de concession est fixée en avril 2035.

Ce projet s'inscrit dans une ambition plus large de Campus des technologies médicales, visant en particulier à :
- créer et développer un écosystème intégré autour de la santé et des technologies médicales, en synergie avec les acteurs publics et privés (HUS, IRCAD, IHU, Biocluster, etc.),
- développer 25 400 m² de surfaces constructibles (dont 6 400 m² en réhabilitation), dédiées à des bureaux, laboratoires et espaces publics qualitatifs arborés,
- renforcer l'attractivité de l'agglomération en matière de recherche et d'innovation médicale, avec des objectifs environnementaux ambitieux (géothermie, matériaux bas carbone, etc.).

Au sein de l'écosystème Nextmed, le projet de concession d'aménagement du

Technoparc, démarré en 2019, est actuellement en phase opérationnelle avec plus d'un tiers d'avancement réalisé en terme de développement de m² ainsi que la majorité des espaces publics aménagés. Il reste à ce stade 16.400 m² à développer dans l'ensemble des programmes neufs, prévus à travers la construction des trois lots (A-B-C) à bâtir, pour venir refermer l'ilot urbain engagé avec la construction du bâtiment Nova inauguré en juillet 2026.

Conformément au traité de concession d'aménagement liant l'Eurométropole de Strasbourg en sa qualité de concédant à la SAS Medtech en sa qualité de concessionnaire, et plus particulièrement à ses articles 7.4 et 29, il est prévu que :

- l'aménageur mette en place une commission d'appel d'offres (CAO) *ad hoc*, chargée d'attribuer les marchés de travaux et services afférents à l'opération (article 7.4),
- le concédant (Eurométropole) y soit représenté par un membre élu avec voix délibérative, afin de garantir le respect des principes de transparence, de mise en concurrence et des orientations stratégiques du projet (article 29).

Cette représentation est essentielle pour :

- veiller à l'application des clauses contractuelles, notamment celles relatives à l'insertion sociale et aux performances environnementales,
- assurer un suivi des procédures de passation des marchés dans le respect du Code de l'urbanisme (article R. 300-12) et des principes généraux de la commande publique.

En conséquence, et afin de permettre à l'Eurométropole de Strasbourg d'exercer pleinement son rôle de concédant, il est proposé de désigner un·e élu·e du Conseil en qualité de représentant·e titulaire pour siéger au sein de la commission d'appel d'offres du Technoparc Nextmed.

Cette désignation s'inscrit dans la continuité des engagements de l'Eurométropole de Strasbourg en faveur de l'innovation, de la recherche et de la santé.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération d'attribution de la concession
datée du 29 juin 2018 de l'Eurométropole de Strasbourg
vu la concession d'aménagement pour la réalisation
de l'opération Technoparc-Nextmed signée le 14 septembre 2018
vu l'arrêté portant délégation de fonction de
la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg signé le 1e juin 2026
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

désigne

en qualité de représentant titulaire de l'Eurométropole de Strasbourg pour siéger au sein de la commission d'appel d'offres (CAO) du Technoparc Nextmed, mise en place par le concessionnaire, la SAS Medtech Strasbourg, dans le cadre de la concession d'aménagement :

Monsieur Abdelaziz CHOUKRI,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à notifier cette désignation au concessionnaire et à prendre toutes les mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212944-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

47

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Extension de la Zone d'activités de Fegersheim : versement d'indemnités suite à la réalisation d'un diagnostic archéologique.

Numéro E-2026-776

L'Eurométropole de Strasbourg étudie l'opportunité d'une d'extension de la zone d'activités de Fegersheim, qui porterait sur une emprise d'environ 22 hectares de terrains à vocation quasi exclusivement agricole, répartis entre environ 150 propriétaires privés et exploités par 9 exploitants agricoles.

Compte tenu du morcellement de la propriété foncière, la maîtrise foncière de l'emprise est envisagée par voie de déclaration d'utilité publique (DUP). Des études préalables sont en cours, en vue, le cas échéant, du dépôt d'un dossier d'enquête préalable à la DUP accompagné de l'étude d'impact.

1. La prescription du diagnostic et l'occupation temporaire des terrains

Par arrêté n°2025/A056 en date du 17 février 2025, le préfet du Bas-Rhin a prescrit la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur l'emprise du projet.

L'Eurométropole de Strasbourg ne disposant pas de la maîtrise foncière de la majeure partie de l'emprise, deux voies permettaient d'assurer l'accès des opérateurs aux terrains : la conclusion de conventions d'accès avec chacun des propriétaires et exploitants concernés, ou la mise en œuvre d'une procédure d'autorisation d'occupation temporaire (AOT) des terrains privés. Compte tenu des délais qu'aurait impliqués la première option et à l'absence de garantie quant à l'accord de l'ensemble des intéressés, l'Eurométropole de Strasbourg a sollicité la préfecture pour la mise en œuvre de la seconde.

Par arrêté en date du 22 octobre 2025, le préfet du Bas-Rhin a autorisé l'occupation temporaire des parcelles listées en annexe dudit arrêté, pour une durée de 5 ans, au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg et aux fins de réalisation du diagnostic archéologique.

L'opérateur Archéologie Alsace a été désigné par la Préfecture du Bas-Rhin pour la réalisation du diagnostic. Une convention en définissant les modalités de réalisation a été conclue le 29 septembre 2025 entre l'Eurométropole de Strasbourg et Archéologie Alsace.

À noter qu'Archéologie Alsace a confié la remise en état des terrains à un autre opérateur.

2. Le déroulement des opérations et la remise en état des terrains

Les travaux de diagnostic se sont déroulés du 17 novembre au 17 décembre 2025 et ont donné lieu à l'ouverture de 310 tranchées pour 23 189 m² de terres décapés.

Une visite sur site a été organisée le 15 janvier 2026 en présence de l'Eurométropole de Strasbourg, d'Archéologie Alsace, la société Spiess, la Chambre d'agriculture d'Alsace et de l'exploitant Damien Barth. Cette visite a permis de constater l'ensemble des manquements affectant la remise en état des terrains, tenant, d'une part, à l'état de surface des emprises et, d'autre part, à ce que le rebouchage des tranchées de sondage n'avait pas respecté la stratification initiale des horizons de sol, la terre végétale ayant été mélangée aux horizons profonds.

À la demande de l'Eurométropole de Strasbourg, la société Spiess est intervenue à nouveau sur site les 21, 22 et 23 janvier 2026 afin de remédier aux désordres constatés. Cette intervention a permis de résorber les seuls désordres affectant l'état de surface des emprises. Les tranchées de sondage, déjà rebouchées, n'ont pu être reprises, le mélange des horizons de sol constaté le 15 janvier demeure présent.

3. L'évaluation du préjudice

La Chambre d'agriculture d'Alsace a établi un schéma indemnitaire correspondant au manquement relatif au respect de la stratification initiale des horizons de sol ainsi que l'état général de la remise en état des terrains. Ces manquements sont à l'origine, pour les exploitants concernés, de deux préjudice distincts :

- une perte de récolte sur les emprises directement affectées par les sondages,
- une atteinte aux qualités agronomiques du sol, appelant sa reconstitution physique, chimique et microbiologique.

Il a été constaté que les emprises directement affectées par la campagne de sondages représentent 15 % de la superficie de l'ensemble des parcelles sondées. Afin d'éviter un métrage contradictoire parcelle par parcelle, il est proposé de retenir ce ratio de manière forfaitaire et de rapporter l'ensemble des valeurs unitaires à la surface totale sondée de chaque exploitant.

3.1. La perte de récolte

Sur les emprises directement affectées (correspondantes aux tranchées), la perte de récolte est évaluée à 50 %.

Cette perte est calculée sur la base du produit de référence de la culture concernée.
Pour la culture de maïs, le produit de référence est arrêté à 28,38 €/are. De ce produit est déduite la part correspondant aux droits à paiement de base (DPB), soit 2,38 €/are : ces aides découplées demeurant activables par les exploitants sur les surfaces concernées, la part de produit correspondante n'est pas perdue et n'ouvre donc pas droit à réparation. Le produit de référence retenu pour la culture de maïs s'établit ainsi à 26,00 €/are.
Pour les autres cultures, les produits de référence retenus, déduction faite de la part

correspondant aux DPB, sont les suivants :

- Pommes de terre : 125,00 €/are
- Betterave sucrière : 39,30 €/are
- Betterave fourragère : 30,00 €/are
- Orge de printemps : 15,32 €/are

Les modalités de calcul sont identiques quelle que soit la culture : il convient de substituer au produit de référence du maïs celui de la culture effectivement implantée sur la parcelle concernée.

A titre d’exemple le calcul s'établit comme suit pour la culture de maïs :

Étape	Calcul	Valeur
Produit de référence - maïs		26 €/are
Application du taux de perte de récolte de 50 %	26,00 × 50 %	13,00 €/are
Valeur rapportée à l'are de terrain objet de la campagne de sondages	13,00 × 15 %	1,95 €/are

3.2. La reconstitution des qualités agronomiques du sol

Le second préjudice relatif à la reconstitution physique, chimique et microbiologique du sol, est évalué à 10,95 €/are sur les emprises directement affectées, soit, rapporté à l'are de terrain objet de la campagne de sondages, 1,64 €/are.
Cette valeur est réputée couvrir l'intégralité des effets du mélange des horizons de sol.

3.3. Le montant unitaire et l'enveloppe globale

Pour une parcelle cultivée en maïs, l'indemnité due à chaque exploitant s'établit ainsi à 3,59 €/are, soit 359 €/hectare mis en valeur au sein de l'emprise de la campagne de sondages :

Poste	Valeur retenue
Perte de récolte	1,95 €/are
Reconstitution des qualités agronomiques du sol	1,64 €/are
Total	**3,59 €/are — 359 €/ha**

À titre d'illustration, un exploitant mettant en valeur 10 hectares au sein de l'emprise percevra une indemnité de 3 590 €, soit 1 950 € au titre de la perte de récolte et 1 640 € au titre de la reconstitution du sol.

Appliqué aux 9 exploitants concernés, représentant une surface totale de 20,72 hectares, ce dispositif conduit à une enveloppe globale prévisionnelle de 7 587,36 €. La répartition individuelle figure ci-dessous :

- XXX XXX: 11,73 ha x 359 € = 4 211,07 €
- XXX XXX : 3,05 ha x 359 € = 1094,95 €
- XXX XXX : 1,84 ha x 459 € = 844,56 €
- XXX XXX : 1,75 ha x 279 € = 488,25 €
- XXX XXX : 0,75 ha x 359 € = 269,25 €
- XXX XXX : 0,3 ha x 359 € + 0,15 ha x 1101,50 € + 0,1 ha x 279 € + 0,05 ha x 389 € = 320,28 €
- XXX XXX : 0,42 ha x 359 € = 150,78 €
- XXX XXX : 0,31 ha x 359 € = 111,29 €
- XXX XXX : 0,27 ha x 359 € = 96,93 €

4. Le cadre juridique de l'indemnisation

L'occupation temporaire de terrains privés autorisée par arrêté préfectoral sur le fondement de la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ouvre, en cas de dommages résultant de cette occupation, un droit à indemnisation au profit des propriétaires et autres ayants droit concernés. Cette indemnité est fixée à l'amiable et, à défaut d'accord amiable, la partie la plus diligente peut saisir le Tribunal administratif afin d'en obtenir le règlement.

L'occupation temporaire de terrains privés autorisée par arrêté préfectoral en vue de l'exécution de travaux publics ouvre droit, au profit des propriétaires et exploitants concernés, à une indemnité réparant l'intégralité du préjudice subi, laquelle couvre tant la privation temporaire de jouissance que les dommages causés au sol et aux cultures. Cette indemnité est fixée à l'amiable et, à défaut d'accord, par le Tribunal administratif saisi par la partie la plus diligente à l'issue de l'occupation.

En l'espèce, l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2025 a autorisé l'occupation temporaire des terrains au bénéfice de l’Eurométropole de Strasbourg. Il appartient dès lors à l’Eurométropole de Strasbourg, en sa qualité de bénéficiaire de cette autorisation d'occupation temporaire, de procéder au règlement amiable des indemnités correspondant aux préjudices résultant de cette occupation, sans que ce règlement implique la reconnaissance d'une responsabilité de l’Eurométropole de Strasbourg dans la survenance des désordres constatés.

Ce règlement amiable est sans préjudice des droits et actions de l’Eurométropole de Strasbourg à l'encontre d'Archéologie Alsace et, le cas échéant, de la société Spiess, si les dommages indemnisés trouvent leur origine, en tout ou partie, dans un manquement aux obligations qui leur incombaient au titre de la réalisation du diagnostic et de la remise en état des terrains.

En particulier, la convention conclue le 29 septembre 2025 entre l’Eurométropole de Strasbourg et Archéologie Alsace devra être prise en compte pour apprécier les obligations respectives des parties, notamment en matière de restitution et de remise en état des terrains.

5. Proposition

Il est proposé au Conseil de retenir un règlement amiable, dans le cadre défini par la Chambre d'agriculture. Ce règlement amiable présente le double avantage d'assurer une réparation rapide du préjudice subi par les exploitants et de prévenir un contentieux indemnitaire devant le Tribunal administratif.

Seront parallèlement engagées les démarches permettant d'obtenir d'Archéologie Alsace et/ou de la société Spiess la prise en charge des sommes exposées par la collectivité.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code de l'urbanisme
vu le Code de l'environnement
vu le Code du patrimoine, notamment ses articles L. 521-1 et suivants et L. 523-1 et suivants relatifs à l'archéologie préventive
vu la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics, notamment ses articles 3 et suivant
vu le Code civil, notamment ses articles 2044 et suivants relatifs à la transaction
vu la délibération n°E-2022-832 du 28 juin 2022 approuvant le lancement d'une étude de faisabilité relative au projet d'extension de la zone d'activité de Fegersheim
vu la délibération n°E-2025-94 du 7 février 2025 approuvant le bilan financier de l'opération, établi dans le cadre de l'étude de faisabilité, les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation préalable au titre du projet et les modalités d'acquisition foncières amiables
vu la délibération n°E-2025-249 du 28 mars 2025 approuvant l'acquisition par voie amiable et au besoin par voie d'expropriation des parcelles situées dans le périmètre de la future déclaration d'utilité publique (DUP)
vu l'arrêté du préfet du Bas-Rhin n°2025/A056 du 17 février 2025 portant prescription de diagnostic d'archéologie préventive
vu l'arrêté du préfet du Bas-Rhin du 22 octobre 2025 autorisant l'occupation temporaire des terrains nécessaires à la réalisation du diagnostic archéologique
vu la convention conclue le 29 septembre 2025
entre l'Eurométropole de Strasbourg et Archéologie Alsace
considérant la nécessité de procéder à l'indemnisation des exploitants agricoles ayant subi des préjudices liés à la remise en état des terrains.
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *le principe d'indemnisation des exploitants agricoles ayant subi un préjudice résultant du défaut de remise en état des terrains à l'issue du diagnostic d'archéologie préventive réalisé sur l'emprise du projet d'extension de la zone d'activités de Fegersheim,*

- *le dispositif d'évaluation des indemnités établi par la Chambre d'agriculture d'Alsace ainsi que ses modalités de calcul,*

- *la liste des exploitants concernés, des parcelles et surfaces affectées et des montants individuels correspondants, telle qu'elle figure en annexe, pour un montant global de 7 587,36 €,*

- *l'engagement de toute démarche, amiable ou contentieuse, tendant à obtenir d'Archéologie Alsace et/ou de la société Spiess la prise en charge des sommes exposées ci-dessus,*

charge

la Présidente, son représentant ou sa représentante, de la mise en œuvre de toutes procédures requises et de l'exécution de la présente délibération.

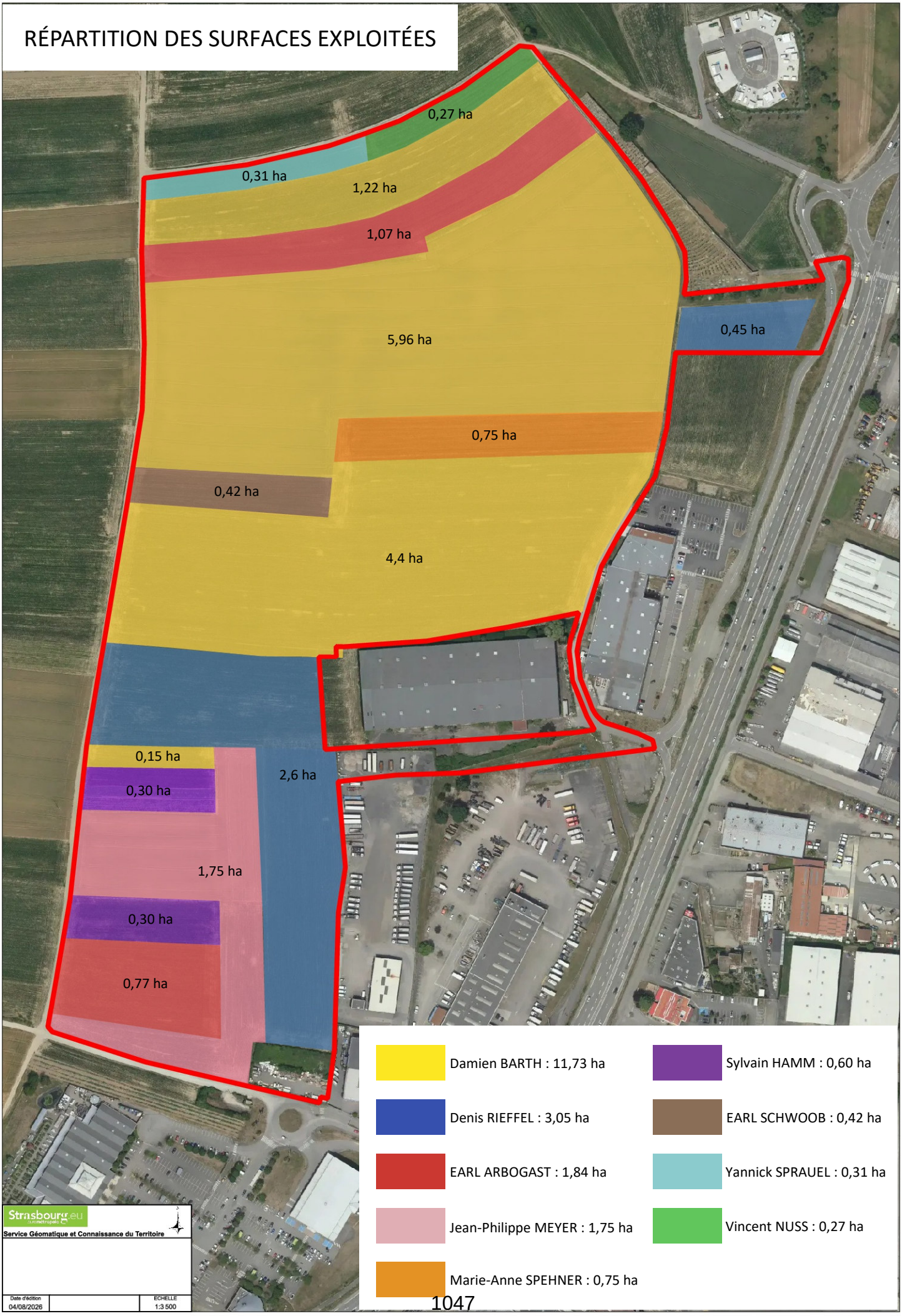
le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212423-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

RÉPARTITION DES SURFACES EXPLOITÉES



48

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Convention de coopération 2026-2029 dans le cadre des opérations de viabilité hivernale, entre l'Eurométropole de Strasbourg et ses communes-membres.

Numéro E-2026-760

Au titre de sa compétence de gestionnaire de la voirie, l'Eurométropole de Strasbourg assure directement les missions nécessaires au maintien de la sécurité et de la continuité de la circulation sur son réseau routier. Ces missions comprennent notamment la mise en œuvre de la viabilité hivernale, incluant les opérations de surveillance, de traitement des chaussées, de déneigement et de lutte contre le verglas.

C'est à ce titre, que l'Eurométropole de Strasbourg est responsable de l'organisation, de la programmation et de l'exécution des interventions de viabilité hivernale sur les voies dont elle assure la gestion.

Ces interventions, pilotées par le Service Propreté urbaine et toilettes publiques, sont réalisées en régie métropolitaine, renforcées par des prestataires et certaines communes de l'Eurométropole de Strasbourg sous forme d'une convention de coopération sur le fondement de l'article L5217-2 du Code général des collectivités territoriales. Cette coopération permet d'augmenter la capacité d'intervention sur le territoire et de renforcer la réactivité de l'action publique.

Dans ce cadre, les communes contractantes sont chargées d'assurer l'intervention de leurs services et de mettre des véhicules dédiés à disposition lorsque l'Eurométropole de Strasbourg décide de la nécessité d'une opération de viabilité hivernale. Les communes s'engagent en outre à stocker le sel sur leur territoire. L'Eurométropole de Strasbourg, quant à elle, s'engage à équiper les communes avec le matériel de déneigement adapté pour chaque engin et financer les dépenses de personnel et de mise à disposition des véhicules de la commune, liées aux interventions de viabilité hivernale.

Les conventions actuellement en vigueur arrivent à leur terme à l'automne 2026.

Dans cette perspective, il est proposé de renouveler la convention pour les trois prochaines saisons hivernales, soit pour les saisons 2026/2027, 2027/2028 et 2028/2029, et ce, jusqu'au 1er mai 2029.

Les modifications intégrées dans la nouvelle version de la convention relèvent de mises à jour ou de précisions (comme la mention de la période précise de mise à disposition des moyens humains ou encore la durée de la convention) mais n'introduisent aucune modification des responsabilités que ce soit pour les communes ou pour l'Eurométropole de Strasbourg.

Ce renouvellement permettra d'assurer la continuité du dispositif, de mener une consultation des communes sur l'organisation de la viabilité hivernale à l'issue de la saison 2026/2027, puis de mettre à jour la convention afin de l'harmoniser avec le futur marché de prestations des agriculteurs, dont l'échéance est fixée à la fin de l'année 2029.

Cette convention s'inscrit dans les dispositifs de coopération entre personnes publiques, admises par la jurisprudence et reprises par la directive 2014/24/UE sur la passation des marchés publics.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la convention de coopération dans le cadre des opérations de viabilité hivernale entre l'Eurométropole de Strasbourg et ses communes-membres,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à :
- *signer, avec chacune des communes de l'Eurométropole de Strasbourg, la convention susmentionnée,*

- *adopter tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération, notamment d'éventuels avenants.*

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-213241-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Convention de coopération 2026-2029
entre
l'Eurométropole de Strasbourg et la commune de XXX

Interventions dans le cadre du dispositif eurométropolitain de viabilité hivernale

Entre les soussignés

L'Eurométropole de Strasbourg,
Représentée par Madame Béatrice BULOU, Vice-présidente agissant en application de l'arrêté de délégation de fonction du 15 mai 2026 et de la délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 9 octobre 2026,

Ci-après dénommée « l'Eurométropole » ;

D'une part ;

Et

La Commune de **XXX**,
Représentée par
M/MME. XXX agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal du
Ci-après dénommée « la Commune », ……

D'autre part.

Préambule

Au titre de sa compétence de gestionnaire de la voirie, l'Eurométropole assure directement les missions nécessaires au maintien de la sécurité et de la continuité de la circulation sur son réseau routier. Ces missions comprennent notamment la mise en œuvre de la viabilité hivernale, incluant les opérations de surveillance, de traitement des chaussées, de déneigement et de lutte contre le verglas.

C'est à ce titre, que l'Eurométropole est responsable de l'organisation, de la programmation et de l'exécution des interventions de viabilité hivernale sur les voies dont elle assure la gestion.

Depuis 2015, l'Eurométropole a souhaité renforcer la réactivité de l'action publique et sa capacité d'intervention sur tout le territoire, en constant développement, par la mise en œuvre d'une coopération entre l'Eurométropole et les communes volontaires du territoire souhaitant contribuer aux interventions de traitement du réseau viaire de proximité. Cette coopération donnant satisfaction, il est proposé de la renouveler et de l'étendre aux communes qui souhaitent intégrer le dispositif.

La présente convention fixe les conditions d'intégration des services techniques communaux au dispositif d'intervention eurométropolitain, en vertu des dispositions de l'article L 5217-2 du code général des collectivités territoriales.

Cette convention s'inscrit dans les dispositifs de coopération entre personnes publiques, admis par la jurisprudence et repris par la directive 2014/24/UE sur la passation des marchés publics. Ce dispositif permet qu'un contrat de coopération entre pouvoirs adjudicateurs puisse être conclu librement sous réserve d'une part, de porter sur une réelle coopération visant à effectuer conjointement une mission commune et d'autre part, que cette coopération ne soit guidée que par des considérations relatives à l'intérêt public.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention porte sur les modalités techniques et financières pour la mise en œuvre de la coopération entre l'Eurométropole et la commune de XXX dans le domaine de la viabilité hivernale.

Article 2 : Obligation des parties

La Commune s'engage à assurer l'intervention de ses services et la mise à disposition de véhicules dédiés sous sa responsabilité, lorsque l'Eurométropole décide de la nécessité de lancer une opération de viabilité hivernale.

L'Eurométropole s'engage pour sa part, à mettre à la disposition de la Commune les plans d'intervention, les interfaces hivernales, les fondants et abrasifs nécessaires à la réalisation des prestations de mise en sécurité des voies.

Article 3 : Plan d'intervention

Le plan d'intervention

Le plan d'intervention reprend le plan de voirie de la Commune et hiérarchise le niveau de priorité dans le cadre du dispositif de viabilité hivernale.
Les priorités définies dans le plan d'intervention devront impérativement être respectées.
La convention s'applique sur le plan d'intervention remis par l'Eurométropole à la Commune avant la saison hivernale.

Cas particuliers : Afin d'éviter toute discontinuité de traitement des voies, des interventions concernant le territoire de l'Eurométropole mais situées en dehors du ban communal pourraient être définies par l'Eurométropole avant le démarrage de la saison hivernale. Ces ajustements figureraient alors dans le plan d'intervention.

Évolution du plan d'intervention
À la fin de chaque saison hivernale et en vue de préparer la saison suivante, l'Eurométropole et la Commune peuvent, en fonction des évolutions et des aménagements des voies, revoir en concertation, la hiérarchisation des voies et le domaine d'intervention. Ces évolutions pourront conduire à une mise à jour du plan d'intervention pour la saison suivante sans modification de la convention.

Article 4 : Principes du dispositif eurométropolitain de viabilité hivernale

Période d'activation du dispositif
Le dispositif de viabilité hivernale est par défaut activable du 1er novembre au 31 mars, sauf évènement climatique exceptionnel en dehors de ces dates.

Domaine d'intervention
La compétence s'exerce sur la voirie eurométropolitaine : chaussées et pistes cyclables. Elle s'exerce également sur les routes nationales en agglomération.

Priorité et hiérarchisation des voies
Les voies routières et cyclables sont hiérarchisées selon 3 priorités d'intervention :
- les axes vitaux de priorité 1 (P1) : voies routières structurantes à très forte densité de circulation, accès aux centres de secours et hôpitaux, voies reliant les entrées et sorties des communes ;
- les axes de priorité 2 (P2) : voies routières à forte circulation, accès aux écoles et établissements publics principaux, axes de circulation des transports en commun, voies et ouvrages à risques ainsi que les « autoroutes » cyclables ;
- les axes de priorité 3 (P3) : voies routières peu fréquentées et résidentielles, pistes cyclables non traitées en priorité 2.

C'est sur la base de cette hiérarchisation des voies que s'applique le salage différencié.

Réduction de l'emploi du sel
Les communes de l'Eurométropole s'engagent dans la réduction d'emploi du sel de déneigement en :
- appliquant un salage différencié selon l'intensité de l'événement météorologique : les voies classées en priorité 3 sont uniquement traitées en cas de neige forte supérieure à 2 cm ou de verglas – pas d'intervention en cas de neige faible ;
- systématisant le raclage avant le salage, en cas de neige forte supérieure à 2 cm ;
- en faisant usage de saumure lorsque l'engin de service hivernal est doté de l'équipement nécessaire.

Article 5 : Moyens techniques

5.1. Véhicules et équipements dits « interfaces hivernales »

Principe de mise à disposition
L'Eurométropole met à disposition des communes, et ce à titre gratuit, les dispositifs de salage, de raclage et de signalisation, ci-après dénommés « interfaces hivernales », adaptés aux

véhicules visés par le dispositif. L'Eurométropole se réserve toutefois le droit de refuser d'équiper un véhicule qui lui semblerait inadapté aux missions de viabilité hivernale.

La Commune désigne le ou les véhicules interfaçables qui seront affectés de manière permanente aux interventions hivernales, la Commune s'assurant que les véhicules mis à disposition des interventions sont en bon état de fonctionnement et assurés. Leurs caractéristiques ainsi que les documents attestant de la couverture assurantielle des véhicules sont à transmettre au service Propreté urbaine et toilettes publiques. En phase d'achat de véhicule, la Commune est invitée à consulter l'Eurométropole pour tout conseil relatif à la compatibilité des interfaces.

Engagements
L'Eurométropole est chargée :
- de garantir que les interfaces sont en état de fonctionnement ;
- d'assurer si besoin une formation à l'usage des interfaces ;
- d'assurer une révision annuelle des interfaces en intersaison.

La Commune s'engage à :
- utiliser les interfaces dans le cadre des opérations de viabilité hivernale et sur le domaine défini dans le plan d'intervention ;
- assurer le véhicule et s'assurer de l'aptitude et autorisation de conduite du conducteur ;
- veiller au bon usage du matériel mis à disposition ;
- informer l'Eurométropole sans délai de tout dysfonctionnement concernant les interfaces ;
- décharger dans le meilleur délai, les saleuses après utilisation ;
- laver les véhicules et interfaces après chaque sortie afin de limiter la corrosion ;
- effectuer un lavage complet des équipements en fin de saison hivernale ;
- stocker les équipements dans un espace clos et si possible à l'abri des intempéries ;
- dans la mesure du possible, assurer le transport des équipements vers le Parc Véhicules et Ateliers de l'Eurométropole pour les opérations de maintenance.

Maintenance des interfaces hivernales
Les interfaces hivernales seront exclusivement entretenues et réparées par l'Eurométropole, quelles que soient les causes et les opérations à effectuer. Tout constat de mauvaise utilisation ou usage contraire à la destination des interfaces fera l'objet d'un retour à la Commune.

5.2. Fondants et abrasifs

Mise à disposition
L'Eurométropole met à disposition de la Commune les fondants (sel et saumure) et les abrasifs (sable). Leurs modalités d'approvisionnement sont à définir avec le service Propreté urbaine et toilettes publiques de l'Eurométropole.

Stockage
Les éventuels stocks d'appoint communaux seront référencés par le service Propreté urbaine et toilettes publiques de l'Eurométropole. Ils devront être clos, suffisamment dimensionnés pour permettre l'accès aux engins, sécurisés, protégés des intempéries et aménagés pour limiter tout impact sur l'environnement.

Les communes souhaitant investir dans la création ou la réfection d'un box à sel pourront bénéficier d'une aide financière de l'Eurométropole sous forme de « Fonds de concours ».
Les modalités d'obtention sont gérées par le service Propreté urbaine et toilettes publiques.

Article 6 : Moyens humains

Intervenants
L'Eurométropole dimensionne, en fonction du kilométrage et de la nature des voies, les moyens humains requis.

La Commune s'engage à mettre à disposition le nombre d'agents nécessaire à la réalisation du plan d'intervention durant toute la période comprise entre le 1er novembre et le 31 mars.
La législation en matière de temps de repos devra être respectée à l'issue de l'intervention de viabilité hivernale.

Mise en astreinte
La mise en astreinte des agents communaux est décidée par le service Propreté urbaine et toilettes publiques de l'Eurométropole lorsque le prévisionniste annonce un phénomène météorologique de nature à perturber les conditions de circulation ou à les rendre dangereuses.

L'annonce à la Commune de la mise en astreinte mentionnant les dates, durées et codes d'astreinte peut intervenir à tout moment. Dans la mesure du possible, elle se fera avec un préavis de 24 heures.

Afin de gérer des préavis de courtes durées ou des évènements inopinés, la Commune mettra à la disposition de l'Eurométropole un numéro d'appel dédié.

Alerte et intervention
Le service Propreté urbaine et toilettes publiques de l'Eurométropole alertera les agents communaux du déclenchement de l'intervention. Les agents devront être opérationnels dans les meilleurs délais, idéalement 30 minutes après déclenchement, en tenant compte des difficultés de circulation.

Le maire de chaque commune, dans le cadre de son pouvoir de police, peut déclencher une opération au sein de sa commune. Toutefois, il devra en avertir le service Propreté urbaine et toilettes publiques de l'Eurométropole immédiatement après déclenchement.

Reprise de fonction
À l'issue de l'intervention, l'agent communal communiquera ses horaires de prise et fin de service à sa hiérarchie afin de lui permettre d'appliquer les périodes de repos règlementaires.
La reprise de fonction après l'opération de déneigement est sous l'autorité de la Commune.

Article 7 : Sécurité des agents

La Commune, conformément à son évaluation des risques professionnels :

- s'assure que les agents qu'elle désigne, disposent des consignes, des autorisations et des formations nécessaires à un usage en toute sécurité des équipements mis à disposition ;
- s'engage à fournir les équipements de protection individuelle adaptés à la réalisation des prestations.

Article 8 : Suivi et contrôle des interventions

La Commune informe le service Propreté urbaine et toilettes publiques de l'Eurométropole de l'heure de fin de traitement de chaque niveau de priorité. Ces informations sont relayées en temps réel sur le site de l'Eurométropole par le service Propreté urbaine et toilettes publiques : Circulez en hiver | Viabilité hivernale : mode d'emploi | Strasbourg.eu

En fin d'opération, la Commune consignera les données de l'intervention dans le rapport journalier et transmettra ce dernier au service Propreté urbaine et toilettes publiques de l'Eurométropole dans un délai maximal de 5 jours.

Article 9 : Modalités financières

Facturation
Le remboursement des frais de mise en astreinte du personnel d'intervention de la Commune est effectué sur la base du règlement d'astreintes en vigueur pour la filière technique. L'indemnité d'astreinte ne sera pas versée rétroactivement à des agents qui n'auraient pas été mis en astreinte et qui seraient intervenus en-dehors de leurs heures normales de service.

Le remboursement des heures d'intervention des agents et de mise à disposition de véhicules est calculé sur la base de l'arrêté tarifaire en vigueur de l'Eurométropole.

Pour chaque saison hivernale, la Commune transmettra :
- une première facture, pour les astreintes et interventions réalisées entre le 1er novembre et le 31 décembre de la saison hivernale en cours ;
- une seconde facture, pour les astreintes et interventions réalisées entre le 1er janvier et le 31 mars de la saison hivernale échue.

Paiement
L'Eurométropole s'engage à honorer la facture de la Commune dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Article 10 : Responsabilité

Les agents communaux amenés à intervenir sur le domaine public eurométropolitain seront désignés par le ou la Maire de la Commune.
La Commune assumera les conséquences des dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir suite à une intervention de ses agents sur le domaine public eurométropolitain.
La commune garantira l'Eurométropole contre tout recours ou toute condamnation prononcée contre elle de ce chef.

La Commune s'engage à souscrire les garanties d'assurances nécessaires et à les communiquer au service Propreté urbaine et toilettes publiques

Article 11 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 (trois) saisons hivernales jusqu'au 1er mai 2029 à compter de la signature de la convention par les parties.

La convention fera l'objet d'une reconduction tacite, dans la limite d'une seule fois, pour une durée de 3 ans. Au-delà de cette durée, toute reconduction devra faire l'objet de la signature d'une nouvelle convention. Aussi, dans les 6 (six) mois précédant la fin de cette durée, les parties se rapprocheront afin d'examiner la nécessité de conclure une nouvelle convention.

Article 12 : Modification de la convention

Toute modification du contenu de la convention fera l'objet d'un échange entres les Parties.
Toute modification du contenu fera l'objet d'un avenant.

Article 13 : Résiliation de la convention

Chaque partie peut résilier sans motif la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de 6 (six) mois.

Article 14 : élections de domicile

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, notamment en cas de réclamations, les parties font élection de domicile :

- Pour l'Eurométropole: 1, parc de l'Etoile service Propreté urbaine et toilettes publiques 67076 STRASBOURG
- Pour la Commune : XX

Article 15 : Litiges

La présente convention est soumise au droit français.

En cas de difficultés relatives à la validité, l'interprétation ou l'exécution de ladite convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable dans un délai de 6 mois à compter de la dénonciation d'une des parties.
À défaut d'accord amiable, tout différend portant sur la présente convention sera porté devant le tribunal compétent.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux.

Fait à Strasbourg, le……

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour la Commune de … …
La Présidente ou sa représentante	Le/La Maire

Strasbourg.eu
eurométropole

49

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Action concourant à l'amélioration de la qualité de l'air : attribution d'une aide pour le renouvellement d'un appareil de chauffage au bois ancien éligible au dispositif Fonds air bois.
Liste des bénéficiaires du 1er septembre 2025 au 30 juin 2026.

Numéro E-2026-729

Le dispositif Fonds air bois, opérationnel depuis fin 2019 est un dispositif volontaire de l'Eurométropole de Strasbourg porté avec le soutien technique et financier de l'ADEME et contribuant à l'amélioration de la qualité de l'air.

Il consiste à soutenir financièrement le renouvellement d'appareils de chauffage au bois anciens et à sensibiliser l'ensemble des utilisateurs du bois-énergie à l'adoption de bonnes pratiques. La prime d'un montant de 1 000 € est portée à 2 500 € pour les ménages modestes.

La combustion de bois-énergie est en effet à l'origine d'émissions significatives de polluants ayant un fort impact sur la santé. À titre d'exemple, selon les dernières données de l'inventaire d'ATMO Grand Est, la combustion du bois-énergie dans le secteur résidentiel représente 45 % des émissions totales de particules fines du territoire.

Ce dispositif fait partie intégrante du Plan Climat de l'Eurométropole de Strasbourg dont l'objectif vis-à-vis des concentrations en polluants atmosphériques est de respecter les nouvelles valeurs limites européennes d'ici à 2030 et de tendre d'ici à 2035 vers les lignes directrices de l'Organisation Mondiale de la Santé.

Il s'agit également d'une action phare du « Plan d'action chauffage au bois domestique » adopté le 7 juin 2024 par la DREAL Grand Est et constituant le volet « chauffage au bois » de son Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) adopté le 30 juillet 2024. Le « Plan d'action chauffage au bois domestique » décline au niveau local les mesures prises pour atteindre l'objectif fixé par la Loi climat et résilience pour améliorer la qualité de l'air dans les territoires soumis à un PPA. Il vise notamment à atteindre une diminution de 50 % des émissions de PM2,5 issues de la combustion du bois entre 2020 et 2030. Les estimations faites dans le cadre de l'élaboration de ce plan ont confirmé le fort potentiel que représentait le renouvellement des appareils de chauffage au bois individuels les plus polluants.

Par délibérations des 28 septembre 2018, 28 juin 2019, 24 mars 2023 et 4 octobre 2024, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a défini et précisé les conditions d'éligibilité et les modalités d'octroi d'une prime financière, pour les ménages de l'Eurométropole de Strasbourg remplaçant un appareil de chauffage au bois utilisé comme mode de chauffage principal, par un système plus performant, et ainsi moins émetteur de particules fines.

À la demande de la Recette des Finances, et conformément aux modalités prévues pour les subventions et primes de toute nature dans le décret du 20 janvier 2016 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales, la liste désignant les bénéficiaires, le montant attribué ainsi que l'objet de l'aide doivent être soumis à l'approbation du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les présentes demandes ont été dûment instruites et sont conformes aux modalités et conditions d'éligibilité prévues par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg fixées par les délibérations en vigueur.

L'annexe jointe à la présente délibération reprend ainsi pour la période du 1er septembre 2025 au 30 juin 2026 la liste des bénéficiaires d'une aide versée par l'Eurométropole de Strasbourg pour le remplacement d'un système de chauffage au bois ancien ou d'un foyer ouvert.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *l'état nominatif qui suit, listant les bénéficiaires à qui est attribuée une aide à l'achat pour le remplacement d'un système de chauffage au bois ancien ou d'un foyer ouvert pour la période du 01/09/2025 au 30/06/2026,*

Le montant et l'objet de l'aide rappelés dans la présente liste des bénéficiaires sont déclarés conformes aux conditions d'octroi prévues par la délibération du Conseil en vigueur à la date du dépôt de la demande ;

- *l'imputation de la dépense de subvention d'équipement sur la ligne 20422 - programme 1286 - AP0307.*

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211604-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Liste anonymisée des bénéficiaires de la prime Fonds Air Bois de l'Eurométropole de Strasbourg

En application des délibérations du 28 septembre 2018, du 28 juin 2019, 24 mars 2023 et du 4 octobre 2024

Pour la période du 1er septembre 2025 au 30 juin 2026

Numéro de dossier	Règlement : délibération du	Montant de l'aide	Type de subvention	Date de paiement	N° Mandat
PORT_2025_0040	04/10/2024	1 000	Prime air bois	24/09/2025	30065
PORT_2025_0061	04/10/2024	1 000	Prime air bois	24/09/2025	30064
PORT_2024_0020	04/10/2024	1 000	Prime air bois	24/09/2025	30063
PORT_2025_0063	04/10/2024	2 500	Prime air bois	24/09/2025	30061
PORT_2025_0065	04/10/2024	2 500	Prime air bois	24/09/2025	30060
PORT_2025_0077	04/10/2024	2 500	Prime air bois	24/09/2025	30062
PORT_2025_0086	04/10/2024	2 500	Prime air bois	24/09/2025	30066
PORT_2025_0006	04/10/2024	1 000	Prime air bois	24/09/2025	30067
PORT_2025_0032	04/10/2024	1 000	Prime air bois	24/09/2025	30068
PORT_2025_0013	04/10/2024	1 000	Prime air bois	25/09/2025	30059
PORT_2025_0020	04/10/2024	1 000	Prime air bois	07/10/2025	31341
PORT_2025_0078	04/10/2024	1 000	Prime air bois	07/10/2025	31342
PORT_2025_0091	04/10/2024	1000	Prime air bois	17/10/2025	32908
PORT_2025_0080	04/10/2024	1000	Prime air bois	17/10/2025	32907
PORT_2024_0013	04/10/2024	1000	Prime air bois	29/10/2025	34299
PORT_2025_0068	04/10/2024	1000	Prime air bois	29/10/2025	34300
PORT_2025_0025	04/10/2024	2 500	Prime air bois	29/10/2025	34298
PORT_2025_0083	04/10/2024	1 000	Prime air bois	05/11/2025	35000
PORT_2025_0074	04/10/2024	1 000	Prime air bois	05/11/2025	35001
PORT_2025_0082	04/10/2024	1 000	Prime air bois	13/11/2025	35835
NUM_2024_0039	04/10/2024	2 500	Prime air bois	13/11/2025	35836
PORT_2025_0084	04/10/2024	1 000	Prime air bois	20/11/2025	36939
PORT_2025_0046	04/10/2024	1000	Prime air bois	20/11/2025	36936
PORT_2025_0019	04/10/2024	1000	Prime air bois	20/11/2025	36937
PORT_2025_0058	04/10/2024	1000	Prime air bois	20/11/2025	36938
PORT_2025_0090	04/10/2024	1000	Prime air bois	20/11/2025	36940
PORT_2025_0085	04/10/2024	1000	Prime air bois	20/11/2025	36941
PORT_2025_0101	04/10/2024	1 000	Prime air bois	05/12/2025	39757
PORT_2025_0073	04/10/2024	1 000	Prime air bois	05/12/2025	39755
PORT_2025_0088	04/10/2024	1 000	Prime air bois	05/12/2025	39756
PORT_2025_0116	04/10/2024	2 500	Prime air bois	08/12/2025	40022
PORT_2025_0094	04/10/2024	1 000	Prime air bois	08/12/2025	40023
PORT_2025_0113	04/10/2024	1 000	Prime air bois	10/12/2025	40564
PORT_2025_0079	04/10/2024	1 000	Prime air bois	11/12/2025	40792
PORT_2025_0099	04/10/2024	2 500	Prime air bois	12/12/2025	41186

Numéro de dossier	Règlement : délibération du	Montant de l'aide	Type de subvention	Date de paiement	N° Mandat
PORT_2025_0056	04/10/2024	1 000	Prime air bois	12/12/2025	41185
PORT_2025_0018	04/10/2024	1 000	Prime air bois	12/12/2025	41187
PORT_2025_0033	04/10/2024	1 000	Prime air bois	14/01/2026	780
PORT_2025_0034	04/10/2024	1 000	Prime air bois	15/01/2026	941
PORT_2025_0075	04/10/2024	1 000	Prime air bois	15/01/2026	942
PORT_2025_0106	04/10/2024	1 000	Prime air bois	15/01/2026	943
PORT_2025_0103	04/10/2024	1 000	Prime air bois	15/01/2026	944
PORT_2025_0133	04/10/2024	2 500	Prime air bois	15/01/2026	940
PORT_2025_0069	04/10/2024	1 000	Prime air bois	15/01/2026	945
PORT_2025_0055	04/10/2024	1 000	Prime air bois	22/01/2026	1887
PORT_2025_0105	04/10/2024	2 500	Prime air bois	22/01/2026	1889
PORT_2025_0089	04/10/2024	1 000	Prime air bois	22/01/2026	1888
PORT_2025_0098	04/10/2024	2 500	Prime air bois	22/01/2026	1890
PORT_2025_0092	04/10/2024	1 000	Prime air bois	16/02/2026	4064
PORT_2025_0071	04/10/2024	2 500	Prime air bois	16/02/2026	4061
PORT_2025_0087	04/10/2024	1 000	Prime air bois	16/02/2026	4063
PORT_2025_0110	04/10/2024	2 500	Prime air bois	16/02/2026	4068
PORT_2025_0109	04/10/2024	1 000	Prime air bois	16/02/2026	4067
PORT_2025_0126	04/10/2024	1 000	Prime air bois	16/02/2026	4070
PORT_2025_0076	04/10/2024	1 000	Prime air bois	16/02/2026	4062
PORT_2025_0108	04/10/2024	2 500	Prime air bois	16/02/2026	4066
PORT_2025_0093	04/10/2024	1 000	Prime air bois	16/02/2026	4065
PORT_2025_0118	04/10/2024	1 000	Prime air bois	16/02/2026	4069
PORT_2025_0064	04/10/2024	1 000	Prime air bois	06/03/2026	7076
PORT_2026_0006	04/10/2024	2 500	Prime air bois	06/03/2026	7077
PORT_2025_0124	04/10/2024	1 000	Prime air bois	06/03/2026	7071
PORT_2025_0122	04/10/2024	1 000	Prime air bois	06/03/2026	7078
PORT_2025_0115	04/10/2024	1 000	Prime air bois	06/03/2026	7072
PORT_2025_0127	04/10/2024	1 000	Prime air bois	06/03/2026	7070
PORT_2025_0102	04/10/2024	1 000	Prime air bois	06/03/2026	7074
PORT_2025_0107	04/10/2024	1 000	Prime air bois	06/03/2026	7073
PORT_2025_0123	04/10/2024	1 000	Prime air bois	06/03/2026	7069
PORT_2025_0100	04/10/2024	1 000	Prime air bois	06/03/2026	7075
PORT_2025_0132	04/10/2024	1 000	Prime air bois	12/03/2026	7645
PORT_2026_0012	04/10/2024	2 500	Prime air bois	12/03/2026	7643
PORT_2025_0138	04/10/2024	1 000	Prime air bois	12/03/2026	7644
PORT_2025_0081	04/10/2024	2 500	Prime air bois	12/03/2026	7642
PORT_2025_0047	04/10/2024	1 000	Prime air bois	19/03/2026	8485
PORT_2026_0015	04/10/2024	1 000	Prime air bois	27/03/2026	9579
PORT_2025_0140	04/10/2024	1 000	Prime air bois	27/03/2026	9580
PORT_2025_0139	04/10/2024	1 000	Prime air bois	27/03/2026	9578
PORT_2026_0028	04/10/2024	2 500	Prime air bois	27/03/2026	9577

Numéro de dossier	Règlement : délibération du	Montant de l'aide	Type de subvention	Date de paiement	N° Mandat
PORT_2026_0003	04/10/2024	1 000	Prime air bois	10/04/2026	11038
PORT_2025_0131	04/10/2024	1 000	Prime air bois	10/04/2026	11037
PORT_2025_0137	04/10/2024	1 000	Prime air bois	14/04/2026	11172
PORT_2025_0104	04/10/2024	1 000	Prime air bois	14/04/2026	11173
PORT_2025_0141	04/10/2024	1 000	Prime air bois	05/05/2026	13319
PORT_2026_0016	04/10/2024	1 000	Prime air bois	05/05/2026	13320
PORT_2025_0121	04/10/2024	1 000	Prime air bois	05/05/2026	13317
PORT_2026_0042	04/10/2024	2 500	Prime air bois	05/05/2026	13323
PORT_2026_0038	04/10/2024	1 000	Prime air bois	05/05/2026	13322
PORT_2025_0128	04/10/2024	1 000	Prime air bois	05/05/2026	13318
PORT_2025_0095	04/10/2024	1 000	Prime air bois	05/05/2026	13316
PORT_2026_0023	04/10/2024	1 000	Prime air bois	05/05/2026	13321
PORT_2025_0142	04/10/2024	2 500	Prime air bois	07/05/2026	13556
PORT_2025_0125	04/10/2024	1 000	Prime air bois	20/05/2026	14687
PORT_2026_0005	04/10/2024	1 000	Prime air bois	21/05/2026	14998
PORT_2026_0002	04/10/2024	1 000	Prime air bois	21/05/2026	14999
PORT_2025_0129	04/10/2024	2 500	Prime air bois	04/06/2026	16853
PORT_2026_0036	04/10/2024	1 000	Prime air bois	04/06/2026	16854
PORT_2026_0037	04/10/2024	1 000	Prime air bois	04/06/2026	16855
PORT_2026_0033	04/10/2024	1 000	Prime air bois	12/06/2026	18044
PORT_2026_0017	04/10/2024	2 500	Prime air bois	12/06/2026	18043

50

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Avenant n°4 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du réseau de chaleur Strasbourg Centre.

Numéro E-2026-704

Contexte

En vertu de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, l'Eurométropole de Strasbourg, en sa qualité d'Autorité Organisatrice de Distribution d'Énergie (AODE), exerce la compétence de création, d'aménagement, d'entretien et de gestion de réseaux de chaleur et de froid urbains. C'est une politique forte au service des habitants de l'Eurométropole pour leur fournir une chaleur de moins en moins carbonée à un prix maîtrisé et stable.

Le réseau de chaleur Strasbourg Centre alimente aujourd'hui plus de 27 000 équivalents logements, sur 520 points de livraison – dont les sites des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg et l'Université de Strasbourg, de nombreux logements en copropriété et des bailleurs. Il est issu de la fusion des 2 réseaux historiques de l'Elsau et de l'Esplanade. Sa mixité énergétique variée (gaz, biomasse et chaleur fatale) lui permet de livrer une chaleur majoritairement renouvelable et de récupération (EnR&R) à l'ensemble de ses abonnés (61% d'EnR&R en 2025, 83% à l'horizon 2029).

Par délibération du 25 mars 2022 le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a attribué la délégation de service public relative à l'exploitation, l'extension et la maintenance du réseau de chaleur Strasbourg Centre à la Société d'économie mixte à opération unique (SEMOp) Strasbourg Centre Énergies (SCE), dont l'actionnariat est composé de R-CUA à hauteur de 51 %, de l'EMS à hauteur de 34 % et pour 15 % de la Caisse des Dépôts.

Le contrat est entré en vigueur le 1er juillet 2022. Il a pour principaux objectifs la modernisation du réseau, sa densification et son développement, la modernisation des chaufferies ainsi que le recours accru aux EnR&R, indispensables à la transition énergétique et à la stabilité tarifaire.

L'exploitation du réseau par la SEMOp SCE a débuté le 1er octobre 2022, après une période de 3 mois de tuilage.

Un avenant n°4 au contrat de DSP est soumis au Conseil métropolitain par la présente délibération.

Objet de l'avenant

Cet avenant a pour objet les modifications induites par :
- la poursuite de l'adaptation de la stratégie d'approvisionnement en gaz naturel,
- la réaffectation d'une enveloppe d'investissements destinée à un projet de désimperméabilisation de voirie vers un projet de végétalisation de parc labellisé bas-carbone.

Pérennisation de la modification des modalités de contractualisation d'achat de gaz naturel

Dans le contexte de la crise énergétique de 2021-2022, et après que les Parties se soient réunies pour examiner les alternatives proposées par les fournisseurs et convenir collégialement de la meilleure option d'approvisionnement en gaz naturel, l'avenant n°1 avait introduit la possibilité pour le délégataire de réaliser temporairement - pour une durée maximale de 3 ans à compter de la signature de l'avenant - la souscription d'une fourniture de gaz à une indexation différente de celle initialement prévue au contrat. En complément de l'indexation initiale PEG MA (Point d'Échange Gaz – *Monthly Ahead*), les indexations alternatives PEG DA *(*Point d'Échange Gaz – *Day Ahead)* et PFIX (Prix Fixe) ont été introduites.

Cette adaptation de la stratégie d'approvisionnement en gaz naturel avait été retranscrite dans la formule de révision du prix du gaz $R1_{\text{gaz TICGN réduite}}$, intégrée au calcul de la redevance mensuelle R1 de l'abonné, représentative du mix-énergétique de la chaleur fournie. Les indices PEG DA et PFIX avaient été ajoutés, au prorata de leur poids dans les contrats d'achat de gaz souscrits par le délégataire.

Le retour d'expérience sur près de 3 ans démontre l'intérêt de cette stratégie. Le contrat d'achat de gaz en vigueur depuis 2023 est calé sur un prix fixe, sans engagement d'enlèvement (Full Flex). Il permet ainsi une projection budgétaire facilitée pour les abonnés, et les préserve des fluctuations importantes constatées pendant la période de crise. Il permet également de caler la consommation de gaz dans les chaudières au strict besoin, sur les périodes de fortes demandes de chaleur, en complément des énergies renouvelables et de récupération.

Le nouveau contrat d'achat de gaz pour 2028 et 2029, toujours établi sur une base de prix fixe et full flex, affiche une importante diminution du prix, impactant à la baisse la redevance de l'abonné (cf. Impact financier de l'avenant pour l'usager).

Il est donc proposé de poursuivre, sans limite de durée, l'ouverture aux indexations PFIX et PEG DA, en complément de PEG MA, pour les contrats d'achat de gaz naturel.
Il est convenu que le Délégant et le Délégataire se réunissent régulièrement, avant l'échéance des contrats d'achat en cours, afin d'examiner la meilleure stratégie pour les nouveaux contrats à venir, tel que cela a été réalisé pour la nouvelle période 2028-2029.

L'agilité offerte au délégataire pour ses approvisionnements gaz ne garantit pas nécessairement le prix le plus bas mais une stabilité et une réactivité accrues face à un marché de l'énergie imprévisible et fortement lié au contexte géopolitique ; les décisions d'achat du délégataire sont prises après accord préalable de l'Eurométropole de Strasbourg.

Réaffectation de l'enveloppe d'investissements de 250 000 € destinée à une expérimentation de mise en œuvre de dispositifs de lutte contre les îlots de chaleur urbains

La réponse à la consultation de la DSP comprenait un volet Recherche et Développement. Ce volet est détaillé par le délégataire dans l'annexe 16 / note 12.2 : il intègre notamment une expérimentation de dé imperméabilisation et de verdissement de chaussée en accompagnement du développement du réseau de chaleur, dans un objectif de lutte contre les îlots de chaleur.

Initialement, cette expérimentation devait être menée dans l'avenue de la Liberté, avec une enveloppe d'investissements dédiée de 250 000 €. Cependant, elle nécessitait une réflexion approfondie de la réaffectation des voiries de surface (voies de circulation, création et végétalisation d'un terre-plein central…) avec les services de l'EMS, qui n'a pas pu être menée concomitamment aux travaux de pose du réseau de chaleur dans l'avenue. Il est en effet compliqué d'articuler le passage du réseau de chaleur avec un réaménagement structurant de l'espace public, rendant l'engagement initial très difficile à mettre en œuvre.

La chaufferie de l'Esplanade, point d'alimentation du réseau Strasbourg Centre, est implantée sur la ZAC des 2 Rives.

Le Parc du Petit-Rhin, implanté à proximité immédiate de la chaufferie de l'Esplanade, et adossé à l'urbanisation des quartiers Starlette et Coop, comprend la végétalisation de 5,6 hectares avec à terme 720 arbres plantés, permettant la séquestration de 175 tonnes de CO2 d'ici 2050. Ce projet a été labellisé bas-carbone par le Ministère de la transition écologique.

Le délégataire propose de réaffecter l'enveloppe financière R&D vers la végétalisation du Parc du Petit-Rhin reprenant ainsi les objectifs de limite d'artificialisation des espaces et de lutte contre les îlots de chaleur urbains, mais contribuant en même temps au développement innovant de méthodes de compensation Carbone en milieu urbain dense.

Cette réaffectation est sans incidence sur la tarification faite à l'abonné.

Fondement juridique de l'avenant

L'ensemble des impacts suivants :
- pérennisation de la modification des modalités de contractualisation d'achat de gaz naturel,

- réaffectation d'une enveloppe d'investissements destinée à un projet de désimperméabilisation de voirie vers un projet de végétalisation de parc labellisé bas-carbone,
- est considéré comme une **modification non substantielle des contrats de DSP au sens de l'article R.3135-7** du Code de la commande publique.

Impact financier de l'avenant pour l'usager

Comme indiqué ci-avant, avec le nouveau contrat d'achat de gaz naturel à prix fixe conclu pour la période 2028-2029, le prix du gaz passe de 46,16 € HT / MWh (contrat actuel) à 31,69 € HT / MWH (contrat 2028-2029) ; la redevance moyenne R1R2 diminuera de plus de 8 € TTC / MWh à compter du 1/01/2028 (modulo toute évolution dans l'intervalle des différentes taxes réglementaires ou du mix-énergétique contractuel).

Au regard de l'évolution proposée à l'avenant, il y a lieu de solliciter l'avis de la Commission de délégation de service public au titre de l'article L.1411-6 du CGCT.

Ce projet d'avenant répond au principe de mutabilité et d'adaptation des contrats de service public et notamment aux articles L.3135-1 et R.3135-7 du Code de la commande publique concernant les modifications des contrats de concession.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-1
vu la 3ème partie du Code de la commande publique concernant les concessions et notamment ses articles L.3135-1 et R.3135-7 relatifs aux modifications contractuelles
vu la délibération du 25 mars 2022 désignant le délégataire du réseau de chaleur Strasbourg Centre
vu le contrat de délégation de service public dont la signature a été autorisée en Conseil de l'Eurométropole du 25 mars 2022
vu l'avenant n°1 et ses annexes dont la signature a été autorisée en Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2023
vu l'avenant n°2 et ses annexes dont la signature a été autorisée en Conseil de l'Eurométropole du 28 mars 2024
vu l'avenant n°3 et ses annexes dont la signature a été autorisée en Conseil de l'Eurométropole du 7 novembre 2025
vu le projet d'avenant n°4 et ses annexes joints à la présente délibération
vu l'avis de la Commission de délégation de service public du 17 septembre 2026
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'ensemble des dispositions de l'avenant n°4 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du réseau de chaleur Strasbourg Centre, à savoir :
- *la pérennisation de la modification des modalités de contractualisation d'achat de gaz naturel, impliquant la modification de la formule de révision de la partie* $R1_{gaz}$

TICGN réduite,

- *la réaffectation de l'enveloppe d'investissements de 250 000 € vers le projet de végétalisation du Parc du Petit-Rhin labellisé bas-carbone,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer l'avenant n°4 à la convention de délégation de service public entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société Strasbourg Centre Énergies et tout document y afférent.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211613-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Strasbourg.eu
eurométropole

51

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Co-organisation des Assises européennes de la transition énergétique (AETE) à Dijon en juin 2026 - Versement de la contribution annuelle de l'Eurométropole à Dijon Bourgogne Tourisme & Congrès.

Numéro E-2026-770

À l'heure où les collectivités territoriales sont appelées à prendre une place importante dans la réponse aux enjeux climatiques, les Assises européennes de la transition énergétique (AETE) s'imposent comme un rendez-vous incontournable des acteurs engagés du secteur. Depuis 25 ans, les Assises, qui réunissent chaque année plus de 3500 congressistes, insufflent un esprit d'ouverture à travers les partenariats institutionnels publics et privés tissés au fil des années pour répondre collectivement aux défis cruciaux de la transition énergétique.

En avril 2024, la Communauté urbaine de Dunkerque, Bordeaux Métropole et l'ADEME ont annoncé l'entrée officielle de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi que de Dijon Métropole dans le cercle des co-organisateurs des Assises européennes de la transition énergétique. La 26ème édition s'est tenue pour la première fois sur le territoire de Strasbourg en juin 2025.

En juin 2026, les AETE se sont déroulées pour la 1ère fois à Dijon. Il s'agissait d'une édition charnière post-élections municipales et post-publication gouvernementale de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie. Dijon Métropole a choisi un message de mobilisation générale « comme fil conducteur, notamment pour sonner l'alarme, agir et réagir face aux mouvements climato-sceptiques qui empoisonnent les institutions et certains médias. »

Le programme sur 3 jours était composé de 2 plénières, 9 conférences, 3 Grands Ateliers, 4 master class, 4 media trainings, 75 ateliers, 50 visites de site, avec plus d'une centaine d'intervenants d'envergure nationale et européenne. Les 3000 congressistes qui ont fréquenté cette année les Assises étaient issus d'environ 50 % de collectivités territoriales, élu·es et agent·es, 40% du monde économique de la transition énergétique, et 10 % étaient des universitaires et scientifiques.

Les Assises sont financées par différents partenaires institutionnels, publics et privés, et par les billets d'entrée vendus aux congressistes. Les parties s'accordent pour fixer le

budget prévisionnel à un million d'euros hors taxes (1 million € HT). Chaque co-organisateur s'engage annuellement à contribuer au financement de l'événement pour un montant de 10 000 € HT, correspondant à la quote-part de chaque co-organisateur dans le coût d'aménagement du stand commun à tous les co-organisateurs.

En vertu d'une délibération du Conseil métropolitain du 18 décembre 2025, Dijon Métropole a choisi de confier à Dijon Bourgogne Tourisme & Congrès la mission de gestion administrative et financière des *27e Assises européennes de la transition énergétique*, conformément à ses statuts et en considération de son expérience dans l'organisation d'évènements notamment dans le secteur du tourisme d'affaires.

Afin de finaliser la contribution annuelle de l'Eurométropole de Strasbourg au titre de la co-organisation, il vous est proposé d'approuver la convention relative à la co-organisation de la 27ème édition des AETE à Dijon avec Dijon Bourgogne Tourisme & Congrès, en qualité de gestionnaire administratif et financier de l'évènement.

Le montant forfaitaire de 10 000€ HT, inscrit dans nos lignes budgétaires 2026, devra être versé après transmission du rapport des Assises 2026 soit d'ici le mois de décembre 2026.

Les prochaines Assises auront lieu à Bordeaux en septembre 2027, puis en septembre 2028 à Dunkerque. En tant que co-organisateurs, élus et services seront sollicités afin de préparer ces nouvelles éditions tant sur le plan programmatique que logistique.

En 2029, les AETE reviendront sur le territoire de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la convention annuelle de partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et Dijon Bourgogne Tourisme et Congrès dans le cadre de l'organisation de la 27ème édition des Assises européennes de la transition énergétique les 23, 24 et 25 juin 2026 à Dijon,*

- *le versement à Dijon Bourgogne Tourisme et Congrès, en qualité de gestionnaire administratif et financier de l'événement, d'une contribution à hauteur de 10 000€HT au titre de la participation de l'Eurométropole de Strasbourg à l'édition 2026 des Assises européennes de la transition énergétique,*

décide

- *le versement à Dijon Bourgogne Tourisme et Congrès de la contribution de l'Eurométropole de Strasbourg à l'édition 2026 des AETE, à hauteur de 10 000€HT sur la ligne budgétaire 62268 – PL00D,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer :

- *la convention annuelle de partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et Dijon Bourgogne Tourisme et Congrès pour l'année 2026,*

- *tous les actes et documents concourant à l'exécution de la présente délibération.*

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212348-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Assises Européennes de la Transition Énergétique

Dijon 23 > 25 juin 2026

CONVENTION

RELATIVE À La CO-ORGANISATION
DE LA 27e EDITION
DES ASSISES EUROPEENNES
DE LA TRANSITION ENERGETIQUE (AETE)
À DIJON
DU 23 JUIN AU 25 JUIN 2026

ENTRE

Dijon Bourgogne Tourisme et Congrès
en qualité de gestionnaire administratif et financier

et

Eurométropole de Strasbourg
en qualité de co-organisateur.

MODELE

Préambule

La Communauté Urbaine de Dunkerque a pris l'initiative d'organiser en 1998 les premières « Assises nationales de l'énergie »® devenues « Assises européennes de la transition énergétique »® en 2016.

En 2012, l'ADEME a accepté de devenir coorganisateur, compte tenu de son lien étroit avec les actions énergies climat des territoires.

Au fil du temps, ces Assises sont devenues tournantes : créées par la Communauté urbaine de Dunkerque, avec le soutien historique de l'ADEME, elles se tiennent toujours annuellement mais en alternance avec d'autres territoires : Bordeaux métropole depuis 2015 et désormais l'Eurométropole de Strasbourg et la Métropole de Dijon, lauréates en 2023 d'un appel à manifestation d'intérêt pour rejoindre le cercle des co-organisateurs de l'événement.

C'est ainsi que Dijon métropole accueillera la 27e édition des Assises européennes de la transition énergétique du 23 au 25 juin 2026, devenant pilote de l'organisation, du fil conducteur de la programmation et du budget de la manifestation.

Les Assises sont désormais reconnues comme le rendez-vous des acteurs incontournables dans les domaines énergétiques avec plus de 3000 visiteurs et 300 retombées-presse écrites et audiovisuelles, régionales, nationales et européennes, un programme participatif réalisé par le biais d'un appel à contributions, une ouverture sur 3 jours, des formats d'intervention innovants invitant aux échanges et débats.

Afin de respecter la philosophie et les caractéristiques de cette manifestation, les parties sont convenu de signer la présente convention, destinée à préciser les objectifs et les moyens mis en œuvre pour son organisation.

La coordination générale annuelle des AETE est assurée par un Secrétariat Permanent, confié par la Communauté Urbaine de Dunkerque, propriétaire de la marque « Assises Européennes de la Transition Énergétique » au Groupement d'Intérêt Public (GIP) ÉcosystèmeD, compétent en matière de transition énergétique et constitué à Dunkerque pour notamment porter aux côtés de la ville-hôte cet événement.
C'est ce GIP qui travaille depuis plusieurs mois maintenant avec les élus et les équipes de Dijon métropole pour personnaliser l'événement : celle de la DGD Transition climatique, celle du service Energie, ainsi que le service de la Valorisation des Grands Projets.

En vertu de la convention signée entre Dijon Métropole et Dijon Bourgogne Tourisme & Congrès le 18 décembre 2025, Dijon Métropole a confié à Dijon Bourgogne Tourisme & Congrès la mission de gestion administrative et financière des AETE 2026, à savoir l'engagement de toutes les dépenses et l'encaissement de toutes les recettes.

Ceci étant exposé

ENTRE

L'Office de Tourisme « Dijon Bourgogne Tourisme & Congrès », établissement public à caractère industriel et commercial,
immatriculé sous le SIRET 824 929 152 00026,
dont le siège social est situé 11 rue des Forges, 21000 DIJON,
représenté par sa Présidente, Madame Sladana ZIVKOVIC,
Mandaté à cet effet par Dijon Métropole en vertu d'une délibération du Conseil Métropolitain du 18 décembre 2025, confiant à Dijon Bourgogne Tourisme & Congrès, conformément à ses statuts et en considération de son expérience dans l'organisation d'évènements notamment dans le secteur du tourisme d'affaires, la mission de gestion administrative et financière des 27e Assises européennes de la transition énergétique Dijon 2026.

Ci-après désigné par « Dijon Bourgogne Tourisme & Congrès », « DBTC », « le gestionnaire », d'une part,

ET

Eurométropole de Strasbourg,
immatriculée sous le SIRET 246 700 488 00017,
dont le siège social est situé 1 Parc de l'Etoile 67100 Strasbourg,
représentée par sa Présidente Madame Catherine Trautmann,

Désignée ci-après « Le Co-organisateur »,

Il a été convenu de ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Partageant des objectifs communs, Eurométropole de Strasbourg, Dijon Bourgogne Tourisme et Congrès, pour le compte de Dijon Métropole, décident d'être partenaires de la 27e édition de l'événement, du 23 au 25 juin 2026, à Dijon.

La présente convention précise les modalités de perception des contributions de l'Eurométropole de Strasbourg, co-organisateur de l'événement.

MODèLE

ARTICLE 2 : DURÉE

La présente convention entrera en vigueur à la date de sa signature et prendra fin à au versement des soldes dus entre les parties, et au plus tard le 31 décembre 2026.

ARTICLE 3 : BUDGET DE L'ÉVÈNEMENT

Les Assises sont financées par différents partenaires institutionnels, publics et privés, et par les billets d'entrée vendus aux congressistes.

Les parties s'accordent pour fixer le budget prévisionnel à un million d'euros hors taxes (1 million € HT).

Ce budget s'entend hors frais des ressources humaines mobilisées au sein de Dijon Métropole et du gestionnaire DBTC.

Les grandes lignes budgétaires se décomposent comme suit :

• Charges :

- Organisation générale et Programmation : 220 000 € HT ;
- Logistique générale (aménagement des lieux, transports, signalétique, stands, Programme Off…) : 390 000 € HT ;
- Accueil et hospitalité (gestion des inscriptions, plateforme événementielle, déjeuners sur 3 jours, soirée de gala) : 290 000 € HT ;
- Communication/Presse : 100 000 € HT.

• Recettes :

- Les recettes inscriptions congressistes (400 € HT les 3 jours par congressiste pour la formule complète la plus vendue), estimées à 15 % du budget d'1 million d'euros considéré ;
- Les grands partenariats privés nationaux estimés à hauteur de 35 % ;
- Le partenariat de l'ADEME, à hauteur de 100 000 € HT (10 % du budget global) ;
- Les financements apportés par la collectivité hôte, qui se répartissent entre :
  - Des partenariats privés locaux, estimés à hauteur de 12 %
  - Des partenariats publics (tels que celui de la Région Bourgogne-Franche-Comté qui a déjà fait part de soutien à hauteur de 50 000 €), estimés à hauteur de 8 % ;
  - Un apport de Dijon métropole qui a inscrit dans son budget prévisionnel 2026 une somme de 200 000 € (soit 20 % du budget total).

ARTICLE 4 : APPORT FINANCIER DU CO-ORGANISATEUR

Le co-organisateur s'engage à contribuer au financement de l'événement pour un montant de 10 000 € HT, correspondant à la quote-part de chaque co-organisateur dans le coût d'aménagement du stand commun à tous les co-organisateurs.

MODELE

Ce montant sera versé aux organisateurs en une seule fois, après transmission du rapport des Assises 2026 réalisé par le gestionnaire DBTC pour le compte de Dijon Métropole et à réception de l'avis de sommes à payer portant le numéro de commande de référence propre au co-organisateur et fourni au gestionnaire DBTC par celui-ci.

Le co-organisateur s'engage de plus à contribuer à la promotion de l'événement à travers ses propres dispositifs de communication, notamment son site Internet et ses réseaux sociaux, avec dans chaque cas des liens vers les supports des Assises.

A cet effet, le gestionnaire DBTC pour le compte de Dijon Métropole met à la disposition du co-organisateur différents éléments de communication (images, logos, charte graphique, textes, documents PDF, vidéos… liste non exhaustive) lui permettant d'assurer cet engagement.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DU GESTIONNAIRE DBTC POUR LE COMPTE DE DIJON METROPOLE

Afin de bénéficier de la contribution financière définie à l'article 4, le gestionnaire DBTC pour le compte de Dijon Métropole s'engage à faire bénéficier au co-organisateur de :

• Un siège au comité de programmation des Assises qui se réunira avant l'événement. Son représentant, désigné en son sein, sera ainsi associé à la définition et à la préparation du programme des Assises.

• Sa présence sur le stand des co-organisateurs dont il participera à l'animation (modalités à définir ultérieurement).

• 1 prise de parole lors de la plénière d'ouverture, ainsi que lors de la conférence de presse qui suivra.

• 1 prise de parole lors de la plénière de clôture, ainsi que lors de la conférence de presse qui suivra.

• L'opportunité d'organiser 2 ateliers, à définir lors du comité de programmation.

• 20 Pass AETE pour les 3 jours*.

• 20 Pass Mobilités 72H pour circuler en tram ou en vélo en libre-service.

• L'opportunité d'obtenir des Pass AETE et Mobilités supplémentaires à moitié prix (150 € HT).

• 20 Pass pour la Soirée de Gala*.

• L'opportunité d'obtenir des Pass supplémentaires pour la Soirée de Gala à moitié prix (25 €)

• La présence de contenus (textes et logo fournis par ses soins) sur les supports de communication PRINT de l'événement, au niveau « co-organisateur » (programme et dossier de presse notamment).

MODELE

• La présence de son logo et du lien URL de son choix (fournit par ses soins) sur les supports de communication DIGITAL de l'événement, au niveau « co-organisateur » (site internet et appli événementielle notamment).

• La présence de son logo et du lien URL de son choix (fournit par ses soins) en regard des conférences et ateliers où il interviendra.

• L'opportunité de faire appel au cabinet de relations presse de l'événement pour valoriser ses actions auprès des médias présents lors de l'événement.

• 1 publication dédiée à ses actions sur le compte Linkedin de l'événement (dates à définir).

** Les inscriptions se feront obligatoirement en ligne sur l'appli événementielle à l'aide d'un code de gratuité fournit par Dijon Métropole et limité à 20 utilisations.*

5-1 : Comité de programmation et rencontres entre co-organisateurs

Le comité de programmation est constitué et co-animé par ÉcosystèmeD, les co-organisateurs et Inddigo.

Chaque co-organisateur désigne son/ses représentant.s comme membre du comité de programmation.

La composition du comité de programmation peut évoluer d'une année sur l'autre en fonction de l'évolution du développement des AETE.

Des temps d'échange entre co-organisateurs doivent être ménagés au minimum une fois par an, à Paris, sur le territoire de Dijon Métropole ou en visioconférence, et autant de fois que nécessaire en fonction des sujets d'actualité concernant le pilotage et l'organisation des AETE.

Les frais de déplacement et d'hébergement sont à la charge de chaque co-organisateur.
L'accueil est pris en charge par le territoire hôte.

Le comité de programmation peut réunir également les partenaires financiers une fois d'ici la tenue de l'événement.

MODÈLE

ARTICLE 6 : RESPONSABLES RESPECTIFS ET INTERLOCUTEURS PRIVILEGIES

Sont nommés responsables de l'exécution de la présente convention :

• Pour Dijon Bourgogne Tourisme et Congrès : Yann Glauser
Directeur par intérim
yglauser@otdijon.com

• Pour le co-organisateur : Emeline Lafaury
Directrice Transition-énergie-climat
Emeline.LAFAURY@strasbourg.eu

Les parties s'engagent à s'informer mutuellement en cas de changement de ces nominations.

Sont nommés interlocuteurs privilégiés pour l'exécution de la présente convention :

• Pour Dijon Bourgogne Tourisme et Congrès : Véronique Ordas
Responsable administratif et financier
vordas@otdijon.com

• Pour le co-organisateur : Cécile PHILIBERT
Cheffe de projet AETE
Cecile.PHILIBERT@strasbourg.eu

ARTICLE 7 : LITIGES

Tout litige relatif à l'application de la présente convention est porté, à défaut de règlement amiable dans les trois mois suivants la notification du litige à l'une des parties, devant le tribunal administratif de Dijon.

Fait à Strasbourg, le 31 juillet 2026
En deux exemplaires originaux

Pour Dijon Bourgogne Tourisme & Congrès
Sladana ZIVKOVIC
Présidente

Pour Eurométropole de Strasbourg
Catherine Trautmann
Présidente

MODELE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
021-242100410-20251218-DM20251218_34-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 18/12/2025

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

du Conseil métropolitain de Dijon métropole

Séance du jeudi 18 décembre 2025

Président : Monsieur REBSAMEN

Secrétaire de séance : Madame MONTEIRO

Convocation envoyée le 10 décembre 2025

Nombre de membres du Conseil métropolitain : 86
Nombre de membres en exercice : 86
Nombre de présents participant au vote : 68
Nombre de procurations : 16

Membres présents :

Monsieur François REBSAMEN
Madame Nathalie KOENDERS
Monsieur Thierry FALCONNET
Monsieur Rémi DETANG
Madame Sladana ZIVKOVIC
Monsieur Jean-François DODET
Madame Françoise TENENBAUM
Monsieur Jean-Patrick MASSON
Monsieur François DESEILLE
Monsieur Dominique GRIMPRET
Madame Danielle JUBAN
Monsieur Jean-Claude GIRARD
Monsieur Philippe LEMANCEAU
Madame Marie-Hélène JUILLARD-RANDRIAN
Madame Christine MARTIN
Monsieur Antoine HOAREAU
Monsieur Nicolas BOURNY
Madame Céline TONOT
Madame Nadjoua BELHADEF
Monsieur Jean-Michel VERPILLOT
Monsieur Hamid EL HASSOUNI
Madame Brigitte POPARD
Monsieur Guillaume RUET
Madame Nuray AKPINAR-ISTIQUAM
Monsieur Laurent GOBET
Madame Dominique MARTIN-GENDRE
Madame Karine HUON-SAVINA
Monsieur Nicolas SCHOUTITH
Madame Ludmila MONTEIRO
Monsieur Pierre PRIBETICH
Monsieur Jean-Philippe MOREL
Monsieur Christophe AVENA
Monsieur Marien LOVICHI
Monsieur Christophe BERTHIER
Monsieur Georges MEZUI
Monsieur Emmanuel BICHOT
Madame Céline RENAUD
Monsieur Laurent BOURGUIGNAT
Monsieur Bruno DAVID
Madame Laurence GERBET
Madame Claire VUILLEMIN
Monsieur Olivier MULLER
Monsieur Patrice CHATEAU
Madame Delphine BLAYA
Monsieur Lionel SANCHEZ
Monsieur Patrick AUDARD
Monsieur Léo LACHAMBRE
Monsieur Samuel LONCHAMPT
Madame Bénédicte PERSON-PICARD
Madame Catherine VICTOR
Monsieur Gérard HERRMANN
Madame Dominique BEGIN-CLAUDET
Monsieur François SARRON-PILLOT
Monsieur Patrick CHAPUIS
Madame Anne PERRIN-LOUVRIER
Monsieur Jean-Marc RETY
Monsieur Jean-marc GONÇALVES
Madame Catherine PAGEAUX
Monsieur Didier RELOT
Madame Monique BAYARD
Madame Catherine GOZZI
Monsieur Philippe SCHMITT
Madame Céline RABUT
Monsieur Frédéric GOULIER
Monsieur Philippe BELLEVILLE
Madame Noëlle CAMBILLARD
Madame Stéphanie GRAYOT-DIRX
Monsieur Stéphane WOYNAROSKI

Membres absents :

Madame Stéphanie MODDE
Monsieur Patrick BAUDEMENT

Madame Claire TOMASELLI pouvoir à Madame Nathalie KOENDERS
Monsieur Denis HAMEAU pouvoir à Madame Danielle JUBAN
Madame Kildine BATAILLE pouvoir à Madame Ludmila MONTEIRO
Madame Stéphanie VACHEROT pouvoir à Madame Nadjoua BELHADEF
Monsieur Massar N'DIAYE pouvoir à Madame Nuray AKPINAR-ISTIQUAM
Madame Lydie PFANDER-MENY pouvoir à Madame Sladana ZIVKOVIC
Monsieur Jean-François COURGEY pouvoir à Madame Christine MARTIN
Madame Caroline JACQUEMARD pouvoir à Madame Claire VUILLEMIN
Monsieur Stéphane CHEVALIER pouvoir à Monsieur Jean-Philippe MOREL
Monsieur David HAEGY pouvoir à Monsieur Philippe LEMANCEAU
Madame Hana WALIDI-ALAOUI pouvoir à Monsieur Léo LACHAMBRE
Monsieur Gaston FOUCHERES pouvoir à Madame Anne PERRIN-LOUVRIER
Monsieur Jacques CARRELET DE LOISY pouvoir à Madame Monique BAYARD
Madame Isabelle PASTEUR pouvoir à Monsieur Rémi DETANG
Monsieur Adrien GUENE pouvoir à Madame Noëlle CAMBILLARD
Monsieur Cyril GAUCHER pouvoir à Monsieur Emmanuel BICHOT

OBJET : ECOLOGIE URBAINE ET SERVICES D'INTERET COLLECTIF
Organisation des Assises européennes de la transition énergétique - Convention de gestion administrative et financière entre Dijon métropole et Dijon Bourgogne Tourisme & Congrès

Rendez-vous incontournable des acteurs engagés dans la transition énergétique des territoires depuis 1999, les Assises Européennes de la Transition Energétique (AETE) accueillent chaque année plus de 3000 participants – élus et techniciens des collectivités, scientifiques et experts de la transition écologique, acteurs économiques et associatifs, médias, étudiants – pour 3 jours de débats, d'ateliers, de visites de sites et de rencontres.

Au fil du temps, ces Assises sont devenues tournantes : créées par la Communauté urbaine de Dunkerque, avec le soutien historique de l'ADEME, elles se tiennent toujours annuellement mais en alternance avec d'autres territoires : Bordeaux métropole depuis 2015 et désormais l'Eurométropole de Strasbourg et la Métropole de Dijon, lauréates en 2023 d'un appel à manifestation d'intérêt pour rejoindre le cercle des co-organisateurs de l'événement.

C'est ainsi que Dijon métropole accueillera la 27e édition des Assises européennes de la transition énergétique du 23 au 25 juin 2026, devenant pilote de l'organisation, du fil conducteur de la programmation et du budget de la manifestation.

L'événement, l'un des plus gros rassemblements de France et d'Europe en la matière, se décompose à travers de nombreux temps forts :

- 3 jours pour se rencontrer, partager, s'inspirer et réussir, de manière collective, la transition énergétique des territoires ;
- Des grandes conférences menées par des experts et grands témoins ;
- Un large programme d'ateliers, imaginé en collaboration avec les acteurs européens engagés dans la transition énergétique, pour faire des Assises un véritable laboratoire d'idées et un concentré d'expériences et de solutions concrètes ;
- Des visites thématiques à la découverte des initiatives énergétiques durables mises en oeuvre par Dijon métropole et ses partenaires ;
- Un Village de la Transition (stands) dédié aux échanges entre les congressistes et les principaux partenaires financiers de l'événement ;
- Un programme OFF articulé autour de la Journée mondiale de l'Environnement et incarné dans un événement grand public à Dijon les 4, 5 et 6 juin 2026 pour mettre en discussion et en action la transition énergétique.

La coordination générale annuelle des AETE est assurée par un Secrétariat Permanent émanant du groupement d'intérêt public EcosystèmeD, constitué à Dunkerque pour notamment porter cet événement. C'est ce GIP qui travaille depuis plusieurs mois maintenant avec les élus et les équipes de Dijon métropole pour personnaliser l'événement : celle de la DGD Transition climatique, celle du service Energie, ainsi que le service de la Valorisation des Grands Projets.

Cette prochaine 27e édition se tiendra au Parc des Expositions et des Congrès de Dijon, mais aussi à l'Opéra dont la jauge permettra d'accueillir 2 plénières avec pour chacune plus d'un millier de congressistes attendus.

Le contenu et le déroulement précis de la manifestation sont encore en cours de construction, mais sont déjà arrêtées les orientations suivantes :

→ Un programme sur 3 jours pleins.
2 plénières, 9 conférences, 3 Grands Ateliers, 4 master class, 4 media trainings, 75 ateliers, 50 visites de site, avec plus d'une centaine d'intervenants d'envergure nationale et européenne, tout en ménageant des temps de « réseautage » et d'échanges entre homologues pour faire avancer la transition énergétique des territoires.

→ Le premier grand événement post-électoral dédié à la transition énergétique.

En jour 2 (le mercredi 24 juin), un parcours sur mesure articulé autour de 4 master class sera proposé à tous les élus territoriaux nouvellement installés à l'issue des scrutins municipaux et intercommunaux du printemps 2026.

→ Une mobilisation contre la désinformation climatique.
Une conférence dédiée et plusieurs sessions de media training permettront d'identifier les mécanismes de la désinformation climatique et d'apprendre à mieux les contrer.

→ Une ouverture européenne renforcée.
Les Assises proposeront des analyses sur la géopolitique du marché de l'énergie, des retours d'expérience de grandes métropoles européennes et accueilleront l'un des temps forts de la clôture officielle du projet européen pilote RESPONSE porté par Dijon.

→ Une conférence inédite « Quel vignoble dans une France et une Europe à +4°C ? ».
Une conférence conçue en partenariat avec l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV) et nourrie des enjeux partagés par Dijon, Bordeaux et Strasbourg, grandes métropoles vitivinicoles, co-organisatrices des Assises aux côtés de Dunkerque.

→ Une soirée de gala à « haute saveur patrimoniale et gastronomique ajoutée ».
À 15 minutes à pied ou en tram du Parc des Expositions et des Congrès, est proposé le mercredi 24 juin un cocktail dînatoire gastronomique à ciel ouvert dans les cours historiques du Palais des ducs de Bourgogne qui abrite le musée des Beaux-Arts de Dijon et sa célèbre salle des Tombeaux.

Côté dépenses, le budget prévisionnel de ces Assises 2026, avec pour objectif fixé par Dijon métropole de ne pas dépasser 1 million d'euros HT, est construit sur 4 grands postes :

- Organisation générale et Programmation : 220 000 euros HT ;
- Logistique générale (aménagement des lieux, transports, signalétique, stands, Programme Off…) : 390 000 euros ;
- Accueil et hospitalité (gestion des inscriptions, plateforme événementielle, déjeuners sur 3 jours, soirée de gala) : 290 000 euros HT ;
- Communication/Presse : 100 000 euros HT

Côté recettes, le budget prévisionnel se décompose en 3 volets :

- Les recettes inscriptions congressistes (300 euros HT les 3 jours par congressiste pour la formule complète la plus vendue), estimées à 15 % du budget d'1 million d'euros considéré ;
- Les grands partenariats privés nationaux, en lien avec le Secrétariat Permanent, estimés à hauteur de 35 % ;
- Le partenariat de l'ADEME, à hauteur de 100 000 euros HT (10 % du budget global) ;
- Les financements apportés par la collectivité hôte, qui se répartissent entre :
  - Des partenariats privés locaux, estimés à hauteur de 12 %
  - Des partenariats publics (tels que celui de la Région Bourgogne-Franche-Comté qui a déjà fait part de soutien à hauteur de 50 000 euros HT), estimés à hauteur de 8 % ;
  - Un apport de Dijon métropole qui a inscrit dans son budget prévisionnel 2026 une somme de 200 000 euros (soit 20 % du budget total) pour pourvoir à l'équilibre du budget d'organisation générale, comme la collectivité s'y était engagée au moment de porter sa candidature à l'accueil de l'événement.

Pour porter ce budget relatif à l'organisation d'un grand congrès, Dijon métropole a souhaité faire appel à l'office de tourisme métropolitain « Dijon Bourgogne Tourisme & Congrès », selon la convention annexée à la présente délibération.

Un Bureau des Congrès a été créé récemment au sein de Dijon Bourgogne Tourisme & Congrès en lien direct avec les objectifs énumérés précédemment et, compte-tenu de sa compétence et son expérience dans l'organisation d'événements en particulier dans le domaine du tourisme d'affaires, Dijon métropole entend lui confier une mission de gestion administrative et financière

relative à l'organisation globale des Assises européennes de la transtion énergétique en juin 2026 à Dijon.

Il est ainsi proposé de conclure une convention avec Dijon Bourgogne Tourisme & Congrès, par laquelle celui-ci aura à charge :

- D'assurer la gestion administrative et financière de l'évènement et notamment les relations contractuelles avec les partenaires et prestataires ;
- De fournir les logiciels et plateformes de commercialisation des inscriptions, stands, sponsoring, hébergements et services extérieurs et suivre les relations avec les congressistes, exposants, sponsors, hôtels, services extérieurs, etc. ;
- D'encaisser les recettes billetterie et les subventions publiques et privés auprès des différents partenaires, avec lien permanent avec les services de Dijon métropole et le Secrétariat permanent des Assises (EcosystèmeD) cités ci-avant ;
- De contractualiser avec tous les prestataires nécessaires à l'organisation : location des lieux et espaces de la manifestation, restauration, mise en place de la plate-forme pour la gestion des inscriptions, prestation de transport, etc.

Ces prestations pourront être assurées directement par Dijon Bourgogne & Congrès ou pourront être externalisées pour partie, en particulier via le secrétariat permanent EcosytèmeD, déjà en relation contractuelle avec de nombreux partenaires financiers qui soutiennent les Assises édition après édition.

Le Conseil,
après en avoir délibéré, décide :

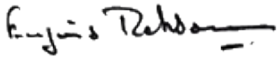
- **d'approuver** la convention relative à l'organisation des Assises européennes de la transition énergétique DIJON 2026, ci-annexée
- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer la convention annexée à la présente délibération et à y apporter, le cas échéant, des modifications de détail ne remettant pas en cause son économie générale
- **de fixer** pour cet événement les tarifs suivants :
  - Journée du Mardi 23 juin 2026: 200 € HT.
  Promo "early bird" de la date de mise en vente au 1er juin 2026: 150 € HT
  - Journée du Mercredi 24 juin 2026 sans soirée de Gala : 200 € HT.
  Promo "early bird" de la date de mise en vente au 1er juin : 150 € HT
  - Pack Mercredi 24 juin + Jeudi 25 juin 2026 + Soirée de Gala : 300 € HT.
  Promo "early bird" de la date de mise en vente au 1er juin 2026: 250 € HT
  - Pack 3 jours : 400 € HT.
  Promo "early bird" de la date de mise en vente au 1er juin 2026: 300 € HT
- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer tout acte à intervenir pour l'application de ces décisions.

Scrutin	Pour : 84	Abstention : 0
	Contre : 0	Ne se prononce pas : 0
	Dont 16 procuration(s)	

Signature numérique le 19/12/2025
de Ludmila MONTEIRO
Secrétaire de séance



Signature numérique le 19/12/2025
de François REBSAMEN
Président de Dijon métropole



Strasbourg.eu
eurométropole

28

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 7 février 2025

Accueil des Assises européennes de la transition énergétique (AETE) à Strasbourg en juin 2025.

Numéro E-2025-98

À l'heure où les collectivités territoriales sont appelées à prendre une place importante dans la réponse aux enjeux climatiques, les Assises européennes de la transition énergétique (AETE) s'imposent comme un rendez-vous incontournable des acteurs engagés du secteur. Depuis 25 ans, les Assises, qui réunissent chaque année plus de 3500 congressistes, insufflent un esprit d'ouverture à travers les partenariats institutionnels publics et privés tissés au fil des années pour répondre collectivement aux défis cruciaux de la transition énergétique.

Après avoir participé et contribué pendant de nombreuses années aux AETE, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont candidaté pour rejoindre le comité d'organisation et accueillir pour la première fois en 2025 cet évènement qui a vocation à revenir tous les quatre ans sur le territoire.

En avril 2024, la Communauté urbaine de Dunkerque, Bordeaux Métropole et l'ADEME ont annoncé l'entrée officielle de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi que de Dijon Métropole dans le cercle des co-organisateurs des Assises européennes de la transition énergétique.

Pour l'édition qui se tiendra du 24 au 26 juin 2025 au Palais de musique et des congrès, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg proposent de mettre en valeur quatre axes majeurs : L'Europe, les citoyens, la solidarité et la culture, autour du fil rouge « L'énergie, un bien commun ». L'évènement proposera autour de ces sujets :

- des plénières menées par des experts et grands témoins pour poser les grands enjeux actuels de la transition énergétique avec un focus particulier sur la place de l'énergie citoyenne,
- un large programme d'ateliers, sous différentes formes, en français et en allemand, imaginé en collaboration avec les partenaires historiques des Assises, mais aussi les acteurs locaux engagés dans la transition énergétique, pour faire des Assises un véritable laboratoire d'idées et un concentré d'expériences et de solutions concrètes,
- des visites thématiques à la découverte des initiatives énergétiques durables mises

en œuvre sur le territoire du Rhin supérieur, mais aussi propositions touristiques et culturelles pour partir à la rencontre du territoire,
- un Carrefour des métiers de la transition énergétique, véritable « événement dans l'événement » qui met à l'honneur les nouvelles filières professionnelles et nouveaux métiers en lien avec la transition énergétique et qui sera ouvert aux jeunes, étudiants, lycéens et collégiens,
- une tribune offerte à la jeunesse européenne grâce au lien tissé avec l'European Youth Event (EYE),
- un village de la transition énergétique accueillant un quartier dédié aux enjeux de précarité énergétique ainsi qu'un espace dédié aux financements européens.

La plénière de clôture aura lieu au Parlement européen.

Par ailleurs, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg organiseront une semaine de « OFF » transfrontalier du 13 au 23 juin 2025 proposant des visites techniques et culturelles autour de l'énergie « D'où vient notre énergie, où va-t-elle ? », s'appuyant sur nos partenaires relais, les associations et acteurs de terrain sur toute la région du Rhin supérieur avec nos partenaires transfrontaliers allemands et suisses.

La coordination générale annuelle des AETE est portée par un secrétariat permanent émanant du groupement d'intérêt public ÉcosystèmeD (ÉcosystèmeD) constitué à Dunkerque pour porter cet évènement notamment. La direction Transitions énergie climat (DTEC), service Coopérations et animation des transitions, porte l'organisation des Assises sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. La DTEC est l'interlocutrice du secrétariat permanent des AETE et participe au comité organisateur. Elle sera garante du respect du cahier des charges des Assises, tel que porté par ÉcosystèmeD et les co-organisateurs.

Les conditions techniques et financières du partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et ÉcosystèmeD sont transcrites dans la convention proposée à l'approbation du Conseil. Cette convention a pour objet de fixer :

- les modalités de fonctionnement avec le secrétariat permanent pour l'année 2025,
- les modalités d'organisation de la 26ème édition des AETE qui se déroulera à Strasbourg les 24, 25 et 26 juin 2025,
- les conditions financières de la 26ème édition.

Le budget prévisionnel 2025

Le budget prévisionnel de cet évènement s'élève à 1 110 000 € HT, financé par l'Eurométropole de Strasbourg sur la base de sa compétence d'autorité organisatrice des énergies sur le territoire métropolitain de Strasbourg sur les lignes de crédits de la Direction transitions énergie climat.

Ce montant prévisionnel comprend la prise en charge des postes suivants :

Dépenses prévisionnelles 2025 :

- Programmation : 178 750 €
- Logistique et production : 798 110 €
- Communication : 103 140 €
- Administratif : 30 000 €

TOTAL DES DEPENSES : 1 110 000 €

Recettes prévisionnelles 2025 :

- Participation Partenaires : 460 000 €
- Contributions Co-organisateurs : 30 000 €
- Participation ADEME : 120 000 €
- Droits d'entrée : 200 000 €

TOTAL DES RECETTES : 810 000 €

Reste à charge 2025 de l'Eurométropole de Strasbourg : 300 000 €

Si les partenariats financiers, publics et privés, tissés au fil des 25 ans d'existence des Assises se poursuivent portés par le EcosystèmeD, l'Eurométropole de Strasbourg s'attachera à nouer de nouveaux partenariats ancrés localement afin d'associer pleinement à cet évènement l'ensemble des acteurs de la transition énergétique du territoire métropolitain, plus largement de la Région Grand Est et du Rhin supérieur. Ces partenariats feront l'objet de conventions dédiées dont les modèles sont joints en annexe de la présente délibération.

Chaque année les co-organisateurs des Assises contribuent à l'organisation de l'événement. Ainsi, pour l'édition 2024, l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée à verser 15 000 € HT à ÉcosystèmeD.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la convention annuelle de partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et EcosystèmeD en vue de l'organisation de la 26ème édition des Assises européennes de la transition énergétique (AETE 2025) prévues les 24, 25 et 26 juin 2025 à Strasbourg,*
- *le modèle de convention de partenariat avec les co-organisateurs collectivités locales,*
- *le modèle de convention de partenariat avec les contributeurs privés ou publics,*
- *le versement à ÉcosystèmeD d'une contribution à hauteur de 15 000€HT au titre de la participation de l'Eurométropole de Strasbourg à l'édition 2024 des Assises*

Européennes de la Transition Énergétique,

décide

- *la prise en charge des dépenses prévues par la convention annuelle de partenariat dans le cadre de l'organisation des AETE 2025 et l'imputation des crédits 2025 nécessaires soit 1 110 000 € HT, sous réserve du vote du budget 2025, sur la ligne budgétaire 62268 – PL00D,*
- *l'inscription des recettes pour un montant prévisionnel de 810 000 € HT sur la ligne budgétaire 75888 - PL00D,*
- *le versement à ÉcosystèmeD de la contribution de l'Eurométropole de Strasbourg à l'édition 2024 des AETE, à hauteur de 15 000€HT sur la ligne budgétaire 62268 – PL00D,*

autorise

la Présidente ou son·sa représentant·e :

- *à signer :*
  - *la convention annuelle de partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et ÉcosystèmeD pour l'année 2025,*
  - *les conventions de partenariat avec les co-organisateurs collectivités locales,*
  - *les conventions de partenariat avec les contributeurs privés ou publics,*
  - *tous les actes et documents concourant à l'exécution de la présente délibération,*

- *à solliciter auprès de tous les partenaires concernés les participations et subventions qui pourront être mises en œuvre.*

le vendredi 7 février 2025 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 février 2025

(Accusé de réception N°067-246700488-20250207-176488-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 13 février 2025

CONVENTION

RELATIVE A L'ORGANISATION
DE LA 26e EDITION
DES ASSISES EUROPEENNES
DE LA TRANSITION ENERGETIQUE (AETE)
A STRASBOURG
DU 24 JUIN AU 26 JUIN 2025

En qualité de secrétariat permanent :

PRÉAMBULE

La Communauté Urbaine de Dunkerque a pris l'initiative d'organiser en 1998 les premières « Assises nationales de l'énergie » ® devenues « Assises européennes de la transition énergétique » ® en 2016.

En 2012, l'ADEME a accepté de devenir coorganisateur, compte tenu de son lien étroit avec les actions énergies climat des territoires.

Aujourd'hui, cet événement annuel est organisé en alternance entre la Communauté Urbaine de Dunkerque, Bordeaux Métropole, l'Eurométropole de Strasbourg, et Dijon Métropole.

Pour l'édition 2025, l'événement est accueilli sur le territoire de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les Assises sont désormais reconnues comme le rendez-vous des acteurs incontournables dans les domaines énergétiques avec plus de 3000 visiteurs et 300 retombées-presse écrites et audiovisuelles, régionales, nationales et européennes, un programme participatif réalisé par le biais d'un appel à contributions, une ouverture sur 3 jours, des formats d'intervention innovants invitant aux échanges et débats.

Afin de respecter la philosophie et les caractéristiques de cette manifestation, les parties sont convenu de signer la présente convention, destinée à préciser les objectifs et les moyens mis en œuvre pour son organisation.

La Communauté Urbaine de Dunkerque, propriétaire de la marque « Assises Européennes de la Transition Énergétique » a décidé de confier l'organisation de l'événement au Groupement d'Intérêt Public (GIP) ÉcosystèmeD, compétent en matière de transition énergétique.

CECI ETANT EXPOSE

ENTRE

Eurométropole de Strasbourg, 1 Parc de l'Etoile – 67076 Strasbourg Cedex, représentée par Madame Pia IMBS, Présidente, *agissant en vertu d'une décision du 19 mai 2022.*

Ci-après désignées par « Eurométropole de Strasbourg », « Organisateur », "Organisateurs", d'une part,

ET

ÉcosystèmeD, Groupement d'Intérêt Public, domicilié 2508 Route de l'Écluse Trystram, 59140 Dunkerque, immatriculé sous le SIRET 130 026 503 00016, représenté par Monsieur Rafael Ponce en qualité de Directeur Général.

Ci-après désigné par « ÉcosystèmeD », « GIP EcosystèmeD », « Le Secrétariat permanent » d'autre part.

IL A ÉTÉ CONVENU DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités administratives, techniques, opérationnelles et financières liées à l'organisation des 26e Assises européennes de la transition énergétique ("AETE" ou "Assises") organisées par l'Eurométropole de Strasbourg du 24 au 26 juin 2025.

Pour l'édition 2025, l'événement est accueilli sur le territoire de la Ville de Strasbourg.

ARTICLE 2 : Durée

La présente convention entrera en vigueur à la date de sa signature et prendra fin à au versement des soldes dus entre les Parties et au plus tard le 31 décembre 2025.

ARTICLE 3 : Accueil de l'événement par les collectivités coorganisatrices

Cet événement annuel est alternativement organisé par la Communauté urbaine de Dunkerque, Bordeaux Métropole, Dijon Métropole et la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg. Selon les éditions, le format de l'événement et ses composants peuvent évoluer. L'organisation est assurée par le territoire qui accueille l'événement.

L'événement est organisé sur 4 territoires selon le calendrier prévisionnel suivant (non définitif) :

- 2025 : Ville et Eurométropole de Strasbourg ;
- 2026 : Dijon Métropole ;
- 2027 : Bordeaux Métropole ;
- 2028 : Communauté urbaine de Dunkerque

ARTICLE 4 : Concession de la marque Assises européennes de la transition énergétique

La marque des Assises européennes de la transition énergétique a fait l'objet d'un dépôt à l'Institut National de la Propriété Industrielle (I.N.P.I.) et appartient à la Communauté urbaine de Dunkerque. Le dépôt à l'I.N.P.I. a donc conféré à la Communauté urbaine de Dunkerque un monopole d'exploitation de cette marque, pour les produits et services qui sont couverts par celle-ci.

Dans un esprit de cohérence en matière de communication, les organisateurs s'engagent à respecter le logo des Assises sur l'ensemble des supports de communication et leurs déclinaisons (préprogramme, programme, affiches, masque PowerPoint, web…).

La Communauté urbaine de Dunkerque en concède à titre gratuit l'utilisation aux Organisateurs, sous réserve d'une exploitation et d'une organisation des Assises conforme à l'objet et aux objectifs de l'évènement ci-après fixés. La concession de marque prendra fin de plein droit à l'expiration de la présente convention ou en cas de cessation anticipée de ladite convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 5 : Organisation générale de l'événement

L'événement a pour principal objectif de diffuser les connaissances et favoriser le partage d'expériences entre les différents acteurs de la transition énergétique. Le fil conducteur de l'événement est "L'énergie, un bien commun !", marquant ainsi le rôle central des territoires dans la mise en œuvre des objectifs stratégiques internationaux, européens, nationaux et

régionaux. Le programme annuel est défini en fonction de l'actualité avec un regard prospectif « et demain ? ». Une ouverture à des nouvelles thématiques complémentaires à la gouvernance territoriale est insérée dans chaque programme à savoir : les nouvelles technologies de l'énergie, l'économie et l'emploi.

Les publics cibles sont les acteurs de l'énergie (entreprises, industries, organisations professionnelles, consommateurs, cabinets d'études, associations diverses, collectivités locales et leurs groupements, Etat et services déconcentrés, …) et particulièrement les élus européens, nationaux et/ou locaux ; une représentativité nationale et européenne des participants est recherchée.

Afin d'assurer un événement au format homogène, les Organisateurs s'engagent à respecter les caractéristiques essentielles des « Assises » telles qu'elles sont décrites ci-après.

5-1 : Durée de l'évènement

L'événement se déroule sur 3 journées (mardi 24 juin, mercredi 25 juin et jeudi 26 juin 2025) selon le format prévisionnel type suivant.

Mardi
- À partir de 8h30 : organisation de la conférence de presse entre les coorganisateurs.
- À partir de 9h00 : des séances plénières pouvant accueillir en parallèle des ateliers de partage d'expérience et de co-création, le carrefour des métiers de la transition énergétique 12h00 à 14h30 : déjeuner

- 14h00 à 18h30 : des séances plénières pouvant accueillir en parallèle ateliers de partage d'expérience et de co-création, visites de sites, le carrefour des métiers de la transition énergétique
- 18h30 : service de restauration

Mercredi
- 9h00 à 12h30 : des séances plénières pouvant accueillir en parallèle des ateliers de partage d'expérience et de co-création, le carrefour des métiers de la transition énergétique
- 12h00 à 14h30 : déjeuner
- 14h00 à 18h30 : des séances plénières pouvant accueillir en parallèle des ateliers de partage d'expérience et de co-création, visites de sites, le carrefour des métiers de la transition énergétique
- 19h30 : dîner de gala
-

Jeudi
- 9h00 à 12h30 : des séances plénières et de clôture dans le grand hémicycle du Parlement européen

5-2 : Le secrétariat permanent : missions et gestion

Pour organiser cet évènement annuel, les parties prenantes s'appuient sur un secrétariat permanent qui est positionné au sein de ÉcosystèmeD. Ce secrétariat a notamment pour mission d'accompagner l'organisateur de l'évènement.

Un secrétariat permanent des AETE a les missions suivantes :

- Assurer une continuité dans la qualité des éditions, de capitaliser et mettre en commun toute l'expertise acquise lors des précédentes éditions. Ses missions consistent majoritairement à gérer pour le compte des organisateurs successifs les marchés de programmation et de communication et les conventions de partenariats nationaux.
- La recherche et les négociations avec les partenaires financiers nationaux.
- La gestion partagée et la pérennité du site internet dédié aux Assises.
- La coordination entre l'organisateur et le prestataire de relations presse
- Organisation du comité de programmation : invitation des co-organisateurs et des partenaires nationaux, recherche et réservation d'une salle.
- De façon générale, accompagner l'organisateur de l'évènement dans la conduite de ce projet, dans la limite des compétences du secrétariat permanent

Toutes les autres prestations non listées dans le présent article sont gérées et prises en charge par les Organisateurs.

5-2-1 : Programmation

Le secrétariat permanent s'adjoindra, pour l'édition 2025, les services du prestataire INDDIGO, qui sera chargé d'assurer une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à l'organisation et à la programmation de l'événement.

Cette prestation comprend principalement la conception et l'élaboration du programme, la conception et la gestion de l'appel à contributions, le choix et l'encadrement des intervenants.

Il est établi que le secrétariat permanent a conclu le marché à la date de la signature de la présente convention. La copie du marché avec le prestataire INDDIGO est jointe en annexe 1.

Les prestations qui seront demandées au titulaire du marché public recouvriront principalement deux missions distinctes qui doivent être coordonnées :

- PRESTATION N°1 : la conception et l'élaboration du programme des conférences, évaluation de l'édition
- PRESTATION N°2 : la conception et l'élaboration du programme des ateliers via un appel à contributions.

Ces deux prestations seront gérées par le même prestataire afin de faciliter la coordination et assurer la cohérence de la programmation globale.

ÉcosystèmeD procédera aux commandes et au paiement direct du/des prestataires dans les conditions fixées au marché. L'intégralité de ce marché sera refacturée à l'organisateur selon les conditions détaillées à l'article 7.3 de la présente convention.

La durée de chaque tranche du marché est liée au temps nécessaire pour conduire une édition depuis sa préparation jusqu'à son évaluation.

Les Assises doivent permettre d'octroyer des temps de rencontre aux participants (donner des « respirations », des temps d'échanges inter personnels) en développant des formats de rencontre plus adaptés aux échanges.

Les capacités d'accueil varient en fonction du lieu de l'événement.

Par ailleurs, le programme peut s'enrichir des suggestions des participants reçues sous forme de contributions en amont, et soumises à l'avis du comité de programmation.

5-2-2 : Relations presse et communication

Le secrétariat permanent s'adjoindra les services du prestataire BECOMING pour élaborer une stratégie de relations presse et de communication dans le domaine de l'énergie et dans les domaines connexes de la politique urbaine tels que l'urbanisme, l'habitat, le bâtiment, la qualité de l'air, le numérique, l'économie, l'environnement, la mobilité et le secteur social (entre autres).

A ce titre cette stratégie aura pour but de rendre visible l'événement des Assises européennes à plusieurs niveaux (international, européen, national, régional et local) auprès de la presse écrite, audiovisuelle et web.

Il est établi que le secrétariat permanent a conclu le marché à la date de la signature de la présente convention. La copie du marché avec le prestataire BECOMING est joint en annexe 2.

Le secrétariat permanent assure la coordination générale de ces prestations et de manière collégiale avec les coorganisateurs.

5-2-3 : Relations et conventions de partenariats

En lien avec les Organisateurs, le secrétariat permanent propose et négocie les conventions avec les principaux partenaires publics et privés nationaux, sur la base du modèle joint en annexe 3.

Le GIP ÉcosystèmeD signera les conventions de partenariat au nom et pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le secrétariat permanent est chargé de rechercher de nouveaux partenariats dont les négociations devront être discutées avec les Organisateurs.

L'Organisateur négocie et contractualise directement les partenariats régionaux et locaux avec les collectivités et les acteurs économiques de son choix, sur la base du modèle joint en annexe 4.

5-2-4 Site internet

ÉcosystèmeD possède le site internet des Assises.

ÉcosystèmeD assure sous sa responsabilité l'hébergement, la mise à jour régulière du site, les développements informatiques nécessaires et la publication des posts des réseaux sociaux.

L'Organisateur aura un accès au site internet ainsi qu'une formation si nécessaire afin de prendre la main pour y créer les pages relatives à l'édition 2025 : programmation, inscriptions, informations pratiques, présentation du territoire strasbourgeois, etc.

Les frais engagés par ÉcosystèmeD sont remboursés par l'Organisateur et sont inclus dans le budget décrit à l'article 7.1, dans le cadre des dispositions de l'article 7.3.

5-2-5 Gestion des inscriptions

Le secrétariat permanent met à disposition toutes les informations concernant le module d'inscription utilisé lors de la précédente édition. Il est obligatoirement hébergé sur le site des Assises.

L'Organisateur est chargé de choisir et rémunérer le prestataire en charge de l'élaboration du module d'inscription. Pour l'édition qu'il accueille, chaque territoire organisateur est chargé de l'exploitation des données pour éditer la liste des inscrits, les badges, la gestion des stocks, la facturation, ….

ARTICLE 6 : Les autres prestations à la charge directe de la collectivité organisatrice des Assises européennes de la transition énergétique.

La collectivité peut s'adjoindre les compétences de plusieurs prestataires de service dans le domaine de la mise en scène, de l'animation journalistique, de l'animation des séances plénières, de la logistique, de la restauration, de la traduction des débats selon les moyens logistiques et techniques disponibles sur le lieu de l'événement.

6-1 Mise en scène

L'organisateur se charge directement ou s'adjoint les services d'un prestataire capable d'assurer une mission de scénographie, de diffusion audiovisuelle et d'animation générale de l'événement en adéquation avec la stratégie de communication dans les différents domaines liés à la transition énergétique : l'énergie, l'urbanisme, l'habitat, le bâtiment, la qualité de l'air, le numérique, l'économie, l'environnement, la mobilité, le secteur social, la formation… (entre autres).

6-2 Restauration

Les différentes activités de la prestation de restauration sont intégrées dans le forfait global de l'inscription pour tous les congressistes. Elles se déroulent selon le planning prévisionnel suivant :

Mardi	Accueil café Pause café Déjeuner 1 Pause café Service de restauration (sur le lieu de l'événement ou autre)	8h00-10h00 10h45-11h15 12h00-14h00 16h00-16h30 18h30-21h00	Restauration sur place 08h00-20h30
Mercredi	Accueil café Pause café Déjeuner 2 Pause café Dîner de gala	8h00-10h00 10h45-11h15 12h00-14h00 16h00-16h30 19h30-FIN	Restauration sur place 08h00-19h00
Jeudi	Accueil café	8h30-10h00	

Pour l'ensemble de la prestation de restauration, l'Organisateur privilégie la gastronomie régionale et propose, dans la mesure des quantités nécessaires disponibles, des produits de saison et locaux. Il privilégie la restauration responsable à savoir la gestion des déchets, des repas moins carbonés, etc.

6-3 L'organisation d'un carrefour des métiers de la transition énergétique

Ce carrefour vise à informer les publics sur les métiers de l'énergie – professionnels ou non – ainsi qu'à proposer un accompagnement vers l'emploi sur ces métiers.
Il s'adresse à des publics différents :

- Jeunes en projet de formation en alternance (apprentissage, professionnalisation),
- Demandeurs d'emploi,

- Scolaires souhaitant s'informer sur les métiers de l'énergie.

Différents formats d'animation sont proposés et adaptés au public cible :

L'évolution des métiers de la transition énergétique autour de tables rondes, destinées aux professionnels (emploi/formation, du secteur).

Approche ludique des métiers de la transition énergétique, autour d'animations, de jeux pédagogiques, de supports multimédias, destinée aux scolaires et au grand public.

Accompagnement vers l'emploi dans les métiers de la transition énergétique, autour de stands "entreprises", de réunions d'information collectives, d'entretiens entre jeunes/demandeurs d'emploi et entreprises, destiné aux jeunes en projet de contrat d'alternance et aux demandeurs d'emploi.

6-4 : La couverture audiovisuelle de l'évènement

Cette prestation consiste à assurer l'animation, la préparation, la réalisation et la diffusion du contenu audiovisuel des Assises pendant les trois journées du mardi, mercredi et jeudi. A cette fin, l'organisateur s'adjoint si nécessaire les services d'un prestataire chargé de rédiger le fil rouge détaillé de l'animation avec l'appui des organisateurs et proposer une grille de programmation en adéquation avec les thématiques abordées tout au long des Assises.

Il convient de s'assurer du bon rythme de l'événement pour en garantir l'efficacité, sur la forme et sur le fond et dans la discussion avec les intervenants, de questionner le « dessous des cartes » et ainsi rebondir de manière pertinente et perspicace sur les propos tenus par les intervenants.

ARTICLE 7 : Budget et dispositions financières

7-1 : Le plan de financement prévisionnel

Les parties prenantes s'accordent pour fixer le budget prévisionnel à un million cent mille euros hors taxes (1,1 million € HT). Les Assises sont financées par différents partenaires institutionnels, publics et privés, et par les billets d'entrée vendus aux participants.

Ce budget s'entend hors frais des ressources humaines mobilisées au sein des Organisateurs.

Les lignes budgétaires ont été optimisées en prenant soin de positionner des valeurs au plus juste du besoin dans les décompositions.

DEPENSES	PREVISONNEL 2025 (en € HT)	RECETTES	PREVISONNEL 2025 (en € HT)
PROGRAMMATION	178 750 €	PARTICIPATION PARTENAIRES	460 000 €
		RESTE A CHARGE EMS	300 000 €
Logistique et production	798 110 €	PARTICIPATION ADEME	120 000 €
COMMUNICATION	103 140 €	CONTRIBUTION COORGANISATEURS	30 000 €
ADMINISTRATIF	30 000€	Droits d'entrée	200 000 €
TOTAL DES DEPENSES	**1 110 000 €**	TOTAL DES RECETTES	**1 110 000 €**

7-2 : Coût du secrétariat permanent et modalités de règlement

Pour l'édition 2025, hormis les dépenses mentionnées à l'article 7-3 de la présente convention, le remboursement forfaitaire du secrétariat permanent couvrant les missions listées à l'article 5.2 est fixé à 30 000 € HT.

Le règlement sera effectué selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % HT à la signature de la convention sur facture déposée sur Chorus Pro après l'entrée en vigueur de la convention.
- Le solde sera liquidé et versé, après service fait, après transmission des bilans réalisés par les prestataires INDDIGO et BECOMING.

Les règlements seront effectués sur le compte bancaire d'ÉcosystèmeD suivant (ci-joint en annexe 7) :

IBAN : FR76 1670 6050 9253 9636 2283 652
CODE BIC : AGRIFRPP867

7-3 : Dépenses avancées par le GIP

Le secrétariat permanent procède aux commandes et au paiement direct du/des prestataires en lien avec l'activité du secrétariat permanent visés aux articles 5-2-1 (programmation), 5-2-2 (relation presse et communication) et 5-2-4 (site internet).

Pour l'édition 2025, le budget prévisionnel des dépenses engagées par le secrétariat permanent est arrêté dans la limite de 158 140 Euros HT, avec une marge de variation maximale de 5%, sous réserve de demandes expresses de l'EMS (détails du coût joint en annexe 6).

Cette dépense sera prise en charge par le GIP et donnera lieu à remboursement intégral par l'Organisateur sur le compte bancaire d'EcosystèmeD suivant (ci-joint en annexe 7) :

IBAN FR76 1670 6050 9253 9636 2283 652
CODE BIC AGRIFRPP867

Pour ce faire, le secrétariat permanent fournira pour chaque demande d'appel de fonds les pièces suivantes :

- Une facture
- Un état récapitulatif des dépenses, faisant état des sommes payées par le GIP et qui devra être visé par le directeur général de la structure et l'expert-comptable.
- Copie de l'ensemble des factures s'y afférant

7-4 : Contribution des co-organisateurs

Chaque année, les co-organisateurs des Assises contribuent aux frais de stand des co-organisateurs à 5 parts égales du coût total de cet espace.

Pour l'édition 2024, l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagé à hauteur de 15 000€ HT.

Pour l'édition 2025, une convention spécifique sera signée avec chaque co-organisateur pour un montant de 10 000€ HT. Le modèle de convention est joint en annexe 5.

Les services des organisateurs procéderont à l'émission d'un titre de recette correspondant au montant inscrit dans la convention.

Les contributions seront encaissées sur le compte bancaire de l'Eurométropole de Strasbourg suivant (annexe 8) :

IBAN :FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056
CODE BIC : BDFEFRPPCCT

7-5 : Participation partenariale privés/publics

- **Convention partenariale avec les partenaires nationaux publics/privés**

Le GIP doit transmettre les conventions signées aux services de l'Eurométropole de Strasbourg pour émission des titres de recette. Les encaissements de ces participations seront obligatoirement effectués sur le compte bancaire de l'Eurométropole de Strasbourg suivant (annexe 8) :

IBAN :FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056
CODE BIC : BDFEFRPPCCT

Le GIP est mandataire de l'Eurométropole de Strasbourg pour la signature des conventions avec les partenaires selon les modalités définies à l'article 9 des présentes.

Le modèle de convention partenariale est joint en annexe 3.

- **Convention partenariale avec les partenaires régionaux ou locaux publics/privés**

Les services de l'Eurométropole de Strasbourg procéderont à l'émission d'un titre de recette à l'issue de la signature des conventions. Les encaissements de ces participations seront obligatoirement effectués sur le compte bancaire de l'Eurométropole de Strasbourg suivant (annexe 8) :

IBAN :FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056
CODE BIC : BDFEFRPPCCT

Le modèle de convention partenariale est joint en annexe 4.

7-6 : Les frais d'inscription

Afin d'assurer une continuité et une égalité dans la qualité du service rendu aux participants, les parties prenantes s'accordent pour fixer les frais d'inscription à l'événement à 300 € HT. Sous réserve de l'accord des coorganisateurs, l'organisateur pourra augmenter ces frais à 400€ HT à 15 jours de l'événement.

Ce tarif inclut les mêmes prestations que les précédentes éditions des Assises. Toute modification souhaitée par une des parties contractantes doit être décidée de manière collégiale entre les collectivités co-organisatrices.

Les recettes sont reversées sur le compte de l'Eurométropole de Strasbourg par le prestataire retenu pour la gestion des recettes encaissées auprès des participants.

ARTICLE 8 : Comité de programmation et rencontres organisateurs

Le comité de programmation est constitué et co-animé par le secrétariat permanent, le territoire hôte de l'édition et le titulaire du marché « AMO à l'organisation et à la programmation de l'événement ». Il réunit les co-organisateurs et les partenaires financiers une ou deux fois par an.
Des temps d'échange entre organisateurs sont également prévus au minimum une fois par an à

Paris et/ou une fois sur le territoire qui organise. Des temps d'échange en visioconférence sont également prévus 3 fois par an et autant de fois que nécessaire en fonction des sujets d'actualité concernant le pilotage et l'organisation des Assises.
Les frais de déplacement et d'hébergement sont à charge de chaque coorganisateur et participant.
L'accueil est pris en charge par le territoire hôte.

Chaque partie désigne le représentant politique de sa collectivité comme membre du comité de programmation.
La composition du comité de programmation peut évoluer d'une année sur l'autre en fonction de l'évolution du développement des AETE.

Article 9 – Mandat de signature des Conventions de Partenariat

9.1 Objet du Mandat :

Le Mandant est l'Eurométropole de Strasbourg, qui confie au Mandataire, le GIP EcosystèmeD, qui accepte un mandat irrévocable pour signer, en son nom et pour son compte, toutes les conventions de partenariat nécessaires à la réalisation de l'objet du présent contrat. Ce mandat inclut, sans s'y limiter, la négociation, la rédaction, et la signature de tout accord ou contrat avec des partenaires potentiels ou existants, en lien avec les activités définies par le Mandant. Ce modèle de Convention de Partenariat, avec les partenaires publics et privés nationaux, est joint en annexe 3.

9.2 Pouvoirs du Mandataire :

Le Mandataire est habilité à :

a) Engager des négociations avec des tiers en vue de la conclusion de conventions de partenariat.

b) Conclure, signer et exécuter des conventions de partenariat au nom du Mandant, sous réserve de respecter les termes et conditions définis dans le cadre du présent mandat.

c) Apporter des modifications mineures aux conventions de partenariat, si nécessaire, après consultation avec le Mandant. Les modifications substantielles devront être approuvées par écrit par le Mandant.

d) Fournir toutes les informations et documents nécessaires à la bonne exécution des conventions de partenariat.

9.3 Obligations du Mandataire :

a) Le Mandataire s'engage à agir avec diligence, loyauté et dans l'intérêt exclusif du Mandant lors de la négociation et de la signature des conventions de partenariat.

b) Le Mandataire doit consulter le Mandant avant de signer toute convention qui pourrait entraîner des obligations financières ou juridiques significatives pour le Mandant.

c) Le Mandataire devra informer régulièrement le Mandant de l'avancement des négociations et des conventions signées.

d) Le Mandataire ne peut pas conclure de convention de partenariat engageant le Mandant dans des conditions contraires à celles préalablement validées par le Mandant.

9.4 Durée du Mandat :

Le présent mandat est valable pour une durée d'un an, à compter de la date de signature de

cette convention, sauf résiliation anticipée conformément aux termes de cette convention.

9.5 Responsabilités

Le Mandataire est responsable de toute faute ou négligence dans l'exécution de ce mandat. En cas de non-respect des obligations définies dans cette clause, le Mandataire sera tenu de réparer le préjudice causé au Mandant.

9.6 Résiliation du Mandat :

Le Mandant peut résilier ce mandat à tout moment, par notification écrite adressée au Mandataire, sans qu'aucune indemnité ne soit due, sous réserve du respect des obligations déjà contractées ou en cours d'exécution par le Mandataire au moment de la résiliation.

ARTICLE 10 : Litiges

Tout litige relatif à l'application de la présente convention est porté, à défaut de règlement amiable dans les trois mois suivants la notification du litige à l'une des parties, devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le
En deux exemplaires originaux

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour ÉcosystèmeD
Pia IMBS **Présidente**	**Rafael PONCE** **Directeur Général**

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Copie du marché avec le prestataire INDDIGO

ANNEXE 2 : Copie du marché avec le prestataire BECOMING

ANNEXE 3 : Modèle de convention avec les partenaires publics et privés nationaux

ANNEXE 4 : Modèle de convention avec les partenaires publics et privés régionaux/locaux

ANNEXE 5 : Modèle de convention avec les coorganisateurs

ANNEXE 6 : Budget prévisionnel des dépenses du secrétariat permanent

ANNEXE 7 : Coordonnées bancaires du GIP EcosystèmeD

ANNEXE 8 : Coordonnées bancaires de l'Eurométropole de Strasbourg

ANNEXE 1

Copie du marché avec le prestataire INDDIGO

ANNEXE 2

Copie du marché avec le prestataire BECOMING

ANNEXE 3

Modèle de convention avec les partenaires publics et privés nationaux

ANNEXE 4

Modèle de convention avec les partenaires publics et privés locaux

ANNEXE 5

Modèle de convention avec les coorganisateurs

ANNEXE 6

Budget prévisionnel des dépenses du secrétariat permanent

ANNEXE 7
Coordonnées bancaires
du GIP EcosystèmeD

ANNEXE 8

Coordonnées bancaires de l'Eurométropole de Strasbourg

Assises Européennes de la Transition Énergétique

PROJET CONVENTION DE PARTENARIAT

26e édition de Strasbourg

Du 24 juin au 26 juin 2025

avec XXXXX
[*Entité régionale / locale*]

Entre

SOCIETE/COLLECTIVITE/ASSOCIATION, **A ADAPTER SELON FORME JURIDIQUE** dont le siège est situé au XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Ci-après « Le Partenaire » représentée par **M XXXXXXXXX** en sa qualité de XXXXXXXXXXXXX dûment habilité

Désignée ci-après « Le Partenaire »,

Et

Eurométropole de Strasbourg, 1 Parc de l'Etoile – 67076 Strasbourg Cedex,
Représentée par Madame Pia IMBS, Présidente, *agissant en vertu d'une décision du 19 mai 2022.*

Ci-après désignées par « Eurométropole de Strasbourg »,

Ci-après « l'Organisateur »

Le Partenaire et l'Organisateur pouvant être désignés ci-après par « les Parties ».

Préambule

La Communauté Urbaine de Dunkerque a pris l'initiative d'organiser en 1998 les premières « Assises nationales de l'énergie » ® devenues « Assises européennes de la transition énergétique » ® (AETE) en 2016 (ci-après désignée par "l'Événement"). Elles sont désormais coorganisées par la Communauté urbaine de Dunkerque, l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg, Dijon Métropole, Bordeaux Métropole et l'ADEME.

Les Assises européennes de la transition énergétique sont désormais reconnues comme le plus grand rendez-vous des acteurs incontournables dans les domaines énergétiques et climatiques, qui rassemblent chaque année en France plus de 3000 participants. Croiser les regards, découvrir, apprendre, débattre, échanger sont les principales motivations des organisateurs pour initier et développer une culture décentralisée de l'énergie et du climat en lien avec les autres politiques territoriales. Un éventail d'acteurs et un réseau, riches de leur complémentarité et de leurs différences, composent le public de l'événement : les Institutionnels (Europe, État, régions, départements, municipalités, …), les entreprises énergétiques, du bâtiment, d'équipements, le monde universitaire et associatif.

Les Assises européennes de la transition énergétique sont pilotées par EcosystèmeD, Groupement d'intérêt public, en lien avec notamment la Communauté urbaine de Dunkerque.

La gouvernance mise en place est la suivante :
Un Secrétariat permanent à Dunkerque, assuré par ÉcosystèmeD, garantit une continuité dans la qualité des éditions, capitalise et met en commun toute l'expertise acquise lors des précédentes éditions. Ses missions consistent notamment à assister les organisateurs successifs pour la gestion des marchés de programmation et de communication et les conventions de partenariats nationaux.

Pour l'organisation de la 26e édition des Assises sur le territoire de la Ville de Strasbourg, EcosystèmeD et l'Eurométropole de Strasbourg ont signé une convention-cadre le .... A ce titre, l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée à prendre en charge l'intégralité des coûts liés à l'accueil de cet événement et à percevoir auprès des partenaires et publics intéressés l'intégralité des recettes.

La présente convention précise les modalités de perception des contributions auprès des partenaires de l'événement.

Partageant des objectifs communs, "PARTENAIRE" et l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg décident d'être partenaires de la 26e édition de l'événement, du 24 au 26 juin 2025.

Objectif de l'événement

A l'heure où les collectivités territoriales sont appelées à prendre une place importante dans la réponse aux enjeux climatiques, les Assises européennes de la transition énergétique (AETE) s'imposent comme un rendez-vous incontournable des acteurs engagés du secteur. Depuis 25 ans, les Assises, qui réunissent chaque année plus de 3500 congressistes, insufflent un esprit d'ouverture à travers les partenariats institutionnels et privés tissés au fil des années pour répondre collectivement aux défis cruciaux de la transition énergétique.

L'évènement propose autour de ces sujets :
- des plénières menées par des experts et grands témoins pour poser les grands enjeux actuels de la transition énergétique ?

- un large programme d'ateliers, sous différentes formes, imaginé en collaboration avec les partenaires historiques des Assises, mais aussi les acteurs locaux engagés dans la transition énergétique, pour faire des Assises un véritable laboratoire d'idées et un concentré d'expériences et de solutions concrètes,
- des visites thématiques à la découverte des initiatives énergétiques durables mises en œuvre sur le territoire d'accueil,
- un Carrefour des métiers de la transition énergétique, véritable « événement dans l'événement » qui met à l'honneur les nouvelles filières professionnelles et nouveaux métiers en lien avec la transition énergétique et qui sera ouvert aux jeunes, étudiants, lycéens et collégiens,
- un village de la transition énergétique.

Les Parties ayant une communauté d'intérêts, elles ont décidé et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention de partenariat

La présente convention a pour objet de définir le montant, les modalités d'attribution et d'utilisation de l'aide financière accordée par le Partenaire à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'organisation de la 26e édition.

Article 2 : Présentation de l'événement

L'organisation des Assises comprend 4 grandes missions :

- La conceptualisation du programme : définition des thèmes et choix des intervenants ;
- La communication : relations presse-média, site Internet, conception et réalisation de supports de communication ;
- La conception scénographique et audiovisuelle
- La logistique générale : des locations mobilières et immobilières, un aménagement et équipement des locaux, restauration, animations.

Le budget prévisionnel pour l'organisation des Assises est estimé à 1 100 000 euros HT.

Article 3 : Engagements du Partenaire

Organisation : Pour contribuer à l'organisation des Assises, le Partenaire désignera la personne référente qui sera l'interlocutrice privilégiée de l'Eurométropole de Strasbourg.
Le Partenaire pourra soumettre des propositions d'événements, de visites de sites, d'atelier(s), de forum(s) et de valoriser ses actions partenariales de terrain, en lien avec le thème défini**.**

Communication : Le Partenaire contribue à la communication autour du colloque dans ses supports d'information. L'Eurométropole de Strasbourg met à la disposition du partenaire des supports électroniques sur lesquels il pourra présenter ses interventions aux Assises ; le partenaire s'engage à diffuser ce document dans ses réseaux.
Le Partenaire s'engage à faire la promotion de l'évènement depuis son site internet trois mois avant la date de l'évènement (rubrique, agenda, évènementiel, autres…) et créer un lien vers celui des Assises.

Participation financière : L'aide apportée par le Partenaire à l'organisation des Assises est fixée à **XXXXX € HT** selon la répartition négociée dans la grille partenariale.

Article 4 : Engagements de l'Eurométropole de Strasbourg

Afin de bénéficier de la participation définie à l'article 3, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à respecter les points suivants :

Communication et relations presse

- Le logo du Partenaire apparaitra sur les supports de communication suivants :
    - Le **site internet** de l'évènement avec un lien renvoyant vers le site du Partenaire ;
    - Le **programme** de l'évènement ;
    - Tous les autres supports en lien avec l'événement ;
- Un **cabinet de relation presse** est à disposition du Partenaire pour valoriser ses actions et/ou ses événements et ainsi relayer l'information et/ou l'actualité du Partenaire.
- Une vidéo promotionnelle diffusée

Logistique

- Le partenaire disposera de XXXX entrées aux Assises. Une entrée est valable par personne pour les 3 jours et comprend les accès aux visites, ateliers, plénières, cocktail de bienvenue, pauses café, tous les repas y compris le dîner de gala. L'inscription en ligne sera obligatoire et se fera à l'aide d'un code que l'organisateur confiera à l'interlocuteur privilégié désigné par le partenaire à partir du site web de l'organisateur (assises-energie.org).
- Le partenaire bénéficiera d'un espace d'exposition de XXm sur lequel il pourra construire son stand (image à transmettre pour validation de la faisabilité par le metteur en scène
- Le partenaire bénéficiera d'un espace atelier réservé

Article 5 : Modalités de versement de la participation financière du Partenaire

La participation financière sera versée en une fois par virement dans les 30 jours suivants la réception de la facture, émise à la signature de la présente convention, au crédit du compte bancaire de l'Eurométropole de Strasbourg (annexe 1)

Eurométropole de Strasbourg
IBAN : FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056
BIC: BDFEFRPPCCT

Article 6 : Financement des Assises

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à :

- affecter la totalité de la somme versée par le Partenaire, de manière directe, intégralement et exclusivement aux Assises;
- mettre à la disposition du Partenaire ou de toute autre personne désignée par lui toute pièce justificative des dépenses, et ce à tout moment ;
- disposer de l'ensemble des droits, autorisations légales et administratives nécessaires à l'exécution des présentes.

Article 7 : Propriété et droits d'utilisation

L'Eurométropole de Strasbourg précise que ÉcosystèmeD est le propriétaire exclusif des marques déposées sus mentionnées en préambule. À ce titre, ÉcosystèmeD se réserve tous droits et autorisations d'utilisation et de reproduction de cette appellation ainsi que de sa charte graphique et de ses déclinaisons.

Le Partenaire peut, sous réserve de l'accord de ÉcosystèmeD, divulguer et/ou utiliser tout ou partie des informations et résultats qui lui seront communiqués par ÉcosystèmeD en exécution de la présente Convention. Toutes les divulgations ou utilisations de ces documents doivent mentionner leur origine et faire apparaître ÉcosystèmeD et l'Eurométropole de Strasbourg comme organisateur des Assises de Strasbourg 2025.

ÉcosystèmeD, propriétaire des informations et résultats, peut mettre en place toute protection légale et conventionnelle qu'elle jugera utile, de tout ou partie de ces informations et résultats.

Article 8 : Différends et litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation. Elles pourront recourir, le cas échéant, à un expert choisi d'un commun accord.

Si néanmoins le désaccord persiste, le litige relèvera alors des tribunaux compétents.

Article 9 : Responsables respectifs

Sont nommés responsables de l'exécution de la présente convention :

- Pour l'Eurométropole de Strasbourg : Pia IMBS, présidente

- Pour le Partenaire : M XXXXXXX – FONCTION –MAIL

L'Eurométropole de Strasbourg et le Partenaire s'informent mutuellement en cas de changement de ces nominations.

Article 10 : Interlocuteurs privilégiés

Sont nommés interlocuteurs privilégiés pour l'organisation de l'événement :

- Pour l'Eurométropole de Strasbourg : Cécile PHILIBERT – Cheffe de projet 26e Assises de la Transition Ecologique, cecile.philibert@strasbourg.eu
- Pour le Partenaire : M XXXXXXX – FONCTION –MAIL

Article 11 : Validité de la convention

La présente convention entre en vigueur à la date de sa notification au Partenaire par l'Eurométropole de Strasbourg.

La durée de la convention est d'un an.

Fait à Strasbourg, le

En 2 exemplaires originaux (PARTENAIRE, Eurométropole de Strasbourg)

Pour l'Eurométropole, La présidente,	Pour Le XXXXXXXXX
Pia IMBS	XXXXXXXXX

ANNEXE 1

REPRODUIRE RIB AU FORMAT BANCAIRE

PROJET CONVENTION DE PARTENARIAT CO-ORGANISATEUR COLLECTIVITE LOCALE

26e édition de Strasbourg

Du 24 juin au 26 juin 2025

avec “Nom collectivité”

Entre

COLLECTIVITE, adresse, SIREN
Ci-après « Le Partenaire » représentée par **M XXXXXXXXX,** en sa qualité de XXXXXXXXXXXXXX dûment habilité en vertu d'une délibération du ...

Désignée ci-après « Le Partenaire »,

Et

Eurométropole de Strasbourg, 1 Parc de l'Etoile – 67076 Strasbourg Cedex,
Représentée par Madame Pia IMBS, Présidente, *agissant en vertu d'une décision du 19 mai 2022.*

Ci-après désignées par « Eurométropole de Strasbourg »,

Ci-après « l'Organisateur »

Le Partenaire et l'Organisateur pouvant être désignés ci-après par « les Parties ».

Préambule

La Communauté Urbaine de Dunkerque a pris l'initiative d'organiser en 1998 les premières « Assises nationales de l'énergie » ® devenues « Assises européennes de la transition énergétique » ® (AETE) en 2016 (ci-après désignée par "l'Événement"). Elles sont désormais coorganisées par la Communauté urbaine de Dunkerque, l'Eurométropole de Strasbourg, Dijon Métropole, Bordeaux Métropole et l'Adème, coorganisateurs de l'événement

Les Assises européennes de la transition énergétique sont désormais reconnues comme le plus grand rendez-vous des acteurs incontournables dans les domaines énergétiques et climatiques, qui rassemblent chaque année en France plus de 3000 participants. Croiser les regards, découvrir, apprendre, débattre, échanger sont les principales motivations des organisateurs pour initier et développer une culture décentralisée de l'énergie et du climat en lien avec les autres politiques territoriales. Un éventail d'acteurs et un réseau, riches de leur complémentarité et de leurs différences, composent le public de l'événement : les Institutionnels (Europe, État, régions, départements, municipalités, …), les entreprises énergétiques, du bâtiment, d'équipements, le monde universitaire et associatif.

Les Assises européennes de la transition énergétique sont pilotées par EcosystèmeD, Groupement d'intérêt public, en lien avec notamment la Communauté urbaine de Dunkerque.

La gouvernance mise en place est la suivante :

- Un Secrétariat permanent à Dunkerque, assuré par ÉcosystèmeD, garantit une continuité dans la qualité des éditions, capitalise et met en commun toute l'expertise acquise lors des précédentes éditions. Ses missions consistent notamment à assister les organisateurs successifs pour la gestion des marchés de programmation et de communication et les conventions de partenariats nationaux,

- Organisation en parallèle des Assises d'un « Carrefour des métiers de l'énergie » portant sur les thématiques de l'emploi, de la formation et des métiers dans le domaine de la transition énergétique,
- Programmation « OFF » : animation du territoire qui accueille alliant culture et transition énergétique à destination du grand public.

Pour l'organisation de la 26e édition des Assises sur le territoire de la Ville de Strasbourg, EcosystèmeD et l'Eurométropole de Strasbourg ont signé une convention-cadre. À ce titre, l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagé à prendre en charge l'intégralité des coûts liés à l'accueil de cet événement et à percevoir auprès des partenaires et publics intéressés l'intégralité des recettes.

La présente convention précise les modalités de perception des contributions auprès des coorganisateurs de l'événement.

Partageant des objectifs communs, "COORGANISATEUR" et l'Eurométropole de Strasbourg décident d'être partenaires de la 26e édition de l'événement, du 24 au 26 juin 2025, sur le territoire de la Ville de Strasbourg.

Objectif de l'événement

A l'heure où les collectivités territoriales sont appelées à prendre une place importante dans la réponse aux enjeux climatiques, les Assises européennes de la transition énergétique (AETE) s'imposent comme un rendez-vous incontournable des acteurs engagés du secteur. Depuis 25 ans, les Assises, qui réunissent chaque année plus de 3500 congressistes, insufflent un esprit d'ouverture à travers les partenariats institutionnels et privés tissés au fil des années pour répondre collectivement aux défis cruciaux de la transition énergétique.

L'évènement propose autour de ces sujets :
- des plénières menées par des experts et grands témoins pour poser les grands enjeux actuels de la transition énergétique ?
- un large programme d'ateliers, sous différentes formes, imaginé en collaboration avec les partenaires historiques des Assises, mais aussi les acteurs locaux engagés dans la transition énergétique, pour faire des Assises un véritable laboratoire d'idées et un concentré d'expériences et de solutions concrètes,
- des visites thématiques à la découverte des initiatives énergétiques durables mises en œuvre sur le territoire d'accueil,
- un Carrefour des métiers de la transition énergétique, véritable « événement dans l'événement » qui met à l'honneur les nouvelles filières professionnelles et nouveaux métiers en lien avec la transition énergétique et qui sera ouvert aux jeunes, étudiants, lycéens et collégiens,
- un village de la transition énergétique.

Les Parties ayant une communauté d'intérêts, elles ont décidé et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention de partenariat

Les parties s'engagent à soutenir l'événement conformément aux objectifs définis et à afficher leur soutien aux Assises, en étant représenté sur le stand des coorganisateurs durant toute la durée de l'événement.
Les collectivités co-organisatrices entendent aller plus loin et plus vite pour faire émerger des solutions nouvelles, enrichir les échanges et la coopération entre les territoires pour relever les défis de la

transition énergétique et de la transformation écologique de nos sociétés. Avec pour objectif « Territoires 100% énergies renouvelables, neutres en carbone et résilients à l'horizon 2050 », elles ont lancé des stratégies ambitieuses : multiplication des réseaux de chaleur, massification des énergies renouvelables, plan de rénovation énergétique… Le dynamisme et l'engagement des territoires dans la transition viennent enrichir les points de vue pour proposer un programme riche et inspirant aux acteurs des collectivités.

Article 2 : Présentation de l'événement

L'organisation des Assises comprend 4 grandes missions :

- La conceptualisation du programme (définition des thèmes et choix des intervenants)
- La communication (relations presse-média, site Internet, conception et réalisation de supports de communication)
- La conception scénographique et audiovisuelle
- La logistique (locations mobilières et immobilières, aménagement et équipement des locaux, transports, restauration, animations, …).

Article 3 : Budget de l'évènement

Le budget prévisionnel pour l'organisation des Assises est estimé à 1 100 000 euros HT pour la 26e édition.

Article 4 : Apports financiers des coorganisateurs

Les coorganisateurs conviennent d'un apport financier de 10 000 € HT pour la tenue d'un stand, partagé entre chacun des cinq coorganisateurs indiqués en préambule.

Article 5 : Modalités de versement de la participation financière du Co-organisateur

La contribution financière sera versée en une fois par virement dans les 30 jours suivants la réception de la facture, émise à la signature de la présente convention.

Le versement de cette contribution sera porté au crédit du compte bancaire de l'Eurométropole de Strasbourg suivant (annexe 1)

IBAN : FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056
BIC: BDFEFRPPCCT

Article 6 : Propriété et droits d'utilisation

ÉcosystèmeD est le propriétaire exclusif des marques déposées sus mentionnées en préambule. À ce titre, elle se réserve tous droits et autorisations d'utilisation et de reproduction de cette appellation ainsi que de sa charte graphique et de ses déclinaisons.

Le Partenaire peut, sous réserve de l'accord de ÉcosystèmeD, divulguer et/ou utiliser tout ou partie des informations et résultats qui lui seront communiqués par ÉcosystèmeD en exécution de la présente Convention. Toutes les divulgations ou utilisations de ces documents doivent mentionner leur origine et faire apparaître ÉcosystèmeD et l'Eurométropole de Strasbourg comme organisateur des Assises de Strasbourg 2025.

ÉcosystèmeD, propriétaire des informations et résultats, peut mettre en place toute protection légale et conventionnelle qu'elle jugera utile, de tout ou partie de ces informations et résultats.

Article 7 : Différends et litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation. Elles pourront recourir, le cas échéant, à un expert choisi d'un commun accord.

Si néanmoins le désaccord persiste, le litige relèvera alors des tribunaux compétents.

Article 8 : Responsables respectifs

Sont nommés responsables de l'exécution de la présente convention :

- Pour l'Eurométropole de Strasbourg : *Pia IMBS, Présidente*
- Pour le Partenaire : M XXXXXXX – FONCTION –MAIL

L'Eurométropole de Strasbourg et le Partenaire s'informent mutuellement en cas de changement de ces nominations.

Article 9 : Interlocuteurs privilégiés

Sont nommés interlocuteurs privilégiés pour l'organisation de l'événement :

- Pour l'Eurométropole de Strasbourg : Cécile PHILIBERT – cheffe de projet 26e Assises de la transition écologique
- Pour le Partenaire : M XXXXXXX – FONCTION –MAIL

Article 10 : Validité de la convention

La présente convention entre en vigueur à la date de sa notification au Partenaire par l'Eurométropole de Strasbourg.

La durée de la convention est d'un an.

Fait à Strasbourg, le

En 2 exemplaires originaux (Collectivité territoriale, Eurométropole de Strasbourg)

ORGANISATEUR	CO-ORGANISATEUR
Pour l'Eurométropole de Strasbourg La Présidente,	Pour ..... Fonction
Pia IMBS	Nom +Prénom

ANNEXE 1

REPRODUIRE RIB AU FORMAT BANCAIRE

Strasbourg.eu
eurométropole

52

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Confortement du système d'endiguement de Geispolsheim et mise en place d'une servitude d'utilité publique dite MAPTAM.

Numéro E-2026-793

Le système d'endiguement de Geispolsheim a été principalement construit suite à la crue de 1983 qui a inondé une partie de la commune de Geispolsheim. Cette digue, située en rive gauche de l'Ehn a fait l'objet d'un premier classement en système d'endiguement par arrêté préfectoral du 3 février 2009. Dans sa version arrêtée en 2009, le système d'endiguement était constitué d'un linéaire de 3 350 mètres entre Blaesheim et Geispolsheim.

La mise à jour de l'étude de dangers a démontré que seule une partie de ce linéaire protège efficacement la commune de Geispolsheim contre les inondations. Ainsi, seule une portion de la digue initiale est intégrée dans le système d'endiguement de l'Ehn au titre de l'arrêté préfectoral du 6 août 2024. Cette portion correspond à un linéaire de 804 mètres en rive gauche de l'Ehn, située sur le ban communal de Geispolsheim. Le niveau de protection retenu pour ce système d'endiguement est la crue de période de retour quinquennale.

Le système d'endiguement est situé sur des parcelles privées et publiques. Le gestionnaire de cet ouvrage est l'Eurométropole de Strasbourg au titre de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI).

Afin d'améliorer la protection contre les inondations de la commune de Geispolsheim, l'Eurométropole de Strasbourg propose un confortement de l'ouvrage permettant d'atteindre un niveau de protection correspondant à la crue vingtennale.

De plus, ce projet s'inscrit dans le Programme d'Études Préalables au Programme d'Action pour la Prévention des Inondations « Strasbourg confluences » qui contractualise avec les services de l'État la réalisation de certains projets pour la prévention des inondations.

Un dossier de demande de subvention sur le Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs, dit « fonds Barnier » sera alors réalisé. Un second dossier de demande de subvention sera déposé auprès de l'agence de l'eau pour la reconquête du lit majeur du

cours d'eau. Le taux de subventionnement pourrait atteindre, au maximum, 80 % de l'enveloppe des études et des travaux.

L'Eurométropole de Strasbourg en tant que gestionnaire de l'ouvrage existant doit avoir la maîtrise foncière des terrains d'assiette ou avoir la garantie d'un accès aux ouvrages. Dans cet objectif, l'Eurométropole établira une servitude d'utilité publique créée dans la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles dite MAPTAM et définie par l'article L. 566-12-2 du Code de l'environnement permettant la gestion, la surveillance et l'entretien des ouvrages de protection contre les inondations.

La mise en œuvre de la servitude nécessite le dépôt d'une demande auprès du Préfet afin d'engager la procédure qui comprendra la réalisation d'une enquête publique et d'une enquête parcellaire.

Par ailleurs, la demande d'autorisation administrative actant un relèvement du niveau de protection par le renforcement du système d'endiguement sera également soumise à enquête publique. Les crédits relatifs aux études et aux travaux sont réservés sur le programme pluriannuel d'investissements de la GEMAPI.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code général des collectivités territoriales
vu le Code de l'environnement et notamment l'article L. 566-12-2
vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique
vu le Code de la commande publique
vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles qui a créé la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations
vu l'autorisation préfectorale de classement du 6 août 2024 concernant le système d'endiguement de Geispolsheim
considérant la nécessité de veiller au bon entretien et à la consolidation du système d'endiguement de Geispolsheim
considérant qu'afin de pouvoir mettre en œuvre cette consolidation, le gestionnaire GEMAPI doit avoir la maîtrise foncière des terrains d'assiette et d'accès aux ouvrages, que cette maîtrise peut se faire par la mise en place d'une servitude d'utilité publique définie par l'article L. 566-12-2 du Code de l'environnement permettant la gestion, la surveillance et l'entretien des ouvrages de protection contre les inondations
considérant que cette servitude d'utilité publique nécessite la mise en œuvre d'une enquête publique et d'une enquête parcellaire
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la réalisation des travaux de confortement de l'ouvrage,*

- *la réalisation et le dépôt des demandes de subvention,*

- *le lancement de la procédure visant à établir une servitude dite MAPTAM sur l'ensemble du linéaire de l'ouvrage,*

décide

d'imputer les dépenses sur les crédits d'investissement du budget général de l'Eurométropole 2026 et suivants, inscrits sous l'autorisation de programme « digues » CRB EN02 AP0306 Programme 1285,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à :
- *signer tous les documents et actes administratifs, et à réaliser les démarches nécessaires à la demande d'augmentation du niveau de protection du système d'endiguement de Geispolsheim, dont notamment l'enquête publique associée,*

- *effectuer les demandes de subventions relatives à la mise en œuvre des actions,*

- *signer tous les documents et actes administratifs nécessaires au lancement des études et des travaux,*

- *requérir auprès du Préfet l'ouverture conjointe de l'enquête publique et de l'enquête parcellaire préalables à la création de la servitude d'utilité publique conformément aux dispositions du Code de l'expropriation et permettant à l'Eurométropole de Strasbourg d'obtenir la nécessaire maîtrise foncière du système d'endiguement de Geispolsheim et à accomplir toutes les formalités entrainées par cette opération,*

- *signer les actes et tous les autres documents à intervenir nécessaires au lancement de la mise en œuvre de la présente délibération.*

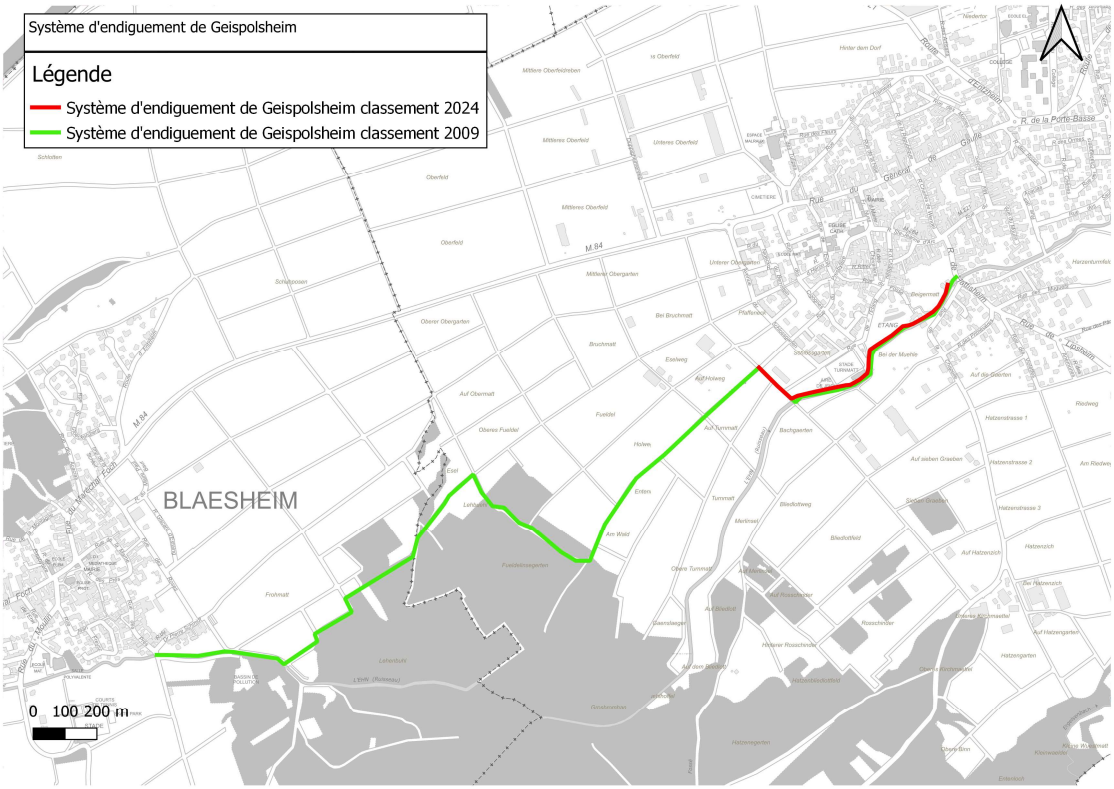
le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212711-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Annexe 1 : Tracé global du système d'endiguement



Strasbourg.eu
eurométropole

53

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Rapports annuels 2025 sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement, ainsi que de prévention et de gestion des déchets.

Numéro E-2026-689

Conformément aux dispositions des articles L 2224-5 et L 2224-17-1 du Code général des collectivités territoriales, la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg doit présenter à son assemblée délibérante un rapport annuel :
- sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement,
- sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets.

Destinés aux usagers de ces services, ils peuvent être librement consultés dans les mairies des 33 communes de l'Eurométropole de Strasbourg. Ils ont été préalablement soumis à l'avis de la commission consultative des services publics locaux qui a donné un avis favorable en date du 8 septembre 2026.

1. Rapport sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement

Le rapport annuel annexé à cette délibération présente les missions et les objectifs du service Eau et assainissement pour l'année 2025. L'Eurométropole de Strasbourg assure l'autorité organisatrice du service public d'eau et d'assainissement pour l'ensemble de ses communes membres. Elle est garante de l'organisation d'un service équitable sur l'ensemble de son territoire en maintenant une gestion publique de l'eau et de l'assainissement d'excellente qualité. Au quotidien, les agent·es sont garant·es d'une production d'eau potable en qualité et en quantité en continu et d'un traitement des eaux usées et pluviales efficient dans le respect de la règlementation. À long terme, les projets portés permettent de garantir la pérennité de notre réseau, de préserver la ressource en eau et de protéger les milieux.

1.1. Indicateurs techniques

a) Pour l'eau

- **La production et la distribution**

33 942 307 m^3 ont été produits en 2025 sur le territoire métropolitain afin d'alimenter

les 527 727 habitant·es des 33 communes. Le rendement du réseau est excellent et a atteint 91,47 %.

- **La qualité de l'eau**

Pour 2025, le taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie est de 99 %.

L'eau distribuée par l'Eurométropole de Strasbourg peut être consommée sans restriction. En moyenne, dix analyses sont réalisées chaque jour sur différents points du réseau d'eau potable. Concernant les paramètres physicochimiques, l'Agence régionale de santé (ARS) recherche notamment des métabolites de pesticides et des PFAS. Si certains paramètres présentent des teneurs supérieures aux limites réglementaires, celles-ci restent inférieures aux seuils sanitaires. Pour préserver durablement la ressource, l'Eurométropole de Strasbourg agit également à la source en accompagnant le développement de pratiques plus vertueuses.
Ainsi en 2025, l'Eurométropole de Strasbourg a poursuivi sa démarche auprès de trente-cinq agriculteurs dans le cadre du dispositif de paiement pour services environnementaux (PSE) à hauteur d'un million d'euros. L'un des principaux objectifs des PSE est de rémunérer les exploitants agricoles pour leurs actions environnementales et notamment la diminution de l'utilisation des produits phytosanitaires.

b) Pour l'assainissement

- **La collecte des eaux usées et pluviales**

Le système d'assainissement compte 1 803 km de conduites et plusieurs centaines d'ouvrages associés. Pour garantir la pérennité du réseau et son bon entretien, 12 % du linéaire du réseau ont été curés en 2025 et le taux de renouvellement annuel moyen est de 0,77 % sur cinq ans soit 14 km de renouvellement par an.

Le service poursuit la mise en œuvre des orientations du Schéma Directeur d'Assainissement pour répondre notamment aux objectifs de retour au bon état écologique des masses d'eau (directive cadre européenne sur l'eau de 2000) d'ici fin 2027 et aux exigences de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatives à la collecte des eaux usées.

Il répond ainsi à un double objectif :
- préserver et améliorer la qualité des cours d'eau en limitant les rejets via les déversoirs d'orage,
- lutter contre les inondations par débordement des réseaux d'assainissement.

La mise en œuvre opérationnelle du Schéma Directeur d'Assainissement s'est poursuivie en 2025, donnant lieu à des créations de bassins d'orage et des restructurations du réseau. Les études détaillées de modélisation hydraulique, permettant d'affiner les programmes de travaux non encore engagés, se sont achevées fin 2024.

Par ailleurs, l'élaboration d'un Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales sur l'ensemble du territoire a été lancée en 2025 afin d'actualiser, d'ici la fin de l'année 2026, les grandes orientations d'une gestion durable et intégrée des eaux pluviales et de mettre à jour le zonage pluvial.

- **Le traitement des eaux usées**

Le nouveau contrat de concession de service public pour l'exploitation de la station de traitement des eaux usées de Strasbourg-La Wantzenau a été remporté par Veolia Eau. Conformément aux dispositions contractuelles, Veolia a créé une filiale dédiée nommée SOVEES (Société de Valorisation des Effluents de l'Eurométropole de Strasbourg).
La concession a pris effet le 1er octobre 2023 et se terminera au 31 décembre 2031.

Les travaux du renouvellement de la ligne de traitement des boues, représentent un investissement de 55 millions d'euros. Ce projet vise à remplacer le four d'incinération des boues ainsi que le système de traitement des fumées, tout en valorisant la chaleur générée par le procédé. La conception et la réalisation sont assurées par un groupement porté par Suez Engineering & Construction (filiale Degrémont). La phase d'études de conception s'est déroulée de septembre 2023 à avril 2025. Les travaux se poursuivront en deux phases successives, pour une mise en service des nouvelles installations prévue en 2028.

Les stations d'épuration ont traité en 2025, près de 78 millions de m^3 d'eaux usées et pluviales. L'élimination correspond à 12 079 tonnes de matières sèches par an sur tous les sites. Les performances du traitement des eaux sont excellentes et conformes aux normes de rejet pour les trois stations d'épuration. La station d'épuration de Strasbourg-La Wantzenau a un rendement d'épuration entre 83 % et 99 % selon les paramètres. Le traitement des fumées d'incinération a été conforme tout au long de l'année.

1.2. Indicateurs financiers

- **Prix moyen du m^3**

Depuis le 1er janvier 2020, les tarifs de ventes d'eau sont, pour les abonnements des compteurs et pour les premières tranches de consommation, identiques sur l'ensemble du territoire.

Au 1er janvier 2025, le prix moyen est de 3,04 € TTC (pour une consommation de 120 m³/an) soit une augmentation de sept centimes par rapport à 2024. Cette augmentation est liée à la refonte des redevances de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (AERM) et à la révision des prix par le délégataire du service public SOVEES. Le prix moyen est nettement inférieur à la moyenne nationale de 4,69 €/m^3.

- **Les ventes d'eau**

En 2025, 31 111 748 m^3 ont été facturés sur 33 communes de l'Eurométropole de Strasbourg, soit en moyenne 59 m^3 par an et par habitant·e.

- **Les investissements**

Les investissements réalisés en 2025 sont de plus de 19,7 millions € pour l'eau et concernent principalement la gestion patrimoniale via le renouvellement des réseaux d'eau pour sécuriser et pérenniser la distribution de l'eau.

En assainissement, 54 millions d'euros ont été investis, principalement dans le cadre du Schéma directeur, afin de protéger les milieux naturels et de lutter contre les inondations liées aux réseaux. Ces investissements ont notamment permis de renouveler le réseau

d’assainissement ainsi que la ligne de traitement des boues, avec le remplacement du four d’incinération et du système de traitement des fumées, tout en valorisant la chaleur produite.

2- Rapport sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets

Les actions menées en 2025 s’inscrivent toujours dans la continuité de celles des années précédentes et visent prioritairement la réduction des déchets, le développement de la réutilisation et du réemploi et l’évolution des collectes avec pour objectif le transfert d’un maximum de déchets du bac de déchets ménagers résiduels vers les collectes sélectives.

La réduction des déchets reste l’axe prioritaire pour la collectivité. De nombreuses actions ont été poursuivies ou ont été nouvellement engagées grâce notamment à la mobilisation de multiples acteurs locaux. Le but est désormais de pérenniser cette baisse, et d’inscrire les nouvelles pratiques et changements de comportements réalisés, dans la durée.

Le ratio de déchets ménagers et assimilés collectés tous flux de déchets et tous dispositifs confondus s’établit à 387 kg/an/habitant·e contre 394 kg/an/habitant·e en 2024.

En parallèle des actions de réduction, d’autres actions relatives à la valorisation ont été mises en œuvre notamment la collecte des déchets alimentaires sur l’ensemble du territoire dont le déploiement a été achevé fin 2025.

Par ailleurs, le projet de déploiement de la collecte incitative dans les communes de moins de 10 000 habitants a été adopté par délibération du 23 mai 2025. Les dispositions testées, à savoir, la collecte du tri sélectif en porte à porte par quinzaine en alternance avec les ordures ménagères et mise en place de conteneurs d’apport volontaire dédiés à la collecte des cartons, seront ainsi déployées sur les autres communes concernées d’ici fin 2027.

L’ensemble des actions qui permet d’atteindre les objectifs fixés tant sur le volet réduction que sur le volet valorisation, entrainent des dépenses qu’il convient de maîtriser, l’état des dépenses et des recettes figure de manière synthétique dans la présente délibération.

2.1. Indicateurs techniques

a) La réduction et le réemploi

La collectivité a mis en œuvre ou poursuivi de nombreuses actions permettant de réduire les quantités de déchets collectées, notamment des soutiens financiers pour l’acquisition de bacs à compost, l’utilisation de couches lavables mais également la consolidation et l’animation d’un réseau de relais ou l’organisation d’animations, stands et ateliers sur diverses thématiques (compostage, alimentation zéro déchet, achats écoresponsables,…) qui ont permis de sensibiliser de nombreuses personnes (près de 4 800) à l’occasion des 267 évènements organisés au cours de l’année.

Compte-tenu du nombre important de chantiers à mener sur le territoire pour accompagner le changement de comportement et l’adhésion à de nouvelles pratiques, l’Eurométropole de Strasbourg s’appuie sur un grand nombre d’acteurs locaux.
C’est pourquoi trois appels à projets sont lancés annuellement :

- objectif Zéro Déchet et économie circulaire,
- éducation à l'environnement et éco-citoyenneté,
- appel à projets du Contrat de ville.

En 2025, ces trois appels à projets ont permis de soutenir 22 projets pour un montant d'aides s'élevant à près de 146 590 €.

En complément, la collectivité a signé des conventions avec des partenaires pour mener des chantiers relatifs à la réduction et au réemploi, qui s'inscrivent sur la durée. Il s'agit notamment d'Eco-manifestation Alsace, Zéro Déchet Strasbourg, Face Alsace, Chambre de consommation d'Alsace et Maison du compost.

b) La collecte des déchets

Le tonnage de l'ensemble des déchets collectés par l'Eurométropole de Strasbourg en 2025 (205 086 tonnes) correspond à une quantité de 387 kg/an/habitant·e, ratio en très légère baisse comparativement à 2024.
Ce ratio représente une baisse de près de 14 % par rapport à 2018 (448 kg/an/habitant·e), l'objectif à atteindre pour 2026 (421 kg/an/habitant·e) est ainsi déjà dépassé.

Pour mémoire, le programme de réduction des déchets baptisé « Objectif Z, Zéro Déchet, Zéro Gaspi 2021-2026 » engageait la collectivité à réduire de 6 % la quantité de déchets entre 2018 et 2026 soit l'engagement d'atteindre 421 kg/an/habitant·e.

Il s'agit à présent de pérenniser cette baisse et d'inscrire les changements réalisés dans la durée. Il est à noter que cette baisse importante de nos quantités de déchets, qui touche l'ensemble des flux, s'explique aussi en partie par la conjoncture économique, cette même situation s'observe au niveau national.

Ainsi :
- la quantité d'ordures ménagères résiduelles et déchets assimilés collectée sur l'ensemble du territoire a diminué de 1,9 % par rapport à 2024 soit 2 026 tonnes de moins livrées à l'unité de valorisation énergétique,
- la quantité de collecte sélective, tous dispositifs confondus, est stable par rapport à 2024 (- 0,6 %), soit 27 960 tonnes en 2025,
- la quantité de verre collecté est en recul avec une baisse de 2,8 % par rapport à 2024 soit le tonnage le plus bas enregistré depuis 2019,
- la fréquentation en déchèterie a légèrement diminué en 2025 par rapport à 2024 (- 4,6 % en moyenne tous dispositifs confondus). Le tonnage total des apports en déchèterie est de 44 918 tonnes, soit 1,5 % de moins qu'en 2024.
- la quantité de déchets alimentaires a nettement augmenté et s'élève à 6 146 tonnes en 2025 (contre 4 628 tonnes en 2024) en lien avec la fin du déploiement sur le territoire eurométropolitain.

c) Le traitement des déchets

- **Traitement des emballages en plastique, acier, aluminium et papiers-cartons**

En 2025, 27 960 tonnes ont été livrées aux centres de tri. Ces tonnages ont permis de valoriser 19 060 tonnes de matériaux.

- **Traitement des déchets verts**

Le tonnage global réceptionné est de 15 922 tonnes et a permis de valoriser 11 001 tonnes de sous-produits tels que du compost, du broyat, des plaquettes et du refus de criblage.

- **Traitement des encombrants et des déchets de bois**

La collectivité a souhaité développer le tri des encombrants, ainsi, certains flux d'encombrants et de bois sont maintenant livrés sur 2 sites pour y effectuer soit du tri manuel soit du tri mécanisé. Le tonnage global livré sur les 2 sites s'élève à 7 348 tonnes.

- **Unité de valorisation énergétique (UVE)**

En 2025, l'UVE a réceptionné 187 571 tonnes de déchets, contre 195 759 tonnes en 2024 soit un tonnage en légère baisse (- 4,2 %) dont :

- - 7,3 % des apports de l'Eurométropole de Strasbourg (- 10 155 tonnes),
- - 9,4 % des apports des EPCI (- 2 833 tonnes),
- + 18,5 % des apports industriels (DAE ou déchets d'activités économiques) avec 30 674 tonnes (+ 4 800 tonnes).

Les déchets de l'Eurométropole de Strasbourg sont prioritairement traités par l'exploitant. En fonction des capacités d'incinération, ce sont les DAE qui sont traités en complément des déchets des collectivités.

Valorisation énergétique :

En 2025, les deux groupes turbo-alternateurs étaient fonctionnels et utilisés dès que la production de vapeur le permettait. La production d'électricité a été très satisfaisante, en augmentation par rapport à 2024, ce qui a également amené une réduction de la quantité d'électricité achetée par l'exploitant.

Cependant, une fuite sur le réseau de chaleur urbain, détectée dès février, a obligé l'exploitant à couper ce réseau entièrement dans un premier temps, puis à n'en utiliser qu'une partie (en amont de la fuite). La vente de chaleur a donc fortement pâti de cet évènement.

La performance énergétique obtenue pour 2025 répond au référentiel permettant de bénéficier de l'appellation « unité de valorisation énergétique », et de bénéficier ainsi d'un taux de TGAP réduit.

2.2 Éléments financiers

Les 33 communes du territoire sont soumises à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM). La TEOM est basée sur la valeur locative cadastrale d'un bien foncier indépendamment des quantités de déchets produites.
En ce qui concerne les déchets assimilables aux déchets ménagers des structures autres que les particuliers autrement appelées « non-ménages », la redevance spéciale (RS) est facturée en remplacement de la TEOM. La RS est calculée sur la base des volumes de déchets résiduels et recyclables collectés. Ce mode de facturation permet aux non-ménages de s'impliquer dans la gestion de leurs déchets en devenant acteurs de leur facture, notamment par la réduction des déchets ou par le geste de tri.

a) La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)

Les taux d'imposition sont différenciés en fonction du type de collecte et du niveau de service rendu aux usagers, trois zones sont ainsi définies.
Les taux de taxe des deux premières zones sont inchangés depuis 2020, le taux de taxe de la 3ème zone, effectif depuis 2023 n'a pas évolué depuis cette date.

Zones desservies	Taux de taxe
1ère zone (communes de plus de 10 000 habitant·es)	11,59 %
2ème zone (communes de moins de 10 000 habitant·es)	6,13 %
3ème zone (5 communes Ouest)	7,54 %

b) Bilan financier

Les coûts du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés sont présentés selon l'annexe XIII du Code général des collectivités territoriales (CGCT), qui dispose notamment selon ses alinéas II. f à i, que les indicateurs financiers sont à présenter par flux de déchets et par étapes techniques de gestion des déchets.
Conçue par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), la matrice « ComptaCoût » est une méthode de présentation standardisée des charges et des produits. Elle permet la comparaison entre collectivités et repose sur les principes de la comptabilité analytique. Les coûts sont présentés hors taxes par type de flux et par étape de gestion des déchets (collecte, traitement …).

- **Dépenses de fonctionnement**

Établies à près de 93,7 M€, les dépenses de fonctionnement sont constituées des coûts de collecte et traitement des déchets (71,1 M€), des coûts de collecte et de traitement des déchets sur voirie (20,5 M€), et de la TVA acquittée (2,0 M€). La provision pour travaux à venir relatifs aux performances environnementales de l'UVE s'élève à 6,0 M€.

Les charges liées au flux des OMR (ordures ménagères résiduelles) restent prépondérantes en 2024 où elles représentent la moitié (48 %) des coûts. Viennent ensuite les charges liées au flux papiers et emballages (26 %), à celui des déchèteries (13 %).

L'analyse par étape de gestion des déchets montre la prépondérance des opérations de collecte et pré-collecte (44 % des coûts), de traitement par incinération des OMR (14 %) et des autres filières de traitement (16 %). Les charges fonctionnelles (21 %) correspondent aux coûts transverses tels que les frais de structure ou de communication.

- **Dépenses d'investissements**

Le montant des investissements s'élève à 20,7 M€, il se répartit notamment de la manière suivante :

- 19,5M€ pour l'unité de valorisation énergétique intégrant notamment des écritures de régularisation de TVA, les investissements liés à l'évolution de la réglementation de décembre 2013 (dont l'injection automatisée de charbon actif), le démarrage des études et travaux relatifs au démantèlement de la ligne 4 et à la rénovation du bâti,
- 2 M€ pour les véhicules,
- 2,6 M€ pour l'acquisition d'abris bacs et bioseaux pour la collecte des déchets alimentaires,
- 1,2 M€ pour l'achat de bacs poubelles,
- 0,8 M€ pour l'achat de conteneurs d'apport volontaire enterrés.

Une subvention de 1,4 M€ de soutien au déploiement des collectes séparées des déchets alimentaires versée par l'ADEME, ainsi qu'un droit à déduction de la TVA de 4 M€ lié au chantier de désamiantage de l'UVE ont été perçus en 2025. Ces montants (total de 5,5 M€) viennent en déduction des dépenses affichées ci-dessus.

- **Recettes**

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 93,1 M€. Elles sont composées principalement des financements liés à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (72,6 M€) et de la facturation de la redevance spéciale (10,7 M€) auxquelles s'ajoutent les soutiens des éco-organismes (6,4 M€), les ventes de produits et d'énergie (1,7 M€) ainsi que les reprises des subventions d'investissements (1,4 M€).

- **Coût aidé tous flux confondus**

Le coût aidé ou coût net correspond au coût restant à financer par la collectivité. Il est obtenu en déduisant du coût complet les recettes suivantes :

- produits à caractère industriel (ventes de matériaux, d'énergie, prestations à des tiers et autres produits),
- soutiens des éco-organismes (OCAD3E, Citéo, Ecomaison, etc.),
- aides reçues (reprises des subventions d'investissement et subventions de fonctionnement).

Pour l'année 2025, le coût aidé pour l'ensemble des flux de déchets collectés (205 086 tonnes) s'établit à 116 €HT par habitant·e et à 293 €HT par tonne.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission consultative des services publics locaux
du 8 septembre 2026,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

prend acte

de la présentation, à l'assemblée délibérante, des rapports annuels 2025 annexés à la présente délibération :

- *sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement,*
- *sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets,*

informe

que les annexes restent consultables auprès de la Direction de l'Eau et des Risques Environnementaux (DERE) ainsi que de la Direction de la Propreté et de la Gestion des Déchets (DPGD) et sur le site internet www.strasbourg.eu.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212601-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Strasbourg.eu
eurométropole

Environnement préservé

RAPPORT ANNUEL 2025

SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT



cofrac
CERTIFICATION DE SYSTÈMES DE MANAGEMENT
Accréditation N°4-0023
Portée disponible sur www.cofrac.fr

AB certification ISO 9001 : 2015 ISO 14001 : 2015
A1868 Service de l'eau et de l'assainissement

AB certification ISO 45001 : 2018
A1868 - Service de l'eau et de l'assainissement

SOMMAIRE

ORGANISATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT……4-29

GOUVERNANCE ET COMPÉTENCES ……5-8
RESSOURCES HUMAINES ……9-14
TEMPS FORTS 2025 ……15-18
INDICATEURS DE PERFORMANCE ……19-27
SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE…… 20-23
SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF …… 24-27
SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF…… 27
CHIFFRES CLÉS EAU ET ASSAINISSEMENT ……28-29

L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE……30-54

PRODUIRE ……31-37
DISTRIBUER ……38-54

L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES ……55-78

COLLECTER ……56-72
TRAITER ……73-78

PROJETS ET INNOVATIONS ……79-93

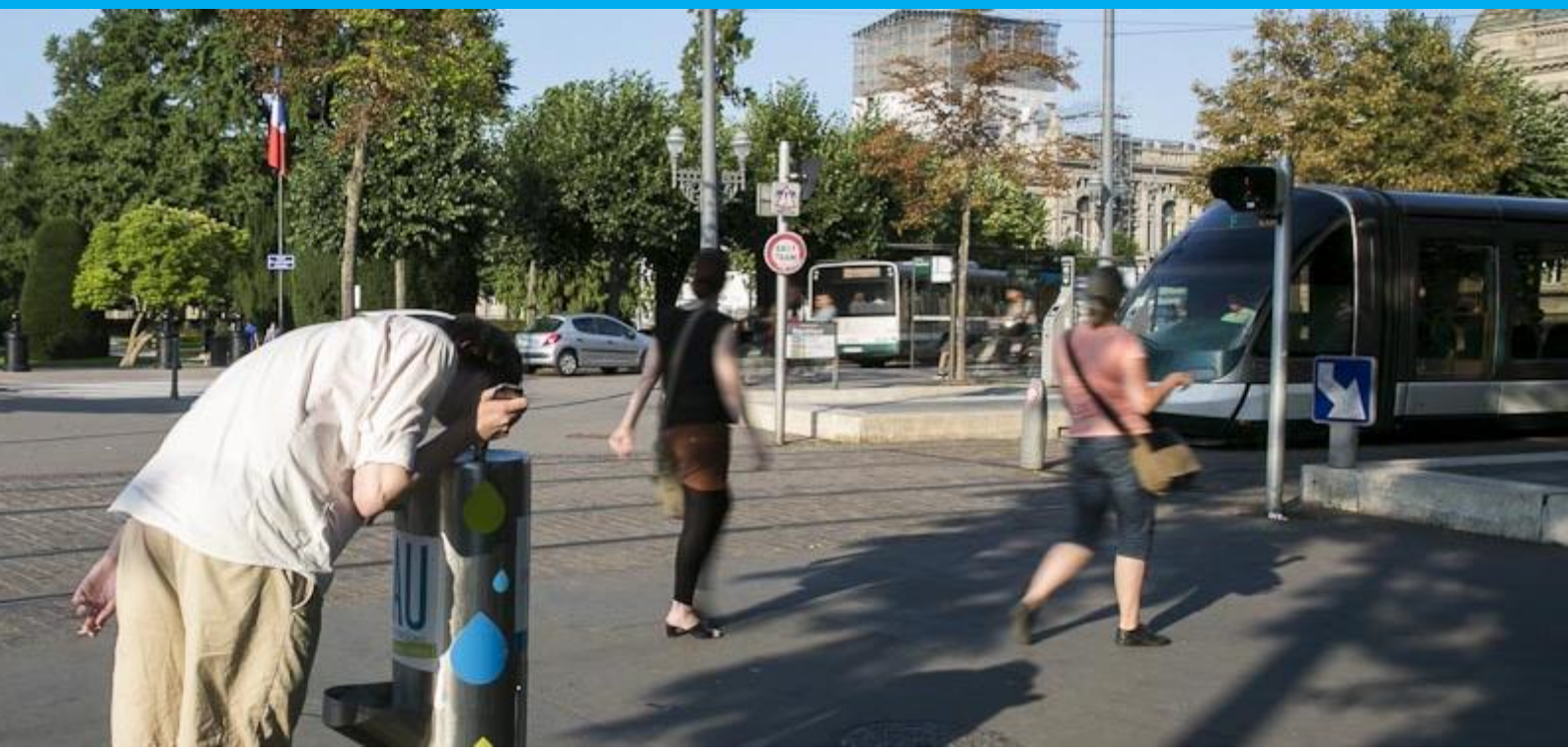
ANTICIPER ……80-85
INNOVER ……86-89
PARTAGER ……90-93

FINANCES ET GESTION DES ABONNÉ·ES ……94-121

FACTURER ……95-110
GÉRER ……111-121

ANNEXES ……122

ORGANISATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT



GOUVERNANCE ET COMPÉTENCES

L'EUROMÉTROPOLE, GARANTE D'UN SERVICE PUBLIC ÉQUITABLE SUR L'ENSEMBLE DE SON TERRITOIRE

L'Eurométropole de Strasbourg assure l'autorité organisatrice du service public de l'eau potable et d'assainissement pour l'ensemble de ses communes membres (33 communes). Elle est garante de l'organisation d'un service public équitable sur l'ensemble de son territoire dans ses missions de :

- maintien d'un service public de l'eau potable et d'assainissement d'excellente qualité ;
- programmation des travaux (besoin et faisabilité, niveaux d'investissements, gestion patrimoniale…) ;
- définition du prix de l'eau ;
- garantie d'une production et d'une distribution d'eau potable de qualité en quantité suffisante dans le respect des normes en vigueur ;
- garantie d'une collecte et d'un traitement des eaux usées et pluviales efficients dans le respect des normes en vigueur, en veillant à limiter les impacts ;
- protection de l'environnement de façon à garantir le retour au bon état écologique des cours d'eau.

PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE L'EAU, QUI FAIT QUOI ?

L'Eurométropole de Strasbourg assure l'autorité organisatrice et la maîtrise d'ouvrage sur l'ensemble de son territoire.

Le contrôle, l'entretien, l'exploitation des sites de production et la distribution d'eau potable sont répartis entre la régie de l'Eurométropole et le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle (SDEA) comme suit :

- par la régie de l'Eurométropole : Bischheim, Eckbolsheim, Hoenheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim, Oberhausbergen, Ostwald, Reichstett, Schiltigheim, Souffelweyersheim, Strasbourg et Wolfsheim **(soit 90 % de la population de l'Eurométropole)** ;
- par le SDEA sur les 21 communes périphériques (soit 10 % de la population de l'Eurométropole) : Achenheim, Blaesheim, Breuschwickersheim, Eckwersheim, Entzheim, Eschau, Fegersheim, Geispolsheim, Hangenbieten, Holtzheim, Kolbsheim, Lampertheim, La Wantzenau, Lipsheim, Mittelhausbergen, Mundolsheim, Niederhausbergen, Oberschaeffolsheim, Osthoffen, Plobsheim et Vendenheim.

ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES, QUI FAIT QUOI ?

L'Eurométropole de Strasbourg mène en régie propre l'essentiel des missions d'assainissement et assure l'autorité organisatrice et la maîtrise d'ouvrage sur l'ensemble des communes de son territoire.

Le contrôle, l'entretien et l'exploitation des réseaux d'assainissement sont répartis entre la régie de l'Eurométropole et le SDEA comme suit :

- par la régie de l'Eurométropole de Strasbourg les communes de Strasbourg, Achenheim, Breuschwickersheim, Eckbolsheim, Hangenbieten, Kolbsheim, Oberhausbergen, Oberschaeffolsheim, Osthoffen et Wolfsheim ;
- par le SDEA dans les 23 autres communes de l'Eurométropole.

L'exploitation de la station d'épuration de Strasbourg - La Wantzenau est confiée à un délégataire, la SOciété de Valorisation des Effluents de l'Eurométropole de Strasbourg (SOVEES) titulaire du contrat de délégation de service public du 01/10/2023 au 31/12/2031.

Les autres stations (Plobsheim et Achenheim, ainsi que les stations de prétraitement de Fegersheim et Geispolsheim) sont gérées par la régie de l'Eurométropole.

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE SDEA

Le partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et le SDEA est régi par la convention de partenariat. Compte-tenu de son échéance en 2026, un comité de pilotage a réuni les élus des 2 partenaires le 25 novembre 2024 afin d'évaluer la mise en œuvre de la convention en cours (2020-2026) et statuer sur sa poursuite. Une mission d'échange et d'analyse regroupant les élus et les services des 2 partenaires a permis d'établir, durant l'année 2025, une charte d'engagements mutuels délibérée par les 2 collectivités (conseil du 19/12/2025 pour l'EMS) sur la base de laquelle seront déclinées en 2026 les évolutions nécessaires de la convention (cf. chapitre 3 – Temps forts 2025).

LA COMMISSION EAU ET ASSAINISSEMENT

Instituée en 2014, la Commission Eau et Assainissement poursuit ses travaux avec ses nouveaux représentants désignés par le conseil de l'Eurométropole du 28 août 2020.

Cette commission a un rôle consultatif sur toute question ou tout projet en matière d'eau et d'assainissement.

Elle fait des propositions et participe à la politique en matière d'eau et d'assainissement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les missions de cette commission sont les suivantes :

- elle est consultée par la Présidente sur toute question ou tout projet intéressant les services publics et équipements d'eau et d'assainissement ;
- elle peut transmettre à la Présidente toute proposition concernant tout problème d'intérêt intercommunal en rapport avec l'eau et l'assainissement ;
- elle peut se saisir, examiner et rendre un avis sur tous les sujets relatifs à l'eau et à l'assainissement, et notamment ceux spécifiques à la fonction d'autorité organisatrice de la compétence eau et assainissement sur son territoire, définie au IX de l'article L 5217-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;
- elle peut être chargée de rendre plus particulièrement un avis préalable à une délibération qui serait proposée au conseil de l'Eurométropole sur ces mêmes domaines ;
- elle participe aux réflexions sur l'évolution de la gouvernance eau et assainissement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

BILAN DES TRAVAUX DE LA COMMISSION EAU ET ASSAINISSEMENT

La Commission Eau et Assainissement s'est réunie cinq fois en 2025, sur les thématiques suivantes :

- enquête publique pour la station d'épuration Sud ;
- PFAS : état des lieux ;
- eau et assainissement : bilan du mandat 2020-2026 et perspectives ;
- rapport annuel de l'eau et de l'assainissement ;
- schéma directeur des eaux pluviales ;
- urbanisation des systèmes d'information de la DERE.

L'année 2025 a vu la mise en œuvre effective, au sein des services de l'Eurométropole de Strasbourg, de la Direction Eau et risques environnementaux (DERE) qui porte la fonction d'« Autorité Organisatrice de l'Eau » et une triple responsabilité :

- la gestion du cycle de l'eau dans sa globalité ;
- la conception et la conduite d'une politique globale de préservation et de gestion de la ressource en eau (en qualité et en quantité) ;
- le pilotage des risques environnementaux, majoritairement liés aux enjeux de l'eau.

Au sein de la DERE, le service Eau et assainissement et ses 298 agent·es mettent en œuvre le « petit cycle » de l'eau : protection, prélèvement, distribution, collecte, épuration et restitution au milieu naturel.

CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT

La Présidente de l'Eurométropole a saisi en 2023 le Conseil de Développement (CODEV) sur les 2 thèmes suivants :

- comment accompagner le territoire dans la prise de conscience des enjeux liés à l'eau ?
- comment favoriser la mobilisation de l'ensemble des acteurs du territoire pour préserver la ressource eau ?

Dans son rapport remis en juin 2024, le CODEV a proposé 30 préconisations qui se déclinent sur 2 axes :

- sensibiliser et communiquer ;
- mobiliser et agir.

L'ensemble des actions s'intégrant dans un « Schéma Directeur de l'Eau » à établir par la DERE.

L'analyse et la mise en œuvre de ces préconisations se fera en partenariat entre la DERE, le service Eau et assainissement et les représentants du CODEV.





RESSOURCES HUMAINES

DES AGENT·ES AU SERVICE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

COMPÉTENCE ET DISPONIBILITÉ

L'eau est un bien commun et le service public de l'eau potable et de l'assainissement a pour vocation d'œuvrer quotidiennement dans l'intérêt de toutes et tous. Cette vocation et cette responsabilité sont partagées par l'ensemble des 298 agent·es du service.

Leur implication permet de fournir aux usagers et usagères l'eau potable et l'assainissement des eaux usées au juste prix tout en préservant un haut niveau de qualité et d'investissements. L'eau et l'assainissement sont des services publics à caractère industriel et commercial qui fonctionnent 7j/7 et 24 h/24, 365 jours par an, grâce à des équipes de permanence et d'astreinte.

LES MÉTIERS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Afin de remplir ses missions, le service public de l'eau potable et de l'assainissement intègre de nombreux métiers. Pour produire l'eau destinée à la consommation : agent·es de maintenance, électromécanicien·nes, automaticien·nes, ingénieur·es…
Pour distribuer l'eau aux abonné·es et assurer la continuité du service : terrassiers, terrassières, monteurs, monteuses, surveillant·es de travaux, opérateurs, opératrices en recherche de fuites, magasiniers, magasinières, ingénieur·es, agent·es et responsables de permanence…
Pour entretenir le réseau d'assainissement : égoutiers, égoutières, électromécanicien·nes, métalliers, métallières, mécanicien·nes, maçon·nes, magasiniers, magasinières, surveillant·es de travaux, technicien·nes, ingénieur·es…
Pour traiter les eaux usées : conducteurs, conductrices de station d'épuration, électromécanicien·nes, agent·es de maintenance, technicien·nes, ingénieur·es…
Pour suivre la qualité de l'eau potable, ainsi que surveiller et adapter les réseaux : technicien·nes qualité, ingénieur·es d'études, instrumentistes, préleveurs-contrôleurs, préleveuses-contrôleuses, dessinateurs-projeteurs, dessinatrices-projeteuses, opérateurs-géomètres, opératrices-géomètres, …
Pour assurer la gestion des abonné·es: releveurs, releveuses de compteurs, gestionnaires de clientèle, enquêteurs, enquêtrices.
Pour assurer le fonctionnement du service et le suivi administratif : assistant·es et responsables ressources humaines, communication, qualité et juridique, comptables, secrétaires, cadres administratifs et direction.
Au total 298 agent·es répartis sur près de 45 métiers différents sont nécessaires au bon fonctionnement des systèmes d'eau et d'assainissement.

FORMATION

En 2025, 235 agent·es ont suivi 745 jours de formation. Les formations en sécurité ont représenté 69 % du nombre total de jours de formation et ont concerné principalement le certificat d'aptitude au travail en espace confiné (CATEC), le secourisme, l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR), le recyclage des habilitations électriques, certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES) et permis…

Les autres formations étaient destinées à maintenir à jour les connaissances des agent·es (formations techniques, évolutions réglementaires, outils informatiques, management…) et à accompagner leur évolution professionnelle (préparation aux concours et examens).

Au cours de l'année 2025, le service a accueilli 8 apprenti·es, du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) au bac+5.

RECRUTEMENTS

Afin d'accompagner l'évolution de ses agent·es (promotions, départs en retraite, détachements ou départs), le service a procédé en 2025 à 27 recrutements qui sont venus compléter ses effectifs.

SÉCURITÉ

La mise à jour du document unique d'évaluation des risques professionnels du service (64 analyses de risques) et l'analyse des accidents survenus en 2025 ont permis d'identifier de nouvelles actions de prévention à mettre en œuvre afin d'améliorer la sécurité et les conditions de travail des agent·es.

Plusieurs actions de prévention ont été mises en œuvre en 2025 :

- réalisation d'un audit de surveillance des certifications ISO 9001 (qualité), ISO 45001 (sécurité) et ISO 14001 (environnement),
- réalisation de différentes mesures d'exposition (poussières de silice, poussières/fumées de soudage, poussières de bois),de mesures de débits d'air/ventilation et de mesures des niveaux d'exposition sonore,
- mise à jour de la liste des agent·es du service exposé·es ou susceptibles d'être exposé·es à des substances cancérigène, mutagène et reprotoxique (CMR),
- organisation de formations internes "gestes et postures" avec réalisation d'exercices pratiqueset de formations sur le guidage externe de véhicules,
- mise en place d'exercices d'échauffement avant départ sur le chantier,
- identification des travaux interdits et réglementés pour les apprentis mineurs du service,
- rénovation globale des vestiaires et des sanitaires du site de la station de pompage du Polygone,
- achat de nouveaux vélos de service pour les agents de la station de pompage du Polygone,
- réalisation d'un diagnostic sur l'état des arbres de la forêt de la station de pompage du Polygone,
- remplacement de la potence de la pompe exhaures à la station d'épuration de Geispolsheim,
- installation d'un éclairage au niveau du portail d'accès de la station d'épuration d'Achenheim.

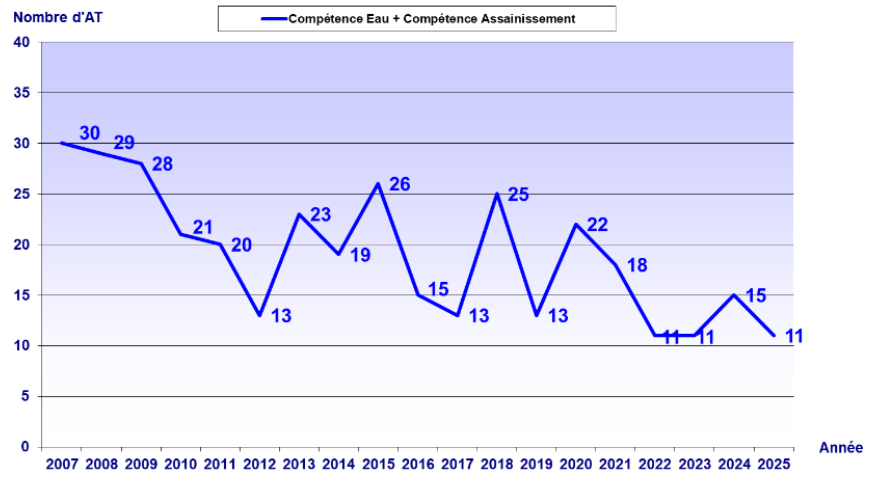
Indicateurs de sécurité du service Eau et assainissement pour l'année 2025

Indicateurs 2025	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Taux de fréquence cumulé*	32,95	35,51	30,32	20,22	20,03	17,30	17,17	16,98	19,13	18,96	18,81	18,63
Taux de gravité cumulé**	1,39	1,28	1,08	0,78	0,69	0,63	0,55	0,48	0,41	0,41	0,41	0,40

*Taux de fréquence cumulé (sur 12 mois glissants) * = Nombre d'A.T. avec arrêt x 1 000 000 / Nombre d'heures travaillées*

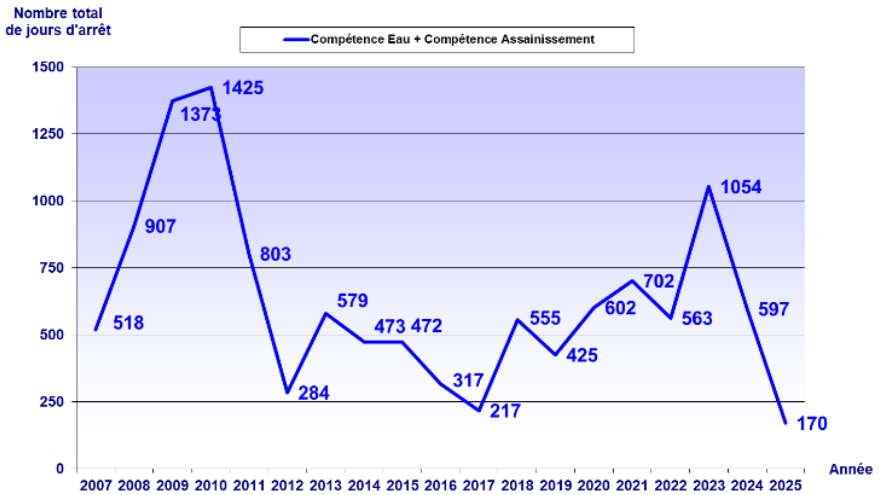
*Taux de gravité cumulé (sur 12 mois glissants) ** = Nombre de jours d'arrêt x 1 000 / Nombre d'heures travaillées*

Évolution du nombre d'accidents du travail (avec et sans arrêt) des services eau et assainissement



Au cours de l'année 2025, le service a enregistré 11 accidents du travail (avec et sans arrêt). Le nombre d'accidents du travail est donc en baisse par rapport à l'année 2024 (- 4 accidents du travail).

Évolution du nombre total de jours d'arrêt suite à un accident du travail des services eau et assainissement



Le nombre total de jours d'arrêt à la suite d'un accident du travail est en baisse en 2025 par rapport à l'année 2024 (- 427 jours d'arrêt de travail).

Le nombre d'accidents du travail et le nombre de jours d'arrêts consécutifs en 2025, les plus faibles qu'ait eu à déplorer le service sur les 20 dernières années, traduisent l'engagement du service et les efforts des équipes pour assurer la sécurité des agent·es du service public de l'eau potable et de l'assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg.

En 2025, le service a également enregistré :

- 2 accidents de trajet avec arrêt,
- 10 accidents bénins,
- 1 presqu'accident.

Chaque accident survenu fait l'objet d'une analyse afin de pouvoir identifier ses causes, de définir et mettre en œuvre des actions adaptées.

EXERCICES DE SITUATION D'URGENCE

En 2025, plusieurs exercices de situation d'urgence ont été organisés :

- 1 exercice d'évacuation du Centre technique de l'Assainissement,
- 1 exercice d'évacuation à la station de pompage du Polygone,
- 1 exercice d'évacuation du bâtiment Fustel-Belin,
- 1 exercice d'évacuation du bâtiment situé au 3c route de la fédération à Strasbourg,
- 1 exercice portant sur les consignes à appliquer en cas d'exposition accidentelle à un produit chimique à la station d'épuration de Fegersheim,
- 2 exercices avec le dispositif d'alarme pour travailleur isolé (DATI),
- 1 exercice sur la thématique « intervention en espace confiné »,
- 1 exercice sur la thématique « embrasement d'une pelle »,
- 1 exercice sur la thématique « éboulement »,
- 2 exercices sur la thématique « déversement accidentel de produit »,
- 1 exercice sur la thématique « agression ».

L'objectif principal de ces exercices est de tester la capacité à réagir des agent·es en fonction de la situation d'urgence rencontrée.

SENSIBILISATION / COMMUNICATION SÉCURITÉ

36 « quarts d'heure de sécurité » ont été réalisés en 2025 dans les différents départements du service. Ces quarts d'heure de sécurité ont porté sur des thématiques telles que les mesures de prévention sur les chantiers ou encore le retour d'expérience suite à accidents.

VISITES DE TERRAIN

En 2025, 45 visites de sécurité ont été réalisées par les encadrants du service pour les équipes en régie et pour les entreprises privées.

298 agent·es contribuent au bon fonctionnement du service	**235** agent·es ont suivi au moins une journée de formation en 2024 **745** jours de formation en 2025	**45** métiers différents
27 recrutements qui sont venus compléter les effectifs en 2025	**45 ans** moyenne d'âge des agent·es du service	**11** accidents du travail en 2025

TEMPS FORTS 2025

CRÉATION DE LA DIRECTION EAU ET RISQUES ENVIRONNEMENTAUX (DERE)

La création de la DERE doit permettre de mieux appréhender les enjeux de l'eau dans leur globalité en regroupant au sein d'une même entité la triple responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg dans sa compétence d'« Autorité Organisatrice de l'Eau » sur l'intégralité de son territoire :

- la gestion du cycle de l'eau dans sa globalité ;
- la conception et la conduite d'une politique globale de préservation et de gestion de la ressource en eau (en qualité et en quantité) ;
- le pilotage des risques environnementaux, majoritairement liés aux enjeux de l'eau.

Outre l'alimentation en eau potable de l'ensemble des usagers et usagères de l'Eurométropole de Strasbourg et le traitement de leurs eaux usées, cette direction permettra :

- de définir et mettre en œuvre une politique globale de l'eau dans tous ses usages ;
- de renforcer le pilotage stratégique global de la thématique eau, la capacité d'opérationnalisation et la visibilité des enjeux de biodiversité ;
- d'articuler les enjeux de l'eau (la trame bleue) et de la biodiversité (la trame verte) compte tenu des caractéristiques du territoire métropolitain ;
- de renforcer l'approche intégratrice des pressions et des risques sur l'eau et les milieux aquatiques ;
- de renforcer une approche de résilience territoriale et partenariale autour des enjeux d'adaptation au changement climatique ;
- de conforter le suivi des risques environnementaux ;
- d'optimiser le pilotage de grands projets complexes d'investissements stratégiques.

Le projet de direction de la DERE a abouti le 03 décembre avec sa validation en Comité Social Territorial.

La mise en œuvre de la DERE se poursuivra en 2026 au travers des projets de service des quatres services qui composent la direction : Exploitation eau et assainissement, Pilotage, programmation et relation à l'usager, Gestion territoriale de l'eau et des risques, Administration générale et ressources.

FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, EUROMÉTROPOLE ET SDEA POURSUIVENT LEUR PARTENARIAT AUTOUR D'UNE NOUVELLE CHARTE

Face aux bouleversements climatiques et aux défis environnementaux, l'Eurométropole de Strasbourg et le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle (SDEA) s'engagent dans une nouvelle charte mutuelle pour adapter leur coopération. Cette démarche, visant à redéfinir leur partenariat à partir de 2026, fait suite à la création de la DERE au sein de l'Eurométropole, en charge de la gestion du cycle de l'eau et de la préservation des ressources.

La nouvelle charte entre l'Eurométropole et le SDEA s'appuie sur une analyse approfondie des défis à venir et pose les bases d'une feuille de route commune.

Cette nouvelle coopération vise à :

- assurer la qualité de l'eau et la protection de la ressource, en tenant compte des enjeux liés à la transition agricole et alimentaire,
- optimiser la gestion du grand cycle de l'eau, notamment en matière de prévention des inondations et de gestion des risques,
- améliorer le petit cycle de l'eau, en intégrant des solutions efficaces pour les circuits d'eau potable, les réseaux d'assainissement et les stations d'épuration,
- renforcer la mobilisation des parties prenantes et encourager la coopération sur des sujets transversaux, notamment la gestion des ressources et l'adaptation au changement climatique.

L'Eurométropole de Strasbourg, en tant qu'Autorité Organisatrice de l'Eau, souhaite également maîtriser les coûts du service de l'eau et de l'assainissement, malgré les contraintes économiques et les investissements nécessaires face à un patrimoine en constante augmentation. Un objectif clé de cette nouvelle charte est de renforcer l'efficience de la gestion, de garantir des services de qualité équitables pour tous les habitants et de promouvoir une approche durable du service public.

Les parties se sont également engagées à développer une architecture informatique intégrée, facilitant le partage d'informations et l'interfaçage des systèmes d'information entre les deux entités. L'objectif est de rationaliser la gestion des données et de garantir une meilleure transparence et réactivité dans les services rendus aux usagers.

Cette nouvelle étape dans la coopération entre l'Eurométropole et le SDEA marque un tournant dans la gestion de l'eau et de l'assainissement à l'échelle du territoire métropolitain. Ensemble, l'Eurométropole et le SDEA s'engagent à mettre en œuvre des actions concrètes pour un avenir plus résilient, plus juste et plus durable, garantissant à chaque habitant un accès à une eau de qualité dans le respect des enjeux environnementaux et sociaux.

LABELLISATION « TERRITOIRE D'EAU EN TRANSITION » : UNE RECONNAISSANCE NATIONALE CONFIRMEE

Le 17 octobre 2025, l'association Amorce a remis le trophée de la 3ème édition du label "territoire d'eau en transition écologique" aux vingt-et-unes collectivités lauréates, dont l'Eurométropole de Strasbourg. Il distingue les politiques publiques ambitieuses en faveur de la transition écologique des services publics d'eau et d'assainissement. Ce label valorise les engagements du service Eau et assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg sur quatre grands axes évalués : les économies d'eau et l'adaptation au changement climatique, la protection des ressources en eau vis-à-vis des pollutions émergentes, l'engagement dans les démarches d'économie circulaire et la mise en place d'action vers la transition énergétique.

UNE IMPLICATION FORTE DANS LES EVENEMENTS DU TERRITOIRE

Courant 2025, le service Eau et assainissement s'est impliqué dans de nombreux événements pour porter les messages de protection de la ressource en eau auprès de différents acteurs du territoire. Parmi ces temps forts, citons par exemple : le créathon « Ville de demain » organisé par AlsaceTech qui a vu des étudiants de plusieurs écoles d'ingénieur approfondir le challenge « Comment sensibiliser à la protection de la ressource en eau ? », l'école d'été organisée par l'Unistra et l'institut thématique interdisciplinaire Eau et Durabilité consacré à la lutte contre les micropolluants en milieu urbain, et la rencontre nationale des agences d'urbanisme organisée par l'ADEUS et la FNAU qui a permis de mettre en avant nos actions concernant la gestion intégrée des eaux pluviales ou encore les actions de protection de la ressource en eau.



SIGNATURE DU SECOND CONTRAT DE TERRITOIRE « EAU ET CLIMAT » (CTEC)

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont signé un second Contrat de Territoire « eau et climat » avec l'agence de l'eau Rhin-Meuse, le 2 septembre 2025 au Centre d'initiation à la nature et à l'environnement (Cine) de Bussière.

Ce partenariat s'inscrit dans la durée et prend la forme de programmes d'actions négociés tant techniquement que financièrement, qui concrétisent et accélèrent la transition écologique sur les territoires les plus prioritaires.

Un premier contrat de territoire « Eau et climat » (CTEC) avait été mis en place entre l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et l'agence de l'eau Rhin-Meuse (AERM), couvrant la période 2021-2023.

L'ensemble du deuxième contrat (2025-2027) représente une enveloppe prévisionnelle d'aide de 24,64 millions d'euros sur 3 ans à répartir entre le budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg (10,85 millions d'euros), le budget annexe de l'eau (1,12 millions d'euros), le budget annexe de l'assainissement (8,55 millions d'euros), le budget principal de la Ville de Strasbourg (3,22 millions d'euros) et le budget des autres communes du territoire (0,9 million d'euros).

Il s'articule autour de huit axes prioritaires, représentant près de 210 projets prévus par les collectivités pour un investissement de 115 millions d'euros.

Des objectifs emblématiques ont été établis en commun : la définition de 5 aires d'alimentation de captage d'eau potable, la déconnection de 60 000 m² de surface d'espaces publics et de toitures du réseau d'assainissement, la création de cinq nouveaux bassins d'orage, l'engagement de cinq projets de restauration de cours d'eau, le lancement de la construction d'une station d'épuration au Sud de l'agglomération et la mise en place d'un plan d'action de réduction des micropolluants à la source.





INDICATEURS DE PERFORMANCE

LES INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE

Indicateurs descriptifs du service	Unité	Unité de distribution	2022	2023	2024	2025	Commentaire
D101.0 Estimation du nombre d'habitant·es desservi·es	hab.	Strasbourg Sud-Châteaux	24 386	24 853	25 146	25 445	
		Ill Andlau	18 772	18 876	18 989	19 042	
		La Wantzenau	6 022	6 001	5 985	5 969	
		Strasbourg Nord	19 782	19 989	20 164	20 468	
		Osthoffen	828	819	824	831	
		Strasbourg	447 243	449 498	451 562	445 962	
D102.0 Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	f/m³	Strasbourg Sud-Châteaux	1,60	1,60	1,60	1,75	
		Ill Andlau	1,60	1,60	1,60	1,75	
		La Wantzenau	1,60	1,60	1,60	1,75	
		Strasbourg Nord	1,60	1,60	1,60	1,75	
		Osthoffen	1,60	1,60	1,60	1,75	
		Strasbourg	1,60	1,60	1,60	1,75	
D151.0 Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonné·es défini par le service	jours ouvrables	Strasbourg Sud-Châteaux	2	2	2		Applicable sur l'ensemble du territoire EMS
		Ill Andlau	2	2	2		
		La Wantzenau	2	2	2		
		Strasbourg Nord	2	2	2		
		Osthoffen	2	2	2		
		Strasbourg	2	2	2	2	
Indicateurs de performance	**Unité**	**Unité de distribution**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	
P101.1 Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	%	Strasbourg Sud-Châteaux	100	100	98		
		Ill Andlau	100	100	100		
		La Wantzenau	100	100	100		
		Strasbourg Nord	100	100	100		
		Osthoffen	100	100	100		
		Strasbourg	99	100	99		

Indicateurs descriptifs du service	Unité	Unité de distribution	2022	2023	2024	2025	Commentaire
P102.1 Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	%	Strasbourg Sud-Châteaux	38	40	45		Des teneurs supérieures à la limite de qualité ont été relevées pour certains métabolites de pesticides. Elles restent inférieures aux limites sanitaires. L'eau peut être consommée sans restriction
		Ill Andlau	100	85	64		Des teneurs supérieures à la limite de qualité ont été relevées pour certains métabolites de pesticides. Elles restent inférieures aux limites sanitaires. L'eau peut être consommée sans restriction
		La Wantzenau	100	100	100		
		Strasbourg Nord	100	100	100		
		Osthoffen	100	100	100		
		Régie	95	98	98		Des teneurs supérieures à la limite de qualité ont été relevées pour certains métabolites de pesticides. Elles restent inférieures aux limites sanitaires. L'eau peut être consommée sans restriction
P103.2b Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable (à partir de 2013)	points	Strasbourg Sud-Châteaux	118	119	119		La connaissance du réseau s'effectue de manière globale à l'échelle des 33 communes. Seul ce chiffre est donc pertinent.
		Ill Andlau	120	118	118		
		La Wantzenau	115	115	115		
		Strasbourg Nord	120	120	120		
		Osthoffen	115	115	115		
		Strasbourg	119	119	119		
		GLOBAL	119	119	119	119	
P104.3 Rendement du réseau de distribution	%	Strasbourg Sud-Châteaux	82,05	89,07	80,68	85,69	
		Ill Andlau	88,31	93,62	82,65	84,85	
		La Wantzenau	95,62	90,33	90,39	94,14	
		Strasbourg Nord	84,99	84,23	87,72	81,09	
		Osthoffen	84,42	90,01	90,37	96,41	
		Strasbourg	90,59	92,96	90,99	92,61	
		GLOBAL	89,89	92,41	89,99	91,47	

Indicateurs descriptifs du service	Unité	Unité de distribution	2022	2023	2024	2025	Commentaire
P105.3 Indice linéaire des volumes non comptés	m³/km/j	Strasbourg Sud-Châteaux	4,87	2,92	6,65	4,27	
		Ill Andlau	4,03	2,20	6,13	5,43	
		La Wantzenau	0,95	2,01	1,99	1,21	
		Strasbourg Nord	4,11	4,30	4,28	6,15	
		Osthoffen	2,27	1,51	1,34	0,55	
		Strasbourg	8,36	5,42	7,22	5,50	
		GLOBAL	7,01	4,69	6,70	5,26	
P106.3 Indice linéaire de pertes en réseau	m³/km/j	Strasbourg Sud-Châteaux	4,73	2,71	6,44	4,04	
		Ill Andlau	3,88	2,08	6,01	5,29	
		La Wantzenau	0,82	1,89	1,87	1,10	
		Strasbourg Nord	3,98	4,14	4,12	5,99	
		Osthoffen	2,18	1,41	1,24	0,46	
		Strasbourg	7,15	5,04	6,46	5,39	
		GLOBAL	6,14	4,38	6,10	5,13	
P107.2 Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	%	Strasbourg Sud-Châteaux	1,03	0,92	-	-	La gestion des travaux s'effectue de manière globale à l'échelle des 33 communes. Seul ce chiffre est donc pertinent.
		Ill Andlau	0,60	0,48	-	-	
		La Wantzenau	0,22	0,26	-	-	
		Strasbourg Nord	1,04	1,06	-	-	
		Osthoffen	1,66	1,32	-	-	
		Strasbourg	0,66	0,66	-	-	
		GLOBAL	0,72	0,70	0,70	0,85	
P108.3 Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	%	Strasbourg Sud-Châteaux	100	100	100	100	
		Ill Andlau	100	100	100	100	
		La Wantzenau	100	100	100	100	
		Strasbourg Nord	100	100	100	100	
		Régie	100	100	100	100	
P109.0 Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité	€/m³	Strasbourg Sud-Châteaux	0	0	0	0	Montant réalisé non valeurs 2025 206K€ Montant réalisé créances éteintes 2025 54K€
		Ill Andlau	0	0	0	0	
		La Wantzenau	0	0	0	0	
		Strasbourg Nord	0	0	0	0	
		Strasbourg	0	0	0	0	

Indicateurs descriptifs du service	Unité	Unité de distribution	2022	2023	2024	2025	Commentaire
P151.1 Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	nb / 1000 ab.	Strasbourg Sud-Châteaux	0,76	0,60	1,34	0,98	
		Ill Andlau	0,76	0,60	1,34	0,98	
		La Wantzenau	0,76	0,60	1,34	0,98	
		Strasbourg Nord	0,76	0,60	1,34	0,98	
		Osthoffen	0,76	0,60	1,34	0,98	
		Strasbourg	1,40	2,06	1,34	0,83	
		GLOBAL	1,21	1,61	1,34	0,87	
P152.1 Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonné·es	%	Strasbourg Sud-Châteaux	100	100	100	100	
		Ill Andlau	100	100	100	100	
		La Wantzenau	100	100	100	100	
		Strasbourg Nord	100	100	100	100	
		Osthoffen	100	100	100	100	
		Strasbourg	100	100	100	100	
P153.2 Durée d'extinction de la dette de la collectivité	an	Strasbourg Sud-Châteaux	< 1 an	< 1 an	< 1 an	< 1 an	
		Ill Andlau	< 1 an	< 1 an	< 1 an	< 1 an	
		La Wantzenau	< 1 an	< 1 an	< 1 an	< 1 an	
		Strasbourg Nord	< 1 an	< 1 an	< 1 an	< 1 an	
		Strasbourg	< 1 an	< 1 an	< 1 an	< 1 an	
P154.0 Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	%	Strasbourg Sud-Châteaux	2,70	2,50	2,70	1,80	
		Ill Andlau	2,70	2,50	2,70	1,80	
		La Wantzenau	2,70	2,50	2,70	1,80	
		Strasbourg Nord	2,70	2,50	2,70	1,80	
		Strasbourg	2,70	2,50	2,70	1,80	
P155.1 Taux de réclamations	nb / 1000 hab.	Strasbourg Sud-Châteaux	-	-	-		
		Ill Andlau	-	-	-		
		La Wantzenau	-	-	-		
		Strasbourg Nord	-	-	-		
		Strasbourg	0,14	0,12	0,23	0,02	

SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Indicateurs de performance	Unité	Système d'assainissement	2021	2022	2023	2024	2025	Commentaire
D201.0 Estimation du nombre d'habitant·es desservis par un réseau de collecte des eaux usées. Unitaire ou séparatif	hab.	Achenheim	6 999	7 087	7 087	7 299	7 394	
		Blaesheim	1 321	1 323	1 365	1 407	1 460	
		Kolbsheim	-	-	-	993	1 019	
		Plobsheim	4 507	4 412	4 407	4 410	4 425	
		Strasbourg - La Wantzenau	497 694	502 304	505 042	507 560	512 437	
D202.0 Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées	unité	Achenheim	0	0	5		0	Autorisations caduques au bout de 10 ans. Mise à jour fin 2023 de l'ensemble des industriels conventionnés.
		Blaesheim	0	0	0	0	0	
		Kolbsheim	0	0	0	0	0	
		Plobsheim	0	0	0	0	0	
		Strasbourg - La Wantzenau	114	114	102	106	105	
D203.0 Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	tMS	Achenheim	141	140	121	128	148	
		Fegersheim	inclus Stbg	inclus Stbg	inclus Stbg	inclus Stbg	inclus Stbg	
		Geispolsheim	inclus Stbg	inclus Stbg	inclus Stbg	inclus Stbg	inclus Stbg	
		Plobsheim	inclus Stbg	inclus Stbg	inclus Stbg	inclus Stbg	inclus Stbg	
		Strasbourg - La Wantzenau	12 609	12 238	10 985	11 390	11 931	
D204.0 Prix TTC du service au m^3 pour 120 m^3	€/m^3	Achenheim	1,26	1,28	1,33	1,37	1,29	
		Blaesheim	1,26	1,28	1,33	1,37	1,29	
		Kolbsheim	1,26	1,28	1,33	1,37	1,29	
		Plobsheim	1,26	1,28	1,33	1,37	1,29	
		Strasbourg - La Wantzenau	1,26	1,28	1,33	1,37	1,29	
P201.1 Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	%	Achenheim	-	99,92	99,92	99,79	99,79	
		Blaesheim	-	-	-	-	-	
		Kolbsheim	-	-	-	-	-	
		Plobsheim	-	99,77	99,32	99,25	99,46	
		Strasbourg - La Wantzenau	99,63	99,82	99,61	99,69	99,71	
P202.2B Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (à partir de 2013)	points	Achenheim	30	30	30	30		La connaissance du réseau s'effectue de manière globale à l'échelle des 33 communes. Seul ce chiffre est donc pertinent.
		Blaesheim	30	30	30	30		
		Kolbsheim	30	30	30	30		
		Plobsheim	110	110	110	110		
		Strasbourg - La Wantzenau	107	107	107	107		
		GLOBAL	104	104	104	104	107	
P203.3 Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application des articles R.2224-6 et R.2224-10 à R.2224-17 du CGCT au regard de l'application de la directive ERU	%	Achenheim	-	-	-	-	-	
		Blaesheim	-	-	-	-	-	
		Kolbsheim	-	-	-	-	-	
		Plobsheim	-	-	-	-	-	
		Strasbourg - La Wantzenau	100	100	100	100	100	

Indicateurs de performance	Unité	Système d'assainissement	2021	2022	2023	2024	2025	Commentaire
P204.3 Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application des articles R.2224-6 et R.2224-10 à R.2224-17 du CGCT au regard de l'application de la directive ERU	%	Achenheim	100	100	100	100	100	
		Fegersheim	100	100	100	100	100	
		Geispolsheim	100	100	100	100	100	
		Plobsheim	100	100	100	0	0	
		Strasbourg - La Wantzenau	100	100	100	100	100	
P205.3 Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions définies en application des articles L2224-8 et R2224-10 à R2224-16 du CGCT au regard de l'application de la directive ERU	%	Achenheim	100	100	100	100	100	
		Fegersheim	100	100	100	100	100	
		Geispolsheim	100	100	100	100	100	
		Plobsheim	100	100	100	100	100	
		Strasbourg - La Wantzenau	100	100	100	100	100	
P206.3 Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	%	Achenheim	100 en compostage	100 en compostage	100 en compostage	100 en compostage	100 en compostage	
		Fegersheim	100 vers Strasbourg - La Wantzenau	100 vers Strasbourg - La Wantzenau	100 vers Strasbourg - La Wantzenau	100 vers Strasbourg - La Wantzenau	100 vers Strasbourg - La Wantzenau	
		Geispolsheim	100 vers Strasbourg - La Wantzenau	100 vers Strasbourg - La Wantzenau	100 vers Strasbourg - La Wantzenau	100 vers Strasbourg - La Wantzenau	100 vers Strasbourg - La Wantzenau	
		Plobsheim	100 vers Strasbourg - La Wantzenau	100 vers Strasbourg - La Wantzenau	100 vers Strasbourg - La Wantzenau	100 vers Strasbourg - La Wantzenau	100 vers Strasbourg - La Wantzenau	
		Strasbourg - La Wantzenau	100% dont 95% incinération et 5% en compostage	100% dont 90% incinération et 10% en compostage	100% dont 97% incinération et 3% en compostage	100% dont 100% incinération et 0% en compostage	100% dont 93% incinération et 7% en compostage	
P207.0 Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité	€/m³	Achenheim	0	0	0	0	0	Montant réalisé non valeurs 2025 255K€ Montant réalisé créances éteintes 2025 44K€
		Blaesheim	0	0	0	0	0	
		Kolbsheim	0	0	0	0	0	
		Plobsheim	0	0	0	0	0	
		Strasbourg - La Wantzenau	0	0	0	0	0	
P251.1 Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers et usagères	nb/ 1000 hab.	Achenheim	-	-	-	-		
		Blaesheim	-	-	-	-		S'applique à l'ensemble du territoire EMS
		Kolbsheim	-	-	-	-		
		Plobsheim	-	-	-	-		
		Strasbourg - La Wantzenau	0,02210	0,02190	0,00000	0,00197	0,00585	

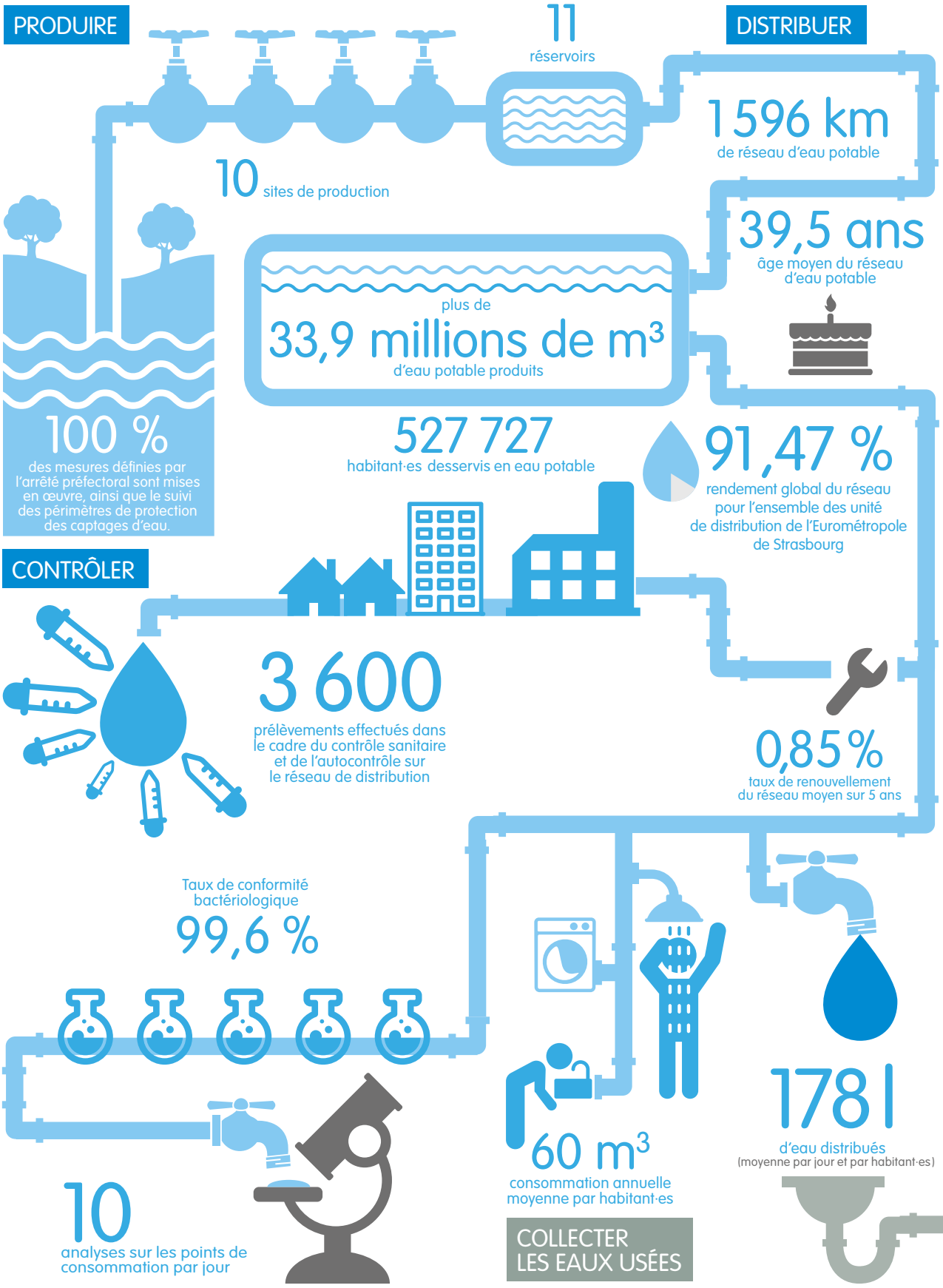
Indicateurs de performance	Unité	Système d'assainissement	2021	2022	2023	2024	2025	Commentaire
P252.2 Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau	nb/ 100 km	Achenheim	-	-	-	-	-	
		Blaesheim	-	-	-	-	-	
		Kolbsheim	-	-	-	-	-	
		Plobsheim	-	-	-	-	-	
		Strasbourg - La Wantzenau	7,59	6,95	6,98	5,81	7,17	
P253.2 Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	%	Achenheim	0,523	0,661	0,540	-	-	La gestion des travaux s'effectue de manière globale à l'échelle des 33 communes. Seul le chiffre global est donc pertinent
		Blaesheim	3,362	0,785	0,758	-	-	
		Kolbsheim	0,000	2,817	2,747	-	-	
		Plobsheim	0,000	0,278	0,322	-	-	
		Strasbourg - La Wantzenau	0,884	0,888	0,724	-	-	
		GLOBAL	0,872	0,880	0,721	0,755	0,766	
P254.3 Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau	%	Achenheim	100	100	100	100	100	
		Blaesheim	Absence d'acte individuel	Absence d'acte individuel	Absence d'acte individuel	Absence d'acte individuel	Absence d'acte individuel	
		Kolbsheim	Absence d'acte individuel	Absence d'acte individuel	Absence d'acte individuel	Absence d'acte individuel	Absence d'acte individuel	
		Plobsheim	Absence d'acte individuel	Absence d'acte individuel	Absence d'acte individuel	Absence d'acte individuel	Absence d'acte individuel	
		Strasbourg - La Wantzenau	100	100	100	99,7	100	
P255.3 Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	unité	Achenheim	110	110	110	110	110	
		Blaesheim	-	-	-	-		Pas de compétence sur ce système
		Kolbsheim	-	-	-	-		Pas de compétence sur ce système
		Plobsheim	110	110	110	110	110	
		Strasbourg - La Wantzenau	110	110	110	110	110	
P256.2 Durée d'extinction de la dette de la collectivité	an	Achenheim	< 1 an	< 1 an	< 1 an	< 1 an	3,7 ans	
		Blaesheim	< 1 an	< 1 an	< 1 an	< 1 an	3,7 ans	
		Kolbsheim	-	-	-	-	3,7 ans	
		Plobsheim	< 1 an	< 1 an	< 1 an	< 1 an	3,7 ans	
		Strasbourg - La Wantzenau	< 1 an	< 1 an	< 1 an	< 1 an	3,7 ans	

Indicateurs de performance	Unité	Système d'assainissement	2021	2022	2023	2024	2025	Commentaire
P257.0 Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	%	Achenheim	2,60	2,20	2,00	2,40	1,40	
		Blaesheim	2,60	2,20	2,00	2,40	1,40	
		Plobsheim	2,60	2,20	2,00	2,40	1,40	
		Strasbourg - La Wantzenau	2,60	2,20	2,00	2,40	1,40	
P258.1 Taux de réclamations	nb/ 1000 hab.	Achenheim	-	-	-	-	-	
		Blaesheim	-	-	-	-	-	
		Kolbsheim	-	-	-	-	-	
		Plobsheim	-	-	-	-	-	
		Strasbourg - La Wantzenau	0,08	0,06	0,06	0,00	0,02	

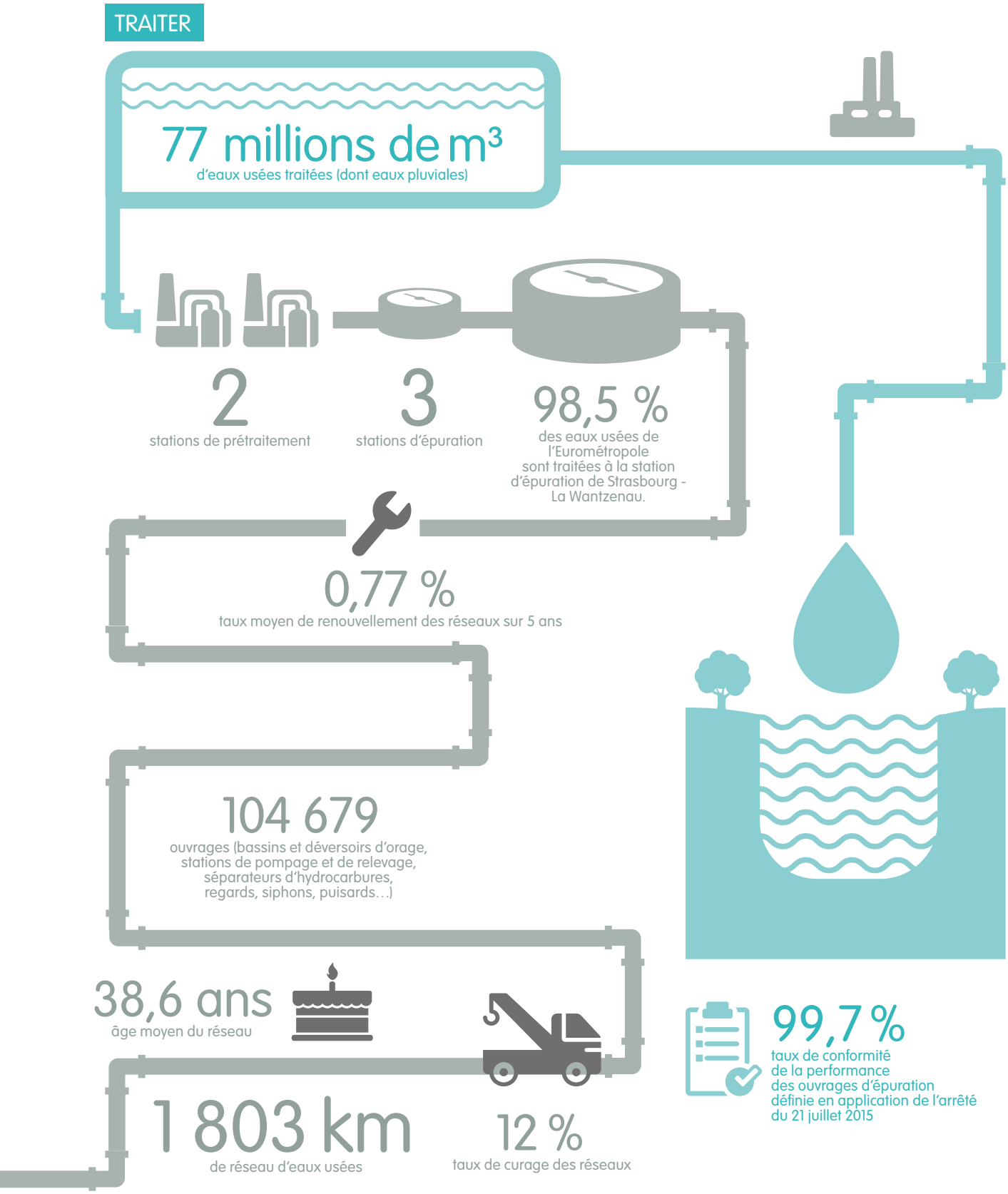
SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Indicateurs descriptifs du service	Unité	Système d'assainissement	2021	2022	2023	2024	2025	Commentaire
D301.0 Évaluation du nombre d'habitant·es desservi·es par le service public de l'assainissement non collectif	hab.	Achenheim	75	93	102	84	84	
		Blaesheim	15	15	15	15	15	
		Kolbsheim	27	21	24	24	24	
		Plobsheim	138	111	114	111	108	
		Strasbourg - La Wantzenau	1 332	1 377	1 809	1 569	1 785	
D302.0 Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif	unité	Achenheim	100	100	100	100	100	zonage délibéré
		Blaesheim	100	100	100	100	100	
		Kolbsheim	100	100	100	100	100	
		Plobsheim	100	100	100	100	100	
		Strasbourg - La Wantzenau	100	100	100	100	100	
P301.3 Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif	%	Global	55,52	53,22	53,34	54,73	57,54	

Distribution de l'eau



Assainissement des eaux usées



SEMINSE • SE26000413

L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE



PRODUIRE

DE LA NAPPE AU ROBINET

L'eau consommée par les habitant·es de l'Eurométropole provient exclusivement de la nappe phréatique rhénane. C'est l'une des plus importantes réserves d'eau potable d'Europe. Accessible à une profondeur de quelques mètres seulement, profonde de 140 m au niveau de Strasbourg, son volume d'eau est estimé à 35 milliards de m³ côté alsacien. Le renouvellement est estimé à 1,3 milliard de m³ chaque année.

UNE RESSOURCE À PRÉSERVER

Le service public de l'eau potable et de l'assainissement met en œuvre une démarche de sensibilisation des industriels et des exploitations agricoles présents dans les zones d'emprunt des captages. Des visites de sites sont régulièrement menées afin de rappeler les mesures préventives et éventuellement curatives à mettre en œuvre sur chaque site pour protéger la qualité de la ressource en eau.

PRÉLEVER

Sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, 10 sites de production permettent de satisfaire les besoins en eau des habitants, des industriels, des artisan·es et des services publics (espaces verts, services d'incendie et de secours…).

Unité de distribution de Strasbourg

(Bischheim, Eckbolsheim, Hoenheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim, Oberhausbergen, Ostwald, Reichstett, Schiltigheim, Souffelweyersheim, Strasbourg et Wolfisheim).

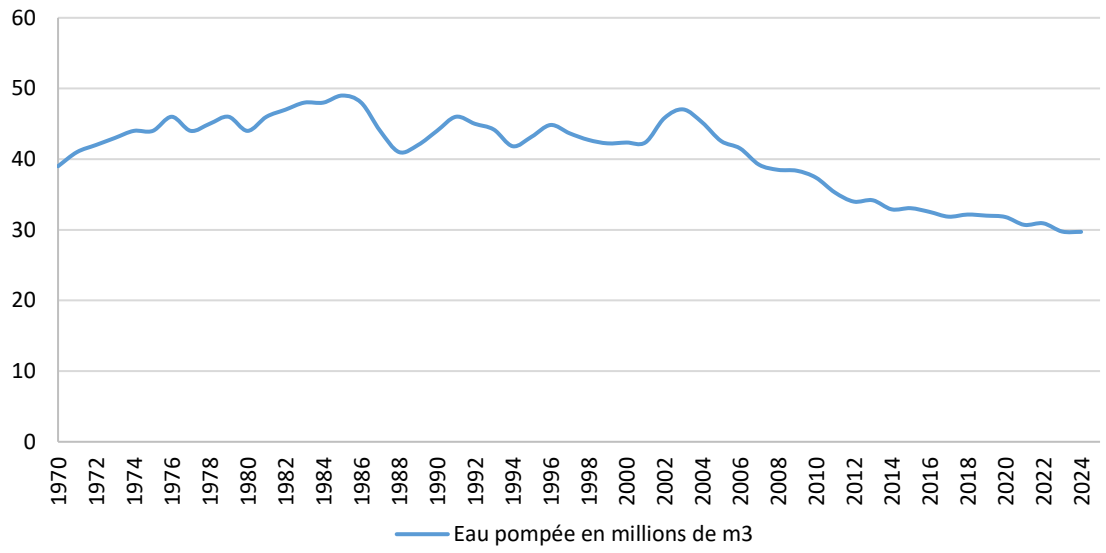
Cette unité possède un réservoir à Oberhausbergen de 30 000 m³. L'évolution des volumes d'eau produits est présentée ci-dessous.

Évolution de la production annuelle

Production annuelle en m³/an	2021	2022	2023	2024	2025
Station du Polygone	27 323 252	28 427 125	27 250 612	27 503 756	27 785 464
Station Oberhausbergen	2 535 830	1 969 103	1 457 729	1 724 794	2 268 225
Lingolsheim	826 817	508 986	1 030 829	577 584	0
Strasbourg - Robertsau	15 460	15 486	14 774	133	0
Production totale	30 701 359	30 920 700	29 753 944	29 806 267	30 053 689
Volume refoulé dans le réseau*	29 935 546	30 428 613	28 954 244	28 992 597	29 272 636

* Production totale - eaux de service

Évolution de la production depuis 1970 dans l'unité de distribution de Strasbourg



Unité de distribution de Ill-Andlau

(Eschau, Fegersheim, Lipsheim et Plobsheim)

Cette unité comprend un réservoir à Fegersheim de 880 m³. Deux captages sont présents sur le territoire de l'Eurométropole : le captage d'Eschau et le captage de Fegersheim. Un troisième forage est situé à Ichtratzheim (hors Eurométropole).

Captages	Volume produit en 2021	Volume produit en 2022	Volume produit en 2023	Volume produit en 2024	Volume produit en 2025
Eschau	387 724	336 462	367 036	384 385	78 503
Fegersheim	617 657	626 045	579 198	609 355	831 872
Total	1 005 381	962 507	946 234	993 740	910 375

Unité de distribution de Strasbourg Sud

(Achenheim, Blaesheim, Breuschwickersheim, Entzheim, Geispolsheim, Hangenbieten, Holtzheim, Kolbsheim et Oberschaeffolsheim)

Cette unité de distribution comprend cinq réservoirs :

- le réservoir de Blaesheim 480 m³,
- le réservoir du Lerchenberg 5 000 m³,
- le réservoir de Kobsheim 202 m³,
- le réservoir de Breuschwickersheim 280 m³,
- le réservoir de Hangenbieten 800 m³.

Sur l'unité de distribution de Strasbourg Sud, trois puits sont présents à Geispolsheim et à Holtzheim.

Captages	Volume produit en 2021	Volume produit en 2022	Volume produit en 2023	Volume produit en 2024	Volume produit en 2025
Production Geispolsheim	1 941 982	2 121 401	2 280 003	2 516 909	2 493 737
Production Holtzheim Puits 1	341 233	176 650	52 303	29 396	26 859
Production Holtzheim Puits 2	405 096	177 355	100 246	28 505	23 463
Total	2 688 311	2 475 406	2 432 552	2 574 810	2 554 059

Unité de distribution de La Wantzenau

Cette unité comprend un réservoir à La Wantzenau de 535 m³.

Sur l'unité de distribution de La Wantzenau, deux puits sont présents.

Captages	Volume produit en 2021	Volume produit en 2022	Volume produit en 2023	Volume produit en 2024	Volume produit en 2025
Production La Wantzenau Puits 2	119 910	136 068	126 735	145 547	129 078
Production La Wantzenau Puits 3	249 637	259 024	272 802	206 474	258 591
Total	369 547	395 092	399 537	352 021	387 669

Unité de distribution de Strasbourg Nord
(Eckwersheim, Lampertheim, Mittelhausbergen, Mundolsheim, Niederhausbergen et Vendenheim)
Cette unité comprend deux réservoirs :

- le réservoir de Niederhausbergen 1 800 m^3,
- le réservoir de Vendenheim 388 m^3.

Sur l'unité de distribution de Strasbourg Nord, trois puits sont présents à Lampertheim.

Captages	Volume produit en 2021	Volume produit en 2022	Volume produit en 2023	Volume produit en 2024	Volume produit en 2025
Production puits 1 et puits 2 Lampertheim	783 847	882 768	945 380	679 314	578 485
Production puits 3 Lampertheim	37 156	103 000	205 886	208 161	239 083
Total	821 003	985 768	1 151 266	887 475	817 568

Unité de Production du Kochersberg (Osthoffen)
Osthoffen relève de l'unité de distribution rattachée au Kochersberg et ne dispose pas de puits sur son territoire mais dispose d'un château d'eau d'un volume de 325 m^3.

Production annuelle sur le territoire de l'EMS

Captages	Volume produit en 2021	Volume produit en 2022	Volume produit en 2023	Volume produit en 2024	Volume produit en 2025
Unité de distribution de Ill-Andlau	1 005 381	962 507	946 234	993 740	910 375
Unité de distribution de Strasbourg Sud	2 688 311	2 475 406	2 432 552	2 574 810	2 554 059
Unité de distribution de La Wantzenau	369 547	395 092	399 537	352 021	387 669
Unité de distribution de Strasbourg Nord	821 003	985 768	1 151 266	887 475	817 568
Unité de distribution de Strasbourg	30 701 359	30 920 700	29 753 944	29 806 267	29 272 636
Total territoire EMS	35 585 601	35 739 473	34 683 533	34 614 313	33 942 307

INDICATEUR DE PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU

100

Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau. Cette valeur signifie que l'ensemble des mesures définies par les arrêtés préfectoraux est mis en œuvre ainsi que le suivi des périmètres de protection des captages d'eau.

INTERCONNEXIONS ET ÉCHANGES D'EAU

Les différents réseaux de l'Eurométropole de Strasbourg sont non seulement interconnectés entre eux mais également avec d'autres réseaux des collectivités périphériques (Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig, Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace Moselle, territoire de Kilstett / Gambsheim, Territoire Alsace Centrale, territoire Centre Nord…).
Les échanges d'eau réalisés dans le cadre de ces interconnexions permettent de pouvoir assurer un service de meilleure qualité aux abonné·es mais également un secours en eau en cas de besoin et d'incident tel qu'une casse sur une conduite.

CONTRÔLER LA QUALITÉ DE L'EAU

De la nappe phréatique d'Alsace à la carafe, il n'y a qu'un robinet d'eau froide à ouvrir…
Produit naturel pompé dans la nappe phréatique d'Alsace, l'eau distribuée au robinet des habitant·es de l'Eurométropole de Strasbourg est disponible au robinet 24 heures sur 24 et 365 jours par an, elle ne demande pas d'usine d'embouteillage, pas d'emballage, pas de transport, pas de traitement des déchets ni de recyclage ! Elle est écologique et économique.

Garantir la qualité
L'Eau de l'Eurométropole de Strasbourg respecte l'ensemble des paramètres de potabilité définis par le Code de la santé publique dans le cadre des normes européennes.

L'eau : l'aliment le plus contrôlé en France
Deux niveaux de contrôle permettent de garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée et d'assurer sa conformité aux normes françaises et européennes.

Le contrôle sanitaire du préfet
Un contrôle sanitaire est exercé par le préfet. Il comprend notamment :

- l'inspection des installations,
- le contrôle des mesures sanitaires mises en œuvre,
- la réalisation d'un programme d'analyses de la qualité de l'eau par un laboratoire indépendant et agréé par le Ministère de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées.

Captages	Strasbourg	Strasbourg-Nord	Strasbourg-Sud	Ill-Andlau	La Wantzenau	Osthoffen
Nombre prélèvements dans le cadre du contrôle sanitaire réglementaire	669	47	59	33	19	10
Taux conformité bactériologique	99,7 %	97,8 %	100 %	100 %	100%	100%
Taux conformité physico-chimique (*)	96%	100%	65%	100%	100%	100%

(*) le taux de conformité correspond au taux de conformité pour les pesticides et métabolites pertinents. En 2025, des dépassements des seuils réglementaires ont été constatés. Ces faibles dépassements restent inférieurs aux seuils sanitaires et ne présentent aucun risque pour la santé. La consommation d'eau ne fait l'objet d'aucune contre-indication.

L'auto-contrôle du service public de l'eau potable et de l'assainissement

Il s'exerce en complément du contrôle du préfet et comprend notamment :

- une vérification régulière des mesures prises pour la protection de la ressource et du fonctionnement des installations,
- un programme d'analyses effectuées en différents points des installations.

UN RÉSEAU DE MÉDECINS SENTINELLES POUR SURVEILLER LA QUALITÉ DE L'EAU

Sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, une veille sanitaire d'alerte en matière de pathologie digestive pouvant être en rapport avec la consommation d'eau est mise en œuvre.

Celle-ci est organisée afin d'identifier l'occurrence de situations anormales et d'en informer les autorités sanitaires et administratives compétentes qui prendront les mesures adéquates (enquête, analyses complémentaires, information des usagers et usagères…).

Elle repose sur un réseau de professionnel·les de santé, coordonné par un bureau d'étude spécialisé en épidémiologie. La société OPEN ROME assure cette prestation.

En cas de survenue d'une contamination du réseau ou d'une suspicion d'incident, le système est en mesure d'informer rapidement tous les professionnel·les de santé concerné·es pour leur permettre de mettre en œuvre des pratiques thérapeutiques adaptées à la situation et de servir de relais auprès de leurs patient·es en matière d'information sanitaire.

33 942 307 m³ produits en 2025 sur le territoire métropolitain

178 litres

C'est le volume moyen d'eau distribuée par jour et par habitant·e (tous usages confondus).

80 199 m³

C'est le volume moyen distribué chaque jour sur l'unité de distribution de Strasbourg.

94 761 m³

C'est le volume distribué le 26 juin 2025, jour de la plus forte consommation pour l'unité de distribution de Strasbourg.

10 analyses sur les points de consommation par jour

3 600

prélèvements effectués sur l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre du contrôle sanitaire et de l'autocontrôle sur le réseau de distribution.

Taux de conformité bactériologique

99,6 %

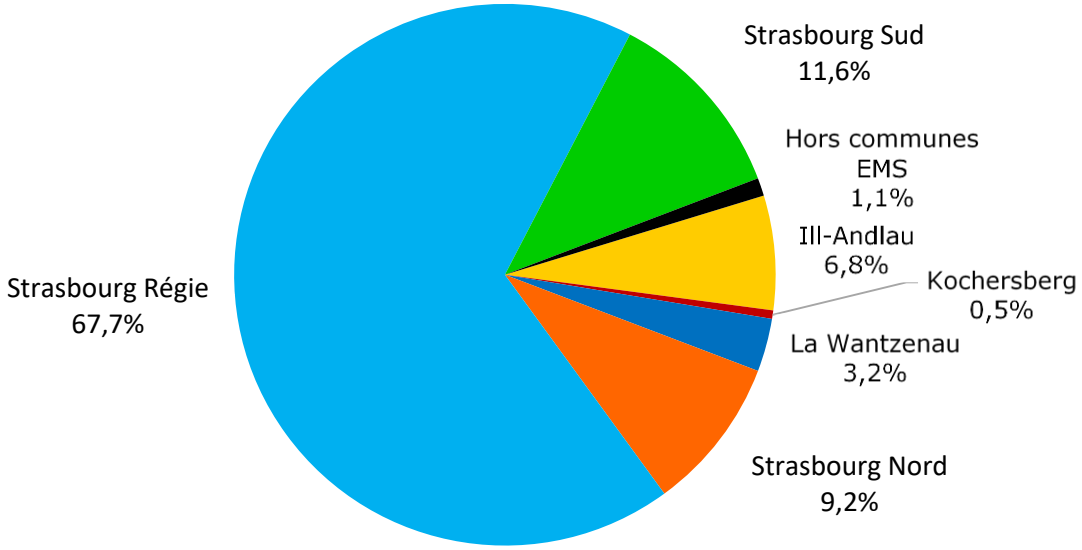
11 réservoirs de stockage d'eau sur l'Eurométropole de Strasbourg pour un volume total de **40 690 m³**.



DISTRIBUER

La distribution de l'eau sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg est assurée par refoulement associé à 11 réservoirs. Ces réservoirs se remplissent essentiellement la nuit et permettent de répondre aux variations de la demande le jour. La pression en sortie des stations de pompage est d'environ 5 à 6 bars. Un réseau de 1 596 km de conduites assure le transport de l'Eau de Strasbourg et sa distribution jusqu'aux abonné·es : 1 106 km sur le secteur de la Régie Eurométropole et 490 km sur les secteurs dont l'exploitation est confiée au SDEA. Ce réseau est actuellement divisé en plusieurs unités de distribution, elles-mêmes divisées en secteurs de manière à optimiser la surveillance et la détection de fuites éventuelles.

Répartition des linéaires de réseau en fonction des unités de distribution



UN PATRIMOINE UNIQUE

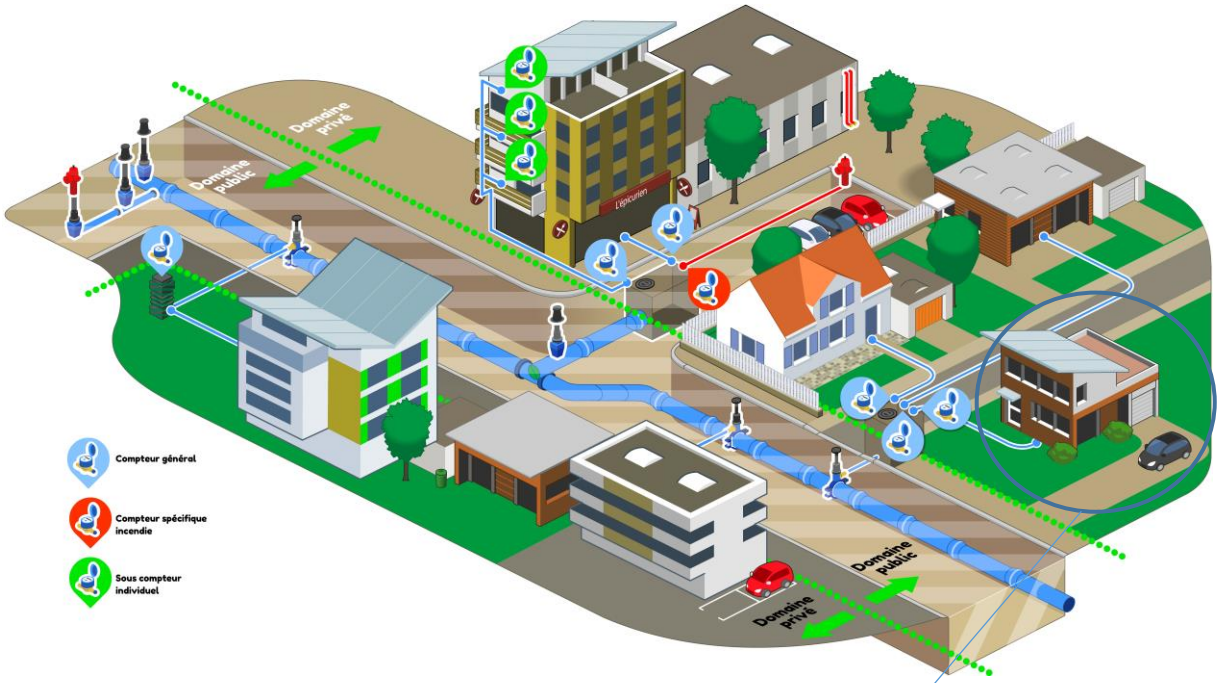
Construit à partir de 1878, ce réseau a sans cesse été étendu, entretenu et renouvelé au fil des ans. Les conduites, dont certaines mesurent jusqu'à 1 m de diamètre, sont régulièrement inspectées et renouvelées.

AMENER L'EAU AU ROBINET

Le réseau de distribution d'eau potable est constitué des éléments suivants :

		Secteur Régie Eurométropole	Secteur confié au SDEA	Total Eurométropole
Robinets-Vannes		18 325	4800	23 125
Vannes papillon Ø > 300 mm		402	107	509
Fosses de prélèvements (qualité de l'eau)		311	0	311
Fosses de sectorisation (lutte contre les fuites)		72	21	93
Branchements		47 614	22 849	70 463
Équipements de lutte contre les incendies	**- Hydrants**	3 625 dont 2 788 non PEI	104 dont 23 non PEI	3 729 dont 2 811 non PEI
	- Poteaux incendie	3 747	1 904	5 651
	- Puits	1	17	18

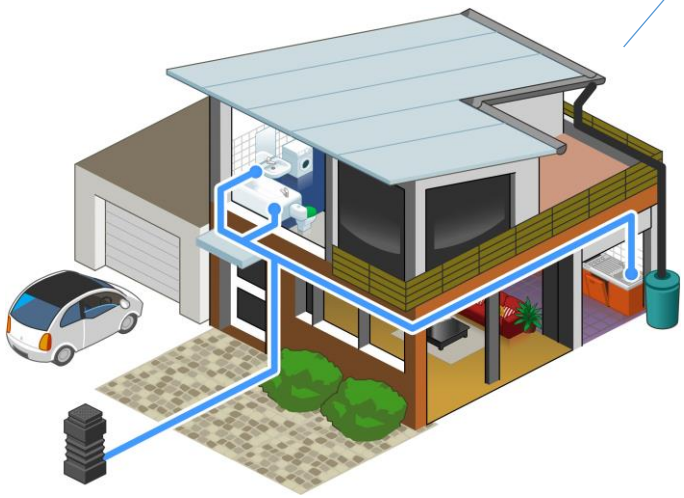
L'ACHEMINEMENT DE L'EAU JUSQUE DANS LES HABITATIONS



Installations intérieures

Canalisations et appareils de toute nature situés à l'aval du second robinet d'arrêt après le compteur. L'abonné·e en est seul·e responsable.

L'utilisation d'eau de pluie (ou de puits) n'est autorisée que pour des usages non domestiques (arrosage).

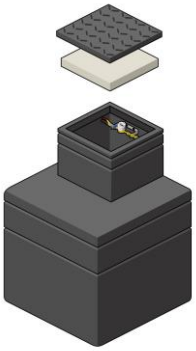


Installations Publiques

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique :

- La prise d'eau sur la conduite de distribution publique,
- Le robinet de prise et la bouche à clé
- La canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé jusqu'au regard compteur.

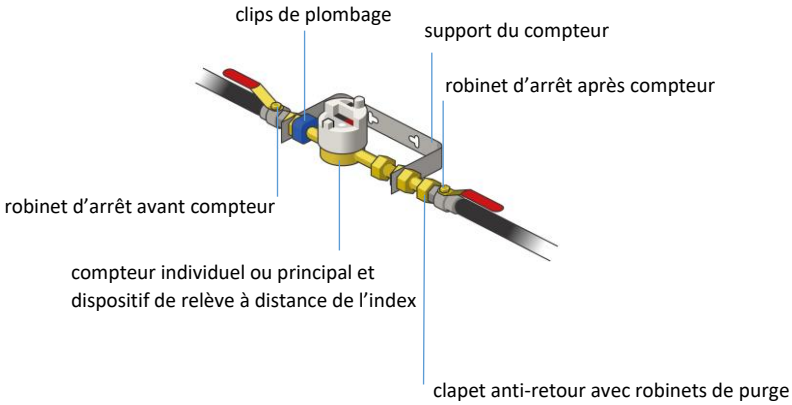
L'ensemble du branchement défini ci-dessus, parfois qualifié de branchement dans sa partie publique, est un équipement propre de l'abonné qui fait cependant partie du service public et qui appartient à la collectivité. Les travaux d'entretien et de renouvellement du branchement sont à la charge de la collectivité.



Regard compteur compact incongelable

Le regard compteur installé sur la parcelle privée en limite parcellaire au plus près de l'alignement public doit être conforme aux prescriptions techniques figurant en annexe du règlement de l'eau. Le regard sur la parcelle privée est un équipement propre de l'abonné·e, son entretien et en particulier l'accès au tampon d'ouverture doit être permanent.

En cas de fuite dans son installation intérieure, l'usager doit se limiter à fermer le robinet d'arrêt situé après le compteur.



Compteur

Appareil destiné à mesurer le volume de consommation d'eau et dont les indications permettent d'établir la facture d'eau et d'assainissement. Il s'agit d'un modèle agréé par la règlementation en vigueur et son diamètre est adapté aux besoins de fourniture en eau.
Il est la propriété de la COLLECTIVITÉ qui en assure l'entretien et le renouvellement lorsqu'il arrive en fin de vie règlementaire.



B Index des volumes

Les chiffres sur fond noir correspondent à l'index de votre compteur en mètres cubes. C'est sur la base de cet index que votre consommation sera facturée. Les chiffres sur fond rouge (hectolitres, décalitres, litres voire décilitres) ne figurent pas sur votre facture. Ils nous aident à surveiller votre consommation et à détecter une éventuelle fuite.

A Dispositif de relève à distance

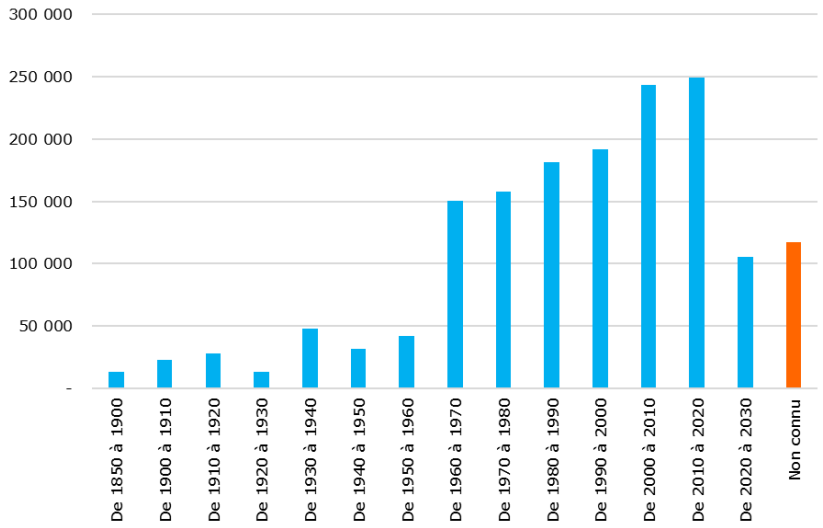
Équipement permettant de relever à distance l'index des compteurs, communément appelé « radio relève ». Ce dispositif comprend un émetteur d'impulsions fixe sur le compteur qui émet des ondes uniquement lors de son activation à l'occasion du passage du releveur à l'extérieur de l'immeuble (2 fois par an).

MAINTENIR UN HAUT NIVEAU D'ENTRETIEN ET DE VALORISATION DU PATRIMOINE

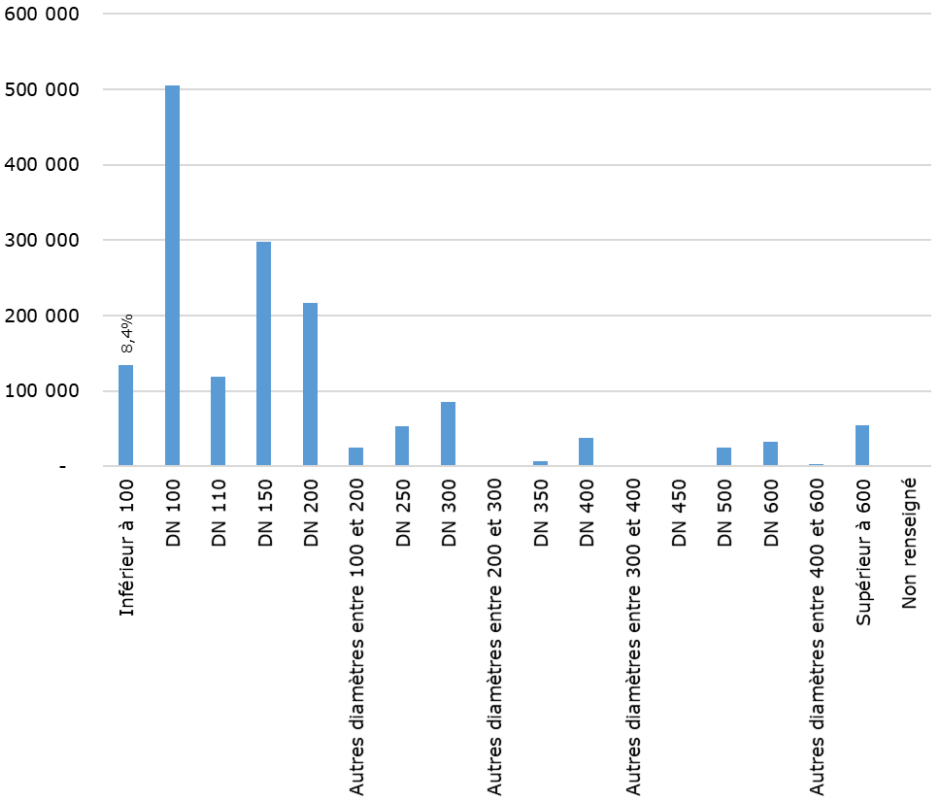
Âge moyen des conduites du réseau d'eau (pourcentage de la longueur totale en mètre)

Âge moyen du réseau d'eau potable : 39,5 ans

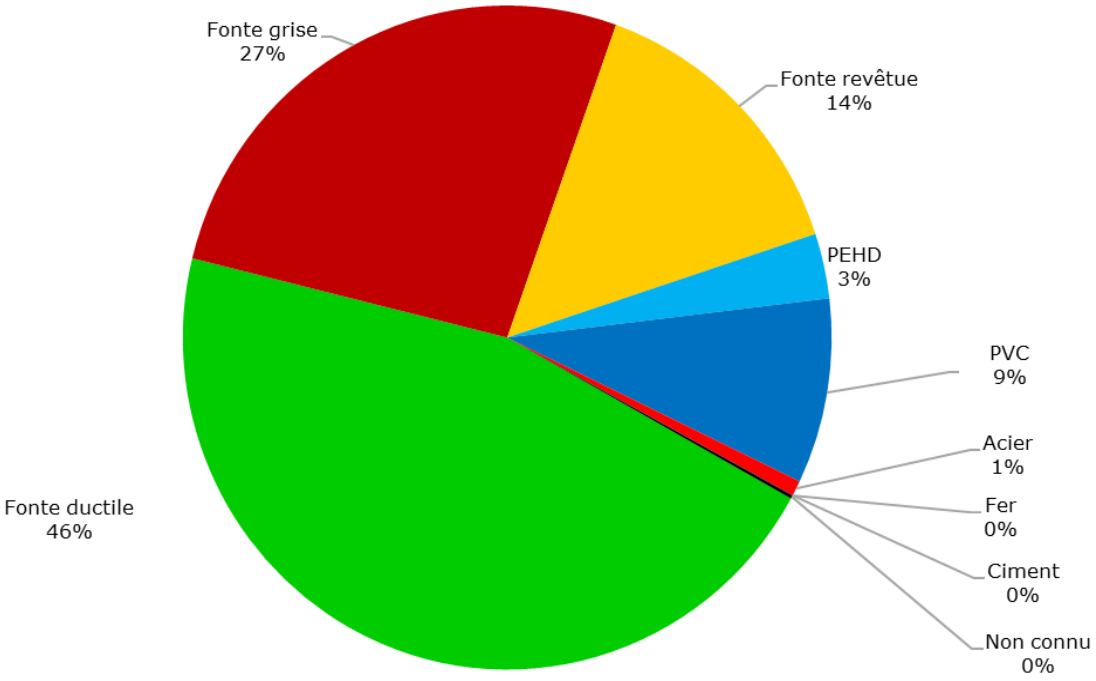
(moyenne pondérée par le linéaire, à l'échelle de l'Eurométropole de Strasbourg)



Répartition des conduites par diamètre nominal (Diamètres en mm)



Répartition des conduites d'eau en fonction de la nature des matériaux (en%)



ABONNEMENTS ET BRANCHEMENTS

À chaque branchement son type d'abonnement. C'est le diamètre du branchement qui définit le type d'abonnement. Pour les particuliers, le branchement standard est d'un diamètre de 15 mm. Il peut aller jusqu'à 100 mm voire au-delà pour des besoins spécifiques.

Nombre de branchements réalisés en 2025 :

Secteur Régie

Commune	Nombre de branchements pour l'alimentation en eau potable (AEP)
Bischheim	3
Eckbolsheim	3
Hoenheim	5
Illkirch-graffenstaden	10
Lingolsheim	5
Oberhausbergen	2
Ostwald	7
Reichstett	2
Schiltigheim	15
Souffelweyersheim	6
Strasbourg	88
Wolfisheim	4
Total	150

Secteur confié au SDEA

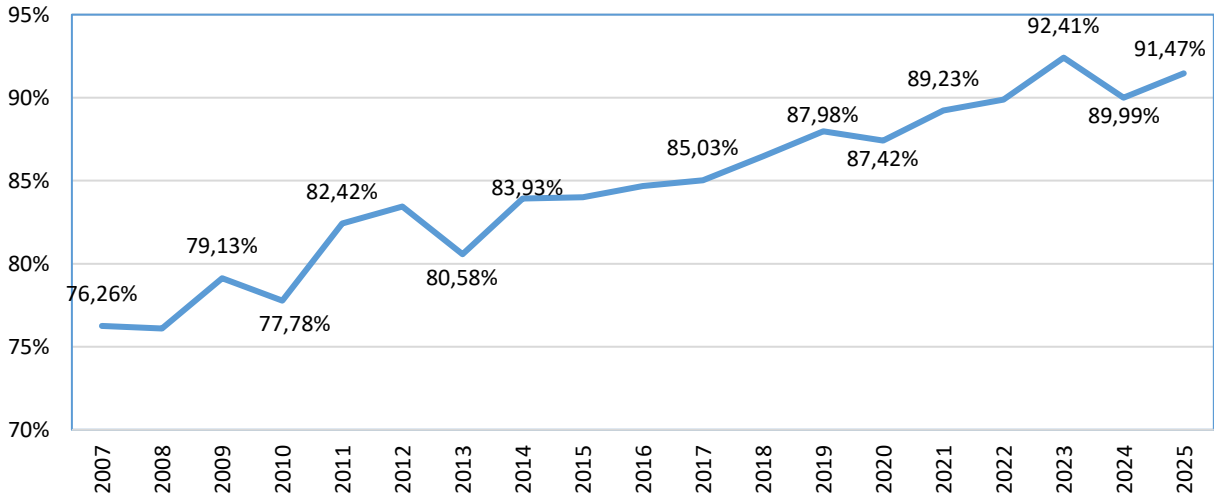
Commune	Nombre de branchements pour l'alimentation en eau potable (AEP)
Achenheim	0
Blaesheim	5
Breuschwickersheim	1
Eckwersheim	1
Entzheim	6
Eschau	11
Fegersheim	4
Geispolsheim	8
Hangenbieten	1
Holtzheim	6
Kolbsheim	1
La Wantzenau	8
Lampertheim	3
Lipsheim	8
Mittelhausbergen	4
Mundolsheim	2
Niederhausbergen	6
Oberschaeffolsheim	7
Osthoffen	5
Plobsheim	10
Vendenheim	7
Total	104

ASSURER LA PERFORMANCE DU RÉSEAU

Le service public de l'eau potable et de l'assainissement est garant de l'approvisionnement en eau potable sur l'ensemble du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.
À partir de son centre de contrôle, il adapte la production à la demande et régule la circulation de l'eau dans le réseau.
Les multiples stations de mesure en continu localisées sur le réseau assurent une vision permanente de la qualité de l'eau et des paramètres de fonctionnement hydraulique.
Cette surveillance permanente se complète d'un programme de recherche de fuites et d'amélioration du rendement du réseau.
Sur les secteurs dont il assure l'exploitation, le SDEA procède aux mêmes contrôles et suivis sur l'ensemble des installations, de la production à la distribution et rend compte à la Régie.

RÉDUIRE LES PERTES EN EAU

Rendement du réseau d'eau potable



Rendement du réseau de distribution (Rdt) = 91,47 %

Cet indicateur global du réseau est déterminé sur l'ensemble des périmètres sous maîtrise d'ouvrage de l'Eurométropole de Strasbourg, à savoir 33 communes depuis 2017.

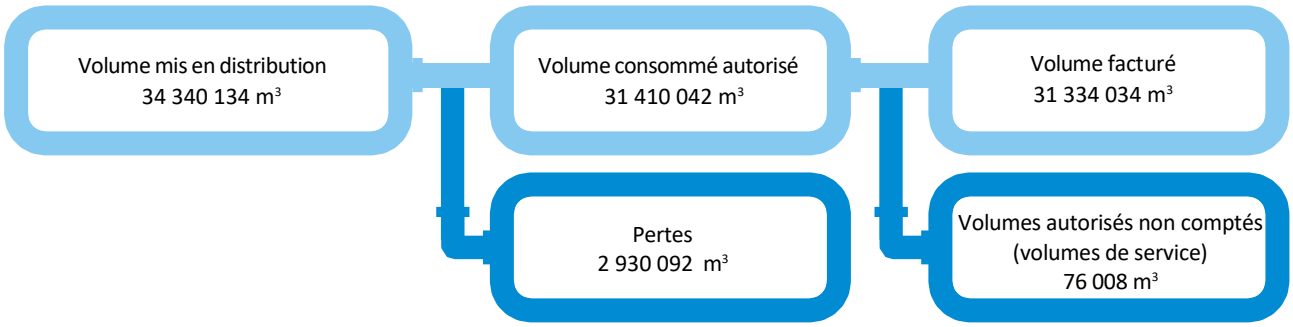
Il s'agit du ratio entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté des volumes vendus en gros à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés en gros à d'autres services publics d'eau potable.

Rendement du réseau de distribution
Cet indicateur reflète les efforts de sobriété menés par l'Eurométropole de Strasbourg pour limiter les prélèvements sur la ressource en eau.
1% d'amélioration du rendement de réseau économise 350.000m³ d'eau prélevée à la nappe.
En 10 ans le rendement de réseau a été amélioré de plus de 10%.

Indice linéaire des volumes non comptés (ILVNC) = 5,26 m³/km/j
Cet indicateur permet de connaître, par kilomètre de réseau et par jour, la part des volumes mis en distribution qui ne fait pas l'objet d'un comptage lors de sa distribution aux abonné·es. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonné·es et de l'efficacité de la gestion du réseau. Il s'agit du ratio entre le volume non compté, qui est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé, et le linéaire de réseau de desserte.

Indice linéaire des pertes en réseau (ILP) = 5,13 m³/km/j
Cet indicateur permet de connaître par kilomètre de réseau la part des volumes mis en distribution qui sont consommés sans autorisation sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau qui vise à lutter contre les pertes d'eau en réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés. Il s'agit du ratio entre le volume de pertes, qui est la différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé, et le linéaire de réseau de desserte.

Récapitulatif des différents volumes



Recherche active des fuites sur le réseau d'eau potable
La totalité du linéaire de réseau d'eau potable est suivie en détection de fuite par des dispositifs de surveillance combinés :

- sectorisation du réseau (suivi et analyse des débits de nuit) ;
- 50 km de linéaire de réseau surveillé par prélocalisation acoustique installée à demeure sur Strasbourg. Sont ainsi équipés l'hyper centre de Strasbourg et l'ensemble des secteurs à risques (galeries souterraines, …) ;
- campagne de recherche de fuite systématique par sous-secteur, sur le principe de pose / relève / dépose de capteurs acoustiques.

La recherche de fuites a de plus été dotée d'un troisième véhicule et d'un nouvel appareil de recherche de fuite electro acoustique.

LA RADIO-RELÈVE DES COMPTEURS D'EAU

Plus de 99 % des compteurs de l'Eurométropole de Strasbourg sont équipés d'un module de radio-relève des données de consommation.
Toujours accessibles, ces modules permettent une facturation plus juste sur la base de l'index réel et une détection facilitée de toute anomalie chez les abonnés (fuite, retour d'eau…). L'amélioration de l'outil de relève depuis 2022 a permis d'expérimenter la relève compteur rapide (Drive by). La poursuite du déploiement en 2025 permet également la géolocalisation des compteurs pour une meilleure intégration dans les outils de gestion du service.

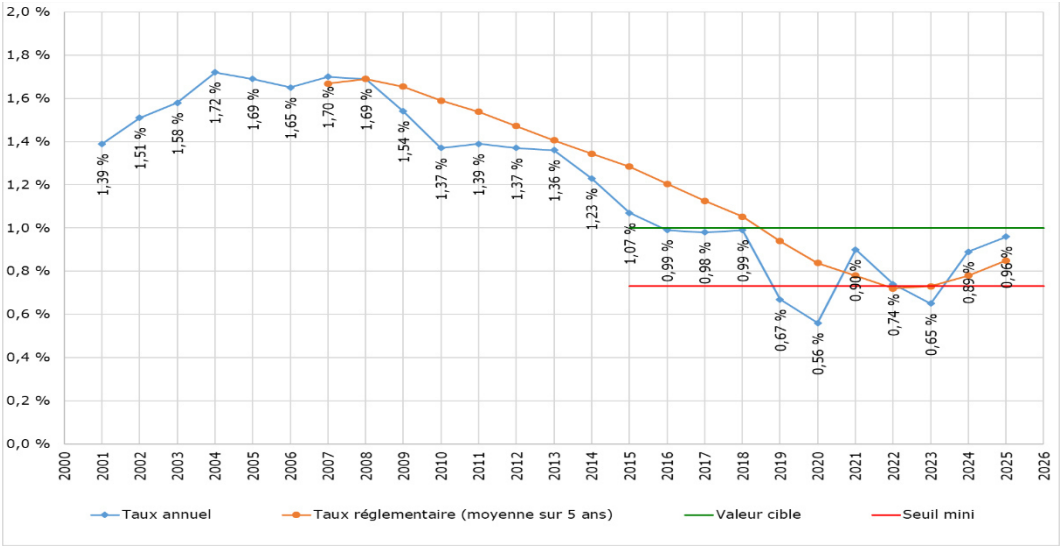
La poursuite de l'expérimentation sur de la télérelève pour des abonné·es sensibles ou des « gros consommateurs » permet de démontrer les bénéfices d'un tel mode de relève pour des consommateurs particuliers mais également d'éprouver l'exploitation de ces nouvelles installations (mise en place, gestion des batteries, transmission du signal, …).

Ce dispositif permet un suivi plus fin des consommations grâce à ce procédé distant. L'évolution à terme des modes différenciés de relèves (radio et télérelève) permettra de mieux répondre aux attentes des abonné·es en fonction de leurs besoins.

Renouvellement du réseau

	Total Eurométropole de Strasbourg
Linéaire de réseau (en km)	1 596
Linéaire de réseau renouvelé en 2025 (en km)	15,3
Taux de renouvellement : année 2025	0,96
P107.2 : taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (sur 5 ans)	0,85

Taux de renouvellement global du réseau d'eau potable

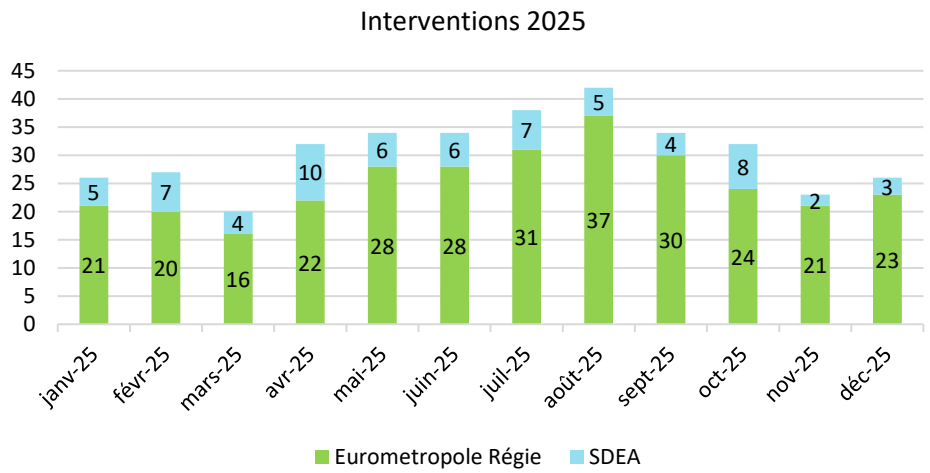


Le taux de renouvellement de l'année 2025 est de 0,96%, en hausse par rapport à l'année précédente (0,85% sur la moyenne des 5 dernières années). Cette valeur est atteinte notamment par la contribution sensible des travaux de renouvellement du réseau d'eau potable faits en accompagnement des travaux du schéma directeur d'assainissement dans le cadre de la mutualisation des moyens et des travaux de tubage faits en accompagnement de projets d'aménagement structurants.

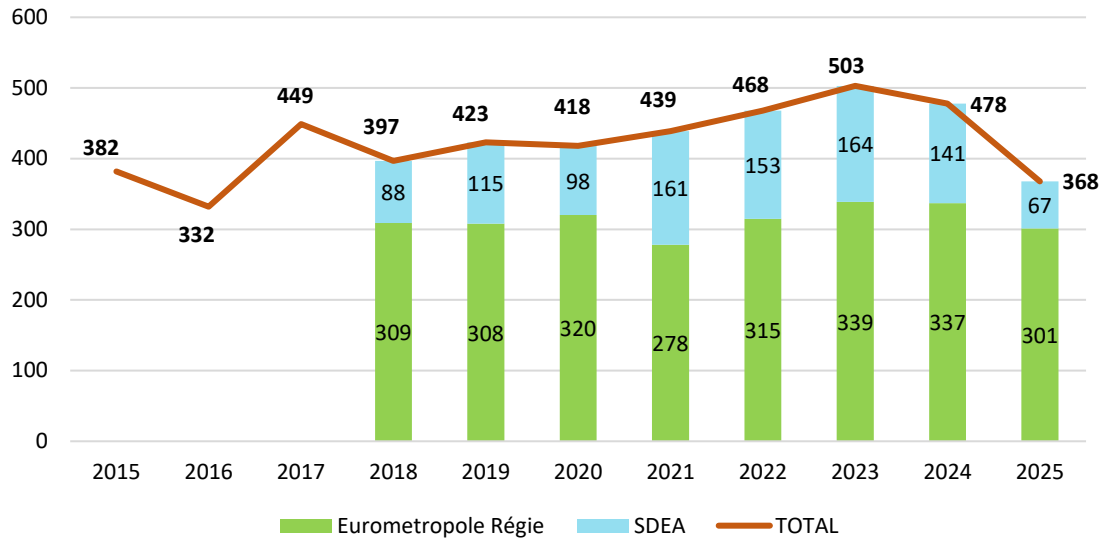
LES INTERVENTIONS D'URGENCE

Les équipes d'astreintes du service et du SDEA interviennent 7j/7 et 24h/24 sur l'ensemble du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Elles assurent les interventions d'urgence sur le réseau d'eau potable (ruptures, fuites…) ainsi que sur les ouvrages de production d'eau pour remédier à tout type de pannes ou d'incidents.
En 2025 les équipes sont intervenues 368 fois en urgence pour assurer l'alimentation en eau des usagers de l'Eurométropole.

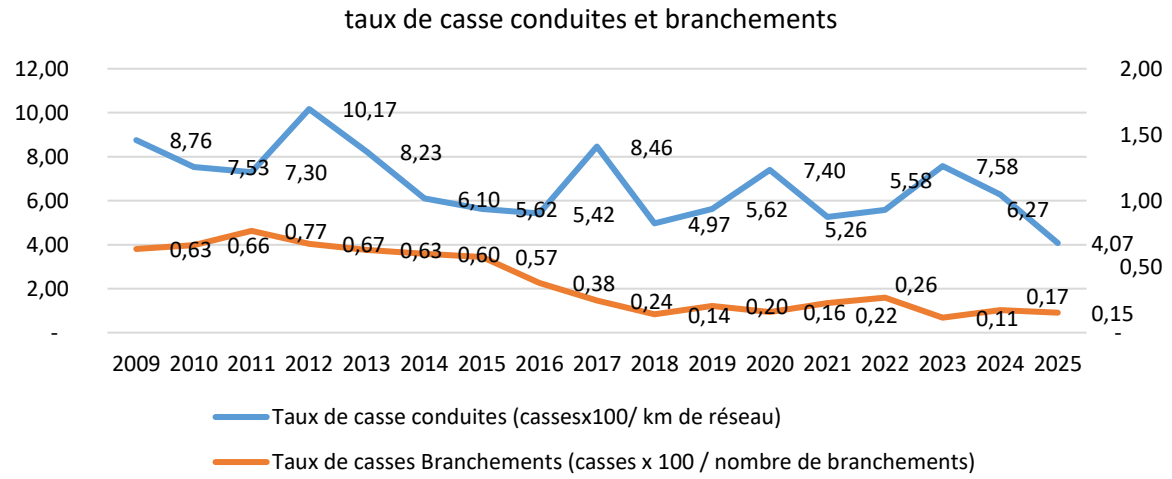
Nombre d'interventions d'astreinte sur le réseau par mois



Nombre d'interventions par an



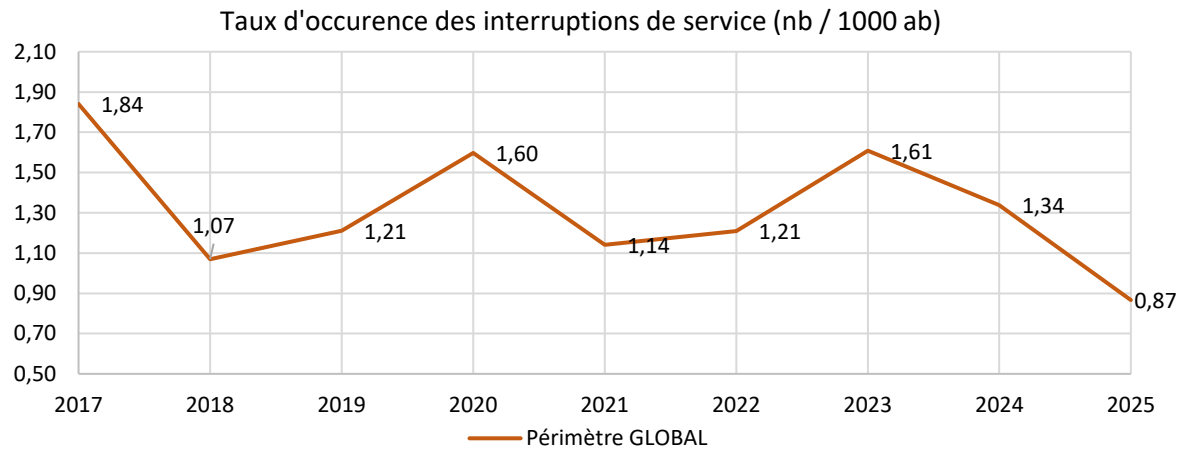
Réparations et interventions curatives



Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées

Ce taux concerne le nombre de coupures d'eau liées au fonctionnement du réseau public pour lesquelles les abonné·es concerné·es n'ont pas été informé·es à l'avance, ce nombre étant rapporté au millier d'abonné·es. Une coupure d'eau est une interruption totale de la fourniture de l'eau à un ou plusieurs abonné·es, en considérant que les incidents de pression ou de qualité de l'eau ne constituent pas une coupure d'eau s'ils n'entraînent pas l'interruption totale de la fourniture. Le taux d'occurrence des interruptions de service non programmées est en moyenne de 0,87 pour l'ensemble de l'Eurométropole de Strasbourg.

*Taux d'occurrence des interruptions de service (nb/1 000 abonné·**es**)*



GESTION PATRIMONIALE

L'ensemble des canalisations du réseau de l'unité de distribution a fait l'objet d'une classification patrimoniale en fonction de plusieurs critères de performance techniques et financiers tels que :

- la continuité de service (taux de casse des conduites, indice linéaire de casse des conduites…),
- la qualité de l'eau (problématiques liées aux paramètres de couleur d'eau),
- les pertes en eau (rendement du secteur),
- l'amortissement des conduites.

Cette classification a permis d'établir un programme de renouvellement des conduites et de prioriser les travaux à mener pour les prochaines années.

L'étude permet non seulement d'identifier individuellement les tronçons qui présentent les statistiques les plus défavorables en terme de risque de casse mais également de quantifier les volumes de travaux à réaliser pour maintenir le réseau dans un bon état de fonctionnement.



État patrimonial des réseaux d'eau potable et échéance théorique de travaux

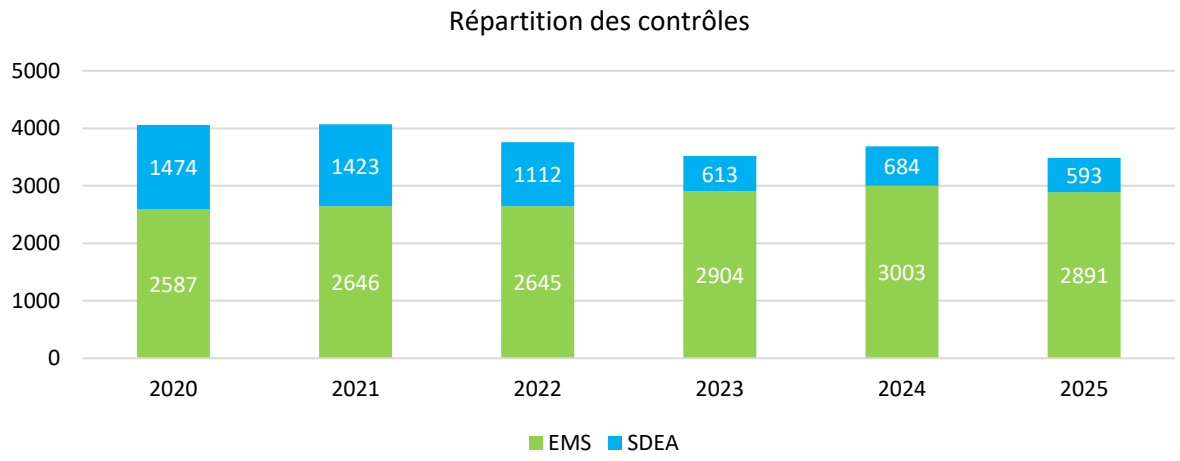
Cette donnée, qui représente l'état statistique intrinsèque de chaque conduite est ensuite croiser avec d'autres données (travaux voirie, travaux d'assainissement, aménagement, données d'exploitation…) pour établir annuellement un programme de travaux cohérent.

DÉFENSE EXTÉRIEURE CONTRE L'INCENDIE (DECI)

Depuis le 15 février 2017 le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) est entré en application. La DECI s'appuie sur une démarche de sécurité par objectifs en fixant un dimensionnement des ressources disponibles en fonction des risques.
Le service public de la DECI est distinct du service de distribution d'eau potable et assure la gestion matérielle qui porte principalement sur la création, la maintenance ou l'entretien, l'apposition de signalisation, le remplacement et l'organisation des contrôles techniques des Points d'eau incendie (PEI) et l'échange d'informations avec les autres services (dont le SIS 67).

Pour les projets de constructions ou d'aménagements, une analyse de risque est réalisée par le service pour vérifier l'adéquation des moyens publics et éventuellement définir des moyens complémentaires privés de la DECI à mettre en œuvre (puits, réserves d'eau naturelle ou artificielle, PEI privé).
Le SDEA réalise sur le périmètre où l'exploitation lui est confiée les contrôles règlementaires C1* sous contrôle de l'Eurométropole. Le service public de l'eau potable et de l'assainissement de l'Eurométropole réalise les autres contrôles, s'assure de récolter les résultats et définit les actions à mener pour améliorer le schéma eurométropolitain général de la DECI.
Les contrôles de type C1*, C2** et C3*** se déroulent sur un cycle de 3 ans sur l'ensemble du parc des PEI.

- *C1 : contrôles de débit et pression (essais débimétriques, accessibilité, état général)
- **C2 : contrôles fonctionnels (présence d'eau, accessibilité, état général)
- ***C3 : reconnaissances opérationnelles par le SIS uniquement (accessibilité, signalisation, état général).

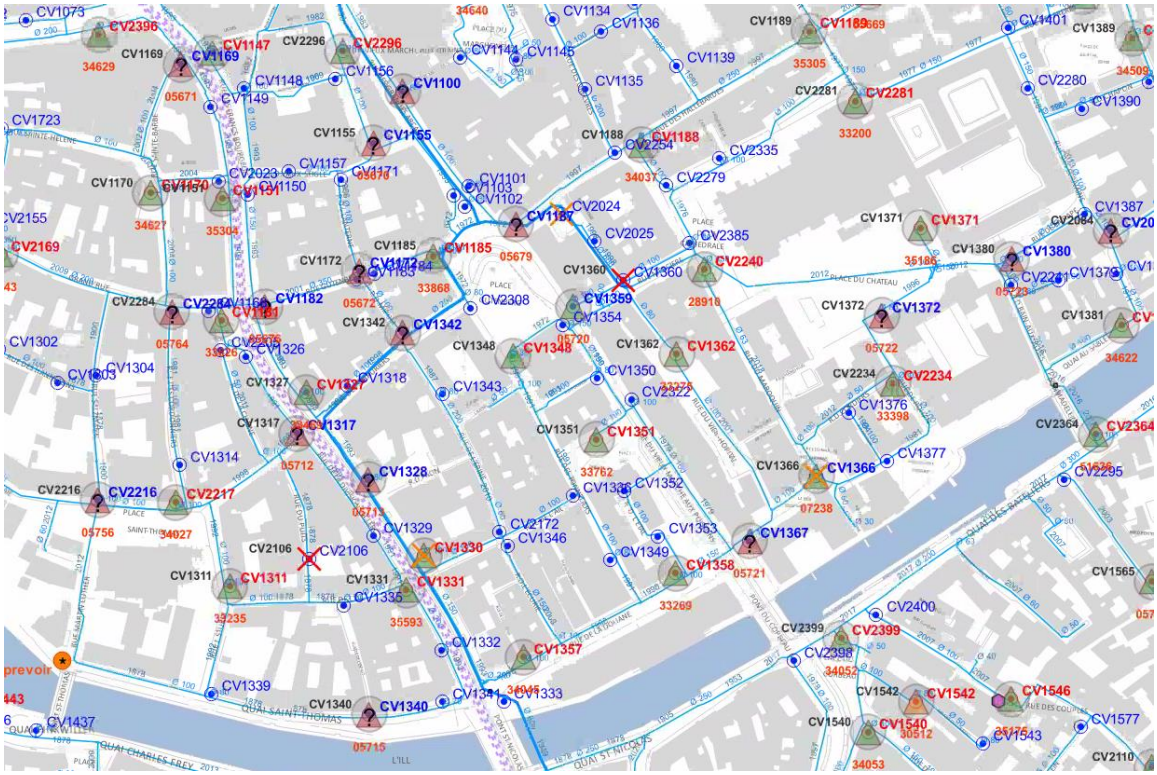


Dans le cadre de ses missions d'exploitation, le service opère quotidiennement la maintenance de ses équipements participants à la défense incendie ainsi qu'au bon fonctionnement du réseau d'eau potable pour garantir la continuité de service.



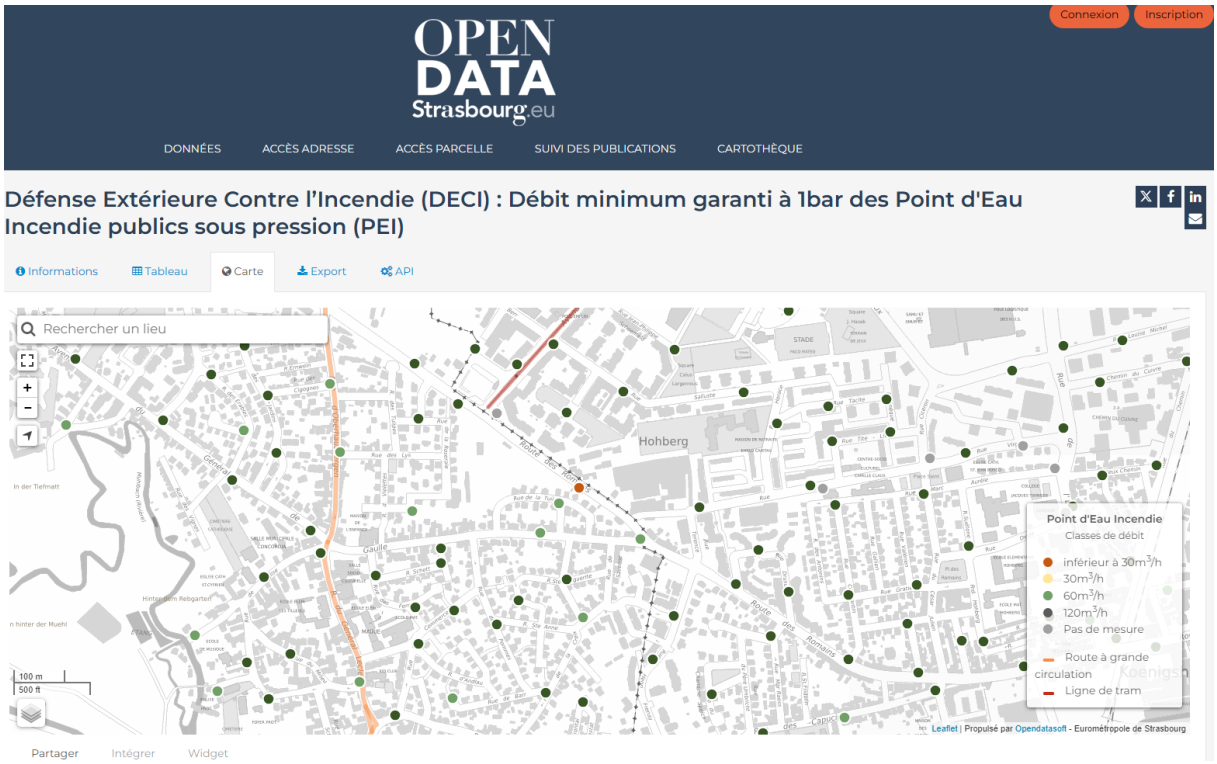
Test d'une bouche incendie

Le service public de la DECI tient à jour une cartographie et renseigne une base de données informatisée des points d'eaux incendie permettant d'assurer un suivi régulier des appareils concourant à la défense incendie (création, suppression, indisponibilité, remise en service), en lien direct avec le SIS67.



Un modeleur graphique (calculateur graphique) développé en interne pour localiser les carences de protection incendie sur le territoire permet de proposer des programmes de travaux afin d'améliorer la protection incendie (schéma directeur DECI) selon les opportunités d'intervention (lors de projets de renouvellement des conduites ou d'aménagement de l'espace public par exemple).

Les débits des PEI sont dorénavant accessibles sur un Open Data pour permettre aux différents intervenants de trouver plus facilement les informations nécessaires quant à la localisation et les débits des points d'eau incendie.

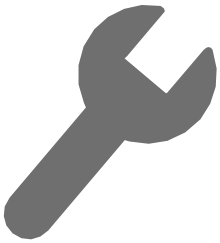


En parallèle, le service public de la DECI est également missionné pour récolter les informations sur les points d'eau incendie privés pour alimenter la base de donnée du SIS67.

Une campagne de recensement des Point d'Eau Naturel ou Artificiel (PENA) est également menée pour répertorier ces points d'eau incendie afin de définir avec le SIS67 lesquels seront conservés, supprimés ou encore remis à niveau pour respecter le RDDECI.



Réserve souple et poteau d'aspiration



Taux annuel moyen sur 5 ans du renouvellement du réseau

0,85%

39,5 ans

C'est l'âge moyen du réseau



1 596 km

de canalisations d'eau potable sur l'ensemble des 33 communes de l'Eurométropole.

9 380

poteaux et bouches d'incendie



69 279

C'est le nombre total de branchements sur le réseau.

Rendement

91,47%

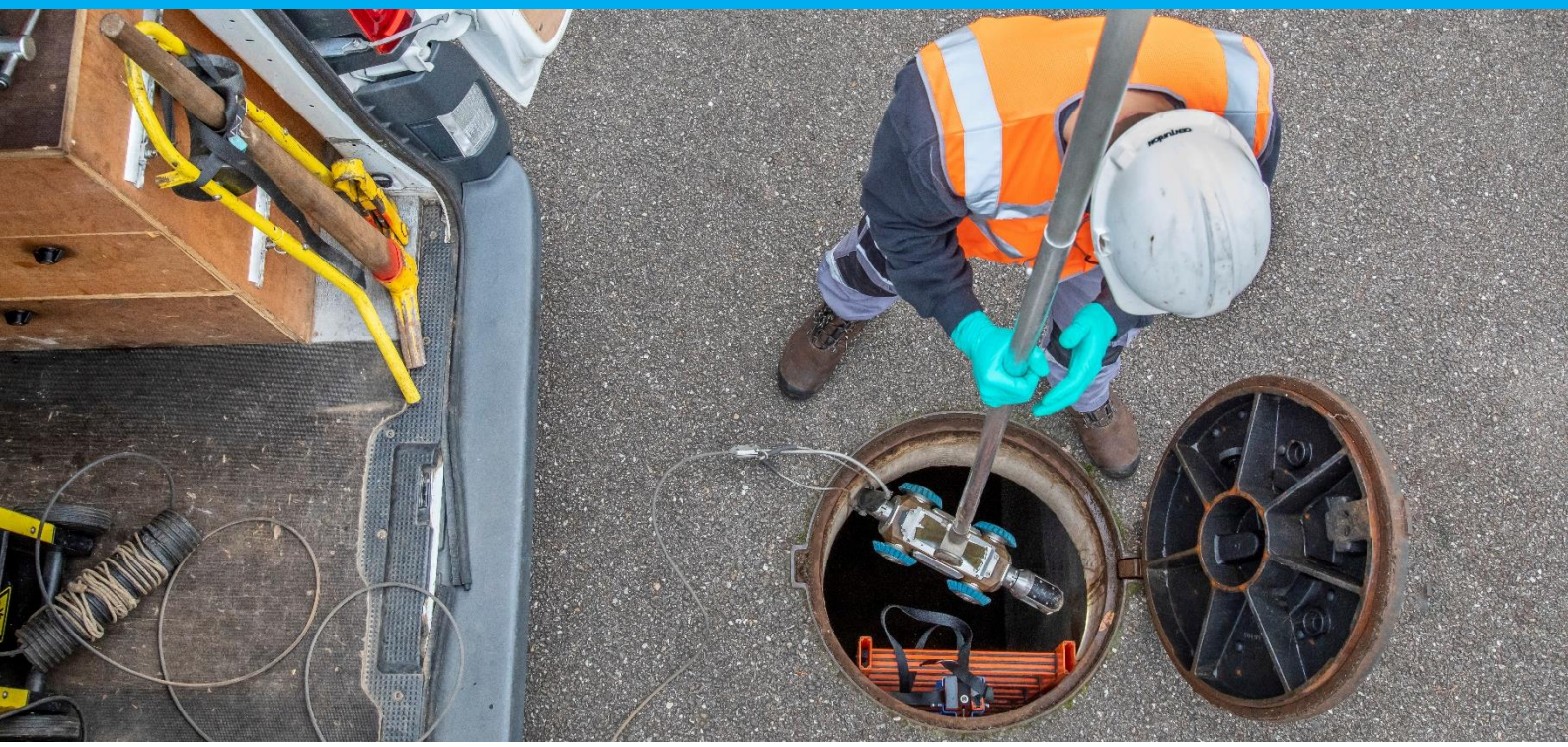


sur l'ensemble du périmètre Eurométropole

119

C'est l'indice de connaissance des installations et de gestion patrimoniale du réseau d'eau.

L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES



COLLECTER

PRÉSENTATION DES SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT

DE VOTRE LOGEMENT AU MILIEU NATUREL

Après utilisation, les eaux usées sont évacuées vers le réseau d'assainissement qui les achemine vers les stations d'épuration où elles sont traitées avant d'être restituées au milieu naturel.

UN RÉSEAU MAJORITAIREMENT UNITAIRE

D'une longueur totale de 1 803 km, le réseau d'assainissement s'étend sur toute l'Eurométropole de Strasbourg. Majoritairement unitaire, il collecte dans les mêmes conduites les eaux usées et les eaux de pluie. Lors d'événements pluvieux importants, des déversoirs d'orage permettent de délester les eaux unitaires directement vers les cours d'eau ou vers des bassins d'orage, où elles sont stockées temporairement.

Le réseau d'assainissement est composé de la manière suivante :

Linéaire de réseau en km	Strasbourg La Wantzenau	Achenheim	Blaesheim (STEP Meistratzheim)	Plobsheim	Kolbsheim (STEP Duppigheim)	Total
Eaux usées	1 392,8	47,8	9,3	21,4	6,4	1 477,7
dont Unitaire	1 235,1	42,5	8,8	18,4	5,4	1 310,2
Eaux pluviales	312,9	7,6	0,9	3,2	0,7	325,3
Total	**1 705,7**	**55,4**	**10,2**	**24,6**	**7,1**	**1 803,0**
Branchements	Linéaire de branchement construit sur le SIG à ce jour					361,4

Tableau des ouvrages du réseau

Ouvrages	Système d'assainissement					
	Strasbourg La Wantzenau	Achenheim	Blaesheim (STEP Meistratzheim)	Plobsheim	Kolbsheim (STEP Duppigheim)	Total
Bassin d'orage	105[1]	8	1	4	2	120
Déversoir d'orage	266	24	7	10	4	311
Station de pompage	210	11	0	8	0	229
Limiteur de débit	129	8	0	4	2	143
Séparateur d'hydrocarbure	179	4	1	5	1	190
Regard de visite	41 478	1 441	265	663	190	44 037
Tête de déversement	673	35	8	19	3	738
Puisards	54 810	1 493	294	759	240	57 596
Bassin à ciel ouvert	87	3	1	2	0	93
Fossés et noues	699	101	42	9	8	859
Structures d'infiltrations	344	8	0	9	2	363

Nota : les chiffres évoluent chaque année avec la précision ou une reclassification de la domanialité de certains réseaux ou ouvrages.

[1] le nombre des bassins intègre notamment des ouvrages de gestion des eaux pluviales des ex-autoroutes du territoire métropolitain. Certains ouvrages identifiés comme des bassins par le gestionnaire historique pourront être requalifiés pour s'accorder avec la nomenclature du service public de l'eau potable et de l'assainissement.

Taux de raccordement

Système d'assainissement de Strasbourg - La Wantzenau

Commune	Code INSEE	Population totale de la zone collectée	Population raccordable de la zone collectée	Nombre total d'abonné·es	Population raccordée	Taux de raccordement
			(A)		(B)	(B) / (A)
Bischheim	043	18 797	18 785	2 100	18 776	99,95%
Eckbolsheim	118	7 229	7 178	1 707	7 160	99,75%
Eckwersheim	119	1 437	1 398	548	1 395	99,79%
Entzheim	124	2 571	2 559	788	2 556	99,88%
Eschau	131	5 941	5 863	1 738	5 845	99,69%
Fegersheim	137	5 834	5 804	1 726	5 780	99,59%
Geispolsheim	152	7 994	7 853	2 432	7 721	98,32%
Hoenheim	204	11 822	11 819	1 880	11 795	99,80%
Holtzheim	212	3 892	3 871	1 138	3 865	99,85%
Illkirch-Graffenstaden	218	28 336	28 201	4 561	28 141	99,79%
Lampertheim	256	3 508	3 502	1 032	3 493	99,74%
Lingolsheim	267	20 987	20 954	3 188	20 903	99,76%
Lipsheim	268	2 731	2 716	755	2 707	99,67%
Mittelhausbergen	296	2 205	2 202	553	2 190	99,46%
Mundolsheim	309	5 391	5 373	1 546	5 364	99,83%
Niederhausbergen	326	1 738	1 738	514	1 738	100,00%
Oberhausbergen	343	5 912	5 891	988	5 885	99,90%
Oberschaeffolsheim	350	2 620	2 572	825	2 563	99,65%
Ostwald	365	14 077	14 023	2 408	13 945	99,44%
Reichstett	389	4 768	4 690	1 594	4 678	99,74%
Schiltigheim	447	34 922	34 895	4 056	34 847	99,86%
Souffelweyersheim	471	8 301	8 244	1 955	8 226	99,78%
Strasbourg	482	296 552	296 174	26 675	296 000	99,94%
Vendenheim	506	6 189	6 099	2 046	6 069	99,51%
La Wantzenau	519	5 969	5 816	2 105	5 810	99,90%
Wolfisheim	551	4 259	4 217	1 015	4 211	99,86%
Total		513 982	512 437	69 873	511 663	99,71%

Système d'assainissement de Plobsheim

Commune	Code INSEE	Population totale de la zone collectée	Population raccordable de la zone collectée	Nombre total d'abonné·es	Population raccordée	Taux de raccordement
			(A)		(B)	(B) / (A)
Plobsheim	378	4 536	4 425	1 509	4 401	99,46%
Total		4 536	4 425	1 509	4 401	99,46%

Système d'assainissement d'Achenheim et de Dahlenheim

Commune	Code INSEE	Population totale de la zone collectée	Population raccordable de la zone collectée	Nombre total d'abonné·es	Population raccordée	Taux de raccordement
			(A)		(B)	(B) / (A)
Achenheim	001	2 659	2 632	857	2 632	100,00%
Breuschwickersheim	065	1 358	1 358	513	1 355	99,78%
Dahlenheim (maîtrise d'ouvrage SDEA)	081	771	771	291	771	100,00%
Hangenbieten	182	1 843	1 786	560	1 771	99,16%
Osthoffen	363	831	831	345	831	100,00%
Total		7 462	7 394	2 566	7 376	99,79%

BRANCHEMENTS

Nombre d'arrêtés

Système d'assainissement de Strasbourg - La Wantzenau

Commune	Arrêté de type « Domestique »	Arrêté de type « Assimilé Domestique » ou « Non Domestique »	Total
Bischheim	3	0	3
Eckbolsheim	8	1	9
Eckwersheim	3	0	3
Entzheim	4	0	4
Eschau	14	0	14
Fegersheim	0	1	1
Geispolsheim	5	0	5
Hoenheim	10	0	10
Holtzheim	4	0	4
Illkirch Graffenstaden (SDEA)	9	0	9
Illkirch Graffenstaden (EMS)	0	1	1
Lampertheim	8	0	8
Lingolsheim	3	0	3
Lipsheim	3	0	3
Mittelhausbergen	8	0	8
Mundolsheim	4	1	5
Niederhausbergen	4	0	4
Oberhausbergen	1	1	2
Oberschaeffolsheim	7	0	7
Ostwald	5	0	5
Reichstett	5	0	5
Schiltigheim	14	2	16
Souffelweyersheim	4	0	4
Strasbourg	52	15	67
Vendenheim	10	0	10
La Wantzenau	3	0	3
Wolfisheim	5	0	5
Total	196	22	218

Système d'assainissement de Plobsheim

Commune	Arrêté de type « Domestique »	Arrêté de type « Assimilé Domestique » ou « Non Domestique »	Total
Plobsheim	3	0	3

Système d'assainissement d'Achenheim

Commune	Arrêté de type « Domestique »	Arrêté de type « Assimilé Domestique » ou « Non Domestique »	Total
Achenheim	2	0	2
Breuschwickersheim	1	2	3
Dahlenheim (SDEA)	0	0	0
Hangenbieten	1	0	1
Osthoffen	2	0	2
Total	6	2	8

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel

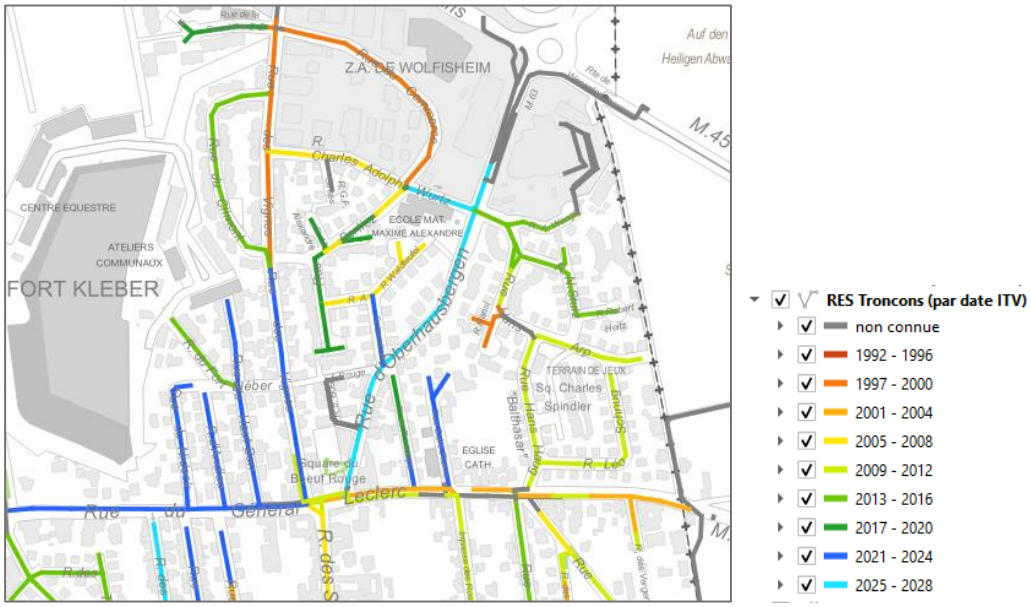
Achenheim	110
Plobsheim	110
Strasbourg - La Wantzenau	110

RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU

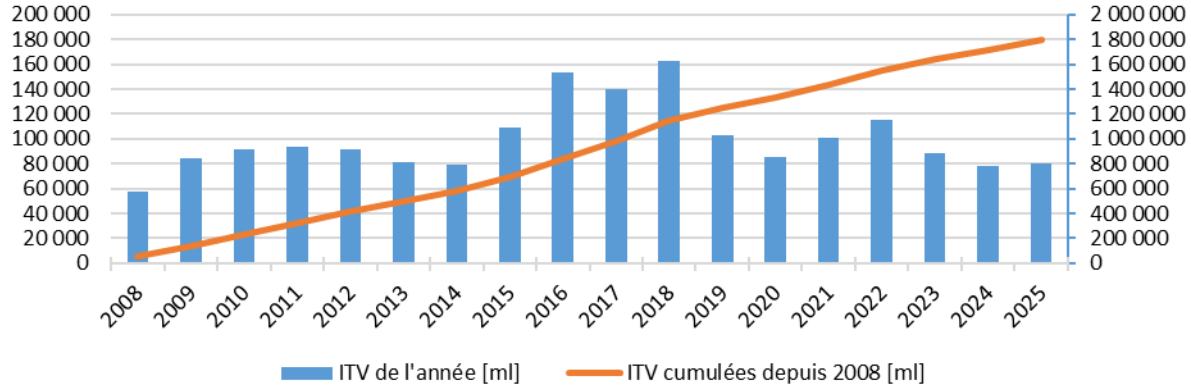
Le service public s'assure de l'aptitude des réseaux et ouvrages à assurer la continuité de leur fonctionnement. À ce titre, il effectue non seulement les opérations de maintenance, de nettoyage et de surveillance mais il programme et s'assure également de la réalisation des travaux de renouvellement et de modernisation des réseaux.

En 2025, 72 km d'inspection télévisée du réseau ont été réalisés. Quelques tronçons de grand diamètre ont également été inspectés au moyen d'inspections visuelles pédestres et à l'aide d'un radeau flottant. L'expérimentation est à poursuivre et le dispositif est à perfectionner. Depuis 2008, près de 1 788 km ont été analysés, soit près de 99 % du réseau. Ce chiffre est proche du 100%, certains réseaux ont été inspectés plusieurs fois et d'autres n'ont pas encore été inspectés.

Cartographie des inspections télévisuelles par année



Linéaire d'inspection télévisuelle depuis 2008 [en ml]



Les constats de défaut sont priorisés et donnent lieu à une surveillance ou des travaux de réparation ou de réhabilitation.

Cartographie des priorités de travaux

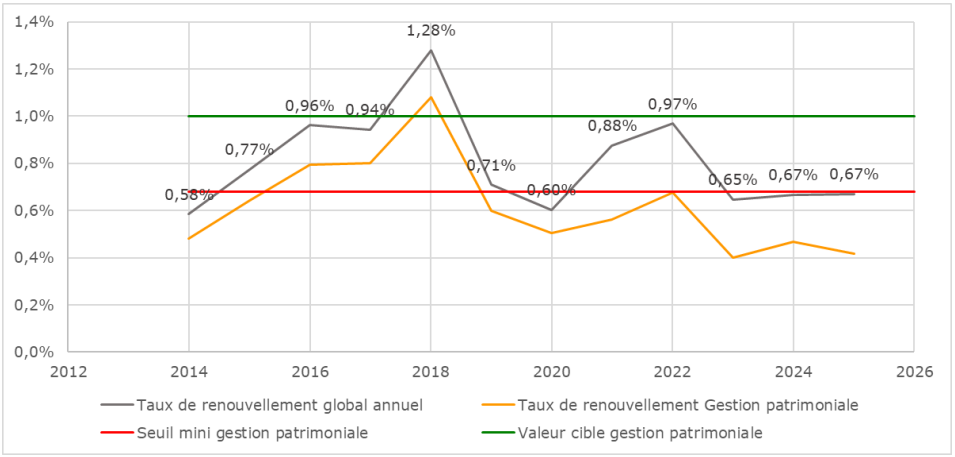


La réhabilitation des réseaux s'effectue principalement selon deux techniques : avec ou sans tranchée (repose ou chemisage). Le choix se fait non seulement sur la base de critères techniques (profondeur, diamètre, état de la chaussée…) mais également sur la base de critères économiques et de durée de vie. C'est la solution la meilleure à long terme qui est retenue même s'il s'avère qu'immédiatement elle est plus coûteuse. En complément des extensions et des dévoiements de réseau sont réalisés pour s'adapter à l'évolution de l'urbanisation.

À l'échelle de l'Eurométropole, le taux de renouvellement global de réseau est de 0,77% (moyenne glissante sur les 5 dernières années) soit une durée de vie moyenne de 130 ans. Néanmoins, durant toute sa vie, le réseau sera inspecté et surveillé 4 à 5 fois ce qui permet de détecter généralement les premiers signes d'une dégradation prématurée et d'y remédier avant que le réseau ne soit plus opérationnel.

En 2025, le taux de renouvellement annuel est de 0,67%, tout juste au-dessus du seuil-objectif minimum. Déduction faite des travaux du schéma directeur d'assainissement visant à répondre aux problématiques de protection du milieu naturel et d'inondation et concernant donc également des réseaux qui ne nécessiteraient pas de travaux de renouvellement à court terme, le taux de renouvellement effectif 2025 répondant aux besoins de la gestion patrimoniale n'est que de 0,42%.

Taux de renouvellement du réseau d'assainissement



INTERVENTION / CURAGE

Le service public de l'eau potable et de l'assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg est en charge de la maintenance du patrimoine et de la création des nouveaux ouvrages en vue de l'extension ou de la restructuration du réseau. Le service dispose d'équipes d'intervention d'urgence opérationnelles 24h/24 et 7j/7.
Le contrôle, l'entretien et l'exploitation des réseaux d'assainissement sont assurés par la régie de l'Eurométropole et pour certaines communes par le SDEA.

L'ENTRETIEN DU RÉSEAU, UNE MISSION CAPITALE

Débordements, inondations : tout défaut de fonctionnement du réseau d'assainissement peut avoir des conséquences dramatiques.
L'ensemble du réseau bénéficie d'un suivi quotidien qui comprend le curage du réseau, l'entretien des puisards et des siphons.

- 2351 t de boues de curage ont été extraites des collecteurs,
- Taux de curage : 12 % du linéaire de réseau,
- Taux de nettoyage des puisards : 96 %.

UNE MOBILISATION PERMANENTE

En 2025, 752 interventions de maintenance ont été réalisées sur les ouvrages d'assainissement.
À ces interventions se rajoutent les opérations de contrôle et de vérification de l'état de fonctionnement des ouvrages et des équipements (station de pompage, clapets anti-retour, séparateurs d'hydrocarbures, vannes…).
Dans le cadre de la permanence réseau 24h/24h et 7 jours/7, 88 interventions ont été réalisées (sur l'ensemble du territoire métropolitain).

LES INTERVENTIONS AUPRÈS DES « USAGERS ET USAGÈRES » DE L'EUROMÉTROPOLE

Le service public de l'eau potable et de l'assainissement en plus des interventions sur le réseau public peut assurer sur simple appel téléphonique et cela 24h/24 les prestations suivantes sur le domaine privé :

- intervention en cas de défaut de fonctionnement de la conduite principale du branchement,
- entretien des séparateurs à graisses sur demande de l'usager ou l'usagère (compte tenu de l'impact des graisses sur le fonctionnement du réseau public, encrassement récurrent des collecteurs),
- récupération d'objets en cas de perte dans les ouvrages d'assainissement (puisards de rue),
- appui technique en cas de diagnostic et d'expertise de l'état de fonctionnement des branchements et des équipements privatifs,
- en cas d'urgence uniquement (débordements, inondations), intervention sur :

- les puisards de dessablement,
- les puisards de cour, de cave, de buanderie, ou d'urinoir,
- les vidanges de fosse de relevage.

En 2025 la cellule « interventions usagers » est intervenue 1361 fois en domaine privé.
38 interventions concernent la cellule « diagnostic »

LES AFFAISSEMENTS ET LES INTERVENTIONS D'EXPERTISE

Le service public de l'eau potable et de l'assainissement est intervenu sur 108 signalements d'affaissements. Après diagnostic, 33 affaissements concernaient le service *(soit une mise en cause des ouvrages d'assainissement à hauteur de 26% au regard de nombre total de signalements).*
La cellule « diagnostic » de la régie a procédé à 75 inspections télévisées sous domaine public, permettant de diagnostiquer les désordres (casse, rupture, déboîtement…), puis de définir le programme de travaux.

DES POINTS NOIRS À SURVEILLER

Ce sont des points du réseau qui nécessitent au minimum deux interventions par an.
Sur le secteur de l'Eurométropole de Strasbourg, ce sont essentiellement des siphons situés en zone centrale. On recense en moyenne 7,17 points/100km sur le réseau de l'Eurométropole de Strasbourg.

INVENTAIRE GEOGRAPHIQUE DES RESEAUX

ADMINISTRATION DES BASES DE DONNÉES DE L'INVENTAIRE GÉOGRAPHIQUE DES RÉSEAUX

MIEUX CONNAÎTRE LES RÉSEAUX

L'ensemble des moyens humains et techniques mobilisés pour réaliser un inventaire géographique exhaustif des réseaux d'eau et d'assainissement et de leurs équipements alimente le système d'information géographique (SIG) patrimonial. Il répond aux nécessités d'une connaissance détaillée des réseaux dans le cadre de la prospective et des études préalables, de la conduite des chantiers d'amélioration des réseaux (création ou renouvellement), de leur entretien et leur exploitation, ou encore de l'information des notaires sur le raccordement d'un bien au réseau d'assainissement, à l'occasion des ventes immobilières.

La communication de renseignements issus du système d'information, notamment via les réponses aux demandes de déclaration de travaux – déclarations d'intervention de commencement de travaux (DT-DICT) contribue par ailleurs à diminuer le risque d'endommagement lors des chantiers réalisés sur les réseaux ou infrastructures à proximité. Ce sont ainsi 11 000 extraits de plans des réseaux qui ont été transmis en réponses à des demandes de DT et DICT.

UNE BASE D'INFORMATION DÉTAILLÉE

Les deux bases de données principales qui contiennent l'ensemble des organes des réseaux d'eau et d'assainissement représentent un total de plusieurs centaines de milliers d'objets recensés. L'ensemble de ces objets patrimoniaux sont eux-mêmes décrits par un grand nombre d'informations dites attributaires (diamètre, matériau, types d'ouvrages…).

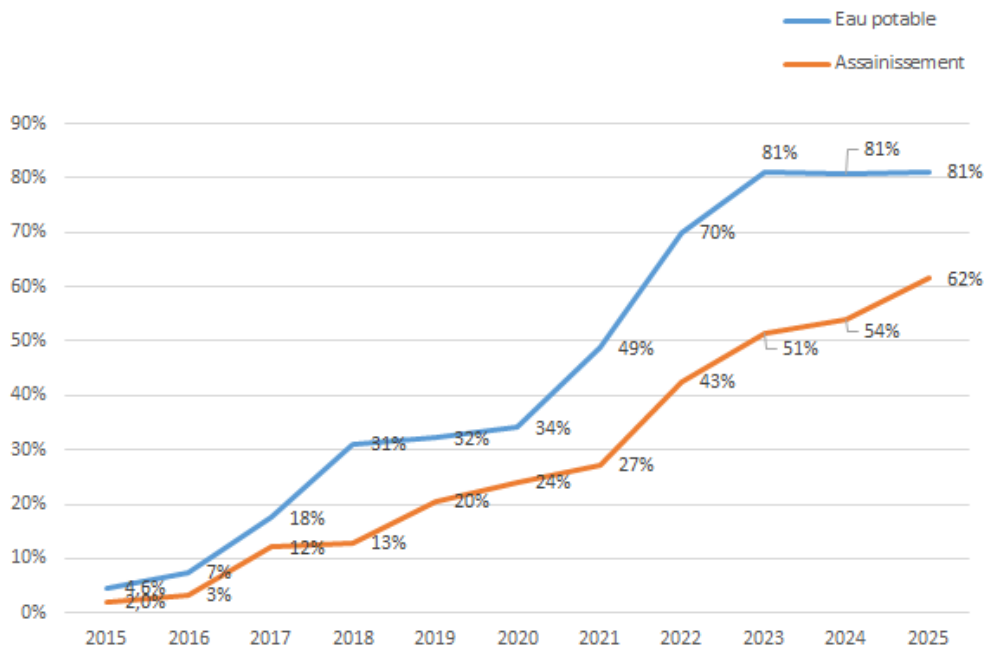
Fin 2025, le recensement des composants du réseau d'assainissement représente près de 2000 km de tronçons et 360 km de branchements, pour un total de quelques 63 500 branchements. Le réseau d'eau potable dont l'administration de la donnée SIG est répartie entre l'Eurométropole sur 12 communes et le Syndicat des Eau et de l'Assainissement Alsace-Moselle (SDEA) sur 21 communes est constitué de 1600 km de tronçons auxquels s'ajoutent 240 km de tronçons déclassés connus. Près de 530 km de branchements sont recensés pour un total de plus de 56 000 branchements.

Ces bases de données sont quotidiennement mises à jour pour suivre les évolutions mises en œuvre sur le terrain ou corriger des imprécisions qui auraient été constatées.

DES CLASSES DE PRECISION QUI S'AMELIORENT

Un travail de fond vise à localiser les organes des réseaux plus précisément pour répondre à la réglementation sur la prévention des endommagements de réseaux. L'objectif est la classe de précision A qui correspond à l'objectif réglementaire de localisation le plus précis à atteindre, dont la marge d'erreur de localisation est inférieure à 50 cm pour les réseaux rigides et à 40 cm pour les réseaux souples.

Évolution de la classe de précision A depuis 2015 sur les tronçons Adduction Eau Potable et Assainissement [en %]



Depuis fin 2023, compte tenu de l'état de l'art et des limites techniques, le meilleur niveau de connaissance de la localisation du réseau d'eau potable a atteint un plateau avec une part du réseau classé A légèrement supérieure à 80%. En assainissement, l'amélioration de la précision de localisation des tronçons s'est poursuivie au rythme des années précédentes, évoluant de 54% à 65% pour les tronçons en maîtrise d'ouvrage Eurométropole et se poursuivra les prochaines années.

D'IMPORTANTS MOYENS MOBILISÉS EN 2025

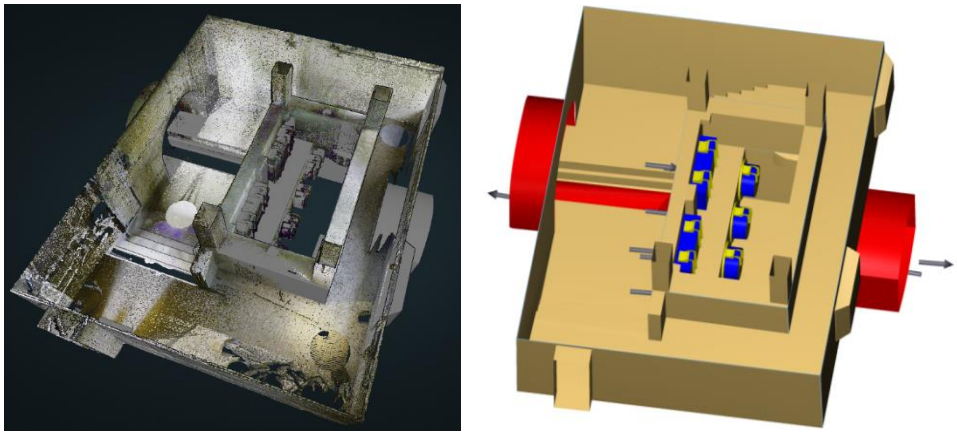
Le Service poursuit l'enrichissement de ses bases pour améliorer la connaissance des composantes des réseaux et de leur localisation en mobilisant des techniques spécifiques de levés topographiques ou de nouvelles technologies (Lidar, photogrammétrie) utilisées notamment pour permettre d'établir des modèles 3D précis et détaillées des ouvrages. Ces moyens offrent un niveau de précision nettement supérieur à celle que prévoit la réglementation.

Parmi les moyens engagés pour préciser la localisation du réseau d'assainissement, de nombreuses inspections télévisées du réseau (ITV) et de ses branchements avec relevé de localisation (x,y,z) ont été réalisées. En 2025, elles ont concerné plus de 11 km de linéaires, pour un total de près de 2 400 branchements. Cumulé à d'autres sources d'informations, ce sont plus de 4 000 nouveaux branchements d'assainissement qui ont été intégrés au SIG. Au total, 22 km de tronçons et 24 km de branchements assainissement ont ainsi été intégrés dans la base de données géographiques.

Sur le périmètre du réseau d'eau potable administré par l'Eurométropole, plus de 21 km de nouvelles canalisations ont été intégrés en 2025 et 15 km de branchements, pour un total de 1 850 branchements. Des relevés de localisation précis ont été réalisés sur plus de 1 800 ouvrages

standards du réseau d'assainissement (regards de visite, trop pleins…) permettant d'en préciser la configuration interne.

Pour les ouvrages les plus complexes, la création de jumeau numérique améliore leur connaissance fine, l'intégration aux modèles de simulation et leur maintenance. En 2025, des modèles 3D de 19 ouvrages du réseau d'assainissement et de 14 ouvrages du réseau d'eau potable ont été créés à partir d'acquisitions Lidar.



Exemple de représentation 3D d'un ouvrage assainissement (déversoir d'orage).
Nuage de points Lidar (à g.), modélisation 3D (à d.)

ÉVOLUTION DES OUTILS ET DES MODÈLES DE DONNÉES

Un projet informatique vise à faire évoluer les outils utilisés pour l'administration de données du SIG. La solution Qgis, largement utilisé dans la collectivité a été retenue pour remplacer le SIG historique. Un module métier dédié à la gestion données des réseaux d'eau et d'assainissement et des développements spécifiques complèteront le nouvel environnement logiciel. Ce projet s'accompagne en parallèle d'une refonte du modèle de données structurant les bases de données. Démarré fin 2024 et conduit durant l'année 2025 ce projet se poursuivra sur l'année 2026 avec une mise en production attendue pour le dernier trimestre de l'année 2026.

GÉRER LES INONDATIONS

En 2025, 79 plaintes ont été recensées. Le service public de l'eau potable et de l'assainissement a installé et entretient depuis plusieurs années 28 pluviomètres répartis sur le territoire de l'Eurométropole. Ils mesurent la hauteur d'eau en mm toutes les minutes pendant toute la durée de l'évènement pluvieux. Les données sont rapatriées à distance via la télégestion du système d'assainissement. Ensuite, ces données brutes sont traitées pluviomètre par pluviomètre, ce qui permet de localiser les orages et de connaître leur intensité (probabilité de retour ou période de retour souvent donnée en année).

En 2025, il est tombé au total 695 mm (moyenne sur les 28 pluviomètres de la collectivité). Pour comparaison, la moyenne 1999-2024 est de 735 mm. La pluviométrie 2025 est de -5 % par rapport à la moyenne des 25 dernières années.

MAÎTRISER LA QUALITÉ DES EFFLUENTS

Parmi les nombreux paramètres mesurés en différents points du réseau, la pluviométrie, le débit dans le réseau, la qualité des effluents ainsi que la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel sont particulièrement suivis.

Ces données sont essentielles pour analyser le fonctionnement du système d'assainissement et déceler toute pollution accidentelle. Elles permettent également d'anticiper les besoins futurs.

Concernant les déversements au milieu naturel via les déversoirs d'orage, les volumes sont estimés à (somme sur les 3 systèmes d'assainissement) :

- 4 264 491 m^3 en 2025,
- 9 642 728 m^3 en 2024,
- 3 784 212 m^3 en 2023.

Après une forte augmentation en 2024 du fait de la pluviométrie exceptionnelle, le niveau de déversement est revenu à sa moyenne pluriannuelle en 2025.

LES OUTILS DE SURVEILLANCE ET DE CONTRÔLE DU SYSTÈME DE COLLECTE

Le système de collecte est soumis à un dispositif d'autosurveillance qui a pour objectifs de caractériser et d'analyser le comportement du réseau d'assainissement, de suivre en continu le fonctionnement de certains ouvrages et de mesurer les rejets vers le milieu naturel.
Sur le système de collecte de Strasbourg - La Wantzenau, les déversoirs d'orage dont le cumul des volumes représente 70 % des rejets annuels sont instrumentés ainsi que l'ensemble des ouvrages situés à l'aval d'un tronçon destiné à collecter une charge brute par temps sec supérieure ou égale à 600 kg/j de demande biochimique en oxygène pendant 5 jours (DBO5) et déversant plus de dix jours par an. Pour répondre aux exigences de l'arrêté du 21 juillet 2015, le modèle hydraulique général du réseau est mis à jour afin de pouvoir compléter les mesures par les résultats des simulations.
Sur le système de collecte de Plobsheim, les deux déversoirs d'orage soumis à autosurveillance sont équipés. Enfin, sur le système d'Achenheim, les 4 déversoirs d'orage visés par la réglementation sont instrumentés.
Les mesures réalisées au niveau des déversoirs d'orage, mais également au niveau des stations de pompage et des bassins d'orage sont suivies 7j/7 24h/24 grâce à la télégestion. En cas de dysfonctionnement, des alarmes sont générées pour permettre d'intervenir au plus vite et garantir une continuité hydraulique des écoulements dans le réseau d'assainissement.
Ces mesures sont analysées quotidiennement au regard de la pluviométrie, enregistrée par 28 pluviomètres répartis de manière uniforme sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Des bilans sont constitués et transmis mensuellement aux services de la Police de l'Eau, conformément aux prescriptions réglementaires. Trois documents permettent de suivre les actions de l'Eurométropole :

le manuel d'autosurveillance qui explique les modalités de mise en œuvre des mesures sur le territoire, le bilan annuel qui permet de réaliser une autocritique du fonctionnement du système d'assainissement sur l'année écoulée et de prévoir des axes d'amélioration et le rapport de diagnostic permanent qui détaille les pratiques mises en œuvre dans le but d'évaluer l'état et le fonctionnement du système d'assainissement afin de d'améliorer son exploitation et de programmer les aménagements nécessaires.
Les résultats des mesures et de la modélisation (volume déversé) sont utilisés pour évaluer la conformité de la collecte au sens de l'arrêté du 21 juillet 2015. La modélisation permet de rechercher des actions à mettre en œuvre sur le réseau pour atteindre les objectifs fixés par le texte.

LE SUIVI DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES SUR LE RÉSEAU

Le suivi des pollutions est assuré par la régie de l'Eurométropole et le SDEA. Les services disposent d'équipes d'intervention d'urgence opérationnelles 24h/24 et 7j/7.

Afin d'éviter ou de réduire les impacts sur le système d'assainissement et sur le milieu naturel, toute pollution suite à une plainte ou constatée sur le réseau fait l'objet d'une enquête. Le service public de l'eau potable et de l'assainissement a mené 28 enquêtes de pollution au cours de l'année 2025. 8 pollutions étaient en lien avec le réseau d'eaux usées, 1 était liée au réseau eaux pluviales connecté au milieu et 19 n'avaient pas de lien avec le réseau d'assainissement. Les enquêtes sont toutes réalisées par les agent·es du service suite à des plaintes ou des constats.

LE SUIVI DES REJETS INDUSTRIELS

Le service public de l'eau potable et de l'assainissement de l'Eurométropole a des usagers industriels conventionnés qui rejettent un volume d'effluents très important, comme les brasseurs ou les levuriers. Le nombre d'établissements conventionnés sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg est de 19. Leurs rejets font l'objet d'un suivi spécifique administratif, technique et financier et de contrôles internes autant qu'externes. Ces conventions sont régulièrement mises à jour pour tenir compte de l'évolution des rejets des industriels en fonction de leur activité et en tenant compte des capacités et contraintes de collecte et de traitement des stations d'épuration.

Depuis le 1er janvier 2024, un nouveau modèle de convention est délivré afin d'inciter les établissements à réduire les émissions de micropolluants dans les effluents.

Des analyses de recherche des substances dangereuses dans les effluents des industriels conventionnés sont régulièrement réalisées dans le cadre du diagnostic amont de la station d'épuration lors de 2 contrôles inopinés annuels, les dernières datent de 2025.

Ces analyses sont également réalisées sur les points caractéristiques du réseau et ont permis d'établir une cartographie des micropolluants sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et de proposer, fin 2021, un plan d'actions de réduction de ces substances. Suite à la campagne de mesure recherche et réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau pour les stations de traitement des eaux usées (RSDE STEU) 2022/2023 un diagnostic amont complémentaire est venu compléter, fin 2024, le diagnostic initial avec une baisse notable des paramètres significatifs. Ce nombre est passé de 43

paramètres à 21. Les axes du plan d'action initial sont conservés, la plupart des actions en cours pour réduire les émissions de micropolluants ou de sensibilisation se poursuivent.

D'autres rejets, dits de « déversement temporaire », sont réalisés dans le cadre d'un besoin ponctuel d'évacuation d'effluents notamment sur des chantiers de construction, de dépollution et dans le cadre de la création ou de l'entretien de puits de pompage et de rejet.

Toute demande de ce type nécessite une expertise technique. Il est systématiquement recommandé au demandeur de privilégier, dans la mesure du possible, les solutions alternatives à un rejet au réseau d'assainissement public. En fonction de la qualité, du débit de rejet et du point de déversement souhaité, le service délivre ou non une autorisation de déversement temporaire.

L'ensemble des établissements industriels ou artisans déversant des eaux usées non domestiques est recensé. Leurs effluents doivent être conformes aux conditions d'admissibilité fixées par le règlement d'assainissement et les déversements doivent être autorisés par un arrêté de l'Eurométropole de Strasbourg suite à une demande de l'établissement. Pour s'assurer de la conformité des rejets industriels, des contrôles inopinés sont régulièrement organisés.

L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, l'ensemble des communes a procédé au transfert de la compétence d'assainissement non collectif à l'Eurométropole de Strasbourg.
Depuis janvier 2006, date effective du transfert de compétence, le service public de l'eau potable et de l'assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg est en charge des missions obligatoires suivantes :

- le contrôle de la conception et de la réalisation des installations neuves sur l'ensemble du périmètre,
- le diagnostic et le contrôle du bon fonctionnement des installations non collectives existantes en zone d'assainissement non collectif,
- le diagnostic avant une vente.

ACTIVITÉS DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC) EN 2025

Recensement des installations d'Assainissement non collectif sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg :

- 578 installations ANC en zonage d'assainissement non collectif, dont 142 installations non conformes, 120 non réglementaires, 235 réglementaires et 81 qui n'ont pas été contrôlées,
- 289 installations d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif.

Mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif :

1 - Contrôles de conception des installations neuves

11 contrôles de conception ont été réalisés par le SPANC afin de s'assurer que les projets sont conformes à la réglementation en vigueur et que la filière choisie est adaptée au contexte des habitations (nature du sol, configuration de la parcelle, présence de la nappe phréatique).

Ces contrôles concernent tant la création d'ouvrages d'assainissement non collectif dans le cadre d'une construction neuve que les réhabilitations d'ouvrages.

2 - Contrôles de bonne exécution des installations neuves

11 contrôles ont été réalisés afin de vérifier, avant recouvrement des ouvrages, si le projet est respecté et si l'ouvrage est construit dans les règles de l'art.

3 - Contrôles périodiques de bon fonctionnement des installations

Un contrôle des installations en fonctionnement est effectué selon une périodicité régulière n'excédant pas les 10 ans. En 2025, 48 contrôles ont été réalisés.

Ces contrôles permettent de donner aux propriétaires des installations d'assainissement non collectif des conseils techniques et d'aide à l'entretien de ces installations.

Des contrôles occasionnels peuvent être en outre effectués en cas de nuisances constatées.

Un compte rendu du contrôle technique est remis au propriétaire, à l'usager le cas échéant, ainsi qu'au maire de la commune concernée. Après contrôle de l'installation, si des non-conformités sont décelées, le propriétaire a l'obligation de faire procéder aux travaux de mise en conformité de ses installations dans un délai de 4 ans en déposant préalablement un dossier de demande d'autorisation auprès du SPANC. Dans le cadre d'une vente, le nouveau propriétaire a 1 an pour se mettre en conformité, en déposant préalablement un dossier de demande d'autorisation auprès du SPANC.

Information aux particuliers sur les aides financières pour mettre en conformité les installations non conformes :

Dans son dixième programme de financement, l'agence de l'eau Rhin-Meuse (AERM) ouvrait la possibilité de subvention des installations non conformes. Ainsi entre 2015 et 2018, la collectivité et l'AERM ont accompagné les propriétaires dans la réhabilitation de leurs installations. Le onzième programme de l'AERM ne permet plus cette possibilité. C'est pourquoi, afin de se conformer à la réglementation en améliorant la protection du milieu naturel (plus particulièrement la protection de la qualité des eaux) et en luttant contre la pollution des eaux d'origine domestique, la collectivité a décidé de se substituer aux financements apportés par l'AERM afin de continuer cette démarche dans un souci d'équité de traitement des usagers et usagères. La participation financière aux travaux de mise en conformité s'élève à 60% du montant des travaux et études plafonné à 12 000 € TTC par installation, soit un montant de subvention maximum de 7 200 € TTC.

Bilan des installations contrôlées entre 2006 et 2025.

	Nombre d'installation d'ANC	Taux de conformité
Réglementaire	235	47 %
Non conforme	142	29 %
Non réglementaire (légère non-conformité)	120	24 %

249 arrêtés pour branchements neufs en 2024	**752** interventions de maintenance sur les ouvrages	**0,77 %** taux moyen de renouvellement sur 5 ans
72 km de réseau inspectés en 2025	**88** interventions sur site de la permanence réseau en 2024	**19** conventions de déversement en vigueur
1 788 km contrôlés, depuis 2008, à partir des inspections télévisées des réseaux soit près de **99 %** du réseau	**1361** interventions de la cellule « interventions usagers » chez le particulier. **38** interventions sous domaine privé et **75** interventions sous domaine public, concernent la cellule "diagnostic".	**99%** taux de disponibilité des données de surveillance sur les sites instrumentés du réseau d'assainissement pendant l'année
351 T de boues de curage extraites des collecteurs	**110 points /120** indice de connaissance des rejets au milieu naturel pour le système de Strasbourg – La Wantzenau	**28** enquêtes réalisées suite à une pollution
Taux de curage du linéaire de réseau : **12 %**	Indice de connaissance patrimoniale du réseau d'eau usées : **107 points / 120**	**53** contrôles inopinés réalisés en sortie d'établissement dont **38** chez des industriels conventionnés
Taux de nettoyage des puisards : **96%**	**65** établissements sensibilisés à la problématique micropolluants.	**105** autorisations de déversement des eaux usées non domestiques en vigueur et suivies



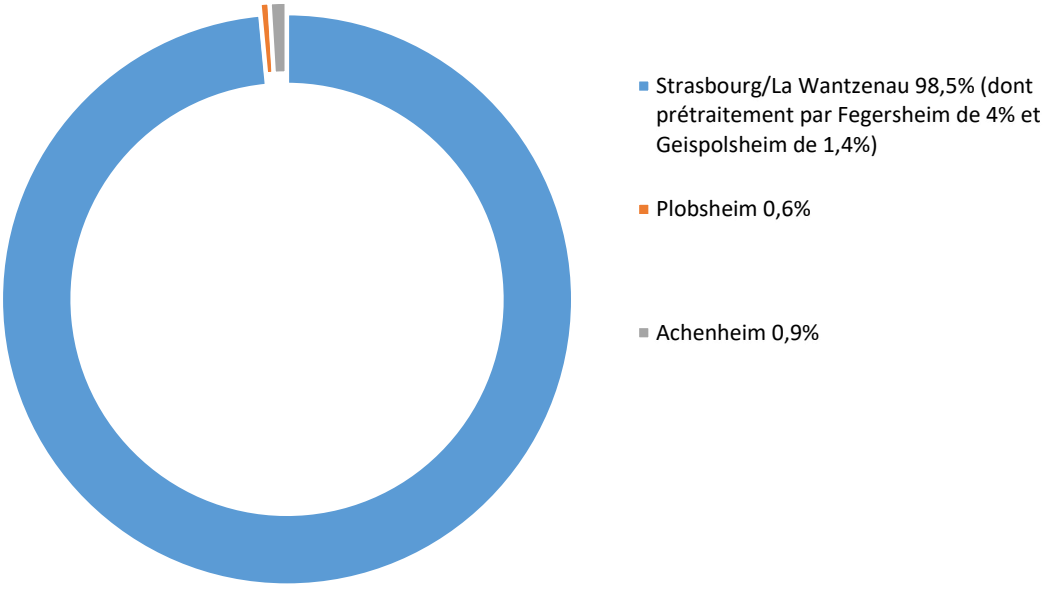
TRAITER

L'eau ne constitue pas une ressource inépuisable. L'assainissement des eaux usées évite de polluer l'eau des rivières et de la nappe phréatique, il contribue à maintenir la qualité du milieu naturel.

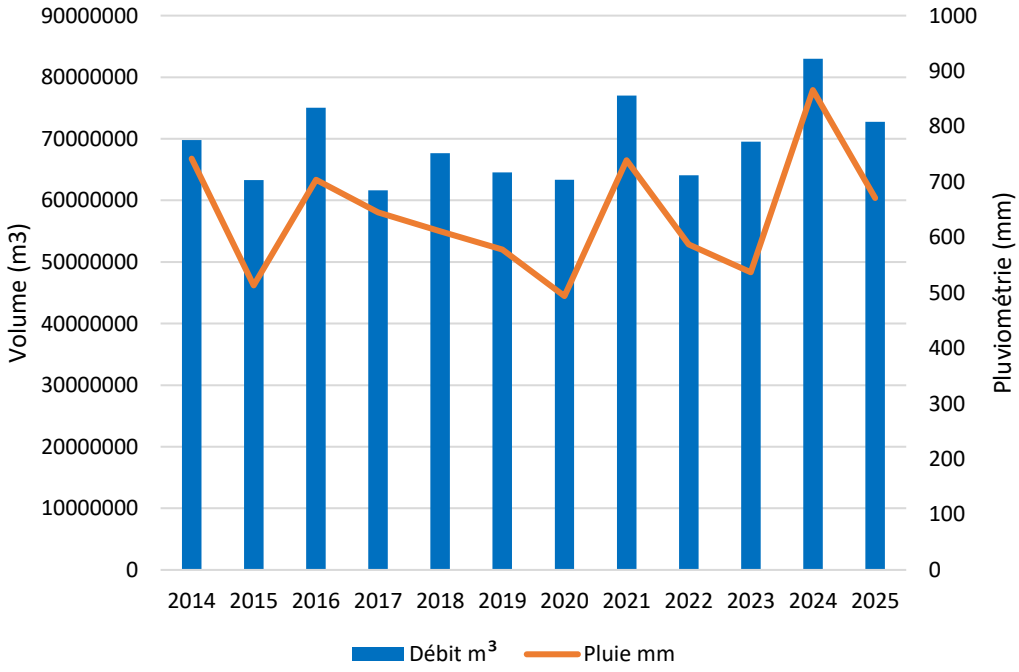
L'ÉPURATION DES EAUX USÉES

Collectées dans le réseau d'assainissement, les eaux usées domestiques, industrielles ainsi que la majorité des eaux pluviales sont transportées jusqu'aux stations de traitement des eaux usées.
Les 3 stations d'épuration (Strasbourg - La Wantzenau, Achenheim et Plobsheim) et les 2 stations de prétraitement (Fegersheim et Geispolsheim) implantées sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg ont traité en 2025 près de 78 millions de m^3 d'eaux usées soit en moyenne 200 000 m^3 /jour.
98.5% des eaux usées domestiques et industrielles de l'Eurométropole sont traitées par la station d'épuration de Strasbourg - La Wantzenau.

Répartition des eaux usées traitées en 2025 par les stations d'épuration en %



Évolution du volume d'eaux usées en entrée de la station d'épuration de Strasbourg - La Wantzenau



BILAN DU FONCTIONNEMENT DES STATIONS D'ÉPURATION

	Strasbourg La Wantzenau	Fegersheim Prétraitement avant rejet vers la station de Strasbourg La Wantzenau	Geispolsheim Prétraitement avant rejet vers la station de Strasbourg La Wantzenau	Plobsheim	Achenheim
Quantité d'eau traitée	72 781 348 m^3	2 917 748 m^3	918 458 m^3	408 488m^3	697 382m^3
Quantité de matières externes reçues	17 625 m^3	-	-	-	-
Sous-produits					
Déchets de dégrillage	641 T	7.9 T	19 T	4,2 T	15,30 T
Sables évacués	228 T			24 T	4.3 T
Graisses	168 m^3			3,3 T	12,0 T
Boues incinérées	44 275 T humides 11 128 TMS	100 % des boues ont été évacuées vers la station de Strasbourg - La Wantzenau (199 TMS pour Fegersheim, 170 TMS pour Geispolsheim et 68 TMS pour Plobsheim)			0 T
Boues évacuées en compostage	3 276 T humides 803 TMS				604 T humides (148 TMS)
Cendres évacuées	2 362 T	-	-	-	-
REFIB évacués	309 T				
Consommations (énergie - réactifs)					
Électricité	25 521 223 kWh	936 577 kWh	487 895 kWh	196 809kWh	614 017 kWh
Fioul	90 m^3	-	-	-	-
Consommation de chlorure ferrique ou d'aluminium (traitement du phosphore et des boues)	1981 T	-	-	-	48 T
Consommation de polymères	130 T MA	-	-	-	6.2 T MA

LA POLLUTION TRAITÉE PAR LES STATIONS D'ÉPURATION

Entrée STEP	Strasbourg La Wantzenau	Fegersheim Prétraitement avant rejet vers la station de Strasbourg La Wantzenau	Geispolsheim Prétraitement avant rejet vers la station de Strasbourg La Wantzenau	Plobsheim	Achenheim
Capacité nominale	1 000 000 EH	16 900 EH	10 400 EH	3 300 EH	9 930 EH
Équivalent habitant reçu en moyenne annuelle	768 150	15576	10779	3283	4679
Débit moyen m³/j	199 401	7 950	2 634	1119	1 895
MES kg/j	41 300	1018	681	231	453
DBO5 kg/j	46 100	703	595	215	238
DCO kg/j	86 800	2103	1455	478	632
Azote total kg/j	7 700	199	148	53	77
Phosphore total kg/j	900	21	17	6	9

Les stations de prétraitement de Fegersheim et Geispolsheim ont transféré la majorité de leurs eaux traitées vers la station d'épuration de Strasbourg - La Wantzenau. Au-delà de la capacité des stations de refoulement, l'excédent est rejeté vers le milieu naturel, après prétraitement. La station de prétraitement de Fegersheim a ainsi rejeté 34,8 % du volume prétraité vers l'Andlau, représentant en moyenne 5 % de la charge reçue. La station de prétraitement de Geispolsheim a rejeté 3 % du volume prétraité vers l'Ehn, représentant 0,3% de la charge reçue.

INDICATEURS DE PERFORMANCE DES STEP

	Strasbourg La Wantzenau	Fegersheim	Geispolsheim	Plobsheim	Achenheim
Rendement de dépollution	97.9% en MES	94.0% en MES	94.2 % en MES	93.7% en MES	98.4% en MES
	98.9% en DBO5	95.8 % en DBO5	96.2% en DBO5	96.4% en DBO5	97.8% en DBO5
	96.0% en DCO	91.3% en DCO	92.1% en DCO	90.3% en DCO	95.0% en DCO
	82.9% en NGL	43.9% en NGL	56.8% en NGL	52.8% en NGL	92.6% en NGL
	87.8% en Pt	44.0 % en Pt	48.2% en Pt	41.2 % en Pt	95.8% en Pt
Concentration moyenne annuelle en sortie	4.2 mg/l MES	7.1 mg/l MES	15.3 mg/l MES	13.6 mg/l MES	3.8 mg/l MES
	2.6 mg/l DBO5	3.3 mg/l DBO5	7.7 mg/l DBO5	6.4 mg/l DBO5	3.0 mg/l DBO5
	17.2 mg/l DCO	22.9 mg/l DCO	45.8 mg/l DCO	43 mg/l DCO	17.7 mg/l DCO
	6.5 mg/l NGL	14.0mg/l NGL	24.0 mg/l NGL	21.2 mg/l NGL	3.2 mg/l NGL
	0.5 mg/l Pt	1.4 mg/l Pt	3.2 mg/l Pt	2.8 mg/l Pt	0.2 mg/l Pt

NORMES DE REJETS DE LA STATION D'ÉPURATION DE STRASBOURG - LA WANTZENAU

	MES	DBO5	DCO	N-NH4	NGL	Pt
Temps sec Q < 170 000 m³/j et DBO₅ < 61 t/j	30 mg/l et 90 % rendement	25 mg/l et 90 % rendement	100 mg/l et 75 % rendement	10 mg/l et 75 % rendement	10 mg/l et 70 % rendement	1 mg/l et 80 % rendement
Temps pluie 170 000 < Q < Q référence et DBO₅ < 61 t/j	30 mg/l ou 90 % rendement	25 mg/l ou 90 % rendement	100 mg/l ou 75 % rendement	10 mg/l ou 75 % rendement	10 mg/l ou 70 % rendement	1 mg/l ou 80% rendement
Mode dégradé Q référence < Q < 380 000 m³/j ou DBO₅ > 61 t/j	Meilleure épuration possible en respectant les valeurs seuils					
	85 mg/l	50 mg/l	250 mg/l	-	20 mg/l	-
Tolérance	25 jours de dépassement par an tout en respectant les valeurs seuils ci-dessus			Respect de la concentration ou du rendement en moyenne annuelle et respect du seuil NGL		

Les performances du traitement des eaux sont conformes aux normes de rejet pour les 3 stations d'épuration.
Le traitement des fumées d'incinération de la station d'épuration de Strasbourg - La Wantzenau a été conforme tout au long de l'année. Une campagne annuelle d'étude d'impact environnemental de l'incinérateur est menée chaque année grâce à la méthode des lichens (recherche des dioxines, furannes et métaux). Celle-ci démontre une absence d'impact notable imputable aux rejets atmosphériques de la station d'épuration.

BILAN 2025
STATION D'ÉPURATION DE STRASBOURG - LA WANTZENAU

- injection de 16.37 GWhPCS de biométhane sur le réseau R-GDS,
- valorisation de 99,5% des sous-produits générés (boues, sables, graisses, déchets de dégrillage…),
- consommation d'électricité stable (+ -1,8 %),
- chantier du renouvellement de la ligne de traitement des boues en cours de réalisation, représentant un investissement de 55 millions d'euros. Ce projet vise à remplacer le four d'incinération des boues ainsi que le système de traitement des fumées, tout en valorisant la chaleur générée par le procédé. La conception et la réalisation sont assurées par un groupement porté par Suez Engineering & Construction (filiale Degrémont). La phase d'études de conception s'est déroulée de septembre 2023 à avril 2025. Les travaux se déroulent actuellement, pour une mise en service des nouvelles installations prévue en 2028.

AUTRES SITES

Poursuite du projet de construction d'une nouvelle station de traitement des eaux usées au Sud du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg :

- obtention des arrêtés de l'enquête publique unique (DDAE / DUP),
- publication du marché de conception-réalisation pour la construction de la STEU.

Dans l'attente de la construction et de la mise en service de cette nouvelle installation, les équipements d'épuration de Plobsheim sont déclarés non-conformes, bien que les performances des ouvrages d'épuration soient conformes au regard de la réglementation.

98,5%
des eaux usées de l'Eurométropole sont traitées à la station d'épuration de Strasbourg-La Wantzenau

77 723 424m³
Volume des eaux usées traitées (sur les 5 sites)

99,7 %
de conformité

12 079
tonnes de matières sèche éliminée (sur tous les sites)

5e
station d'épuration de France

1 500 872
m³ de biométhane soit
16.4 GWh produit sur la station d'épuration de Strasbourg-La Wantzenau

1 000 000
équivalents habitant·es capacité de traitement (Strasbourg - La Wantzenau)

PROJETS ET INNOVATIONS



ANTICIPER

SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

Les changements climatiques se traduisent ces dernières années par une intensification des pluies et une augmentation des occurrences de ces dernières. Augmenter les capacités des réseaux n'est plus suffisant pour maîtriser ces flux supplémentaires d'eaux pluviales.
La directive cadre sur l'eau (DCE) de 2000 impose d'atteindre d'ici 2027 l'objectif de « bon état » écologique des cours d'eau.
Le schéma directeur d'assainissement, finalisé en 2012, a permis de définir les orientations stratégiques et les travaux à réaliser à un horizon 15 ans pour atteindre les objectifs de la DCE, en réduisant l'impact du réseau d'assainissement sur les cours d'eau, mais également pour lutter contre les débordements du réseau. L'étude de 2012 s'est appuyée sur un modèle hydraulique représentant la partie structurante du réseau d'assainissement pour évaluer son impact sur le milieu naturel et identifier des solutions d'aménagements pour le retour au bon état des cours d'eau. Celles-ci ont été hiérarchisées selon plusieurs critères : coût, sensibilité du milieu naturel, réduction de la pollution, opportunités de réalisation.

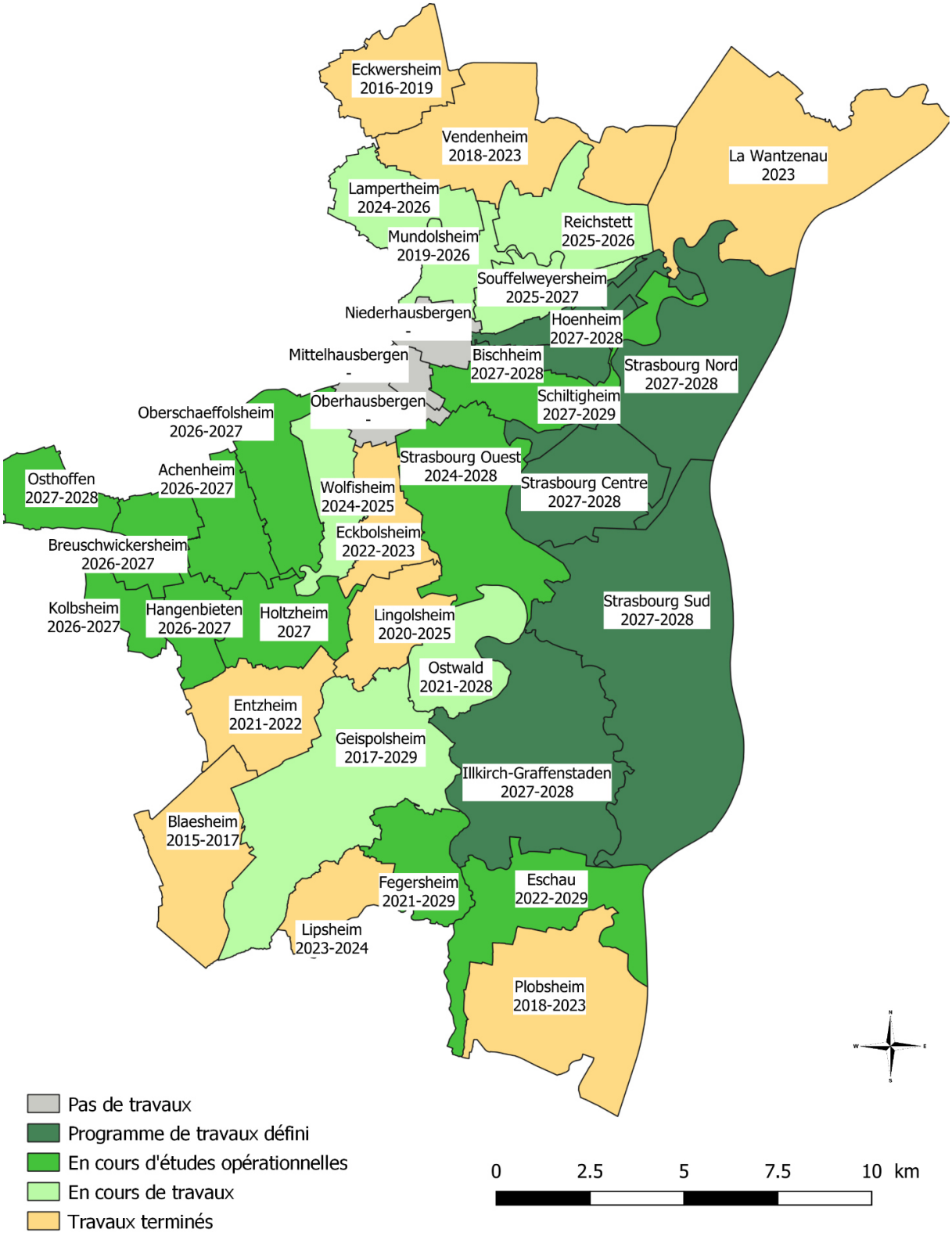
À partir de cette hiérarchisation, le plan d'action a été affiné et décliné secteur par secteur, en s'appuyant sur des modélisations hydrauliques détaillées du réseau d'assainissement, qui sont toutes terminées depuis 2024. Il comprend notamment la construction de 30 bassins de stockage pour un volume total d'environ 65 000 m³. Les aménagements définis permettent également de résoudre les inondations localisées et de répondre aux exigences de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatives à la collecte des eaux usées, entré en vigueur au 1er janvier 2016.
Les montants consacrés à l'ensemble de ces programmes de travaux sont de l'ordre de 190 M€ HT. Une partie de ces travaux fait l'objet de financements de l'agence de l'eau Rhin-Meuse.

Les travaux du schéma directeur d'assainissement sont terminés sur les communes d'Eckwersheim, de Vendenheim, de La Wantzenau, d'Eckbolsheim, d'Entzheim, de Blaesheim, de Lipsheim, de Plobsheim, de Lingolsheim et sur le quartier Cronenbourg de Strasbourg.

Une partie des travaux ont également été finalisés sur Geispolsheim Village et Gare, Mundolsheim, Lampertheim, Ostwald, Eschau et Fegersheim.

- Sur la commune de Geispolsheim, partie Village : les études d'avant-projet pour la construction d'un bassin de 1 500 m³ sont finalisées, les travaux sont programmés en 2027 ;
- Sur la commune de Geispolsheim, partie Gare : les travaux de construction d'un bassin de 2 000 m³ et de restructuration du réseau ont démarré mi-2025 et sont en cours ;
- Sur la commune de Mundolsheim : la construction du bassin de 5 500 m³ a débuté fin 2024 pour une durée de 18 mois ;
- Sur la commune de Lingolsheim et sur la partie Nord de la commune d'Ostwald, les travaux de construction du bassin de 1 800 m³ et les travaux de construction du bassin de 2 300 m³ se sont achevés en 2025 ;
- Sur la partie Sud d'Ostwald, les travaux de renforcement des réseaux rue d'Erstein, rue d'Eschau, quai Olida, rue du Roethig et rue de Colmar pour lutter contre les inondations ont débuté mi-2024 et se sont achevés fin 2025 ; les études opérationnelles pour la construction d'un bassin de lutte contre les inondations de 700 m³ vont débuter en 2026 ;
- Sur la commune d'Oberschaeffolsheim, les travaux de construction d'un bassin de 1 200 m³ et d'une station de pompage ont débuté fin 2025 et se termineront d'ici la fin de l'année 2026. Le renforcement de 500 m de conduites sera réalisé à partir de l'automne 2026 ;
- Sur la commune de Wolfisheim, les travaux de construction d'un bassin de 2 300 m³ ont débuté mi-2024 et sont en cours de finalisation, la pose de 600 m de conduites s'est terminée en 2025 ;
- Sur la commune d'Eschau, le début des travaux sur la partie ouest-centre sont reportés à 2027 ;
- Sur la commune de Lampertheim, les travaux de construction d'un bassin de 1 500 m³ pour la protection du milieu naturel sont en cours depuis fin 2025 pour une durée d'environ un an ;
- Sur la commune de Reichstett, les travaux de construction du bassin de 3 000 m³ pour la protection du milieu naturel ont débuté fin 2025 et se poursuivront en 2026 avec également les travaux de renforcement du réseau afin de lutter contre les inondations ;
- Sur la commune de Souffelweyersheim, les études d'avant-projet pour la construction d'un bassin de protection du milieu naturel d'un volume de 3 600 m³ sont en cours. Une première phase de travaux de lutte contre les inondations a été réalisée fin 2025 et la seconde phase débutera au printemps 2026 ;
- Sur le quartier de Koenigshoffen, les études d'avant-projet pour la construction d'un bassin de lutte contre les inondations ont été reprises suite à la réduction du volume nécessaire à 1 400 m³ déterminée par l'étude complémentaire, les travaux débuteront en 2027 ;
- Sur le quartier Elsau de Strasbourg, les travaux de construction d'un bassin de lutte contre les inondations de 3 000 m³ débuteront courant 2026 ;
- Sur le quartier Centre de Strasbourg, le renforcement du réseau rue du Feu et rue Moll sera réalisé courant 2026, pour lutter contre les inondations.

Avancement au 25/11/2025 et planification des travaux du schéma directeur d'assainissement



Avancement des travaux de construction des bassins SDA au 01/12/2025

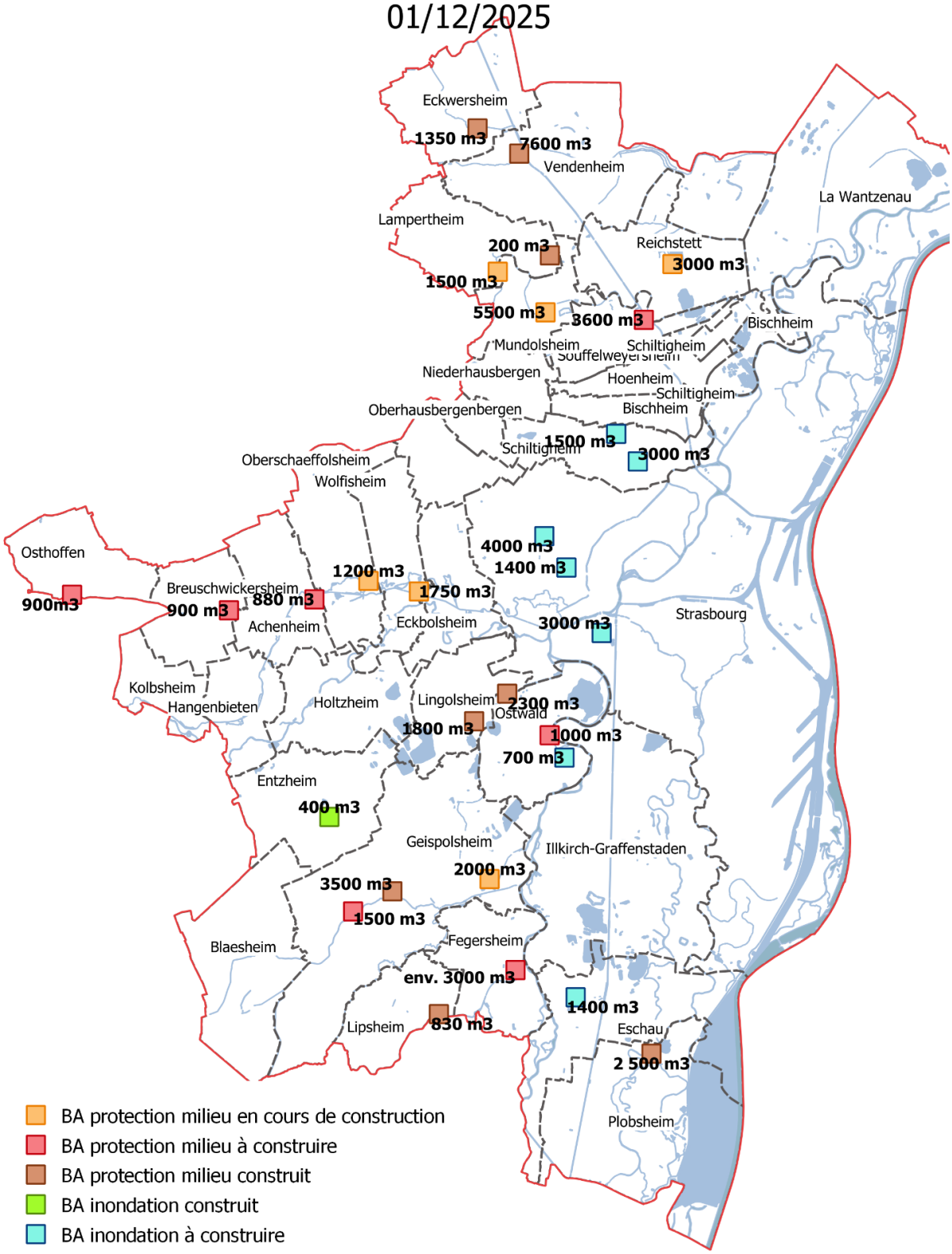


SCHÉMA DIRECTEUR DE GESTION DES EAUX PLUVIALES

Pour faire face aux défis du dérèglement climatique, l'Eurométropole de Strasbourg a instauré une politique de gestion alternative des eaux pluviales depuis 2009, inscrite dans les actions identifiées au Schéma Directeur d'Assainissement de 2012 et formalisée dans le zonage pluvial adopté en 2019.

La nécessité de limiter les apports d'eaux pluviales dans le système de collecte a été réaffirmée par l'arrêté du 21 juillet 2015 (article 5), qui préconise d'étudier en priorité des solutions de gestion des eaux pluviales le plus en amont possible. La révision par la Commission européenne de la DERU entrée en vigueur le 1er janvier 2025 et en cours de transposition dans le droit national reprend cet objectif de privilégier les démarches visant à éviter l'entrée des eaux pluviales dans les systèmes de collecte. La note de doctrine pluviale du Grand Est de février 2020 complète ces prescriptions en précisant et décrivant les méthodes et contraintes à prendre en compte.

La gestion intégrée des eaux pluviales s'inscrit plus globalement dans les politiques menées par l'Eurométropole de Strasbourg, en matière de préservation de la biodiversité, de mise en place de la trame verte et bleue, de lutte contre le changement climatique, de lutte contre les îlots de chaleur mais aussi de développement d'innovation. L'eau de pluie doit être considérée comme une ressource à valoriser : cette approche nécessite une coordination renforcée entre services et une stratégie cohérente sur l'ensemble du territoire.

L'objectif est de gérer l'eau de pluie au plus près de là où elle tombe en favorisant l'infiltration ou la récupération. Le recours à des solutions végétalisées (solutions dites fondées sur la nature), diffuses et bien intégrées dans le tissu urbain participent à redonner sa place à la nature en ville et s'avèrent le plus souvent moins coûteuses que des solutions « tout-tuyau ».

Plusieurs types de techniques, chacune présentant des avantages et inconvénients, et qui doivent être choisies judicieusement en fonction des spécificités de chaque site :

- les bassins d'infiltration ;
- les noues d'infiltration ;
- les jardins de pluie ;
- les puits d'infiltration ;
- les tranchées d'infiltration ;
- les structures alvéolaires enterrées ;
- les toits stockants ou toitures végétalisées (mis en place sur domaine privé à l'initiative du propriétaire) ;
- …

Actuellement, la gestion des eaux pluviales est mise en œuvre pour tout nouveau projet d'urbanisation mais reste trop fortement liée sur l'existant aux travaux de voirie et projets d'aménagements de l'espace public.
C'est dans ce cadre que l'élaboration d'un Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales sur l'ensemble du territoire a été lancée en 2025, afin d'actualiser d'ici la fin de l'année 2026 les grandes orientations d'une gestion durable et intégrée des eaux pluviales et de mettre à jour le zonage pluvial.

Cette étude est découpée en plusieurs étapes :

- la détermination des potentiels de désimperméabilisation et de déconnexion des eaux pluviales sur les secteurs urbanisés (voiries et parcelles). L'étude des potentiels de désimperméabilisation, finalisée en 2025, a permis de mettre en évidence les zones d'intérêt où il faudrait prioriser la désimperméabilisaion pour atteindre les objectifs du territoire, notamment en termes de conformité réglementaire DERU et DCE mais également de lutte contre les îlots de chaleur urbain. L'étude des potentiels de déconnexion des eaux pluviales est en cours de finalisation et permet d'aboutir à une classification des voiries et parcelles publiques et privées selon la facilité de déraccorder les eaux pluviales du réseau d'assainissement. Cette classification permet de définir des orientations techniques associées à un coût de travaux. Elle donne une indication de « faisabilité » et de « priorité » liée directement aux solutions envisageables ;
- l'élaboration du Schéma Directeur qui mettra en œuvre un programme d'actions hiérarchisées pour limiter et réduire l'imperméabilisation, déconnecter les eaux pluviales du réseau d'assainissement en favorisant l'infiltration et préserver le milieu naturel ;
- la mise à jour du zonage pluvial afin de fournir des préconisations en matière de gestion des eaux pluviales pour les aménagements futurs et les réhabilitations ;
- une réflexion sur la mise en place d'une gouvernance pour la Gestion des Eaux Pluviales Urbaines.

Le zonage pluvial sera annexé au PLUi, soit lors d'une prochaine modification, soit lors de sa révision complète.

DÉCONNEXION DES EAUX PLUVIALES EN DOMAINE PRIVÉ

Depuis 2012, la collectivité en partenariat avec l'agence de l'eau Rhin-Meuse met en œuvre un dispositif incitatif de déconnexion des eaux pluviales de toitures. Suite à l'opération pilote menée sur le territoire de la commune de Lipsheim, la collectivité a ouvert l'opération à l'ensemble du territoire métropolitain depuis fin 2013.
Les réunions publiques et les différentes communications en mairie réalisées depuis 2014 ont permis d'expliquer la démarche et d'aboutir à la réalisation de 319 visites et 245 projets dont certains se sont concrétisés par des travaux.
En 2025, 25 demandes de visites ont été faites pour 17 projets étudiés. 5 chantiers ont été réalisés en 2025 pour une surface totale de toiture de 463 m² déconnectés. D'autres projets sont en cours d'études. Depuis 2012, 20 855 m^2 de toiture ont pu être déconnectés.
L'année 2025 a été marquée par des précipitations régulières. Pour dynamiser cette opération, la collectivité a validé, en date du 7 février 2025, une augmentation du taux de subvention. Les travaux de déconnexion des eaux pluviales sont subventionnés à hauteur de 85 % pour un montant plafond de 20 €/m² de surface déconnectée (toitures) pour le matériel et la main-d'œuvre.
En 2025, un retour d'expérience (REX) sur les déconnexions depuis 2012 a été mis en ligne en février 2025 pour les particuliers ayant déconnecté leurs eaux pluviales. Les participants ayant répondu ont tous été satisfaits (ou très satisfaits) de la réalisation des travaux.



INNOVER

VALORISATION DES ACTIONS DU SERVICE

Afin d'échanger sur les pratiques, le service public de l'eau potable et de l'assainissement prend part à des groupes de travail intercollectivités régionaux et nationaux portés par des structures telles qu'AMORCE, l'Association scientifique et technique pour l'eau et l'environnement (ASTEE), la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR), l'Association des collectivités pour la maîtrise des déchets et de l'environnement (ASCOMADE), France Eau Publique, Aqua Publica Europea, Arbeitsgemeinschaft Wasserwerke Bodensee-Rhein (AWBR).

Ces espaces sont des opportunités de bénéficier des retours d'expériences d'autres territoires et acteurs de l'eau mais aussi de valoriser ce qui est mis en œuvre sur le territoire eurométropolitain. De plus, le service a participé et contribué à plusieurs événements de sensibilisation aux enjeux de l'eau sur le territoire (le créathon « Ville de demain » organisé par AlsaceTech le 12/3/25, la journée de la transformation écologique du lycée Rudloff le 23/05/25, la journée portes ouvertes à la ferme de la Banau le 31/05/25, un atelier eau et entreprises lors de la matinée du PACTE le 05/06/25, le Tour des fermes le 15/06/25, l'école d'été sur les micropolluants organisé par l'Unistra le 07/07/25, un stand eau lors de la course de la diversité le 25/09/25, la journée « agriculture et alimentation durables » organisée par les Shifters67 et l'Université populaire le 11/10/25, la rencontres des agences d'urbanisme organisée par l'ADEUS et la FNAU le 16/10/25, l'atelier partenarial de quartier consacré à l'environnement organisé par la Direction de territoires Poteries-Hohberg-Hautepierre le 04/11/25).

En 2025, les projets et réalisations du service public de l'eau potable et de l'assainissement ont été valorisés sous plusieurs formes :

- 30 présentations orales lors de colloques ou webinaires ;
- 3 articles techniques publiés ou livrables de projets ;
- 41 articles de presse.

LES ÉTUDES STRATÉGIQUES SUR LE TERRITOIRE

Le département Prospective réseaux réalise les études nécessaires à la détermination des évolutions à apporter au réseau d'eau potable et d'assainissement sur les 33 communes de l'Eurométropole (études stratégiques, études de définition, études de zonage, lutte contre les inondations…).
Il instruit et valide les permis d'aménager et accompagne les chantiers de lotissements et de zones d'aménagement concerté (ZAC) notamment. Il participe aux projets de territoire d'envergure, tels que les extensions du tram à Strasbourg et aux projets de rénovation urbaine, la réalisation du quartier Archipel 2 au Wacken, des projets Citadelle et Cours des Douanes au Port du Rhin, au projet Stellantis et Plaine Festive à la Meinau, des lotissements Trissermatt et Schwemmloch à La Wantzenau, , le Domaine du Meunier à Geispolsheim ou encore de la ZAC Nord de Vendenheim et la restructuration viaire de la zone commerciale Sud à la Vigie.
Il analyse et vérifie les projets de réaménagement d'espaces publics sur le territoire de l'Eurométropole et réalise des études de fonctionnement hydraulique et de raccordement à l'assainissement et à l'eau potable. Dans ce cadre, il analyse le programme annuel de voirie de l'Eurométropole, propose des renforcements de réseaux quand cela est nécessaire et intègre des solutions de gestion intégrée des eaux pluviales lorsque cela est possible. Par ailleurs il produit également un programme de travaux pour les besoins propres du service comme par exemple la réhabilitation de stations de pompage, le renouvellement de conduites ou des extensions de réseaux.
Il contrôle et enregistre les dossiers des ouvrages exécutés en lien avec les différentes entités concernées (SIG, exploitation, gestion patrimoniale). De plus, il participe à la validation des travaux du schéma directeur d'assainissement et il contribue aux réflexions d'évolution urbaine et à la mise en place d'une politique de gestion intégrée des eaux pluviales intégrant les objectifs de développement durable et de limitation des rejets au milieu naturel.

DÉVELOPPER DES CULTURES FAVORABLES À LA PROTECTION DES CAPTAGES, MISE EN PLACE DE PAIEMENTS POUR SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pour développer les pratiques favorables à la protection de la ressource en eau. Ainsi depuis 2022, l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée auprès de 35 agriculteurs sur la période 2023-2028 dans le cadre du dispositif de paiements pour services environnementaux (PSE) à hauteur d'un million d'euros.
L'un des principaux objectifs des PSE est de rémunérer les exploitants agricoles pour leurs actions environnementales et notamment la diminution de l'utilisation des produits phytosanitaires, en particulier d'herbicides. Les aires et périmètres de protection des captages sont prioritaires pour

déployer ce dispositif centré sur la valorisation de pratiques agricoles permettant de limiter les risques de pollution des captages. Le PSE vise également à encourager des pratiques de diversification des assolements pour limiter les risques d'érosion et favoriser la biodiversité. Enfin, le PSE ambitionne de favoriser le développement d'infrastructures agroécologiques en complément des initiatives mises en place et de la réglementation en vigueur.

LUTTER CONTRE LES RESIDUS PHARMACEUTIQUES DANS LES EAUX USÉES

L'Eurométropole de Strasbourg est engagée depuis de nombreuses années dans une démarche de réduction à la source de rejets en micropolluants : https://www.strasbourg.eu/reduire-micropolluants Présents dans les eaux usées à cause de leur consommation, les résidus pharmaceutiques ne font pas l'objet de cadres réglementaires actuellement. Cependant, l'Eurométropole de Strasbourg a souhaité initier une action – le projet REDMED – afin d'accompagner les établissements de soins pour identifier les solutions et marges de manœuvre de réduction qu'ils peuvent avoir. Réalisé avec un établissement volontaire, l'objectif est de formaliser une méthodologie qui sera reproductible auprès d'autres établissements. Cette action a été retenue dans le cadre de l'Appel à Projets Plan régional santé environnement 4.

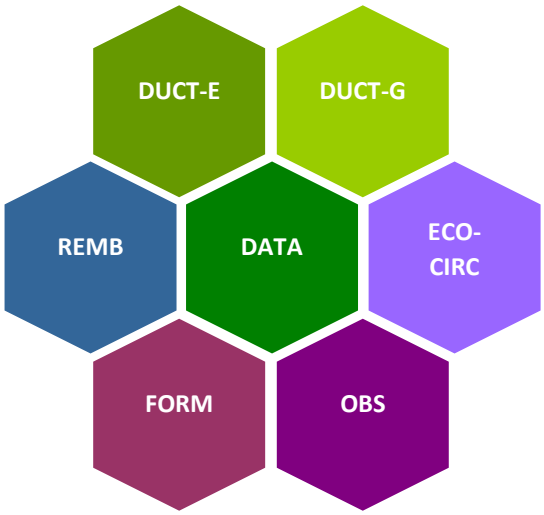
CHAIRE INDUSTRIELLE REFONDRRE

La chaire industrielle REFONDRRE vise à créer un écosystème d'acteurs afin de travailler sur la problématique de durabilité des conduites de distribution d'eau portable, l'influence des remblais issus de filières de recyclage sur les conduites et la pollution des sols et également sur l'encombrement des sous-sols et l'opportunité de créer une économie circulaire à partir de la valorisation des conduites excavées. Elle regroupe l'entreprise Pont-à-Mousson Saint-Gobain, fabricant historique des tuyaux en fonte posés à Strasbourg, l'ENGEES et le laboratoire I-Cube pour la partie universitaire et plusieurs collectivités majeures du pays : en région parisienne Eau de Paris, SENEO et SEDIF, Eau de Toulouse Métropole, Mulhouse Alsace-Agglomération mais aussi SDEA Alsace-Moselle et Eurométropole de Strasbourg.

La chaire vise également à créer un observatoire de la connaissance patrimoniale partir des données mutualisées et anonymisées des partenaires et également des analyses post mortem sur les conduites excavées ce qui constituera une première en France.

Le Comité Scientifique et le Comité de Pilotage exploreront les 7 axes suivants :

- DUCT-E : Comportement des conduites enterrées en fonte,
- DUCT-G : Comportement des conduites en fonte en configuration Galerie (Eau de Paris),
- DATA : Données, analyse, transfert et accessibilité,
- REMB : Remblais recyclés et impacts potentiels sur les conduites,
- ECO-CIRC : Économie circulaire et valeur patrimoniale des conduites,
- OBS : Observatoire de la connaissance patrimoniale,
- FORM : Formation et enseignement.

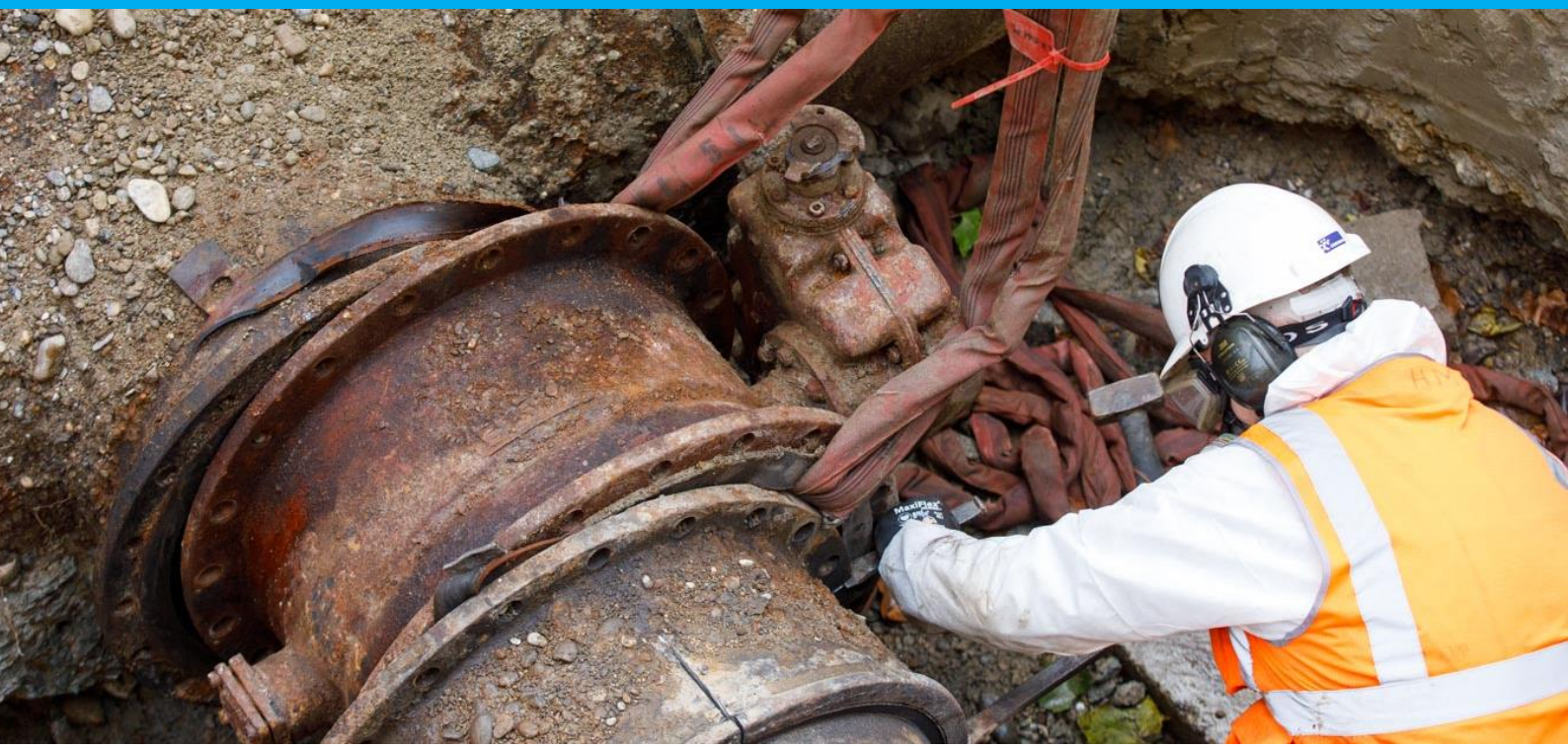


SURVEILLANCE DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT- ETUDE NODE

Cette étude réalisée sur la commune de Plobsheim de décembre 2024 à mai 2025 a été menée sur 4 points du système d'assainissement pour identifier les sources de pollution affectant la STEU, notamment les effluents perturbateurs et les variations de charge organique, et pour évaluer l'impact de ces fluctuations sur le fonctionnement de la station de traitement des eaux usées. Les principaux paramètres analysés en mesure continue étaient la variation de charge et toxicité (Node), le pH, le potentiel redox, la conductivité et la température. Cette étude visait à comprendre les événements transitoires mineurs, liés à des facteurs saisonniers ou ponctuels ou à la dilution des effluents, afin de trouver le ou les déversements à l'origine de ces perturbations, et permettre de mieux cadrer ces rejets et anticiper leur gestion. Des évènements mineurs ont pu être constatés et analysés sur le système sans pouvoir mettre en évidence des rejets d'activité impactant significativement la station.







PARTAGER

LE PARTENARIAT AVEC L'ENGEES

La convention cadre avec l'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg (ENGEES) a été renouvelée en décembre 2024 pour 3 ans reconductibles successivement d'une année dans la limite de 3 fois.

Le partenariat avec l'ENGEES se poursuit avec le projet Reactive City. Démarré en 2023, ce projet fait suite au projet Navebgo qui visait l'étude de l'impact des biocides contenus dans les crépis et peintures extérieures sur la qualité de l'eau de la nappe phréatique, lorsqu'ils sont entrainés par les eaux de pluie. Ce projet, mené avec des chercheurs et chercheuses du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et de l'Institut terre et environnement de Strasbourg (ITES), avec des partenaires allemands (municipalités de Freiburg, Landau et Lünebourg), a plus d'ambition : il vise à mieux comprendre les sources et mécanismes de transfert dans les eaux des biocides de façades mais aussi des biocides domestiques, des antibiotiques et de perfluorés. En complément, un des objectifs est d'expérimenter des solutions alternatives sur des projets de construction de bâtiments.

Par ailleurs un projet de Recherche-Intervention entre l'EMS et l'ENGEES a été validé courant 2024 portant sur la : "Gestion des eaux non conventionnelles en milieu urbain : Stratégies d'infiltration et évaluation des impacts". L'ambition est d'étudier à différentes échelles (numérique, laboratoire, mésocosme et terrain), les bénéfices et les impacts d'une ville éponge et perméable.

Ce projet très ambitieux constitue le cadre de la réalisation de 2 thèses de Doctorat dont les intitulés sont :

1. premier sujet : "**Stratégie d'infiltration des eaux non conventionnelles pour une recharge des réservoirs de surface et souterrains**" porté par la jeune chercheuse Alexandra Cerone qui a débuté le 15 octobre 2024 - L'approche est expérimentale, aux échelles de laboratoire et du mésocosme.
2. deuxième sujet : "**Modélisation de l'infiltration des eaux pluviales pour une gestion durable de l'hydrologie urbaine**" porté par la jeune chercheuse Lina SAOUDI qui a débuté en avril 2025 - L'approche ici est expérimentale et numérique à l'échelle du terrain.

FONDS EAU ET ASSAINISSEMENT - EAST

L'ONU, dans son agenda 2030, a adopté 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) qui donnent la marche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous.
La loi de 2005 dite Oudin-Santini (loi n°2005-95) permet aux collectivités, syndicats et agences de l'eau de consacrer jusqu'à 1% de leur budget eau et assainissement pour financer des actions de solidarité internationale dans ces domaines.
L'Eurométropole de Strasbourg contribue à cet objectif de développement durable n°6 par la mise en place d'un fonds de solidarité internationale dont l'agence de l'eau Rhin-Meuse est un partenaire privilégié.
Ce fonds n'engendre pas d'augmentation du prix de l'eau. Le fonds est doté d'une enveloppe annuelle de 50 000 euros, permettant de soutenir en moyenne entre 2 à 3 projets pouvant être cofinancés par l'agence de l'eau Rhin-Meuse, partenaire privilégié de ce dispositif.



Installation de réservoir et puits à adduction solaire à Soudiane (PADEM – 2025)

Au titre de l'appel à projet 2025, deux projets ont été retenus :

Association Socotra Dragon Blood Tree – subvention de 30 000€. L'association Socotra Dragon Blood Tree, dont l'antenne française siège à Strasbourg a pour mission de mettre en œuvre des actions pour la protection du dragonnier de Socotra, le développement de l'accès à l'eau potable dans les villages de l'île et également la mise en lumière de la poésie socotri. Le projet vise à garantir un accès pérenne, équitable et écologique à l'eau potable pour deux villages de Socotra, représentant environ 500 personnes (y compris les écoliers).

Association SOS Développement Solidarité Internationale – subvention de 20 000€. SOS Développement Solidarité Internationale est une association humanitaire à but non lucratif fondée en 2021 par un groupe de bénévoles à Strasbourg. Elle se consacre à la lutte pour un monde plus juste et à l'accès aux droits fondamentaux, principalement en Afrique Centrale, notamment au Cameroun. L'association œuvre pour améliorer les conditions de vie et défendre les droits des populations vulnérables. L'un de ses principaux combats est d'atteindre l'objectif de développement durable 6.

Le projet vise à garantir un accès pérenne, équitable et écologique à l'eau potable pour un village, représentant environ 1 500 personnes (y compris les écoliers et enseignants).

DIAGNOSTIC TERRITORIAL D'ACCÈS À L'EAU - DTAE

La résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 28 juillet 2010 (résolution 64/292) a reconnu l'accès à l'eau et à l'assainissement comme un droit humain fondamental. En 2015, cette décision a depuis été renforcée en intégrant l'accès à l'eau dans la liste des ODD : le 6 qui doit « Garantir l'accès à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ». Suite à la parution de l'ordonnance n° 2022-1611 du 22 décembre 2022 relative à l'accès et à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et du décret d'application n° 2022-1721 du 29 décembre 2022 relatif à l'amélioration des conditions d'accès de tous à l'eau destinée à la consommation humaine, la collectivité s'est engagée sur la réalisation de son Diagnostic Territorial d'Accès à l'Eau – DTAE.
La DERE et la DDSJ portent conjointement ce sujet qui fait appel à des compétences sociales et hydrauliques. Pour la réalisation de l'étude, la collectivité est accompagnée de deux bureaux d'étude spécialisés : ARTELIA et Solidarités International.

Les objectifs du DTAE visent à :

1. dénombrer et de localiser, à partir des données d'observation du territoire disponibles et de l'expertise des acteurs locaux, les personnes présentes sur le territoire n'ayant pas un accès suffisant à l'eau destinée à la consommation humaine ;
2. établir un état des lieux des modalités d'accès à l'eau, des usages et des pratiques, le cas échéant après une enquête de terrain, et d'analyser les causes et les conséquences des insuffisances d'accès à l'eau constatées. L'état des lieux permet, le cas échéant, de répertorier les actions déjà mises en œuvre pour favoriser l'accès à l'eau, de localiser les fontaines et autres équipements de distribution d'eau, les ressources en eau et les sources d'énergie existants et de présenter un bilan de leur état de fonctionnement ;

3. formuler des recommandations d'actions ou de solutions destinées à améliorer les conditions d'accès à l'eau ;
4. proposer, le cas échéant, des mesures d'accompagnement des acteurs intervenant pour améliorer les conditions d'accès à l'eau ;
5. préconiser les modalités adaptées d'information des populations sur les solutions retenues pour améliorer les conditions d'accès à l'eau ainsi que les conditions requises pour la mise en œuvre de ces solutions.

Suite au lancement en juillet 2025, aujourd'hui, la phase de diagnostic est terminée et la construction des orientations du plan d'action est en cours. Le rendu est attendu pour fin 2026.



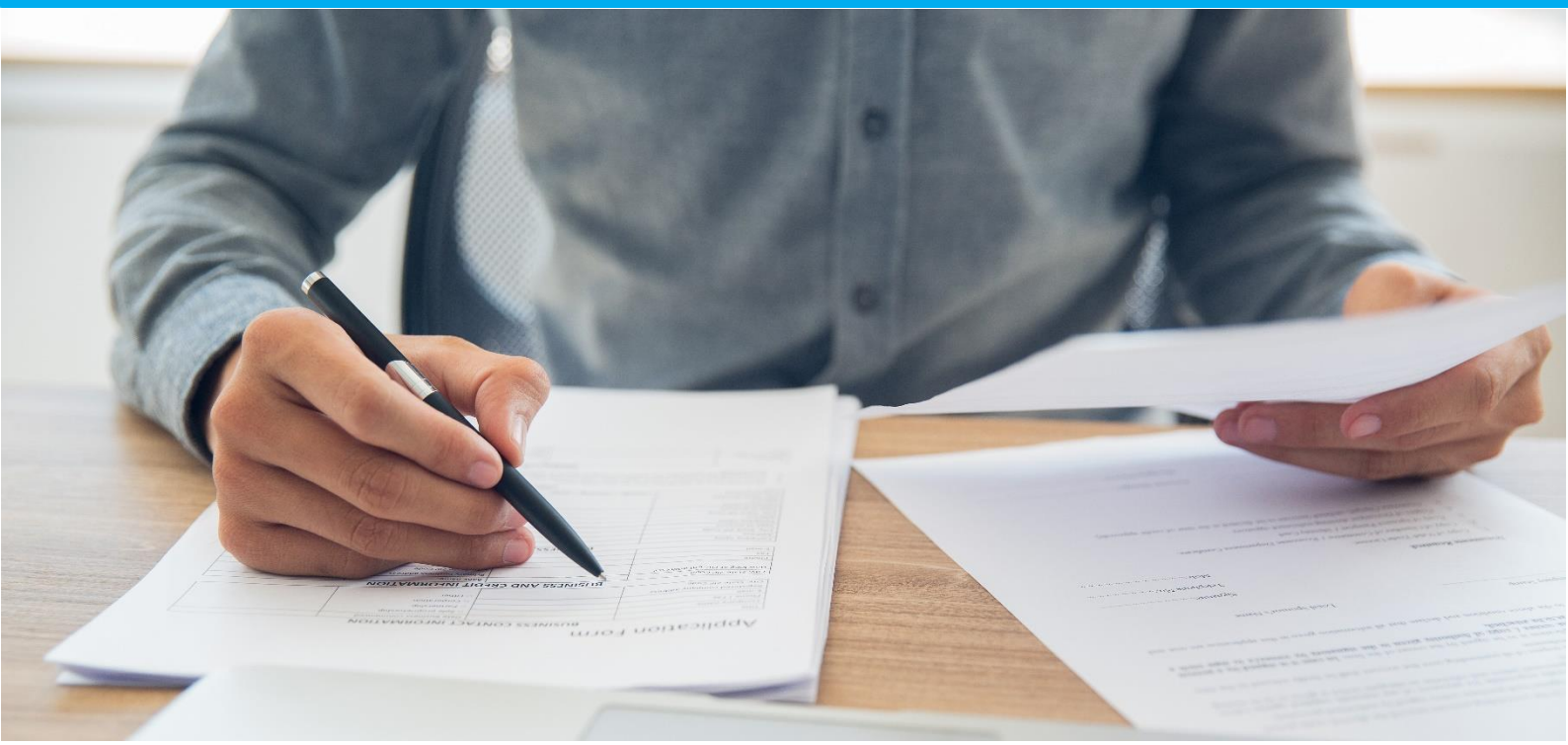
Solidarités International - Lise Iris

COMMUNICATION

En 2025, le service public de l'eau potable et de l'assainissement a travaillé sur différents documents de communication à l'attention de ses usagers et usagères :

- rapport annuel 2024 disponible en ligne sur le site strasbourg.eu,
- diffusion des supports de communication du projet de système d'assainissement au Sud de l'Eurométropole,
- refonte de la plaquette du schéma directeur d'assainissement,
- réalisation d'une campagne de valorisation des artisan·es labellisé·es éco-défis,
- réalisation d'une campagne d'images sur la thématique de l'eau,
- dossiers « eau » et « assainissement » dans l'Eurométropole magazine,
- accompagnement des notes sur la qualité de l'eau.

FINANCES ET GESTION DES ABONNÉ·ES



FACTURER

L'eau a un coût, celui de la réalisation et de l'exploitation des ouvrages, nécessaires à sa production, sa distribution, son évacuation et son épuration.
Ces coûts sont identifiés en toute transparence dans deux budgets annexes, l'un pour l'eau, l'autre pour l'assainissement, dont les dépenses sont financées par le prix de l'eau.

UNE CONVERGENCE DES TARIFS DE L'EAU

Depuis le 1er janvier 2015, l'Eurométropole est autorité organisatrice du service public de l'eau potable et de l'assainissement sur l'ensemble des 33 communes de son territoire.
Depuis le 1er janvier 2020, les tarifs de ventes d'eau sont, pour les abonnements des compteurs de diamètre 15/20 et pour les premières tranches de consommation, identiques sur l'ensemble du territoire.
Au 1er janvier 2025, le prix moyen est de 3,04 € TTC (pour une consommation de 120 m³/an) soit une augmentation de 0,11€ par rapport à 2024. Cette augmentation est liée à la refonte des redevances de l'agence de l'eau Rhin-Meuse et à la révision contractuelle des prix par le délégataire du service public SOVEES.

L'évolution des tarifs au cours des 5 dernières années est la suivante :

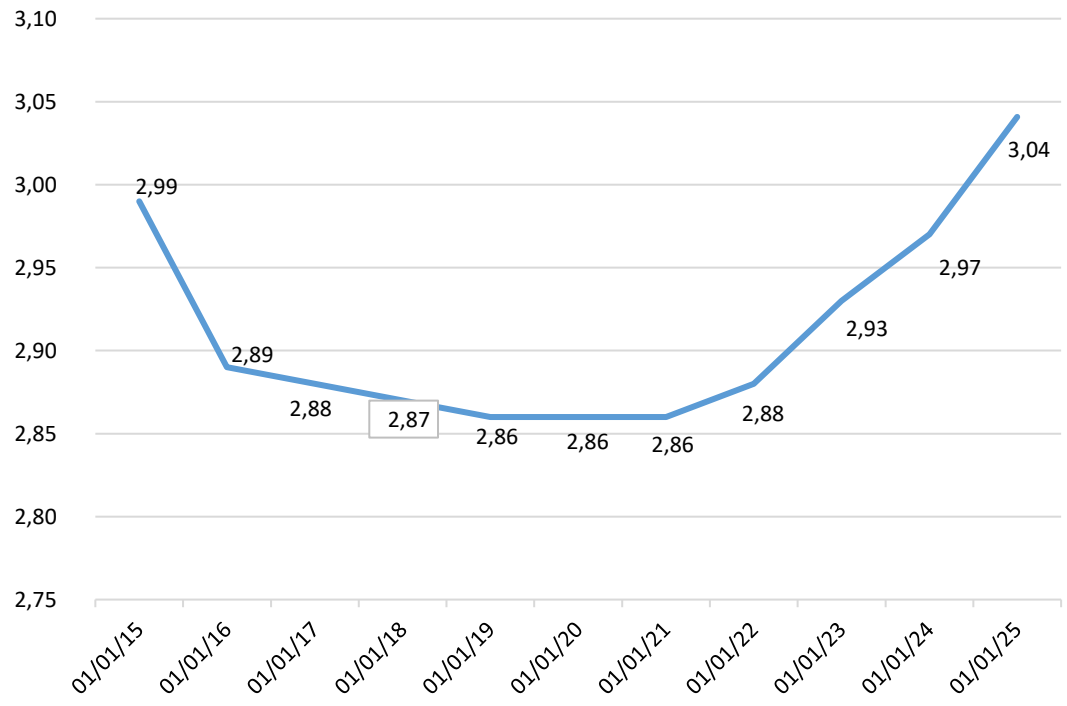
Prix global TTC du m3 d'eau	2021	2022	2023	2024	2025
Eurométropole Régie	2,86	2,88	2,93	2.97	3,04
Strasbourg Sud	2,86	2,88	2,93	2.97	3,04
Strasbourg Nord	2,86	2,88	2,93	2.97	3,04
Ill Andlau	2,86	2,88	2,93	2.97	3,04
La Wantzenau	2,86	2,88	2,93	2.97	3,04
CCC - Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten	2,86	2,88	2,93	2,97	3,04
CCC - Kolbsheim	2,86	2,88	2,93	2.97	3,04
CCC - Osthoffen	2,86	2,88	2,93	2.97	3,04

Évolution du prix de l'eau (Unité de distribution Strasbourg)

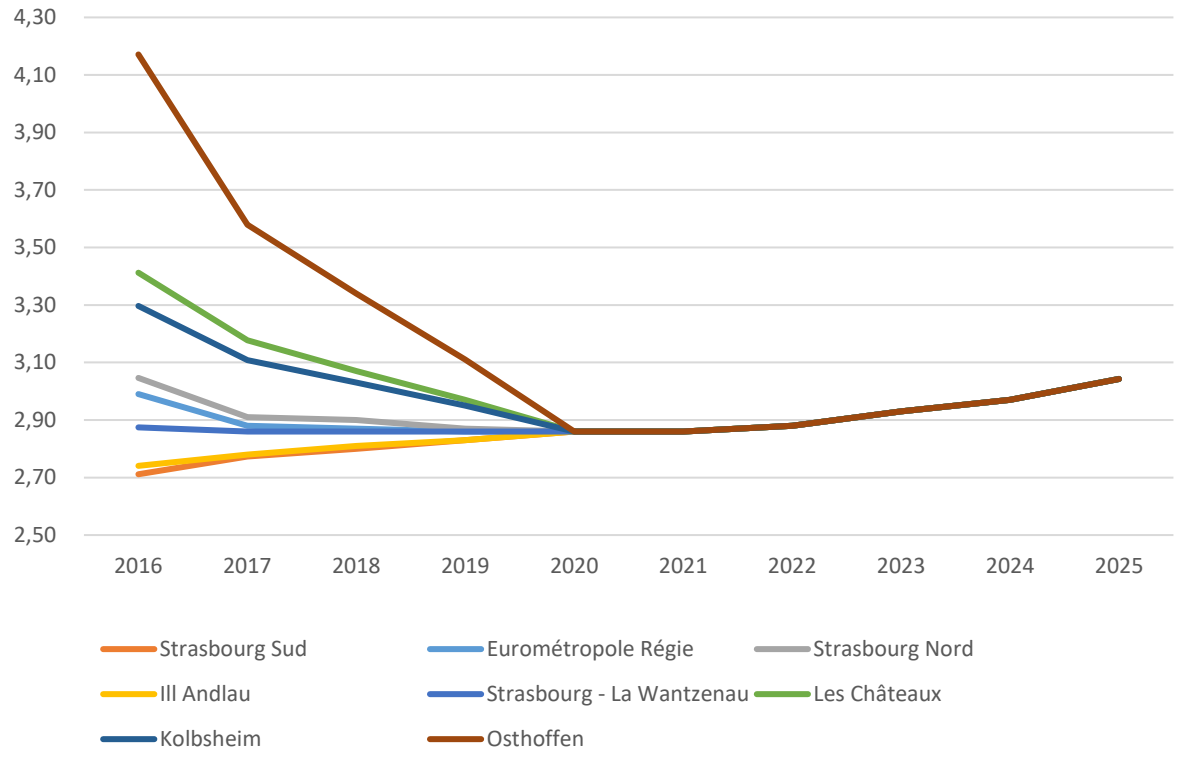
Le tarif global de l'eau distribuée sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg est donc un tarif unique et son montant de 3,04€/m³ est à comparer au tarif équivalent moyen pour la France soit 4,69€/m³ (année 2024).

La fourniture et le traitement de l'eau pour l'ensemble des usages domestiques revient donc (base 120m³) à 1€ TTC par jour et par foyer sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. La part EMS (1,81€/m3 sur les 3,04€/m3 du prix total) est inchangée depuis 2016.

Prix du m³ TTC en € pour une consommation de 120 m³



Évolution du prix de l'eau en euros



QUI DÉCIDE DU PRIX DE L'EAU?

Le prix de l'eau est composé de trois rubriques distinctes (arrêté du 10 juillet 1996) :

- une part destinée au financement du service public de l'eau potable,
- une part destinée au financement du service public de l'assainissement,
- une part destinée au financement des organismes publics apportant leur concours aux services publics d'eau potable et d'assainissement : agence de l'eau et État.

Pour les deux premières parts (eau potable et assainissement), c'est la collectivité compétente pour organiser le service public local, soit l'Eurométropole de Strasbourg, qui vote les tarifs.

Pour la dernière part, le montant est fixé directement par les organismes publics ou par les lois de finances.

Composantes de la facture d'eau en €/m³ – Pour les unités de distribution et communes de l'Eurométropole de Strasbourg suivantes

- unité de distribution **Strasbourg** : Communes de Bischheim, d'Eckbolsheim, de Hoenheim, d'Illkirch-Graffenstaden, de Lingolsheim, d'Oberhausbergen, d'Ostwald, de Reichstett, de Schiltigheim, de Souffelweyersheim, de Strasbourg et de Wolfisheim ;
- unité de distribution **Ill-Andlau** : Communes d'Eschau, de Fegersheim et de Lipsheim ;
- unité de distribution de **Strasbourg Nord** : Communes d'Eckwersheim, de Lampertheim, de Mittelhausbergen, de Mundolsheim, de Niederhausbergen et de Vendenheim ;
- unité de distribution de **Strasbourg Sud** : Communes d'Entzheim, de Geispolsheim, de Holtzheim, et d'Oberschaeffolsheim ;
- unité de distribution de **la Wantzenau** : Commune de la Wantzenau**.**

Composantes de la facture d'eau (en euros)	Tarif fixé par	Tarifs au 01/01/2022	Tarifs au 01/01/2023	Tarifs au 01/01/2024	Tarifs au 01/01/2025
Eurométropole m3 eau	Conseil Eurométropole	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000
Agence de l'eau Rhin-Meuse prélèvement sur la ressources eaux souterraines	Agence de l'eau	-	-	-	0,0394
Agence de l'eau Rhin-Meuse Consommation eau potable	Agence de l'eau				0,3900
Agence de l'eau Rhin-Meuse Performance des réseaux d'eau potable	Agence de l'eau				0,0660
Agence de l'eau Rhin-Meuse Performance des systèmes d'assainissement collectif	Agence de l'eau				0,1380
Agence de l'eau Rhin-Meuse pollution	Agence de l'eau	0,3500	0,3500	0,3500	
Agence de l'eau Rhin-Meuse modernisation	Agence de l'eau	0,2330	0,2330	0,2330	
Eurométropole collecte	Conseil Eurométropole	0,4304	0,4304	0,4304	0,4304
Eurométropole épuration	Conseil Eurométropole	0,15200	0,15200	0,15200	0,1520
Fermier épuration	Traité d'affermage	0,4188	0,4712	0,5083	0,5154
TVA sur consommations *		0,1161	0,1214	0,125	0,1338
Abonnement cptr 15 & 20 mm	Conseil Eurométropole	20,00	20,00	20,00	20,00
TVA sur abonnement	-	1,10	1,10	1,10	1,10
Prix unitaire TTC m3 (hors abt.)	-	2,70	2,76	2,79	2,86
Prix moyen du m3 TTC avec abonnement (120 m3)		2,88	2,93	2,97	3,04

**Eurométropole assainissement non assujetti*

Composantes de la facture d'eau en €/m³ – Pour les unités de distribution et communes de l'Eurométropole de Strasbourg suivantes :

- unité de distribution **Ill-Andlau** : Commune de Plobsheim ;
- unité de distribution de **Strasbourg Sud** : Commune de Blaesheim ;
- unité de distribution des **Châteaux** : Communes d'Achenheim, de Breuschwickersheim, de Hangenbieten, de Kolbsheim et d'Ostoffen.

Composantes de la facture d'eau (en euros)	Tarif fixé par	Tarifs au 01/01/2022	Tarifs au 01/01/2023	Tarifs au 01/01/2024	Tarifs au 01/01/2025
Eurométropole m3 eau	Conseil Eurométropole	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000
Agence de l'eau Rhin-Meuse prélèvement sur la ressources eaux souterraines	Agence de l'eau	-	-	-	0,0394
Agence de l'eau Rhin-Meuse Consommation eau potable	Agence de l'eau				0,3900
Agence de l'eau Rhin-Meuse Performance des réseaux d'eau potable	Agence de l'eau				0,0660
Agence de l'eau Rhin-Meuse Performance des systèmes d'assainisserment collectif	Agence de l'eau				0,1380
Agence de l'eau Rhin-Meuse pollution	Agence de l'eau	0,3500	0,3500	0,3500	
Agence de l'eau Rhin-Meuse modernisation	Agence de l'eau	0,2330	0,2330	0,2330	
Eurométropole assainissement	Conseil Eurométropole	1,0431	1,1007	1,1415	1,1490
TVA sur consommations *	-	0,0743	0,0743	0,0743	0,0822
Abonnement Eau cptr 15 & 20 mm	Conseil Eurométropole	20,00	20,00	20,00	20,00
TVA sur abonnement	-	1,10	1,10	1,10	1,10
Prix unitaire TTC m3 (hors abt.)	-	2,700	2,760	2,800	2,860
Prix moyen du m3 TTC avec abonnement (120 m3)	-	2,88	2,93	2,97	3,04

**Eurométropole assainissement non assujetti*

LES DIFFÉRENTS POSTES DE FACTURATION

La distribution de l'eau

Coût correspondant aux opérations nécessaires pour prélever, traiter et acheminer l'eau jusqu'aux usagers et usagères.

La collecte et le traitement des eaux usées

Coût correspondant aux opérations de collecte, de transport et d'épuration des eaux usées.

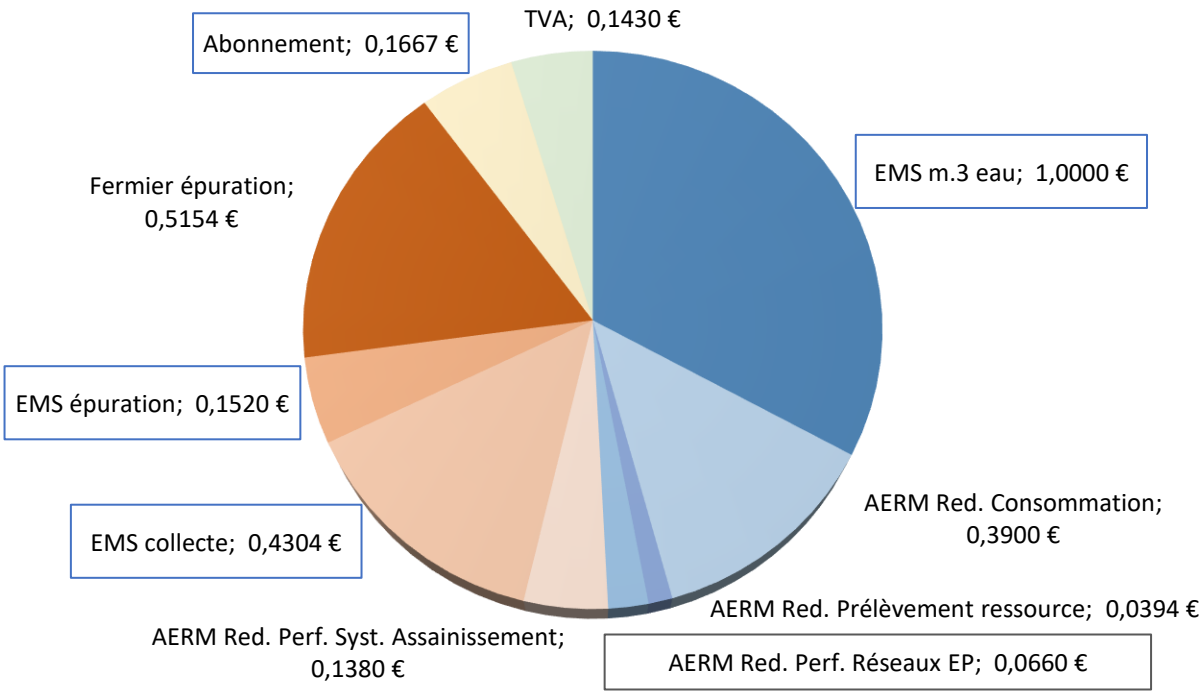
Les organismes publics

L'agence de l'eau utilise les sommes versées pour préserver la ressource et lutter contre la pollution. Elle subventionne des équipements et des actions dans ce sens, tels que la construction d'une station d'épuration, les travaux de schémas directeurs d'eau potable ou d'assainissement, des travaux de protection des captages ou de pose de réseau d'assainissement, l'étude de la qualité des cours d'eau ou encore des opérations de protection du milieu naturel.

La part fermier station épuration de Strasbourg – La Wantzenau :

Plusieurs acteurs peuvent intervenir dans les étapes de fourniture d'eau et de traitement des eaux usées.
Depuis le 1er octobre 2023, la gestion de la station d'épuration de Strasbourg - La Wantzenau a été attribuée par délégation de service public à la Société de valorisation des effluents de l'Eurométropole de Strasbourg - SOVEES (filiale de Veolia Eau).

Décomposition du prix de l'eau en €/m³ au 01/01/2025 – Unité de distribution Eurométropole Régie



BON À SAVOIR ● DEPUIS 1992 : L'EAU PAIE L'EAU

La loi impose aux maires des communes de plus de 3 000 habitant·es de séparer le budget de l'eau (distribution de l'eau potable et assainissement) du budget principal de la commune. C'est l'abonné·e, qui est appelé·e à financer les services de l'eau et non plus le contribuable. Les recettes de l'eau et de l'assainissement doivent couvrir toutes les dépenses des services. Chaque dépense, pour la distribution ou l'assainissement, est directement répercutée sur la facture de l'abonné·e.

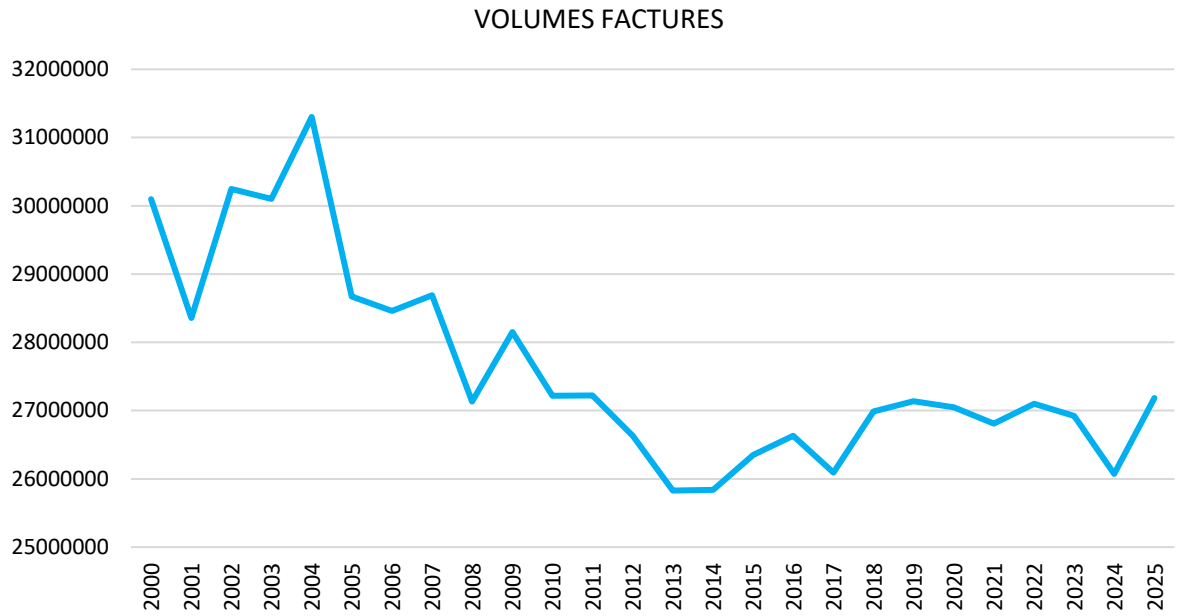
BILAN D'ACTIVITÉ DE LA FACTURATION

LE NOMBRE D'ABONNÉ·ES

L'Eurométropole compte 74 527 abonné·es au 31 décembre 2025, dont 52 165 sur l'unité de distribution Strasbourg.
En milieu urbain, sauf application des dispositions de la loi SRU du 13 décembre 2000 ou pose de compteurs secondaires pour les commerces, les abonnements sont gérés par immeuble. C'est pourquoi un abonnement dessert en moyenne 7 habitant·es sur l'agglomération (11 habitant·es sur Strasbourg).

	Habitant-es	Abonné-es	Volume (eau)	Vol/Hab	Hab/Abt
Bischheim	18 797	2 100	854 281	45	9
Eckbolsheim	7 229	1 707	360 052	50	4
Hœnheim	11 822	1 880	570 435	48	6
Illkirch-Graffenstaden	28 336	4 561	2 049 109	72	6
Lingolsheim	20 987	3 188	1 108 983	53	7
Oberhausbergen	5 912	988	320 662	54	6
Ostwald	14 077	2 408	744 870	53	6
Reichstett	4 768	1 594	365 653	77	3
Schiltigheim	34 922	4 056	2 033 300	58	9
Souffelweyersheim	8 301	1 955	416 693	50	4
Strasbourg	296 552	26 713	18 152 364	61	11
Wolfisheim	4 259	1 015	209 177	49	4
Eurométrople Régie	455 962	52 165	27 185 579	60	9
Achenheim	2 659	857	143 901	54	3
Blaesheim	1 475	529	67 816	46	3
Breuschwickersheim	1 358	513	68 698	51	3
Eckwersheim	1 437	548	69 625	48	3
Entzheim	2 571	788	205 587	80	3
Eschau	5 941	1 738	272 844	46	3
Fegersheim	5 834	1 724	492 599	84	3
Geispolsheim	7 994	2 405	428 798	54	3
Hangenbieten	1 843	560	90 556	49	3
Holtzheim	3 892	1 136	273 695	70	3
Kolbsheim	1 043	348	45 855	44	3
Lampertheim	3 508	1 032	159 749	46	3
Lipsheim	2 731	753	114 776	42	4
Mittelhausbergen	2 205	550	134 831	61	4
Mundolsheim	5 391	1 545	250 970	47	3
Niederhausbergen	1 738	514	83 454	48	3
Oberschaeffolsheim	2 620	825	109 379	42	3
Osthoffen	831	345	36 071	43	2
Plobsheim	4 536	1 509	179 125	39	3
Vendenheim	6 189	2 046	411 650	67	3
La Wantzenau	5 969	2 104	286 190	48	3
CONVENTION SDEA	71 765	22 362	3 926 169	55	3
TOTAL	527 727	74 527	31 111 748	59	7

Évolution des volumes facturés entre 2001 et 2025 (Unité de distribution Strasbourg)



Après une diminution sensible (-17,4%) entre 2004 et 2013, les volumes facturés étaient relativement stables depuis 5 ans. Une hausse de 4.27% est constatée entre l'année 2025 et l'année 2024 concernant le volume facturé.

LA RELATION AUX USAGERS ET USAGÈRES

GARDER LE CONTACT

Le service public de l'eau potable et de l'assainissement est à l'écoute des abonné·es les jours ouvrés de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h. En 2025, le guichet a traité plus de 32 000 sollicitations.
Hors horaires ouvrés, les agent·es d'astreinte du service public de l'eau potable et de l'assainissement prennent le relais pour recevoir les appels des usagers.
Facturation, ouverture de compteur, questions d'assainissement, chaque jour les services réceptionnent vos appels et vos courriers.
Toutes vos requêtes bénéficient d'un dispositif de suivi informatisé.
Pour toute question contactez le Guichet unique d'accueil : 03 68 98 51 75
ou par mail : eauassainissement@strasbourg.eu

ALLER AU-DEVANT DES USAGERS ET USAGÈRES

Sur le territoire métropolitain, près de 80 % de l'habitat est collectif. Les factures d'eau et d'assainissement ne sont donc pas toujours adressées directement aux usagers et usagères mais aux abonné·es titulaires du contrat de fourniture d'eau.

FORMULAIRES ET PROCÉDURES EN LIGNE

Pour accéder aux formulaires en ligne rendez-vous sur https://www.strasbourg.eu/demarches-eau-assainissement

74 527 abonné·es dont 52 165 sur la ville de Strasbourg et les 12 communes de première périphérie

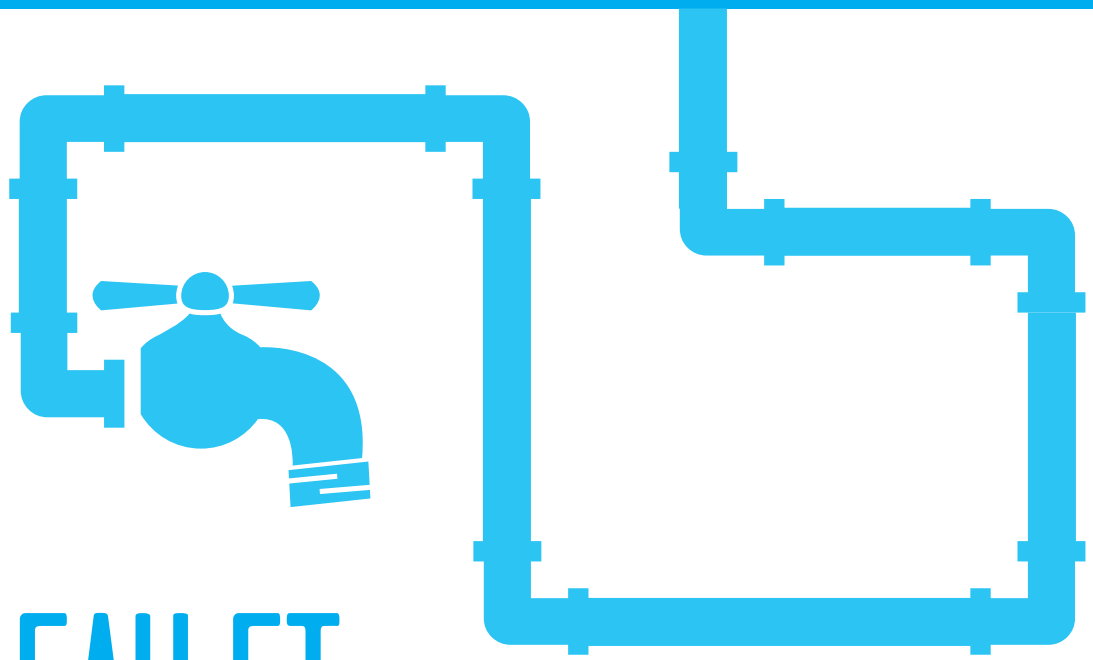
7
Nombre moyen d'habitant·es desservis par abonnement sur l'Eurométropole.

3,04 euros TTC/m³
Prix de l'eau au 01/01/2025 sur la base d'un abonnement de 120 m³

31 111 748 m³
Volume facturé sur les 33 communes de l'Eurométropole

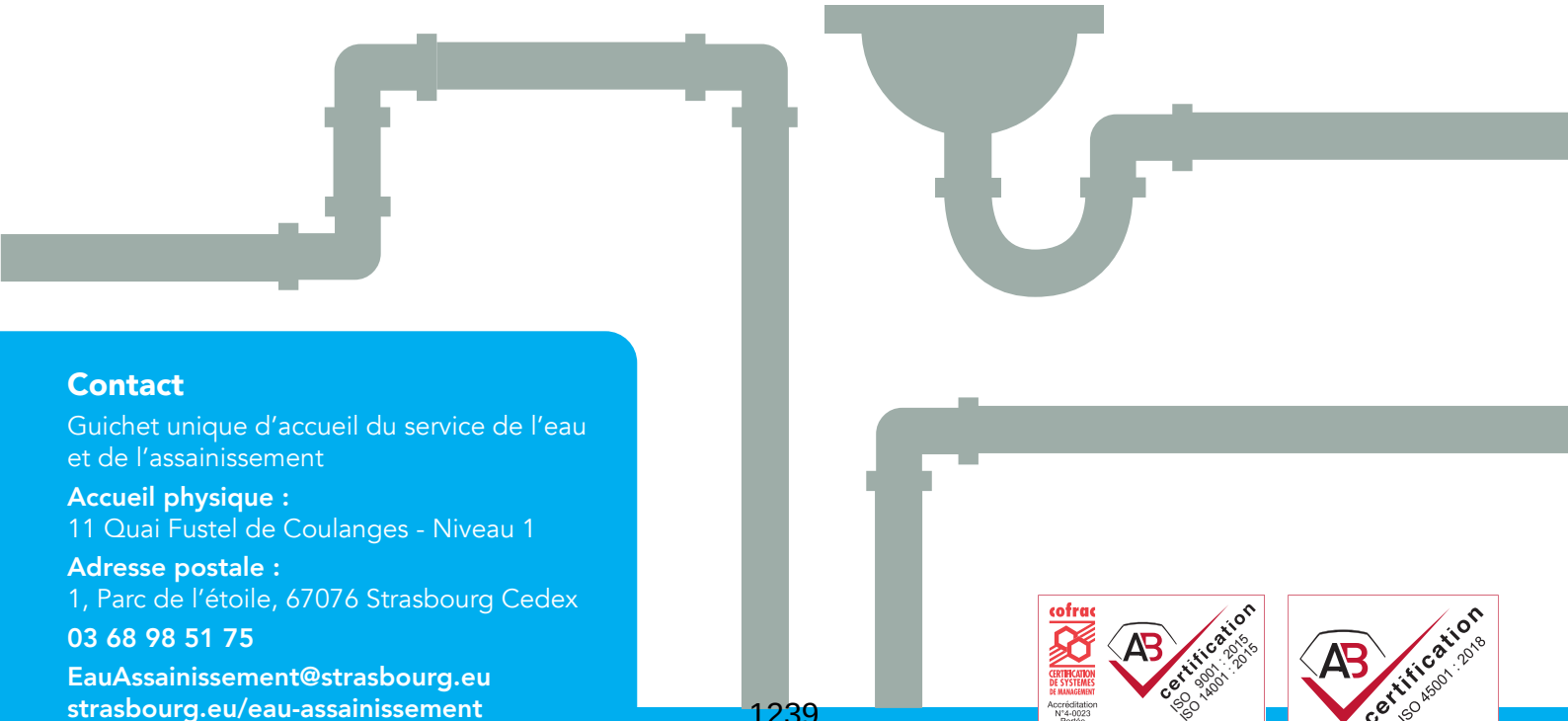
59 m³
Consommation annuelle moyenne par habitant

Strasbourg.eu
eurométropole



EAU ET ASSAINISSEMENT

TARIFS 2025



Contact

Guichet unique d'accueil du service de l'eau et de l'assainissement

Accueil physique :
11 Quai Fustel de Coulanges - Niveau 1

Adresse postale :
1, Parc de l'étoile, 67076 Strasbourg Cedex

03 68 98 51 75

EauAssainissement@strasbourg.eu
strasbourg.eu/eau-assainissement

cofrac CERTIFICATION DE SYSTÈMES DE MANAGEMENT Accréditation N°4-0023 Portée disponible sur www.cofrac.fr
AB certification ISO 9001 : 2015 ISO 14001 : 2015 A1868 Service de l'eau et de l'assainissement
AB certification ISO 45001 : 2018 A1868 - Service de l'eau et de l'assainissement

COMMENT EST CALCULÉ LE PRIX DE L'EAU :

La distribution de l'eau potable n'est qu'une des composantes du prix de l'eau. La collecte des eaux usées, l'assainissement, la préservation de la ressource et des milieux représentent des coûts facturés par les différents prestataires ou organismes.

Ils sont clairement détaillés sur votre facture d'eau :

Composantes de la facture d'eau (en euros)	Tarif fixé par	Tarifs au 01/01/2025 (en euros TTC)
01 DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE		
Eurométropole m³ eau	Conseil métropolitain	1,0000
Abonnement annuel compteur 15 & 20 mm	Conseil métropolitain	20,00
TVA sur abonnement 5,5 %		1,10
02 COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES		
Eurométropole collecte	Conseil métropolitain	0,4304
Eurométropole épuration	Conseil métropolitain	0,1520
Fermier station d'épuration	Traité d'affermage	0,5154
TVA sur consommations [1]		0,1338
03 ORGANISMES PUBLICS		
Consommation eau potable	Agence de l'eau	0,3900
Performance des réseaux d'eau potable	Agence de l'eau	0,0660
Performance des systèmes d'assainissement	Agence de l'eau	0,1380
Prélèvement de la ressource en eau	Agence de l'eau	0,0394
Prix unitaire TTC m³ (hors Abt)		2,86
Prix moyen du m³ [2]		**3,04**

Ce prix est celui facturé lorsque l'abonné est le client final.

[1] Taux de TVA applicables : Eau et assainissement, redevance consommation eau potable, performance des réseaux d'eau potable, prélèvement de la ressource en eau 5,5% / Collecte et épuration, performance des systèmes assainissement : non assujettis à TVA / Fermier épuration 10%

[2] TTC avec abonnement (120 m³)



Carafe d'eau en vente au prix de 8 €

Les différents postes de facturation

> La distribution de l'eau :

Coût correspondant aux opérations nécessaires pour prélever et acheminer l'eau jusqu'au consommateur.

> La collecte et le traitement des eaux usées :

Coût correspondant aux opérations de collecte, de transport et d'épuration des eaux usées.

> La part fermier station d'épuration : SOVEES

La gestion de la station d'épuration de Strasbourg - La Wantzenau est attribuée par délégation de service public à la Société de valorisation des effluents de l'Eurométropole de Strasbourg - SOVEES (filiale VEOLIA Eau).

> Les organismes publics :

L'Agence de l'Eau Rhin-Meuse utilise les sommes versées pour préserver la ressource et lutter contre la pollution. Elle subventionne des équipements et des actions dans ce sens, tels que la construction d'une station d'épuration, des travaux de protection des captages ou de pose de réseau d'assainissement, l'étude de la qualité des cours d'eau ou encore des opérations de protection du milieu naturel.

PRESTATIONS EAU POTABLE

(extrait de la délibération du 18 décembre 2024)
Les prestations eau potable sont soumises à la TVA aux taux en vigueur.

INTITULÉ DE LA PRESTATION	DESCRIPTION	UNITÉ	TARIF (€ TTC)
Location de prise d'eau	Tarif* de location de prise d'eau occasionnelle ou temporaire pour un compteur de diamètre inférieur ou égal 20 mm (prix auquel se rajoute l'eau consommée et les frais de gestion)	forfait journalier	0,82 €
LES INTERVENTIONS DES PERSONNELS DE L'EAU LORSQUE LEUR INTERVENTION EST RENDUE NÉCESSAIRE SUR UN DOMAINE PRIVÉ			
… pour une intervention en urgence en dehors des heures ouvrées du service de l'Eau et de l'Assainissement	Mise à disposition d'une pelle avec chauffeur	heure	142,80 €
	Mise à disposition d'une excavatrice avec chauffeur	heure	213,60 €
… pour une intervention spécifique des agents du service de l'Eau et de l'Assainissement	Prélèvement et analyse bactériologique ; le traitement des résultats	forfait	246,00 €
… pour un diagnostic rapide ou un contrôle sur le dysfonctionnement du réseau	Intervention d'un agent (déplacement et main-d'œuvre) pour une relève ponctuelle (en cas de déménagement par exemple…), pour un contrôle du branchement… Sans majoration : du lundi au samedi de 7h à 22h Majoration de 66% : les dimanches et jours fériés de 7h à 22h Majoration de 100% : de nuit de 22h à 7h	heure	 57,60 € 95,62 € 115,20 €
	Intervention d'une équipe de 2 agents (déplacement et main-d'œuvre) pour toute opération de contrôle ou de réparation facturable Sans majoration : du lundi au samedi de 7h à 22h Majoration de 66% : les dimanches et jours fériés de 7h à 22h Majoration de 100% : de nuit de 22h à 7h	heure	 91,20 € 151,39 € 182,40 €
	Intervention d'une équipe de 3 agents (déplacement et main-d'œuvre) pour toute opération de contrôle ou de réparation facturable Sans majoration : du lundi au samedi de 7h à 22h Majoration de 66% : les dimanches et jours fériés de 7h à 22h Majoration de 100% : de nuit de 22h à 7h	heure	 146,40 € 243,02 € 292,80 €
COMBIEN COÛTE VOTRE RACCORDEMENT AU RÉSEAU D'EAU ?			
Se raccorder au réseau public**	Tarif de participation du propriétaire aux frais d'étude et d'établissement d'un devis pour un branchement	forfait	139,20 €
Tarif de participation du propriétaire aux frais administratifs, de contrôle, suivi de chantier et de travaux sur domaine public pour un branchement**		forfait	246,00 €
COMPTEURS D'EAU			
Difficulté de relève ou d'accès dans un regard	Inaccessibilité du compteur situé dans une fosse ou un regard, engageant la responsabilité de l'abonné (couvercle recouvert, enterré, détérioré, regard non conforme…), nécessitant de revenir sur site ultérieurement pour effectuer la relève visuelle du compteur ou toute intervention de maintenance sur le branchement. Le second déplacement, après règlement du désordre par l'abonné, est facturé.	forfait	114,00 €
Contrôle des indications du compteur chez l'abonné (mise en place d'un compteur en série)	Sur demande de l'abonné, intervention d'une équipe de 2 agents pour vérifier contradictoirement les indications de consommation d'eau du compteur, par branchement d'un second compteur en série et comparaison immédiate des volumes d'eau consommés sur les 2 compteurs. Forfait incluant déplacement et main-d'œuvre.	forfait	133,20 €
Tarif de participation du propriétaire pour remplacement de compteur sur branchement existant en cas de détérioration ou de gel	Lorsque la responsabilité de l'abonné est engagée pour défaut d'entretien, vandalisme, absence de protection contre le gel… Remplacement complet du compteur, du module de radio-relève, des accessoires (support, clapet anti-retour, robinet-vanne, raccord, joint…). Le prix comprend le déplacement, la main-d'œuvre et la fourniture des pièces.	forfait	prix en fonction du diamètre et du type de compteur posé 310,20 € pour compteur DN 20
Remplacement du module de radio-relève arraché ou détérioré	À condition que le compteur soit maintenu en place ; à défaut application du tarif «remplacement de compteur en cas de détérioration»	forfait	180,00 €
Tarif de participation du propriétaire pour pose de compteur principal sur branchement existant	Repose de compteur sur un branchement existant, suite à dépose préalable (chantier, démolition, reconstruction…) Le prix comprend le déplacement, la main-d'œuvre et la fourniture des pièces (support, clapet anti-retour, robinet-vanne, raccord, joint…). Le compteur et le module de radio-relève ne sont pas facturés car inclus dans la part fixe de l'abonnement annuel.	forfait	prix en fonction du diamètre et du type de compteur posé 192,00 € pour compteur DN 20
Frais d'études et d'établissement d'un devis pour pose d'un compteur ou d'un regard de comptage compact incongelable pour un branchement		forfait	98,40 €
Frais administratifs, de contrôle et suivi de chantier pour pose d'un compteur ou d'un regard de comptage compact incongelable sur un branchement		forfait	126,00 €

INTITULÉ DE LA PRESTATION	DESCRIPTION	UNITÉ	TARIF (€ TTC)
Tarif de participation du propriétaire pour pose de compteur secondaire sur branchement existant	Pose d'un compteur secondaire sur un branchement existant (par exemple dans le cas d'un local à usage mixte habitation / commerce desservi par un branchement unique). Objectif d'un suivi de consommation séparé, sur 2 abonnements distincts. Le prix comprend le déplacement, la main-d'œuvre et la fourniture des pièces (té, coude, support, clapet anti-retour, robinet-vanne, raccord, joint…). Le compteur et le module de radio-relève ne sont pas facturés car inclus dans la part fixe de l'abonnement annuel.	forfait	prix en fonction du diamètre et du type de compteur posé 232,20 € pour compteur DN 20
Tarif de participation du propriétaire pour vérification du compteur d'eau	En cas de contestation de l'abonné concernant la mesure de consommation d'eau faite par le compteur en place. Intervention d'une équipe de 2 agents pour démonter le compteur en place et le remplacer par un nouveau. Réalisation du contrôle du compteur incriminé par une société agréée. Prestation facturée à l'abonné si le compteur est dans la tolérance de mesure réglementaire. Forfait incluant : déplacement et main-d'œuvre pour dépose du compteur incriminé, montage d'un nouveau compteur - qui restera en place quel que soit le résultat de l'analyse du compteur déposé - frais d'expédition et frais de contrôle du compteur incriminé par une société agréée.	forfait	prix en fonction du diamètre et du type de compteur posé 318,60 € pour compteur DN 20

La totalité des tarifs pour la réalisation de branchement est contenue dans la délibération du 18 décembre 2024
* donnée pour un volume <200 000 m³ et un compteur de diamètre nominal Ø32.
La totalité des tarifs de vente d'eau (toutes les communes, tous les diamètres et tous les volumes) est contenue dans la délibération du 18 décembre 2024.
** donnée pour les frais d'études d'un devis pour branchements de diamètres 25/32 ou 32/40.
Les tarifs ci-dessus sont valables pour les prestations réalisées sur les communes de Bischheim, Eckbolsheim, Hoenheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim, Oberhausbergen, Ostwald, Reichstett, Schiltigheim, Souffelweyersheim, Strasbourg et Wolfisheim, périmètre d'exploitation du réseau d'eau en régie par l'Eurométropole de Strasbourg.
Pour les 21 autres communes de l'Eurométropole, le réseau d'eau est exploité par le SDEA. S'adresser au 03 88 19 29 99 pour toute information concernant les tarifs pratiqués.



PRESTATIONS ASSAINISSEMENT

(extrait de la délibération du 18 décembre 2024)
Les prestations assainissement ne supportent pas la TVA.

INTITULÉ DE LA PRESTATION	DESCRIPTION	TARIF (€ TTC)
RACCORDEMENT AU RÉSEAU d'assainissement collectif communes de Achenheim, Breuschwickersheim, Eckbolsheim, Hangenbieten, Kolbsheim, Obershaeffolsheim, Oberhausbergen, Osthoffen, Strasbourg et Wolfisheim		
Frais d'instruction de dossier de raccordement au réseau public d'assainissement	Pour l'installation sanitaire intérieure pour les immeubles jusqu'à 3 logements : Tarif de base	390,00 €
	Pour l'installation sanitaire intérieure pour les immeubles collectifs de plus de 3 logements : - à partir du 4e logement, en plus du tarif de base, plus-value par logement	28,50 €
	Pour la rénovation, la transformation ou une petite extension des sanitaires d'un immeuble existant (jusqu'à 3 logements) - Tarif de base : ½ tarif	195,00 €
	Frais d'information des notaires nécessitant un contrôle sur site, dans le cadre de la mutation d'une propriété bâtie	164,00 €
	Pour l'installation sanitaire intérieure pour les immeubles à usage tertiaire, artisanal et d'activités diverses : en plus du tarif de base, plus-value par bloc sanitaire	28,50 €
	Instruction de dossiers assimilés domestiques	430,00 €
	Instruction de dossiers non domestiques de nouveaux établissements	460,00 €
TRAVAUX D'EXÉCUTION DE LA PARTIE PUBLIQUE DES BRANCHEMENTS **L'Eurométropole se fera rembourser par les propriétaires les dépenses entrainées par les travaux d'exécution de la partie, publique des branchements, au coût réel des travaux majoré de 10 % pour frais généraux, conformément aux dispositions de l'article L 1331-2 du code de la santé publique.**		
ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF pour l'ensemble des communes de l'Eurométropole		
Frais d'instruction et de contrôle pour l'Assainissement Non Collectif (ANC)	Contrôle de conception et d'exécution des installations neuves et de la mise en conformité d'installations existantes (Réhabilitation).	420,00 €
	Diagnostic et contrôle du bon fonctionnement des dispositifs existants (Contrôle périodique)	115,00 €
	Contrôle en cas de vente	240,00 €

INTITULÉ ET DESCRIPTION DE LA PRESTATION	UNITÉ	TARIF (€ TTC)
DÉBOUCHAGE **Intervention de débouchage d'une durée égale ou inférieure à 1 heure (hors vidange de séparateur à graisse).** **Cela comprend : le déplacement et l'intervention d'un véhicule de type hydrocureuse (1 véhicule et deux agents).**		
Sans majoration du lundi au samedi de 7h à 22h	1 h	292,00 €
Majoration de 100 % du lundi au dimanche de 22h à 7h	1 h	584,00 €
Majoration de 66 % les jours fériés et le dimanche de 7h à 22h	1 h	484,72 €
Par ½ heure supplémentaire - Sans majoration du lundi au samedi de 7h à 22h	1/2 h / sup.	100,00 €
Par ½ heure supplémentaire - Majoration de 100 % du lundi au dimanche de 22h à 7h	1/2 h / sup.	200,00 €
Par ½ heure supplémentaire - Majoration de 66 % les jours fériés et le dimanche de 7h à 22h	1/2 h / sup.	166,00 €
VIDANGE **Intervention de vidange d'un séparateur à graisse ou à fécules d'une capacité d'½m³.** **Cela comprend : le déplacement et l'intervention d'un véhicule de type hydrocureuse (1 véhicule et deux agents).** **En fonction du volume (m³) de la fosse à vidanger.** *** À cette prestation se rajoute le retraitement en station d'épuration (voir rubrique : traitement des déchets).**		
Sans majoration du lundi au samedi de 7h à 22h	1/2 m³	201,00 €*
Majoration de 100 % du lundi au dimanche de 22h à 7h	1/2 m³	402,00 €*
Majoration de 66 % les jours fériés et le dimanche de 7h à 22h	1/2 m³	333,66 €*
Par ½ m³ supplémentaire - Sans majoration du lundi au samedi de 7h à 22h	1/2m³ / sup	109,00 €*
Par ½ m³ supplémentaire - Majoration de 100 % du lundi au dimanche de 22h à 7h	1/2m³ / sup	218,00€*
Par ½ m³ supplémentaire - Majoration de 66 % les jours fériés et le dimanche de 7h à 22h	1/2m³ / sup	180,94 €*

INTITULÉ ET DESCRIPTION DE LA PRESTATION	UNITÉ	TARIF (€ TTC)
TRAITEMENT DES DÉCHETS (tarif à titre indicatif)		
Traitement des graisses : prestation facturée selon le tarif en vigueur à la station d'épuration de Strasbourg - Prix à la tonne	Tonne	30,46 €
Traitement des matières de vidange : prestation facturée selon le tarif en vigueur à la station d'épuration de Strasbourg – Prix à la tonne	Tonne	36,54 €
Traitement des boues de curage : prestation facturée selon le tarif en vigueur via le marché en place – Prix à la tonne	Tonne	90,49 €
INSPECTION TÉLÉVISÉE **Expertise d'une installation avec une inspection télévisée du branchement ou d'un collecteur d'une durée égale à 1 heure.** **Cela comprend : le déplacement et l'intervention d'un véhicule de type hydrocureuse et d'un véhicule léger . La 1ere heure sera facturée au minimum à l'heure puis par tranche d'une ½ heure à chaque dépassement.**		
Sans majoration du lundi au samedi de 7h à 22h	1h	392,50 €
Majoration de 100 % du lundi au dimanche de 22h à 7h	1h	785,00 €
Majoration de 66 % les jours fériés et le dimanche de 7h à 22h	1h	651,55 €
Par ½ heure supplémentaire - Sans majoration du lundi au dimanche de 7h à 22h	1/2 h / sup.	37,00 €
Par ½ heure supplémentaire - Majoration de 100 % du lundi au dimanche de 22h à 7h	1/2 h / sup.	74,00 €
Par ½ heure supplémentaire - Majoration de 66 % les jours fériés et le dimanche de 7h à 22h	1/2 h / sup.	61,42 €
RECHERCHE D'OBJETS **Intervention pour une recherche d'objets divers dans un ouvrage d'assainissement (puisard de rue). Cela comprend : le déplacement et l'intervention.**		
Sans majoration du lundi au samedi de 7h à 22h	1h	57,00 €
Majoration de 100 % du lundi au dimanche de 22h à 7h	1h	114,00 €
Majoration de 66 % les jours fériés et le dimanche de 7h à 22h	1h	94,62 €
INTERVENTION SPÉCIFIQUE **Intervention d'un ouvrier spécialisé en maçonnerie, électromécanique, métallerie, mécanique ou égoutier. Cela comprend : le déplacement (véhicule léger) et 1h d'intervention.**		
Sans majoration du lundi a samedi de 7h à 22h	1h	53,91€
Majoration de 100 % du lundi au dimanche de 22h à 7h	1h	107,82 €
Majoration de 66 % les jours fériés et le dimanche de 7h à 22h	1h	89,49 €
INTERVENTION SPÉCIFIQUE **Intervention d'un agent pour une expertise d'une installation. Intervention d'un automaticien. Cela comprend : le déplacement (véhicule léger) et 1h d'intervention.**		
Sans majoration du lundi au samedi de 7h à 22h	1h	58,21€
Majoration de 100 % du lundi au dimanche de 22h à 7h	1h	116,42 €
Majoration de 66 % les jours fériés et le dimanche de 7h à 22h	1h	96,63 €
MOTOPOMPE (max 190m³/h, max 22m) **Installation d'un groupe de pompage (vidange, by-pass…) pour une durée égale ou inférieure à 1 heure.**		
Sans majoration du lundi au samedi de 7h à 22h	1h	248,00 €
Majoration de 100 % du lundi au dimanche de 22h à 7h	1h	496,00 €
Majoration de 66 % les jours fériés et le dimanche de 7h à 22h	1h	411,68 €
Par ½ heure supplémentaire - Sans majoration du lundi au samedi de 7h à 22h	1/2 h / sup.	55,00 €
Par ½ heure supplémentaire - Majoration de 100 % du lundi au dimanche de 22h à 7h	1/2 h / sup.	110,00 €
Par ½ heure supplémentaire - Majoration de 66 % les jours fériés et le dimanche de 7h à 22h	1/2 h / sup.	91,30 €
FOURNITURE **Coût de la Fourniture en cas nécessité.**		
Lors d'interventions nécessitant des fournitures spécifiques sur présentation et validation d'un devis. Refacturation de la fourniture mise en œuvre, majoré de 10,87 % pour frais généraux.		Coût des fournitures au prix d'achat, majoré de 10,87 %
LOCATION PLATEFORME DE FORMATION (CATEC, PRAP,...).		
Mise à disposition de la plateforme de formation à la sécurité située au Centre Technique de l'Assainissement au 40 rue de la Plaine des bouchers 67100 Strasbourg-Meinau, incluant une salle de réunion - Tarif journalier de 8h à 17h .	/ jour	512,00 €



GÉRER

Les compétences eau et assainissement du service public de l'eau potable et de l'assainissement sont gérées au travers de 2 budgets dédiés :

- le budget annexe de l'eau,
- le budget annexe de l'assainissement.

LE BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Les recettes et les dépenses du service de l'eau sont retracées dans un budget annexe au budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg, comme l'exige la réglementation budgétaire.

L'EXPLOITATION DU BUDGET ANNEXE DE L'EAU

En 2025, les recettes d'exploitation du budget annexe de l'eau potable ont atteint 50 082K€. Elles comprennent :

- les abonnements dont le tarif varie selon le diamètre du compteur,
- la consommation d'eau,
- les redevances collectées pour le compte de l'agence de l'eau,
- les échanges d'eau avec le SDEA,
- les branchements réalisés,
- les autres prestations de service.

Les recettes d'exploitation

En milliers d'euros

Ventes d'eau	2024	2025
Ventes d'eau - part proportionnelle Eurométropole	30 770	31 013
Échanges d'eau avec le SDEA	-	167
Redevance pollution - Agence de l'eau Rhin-Meuse	10 264	6
Redevance pour prélèvement de la ressource eau - Agence de l'eau Rhin-Meuse		1 170
Redevance Performance des réseaux d'eau potable - Agence de l'eau Rhin-Meuse		2 040
Redevance Consommation d'eau potable - Agence de l'eau Rhin-Meuse		12 021
Ventes d'eau - part fixe Eurométropole	1 940	1 850
Réalisations de branchements	767	1186
Subventions reçues	260	98
Autres prestations de services	326	531
Total	44 327	50 082

Le recouvrement des ventes d'eau et des autres produits d'exploitation est assuré par le Service de Gestion Comptable Strasbourg et Eurométropole.
Le taux d'impayés, défini comme le rapport entre les créances impayées au 31/12/2025 sur le total des facturations émises pour l'exercice 2024 s'élève à 1,8 %.
En 2025, le Conseil métropolitain a admis des créances eau potable en non valeurs pour un montant total de 261 K€ et a accordé des remises gracieuses pour fuites souterraines pour un montant total de 1 K€.

AUCUN ENDETTEMENT

Le budget annexe de l'eau assure le remboursement des emprunts préalablement souscrits par les anciens syndicats d'eau intercommunaux (Ill Andlau, La Wantzenau-Kilstett) et ne comporte aucune dette envers l'agence de l'eau.

En euros	Encours au 01/01/2025	Intérêts dus 2025	Capital à rembourser 2025
Établissements de crédit	191 100	5 788	19 600
Agence de l'eau	Néant	Néant	Néant

LES INVESTISSEMENTS RÉALISÉS EN 2025 ET PRÉVUS EN 2026

Les investissements réalisés en 2025 (19,7 millions d'euros) et budgétés en 2026 (18,3 millions d'euros) portent notamment sur les travaux suivants :

Les investissements réalisés par le service

En milliers d'euros

Eau potable	CA 2025	BP 2026
Schéma directeur de l'alimentation en eau potable	4 076	2 447
Travaux de déplacement du réseau d'eau - tram	642	200
Acquisitions de véhicules et d'engins	269	1 005
Travaux sur bâtiments d'exploitation	34	19
Ouvrages et mesures	1 071	1 357
Projets informatiques eau-assainissement	488	720
Réseaux d'eau	10 208	6 560
Extension du réseau d'eau	-	48
Travaux d'eau potable connexes au schéma directeur d'asst	465	1 250
Crédits annuels - autres investissements eau potable*	2 499	4 731
Total	19 752	18 337

**dont productions immobilisées et remboursement cautions prises eau*

RÉSULTATS 2025 ET PROJETS D'INVESTISSEMENT

En milliers d'euros

		CA 2025
Total dépenses fonctionnement		**46 593**
Dépenses réelles	Redevance prélèvement de la ressource en eau	2 803
	Redevance de la performance des réseaux d'eau potable	2 092
	Redevance sur la consommation d'eau potable	12 364
	Exploitation EN (hors main-d'œuvre)	6 771
	Exploitation SDEA & coûts 21 communes	1 429
	TRR sur facturations	455
	Exploitation (autres directions)	99
	Charges de personnel	8 300
	Reversements au budget principal	3 319
	Frais financiers emprunts en cours	9
	Dépenses imprévues	
	Dotations aux amortissements	8 805
Dépenses d'ordre	Autres dépenses d'ordre	147

En milliers d'euros

		CA 2025
Total recettes fonctionnement		**50 935**
Recettes réelles	Consommation eau Eurométropole	31 013
	Abonnement eau Eurométropole	1 850
	Redevance Pollution	6
	Redevance prélèvement de la ressource en eau	1 169
	Redevance de la performance des réseaux d'eau potable	2 040
	Redevance sur la consommation d'eau potable	12 021
	Travaux	1 186
Recettes d'ordre	Autres produits réels d'exploitation	791
	Quote-part subv. repr. au résultat	678
	Production immobilisée	181
	Autres recettes d'ordre	
	Excédents antérieurs reportés	
	Résultat section de fonctionnement	**4 342**

Pour le budget annexe de l'eau potable, l'exercice 2025 a donné lieu à un excédent de fonctionnement cumulé au 31/12/2025 de 16,6 millions d'euros.

*En milliers d'euros		CA 2025
Total dépenses d'investissement		**33 054**
Dépenses réelles	Remboursements emprunts et avances en cours	23
	Crédits annuels PE	
	Gestion patrimoniale (crédits annuels PE)	
	Crédits annuels EN - 12 communes	1 359
	Crédits annuels EN - 21 communes	960
	AP Eau et Assainissements	3 279
	AP Schéma directeur Eau Potable	10 695
Dépenses d'ordre	Quote-part subv. repr. résultat	678
	Production immobilisée	181
	Autres dépenses d'ordre	1 478
	Déficits antérieurs reportés	14 401

Total recettes d'investissement		**25 347**
Recettes réelles	Subventions (prévisions)	514
	Avances agence Eau	
	Autres recettes réelles	
Recettes d'ordre	Autofinancement complémentaire	
	Réserves	14 527
	Amortissements	8 805
	Aménagements urbains / budget M14	
	Autres recettes d'ordre	1 501
	Excédents antérieurs reportés	
Solde section investissement		**-7 707**

L'exécution de la section d'investissement s'est par ailleurs soldée par un déficit au 31/12/2025 de 7,7 millions d'euros.

PPI 2026 - 2027

Le niveau du prix de l'eau doit permettre d'assurer, pour les années à venir, la capacité d'autofinancement du budget annexe, dont une partie sera par ailleurs contrainte (dotations aux amortissements des futures installations).

En milliers d'euros

			2026	2027
AP	**PGR**	**PPI EAU POTABLE**	**21 003**	**23 088**
		Crédits annuels EN - 12 communes	**2 874**	**3 520**
		Crédits annuels EN - 21 communes	**1 280**	**1 300**
		Production immobilisée	**500**	**500**
AP0083	**352**	**352 - Schéma Directeur de l'alimentation en eau potable EN10**	**1 000**	**1 025**
AP0102	**1190**	**1190 - Nouvelles ext tramway-déplac. conduite d'eau EN10**	**200**	**158**
AP0202	**913**	**913 - véhicules lourds et engins exploitation EN10**	**1 005**	**1 025**
AP0229	**1012**	**1012 - Hangar et stockage Fédération CP68**	**24**	**36**
AP0230	**1013**	**1013 - Réhabilitation de réservoirs EN10**	**320**	**450**
AP0230	**1014**	**1014 - Sectorisation et mesures EN10**	**200**	**200**
AP0230	**1015**	**1015 - Sécurisation des installations de production EN10**	**2 432**	**1 088**
AP0231	**1011**	**1011 - Projets informatiques _eau EN10**	**720**	**903**
AP0284	**1203**	**1203 - ZAC des 2 Rives EN10**	**48**	
		Projet ESPEX du Hohberg EN10		**600**
AP0255	**1085**	**1085 - Amélioration & extension réseau d'adduction d'eau-Communes**	**7 560**	**7 599**
AP0083	**1195**	**1195 - Champ captant de Plobsheim - canalisations**	**254**	**160**
AP0083	**672**	**672 - Programme Cour d'angleterre (station de pompage**	**100**	**143**
AP0083	**1194**	**1194 - Champ captant de Plobsheim**	**1 143**	**2 751**
AP0083	**1657**	**1657 - Interconnexion entre Lipsheim et Fegresheim**	**44**	**22**
AP0295	**1261**	**1261 - Amélioration et extension réseau d'adduction d'eau**	**1 300**	**1 609**

Source : BP 2026 et prospective tarifs de vente d'eau

L'emploi des excédents ainsi cumulés et la pérennité d'une capacité d'autofinancement (épargne brute) de 12,4 millions d'euros annuels devraient permettre un financement des projets d'investissements à moyen terme du budget annexe eau, en particulier la finalisation du champ captant de Plobsheim et ses mesures compensatoires (83 millions d'euros TTC), la cour d'Angleterre et la gestion patrimoniale des ouvrages et réseaux.

LE BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Conformément à la réglementation budgétaire M49, les recettes et dépenses du service sont retracées dans un budget annexe au budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'EXPLOITATION DU BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

En 2025, les recettes d'exploitation du budget annexe de l'assainissement ont atteint 51 934 K€. Elles comprennent :

- les redevances assainissement de l'Eurométropole, de l'agence de l'eau Rhin-Meuse et de l'exploitant de la station d'épuration, perçues sur les volumes rejetés dans le réseau d'assainissement (il s'agit, dans la plupart des cas, des volumes consommés en eau potable),
- les redevances d'assainissement non collectif (contrôle et entretien des installations),
- la contribution de l'Eurométropole (budget principal) pour le traitement des eaux pluviales,
- les branchements réalisés,
- les autres prestations de service,
- les subventions reçues.

Les recettes d'exploitation

En milliers d'euros

Les recettes d'exploitation	2024	2025
Redevances collecte et épuration Eurométropole	19 679	19 645
Redevance exploitant de la station d'épuration	20 066	21 183
Redevance modernisation Agence de l'eau	6 916	4
Redevance Performance des systèmes d'assanissement collectifs Agence de l'eau		4 205
Redevance assainissement non collectif	9	10
Contribution Eurométropole eaux pluviales	4 392	4 627
Prime d'épuration agence de l'eau	14	
Réalisation de branchements	1 659	1 431
Subventions reçues	181	145
Autres travaux et prestations de services	663	682
Total	53 578	51 934

Le recouvrement des redevances assainissement et des autres produits d'exploitation est assuré par le Service de Gestion Comptable de Strasbourg et Eurométropole.
Le taux d'impayés, défini comme le rapport entre les créances impayées au 31/12/2025 sur le total des facturations émises pour l'exercice 2024 s'élève à 1,4%.
En 2025, le Conseil métropolitain a admis des créances assainissement en non valeurs pour un montant total de 299 K€ et a accordé des remises gracieuses pour fuites souterraines pour un montant total de 2 K€.

L'ENDETTEMENT

Le budget annexe de l'assainissement assure le remboursement des emprunts préalablement souscrits par le budget annexe assainissement de la communauté de communes des Châteaux. En financement de la part « industrielle » de la mise aux normes de la station d'épuration de Strasbourg - La Wantzenau, l'agence de l'eau Rhin-Meuse a versé depuis 2008 des avances sans intérêts à l'Eurométropole de Strasbourg.
Suite au lancement du programme de la construction d'une nouvelle station d'épuration au Sud du territoire et de la réfection la ligne de traitement des boues de la station d'épuration de Strasbourg - La Wantzenau, le budget annexe de l'assainissement a eu recours à un emprunt de 30 000K€ en 2025.
L'encours global de la dette s'élève en conséquence au 01/01/2024 à 30 183 K€.
La durée d'extinction de la dette (encours de la dette / épargne brute) est de 3,1 années.

En euros	En cours au 01/01/2025	Intérêts dus 2025	Capital à rembourser -2025
Établissements de crédit (com.com Chateaux)	179 807	5 991	75 206
Agence de l'eau	3 770	néant	3 770
Emprunt auprès des établissements de crédit (Emprunt Euro)	30 000 000		
Total	30 183 577	5 991	78 976

LES INVESTISSEMENTS RÉALISÉS EN 2025 ET PRÉVUS EN 2026

Les investissements réalisés en 2025 (54 millions d'euros) et budgétés en 2026 (72,4 millions d'euros) portent notamment sur les travaux suivants :

Les investissements réalisés par le service

En milliers d'euros

Assainissement	CA 2025	BP 2026
Travaux de déplace.. conduites d'assain. (projet tramway)	848	3 000
Schéma directeur assainissement	21 416	33 787
Acquisitions de véhicules et d'engins	1 718	1 100
Travaux stations d'épuration	16 856	22 101
Projets informatiques eau-assainissement 2024-2031	207	915
Réseaux d'assainissement	10 051	8 000
Ouvrages sur réseau	39	151
Crédits annuels - autres investissements assainissement*	2 847	3 341
Total	53 982	72 395

RÉSULTATS 2025 ET PROJETS D'INVESTISSEMENT

Fonctionnement

Pour le budget annexe de l'assainissement, l'exercice 2025 a donné lieu à un déficit de fonctionnement cumulé de 190 K€ d'euros.

En milliers d'euros

		CA 2025
Total dépenses fonctionnement		**53 820**
Dépenses réelles	**Reversements fermier STEP**	**21 110**
	Redevance Performance réseaux d'assainissement	**4 731**
	Exploitation EN (hors main-d'œuvre)	**5 289**
	SDEA	**2 055**
	TRR sur facturations	**348**
	Exploitation (autres directions)	**261**
	Charges de personnel	**7 706**
	Reversements au budget principal	**3 008**
	Frais financiers emprunts en cours	**7**
Dépenses d'ordre	**Dotations aux amortissements**	**9 200**
	Autres dépenses d'ordre	**105**
	Autofinancement complémentaire	

		CA 2025
Total recettes fonctionnement		**53 630**
Recettes réelles	**Redevance collecte et épuration Eurométropole**	**19 645**
	Redevance épuration fermier	**21 183**
	Redevance Performance réseaux d'assainissement	**4 209**
	Budget principal Eaux pluviales	**4 627**
	Travaux	**1 995**
	Autres produits réels d'exploitation	**479**
	Dividendes BIOGENERE	**618**
Recettes d'ordre	**Quote-part subv. repr. au résultat**	**874**
	Production immobilisée	
	Autres recettes d'ordre	
	Excédents antérieurs reportés	
	Résultat cumule fonctionnement	**-190**

Investissement

L'exécution de la section d'investissement s'est soldée par un déficit de 13,1 millions d'euros.

En milliers d'euros

		CA 2025
Total dépenses d'investissement		**81 953**
Dépenses réelles Crédits annuels	Rembourst. avances en cours	
	Rembourst. emprunts en cours	79
	Crédits annuels PE	
	Gestion patrimoniale (crédits annuels PE)	
	Crédits annuels EN	2847
Dépenses réelles Autorisations de programme	AP Eau et Assainissements	19668
	AP Schéma directeur Assainissement	31470
Dépenses d'ordre	Quote-part subv. repr. résultat	874
	PE: aménagements urbains / budget M57	
	Production immobilisée	
	Opérations d'ordre - transfert droits TVA	3519
	Autres dépenses d'ordre	
	Déficits antérieurs reportés	23496

		CA 2025
Total recettes d'investissement		**68 827**
Recettes réelles	Subventions SDA	1 656
	Autres subventions	
	FCTVA (Collecte)	4 544
	Emprunts ou besoins de financement LT	30 000
	Autres recettes réelles	51
Recettes d'ordre	Réserves	19 816
	Transferts droits TVA (constatation)	
	Amortissements	9 200
	Aménagements urbains / budget M57	
	Autres recettes d'ordre	3 560
	Excédents antérieurs reportés	

SOLDE SECTION INVESTISSEMENT	**-13 126**

PPI 2026-2027

En milliers d'euros

			2026	2027
AP	PGR	PPI ASSAINISSEMENT	27 834	32 867
		Crédits annuels EN - 12 communes	3 167	3 210
AP0101	1191	1191 - Nouvelles extensions tramway-	200	200
AP0127	607	607 - Schéma directeur assainissement	200	295
AP0184	848	848 - Autosurveillance DO		210
AP0203	914	914 - véhicules lourds et engins exploitation	1 100	2 400
AP0204	1018	1018 - Station d'épuration Plobsheim	4 600	15 000
AP0204	1513	1513 - Construction four STEP la Wantzenau	17 501	10 395
AP0231	1016	1016 - Projets informatiques_ assainissement	915	803
AP0253	1081	1081 - armoires électriques	151	154
APXXXX	XXXX	XXX-Projets ESPEX du Hohberg		200

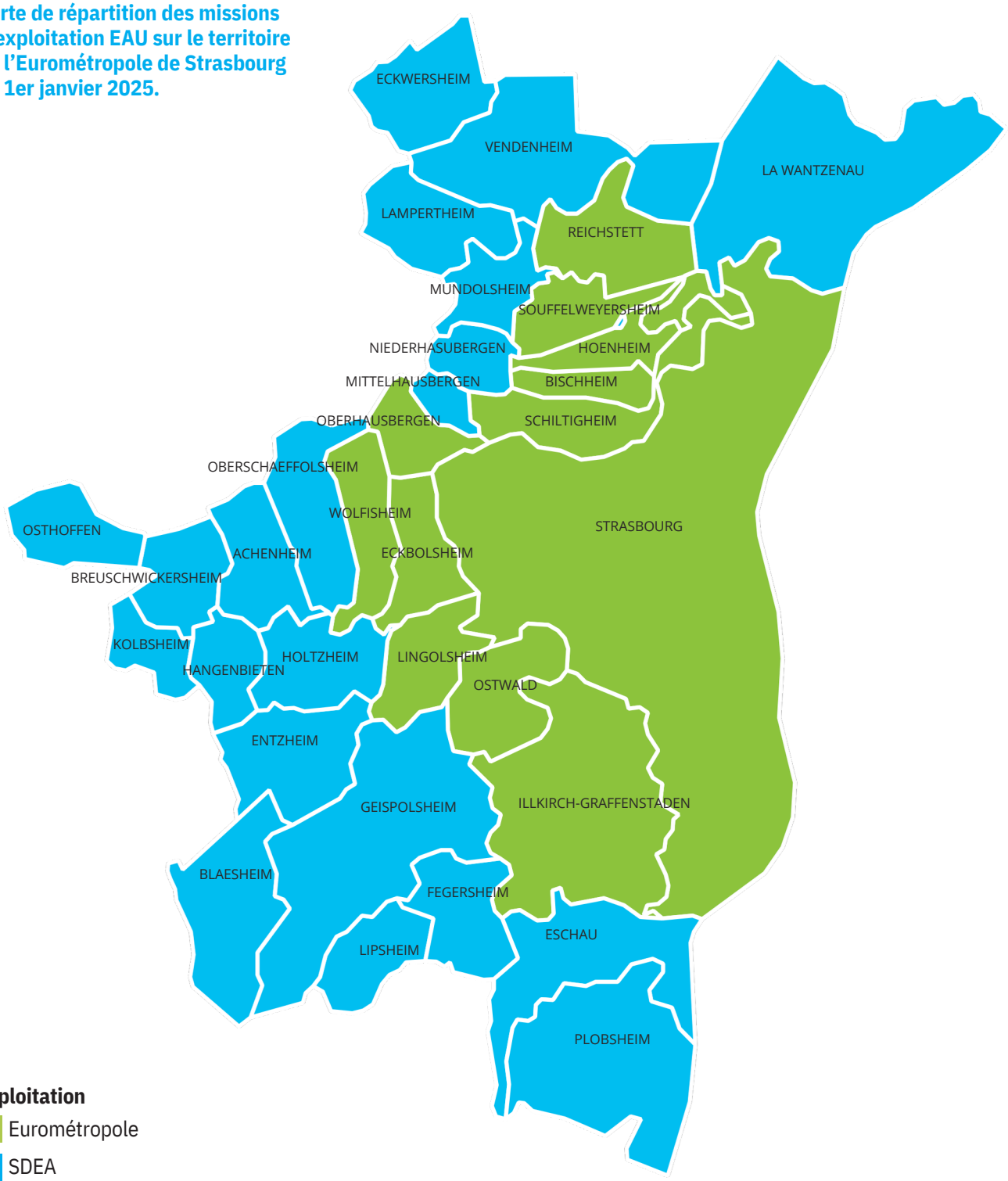
SOURCE : BP 2026 ET PROSPECTIVE TARIFS DE VENTE D'EAU

La baisse des excédents globaux est induite par la réalisation du Schéma Directeur de l'Assainissement qui se poursuivra dans les prochaines années. Depuis l'exercice 2024 la section investissement du budget assainissement doit successivement financer le remplacement de la ligne de traitement des boues de la station d'épuration de Strasbourg - La Wantzenau et la construction d'une nouvelle station d'épuration au Sud du territoire.

Le financement de ces travaux nécessite une évolution du prix de l'eau (part assainissement) à très court terme et le recours à l'emprunt dès 2025.

ANNEXES

Carte de répartition des missions d'exploitation EAU sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg au 1er janvier 2025.



Exploitation

Eurométropole

SDEA

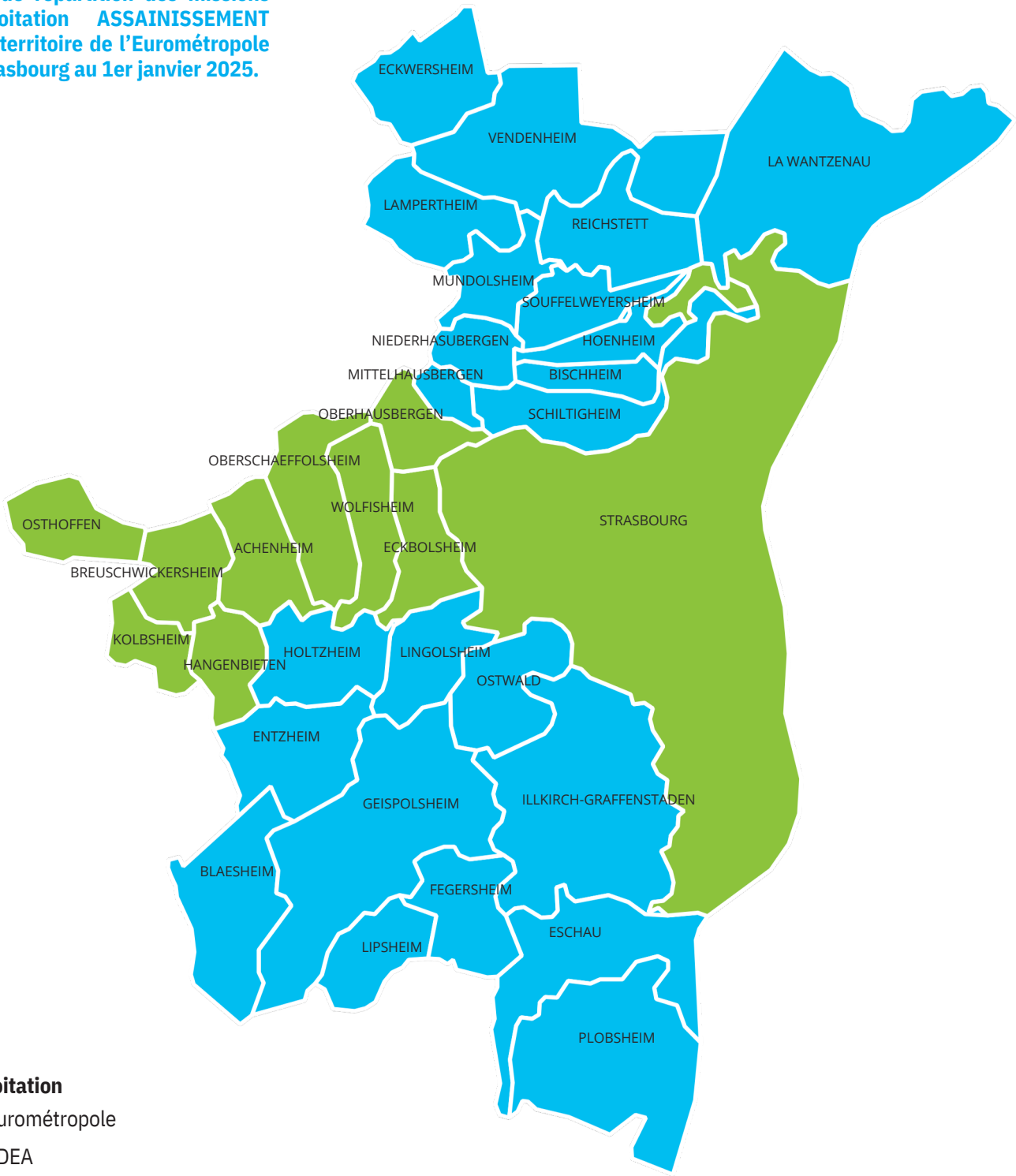
Urgences / Accueil technique

Guichet unique d'accueil
03 68 98 51 75
eauassainissement@strasbourg.eu

Pour les autres communes, contactez le SDEA :
03 88 19 29 99
accueil.clients@sdea.fr

L'Eurométropole et le SDEA interviennent 24h/24 et 7j/7 sur le territoire métropolitain.

Carte de répartition des missions d'exploitation ASSAINISSEMENT sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg au 1er janvier 2025.



Exploitation

Eurométropole

SDEA

Urgences / Accueil technique

Guichet unique d'accueil
03 68 98 51 75
eauassainissement@strasbourg.eu

Pour les autres communes, contactez le SDEA :
03 88 19 29 99
accueil.clients@sdea.fr

L'Eurométropole et le SDEA interviennent 24h/24 et 7j/7 sur le territoire métropolitain.

Strasbourg.eu
eurométropole

PDI : 01705D
Adresse desservie :
5 B RUE DES CHAMPS
67200 STRASBOURG

SERVICE DE L EAU ET DE L ASSAINISSEMENT
1 PARC DE L ETOILE
67076 STRASBOURG CEDEX

Client : 212024
M DUPOND BERNARD

SIRET :
N° Engagement :
Code Service :
Nom Service :
N° Marché :

M DUPOND BERNARD
RESIDENCE PILOTE
RUE DES CHAMPS
BP 67200
67200 STRASBOURG CEDEX 7

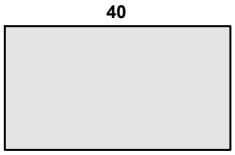
SERVICE EAU ET ASSAINISSEMENT
1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX
SIRET : 24670048800033

Accueil physique
11 quai Fustel de Coulanges 67000 Strasbourg
du lundi au vendredi 8h30 à 12h00 et 13h30 à 17h00
Courriel : EauAssainissement@strasbourg.eu

Questions facture et abonnement
Tél : 03 68 98 51 65
Urgences 24H/24 7J/7 et autres questions
Tél. : 03 68 98 51 75

Règlement
SERVICE DE GESTION COMPTABLE STRASBOURG EUROMETROPOLE
35 ave des Vosges CS 71022 67070 Strasbourg Cedex
Accueil téléphonique : 03 68 71 86 54
du lundi au vendredi 8h30 à 12h15 et 13h30 à 16h00
Accueil physique : du lundi au vendredi 8h30 à 11h45
Courriel : sgc.strasbourg-ems@dgfip.finances.gouv.fr

Evolution de votre consommation (m³)
R : Réelle - E : Estimée



FACTURE
EA / 2026 / 48 2120226400001 du 02/06/2026

Présentation simplifiée de votre facture (Détail au verso)

Votre consommation facturée du 01/01/2025 au 31/12/2025 : 120 m³

Distribution de l'eau	**147,70 € TTC**
Collecte et traitement des eaux usées	**138,29 € TTC**
Organismes publics (Agence de l'eau)	**79,28 € TTC**
Total de votre facture	**365,27 € TTC**

Prix du litre d'eau TTC : 0,00287 € - Coût de l'abonnement TTC : 21,10 €

A régler sous 15 jours à réception **365,27 € TTC**

Paiement en ligne sur le site impots.gouv.fr

Identifiant structure publique : 007964.

br>
Vous pourrez opter pour la dématérialisation en choisissant l'option "vos factures locales".

Consultez les dernières analyses de l'eau dans votre commune : strasbourg.eu/analyses-eau-quotidiennes

Partie à détacher en suivant les pointillés

Montant en euros
365,27 €

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : en signant ce formulaire de mandat, vous autorisez le créancier à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions du créancier. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.

DATE et LIEU

SIGNATURE

Joindre un Relevé d'Identité Bancaire

M DUPOND BERNARD
RUE DES CHAMPS
BP 67200
67200 STRASBOURG CEDEX 7

*

TIP SEPA
RUM : TIPSEPA067058417000021202264000012
ICS : FR36EAU006831
Référence : 2120226400001
Créancier : SGC STRASBOURG ET EUROMETROPOLE

Montant : 365,27 €

CENTRE D ENCAISSEMENT
DES FINANCES PUBLIQUES
TSA 61110
78924 YVELINES CEDEX 9

NE RIEN INSCRIRE SOUS CE TRAIT - NE PAS PLIER

417110500263 DUPOND BERNARD

941133000175 631300212022640000106705849967061260 36527

Facture EA / 2026 / 48 2120226400001 du 02/06/2026

N° série compteur	Diam.	Ancien relevé Date	Ancien relevé Index	Nouveau relevé Date	Nouveau relevé Index	Conso. en m³
Consommation totale						**120**

Détail de votre facture	Période d'application	Tr.	Quantité	Prix unité € HT	Montant € HT	T.V.A. %	Montant € T.V.A.	Montant € TTC
Distribution de l'eau					**140,00**		**7,70**	**147,70**
Abonnement diam. 20 mm	01/01/25 - 31/12/25	T1	365 J	0,05479	20,00	5,50	1,10	21,10
Consommation d'eau	01/01/25 - 31/12/25	T1	120 m3	1,00000	120,00	5,50	6,60	126,60
Collecte et traitement des eaux usées					**132,07**		**6,22**	**138,29**
Collecte	01/01/25 - 31/12/25	T1	120 m3	0,43040	51,65	0,00	0,00	51,65
Epuration	01/01/25 - 31/12/25	T1	120 m3	0,15200	18,24	0,00	0,00	18,24
Epuration (SOVEES)	01/01/25 - 30/06/25	T1	60 m3	0,51540	30,92	10,00	3,09	34,01
Epuration (SOVEES)	01/07/25 - 31/12/25	T1	60 m3	0,52100	31,26	10,00	3,13	34,39
Organismes publics (Agence de l'eau)					**76,01**		**3,27**	**79,28**
Consommation eau potable	01/01/25 - 31/12/25	T1	120 m3	0,39000	46,80	5,50	2,57	49,37
Performance des réseaux d'eau potable	01/01/25 - 31/12/25	T1	120 m3	0,06600	7,92	5,50	0,44	8,36
Performance des systèmes d'assainissement	01/01/25 - 31/12/25	T1	120 m3	0,13800	16,56	0,00	0,00	16,56
Prélèvement de la ressource en eau	01/01/25 - 31/12/25	T1	120 m3	0,03940	4,73	5,50	0,26	4,99
Montant total à payer :					**348,08**		**17,19**	**365,27**

Taux TVA	Montant HT	Montant TVA
0,00	86,45	0,00
5,50	199,45	10,97
10,00	62,18	6,22
	348,08	**17,19**

La TVA facturée est acquittée sur les débits en application de l'instruction de la DGI n° 3A-5-93 du 19 mars 1993. N° de TVA intracommunautaire : FR7R246700488

Titre exécutoire en application de l'article L.252A du livre des Procédures Fiscales, pris, émis et rendu exécutoire conformément aux dispositions des articles R.2342-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.
Dans le délai de deux mois suivant la notification du présent acte (article L 1617-5 du CGCT), vous pouvez contester la somme mentionnée au recto en saisissant directement le tribunal judiciaire ou le tribunal administratif compétent selon la nature de la créance.

Le règlement de votre facture peut s'effectuer :
- Par prélèvement automatique : formulaire à retirer au Service de l'Eau et de l'Assainissement
- Par TIP SEPA : dater, signer le TIP SEPA dans le cadre prévu à cet effet, joindre un RIB à la première utilisation, et l'adresser au Centre d'Encaissement à l'aide de l'enveloppe ci-jointe dûment affranchie
- Par chèque : à l'ordre du Trésor Public, joindre le TIP SEPA non signé, le tout adressé au Centre d'Encaissement à l'aide de l'enveloppe ci-jointe dûment affranchie
- En espèces dans la limite de 300 € (article 19, loi de finances rectificatives 2013) ou en **carte bancaire**, muni de la présente facture, auprès d'un buraliste ou partenaire agréé (liste consultable sur le site www.impots.gouv.fr/portail/paiement-proximite)
- Par virement bancaire sur le compte IBAN/BIC : FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056 / BDFEFRPPCCT, en mentionnant le numéro de votre facture
- Sur Mon espace Finances Publiques (impots.gouv.fr) - Identifiant structure publique : 007964
- Par internet sur le site https://tipi.strasbourg.eu par carte bancaire ou prélèvement unique

Syndicat des Eaux
et de l'Assainissement
Alsace-Moselle

Réf à rappeler **N° IdClient : 34316293**
Occupant : M MME WWW AAA

Lieu desservi : 9874 RUE DES SOEURS
67610 LA WANTZENAU

SDEA ALSACE MOSELLE - ESPACE EUROPEEN DE L'ENTREPRISE
SCHILTIGHEIM CS 10020
67013 STRASBOURG CEDEX

1 rue de Rome
Espace Européen de l'Entreprise
Schiltigheim - CS10020
67013 STRASBOURG CEDEX
www.sdea.fr

M MME WWW AAA
9874 RUE DES SOEURS
67610 LA WANTZENAU

Une question sur votre abonnement/votre facture
Contactez le SDEA du lundi au vendredi
de 7h30 à 17h30 au : 03 88 19 29 99
courriel : accueil.clients@sdea.fr

Une question sur le paiement de votre facture
Contactez le Service de Gestion Comptable
Strasbourg et Eurométropole
35 Avenue des Vosges - CS 71022
67070 STRASBOURG cedex
tel : 03 68 71 86 54
courriel :
sgc.strasbourg-ems@dgfip.finances.gouv.fr

Pour les urgences techniques 24h/24 - 7j/7
tel : 03 88 19 97 09

Facture n° 20251R6751900005429 du 31/12/2025

Consommation du 31/12/2024 au 31/12/2025

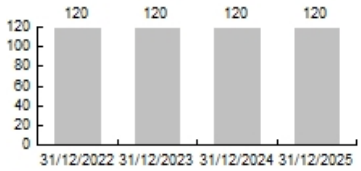
Voici la présentation simplifiée de votre facture **Détail au verso**

Votre consommation facturée **120 m³**
Prix du litre TTC (hors abonnement) 0,00287 €

	Montants
Total eau + redevances Agence de l'Eau	210,42
Total assainissement + redevances Agence de l'Eau	154,85
Total de la facture	**365,27**

Facture à régler sous 15 jours à réception **365,27 €**

Consommation relevée en m3



PAIEMENT EN LIGNE sur « Mon Espace Finances Publiques » (MEFP) sur le site impots.gouv.fr
Références Payfip
Identifiant structure publique :
EAU : 007964
Référence facture : ANNEE-EA-00-(n° facture sur 13 derniers chiffres)

N° SIRET : 246 700 488 00017
TVA Intracommunautaire : FR7R246700488
Identifiant Chorus Pro : 6751900005429OMEGA25

En espèces (dans la limite de 300€) ou par carte bancaire, muni du présent avis, auprès d'un buraliste ou partenaire agréé. La liste est consultable sur le site www.impots.gouv.fr/portail/paiement-de-proximite

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : en signant ce formulaire de mandat, vous autorisez le créancier à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions du créancier. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

DATE et LIEU

SIGNATURE

M MME WWW AAA
9874 RUE DES SOEURS
67610 LA WANTZENAU

*

TIP SEPA

Référence Unique de Mandat : TIPSEPA067058417000067519000054292
ICS : FR36EAU006831
Référence : 4 QA 25 006751900005429 V 105 74 **Montant : 365,27 €**
Créancier : EUROMETROPOLE STRASBOUR

CENTRE D'ENCAISSEMENT
DES FINANCES PUBLIQUES
TSA 61110
78924 YVELINES CEDEX 9

Joindre un relevé d'identité bancaire

417110500254 WWW AAA

941133000175 32200067519000054290670584996706 36527

Facture n° 20251R6751900005429 du 31/12/2025

Point de consommation	N° série compteur	Date	Type	Ancien index	Index dépose	Index rempl.	Nouvel index	Conso. en m3
13395	1731750	31/12/2025	R	960			1080	120
	Consommation totale							**120**

Consommation facturée (m3) **120**

Détail de votre facture

	Prix au		Quantité	Unité	Prix unitaire	Montant HT	T.V.A.		Montant TTC
DISTRIBUTION DE L'EAU									
Eurométropole de Strasbourg	01/01/2025		120	m3	1,00000	120,00	6,60	(5.5%)	126,60
Total Part Proportionnelle						**120,00**	**6,60**		**126,60**
Eurométropole de Strasbourg	01/01/2025	1 x 365 j	365	jours	20,00000	20,00	1,10	(5.5%)	21,10
Total Part Fixe						**20,00**	**1,10**		**21,10**
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES									
Redevance Epuration SOVEES	01/01/2025		60	m3	0,51540	30,92	3,09	(10%)	34,01
Redevance Epuration SOVEES	01/07/2025		60	m3	0,52100	31,26	3,13	(10%)	34,39
Collecte et Epuration (Eurométropole de Strasbourg)	01/01/2025		120	m3	0,58240	69,89	0,00		69,89
Total Part Proportionnelle						**132,07**	**6,22**		**138,29**
ORGANISMES PUBLICS									
Préservation des Ressources Naturelles	01/01/2025		120	m3	0,03940	4,73	0,26	(5.5%)	4,99
Performance Réseaux Assainissement	01/01/2025		120	m3	0,13800	16,56	0,00		16,56
Performance Réseaux Eau potable	01/01/2025		120	m3	0,06600	7,92	0,44	(5.5%)	8,36
Consommation Eau potable	01/01/2025		120	m3	0,39000	46,80	2,57	(5.5%)	49,37
Total Agence de l'eau Rhin Meuse						**76,01**	**3,27**		**79,28**

TVA Taux	HT	Montant
5,50%	199,45	10,97
10,00%	62,18	6,22

Total de votre facture	**348,08**	**17,19**	**365,27**
Montant total à payer	**348,08**	**17,19**	**365,27**

RAPPEL : La colonne Type indique la nature du relevé pris en compte pour cette facture. R= Relevé Réel, E= Estimation de consommation et A=Relevé par l'Abonné

Le règlement de cette facture peut s'effectuer :
Par **CARTE BANCAIRE** sur notre site www.sdea.fr **, si votre Trésorerie le propose**
Par **TIP**
En **ESPECES** (dans la limite de 300 € selon l'Article 19 de la Loi de finances rectificative 2013) ou par **CARTE BANCAIRE** muni du présent avis, auprès d'un buraliste ou d'un partenaire agréé. La liste est consultable sur le site https://www.impots.gouv.fr/portail/paiement-de-proximite

Ou auprès des services du **Service de Gestion Comptable Strasbourg et Eurométropole et du Service de Gestion Comptable de Saverne .**
Par **CHEQUE BANCAIRE Français** libellé à l'ordre du Trésor Public, joindre obligatoirement le volet TIP non signé
Par **VIREMENT** sur le compte Banque de France suivant : **FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056 / BDFEFRPPCCT en précisant le numéro de la facture en objet du virement**

Si vous souhaitez opter pour le **prélèvement automatique** de votre facture, le SDEA est à votre disposition pour en faciliter la mise en place.

EXTRAIT DU TITRE EXECUTOIRE en application de l'article L.252 A du Livre des procédures fiscales, pris, émis et rendu exécutoire conformément aux dispositions des articles R.2342-4 et R.3342-23 du code général des collectivités territoriales.

VOIES DE RECOURS : Dans un délai de deux mois suivant la notification du présent acte (article L1617-5 du Code général des Collectivités locales), vous pouvez contester le montant de la facture en saisissant le Tribunal judiciaire ou administratif selon la nature de la créance.

NOTE DE SYNTHÈSE RELATIVE À LA QUALITÉ DE L'EAU DISTRIBUÉE EN 2025

Dans le cadre du contrôle sanitaire assuré par l'Agence Régionale de Santé (ARS), ce sont près de 275 paramètres qui sont régulièrement analysés dans les eaux destinées à la consommation humaine. L'Union Européenne et le Ministère de la santé ont demandé aux ARS fin 2020 de rechercher de nouvelles substances, parmi lesquelles les métabolites de pesticides pertinents.

Les résultats de ces analyses sur certains captages ont mis en évidence la présence de métabolites du chloridazone, un herbicide utilisé jusqu'en 2020 en agriculture et aujourd'hui interdit, à des concentrations supérieures à la limite de qualité réglementaire, mais inférieures aux valeurs sanitaires. Les résultats d'analyse sont consultables sur le site internet de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'ARS atteste aujourd'hui que ces concentrations ne présentent pas de risques pour la santé des consommateurs. **L'eau peut être consommée sans restriction par l'ensemble de la population.**

Secteurs concernés :

Zone de distribution : Eurométropole – secteur Strasbourg-Sud
Des métabolites du chloridazone sont présents sur des points de surveillance du réseau d'eau de l'unité de distribution de Strasbourg Sud. Un plan d'action est programmé pour rétablir la qualité de l'eau sous les seuils réglementaires. Plusieurs solutions seront mises en œuvre pour diversifier les ressources et sécuriser l'alimentation en eau (interconnexions de réseau, maillage de l'alimentation...). D'ores et déjà, la production d'eau du captage de Holtzheim, qui présente les teneurs les plus importantes en métabolites de pesticides, a été réduite.

Zone de distribution : Eurométropole – secteur Oberhausbergen
Des métabolites du chloridazone ont été détectés au captage d'Oberhausbergen. La production d'eau de ce captage a été réduite. Les analyses effectuées au robinet du consommateur ne présentent aucun dépassement des seuils réglementaires.

Zone de distribution : Eurométropole – secteur Ill Andlau 2
Des métabolites du chloridazone ont été détectés au captage d'Eschau. Ce réseau alimente les communes d'Eschau et Plobsheim. Un plan d'action a été établi pour rétablir la qualité de l'eau.

Les autres zones de distribution ne sont pas concernées par des dépassements.

Au-delà des actions de court et moyen termes, l'Eurométropole de Strasbourg poursuit son engagement auprès de l'agence de l'eau Rhin-Meuse et du monde agricole pour mettre en œuvre des actions permettant de limiter l'usage des produits phytosanitaires et protéger la ressource en eau.

Si vous avez des questions,
contactez le guichet eau et assainissement :

Horaires d'ouverture :
du lundi au vendredi de 8h30 à 12h
et de 13h30 à 17h.

Ville et Eurométropole de Strasbourg
Direction Eau et risques environnementaux

1, parc de l'Étoile- 67 076 Strasbourg Cedex- France
Tél : 03 68 98 51 75
Courriel : EauAssainissement@strasbourg.eu

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

QUELLE EAU BUVEZ-VOUS ?

Agence Régionale de Santé Grand Est

ZONE DE DISTRIBUTION : EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - REGIE

Conclusion sanitaire

2025

La présence d'un pesticide a été observée ponctuellement et sans risque pour la santé. L'eau distribuée est de bonne qualité pour les autres paramètres. Elle peut être consommée par tous. Dans le cadre de l'état des lieux sur la présence de PFAS dans les eaux distribuées en Grand-Est réalisé en 2023-2025, l'eau alimentant l'unité de distribution a été analysée conforme (somme des concentrations de 20 PFAS inférieure à la limite de qualité de 0,1 microgramme/l).

Indicateur global de qualité

B

- **A** : Eau de bonne qualité
- **B** : Eau de qualité convenable
- **C** : Eau de qualité insuffisante
- **D** : Eau de mauvaise qualité

Indicateur 2024 : A

Origine et gestion de l'eau

Votre réseau est alimenté par 13 captages. L'eau qui l'alimente est d'origine souterraine.

Elle fait l'objet d'un traitement de désinfection par chloration.

Votre réseau alimente de façon permanente 420788 personnes sur 10 communes (BISCHHEIM, ECKBOLSHEIM, HOENHEIM, ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN, OSTWALD, REICHSTETT, SCHILTIGHEIM, SOUFFELWEYERSHEIM, STRASBOURG, WOLFISHEIM). Le responsable des installations est : « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ».

Pour plus de renseignements, veuillez contacter « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG » qui assure l'exploitation du réseau.

Quelques conseils

ABSENCE

Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire.

ENTRETIEN

Pour les usages courants, l'eau du robinet ne nécessite pas de traitement complémentaire. Si vous possédez un système de traitement de l'eau, entretenez-le régulièrement.

RÉSEAU PRIVÉ

Pour éviter tout risque de contamination, il ne doit jamais y avoir de connexion entre les canalisations d'eau d'un puits ou d'un récupérateur d'eau pluviale et celles du réseau public.

SÉCHERESSE

En période de sécheresse, limitez autant que possible votre utilisation de l'eau du robinet pour les usages autres qu'alimentaires et d'hygiène corporelle.

Pour aller plus loin

Retrouver les résultats des analyses de l'eau de votre commune sur le site Internet : www.eaupotable.sante.gouv.fr

Édité le **16/06/2026**

UDI **067001945**

L'indicateur global de qualité prend en compte les 30 paramètres / familles de paramètres faisant l'objet d'une limite de qualité. Il est égal à l'indicateur de qualité du paramètre le plus déclassant. Les résultats du contrôle des paramètres de qualité liés aux canalisations ne sont pas pris en compte, dans la mesure où ils ne sont pas représentatifs de la qualité de l'eau distribuée sur la zone concernée.

PARAMÈTRES D'INTÉRÊT POUR LA POTABILITÉ DE L'EAU

BACTÉRIOLOGIE

A — Bonne qualité

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

Nombre de prélèvements : **615**
Conformité : **99 %**
Valeur maxi : **2 n/100 ml**

NITRATES

A — Bonne qualité

Eléments provenant des pratiques agricoles, des rejets domestiques et industriels. Le maximum réglementaire est 50 mg/L.

Nombre de prélèvements : **80**
Valeur moyenne : **9,51 mg/L**
Valeur maxi : **15 mg/L**

PESTICIDES ET MÉTABOLITES PERTINENTS

B — Dépassement ponctuel de la limite réglementaire

Le terme "pesticides" regroupe des centaines de substances différentes. Le maximum réglementaire est 0,5 microgramme/L pour le total des pesticides analysés et 0,1 microgramme/L pour chaque substance. En-deçà de la valeur sanitaire propre à chaque pesticide, l'eau est consommable sans risque pour la santé.

Nombre de prélèvements : **73**
Conformité : **99 %**
Nombre de substances recherchées : **198**
Valeur maxi : **0,139 microgramme/L (chloridazone desphényl)**
Substance(s) non conforme(s) : **chloridazone desphényl**

SOMME DE 20 PFAS

- — Pas de données disponibles

Les composés perfluoroalkylés et polyfluoroalkylés ou aussi nommés PFAS, sont des composés d'origine anthropique persistant dans l'environnement. La concentration maximale réglementaire dans l'eau est de 0,1 microgramme/L pour la somme des 20 PFAS.

FLUOR

A — Très bonne qualité

Oligo-élément naturellement présent dans l'eau. Le maximum réglementaire est 1,5 mg/L. Avant d'envisager un apport complémentaire en fluor, il convient de consulter un professionnel de santé.

Nombre de prélèvements : **11**
Valeur moyenne : **0,0836 mg/L**
Valeur maxi : **0,11 mg/L**

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

DURETÉ

Eau dure

Concentration en calcium et magnésium dans l'eau exprimée en degré français. Il n'y a pas de valeur de seuil réglementaire.

Nombre de prélèvements : **80**
Valeur moyenne : **23,7 °f**
Valeur maxi : **28,8 °f**

SODIUM

Nombre de prélèvements : **11**
Valeur moyenne : **20,1 mg/L**
Valeur maxi : **23 mg/L**

ARS GRAND EST - ARS GRAND EST Délégation du Bas-Rhin - Cité Administrative Gaujot - 14, rue du Maréchal Juin - 67 084 Strasbourg Cedex
https://www.grand-est.ars.sante.fr/ 03.88.76.79.86 ars-grandest-dt67-vsse@ars.sante.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

QUELLE EAU BUVEZ-VOUS ?

Agence Régionale de Santé Grand Est

ZONE DE DISTRIBUTION : EUROMETROPOLE - SECTEUR STRASBOURG-NORD

Conclusion sanitaire

2025

L'eau distribuée est de bonne qualité. Elle peut être consommée par tous. Dans le cadre de l'état des lieux sur la présence de PFAS dans les eaux distribuées en Grand-Est réalisé en 2023-2025, l'eau alimentant l'unité de distribution a été analysée conforme (somme des concentrations de 20 PFAS inférieure à la limite de qualité de 0,1 microgramme/l).

Indicateur global de qualité

A

- **A** : Eau de bonne qualité
- **B** : Eau de qualité convenable
- **C** : Eau de qualité insuffisante
- **D** : Eau de mauvaise qualité

Indicateur 2024 : A

Origine et gestion de l'eau

Votre réseau est alimenté par 5 captages. L'eau qui l'alimente est d'origine souterraine.

Elle fait l'objet d'un traitement de décarbonatation, d'élimination du fer et du manganèse et de désinfection UV.

Votre réseau alimente de façon permanente 19916 personnes sur 6 communes (ECKWERSHEIM, LAMPERTHEIM, MITTELHAUSBERGEN, MUNDOLSHEIM, NIEDERHAUSBERGEN, VENDENHEIM). Le responsable des installations est : « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ».

Pour plus de renseignements, veuillez contacter « SDEA ALSACE MOSELLE » qui assure l'exploitation du réseau.

Quelques conseils

ABSENCE

Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire.

ENTRETIEN

Pour les usages courants, l'eau du robinet ne nécessite pas de traitement complémentaire. Si vous possédez un système de traitement de l'eau, entretenez-le régulièrement.

RÉSEAU PRIVÉ

Pour éviter tout risque de contamination, il ne doit jamais y avoir de connexion entre les canalisations d'eau d'un puits ou d'un récupérateur d'eau pluviale et celles du réseau public.

SÉCHERESSE

En période de sécheresse, limitez autant que possible votre utilisation de l'eau du robinet pour les usages autres qu'alimentaires et d'hygiène corporelle.

Pour aller plus loin

Retrouver les résultats des analyses de l'eau de votre commune sur le site Internet : www.eaupotable.sante.gouv.fr

Édité le **16/06/2026**

UDI **067004990**

L'indicateur global de qualité prend en compte les 30 paramètres / familles de paramètres faisant l'objet d'une limite de qualité. Il est égal à l'indicateur de qualité du paramètre le plus déclassant. Les résultats du contrôle des paramètres de qualité liés aux canalisations ne sont pas pris en compte, dans la mesure où ils ne sont pas représentatifs de la qualité de l'eau distribuée sur la zone concernée.

PARAMÈTRES D'INTÉRÊT POUR LA POTABILITÉ DE L'EAU

BACTÉRIOLOGIE

A — Bonne qualité

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

Nombre de prélèvements : **47**
Conformité : **97 %**
Valeur maxi : **3 n/100 ml**

NITRATES

A — Très bonne qualité

Eléments provenant des pratiques agricoles, des rejets domestiques et industriels. Le maximum réglementaire est 50 mg/L.

Nombre de prélèvements : **13**
Valeur moyenne : **9,25 mg/L**
Valeur maxi : **10 mg/L**

PESTICIDES ET MÉTABOLITES PERTINENTS

A — Bonne qualité

Le terme "pesticides" regroupe des centaines de substances différentes. Le maximum réglementaire est 0,5 microgramme/L pour le total des pesticides analysés et 0,1 microgramme/L pour chaque substance. En-deçà de la valeur sanitaire propre à chaque pesticide, l'eau est consommable sans risque pour la santé.

Nombre de prélèvements : **4**
Conformité : **100 %**
Nombre de substances recherchées : **198**
Valeur maxi : **0,031 microgramme/L**

SOMME DE 20 PFAS

- — Pas de données disponibles

Les composés perfluoroalkylés et polyfluoroalkylés ou aussi nommés PFAS, sont des composés d'origine anthropique persistant dans l'environnement. La concentration maximale réglementaire dans l'eau est de 0,1 microgramme/L pour la somme des 20 PFAS.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

DURETÉ

Eau peu calcaire

Concentration en calcium et magnésium dans l'eau exprimée en degré français. Il n'y a pas de valeur de seuil réglementaire.

Nombre de prélèvements : **13**
Valeur moyenne : **18,3 °f**
Valeur maxi : **20,4 °f**

FER

Présence inférieure à la référence de qualité

Élément pouvant générer une coloration de l'eau. Le fer n'a pas d'incidence sur la santé, mais peut constituer une gêne pour certains usages. Le maximum réglementaire est 200 microgramme/L.

Nombre de prélèvements : **36**
Valeur moyenne : **43,9 microgramme/L**
Valeur maxi : **110 microgramme/L**

MANGANÈSE

Elément d'origine naturelle pouvant générer une coloration de l'eau. Le maximum réglementaire est 50 microgramme/L.

Nombre de prélèvements : **4**
Valeur moyenne : **1,03 microgramme/L**
Valeur maxi : **3,06 microgramme/L**

ARS GRAND EST - ARS GRAND EST Délégation du Bas-Rhin - Cité administrative Gaujot - 14, rue du Maréchal Juin - 67 084 Strasbourg Cedex
https://www.grand-est.ars.sante.fr/ 03.88.76.79.86 ars-grandest-dt67-vsse@ars.sante.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

QUELLE EAU BUVEZ-VOUS ?

Agence Régionale de Santé Grand Est

ZONE DE DISTRIBUTION : EUROMETROPOLE - SECTEUR STRASBOURG-SUD

Conclusion sanitaire

2025

L'eau distribuée présente des concentrations en pesticides élevées, mais inférieures aux valeurs définies pour limiter les usages. Des actions destinées à améliorer sa qualité sont en cours (ou sont à mener). Cette eau est de bonne qualité pour les autres paramètres. Elle peut être consommée par tous.

Indicateur global de qualité

C

- **A** : Eau de bonne qualité
- **B** : Eau de qualité convenable
- **C** : Eau de qualité insuffisante
- **D** : Eau de mauvaise qualité

Indicateur 2024 : C

Origine et gestion de l'eau

Votre réseau est alimenté par 3 captages. L'eau qui l'alimente est d'origine souterraine.

Elle fait l'objet d'un traitement d'élimination du manganèse et de désinfection.

Votre réseau alimente de façon permanente 24880 personnes sur 9 communes (ACHENHEIM, BLAESHEIM, BREUSCHWICKERSHEIM, ENTZHEIM, GEISPOLSHEIM, HANGENBIETEN, HOLTZHEIM, KOLBSHEIM, OBERSCHAEFFOLSHEIM). Le responsable des installations est : « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ».

Pour plus de renseignements, veuillez contacter « SDEA ALSACE MOSELLE » qui assure l'exploitation du réseau.

Quelques conseils

ABSENCE

Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire.

ENTRETIEN

Pour les usages courants, l'eau du robinet ne nécessite pas de traitement complémentaire. Si vous possédez un système de traitement de l'eau, entretenez-le régulièrement.

RÉSEAU PRIVÉ

Pour éviter tout risque de contamination, il ne doit jamais y avoir de connexion entre les canalisations d'eau d'un puits ou d'un récupérateur d'eau pluviale et celles du réseau public.

SÉCHERESSE

En période de sécheresse, limitez autant que possible votre utilisation de l'eau du robinet pour les usages autres qu'alimentaires et d'hygiène corporelle.

Pour aller plus loin

Retrouver les résultats des analyses de l'eau de votre commune sur le site Internet : www.eaupotable.sante.gouv.fr

Édité le **05/06/2026**

UDI **067004991**

L'indicateur global de qualité prend en compte les 30 paramètres / familles de paramètres faisant l'objet d'une limite de qualité. Il est égal à l'indicateur de qualité du paramètre le plus déclassant. Les résultats du contrôle des paramètres de qualité liés aux canalisations ne sont pas pris en compte, dans la mesure où ils ne sont pas représentatifs de la qualité de l'eau distribuée sur la zone concernée.

PARAMÈTRES D'INTÉRÊT POUR LA POTABILITÉ DE L'EAU

BACTÉRIOLOGIE — A — Très bonne qualité

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

Nombre de prélèvements : **59**
Conformité : **100 %**
Valeur maxi : **0 n/100 ml**

NITRATES — A — Bonne qualité

Eléments provenant des pratiques agricoles, des rejets domestiques et industriels. Le maximum réglementaire est 50 mg/L.

Nombre de prélèvements : **6**
Valeur moyenne : **12,3 mg/L**
Valeur maxi : **19 mg/L**

PESTICIDES ET MÉTABOLITES PERTINENTS — C — Dépassements réguliers de la limite réglementaire

Le terme "pesticides" regroupe des centaines de substances différentes. Le maximum réglementaire est 0,5 microgramme/L pour le total des pesticides analysés et 0,1 microgramme/L pour chaque substance. En-deçà de la valeur sanitaire propre à chaque pesticide, l'eau est consommable sans risque pour la santé.

Nombre de prélèvements : **20**
Conformité : **65 %**
Nombre de substances recherchées : **198**
Valeur maxi : **0,372 microgramme/L (chloridazone desphényl)**
Substance(s) non conforme(s) : **chloridazone desphényl**

SOMME DE 20 PFAS — A — Bonne qualité

Les composés perfluoroalkylés et polyfluoroalkylés ou aussi nommés PFAS, sont des composés d'origine anthropique persistant dans l'environnement. La concentration maximale réglementaire dans l'eau est de 0,1 microgramme/L pour la somme des 20 PFAS.

Nombre de prélèvements : **1**
Valeur moyenne : **0,011 microgramme/L**
Valeur maxi : **0,011 microgramme/L**

FLUOR — A — Très bonne qualité

Oligo-élément naturellement présent dans l'eau. Le maximum réglementaire est 1,5 mg/L. Avant d'envisager un apport complémentaire en fluor, il convient de consulter un professionnel de santé.

Nombre de prélèvements : **3**
Valeur moyenne : **0,0732 mg/L**
Valeur maxi : **0,12 mg/L**

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

DURETÉ — Eau dure

Concentration en calcium et magnésium dans l'eau exprimée en degré français. Il n'y a pas de valeur de seuil réglementaire.

Nombre de prélèvements : **6**
Valeur moyenne : **22,8 °f**
Valeur maxi : **28,8 °f**

MANGANÈSE

Elément d'origine naturelle pouvant générer une coloration de l'eau. Le maximum réglementaire est 50 microgramme/L.

Nombre de prélèvements : **6**
Valeur moyenne : **3,16 microgramme/L**
Valeur maxi : **17,7 microgramme/L**

ARS GRAND EST - ARS GRAND EST Délégation du Bas-Rhin - Cité administrative Gaujot - 14, rue du Maréchal Juin - 67 084 Strasbourg Cedex
https://www.grand-est.ars.sante.fr/ 03.88.76.79.86 ars-grandest-dt67-vsse@ars.sante.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

QUELLE EAU BUVEZ-VOUS ?

Agence Régionale de Santé Grand Est

ZONE DE DISTRIBUTION : EUROMETROPOLE - SECTEUR LA WANTZENAU

Conclusion sanitaire

2025 L'eau distribuée est de bonne qualité. Elle peut être consommée par tous.

Indicateur global de qualité

A

- **A** : Eau de bonne qualité
- **B** : Eau de qualité convenable
- **C** : Eau de qualité insuffisante
- **D** : Eau de mauvaise qualité

Indicateur 2024 : A

Origine et gestion de l'eau

Votre réseau est alimenté par 2 captages. L'eau qui l'alimente est d'origine souterraine.

Elle fait l'objet d'un traitement de désinfection par chloration.

Votre réseau alimente de façon permanente 5879 personnes sur 1 commune (WANTZENAU (LA)). Le responsable des installations est : « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ».

Pour plus de renseignements, veuillez contacter « SDEA ALSACE MOSELLE » qui assure l'exploitation du réseau.

Quelques conseils

ABSENCE

Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire.

ENTRETIEN

Pour les usages courants, l'eau du robinet ne nécessite pas de traitement complémentaire. Si vous possédez un système de traitement de l'eau, entretenez-le régulièrement.

RÉSEAU PRIVÉ

Pour éviter tout risque de contamination, il ne doit jamais y avoir de connexion entre les canalisations d'eau d'un puits ou d'un récupérateur d'eau pluviale et celles du réseau public.

SÉCHERESSE

En période de sécheresse, limitez autant que possible votre utilisation de l'eau du robinet pour les usages autres qu'alimentaires et d'hygiène corporelle.

Pour aller plus loin

Retrouver les résultats des analyses de l'eau de votre commune sur le site Internet : www.eaupotable.sante.gouv.fr

Édité le **05/06/2026**

UDI **067004992**

L'indicateur global de qualité prend en compte les 30 paramètres / familles de paramètres faisant l'objet d'une limite de qualité. Il est égal à l'indicateur de qualité du paramètre le plus déclassant. Les résultats du contrôle des paramètres de qualité liés aux canalisations ne sont pas pris en compte, dans la mesure où ils ne sont pas représentatifs de la qualité de l'eau distribuée sur la zone concernée.

PARAMÈTRES D'INTÉRÊT POUR LA POTABILITÉ DE L'EAU

BACTÉRIOLOGIE

A Très bonne qualité

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

Nombre de prélèvements : **19**
Conformité : **100 %**
Valeur maxi : **0 n/100 ml**

NITRATES

A Très bonne qualité

Eléments provenant des pratiques agricoles, des rejets domestiques et industriels. Le maximum réglementaire est 50 mg/L.

Nombre de prélèvements : **5**
Valeur moyenne : **2,46 mg/L**
Valeur maxi : **5,6 mg/L**

PESTICIDES ET MÉTABOLITES PERTINENTS

A Très bonne qualité

Le terme "pesticides" regroupe des centaines de substances différentes. Le maximum réglementaire est 0,5 microgramme/L pour le total des pesticides analysés et 0,1 microgramme/L pour chaque substance. En-deçà de la valeur sanitaire propre à chaque pesticide, l'eau est consommable sans risque pour la santé.

Nombre de prélèvements : **2**
Conformité : **100 %**
Nombre de substances recherchées : **198**
Valeur maxi : **0,007 microgramme/L**

SOMME DE 20 PFAS

A Bonne qualité

Les composés perfluoroalkylés et polyfluoroalkylés ou aussi nommés PFAS, sont des composés d'origine anthropique persistant dans l'environnement. La concentration maximale réglementaire dans l'eau est de 0,1 microgramme/L pour la somme des 20 PFAS.

Nombre de prélèvements : **1**
Valeur moyenne : **0,014 microgramme/L**
Valeur maxi : **0,014 microgramme/L**

FLUOR

A Très bonne qualité

Oligo-élément naturellement présent dans l'eau. Le maximum réglementaire est 1,5 mg/L. Avant d'envisager un apport complémentaire en fluor, il convient de consulter un professionnel de santé.

Nombre de prélèvements : **2**
Valeur moyenne : **0,085 mg/L**
Valeur maxi : **0,09 mg/L**

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

DURETÉ

Eau dure

Concentration en calcium et magnésium dans l'eau exprimée en degré français. Il n'y a pas de valeur de seuil réglementaire.

Nombre de prélèvements : **5**
Valeur moyenne : **20,3 °f**
Valeur maxi : **22,6 °f**

SODIUM

Nombre de prélèvements : **2**
Valeur moyenne : **16 mg/L**
Valeur maxi : **16 mg/L**

ARS GRAND EST - ARS GRAND EST Délégation du Bas-Rhin - Cité administrative Gaujot - 14, rue du Maréchal Juin - 67 084 Strasbourg Cedex
https://www.grand-est.ars.sante.fr/ 03.88.76.79.86 ars-grandest-dt67-vsse@ars.sante.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

QUELLE EAU BUVEZ-VOUS ?

Agence Régionale de Santé Grand Est

ZONE DE DISTRIBUTION : EUROMETROPOLE - SECTEUR ILL ANDLAU 1

Conclusion sanitaire

2025

L'eau distribuée est de bonne qualité. Elle peut être consommée par tous. Dans le cadre de l'état des lieux sur la présence de PFAS dans les eaux distribuées en Grand-Est réalisé en 2023-2025, l'eau alimentant l'unité de distribution a été analysée conforme (somme des concentrations de 20 PFAS inférieure à la limite de qualité de 0,1 microgramme/l).

Indicateur global de qualité

A

- **A** : Eau de bonne qualité
- **B** : Eau de qualité convenable
- **C** : Eau de qualité insuffisante
- **D** : Eau de mauvaise qualité

Indicateur 2024 : A

Origine et gestion de l'eau

Votre réseau est alimenté par 2 captages. L'eau qui l'alimente est d'origine souterraine.

Elle fait l'objet d'un traitement de désinfection par chloration.

Votre réseau alimente 2 communes (FEGERSHEIM, LIPSHEIM), soit 8443 personnes. Le responsable des installations est l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG.

Pour plus de renseignements, veuillez contacter « SDEA ALSACE MOSELLE » qui assure l'exploitation du réseau.

Quelques conseils

ABSENCE

Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire.

ENTRETIEN

Pour les usages courants, l'eau du robinet ne nécessite pas de traitement complémentaire. Si vous possédez un système de traitement de l'eau, entretenez-le régulièrement.

RÉSEAU PRIVÉ

Pour éviter tout risque de contamination, il ne doit jamais y avoir de connexion entre les canalisations d'eau d'un puits ou d'un récupérateur d'eau pluviale et celles du réseau public.

SÉCHERESSE

En période de sécheresse, limitez autant que possible votre utilisation de l'eau du robinet pour les usages autres qu'alimentaires et d'hygiène corporelle.

Pour aller plus loin

Retrouver les résultats des analyses de l'eau de votre commune sur le site Internet : www.eaupotable.sante.gouv.fr

Édité le **05/06/2026**

UDI **067004993**

L'indicateur global de qualité prend en compte les 30 paramètres / familles de paramètres faisant l'objet d'une limite de qualité. Il est égal à l'indicateur de qualité du paramètre le plus déclassant. Les résultats du contrôle des paramètres de qualité liés aux canalisations ne sont pas pris en compte, dans la mesure où ils ne sont pas représentatifs de la qualité de l'eau distribuée sur la zone concernée.

PARAMÈTRES D'INTÉRÊT POUR LA POTABILITÉ DE L'EAU

BACTÉRIOLOGIE

A — Très bonne qualité

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

Nombre de prélèvements : **20**
Conformité : **100 %**
Valeur maxi : **0 n/100 ml**

NITRATES

A — Bonne qualité

Eléments provenant des pratiques agricoles, des rejets domestiques et industriels. Le maximum réglementaire est 50 mg/L.

Nombre de prélèvements : **5**
Valeur moyenne : **19,8 mg/L**
Valeur maxi : **21 mg/L**

PESTICIDES ET MÉTABOLITES PERTINENTS

A — Bonne qualité

Le terme "pesticides" regroupe des centaines de substances différentes. Le maximum réglementaire est 0,5 microgramme/L pour le total des pesticides analysés et 0,1 microgramme/L pour chaque substance. En-deçà de la valeur sanitaire propre à chaque pesticide, l'eau est consommable sans risque pour la santé.

Nombre de prélèvements : **4**
Conformité : **100 %**
Nombre de substances recherchées : **198**
Valeur maxi : **0,049 microgramme/L**

SOMME DE 20 PFAS

- — Pas de données disponibles

Les composés perfluoroalkylés et polyfluoroalkylés ou aussi nommés PFAS, sont des composés d'origine anthropique persistant dans l'environnement. La concentration maximale réglementaire dans l'eau est de 0,1 microgramme/L pour la somme des 20 PFAS.

FLUOR

A — Très bonne qualité

Oligo-élément naturellement présent dans l'eau. Le maximum réglementaire est 1,5 mg/L. Avant d'envisager un apport complémentaire en fluor, il convient de consulter un professionnel de santé.

Nombre de prélèvements : **2**
Valeur moyenne : **0,08 mg/L**
Valeur maxi : **0,09 mg/L**

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

DURETÉ

Eau très dure

Concentration en calcium et magnésium dans l'eau exprimée en degré français. Il n'y a pas de valeur de seuil réglementaire.

Nombre de prélèvements : **5**
Valeur moyenne : **30,5 °f**
Valeur maxi : **31,7 °f**

SODIUM

Nombre de prélèvements : **2**
Valeur moyenne : **12 mg/L**
Valeur maxi : **13 mg/L**

ARS GRAND EST - ARS GRAND EST Délégation du Bas-Rhin - Cité administrative Gaujot - 14, rue du Maréchal Juin - 67 084 Strasbourg Cedex
https://www.grand-est.ars.sante.fr/ 03.88.76.79.86 ars-grandest-dt67-vsse@ars.sante.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

QUELLE EAU BUVEZ-VOUS ?

Agence Régionale de Santé Grand Est

ZONE DE DISTRIBUTION : EUROMETROPOLE - SECT. KOCHERSBERG-CENTRE

Conclusion sanitaire

2025 L'eau distribuée est de bonne qualité. Elle peut être consommée par tous.

Indicateur global de qualité

A

- **A** : Eau de bonne qualité
- **B** : Eau de qualité convenable
- **C** : Eau de qualité insuffisante
- **D** : Eau de mauvaise qualité

Indicateur 2024 : A

Origine et gestion de l'eau

Votre réseau est alimenté par 11 captages. L'eau qui l'alimente est d'origine souterraine.

Elle fait l'objet d'un traitement d'élimination du fer et du manganèse, de décarbonation et de désinfection par chloration et rayonnements UV.

Votre réseau alimente de façon permanente 809 personnes sur 1 commune (OSTHOFFEN). Le responsable des installations est : « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ».

Pour plus de renseignements, veuillez contacter « SDEA ALSACE MOSELLE » qui assure l'exploitation du réseau.

Quelques conseils

ABSENCE

Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire.

ENTRETIEN

Pour les usages courants, l'eau du robinet ne nécessite pas de traitement complémentaire. Si vous possédez un système de traitement de l'eau, entretenez-le régulièrement.

RÉSEAU PRIVÉ

Pour éviter tout risque de contamination, il ne doit jamais y avoir de connexion entre les canalisations d'eau d'un puits ou d'un récupérateur d'eau pluviale et celles du réseau public.

SÉCHERESSE

En période de sécheresse, limitez autant que possible votre utilisation de l'eau du robinet pour les usages autres qu'alimentaires et d'hygiène corporelle.

Pour aller plus loin

Retrouver les résultats des analyses de l'eau de votre commune sur le site Internet : www.eaupotable.sante.gouv.fr

Édité le **05/06/2026**

UDI **067005048**

L'indicateur global de qualité prend en compte les 30 paramètres / familles de paramètres faisant l'objet d'une limite de qualité. Il est égal à l'indicateur de qualité du paramètre le plus déclassant. Les résultats du contrôle des paramètres de qualité liés aux canalisations ne sont pas pris en compte, dans la mesure où ils ne sont pas représentatifs de la qualité de l'eau distribuée sur la zone concernée.

PARAMÈTRES D'INTÉRÊT POUR LA POTABILITÉ DE L'EAU

BACTÉRIOLOGIE — A — Très bonne qualité

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

Nombre de prélèvements : **10**
Conformité : **100 %**
Valeur maxi : **0 n/100 ml**
Années prises en compte : **2022, 2023, 2024, 2025**

NITRATES — A — Très bonne qualité

Eléments provenant des pratiques agricoles, des rejets domestiques et industriels. Le maximum réglementaire est 50 mg/L.

Nombre de prélèvements : **19**
Valeur moyenne : **5,44 mg/L**
Valeur maxi : **10 mg/L**

PESTICIDES ET MÉTABOLITES PERTINENTS — A — Bonne qualité

Le terme "pesticides" regroupe des centaines de substances différentes. Le maximum réglementaire est 0,5 microgramme/L pour le total des pesticides analysés et 0,1 microgramme/L pour chaque substance. En-deçà de la valeur sanitaire propre à chaque pesticide, l'eau est consommable sans risque pour la santé.

Nombre de prélèvements : **7**
Conformité : **100 %**
Nombre de substances recherchées : **198**
Valeur maxi : **0,031 microgramme/L**

SOMME DE 20 PFAS — A — Bonne qualité

Les composés perfluoroalkylés et polyfluoroalkylés ou aussi nommés PFAS, sont des composés d'origine anthropique persistant dans l'environnement. La concentration maximale réglementaire dans l'eau est de 0,1 microgramme/L pour la somme des 20 PFAS.

Nombre de prélèvements : **3**
Valeur moyenne : **0 microgramme/L**
Valeur maxi : **0 microgramme/L**

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

DURETÉ — Eau peu calcaire

Concentration en calcium et magnésium dans l'eau exprimée en degré français. Il n'y a pas de valeur de seuil réglementaire.

Nombre de prélèvements : **19**
Valeur moyenne : **14,3 °f**
Valeur maxi : **20,4 °f**

FER — Présence inférieure à la référence de qualité

Élément pouvant générer une coloration de l'eau. Le fer n'a pas d'incidence sur la santé, mais peut constituer une gêne pour certains usages. Le maximum réglementaire est 200 microgramme/L.

Nombre de prélèvements : **10**
Valeur moyenne : **18,9 microgramme/L**
Valeur maxi : **92 microgramme/L**

MANGANÈSE

Elément d'origine naturelle pouvant générer une coloration de l'eau. Le maximum réglementaire est 50 microgramme/L.

Nombre de prélèvements : **7**
Valeur moyenne : **0,544 microgramme/L**
Valeur maxi : **3,06 microgramme/L**

ARS GRAND EST - ARS GRAND EST Délégation du Bas-Rhin - Cité administrative Gaujot - 14, rue du Maréchal Juin - 67 084 Strasbourg Cedex
https://www.grand-est.ars.sante.fr/ 03.88.76.79.86 ars-grandest-dt67-vsse@ars.sante.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

QUELLE EAU BUVEZ-VOUS ?

Agence Régionale de Santé Grand Est

ZONE DE DISTRIBUTION : OBERHAUSBERGEN EUROMETROPOLE DE STRASBOURG-REGIE

Conclusion sanitaire

2025

L'eau distribuée présente des concentrations en pesticides dépassant la limite de qualité, mais inférieures aux valeurs définies pour limiter les usages. Des actions destinées à améliorer sa qualité sont en cours. L'eau est de bonne qualité pour les autres paramètres. Elle peut être consommée par tous.

Indicateur global de qualité

C

- **A** : Eau de bonne qualité
- **B** : Eau de qualité convenable
- **C** : Eau de qualité insuffisante
- **D** : Eau de mauvaise qualité

Indicateur 2024 : C

Origine et gestion de l'eau

Votre réseau est alimenté par plus de 1 captages. L'eau qui l'alimente est souterraine.

Elle fait l'objet d'un traitement de désinfection par chloration.

Votre réseau alimente de façon permanente 5652 personnes sur 1 commune (OBERHAUSBERGEN). Le responsable des installations est : « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ».

Pour plus de renseignements, veuillez contacter « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG » qui assure l'exploitation du réseau.

Quelques conseils

ABSENCE

Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire.

ENTRETIEN

Pour les usages courants, l'eau du robinet ne nécessite pas de traitement complémentaire. Si vous possédez un système de traitement de l'eau, entretenez-le régulièrement.

RÉSEAU PRIVÉ

Pour éviter tout risque de contamination, il ne doit jamais y avoir de connexion entre les canalisations d'eau d'un puits ou d'un récupérateur d'eau pluviale et celles du réseau public.

SÉCHERESSE

En période de sécheresse, limitez autant que possible votre utilisation de l'eau du robinet pour les usages autres qu'alimentaires et d'hygiène corporelle.

Pour aller plus loin

Retrouver les résultats des analyses de l'eau de votre commune sur le site Internet : www.eaupotable.sante.gouv.fr

Édité le **01/07/2026**

UDI **067006130**

L'indicateur global de qualité prend en compte les 30 paramètres / familles de paramètres faisant l'objet d'une limite de qualité. Il est égal à l'indicateur de qualité du paramètre le plus déclassant. Les résultats du contrôle des paramètres de qualité liés aux canalisations ne sont pas pris en compte, dans la mesure où ils ne sont pas représentatifs de la qualité de l'eau distribuée sur la zone concernée.

PARAMÈTRES D'INTÉRÊT POUR LA POTABILITÉ DE L'EAU

BACTÉRIOLOGIE

A — Bonne qualité

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

Nombre de prélèvements : **30**
Conformité : **96 %**
Valeur maxi : **4 n/100 ml**

NITRATES

A — Bonne qualité

Eléments provenant des pratiques agricoles, des rejets domestiques et industriels. Le maximum réglementaire est 50 mg/L.

Nombre de prélèvements : **94**
Valeur moyenne : **12,3 mg/L**
Valeur maxi : **17 mg/L**

PESTICIDES ET MÉTABOLITES PERTINENTS

C — Dépassements réguliers de la limite réglementaire

Le terme "pesticides" regroupe des centaines de substances différentes. Le maximum réglementaire est 0,5 microgramme/L pour le total des pesticides analysés et 0,1 microgramme/L pour chaque substance. En-deçà de la valeur sanitaire propre à chaque pesticide, l'eau est consommable sans risque pour la santé.

Nombre de prélèvements : **93**
Conformité : **96 %**
Nombre de substances recherchées : **198**
Valeur maxi : **0,139 microgramme/L (chloridazone desphényl)**
Substance(s) non conforme(s) : **chloridazone desphényl**

SOMME DE 20 PFAS

A — Bonne qualité

Les composés perfluoroalkylés et polyfluoroalkylés ou aussi nommés PFAS, sont des composés d'origine anthropique persistant dans l'environnement. La concentration maximale réglementaire dans l'eau est de 0,1 microgramme/L pour la somme des 20 PFAS.

Nombre de prélèvements : **1**
Valeur moyenne : **0,0035 microgramme/L**
Valeur maxi : **0,007 microgramme/L**

FLUOR

A — Très bonne qualité

Oligo-élément naturellement présent dans l'eau. Le maximum réglementaire est 1,5 mg/L. Avant d'envisager un apport complémentaire en fluor, il convient de consulter un professionnel de santé.

Nombre de prélèvements : **14**
Valeur moyenne : **0,102 mg/L**
Valeur maxi : **0,13 mg/L**

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

DURETÉ

Eau dure

Concentration en calcium et magnésium dans l'eau exprimée en degré français. Il n'y a pas de valeur de seuil réglementaire.

Nombre de prélèvements : **94**
Valeur moyenne : **27,2 °f**
Valeur maxi : **32 °f**

SODIUM

Nombre de prélèvements : **14**
Valeur moyenne : **17,2 mg/L**
Valeur maxi : **23 mg/L**

ARS GRAND EST - ARS GRAND EST Délégation du Bas-Rhin - Cité administrative Gaujot - 14, rue du Maréchal Juin - 67 084 Strasbourg Cedex
https://www.grand-est.ars.sante.fr/ 03.88.76.79.86 ars-grandest-dt67-vsse@ars.sante.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

QUELLE EAU BUVEZ-VOUS ?

Agence Régionale de Santé Grand Est

ZONE DE DISTRIBUTION : SECTEUR LINGOLSHEIM - EUROMETROPOLE STRASBOURG-REGIE

Conclusion sanitaire

2025

La teneur d'un pesticide a dépassé ponctuellement la limite de qualité sans risque pour la santé. L'eau distribuée est de bonne qualité pour les autres paramètres. Elle peut être consommée par tous.

Indicateur global de qualité

B

- **A** : Eau de bonne qualité
- **B** : Eau de qualité convenable
- **C** : Eau de qualité insuffisante
- **D** : Eau de mauvaise qualité

Indicateur 2024 : A

Origine et gestion de l'eau

Votre réseau est alimenté par 13 captages. L'eau qui l'alimente est d'origine souterraine. L'eau qui l'alimente est d'origine souterraine.

Elle fait l'objet d'un traitement de désinfection par chloration.

Votre réseau alimente de façon permanente 20683 personnes sur 1 commune (LINGOLSHEIM). Le responsable des installations est : « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ».

Pour plus de renseignements, veuillez contacter « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG » qui assure l'exploitation du réseau.

Quelques conseils

ABSENCE	Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire.
ENTRETIEN	Pour les usages courants, l'eau du robinet ne nécessite pas de traitement complémentaire. Si vous possédez un système de traitement de l'eau, entretenez-le régulièrement.
RÉSEAU PRIVÉ	Pour éviter tout risque de contamination, il ne doit jamais y avoir de connexion entre les canalisations d'eau d'un puits ou d'un récupérateur d'eau pluviale et celles du réseau public.
SÉCHERESSE	En période de sécheresse, limitez autant que possible votre utilisation de l'eau du robinet pour les usages autres qu'alimentaires et d'hygiène corporelle.

Pour aller plus loin

Retrouver les résultats des analyses de l'eau de votre commune sur le site Internet : www.eaupotable.sante.gouv.fr

Édité le **01/07/2026**

UDI **067006132**

L'indicateur global de qualité prend en compte les 30 paramètres / familles de paramètres faisant l'objet d'une limite de qualité. Il est égal à l'indicateur de qualité du paramètre le plus déclassant. Les résultats du contrôle des paramètres de qualité liés aux canalisations ne sont pas pris en compte, dans la mesure où ils ne sont pas représentatifs de la qualité de l'eau distribuée sur la zone concernée.

PARAMÈTRES D'INTÉRÊT POUR LA POTABILITÉ DE L'EAU

BACTÉRIOLOGIE — A — Très bonne qualité

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

Nombre de prélèvements : **24**
Conformité : **100 %**
Valeur maxi : **0 n/100 ml**

NITRATES — A — Bonne qualité

Eléments provenant des pratiques agricoles, des rejets domestiques et industriels. Le maximum réglementaire est 50 mg/L.

Nombre de prélèvements : **80**
Valeur moyenne : **9,51 mg/L**
Valeur maxi : **15 mg/L**

PESTICIDES ET MÉTABOLITES PERTINENTS — B — Dépassement ponctuel de la limite réglementaire

Le terme "pesticides" regroupe des centaines de substances différentes. Le maximum réglementaire est 0,5 microgramme/L pour le total des pesticides analysés et 0,1 microgramme/L pour chaque substance. En-deçà de la valeur sanitaire propre à chaque pesticide, l'eau est consommable sans risque pour la santé.

Nombre de prélèvements : **73**
Conformité : **99 %**
Nombre de substances recherchées : **198**
Valeur maxi : **0,139 microgramme/L (chloridazone desphényl)**
Substance(s) non conforme(s) : **chloridazone desphényl**

SOMME DE 20 PFAS — A — Bonne qualité

Les composés perfluoroalkylés et polyfluoroalkylés ou aussi nommés PFAS, sont des composés d'origine anthropique persistant dans l'environnement. La concentration maximale réglementaire dans l'eau est de 0,1 microgramme/L pour la somme des 20 PFAS.

Nombre de prélèvements : **1**
Valeur moyenne : **0,01 microgramme/L**
Valeur maxi : **0,01 microgramme/L**

FLUOR — A — Très bonne qualité

Oligo-élément naturellement présent dans l'eau. Le maximum réglementaire est 1,5 mg/L. Avant d'envisager un apport complémentaire en fluor, il convient de consulter un professionnel de santé.

Nombre de prélèvements : **11**
Valeur moyenne : **0,0836 mg/L**
Valeur maxi : **0,11 mg/L**

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

DURETÉ — Eau dure

Concentration en calcium et magnésium dans l'eau exprimée en degré français. Il n'y a pas de valeur de seuil réglementaire.

Nombre de prélèvements : **80**
Valeur moyenne : **23,7 °f**
Valeur maxi : **28,8 °f**

SODIUM

Nombre de prélèvements : **11**
Valeur moyenne : **20,1 mg/L**
Valeur maxi : **23 mg/L**

ARS GRAND EST - ARS GRAND EST Délégation du Bas-Rhin - Cité administrative Gaujot - 14, rue du Maréchal Juin - 67 084 Strasbourg Cedex
https://www.grand-est.ars.sante.fr/ 03.88.76.79.86 ars-grandest-dt67-vsse@ars.sante.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

QUELLE EAU BUVEZ-VOUS ?

Agence Régionale de Santé Grand Est

ZONE DE DISTRIBUTION : EUROMETROPOLE - SECTEUR ILL ANDLAU 2

Conclusion sanitaire

2025 L'eau distribuée est de bonne qualité. Elle peut être consommée par tous.

Indicateur global de qualité

A

- **A** : Eau de bonne qualité
- **B** : Eau de qualité convenable
- **C** : Eau de qualité insuffisante
- **D** : Eau de mauvaise qualité

Indicateur 2024 : C

Origine et gestion de l'eau

Votre réseau est alimenté par un captage : FORAGE D'ESCHAU. L'eau qui l'alimente est d'origine souterraine.

Elle fait l'objet d'un traitement de désinfection par chloration.

Votre réseau alimente de façon permanente 10318 personnes sur 2 communes (ESCHAU, PLOBSHEIM). Le responsable des installations est : « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ».

Pour plus de renseignements, veuillez contacter « SDEA ALSACE MOSELLE » qui assure l'exploitation du réseau.

Quelques conseils

ABSENCE

Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire.

ENTRETIEN

Pour les usages courants, l'eau du robinet ne nécessite pas de traitement complémentaire. Si vous possédez un système de traitement de l'eau, entretenez-le régulièrement.

RÉSEAU PRIVÉ

Pour éviter tout risque de contamination, il ne doit jamais y avoir de connexion entre les canalisations d'eau d'un puits ou d'un récupérateur d'eau pluviale et celles du réseau public.

SÉCHERESSE

En période de sécheresse, limitez autant que possible votre utilisation de l'eau du robinet pour les usages autres qu'alimentaires et d'hygiène corporelle.

Pour aller plus loin

Retrouver les résultats des analyses de l'eau de votre commune sur le site Internet : www.eaupotable.sante.gouv.fr

Édité le **05/06/2026**

UDI **067006151**

L'indicateur global de qualité prend en compte les 30 paramètres / familles de paramètres faisant l'objet d'une limite de qualité. Il est égal à l'indicateur de qualité du paramètre le plus déclassant. Les résultats du contrôle des paramètres de qualité liés aux canalisations ne sont pas pris en compte, dans la mesure où ils ne sont pas représentatifs de la qualité de l'eau distribuée sur la zone concernée.

PARAMÈTRES D'INTÉRÊT POUR LA POTABILITÉ DE L'EAU

BACTÉRIOLOGIE

A Très bonne qualité

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

Nombre de prélèvements : **13**
Conformité : **100 %**
Valeur maxi : **0 n/100 ml**

NITRATES

A Bonne qualité

Eléments provenant des pratiques agricoles, des rejets domestiques et industriels. Le maximum réglementaire est 50 mg/L.

Nombre de prélèvements : **2**
Valeur moyenne : **12,5 mg/L**
Valeur maxi : **13 mg/L**

PESTICIDES ET MÉTABOLITES PERTINENTS

A Bonne qualité

Le terme "pesticides" regroupe des centaines de substances différentes. Le maximum réglementaire est 0,5 microgramme/L pour le total des pesticides analysés et 0,1 microgramme/L pour chaque substance. En-deçà de la valeur sanitaire propre à chaque pesticide, l'eau est consommable sans risque pour la santé.

Nombre de prélèvements : **11**
Conformité : **100 %**
Nombre de substances recherchées : **198**
Valeur maxi : **0,094 microgramme/L (chloridazone desphényl)**

SOMME DE 20 PFAS

A Bonne qualité

Les composés perfluoroalkylés et polyfluoroalkylés ou aussi nommés PFAS, sont des composés d'origine anthropique persistant dans l'environnement. La concentration maximale réglementaire dans l'eau est de 0,1 microgramme/L pour la somme des 20 PFAS.

Nombre de prélèvements : **1**
Valeur moyenne : **0 microgramme/L**
Valeur maxi : **0 microgramme/L**

FLUOR

A Très bonne qualité

Oligo-élément naturellement présent dans l'eau. Le maximum réglementaire est 1,5 mg/L. Avant d'envisager un apport complémentaire en fluor, il convient de consulter un professionnel de santé.

Nombre de prélèvements : **1**
Valeur moyenne : **0,1 mg/L**
Valeur maxi : **0,1 mg/L**

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

DURETÉ

Eau dure

Concentration en calcium et magnésium dans l'eau exprimée en degré français. Il n'y a pas de valeur de seuil réglementaire.

Nombre de prélèvements : **2**
Valeur moyenne : **24,8 °f**
Valeur maxi : **24,8 °f**

SODIUM

Nombre de prélèvements : **1**
Valeur moyenne : **16 mg/L**
Valeur maxi : **16 mg/L**

ARS GRAND EST - ARS GRAND EST Délégation du Bas-Rhin - Cité administrative Gaujot - 14, rue du Maréchal Juin - 67 084 Strasbourg Cedex
https://www.grand-est.ars.sante.fr/ 03.88.76.79.86 ars-grandest-dt67-vsse@ars.sante.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE DE L'EAU RHIN•MEUSE

Édition mars 2026
CHIFFRES 2025

Note d'information sur les redevances

L'agence de l'eau vous informe



LE SAVIEZ-VOUS ?

Vous pouvez retrouver le prix de l'eau de votre commune sur : **services.eaufrance.fr**

Les composantes du prix de l'eau :

- le service de distribution de l'eau potable (abonnement, consommation) ;
- le service de collecte et de traitement des eaux usées ;
- les redevances de l'agence de l'eau ;
- les contributions aux organismes publics (OFB, VNF...) et l'éventuelle TVA.

Le prix moyen de l'eau en Rhin-Meuse au 1er janvier 2024 est de **4,41 euros TTC par m³**.

Données agrégées disponibles sur : **services.eaufrance.fr/carte-interactive**

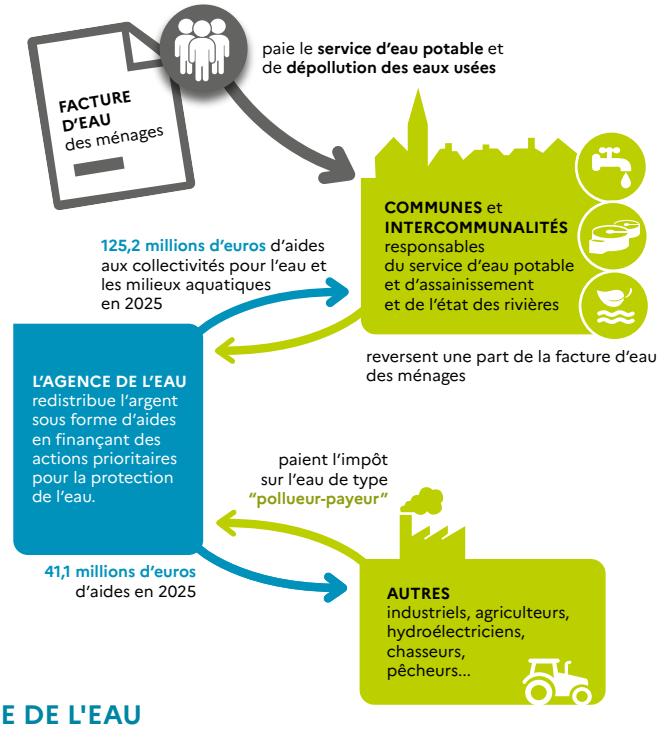
POURQUOI DES REDEVANCES ?

Les redevances des agences de l'eau sont des recettes fiscales environnementales perçues auprès de ceux qui utilisent l'eau et qui en altèrent la qualité et la disponibilité (consommateurs, activités économiques).

Les agences de l'eau redistribuent cet argent collecté sous forme d'aides pour mettre aux normes les stations d'épuration, fiabiliser les réseaux d'eau potable, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions d'origine agricole, améliorer le fonctionnement naturel des rivières...

Au travers du prix de l'eau, chaque habitant contribue à ces actions au service de l'intérêt commun et de la préservation de l'environnement et du cadre de vie.

Dans le cadre de la loi de finances votée en décembre 2023, une réforme des redevances a été appliquée depuis janvier 2025. Trois nouvelles redevances ont fait leur apparition sur la facture d'eau des abonnés, d'autres ont disparu. Ceci pour renforcer le principe "pollueur-payeur" et équilibrer les contributions des redevables.



NOTE D'INFORMATION DE L'AGENCE DE L'EAU

Document à joindre au RPQS - Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement

L'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales, modifié par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 - art.31, impose à la/au **maire ou à la/au président-e de l'établissement public de coopération intercommunale** l'obligation de présenter à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public (RPQS) destiné notamment à l'information des usagers. Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. La/le maire ou La/le président-e de l'établissement public de coopération intercommunale y joint la présente note d'information établie chaque année par l'agence de l'eau ou l'office de l'eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel d'intervention.
RPQS > des réponses à vos questions : https://www.services.eaufrance.fr/gestion/rpqs/vos-questions

D'OÙ PROVIENNENT LES REDEVANCES 2025 ?

En 2025, le montant global des redevances (tous usages de l'eau confondus) émises par l'agence de l'eau s'est élevé à plus de 149,02 millions d'euros dont plus de 104,31 millions en provenance de la facture d'eau.

recettes / redevances

Qui paie quoi à l'agence de l'eau pour 100 € de redevances en 2025 ?
(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 €) - source agence de l'eau Rhin-Meuse

39,19 € de redevance de pollution domestique et collecte domestique payés par les abonnés

5,53 € de redevance de prélèvement payés par les activités économiques

1,97 € de redevance cynégétique payés par les chasseurs

0,20 € de redevance de prélèvement payé par les irrigants

30,80 € de redevance de consommation



0,07 € de redevance de pollution payé par les éleveurs concernés

11,18 € de redevance de prélèvement payés par les collectivités pour l'alimentation en eau

4,69 € de redevance de pollution payés par les industriels (y compris réseaux de collecte) et les activités économiques concernées

5,90 € de redevance de pollutions diffuses payés par les distributeurs de produits phytosanitaires et répercutés sur le prix des produits

0,47 € de redevance pour la protection du milieu aquatique payé par les pêcheurs

À QUOI SERVENT LES REDEVANCES ?

Grâce à ces redevances, l'agence de l'eau apporte, dans le cadre de son programme d'intervention, des concours financiers (subventions) aux personnes publiques (collectivités territoriales...) ou privées (acteurs industriels, agricoles, associatifs...) qui réalisent des actions ou projets d'intérêt commun au bassin ayant pour finalité la gestion équilibrée des ressources en eau. Ces aides réduisent d'autant l'impact des investissements des collectivités, en particulier, sur le prix de l'eau.

interventions / aides

Comment se répartissent les aides pour la protection des ressources en eau pour 100 € d'aides en 2025 ? (valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 € d'aides en 2025) • source agence de l'eau Rhin-Meuse.

36,49 € pour lutter contre les pollutions domestiques

19,49 € pour restaurer les milieux aquatiques et préserver la biodiversité

13,54 € pour lutter contre les pollutions d'origine agricole et protéger les captages



19,30 € pour gérer durablement la ressource et l'alimentation en eau potable

5,50 € pour renforcer la gouvernance, mobiliser les acteurs, assurer la solidarité internationale et l'animation des politiques de l'eau

5,68 € pour lutter contre les pollutions d'origine industrielle

ACTIONS AIDÉES
PAR L'AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE EN 2025

L'année 2025 marque la première année du 12e programme d'intervention de l'agence de l'eau Rhin-Meuse et de son contrat d'objectif et de performance 2025-2030 signé avec l'État.
Des indicateurs annuels permettent de mesurer et suivre les efforts des maîtres d'ouvrage et de l'agence de l'eau en faveur des ressources en eau et des milieux aquatiques.

EN 2025...

SURFACES DÉSIMPERMÉABILISÉS OU DÉRACCORDÉES, DONT 60 % METTANT EN ŒUVRE DES SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE
1 184 km²

POURCENTAGE DU PROGRAMME CONSACRÉ AU CHANGEMENT CLIMATIQUE
61 %

NOMBRE DE CAPTAGES PRIORITAIRES AIDÉS
170

MONTANT (EN MILLIONS D'€) DES AIDES APPORTÉES AUX AGRICULTEURS (MAEC*)
15,6

NOMBRE DE KILOMÈTRES DE COURS D'EAU RESTAURÉS
197

NOMBRE D'HECTARES DE ZONES HUMIDES ENTRETENUS, RESTAURÉS OU ACQUIS
968

NOMBRE DE SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT PRIORITAIRES AIDÉS AU TITRE DE LA DIRECTIVE CADRE SUR L'EAU
54

NOMBRE DE NOUVEAUX CONTRATS "EAU & CLIMAT" ET PLANS HERBE ®
18

* MAEC : mesures agroenvironnementales et climatiques (dont agriculture biologique, préservation de l'herbe)

DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

L'eau est un des marqueurs principaux du changement climatique.

61 % du programme d'intervention de l'agence de l'eau Rhin-Meuse sont **consacrés au changement climatique en 2025** :

- solutions fondées sur la nature ;
- gestion et partage de la ressource ;
- économies d'eau ;
- gestion durable des eaux de pluie ;
- étude ;
- sensibilisation ;
- communication...

Des projets sont portés par les collectivités, les acteurs économiques et les associations pour lutter contre les pollutions, restaurer les milieux aquatiques, améliorer la surveillance des milieux, sensibiliser aux enjeux de l'eau ou encore assurer la solidarité internationale.

2 474 projets ont été financés par l'agence de l'eau Rhin-Meuse pour un montant de plus de 167,3 millions d'euros d'aides, dont 25,5 millions d'euros en déclinaison des mesures du plan Eau.

CONTRAT "EAU & CLIMAT"

Dans le cadre de sa politique au plus près des territoires, l'agence de l'eau renforce une approche territoriale en collaboration avec les acteurs et élus locaux. L'objectif : promouvoir un bon état des eaux et faire émerger des projets prioritaires alignés sur les objectifs environnementaux.

17 nouveaux contrats « Eau et Climat » ont été signés au cours de la 1ère année du 12e Programme d'intervention (2025-2030) portant à 64 le nombre total de contrats « Eau et Climat » approuvés depuis 2019, soit 58,9 % de la superficie du bassin Rhin-Meuse.

Ce partenariat territorial et multithématiques a permis la contractualisation en 2025 de 4 contrats industriels et 13 nouveaux contrats territoriaux pour accélérer la mise en œuvre d'actions en réponse aux enjeux « eau ».

Les contrats 2025 représentent 115,2 millions d'euros d'aides potentielles sur les années 2025-2028 pour un montant estimé de travaux sur le territoire Rhin-Meuse de 328,5 millions d'euros.

LA CARTE D'IDENTITÉ DU BASSIN RHIN-MEUSE



Agence de l'eau Rhin-Meuse

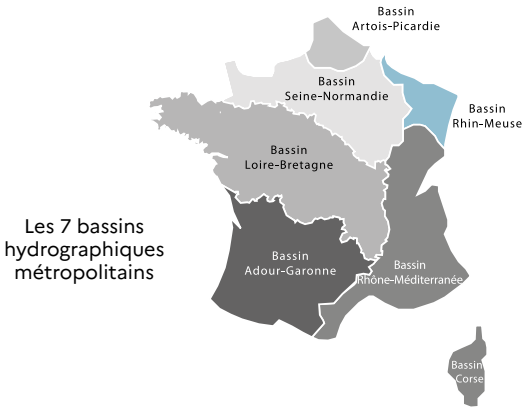
2 bassins versants (partie française) : celui du Rhin, 24 000 km² (avec son affluent principal, la Moselle) et celui de la Meuse, 7 800 km².

Un contexte international marqué, le plus transfrontalier des bassins français : 4 pays limitrophes (Suisse, Allemagne, Luxembourg, Belgique).

Le bassin s'étend sur 32 000 km² (6% du territoire national métropolitain) et compte 4,4 millions d'habitants, 8 départements et 3 230 communes.

Agence de l'eau Rhin-Meuse
Rozérieulles - BP 30019
57161 Moulins-lès-Metz cedex

Tél. 03 87 34 47 00
agence@eau-rhin-meuse.fr



Les 7 bassins hydrographiques métropolitains

Suivez l'actualité de l'agence de l'eau Rhin-Meuse : **eau-rhin-meuse.fr**

Réalisation : AERM • Mars 2026

COMPRENDRE, APPRENDRE, AGIR POUR L'EAU : DES RESSOURCES PÉDAGOGIQUES ET PRATIQUES

Le site des agences de l'eau vous met à disposition un ensemble de ressources à la fois pédagogiques et pratiques : infographies, podcasts, vidéos, articles... Tous ces supports ont pour objectif d'apporter une information accessible et transparente sur les enjeux de l'eau, la fiscalité de l'eau, les bonnes pratiques...

En savoir plus : https://lc.cx/RessourcesAgences



TOUT COMPRENDRE DE LA RÉFORME DES REDEVANCES

Les redevances des agences de l'eau sont essentielles pour financer les actions de préservation de l'eau et des milieux aquatiques. En incitant à des pratiques vertueuses et en renforçant la connaissance des pressions exercées sur les milieux aquatiques, ces redevances jouent un rôle clé dans la préservation de l'environnement.

Pour accompagner la réforme de 2025 et dans un souci de pédagogie, une foire aux questions, structurée par grandes thématiques, vous est proposée sur le site des agences de l'eau.

En savoir plus : https://lc.cx/Redevances

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

LES AGENCES DE L'EAU

Retrouvez toutes les ressources sur le site **lesagencesdeleau.fr**

Strasbourg.eu
eurométropole



Photos : Y. Meyer, E.Georges, J. Dorkel, E. Cegarra, P. Bogner, G. Engel, F. Maigrot, Julien Baudier. Photo couv: Alban Hefti pour Strasbourg Eurométropole

Ville et Eurométropole de Strasbourg
1 parc de l'Étoile - 67076 Strasbourg Cedex - France
Tél. 03 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu • www.strasbourg.eu

Strasbourg.eu
eurométropole

Environnement préservé

RAPPORT ANNUEL 2025

SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS



SOMMAIRE

TEMPS FORTS 2025 4

NOS MISSIONS 8

NOS ENGAGEMENTS 10

LE SERVICE COLLECTE ET VALORISATION DES DÉCHETS 11

RÉDUCTION, RÉEMPLOI, SENSIBILISATION 14

LES DIFFÉRENTS DISPOSITIFS DE COLLECTE 38

DÉCHETS ET COLLECTE EN CHIFFRES 45

VOUS TRIEZ, NOS ÉQUIPES ASSURENT LE TRAITEMENT ET LE RECYCLAGE 77

ÉLÉMENTS FINANCIERS DU SERVICE PUBLIC DE GESTION DES DÉCHETS (SPGD) 102

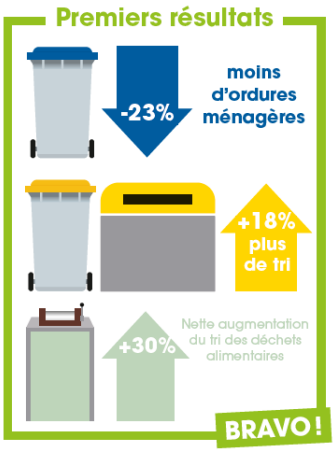
SCHÉMA DE GESTION 111

TEMPS FORT 2025

PLOBSHEIM, VILLE PILOTE DU DÉPLOIEMENT DE LA COLLECTE INCITATIVE

Dans le cadre du Plan Climat 2030, toutes les communes de moins de 10 000 habitant·es de l'Eurométropole de Strasbourg ont bénéficié en 2022 de la mise en place d'une collecte séparée des déchets alimentaires et en 2023 d'une évolution de la collecte sélective, pour simplifier le geste de tri.

En 2024 et 2025, la commune de Plobsheim a expérimenté la collecte sélective en porte-à-porte (d'abord en sacs, puis en bacs) tous les quinze jours, en alternance avec une collecte du bac d'ordures ménagères, auparavant hebdomadaire.



Les résultats de cette expérimentation étant très concluants, le Conseil de l'Eurométropole a délibéré le 23 mai 2025 en faveur d'une généralisation de ce mode de collecte aux 26 communes de la seconde couronne de l'Eurométropole. La dotation en bacs sera réalisée par secteur regroupant plusieurs communes, ces secteurs correspondant aux circuits actuels des tournées de collecte des ordures ménagères.

À ce jour, Plobsheim, ainsi que les 5 communes Ouest (Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim et Osthoffen) bénéficient déjà de ce nouveau mode de collecte. Les 20 autres communes seront équipées progressivement en 2026 et 2027, selon le calendrier prévisionnel suivant :

Secteur 1 : Eschau, Fegersheim, Lipsheim et Entzheim : 4ème trimestre 2026 ;
Secteur 2 : Blaesheim, Geispolsheim, Holtzheim, Oberschaeffolsheim et Wolfisheim : 1er trimestre 2027;
Secteur 3 : Eckbolsheim, Oberhausbergen, Niederhausbergen et Mundolsheim : 2ème trimestre 2027;
Secteur 4 : Mittelhausbergen, Souffelweyersheim, Eckwersheim et Reichstett : 3ème trimestre 2027;
Secteur 5 : Lampertheim, Vendenheim et La Wantzenau : 4ème trimestre 2027.



FIN DU DÉPLOIEMENT DES BORNES BIODÉCHETS

Le déploiement des bornes à biodéchets est terminé ! Les points de collecte sont désormais tous installés sur l'ensemble du territoire, à raison d'un pour 300 habitant·es. Les deux dernières bornes de collecte de déchets alimentaires ont été implantées au mois de novembre 2025, portant à 1744 le nombre de points de collecte dans la métropole. Le déploiement a démarré en 2022 dans les communes de seconde couronne et s'achève par la ville centre, où 890 bornes ont été installées, dont treize sur la Grande-Île.

Pour rappel, quatre expérimentations ont été menées entre 2018 et 2022, permettant de tester différents dispositifs. C'est finalement le système d'apport volontaire qui a été choisi, avec un point de collecte pour 300 habitant·es.

L'emplacement des bornes s'est fait en concertation avec les communes. Un bio-seau et des sacs de papier kraft ont été distribués à chaque foyer, ainsi que des plaquettes de présentation du dispositif. Le taux d'erreur de tri se situe entre 3 et 5 %, ce qui est très satisfaisant.



Dans l'hyper-centre, tenant compte des contraintes liées à l'urbanisme et à l'espace réduit, des permanences mobiles sont mises en place pour compléter le maillage.

Depuis 2022, 12 300 tonnes de déchets alimentaires ont été ramassées sur le territoire. L'objectif initial de 12 kg par habitant·e chaque année a été globalement atteint : dans certains quartiers, la collecte dépasse 20 kg par habitant·es.

Ces biodéchets sont utilisés pour produire du biogaz injecté dans le réseau urbain. 5 800 tonnes de digestat, résidu de la méthanisation, ont été épandues comme fertilisant par les agriculteurs locaux, qui ont également récupéré 1 400 tonnes de compost.





NOUVEAU BÂTIMENT VESTIAIRES - SANITAIRES



Afin d'améliorer les conditions de travail des agent·es, le conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a acté en mai 2024, la construction d'un nouveau bâtiment de vestiaires sanitaires dimensionné pour 182 agent·es du service Collecte et valorisation des déchets, correspondant à l'effectif dont la prise de poste quotidienne s'effectue sur le site de la Fédération.
Pour un montant de 3 350 K€ TTC (études et maîtrise d'œuvre comprises), le projet a consisté en la construction d'un bâtiment sur 2 niveaux, composé d'une structure mixte bois-béton et intégrant les enjeux de performance énergétique et environnementale, de réversibilité d'usage, d'économie de ressources et de démontabilité.
Le bâtiment est composé de 7 vestiaires répartis en 6 vestiaires hommes et 1 vestiaire pour le personnel féminin correspondant à la répartition actuelle des effectifs, la conception permettant une évolution future de celle-ci.

Les travaux démarrés au 2nd semestre 2024 ont été achevés début d'été 2025. Les agent·es ont pu prendre possession des lieux à partir du 15 septembre 2025.





TRAVAUX AU PÔLE PLACEMENT ET RÉPARATION DES BACS

Le service Collecte et valorisation des déchets gère un parc de plus de 178 000 bacs roulants répartis sur le territoire pour la collecte des déchets ménagers. Pour assurer l'équipement des nouveaux résidents, les réparations et le remplacement des bacs hors d'usage, l'équipe du Pôle placement et réparation du département Collecte des déchets ménagers dispose d'un stock de bacs et de pièces détachées sur le site technique du district de Propreté urbaine de l'Allée des Comtes, dans le quartier de Koenigshoffen.

Afin d'améliorer les conditions de travail des agents sur ce site, notamment lors des livraisons et des déplacements de piles de bacs, des travaux d'aménagements ont été réalisés à l'automne 2025.

Pour un montant d'environ 53 000 € TTC, des travaux de terrassement et de pose d'enrobés sur une surface d'environ 1700 m^2 ont permis d'étendre la zone de stockage et de la rendre plus accessible afin de faciliter la manutention. Les bordures et les écoulements des eaux ont été repris également à cette occasion.





RÉORGANISATION DE LA DIRECTION PROPRETÉ ET GESTION DES DÉCHETS (DPGD)

La Direction de la Propreté et gestion des déchets, créée fin 2023, qui regroupe les services Propreté urbaine, Collecte et valorisation des déchets ainsi que l'Administration générale et ressources a conduit au cours de l'année 2025 une réflexion autour de son organisation pour répondre aux enjeux de politiques publiques. En effet, face aux défis climatiques et à la transformation écologique nécessaire, une évolution de la vision stratégique, de la dimension prospective, ainsi qu'une meilleure lisibilité des enjeux traités étaient attendues.

La Direction a été accompagnée pour la réalisation de ce travail par un cabinet externe avec l'appui de la Direction en charge de l'Accompagnement des projets, des innovations et des équipes, de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'organisation projetée vise à renforcer l'action de la DPGD autour des axes suivants :

- le renforcement du pilotage en vue de relever les défis des 10 prochaines années, améliorer ses prestations et gagner en efficacité sur des activités communes ;
- le recentrage des services opérationnels sur leur cœur de métier, en leur offrant davantage de disponibilité pour faire évoluer leur propre organisation et leur permettre de s'appuyer sur les services transversaux de la Direction ;
- la structuration et le renforcement des capacités d'action de la Direction en matière de prévention et de sensibilisation de tous les usagers du service public;
- le rapprochement des activités liées par les nouvelles filières de valorisation notamment dans le cadre de la responsabilité élargie des producteurs;
- la consolidation de la fonction projet afin de professionnaliser les pratiques et de favoriser le partage d'outils et de méthodes ;
- la mutualisation des moyens dédiés au support opérationnel.

Les conclusions de ces travaux et la proposition de nouvelle organisation seront présentées en Comité social territorial début 2026.

NOS MISSIONS

COLLECTER, TRAITER, VALORISER

L'Eurométropole de Strasbourg assure la collecte, le traitement et la valorisation de tous les déchets produits par les **530 069 habitant·es de ses 33 communes** (population de référence SINOE – ADEME*)

La gestion des déchets ménagers, indissociable du développement durable, représente un enjeu important pour la qualité de vie.

** Population SINOE prise au 1er janvier 2026.*

ORGANISER, GÉRER

L'Eurométropole de Strasbourg assure principalement en régie la collecte des déchets en porte-à-porte et en déchèterie.

Elle gère également de nombreux marchés de traitement des déchets ainsi qu'une délégation de service public pour l'exploitation de l'unité de valorisation énergétique. En parallèle, la collectivité développe régulièrement de nouvelles filières pour lui permettre d'atteindre ses objectifs de valorisation.

ADAPTER, MAÎTRISER, PRÉSERVER

La gestion des déchets est une activité complexe qui doit concilier différents enjeux : apporter un service adapté aux besoins du territoire, préserver l'environnement et maîtriser les finances publiques. L'Eurométropole de Strasbourg mène une politique de gestion des déchets qui répond au mieux à ces 3 enjeux dans le cadre des prescriptions réglementaires.

SENSIBILISER, INFORMER

La communication, par l'information et la sensibilisation des différents publics, est déterminante pour la réussite et la compréhension des actions de terrain ainsi que pour une meilleure prise en compte des enjeux liés aux déchets. En 2025, **67 520 foyers** ont été démarchés à domicile pour être sensibilisés aux consignes de tri et à la bonne gestion des déchets. Ces actions se déclinent avec des outils qui aident l'usager·ères dans la gestion quotidienne de ses déchets.

RÉDUIRE, RÉUTILISER

C'est la base, parce que le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas !

L'objectif Zéro déchet, Zéro Gaspi mené par l'Eurométropole de Strasbourg est un défi proposé à tous les acteurs et actrices du territoire par l'Eurométropole de Strasbourg : communes, associations, entreprises, etc.

ANTICIPER, DÉVELOPPER

Au-delà d'une gestion quotidienne, les déchets « se pensent » et se gèrent sur le long terme.

Au niveau national, la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, adoptée début 2020, a renforcé les objectifs de réduction et de valorisation des déchets de la loi de transition énergétique pour la croissance verte de 2015.

L'Eurométropole de Strasbourg fait partie des territoires ambitieux en devenant le premier territoire intercommunal de France à atteindre le niveau 4 étoiles du label « Territoire Engagé – Économie circulaire ». Ce label s'inscrit dans la feuille de route économie circulaire, mise à jour par le Conseil de l'Eurométropole le 28 juin 2024.

LES DIFFÉRENTES MISSIONS ASSURÉES PAR LE SERVICE

- la collecte en porte-à-porte et en apport volontaire des déchets ménagers résiduels, du papier/cartons/emballages recyclables et du verre ;
- la collecte des déchets assimilés aux déchets ménagers ;
- la mise à disposition des bacs de collecte, leur maintenance et leur réparation ;
- la collecte des déchets encombrants ;
- la collecte en déchèteries fixes, mobiles et déchèteries spéciales végétaux ;
- l'enlèvement des dépôts sauvages ;
- la sensibilisation des usager·ères à la réduction, au tri et à la gestion des déchets ;
- l'accompagnement et le soutien de la population et des acteur·trices du territoire pour la réduction, le tri et la valorisation des déchets ;
- la gestion de contrats de redevance spéciale pour les non-ménages qui souhaitent voir leurs déchets assimilés à des déchets ménagers collectés par la collectivité.

LE TRAITEMENT ET LA VALORISATION DES DÉCHETS

Une fois collectés, les déchets rejoignent différentes filières de traitement pour être majoritairement recyclés ou valorisés, notamment :

- **l'unité de valorisation énergétique (UVE) :** valorisation énergétique (cogénération vapeur / eau chaude /électricité) et matière (mâchefers, ferrailles) des déchets ménagers résiduels ;
- **le centre de valorisation des déchets végétaux (CVDV) :** valorisation matière (compost) et énergétique (plaquettes et refus de criblage en chaufferies) ;
- **le centre de tri :**
  - séparation par catégories de matériaux recyclables (papiers, cartons, emballages en plastique, briques alimentaires et emballages métalliques) collectés en mélange ;
  - conditionnement pour transport vers les filières de recyclage.

Définition

DÉCHETS MÉNAGERS

Ce sont les déchets que tout particulier produit dans sa vie quotidienne.

Les déchets ménagers regroupent les ordures ménagères (non recyclables ou jetables) et les déchets recyclables : papiers (journaux, prospectus, …), cartons, emballages (en papier ou carton, en acier ou aluminium, en plastique ou en verre), et les déchets organiques ou fermentescibles (déchets alimentaires, herbes, bois…). Le Code général des collectivités territoriales *(art L.2224-13 et 14)* stipule que les communes ou leurs groupements doivent assurer l'élimination des déchets des ménages.

NOS ENGAGEMENTS

Garantir un service public de qualité pour toutes et tous, toute l'année



Agir pour réduire les déchets dangereux et nocifs

Augmenter le recyclage

Développer la valorisation des déchets

Garantir un cadre de vie de qualité

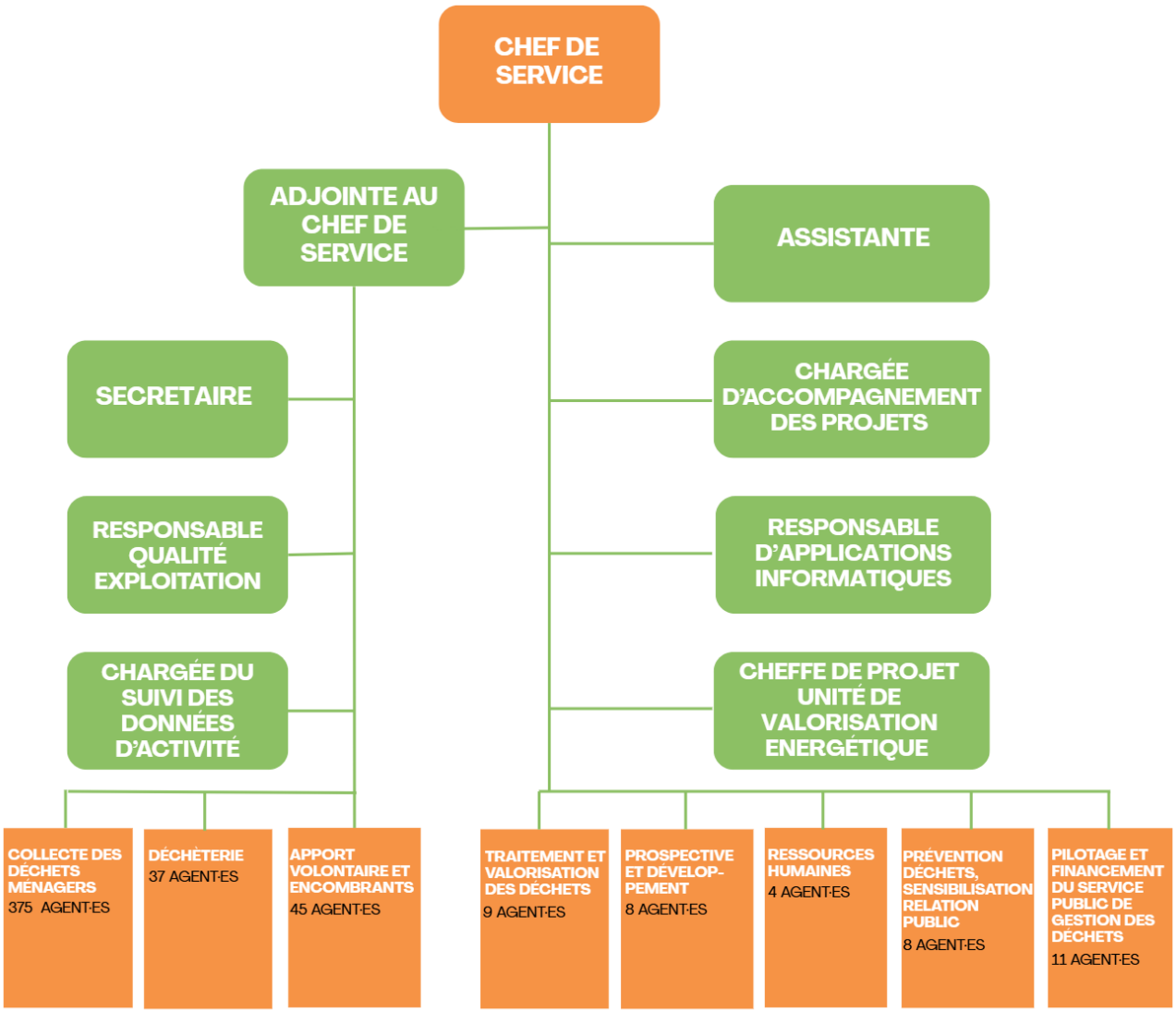


Assurer une maîtrise des coûts

Contribuer à réduire la production de déchets

Préserver notre environnement

LE SERVICE COLLECTE ET VALORISATION DES DÉCHETS



506

Agent·es assurent les différentes missions du service Collecte et valorisation des déchets

Dont 375

Collectent les déchets ménagers en porte-à-porte

LA FORMATION DES AGENT·ES

En 2025, 308 départs en formation ont été enregistrés pour 753 jours de formation réalisés.

Les actions de formation du service Collecte et valorisation des déchets sont essentiellement liées à la sécurité des biens et des personnes. Un certain nombre de formations sont identiques d'une année sur l'autre, à savoir, la prévention et secours civiques niveau 1 (secourisme), la lutte contre l'incendie, la formation continue obligatoire (FCO) pour les chauffeur·euses et les recyclages du certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES) pour les utilisateur·trices d'engins spécifiques.

Ces formations sont dispensées chaque année aux agent·es concerné·es, afin de répondre aux obligations réglementaires ou de les initier aux gestes de secours. Les agents de déchèterie, préposés à l'accueil et à l'orientation des usager·ères bénéficient de formations spécifiques à leur métier : formation sur le risque amiante, lutte contre l'incendie, habilitation aux risques électriques.

La formation « manager de proximité » a été dispensée pour une partie des chefs éboueurs à l'automne 2025, de même que la formation à l'entretien professionnel. Les autres formations sont principalement destinées à accompagner les agent·es plus individuellement dans le perfectionnement de leurs connaissances professionnelles, mais aussi dans leur parcours de carrière professionnelle.

Quelques demandes dans le cadre du compte personnel de formation (CPF) ont également abouti et ont pu contribuer aux projets personnels des agent·es.

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

En 2025, le service a enregistré 58 accidents du travail avec arrêt et 8 accidents sans arrêt de travail.

Sur les 66 accidents du travail survenus :

- 24 % des sièges des lésions se trouvent au niveau des mains-poignets ;
- 20 % des sièges des lésions se trouvent au niveau du cou et colonne vertébrale ;
- 31% des sièges des lésions concerne les membres inférieurs et membres supérieurs.

L'analyse des accidents du travail permet d'une part de procéder à des rappels de consignes et d'autre part de compléter le plan d'action annuel pour la santé et la sécurité au travail.

En 2025, un certain nombre d'actions correctives et préventives ont été poursuivies ou nouvellement mises en place, telles que :

- la mise en place de défibrillateurs dans toutes les déchèteries ;
- l'amélioration de l'accueil sécurité des nouveaux agent·es.

Par ailleurs, 16 comptes rendus d'incident pour atteinte à agent·es ont également été rédigés.

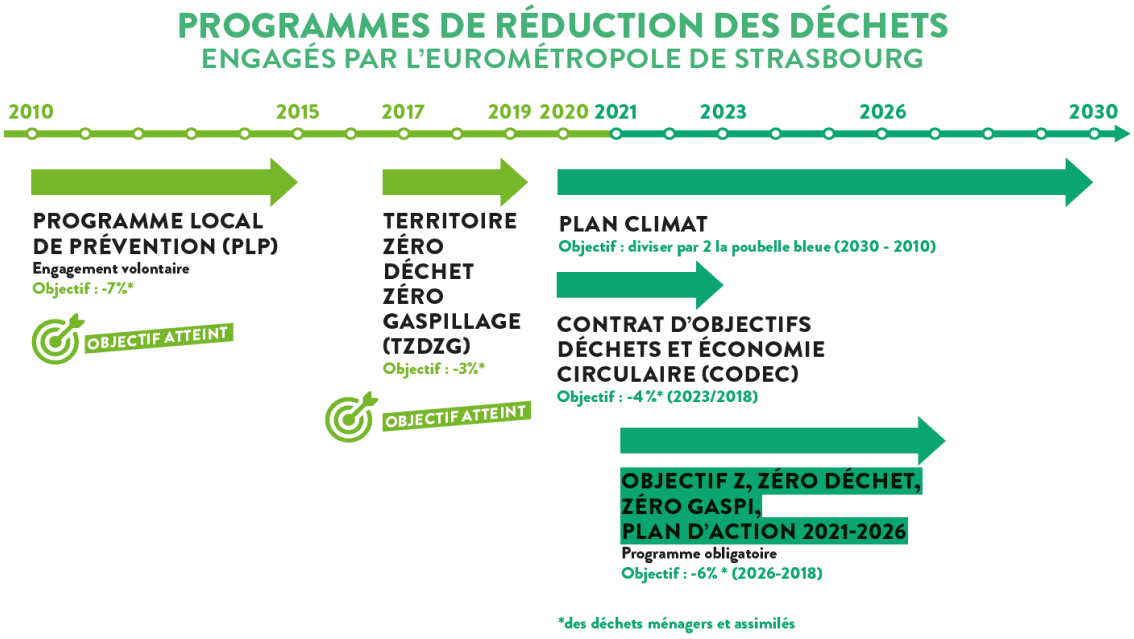
Près de 6 % concernent l'activité de collecte des objets encombrants, 12,5 % l'activité en déchèterie et 81 % la collecte des ordures ménagères.

RÉDUCTION, RÉEMPLOI ET SENSIBILISATION

PERFORMANCES ET PROGRAMMES D'ACTION

L'Eurométropole de Strasbourg mène une politique volontariste depuis 15 ans sur différents programmes de réduction des déchets, avec pour objectif d'encourager administrations, entreprises, associations, usager·ères à changer leurs comportements. Ces programmes ont d'ores et déjà permis de mettre en place de nombreuses actions sur le territoire et de mobiliser un réseau d'acteurs et actrices en faveur de la réduction des déchets.

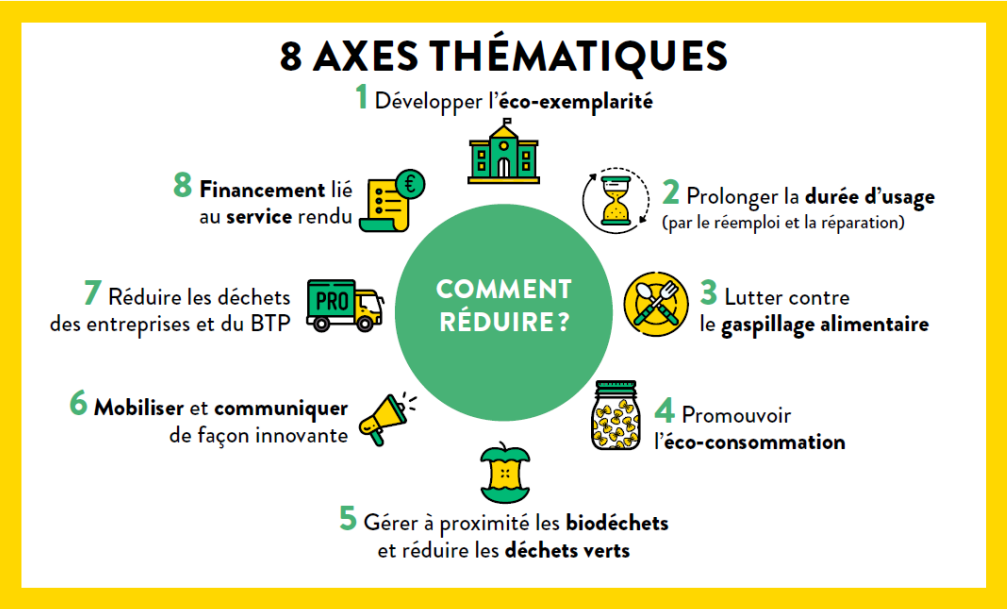
En 2021, l'Eurométropole a lancé un programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA), rebaptisé « Objectif Z, Zéro Déchet, Zéro Gaspi. Plan d'action 2021-2026 ».



Il fixe deux objectifs de réduction des déchets ménagers et assimilés (DMA) :

- un objectif intermédiaire de - 4 % de déchets entre 2018 et 2023 → **cet objectif a été atteint** ;
- un objectif final de -6 % entre 2018 (= 448 kg/hab./an) et 2026 (= 421 kg/hab./an).

Pour permettre l'atteinte de ces objectifs, le plan d'action Objectif Zéro Déchet Zéro Gaspillage détaille et planifie les mesures à mettre en place. Il s'articule autour de **8 axes thématiques et de 27 fiches actions** qui font chacune l'objet de déclinaisons opérationnelles sur le terrain (plus de 125 sous-actions).



La commission consultative d'élaboration et de suivi, appelée « comité partenarial zéro déchet et économie circulaire » se réunit tous les ans afin de suivre le bon déroulement du programme, la mise en œuvre des projets et l'atteinte des objectifs. Les éléments d'avancement sont consignés dans un bilan annuel complet transmis aux membres. Les synthèses de ces bilans sont également accessibles au grand public sur le site Objectif Z de la collectivité :

https://objectifz.strasbourg.eu/bilan-4eme-annee-du-plan-daction-objectif-zero-dechet-2021-2026/

https://objectifz.strasbourg.eu/bilan-3eme-annee-du-plan-daction-objectif-zero-dechet-2021-2026/

https://objectifz.strasbourg.eu/bilan-2eme-annee-du-plan-daction-objectif-zero-dechet-2021-2026/

https://objectifz.strasbourg.eu/bilan-1ere-annee-du-plan-daction-objectif-zero-dechet-zero-gaspi-2021-2026/

387 kg/hab./an

de déchets ménagers et assimilés

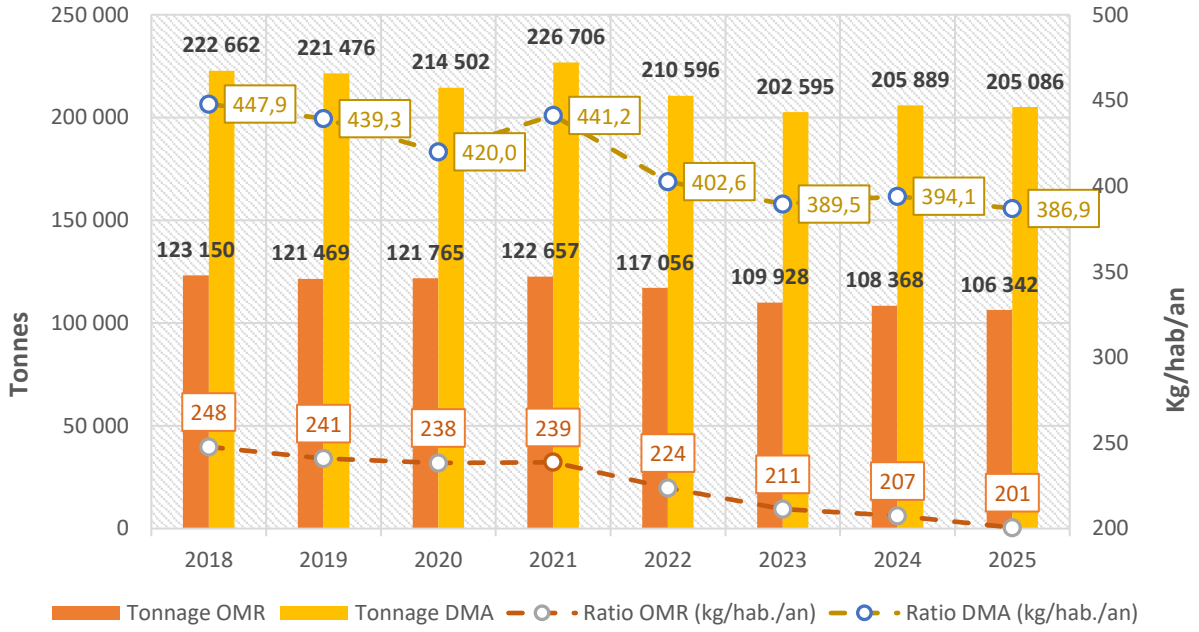
En 2025, l'Eurométropole de Strasbourg a collecté **387 kg de déchets par habitant·e tous flux de déchets confondus** (déchets ménagers et assimilés recyclables et non recyclables).

Cela représente d'ores et déjà une baisse de 14% par rapport à 2018 : pour la 4ème année consécutive, les objectifs à atteindre en 2026 sont ainsi déjà dépassés.

Ces résultats montrent que la politique de réduction des déchets engagée depuis 15 ans par la collectivité porte ses fruits. Le but est désormais de pérenniser cette baisse, et d'inscrire les nouvelles pratiques et changements de comportements réalisés dans la durée.

Il est à noter que cette baisse importante de nos quantités de déchets, qui touche l'ensemble des flux, s'explique aussi en partie par la conjoncture économique, cette même situation s'observant au niveau national.

Évolution des tonnages des ordures ménagères résiduelles (OMR) et déchets ménagers assimilés (DMA) - en base population SINOE :



L'Objectif Z, Zéro déchet, Zéro Gaspi est un défi proposé à tous les acteurs et actrices du territoire par l'Eurométropole de Strasbourg : citoyen·nes, communes, associations, administrations, entreprises, etc. C'est l'opportunité à saisir pour changer les habitudes individuelles. C'est aussi un élan collectif pour faire converger toutes nos énergies vers un objectif commun : réduire la production de déchets, stopper le gaspillage et faire de nos déchets une ressource.

Parmi les actions menées, l'Eurométropole de Strasbourg accompagne le développement du compostage collectif et individuel, aide à lutter contre le gaspillage alimentaire et favorise l'éco-consommation sur son territoire.

Des travaux sont menés sur l'éco-exemplarité avec la mobilisation des communes, la promotion des alternatives au jetable, la réparation et le réemploi, etc. Un site web dédié au zéro déchet permet d'aider à passer à l'action en partageant les bonnes pratiques et les actualités : **objectifz.strasbourg.eu**

LE SOUTIEN DE LA POPULATION EN FAVEUR DE LA RÉDUCTION DES DÉCHETS

174 subventions

pour soutenir le compostage individuel et collectif

SOUTIEN AU COMPOSTAGE



En 2025, 174 subventions ont été versées :

- **164 subventions pour le compostage individuel** (40 € de subvention pour l'achat d'un composteur individuel ou lombricomposteur) ;
- **10 subventions pour le compostage collectif** avec un accompagnement pour le montage du projet.

Le nombre de subventions demandées est en baisse ces dernières années. Le déploiement de la collecte des déchets alimentaires propose une alternative complémentaire au compostage sur le territoire et induit une baisse des apports dans les bacs à compost et des projets de nouveaux sites collectifs et individuels. De plus, le maillage et les conditions d'accès à ces sites sont souvent plus contraints que ceux des bornes de collecte des déchets alimentaires.

En complément des subventions au compostage, l'Eurométropole de Strasbourg soutient financièrement l'association La Maison du Compost à hauteur de 120 000 € par an via une convention pluriannuelle d'objectifs pour la période 2023-2026. L'objectif principal de la convention est de promouvoir le compostage en complément de la collecte des déchets alimentaires. Elle est construite autour des axes de travail suivants :

- sensibiliser, mobiliser et accompagner les différents publics vers des changements de comportements plus respectueux de l'environnement,
- participer à la réduction des déchets ménagers et assimilés,
- assurer une meilleure information et promouvoir la réduction des déchets.

Les publics ciblés sont les habitant·es de l'Eurométropole de Strasbourg, les associations gestionnaires de sites de compostage, les copropriétés, les bailleurs sociaux, les établissements scolaires, etc.

Le bilan de l'année 2025 a été présenté et approuvé en comité de suivi du 5 février 2026. Conformément aux objectifs fixés dans la convention pluriannuelle, l'association a notamment :

- sensibilisé 526 personnes lors de 27 évènements sur notre territoire, dont 3 stands en déchèteries mobiles, dispositif expérimenté pour la première fois cette année ;
- accompagné la création de 6 nouveaux sites de compostage partagé, animé 5 ateliers d'initiation réunissant 48 participant·es et formé 10 référent·es de site lors de 2 sessions dédiées ;

- réalisé 39 visites de suivi afin de garantir le bon fonctionnement des sites ;
- poursuivi la structuration du réseau d'acteurs·trices locaux lors notamment d'une réunion plénière du réseau RéSCUP ;
- renforcé la circularité des déchets alimentaires via l'organisation de permanences de mise à disposition de broyat (fourni par la collectivité), la réalisation de 48 livraisons de broyat et 4 évacuations de compost, en partenariat avec SIKLE, contribuant ainsi à une meilleure valorisation des ressources à l'échelle du territoire.

L'association exerce un rôle primordial sur le territoire afin de favoriser le compostage de proximité et de réduire la production de déchets alimentaires produits sur le territoire.

SOUTIEN À L'UTILISATION DE COUCHES LAVABLES



Une trentaine de couches lavables suffisent à elles seules à remplacer 4 500 couches jetables. Cela permet de réduire significativement le contenu des poubelles.
Pour soutenir l'utilisation de changes lavables, l'Eurométropole de Strasbourg propose :

- une subvention de 60 € pour 100 € d'achat (neuf ou d'occasion) ou de location de couches lavables depuis 2019. **32 subventions** ont été versées en 2025 ;
- des ateliers d'information : **30 personnes** ont été sensibilisées lors de 3 ateliers et 1 stand grand public ;
- **3 semaines de test avec le prêt gratuit de kits de couches lavables multimarques** via l'association locale **Alsace Eco Service** (accompagnement, mise à disposition et lavage).

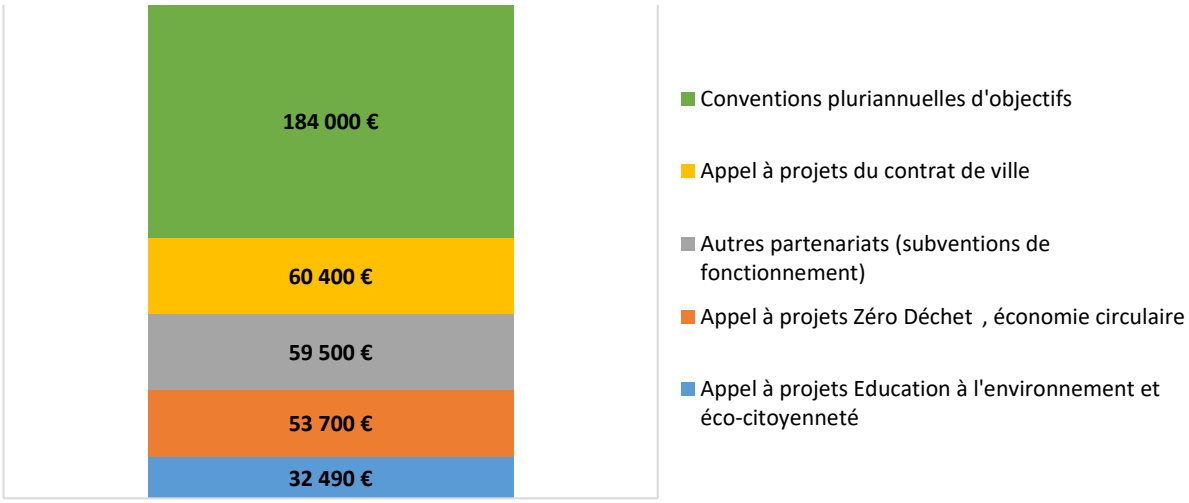
Focus : L'association Alsace Eco Services est un partenaire de longue date de l'Eurométropole de Strasbourg et réalise un travail important concernant la promotion des couches lavables sur le territoire. Avec le soutien de l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de l'appel à projets Objectif Zéro déchet, l'association a pu lancer un projet de prêt gratuit de kits multimarques de couches lavables. Depuis 2014, plus de 500 familles ont pu tester gratuitement les couches lavables et 80 % des familles ayant eu la possibilité de tester plusieurs marques de couches continuent à utiliser cette solution de changes. Le dispositif de prêt est complémentaire à la subvention de la collectivité pour l'achat des couches lavables.

LA MOBILISATION ET LE SOUTIEN DES ACTEURS ET ACTRICES DU TERRITOIRE

SOUTIENS AUX ACTEURS DU TERRITOIRE ET APPELS À PROJETS

390 090 €*

Pour soutenir les projets en faveur de la réduction des déchets



**dont 333 600€ portés par le service Collecte et valorisation des déchets, 32 490€ par la Direction des Transitions énergie climat et 24 000€ par la Direction du Développement économique et de l'attractivité.*

3 appels à projets

22 projets soutenus

146 590 € d'aides attribuées

Trois appels à projets ont été lancés pour l'année 2025 afin de soutenir les associations du territoire agissant en faveur de la gestion des déchets.
Une réelle mobilisation des acteurs est constatée sur cette thématique depuis ces dernières années, avec l'émergence de nombreux nouveaux projets et de quelques nouvelles structures, ainsi qu'avec la poursuite et la pérennisation de projets lancés et soutenus depuis plusieurs années via l'appel à projets.

Appel à projets Zéro Déchet et économie circulaire :

L'appel à projets Objectif Zéro Déchet et économie circulaire vise à soutenir des associations ou structures coopératives qui agissent sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et qui souhaitent développer des actions innovantes en faveur de la réduction et de la valorisation des déchets.

La 7ème édition de cet appel à projets a permis en 2025 de soutenir **8 projets pour un montant d'aides s'élevant à 53 700 € environ** (42 200€ portés par le service Collecte et valorisation des déchets et 11 500€ par la Direction du Développement économique et de l'attractivité).

Le bilan de l'appel à projets Zéro Déchet est très positif. Ce dispositif a favorisé l'émergence de nouveaux projets et de nouvelles structures sur le territoire, tout en soutenant de nombreuses initiatives déjà existantes. Il a permis de mobiliser un réseau dense d'acteurs, avec une cinquantaine de structures différentes accompagnées. Depuis son lancement en 2018, les sept éditions de l'appel à projets ont ainsi soutenu 85 projets, pour une enveloppe totale de plus de 560 000 €.

Les structures et projets soutenus pour 2025 :

Structure	Résumé du projet
ARTENREEL	Ateliers : couture Zéro Déchet à impact social
ATELIER CIRCULR	Ateliers valorisation des déchets organiques (surcyclage)
BRETZ'SELLE	Amélioration du réemploi, du démontage et de la revalorisation des vélos
EMMAUS CONNECT	Transition écologique & numérique : vers un numérique responsable pour les entreprises
HORIZON AMITIE	Poursuite et développement du dispositif de boutiques mobiles
LA GRENZE	Ateliers : déployer sa créativité au service du réemploi
PARACHUTES	Ateliers d'initiation au réemploi du bois
VRAC	Ateliers : valorisation et transformation de fruits et légumes de saison

Appel à projets du contrat de ville

Dans le cadre du renouvellement des Contrats de ville signés en 2015 et de la stratégie nationale "Quartiers 2030", l'Eurométropole de Strasbourg et la Préfecture du Bas-Rhin ont entamé début 2023 une démarche partenariale visant à définir les engagements de l'ensemble des acteurs publics pour poursuivre la transformation des quartiers prioritaires.

L'État, l'Eurométropole de Strasbourg, les villes de Bischheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim, Ostwald, Schiltigheim et Strasbourg, et les autres partenaires du Contrat de ville renouvellent pour 2026 leur appel à projets pour soutenir les initiatives en faveur des habitant·es des 21 quartiers dits « prioritaires de la Politique de la Ville » (QPV).

En 2025, 8 structures abordant la question de la réduction des déchets ou de sensibilisation au tri et à la propreté ont été soutenues pour 60 400 €.

Les structures et projets soutenus pour 2025 :

Structure	Résumé du projet
CYBERGRANGE	Accompagnement à la réparation et au réemploi dans un lieu dédié (le Repaire) avec notamment des ateliers et une bibliothèque d'outils.
HORIZOME	Des ateliers de réparation consacrés au numérique, au petit électroménager et à la couture (Hautepierre)
AMSED	Des «Repairs cafés», levier à l'inclusion des habitants d'Ampère/ Risler
Zéro Déchet Strasbourg	Déchets, mon quartier en action ! Projet mené avec l'association Samu de l'Environnement (Neuhof)
Cercle Sportif Neuhof	ZERO MEGOT cent pour cent DECOT : organisation de collecte et sensibilisation
LAPESTE	Sensibilisation aux éco gestes des familles à faible revenu dans les quartiers populaires
BRETZ'SELLE	Ateliers participatifs d'auto-réparation de vélos (Ostwald Wihrel)
CSC Victor Schoelcher	Tous ensemble pour protéger l'environnement, chaque petit effort compte (Cronenbourg)

- **Appel à projets Éducation à l'environnement et éco-citoyenneté**

La direction des Transitions énergie climat lance, en parallèle de l'appel à projets Zéro déchet et économie circulaire, un appel à projets dédié aux projets pédagogiques visant à renforcer la connaissance de l'environnement et les actions de sensibilisation (animations, ateliers, conférences) autour des thématiques de l'air, de la santé environnementale, de la biodiversité, de l'eau et des déchets.

En 2025, 6 projets portant sur la réduction des déchets et la lutte contre le gaspillage alimentaire ont ainsi été soutenus pour un montant total de 32 490 €, portés par les structures suivantes : Antigone – Un Demain Vert, Antigone – Souffel en Transition, l'association Les Compostiers du Landsberg, l'association Unis-Cités, l'Union départementale de la Confédération syndicale des familles et VRAC.

Ces 3 appels à projets ont été relancés pour l'année 2026. En octobre 2025, les candidatures ont été réceptionnées, et les auditions ont été réalisées. Des délibérations seront prises en 2026 afin de sélectionner les projets retenus.

AUTRES PARTENARIATS

Certains partenaires portent des projets qui s'inscrivent dans la durée et font l'objet de conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO) afin de pérenniser ces actions sur le territoire. À ce titre, le service soutient 6 acteurs pour un montant total de 184 000 € (182 000 € portés par le service Collecte et valorisation des déchets et 2 000€ par la Direction du Développement économique et de l'attractivité).

- Maison du Compost : cf. détails et bilan page 17

Eco-Manifestations Alsace

Poursuite des actions dans le cadre d'une nouvelle convention pluriannuelle d'objectifs 2025-2028. Partenariat existant depuis plus de 11 ans pour la mise en place de manifestations éco responsables.
Bilan 2025 : 36 manifestations labellisées sur le territoire dont 21 nouveaux événements, 1 salle accompagnée : football Club d'Ostwald et 2 diagnostics initiés ; 13 évènements accompagnés dont Strasculture et le marché de Noël d'Ostwald ; 7 demi-journées de formations auprès des agent·es de l'Eurométropole et de la ville de Strasbourg (50 participant·es).
Eco-Manifestations Alsace intervient également à de multiples autres occasions :

- tenue d'un stand de sensibilisation (10 ans du Stück, journées d'été des écologistes, forum à Schiltigheim…) ;
- présence lors de rencontres (inauguration de la Ressourcerie, remise de prix lors des Hopl'Awards,
- formations (HEAR, Médiaschool…) ;
- organisation du premier RDV régional des écomanifestations à l'hôtel de la Région, de la rencontre nationale du réseau R2D2 (réseau des structures accompagnatrices des événements en France) ;
- mise à jour et renforcement de l'annuaire des prestataires ressources.

Zéro Déchet Strasbourg

Poursuite des actions dans le cadre d'une nouvelle convention pluriannuelle d'objectifs 2025-2028 visant à réduire les déchets du territoire, informer, sensibiliser, mobiliser et accompagner les différents publics vers des changements de comportement.

Bilan 2025 : Zéro Déchet Strasbourg a mené de nombreuses animations à destination du grand public, avec notamment l'organisation et la coordination d'actions lors de la Semaine européenne de réduction des déchets (stands, ateliers, repair cafés et l'organisation de deux visites du site Envie 2E Strasbourg). L'association est également intervenue en milieu scolaire auprès de 22 classes et a accompagné 9 écoles dans le cadre du défi Kermesse zéro déchet. Au total, plus de 1 000 personnes, adultes et enfants confondus, ont participé à ces animations.
Par ailleurs, Zéro Déchet Strasbourg a agi auprès des commerçants en promouvant deux initiatives visant à réduire les emballages jetables : « Le bocal fait son nid » et « Dégaine ton sac à pain ».

Chambre de Consommation d'Alsace

Poursuite des actions dans le cadre de la convention financière 2025, succédant à la convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2024, visant notamment à réduire la production de déchets et le gaspillage alimentaire, valoriser les initiatives locales et promouvoir des pratiques d'achat éco-responsables auprès du jeune public, des ménages et des relais locaux. La convention couvre également les thématiques de l'eau et de l'énergie.

Bilan 2025 : au total, la CCA a sensibilisé 2 400 personnes. Sur le volet réduction des déchets et gaspillage alimentaire, 44 interventions (ateliers, formations, stands et visites) ont été réalisées sur 6 communes, touchant 717 participants. Sur la thématique des achats responsables et de l'économie sociale et solidaire, 23 actions auprès du grand public et 53 actions de mobilisation de relais d'information ont permis de sensibiliser près de 600 personnes, incluant des visites Touris'Éthique, des animations sur les labels et logos, et des actions autour du commerce équitable.

Face Alsace

Poursuite des actions dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs 2023-2026, visant notamment à mieux informer sur les déchets et le gaspillage alimentaire, ainsi qu'à promouvoir la réduction des déchets au sein des foyers. La convention couvre également les thématiques de l'eau et de la sobriété énergétique.

Trois cibles principales sont touchées : le grand public, le public scolaire et les relais. En 2025, Face Alsace a sensibilisé 1 900 personnes, notamment grâce aux visites guidées de son appartement pédagogique, et a suscité un fort intérêt avec ses ateliers sur les produits ménagers. Par ailleurs, le déploiement de l'appartement pédagogique mobile a permis de toucher plus de 1 200 personnes lors d'animations d'une vingtaine de minutes dans divers lieux tels que parcs, centres médico-sociaux et centres socio-culturels. L'ensemble des supports a été adapté en version Facile à Lire et à Comprendre (FALC), pour toucher un public très hétérogène.

3 nouvelles conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO) en 2025

3 nouvelles CPO ont été lancées en 2025, pour une durée de quatre ans :

Structure	Résumé du projet
SINE	Parcours scolaire : nos vies sans déchet en 5 demi-journées avec l'intervention de 5 associations du territoires et la visite du centre de tri.
ECO-CONSEIL	Accompagner les citoyens et les structures relais à devenir des ambassadeurs du changement.
CREATIVE VINTAGE	Des ateliers brico-récup, des boutiques éphémères du réemploi, un tiers-lieu programme Archipel 2.

Poursuite et renouvellement des partenariats pour 2025

Les partenariats avec les 4 associations présentées dans le tableau ci-dessous ont été renouvelés sous forme de subventions de fonctionnement, pour un soutien total de 59 500 € (49 000 € par le service Collecte et valorisation des déchets et 10 500 € par la Direction du Développement économique et de l'attractivité), afin d'assurer la continuité, le développement et la pérennisation des actions et coopérations engagées les années précédentes.

Structure	Résumé du projet
LA RENOUVELLE	Ressourcerie artistique et culturelle
LES RETOQUES	Conserverie anti-gaspillage et ateliers de sensibilisation
ALSACE ECO SERVICES	Prêt de kits de couches lavables multimarques
HALTE A L'OBSOLESCENCE PROGRAMMEE	Déploiement des Journées Nationales de la Réparation (JNR) 2025

Ils témoignent de l'alignement des missions de ces associations en matière de réduction des déchets avec les politiques menées par la collectivité.

AUTRES SOUTIENS AUX ACTEURS ÉCONOMIQUES DU TERRITOIRE 2025

Mobilisation des artisan·es : le Label Repar'acteurs

Environ 70 réparateur·rices sont labellisé·es sur le territoire dans le cadre de la convention de partenariat entre la Chambre de Métiers d'Alsace et l'Eurométropole de Strasbourg pour le déploiement du label Répar'acteurs sur le territoire (2023-2026). Cette marque de reconnaissance permet de constituer un réseau local d'artisan·es de la réparation avec pour double-objectif de faire perdurer les savoir-faire des artisan·es de la réparation et de faire évoluer les comportements des consommateur·rices en les incitant à réparer plus dans le but de réduire la production de déchets.



Trouvez un·e artisan·e labellisé·e près de chez vous : artisanat.fr/annuaire-repar-acteurs

Une mobilisation et mise en valeur des répar'acteurs a également été réalisée dans le cadre des journées nationales de la réparation (Cf. temps fort).

Les organisations accompagnées à la structuration d'une démarche RSE

Depuis 2022, **le dispositif Start-RSE a accompagné plus de 280 structures** du territoire avec la réalisation d'un diagnostic de leurs pratiques sur les sujets liés à l'environnement, à l'économie, au social, à la gouvernance et au territoire. Ce dispositif est proposé par l'Eurométropole de Strasbourg en partenariat avec Initiatives Durables, la CCI, la CRESS, la CMA et France Active Alsace. Parmi les bénéficiaires, **68 structures ont également bénéficié d'un co-financement** à hauteur de 50% (plafonné à 1 500€) pour la mise en place d'une démarche RSE. Sur le volet « économie circulaire », ces investissements ont concerné des bilans carbone, des fresques du numérique, l'achat de composteurs, ou encore l'achat de mobilier de réemploi ou permettant l'utilisation de matériaux biosourcés.

Depuis septembre 2024, les structures du territoire peuvent désormais être accompagnées dans la mise en place d'un plan d'action RSE : 40 structures en ont bénéficié à ce jour.

Label éco-défi des artisan·es

Afin d'accompagner et de valoriser les entreprises artisanales qui agissent pour réduire leur impact environnemental, l'Eurométropole de Strasbourg et la Chambre de Métiers d'Alsace ont lancé en 2022 le label éco-défis. Le projet est mené avec le soutien de de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du programme Climaxion.

Pour être labellisé·es, les artisan·es doivent réaliser 3 défis dans 6 thématiques : eau, énergie, déchets, produits, transport et sociétal. Pour le renouveler, il faut valider 1 nouveau défi par an.

Garages, brasseries, boucherie, entreprises du bâtiment, salons de coiffure, reliure de livres et de nombreuses autres activités font partie des **44 lauréat·es récompensé·es lors d'une cérémonie en 2025.**

Elles et ils ont bénéficié d'un kit de communication et leurs actions ont été valorisées auprès du grand public via différents médias locaux, de l'affichage urbain, etc.

Le dispositif se poursuit en 2026. **Plus d'informations sur le label et les entreprises engagées près de chez vous :** strasbourg.eu/eco-defis



- Réemploi dans le bâtiment et les espaces publics

Les déchets du bâtiment et des travaux publics sont responsables de trois quarts de l'ensemble des déchets générés sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, ce qui représente 2 210 000 tonnes par an. Depuis 2019, l'Eurométropole porte une politique sur **le recyclage et le réemploi de ces matériaux** et agit pour créer les conditions de développement et de pérennisation de la filière locale.

Dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs, le Relais 2D accompagne les maîtres d'ouvrage dans leur démarche d'économie circulaire via l'animation de la Charte du Réemploi qui propose aux maitres d'ouvrage de se fixer les objectifs suivants :

- intégrer 1 % de matériaux et équipements de réemploi (en valeur financière du montant HT des travaux du chantier) ;
- valoriser 85% de déchets produits sur chantier (en tonnage).

13 maîtres d'ouvrage, dont la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, ont signé la Charte le 27 février 2025.

L'Eurométropole **accompagne également les acteurs de l'éco-système** du BTP et des **plateformes de stockage de matériaux**. 2 plateformes existent à ce jour sur le territoire : Emi & Creno et Groupe Altaïr. L'Eurométropole s'engage également en tant que maître d'ouvrage avec des **chantiers exemplaires comme le chantier de l'ancien hôpital Lyautey** dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPNRU) depuis 2024. En tout, 12 000 tonnes de matériaux (grès, briques, bois, tuiles…) seront réemployées, sur l'ensemble du projet, pour la construction et la réhabilitation des bâtiments et l'aménagement des espaces publics. La rénovation du stade de la Meinau a également été l'occasion de donner des matériaux en réemploi et d'en utiliser.

LA SENSIBILISATION DE LA POPULATION

La communication par l'information et la sensibilisation est déterminante pour la réussite et la compréhension des actions de terrain ainsi que pour une meilleure prise en compte des enjeux liés à la réduction et au tri des déchets.

SENSIBILISATION EN PORTE À PORTE

Les campagnes de sensibilisation en porte à porte concernent principalement le tri (extension des consignes de tri à tous les emballages et tri des déchets alimentaires), la bonne gestion des déchets (gestion des encombrants, information sur les déchèteries) ainsi que la réduction des déchets. Le déploiement géographique de ces campagnes suit, l'année suivante, celui du déploiement de la collecte des déchets alimentaires. Elles peuvent permettre également d'accompagner les usager·ères à l'occasion d'une modification de leur dispositif de collecte dans des quartiers spécifiques (mise en place de conteneurs enterrés).

En 2025, les ambassadrices et ambassadeurs du tri ont démarché 67 520 foyers et rencontré plus de 61 % d'entre eux soit 41 375 foyers sensibilisés. À l'occasion de ces échanges, les usager·ères sont invité·es à faire un geste supplémentaire pour le tri des déchets : 60% d'entre eux ont ainsi pris un engagement pour améliorer leurs gestes de tri. Pour les absents, après plusieurs passages, la documentation est laissée en boîte aux lettres.



Ces campagnes de sensibilisation sont réalisées à l'aide outils de communication qui aident l'usager·ère dans la gestion quotidienne de ses déchets. À titre d'exemple, près de 2 250 « stop pub » ont été distribués.

Dans les immeubles, le passage des ambassadrices et ambassadeurs du tri est aussi l'occasion d'effectuer un contrôle des locaux poubelles (propreté générale, état des bacs, état de la signalétique, etc.) et de mettre à jour la signalétique des consignes. Cela leur permet également d'identifier les principales erreurs de tri et d'adapter ensuite leurs conseils auprès des habitant·es. **3 255 locaux poubelles ont ainsi été contrôlés en 2025.**
Dans le cadre de ces campagnes de sensibilisation en porte à porte, **des commerces de proximité sont également démarchés par les ambassadeurs et ambassadrices du tri : 112 commerces ont ainsi été sensibilisés en 2025.**





CRÉATION ET ANIMATION D'UN RÉSEAU DE RELAIS

Les interventions auprès d'acteurs et actrices relais du territoire, en parallèle des campagnes de sensibilisation en porte à porte, contribuent au déploiement des messages en faveur de la réduction et du tri des déchets. Ainsi, depuis 2023, tout au long de l'année sont identifiées des personnes relais auxquelles il est proposé de participer au « réseau réduction et gestion des déchets ». Ces personnes relais sont des représentant·es de syndics de copropriété, de bailleurs sociaux, d'associations, des agent·es, des élu·es, et aussi des citoyen·nes rencontré·es lors la sensibilisation en porte à porte.

En 2025, 36 nouvelles personnes relais ont été identifiées et ont participé à l'un des 5 ateliers organisés. Ces rencontres ont pour objectif de sensibiliser les publics relais à la politique de réduction et de gestion des déchets de l'Eurométropole de Strasbourg afin de leur permettre de diffuser l'information auprès de leur « public », mais aussi de les renseigner sur toutes les ressources et outils à leur disposition sur le territoire.

Dans la continuité de ces rencontres, il leur a été proposé d'expérimenter l'atelier "Le recyclage et zéro déchet c'est à notre portée", qui permet de comprendre les enjeux environnementaux du traitement des déchets, l'importance du tri et de la démarche zéro déchet et d'acquérir des solutions pour le quotidien.
Cela a surtout été l'occasion pour eux d'échanger avec l'animateur sur les formats et thématiques possibles de ses interventions, pour les adapter à leurs futurs évènements et à leur public.



Enfin, une lettre d'information leur a été diffusée en 2025, plus particulièrement axée sur la Semaine Européenne de Réduction des Déchets.

ANIMATIONS, STANDS, ATELIERS



Plus de 267 animations, stands et ateliers ont permis à l'Eurométropole de Strasbourg et ses partenaires* d'aller à la rencontre des habitant·es et agent·es pour leur présenter les solutions pour réduire trier et valoriser leurs déchets.

**partenaires : Eco Manifestations Alsace, Zéro Déchet Strasbourg, Chambre de Consommation d'Alsace, Maison du Compost, Eco-Conseil et Alsace Eco-services.*

Près de 4 800 personnes ont participé à ces événements.

Les thématiques abordées étaient variées : compostage, hygiène et beauté au naturel, produits ménagers DIY (Do It Yourself), alimentation zéro déchet, brico-récup, éco-gestes, achats éco-responsables, gaspillage alimentaire, tri et recyclage des déchets …

Dans le cadre du déploiement de la collecte des déchets alimentaires, 68 stands d'information, dont une majorité en sortie d'écoles, ont été organisés pour renseigner les usager·ères sur cette nouvelle collecte.

- Journées Nationales de la Réparation (JNR)



Les Journées Nationales de la Réparation ont eu lieu du 16 au 19 octobre 2025. L'Eurométropole de Strasbourg a soutenu financièrement, pour la deuxième année consécutive, l'association Halte à l'Obsolescence Programmée (HOP) pour l'organisation de ce temps fort de la réparation sur notre territoire. Ces journées ont pour objectif d'inscrire la réparation dans les réflexes éco-citoyens, de sensibiliser les citoyen·nes à la réparation de tous leurs objets du quotidien (textiles, électroniques, électroménagers, chaussures…), de favoriser leur passage à l'action, de faire connaître les répar'acteurs et les structures locales de la réparation et de la durabilité, et d'engager le débat sur les enjeux de ces secteurs d'activité. Pour cela, les JNR rassemblent des partenaires et réseaux nationaux autour d'un grand week-end de mobilisation.

Les 7 temps forts soutenus par l'Eurométropole de Strasbourg :

- le Festival Répar'Action de la Cybergrange : réemploi, upcycling, marché d'artisans locaux, ateliers de réparation, petite restauration, rencontres ;
- les repair cafés organisés par l'AMSED, Humanis et Envie ;
- la bricole heureuse avec Desclicks et la Schilyclette "il est l'heure de s'assoir" par Bretz'selle : création de sièges à partir de pièces de vélos de seconde main ; les journées de la réparation par la Conciergerie Solidaire.

Le bilan global de ces journées est très positif sur notre territoire en 2025: la mobilisation a permis l'organisation de 14 événements au total, avec de nombreuses retombées presse et une belle participation.

Au niveau national, ces journées ont rassemblé plus de 1 500 évènements et près de 50 000 participants autour de la réparation. **Le prochain rendez-vous est fixé : du 15 au 18 octobre 2026.**

- Organisation de la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets (SERD)

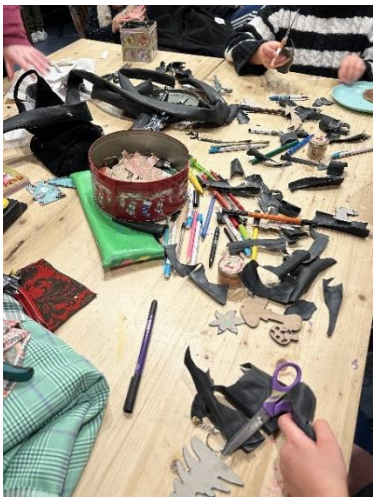


La SERD 2025 s'est tenue du 22 au 30 novembre 2025, avec un programme riche et varié. De nombreux évènements organisés sur tout le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg (repair cafés, ateliers « do it yourself », friperies, visites de sites, conférences…) par des acteur·rices différent·es.
L'édition 2025 mettait à l'honneur la thématique des déchets d'équipements électriques et électroniques.

L'Eurométropole de Strasbourg a mobilisé et incité son réseau de partenaires à participer à la SERD et à faire labelliser leurs actions sur la plateforme dédiée de l'ADEME. La programmation a fait l'objet d'une communication via plusieurs canaux : site de l'ADEME, Objectif Z, diffusions aux relais et contacts associatifs/communaux, annonces presse (DNA, Pokaa), réseaux sociaux.

Plusieurs temps forts et évènements coordonnés par Zéro Déchet Strasbourg ont été soutenus par l'Eurométropole de Strasbourg avec la participation d'environ 165 personnes :

- après-midi d'ateliers DIY pour les jeunes à Horizome Hautepierre :
  - fabrication de porte-clés en chambre à air : Creative Vintage
  - pancake party anti gaspi : les Retoqués
  - baume à lèvres : Zéro Déchets Strasbourg
  - exposition d'affiches d'Halte à l'Obsolescence Programmée et l'Ademe sur les DEEE ;
- un repair cafe : petit électroménager et matériel informatique/téléphonie, à Horizome, avec la Cybergrange ;
- 2 visites du site industriel Envie2 Alsace ;
- 2 ateliers spécial déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) pour des élèves de maternelles (2 classes) et élémentaire ;
- stand d'information pour le personnel de l'Eurométropole de Strasbourg.





- **Grande collecte solidaire de jouets d'occasion.**

Opération « Laisse parler ton cœur » : menée sur 2 semaines sur tout le territoire :



- co-organisée par l'Eurométropole de Strasbourg, les éco-organismes Ecosystem et Eco Maison et l'association locale Carijou ;
- 20 points de collecte et 3,5 tonnes collectées sur 2 semaines (du 14 au 29 novembre), en hausse de 44% par rapport à 2024 ; 232 hottes ont été remplies contre 161 l'année précédente ;
- 5ème année consécutive sur l'EMS.

Au niveau national bilan de l'opération : 61 collectivités participantes, 696 points de collecte, 51 tonnes de jouets collectés.

- **De nombreux ateliers et conférences pour le grand public sur l'ensemble du territoire :** comment gérer les déchets sur mon évènement, le recyclage et le zéro déchet, c'est à notre portée, animation au CROUS en faveur des étudiant·es, etc.

- Programmation d'ateliers pour le grand public avec inscription en ligne :

L'Eurométropole de Strasbourg souhaite intensifier l'accompagnement de ses habitant·es dans la réduction de leurs déchets.
Depuis 2023, divers ateliers sont ainsi proposés régulièrement afin de s'informer, de fabriquer des produits « zéro déchet » utiles au quotidien et de découvrir des solutions pratiques, écologiques, respectueuses de la santé et économiques.
Ces ateliers sont organisés à destination du grand public, avec inscription via un formulaire en ligne MonStrasbourg :
demarches.strasbourg.eu/ateliers-dechets



En 2025, 14 ateliers « zéro déchet » ont été proposés avec 174 participant·es au total : stand pour réduire ses déchets textiles, atelier le ménage au naturel avec fabrication de produits ménagers, ateliers zéro déchet pour ma santé avec fabrication de baume à lèvre et beewrap, ateliers « parlons couches lavables », ateliers « le zéro déchet à ma portée » , stand de fabrication d'objet en liège de café, escape game anti-gaspillage alimentaire pour un public jeune, ateliers découverte des protections menstruelles lavables, etc.
Les retours restent très positifs sur ce dispositif initié en 2023.

- Création d'un catalogue des animations destiné à nos partenaires :

Afin de clarifier notre offre d'animations, un catalogue regroupant de multiples animations-stands et ateliers gratuits a été créé et diffusé à nos partenaires (communes, centre sociaux culturels, bailleurs, Direction de territoire de la ville de Strasbourg, médiathèque, etc.). Ces derniers peuvent ainsi « commander » des animations pour leurs évènements. En 2024 de nouvelles animations ont été ajoutées à ce catalogue qui en regroupe désormais plus de 40.

52 animations ont été ainsi commandées par nos partenaires cette année, qui ont permis de rencontrer 990 participant·es.



VISITES DE SITES DE VALORISATION DES DÉCHETS

Les visites de sites sont une autre manière de sensibiliser les usager·ères en leur faisant découvrir « les coulisses » d'installations de valorisation des déchets.

En 2025, 24 visites du centre de tri, 6 visites de centre de méthanisation et 5 visites du centre de valorisation des déchets verts, soit 35 visites au total ont réuni près de 606 participant·es : agents de la collectivité, membres d'associations, grand public, etc.

Deux matinées portes ouvertes des sites de traitement et de valorisation des déchets, destinées au grand public ont été organisées le 22 mars et le 11 octobre et ont permis d'accueillir près de 210 personnes.

L'ÉDUCATION À L'ENVIRONNEMENT EN MILIEU SCOLAIRE

Afin de sensibiliser le public scolaire au tri des déchets, l'Eurométropole de Strasbourg met à disposition de toutes les écoles qui le souhaitent des malles pédagogiques en lien avec les thématiques de réduction et tri des déchets et de lutte contre le gaspillage alimentaire. L'animatrice Environnement accompagne les équipes pédagogiques dans la construction des projets de sensibilisation et les forme sur les thématiques et outils prêtés.

En 2025, 25 visites de sites ont été organisées, au centre de tri des déchets ménagers et au centre de valorisation des déchets verts.

La cellule Éducation à l'environnement de l'Eurométropole de Strasbourg dispose de 648 outils pédagogiques à disposition des écoles, périscolaires et associations, soit 108 références disponibles gratuitement dont 10 ressources sur l'alimentation durable et le gaspillage alimentaire et 25 sur la réduction des déchets. 20 structures ont emprunté des outils, permettant de sensibiliser plus de 800 élèves.



PRIVILÉGIER LE RÉEMPLOI

Le réemploi et la réutilisation contribuent au prolongement de la durée de vie des produits et participent à l'économie circulaire et à la réduction des déchets.

La loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire soutient le réemploi solidaire.

DEUX EMMAÜS, OPÉRATIONNELS DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES

Afin de privilégier le réemploi, l'Eurométropole de Strasbourg a signé une convention avec les deux structures Emmaüs du territoire : Emmaüs Strasbourg et la Recyclerie coopérative et solidaire Emmaüs Mundo. Elles emploient plus d'une centaine de compagnons, de personnes en contrat d'insertion et/ou à durée indéterminée. En associant réemploi et emploi, ce partenariat s'inscrit dans une logique d'économie solidaire.

Les deux Emmaüs collectent des objets pour leur donner une seconde vie :

- au domicile des usager·es ;
- directement sur leurs sites ;
- dans les caissons disposés dans les déchèteries de l'Eurométropole de Strasbourg.

En 2025 :

4 184 t

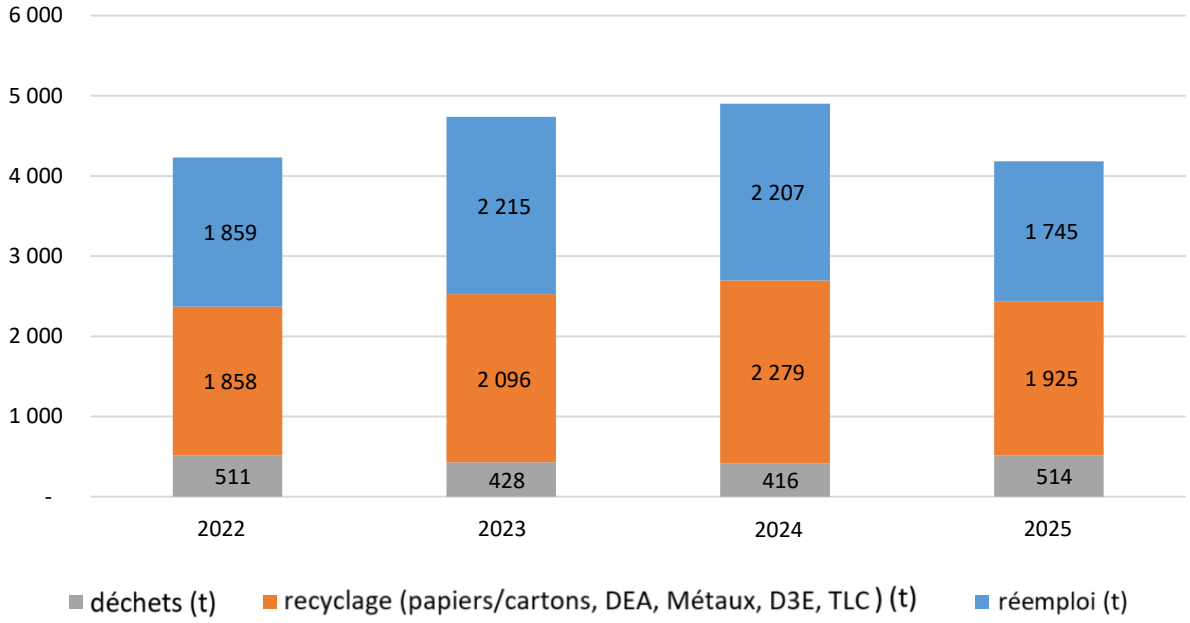
d'objets collectés par les 2 structures Emmaüs

Dont **1 745 t** d'objets **réemployés** (soit 42 %)

1 925 t d'objets **recyclés** (soit 46%)

514 t d'objets **traités en valorisation énergétique** (soit 12%)

Evolution des tonnages collectés et valorisés en recycleries solidaires par :
- le chantier d'insertion Emmaüs Mundo'
- la Communauté Emmaüs de Strasbourg



ENVIE, DU RÉEMPLOI ET DES EMPLOIS

L'association Envie est l'un des prestataires d'Ecosystem sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Elle collecte, rénove, répare des appareils électriques et électroniques usagés afin qu'ils soient réemployés ou recyclés. Envie favorise également l'accès au monde du travail et à la formation aux personnes éloignées de l'emploi, en offrant une seconde vie aux équipements électriques et électroniques (D3E) usagés. Une fois rénovés, ces équipements sont revendus à petit prix.

En 2025, 2 139 tonnes de D3E ont ainsi été collectées, marquant une hausse de près de 4% par rapport à 2024, ce qui représente une moyenne de 4,2 kg/hab./an.

2 139t

de déchets d'équipements électriques
et électroniques collectés

dont **572 606 appareils électriques et électroniques** collectés, soit 4,2 kg/hab/an

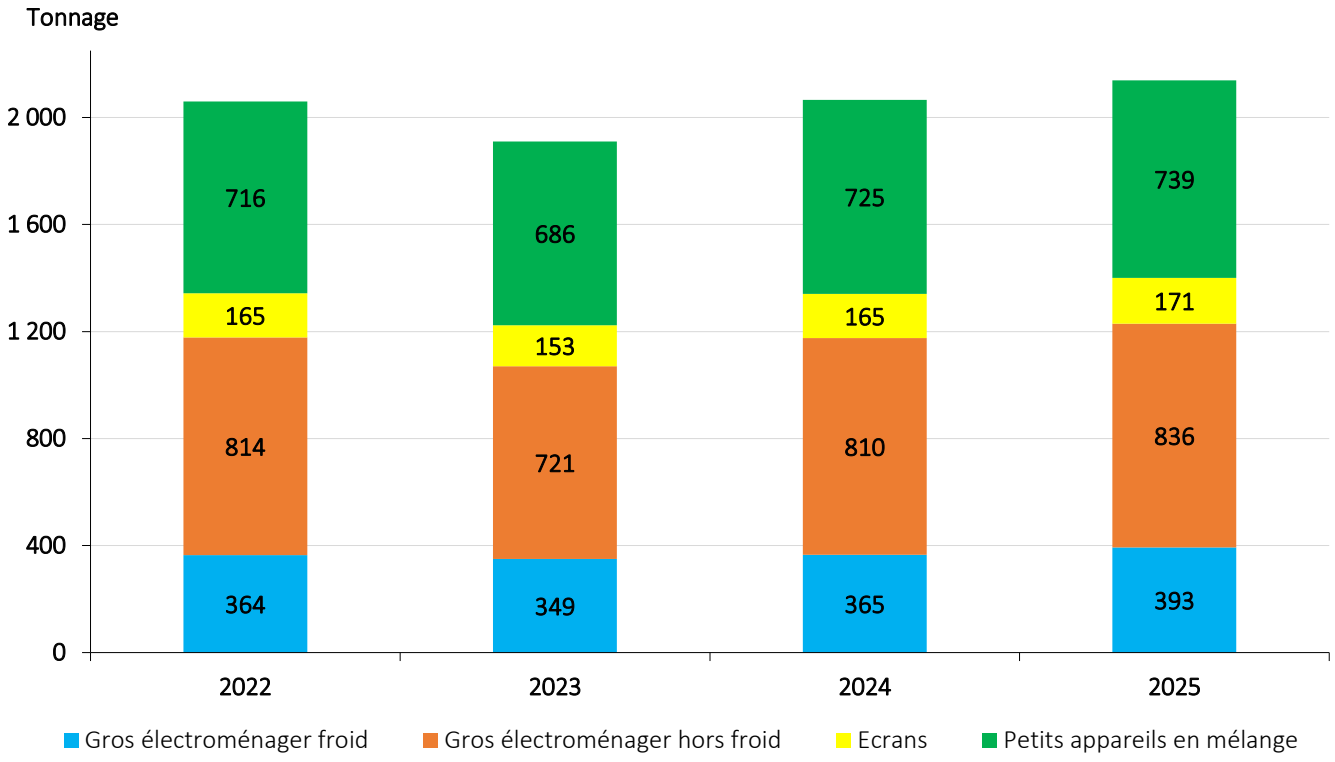
1 689 t de matières recyclées

293 t de valorisation énergétique

3 865 t de CO_2 éliminées

1312

Le graphique ci-dessous présente le bilan des D3E collectés par l'ensemble des prestataires d'Ecosystem pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg sur les 4 dernières années.





TEXTILES, LINGE DE MAISON ET CHAUSSURES

Les textiles, linge de maison et chaussures (TLC) font l'objet d'une collecte séparée qui comprend les produits suivants :

- tous les vêtements homme, femme et enfant ;
- le linge de maison ou d'ameublement (draps, couvertures, nappes, rideaux…) ;
- les chaussures et articles de maroquinerie.

Sont exclus de la collecte :

- les articles non textiles ;
- les matelas, sommiers, moquettes, toiles cirées ;
- les chutes de textiles en provenance des ateliers de confection ;
- les chiffons usagés en provenance des entreprises.



L'Eurométropole de Strasbourg a conventionné via un service d'intérêt économique général (SIEG) avec Emmaüs Mundolsheim, Horizon Amitié, Le Relais Est, Vétis. Ces 4 structures de l'Économie Sociale et Solidaire se répartissent la collecte des TLC sur le territoire par secteur géographique. Elles mettent à disposition des conteneurs permettant une collecte séparée, organisent leur vidage et trient les produits en privilégiant la réutilisation et le recyclage.

Ces conventions s'inscrivent dans un objectif de réduction des déchets mais ont également une visée sociale. En effet, ces structures participent à la lutte contre la précarité et favorisent l'insertion de personnes en situation d'exclusion.

L'Eurométropole de Strasbourg a signé une convention avec l'éco-organisme Refashion pour développer la filière sur le territoire en lien avec les différents acteur·trices du territoire.

Refashion perçoit des éco-contributions des metteurs sur le marché pour développer la filière TLC notamment en :

- sensibilisant tous les acteur·trices ;
- accompagnant la collectivité, notamment sur la communication relative à la collecte des TLC ;
- accompagnant les acteur·trices de collecte des TLC sur l'amélioration des process et débouchés innovants, en les soutenant financièrement dans leurs activités et investissements.

Refashion comptabilise l'ensemble des flux collectés sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, tant par l'intermédiaire des bornes de collecte situées sur le domaine public et privé que directement par les structures et lieux associatifs.

Ainsi pour 2025, ce sont 2 940 t qui ont été collectées dont 1 357 t dans les conteneurs TLC agréés par l'Eurométrople soit un ratio de de 5,7 kg par habitant·e.

Une partie des textiles collectés est revendue dans des points de vente locaux, soutenant ainsi le réemploi et l'économie sociale.

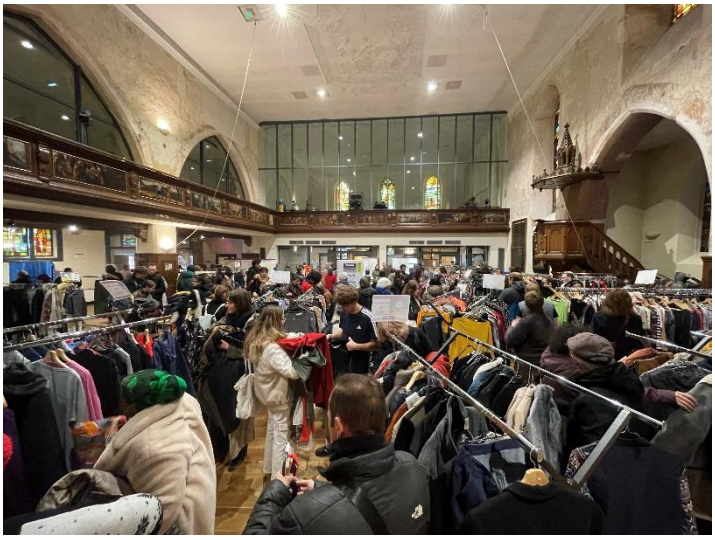
Organisation de la Grande Friperie des collecteurs

Pour la 4ème année consécutive, une grande friperie a été co-organisée le 29 novembre par l'Eurométropole de Strasbourg et les 4 collecteurs textiles de son territoire (Vetis, Horizon Amitié Solibat, Emmaüs Mundo et Le Relais Est). Il s'agit d'une vente solidaire de vêtements issus du réemploi, à prix libre qui a rencontré un réel succès, 3 484 pièces ont été vendues à l'occasion de cette journée.

Un geste solidaire pendant les fêtes : les vêtements vendus lors de cette braderie proviennent des 300 bornes installées sur l'espace public pour donner une seconde vie aux textiles.

Des ateliers étaient également proposés: « furoshiki » (emballages cadeaux avec des tissus de récupération) et « détricotons les textiles » avec B.a.Ba (réfléchir sur notre consommation de la mode, son impact environnemental et sanitaire, et les alternatives comme la seconde main, la réparation et l'entretien des vêtements).





RÉEMPLOI DES ÉQUIPEMENTS NUMÉRIQUES



Un Service d'Intérêt Économique Général relatif au réemploi des équipements informatiques et téléphoniques a été mis en place sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, conformément à l'appel à projets lancé en 2023. La délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 28 juin 2024 a désigné les 3 reconditionneurs retenus pour les 5 prochaines années : Humanis, Envie et Desclicks, qui développent des initiatives locales exemplaires sur le réemploi, le recyclage et la promotion du logiciel libre.

NUMÉRIQUE EN COMMUN[S]



La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont accueilli les 29 et 30 octobre 2025 l'événement national Numérique en commun[s], rendez-vous incontournable du numérique inclusif, éthique et durable, en lieu et place de la semaine européenne du numérique responsable (SENR).

LES DIFFÉRENTS DISPOSITIFS DE COLLECTE

Au sein de l'Eurométropole de Strasbourg, la collecte des déchets est organisée en 3 secteurs selon une logique historique liée à la densité de population et à la fusion au 1er janvier 2017 de la communauté de communes les Châteaux (Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim et Osthoffen) avec l'Eurométropole de Strasbourg.

- **SECTEUR 1 :** communes de plus de 10 000 habitant·es
- **SECTEUR 2 :** communes de moins de 10 000 habitant·es
- **SECTEUR 3 :** 5 communes de l'Ouest du territoire : Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim et Osthoffen

Sur ces 3 secteurs, les modalités de collecte des ordures ménagères résiduelles et déchets recyclables diffèrent mais les consignes de tri restent identiques.



Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3
7 communes > à 10 000 habitants	21 communes < à 10 000 habitants	5 communes de l'ouest du territoire (Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim et Osthoffen)

LA COLLECTE SÉLECTIVE ET LA COLLECTE DU VERRE

Sur les communes de plus de 10 000 habitant·es (Secteur 1) et les 5 communes de l'Ouest du territoire (Secteur 3), la collecte sélective des papiers et de tous les emballages recyclables s'effectue principalement en porte-à-porte avec des bacs à couvercle jaune. La fréquence de collecte est hebdomadaire.

Dans le cadre des actions menées pour l'amélioration de la qualité de la collecte sélective, plusieurs quartiers d'habitat vertical disposent de conteneurs d'apport volontaire de proximité de surface ou enterrés en pied d'immeuble, en remplacement des bacs à couvercle jaune.

Sur les autres communes, la collecte sélective est assurée par un dispositif de conteneurs d'apport volontaire exclusivement. Les fréquences de collecte varient en fonction des secteurs desservis et du taux de remplissage.

Sur l'ensemble du territoire, la collecte du verre est réalisée en apport volontaire sauf sur les 5 communes de l'Ouest du territoire.

La collecte sélective en porte-à-porte est effectuée en régie à l'exception des 5 communes de l'Ouest du territoire où les collectes des papiers/cartons, emballages recyclables et verre sont confiées à un prestataire privé.

Les collectes en apport volontaire du verre et des papiers/cartons et emballages recyclables sont effectuées dans le cadre de marchés de prestations privées, sauf la collecte du verre dans le centre historique de Strasbourg et les collectes de conteneurs enterrés en pied d'immeuble (verre et papiers et emballages recyclables) qui sont réalisées en régie.

LA COLLECTE DES ORDURES MÉNAGÈRES RÉSIDUELLES

Sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, la collecte des ordures ménagères résiduelles et déchets assimilés est principalement effectuée en porte-à-porte en bacs. Cette collecte se déroule à une fréquence majoritairement hebdomadaire, seuls certains quartiers d'habitat dense et le centre historique de Strasbourg bénéficient d'une collecte bi-hebdomadaire.

Sur quelques sites dont la production d'ordures ménagères représente un volume trop important à collecter à une fréquence hebdomadaire ou bi-hebdomadaire, des bennes sont mises à disposition en substitution des bacs à déchets.

Depuis 2012, la collecte des ordures ménagères en conteneurs enterrés en pied d'immeuble a été mise en œuvre sur plusieurs quartiers d'habitat vertical dense.

Elle est aujourd'hui progressivement développée sur d'autres quartiers d'habitat similaire avec une fréquence de collecte bi-hebdomadaire.

La collecte des ordures ménagères résiduelles est principalement réalisée en régie que ce soit en porte-à-porte, en conteneurs enterrés ou en benne, à l'exception du territoire des 5 communes de l'Ouest du territoire où la prestation de collecte en porte-à-porte est confiée à un prestataire privé.

	Secteur 1 7 communes > 10 000 habitant·es		Secteur 2 21 communes < 10 000 habitant·es		Secteur 3 5 communes de l'ouest du territoire (Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim et Osthoffen)	
	Type	**Fréquence**	**Type**	**Fréquence**	**Type**	**Fréquence**
Ordures ménagères résiduelles et déchets assimilés 	Bacs en porte-à-porte / Bornes enterrées en pied d'immeuble sur domaine privé	1 fois/semaine ou 2 fois/semaine (habitat dense, centre historique)	Bacs en porte-à-porte	1 fois/semaine	Bacs en porte-à-porte	1 fois/semaine
Papiers et emballages recyclables hors verre 	Bacs en porte-à-porte / Bornes enterrées en pied d'immeuble sur domaine privé / conteneur d'apport volontaire de surface et enterrés	1 fois/semaine	Bacs en porte-à-porte / Bornes enterrées en pied d'immeuble sur domaine privé / conteneur d'apport volontaire de surface et enterrés	selon le taux de remplissage	Bacs en porte-à-porte	1 fois toutes les 2 semaines
Déchets alimentaires 	Bornes d'apport volontaire de surface sur domaine public	1 à 2 fois/semaine	Bornes d'apport volontaire de surface sur domaine public	1 à 2 fois/semaine	Bornes d'apport volontaire de surface sur domaine public	1 à 2 fois/semaine
Verre 	Conteneur d'apport volontaire de surface et enterrés	selon le taux de remplissage	Conteneur d'apport volontaire de surface et enterrés	selon le taux de remplissage	Bacs en porte-à-porte	1 fois toutes les 4 semaines
Service complet	Sous conditions		Non proposé		Non proposé	

COLLECTE EN SERVICE COMPLET

Une spécificité de l'Eurométropole de Strasbourg est de mettre en œuvre deux types de collecte en porte-à-porte : un service traditionnel où les bacs sont présentés à la collecte et rentrés dans les locaux par les habitant·es et le service complet où les bacs sont présentés à la collecte et rentrés par le personnel de la collectivité. Le service complet est assuré sur les 7 communes de plus de 10 000 habitant·es sous certaines conditions.

Ce service évite la gêne occasionnée par la présence des bacs sur la voie publique. Il nécessite des équipes renforcées avec deux agent·es supplémentaires.

LA COLLECTE DES DÉCHETS ALIMENTAIRES

La collecte des déchets alimentaires est réalisée en points d'apport volontaire (bacs placés dans des bornes) collectés 2 fois par semaine par un prestataire privé.

Les bacs et abris-bacs font l'objet d'un rinçage systématique après chaque vidage. Celui-ci est réalisé en même temps que la collecte par un véhicule spécifiquement équipé de lances rotatives assurant le nettoyage de l'intérieur du bac à l'aide d'eau chaude sous haute pression. Une lance haute pression intégrée au véhicule permet le rinçage des abris-bacs.

Des campagnes de lavage (au printemps et à l'automne) sont également réalisées en complément. Celles-ci permettent un nettoyage plus approfondi des équipements, le décollage des affiches, le retrait des graffitis et une maintenance préventive des abris-bacs. Lors de ces campagnes, un véhicule de lavage dédié suit immédiatement le camion de collecte.



60

Équipes de collecte en porte-à-porte



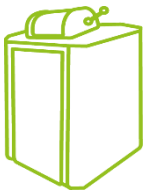
650

Conteneurs à verre



10

Conteneurs à cartons



1 744

Bornes à déchets alimentaires



390 938 Habitant·es

bénéficient de la collecte sélective en porte-à-porte sur tout le territoire.



58 120

Bacs pour la collecte sélective



117 294

Bacs pour la collecte des ordures ménagères résiduelles



2 786

Bacs pour la collecte du verre

Conteneurs enterrés en pied d'immeubles



268

Conteneurs à ordures ménagères résiduelles



254

Conteneurs à papiers et emballages hors verre



63

Conteneurs à verre

Nombre de bacs de collecte pour les déchets ménagers et assimilés

Communes	Nombre d'habitant.es (année 2025)	Nombre de bacs d'ordures ménagères	Nombre de bacs de collecte sélective	Nombre de bacs de collecte du verre	Zone
ACHENHEIM	2 759	959	996	914	3
BISCHHEIM	18 993	3 401	2 442	0	1
BLAESHEIM	1 564	661	0	0	2
BREUSCHWICKERSHEIM	1 333	528	548	522	3
ECKBOLSHEIM	6 956	2 322	7	0	2
ECKWERSHEIM	1 392	615	0	0	2
ENTZHEIM	2 527	962	0	0	2
ESCHAU	5 903	2 110	0	0	2
FEGERSHEIM	5 767	2 156	0	0	2
GEISPOLSHEIM	8 197	3 001	1	0	2
HANGENBIETEN	1 881	623	686	655	3
HOENHEIM	12 352	3 008	2 405	0	1
HOLTZHEIM	3 747	1 369	0	0	2
ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	28 794	6 288	5 360	0	1
KOLBSHEIM	1 069	373	396	351	3
LA WANTZENAU	5 799	2 508	0	0	2
LAMPERTHEIM	3 399	1 212	0	0	2
LINGOLSHEIM	20 987	4 576	3 839	0	1
LIPSHEIM	2 705	982	0	0	2
MITTELHAUSBERGEN	2 419	807	0	0	2
MUNDOLSHEIM	5 464	2 026	0	0	2
NIEDERHAUSBERGEN	1 758	662	0	0	2
OBERHAUSBERGEN	6 250	1 612	1	0	2
OBERSCHAEFFOLSHEIM	2 620	990	0	0	2
OSTHOFFEN	823	324	349	344	3
OSTWALD	14 808	2 791	2 555	0	1
PLOBSHEIM	4 505	1 741	1 677	0	2
REICHSTETT	5 077	1 934	0	0	2
SCHILTIGHEIM	35 156	6 708	4 772	0	1
SOUFFELWEYERSHEIM	8 303	2 728	0	0	2
STRASBOURG	296 150	53 546	32 086	0	1
VENDENHEIM	6 370	2 335	0	0	2
WOLFISHEIM	4 242	1 436	0	0	2
		117 294	58 120	2 786	
TOTAL	530 069			178 200	



DÉCHETS ET COLLECTES EN CHIFFRES

ORDURES MÉNAGÈRES RÉSIDUELLES ET DÉCHETS ASSIMILÉS COLLECTÉS (SUR LES 3 SECTEURS)

106 342 t

d'ordures ménagères résiduelles et déchets assimilés collectés

- 2 026 t

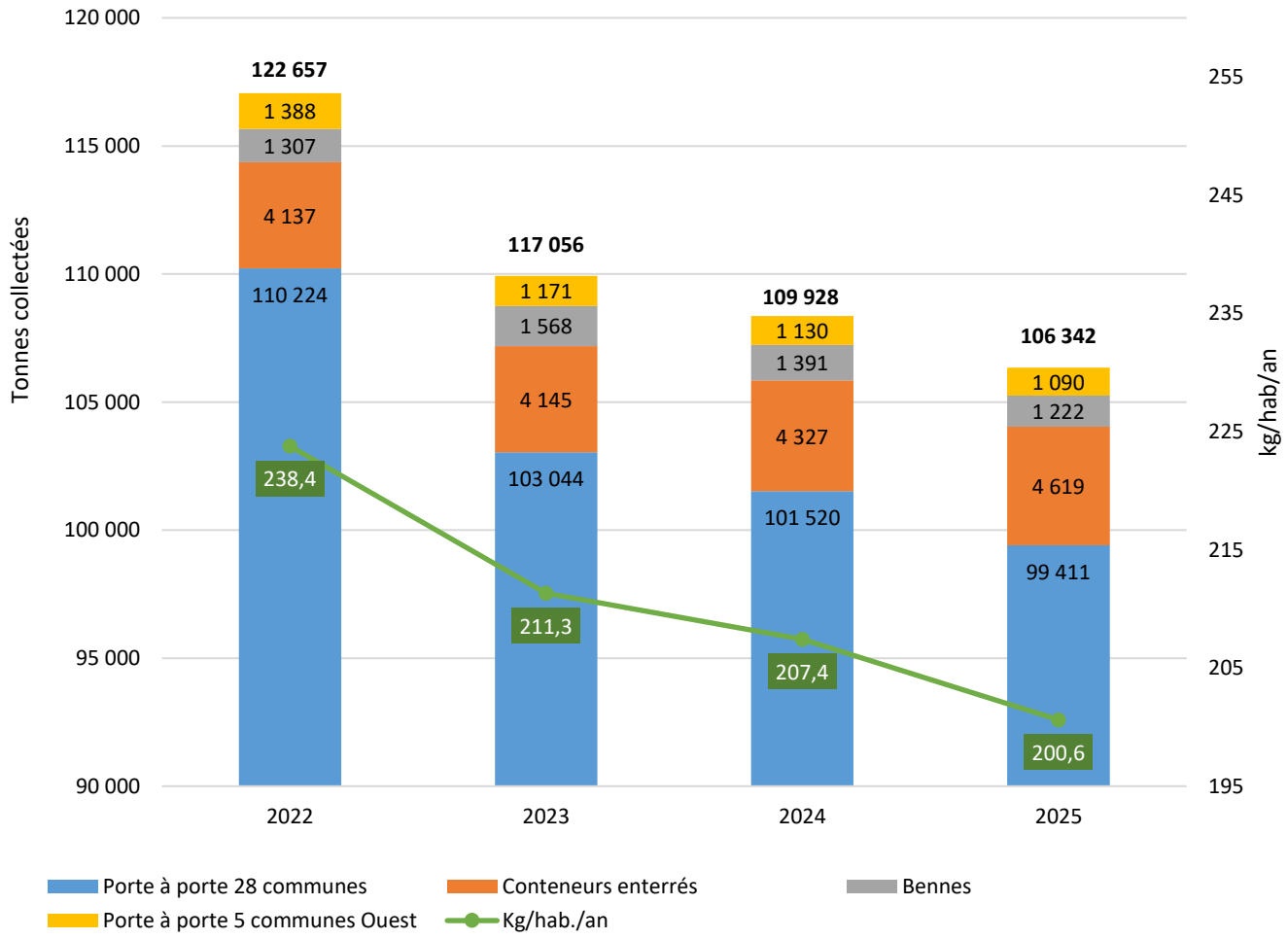
d'ordures ménagères résiduelles et déchets assimilés collectés par rapport à 2024

200,6 kg/hab./an

d'ordures ménagères résiduelles et déchets assimilés collectés

La quantité globale des ordures ménagères résiduelles et déchets assimilés collectée sur l'ensemble du territoire continue de diminuer légèrement par rapport à 2024 avec un ratio à l'habitant·e de 200,6 kg/hab. d'ordures ménagères en 2025 soit -1,9 % (207,4 kg/hab. en 2024). Il s'agit d'une moyenne pour l'ensemble des dispositifs de collecte : porte-à-porte, apport volontaire enterré, bennes en substitution de bacs.

Évolution des tonnages d'ordures ménagères résiduelles et déchets assimilés



COLLECTE SÉLECTIVE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS EN PORTE-À-PORTE ET EN APPORT VOLONTAIRE SUR LES 7 COMMUNES > 10 000 HABITANT·ES (SECTEUR 1)

Réalisée sur les 7 communes de plus de 10 000 habitant·es via les poubelles à couvercle jaune ou les sacs de tri (lorsque la configuration des locaux ne permet pas de mettre des bacs jaunes), la collecte sélective en porte-à-porte des papiers et emballages recyclables en mélange est le mode de collecte sélective principal sur ce territoire. Cette collecte concerne, depuis le 1er janvier 2023 (mise en place de l'extension des consignes de tri), l'ensemble des papiers, cartons, et emballages.

En complément, des conteneurs d'apport volontaire de proximité (conteneurs de surface ou conteneurs enterrés en pied d'immeuble) sont déployés en remplacement du service en porte-à-porte dans des secteurs d'habitat vertical où cette solution est plus adaptée compte-tenu des volumes de déchets à stocker et pour garantir la qualité du tri. Les deux dispositifs sont donc complémentaires sur le territoire des 7 communes de plus de 10 000 habitant·es.

21 549 t

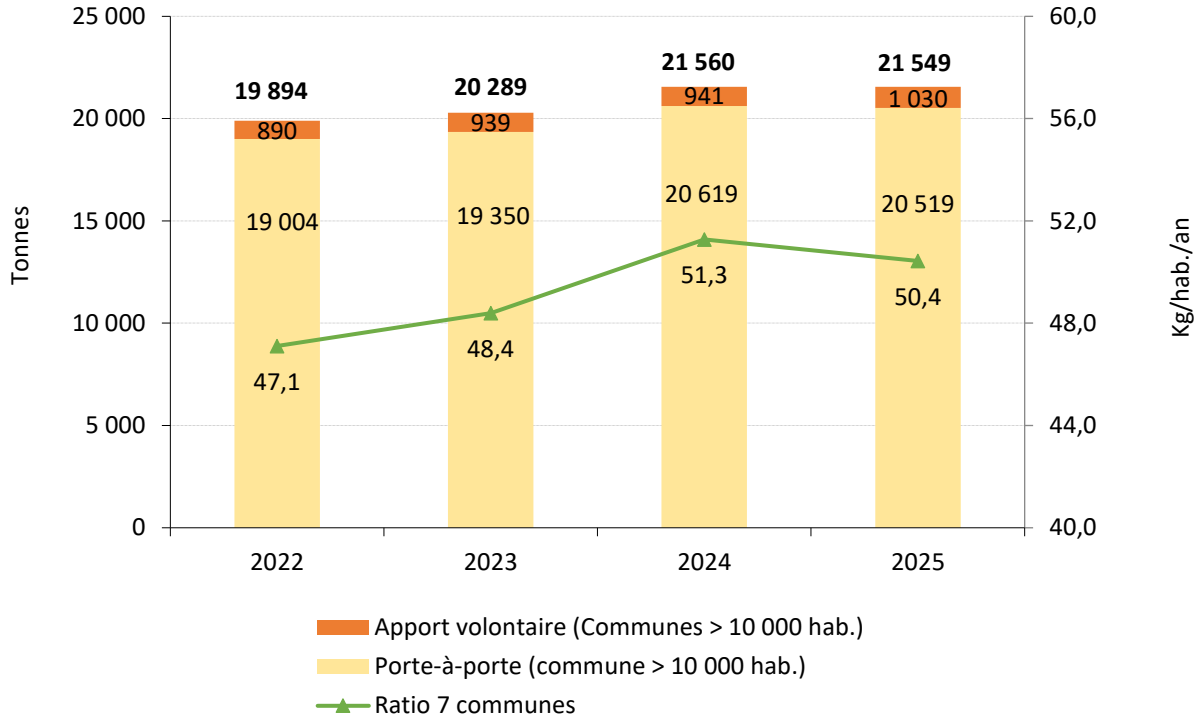
de matériaux recyclables (hors verre) collectés sur les 7 communes de plus de 10 000 habitant·es soit

50,4

kg/ hab./an

ÉVOLUTION DES TONNAGES DE COLLECTE SÉLECTIVE EN PORTE-À-PORTE ET APPORT VOLONTAIRE SUR LES COMMUNES > 10 000 HABITANT·ES

(PAPIERS, CARTONS, EMBALLAGES HORS VERRE)



La quantité totale de recyclables collectés sur les 7 communes de plus de 10 000 habitant·es en porte-à-porte et en apport volontaire reste stable avec 21 549 tonnes de matériaux collectés en 2025 par rapport à 21 560 tonnes en 2024. Compte tenu de l'augmentation de la population, le ratio est ainsi porté à 50,4 kg/ habitant·e en 2025, contre 51,3 kg/ habitant·e en 2024.

C'est sensiblement le même tonnage qui a été collecté en porte-à-porte en 2025 qu'en 2024 : 20 519 tonnes et 20 619 tonnes. Ce tonnage englobe les 239 tonnes collectées dans le cadre de l'expérimentation de la collecte en sacs de tri sur le territoire de Plobsheim.

Le tonnage collecté en apport volontaire augmente quant à lui 9,5 % avec 1 030 tonnes collectées par rapport à 941 tonnes en 2024.

COLLECTE SÉLECTIVE DES DÉCHETS MÉNAGERS EN APPORT VOLONTAIRE SUR LES 21 COMMUNES < 10 000 HABITANT·ES (SECTEUR 2)

Sur les 21 communes de moins de 10 000 habitant·es (hors 5 communes Ouest), la collecte sélective en apport volontaire est historiquement l'unique mode de collecte des papiers et emballages recyclables en mélange (papiers, cartons, emballages hors verre). Des expérimentations y ont également été menées en 2024 et 2025 en vue de faciliter le geste de tri.

Elles ont consisté en :

- la mise en place de conteneurs d'apport volontaire dédiés uniquement à la collecte des cartons pour Vendenheim, Reichstett, Plobsheim et Achenheim (qui fait partie des 5 communes de l'ouest du territoire et dont le point est abordé dans le chapitre suivant). 54 tonnes ont été collectées pour ce flux ;
- l'amélioration de l'ergonomie et de l'accessibilité des points d'apport volontaire à Vendenheim et Reichstett ;
- une expérimentation de la collecte sélective en porte à porte en sacs de tri (et une réduction de la fréquence de la collecte des ordures ménagères) à Plobsheim (239 tonnes collectées) et Achenheim.

3 623 t

de matériaux recyclables (hors verre) collectés sur les 21 communes de moins de 10 000 habitant·es soit

38,2

kg/ hab./an

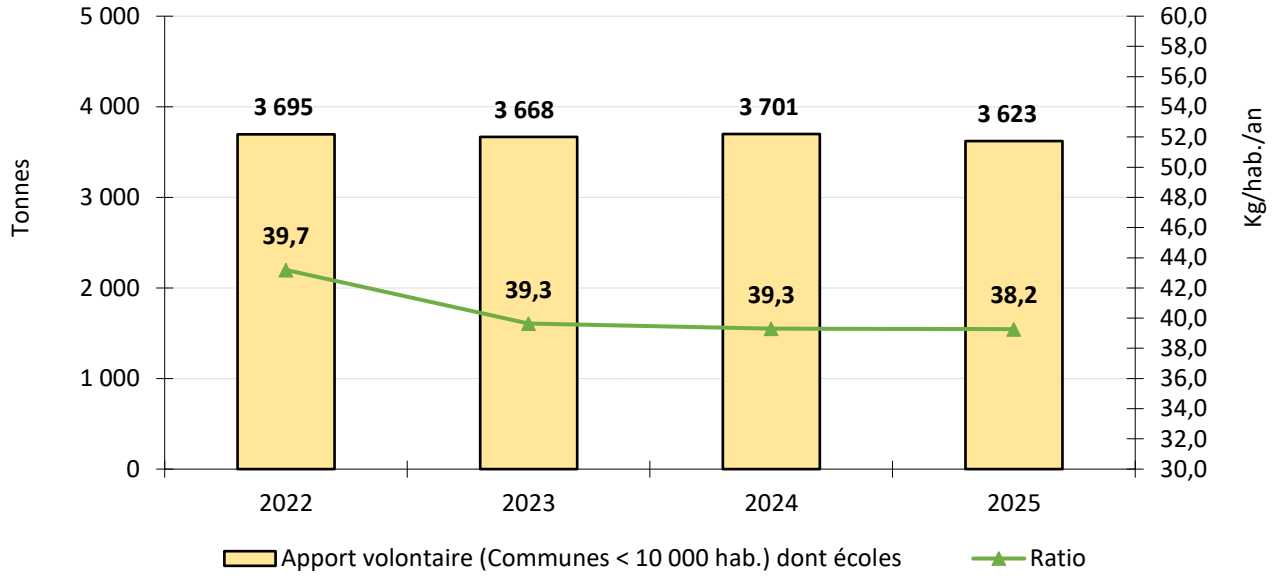
Les résultats de cette expérimentation ont montré que la collecte en porte à porte et par quinzaine du tri sélectif, couplée à un changement de fréquence de collecte des ordures ménagères (elles sont donc alternées), permettait une augmentation significative des quantités triées (+ 20%, qui sont un transfert du bac d'ordures ménagères). La quantité d'apport en bornes biodéchets a aussi augmenté de près de 50%. Une bonne perception de ces modalités a été confirmée par une enquête de satisfaction réalisée sur 600 personnes.

Le point d'attention principal reste le taux d'erreur de tri qui est supérieur en porte à porte par rapport à l'apport volontaire.

Ces résultats, présentés à l'ensemble des Maires début 2025, ont abouti à la délibération du 23 mai 2025, actant le déploiement de ces nouvelles modalités de collecte dans l'ensemble des communes de moins de 10 000 habitants avant fin 2027.

ÉVOLUTION DES TONNAGES DE COLLECTE SÉLECTIVE EN APPORT VOLONTAIRE SUR LES COMMUNES < 10 000 HABITANT·ES

(PAPIERS, CARTONS, EMBALLAGES HORS VERRE)



La quantité de matériaux recyclables (hors verre) collectés sur les 21 communes de moins de 10 000 habitant·es reste globalement stable avec 3 623 tonnes par rapport à 3 701 tonnes en 2024 (-2,1 %). Rapportée à l'habitant·e, la quantité collectée est à 38,2 kg/hab./an.

COLLECTE SÉLECTIVE DES DÉCHETS MÉNAGERS EN PORTE-À-PORTE SUR LES 5 COMMUNES DE L'OUEST DU TERRITOIRE (SECTEUR 3)

Sur les 5 communes de l'Ouest du territoire, la collecte sélective s'effectue en porte-à-porte. Cette collecte est réalisée une fois tous les quinze jours. Elle a diminué de 4 % avec 449 tonnes collectées contre 464 tonnes en 2024 ce qui représente 59,8 kg/hab. S'ajoute à cette collecte, 11 tonnes de cartons collectés via les conteneurs expérimentaux en apport volontaire dédiés à ce flux de déchets. Soit un total de 460 tonnes et un ratio de 58,5 kg/hab.

460 t

449 t en porte à porte + 11 t de cartons en apport volontaire
de matériaux recyclables (hors verre) collectés sur les 5 communes

58,5

kg/ hab./an

SYNTHÈSE DES DIFFÉRENTS TYPES DE COLLECTE SÉLECTIVE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE

(PAPIERS, CARTONS, EMBALLAGES HORS VERRE)

Les tonnages collectés tous dispositifs confondus sont stables (-0,6 %).



27 960 t

de matériaux recyclables (hors verre)
tous dispositifs de collecte confondus
(porte à porte, apport volontaire, déchèteries, écoles)

52,7

kg/hab./an

ÉVOLUTION DE LA QUALITÉ DE LA COLLECTE SÉLECTIVE

Les déchets non conformes aux consignes de tri, collectés avec les papiers et emballages recyclables produisent sur la chaine de tri des refus qui ne peuvent être recyclés et doivent être incinérés à l'unité de valorisation énergétique (UVE).

La quantité de refus de tri livrée à l'unité de valorisation énergétique est de 9 075 tonnes en 2025 contre 9 643 tonnes en 2024. Elle représente pour 2025 un taux de refus de 32,5% contre 34,3% en 2024. Il est à noter qu'il s'agit des refus de tri livrés à l'UVE avec un possible effet de stockage/déstockage depuis le centre de tri.

32,5 %

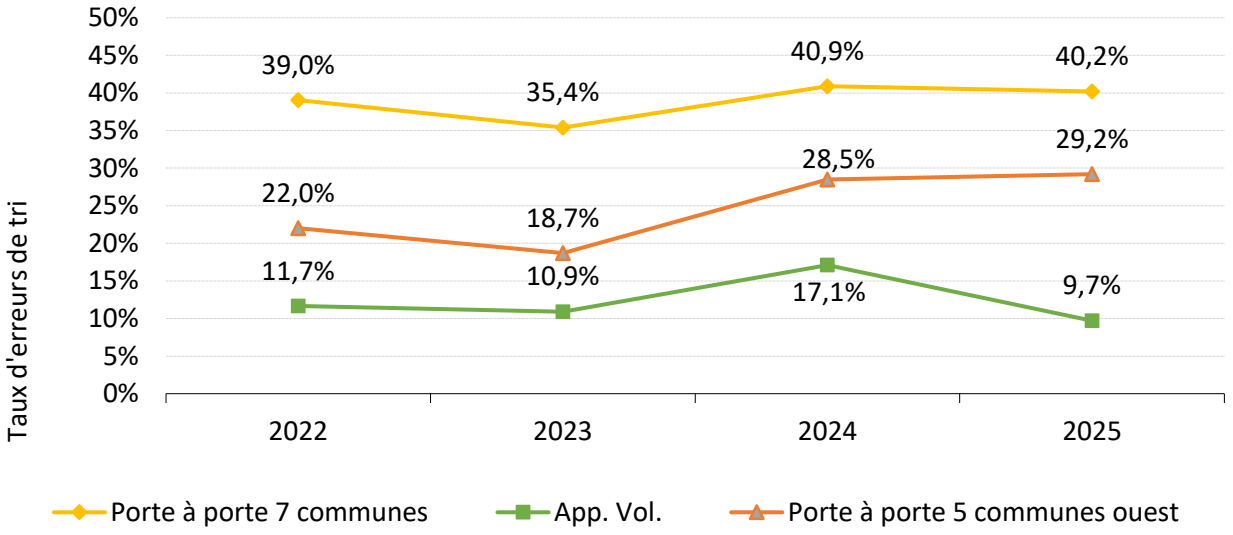
de refus de tri sur l'ensemble des collectes
(porte-à-porte, apport volontaire, déchèteries, écoles)

TAUX D'ERREURS DE TRI EN PORTE-À-PORTE ET APPORT VOLONTAIRE

(PAPIERS, CARTONS, EMBALLAGES HORS VERRE)

La qualité de la collecte sélective est également évaluée à partir d'échantillons prélevés régulièrement au niveau du centre de traitement où sont acheminés les déchets recyclables collectés.

Ces échantillons, représentatifs des différents modes de collecte (porte-à-porte, apport volontaire, écoles…) sont analysés afin de mesurer le poids de chaque catégorie de matériaux recyclables collectés et le poids de déchets non conformes aux consignes de tri. On établit ainsi un taux moyen d'erreurs de tri en fonction du type de collecte.

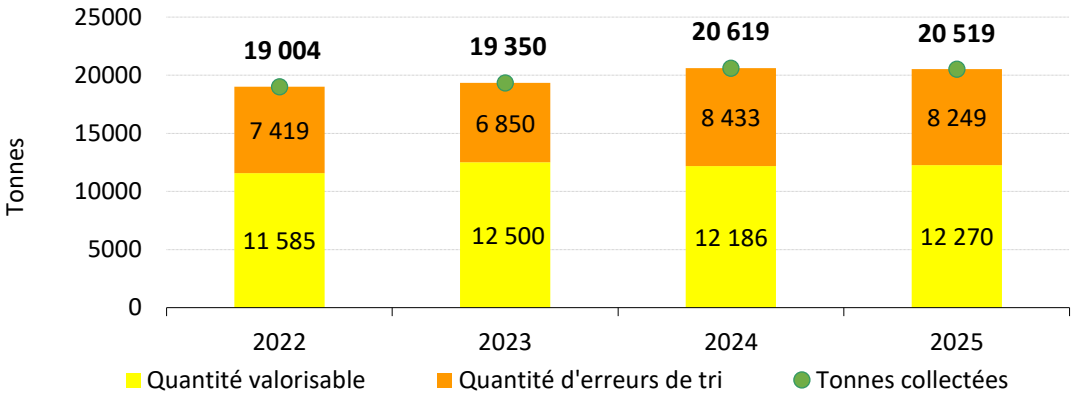


L'ensemble de la qualité du tri se maintient en 2025. La collecte en porte à porte comptabilise un taux d'erreurs de tri quasiment similaire à l'année précédente. Il est de 40,2 % sur les 7 communes de plus de 10 000 habitant·es (40,9 % en 2024) et de 29,2 % pour les 5 communes Ouest du territoire (28,5% en 2024).

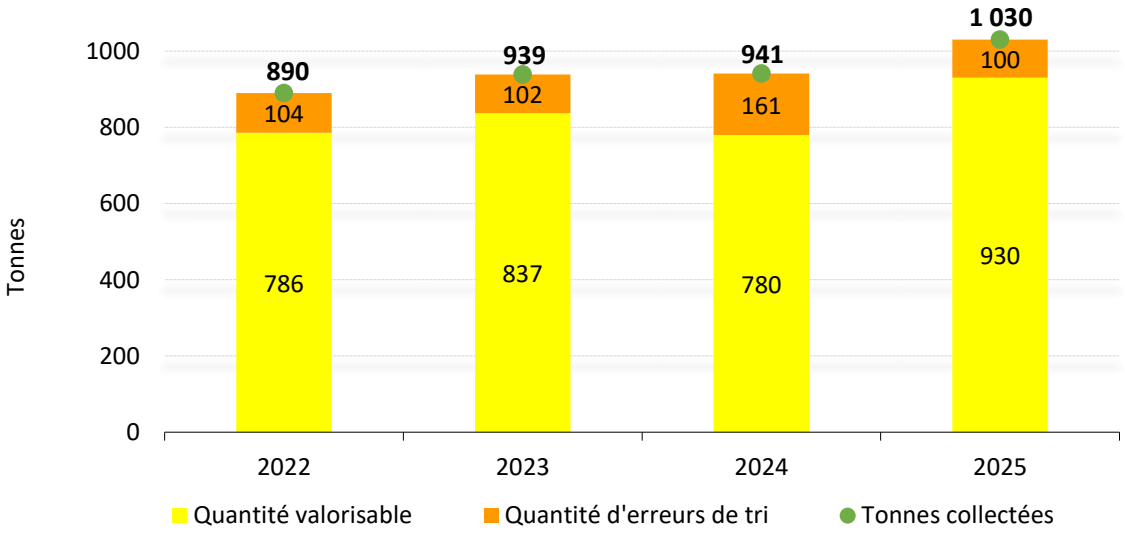
Le taux d'erreur de tri mesuré sur la collecte en apport volontaire est de 9,7 % en 2025 (17,1 % en 2024).

QUALITÉ DE LA COLLECTE SÉLECTIVE EN PORTE-À-PORTE SUR LES 7 COMMUNES> 10 000 HABITANT·ES (SECTEUR 1)

ÉVOLUTION DE LA QUANTITÉ VALORISABLE PAR RAPPORT À LA QUANTITÉ COLLECTÉE EN PORTE-À-PORTE EN TONNES/AN



ÉVOLUTION DE LA QUANTITÉ VALORISABLE PAR RAPPORT À LA QUANTITÉ COLLECTÉE EN APPORT VOLONTAIRE EN TONNES/AN



Sur 21 549 tonnes de matériaux collectés au total en porte-à-porte et apport volontaire sur le territoire des 7 communes, 13 200 tonnes de matériaux sont valorisables. Ce poids représente 31 kg de matériaux valorisables sur les 50,4 kg collectés par habitant·e.

13 200 t

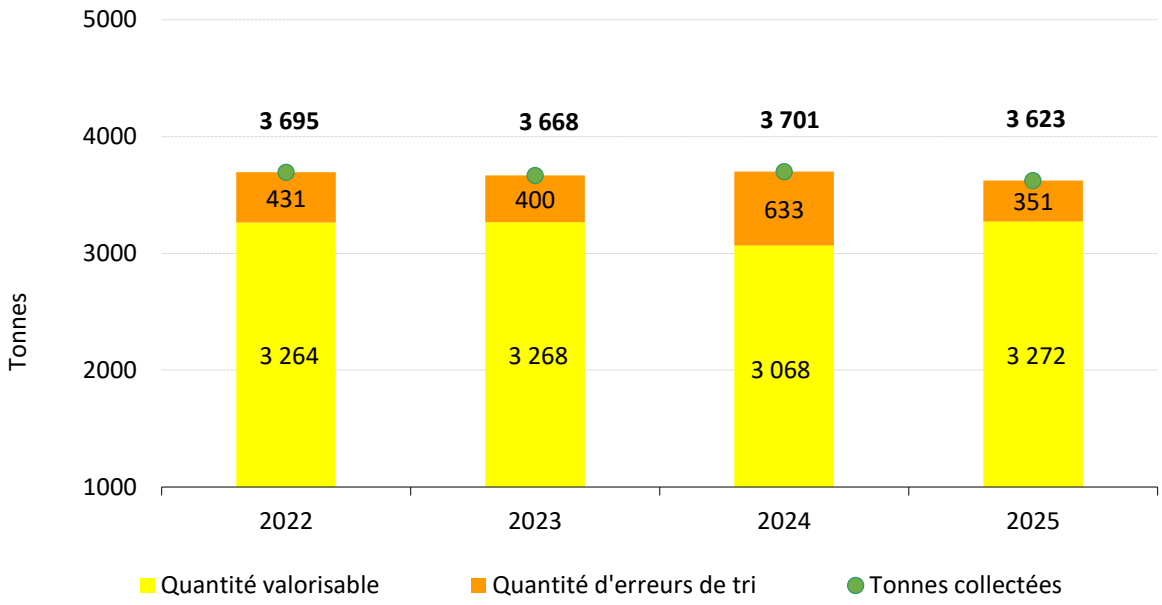
de matériaux valorisables
sur communes > 10 000hab
soit **31 kg/hab./an**

30,9 %

d'erreurs de tri en moyenne
(porte-à-porte et apport volontaire)

QUALITÉ DE LA COLLECTE SÉLECTIVE SUR LES 21 COMMUNES < 10 000 HABITANT·ES (SECTEUR 2)

ÉVOLUTION DE LA QUANTITÉ VALORISABLE PAR RAPPORT À LA QUANTITÉ COLLECTÉE EN APPORT VOLONTAIRE EN TONNES/AN



Sur 3 623 tonnes de matériaux collectés en apport volontaire dans les 21 communes de moins de 10 000 habitant·es, 3 272 tonnes sont valorisables, ce qui permet de récupérer l'équivalent de 34,5 kg/hab./an de matériaux valorisables sur les 38,2 kg/hab./an collectés.

3 068 t

de matériaux valorisables sur
communes < 10 000hab
soit **34,5kg/hab./an**

9,7 %

d'erreurs de tri en moyenne
(apport volontaire)

QUALITÉ DE LA COLLECTE SÉLECTIVE EN PORTE-À-PORTE SUR LES 5 COMMUNES DE L'OUEST DU TERRITOIRE (SECTEUR 3)

Le taux d'erreurs de tri pour la collecte en porte-à-porte sur le territoire des 5 communes Ouest du territoire s'élève à 29,2 %. Appliqué aux tonnages collectés, cela représente 326 tonnes valorisables pour 460 tonnes collectées en 2025.

326 t

de matériaux valorisables
soit **41,4 kg/hab./an**

29,2 %

d'erreurs de tri en porte-à-porte
sur les 5 communes Ouest

LA COLLECTE DU VERRE

713

conteneurs pour la collecte du verre
sur l'ensemble du territoire de
l'Eurométropole de Strasbourg

22,9 kg/hab./an

de verre collecté

12 151 t

de verre collecté

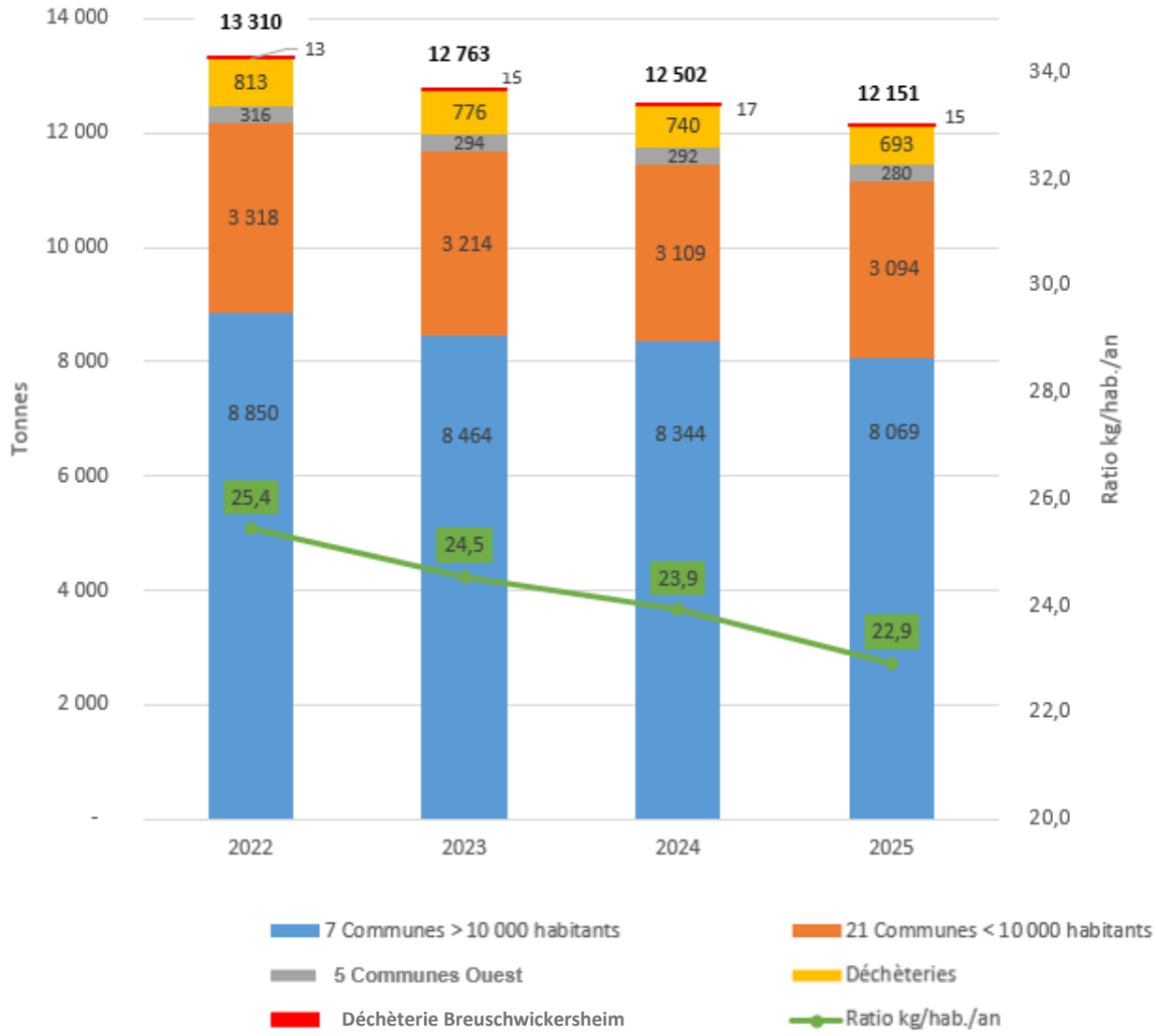
-2,8 %

de tonnes de verre collecté

Les quantités de verre collectées continuent de diminuer progressivement (-2,8 % en 2025 par rapport à 2024). Le territoire des 7 communes de plus de 10 000 habitant·es compte aujourd'hui un conteneur pour 742 habitant·es, la performance n'est que de 18,9 kg/hab./an (19,8 kg/hab./an en 2024).

Les communes de moins de 10 000 habitant·es sont dotées d'un conteneur pour près de 511 habitant·es et atteignent une performance de 32,6 kg/hab./an.

VERRE : ÉVOLUTION DES QUANTITÉS COLLECTÉES



LA COLLECTE DES DÉCHETS ALIMENTAIRES

Toutes les bornes dédiées à la collecte des déchets alimentaires ont été déployées sur l'ensemble du territoire, à raison d'une pour 300 habitants et les résultats de la collecte des déchets alimentaires sont très encourageants. En 2025, les ratios de collecte de ces déchets sont compris entre 11 et 22 kg/an/hab. selon les communes. L'objectif initial de 12kg/an/hab. est donc dépassé.

Il convient toutefois de poursuivre les actions de communication pour inscrire le geste de tri dans la durée, en effet le gisement total de déchets alimentaires est estimé à 50kg/an/hab. ce qui signifie qu'il reste encore des habitant·es à convaincre de participer à cette nouvelle collecte et que le geste doit être renforcé.

1 744

bornes de collecte des déchets alimentaires
sur l'ensemble du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

6 146 t

de déchets alimentaires collectés

entre 3 et 5 %

d'erreurs de tri

SYNTHÈSE DES DIFFÉRENTS FLUX DE COLLECTE SÉLECTIVE

	Habitant·es	Papiers/cartons, briques alimentaires, bouteilles en plastique et emballages métalliques						
	Base pop° SINOE 2025 * (prise au 1er janvier 2026)	Nbre de conteneurs dont cartons	Nbre d'habitants/ conteneur	Tonnage en porte à porte	Tonnage en apport volontaire	Tonnage bennes	Total collecte sélective** (tonnes)	Kg/an/hab.
Blaesheim	1 564	5	313	-	67	-	**67**	**42,9**
Eckbolsheim	6 956	17	409	-	184	-	**184**	**26,4**
Eckwersheim	1 392	6	232	-	67	-	**67**	**48,5**
Entzheim	2 527	13	194	-	147	-	**147**	**58,1**
Eschau	5 903	22	268	-	235	-	**235**	**39,8**
Fegersheim	5 767	18	320	-	235	-	**235**	**40,7**
Geispolsheim	8 197	27	304	-	281	-	**281**	**34,3**
Holtzheim	3 747	11	341	-	143	-	**143**	**38,2**
Lampertheim	3 399	14	243	-	130	-	**130**	**38,1**
Lipsheim	2 705	7	386	-	113	-	**113**	**41,8**
Mittelhausbergen	2 419	5	484	-	71	-	**71**	**29,2**
Mundolsheim	5 464	21	260	-	247	-	**247**	**45,2**
Niederhausbergen	1 758	6	293	-	76	-	**76**	**43,3**
Oberhausbergen	6 250	23	272	-	261	-	**261**	**41,7**
Oberschaeffolsheim	2 620	18	146	-	127	-	**127**	**48,3**
Plobsheim	4 505	3	1 502	239	31	-	**269**	**59,8**
Reichstett	5 077	30	169	-	230	-	**230**	**45,3**
Souffelweyersheim	8 303	24	346	-	293	-	**293**	**35,3**
Vendenheim	6 370	35	182	-	388	-	**388**	**60,9**
Wantzenau (La)	5 799	17	341	-	193	-	**193**	**33,2**
Wolfisheim	4 242	13	326	-	105	-	**105**	**24,9**
Total 21 communes	**94 964**	**335**	**283**		**3 623**		**3 623**	**38,1**
Achenheim	2 759	2	-	143	11	-	**154**	**51,7**
Breuschwickersheim	1 333		-	146	-	-	**146**	**60,7**
Kolbsheim	1 069		-		-	-		
Hangenbieten	1 881		-	161	-	-	**161**	**59,4**
Osthoffen	823		-		-	-		
Total 5 nouvelles communes	**7 865**	**2**		**449**	**11**		**460**	**57,1**
Bischheim	18 993	5		892	15		**907**	**47,8**
Hoenheim	12 352	-		670	-		**670**	**54,2**
Illkirch-Graffenstaden	28 794	3		1 526	22		**1 548**	**53,8**
Lingolsheim	20 987	4		1 086	9		**1 095**	**52,2**
Ostwald	14 808	-		587	-		**587**	**39,6**
Schiltigheim	35 156	12		1 712	43		**1 755**	**49,9**
Strasbourg	296 150	133		14 046	384		**14 430**	**48,7**
Collectes en pied d'immeuble		254			557		**557**	
Total 7 communes	**427 240**	**411**		**20 519**	**1 030**		**21 549**	**50,4**
Apport volontaire déchèteries		13			120		**120**	
Bennes papiers/cartons						2 207	**2 207**	
Total Eurométropole de Strasbourg	**530 069**	**761**		**20 968**	**4 785**	**2 207**	**27 960**	**52,7**

** La commune de Plobsheim a poursuivi l'expérimentation de la collecte sélective en sacs de tri (239 tonnes) associée à la mise à disposition de conteneurs d'apport volontaire pour le carton.*

	Habitant·es	Verre					
	Base pop° SINOE 2025 * (prise au 1er janvier 2026)	Nbre de conteneurs	Nbre d'habitants/ conteneur	Tonnage en porte à porte	Tonnage en apport volontaire**	Total collecte du verre	Kg/an/hab.
Blaesheim	1 564	4	391	-	59	**59**	**37,6**
Eckbolsheim	6 956	9	773	-	164	**164**	**23,6**
Eckwersheim	1 392	5	278	-	55	**55**	**39,6**
Entzheim	2 527	9	281	-	121	**121**	**48,0**
Eschau	5 903	9	656	-	236	**236**	**39,9**
Fegersheim	5 767	8	721	-	168	**168**	**29,2**
Geispolsheim	8 197	14	586	-	252	**252**	**30,7**
Holtzheim	3 747	6	625	-	143	**143**	**38,2**
Lampertheim	3 399	8	425	-	97	**97**	**28,6**
Lipsheim	2 705	7	386	-	101	**101**	**37,2**
Mittelhausbergen	2 419	3	806	-	47	**47**	**19,5**
Mundolsheim	5 464	13	420	-	224	**224**	**41,0**
Niederhausbergen	1 758	2	879	-	78	**78**	**44,5**
Oberhausbergen	6 250	12	521	-	193	**193**	**30,9**
Oberschaeffolsheim	2 620	6	437	-	94	**94**	**35,8**
Plobsheim	4 505	12	375	-	138	**138**	**30,7**
Reichstett	5 077	10	508	-	124	**124**	**24,4**
Souffelweyersheim	8 303	13	639	-	254	**254**	**30,6**
Vendenheim	6 370	20	319	-	253	**253**	**39,6**
Wantzenau (La)	5 799	11	527	-	214	**214**	**36,9**
Wolfisheim	4 242	5	848	-	79	**79**	**18,7**
Total 21 communes	**94 964**	**186**	**511**		**3 094**	**3 094**	**32,6**
Achenheim	2 759	-	-	81	-	**81**	**29,4**
Breuschwickersheim	1 333	-	-	102	-	**102**	**42,5**
Kolbsheim	1 069	-	-		-		
Hangenbieten	1 881	-	-	96	-	**96**	**35,7**
Osthoffen	823	-	-		-		
Total 5 nouvelles communes	**7 865**			**280**		**280**	**35,6**
Bischheim	18 993	24	791	-	258	**258**	**13,6**
Hoenheim	12 352	12	1 029	-	264	**264**	**21,4**
Illkirch-Graffenstaden	28 794	31	929	-	683	**683**	**23,7**
Lingolsheim	20 987	20	1 049	-	407	**407**	**19,4**
Ostwald	14 808	18	823	-	244	**244**	**16,5**
Schiltigheim	35 156	37	950	-	549	**549**	**15,6**
Strasbourg	296 150	309	958		5 588	**5 588**	**18,9**
Collectes en pied d'immeuble		63			75	**75**	
Total 7 communes	**427 240**	**514**	**831**		**8 069**	**8 069**	**18,9**
Apport volontaire déchèteries		14			708	**708**	
Bennes papiers/cartons							
Total Eurométropole de Strasbourg	**530 069**	**714**	**742**	**280**	**11 871**	**12 151**	**22,9**

	Habitant·es	Déchets alimentaires					
	Base pop° SINOE 2025 * (prise au 1er janvier 2026)	Nbre de conteneurs	Nbre d'habitants/ conteneur	Tonnage en porte à porte	Tonnage en apport volontaire**	Total collecte des biodéchets	Kg/an/hab.
Blaesheim	1 564	4	391	-	22	**22**	**13,8**
Eckbolsheim	6 956	31	224	-	117	**117**	**16,8**
Eckwersheim	1 392	7	199	-	18	**18**	**13,1**
Entzheim	2 527	11	230	-	44	**44**	**17,6**
Eschau	5 903	21	281	-	74	**74**	**12,6**
Fegersheim	5 767	20	288	-	81	**81**	**14,0**
Geispolsheim	8 197	27	304	-	113	**113**	**13,8**
Holtzheim	3 747	13	288	-	45	**45**	**11,9**
Lampertheim	3 399	14	243	-	56	**56**	**16,4**
Lipsheim	2 705	11	246	-	44	**44**	**16,2**
Mittelhausbergen	2 419	7	346	-	34	**34**	**13,9**
Mundolsheim	5 464	23	238	-	83	**83**	**15,1**
Niederhausbergen	1 758	6	293	-	29	**29**	**16,5**
Oberhausbergen	6 250	22	284	-	82	**82**	**13,2**
Oberschaeffolsheim	2 620	10	262	-	46	**46**	**17,7**
Plobsheim	4 505	16	282	-	85	**85**	**18,8**
Reichstett	5 077	20	254	-	81	**81**	**15,9**
Souffelweyersheim	8 303	29	286	-	105	**105**	**12,7**
Vendenheim	6 370	30	212	-	118	**118**	**18,5**
Wantzenau (La)	5 799	25	232	-	126	**126**	**21,8**
Wolfisheim	4 242	18	236	-	56	**56**	**13,2**
Total 21 communes	**94 964**	**365**	**260**		**1 458**	**1 458**	**15,4**
Achenheim	2 759	12	230	-	56	**56**	**20,4**
Breuschwickersheim	1 333	5	267	-	23	**23**	**17,6**
Kolbsheim	1 069	4	267	-	18	**18**	**16,4**
Hangenbieten	1 881	7	269	-	28	**28**	**15,1**
Osthoffen	823	4	206	-	18	**18**	**22,3**
Total 5 nouvelles communes	**7 865**	**32**	**246**		**144**	**144**	**18,3**
Bischheim	18 993	55	-	-	214	**214**	**11,2**
Hoenheim	12 352	43	-	-	152	**152**	**12,3**
Illkirch-Graffenstaden	28 794	103	-	-	105	**105**	**3,6***
Lingolsheim	20 987	63	-	-	135	**135**	**6,5***
Ostwald	14 808	60	-	-	200	**200**	**13,5**
Schiltigheim	35 156	111	317	-	438	**438**	**12,5**
Strasbourg	296 150	912	325		3 300	**3 300**	**11,1***
Collectes en pied d'immeuble							
Total 7 communes	**427 240**	**1 347**	**246**		**4 544**	**4 544**	**13,7**
Apport volontaire déchèteries						-	
Bennes papiers/cartons							
Total Eurométropole de Strasbourg	**530 069**	**1 744**	**249**	**-**	**6 146**	**6 146**	**11,6**

*Le déploiement de la collecte des biodéchets dans ces communes s'est achevé courant 2025.



LE DÉVELOPPEMENT DE LA COLLECTE SÉLECTIVE DES DÉCHETS MÉNAGERS

Afin d'améliorer la qualité de la collecte sélective, la collectivité a été amenée à adapter des dispositifs de collecte à l'habitat vertical dense sensible. Ainsi, au cours des dernières années, la collecte en conteneurs enterrés et la collecte en conteneurs d'apport volontaire de surface à proximité des habitations ont été consolidées sur les secteurs où la collecte traditionnelle en bacs présente des difficultés et s'avère inadaptée.

Ces dispositifs doivent permettre :

- de développer les performances de tri des déchets sur l'ensemble du territoire et plus particulièrement sur l'habitat sensible : objectif d'un retour à un taux de refus de tri de 20 % ;
- de rendre plus accessibles les points de collecte et de tri des déchets ;
- d'améliorer la propreté des espaces communs et les conditions de travail des personnels d'entretien et des agent·es de collecte.

IMPLANTATION DE CONTENEURS ENTERRÉS POUR LA COLLECTE SÉLECTIVE SUR LE DOMAINE PUBLIC

L'implantation de conteneurs enterrés pour la collecte sélective et le verre représente des investissements importants. Afin de limiter les coûts d'investissement de départ et les coûts de fonctionnement, des critères d'implantation ont été instaurés permettant de maîtriser les dépenses.

Ces critères sont les suivants :

- risque de vandalisme avéré (zone habitat sensible, incendies ou renversement de conteneurs déjà constatés) ;
- proximité d'habitation et risques de nuisances sonores avérées ;
- densification du réseau en zone d'habitation : mise en place dans le cadre de nouvelles constructions et non en substitution notamment.

DÉPLOIEMENT DE LA COLLECTE SÉLECTIVE EN APPORT VOLONTAIRE DE SURFACE DE PROXIMITÉ

Le déploiement du dispositif de conteneurs d'apport volontaire de surface de proximité est une réponse à la mauvaise qualité du tri enregistrée dans l'habitat vertical dense. Ces conteneurs sont identiques à ceux utilisés pour la collecte sélective en apport volontaire dans les 21 communes de L'Eurométropole de Strasbourg de moins de 10 000 habitant·es (hormis les 5 communes de l'Ouest du territoire) mais implantés selon un maillage plus fin.

Ce dispositif basé sur le geste volontaire permet de maintenir la bonne qualité du tri en évitant que le contenu soit souillé par des déchets ménagers résiduels. Avec en moyenne 80 % d'erreurs de tri dans les bacs à couvercle jaune, il convenait d'agir pour revenir au plus près des valeurs nationales proches de 20%.
Ainsi, le taux d'erreurs de tri dans les conteneurs d'apport volontaire de déchets recyclables a évolué entre 2023 et 2025, passant de 15,3 % à 25,3 % en 2024, pour atteindre finalement un taux de **21,1 % en 2025 .** Ces variations confirment la pertinence du dispositif tout en soulignant la nécessité de sensibiliser en continu les habitant·es, notamment lors des évolutions des modes de collecte, afin d'améliorer durablement la qualité du recyclage.

Le nombre total de conteneurs déployés pour ce type de collecte est de 129.

LA COLLECTE ENTERRÉE EN PIED D'IMMEUBLE, SUR DOMAINE PRIVÉ

Un dispositif de collecte en conteneurs enterrés en pied d'immeuble pour la collecte du verre, des papiers/cartons et emballages recyclables et des déchets ménagers résiduels est installé sur plusieurs quartiers au sein de l'Eurométropole de Strasbourg. Ce dispositif de collecte vise à remplacer les bacs en porte-à-porte (papiers/cartons et emballages recyclables et déchets ménagers résiduels) par des conteneurs enterrés implantés sur le domaine privé. Il permet de mieux intégrer la gestion des déchets dans l'espace urbain dense, d'améliorer la qualité du tri et de limiter l'impact des actes de vandalisme.

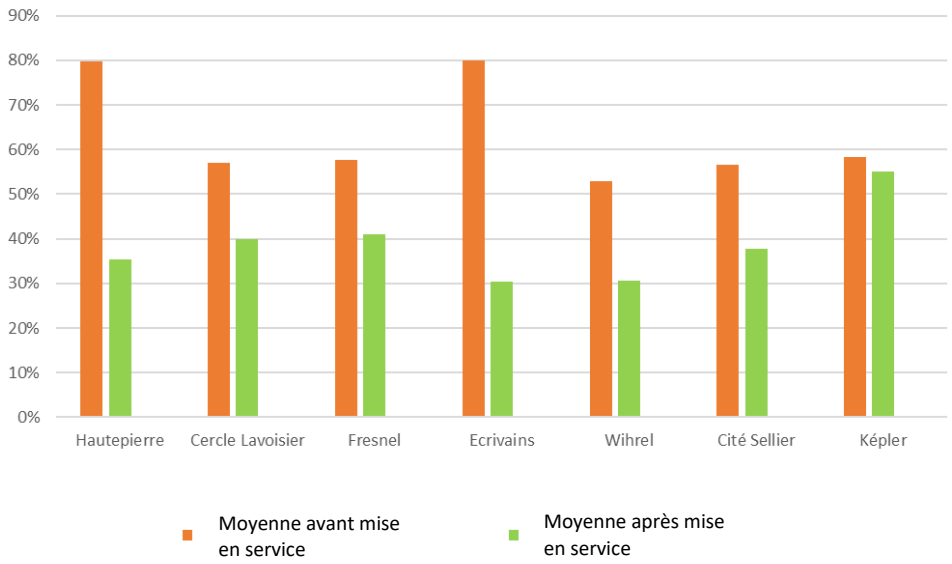
585

Conteneurs enterrés en pied d'immeuble en service

En 2025, le taux de refus de tri sur ces secteurs se stabilise à 41,1% contre 41,2% en 2024. Il est rappelé que ce taux pouvait atteindre 80 % avec la collecte en bacs.

Le graphique ci-dessous représente l'évolution du taux d'erreurs de tri avant et après la mise en place de ce dispositif de collecte. En moyenne, le taux d'erreurs diminue de près de 40%.

Évolution du taux d'erreurs de tri après la mise en place de conteneurs enterrés



Ces conteneurs sont installés sur le domaine privé. Une convention est établie avec les gestionnaires d'immeuble pour chaque projet afin de définir les conditions de financement et d'entretien des conteneurs.

Depuis 2012, **585 conteneurs d'apport volontaire** ont été installés dans plusieurs quartiers de l'agglomération strasbourgeoise :

- à Strasbourg, ils équipent une partie de Hautepierre ainsi que les secteurs suivants : Cercle Lavoisier, Cité Sellier, Elsau, Fresnel, Hohberg (partiellement), Kepler, Mâcon, Rotterdam, Singrist, Spender et Tarade/Belges ;
- à Schiltigheim, les quartiers des Écrivains, des Généraux et de Tassigny en sont dotés ;
- à Ostwald, les quartiers du Kirchfeld et du Wihrel bénéficient de ces installations ;
- à Bischheim, le quartier du Guirbaden est équipé.

Ces conteneurs desservent au total **8 520 logements.**

Face aux nombreuses sollicitations des communes et des bailleurs pour l'installation de conteneurs enterrés, un plan de déploiement a été élaboré en 2017 pour projeter des implantations jusqu'en 2026. Il recense l'ensemble des secteurs éligibles à l'étude de la collecte enterrée en pied d'immeuble répondant aux critères suivants :

- secteur d'habitat dense où la collecte en bacs présente des difficultés et ne donne pas de résultats satisfaisants en matière de collecte sélective ;
- prise en compte des programmes de rénovation des secteurs : ESPEX (cf. ci-après) et NPNRU (nouveau programme national de renouvellement urbain) ;
- prise en compte des choix et capacités des gestionnaires d'immeubles, dans le cadre de secteurs cohérents de collecte.



Le projet ESPEX concerne la résidentialisation des espaces publics aujourd'hui gérés par les bailleurs. Ce programme de réaménagement des espaces avant rétrocession dans le domaine public, piloté par la Direction de l'Urbanisme et des territoires de l'Eurométropole de Strasbourg, intègre, pour certains secteurs de ce projet, la fourniture et la pose des conteneurs enterrés. Au regard du nombre de demandes, une nouvelle programmation des opérations est à envisager de manière à lisser la charge de travail pour les services de la collectivité impliqués dans la mise en œuvre de conteneurs enterrés.

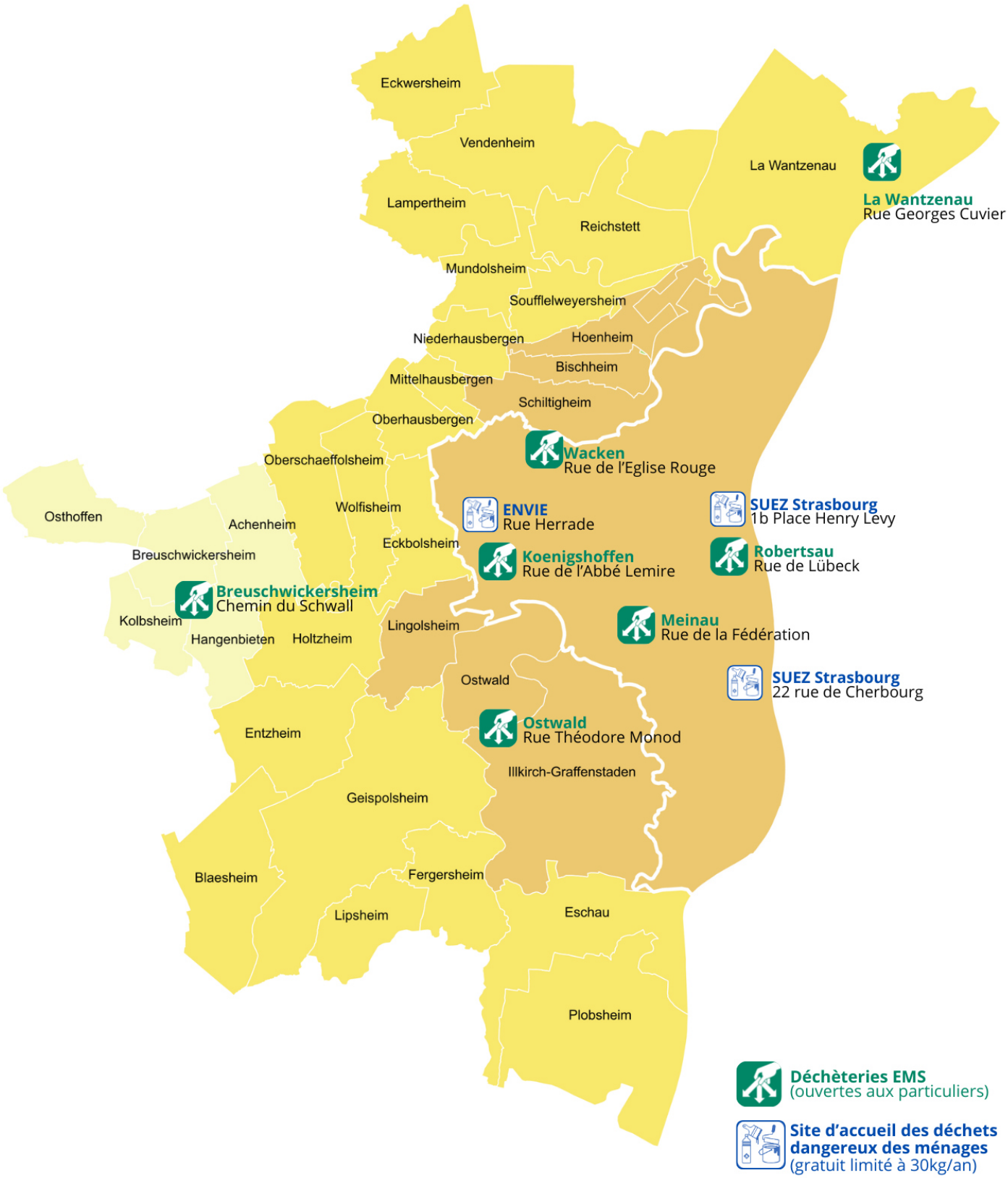
LA COLLECTE EN DÉCHÈTERIES

Les déchèteries permettent au public de venir déposer les déchets non pris en charge par la collecte en porte-à-porte ou en apport volontaire en raison de leur nature ou de leur volume. L'objectif est de répondre aux besoins des ménages.
Le réseau des déchèteries de l'Eurométropole de Strasbourg compte 7 déchèteries fixes. La déchèterie située à Breuschwickersheim est réservée exclusivement aux résidents des 5 communes Ouest qui y ont accès grâce à un badge strictement personnel. Depuis le passage de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) au 1er janvier 2023, l'autorisation d'accès des professionnels des 5 communes à cette déchèterie a été supprimée à l'instar des autres déchèteries du territoire.

La plupart des communes de moins de 10 000 habitant·es (hors les 5 communes de l'ouest du territoire) bénéficient de l'installation ponctuelle d'une déchèterie mobile sur leur territoire. Ce dispositif est installé sur site une journée par mois, sauf de décembre à février, où il est implanté une fois dans le trimestre compte-tenu de la faible fréquentation en période hivernale. De plus, ce service est complété d'avril à novembre par une déchèterie mobile spéciale végétaux.

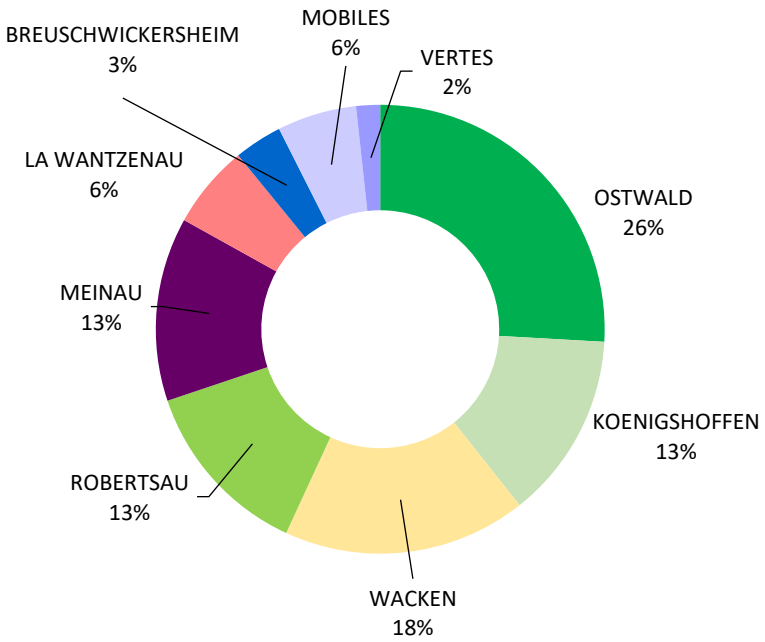
Ces installations ont pour objectifs de :

- proposer des lieux de collecte pour les déchets qui ne sont pas pris en charge par la collecte traditionnelle en bacs ;
- favoriser le recyclage ;
- limiter le nombre de dépôts sauvages.



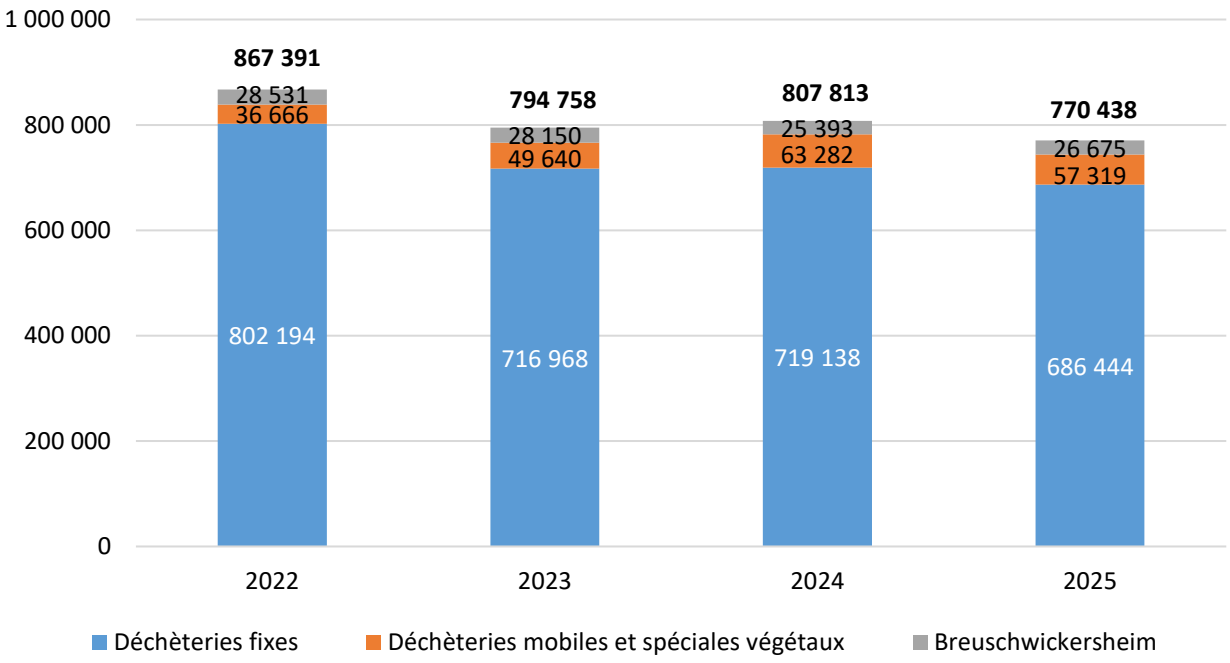
Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3
7 communes > à 10 000 habitant·es	21 communes < à 10 000 habitant·es	5 communes de l'ouest du territoire (Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim, Osthoffen

Répartition de la fréquentation (nombre d'entrées) selon les sites



Remarque : Breuschwickersheim accès limité aux 5 communes Ouest

Évolution de la fréquentation en déchèteries (en nombre d'entrées)



La fréquentation en déchèteries, en moyenne, diminue de 4,6 % en 2025. C'est la fréquentation des déchèteries mobiles et spéciales végétaux qui diminue le plus (- 9,4 %) et notamment celles spéciales végétaux avec – 22,5 %.

44 918 t

collectées en déchèteries

770 438

entrées en déchèteries

74 %

de recyclage matière

des déchets collectés

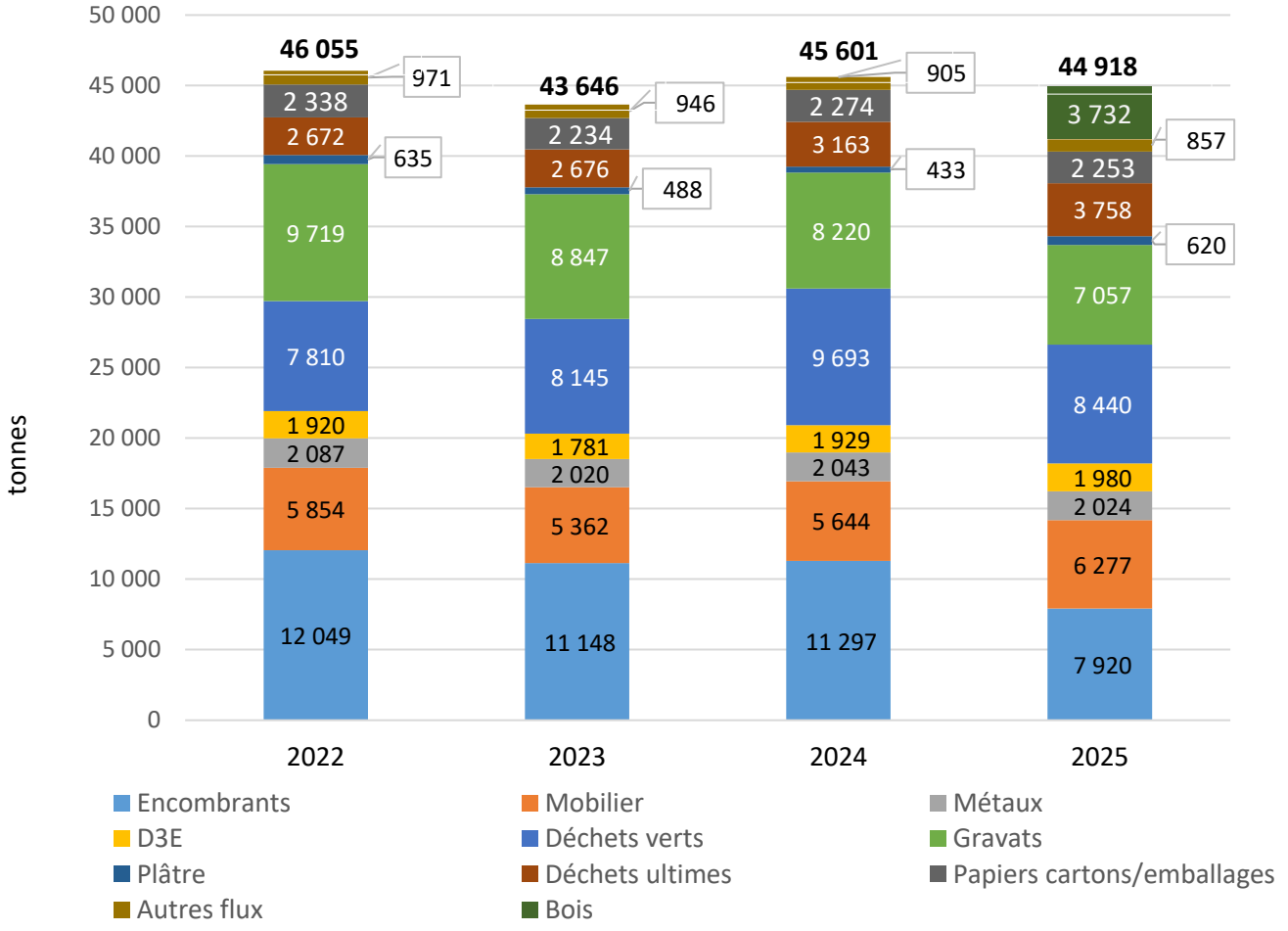
SYNTHÈSE DES FLUX COLLECTÉS SUR L'ENSEMBLE DES DÉCHÈTERIES DU TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE

En lien avec l'évolution de la fréquentation, nous observons également pour 2025 une diminution du tonnage global collecté en déchèteries : 45 601 tonnes en 2024 contre 44 918 tonnes pour 2025. Cette diminution s'observe principalement sur deux flux :

- les **gravats**, qui passent de 8 220 tonnes en 2024 à 7 057 tonnes en 2025 (-14 %) ;
- les **déchets verts** , qui passent de 9 693 tonnes en 2024 à 8 440 tonnes en 2025 (-13 %).

À l'inverse le flux plâtre a augmenté de 43%, passant de 433 tonnes en 2024 à 620 tonnes en 2025. Les déchets ultimes ont progressé de 19 %.

Évolution des quantités de déchets collectés
(7 déchèteries fixes, déchèteries mobiles et vertes)



Déchèteries fixes et tonnages collectés

1 679 t collectées à Breuschwickersheim

3 447 t collectées à La Wantzenau

7 934 t collectées au Wacken

4 611 t collectées à La Robertsau

6 753 t collectées à La Meinau

6 664 t collectées à Koenigshoffen

10 641 t collectées à Ostwald

Bilan d'activité des déchèteries

	WACKEN Église Rouge	OSTWALD La Vigie	LA WANTZ. G. Cuvier	KOENIGSHOFF A. Lemire	ROBERTSAU Lubeck	MEINAU Fédération	Breusch-wickersheim	MOBILES Mobiles	VERTES Vertes	TOTAL en tonnes
Fréquentation	135 160	199 494	46 356	103 596	99 837	102 001	26 675	44 046	13 273	***770 438***
Batteries	4,5	10,6	1,9	7,9	1,2	5,5	0,0			**31,7**
Bois	851,3	1 165,0	340,7	705,8		669,7				**3 732,6**
Bouchons en liège *		2,0								**2,0**
Emballages	8,1	22,2	43,0	23,7	8,4	15,2				**120,5**
D3E	405,2	455,0	119,5	349,7	190,1	402,5	57,6			**1 979,6**
Déchets ultimes	605,3	1 004,8	279,0	580,1	421,9	814,3	52,7			**3 758,2**
Déchets verts	1 233,8	1 923,7	899,9	1 006,5	718,1	754,8	553,3	806,2	543,4	**8 439,7**
Encombrants	1 233,1	1 468,2	425,6	967,4	1 387,2	1 075,30	380,0	983,2		**7 920,0**
Lampes et ampoules	1,1	1,9	0,7	1,0	0,8	1,4	0,3			**7,2**
Gravats	1 141,3	1 881,7	581,0	990,9	571,9	995,5	318,2	576,2		**7 056,7**
Huiles moteurs	7,2	17,0	5,7	10,7	5,0	11,2	3,6	6,92		**67,2**
Huiles végétales	3,0	6,3	1,3	3,6	1,1	1,8	1,7	3,1		**21,8**
Métaux	355,7	487,2	136,4	308,4	191,8	270,1	70,2	204,7		**2 024,5**
Mobilier	1 346,3	1 400,0	341,8	1 158,9	706,0	1 189,6	134,1			**6 276,7**
Papier carton	444,3	448,7	191,3	317,8	291,6	302,9	69,9	65,6		**2 132,2**
Piles	2,4	3,3	1,4	2,2	1,5	3,4	0,7			**14,8**
Plâtre	143,1	202,6		115,7		137,1	21,8			**620,3**
Radiographies	0,8	0,7	0,3	0,6	0,7	0,8				**3,8**
Verre	147,8	139,7	77,5	113,5	113,2	101,9	14,8			**708,3**
TOTAL	***7 934,2***	***10 640,8***	***3 446,8***	***6 664,4***	***4 610,5***	***6 752,8***	***1 678,9***	***2 646,0***	***543,4***	44 917,8
Moyenne / apport en Kg	***58,70***	***53,33***	***74,36***	***64,33***	***46,18***	***66,20***	***62,94***	***60,07***	***40,94***	
Part d'activité de chaque site	***18%***	***24%***	***8%***	***15%***	***10%***	***15%***	***4%***	***6%***	***1%***	

Taux de recyclage matière ***74,03%***

COLLECTE DES ENCOMBRANTS

Les encombrants regroupent tous les déchets qui, en raison de leur poids ou de leur volume, ne peuvent être pris en charge par la collecte habituelle en bacs. Plusieurs solutions existent pour les évacuer de manière responsable, en privilégiant d'abord la reprise en magasin (pour l'électroménager par exemple) ou le réemploi notamment (don aux associations). Lorsque ces solutions ne sont pas envisageables, les déchèteries, présentées précédemment, sont clairement identifiées comme le moyen permettant une valorisation maximum de ces déchets, avec un taux de recyclage matière de plus de 74 %.
Enfin, la collecte occasionnelle sur rendez-vous permet de proposer un service complémentaire aux usager·ères pour les déchets ménagers lourds et volumineux qui ne peuvent être transportés jusqu'en déchèterie.

LA COLLECTE DES ENCOMBRANTS SUR RENDEZ-VOUS

La collecte des objets encombrants est réalisée sur rendez-vous. Ainsi, lorsqu'un·e résident·e de l'Eurométropole de Strasbourg souhaite évacuer un objet encombrant, il/elle doit préalablement prendre contact avec le service Collecte et valorisation des déchets pour convenir d'une date où celui-ci sera autorisé à être présenté en bordure de voie publique pour son enlèvement.

Le dispositif de prise de rendez-vous a évolué en cours d'année 2024. Au départ, uniquement proposé sur appel téléphonique, les résidents·es de l'Eurométropole ont désormais la possibilité de faire leur démarche au moyen d'un formulaire en ligne à l'adresse *demarches.strasbourg.eu/proprete/rendez-vous-encombrants/* ou en scannant le QR code suivant :

Cette démarche permet de réserver immédiatement et directement son jour de collecte. L'usager·ère est informé-e et orienté-e dès sa demande vers les solutions les plus adaptées en fonction du type de déchet dont il souhaite se défaire.

Seuls les objets dont le poids ou le volume ne permettent pas le transport par l'usager·ère jusqu'en déchèterie peuvent être pris en charge par cette collecte.

Dès la demande, les déchets de type électroménager sont identifiés afin d'être collectés séparément pour être recyclés (30 % des appels concernent des déchets électroménagers qui ont suivi la filière de recyclage). En dehors des métaux, collectés également séparément pour être recyclés, les autres objets encombrants collectés en mélange sont dorénavant apportés sur le site du prestataire SARDI où ils sont triés mécaniquement afin d'en augmenter la valorisation matière. Avant 2025, ils étaient broyés et faisaient uniquement l'objet d'une valorisation énergétique.



ÉVOLUTION DES INTERVENTIONS SUR RENDEZ-VOUS

Face à l'augmentation des dépôts sauvages de déchets observée depuis plusieurs années, la collectivité a mis en place différents outils visant, d'une part, à mieux informer les habitant·es sur les solutions existantes pour l'évacuation des déchets encombrants dans de bonnes conditions (réemploi, déchèteries, collectes sur rendez-vous, plaquette « Mes encombrants, je les recycle ») et, d'autre part, à faciliter le signalement des dépôts sauvages sur la voie publique.

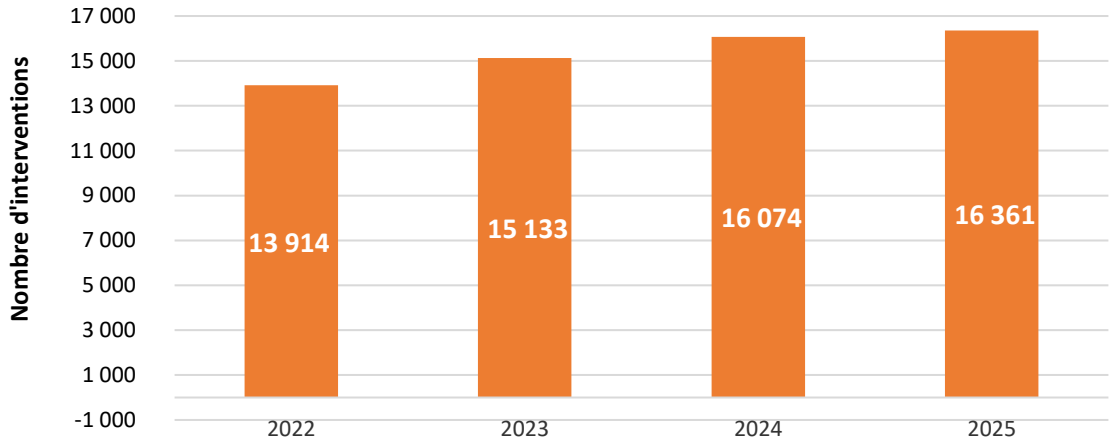
Ces signalements peuvent notamment être effectués sur l'application StrasApp (pour Strasbourg) ou via demarches.strasbourg.eu/interventions-signalements/signaler-un-depot-sauvage/

Ces actions de sensibilisation à la gestion des encombrants ont eu un impact important sur l'évolution des demandes d'interventions.
En 2025, elles semblent se stabiliser avec **16 361 interventions enregistrées** sur l'ensemble du territoire de l'Eurométropole, ce qui représente une **augmentation de 2 % par rapport à 2024** (16 074 demandes).

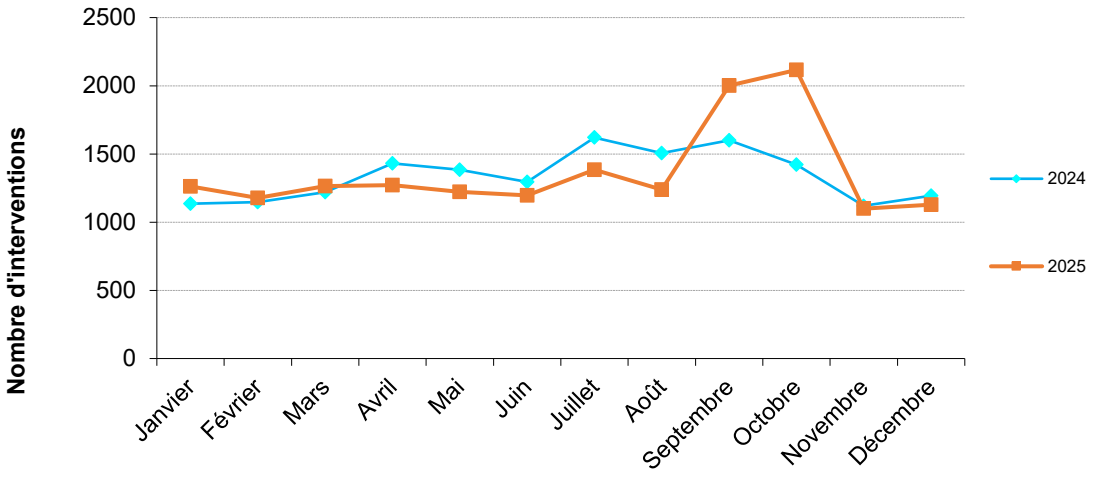
16 361

interventions sur rendez-vous
sur l'ensemble du territoire

Évolution de la collecte des objets encombrants sur rendez-vous



Évolution mensuelle des interventions sur rendez-vous (2024/2025)



Si le nombre de demandes d'intervention se stabilise, la part consacrée à l'enlèvement des dépôts sauvages représente toujours une proportion importante de l'activité : en moyenne 35% des interventions y sont consacrées en 2024 et en 2025.

LES COLLECTES D'ENCOMBRANTS EN HABITAT SENSIBLE

Sur certains quartiers d'habitat vertical sensible, des collectes hebdomadaires ou bimensuelles d'objets encombrants sont organisées avec les mêmes moyens que les collectes sur rendez-vous, afin d'évacuer les dépôts sauvages accumulés dans les espaces communs des bailleurs. Ces dispositifs sont complétés par la mise à disposition régulière ou ponctuelle de bennes et permettent d'assurer, en lien avec les bailleurs, la sécurisation des immeubles et des espaces ouverts alentours.

Ces déchets encombrants issus de dépôts sauvages et collectés en mélange sont destinés au broyage avant incinération ou, depuis cette année, triés mécaniquement pour augmenter leur valorisation matière.



Fin 2023, une expérimentation a été engagée avec EMI-CRENO, entreprise d'insertion, pour le tri, le démantèlement et la valorisation d'une partie des encombrants collectés en bennes chez les bailleurs. Il s'agissait pour la collectivité, par l'utilisation d'un marché d'insertion et de qualification professionnelle, d'améliorer la valorisation de ces déchets collectés en mélange et pour l'entreprise, avec ce dispositif à destination exclusive d'une population féminine, de faciliter l'accès à des activités salariées et le retour à l'emploi durable de personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle. Cette expérimentation, engagée fin novembre 2023, s'est poursuivie en 2024 et 2025.

Afin de développer la valorisation matière de ces déchets, les bailleurs sont également encouragés à trier en amont les objets qui peuvent être recyclés (cartons, déchets électriques et électroniques, métaux notamment) et à veiller à traiter séparément les déchets qui ne peuvent être broyés et incinérés (gravats, pneus et autres déchets dangereux). Ces actions ont conduit à une diminution importante du

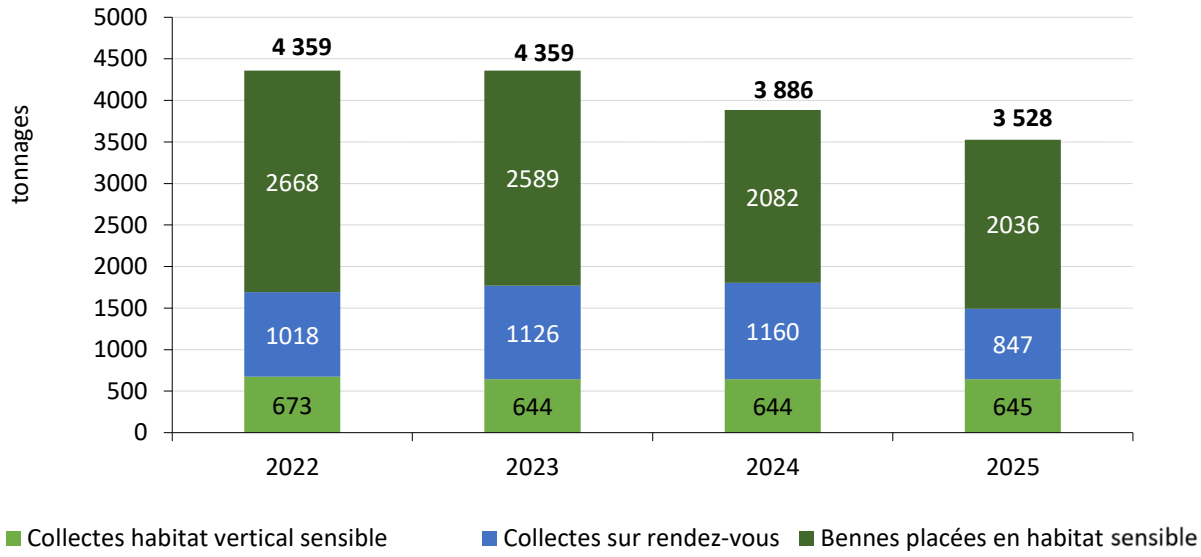
tonnage des encombrants collectés en bennes (- 19,5% en 2024 et -2,20% en 2025) et à une rationalisation du nombre de placements de bennes qui se poursuivra en 2026.

Toutefois, ces placements de bennes sont maintenus sur l'habitat vertical sensible ; ils représentent encore en tonnage la part la plus importante des déchets encombrants collectés (58 %). En 2025, les actions en faveur du développement du tri en amont de ces collectes se poursuivent, l'évolution du mode de traitement doit permettre par un tri mécanisé, de valoriser au maximum ces déchets après collecte.

3 528 t

d'encombrants collectés (métaux compris)

Évolution des tonnages d'objets encombrants et métaux collectés en fonction des dispositifs



Les tonnages collectés par les 3 dispositifs (bennes, appel, collectes en habitat sensible) **diminuent de 9% en 2025 avec 3 528 tonnes collectées** contre 3 886 tonnes en 2024.

LES DÉCHETS D'ÉLÉMENTS D'AMEUBLEMENT (DEA)

Les meubles en fin de vie et les pièces dont ils sont constitués sont appelés déchets d'éléments d'ameublement (DEA). Ils sont collectés et triés dans un objectif de valorisation matière maximale (bois, plastiques, métaux, etc.) voire de valorisation énergétique.

MISE EN ŒUVRE DE LA RESPONSABILITÉ ÉLARGIE DU PRODUCTEUR AVEC ECOMAISON

Ecomaison (anciennement Eco-mobilier) est l'éco-organisme agréé par l'État chargé de la collecte, du recyclage et de la valorisation des meubles et de la literie. En 2022, son périmètre s'est élargi aux jouets, aux articles de bricolage et de jardin ainsi qu'aux produits et matériaux de construction. Il a été agréé par l'État pour la période 2024-2029.

Les objectifs fixés pour cette période sont notamment les suivants :

- taux de collecte : 45% en 2024, 48% en 2026 et 51% en 2028 ;
- taux de valorisation : 90% en 2024, 92% en 2026 et 94% en 2028 ;
- réemploi et réutilisation de 120 000 tonnes d'éléments d'ameublement à l'horizon 2030.

La collectivité a renouvelé en 2024 son contrat territorial de collecte des déchets d'éléments d'ameublement (DEA) avec Ecomaison pour une durée de 6 ans. Ce contrat permet de bénéficier d'un soutien opérationnel et financier sur la filière.

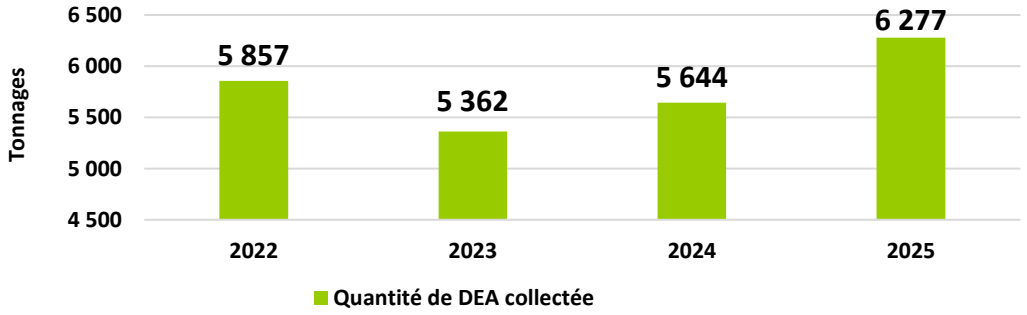
6 277 t

de DEA collectés

LE DISPOSITIF DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT

La collecte des DEA en fin de vie s'effectue sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg par différents dispositifs : bennes en déchèteries fixes, bennes en déchèteries mobiles et collecte en porte-à-porte.
Pour les déchèteries fixes, Ecomaison assure la prise en charge opérationnelle de la collecte des DEA via la fourniture de contenants, leur transport et le traitement de ces déchets.
En 2025, 6 277 tonnes de DEA ont ainsi été collectées sur nos déchèteries, marquant une hausse de 11,2% par rapport à 2024.

Les DEA collectés via le dispositif de déchèteries mobiles et de collecte en porte-à-porte sont hors périmètre opérationnel d'Ecomaison.
Ils sont directement pris en charge par la collectivité, suivent la filière de valorisation énergétique des encombrants et font l'objet d'un soutien financier de la part d'Ecomaison.



LES DÉCHETS DANGEREUX DES MÉNAGES (DDM)

4 767
apports

81,3 t
de produits collectés
dans le périmètre EcoDDS

Il s'agit de produits chimiques ou matériaux pouvant présenter un risque pour la santé et l'environnement : produits domestiques dangereux comme les restes de peinture, les pesticides, les insecticides, les solvants, les décapants, l'amiante…

Ils sont composés des déchets diffus spécifiques (DDS) pris en charge par l'éco-organisme Eco DDS et des déchets hors périmètre Eco DDS. Les DDM sont hautement polluants. Ils nécessitent des conditions de stockage et de traitement spécifiques qui permettent de réduire leur impact sur l'environnement et la santé.

DISPOSITIFS DE COLLECTE

Les DDM ne sont pas admis en déchèterie, ils sont à déposer étiquetés et conditionnés, sur des sites habilités de l'Eurométropole de Strasbourg.

En 2025 ces sites étaient les suivants :

- SUEZ Strasbourg - 1b place Henry Levy ;
- SUEZ Strasbourg - rue de Cherbourg ;
- ENVIE Strasbourg - 6 rue Herrade.

En 2025, 4 767 apports ont été dénombrés sur ces 3 sites. On constate une baisse de la fréquentation de 2% par rapport à 2024.

11,4 t de produits collectés sur la déchèterie de Breuschwickersheim

La déchèterie de Breuschwickersheim fait l'objet d'une exception : une collecte spécifique est organisée 4 fois par an, uniquement pour les résident·es des 5 communes autorisés à utiliser cette déchèterie.

Elle a permis de collecter 11,4 tonnes de DDM en 2025, soit 0,6 tonnes de plus qu'en 2024.

Malgré les dispositifs de collecte en place, des dépôts sauvages sont tout de même constatés sur le territoire : 34,7 tonnes de DDM ont dû être collectées et traitées en 2025 contre 45,9 tonnes en 2024.

MISE EN ŒUVRE DE LA RESPONSABILITÉ ÉLARGIE DU PRODUCTEUR AVEC ECODDS

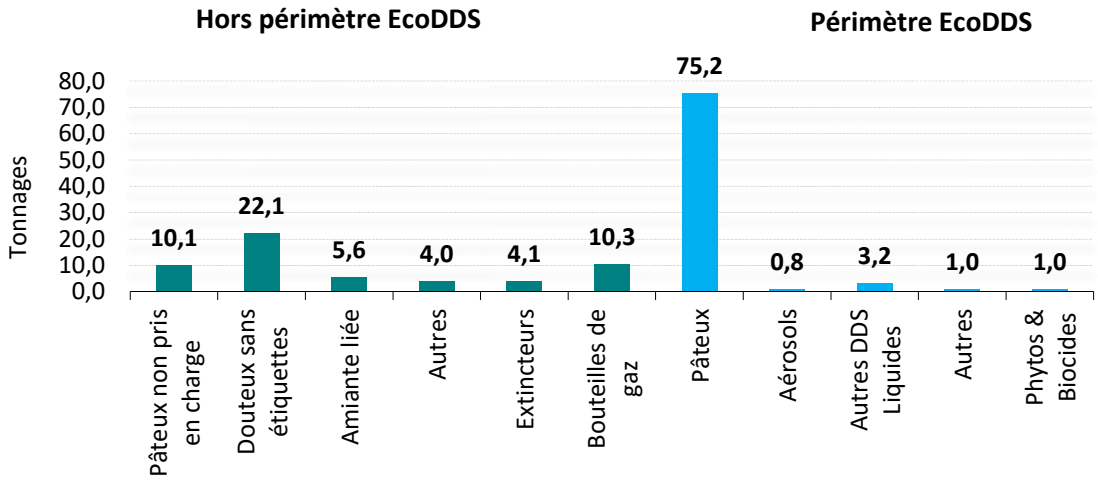
L'éco-organisme EcoDDS assure la mise en œuvre de la REP (responsabilité élargie du producteur), dont le principe est de faire contribuer les metteurs sur le marché à la collecte et au traitement des produits en fin de vie, au travers d'une éco-contribution. Sont concernés 9 flux : acides, bases, aérosols, phytosanitaires et biocides, comburants, autres DDS liquides, filtres à huile, bidons vides de combustibles de chauffage et pâteux.
L'Eurométropole de Strasbourg a signé en décembre 2023 une convention avec l'éco-organisme EcoDDS pour la prise en charge d'un flux supplémentaire : les déchets d'outillages du peintre. Les déchets d'outillages du peintre désignent les déchets issus des produits de bricolage de la catégorie 1° de l'article R.543-340 du Code de l'environnement. En 2025, le tonnage de ce flux est de 0,2 tonnes, tonnage identique à 2024.



EcoDDS prend en charge l'enlèvement et le traitement des DDS entrant dans le périmètre défini ci-dessus et collectés sur les 3 sites mentionnés précédemment.

En 2025, ce sont 59% des déchets collectés sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg qui ont été pris en charge par EcoDDS, chiffres stables par rapport à 2024, 58% en 2023, 52% en 2022 et seulement 41% en 2021, les produits restants étant à la charge de la collectivité.

Bilan des déchets diffus spécifiques collectés sur les 3 sites de Strasbourg dans le périmètre EcoDDS



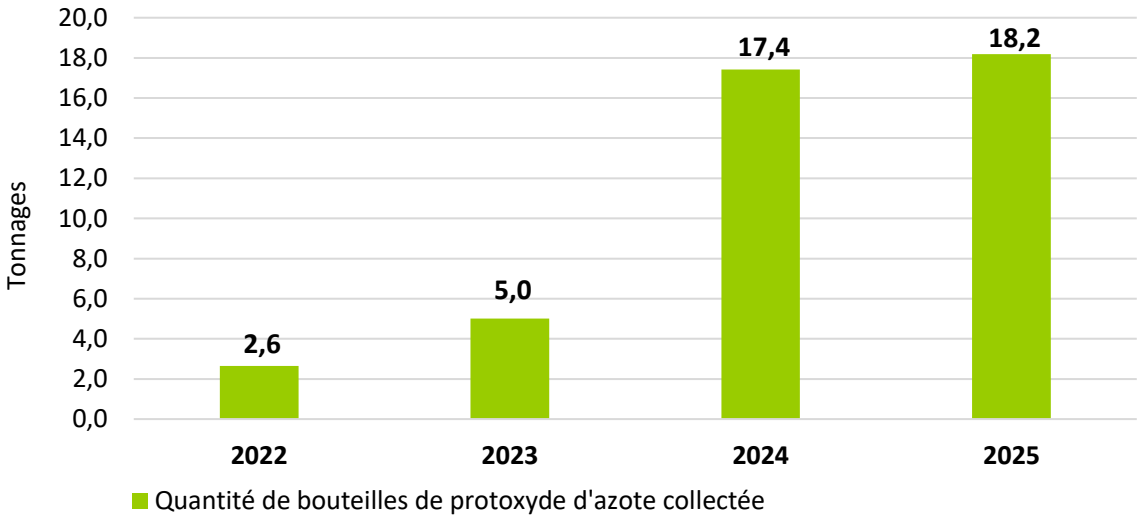
LES BOUTEILLES DE PROTOXYDE D'AZOTE

La consommation de protoxyde d'azote se développe depuis quelques années sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, comme ailleurs sur le territoire national. Les bouteilles constituent des déchets sous pression qui engendrent des difficultés et des risques sur les différents sites de traitement. C'est pourquoi, depuis 2022, des prestations de collecte et de traitement spécifiques des bouteilles de protoxyde d'azote ont été mises en place, avec la société DENAT ENVIRONNEMENT. Depuis 2024, un marché public a été passé avec la société ONCIDIS ENVIRONNEMENT.

Les bouteilles de protoxyde d'azote font l'objet d'un tri pour séparer les bouteilles vides des pleines. Les vides partent directement en valorisation matière. Les pleines doivent passer par une phase de dégazage avec récupération du gaz, afin de libérer la pression à laquelle le gaz est maintenu dans la bouteille (250 à 300 bars) avant de pouvoir rejoindre la filière de recyclage.

En 2025, plus de 18 tonnes de bouteilles de protoxyde d'azote ont été collectées et recyclées dans des installations spécifiques au traitement de bouteilles sous pression, soit près de 12 640 bouteilles.

Évolution des quantités de bouteilles de protoxyde d'azote collectées au cours des quatre dernières années :





VOUS TRIEZ, NOS ÉQUIPES ASSURENT LE TRAITEMENT ET LE RECYCLAGE

LA VALORISATION DES EMBALLAGES EN PLASTIQUE, EN ACIER, EN ALUMINIUM ET DES PAPIERS-CARTONS

Les collectes sélectives permettent de récupérer des déchets en vue d'une valorisation matière des matériaux (métaux, papier, verre, organique…). Cette valorisation contribue notamment à la préservation des ressources et à la création d'emplois.

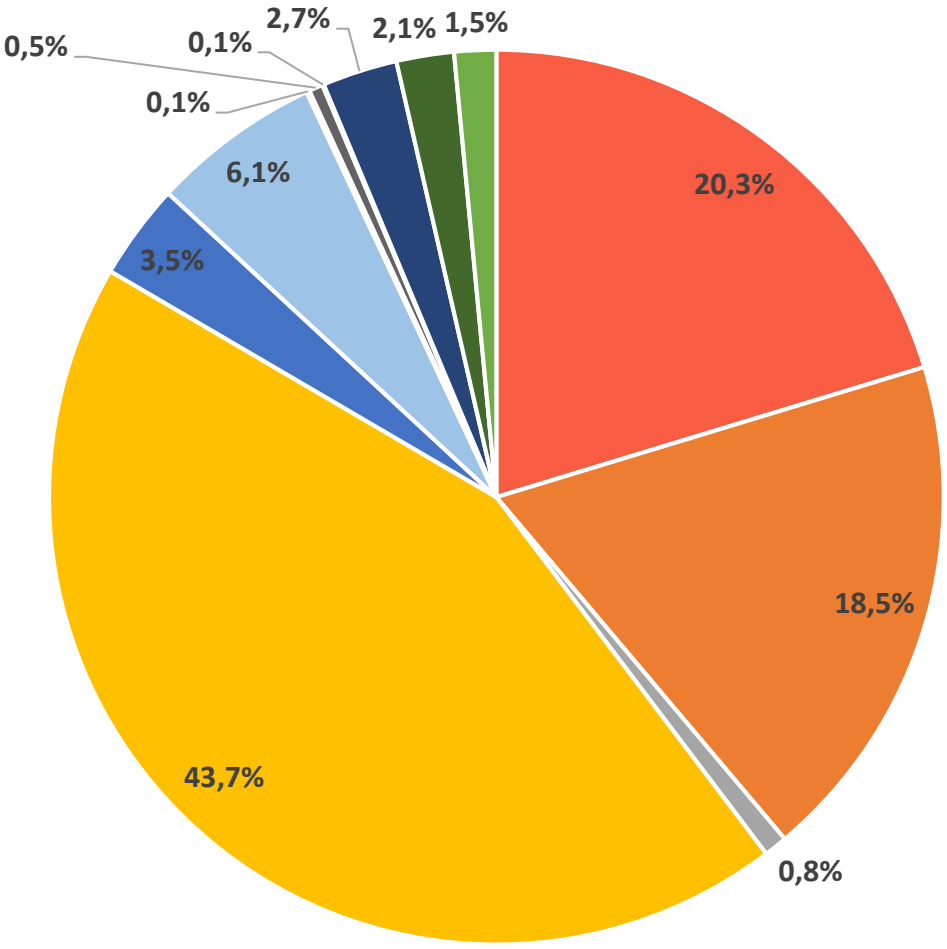
LA COLLECTE SÉLECTIVE DES EMBALLAGES ET DES PAPIERS

Depuis le 1er janvier 2023 les déchets acceptés dans le cadre de la collecte sélective ont été étendus à tous les emballages (pots, barquettes et films) en plus de ceux acceptés jusqu'alors, à savoir les bouteilles et flacons en plastique, les emballages en acier et aluminium et les papiers-cartons.



Ils sont collectés dans les bacs, les sacs ou les conteneurs d'apports volontaires jaunes ainsi que dans les déchèteries. Une fois collectés, ces déchets sont acheminés vers deux centres de tri situés au Port du Rhin, dans le cadre d'un marché de prestation. Le prestataire effectue le tri et sépare les matériaux en différents flux de qualités standardisées (PEHD, PET clair, acier…) en vue d'une valorisation matière.

LES CENTRES DE TRI ET LEURS PERFORMANCES



27 960 t

livrées sur les centres de tri, dont 19 060 t de matériaux valorisables avec la composition suivante :

- Autres cellulosiques
- JRM
- PCC
- PCNC
- P.E.H.D
- P.E.T clair
- Métaux non emballages
- Aluminium
- Petits Aluminiums
- Acier
- Flux ECT souples
- Flux ECT rigides

Lexique :

- PCC : Papier/Carton Complexé
- PCNC : Papier/Carton Non Complexé
- JRM : Journaux Revues Magazines
- PEHD : Polyéthylène Haute Densité
- PET: Polyéthylène Téréphtalate
- ECT : Extension des Consignes de Tri

Les centres de tri vers lesquels sont dirigés les déchets d'emballages et les papiers/cartons collectés sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg sont certifiés ISO 14001 et ISO 9001 :

- Altem, pour le tri des déchets en mélange provenant des bacs et des conteneurs d'apport volontaire ;
- Schroll, pour le tri des bennes provenant des déchèteries (papiers, cartons uniquement) et les quelques conteneurs d'apport volontaire carton.

Les déchets sont séparés par catégorie grâce à de nombreuses techniques : criblage, tri optique, tri manuel, courant de Foucault…
Les produits triés sont mis en balle ou chargés en vrac, puis expédiés vers l'industrie du recyclage.

Les apports de l'Eurométropole de Strasbourg ont représenté en 2025 :

- 25 753 tonnes livrées sur le site Altem ;
- 2 207 tonnes livrées sur le site Schroll.

Au regard de ces tonnages livrés, les tonnages des matériaux valorisés sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg évoluent de la manière suivante :

	2024 (t)	2025 (t)	Évolution 2024/2025
PCC (Papier/Carton Complexé)	181	157	-13,6%
PCNC (Papier/Carton Non Complexé)	6 151	8 096	31,6%
PEHD (Polyéthylène Haute Densité)	573	641	11,8%
PET clair (Polyéthylène Téréphtalate)	1 118	1 136	1,6%
JRM (Journaux Revues Magazines)	2 628	3 432	30,6%
Autres cellulosiques	5 027	3 758	-25,2%
Acier	435	502	15,4%
Aluminium	106	93	-12,6%
Petits aluminiums et souples	45	10	-77,6%
Autres métaux	41	21	-48%
Flux développement souple	457	385	-15,8%
Flux développement rigide	423	280	-33,8%
Sous-total	17 184	18 511	7,7%
Impropres	9 643	9 075	-5,9%
Total	26 826	27 586	2,8%

La tendance à la baisse des quantités de journaux/revues/magazines, observée en 2023 et 2024, s'inverse en 2025 avec une hausse importante de près de 31%. Corrélativement, les quantités du flux « autres cellulosiques » sont en baisse de 25% en 2025.

En effet, le marché de tri et de valorisation de la collecte sélective est constitué de telle manière que l'objectif sur ces deux flux est mutualisé. Le prestataire peut ainsi adapter son niveau de qualité en sortie de chaîne de tri à la demande du marché, afin de permettre d'obtenir les meilleurs prix et de ne pas se trouver en difficulté pour écouler ces matériaux en fonction de la demande des différents industriels.

La hausse sur les flux métalliques, observée en 2023 et en 2024, se poursuit en 2025. En effet, pour préparer le centre à trier les nouveaux emballages dans le cadre de l'extension des consignes de tri, de nombreux travaux sur la chaîne de tri ont eu lieu en 2022 ce qui a impacté à la baisse la captation de ces flux métalliques durant cette période. L'opportunité de ces travaux a poussé l'opérateur à installer des systèmes plus performants de captation des métaux, qui ont été mis en fonctionnement début 2023.

Les nouveaux flux en extension de consignes de tri des emballages en plastiques souples et rigides sont en baisse par rapport à 2024.

LE DEVENIR DES MATÉRIAUX TRIÉS

Une fois chez le recycleur, les matériaux triés vont être transformés pour démarrer une seconde vie :

- les papiers et cartons : à partir d'une part plus ou moins importante de matières premières recyclées (jusqu'à 100 %), ils vont être utilisés dans les circuits de consommation habituels : emballages en carton, ramettes de papier recyclé, etc. ;
- le traitement des briques alimentaires suit le même procédé que celui des papiers-cartons : pulpage et désencrage. Le carton est recyclé en papier essuie-tout, papier toilette ou en papier cadeau ;
- les balles de PET seront transformées en paillettes utilisées pour fabriquer de nouvelles bouteilles en plastique, des fils et fibres pour l'habillement ;
- les balles de PEHD sont acheminées vers une usine de régénération, pour être transformées en paillettes, utilisées pour fabriquer par exemple de nouveaux flacons pour lessives, des bidons, des arrosoirs, des sièges auto, etc. ;
- l'acier est principalement recyclé en pièces mécaniques destinées au secteur de l'automobile (carter de moteur, carrosserie) mais aussi en boules de pétanque, en chariots de supermarché… ;
- l'aluminium permet par exemple de fabriquer des trottinettes, vélos, canettes…

Suite à l'extension des consignes de tri à tous les emballages :

- le flux développement souple ou films PE, une fois régénérés en matière plastique, permettent la fabrication de sacs poubelles ou des rouleaux de film ;
- le flux développement rigide constitué de différentes résines de plastique, telles que les emballages rigides en PET foncé, en PET opaque, en PS, les barquettes en PET clair et les complexes servira majoritairement, une fois les résines régénérées, à faire de nouveaux emballages ou objets en plastique. Les éléments complexes sont envoyés en unité de CSR (combustibles solides de récupération) pour de la valorisation énergétique.

Ainsi, depuis cette mise en place de l'extension des consignes de tri, le centre du groupe Schroll peut trier jusqu'à 15 types de matériaux différents.

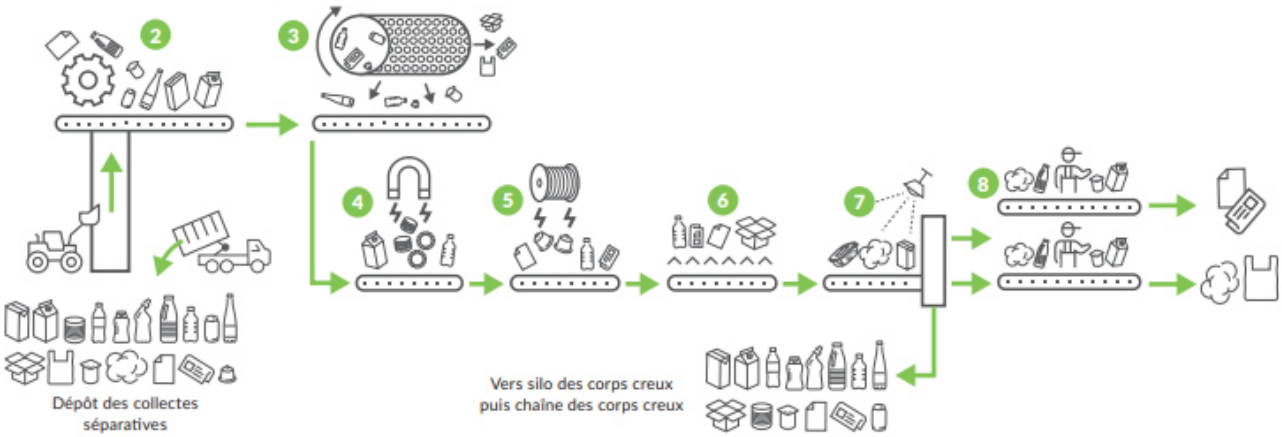
Selon CITEO, jusqu'à 85% des plastiques se recyclent aujourd'hui. Des études se poursuivent pour atteindre l'objectif de 100% de valorisation matière en 2030.

LE PARCOURS DES COLLECTES SÉPARATIVES DE DÉCHETS MÉNAGERS

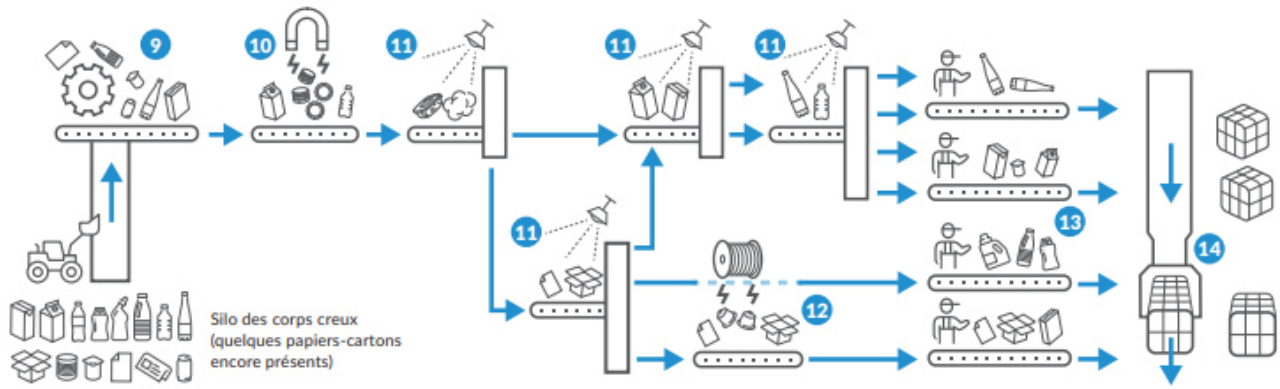
Le centre de tri ALTEM est organisé en deux grandes parties : une chaîne de tri multimatériaux et une chaîne de tri dédiée aux corps creux. Une fois triés, les déchets sont mis en balles par catégories de produits pour être expédiés vers des filières de valorisation finale.



La chaîne multimatériaux



La chaîne des corps creux



1 Pont bascule
Tous les déchets y sont pesés avant d'être déposés dans l'enceinte du centre de tri.

2 Roue doseuse
Elle alimente la chaîne de tri de façon continue et régulière pour en optimiser le chargement (homogénéisation du flux).

3 Trommel
Séparation des déchets en fonction de leur taille (crible rotatif).

4 Electro-aimant
Positionné au-dessus du flux, il en extrait les emballages métalliques ferreux (boîtes de conserves, canettes métalliques...)

5 Courant de Foucault
Positionné au-dessus du flux, il en extrait les emballages en aluminium (canettes, dosettes café...)

6 Cribles balistiques
Une succession de cribles balistiques permet la séparation entre les corps plats (papiers / cartons / journaux revues magazines / films plastique) restant encore dans le flux et les corps creux (bouteilles, flacons, briques alimentaires, pots, barquettes etc.) Le flux de corps creux est envoyé vers la deuxième ligne.

7 Tris optiques
Des tris optiques positionnés sur le flux «envoient» les Journaux Revues Magazines et les films plastique dans la cabine de tri dédiée.

8 Cabine de tri des Journaux Revues Magazines
C'est ici qu'est affinée manuellement la qualité des Journaux Revues Magazines, papiers, cartons et films plastique.
Les corps creux résiduels sont envoyés sur la deuxième partie de la chaîne.

9 Roue doseuse de la 2ème ligne
Elle alimente la chaîne de tri de façon continue et régulière pour en optimiser le chargement (homogénéisation du flux).

10 Electro-aimant
Positionné au-dessus du flux, il va en extraire les emballages métalliques ferreux.

11 Succession de tris optiques
Ils permettent de trier tous les emballages plastiques et les briques alimentaires.

12 Courant de Foucault
Il permet d'extraire du flux les emballages aluminium résiduels (barquettes et canettes).

13 Cabine de tri manuel
C'est ici qu'est affinée manuellement la qualité des matières finales.

14 Presse à balles
Conditionnement des matières premières recyclées en balles (carrées !). Elles sont ensuite expédiées vers les filières pour être transformées en produits finis.

FAIRE LE BON GESTE

Depuis le 1er janvier 2023, sont acceptés dans les contenants de collecte sélective les plastiques concernés par « l'extension des consignes de tri », à savoir :

- l'ensemble des emballages en plastique : bouteilles, bidons et flacons, mais également films, pots, barquettes ;
- les emballages métalliques : canettes, conserves, aérosols vides, etc. ;
- les papiers et cartons : journaux, magazines, courriers, etc. ;
- les briques alimentaires.

Afin d'obtenir une qualité de tri optimale, il faut veiller à mettre des emballages vides et en vrac dans le contenant de collecte sélective. Mal triés, les emballages ne pourront pas être recyclés.

Par ailleurs, il convient de ne pas confondre « déchets recyclables » et « contenant de déchets recyclables ». En effet, le verre, les textiles, les piles ou les déchets d'équipements électriques ou électroniques sont recyclables, mais ne sont pas acceptés sur le centre de tri, celui-ci n'étant pas en capacité de les trier et de les conditionner pour les filières de valorisation.



TRAITEMENT ET VALORISATION DES DÉCHETS VERTS

SITES D'ACCUEIL

Le centre de valorisation des déchets verts (CVDV) de l'Eurométropole de Strasbourg est implanté route du Rohrschollen dans la zone portuaire Sud de Strasbourg. Il dispose d'une plateforme de 20 000m², dont 14 000m² sont dédiés aux activités d'exploitation.

Propriété de l'Eurométropole de Strasbourg, le centre est exploité depuis 2011, dans le cadre de marchés publics successifs.

15 922 t

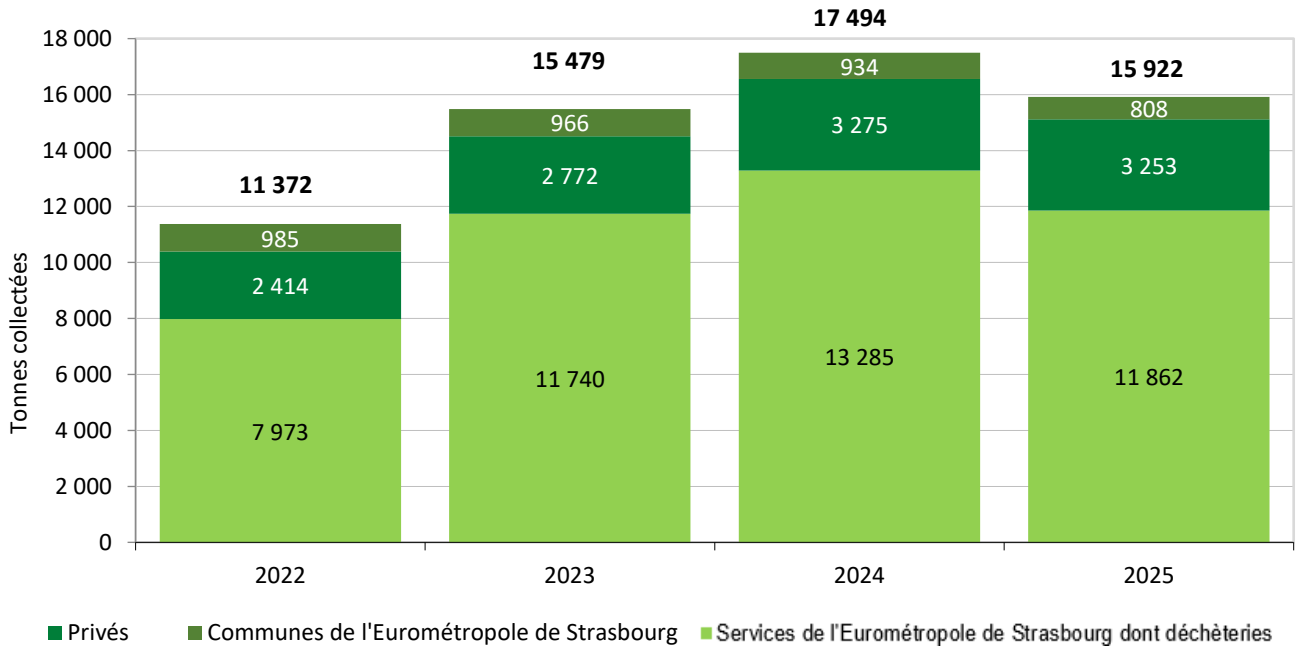
réceptionnées sur les sites de traitement des déchets verts

APPORTEURS

Les déchets verts réceptionnés sur ce site proviennent principalement des déchèteries de l'Eurométropole de Strasbourg, mais aussi de services techniques (communaux et métropolitains) ou de clients privés (entreprises et particuliers).

Les déchets végétaux livrés par les services et communes de l'Eurométropole de Strasbourg représentent environ 80% des déchets verts entrant sur le centre de valorisation des déchets verts.

Provenance des déchets végétaux sur le CVDV



VALORISATION DES DÉCHETS VERTS

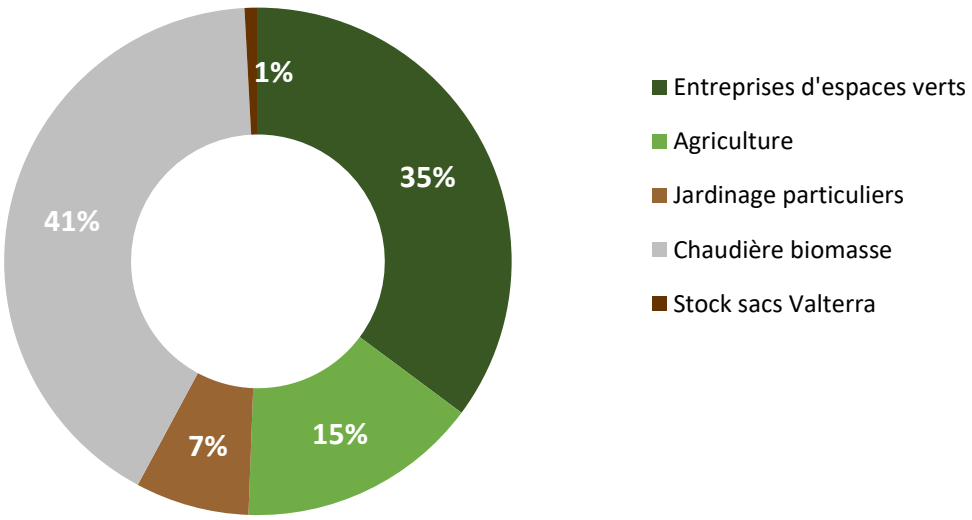
Les déchets verts (gazon, feuilles, branchages) sont broyés puis stockés en andains au centre de valorisation. Après une maturation contrôlée de 6 mois, les produits sont tamisés et permettent d'obtenir du compost qui constitue un amendement organique pour les sols.

Les broyats sont valorisés en mulch de couverture pour des espaces végétalisés ou sont valorisés énergétiquement (combustible pour les chaufferies bois).

Les refus de criblage font l'objet d'une valorisation matière en paillage pour les espaces végétalisés ou d'une valorisation énergétique en chaudière biomasse.

En 2025, 11 001 tonnes de produits sont sorties de la plateforme du CVDV sous forme de compost pour 6 272 tonnes, de broyat pour 62 tonnes, de plaquettes pour 156 tonnes et de refus de criblage pour 4 511 tonnes.

Répartition des produits valorisés sur le CVDV



UTILISATEURS

Le compost produit au CVDV est utilisé par les entreprises d'espaces verts, mais aussi par les agriculteurs. Les particuliers peuvent également en acheter sur place, en vrac ou en sac, auprès de l'exploitant du CVDV.

La filière de valorisation énergétique, avec utilisation des refus de criblage en chaufferies biomasse, est toujours bien développée en 2025 à hauteur de 41% contre 26% de 2024.

COMPOST CERTIFIÉ

Le compost produit au CVDV est normalisé selon la norme NFU 44051 et est adapté à l'agriculture biologique.

QUALITÉ DES APPORTS : ATTENTION AU GESTE DE TRI !

Pour garantir un compost de qualité, il est nécessaire que les déchets verts livrés soient exempts de déchets indésirables tels que des pots et sacs plastiques, grillages, cartons, bois traités…

En 2025, ces indésirables représentaient 10,3 tonnes, soit 0,06 % des apports au CVDV. La part d'indésirables baisse de près de 46% par rapport à 2024 (19 tonnes). Bien que cette part semble négligeable par rapport au total livré, l'impact sur le process est néanmoins important puisque ces indésirables peuvent altérer la qualité du compost et de ses sous-produits de valorisation.

TRAITEMENT ET VALORISATION DES DÉCHETS ALIMENTAIRES

Les déchets alimentaires collectés sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg sont triés et broyés au déconditionneur Valorest de l'entreprise Suez, basé route du Rohrschollen. Après cette étape, ils sont transportés notamment sur le site de méthanisation de Lingenheld à Oberschaeffolsheim. Les déchets alimentaires, ajoutés à d'autres déchets agricoles, permettent de produire du biogaz, qui est injecté dans le réseau de gaz de ville, ainsi que du digestat, qui est ensuite épandu dans les champs agricoles.

TRAITEMENT ET VALORISATION DES ENCOMBRANTS

LE TRI MANUEL

L'Eurométropole de Strasbourg soutient l'initiative innovante d'EMI&CRENO, une plateforme qui trie et recycle des déchets encombrants et aide à l'insertion professionnelle de femmes éloignées de l'emploi.

Cette structure emploie en effet 34 femmes pour trier jusqu'à 10 tonnes d'encombrants ménagers par jour.

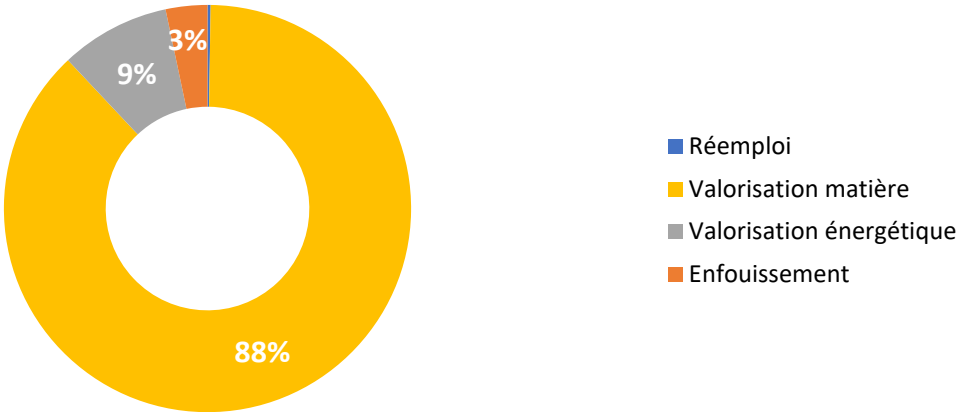
Après une période d'expérimentation, l'Eurométropole de Strasbourg a attribué un marché réservé aux acteurs de l'économie sociale et solidaire, afin de développer la valorisation matière du mobilier, du métal, du carton, des appareils électriques et électroniques, du bois, etc. présents dans les bennes d'encombrants collectées auprès des bailleurs.

En 2025, 617 tonnes de déchets ont été apportées et triées par ce chantier d'insertion, contre 620 tonnes en 2024.

En 2025, dans la même dynamique qu'en 2024, 97% des encombrants triés ont été valorisés, dont :

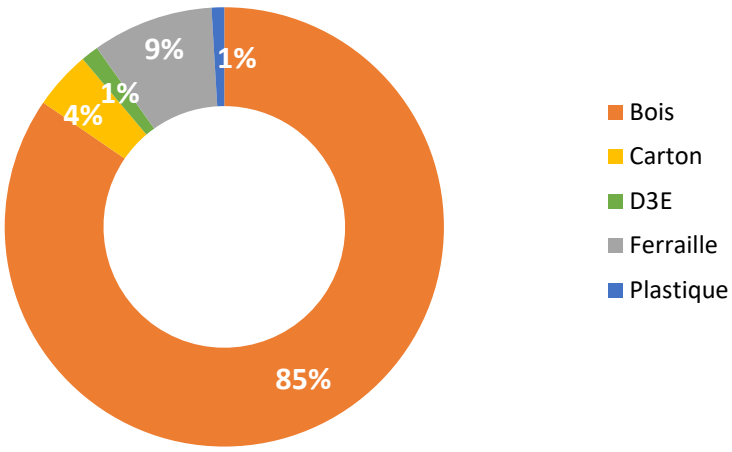
- 88% en valorisation matière,
- 9% en valorisation énergétique,
- 3% en enfouissement.

Bilan matière des encombrants triés par EMI CRENO



LE TRI MÉCANISÉ

Afin de poursuivre le tri et la valorisation matière des encombrants, initiés par l'expérimentation du chantier d'insertion d'EMI&CRENO, un marché de tri mécanisé a débuté en janvier 2025 avec la société SARDI.
En 2025, 2 950 tonnes de déchets ont été apportées et triées mécaniquement sur le site de SARDI. Ces déchets proviennent des bennes d'encombrants collectées auprès des bailleurs, de la collecte des objets encombrants sur rendez-vous, des déchèteries mobiles et des dépôts sauvages notamment.
54% des déchets triés ont fait l'objet d'une valorisation matière et 46% d'une valorisation énergétique.
Répartition de la valorisation matière des encombrants triés mécaniquement par SARDI.



LE TRI DU BOIS

Dans la même dynamique que le tri des encombrants, en janvier 2025, un flux bois a été mis en place sur les déchèteries fixes en vue d'une valorisation matière. Une convention de reprise a été passée avec la société SARDI pour la massification et le transfert du bois collecté sur les déchèteries vers des filières de recyclage, notamment en panneaux de bois recyclé.

En 2025, 3 781,2 tonnes de bois ont été collectées et recyclées, réduisant d'autant la quantité de déchets incinérés.

L'UNITÉ DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE

L'unité de valorisation énergétique (UVE), dédiée au traitement des ordures ménagères résiduelles, propriété de l'Eurométropole de Strasbourg, est implantée dans la zone industrielle du Rohrschollen (zone portuaire Sud de Strasbourg), au sein du pôle déchets qui regroupe également :

- différentes sociétés de tri et de valorisation des déchets ménagers et industriels (encombrants, gravats, ferrailles…) ;
- le centre de valorisation des déchets végétaux (également propriété de l'Eurométropole de Strasbourg).

Mise en service en 1974 et modernisée en 1995 et 2005 afin de répondre aux exigences réglementaires en matière de protection de l'environnement, l'UVE de Strasbourg était initialement constituée de quatre ensembles fours-chaudières, représentant une capacité technique nominale d'incinération de 350 000 tonnes par an.

Elle permet de traiter les déchets ménagers résiduels de l'Eurométropole de Strasbourg et d'autres établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) du Bas-Rhin ainsi que des déchets non dangereux d'activité économique (DAE).

Cette unité de traitement est certifiée ISO 14001 (management environnemental) et ISO 50 001 (management de l'énergie).
La société Sénerval, filiale du groupe Séché Environnement, exploite l'UVE depuis le 6 juillet 2010, dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP). Ce contrat, conclu pour une durée de 20 ans, prévoyait d'importants travaux pour l'évolution du site dont la mise à l'arrêt de l'une des 4 lignes d'incinération.

COMPOSITION DES LIGNES

Initialement composée de 4 lignes d'incinération, la suppression d'une des lignes avait été anticipée dans le cadre contractuel de la DSP actuelle. Ainsi, seules 3 lignes ont été remises en service à l'issue des travaux de désamiantage menés de 2014 à 2019, pour une capacité de traitement fixée à 270 000 t/an.

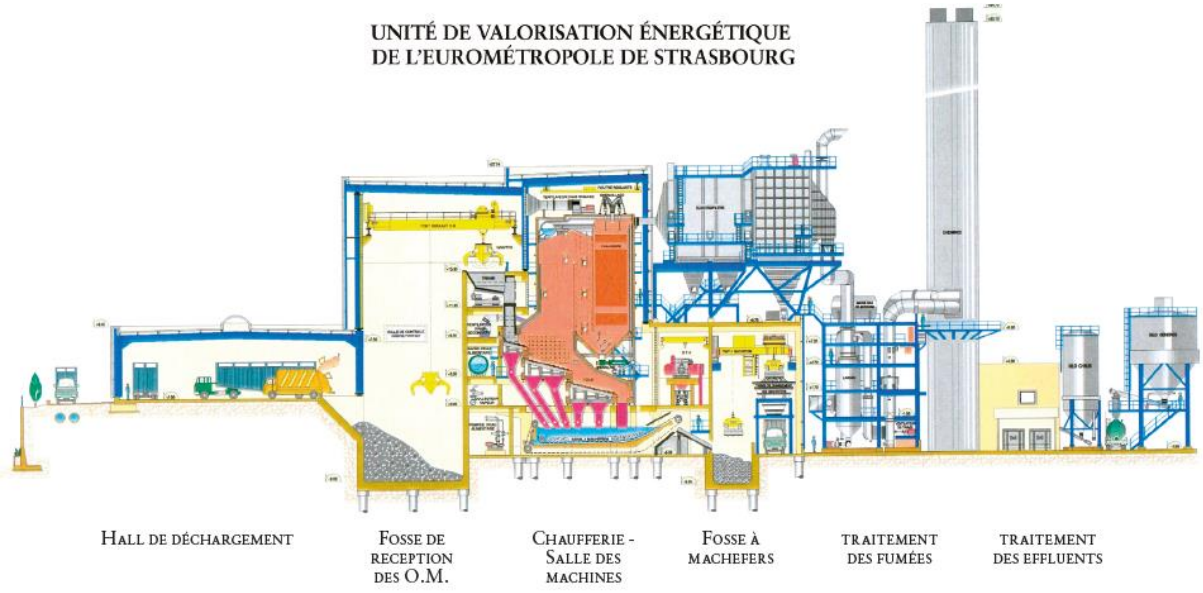
Chaque ligne d'incinération se compose :

- d'un four à grilles d'une capacité nominale de 11 t/h à PCI 2 050 kcal/kg, soit une puissance thermique de 25 MW ;
- d'une chaudière de récupération de la chaleur permettant une production unitaire nominale de vapeur de 32,5 t/h (27 bars, 330 °C) ;
- d'un traitement des fumées constitué :
  - d'électrofiltres pour le dépoussiérage,
  - d'un lavage humide pour la neutralisation des gaz acides et le captage des poussières résiduelles et des métaux lourds,
  - d'un traitement SCR (réduction sélective catalytique) pour le traitement des oxydes d'azote (NOx) et des dioxines-furanes. Ce dispositif SCR permet d'atteindre un niveau d'abattement des NOx au-delà des seuils réglementaires (< 80 mg/Nm^3).



L'UVE DISPOSE ÉGALEMENT

- d'une plateforme de maturation et de traitement des mâchefers, intégrant les installations de déferraillage et de criblage, et permettant la valorisation matière des métaux ferreux / non ferreux et des mâchefers ;
- d'un broyeur d'encombrants (mis en service en 2013) ;
- d'une station de traitement des eaux avant rejet au réseau d'assainissement (nouvelle station mise en service début 2013) ;
- de deux groupes turbo alternateur, l'un d'une puissance de 22MW (GTA2), l'autre d'une puissance de 2MW (GTA1) ;
- d'un réseau de vapeur (13 bars - 250 °C - longueur 4,3 km) alimentant 3 industriels à proximité ;
- d'un réseau de chauffage urbain (circulation d'eau chaude), d'une longueur de 11 km, desservant 3 chaufferies principales, pour l'alimentation finale de 17 000 équivalent-logements issue de la valorisation de l'énergie produite par la combustion des déchets (mis en service en octobre 2013).

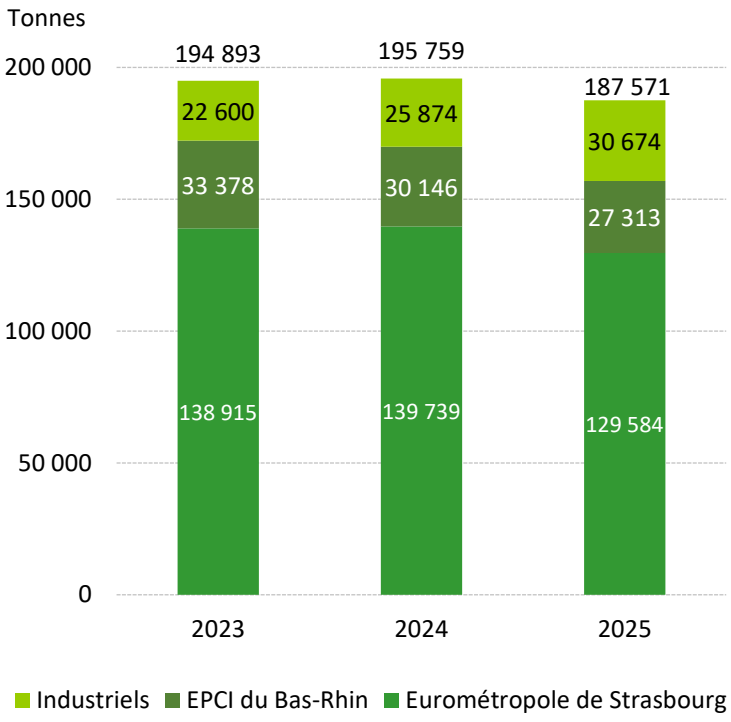


RÉSULTATS 2025 DE L'ACTIVITÉ

Synthèse des chiffres clés

		Unité	2023	2024	2025	Évolution 2025/2024
Tonnage entrant		Tonnes	194 893	195 759	187 571	- 4,2 %
Tonnage détourné		Tonnes	4 732	3 594	8 831	+145,7 %
Tonnage incinéré		Tonnes	194 831	193 009	176 405	-8,6 %
Tonnage vapeur produite		Tonnes	663 279	662 090	627 401	-5,2 %
Énergie thermique	Sortie chaudière	MWh	416 000	424 860	398 049	-6,3%
	autoconsommation (process)	MWh	85 298	74 854	84 603	+13,02%
	vendue (réseau de vapeur vers industriels)	MWh	93 374	84 346	74 476	-11,70%
	vendue (réseau de chaleur vers logements)	MWh	70 402	75 484	41 262	-45,34%
	en admission GTA1 (groupe turboalternateur)	MWh	101 397	101 705	144 962	+42,53%
	en admission GTA2	MWh	80 010	126 402	126 859	+0,36%
Énergie électrique	produite par GTA1	MWh	2 269	2 000	3 185	+58,30%
	produite par GTA2	MWh	20 624	32 715	37 838	+15,19%
	vendue (réseau EDS)	MWh	12 878	19 572	25 491	+41,45%
Mâchefers	Bruts (sortis de ligne)	Tonnes	38 238	40 328	38 277	- 5,09%
	Traités	Tonnes	39 514	31 620	34 862	+10,2 %
	Métaux récupérés	Tonnes	1 429	2 334	2 752	+17,9%
REFIOM et gâteaux de filtration		Tonnes	5 221	5 048	4 754	-5,8%

Apports de déchets (en tonnes) et répartition des tonnages de l'Eurométropole de Strasbourg



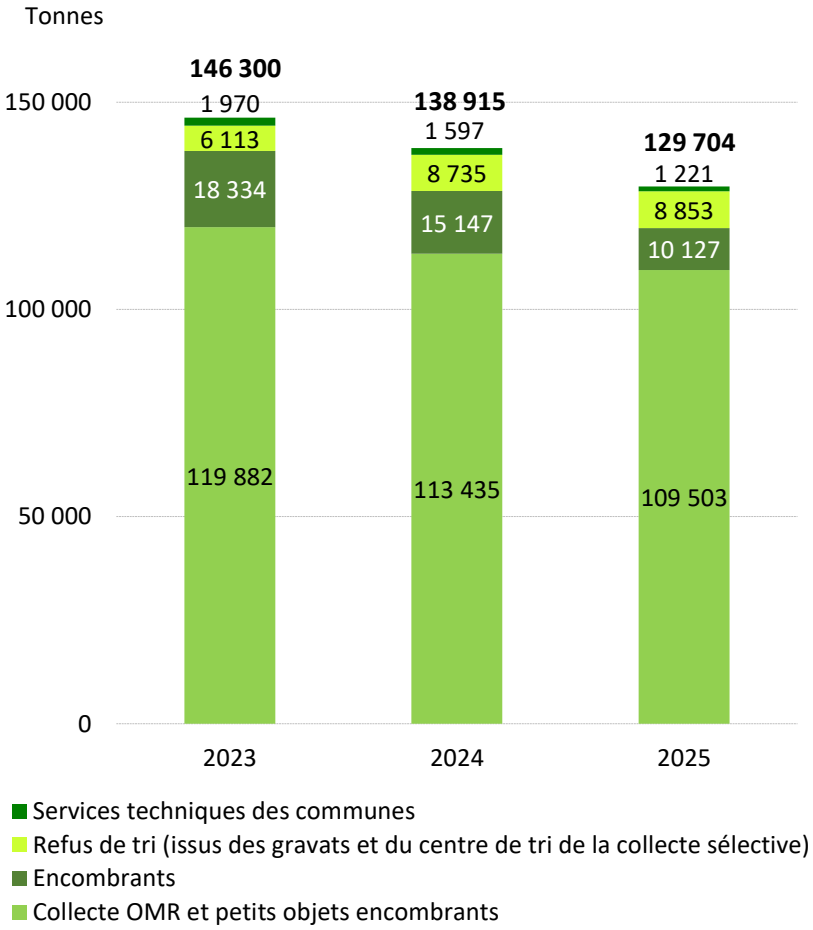
En 2025, l'UVE a réceptionné 187 571 tonnes de déchets, contre 195 759 tonnes en 2024 soit un tonnage en baisse de 4,2% selon le détail ci-dessous :

- -7,3 % des apports de l'Eurométropole de Strasbourg (- 10 155 tonnes) ;
- - 9,4 % des apports des EPCI (-2 833 tonnes) ;
- + 18,5 % des apports industriels (ou déchets d'activités économiques) avec 30 674 tonnes (+4 800 tonnes).

Une réduction des apports des déchets provenant et de l'Eurométropole de Strasbourg, et des EPCI a permis d'augmenter, dans une dynamique encore plus forte que l'année précédente, la quantité de déchets d'activités économiques.

Les tonnages apportés par l'Eurométropole de Strasbourg sont en forte baisse entre 2024 et 2025, avec la répartition suivante :

- moins d'équivalent ordures ménagères et assimilés (diminution de 3 932 tonnes pour atteindre 109 503 tonnes),
- une quantité d'encombrants à broyer en forte baisse (diminution de 5 020 tonnes) grâce à la mise en place de la filière bois et au développement du tri mécanisé,
- une quasi stabilisation des refus de tri.



VALORISATION ÉNERGÉTIQUE ET VALORISATION MATIÈRE

L'activité d'incinération sur le site de l'UVE a permis une valorisation énergétique et une valorisation matière des déchets. En 2025, les deux groupes turbo-alternateurs étaient fonctionnels et utilisés dès que la production de vapeur le permettait. La production d'électricité a été très satisfaisante, en augmentation par rapport à 2024, ce qui a également amené une réduction de la quantité d'électricité achetée par l'exploitant. La performance énergétique obtenue pour 2025 est de 60,2% selon le référentiel PE R1, soit à peine au-dessus de la limite de 60% permettant de bénéficier de l'appellation UVE, et le R Douane était à 67,5%, très proche également de la limite des 65% permettant de bénéficier d'un taux de TGAP réduit.

De plus, une fuite sur le Réseau de Chaleur Urbain, détectée dès février, a obligé l'exploitant à couper ce réseau entièrement dans un premier temps, puis à n'en utiliser qu'une partie (en amont de la fuite). La vente de chaleur a donc fortement pâti de cet évènement.

• VALORISATION ÉNERGÉTIQUE

627 401 tonnes de vapeur ont été produites en 2025 contre 662 090 tonnes en 2024, soit une diminution de plus de 5%. Il en est de même pour la quantité d'énergie en sortie chaudière avec un estimatif de 398 049 MWh en 2025 contre 424 860 MWh en 2024.

Destination de la vapeur en 2025 :

- autoconsommation de l'UVE : 25,8% ;
- livraison à 3 industriels pour utilisation process : 22,7% ;
- réseau de chaleur urbain : 12,6% ;
- production d'électricité : 38,7%.

Bilan électrique 2025 :

- 15 358 MWh ont été autoconsommés soit un équivalent par rapport à 2024, avec 15 144 MWh ;
- 9 133 MWh ont été achetés soit 15% de moins qu'en 2024 avec 10 511 MWh ;
- 25 491 MWh ont été vendus à Électricité de Strasbourg soit 30% de plus qu'en 2024 avec 19 572 MWh.

• VALORISATION MATIÈRE

83% des mâchefers produits en 2024 et évacués entre novembre 2024 et septembre 2025 ont été dirigés vers la valorisation matière (soit 27 531 tonnes) pour une utilisation en sous-couche routière. Les 5 925 tonnes restantes ont été traitées en enfouissement en raison de non-conformités sur certains paramètres.

38 277 tonnes ont été produites en sortie de ligne, puis déferraillées pour extraire les métaux ferreux et non ferreux, mises à mâturer avec extraction des éventuels imbrulés agglomérés pour un retour à l'incinération.

REJETS ATMOSPHÉRIQUES ET REJETS AQUEUX

L'UVE est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE). À ce titre, son exploitation se fait dans le respect d'un arrêté préfectoral et sous le contrôle de la DREAL (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement). En 2020, l'arrêté préfectoral du 26 mars 2014 a été remplacé par l'arrêté du 17 juillet 2020 pour l'UVE et par l'arrêté du 22 septembre 2020 pour la plateforme de traitement des mâchefers (PTM). Ceci afin de répondre à plusieurs objectifs :

- mise en cohérence pour les deux sites des prescriptions fixées entre l'ancien arrêté préfectoral et les différents arrêtés complémentaires établis pendant la phase de travaux de désamiantage de l'UVE comprenant l'intégration de nouvelles valeurs limites environnementales ;
- fixation des contraintes tenant compte des évolutions techniques et réglementaires nationales.

Un suivi continu des rejets, pour les principaux polluants, est assuré par l'instrumentation en place à l'UVE, régulièrement contrôlée et étalonnée. Conformément à l'arrêté préfectoral, des contrôles périodiques sont réalisés par des laboratoires accrédités sur les rejets atmosphériques et aqueux de l'installation.

• REJETS ATMOSPHÉRIQUES DE L'UVE

Le tableau ci-après indique les valeurs moyennes annuelles calculées à partir des relevés des analyseurs en continu ainsi que des résultats des contrôles périodiques. Les valeurs limites de rejets fixées dans l'arrêté préfectoral correspondent à des valeurs journalières et la conformité des rejets est donc à contrôler sur cette fréquence réglementaire. Ce tableau donne ainsi une vision globale et moyennée des caractéristiques des rejets aqueux et atmosphériques.

Les résultats moyennés en sortie de cheminée indiquaient des concentrations bien inférieures à l'arrêté préfectoral pour la majorité des composés, excepté pour les dioxines et furanes avec des valeurs légèrement supérieures aux valeurs limites fixées par la réglementation et l'arrêté préfectoral.

Ces résultats ont donné lieu à un arrêté préfectoral complémentaire en date du 25 février 2021 demandant à l'exploitant de renforcer les mesures de contrôle et de transmettre un diagnostic sur la situation rencontrée avec le plan d'action associé. Des mesures ponctuelles mensuelles ont ainsi été mises en œuvre, en plus des mesures en semi-continue règlementaires.

Depuis décembre 2023 et l'instauration d'une nouvelle règlementation, certains seuils de rejets gazeux ont été abaissés.
L'exploitant a mis en place les actions correctives suivantes pour le traitement des dioxines : remplacement des trois couches de catalyse dans l'unité SCR (traitement des dioxines/furanes et oxydes d'azote), des améliorations de process permettant d'optimiser les phases de combustion des déchets. Un système d'injection automatisée de charbon actif a été installée et mis en service afin de fiabiliser les résultats encourageants observés par l'injection manuelle. Ces actions ont permis d'améliorer les concentrations en dioxines et furanes, cependant, des dépassements ponctuels ont encore été observés.

En complément du suivi en continu et des contrôles périodiques, l'Eurométropole de Strasbourg réalise une campagne annuelle de suivi de la qualité de l'air par analyse des retombées atmosphériques dans l'environnement s'est poursuivie en 2025. Réalisée par un laboratoire spécialisé, elle consiste à doser dans les lichens les retombées potentielles de dioxines furanes et de métaux lourds entraînés dans le panache de la cheminée de l'usine.

Les valeurs mesurées en 2025 par cette méthode utilisée depuis 2006, montrent, comme les années précédentes, des teneurs très proches des bruits de fond, et concluent en l'absence d'impact significatif de l'UVE sur son environnement proche.

Concentrations des rejets atmosphériques
(calculées à partir des contrôles réglementaires et des mesures en continu)

Flux estimés
(calculés à partir des contrôles réglementaires et des mesures

		RÉSULTATS		VALEUR LIMITE AP DU 20/07/2020 - Seuils modifiés depuis le 03/12/2023		RÉSULTATS	
		2024	2025	Moyenne par jour		2024	2025
	Unité				Unité		
Poussières totales	mg/Nm3	1,329	2,990	5	tonne/an	2,26	3,32
Chlorure d'hydrogène (HCl)	mg/Nm3	0,824	2,537	8	tonne/an	1,64	2,79
Composés organiques volatiles (COV)	mg/Nm3	3,300	2,207	10	tonne/an	1,31	2,49
Monoxyde de carbone (CO)	mg/Nm3	35,289	33,411	50	tonne/an	39,56	37,11
Fluorure d'hydrogène (HF)	mg/Nm3	0,076	0,063	1	tonne/an	0,11	0,07
Dioxyde de soufre (SO2)	mg/Nm3	10,204	14,138	40	tonne/an	14,77	15,71
Oxydes d'azote (éq. NO2)	mg/Nm3	59,156	72,296	80	tonne/an	87,97	80,75
Ammoniac (NH3)	mg/Nm3	0,690	1,627	10	tonne/an	1,38	1,86
Mercure (Hg)	mg/Nm3	0,0030	0,0004	0,02	tonne/an	3,50	0,41
Cadmium + Thallium (Cd+Tl)	mg/Nm3	0,001	0,001	0,02	tonne/an	1,32	1,20
Antimoine + Arsenic + Plomb + Chrome + Colbalt + Cuivre + Manganèse + Nickel + Vanadium (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V)	mg/Nm3	0,029	0,042	0,3	tonne/an	35,87	47,36
Dioxines et furanes	ng/Nm3	0,077	0,067	0,08	kg/an	0,093	0,076
Polychlorobiphenyls (PCB)	nanog iTEQ/ Nm3	0,041681	0,001034	0,1	gramme iTEQ/an	0,048900	0,001100

• REJETS DE L'UVE VERS LA DARSE (UNIQUEMENT LES EAUX PLUVIALES)

Les eaux pluviales de ruissellement de l'UVE sont rejetées au milieu naturel (Darse IV) après passage dans un débourbeur-déshuileur. Les valeurs résultent des moyennes des contrôles réalisés par des laboratoires accrédités et des mesures réalisées en continu sur l'installation.

Les travaux de maintenance réalisés suite au diagnostic approfondi réalisé en 2021 ont commencé à porter leurs fruits en 2022.

	RÉSULTATS			VALEUR LIMITE
Composé	**2023**	**2024**	**2025**	**Selon l'Arrêté Préfectoral du 17/07/2020**
pH	7,6	7,9	7,4	5,5 < pH < 8,5
MES (matières en suspension)	44,8	47	54	< 100 mg/l
DCO (demande chimique en oxygène)	122,1	64	130	< 300 mg/l
HCT (hydrocarbures totaux)	0,29	0,66	0,38	< 5 mg/l

- ## REJETS DES EAUX GÉNÉRÉES SUR LA PLATEFORME DE TRAITEMENT DES MÂCHEFERS

Les eaux pluviales de ruissellement de la plateforme de traitement des mâchefers sont récupérées par un réseau qui s'écoule par gravité vers le bassin tampon de la plateforme.

Ces eaux sont ensuite dirigées vers l'UVE pour y être traitées avec les eaux de process de l'usine.

- ## REJETS DES EAUX PLUVIALES DE L'UNITÉ DE BROYAGE

Les eaux pluviales de voiries (EP) sont récupérées par un réseau spécifique. Elles sont orientées dans un séparateur d'hydrocarbures avant d'être évacuées vers le milieu naturel (Darse IV). En cas de pollution de ces eaux ou lors d'incendie, ces eaux sont redirigées vers un bassin de confinement pour assurer la rétention de la pollution sur le site. Les eaux polluées sont ensuite pompées de ce bassin pour être traitées.

Un système d'obturation avec vessie gonflable est en place sur la conduite de rejet du réseau EP vers la Darse pour permettre une commande à distance du dévoiement des eaux pluviales.

- ## REJETS DES EAUX DE PROCESS DE L'UVE VERS LE RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT PUBLIC

Les eaux de process ainsi que les eaux de ruissellement de la plateforme de traitement des mâchefers traitées *in situ* sont orientées vers le réseau d'assainissement pour leur traitement final sur la station d'épuration de Strasbourg - La Wantzenau.

En 2025, les valeurs moyennes de concentration sont en augmentation par rapport à 2024. Des incidents dans le process incinération plus réguliers ont amené une charge à traiter plus importante de la station de traitement d'eau. Cependant, elles restent inférieures aux valeurs limites fixées par la réglementation, par la convention de déversement établie par l'Eurométropole de Strasbourg et par l'arrêté préfectoral d'exploitation. L'arrêté préfectoral du 20 juillet 2020 fixe des limites plus strictes sur la majorité des micropolluants métalliques et des limites identiques sur des paramètres plus classiques tels que le débit journalier, la DCO et les MEST.

Enfin, l'évolution règlementaire de décembre 2023 amène de légères réductions sur certains seuils, tous respectés par l'équipement, que ce soit en 2024 et en 2025.

Concentration des rejets des eaux résiduaires de l'UVE dirigées vers le réseau d'assainissement

Flux estimés

	RÉSULTATS			VALEUR LIMITE				RÉSULTATS	
	Unité	2024	2025	Valeur AP du 20/07/2020	Valeur Convention 12/2019	Valeur AP du 26/03/2014	Unité	2024	2025
Débit	m³/jour	533	712	990	990	840	m³/an	176 303	260 023
Température	°C	19,7	22			30	-		
pH	-	7,2	7,3			5,5 < pH < 8,5	-		
MES	mg/l	20,92	48,82	600	600	600	kg/an	3689	12693
DCO	mg/l	81,22	134,00	450	450	450	kg/an	14320	34843
DBO5	mg/l	8,89	19,73		800	-	kg/an	1567	5130
Azote Kjeldahl	mg/l	4,81	5,12			-	kg/an	848	1330
Hydrocarbures	mg/l	0,303	3,45			5	kg/an	57	897
Indice Phénols	mg/l	0,049	0,02			-	kg/an	8,8	5
Cyanure libérable	mg/l	0,01	0,01	0,1	0,1	0,1	kg/an	1,76	3
Fluorures (F)	mg/l	2,22	5,98	15	15	15	kg/an	392	1554
Chlorures (Cl)	mg/l	3489	3820,00		6 000	-	kg/an	615 102	993 288
Arsenic (As)	mg/l	0,0040	0,00	0,05	0,1	0,1	kg/an	0,71	1
Cadmium (Cd)	mg/l	0,0010	0,00	0,025	0,05	0,05	kg/an	0,18	0
Chrome Hexavalent (Cr6+)	mg/l	0,0050	0,01	0,05	0,1	0,1	kg/an	0,88	2
Chrome Total (Cr)	mg/l	0,0063	0,01	0,1	0,5	0,5	kg/an	1,18	4
Cuivre (Cu)	mg/l	0,022	0,03	0,25 / 0,15	0,5	0,5	kg/an	3,88	7
Mercure (Hg)	mg/l	0,0002	0,01	0,025 / 0,01	0,03	0,03	kg/an	0,03	3
Nickel (Ni)	mg/l	0,0096	0,02	0,1	0,5	0,5	kg/an	1,68	4
Plomb (Pb)	mg/l	0,0072	0,02	0,1 / 0,04	0,2	0,2	kg/an	1	6
Zinc (Zn)	mg/l	0,080	0,12	0,8	1,5	1,5	kg/an	14	32
Dioxines et furanes	nanog iTEQ/l	0,00440	0,01	0,3	0,3	0,3	mg/an	0,78	1
Composés organiques (COT)	mg/l	11,09	23,38	200	200	200	kg/an	1955	6078
Thallium (Tl)	mg/l	0,004	0,00	0,05	0,05	0,05	kg/an	0,71	1
Azote global	mg/l	7,80	7,18		15	-	kg/an	1375	1868
Halogènes organiques adsorbables (AOX)	mg/l	0,65	0,82	5	5	5	kg/an	115	214

TEMPS FORT DE L'ANNÉE 2025

L'UVE de l'Eurométropole de Strasbourg étant concernée par la directive sur les émissions industrielles en application du Code de l'environnement, plusieurs chantiers démarrés en 2023 se sont poursuivis en 2025, en cohérence avec la délibération adoptée en juin 2023 par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg et en lien avec l'évolution règlementaire liée à cette directive (Meilleures Techniques Disponibles – BREF MTD) concrètement appliquée depuis le 3 décembre 2023.

Ainsi, deux marchés de conception-réalisation avaient été lancés en 2024 :

1. l'un pour assurer une fiabilisation des performances de l'UVE en matière de rejets atmosphériques et aqueux,
2. l'autre pour réaliser des travaux de remise en état de certains bétons localisés notamment à l'étage où se situent les canaux mâchefers.

De plus, un marché de démantèlement du traitement de fumée de la ligne n°4 (ligne définitivement mise à l'arrêt en 2016) avait lui aussi été lancé.

En 2025, en parallèle de la consultation en cours relative à la fiabilisation des performances, l'installation automatisée d'injection de charbon actif a été réceptionnée. La régularité de cette injection a permis d'améliorer encore les performances du traitement des fumées.

La procédure liée aux travaux de remise en état de certains bétons est arrivée à son terme, le marché ayant été attribué à l'entreprise Eiffage. Des études plus poussées ont conforté les solutions, et les premiers travaux ont démarré, ils se poursuivront jusqu'en 2027

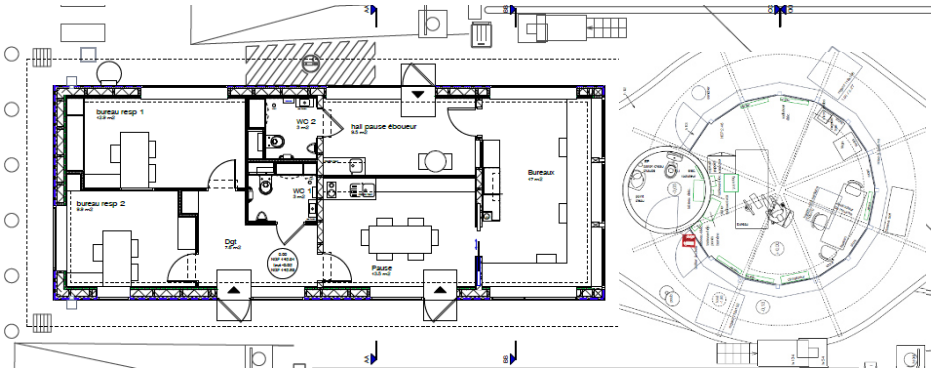
Enfin, les opérations de démantèlement de la ligne 4 ont démarré, le marché ayant été attribué à l'entreprise Cardem. Ces travaux seront achevés en 2026.

<u>Rénovation du poste de pesée :</u>

Le bâtiment qui accueillait les agents de la collectivité en charge du contrôle des déchets entrant et sortant de l'UVE était en mauvais état, exigu, difficile à chauffer ou à rafraîchir et ne présentait aucune séparation des espaces : espace de travail, espace de pause, accueil des chauffeurs.

Il était nécessaire de remplacer ce bâtiment qui ne pouvait faire l'objet d'une rénovation compte-tenu de sa conception.

<u>Nouveau bâtiment</u> <u>Ancien bâtiment</u>



Cette nouvelle construction permet d'accueillir les agent·es affectés aux contrôles mais également les 2 encadrants dans un bâtiment plus vaste, mieux agencé, qui fluidifie les échanges. Il offre également un espace de pause aux agents chauffeurs et éboueurs après la vidange de leur véhicule.



Ce nouveau poste de pesée répond, comme les vestiaires sanitaires du centre technique, à la politique d'amélioration des conditions de travail des agent·es.

Il est composé de matériaux nobles et durables : une ossature bois, un plaquage intérieur majoritairement (à 80%) en bois, une isolation en fibre de bois, des revêtements muraux dans les pièces humides en plastique recyclé, une toiture végétalisée.

Le coût total de l'opération s'élève à 780 000€ TTC, incluant les études, la construction du bâtiment, la démolition de l'ancien bâtiment ainsi que les aménagements autour du site incluant notamment la réfection de la voirie.

PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2026

L'année 2026 sera principalement dédiée à :

- la finalisation des travaux de démantèlement de la Ligne 4, continuation des travaux de remise en état du bâti ;
- la passation d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage « Avenir de l'UVE » qui permettra de définir les contours d'un projet de nouvelle unité (gouvernance, financement, scenarios, etc.).

LES ÉCO-ORGANISMES

Agréés par le Ministère de la transition écologique, les éco-organismes prennent en charge, pour le compte de leurs adhérents, la fin de vie des équipements mis sur le marché dans le cadre de la responsabilité élargie du producteur (REP).

Les REP peuvent être :

- financières : l'éco-organisme participe au financement de la collecte, de la valorisation et du traitement des produits qui le concernent ;
- opérationnelles : l'éco-organisme prend en charge l'ensemble des opérations de collecte et de traitement des produits en fin de vie ;
- ou mixtes.

Grâce aux écotaxes perçues, les éco-organismes incitent à l'éco-conception et au développement de filières de valorisation et de traitements adaptées, ce qui se traduit pour le consommateur en dispositifs de collectes spécifiques par nature de déchets. Plusieurs dispositifs sont proposés par l'Eurométropole de Strasbourg : collectes en porte-à-porte, en apport volontaire ou en déchèterie.

Éco-organismes en contrat avec l'Eurométropole de Strasbourg

Déchet	Dispositif de collecte	Éco-organisme	Nature de la REP
Papiers, cartons, briques alimentaires, emballages métalliques, bouteilles et flacons en plastique	Bac jaune, sac de tri, conteneur d'apport volontaire, déchèteries	Citéo	Financière
Verre	Conteneur d'apport volontaire, déchèteries		
Déchets d'équipement électrique et électronique	Déchèteries Revendeurs (magasins spécialisés, grandes surfaces)	Ecosystem	Mixte
Lampes et ampoules	Déchèteries Revendeurs (magasins spécialisés, grandes surfaces)	Ecosystem	Opérationnelle
Déchets d'éléments d'ameublement et de literie	Déchèteries	Ecomaison	Mixte
Déchets diffus spécifiques des ménages (peintures, solvants, acides, bases,...)	Déchèteries DDS	EcoDDS	Mixte
Huiles Minérales	Déchèteries	Cyclevia	Mixte
Textiles d'habillement, linge de maison et chaussures	Déchèteries Conteneurs textiles	Refashion	Financière
Piles et accumulateurs	Déchèteries Revendeurs (magasins spécialisés, grandes surfaces)	Corepile qui a fusionné avec Ecosystem au 1er juillet 2025	Opérationnelle
Pneumatiques	Dépôts sauvages et collecte sur site de regroupement	Aliapur depuis septembre 2025	Mixte

Dans le cadre de partenariats directs entre les metteurs sur le marché et les éco-organismes, d'autres points de collecte existent sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg :

- lampes, luminaires, D3E, piles (grande distribution) ;
- médicaments non utilisés et déchets d'activités de soins à risques infectieux (pharmacies) ;
- pneumatiques (garagistes) ;
- DEA (magasins d'ameublement) ;
- déchets des produits et matériaux de construction du bâtiment (distributeurs de matériaux de construction et plateformes d'inertes) depuis 2024.

Collecte, réemploi, valorisation

Prestataires	Déchet	Prestation	Destination	Mode de gestion et période concernée
Sénerval 67100 Strasbourg Exploitant de l'UVE de Strasbourg	Déchets ménagers résiduels	Traitement	Incinération	Délégation de service public 2010 - 2030
Schroll 67100 Strasbourg (Centres de tri Altem, route du Rohrschollen, et Schroll, rue de Cherbourg - Strasbourg)	Papiers et Emballages ménagers recyclables	Collecte en conteneurs d'apport volontaire Tri des collectes sélectives	Recyclage	Marché public 2025 - 2029
Valterra 67100 Strasbourg Exploitant du centre de valorisation des déchets verts de l'Eurométropole de Strasbourg	Déchets verts	Traitement	Compostage	Marché public 2023-2027
Lingenheld 67203 Oberschaeffolheim	Gravats	Traitement	Recyclage	Marché public 2024 - 2028
Sarm 67100 Strasbourg	Gravats	Traitement	Recyclage	Marché public 2024 - 2028
Suez 67026 Strasbourg	Déchets ultimes	Conditionnement	Enfouissement	Marché public 2025 - 2028
Sardi **67100 Strasbourg**	Bois	Massification et transfert	Recyclage	Convention 2025
EMI CRENO 67100 Strasbourg	Encombrants	Tri manuel	Recyclage valorisation énergétique	Marché public réservé à l'insertion 2025-2028
Sardi **67100 Strasbourg**	Encombrants	Tri mécanisé	Recyclage et valorisation énergétique	Marché public 2025-2028
Suez 67026 Strasbourg	Déchets diffus spécifiques des ménages	Accueil Conditionnement Traitement	Incinération Enfouissement	Marché public 2022 - 2026
Envie 2E 67200 Strasbourg	Déchets diffus spécifiques des ménages	Accueil Conditionnement Traitement	Incinération Enfouissement	Marché public 2022 - 2026
Grandidier 88330 Rehaincourt	Déchets diffus spécifiques (dépôts sauvages sur les déchèteries)	Collecte Traitement	Incinération Enfouissement	Marché public 2025 - 2029
Alsadis 68703 Cernay	Amiante (dépôts sauvages sur les déchèteries)	Collecte Traitement	Enfouissement	Marché public 2025 - 2028
Trédi Hombourg 68490 Hombourg	Déchets diffus spécifiques (dépôts sauvages sur la voie publique)	Collecte Traitement	Incinération Enfouissement	Marché public 2025 - 2028

Prestataires	Déchet	Prestation	Destination	Mode de gestion et période concernée
Amianteko 68750 Bergheim	Amiante (dépôts sauvages sur la voie publique)	Collecte Traitement	Enfouissement	Marché public 2025-2028
Schroll / Ritleng Revalorisation 67270 Rohr	Plâtre	Conditionnement	Recyclage	Marché public 2022 - 2026
Produnet 67100 Strasbourg	Pneus	Collecte Conditionnement	Valorisation énergétique	Marché public 2022 - 2025
Oncidis **27420 VEXIN-EN-EPTE**	Protoxyde d'azote	Collecte Traitement	Recyclage	Marché public 2024 - 2028
MINERIS / Recycal SAS 67750 SCHERWILLER	Verre	Collecte en conteneurs d'apport volontaire et stockage	Recyclage	Marché public 2023 - 2026
Chimirec Est 54450 Domjevin	Huiles moteur	Collecte Traitement	Recyclage	Convention 2022 - 2025
Diakonie Kork Epilepsiezentrum D- 77694 Kehl-Kork	Bouchons de liège	Collecte Traitement	Recyclage	Convention 2022 - 2025
Les Bouchons de l'Espoir 67 67 270 Scherlenheim	Bouchons de liège	Collecte Traitement	Recyclage	Convention 2022- 2025
Médecins du Monde/Est Argent 67000 Strasbourg	Radiographies	Collecte Traitement	Recyclage	Convention 2022 - 2025
Emmaüs (2 structures) 67200 Strasbourg 67450 Mundolsheim	Tous déchets hors déchets dangereux	Collecte Réemploi	Réemploi	SIEG 2022 - 2026
Emmaüs 67450 Mundolsheim	Textiles	Collecte Réemploi	Réemploi	SIEG 2022-2026
EBS Le Relais Est 68270 Wittenheim	Textiles	Collecte Réemploi	Réemploi	SIEG 2022-2026
Horizon Amitié 67100 Strasbourg	Textiles	Collecte Réemploi	Réemploi	SIEG 2022-2026
Vétis 67400 Illkirch-Graffenstaden	Textiles	Collecte Réemploi	Réemploi	SIEG 2022-2026
ALPHA SA-ALSACIENNE DE PROPRETE (groupe VEOLIA) 67560 ROSHEIM	Déchets ménagers résiduels Déchets des collectes sélectives papiers/emballages et verre	Collectes en porte-à-porte (5 communes Ouest du territoire)	Incinération Recyclage	Marché public 2025-2029
Suez RV NORD EST 67100 Strasbourg	Rotation des bennes (Déchèterie de Breuschwickersheim et déchèteries mobiles)	Installation et transport de bennes	Recyclage, valorisation énergétique	Marché public Breuschwickersheim 2022 - 2026 Déchèteries mobiles 2025-2026
Suez RV NORD EST 67100 Strasbourg	Déchets alimentaires	Collecte Traitement Valorisation	Méthanisation	Marché public 2022 - 2025
Tredi 68490 Hombourg	Déchets diffus spécifiques des ménages (Déchèterie de Breuschwickersheim)	Collectes ponctuelles Traitement	Incinération Valorisation énergétique Valorisation matière	Marché public 2024 - 2028

Négoce et revente de matériaux

Prestataires	Déchet	Prestation	Destination	Mode de gestion et période concernée
Schroll 67100 Strasbourg	Papiers, cartons, plastiques et métaux issus du tri des collectes sélectives	Transport Négoce Traitement	Recyclage	Marché public 2025-2029
OI Manufacturing 69100 Villeurbanne	Verre	Traitement	Recyclage	Contrat de reprise 2024 - 2029
Derichebourg - ESKA 67100 Strasbourg	Métaux	Broyage Tri Vente	Recyclage	Contrat de cession 2025
Derichebourg – ESKA 67000 Strasbourg	Batteries	Collecte Broyage	Recyclage	Convention 2025 - 2026
DIELIX **67000 Strasbourg**	Huiles alimentaires	Collecte Traitement	Recyclage	Convention 2025 - 2026

ÉLÉMENTS FINANCIERS DU SERVICE PUBLIC DE GESTION DES DÉCHETS (SPGD)

Depuis le 1er janvier 2023, date d'harmonisation du mode de financement sur l'Eurométropole de Strasbourg, les 33 communes sont soumises à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM). La TEOM est basée sur la valeur locative cadastrale d'un bien foncier indépendamment des quantités de déchets produites.

En ce qui concerne les déchets assimilables aux déchets ménagers des structures autres que les particuliers autrement appelées « non-ménages », la redevance spéciale (RS) est facturée en remplacement de la TEOM à partir d'une collecte hebdomadaire de 770 litres et plus de déchets, tous flux confondus. La RS est calculée sur la base des volumes de déchets résiduels et recyclables collectés. Ce mode de facturation permet aux non-ménages de s'impliquer dans la gestion de leurs déchets en devenant acteurs de leur facture, notamment par la réduction des déchets ou par le geste de tri.

Les taux de TEOM

Les taux d'imposition sont différenciés en fonction du type de collecte et du niveau de service rendu aux usager·ères. Trois zones ont ainsi été définies sur le territoire pour la TEOM:

1ère Zone

Elle correspond aux 7 communes de plus de 10 000 habitant·es qui bénéficient de services adaptés en fonction du type d'habitat. Le taux de taxe est de 11,59 %. Ce taux est constant depuis 2020.

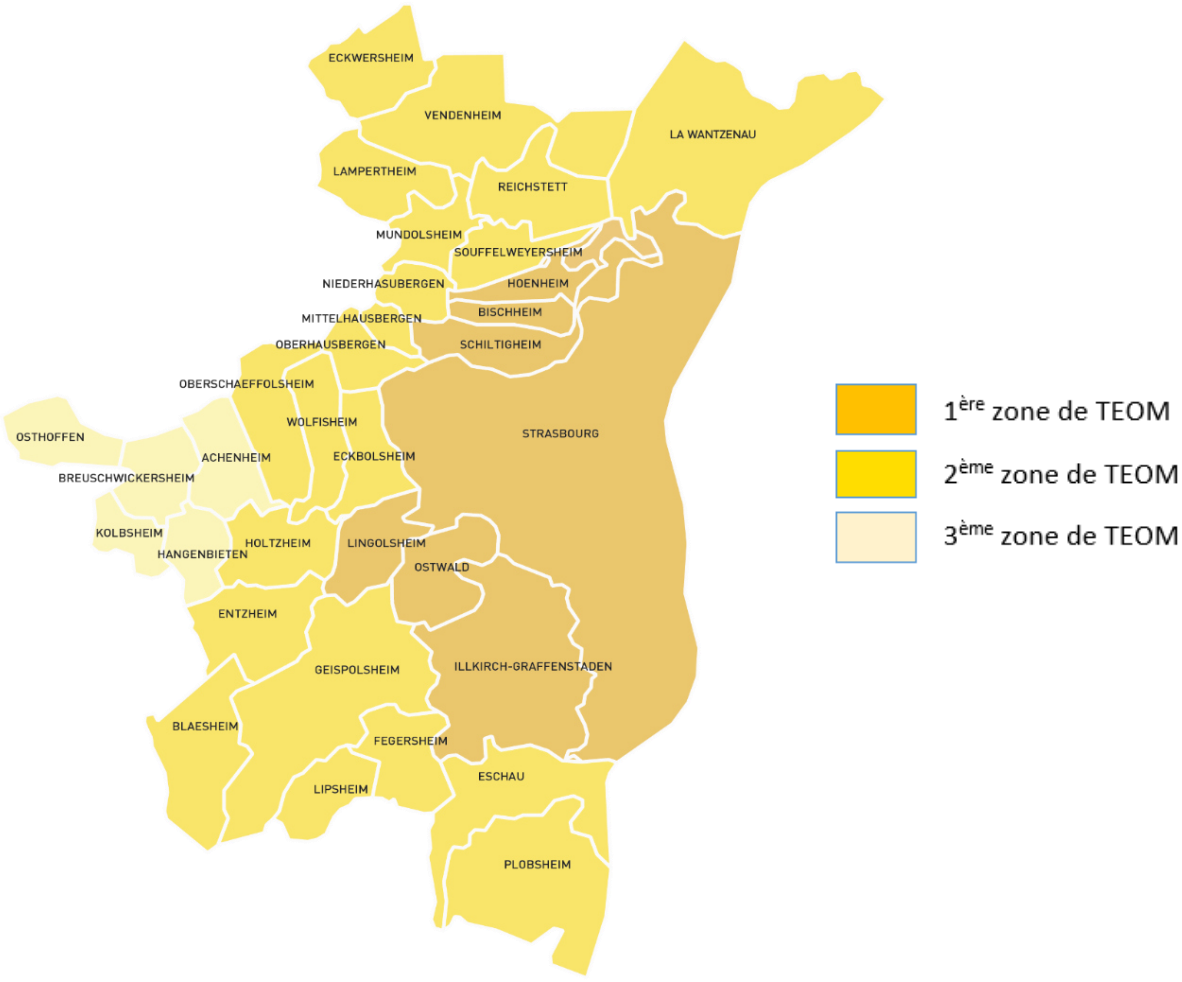
2ème Zone

Elle correspond aux 21 communes de moins de 10 000 habitant·es desservies une fois par semaine pour les déchets ménagers résiduels. Les administré·es doivent présenter leurs bacs en bordure de voie publique les jours de collecte.

La collecte sélective s'effectue en apport volontaire. Le taux de taxe est de 6,13%. Ce taux est constant depuis 2020.

3ème Zone

Elle correspond aux 5 communes Ouest du territoire qui sont desservies en porte à porte une fois par semaine pour les déchets ménagers résiduels, tous les 15 jours pour la collecte sélective et une fois par mois pour la collecte du verre. Le taux de taxe, adopté en 2023 dans le cadre de l'harmonisation des modes de financement, est de 7,54% et n'a pas évolué depuis sa mise en œuvre.



FACTURATION DE LA REDEVANCE SPÉCIALE (RS)

La redevance spéciale est une facturation pour les déchets des « non-ménages » issus des activités publiques et privées basée sur le volume de déchets produits. Elle vient en remplacement de la TEOM et a pour but de responsabiliser les producteurs de déchets et de les encourager à la réduction et au tri de leurs déchets.

En 2025, sur l'ensemble des 33 communes, 1 532 clients ont été facturés à la redevance spéciale. Cette facturation annuelle a généré une recette d'un peu plus de 10M€.

PRÉSENTATION DES COÛTS DU SERVICE

Les coûts du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés sont présentés selon l'annexe XIII du Code général des collectivités territoriales (CGCT), qui dispose notamment selon ses alinéas II f à i, que les indicateurs financiers sont à présenter par flux de déchets et par étapes techniques.

La matrice « compta-coût » conçue par l'ADEME est une méthode de présentation standardisée des coûts par type de flux (ordures ménagères résiduelles, déchets alimentaires, papiers et emballages, …) et par étape technique de gestion des déchets (collecte, traitement, …) qui répond aux exigences réglementaires du CGCT et permet ainsi une comparaison homogène des coûts entre collectivités.

Cette matrice repose sur les principes de la comptabilité analytique. En raison des retraitements comptables, les données présentées (hors taxes) peuvent être différentes de celles du compte administratif. Notamment, la matrice compta-coût ADEME ne prend pas en compte la reprise à hauteur de 6,0 M€ des provisions, constituées pour les travaux relatifs aux performances environnementales de l'UVE en 2023 (8,0 M€) et 2024 (4,0 M€). Le solde de la provision s'élève à 6,0M €.

Établies à 93,7 M€, les dépenses de fonctionnement sont constituées des coûts de collecte et traitement des déchets (71,1 M€), des coûts de collecte et de traitement des déchets sur voirie (20,5 M€), et de la TVA acquittée (2,0 M€).

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 93,1 M€. Elles sont composées principalement des financements TEOM (72,6 M€) et de la redevance spéciale (10,7 M€) auxquelles s'ajoutent les soutiens des éco-organismes (6,4 M€), les ventes de produits et d'énergie (1,7 M€), les reprises des subventions d'investissements (1,4 M€).

DÉPENSES PAR FLUX DE DÉCHETS ET ÉTAPE TECHNIQUE ISSUES DE LA MATRICE DES COÛTS 2025

Dans ce tableau des dépenses de fonctionnement, les flux apparaissent en colonnes et les étapes techniques de gestion des déchets, en ligne.

	Ordures Ménagères Résiduelles (OMR)	Déchets alimentaires des ménages	Papiers et emballages hors verre	Emballages verre	Déchèteries fixes, mobiles et mobiles vertes	Encombrants	Autres	Totaux
Charges fonctionnelles	**7 422 800**	**733 230**	**3 765 953**	**280 008**	**1 813 241**	**431 579**	**522 218**	**14 969 029**
Prévention	231 870	16 674	108 783	9 046	55 359	15 296	133 880	**570 908**
Collecte et pré-collecte	16 247 516	2 929 478	8 059 954	910 992	2 210 443	734 013	87 059	**31 179 455**
Transfert/Transport	73 953		-	123 839	1 697 588	155 541	387 372	**2 438 293**
Traitement des déchets non dangereux	-	**400 512**	**6 580 790**	-	**3 039 373**	**389 378**	**1 237 865**	**11 647 918**
Enlèvement et traitement des déchets dangereux					262 411		199 262	**461 674**
Coût net incinération OMR	9 871 482							**9 871 482**
TOTAL CHARGES	33 847 621	4 079 894	18 515 480	1 323 885	9 078 415	1 725 807	2 567 657	**71 138 759**
TVA acquittée	1 005 197	232 778	183 595	8 251	363 476	47 426	178 905	**2 019 626**

Le montant des charges pris en compte par la matrice s'élève à 71 M€ en 2025, auxquels il convient de rajouter près de 2,0 M€ pour la TVA acquittée, c'est-à-dire non déduite ou remboursée soit un total global de 73 M€.

Les charges liées au flux des OMR (ordures ménagères résiduelles) restent prépondérantes en 2025 où elles représentent la moitié (48%) des coûts. Viennent ensuite les flux papiers et emballages (26%) et les déchèteries (13%).

Par convention de remplissage de la matrice, le coût de l'incinération des OMR correspond aux charges retranchées des recettes de refacturation au délégataire. Les recettes 2025 s'élèvent à 2,7 M€.

Il convient également de rappeler le déploiement depuis 2022 de la collecte séparée des déchets alimentaires. Ce flux représente ainsi près de 6% des coûts en 2025.

En ce qui concerne les étapes, il convient de noter la prépondérance des opérations de collecte et pré-collecte (44% des coûts) et des autres filières de traitement (16%). Les charges fonctionnelles (21%) correspondent aux coûts transverses tels que les frais de structure ou de communication.

Intégrée aux coûts par flux et étape technique en amortissement, les dépenses d'investissements s'élèvent à 20,7 M€, elles comprennent :

Dépenses d'investissements TTC (en €)

	2025
Véhicules	2 012 288
Aménagements déchèteries	67 698
Aménagements CVDV	46 919
UVE	19 592 735
Bacs	1 162 758
Conteneurs enterrés	762 587
Déchets alimentaires	2 556 724
Subventions compost	12 784
Autres (mobilier, informatique, etc.)	58 432
Recettes subvention investissement	- 5 524 368
TOTAL CHARGES	**20 748 556**

Les dépenses s'établissent à 20,7 M€, après déduction de :

- 1,4 M€ de subvention de soutien au déploiement des collectes séparées des déchets alimentaires versée par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie ;
- 0,6 M€ de subvention de soutien aux mesures d'optimisation de la collecte des papiers et emballages versée par Citéo ;
- 4 M€ de droit à déduction de la TVA lié au chantier de désamiantage de l'UVE.

RECETTES PAR FLUX DE DÉCHETS ET ÉTAPE TECHNIQUE ISSUES DE LA MATRICE DES COÛTS 2025

	Ordures Ménagères Résiduelles	Déchets alimentaires des ménages	Papiers et emballages hors verre	Emballages verre	Déchèteries fixes, mobiles et mobiles vertes	Encombrants	Autres	Totaux
Ventes de produits et d'énergie	-	-	1 043 846	92 988	518 035	3 073	20 981	**1 678 923**
Prestations à des tiers							139 936	**139 936**
Autres produits	5 444	-	74 910	207	5 985	-	211	**86 757**
Soutiens des éco-organismes	270 585	-	5 160 875	140 307	724 062	150 830	21 848	**6 468 507**
Reprises des subventions d'investissement	921 438	231 564	98 128	9 720	63 133	5 472	51 891	**1 381 346**
Subventions de fonctionnement	12 240	960	5 976	432	2 952	648	792	**24 000**
TOTAL PRODUITS	1 209 707	232 524	6 383 735	243 653	1 314 166	160 023	235 659	**9 779 469**
TEOM	35 825 040	4 436 570	19 219 215	1 342 410	9 876 376	1 776 781	127 497	**72 603 889**
Redevance spéciale & facturations usager·ères	9 282 447	-	1 387 032	-	-	-	47 708	**10 717 188**
TOTAL FINANCEMENT	**45 107 487**	**4 436 570**	**20 606 248**	**1 342 410**	**9 876 376**	**1 776 781**	**175 205**	**83 321 077**
TOTAL RECETTES	**46 317 194**	**4 669 094**	**26 989 983**	**1 586 063**	**11 190 543**	**1 936 804**	**410 864**	**93 100 546**

Les recettes de fonctionnement sont composées essentiellement des financements TEOM (72,6 M€, soit 78% des recettes) et de la redevance spéciale et facturation des usagers (10,7 M€, soit 12% du total).

Les autres produits sont issus notamment des soutiens des éco-organismes (6,4 M€, soit 7% des recettes) et les ventes de produits et d'énergie (1,7 M€, soit 2% des recettes).

Les soutiens des éco-organismes sont les suivants :

Soutiens éco-Organismes	**6 468 507**
OCAD3E/EcoSystem	211 821
Citéo	5 910 832
Cyclevia	900
Eco TLC	0
Ecomaison	300 000
EcoDDS	19 754
Fonds recyclage petits alus & alliance pour le recyclage capsules alu	25 200

COÛT AIDÉ € HT

Le coût aidé ou coût net correspond au coût restant à financer par la collectivité. Il est obtenu en déduisant du coût complet les recettes suivantes :

- produits à caractère industriel (ventes de matériaux, d'énergie, prestations à des tiers et autres produits) ;
- soutiens des éco-organismes (OCAD3E, Citéo, Ecomaison, etc.) ;
- aides reçues (reprises des subventions d'investissement et subventions de fonctionnement).

Coût aidé 2025 par flux

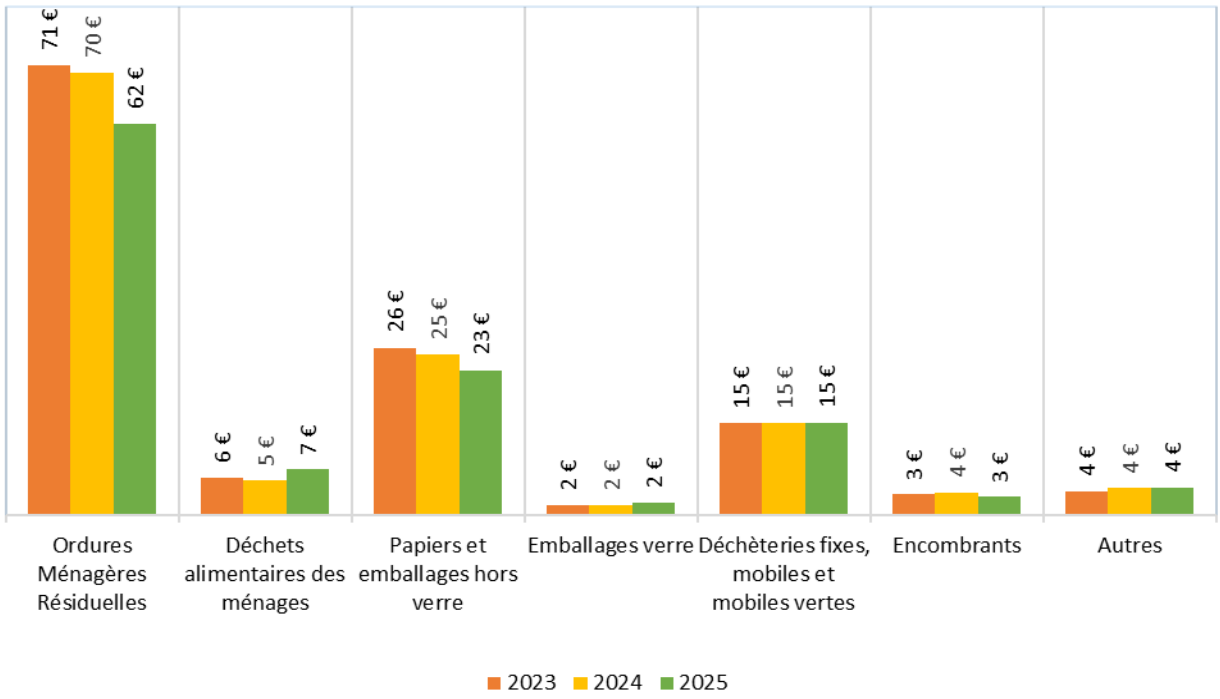
	Ordures Ménagères Résiduelles	Déchets alimentaires des ménages	Papiers et emballages hors verre	Emballages verre	Déchèteries fixes, mobiles et mobiles vertes	Encombrants	Autres	Tous flux
Coût aidé € HT	32 637 914 €	3 847 370 €	12 131 745 €	1 080 231 €	7 764 249 €	1 565 783 €	2 331 997 €	**61 359 290 €**

Coût aidé tous flux

	2023	2024	2025
Coût aidé € HT	64 197 153 €	64 714 979 €	61 359 290 €
Coût aidé € HT/habitant·e	123 €	124 €	116 €
Coût aidé € HT/tonne	312 €	309 €	293 €

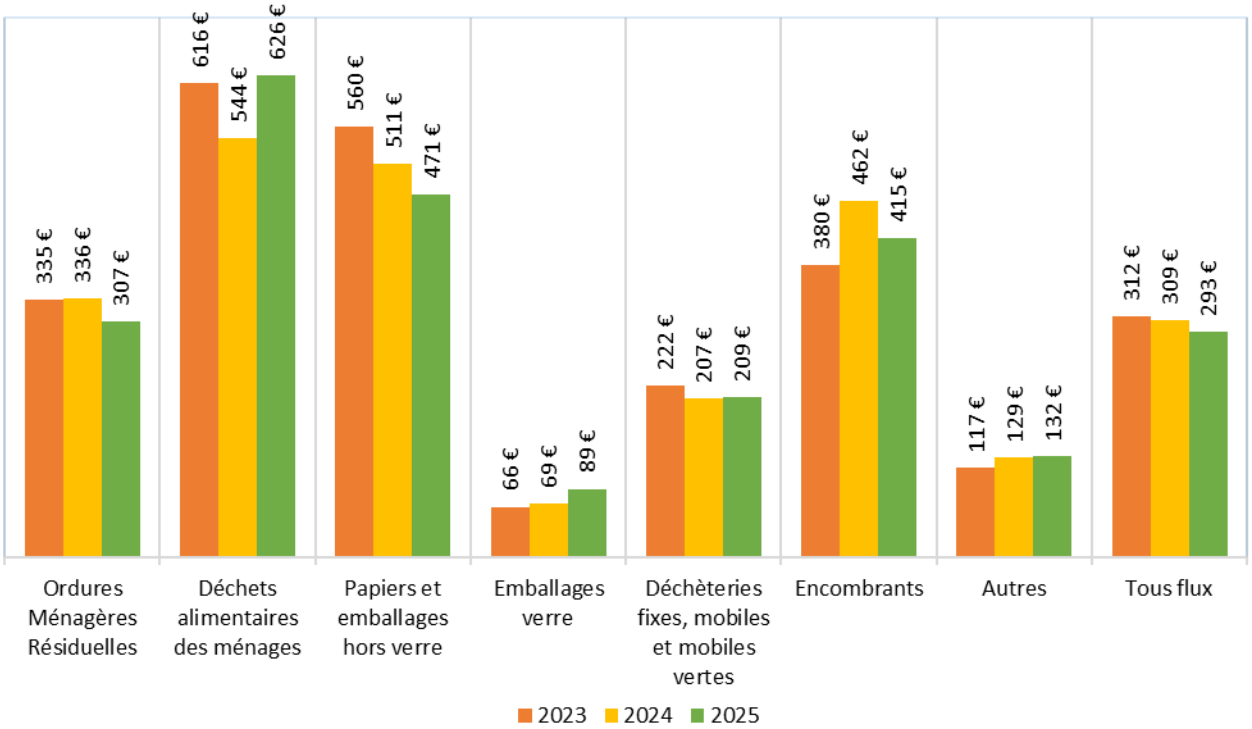
COÛT AIDÉ €/HABITANT·E

Évolution par flux du coût aidé €/HT par habitant·e



COÛT AIDÉ €/TONNE

Évolution par flux du coût aidé €/HT par tonne



COLLECTE ET TRAITEMENT DES DÉCHETS SUR VOIRIE

Par une décision du 18 septembre 2023 (n°466461), le Conseil d'État a jugé que présente le caractère d'un déchet ménager, tout bien ayant la nature d'un déchet habituellement produit par les ménages, que ce soit au sein ou hors du foyer. Cette définition intègre les déchets jetés par les usager·ères de l'espace public dans les corbeilles de rue ou sur la voie publique.
Il appartient en conséquence d'intégrer désormais à la présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés (article D2224-1 du CGCT), les coûts de collecte et de traitement des déchets sur voirie (notamment déchets collectés en corbeille de rue).

Pour l'exercice 2025, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 20,5 M€ et 0,05 M€ pour les dépenses d'investissement.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (en €)

Régie	*Achats*	246 591
	Véhicules et fluides	367 829
	Masse salariale & formation	10 623 201
Prestations externes		4 562 721
Charges de structure		4 541 434
Dotations aux amortissements véhicules de collecte		214 116
TOTAL GENERAL		**20 555 893**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (en €)

Soutien	1 850
TOTAL GENERAL	**1 850**

DEPENSES D'INVESTISSEMENTS TTC (en €)

Acquisition de corbeilles publiques	50 387
Mobilier de propreté à compaction solaire	-
TOTAL GENERAL	**50 387**

* Les chiffres du rapport annuel, établis dans une logique analytique, peuvent différer de ceux du compte administratif.

MONTANT ANNUEL DES PRINCIPALES PRESTATIONS DE SERVICES RÉMUNÉRÉES À DES ENTREPRISES

Prestataire	Prestation	Montant mandaté en 2025 € HT
Alsacienne de propreté	Collecte en porte à porte des déchets ménagers et assimilés	228 942
Emi créno	Prestation de valorisation des encombrants ménagers	85 695
Envie 2E Alsace	Collecte et traitement des déchets diffus spécifiques	138 384
Impact média pub	Fourniture et service pour le déploiement de la collecte des déchets alimentaires	356 450
Naldéo	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le contrôle du contrat de délégation de service public	78 100
Mineris	Lavage et maintenance préventive de conteneurs de surface et conteneurs enterrés	103 994
Oncidis Environnement	Collecte et traitement des déchets de protoxyde d'azote	159 525
Produnet	Prise en charge, transport et traitement des pneus collectés en dépôts sauvages	76 417
Sardi	Tri et traitement des déchets ménagers et assimilés encombrants ultimes	259 552
Sardi	Collecte et stockage du verre	773 785
Schroll	Collecte, transport, tri des produits des collectes sélectives	3 301 986
Schroll	Tri et reprise des produits des collectes sélectives	4 657 396
Schroll	Location et collecte de conteneurs d'apport volontaire de déchets ménagers et assimilés	151 600
Schroll Ritleng	Collecte et traitement en valorisation des déchets plâtre	95 838
Socotec environnement	Contrôle des rejets aqueux et atmosphériques de l'unité de valorisation énergétique	64 958
Suez RV Nord	Tri et traitement des déchets ménagers et assimilés encombrants ultimes	1 346 933
Suez RV Nord	Location de bennes et de transport des déchets collectés en déchèterie de Breuschwickersheim	57 113
Suez RV Nord	Installation, stockage et transport de bennes de déchèteries mobiles et autres sites ponctuels	75 747
Suez RV Nord	Collecte et traitement des déchets diffus spécifiques	163 835
Suez RV Nord	Fourniture et service pour le déploiement de la collecte des déchets alimentaires	2 370 396
Suez RV Nord	Collecte des déchets ménagers en porte à porte	80 063
Valterra	Traitement des déchets végétaux	623 592
Voix publique	Sensibilisation en porte à porte	458 411

**Les chiffres présentés correspondent aux marchés de prestations de services pour lesquels le montant annuel mandaté est supérieur ou égal à 55 000 € HT.*

SCHÉMA DE GESTION DES DÉCHETS

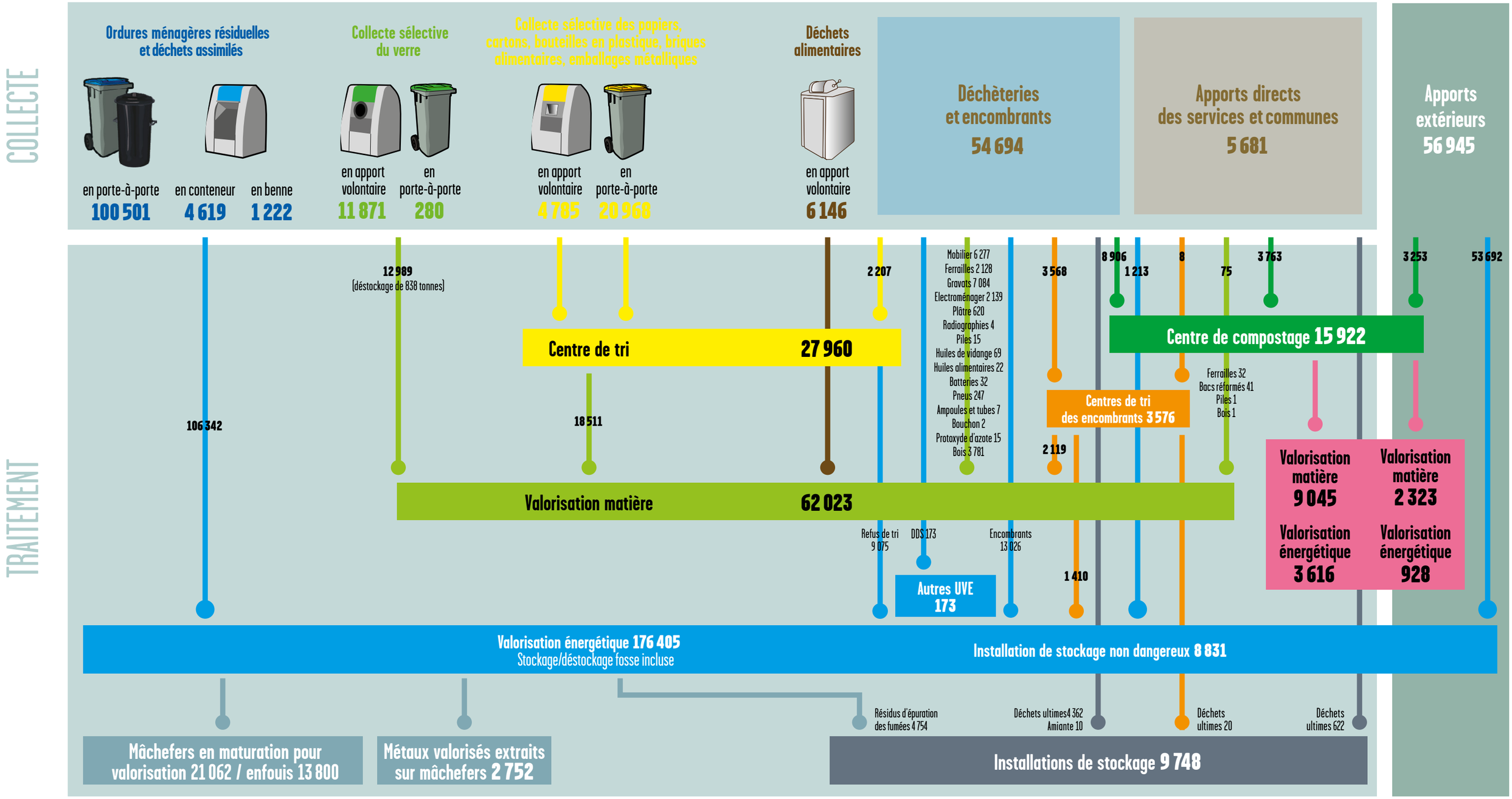
Strasbourg.eu
eurométropole

ANNÉE 2025 - DÉCHETS MÉNAGERS ET DÉCHETS ASSIMILÉS

267 712 T TRAITÉES DONT **205 086 T** COLLECTÉES PAR LE SERVICE COLLECTE ET VALORISATION DES DÉCHETS

EN 2025, LE TAUX DE VALORISATION MATIÈRE SUR LES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS EST DE 36,1 %
IL EST EN HAUSSSE PAR RAPPORT À 2024 (32,6 %)

386,9 KG/HAB./AN DE DECHETS COLLECTES CONTRE 394,1 KG/HAB./AN EN 2024



CHIFFRES EN TONNES

Strasbourg.eu
eurométropole



VILLE & EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG
1 PARC DE L'ÉTOILE • 67076 STRASBOURG CEDEX
TÉL. 03 68 98 50 00 • COURRIEL : COURRIER@STRASBOURG.EU
WWW.STRASBOURG.EU

Strasbourg.eu
eurométropole

54

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Intégration des voies privées des opérations d'aménagement - Actualisation du cadre conventionnel proposé aux aménageurs et concessionnaires. Autorisation de signature.

Numéro E-2026-763

Compte tenu de l'évolution des usages en terme d'aménagement, de la variété des projets urbains et aussi de la nécessité d'assurer, tant le respect de normes, des prescriptions techniques de l'Eurométropole de Strasbourg, que de garantir l'achèvement et la qualité des travaux réalisés sur les espaces destinés à incorporer à terme le domaine public, le Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg, dans sa délibération du 21 février 2014, a mis en place un cadre conventionnel visant à organiser les démarches de classement et prenant la forme de conventions « Voirie, réseaux divers » conclues avec les aménageurs et constructeurs en application des dispositions des articles R.442-8 et R.431-24 du Code de l'urbanisme.

Ce cadre conventionnel a été actualisé le 30 septembre 2016 puis le 3 mars 2019 par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

Il est aujourd'hui proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg d'approuver une modification de ce cadre conventionnel. Cette modification a pour objet d'intégrer une condition suspensive à l'entrée en vigueur de ladite convention tenant à l'acquisition de la propriété des parcelles assiettes des ouvrages de voirie et réseaux rétrocédés à l'Eurométropole de Strasbourg en fin d'opération.

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Le Conseil est ainsi invité à approuver l'actualisation du cadre conventionnel mis en place le 3 mars 2019 et à autoriser la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer les conventions proposées selon ce cadre.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'actualisation du cadre conventionnel visant à organiser les démarches de classement et prenant la forme de conventions « Voirie, réseaux divers » conclues avec les aménageurs et constructeurs en application des dispositions des articles R.442-8 et R.431-24 du Code de l'urbanisme, tel qu'approuvé le 21 février 2014 puis modifié le 30 septembre 2016 et le 3 mars 2019 par l'ajout d'une condition suspensive à l'entrée en vigueur de la convention, celle-ci tenant à l'acquisition de la propriété sur les parcelles assiettes des ouvrages rétrocédés à l'Eurométropole de Strasbourg en fin d'opération,

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer les conventions établies selon ce modèle en application des dispositions de la présente délibération.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212151-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

CONVENTION

Conclue en application des articles
R. 442-8 du Code de l'urbanisme pour les permis d'aménager
ou R. 431-24 pour les permis de construire valant division,
ou bénéficiant à un concessionnaire en ZAC

Acte administratif minute

Enregistré au registre des conventions non soumises à publicité foncière

(Service PFI/DDP)

sous le numéro

DESIGNATION DES PARTIES

Entre les soussignés

1. L'EUROMETROPOLE de STRASBOURG

représentée par son Président ou son-sa représentant-e, M/Mme……
agissant au nom de l'EUROMETROPOLE et en vertu d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du ……..
complétée (si nécessaire, pour les représentants) par l'arrêté portant délégation partielle de fonction du ……..

Ci-après dénommée *« l'EUROMETROPOLE »*

2. La société (préciser la forme juridique) dénommée ……..
dont le siège social est situé au ……..
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de …….
sous le n° SIRET ……..
représentée par M/Mme ……..
ayant tous pouvoirs aux présentes en vertu du pouvoir qui lui a été donné
en date du …… par M/Mme ……

Ci-après dénommée *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »*

PREAMBULE

Une opération de construction, d'aménagement ou de lotissement à usage de *(préciser industriel et commercial, mixte, artisanal, d'habitation….)* est projetée par *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »*.

Cette opération prévoit l'aménagement du terrain cadastré ban communal de ……, en Section…n°……, d'une superficie de ……..

En vue de la réalisation de l'Opération, *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* a *(préciser au choix)*

1. déposé une demande de permis d'aménager (PA) le , numéro PA 67
2. déposé une demande de permis de construire (PC) le , numéro PC 67
3. conclu avec la collectivité, dans le cadre d'une procédure de ZAC, une (préciser la nature de l'acte à viser, traité de concession, convention…… en date du …….).

Le plan d'aménagement ainsi que la définition des travaux à réaliser dans le cadre de l'Opération sont détaillés dans le dossier de demande de permis d'aménager ou de permis de construire pour les titulaires de ces autorisations ou le cas échéant dans le dossier de réalisation de la ZAC.

Toute voirie, place, ou plus généralement tout espace ouvert à la circulation du public et tout équipement ou infrastructure qui en constitue un accessoire indispensable et dont la réalisation est projetée dans le cadre de l'Opération, contribue au fonctionnement du réseau viaire du quartier et a ainsi une vocation publique.

Dans la mesure où la voirie (incluant tout espace dédié à la circulation urbaine) est destinée à être ouverte à la circulation publique, que les réseaux sous voirie (assainissement, eau potable, électricité, communications électroniques, etc...), les ouvrages accessoires à la voirie (éclairage, signalisation, réseaux d'eaux pluviales, arbres d'alignement, etc...), ainsi que les poteaux ou puits d'incendie, ouvrages d'assainissement accessoires à la voirie, constituent des équipements à vocation publique, *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* a sollicité l'EUROMETROPOLE en vue d'organiser les modalités de leur incorporation au domaine public.

La voirie, les réseaux sous voirie, et les autres ouvrages constituant l'accessoire de la voirie à intégrer au domaine public de l'EUROMETROPOLE, seront ci-après désignés sous la mention « les Ouvrages ». Ces espaces sont identifiés au plan joint en annexe n° 4 à la présente convention.

Ceci étant précisé, il est convenu et arrêté ce qui suit,

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités du transfert, dans le domaine public de l'EUROMETROPOLE, de la voirie et des réseaux de l'Opération et de définir les conditions dans lesquelles ils seront réalisés et réceptionnés par les maitres d'œuvre de *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »,* puis cédés à l'EUROMETROPOLE.

La présente convention est conclue en application des articles R. 431-24 et R. 442-8 du Code de l'urbanisme pour les opérations d'aménagement réalisées dans le cadre de permis de construire valant division ou de permis d'aménager.

A cet égard il est précisé que par permis de construire valant division, il convient d'entendre « division parcellaire », au sens de l'article R. 431-24 du code de l'urbanisme, à l'exclusion des démembrements sous forme de droits de superficie ou de mises en volumes, lesquelles ne seraient éligibles aux présentes qu'à titre exceptionnel après analyse détaillée des projets.

Le cadre conventionnel de la présente convention a été approuvé par délibération en date du 21 février 2014 et trois délibérations d'actualisation en date du 30 septembre 2016, du 3 mai 2019 et du 9 octobre 2026.

Article 2 - Ouvrages à intégrer au domaine public

Les Ouvrages destinés à être cédés à l'EUROMETROPOLE comprennent la voirie à vocation publique et les réseaux implantés dans leurs emprises ainsi que les équipements connexes qui en constituent l'accessoire, notamment les ouvrages d'assainissement, accessoires à la voirie, sous réserve des particularités ci-dessous :

2.1 Emprise à intégrer au domaine public

« L'AMENAGEUR » réalise son opération conformément à l'autorisation d'urbanisme susvisée sous préambule et plus spécifiquement conformément au plan d'aménagement joint au dossier de permis.

Le *« CONCESSIONNAIRE »* de ZAC réalise son opération conformément aux documents spécifiques aux dossiers de ZAC.

Un plan est joint en annexe n° 4 à la présente convention lequel identifie précisément les espaces devant intégrer le domaine public. Toute modification à cet égard donne lieu à avenant à la présente convention.

2.2 Réseaux concédés

Lorsque l'exploitation de certains réseaux a été concédée par une commune, membre de l'EUROMETROPOLE ou par l'EUROMETROPOLE elle-même, les concessionnaires doivent eux-mêmes s'occuper du transfert des ouvrages concernés à leur profit. Une fois transférés, ces réseaux s'analysent en biens de retour : ils reviennent en conséquence à la collectivité concédante, gratuitement, en fin de concession, sauf stipulation contractuelle contraire.

« L'AMENAGEUR » ou le *« CONCESSIONNAIRE »* veille à soumettre les documents d'exécution des ouvrages concernés au concessionnaire, pour approbation préalable à tout début d'exécution des travaux.

2.3 Infrastructures de communications électroniques

Les infrastructures de gaines dédiées aux communications électroniques et les chambres de tirage ou de visites, ouvrages connexes qui y sont associées ou plus généralement tout ouvrage dédié à l'accueil de câbles de communications électroniques sont transférés à l'EUROMETROPOLE.

L'EUROMETROPOLE procède à l'intégration des infrastructures de communications électroniques réalisées par l'aménageur dans son domaine public.

A ce titre, l'EUROMETROPOLE, est, le cas échéant, destinataire d'une copie de toutes les autorisations d'occupation de gaines consenties aux opérateurs de communications électroniques en amont du classement des voies et de leurs accessoires dans le domaine public.

Si *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* met à disposition d'un ou plusieurs opérateur(s) une partie du réseau de gaines avant sa rétrocession à l'EUROMETROPOLE*, « l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* a l'obligation d'établir en annexe de chaque convention précaire formalisée avec le/les occupant(s) à ce titre, un document détaillant les cheminements, nombre de câbles, linéaires de gaines occupés et linéaires de câbles posés (linéaires développés) selon les modalités précisés en annexe aux présentes et permette à l'EUROMETROPOLE de liquider les redevances dès classement.

Les câbles optiques, câbles cuivre, boitiers d'épissurage, prises destinés à la mise en place de services de communications électroniques seront posés aux frais des opérateurs de communications qui en formulent la demande dans le cadre de la mise en service de la desserte de la zone.

S'ils sont posés par *« l'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE »* pour le compte et aux frais d'un opérateur de communications électroniques, l'opérateur doit être présent aux réunions de réception des ouvrages et les réceptionner sous sa responsabilité.

2.4 Parcelles de voirie

La propriété des terrains d'assiette des Ouvrages est transférée à l'EUROMETROPOLE, en même temps que celle des Ouvrages.

Il est rappelé que les emprises de la voie doivent être définies par des parcelles cadastrales distinctes du reste du foncier, non démembrées et dûment matérialisées sur le terrain par des bornes, boulons, ou clous, ou dûment identifiés sur les croquis d'arpentage en tant que « points non matérialisés » conformément au droit local.

Sauf exception dûment validée par elle et sous réserve des dispositions de l'article 4.2, ces parcelles seront transférées à l'EUROMETROPOLE, libres de toutes servitudes, charges et hypothèques.

« L'AMENAGEUR » ou le *« CONCESSIONNAIRE »* veille à ce titre à ne consentir pour l'occupation éventuelle du domaine public projeté, par des totems, bornes, équipements de toute nature ou réseaux de gaines qui y sont déployées, que des conventions consenties à titre précaire et révocable et à y préciser qu'à compter du classement des espaces dans le domaine public, l'occupant est soumis aux règles de gestion et de redevance spécifiques audit domaine conformément aux textes et arrêtés tarifaires en vigueur à la date du classement.

Pour délimiter le futur domaine public, *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* veille au respect, par le géomètre chargé des opérations de délimitation et d'arpentage, des dispositions détaillées en annexe aux présentes. Le projet de procès-verbal d'arpentage est soumis à

l'EUROMETROPOLE (Département Domanialité Publique) pour visa et validation préalable à son dépôt au service du cadastre territorialement compétent.

2.5 Réseaux humides

2.5.1 Réseau d'assainissement et gestion des eaux pluviales

Les Ouvrages à intégrer au domaine public comprennent les réseaux d'assainissement et leurs accessoires (conduites, regards de visite, branchements, …) et les équipements électromécaniques qui y sont associés en cas de création de station de pompage, ainsi que les ouvrages destinés à la gestion des eaux pluviales (puisards de rue, noues, fossés, bassins à ciel ouvert, …). La propriété des équipements électromécaniques des ouvrages d'assainissement qui le nécessitent est transférée à l'EUROMETROPOLE, une fois mis en service, avec le raccordement aux réseaux téléphonique et électrique opérationnel. Au préalable, *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* doit fixer une date de basculement de la maintenance et du suivi des ouvrages avec l'EUROMETROPOLE (département Exploitation du Réseau d'Assainissement du service de l'Eau et de l'Assainissement).

2.5.2 Réseau d'eau potable et points d'eau incendie

Les Ouvrages à intégrer au domaine public comprennent les réseaux d'eau potable et leurs accessoires (conduites, vannes, ventouses, vidanges…), notamment les branchements qui y sont associés, ainsi que les points d'eau incendies publics (PI, puits, réserves…) destinés à la défense extérieure contre l'incendie.

Dans tous les cas, une demande de raccordement est à instruire auprès du service de l'Eau et de l'Assainissement de l'EUROMETROPOLE pour l'alimentation générale de l'ensemble de l'opération par l'intermédiaire d'un compteur général.

Cette demande doit être effectuée par l'aménageur du lotissement et un contrat d'abonnement est ouvert à son nom tant que l'ensemble du réseau d'eau potable n'est pas rétrocédé.

La propriété des ouvrages ne peut être transférée à l'EUROMETROPOLE qu'une fois réalisée la dépose du compteur général.

« l'AMENAGEUR » ou le *« CONCESSIONNAIRE »* est garant durant toute la durée de la construction et jusqu'au transfert de propriété total de la qualité de l'eau distribuée à l'intérieur de l'opération après le compteur général et des moyens de lutte contre l'incendie à mettre à disposition du SDIS.

2.6 Réseau d'éclairage public

L'éclairage public constitue une compétence communale sur l'ensemble du territoire de l'EUROMETROPOLE. En conséquence, les réseaux d'éclairage public ne font pas partie des Ouvrages concernés par la présente convention. Leur propriété peut en revanche être transférée directement aux communes, sur la base d'un accord négocié entre *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* et la commune concernée. Si la commune le souhaite, elle peut être invitée par *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* aux réunions de chantier et de réception des travaux, préalablement au transfert des ouvrages à leur profit.

2.7 Espaces verts

Seuls les arbres d'alignement implantés sur les trottoirs ou le long des voies sont considérés comme un équipement accessoire faisant partie intégrante de la voirie et donc des Ouvrages.

Les espaces verts, les équipements du type square, aires de jeu, haies et ilots plantés qui ne peuvent être qualifiés de voirie, ne seront pas transférés à l'EUROMETROPOLE.

« L'AMENAGEUR » ou le *« CONCESSIONNAIRE »* pourra, s'il le souhaite, prendre l'attache de la commune afin d'en assurer la reprise.

« L'AMENAGEUR », pourra, s'il le souhaite en confier la propriété à une association syndicale libre.

Article 3 - Qualité et réception des Ouvrages

3.1 Disposition générales

« L'AMENAGEUR » ou le *« CONCESSIONNAIRE »* est seul maitre d'ouvrage des travaux à réaliser. Ce faisant, la direction et la réception des travaux relève de sa responsabilité.

Le contrôle éventuellement exercé par l'EUROMETROPOLE, tel que décrit par la présente convention et en particulier au présent article, est ainsi réalisé en sa seule qualité de futur propriétaire des Ouvrages. L'EUROMETROPOLE ne se substitue ainsi ni à la fonction de maître d'ouvrage, ni à celle de maître d'œuvre, ni à celle d'aucun autre intervenant à l'acte de construire, lesquels restent en tout état de cause seuls maîtres et responsables des décisions finalement prises jusqu'au transfert effectif de la propriété des Ouvrages.

« L'AMENAGEUR » ou le *« CONCESSIONNAIRE* ne peut en conséquence se prévaloir d'aucune carence ou défaillance de l'EUROMETROPOLE dans l'exercice de son droit de contrôle, lequel (si l'EUROMETROPOLE choisit de l'exercer) n'est destiné qu'à préparer et faciliter le transfert des Ouvrages dans son patrimoine.

3.2 Conformité des ouvrages

Les Ouvrages doivent se conformer à la réglementation nationale et locale (POS / PLU, règlement de voirie, règlement d'assainissement, règlement de collecte des déchets ménagers, etc.), aux normes en vigueur et aux règles de l'art.

En cas de réalisation de l'opération par tranches successives, *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* peut solliciter auprès de l'EUROMETROPOLE la communication des prescriptions techniques actualisées afin de pouvoir intégrer toute évolution des normes ou des usages en matière de suivi de travaux dans les travaux à engager sur les nouvelles tranches.

D'une façon générale, les ouvrages doivent être dimensionnés pour répondre aux fonctionnalités arrêtées dans le permis de construire ou le permis d'aménager, ou dans les dossiers de réalisation de la ZAC.

« L'AMENAGEUR » ou le *« CONCESSIONNAIRE »* s'engage à communiquer à L'EUROMETROPOLE les avant-projets (AVP) et les projets ou dossiers de consultation des entreprises (DCE) en amont de la commande passée par l'aménageur auprès de ces derniers. L'Eurométropole peut solliciter tout autre document utile selon prescriptions techniques ci-annexées. *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* s'engage à donner suite à toute demande qui lui est proposée en ce sens par écrit, dans un délai de cinq jours calendaires.

L'EUROMETROPOLE peut, dans un délai de quinze jours ouvrables après communication desdits documents, formuler toute observation qu'elle jugera utile à faciliter le classement projeté des espaces dans le domaine public.

« L'AMENAGEUR » ou le *« CONCESSIONNAIRE »* désigne au sein de sa maîtrise d'œuvre, un référent, contact privilégié de l'EUROMETROPOLE, chargé de centraliser et de communiquer à l'EUROMETROPOLE, toute pièce et document utile à la mise en œuvre des dispositions de la présente convention.

Ce référent est chargé de la transmission des AVP, des projets, des DCE, et des DOE en fin de travaux tels que listé en annexe n° 6.
Il veille à constituer les dossiers utiles à la formalisation de la demande de classement tout au long des opérations et travaux d'aménagement afin de garantir son issue.

3.3 Exécution et suivi des travaux

« L'AMENAGEUR » ou le *« CONCESSIONNAIRE »* assure la direction, le contrôle et la réception des travaux. Il veille à procéder aux tests et contrôles sollicités par les services techniques de l'EUROMETROPOLE, tels que détaillés en annexe et transmet les résultats des tests et contrôles effectués à son référent en vue d'assurer le contrôle, la consignation et la transmission desdits résultats.

Les services de l'EUROMETROPOLE peuvent participer aux réunions de chantier et de réception de travaux, s'ils le jugent utile.

A cet égard, *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* s'engage à informer l'EUROMETROPOLE de la progression du chantier. Elle doit, notamment, être conviée à toutes les réunions de chantier organisées avec les différentes parties concernées, et peut ainsi, si elle le juge utile, participer aux réceptions de chaque phase de travaux. Un procès-verbal est établi contradictoirement à l'issue de chaque réunion de chantier. *« L'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* s'engage à transmettre l'ensemble de ces procès-verbaux à l'EUROMETROPOLE après chaque réunion.

3.4 Réception des travaux

« L'AMENAGEUR » ou le *« CONCESSIONNAIRE »* procède à la réception des travaux conformément aux usages professionnels. Il invitera l'EUROMETROPOLE à y assister.

Les travaux de mise en conformité à réaliser sont signalés par les services gestionnaires lors des opérations préalables à la réception.

Pour les permis, si à l'issue d'une réunion de réception, des travaux de reprise mineurs à engager restent relevés, et que leur valeur cumulée n'excède pas 20 000 € H.T, l'EUROMETROPOLE en dresse la liste et invite l'aménageur à les financer. Les sommes ainsi liquidées seront majorées d'un forfait de 20 %, au titre du transfert de la maîtrise d'œuvre et du suivi des travaux de reprise, ce suivi étant transféré à l'EUROMETROPOLE.

Afin d'accélérer les démarches de classement, *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* accepte le principe de cette contribution aux couts des travaux de reprise des travaux qu'il a réalisés et la mise en œuvre des travaux par les services de l'EUROMETROPOLE.

Cette contribution est formalisée dans la délibération et dans l'acte comportant transfert de la propriété des parcelles de voirie à la collectivité.

Si des travaux d'un montant supérieur à 20 000 euros H.T sont relevés, les parties se rencontrent afin d'opter, entre une réalisation des travaux par l'aménageur dans des délais compatibles avec l'intérêt général ou leur mise en œuvre par la collectivité sous réserve d'une contribution à leur cout par l'aménageur.

Pour les travaux de remises des ouvrages réalisés en ZAC, il convient de se référer aux dispositions spécifiques des conventions conclues avec le concessionnaire.

Article 4 - Modalités de transfert de la propriété des Ouvrages

4.1 Conditions préalables au transfert de propriété des Ouvrages

Le transfert de propriété des Ouvrages ne peut intervenir avant que les trois-quarts des lots ne soient bâtis, pour éviter la détérioration des voies et réseaux.

Si certains lots inclus dans le quart des lots restant à construire sont destinés recevoir des immeubles collectifs, L'EUROMETROPOLE peut inviter *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* à étudier un accès aux terrains à construire préservant la voirie et les réseaux de tout risque de détérioration.

Le transfert de propriété des Ouvrages ne peut en outre et en tout état de cause intervenir que lorsque les conditions suivantes sont toutes remplies :

- *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* a procédé à la réception des travaux, en ayant préalablement invité l'EUROMETROPOLE à y assister ;
- *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* a reçu l'accord des services concessionnaires mentionnés à l'article 2.2 pour la prise en charge de l'ensemble des réseaux ;
- *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* a obtenu la non contestation à la déclaration attestant l'achèvement des travaux ;
- *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* a obtenu l'attestation prévue à l'article R. 462-10 du code de l'urbanisme, attestant de la conformité des travaux avec le permis ; à titre exceptionnel il peut être dérogé à cette exigence lorsque la non délivrance de ladite attestation ne concerne pas la voirie et les réseaux à classer et est dès lors sans effet sur les dispositions de la présente ;
- L'EUROMETROPOLE a reçu de *« l'AMENAGEUR »* ou du *« CONCESSIONNAIRE »* l'ensemble des documents techniques nécessaires à la définition et à l'exploitation des ouvrages, notamment le Dossier des Ouvrages Exécutés ;
- L'EUROMETROPOLE a reçu de *« l'AMENAGEUR »* ou du *« CONCESSIONNAIRE »* l'ensemble des pièces juridiques nécessaires à la présentation du classement et transfert de propriété auprès du Conseil de l'EUROMETROPOLE ;
- L'EUROMETROPOLE a pris une décision explicite d'acceptation du transfert des Ouvrages, laquelle est formalisée dans un «PV d'acceptation des Ouvrages en vue de leur intégration au domaine public routier». Ce Procès-verbal détaille les travaux dont la mise en œuvre est le cas échéant transférée à l'EUROMETROPOLE et dont la prise en charge financière est supportée par *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »*.

Les dispositions relatives à la mise en œuvre de cette clause, et notamment la composition des dossiers techniques et juridiques à communiquer à l'EUROMETROPOLE, sont plus amplement détaillées en annexes des présentes.

Dans le cas d'une opération par tranches de viabilisation, le transfert de propriété peut se faire par tranche.

Au cas d'espèce une tranche de viabilisation s'entend de l'achèvement d'un tronçon de voirie s'inscrivant en cohérence avec le réseau viaire public existant, et avec lequel il constitue une unité fonctionnelle cohérente.

4.2 Transfert de propriété

Le transfert de propriété des Ouvrages sera formalisé dans un acte de vente des Ouvrages au prix de l'euro symbolique, après approbation de l'acquisition et du classement dans le domaine public par le Conseil de l'EUROMETROPOLE.

Si les parcelles destinées à intégrer le domaine public ne sont pas libres de toutes charges, servitudes ou hypothèques, *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »*, s'engage à prendre en charge les frais d'acte notarié nécessaires à la régularisation de ces transferts de propriété ainsi que l'intégralité des frais liés au dit transfert et à faire communiquer un projet d'acte de vente à l'EUROMETROPOLE.

Si des travaux de reprise mineurs n'ont pas été réalisés par *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »*, les sommes correspondant au transfert à la collectivité de ces travaux à réaliser sont détaillées dans les actes de transfert de propriété.

Les garanties sur les ouvrages rétrocédés et les documents relatifs à ces garanties sont transférées à l'EUROMETROPOLE avec le transfert de propriété.

Après transfert de propriété, *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* reste responsable de la levée des réserves et de la gestion des interventions effectuées en appel de garantie.

Article 5 (article spécifique au Permis d'aménager) - Création d'une association syndicale

« L'AMENAGEUR » s'engage à créer une association syndicale dans toutes les hypothèses où, au moment de la signature de la convention, certains espaces communs ne sont pas destinés à être intégrées dans le domaine public en application de la présente convention ou en application d'accords négociés avec les communes concernées.

Article 6 - Dispositions transitoires

Dans l'attente de l'intégration des ouvrages au domaine public métropolitain, *« l'AMENAGEUR »,* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* s'il est constructeur, s'oblige :

- à formuler une demande auprès du service de l'Eau et de l'Assainissement en amont de tout projet de raccordement et de déversement d'eaux usées domestiques et non domestiques au réseau d'assainissement ;

- à ne réaliser les travaux de raccordement qu'après autorisation du service de l'Eau et de l'Assainissement ;

- à ce qu'un contrat d'abonnement soit établi au nom de *« l'AMENAGEUR »* ou du *« CONCESSIONNAIRE »* et qu'un poste de comptage soit installé et maintenu jusqu'à rétrocession complète des voiries et ouvrages. Le raccordement au réseau d'Eau est effectué par le service de l'Eau et de l'Assainissement aux frais de *« l'AMENAGEUR »* ou du *« CONCESSIONNAIRE »*.

Dans les autres cas, *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* veille (clause à intégrer dans les actes de vente des terrains), à ce que les cessionnaires des terrains à bâtir :

- formulent une demande auprès du service de l'Eau et de l'Assainissement en amont de tout projet de raccordement et de déversement d'eaux usées domestiques et non domestiques au réseau d'assainissement ;

- ne réalisent les travaux de raccordement qu'après autorisation du service de l'Eau et de l'Assainissement**.**

Article 7 - Garanties

« L'AMENAGEUR » ou le *« CONCESSIONNAIRE »* déclare s'engager à prendre toutes dispositions utiles pour garantir à l'EUROMETROPOLE la réalisation des travaux conformément aux dispositions des annexes aux présentes.

En outre, il s'engage à fournir à l'EUROMETROPOLE, au plus tard dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur des présentes :

- une attestation d'assurance couvrant ses risques professionnels et en particulier sa qualité de constructeur non réalisateur ;

- les attestations d'assurance de tous les intervenants à l'acte de construire ;

- la justification de la garantie financière d'achèvement des travaux.

Article 8 – Validité

8.1 Condition suspensive ou entrée en vigueur de la présente convention

La présente convention entre en vigueur à la plus tardive des dates suivantes :

- à la date de délivrance du permis de construire ou du permis d'aménager lorsqu'elle est signée antérieurement à cette délivrance

- à sa date de signature lorsqu'elle est conclue postérieurement à la délivrance du permis

- toutefois, lorsque le bénéficiaire n'est pas propriétaire des parcelles d'assiette des ouvrages à ces dates, elle n'entre en vigueur qu'à compter du transfert de propriété à son profit desdites parcelles, l'inscription au livre foncier faisant foi.

Pour le concessionnaire de ZAC, la présente convention et ses prescriptions techniques entrent en vigueur à compter …. (date à convenir avec le concessionnaire : par exemple : à la signature de la concession ou à compter du caractère exécutoire du traité ou à compter de la signature de l'avenant….).

8.2 Durée de validité

La présente convention prend fin au jour du transfert de propriété dans le patrimoine de l'EUROMETROPOLE de la totalité des Ouvrages identifiés à l'annexe n° 4 comme destinés intégrer le domaine public.

8.3 Clause résolutoire

La présente convention est résiliée de plein droit dans les cas suivants :

- annulation définitive ou retrait du permis de construire ou d'aménager ;
- renonciation expresse du *« CONCESSIONNAIRE »* ou de *« l'AMENAGEUR »* au projet ;
- caducité du permis ;
- caducité de la procédure de ZAC.

L'EUROMETROPOLE peut de même prononcer la résiliation de la présente convention en cas de non-respect, par *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »*, de l'un des engagements contractuels souscrit au titre de la présente convention. Cette sanction ne peut toutefois être appliquée qu'après mise en demeure, adressée à *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »*, d'avoir à satisfaire à ses obligations contractuelles dans un délai raisonnable compte tenu de la nature du manquement, délai qui ne saurait en tout état de cause être inférieur à quinze jours calendaires à compter de la réception de la mise en demeure.

En cas de résiliation de la présente convention, *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* doit : soit constituer une association syndicale formée des acquéreurs de lots, à laquelle seront dévolus la propriété, la gestion et l'entretien des espaces et équipements commun (en application de l'article R. 442-7 du code de l'urbanisme) soit attribuer les espaces et équipements commun en propriété aux acquéreurs des lots (en application de l'article R. 442-8 du code de l'urbanisme).

Quelle que soit l'hypothèse ayant conduit à la résiliation de la présente convention, *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »* ne peut exiger de l'EUROMETROPOLE le remboursement des frais qu'il aura engagés dans l'opération (tant pour la procédure administrative que pour la réalisation des travaux) ni de façon générale, le paiement d'une quelconque indemnité, quelle qu'en soit la nature.

Article 9 - Transfert du permis

Dans le cas d'un transfert, à un tiers, du permis délivré à l'appui des présentes, *« l'AMENAGEUR »* invite le futur bénéficiaire du permis à solliciter un avenant à la présente convention et à en respecter les principes.

Article 10 - Documents contractuels

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux. Elle se compose du corps des présentes et des modalités pratiques d'application tels que détaillées dans ses annexes, à savoir :

- annexe n° 1 : Schématique procédurale;
- annexe n° 2 : Référentiel qualité (prescriptions techniques en vue de la réalisation des Ouvrages) ;
- annexe n° 3 : Prescriptions foncières ;
- annexe n° 4 : Plan détaillant les ouvrages destinés à intégrer le domaine public ;
- annexe n° 5 : Programme des travaux
- annexe n° 6 : Listes des pièces à remettre en fin de travaux ;
- annexe n° 7 : Liste des services référents et contacts utiles.

Acte établi à Strasbourg,

Le

Pour *« l'AMENAGEUR »* ou le *« CONCESSIONNAIRE »,*	Pour l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG,

Strasbourg.eu
eurométropole

55

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Convention de portage foncier suite à l'acquisition, par l'Établissement Public Foncier d'Alsace (EPFA), d'un lot de copropriété situé dans un ensemble immobilier sis à STRASBOURG, 8 rue de Londres et 4-8 rue de Leicester.

Numéro E-2026-730

I. Contexte

La ville de Strasbourg a réceptionné le 12 août 2025, une déclaration d'intention d'aliéner (DIA) portant sur la vente du lot de copropriété numéro 205 avec 145/10 000ème des parties–communes générales PC1 et de 143/10 000ème des parties communes spéciales, sis à Strasbourg, 8 rue de Londres et 4-8 rue Leicester et cadastré section 38 n° 101, en ce qu'il constitue un local commercial en rez-de-chaussée, d'une contenance cadastrale de 91,97 ares, moyennant le prix de 350 000 € (trois cent cinquante mille euros), augmenté des frais d'acte notarié.

Le bien immobilier se situe en zone UD2 au PLUi.
Il est loué à l'exploitant du fonds de commerce en vertu d'un bail commercial rédigé en la forme notariée le 08 avril 2024 pour une durée de 9 ans, moyennant un loyer trimestriel de 7 200 € HT hors charges, soit un loyer annuel de 28 800 € HT hors charges.

Cette acquisition, en vue de constituer une réserve foncière au sens de l'article 300-1 du Code de l'urbanisme, s'inscrit dans la continuité de la politique d'aménagement de la Métropole, notamment la nécessaire maîtrise du développement économique (maintien, extension et accueil d'activités économiques) dans ce secteur de l'Esplanade et présente un intérêt général certain justifiant ainsi une maîtrise foncière publique dans un secteur à forts enjeux. Il y est poursuivi le projet d'une opération d'aménagement urbain permettant de définir les évolutions commerciales d'une part ainsi que les besoins de services, de santé et d'habitat d'autre part.

Le droit de préemption urbain a été délégué à l'EPFA, lequel l'a exercé par arrêté de préemption pris en date du 23 octobre 2025.

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg d'approuver la conclusion entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'Établissement Public Foncier d'Alsace (EPFA)

d’une convention de portage foncier.

II. Signature d’une convention de portage foncier entre l’Eurométropole de Strasbourg et l’EPFA portant sur le lot de copropriété numéro 205 situé dans l’ensemble immobilier sis à Strasbourg 8 rue de Londres et 4-8 rue de Leicester.

Durée du portage

Il est proposé de conclure la convention de portage foncier pour une durée ferme de cinq ans.

Ladite convention produira tous ses effets à compter du jour de sa signature. Les frais de portage et de gestion commenceront à courir à compter de la signature du premier acte d’acquisition par l’EPFA.

Ses effets prendront fin lorsque le bien concerné par la convention aura été cédé par l’EPFA et que les comptes financiers auront été apurés.

La convention de portage pourra exceptionnellement faire l’objet d’une demande unique de prorogation par l’Eurométropole de Strasbourg, sous réserve de l’accord préalable du conseil d’administration de l’EPFA et du Conseil de l’Eurométropole.

L’Eurométropole de Strasbourg s’engagera aux termes de la convention de portage à racheter ou faire racheter par un organisme ou par un opérateur économique, désignés par ses soins à l’EPFA, sans condition, au plus tard à la fin de la période de portage, le bien immobilier sis à Strasbourg 4-8 rue de Leicester et 8 rue de Londres. Le bien préempté pourra également être proposé à la vente par l’EPFA à l’actuel exploitant après validation de la Métropole.

Promesse d’achat

La convention de portage vaudra promesse unilatérale d’achat par l’Eurométropole de Strasbourg du lot de copropriété numéro 205 situé dans l’ensemble immobilier à Strasbourg, 4-8 rue de Leicester et 8 rue de Londres.

Modalités de l’acquisition par l’EPFA

Le droit de préemption urbain a été notifié par l’EPFA au prix de 350 000 € (trois cent cinquante mille euros) majoré des frais d’acte notarié, conformément à la valeur indiquée dans la D.I.A. La Division du Domaine ayant rendu un avis de valeur au montant de 339 500 € HT hors marge d’appréciation de 10 %.

Gestion du bien
La gestion intermédiaire du bien immobilier, ainsi que sa gestion locative sera assurée par l’EPFA.

Modalités financières

L'Eurométropole de Strasbourg s'engagera à faire face aux entières conséquences financières entraînées par l'intervention de l'EPFA.
L'Eurométropole de Strasbourg s'engagera à rembourser à l'EPFA, chaque année, à la date d'anniversaire de la signature de l'acte de vente, les frais de gestion du bien immobilier éventuellement minorés des recettes de gestion (remboursement des indemnités d'occupation/loyers, d'assurances, de dépôt de garantie, de dégrèvement de taxe foncière, d'électricité…).

L'Eurométropole de Strasbourg s'engagera à payer à l'EPFA, chaque année, à la date d'anniversaire de la signature du premier acte de vente, les frais de portage calculés comme suit : un taux fixe de 1,5 % hors taxes de la valeur du bien en stock.

À la fin du portage foncier, l'Eurométropole de Strasbourg s'engagera à rembourser à l'EPFA :
- le prix de rétrocession du bien déterminé par la valeur d'acquisition initiale, majorés notamment des frais d'acquisition et des éventuels coûts du proto-aménagement engagée par l'EPFA ; ce prix tient compte des subventions déductibles et des dispositifs d'intervention attribués par l'EPFA ;
- les frais de gestion, de procédure et les frais de portage restant dus à la date de cession. Ils seront minorés en cas de perception d'indemnités d'occupation/loyers par l'EPFA pour le bien porté et de remboursement anticipé en capital effectué par l'Eurométropole de Strasbourg ou remboursement d'assurances, de dépôt de garantie, d'électricité.

En cas de recours gracieux ou contentieux, avant ou après acquisition l'ensemble des frais seront refacturés après déduction des remboursements assurantiels.

Prix de vente

Le prix de rétrocession sera composé du prix d'acquisition payé par l'EPFA ainsi que de toutes les dépenses engagées par l'EPFA pour l'acquisition, l'administration et la conservation du bien, à savoir :
- les frais d'acquisition,
- les frais d'études et de diagnostics,
- les coûts de proto-aménagement éventuels.

Les frais de gestion et des frais de portage restants dus à la date de cession seront facturés à l'Eurométropole de Strasbourg en dehors de l'acte de vente.

Ils seront minorés en cas de perception d'indemnités d'occupation/loyers par l'EPFA pour le bien porté et de remboursement anticipé en capital effectué par l'Eurométropole de Strasbourg ou remboursement d'assurances, de dépôt de garantie, d'électricité.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les statuts de l'Établissement Public Foncier d'Alsace en date du 14 janvier 2025
vu l'article L300-1 du Code de l'urbanisme
vu le règlement intérieur de l'Établissement Public Foncier d'Alsace

en date du 11 décembre 2024
vu l'arrêté de délégation ponctuelle du droit de préemption urbain
en date du 21 octobre 2025
vu l'arrêté d'exercice du droit de préemption urbain
signifié par commissaire justice le 23 octobre 2025
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la conclusion entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'Établissement Public Foncier d'Alsace (EPFA) d'une convention de portage foncier qui aura pour objet le portage du lot de copropriété numéro 205 situé dans l'ensemble immobilier sis à Strasbourg, 8 rue de Londres et 4-8 rue de Leicester par l'EPFA et le rachat du bien par l'Eurométropole de Strasbourg, tout organisme ou tout agent économique désigné par l'Eurométropole de Strasbourg, lequel bien est cadastré comme suit :

Commune de STRASBOURG
- *Section 38 numéro 101 : lieudit rue de Leicester d'une contenance cadastrale de 91,97 ares*

Consistant en un lot de copropriété à usage de commerce, numéro 205 avec 145/10 000ème des parties–communes générales PC1 et de 143/10 000ème des parties communes spéciales de tantièmes de copropriété, comme précisé dans la déclaration d'intention d'aliéner d'une superficie de 97 m².

L'objet de la convention visera notamment à définir les engagements pris par l'EPFA et l'Eurométropole de Strasbourg, et préciser les modalités d'intervention de l'EPFA, à *savoir :*
- *le portage foncier du bien immobilier objet des présentes ;*
- *les modalités de la convention de portage.*

<u>Durée du portage</u>
La convention de portage foncier est conclue pour une durée ferme de cinq ans.
Ladite convention produira tous ses effets à compter du jour de sa signature. Les frais de portage et de gestion commenceront à courir à compter de la signature du premier acte d'acquisition par l'EPFA.

Ses effets prendront fin lorsque le bien concerné par la convention aura été cédé par l'EPFA et que les comptes financiers auront été apurés.

La convention de portage pourra exceptionnellement faire l'objet d'une demande unique de prorogation de la même durée par l'Eurométropole de Strasbourg, sous réserve de l'accord préalable du conseil d'administration de l'EPFA et du Conseil de l'Eurométropole.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engagera, aux termes de la convention de portage, à racheter ou faire racheter par un organisme ou par un opérateur économique désigné par ses soins à l'EPFA, sans condition, au plus tard à la fin de la période de portage, le lot de copropriété numéro 205 situé dans l'ensemble immobilier sis à Strasbourg, 4-8

rue de Leicester et 8 rue de Londres.

Promesse d'achat
La convention de portage vaudra promesse unilatérale d'achat par l'Eurométropole de Strasbourg du lot de copropriété numéro 205 situé dans l'ensemble immobilier sis à Strasbourg 8 rue de Londres et 4-8 rue de Leicester.

Gestion du bien
La gestion intermédiaire du bien immobilier sera assurée par l'EPFA.

Modalités financières
- *l'Eurométropole de Strasbourg s'engagera à faire face aux entières conséquences financières entraînées par l'intervention de l'EPFA,*
- *l'Eurométropole de Strasbourg s'engagera à rembourser à l'EPFA, chaque année, à la date d'anniversaire de la signature de l'acte de vente, les frais de gestion du bien immobilier éventuellement minorés des recettes de gestion,*
- *l'Eurométropole de Strasbourg s'engagera à payer à l'EPFA, chaque année, à la date d'anniversaire de la signature du premier acte de vente, les frais de portage calculés comme suit : un taux fixe de 1,5 % hors taxes de la valeur du bien en stock, pour les opérations de logement aidé et/ou conventionné et sur justification,*

À la fin du portage foncier, l'Eurométropole de Strasbourg s'engagera à rembourser à l'EPFA :
- *le prix de rétrocession du bien déterminé par la valeur d'acquisition initiale, majorés notamment des frais d'acquisition et des éventuels coûts du proto-aménagement engagée par l'EPFA ; ce prix tient compte des subventions déductibles et des dispositifs d'intervention attribués par l'EPFA,*
- *les frais de gestion, de procédure et les frais de portage restant dus à la date de cession. Ils seront minorés en cas de perception d'indemnités d'occupation/loyers par l'EPFA pour le bien porté et de remboursement anticipé en capital effectué par l'Eurométropole de Strasbourg ou remboursement d'assurances, de dépôt de garantie, d'électricité,*

En cas de recours gracieux ou contentieux, avant ou après acquisition les frais seront refacturés après déduction des remboursements assurantiels.

Prix de vente
Le prix de rétrocession sera composé du prix d'acquisition payé par l'EPFA ainsi que de toutes les dépenses engagées par l'EPFA pour l'acquisition, l'administration et la conservation du bien, à savoir :
- *les frais d'acquisition,*
- *les frais d'études et de diagnostics,*
- *les coûts de proto-aménagement éventuels.*

Les frais de gestion et des frais de portage restants dus à la date de cession seront facturés à l'Eurométropole de Strasbourg en dehors de l'acte de vente.

Ils seront minorés en cas de perception d'indemnités d'occupation/loyers par l'EPFA pour le bien porté et de remboursement anticipé en capital effectué par

l'Eurométropole de Strasbourg ou remboursement d'assurances, de dépôt de garantie, d'électricité,

L'Eurométropole de Strasbourg sera autorisé sous son contrôle et sa responsabilité :
- *à faire usage du bien directement ou par des tiers,*
- *à procéder à toutes recherches et études nécessaires à la réalisation de son projet d'aménagement définitif, notamment légales et réglementaires pouvant affecter la destination du bien,*

L'Eurométropole de Strasbourg s'engagera alors :
- *à assurer à ses frais la mise en sécurité, le gardiennage et l'entretien du bien,*
- *à ne pas réaliser de travaux sur le bien ; si des travaux s'avéraient nécessaires (rénovation, réhabilitation, démolition), une convention de mise à disposition du bien pour travaux pourrait alors être conclue avec l'EPFA,*
- *à, seulement en cas d'extrême urgence ou de péril imminent, procéder aux mesures conservatoires indispensables en vue de faire cesser l'urgence et/ou le péril (en pareil cas, la collectivité en avisera immédiatement l'EPFA),*

décide

l'imputation budgétaire de la dépense sur la ligne budgétaire de l'Eurométropole de Strasbourg fonction 510 – nature 62268 – service AD03A,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer la convention de portage foncier portant sur le lot de copropriété numéro 205 situé dans l'ensemble immobilier sis à Strasbourg, 8 rue de Londres et 4-8 rue de Leicester avec l'EPFA.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211608-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026



Strasbourg.eu eurométropole

DUT - PFI Département Domanialité Publique

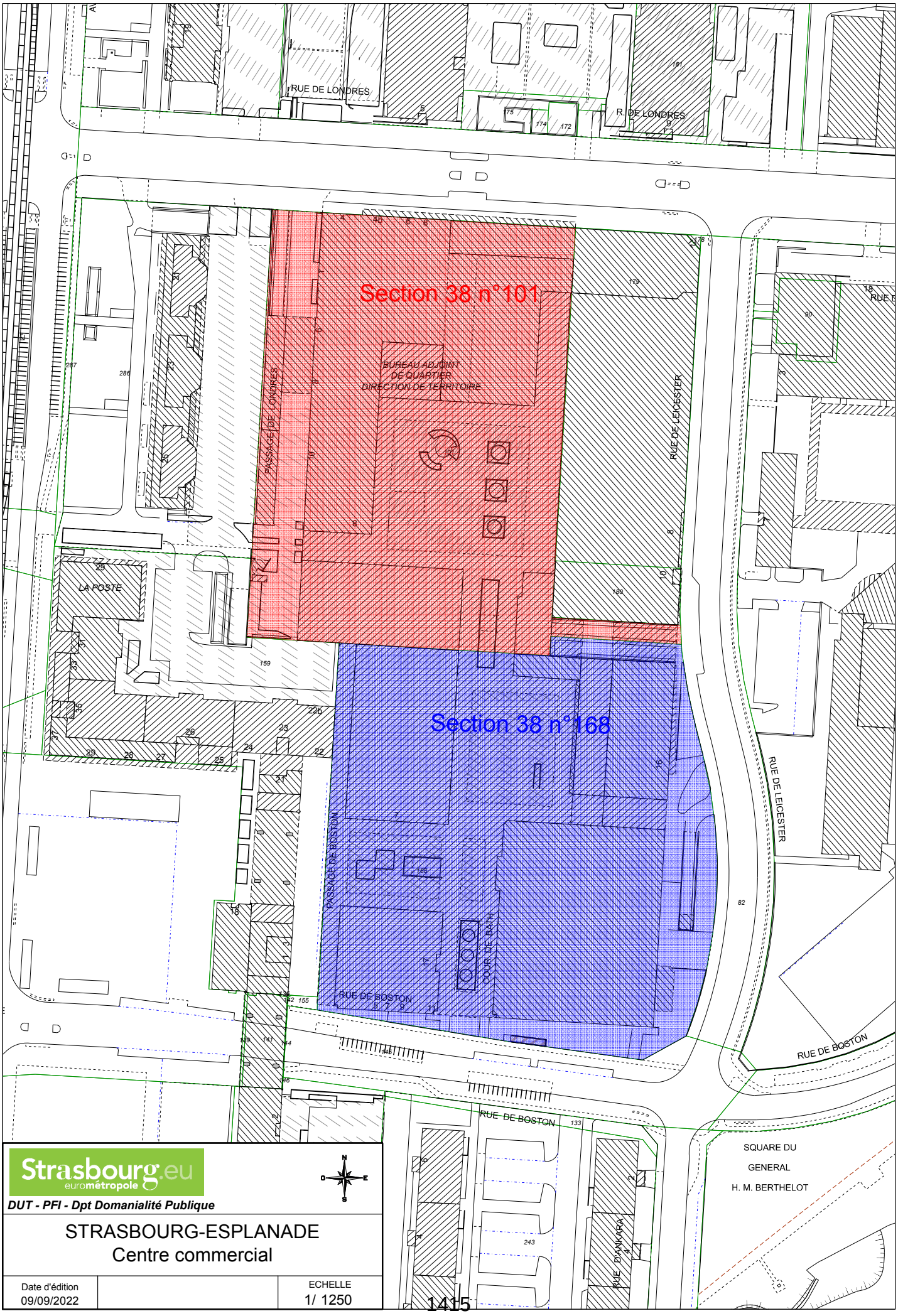
PLAN DE SITUATION

STRASBOURG-ESPLANADE

Centre commercial

Date d'édition		ECHELLE
09/09/2022		1/ 15000

1414



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O
E
S

DUT - PFI - Dpt Domanialité Publique

STRASBOURG-ESPLANADE
Centre commercial

Date d'édition		ECHELLE
09/09/2022		1/ 1250

56

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Strasbourg-Esplanade - Abrogation de la délibération du 19 décembre 2025 (numéro 72) portant sur l'extension du périmètre du droit de préemption urbain renforcé dans le cadre du projet de redynamisation du cœur de quartier de l'Esplanade.

Numéro E-2026-692

L'Eurométropole de Strasbourg, à l'écoute des habitantes et des habitants, dans une volonté de dialogue et de recherche d'une solution d'intérêt général concertée pour l'avenir du quartier de l'Esplanade, renonce à exercer le droit de préemption urbain renforcé de manière non concertée. Ce changement de stratégie poursuit les mêmes objectifs : accompagner la relance du centre commercial, améliorer les espaces publics et répondre aux enjeux de sécurité, de propreté et de qualité de vie.

Par une délibération du 19 décembre 2025, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé l'extension du périmètre [annexé à la présente délibération] du droit de préemption urbain renforcé sur le quartier de l'Esplanade à Strasbourg.

Sur le fondement de l'article L.211-1 du Code de l'urbanisme, les communes dotées d'un PLU approuvé, peuvent par délibération instituer un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanisation future délimitées par ce plan.En application de l'article L. 211-2 du même Code, la compétence des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière d'élaboration de Plan local d'urbanisme, telles que les métropoles, emporte leur compétence de plein droit pour instituer le droit de préemption urbain.

Le droit de préemption urbain renforcé permet de préempter :
- des lots de copropriétés situés dans des immeubles de plus de 10 ans,
- des immeubles de moins de 4 ans, et des lots de copropriété situés dans ces immeubles de moins de 4 ans.

Aujourd'hui, le changement de stratégie opéré par la Collectivité pour accompagner la mutation du quartier et de son centre commercial, ne justifie plus le maintien du dispositif sur ce secteur. Il est donc proposé, en application de l'article L. 243-1 du Code des relations entre le public et l'administration, d'abroger la délibération numéro 72 du 19 décembre 2025 portant extension du périmètre du droit de préemption

urbain renforcé sur le quartier de l'Esplanade.

Cette abrogation constitue la première étape d'une démarche plus large visant à construire, avec les habitants, les copropriétaires, les commerçants et l'ensemble des acteurs du quartier, des solutions durables pour accompagner la relance du centre commercial, améliorer les espaces publics et répondre aux enjeux de sécurité, de propreté et de qualité de vie.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code général des collectivités territoriales
notamment ses articles L. 5217-1 et L. 5217-2-1
vu le Code de l'urbanisme
notamment ses articles L. 211-1 et L. 211-2
vu le Code des relations entre le public et l'administration
notamment son article L. 243-1
vu le Plan local d'urbanisme métropolitain approuvé le 16 décembre 2016
et ses modifications
vu la délibération numéro 72 du 19 décembre 2025 portant extension du périmètre du droit de préemption urbain renforcé sur le quartier de l'Esplanade
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'abrogation de la délibération numéro 72 du 19 décembre 2025 portant extension du périmètre du droit de préemption urbain renforcé dans le cadre du périmètre de redynamisation du cœur de quartier de l'Esplanade à Strasbourg,

dit que

par voie de conséquence, le droit de préemption urbain renforcé ne s'applique plus sur le quartier de l'Esplanade à Strasbourg dans le périmètre défini par la délibération du 19 décembre 2025,

précise que

- *le DPU renforcé instauré sur le secteur du Patrimoine remarquable de Strasbourg reste applicable dans son périmètre défini par délibérations du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 16 décembre 2016 et du 27 septembre 2019,*

- *le DPU renforcé instauré sur les dix copropriétés dégradées accompagnées dans le cadre de l'OPAH reste applicable dans son périmètre défini par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 7 mai 2021,*

- *le DPU renforcé instauré sur le périmètre de l'OPAH RU de Koenigshoffen défini par la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg le 24 mars 2023, reste applicable,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211086-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Strasbourg.eu
eurométropole

72

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 19 décembre 2025

Projet de redynamisation du cœur de quartier de l'Esplanade: extension du périmètre du droit de préemption urbain renforcé(DPUR).

Numéro E-2025-1206

1. Contexte

Sur le fondement de l'article L.211-1 du Code de l'urbanisme, les communes dotées d'un PLU approuvé, peuvent par délibération instituer un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanisation future délimitées par ce plan.

En application de l'article L. 211-2 du même code, la compétence des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière d'élaboration de Plan local d'urbanisme, telles que les métropoles, emporte leur compétence de plein droit pour instituer le droit de préemption urbain.

Le droit de préemption urbain est un outil de politique foncière et d'aménagement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg permettant à la collectivité d'acquérir en priorité un bien immobilier mis en vente par une personne physique ou morale. Il permet ainsi, notamment, la réalisation d'opérations d'aménagement ou de construction pour la mise en œuvre des orientations du PLU et en particulier du Programme local de l'habitat (PLH). Il permet également la constitution de réserves foncières sur les zones urbaines et d'urbanisation future en vue de la mise en œuvre de la politique de la collectivité :

- en matière d'habitat (Orientation d'aménagement et de programmation, Programme d'orientations et d'actions Habitat du PLU intercommunal),
- en matière de développement et d'attractivité économique, en permettant notamment l'organisation du maintien, de l'extension ou de l'accueil des activités économiques,
- en matière de réalisations d'équipements et d'aménagements publics ou d'intérêt collectif,
- en matière de mesures de compensations environnementales.

Par délibérations successives, le Conseil de l'Eurométropole a identifié divers périmètres et instauré un droit de préemption urbain renforcé s'y appliquant :

- secteur sauvegardé de Strasbourg (délibération du 16 décembre 2016, adoptant le PLU intercommunal),

- secteur patrimonial remarquable de Strasbourg (délibération du 27 septembre 2019),
- dix copropriétés dégradées accompagnée dans le cadre de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) Copropriétés dégradées (délibération du 7 mai 2021),
- périmètre de l'OPAH RU de Koenigshoffen (délibération du 24 mars 2023).

Le droit de préemption urbain renforcé permet de préempter :
- des lots de copropriétés situés dans des immeubles de plus de 10 ans,
- des immeubles de moins de 4 ans, et des lots de copropriété situés dans ces immeubles de moins de 4 ans.

2. Extension du périmètre du droit de préemption urbain renforcé

Le cœur du quartier de l'Esplanade, construit au début des années 1960 sur des terrains cédés par l'Etat, est constitué d'ensembles urbains privés de grande hauteur, organisés autour des axes principaux de circulation, tels que l'avenue du Général de Gaulle, le boulevard de la Victoire, la rue Vauban, la rue de Londres, la rue de Rome et la rue de Boston. Cette organisation foncière limite les mutations immobilières nécessaires au renouvellement de la ville, notamment l'amenée de nouveaux commerces et services à la population.

Afin de permettre le maintien de l'attractivité économique dans ce quartier, à la demande de la ville de Strasbourg, l'Eurométropole souhaite se doter d'outils nécessaires au renforcement de son action foncière, tel que le droit de préemption renforcé et la mise en place d'une convention d'intervention foncière auprès de l'Etablissement public foncier d'Alsace. La ville de Strasbourg propose d'instaurer en parallèle l'extension du droit de préemption commercial sur le même périmètre.
Le droit de préemption urbain renforcé doterait le périmètre d'un outil qui permette un meilleur contrôle foncier et une meilleure connaissance du marché immobilier dans ce périmètre, et ce notamment sur des biens qui ne seraient pas soumis au droit de préemption urbain simple. Il permettrait notamment d'étendre le champ d'action de cet outil aux lots de copropriété du secteur non soumis au droit de préemption urbain simple.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles L. 210-1 et L. 211-1 et suivants
vu le Code général des collectivités territoriales,
notamment ses articles L.5217-1 et L.5217-2- I
vu la délibération du 27 septembre 2019 du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

dit que

- *conformément à l'article R. 151-52, 7° du Code de l'urbanisme, le périmètre d'application du droit de préemption urbain (DPU) figure en annexe au PLU,*

- *conformément à l'article L. 213-13 du Code de l'urbanisme, toutes les acquisitions réalisées par exercice ou par délégation du droit de préemption urbain sur les zones U et AU inscrites au PLU ainsi que l'utilisation effective des biens ainsi acquis, seront inscrites sur le registre ouvert à l'Eurométropole de Strasbourg et mis à la disposition du public.*

précise que

- *le DPU renforcé instauré sur le secteur du Patrimoine remarquable de Strasbourg reste applicable dans son périmètre défini par délibérations du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 16 décembre 2016 et du 27 septembre 2019,*
- *le DPU renforcé instauré sur les dix copropriétés dégradées accompagnées dans le cadre de l'OPAH reste applicable dans son périmètre défini par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 7 mai 2021,*
- *le DPU renforcé instauré sur le périmètre de l'OPAH RU de Koenigshoffen défini par la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg le 24 mars 2023, reste applicable.*

approuve

- *l'extension du périmètre du droit de préemption urbain renforcé dans le cadre du périmètre de redynamisation du cœur de quartier de l'Esplanade à Strasbourg défini conformément au plan en annexe,*

La présente délibération :

- *fera l'objet, conformément à l'article R. 211-2 du Code de l'urbanisme, d'un affichage dans chaque mairie de l'Eurométropole de Strasbourg et au siège de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg durant un mois, d'une mention dans deux journaux diffusés dans le département et sera publiée au recueil des actes administratifs de l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité,*
- *sera adressée aux organismes et services mentionnés à l'article R. 211-3 du Code de l'urbanisme,*

charge

la Présidente, son représentant ou sa représentante de l'exécution de la présente délibération.

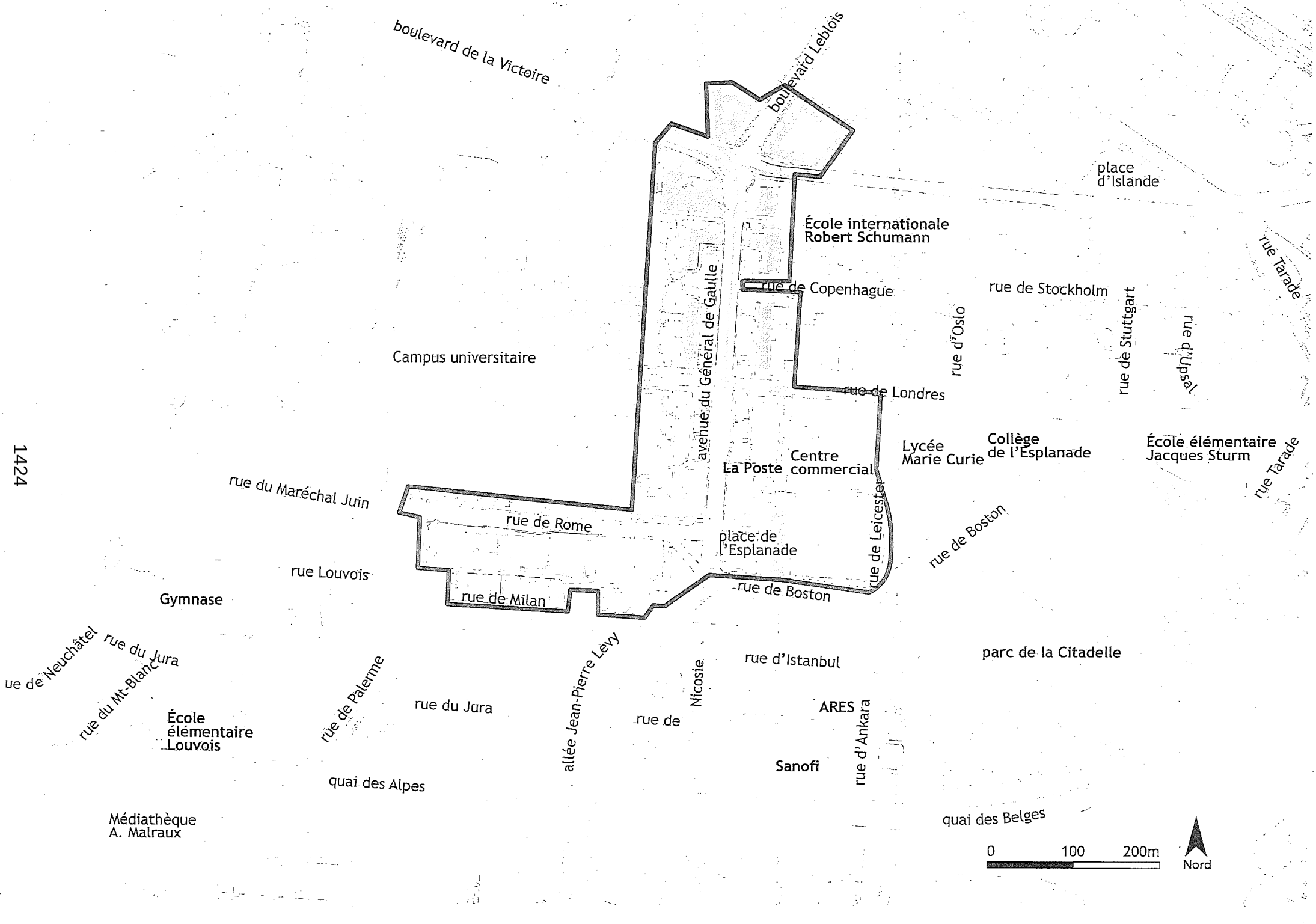
le vendredi 19 décembre 2025 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 23 décembre 2025

(Accusé de réception N°067-246700488-20251219-192790-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 24 décembre 2025


boulevard de la Victoire
boulevard Leblois
place d'Islande
École internationale Robert Schumann
rue de Copenhague
rue de Stockholm
rue Tarade
avenue du Général de Gaulle
rue d'Oslo
rue de Stuttgart
rue d'Upsal
Campus universitaire
rue de Londres
1423
Lycée Marie Curie
Collège de l'Esplanade
École élémentaire Jacques Sturm
La Poste
Centre commercial
rue du Maréchal Juin
rue de Rome
place de l'Esplanade
rue de Leicester
rue de Boston
rue Louvois
rue de Milan
Gymnase
parc de la Citadelle
rue du Jura
rue du Mt-Blanc
rue de Palerme
allée Jean-Pierre Levy
rue de Nicosie
rue d'Istanbul
ARES
rue d'Ankara
École élémentaire Louvois
Sanofi
quai des Alpes
quai des Belges
Médiathèque A. Malraux
0
100
200m
Nord


boulevard de la Victoire
boulevard Leblois
place d'Islande
École internationale Robert Schumann
rue de Copenhague
rue de Stockholm
rue Tarade
avenue du Général de Gaulle
rue d'Oslo
rue de Stuttgart
rue d'Upsal
Campus universitaire
rue de Londres
1424
rue du Maréchal Juin
Lycée Marie Curie
Collège de l'Esplanade
École élémentaire Jacques Sturm
rue Tarade
La Poste
Centre commercial
rue de Rome
place de l'Esplanade
rue de Leicester
rue de Boston
rue Louvois
Gymnase
rue de Milan
rue de Boston
ue de Neuchâtel
rue du Jura
rue du Mt-Blanc
rue de Palerme
rue du Jura
allée Jean-Pierre Lévy
Nicosie
rue de
rue d'Istanbul
parc de la Citadelle
ARES
École élémentaire Louvois
rue d'Ankara
Sanofi
quai des Alpes
quai des Belges
Médiathèque A. Malraux
0
100
200m
Nord

Strasbourg.eu
eurométropole

57

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Prorogation de 25 années de l'échéance du bail emphytéotique consenti à la société Habitat de L'Ill pour la gestion d'un ensemble immobilier de la Cité Hoeltzel à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN - 20 au 78 route d'Eschau.

Numéro E-2026-757

Par délibération du 7 juillet 2000, le Conseil de la Communauté Urbaine de Strasbourg a adopté la mise à disposition d'un ensemble immobilier de la Cité Hoeltzel au profit de l'association dénommée Habitat de l'Ill – Société Coopérative d'Habitations à Loyer Modéré d'Illkirch-Graffenstaden en vue de procéder à la démolition de toutes les constructions existantes devenues vétustes et proches de l'insalubrité, et à construire 30 pavillons individuels et leurs annexes correspondantes sur une surface de 165,01 ares.

Cette mise à disposition s'est traduite par la conclusion le 17 novembre 2000 d'un bail emphytéotique authentique, pour une durée de cinquante années (50) entières et consécutives à compter du 17 novembre 2000, pour finir le 16 novembre 2050.

Il est stipulé dans ledit bail que le preneur laissera et abandonnera au bailleur ou à ses représentants, toutes les constructions et augmentations qui existeront lors de la cessation du présent bail, pour quelque cause que ce soit, sans aucune espèce d'indemnité.

Cette opération de démolition et de construction a été réalisée.

Depuis, les locataires ont fait constater, ces dernières années, l'état de dégradation avancée des logements. En conséquence, la société coopérative d'Habitation à Loyer Modéré Habitat de l'Ill a programmé une réhabilitation ambitieuse avec une enveloppe allouée aux travaux portée à 1,7 million d'euros, devant permettre une amélioration significative de la performance énergétique des logements d'une part, et des systèmes de chauffage et de ventilation des pavillons d'autre part. Un volet de reprise des embellissements des parois abimées suite à des problèmes de moisissures sera intégré.

La durée résiduelle du bail à ce jour, soit 25 ans, ne suffit pas à Habitat de l'Ill pour réaliser cette réhabilitation. En effet, d'une part, les travaux de structure s'amortissent sur une durée de 50 ans et d'autre part, les banques ne valident pas les prêts sur une telle durée, si l'emprunteur n'est pas titré.

Compte tenu de l'impossibilité pour Habitat de l'Ill de se financer auprès de la Banque des Territoires eu égard au délai résiduel insuffisant du bail emphytéotique, dans le cadre d'une échéance maintenue au 16 novembre 2050, il est proposé de prolonger la durée du bail de 25 ans pour permettre à l'emphytéote de financer les travaux de réhabilitation indispensables au maintien de conditions décentes d'habitabilité des pavillons de la cité Hoeltzel.

Le bail emphytéotique conclu en 2000 présente aussi la particularité de fixer un montant de redevance intégralement subventionné par l'Eurométropole de Strasbourg jusqu'à l'échéance du bail. À titre d'information, ce montant de redevance s'élevant à 26.281,71 euros en 2025, après indexation de la redevance de base fixée dans le contrat sur l'évolution de l'indice du coût de la construction, est compensé par la subvention, du même montant, versée par l'Eurométropole de Strasbourg.

À la suite de recommandations formulées par la Chambre régionale des comptes Grand Est dans son rapport d'observations définitives daté du 5 février 2019, pointant un dispositif qui ne s'inscrit pas dans un cadre juridique adapté, l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg se sont engagées à ne pas le pérenniser pour les baux concernés par des prorogations d'échéance.

Compte-tenu du caractère inchangé des obligations du preneur et de l'intérêt général poursuivi par cette opération, eu égard à une rentabilité à long terme très faible des 30 logements à caractère social faisant l'objet du bail emphytéotique (faible niveau des loyers, nature sociale de la cité et son assimilation à un parc social conventionné niveau PLAI), et de l'incapacité pour Habitat de l'Ill à répondre aux conditions d'équilibre du bail emphytéotique (pertes d'exploitation en cash jusqu'en 2072 et aucune capacité d'autofinancement dégagée, nécessaire à une nouvelle réhabilitation future dans les 25 prochaines années), il est proposé de substituer au mécanisme de la redevance intégralement subventionnée, le versement par l'emphytéote d'une redevance annuelle symbolique de 15 euros, payable en une seule fois et d'avance, à la signature de l'avenant au bail emphytéotique, et couvrant les 50 années restantes du bail, étant précisé que ce complément de redevance est inférieur à l'avis rendu par la division du domaine.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Division du Domaine
2025-67218-93280 en date du 13 mars 2026
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la prolongation de vingt-cinq années supplémentaires du bail emphytéotique conclu le 17 novembre 2000 au profit de la société coopérative d'Habitation à Loyer Modéré Habitat de l'Ill, portant ainsi l'échéance du bail au 16 novembre 2075, concernant l'ensemble immobilier localisé et cadastré comme suit :*

Commune d'ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN

Section	*N° de parcelle*	*Lieudit*	*Surface*
64	*468/29*	*Neumatt*	*00 ha 28 a 54 ca*
64	*227/30*	*Cimpiansée*	*00 ha 00 a 45 ca*
64	*411/29*	*Route d'Eschau*	*00 ha 15 a 63 ca*
64	*429/30*	*Route d'Eschau*	*01 ha 20 a 39 ca*

- *la modification du mode de calcul de la redevance, avec date d'effet du 1er janvier 2026 et jusqu'à échéance du bail, sur la base d'un nouveau montant de redevance fixe de quinze euros (15 €) par an, payable d'avance, en une seule fois, pour la durée restante du bail, soit un montant de 750 €, étant précisé que ce complément de redevance est inférieur à l'avis rendu par la Division du Domaine et justifié par l'intérêt général poursuivi dans le cadre du bail emphytéotique eu égard à une rentabilité à long terme très faible des 30 logements à caractère social faisant l'objet du bail emphytéotique (faible niveau des loyers, nature sociale de la cité et son assimilation à un parc social conventionné niveau PLAI), et de l'incapacité pour Habitat de l'Ill à répondre aux conditions d'équilibre du bail emphytéotique (pertes d'exploitation en cash jusqu'en 2072 et aucune capacité d'autofinancement dégagée, nécessaire à une nouvelle réhabilitation future dans les 25 prochaines années),*

décide

l'imputation budgétaire de la recette sur la ligne budgétaire de l'Eurométropole de Strasbourg : fonction 50 – nature 752 – Service CP71G,

autorise

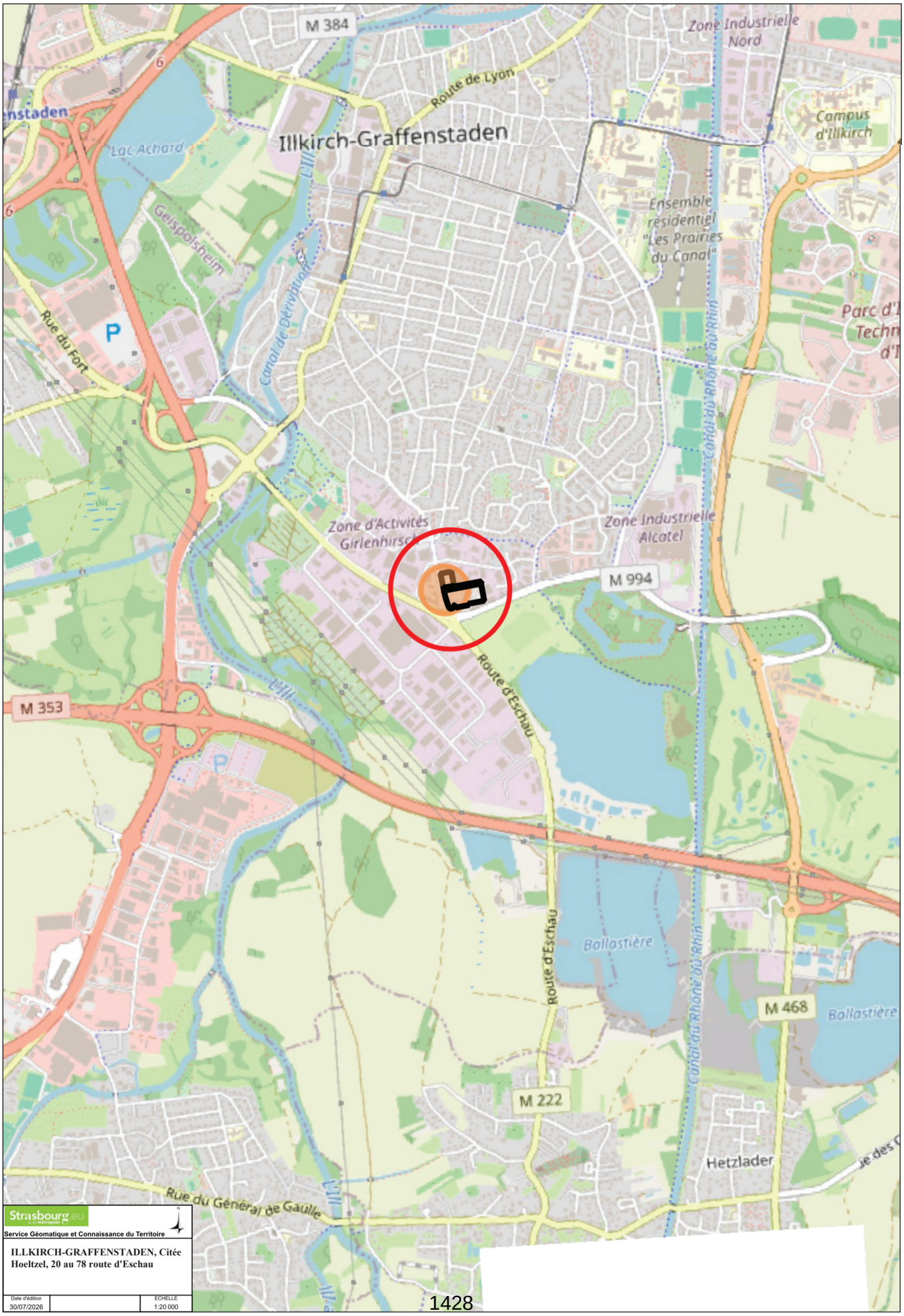
la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer tout document ou acte concourant à l'exécution de la présente délibération et notamment l'avenant n°1 au bail emphytéotique du 17 novembre 2000 actant de la prolongation et du nouveau montant de redevance emphytéotique à un prix inférieur à l'évaluation du service des domaines.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212036-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

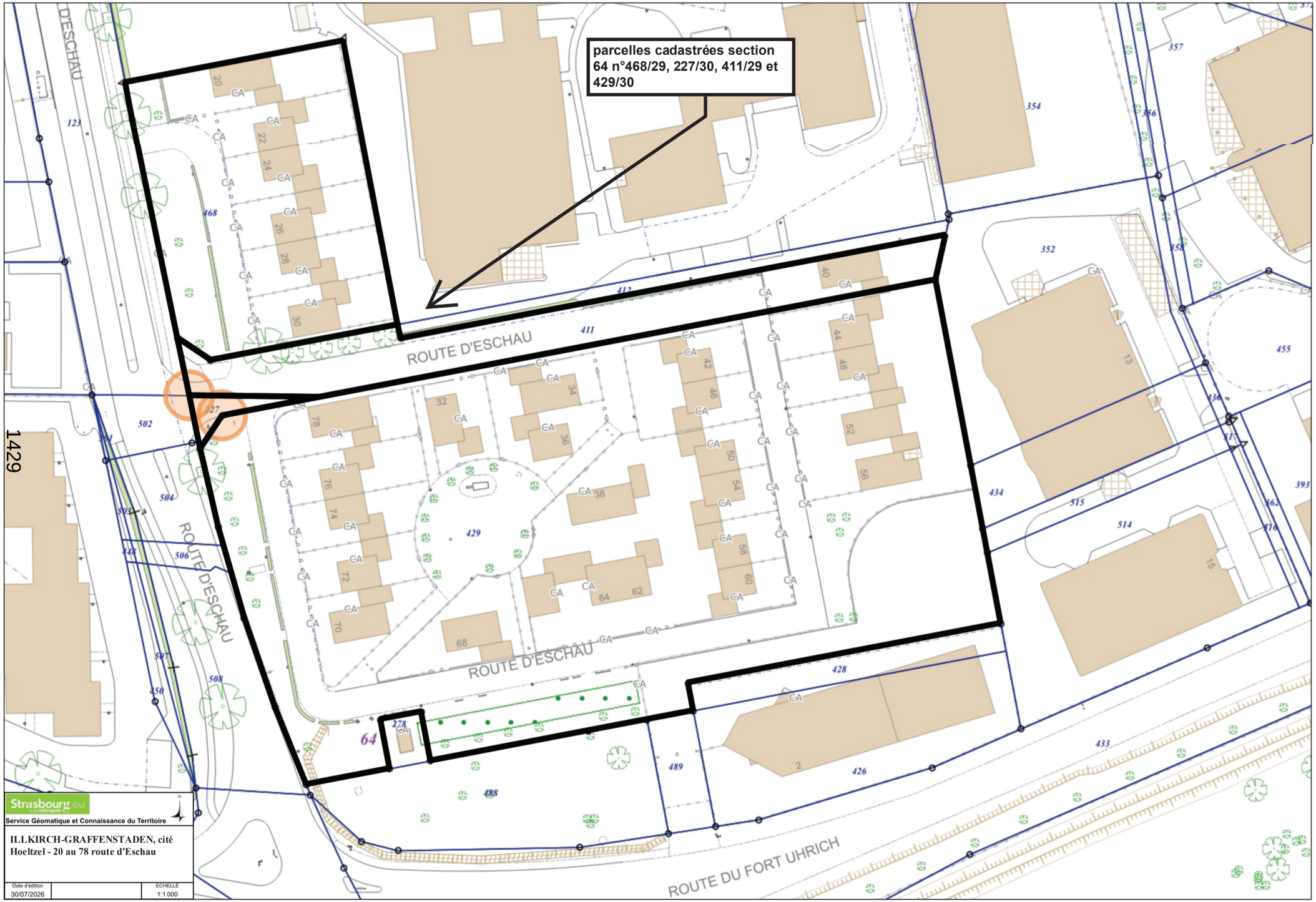


Strasbourg.eu

Service Géomatique et Connaissance du Territoire

ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN, Citée Hoeltzel, 20 au 78 route d'Eschau

Date d'édition		ECHELLE
30/07/2026		1:20 000


parcelles cadastrées section 64 n°468/29, 227/30, 411/29 et 429/30
ROUTE D'ESCHAU
ROUTE D'ESCHAU
ROUTE D'ESCHAU
ROUTE DU FORT UHRICH
1429
Strasbourg.eu
Service Géomatique et Connaissance du Territoire
ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN, cité Hoeltzel - 20 au 78 route d'Eschau
Date d'édition
30/07/2026
ECHELLE
1:1 000

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction régionale des Finances Publiques du Grand-Est et du département du Bas-Rhin

Pôle Réseau Expertise

Pôle d'évaluations domaniales
4 place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Nathalie STAHL
Courriel :nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03 88 10 35 18

Réf DS :28221849
Réf OSE : 2025-67218-93280

Le 13/03/2026

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Nature du bien :	30 pavillons Cité HOETZEL
Adresse du bien :	Impasse HOETZEL 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN
Valeur vénale :	**3 201 000 € HT**, assortie d'une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe 9 « Détermination de la valeur vénale »)
Redevance annuelle à indexer :	**30 745 € HT**

1430

1 - CONSULTANT

Consultant : EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Affaire suivie par : M. Raoul GOMES, chargé de transactions immobilières
tél. 03 68 98 69 56 – raoul.gomes@strasbourg.eu

Votre référence : BEA CITE HOELTZEL ROUTE ESCHAU IG

2 - DATES

de consultation :	19/12/2025
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	-
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	16/02/2026
du dossier complet :	18/02/2026

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☐
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	Prolongation du bail emphytéotique

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☑
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu en date du 17/11/2000 un bail emphytéotique avec la société HABITAT DE L'ILL en vue de la réhabilitation de la Cité Hoetzel, route d'Eschau à Illkirch-Graffenstaden, par la démolition et la reconstruction de pavillons sociaux, pour une durée de 50 années avec effet au 17/11/2000.
Habitat de l'Ill est en train de programmer une réhabilitation de la cité Hoeltzel du 20 au 78 route d'Eschau à Illkirch comprenant 30 logements pavillonnaires. Le bailleur social a pris contact avec l'Eurométropole de Strasbourg afin de proroger le bail de 25 années complémentaires.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

Le bien à évaluer se situe sur la commune d'Illkirch-Graffenstaden, ville du sud de l'Eurométropole de Strasbourg, comptant 27 872 habitants (INSEE 2023).
La Ville d'Illkirch-Graffenstaden est devenue un pôle économique, commercial et culturel particulièrement attractif au sud de l'agglomération strasbourgeoise.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Le bien est implanté au carrefour des très passantes route d'Eschau et rue du Fort Uhrich, inséré en limite d'un secteur d'activité artisanale et tertiaire. Les pavillons sont implantés le long de l'impasse Hoetzel. Le bien est situé à environ 2 minutes à pied d'un arrêt de bus et à 20 minutes d'un arrêt de tram.

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

4.3. Références cadastrales
L'immeuble sous expertise figure au cadastre de ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN sous les références suivantes :

section	parcelle	surface (are)	Zone
64	429	120,39	UCA1
	227	0,45	
	411	15,63	
	468	28,54	
TOTAL		165,01	

4.4. Descriptif
L'ensemble immobilier est installé dans une enclave en limite de zones d'activités. Il se compose de 30 pavillons individuels ou mitoyen, avec garage accolé et jardin clos construit en 2002.
Les maisons sont de type plain-pied ou en R+1 sous combles.
La typologie des logements est la suivante :
— 7 T3
— 17 T4
— 2 T5
— 4 T6
Les biens correspondent à des maisons préfabriquées en béton, toiture tuile mécanique. Les sols sont en lino PVC, murs peints. Les fenêtres sont en double vitrage avec volet roulant ou VELUX bois. Les biens ne sont pas isolés (mur et toiture).
Le chauffage est assuré, selon les maisons par : poêle à bois, poêle à fuel, radiateur électrique.
Lors de la visite, il a été constaté des problèmes d'humidité : traces de moisissure à l'angle des pièces, infiltration d'eau par capillarité, remontée d'eau au niveau des soubassements, effritement du béton au niveau des huisseries (porte-fenêtres, porte).

Six pavillons ont été visités le 16 février 2026 en compagnie de M. Takouma, directeur de la Maîtrise d'ouvrage d'Habitat de l'Ill, M. Gomes, chargé de transactions immobilières pour l'EMS et M. BEHBAHANI du BET Structure STRUCTUREST.

Le consultant a remis les diagnostics techniques :
— l'installation intérieure d'électricité présente une ou des anomalies ;
— la performance énergétique est classée G.

Le consultant a précisé que les logements ont besoin d'une réhabilitation importante notamment en matière d'isolation thermique. Les travaux prévus sont : remplacement des menuiseries, isolation de la toiture des parkings, isolation thermique, installation de poêles à bois et en appoint des radiateurs électriques régulés, installation VMS hygro B, installation de ECS thermodynamique, embellissement des parois abîmés suite à des problèmes de moisissures.
Le coût des travaux envisagés est de 1 640 460 € HT correspondant à l'offre de base selon courriel du 16/01/2026 et à l'estimation des travaux de reprise des soubassements (dépose et démolition (pavés, dalles, enrobés), tranchée, nettoyage du mur et enduit bitumeux, remblaiement, réfection enrobés, repose pavés ou dalles), soit un coût de réfection par pavillon de 54 682 €.

La valorisation des biens est établie par rapport à l'état d'entretien actuel des pavillons.

4.5. Superficie
La surface habitable est de 2 373,70 m² selon l'état général sur les bâtiments remis par HABITAT DE L'ILL.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble
Les parcelles sont propriétés de l'Eurométropole de Strasbourg.

5.2. Conditions d'occupation
Les biens sont sous bail emphytéotique avec HABITAT DE L'ILL, selon acte du 17/11/2000. Le bail est consenti pour une durée de 50 ans à compter de la signature de l'acte et **prendra fin le 16 novembre 2050.**
Le montant de redevance pour 2024 s'élève à 27 781 € selon facture du 14 octobre 2024.
Ces maisons à caractère locatif social sont louées pour un loyer mensuel global de 14 671 € HT/HC soit un loyer annuel de **176 052 € HT/HC**.

6 - URBANISME

6.1.Règles actuelles
Les parcelles cadastrées section 64 N° 429, 227, 411 et 468 sont situées en zone UCA1 du PLUI de l'Eurométropole dont la modification N° 5 a été approuvée le 27 juin 2026.

La zone UCA est une zone urbaine à vocation principalement résidentielle à dominante d'habitat individuel.

Qualification du terrain :
L'emprise a la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car située dans une zone déclarée constructible et desservie par les VRD.

6.2.Date de référence et règles applicables
Sans incidence.

7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur sera corroborée par la méthode d'évaluation par le revenu. Elle consiste à déterminer la valeur vénale d'un bien en appliquant au revenu qu'il procure à son propriétaire un coefficient de capitalisation convenablement choisi. Sa mise en œuvre exige la connaissance du revenu de l'immeuble à évaluer et la recherche du taux de capitalisation adapté à ce type d'immeuble. C'est la détermination de ce taux qui est le plus délicat, car elle nécessite, d'une part, une étude de marché qui permettra d'apprécier la valeur des immeubles loués comparables et, d'autre part, la recherche du revenu de chacun de ces mêmes immeubles. Bien entendu, cette méthode ne peut être employée que pour évaluer des biens loués et, partant, elle ne permet d'aboutir qu'à des valeurs «immeubles occupés ».

Au cas présent, les pavillons sont loués.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché
La recherche a porté sur des actes notariés de cession de maisons individuelles ou accolées sur terrain d'assiette, installées sur le ban communal d'Illkirch-Graffenstaden entre les années 2020 et 2025.

8.1.1.Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

Les prix des termes référencés dans le tableau ci-dessous sont compris entre 1 778 € HT/m² et 4 556 € HT/m² pour des maisons traditionnelles. La moyenne et la médiane s'élèvent respectivement à 3 397 € HT/m² et 3 321 € HT/m².
Le premier quartile (quartile 1) correspond à la valeur qui sépare les 25 % les plus faibles d'un jeu de données des 75 % supérieurs. Il s'élève à 2 966 € HT/m².

N°	DATE	COMMUNE	SECT.	N° PLAN	SURFACE (ARE)	N°	RUE	CN	SH	PRIX	SH €/m²	OBSERVATIONS : état de la maison (délabrée, rénovée, en ruine,...) ; servitude ; piscine,...
1	20/04/20	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	20	347	5,28	17	du Moulin	1988	119	395 200 €	3 321 €	maison entretenue
2	07/09/20	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	33	688	3,13	4	Simone de Beauvoir	1989	117	347 000 €	2 966 €	
3	24/09/20	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	32	898	2,45	9	Charles Baudelaire	1989	105	370 750 €	3 531 €	maison accolée
4	19/01/21	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	40	833/189	2,28	13a	rue de l'Orme	1987	93	242 150 €	2 604 €	maison accolée
5	25/06/21	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	40	831/189	1,70	15 a	rue de l'Orme	1986	93	306 800 €	3 299 €	maison accolée
6	05/07/21	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	32	974/220	4,11	19	impasse André Malraux	1987	90	410 000 €	4 556 €	maison accolée
7	23/12/21	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	32	916/220	5,78	21	rue erckmann chatrian	1989	120	495 500 €	4 129 €	
8	06/05/22	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	40	825/189	3,38	19b	rue de l Orme	1986	115	370 800 €	3 224 €	
9	17/06/22	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	20	227/24	6,16	3	rue du barrage	1989	221	733 894 €	3 321 €	
10	22/06/22	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	33	692/384	3,09	11	rue marcel proust	1990	92	343 000 €	3 728 €	
11	22/08/22	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	32	861/220	5,69	9	rue Joseph Kessel	1987	180	520 000 €	2 889 €	
12	29/09/22	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	32	841/220	5,93	3	rue Victor Hugo	1987	132	588 000 €	4 455 €	
13	10/11/22	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	32	884/0220	6,01	2	rue albert Camus	1988	111	490 000 €	4 414 €	
14	26/07/23	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	32	917/220	5,78	28	avenue André Malraux	1989	135	240 000 €	1 778 €	petite maison individuelle en limite d'une zone de grands ensembles immobiliers
15	06/11/23	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	33	529/384	4,96	6	rue Marcel Proust	1988	126	444 610 €	3 529 €	
16	01/12/23	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	40	606	6,63	1	rue des cottages	1986	140	425 000 €	3 036 €	
17	23/02/24	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	40	878/189	4,45	37	rue des Charmilles	1988	100	409 000 €	4 090 €	
18	21/02/25	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	40	815/189	4,39	32	rue des Charmilles	1986	115	310 770 €	2 702 €	
19	27/05/25	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	40	811/189	3,47	40	rue des Charmilles	1986	103	352 500 €	3 422 €	maison individuelle
20	26/09/25	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	38	899	5,71	5	rue de Libreville	1997	124	488 938 €	3 943 €	
21	10/10/25	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	32	883	2,53	5	rue Jean racine	1989	140	335 000 €	2 393 €	
										Moyenne	**3 397 €**	
										Médiane	**3 321 €**	
										Quartile 1	**2 966 €**	

8.1.2.Autres sources externes à la DGFIP

Une étude HOMIWOO a été réalisée le 19/02/2026 à l'adresse exacte du bien pour une maison de type 4 et ou 5 pièces d'une surface respective de 80 m² et 100 m². Le prix du bien est défini entre 3 218 € HT m² SH (fourchette basse) et 4 364 € HT/m² (fourchette haute) pour des maisons de type traditionnel.

L'indicateur de confiance est de 1 pour les données fournies. Il dépend à la fois de la pertinence des références immobilières prises en compte et de la variabilité des prix à une adresse donnée. Un indice à 1 signifie que l'indice de confiance est très faible.

La fourchette des prix indiqués par HOMIWOO est compris :
- entre 2 408 € HT/m² SH pour une maison traditionnelle T4 en entrée de gamme et 5 527 € HT/m² SH pour le haut de gamme ;
- entre 2 388 € HT/m² SH pour une maison traditionnelle de type T5 + en entrée de gamme et 5 225 € HT/m² SH pour le haut de gamme.

Le marché sur Illkirch- Graffenstaden est en consolidation. L'influence des travaux est de l'ordre de 8 % soit une différence de 287 €/m². L'évolution des prix du marché montre une diminution de 6,7 % sur douze mois.

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

L'analyse HOMIWOO apporte un éclairage sur le marché à un an pour des maisons de type traditionnel implantées dans des quartiers résidentiels d'Illkirch-Graffenstaden.

Le tableau ci-avant liste 21 transactions de maisons individuelles ou accolées de type traditionnel construites entre 1986 et 1997. Aucun des termes retenus ne correspond à des maisons préfabriquées béton érigées en 2002. Aucune vente de bien de ce type n'a été identifiée malgré l'extension de la recherche à l'ensemble de l'Eurométropole.

Le terme N° 14 correspond à une petite maison implantée sur un terrain d'une contenance de 5,78 ares, installés en bordure de grands ensembles immobiliers. La surface de la maison est supérieure à celle les biens à évaluer. Elle semble au regard du visuel Google Maps en meilleur état que les biens à évaluer.

Le prix moyen d'une maison préfabriquée en béton varie en fonction du type de construction (site internet 2026 : travaux.com, mygardenloft.com et construiremaisons.com) :
— entre 1 000 € et 1 400 € le m² pour des maisons modulaires béton ;
— entre 1 500 € HT/m² et 2 500 € HT/m² pour des maisons préfabriquées clé en main (béton/acier) ;
— entre 2 000 € HT/m² et 2 500 € HT/m² pour des maisons préfabriquées en béton (Quick habitat).
Ces fourchettes incluent la fabrication, la livraison et l'assemblage sur site, mais excluent souvent les frais de terrassement, de raccordement aux réseaux et les éventuelles finitions supplémentaires.
Toutefois, les facteurs suivants influent sur le coût de revient : surface plus grande, finition haut de gamme, utilisation de matériaux comme béton, bois et métal sans oublier les options complémentaires bardage, mode de chauffage.
Ainsi, le coût d'une maison préfabriquée en béton est 20 à 30 % moins cher qu'une construction traditionnelle, surtout lorsqu'il s'agit de bâtiment modulaire d'entrée de gamme.

Au cas présent, il s'agit d'un lotissement de 30 maisons préfabriquées béton de 25 ans d'âge environ et présentant des signes de vieillissement, inséré dans un secteur d'activités.
Les biens sont en état d'usage, mais ils sont impactés par des problèmes d'humidité relativement importants (moisissure, effritement du béton, remontée par capillarité, étanchéité des joints entre les plaques bétons). Ils ne sont pas isolés (murs, toitures).
Les maisons correspondent à du logement à caractère locatif social. Les prestations sont d'entrée de gamme : linoléum, mur peint, pas de placard dans les chambres ou sur le palier, pas de chauffage hormis des poêles bois ou fuel installés dans les maisons (pas de chauffage dans la salle de bain), VMC naturelle.

Dès lors, la valeur vénale est basée sur la valeur basse des termes de comparaison qui correspond à une maison traditionnelle construite en 1989 et implantée en limite d'un secteur de grands ensembles, soit 1 778 € HT/m² SH .
Par ailleurs, un abattement de 15 % est appliqué sur la valeur vénale globale en raison de l'acquisition en bloc, tandis que les biens des termes de comparaison ont été cédés individuellement, soit :

(2 773,70 m² SH x 1 778 € SH/m²) – 15 % = = 3 587 372,81 € HT arrondie **3 590 000 € HT**

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE PAR LE REVENU

Afin de fiabiliser la valeur de l'immeuble obtenue par la méthode par comparaison, la méthode par le revenu est utilisée. Elle consiste à déterminer la valeur vénale d'un bien en appliquant au revenu qu'il procure à son propriétaire un coefficient de capitalisation convenablement choisi.

Le montant actuel de loyer a été communiqué par le consultant. Il est de **176 052 € HT/HC pour l'année 2025.**

Pour établir, la valeur d'un immeuble à partir du montant des loyers qu'il produit, il convient de connaître le taux de rendement moyen sur Illkirch-Graffenstaden.

La valorisation par la méthode par comparaison est effectué à partir du taux de capitalisation du site HOMIWOO en l'absence d'une fiabilisation du taux de rendement locatif (aucun loyer connu par rapport aux actes de ventes référencés par le pôle d'évaluation domaniale) . Il est à 5,5 % pour l'ensemble des biens.

Le taux d'actualisation est un concept financier qui permet d'évaluer la valeur actuelle d'un flux de trésorerie futur en tenant compte du potentiel de rendement et du risque associé au temps.

ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN		
Cité HOETZEL		
taux de rentabilité	**5,50%**	**176 052 HT/HC € x 100/5,5 = 3 200 945 €**

D'après les informations recueillies sur INTERNET (LyBox) afin de conforter l'analyse d'HOMIWOO, le taux de rentabilité brute moyenne sur Illkirch-Graffenstaden serait de 5,56 %, ni exceptionnel, ni décevant.

L'emplacement et le type de bien font la différence. La tension locative offre un environnement rassurant où les biens correctement positionnés se louent sans difficulté. Le repli des prix contraste avec une demande locative réelle, d'autant que la ville profite de sa proximité avec l'Allemagne. La vacance est quasi inexistante.

Les valeurs vénales ainsi définies par la méthode par comparaison et par la méthode par le revenu se recoupent. La valorisation sera basée sur la méthode par le revenu qui prend davantage en compte le caractère social des biens.

Dès lors, la valeur vénale du bien évalué est fixée après arrondi à 3 201 000 € HT.

10 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE– MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **3 201 000 €.** Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur minimale de vente sans justification particulière à 2 880 900 € HT.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.
Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

11 - CALCUL DE LA REDEVANCE DANS LE CADRE DE LA PROROGATION DU BAIL EMPHYTÉOTIQUE PORTANT L'ENSEMBLE IMMOBILIER DE 71 LOGEMENTS, CADASTRÉ SECTION 40 N°32.

Dans le cadre de ce dossier, un bail emphytéotique administratif a été signé en date du 17/11/2000 entre le bailleur, l'Eurométropole de Strasbourg, et le preneur, HABITAT de l'ILL, pour une durée de 50 ans. Il prendra fin le 16/11/2050. La redevance payable par le preneur, HABITAT DE L'ILL, est de **27 781 €** pour l'année 2024 selon la facture communiquée par le consultant.

Dans le cadre de la mise en place de la prolongation du bail emphytéotique, la méthode utilisée pour calculer la redevance est la méthode financière, qui repose sur la notion de rémunération financière minimale de chaque partie au contrat.

Les droits du bailleur sont calculés en premier et correspondent au capital qu'un investisseur est disposé à placer à la date de la rupture du bail afin d'obtenir :
— d'une part, un revenu sous forme de redevance (pendant la partie résiduelle du contrat) ;
— d'autre part, un montant représentatif de la valeur pleine du bien (au terme du contrat).
La valeur des droits du bailleur sont égaux à la valeur actualisée du bien à laquelle s'ajoute la valeur actualisée des redevances restant à courir.
Le taux d'actualisation à retenir est proche du taux sans risque. En effet, le risque pour le bailleur est faible, puisqu'en cas d'inexécution du contrat, il pourra en obtenir la résiliation. Seul, le « prix du temps »

est donc à prendre en compte comme pour un placement sans risque à long terme dont la liquidité est relativement faible.
Une compensation doit donc être effectuée entre l'effort que consent le bailleur en se privant de la jouissance immédiate de son bien et l'avantage de la vente après restructuration de l'immeuble à l'issue du bail. Cette compensation prend la forme de redevances annualisées sur la durée du bail emphytéotique selon les volontés émises par les parties.

L'Eurométropole de Strasbourg et HABITAT DE L'ILL souhaitent d'un commun accord proroger la durée du bail pour une période totale de 50 ans, soit 25 années supplémentaires, au regard de l'évolution du projet pour lequel le coût des travaux s'élèvera à **1 640 460 € HT,** selon les éléments fournis par le preneur. Dès lors, les conditions de prorogation du bail emphytéotique administratif sont respectées.

La **prolongation du bail emphytéotique** entraîne donc une actualisation de la redevance précédemment définie.

Afin de déterminer au mieux le montant de la redevance au regard de l'évolution du projet, la valeur vénale de l'ensemble immobilier, apport du bailleur, a été déterminée ci-dessus.
La valeur vénale retenue de l'apport du bailleur est estimée à : 3 201 000 € (§ 9).

11.1. Calcul de la valeur du bien en fin de bail

La valeur du bien (constructions avec terrain intégré) en fin de bail est déterminée à partir du tableur mis en ligne par la DNID dans le cadre d'une prorogation de bail sans rupture.

Elle ressort à **5 264 466 € HT, soit un prix au m² SH de 2 218 € HT/m²**, ce qui est cohérent avec les valeurs d'entrée de gamme de HOMIWOO et la seconde valeur la plus basse de l'étude de marché (terme n°21).

L'ensemble immobilier de 30 maisons individuelles ou accolées sera rénové pour correspondre aux normes actuelles attendues pour ce type de bien.

Cette valorisation n'appelle pas d'observations de la part du Pôle d'évaluation du Bas-Rhin. Elle est en dessous des prix moyens de marché des maisons individuelles implantées sur le ban d'Illkirch-Grafenstaden.

Les maisons sont des maisons préfabriquées béton avec des prestations bas de gamme. Elles seront après rénovation, chauffées par un poêle à pellets, radiateur électrique d'appoint. Elles seront isolées pour entrer dans les normes environnementales, mais seront classées C au niveau du DPE.
Elles profitent d'un jardin privatif, terrasse et d'un garage.

La cité Hoetzel est insérée dans un secteur d'activité. L'arrêt de bus est situé à 2 minutes à pied, l'arrêt de tram est à 22 minutes à pied. La cité est proche d'une surface commerciale.

Le dernier indice du coût de la construction (ICC) connu est celui du **3e trimestre 2025**, publié en décembre 2025, avec une valeur de **2056**, représentant une baisse de **4,06%** par rapport à la même période en 2024. L'ICC a connu une baisse significative sur un an.
Par conséquent**,** un taux de 1 %, basé sur l'évolution prévisible de l'indice du coût de la construction (base de la revalorisation de la redevance) et arrondi, est appliqué sur la valeur avant et après travaux.

11.2. Détermination du taux d'actualisation

L'actualisation de la valeur du bien en fin de bail et celle des flux de redevances est calculée en fonction des taux de placements constatés à la date de rupture du bail.
Le même taux est généralement retenu pour les deux calculs. En effet, le niveau de taux traduit l'appréciation du risque de l'opération emphytéotique pour les deux parties au contrat (l'incertitude sur l'entretien du bien et celle sur la perception des redevances sont en lien direct avec le risque d'activité). On pourrait cependant envisager deux taux distincts d'actualisation, le risque lié à la perception des redevances au fil du contrat étant logiquement moindre que celui lié à la valeur future du bien.

La construction du **taux i** se compose donc de trois éléments distincts :

- **le taux sans risque :** la valeur de référence est le taux du marché des emprunts d'État (OAT) et plus précisément le taux moyen de l'indice TEC 10 Natixis, lissé sur un an, revalorisé par rapport à la durée qui reste à s'écouler.

Le taux est défini à partir du TEC 10 lissé sur un an en date du 31/12/2025 soit 3,37 %, auquel il convient d'ajouter 0,62 pour tenir compte de la durée du bail qui reste à courir (24 années) soit **3,99 %**.

- **une prime de secteur immobilier** variant entre 0,20 % à 0,50 %, qui prend en compte la moindre liquidité du placement immobilier comparée aux autres formes d'investissements ou de placements. Les droits du bailleur et du preneur, engagés dans un bail emphytéotique étant peu liquides comparativement aux autres biens immobiliers, il est retenu au cas particulier un taux de **0,20 %.**
- **la prime de risque lié à l'immeuble** qui regroupe :
  — la demande générale du marché sur le type de bien,
  — le risque lié à l'appréciation qualitative du bien sur son marché,
  — le risque/avantage lié à la situation géographique,
  — le risque lié aux qualités techniques et physiques de l'immeuble.
  Le choix de la prime de risque est délicat. La fourchette de prime peut varier de 0,2 % à 3 %, voire 5 %. En pratique, le niveau retenu sera fonction de l'appréciation du risque lié à la valorisation future des constructions et au risque de défaillance du preneur.
  Le marché du logement en France présente un risque modéré à élevé en raison de tensions locatives fortes, instabilité politique et incertitudes fiscales, mais une stabilisation des taux de crédit et une légère reprise des prix offrent des opportunités.
  Les investisseurs et emprunteurs peuvent s'attendre à un marché stable mais prudent en 2026 (données issue d'Internet – site éditomeilleursagents.com, optimhome.com et immobilier-danger.com)

Au cas présent :

Risque lié à la défaillance du preneur :
À ce stade, l'emphytéote est **HABITAT DE L'ILL,** bailleur social situé à Illkirch-Graffenstaden (Bas-Rhin, Alsace). Il propose des logements locatifs aidés, des appartements neufs en accession sécurisée et gère également des copropriétés via son service Coop de l'Ill.

Risque lié à la valorisation future des constructions :
— Plus l'échéance du bail est lointaine, plus le risque de voir l'état du bien se dégrader est élevé et plus sa valeur future est incertaine. On rappellera néanmoins que le preneur est tenu contractuellement de procéder à son entretien pendant toute la durée du bail et que le preneur a réalisé des travaux d'amélioration du bien.
— Au cas d'espèce, HABITAT de L'ILL bénéficie pour cet ensemble immobilier d'un excellent taux d'occupation. Elle loue les logements et supporte les charges et travaux normalement à la charge du locataire. La cité Hoetzel de 30 pavillons individuels ou accolés correspond plus aux normes environnementales et aux contraintes liées aux émissions de gaz à effet de serre. Les maisons présentent des problèmes d'humidité et d'infiltration d'eau.

À noter que plus l'échéance du bail est lointaine, plus le risque de voir l'état du bien se dégrader est élevé et plus sa valeur future est incertaine. On rappellera néanmoins que le preneur est tenu contractuellement de procéder à son entretien pendant toute la durée du bail et qu'il est en principe amené à réaliser des travaux d'amélioration du bien.

Au cas présent, **un taux de 2 %** sera retenu.

Soit **un taux d'actualisation de : 6,19 %** (3,99 + 0,20 + 2).

11.3. Valeur actualisée de la redevance restant à percevoir

Le montant de la redevance a été fixé dans le BEA d'origine. Il est révisable chaque année en fonction de la variation de l'indice INSEE du coût de la construction. En 2024, le montant de la redevance a été établi sous facture à **27 781 €.**

11.4. Détermination de la redevance

La redevance est calculée selon le tableur ci-dessous (élaboré par la Direction Nationale des Interventions Domaniales - DNID).

Prorogation de bail
méthode sans rupture (retour à l'équilibre)

MÉTHODE FINANCIÈRE CALCUL DE LA REDEVANCE ANNUELLE MODIFIÉE			
1 Valeur vénale pleine de l'immeuble avant travaux	V V	3 201 000 €	Valeur pleine en N du bien terrain compris avant travaux
2 Durée résiduelle du bail avant prorogation	d	25	ans
3 évolution de la valeur avant travaux	i	1,00 %	en % par an
4 Valeur avant travaux au terme initial du bail non prorogé		4 105 065 €	Table 1 valeur acquise
5 taux d'actualisation sur la durée résiduelle non prorogée	a	6,1900%	% par an
6 Valeur vénale pleine actualisée de l'immeuble avant travaux	Va	914 596 €	Table 2 valeur actuelle en N
7 Montant de la redevance		27 781 €	Montant de la redevance annuelle
8 Taux d'indexation de la redevance		1,00 %	% par an
9 taux d'actualisation des redevances sur la durée résiduelle		6,1900%	% par an
10 Somme des redevances actualisées		382 338,24 €	Table 4 bis valeur actuelle d'une suite de redevances indexées
11 Total des droits du bailleur avant prorogation		1 296 935 €	valeur vénale des droits du bailleur ligne 6 + ligne 10
12 Valeur vénale pleine de l'immeuble après travaux		3 201 000 €	Valeur pleine en N du bien terrain compris après travaux
13 durée de prorogation en années		25	ans
14 durée résiduelle du bail après prorogation	d'	50	ans
15 évolution de la valeur après travaux		1,00 %	en % par an
16 Valeur après travaux à la fin du bail prorogé		5 264 466 €	Table 1 valeur acquise
17 taux d'actualisation sur la durée prorogée		6,1900%	% par an
18 Valeur vénale pleine actualisée de l'immeuble après travaux	Va'	261 320 €	Table 2 valeur actuelle
19 montant de la redevance annuelle aujourd'hui (N)		27 781 €	par an
20 VA des redevances pendant la nouvelle durée résiduelle		491 580,72 €	Table 4 bis valeur actuelle d'une suite de redevances indexées
21 Total des droits du bailleur après prorogation sans changement de redeva		752 901 €	valeur revenant au bailleur en N sans modification de la redevan
22 Montant de RC (ligne 11 – total 21)		544 034 €	redevance capitalisée à verser lors de l'avenant en N
23 Nouveau montant de la redevance annuelle constante non indexée		63 216 €	par an, ne pas indexer
ou :			
24 Taux d'indexation de la redevance		1,00 %	en % par an
25 Nouveau montant de la redevance annuelle indexée en année N		30 745 €	la première année, redevance à indexer chaque année, table 5

Le montant de la redevance à indexer chaque année s'élève à 30 745 € HT.

12 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.
Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.
**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*
En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

13 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

1

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.
Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

14 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.
Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.
Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur régional des Finances publiques et par délégation,
La Directrice du pôle Réseau Expertise



Nathalie BERT

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Strasbourg.eu
eurométropole

58

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Souscription par l'Eurométropole de Strasbourg d'une convention d'intervention et de portage avec l'Établissement Public Foncier d'Alsace (EPFA) suite à l'acquisition par voie de préemption d'un bien sis 7 rue du Général de Gaulle à MUNDOLSHEIM.

Numéro E-2026-759

I. Contexte

Dans le cadre de l'exercice du droit de préemption, la commune de Mundolsheim a été destinataire d'une déclaration d'intention d'aliéner (DIA) le 9 mars 2026 portant sur la vente d'un ensemble immobilier de type corps de ferme situé au 7 rue du Général de Gaulle.

Ce corps de ferme en forme de « U » est une ancienne ferme reconstruite en 1816 après la guerre napoléonienne composé :
- d'un bâtiment principal dans l'aile Nord comprenant :
  - un appartement de type 5/9 pièces d'environ 177,23 m²,
  - un appartement de type 3 pièces d'environ 69,92 m²,
- des dépendances dans l'aile Sud de type garages ou pièces de stockage,
- d'une grange en colombage qui s'appuie sur l'aile Sud et l'aile Nord des bâtis,
- un jardin côté Nord,
- un verger côté Ouest.

Le tout cadastré section 2 n°155/24 d'une contenance de 36a19ca et situé en zone UAA1 du PLUi.

Le prix affiché est de 1 500 000,00 € auquel s'ajoutent 60 000,00 € TTC de frais d'agence, les frais de notaire et les droits d'enregistrement.

Le bien est actuellement loué. L'appartement de cinq pièces est loué à M. et Mme XXX depuis le 1er juillet 2014. L'appartement de trois pièces est loué à la société ASUKA qui y loge quatre employés.

La commune de Mundolsheim a manifesté son intérêt, en vue d'y réaliser une opération

de logements locatifs sociaux, en accession sociale et/ou location sociale, dans le respect des engagements pris dans le Programme Local de l'Habitat et du contrat de mixité sociale signé le 20 décembre 2023 d'une part, au regard des obligations de la loi SRU en matière de logements sociaux d'autre part, et également dans une logique de préservation et de valorisation du patrimoine bâti et non-bâti.

Elle souhaite poursuivre les efforts engagés depuis plusieurs années avec l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg afin d'atteindre l'objet fixé par l'article 55 de la loi SRU, étant au 1er janvier 2025 déficitaire de 228 logements locatifs aidés.

Par arrêté du 12 juin 2026, Monsieur le Vice-président de l'Eurométropole de Strasbourg a délégué ponctuellement à l'Établissement Public Foncier d'Alsace, l'exercice du droit de préemption urbain pour l'acquisition du bien objet de la déclaration d'intention d'aliéner susvisée.

L'EPF d'Alsace a, par arrêté du Directeur n°2026/068 du 16 juin 2026, exercé le droit de préemption urbain sur ledit bien immobilier moyennant le prix de 1 274 000,00 € auquel s'ajoute la commission d'agence immobilière de 60 000,00 €, conformément à l'avis du service des Domaines du 10 juin 2026.

Il sera proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg d'approuver la conclusion avec l'Établissement Public Foncier d'Alsace (EPFA) d'une convention de portage foncier.

II. Souscription par l'Eurométropole de Strasbourg à une convention d'intervention et de portage auprès de l'Établissement Public Foncier d'Alsace portant sur l'immeuble sis à Mundolsheim, 7 rue du Général de Gaulle.

Objet de la convention

Les établissements publics fonciers sont compétents pour réaliser toute acquisition foncière et immobilière dans le cadre de projets conduits par des personnes publiques, et pour réaliser ou faire réaliser toutes les actions de nature à faciliter l'utilisation et l'aménagement ultérieur, au sens de l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme, des biens fonciers ou immobiliers acquis.

Ils sont également compétents pour constituer des réserves foncières.

L'action des établissements publics fonciers pour le compte de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements ou d'un autre établissement public s'inscrit dans le cadre d'une convention.

Pour formaliser le cadre d'intervention de l'Établissement, une convention de portage doit être signée. Celle-ci vise à définir les engagements pris par l'EPF d'Alsace et la Métropole en vue de la réalisation du projet défini et à préciser les modalités d'intervention de l'EPF.

L'Eurométropole de Strasbourg en vertu d'une délibération en date du

18 décembre 2019, peut décider de déléguer son droit de préemption urbain à l'établissement public.

En l'espèce, la préemption de cet ensemble immobilier présente un intérêt stratégique dans la mesure où il doit permettre à la commune de Mundolsheim de programmer la réalisation d'une opération de logements locatifs aidés, opération de nature à répondre aux obligations fixées par l'application de l'article 55 de la loi SRU en matière de logements locatifs aidés, et à mettre en œuvre la politique de l'habitat volontariste prônée par le PLH pour combler le manque de logements locatifs aidés, et ainsi rééquilibrer leur répartition sur le territoire, tout en préservant le patrimoine bâti et non-bâti de la commune comme préconisé par le PLUi.

La décision de préemption signée en date du 16 juin 2026 a été signifiée le 19 juin 2026 en vue de la réalisation dans l'intérêt général, d'une opération d'aménagement de logements sociaux à des fins d'accession et de location, tout en s'inscrivant dans une volonté de sauvegarde, de restauration et de mise en valeur du patrimoine bâti et non-bâti de la commune.

Dans ce contexte et dans le respect des objectifs décrits dans la convention partenariale, l'acquisition de ce corps de ferme a été identifiée comme pouvant faire l'objet d'un portage externalisé via l'opérateur foncier.

Périmètre d'intervention de l'EPF d'Alsace

Le bien objet de la convention de portage à conclure avec l'EPF est cadastré comme suit :
Commune de Mundolsheim
Section 2 n°155/24 - Lieudit rue du Général de Gaulle - d'une contenance de 36a19ca.

Gestion des biens acquis

L'entretien de l'immeuble est assuré par l'EPFA, en tant que propriétaire de l'ensemble immobilier. Les mesures conservatoires, le paiement des impôts et charges de toutes natures dus au titre de la propriété relèveront de la charge de l'EPFA.

De plus, si l'état de l'immeuble à conserver l'exige, l'EPFA, en tant que propriétaire, procédera aux travaux de grosses réparations définies par l'article 606 du Code civil afin de préserver l'état général du bien immobilier.

Occupation des biens

L'appartement 5 pièces est actuellement loué au profit de M. et Mme XXX.

Durée du portage

Il est proposé de conclure la convention d'intervention et de portage pour une durée de cinq (5) ans commençant à courir à compter de la signature de l'acte d'acquisition de l'ensemble immobilier bâti objet des présentes.

Ses effets prendront fin lorsque le bien concerné par la convention aura été revendu par l'EPFA et que les comptes financiers auront été apurés.

Une prolongation de la convention initiale pourra faire l'objet d'un avenant qui interviendra sous réserve de l'adoption d'une nouvelle délibération par l'Eurométropole de Strasbourg et de l'accord préalable du conseil d'administration de l'EPFA.

Une revente anticipée du bien est également possible sous réserve de délibérations en ce sens de l'Eurométropole de Strasbourg et du conseil d'administration de l'EPFA.

Modalités de l'acquisition par l'EPFA

La Division du Domaine a évalué l'ensemble immobilier au prix de 1 274 000,00 € HT, assortie d'une marge d'appréciation de 10 %.

Le droit de préemption urbain a été notifié par l'EPFA au prix de 1 274 000,00 €, conforme à l'avis de la Division du Domaine, en sus la commission de l'agence immobilière d'un montant de 60 000,00 € TTC, le tout inférieur à celui de la DIA qui s'élève à 1 500 000,00 €.
Le propriétaire a fait connaître, par courrier, son accord de principe à la cession au prix de la préemption, conditionné à la reprise de certains engagements par l'EPFA dans l'acte d'acquisition du bien.

Frais afférents à la souscription de la convention
Pendant la période de portage foncier**,** l'Eurométropole règlera chaque année des frais de portage correspondants à la rémunération de l'EPF d'Alsace pour le portage foncier du bien. Ils sont calculés au regard de la valeur du stock, c'est-à-dire :
- le prix d'acquisition du bien,
- les frais d'acquisition,
- les éventuels coûts de proto-aménagement.

Les frais de gestion du bien seront versés par l'Eurométropole de Strasbourg. De son côté, l'EPFA reversera les recettes de gestion (remboursement des indemnités d'occupation/loyers, d'assurances, de dépôt de garantie, de dégrèvement de taxe foncière, d'électricité...).

S'agissant d'une opération d'aménagement, l'Eurométropole de Strasbourg s'engagera à payer à l'EPFA, chaque année, à la date d'anniversaire de la signature du premier acte de vente, les frais de portage seront calculés selon un taux fixe de 1,00 % HT de la valeur du bien en stock.

Il est convenu que, pour le cas où la commune de Mundolsheim était frappée d'un arrêté de carence, les frais de portage seraient ramenés à un taux fixe de zéro pour cent, pour s'appliquer à compter du 1er janvier de l'année au cours de laquelle l'arrêté de carence serait rendu.

À la fin du portage foncier, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à rembourser à l'EPF d'Alsace les différents postes financiers résiduels, à savoir :

- la valeur du stock résiduel (prix principal d'acquisition, frais d'acquisition et coûts de travaux) lors de la cession totale du bien, qu'elle intervienne au terme de la durée de portage ou de manière anticipée,
- les frais de gestion et des frais de portage restants dus à la date de cession. Ils seront diminués, en cas de perception d'indemnités d'occupation/loyers par l'EPFA pour le bien porté et de remboursement anticipé en capital effectué par l'Eurométropole de Strasbourg ou remboursement d'assurances, de dépôt de garantie, d'électricité etc.

Promesse d'achat

La convention de portage vaudra promesse unilatérale d'achat par l'Eurométropole de Strasbourg du bien sis à Mundolsheim, 7 rue du Général de Gaulle.

Prix de vente

Le prix de rétrocession sera composé du prix d'acquisition payé par l'EPFA ainsi que de toutes les dépenses engagées par l'EPFA pour l'acquisition, l'administration et la conservation du bien, à savoir :
- les frais d'acquisition,
- les frais d'études et de diagnostics,
- les coûts de proto-aménagement éventuels.

Les frais de gestion et des frais de portage restants dus à la date de cession seront facturés à l'Eurométropole de Strasbourg en dehors de l'acte de vente.

En cas de perception d'indemnités d'occupation/loyers par l'EPFA pour le bien porté et de remboursement anticipé en capital effectué par l'Eurométropole de Strasbourg ou remboursement d'assurances, de dépôt de garantie, d'électricité, etc., ceux-ci seront reversés à l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles L. 324-1 et R. 324-1 et suivants du Code de l'urbanisme
vu les statuts de l'Etablissement Public Foncier d'Alsace du 31 décembre 2020
vu le règlement intérieur de l'Etablissement Public Foncier d'Alsace du 15 mars 2023
vu l'avis de la Division du Domaine n° 2026-67309-28357 du 10 juin 2026
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

La conclusion entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'Établissement Public Foncier (EPFA) d'une convention d'intervention et de portage qui aura pour objet l'acquisition et le portage du bien immobilier cadastré comme suit :

Commune de Mundolsheim
Section 2 n°155/24 - Lieudit rue du Général de Gaulle - d'une contenance de 36a19ca.
Consistant en un corps de ferme ainsi que les dépendances.

L'objet de la convention visera notamment à définir les engagements pris par l'EPFA et l'Eurométropole de Strasbourg en vue de la réalisation du projet et à préciser les modalités d'intervention de l'EPFA :

Gestion des biens acquis

L'entretien de l'immeuble est assuré par l'EPFA, en tant que propriétaire de l'ensemble immobilier.

Les mesures conservatoires, le paiement des impôts et charges de toutes natures dus au titre de la propriété relèveront de la charge de l'EPFA.

De plus, si l'état de l'immeuble à conserver l'exige, l'EPFA, en tant que propriétaire, procédera aux travaux de grosses réparations définies par l'article 606 du Code civil afin de préserver l'état général du bien immobilier.

Occupation des biens

L'appartement 5 pièces est actuellement loué au profit de M. et Mme XXX.

Durée du portage :

Il est proposé de conclure la convention d'intervention et de portage pour une durée de cinq (5) ans commençant à courir à compter de la signature de l'acte d'acquisition de l'ensemble immobilier bâti objet des présentes.

Ses effets prendront fin lorsque le bien concerné par la convention aura été revendu par l'EPFA et que les comptes financiers auront été apurés.

Une prolongation de la convention initiale pourra faire l'objet d'un avenant qui interviendra sous réserve de l'adoption d'une nouvelle délibération par l'Eurométropole de Strasbourg et de l'accord préalable du conseil d'administration de l'EPFA.

Une revente anticipée du bien est également possible sous réserve de délibérations en ce sens de l'Eurométropole de Strasbourg et du conseil d'administration de l'EPFA.

Modalités de l'acquisition par l'EPFA

La Division de Domaine a évalué l'ensemble immobilier au prix de 1 274 000,00 € HT, assortie d'une marge d'appréciation de 10%.

Le droit de préemption urbain a été notifié par l'EPFA au prix de 1 274 000,00 €, conforme à l'avis de la Division du Domaine, en sus la commission de l'agence immobilière d'un montant de 60 000,00 € TTC, le tout inférieur à celui de la DIA qui s'élève à 1 500 000,00 € et une commission d'agence de 60 000,00 € TTC.

Le propriétaire a fait connaître, par courrier, son accord de principe à la cession au

prix de la préemption, conditionné à la reprise de certains engagements par l'EPFA dans l'acte d'acquisition du bien.

<u>Frais afférents à la souscription de la convention :</u>
*Pendant la période de portage foncier**,** l'Eurométropole de Strasbourg règlera chaque année des frais de portage correspondants à la rémunération de l'EPF d'Alsace pour le portage foncier du bien. Ils sont calculés au regard de la valeur du stock, c'est-à-dire :*
- *le prix d'acquisition du bien,*
- *les frais d'acquisition,*
- *les éventuels coûts de proto-aménagement.*

Les frais de gestion du bien seront versés par l'Eurométropole de Strasbourg. De son côté, l'EPFA versera les recettes de gestion (remboursement des indemnités d'occupation/loyers, d'assurances, de dépôt de garantie, de dégrèvement de taxe foncière, d'électricité...).

S'agissant d'une opération d'aménagement, l'Eurométropole de Strasbourg s'engagera à payer à l'EPFA, chaque année, à la date d'anniversaire de la signature du premier acte de vente, les frais de portage seront calculés selon un taux fixe de 1,00 % HT de la valeur du bien en stock.
Il est convenu que, pour le cas où la commune de Mundolsheim était frappée d'un arrêté de carence, les frais de portage seraient ramenés à un taux fixe de 0%, pour s'appliquer à compter du 1er janvier de l'année au cours de laquelle l'arrêté de carence serait rendu.

À la fin du portage foncier, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à rembourser à l'EPF d'Alsace les différents postes financiers résiduels, à savoir :
- *la valeur du stock résiduel (prix principal d'acquisition, frais d'acquisition et coûts de travaux) lors de la cession totale du bien, qu'elle intervienne au terme de la durée de portage ou de manière anticipée,*
- *les frais de gestion et des frais de portage restants dus à la date de cession. Ils seront diminués, en cas de perception d'indemnités d'occupation/loyers par l'EPFA pour le bien porté et de remboursement anticipé en capital effectué par l'Eurométropole de Strasbourg ou remboursement d'assurances, de dépôt de garantie, d'électricité …*

<u>Promesse d'achat</u>

La convention de portage vaudra promesse unilatérale d'achat par l'Eurométropole de Strasbourg du bien sis à Mundolsheim, 7 rue du Général de Gaulle.

<u>Prix de vente</u>

Le prix de rétrocession sera composé du prix d'acquisition payé par l'EPFA ainsi que de toutes les dépenses engagées par l'EPFA pour l'acquisition, l'administration et la conservation du bien, à savoir :
- *les frais d'acquisition,*
- *les frais d'études et de diagnostics,*
- *les coûts de proto-aménagement éventuels.*

Les frais de gestion et des frais de portage restants dus à la date de cession seront facturés à l'Eurométropole de Strasbourg en dehors de l'acte de vente.

En cas de perception d'indemnités d'occupation/loyers par l'EPFA pour le bien porté et de remboursement anticipé en capital effectué par l'Eurométropole de Strasbourg ou remboursement d'assurances, de dépôt de garantie, d'électricité, etc., ceux-ci seront reversés à l'Eurométropole de Strasbourg.

La gestion intermédiaire du bien sera assurée par l'EPFA.
Si l'état des biens à conserver l'exige, l'EPFA, en tant que propriétaire, procédera aux travaux de grosses réparations définies par l'article 606 du Code civil afin de préserver les biens d'une part, ainsi qu'au paiement des impôts et charges de toutes natures dus au titre de la propriété d'autre part.
En cas de renoncement à la préemption, la convention sera caduque.

décide

l'imputation budgétaire de la dépense sur la ligne budgétaire de l'Eurométropole de Strasbourg : fonction 510 – nature 62268 – service AD03A,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à :

- *signer la convention d'intervention et de portage foncier et l'éventuelle convention de mise à disposition de bien avec l'Établissement Public Foncier d'Alsace pour permettre l'acquisition et le portage sur une durée de 5 ans,*

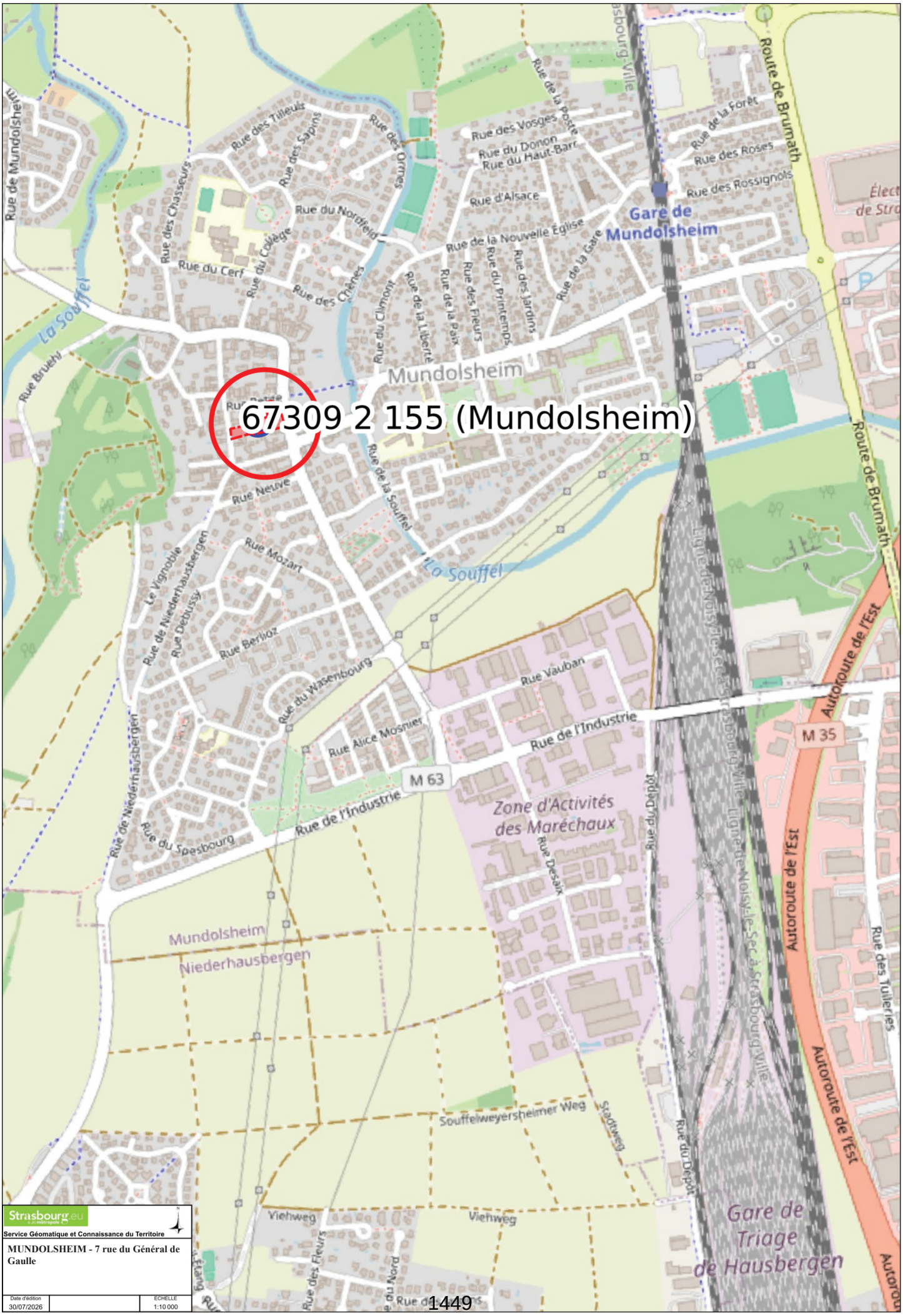
délivrer une autorisation de signature de l'engagement d'acquérir à l'Établissement Public Foncier d'Alsace pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg.

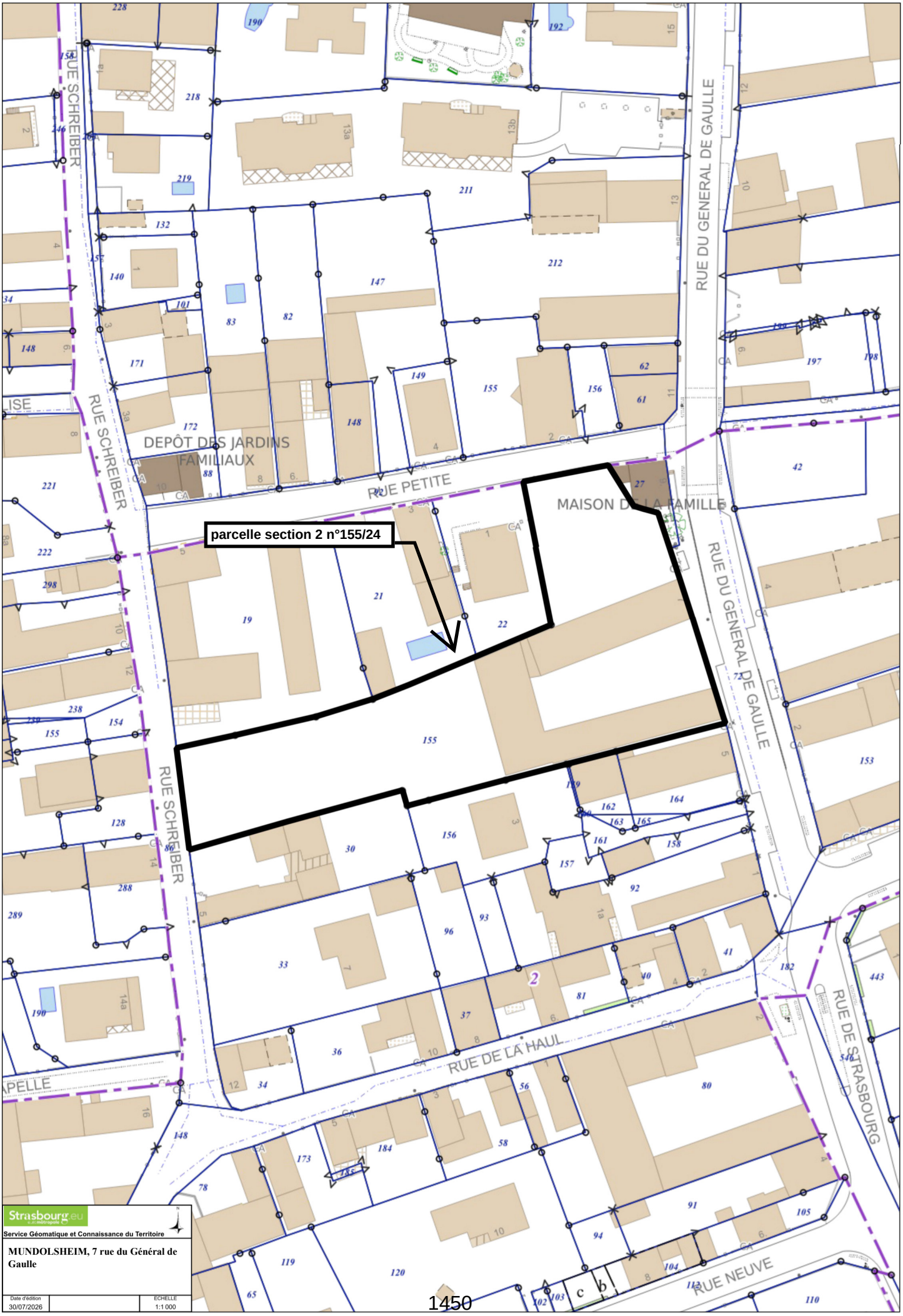
le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212030-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026


67309 2 155 (Mundolsheim)
Mundolsheim
Gare de Mundolsheim
Zone d'Activités des Maréchaux
Mundolsheim Niederhausbergen
Gare de Triage de Hausbergen
Rue de l'Industrie
Rue du Wasenbourg
Rue du Spesbourg
Rue de la Souffel
La Souffel
Souffelweyersheimer Weg
Viehweg
Rue du Dépôt
Rue Vauban
Rue Alice Mosnier
Rue Berlioz
Rue Mozart
Rue Neuve
Rue du Cerf
Rue du Collège
Rue des Chênes
Rue des Tilleuls
Rue des Sapins
Rue des Ormes
Rue du Nordfeld
Rue des Chasseurs
Rue de Mundolsheim
Rue Bruehl
Rue du Climont
Rue de la Liberté
Rue de la Paix
Rue des Fleurs
Rue du Printemps
Rue des Jardins
Rue de la Nouvelle Église
Rue de la Gare
Rue d'Alsace
Rue du Donon
Rue du Haut-Barr
Rue des Vosges
Rue de la Poste
Rue de la Forêt
Rue des Roses
Rue des Rossignols
Route de Brumath
Autoroute de l'Est
M 35
M 63
Rue des Tuileries
Rue de Niederhausbergen
Rue Debussy
Le Vignoble
Rue Desaix
Strasbourg-Ville
Strasbourg.eu
Service Géomatique et Connaissance du Territoire
MUNDOLSHEIM - 7 rue du Général de Gaulle
Date d'édition
30/07/2026
ECHELLE
1:10 000


parcelle section 2 n°155/24
RUE SCHREIBER
RUE DU GENERAL DE GAULLE
RUE PETITE
DEPÔT DES JARDINS FAMILIAUX
MAISON DE LA FAMILLE
RUE DE LA HAUL
RUE DE STRASBOURG
RUE NEUVE
Strasbourg.eu
Service Géomatique et Connaissance du Territoire
MUNDOLSHEIM, 7 rue du Général de Gaulle
Date d'édition
30/07/2026
ECHELLE
1:1 000

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction régionale des Finances Publiques du Grand-Est et du département du Bas-Rhin

Pôle Réseau Expertise

Pôle d'évaluations domaniales
4 place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Nathalie STAHL
Courriel :nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03 88 10 35 18

Réf DS :30105971
Réf OSE : 2026-67309-28357

Le 10/06/2026

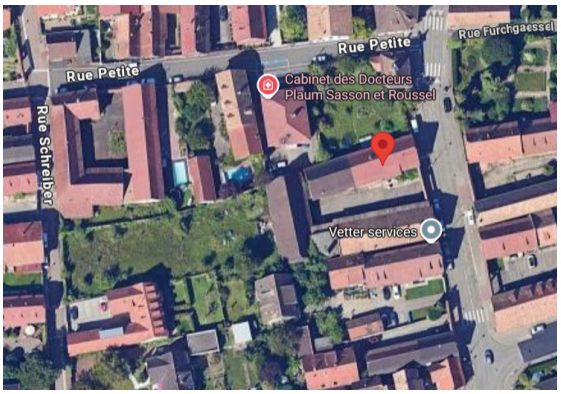
Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr





Nature du bien :	Corps de ferme
Adresse du bien :	7 rue du Général de Gaulle 67450 MUNDOLSHEIM
Valeur vénale :	**1 274 000 € HT**, assortie d'une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe 9 « Détermination de la valeur vénale »)

1 - CONSULTANT

Consultant : EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Affaire suivie par : M. Raoul GOMES, chargé de transactions immobilières
tél. 03 68 98 69 56 – raoul.gomes@strasbourg.eu

Votre référence : RG 7 RUE DU GENERAL DE GAULLE MUNDO

2 - DATES

de consultation :	29/04/2026
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	-
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	20/05/2026
du dossier complet :	29/05/2026

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☐
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☒ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☒
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

Le consultant souhaite exercer le droit de préemption urbain dans le cadre des articles L. 210-1 et L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, en vue de la réalisation d'une opération de logement social au titre du Programme Local de l'Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg, approuvé le 16 décembre 2016.
La déclaration d'intention d'aliéner datée du 03/03/2026 indique un prix de vente de 1 500 000 € HT pour une parcelle cadastrée section 2N° 155 d'une contenance de 36,19 ares sur-bâtie d'un corps de ferme et 60 000 € HT de frais d'agence à la charge de l'acquéreur.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

Mundolsheim est une ville située dans le département du Bas-Rhin. La commune compte 5 322 habitants selon les données INSEE 2023. Elle est située à 8 km au nord-ouest de Strasbourg.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Le bien est situé au centre de la ville de Mundolsheim à proximité de toutes les commodités : commerces, services et transport en commun (ligne de bus).

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre de MUNDOLSHEIM sous les références suivantes :

section	parcelle	surface/are	Zone
2	155	36,19	UAA1

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

4.4. Descriptif
L'emprise en forme de « L » est implantée en centre-ville de Mundolsheim délimitée en façade par la rue du Général de Gaulle, la rue Petite pour une partie jardin et sur l'arrière par la rue Schreiber.

Elle est sur-bâtie d'un corps de ferme en forme de « U » construit en 1816 comprenant une maison d'habitation et des dépendances : grange, laiterie, garages. Un jardin coté nord fait partie de la propriété ainsi qu'un verger coté ouest. L'ensemble est clos par un mur en moellons et un haut portail traditionnel qui sépare la cour bitumée de la voie publique.

L'aile Nord se rapporte à la maison d'habitation de type R+1+combles sur sous-sol complet. Elle a été rénovée en 2015. Elle comprend deux logements : un cinq pièces et un trois pièces.

L'appartement de cinq pièces se compose au rez-de-chaussée d'une belle entrée, une cuisine équipée ouverte sur une vaste pièce de vie, une chambre, une salle d'eau et WC séparé. L'étage est accessible par un escalier en bois. Le palier se poursuit par un couloir qui dessert trois chambres, une salle de bain avec WC. Les combles ne sont pas aménagés. La cave est accessible à partir de l'entrée et du garage. Elle est en terre battue. L'appartement bénéfice de fenêtres en double vitrage, de parquet en bois. La toiture a été isolée. Le logement est très bien entretenu.

Le logement de trois pièces possède sa propre entrée individualisée. Le rez-de-chaussée est pourvu d'un placard et d'un escalier en béton carrelé. L'étage comprend une cuisine équipée ouverte sur la pièce de vie, deux chambres et une salle d'eau avec WC. Le bien est en état d'usage. Les sols de l'entrée, pièce à vivre et cuisine sont carrelés. La toiture au-dessus de l'appartement de ce 3 pièces n'est pas isolée.

Le chauffage est assuré par une chaudière au gaz. La toiture de la maison est saine, couverte de tuiles mécaniques.

L'aile nord se poursuit par des dépendances de type garages ou pièces de stockage. Elles ne sont pas en bon état d'entretien. Le vendeur a évoqué la présence d'une ancienne fosse à purin, installée devant l'une des pièces de stockages.

Face à la maison d'habitation, se trouve l'aile sud qui concerne l'ancienne laiterie de type rez-de-chaussée+1+grenier. Le bien est en briques en rez-de-chaussée, briques et colombage à l'étage. Le rez-de-chaussée se compose de salles et d'une pièce de type frigorifique. Le plafond est constitué d'IPN pour soutenir le plancher et deux poteaux de soutien visibles sont en fontes.
L'étage comprend des locaux de bureaux en mauvais état et différentes pièces. Les fenêtres en bois sont en simple vitrage. Les locaux sont très dégradés et nécessitent une réhabilitation complète.
Cette partie se prolonge par deux garages, dont une partie toiture en chapelle recouverte de plaques en fibrociment.

La grange en colombage et torchis sépare la partie construite du verger qui présente une légère déclivité par rapport à la rue Schreiber. Elle s'appuie sur l'aile sud et l'aile nord des bâtis. Une énorme cuve à fuel en fonte est installée dans la grange. Les biens étant considérés comme un ensemble remarquable, ils ne peuvent pas être démolis. L'aménagement de la grange est difficilement envisageable en raison de ses fondations, Elle peut toutefois être utilisée pour la création de places de stationnement ou local vélo et poubelles.

Sur l'arrière de la parcelle, un espace délimité à partir de la grange est inconstructible en l'état. La partie constructible se situe en limite de la rue Schreiber sur une distance d'environ 40 mètres en profondeur. Le terrain d'environ 14,80 ares est inconstructible sur sa moitié soit environ 7,2 ares.

Le jardin situé coté rue Petite est accessible depuis le garage et depuis la rue. Il est constructible.

Photographies du site prises lors de la visite du 20/05/2026 :



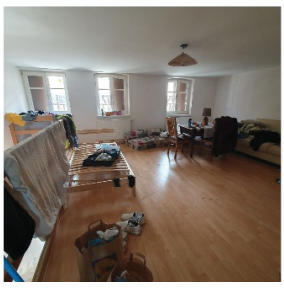






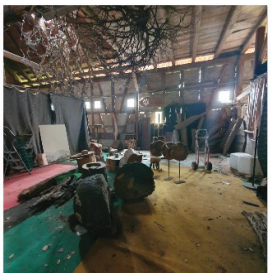


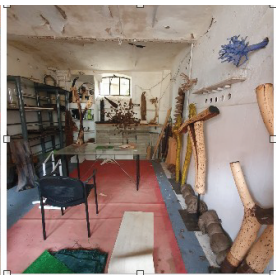
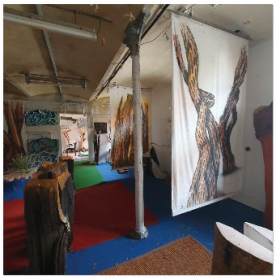












Le consultant a remis les diagnostics techniques pour les logements :
— existence de risque potentiel d'exposition au plomb ;
— absence de produit ou matériaux contenant de l'amiante ;
— l'installation intérieure d'électricité présente une ou plusieurs anomalies ;
— l'installation intérieure de gaz comporte une ou plusieurs anomalies ;
— la performance énergétique est classée D pour le logement de 3 pièces et C pour l'appartement de 5 pièces.
Il a été constaté la présence d'amiante dans deux conduits attenant à la laiterie, situés en limite de la propriété riveraine.

Lors de la visite il a été précisé que le projet s'inscrit dans le cadre de la création de logements à caractère social comprenant la réhabilitation de l'aile sud en logement, la construction d'un immeuble en façade de la rue Schreiber et l'étude d'une réalisation dans le petit jardin attenant à l'habitation principale.
Deux projets ont été communiqués par le consultant :

➢ En date du 29/05/2026, l'étude de faisabilité d'ALSACE HABITAT mise à jour présente un projet de réhabilitation du logis principal et des annexes, dont l'ancienne laiterie, et la construction de deux immeubles côté rue Schreiber et côté rue Petite, soit un total de 31 appartements à caractère locatif social, répartis comme suit :
côté logis principal (maison à colombage et combles) : 6 logements dont 5T3 et 1T5 ;
côté ancienne laiterie : 7 logements de typologie suivante 4T3 et 3T2 ;
rue Schreiber : 12 logements soit 1T4, 6T3 et 5T2 ;
rue Petite : 6 logements dont 3T4, 2T3 et 1T2.

L'étude développe une surface totale de plancher de 2 215 m² en plein cœur de la ville de Mundolsheim à proximité de toutes les commodités : commerces, services et transport en commun.

Etude de faisabilité du bien sis 7 rue du général de Gaulle MUNDOLSHEIM		
localisation sur site	nombre de logement	Surface de plancher m²
Maison à colombage	6 logements	600 m²
Ancienne laiterie	7 logements	410 m²
Total réhabilitation de l'existant		1010 m²
TAB rue Petite	6 logements	435 m²
TAB rue Schreiber	12 logements	770 m²
Total immeuble neuf		1205 m²
TOTAL GLOBAL		**2215 m²**

Le projet prévoit 34 places de stationnement total dont 22 places dans la zone non constructible attenante à la grange, 4 places dans la grange, 2 places dans la cour du logis principal, 6 places côté rue Petite, un local vélo et un local poubelles.
Il a aussi fourni le montant prévisionnel des loyers et le coût prévisionnel des travaux soit un coût global estimatif qui s'élève à **4 339 400 € r**éparti (hors frais maîtrise d'œuvre, emprunt, assurance) comme suit :
pour la réhabilitation des bâtiments existants : 2 800 € HT/m² soit 2 262 400 € HT ;
pour les logements neufs : 2 000 € HT/m² SH soit 1 918 000 € HT ;
pour les VRD (parkings, accès, aménagement paysager) : 159 000 € HT.

➢ Le consultant a par ailleurs transmis le 1er juin 2026 le projet proposé par PROCIVIS qui correspond à une surface habitable de 1 870 m² pour 26 logements, dont 20 logements sous bail réel solidaire (vente des appartements et redevance versée par les propriétaires pour l'assiette foncière qui restera propriété du bailleur) et 6 logements à caractère locatif social.
Le coût prévisionnel des travaux est estimé à 4 456 000 € HT m² décomposé comme suit :
pour le logis principal : 2 400 € m² soit 1 416 000 € HT ;
pour l'ancienne laiterie : 3 000 € /m² soit 1 440 000 € HT ;
pour le neuf : 2 000 €/m² soit 1 600 000 € HT.

4.5. Superficie

La surface habitable de l'existant est répartie comme suit :
— logement 3 pièces : 69,92 m² ;
— appartement 5 pièces : 177,23 m²
selon le relevé des surfaces établi par la société AGENDA DIAGNOSTIC LE 04/07/2023.
La surface habitable totale retenue s'élève à **247,15 m².**

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Le bien est propriété de M. Louis MAHL selon acte de donation du 1er juillet 2013.

5.2. Conditions d'occupation

Le bien est loué. L'appartement de cinq pièces est loué à M. et Mme Launay depuis le 1er juillet 2014. Le bail n'a pas été dénoncé. Le loyer à la signature du bail s'élève à 950 € HT/mois.
L'appartement de trois pièces est loué à la société ASUKA, qui y loge quatre employés. Le loyer s'élève à 1 000 € HT/mois depuis le 1er juillet 2025. L'appartement sera libre à compter du 1er juillet 2026.

6 - URBANISME

6.1.Règles actuelles

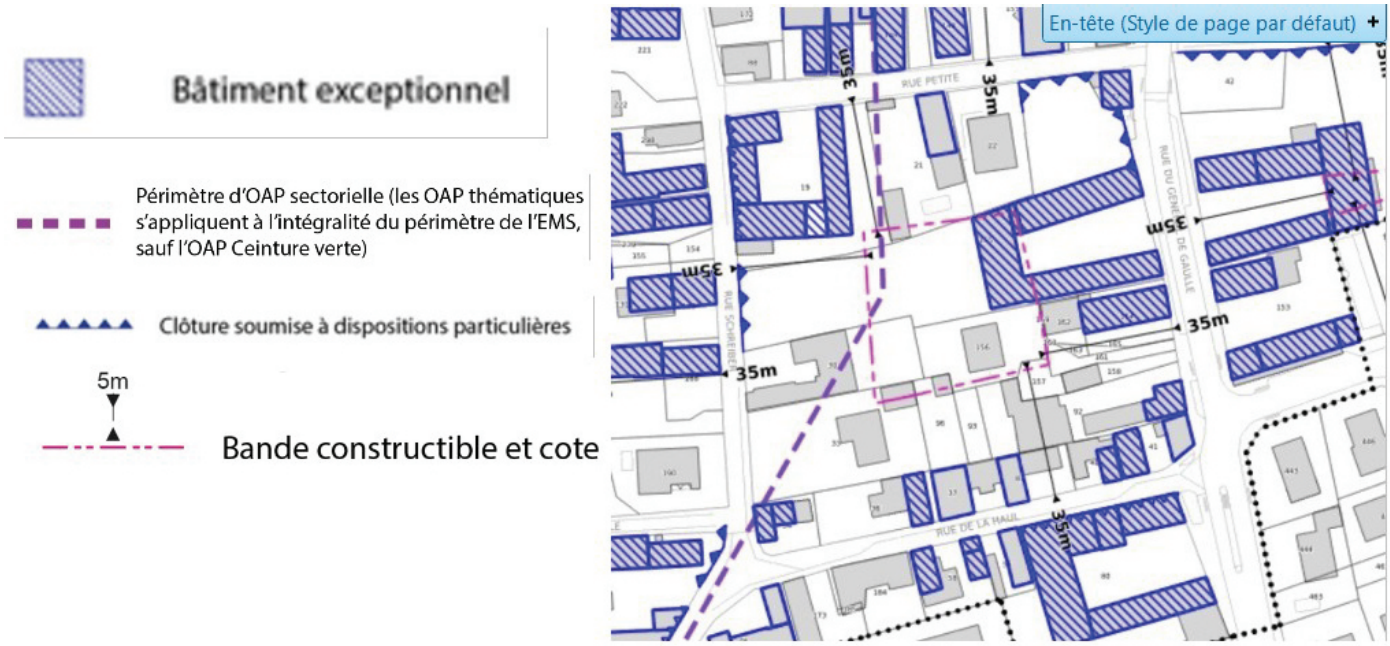


La parcelle cadastrée section 2 N° 155 est située en zone UAA1 du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg, dont la dernière modification a été approuvée le 6 février 2026.

La zone UAA est une zone urbaine à vocation mixte (habitat, commerces, services, activités diverses, d'équipements publics et/ou d'intérêt collectif). Elle identifie les tissus anciens villageois traditionnels.

Sauf dispositions particulières indiquées au règlement graphique, la construction d'un bâtiment doit se conformer aux implantations dominantes des bâtiments existants ou reprendre la même implantation que celle du bâtiment préexistant, en respectant le caractère patrimonial de la zone.
S'il y a le long de certaines voies un ordonnancement de fait des bâtiments existants qui marque le caractère de la rue, le respect d'un tel ordonnancement peut être impose pour toute construction nouvelle qui s'y insérera.
Les constructions doivent se conformer aux implantations dominantes des bâtiments existants ou reprendre la mème implantation que celle du bâtiment préexistant.
La distance compte horizontalement de tout point de la construction au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproche doit être au moins égale a la moitie de la différence d'altitude entre ces points (L= H/2), sans pouvoir être inférieure a 3 mètre.
Une distance d'au moins 3 mètres est imposée entre deux bâtiments non contigus.
La hauteur maximale des constructions est mesurée à l'égout principal de toiture :
— par rapport au niveau moyen de la voie de desserte existante ou à créer pour les constructions implantées en premier rang ;
— par rapport au niveau moyen du terrain d'assise de la construction pour les constructions implantées en second rang.

20 % au moins de la superficie du terrain doit être réservée a des aménagements paysagers réalisés en pleine terre. Cette disposition ne s'applique pas en cas :
— de réhabilitation dans les volumes préexistants, y compris la création de surface de plancher sous le couvert de la toiture existante ;
— de reconstruction a l'identique d'un bâtiment préexistant.
Le coefficient de biotope par surface est fixe à 30 % minimum.



La démolition des clôtures repérées au règlement graphique par le symbole « clôtures soumises a dispositions particulières » est interdite. En cas de reconstitution ou de reconstruction, elles doivent se faire dans l'esprit des clôtures originelles.

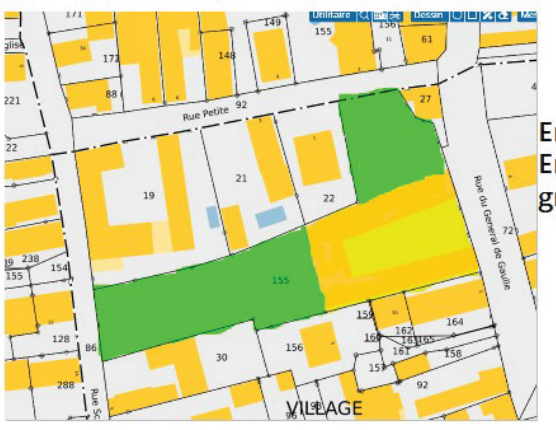
Qualification du terrain :
L'emprise a la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car située dans une zone déclarée constructible et desservie par les VRD.

En effet, bien que les terrains côté rue Petite et rue Schreiber soient impactés par un mur en pierre soumis au règlement graphique par une mention particulière qui interdit leur démolition, les murs peuvent être démontés et reconstruits pour permettre la constructibilité de ces deux terrains.

6.2.Date de référence et règles applicables
Sans incidence.

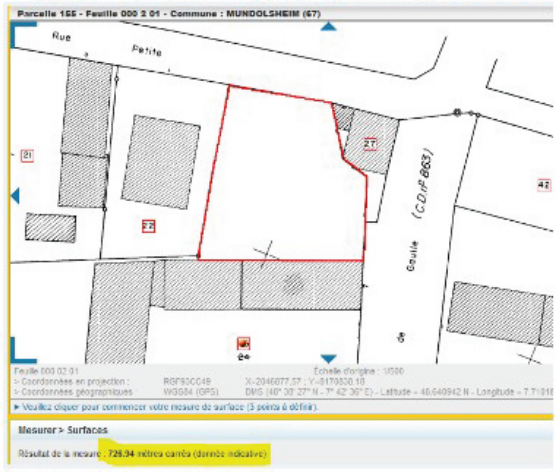
7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode analytique consistant à décomposer le bien à évaluer en différents éléments : le bâti (terrain intégré de 14,19 ares), d'une part, et d'autre part, de deux terrains détachables (l'un de 7,2 ares côté Nord et l'autre de 14,80 ares côté Ouest).

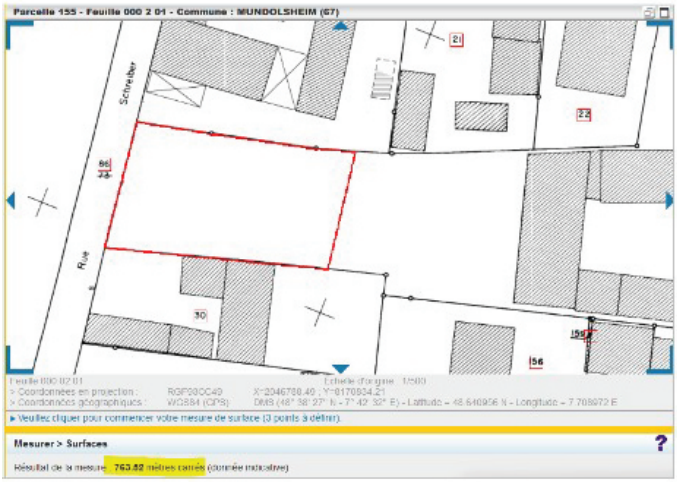


En vert : 2 terrains à bâtir
En jaune : le logis principal, locaux de l'ancienne laiterie et grange

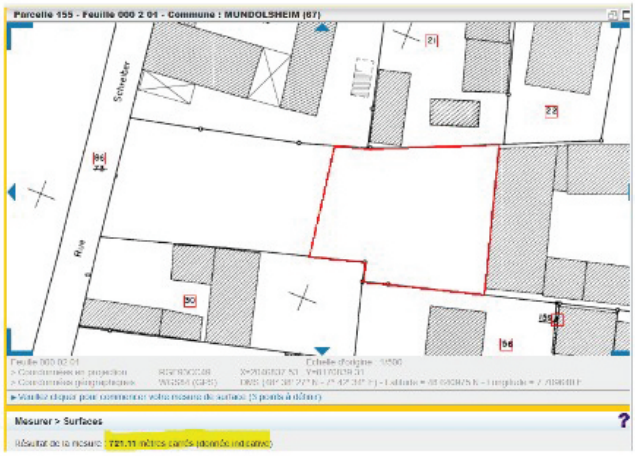
TAB côté rue Petite de 7,20 ares



TAB constructible de 7,6 ares rue Schreiber



TAB inconstructible de 7,2 ares.



Le découpage fictif de la parcelle cadastrée section 2 N° 155 est ainsi définie dans le cadre de sa valorisation, en l'absence de procès-verbal d'arpentage :
— corps de ferme : 14,19 ares ;
— TAB Rue Petite (nord) : 7,20 ares ;
— TAB rue Schreiber (ouest): 14,8 ares dont 7,60 ares constructibles et 7,20 ares inconstructibles ;
soit une contenance globale de 36,19 ares.

Ces différentes parties sont valorisées selon la méthode par comparaison, qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale du logis principal correspondant au corps de ferme (hors valeur des deux terrains à bâtir) sera corroborée par la méthode d'évaluation par le revenu. Elle consiste à déterminer la valeur vénale d'un bien en appliquant au revenu qu'il procure à son propriétaire un coefficient de capitalisation convenablement choisi. Sa mise en œuvre exige la connaissance du revenu de l'immeuble à évaluer et la recherche du taux de capitalisation adapté à ce type d'immeuble. C'est la détermination de ce taux qui est le plus délicat, car elle nécessite, d'une part, une étude de marché qui permettra d'apprécier la valeur des immeubles loués comparables et, d'autre part, la recherche du revenu de chacun de ces

mêmes immeubles. Bien entendu, cette méthode ne peut être employée que pour évaluer des biens loués et, partant, elle ne permet d'aboutir qu'à des valeurs «immeubles occupés ».

Enfin, bien que le consultant ait communiqué des budgets prévisionnels concernant des projets de construction de logements sociaux, la méthode d'évaluation par le compte à rebours ne sera pas utilisée. En effet, dans le cadre d'une déclaration d'intention d'aliéner avec potentielle fixation du prix ultérieure par le juge de l'expropriation, celui-ci n'admet la méthode par le compte à rebours que si un permis de construire est attaché à la DIA. Dans le cas présent, aucun permis de construire n'est rattaché au dossier. Par conséquent, l'évaluatrice en charge du dossier n'utilisera pas la méthode par le compte à rebours.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE ET METHODE PAR LE REVENU

8.1. Valorisation du bâti, terrain intégré de 14,19 ares :

8.1.1 Études de marché

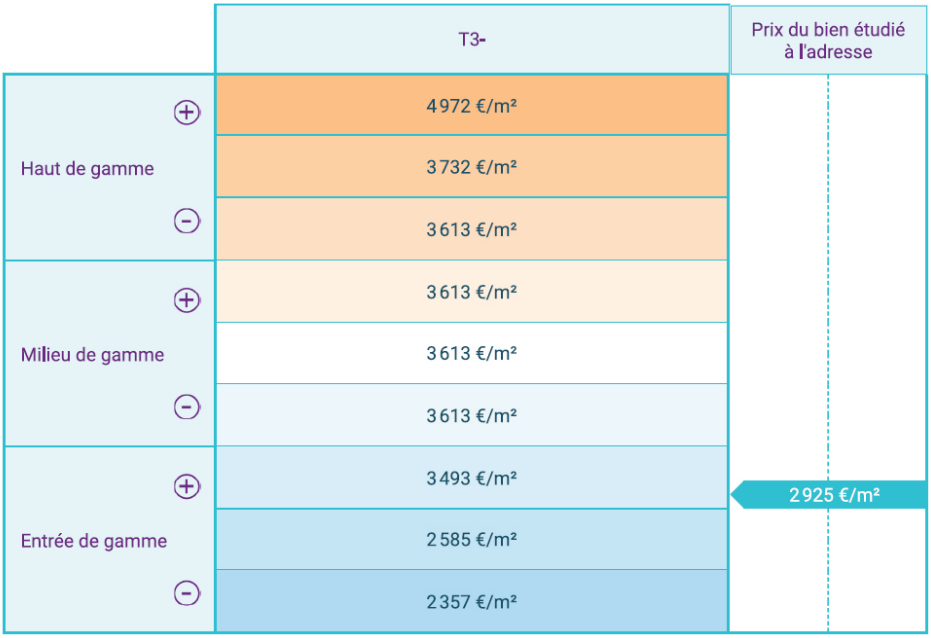
La recherche a porté sur des actes notariés récents (2021-2025) de cession de maisons à colombages ou corps de ferme construits sur la période 1750-1912, avec dépendances et implantés sur le ban communal de Mundolsheim et de communes avoisinantes du Nord de l'Eurométropole de Strasbourg (Lampertheim, Mittelhausbergen, Niederhausbergen, Schiltigheim, Souffelweyersheim et Vendenheim), comme le bien sous expertise.

N°	DATE	COMMUNE	SECT.	N° PLAN	SURFACE (ARE)	N°	RUE	CN	SH	PRIX	SH €/m²	OBSERVATIONS : état de la maison (délabrée, rénovée, en ruine, ...) ; servitude ; piscine,...
1	01/06/21	MUNDOLSHEIM	3	83	7,52	8	rue Petite	1817	98	370 000 €	3 776 €	maison à colombages en très bon état avec grange
2	15/06/21	MUNDOLSHEIM	1	298	2,20	10	rue Schreiber	1912	117	172 000 €	1 470 €	corps de ferme en état d'usage
3	25/08/21	LAMPERTHEIM	2	206	2,50	28	rue de Mundolsheim	1750	116	230 000 €	1 983 €	maison alsacienne avec dépendance
4	19/01/22	SOUFFELWEYERSHEIM	2	381/3-441/3	14,05	14	rue du Centre	1817	195	721 200 €	3 698 €	belle maison à colombage en bon état d'entretien-dépendances accolées et beau terrain d'aisance clos
5	04/02/22	SOUFFELWEYERSHEIM	1	58/59	2,99	13	rue du centre	1874	95	225 000 €	2 368 €	maison à colombage avec petite dépendance
6	07/09/22	SOUFFELWEYERSHEIM	2	419/76	4,02		rue de la Mairie	1830	282	808 000 €	2 865 €	maison à colombage dépendance sur l'arrière
7	11/10/22	MITTELHAUSBERGEN	1	232/86-233/86	5,02	38	rue Principale	1848	470	1 012 450 €	2 154 €	CORPS DE FERME en bon état – cour portail
8	01/08/23	VENDENHEIM	6	182/24,183/24,184/24,186/17,188/18,19	14,22	27	rue Lignée	1769	139	604 500 €	4 349 €	CORPS DE FERME
9	08/12/23	NIEDERHAUSBERGEN	2	255/34	19,07	18	rue Mercière	1875	226	780 000 €	3 451 €	CORPS DE FERME
10	08/07/24	SCHILTIGHEIM	15	7	5,76	5	rue de la Mairie	1830	170	280 000 €	1 647 €	CORPS DE FERME avec dépendance sur l'arrière
11	15/04/24	MITTELHAUSBERGEN	1	251/58-252/58	17,61	51	rue Principale	1850	220	1 440 000 €	6 545 €	ancien corps de ferme – dépendance sur l'arrière
12	11/09/24	VENDENHEIM	11	42	18,68	19	rue du Temple	1836	63	460 000 €	7 302 €	Corps de ferme -cour avec portail
13	19/05/25	VENDENHEIM	11	52	4,14	12	rue du Moulin	1803	224	570 000 €	2 545 €	ancien corps de ferme en état d'usage
14	09/09/25	VENDENHEIM	11	71/72	3,87	11	rue du Moulin	1830	140	380 000 €	2 714 €	ancien corps de ferme avec dépendance en brique
										MOYENNE	**3 348 €**	
										MEDIANE	**2 790 €**	

Les prix sont compris entre 1 470 € HT/m² SH et 7 302 € HT/m² SH.
La moyenne et la médiane sont respectivement à 3 348 € HT/m² SH et 2 790 € HT/m² SH.

8.1.2.Autres sources externes à la DGFIP

Une étude HOMIWOO a été réalisée le 01/06/2026 à l'adresse exacte du bien pour une estimation fourchette basse à 597 934 € HT soit 2 491 € HT/m² SH et 806 130 € HT soit 3 359 € HT/m² SH.



Les prix de cession de ce type de biens varient en fonction des prestations offertes et de l'état d'entretien des biens soit pour un bien en entrée de gamme à 2 357 € HT/m² SH et à 4 972 € HT/m² SH pour un bien haut de gamme.
Le marché sur Mundolsheim est en saturation. C'est-à-dire qu'il s'agit d'un marché au sein duquel nous pouvons observer une hausse des prix et du temps de vente. L'évolution des prix du marché sur 12 mois est de +10,5 %. Le taux de capitalisation qui mesure la rentabilité d'un investissement immobilier en comparant le flux de trésorerie net généré par le bien à sa valeur marchande s'élève à 6,9 %.

8.1.2 Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue
Les termes anciens n'ont pas été retenus. Un terme a été écarté en raison de l'état du bien à rénover.
Quatorze termes s'affichent dans le tableau, avec des valeurs relativement disparates selon l'état des biens considérés.

Les termes N° 1 et N° 2 sont intéressants, car il s'agit de la vente de deux corps de ferme installés à Mundolsheim, rue Petite et rue Schreiber, dans le périmètre du bien à évaluer.
Le bien sis rue Schreiber est d'une contenance de 2,20 ares. Il a été cédé au prix de 1 470 € HT/m² SH (état d'usage). Le tènement du bien situé rue Petite est de 7,52 ares, soit la moitié du corps de ferme à évaluer qui possède une belle cour goudronnée. Il a été vendu à 3 776 € HT/m² SH (très bon état).

Le terme N° 3 se rapporte à une maison à colombages bien entretenue avec dépendance sur un terrain d'assiette de 2,50 ares, sans jardin et située à Lampertheim. Le prix de vente s'élève à 1 983 € HT/m² SH.

Le terme suivant (N°4) correspond à une belle parcelle de 14,05 ares comprenant une maison à colombage en bon état d'entretien, une dépendance accolée et un espace vert aménagé et planté, clos d'un mur en pierre avec portail, sis à Souffelweyersheim. Le bien qui développe un beau potentiel de constructibilité a été cédé au prix de 3 698 € HT/m² SH.

La maison à colombage (terme N° 5), sise au 13 rue du centre à Souffelweyersheim est installée sur un terrain de 2,99 ares. Le bien est en état d'usage. Il bénéficie d'une courette close par un portail. Le bien a été acquis au prix de 2 368 € HT/m² SH.

Le terme N° 6 concerne une maison à colombages, petite dépendance accolée sur l'arrière sur une parcelle de 4,02 ares, sise rue de la mairie à Souffelweyersheim. Le bien est en bon état apparent. Il a été cédé à 2 865 € HT/m² SH.

Le bien suivant (N° 7) est une maison à colombages située au cœur du village de Mittelhausbergen. Il s'agit d'un ancien corps de ferme rénové comprenant logements et un commerce en pied d'immeuble. Il a été vendu au prix de 2 154 € HT/m² SH.

Le terme N° 8 se rapporte à une unité foncière de 14,22 ares sur-bâtie d'un corps de ferme. Le prix de vente s'élève à 4 349 € HT/m² SH.

Le terme N°9 correspond à un corps de ferme parement en grès des Vosges sur tènement de 19,07 ares, situé à Niederhausbergen. Le bien a été acquis au prix de 3 451 € HT/m² SH.

Le terme N° 10 concerne un logis à colombages, dépendance sur l'arrière installée au centre de Schiltigheim sur une parcelle de 5,76 ares et acquis au prix de 1 647 € HT/m² SH.

Le terme N° 11 situé à Mittelhausbergen est un corps de ferme installé sur une emprise de 17,61 ares comprenant une maison et dépendances, portail en pierre. La vente a été conclue au prix de 6 545 € HT/m² SH pour une surface habitable de 220 m², proche du bien à évaluer.

Les trois derniers termes sont implantés sur le ban communal de Vendenheim.
Le terme N° 12 correspond à un corps de ferme, portail en bois et torchis, sur un beau tènement de 18,68 ares. Le prix de vente s'élève à 7 302 € HT/m² SH pour une surface habitable de 63 m².

Les termes 13 et 14 sont situés rue du Moulin. Il s'agit de maisons à colombages avec dépendances. Les prix de ventes sont respectivement de 2 545 € HT/m² SH et 2 714 € HT/m² SH.

Constatation est établie que les prix de ces maisons à colombage ou corps de ferme varient en fonction de leur état d'entretien, des prestations offertes, de leur potentialité de rénovation ou construction au regard de la contenance des emprises foncières.

Au cas présent, la parcelle à détacher de la parcelle-mère section 2 N° 155 comportant le logis principal et ces annexes est installée sur environ 14,19 ares. Le bien correspond à un ensemble remarquable qui doit être conservé. La maison d'habitation a été rénovée en 2015 et le logement de 5 pièces est en bon état d'entretien. L'appartement de trois pièces ne bénéficie pas des mêmes prestations et le grenier situé au-dessus n'est pas isolé. Les dépendances attenantes et situées en face sont en mauvais état d'entretien et nécessitent d'importants travaux de réhabilitation pour une destination présumée de logements.

Compte tenu de ce qui précède, des caractéristiques du bien et du marché immobilier local, la valeur vénale est fixée à la médiane du tableau soit 2 790 € HT/m² SH :

247,15 m² SH x 2 790 € HT/m² SH = **689 548,5 € HT arrondis à 689 000 € HT.**

RECOUPEMENT PAR LA MÉTHODE PAR LE REVENU SUR LA BASE DES LOYERS ACTUELS

Afin de fiabiliser la valeur de l'immeuble obtenue par la méthode par comparaison, la méthode par le revenu est utilisée. Elle consiste à déterminer la valeur vénale d'un bien en appliquant au revenu qu'il procure à son propriétaire un coefficient de capitalisation convenablement choisi.

Dans le cadre de l'étude à établir pour corroborer la valeur vénale du bien, le montant des loyers a été communiqué par le consultant. Les deux appartements sont loués.

Le loyer de l'appartement trois pièces s'élève à 1 000 € HT/HC/mois depuis le 1er juillet 2025, soit un loyer annuel de **12 000 € HT/HC**, soit un prix de loyer de 14,30 € HT/HC/m²/mois.

Le logement de 5 pièces a été loué à 950 € HT/HC/mois à compter du 1er juillet 2014, soit un montant de loyer après révision selon IRL 1er trimestre 2026 de 1 114 € HT/HC/mois selon le calcul suivant : 950 × 146,6/125 =1 114,16 € HT/HC/mois.

Le montant du loyer annuel s'élève à **13 368 € HT/HC**, soit un prix de loyer de 6,28 € HT/HC/m²/mois.

Le loyer annuel actuel du bien s'élève ainsi à : **25 368 € HT/HC** (12 000 + 13 368).

Pour établir la valeur d'un immeuble à partir du montant de loyer, il convient de connaître le taux de rendement moyen sur Mundolsheim. L'analyse d'HOMIWOO défini un taux d'actualisation à 6,9 %.
D'après les recherches sur INTERNET, le site « LyBOX » précise que Mundolsheim est une commune résidentielle de la couronne nord de Strasbourg, insérée entre zone pavillonnaire et zone d'activité. Le profil résidentiel est marqué par une population senior importante qui favorise les locations longue durée et une faible rotation des locataires.

A Mundolsheim, le loyer médian s'élève à 10,60 € HT/HC/mois selon l'observatoire des loyers 2024 (source INSEE). Le taux de rendement locatif moyen est de 4,5 % pour l'année 2025 et de 6,18 % pour 2026. Selon ces données, la valeur vénale obtenue est la suivante :

MUNDOLSHEIM		
Corps de ferme de 2 appartements		
taux de rentabilité brut moyen	6,18 %	25 368 € x 100/6,18 = 410 485€
taux de rentabilité brut moyen	4,50 %	25 368 € x 100/4,5 = 563 733€

La valeur vénale obtenue par la méthode par le revenu sur les loyers perçus est inférieure à la méthode par comparaison en raison du loyer particulièrement faible de l'appartement de cinq pièces. La surface prise en compte dans le bail (120 m² SH) est notamment incohérente avec la superficie mesurée par le diagnostiqueur (177,23 m² SH).

RECOUPEMENT PAR LA MÉTHODE PAR LE REVENU SUR LA BASE DES LOYERS CORRIGES

Dès lors, il apparaît pertinent de définir la valeur locative de marché de l'appartement de cinq pièces pour déterminer la valeur vénale du corps de ferme par la méthode par le revenu.
La recherche a porté sur des annonces de location d'appartements de superficie comprise entre 101 et 295 m² installés dans les communes avoisinantes figurant sur les sites internet de FONCIA, SELOGER.com, Entreparticuliers, Leboncoin.

Commune	type	loyer mensuel	SH/m²	Prix m² HT HC/mois
MUNDOLSHEIM	T5	1161	101	11 €
MUNDOLSHEIM	T5+	3620	295	12 €
NIEDERHAUSBERGEN	T5	1279	106,1	12 €
NIEDERHAUSBERGEN	T4	1163	105	11 €
NIEDERHAUSBERGEN	T5	1441	114	13 €
SOUFFELWEYERSHEIM	T4	1270	120	11 €
LAMPERTHEIM	T5	1400	110	13 €
			Moyenne	12 €
			Médiane	12 €

Le prix médian des loyers s'élève à 12 € HT/HC/m²/mois soit en revalorisant le montant de loyer pour l'appartement de cinq pièces : 177,23 x 12 € HT/HC/m²/mois = 2 126, 76 € HT/HC/mois soit un loyer annuel de 25 521,12 € HT/HC.
Le loyer annuel de l'appartement de cinq pièces serait alors de 25 521 € HT après arrondi.
Le revenu annuel pour l'ensemble des deux appartements du corps de ferme s'élèverait alors à 37 521 € HT/HC (12 000 + 25 521).
Avec l'application des taux de rentabilité de 6,18 % et 4,5 % , la valeur vénale obtenue est la suivante :

MUNDOLSHEIM		
Corps de ferme de 2 appartements dont loyer de 5 pièces revalorisé		
taux de rentabilité brut moyen	6,18 %	37 521 € x 100/6,18 = 607 136€
taux de rentabilité brut moyen	4,50 %	37 521 € x 100/4,5 = 833 800€

La fourchette obtenue en définissant un loyer actualisé pour l'appartement de cinq pièces (de 607 136 € à 833 800 €) est cohérente par rapport à l'analyse HOMIWOO et à la valeur vénale obtenue par la méthode par comparaison (689 548 €).

La valeur vénale du corps de ferme, terrain intégré de 14,19 ares, est fixée à la valeur vénale obtenue par comparaison, arrondie à 689 000 € HT.

8.2. <u>Valorisation des deux terrains détachables, l'un de 7,20 ares côté Nord et l'autre de 14,80 ares côté Ouest dont 7,2 ares sont inconstructibles</u> :

8.1.1 Études de marché
L'étude a porté sur des transactions récentes de terrains à bâtir implantés en zone U sur Mundolsheim et les communes limitrophes de Souffelweyersheim et Niederhausbergen, en raison du peu de termes recensés sur le ban communal de Mundolsheim.

N°	DATE	COMMUNE	SECT.	N° PLAN	N°	RUE OU LIEU-DIT	SURFACE (ARE)	PRIX €	PRIX €/ARE	ZONAGE
1	17/08/22	MUNDOLSHEIM	1	300		Petite rue de l Eglise	4,80	190 000 €	39 583 €	UAA1
2	10/08/23	SOUFFELWEYERSHEIM	14	387/382		rue des Hirondelles	7,50	400 000 €	53 333 €	UCA3
3	29/02/24	SOUFFELWEYERSHEIM	10	320/32		Burthal	6,85	151 385 €	22 100 €	UCA3
4	27/09/24	MUNDOLSHEIM	25	1247/205-1016/205-1017/205		rue Desaix	10,88	350 000 €	32 169 €	UCA2
5	31/01/25	NIEDERHAUSBERGEN	13	940/155		rue des Fleurs	9,00	360 000 €	40 000 €	UB6
6	26/06/25	SOUFFELWEYERSHEIM	11	277/121	1	rue de la Fontaine	6,37	318 000 €	49 922 €	UB4
7	09/04/26	MUNDOLSHEIM	5	323/117	6	rue des Jardins	3,11	110 000 €	35 370 €	UCA3
								MOYENNE	**38 925 €**	
								MEDIANE	**39 583 €**	

Les prix sont compris entre 22 100 € HT/are et 53 333 € HT/are.
La moyenne et la médiane sont respectivement à 38 925 € HT/are et 39 583 € HT/are.

8.2.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue
Les termes anciens et les micros parcelles n'ont pas été retenus. Sept termes figurent dans le tableau ci-dessus.

Trois termes correspondent à des parcelles implantées sur le ban communal de Souffelweyersheim pour des terrains de contenance plus ou moins identiques de respectivement entre 6,37 ares et 7,5 ares.

Un terme est situé sur le ban communal de Niederhausbergen. Il s'agit d'une parcelle rectangulaire de 9 ares, cédée au prix de 40 000 € HT/are.

Trois parcelles sont installées sur le ban communal de Mundolsheim :

L'acte N° 1 concerne un terrain à bâtir de plus petite contenance (4,8 ares), situé en façade d'une petite rue, à proximité immédiate du terrain côté rue Schreiber. Il est situé dans le même zonage que la parcelle à évaluer (UAA1). Le prix de la cession s'élève à 39 583 € HT/are, valeur correspondant à la médiane du tableau.
Le terme N°4 correspond à un terrain de 10,88 ares, en zone UCA2, cédé au prix de 32 169 € HT /are
Le dernier terme correspond à une parcelle d'une contenance de 3,11 ares, vendue au prix de 35 370 € HT/are. Le zonage de la parcelle est en UCA3.

Le terrain à bâtir de 7,20 ares, en façade de la rue Petite est de forme carré, sol plat.
Le terrain à bâtir situé en façade de la rue Schreiber, d'une contenance totale de 14,80 ares présente une légère déclivité sur sa partie inconstructible qui représente environ la moitié de sa surface. Le terrain est de forme rectangulaire, planté actuellement de quelques arbres fruitiers à proximité de la grange.

Compte tenu de ce qui précède, des caractéristiques des terrains à bâtir à détacher de la parcelle-mère, du marché immobilier local, la valeur vénale est fixée à la médiane du tableau arrondie à 39 500 € HT/are, assortie pour la partie non constructible d'un abattement de 50 %, soit :

— pour la parcelle côté nord de 7,20 ares :
7,20 ares x 39 500 € HT/are = 284 400 € HT

— pour la partie située côté ouest, façade rue Schreiber, dont 7,60 ares sont en zone constructible et 7,20 ares sont impactées par une marge de recul, la rendant inconstructible en l'état :
7,60 ares x 39 500 € HT/are = 300 200 € HT
7,20 ares x (39 500 € HT – 50 %) = 142 200 € HT

La valeur totale des terrains à bâtir à détacher de la parcelle-mère s'élève à **726 800 € HT**.

VALEUR TOTALE DU BIEN SOUS EXPERTISE

Corps de ferme, terrain intégré de 14,19 ares : 689 000 € HT
Terrains à bâtir à détacher de la parcelle-mère s'élève à 726 800 € HT
Total : 1 415 800 € HT.

La valeur globale de chaque élément pris séparément étant généralement plus élevée que la valeur vénale de l'ensemble du bien, pris « en bloc » (à rapprocher de la vente d'un immeuble collectif dont la valeur est moindre s'il est cédé en un seul bloc, par rapport à la valeur cumulée des « ventes à la découpe »), on applique un abattement pour cession en bloc s'établissant généralement entre 10 % et 15 %**.**

Un **abattement de 10 %** est appliqué sur la valeur vénale globale de cet ensemble immobilier **pour « vente en bloc »** portant la valeur vénale à 1 274 220 € HT arrondie à **1 274 000 € HT.**

La valeur totale de l'ensemble immobilier cadastrée section 2 N° 155 d'une contenance de 36,19 ares sur-bâtie d'un corps de ferme s'élève à 1 274 000 € HT.

10 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE– MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **1 274 000 €.** Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur maximale d'acquisition sans justification particulière à 1 401 400 € HT.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.
Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.
Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

11 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.
Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.
**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.
Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.
Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

12 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.
Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.
Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

13 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.
Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.
Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur régional des Finances publiques et par délégation,
L'adjointe à la responsable du Pôle d'évaluation domaniale

Corinne CROIX-GEYER

Inspectrice principale des Finances Publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Strasbourg.eu
eurométropole

59

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Cession du bien immobilier sis 6 rue Jean Jaurès - BISCHHEIM à l'Organisme Foncier Solidaire d'Alsace suite à l'exercice du droit de préemption urbain par l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2026-765

I. Contexte

La commune de Bischheim a été destinataire le 26 janvier 2024, d'une déclaration d'intention d'aliéner (DIA) portant sur la cession du bien immobilier sis 6 rue Jean Jaurès à Bischheim, au prix de 147 500 € dont 7 500 € de mobilier, soit au prix de 140 000 € hors mobilier, outre une commission d'agence immobilière de 10 000 € toutes taxes comprises à la charge de l'acquéreur ainsi que les frais fiscaux et notariés, désigné comme suit :

Commune de Bischheim
Lieu-dit : 6 rue Jean Jaurès
Section 7 numéro 368/23 d'une contenance de 0,01 are et numéro 211/23 d'une contenance de 2,75 ares.

Le bien immobilier dont il s'agit est situé en zone UB2 au Plan local d'urbanisme intercommunal, il est libre de toute location.

Par courrier en date du 26 avril 2024, l'Organisme foncier solidaire d'Alsace (OFSA) a notamment fait part à l'Eurométropole de Strasbourg de son intérêt pour le bien immobilier dont il s'agit, afin de permettre une rénovation de celui-ci et une commercialisation sous la forme d'un bail réel solidaire.

La Division des Domaines a été consultée et s'est déclarée incompétente en considération du montant de la vente envisagée, inférieure au seuil d'évaluation de 180 000 €.

Par décision en date du 30 avril 2024, l'Eurométropole de Strasbourg a exercé le droit de préemption urbain en vue de la mise en œuvre d'une politique locale de l'habitat, à savoir la rénovation d'une maison à usage d'habitation en vue d'une opération dédiée à l'accession sociale sécurisée par le biais d'un bail réel et solidaire et ce dans le cadre de

la revente du bien immobilier à un organisme foncier solidaire.

La décision a été régularisée par acte authentique le 22 avril 2025, moyennant le prix hors mobilier figurant dans la déclaration d'intention d'aliéner de 140 000 € outre les honoraires d'agence à la charge de l'acquéreur pour un montant de 10 000 € toutes taxes comprises, augmenté des frais notariés de 2 659,25 €, soit un montant total payé par l'Eurométropole de Strasbourg de 152 659,25 €.

II. Vente du bien immobilier préempté

Afin de pouvoir réaliser le motif de la décision de préemption, il appartient donc à l'Eurométropole de Strasbourg de vendre à l'OFSA, dans les mêmes conditions financières que son acquisition et ci-avant relatées sous I., le bien immobilier sis à Bischheim 6 rue Jean Jaurès cadastré section 7 numéro 368/23 d'une contenance de 0,01 are et numéro 211/23 d'une contenance de 2,75 ares.

La Division des Domaines, par avis en date du 10 février 2026, a estimé la valeur vénale du bien immobilier dont il s'agit à 140 000 €.

Toutefois et compte tenu de ce qui a été rappelé ci-avant et du courrier d'engagement de l'OFSA en date du 26 avril 2024, il est proposé au Conseil d'approuver la vente après exercice du droit de préemption à l'OFSA au prix de cent cinquante-deux mille six cent cinquante-neuf euros et vingt-cinq centimes (152 659,25 €).

Les frais, droits et émoluments de l'acte seront pris en charge par l'acquéreur.

L'avant-contrat devra être régularisé sous les charges et conditions ordinaires et de droit et notamment sous les conditions suspensives suivantes :
- obtention par l'acquéreur de toutes autorisations administratives purgées de tous recours, permettant la réalisation des travaux de rénovation,
- obtention par l'acquéreur d'un accord de financement par la Banque des Territoires ou tout autre organisme bancaire.

L'avant-contrat de vente devra être régularisé dans un délai maximum de six mois à compter du caractère exécutoire de la présente délibération. Passé ce délai les droits résultant de la présente délibération seront échus, si bon semble au vendeur.

L'acte de vente définitif devra être réitéré dans un délai maximum d'un an à compter de la signature de l'avant-contrat, délai dans lequel devront être réalisées les conditions suspensives. Ce délai pourra faire l'objet, à la demande écrite de l'acquéreur et soumis à l'accord écrit de l'Eurométropole de Strasbourg, d'une prolongation d'une durée de trois mois.

Passé ce délai, les droits résultant de la présente délibération seront échus, si bon semble au vendeur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis du Domaine n°2025-67043-86054 en date du 10 février 2026
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

Suite à l'exercice du droit de préemption urbain, la vente au profit de l'Organisme Foncier Solidaire d'Alsace (OFSA) du bien immobilier sis à Bischheim 6 rue Jean Jaurès cadastré comme suit :

Commune de Bischheim
Lieu-dit : 6 rue Jean Jaurès
Section 7 numéro 368/23 d'une contenance de 0,01 are et numéro 211/23 d'une contenance de 2,75 ares.

Moyennant le prix de cent cinquante-deux mille six cent cinquante-neuf euros et vingt-cinq centimes (152 659,25 €) hors frais, droits et émoluments éventuellement dus en sus par l'acquéreur.
L'avant-contrat devra être régularisé sous les charges et conditions ordinaires et de droit et notamment sous les conditions suspensives suivantes :
- *obtention par l'acquéreur de toutes autorisations administratives purgées de tous recours, permettant la réalisation des travaux de rénovation,*
- *obtention par l'acquéreur d'un accord de financement par la Banque des Territoires ou tout autre organisme bancaire.*

L'avant-contrat de vente devra être régularisé dans un délai maximum de six mois à compter du caractère exécutoire de la présente délibération. Passé ce délai les droits résultant de la présente délibération seront échus, si bon semble au vendeur.

L'acte de vente définitif devra être réitéré dans un délai maximum d'un an à compter de la signature de l'avant-contrat, délai dans lequel devront être réalisées les conditions suspensives. Ce délai pourra faire l'objet, à la demande écrite de l'acquéreur et soumis à l'accord écrit de l'Eurométropole de Strasbourg, d'une prolongation d'une durée de trois mois.
Passé ce délai, les droits résultant de la présente délibération seront échus, si bon semble au vendeur.

décide

l'imputation de la recette d'un montant de 152 659,25 € correspondant à la cession du bien immobilier sis à Bischheim 6 rue Jean Jaurès sur la ligne budgétaire fonction 820 – nature 775 – service AD03B,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer tout avant-contrat de vente, respectivement tout acte de vente à intervenir ainsi que tout document concourant à l'exécution de la présente délibération et tous actes ou documents

rectificatifs ou complémentaires concourant à l'exécution de la présente délibération.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212183-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction régionale des Finances Publiques du Grand-Est et du département du Bas-Rhin

Pôle Réseau Expertise

Pôle d'évaluation domaniale
4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Kamila KANIEWSKA
Courriel : kamila.kaniewska@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03.88.10.35.10.

Réf DS: 27843943
Réf OSE : 2025-67043-86054

Le 10 février 2026

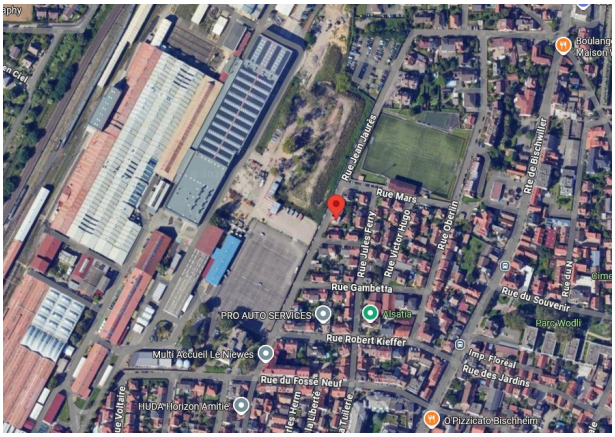
Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr





Nature du bien :	Maison
Adresse du bien :	6 Rue Jean Jaurès, 67800 Bischheim
Valeur :	140 000 € HT, assortie d'une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

1 - CONSULTANT

Commune de BISCHHEIM

Affaire suivie par : Justine BERTHET, chargée de transaction immobilières /
Tel. : 03 68 98 63 62. / Mail : justine.berthet@strasbourg.eu
Votre référence interne : non-précisée.

2 - DATES

de consultation :	21/11/2025
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	08/01/2026
du dossier complet :	08/01/2026

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☒
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☒
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

- Projet : Il s'agit d'une vente après préemption. L'EMS avait exercé le droit de préemption urbain en vue de la mise en oeuvre d'une politique locale de l'habitat, à savoir la rénovation d'une maison d'habitation en vue d'une opération dédiée à l'accession sociale sécurisée par le biais d'un bail réel et solidaire. L'EMS a donc vocation à revendre le bien à l'OFSA.

- Prix envisagé : 140 000 €.

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

Située en Alsace, Bischheim est la 7e commune du département du Bas-Rhin. Elle fait partie du canton de Schiltigheim qui comprend deux communes : Bischheim et Schiltigheim. Bischheim, 18 558 habitants (INSEE 2023), est l'une des 33 communes de l'Eurométropole de Strasbourg qui compte 515 424 habitants. Elle se situe à environ 4 kilomètres au nord du centre-ville de STRASBOURG.

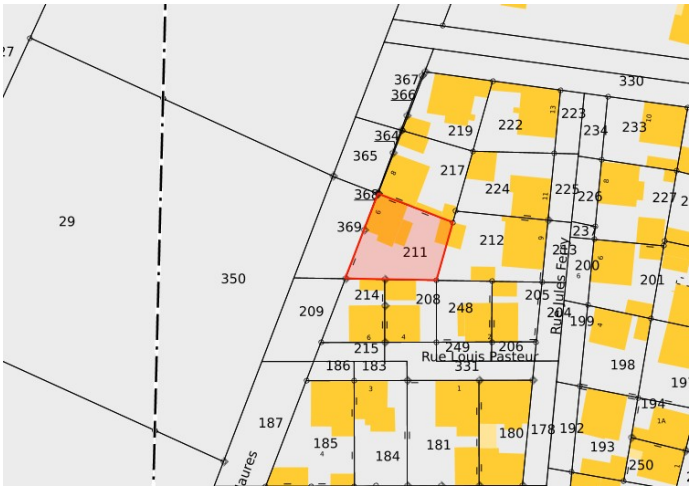
4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

L'immeuble considéré est situé en zone urbaine, en face du techni-centre SNCF de BISCHHEIM dont il est séparé par un mur d'environ 2 mètres de haut et la rue Jean Jaurès. Il est accessible depuis la voie publique et se trouve desservi par les réseaux.

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre de BISCHHEIM sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Adresse	Superficie (are)	Zonage
7	211/23	6 Rue Jean Jaurès	2,75	UB2
7	368/23		0,01	
		TOTAL	2,76	



4.4. Descriptif

L'immeuble considéré, construit en 1925 (source : BALTIC), repose sur les parcelles cadastrées section 7 n°211 et section 7 n°368. En forme de trapèze et de surface plane, cette parcelle dispose d'une contenance de 2,76 ares.

Le bien considéré comprend deux niveaux droits et des combles (non visités en date du 08/01/2026), édifiés sur sous-sol complet (cave avec un escalier pentu, difficile d'accès, au sol partiellement bétonné).

Le bien à évaluer se compose de deux appartements accessibles par une cage d'escalier commune, au sol carrelé brique/crème et aux murs lambris en bois brun foncé. Les faux plafonds en dalles blanches.

La porte d'entrée est vitrée débouchant sur une entrée munie de trois autres portes. La première, une porte à double vitrage sur la moitié haute et en PVC sur sa partie basse, donne l'accès à la cave. La seconde, en bois, donne l'accès à un WC en état vétuste. Et la dernière porte, totalement vitrée, délimite l'accès au reste de la maison.

Le rez-de-chaussé surélevé, accessible par 4 ou 5 marches, est composé de deux chambres, une salle de bain avec une fenêtre, sur la gauche une douche carrelée et sur le mur droit un radiateur électrique. Cette partie est séparée du reste de la salle de bain par un rideau de douche accroché à une tringle autofixante. De l'autre côté on retrouve un lavabo et un miroir. Le sol de la salle de bains est carrelé, ainsi qu'une partie du mur autour du lavabo et les 3 murs de la douche. Un thermostat est fixé sur le mur à la sortie de la pièce.



La salle de bains débouche sur un petit couloir qui mène aux toilettes et à la cuisine. Lambris sur les murs et plafond, un évier ancien en pierre émaillée, un radiateur électrique, et un poêle, sol en carrelage petits carreaux brique/gris dans l'espace où l'on cuisine et parquet recouvert par du lino dans la partie de la cuisine aménagée avec une table en « coin à manger ».

À gauche, une chambre, avec du parquet à restaurer. Quelques meubles restent dans la pièce (chaises, armoire, tables, rideaux). Il est à noter la présence de moisissures blanches sur la sangle des volets, mais également sur la rampe du couloir. L'humidité est visible par l'accumulation de la condensation sur les vitres des portes et les portes en bois. Une 2e chambre se trouve à côté.
L'installation électrique est vétuste avec des prises sans broche de terre et abîmées.

En montant au 1er étage, un WC est présent au demi palier.

Les deux étages sont construits d'après le même schéma.

La partie de la maison abritant la salle de bain a été ajoutée a posteriori. La jointure entre les deux est altérée par une fissure qui fait toute la hauteur de la maison. Selon la consultante, la solidité de cette partie de la maison en est fragilisée et pourrait potentiellement présenter un risque d'effondrement.

En fonction des pièces, les sols sont couverts de carrelage, d'un parquet à rénover ou de moquette. Les fenêtres sont en PVC et à double vitrage (équipées de volets roulants en PVC).

Le sol de la cave dispose en partie d'une dalle de béton et de sol en terre. Elle est encombrée avec une cheminée et un stockage de charbon.

Le bien objet des présentes entre dans le champ d'application du diagnostic de performance énergétique visé à l'article L. 126-26 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que les articles L. 27 1-6, de l'article R. 134-Il du dit code. En conséquence, un ensemble des diagnostics a été établi par le cabinet NEOCONSULTING, situé à METZ, en novembre 2023. Il en résulte que le bien se trouve classé en catégorie énergétique G, qu'il existe des matériaux et produits contenant de l'amiante et que l'installation intérieure d'électricité comporte plusieurs anomalies. Le bien objet des présentes ne comporte aucune installation intérieure de gaz.

Les diagnostics font état d'une surface habitable de 105 m², cohérente avec la surface observée lors de la visite.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Selon le Livre Foncier, le bien considéré appartient à l'Eurométropole de Strasbourg.

5.2. Conditions d'occupation

L'immeuble est libre de toute occupation.

6 - URBANISME

6.1.Règles actuelles

Au Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) Eurométropole de Strasbourg, approuvé le 27/06/2025, le bien considéré est situé en zone UB.



Secteur à dominante d'habitat, les **zones urbaines UB** sont hétérogènes et correspondent essentiellement aux faubourgs de l'agglomération.
On les retrouve de Strasbourg aux communes de première couronne, ainsi que le long des axes routiers structurants, pouvant pénétrer jusque dans les communes les plus périphériques de l'agglomération.

Ces secteurs se caractérisent par une diversité importante des formes urbaines (de l'habitat dense peut y côtoyer de l'habitat individuel), mais aussi des fonctions puisque on y trouve souvent un tissu commercial et d'activités plus important que dans les quartiers d'habitat pavillonnaire par exemple.

Les règles d'urbanisme de cette zone ont pour objectif de permettre une densification maîtrisée, justifiée notamment par la présence d'un certain nombre de services urbains (transports en commun, commerces et services de proximité).

L'implantation du bâti est admise sur les limites parcellaires afin de consolider les centralités urbaines des communes.

La zone UB du PLU communautaire comprend plusieurs sous-secteurs pour adapter les possibilités de densification au contexte urbain. La hauteur et l'emprise au sol sont donc variables selon les secteurs.

Les constructions, aménagements et installations doivent être compatibles avec les orientations

d'aménagements et de programmation et doivent respecter les conditions prévues au titre II : « Dispositions applicables à toutes les zones ».

En zone UB2 :

L'emprise au sol des bâtiments ne peut excéder 65 %.

Au-dessus de la hauteur maximale autorisée à l'égout principal de toiture, **la hauteur maximale** hors tout des constructions est limitée à 8 mètres.

Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques :

Sauf dispositions particulières indiquées au règlement graphique, les constructions peuvent être édifiées à l'alignement des voies et places ouvertes à la circulation publique. Elles peuvent toutefois s'en éloigner à condition que le recul soit au minimum de 1,50 mètre.

6.2.Date de référence et règles applicables

Non recherchée en l'état des circonstances entourant la présente consultation.

7 - MÉTHODES D'ÉVALUATION MISES EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Étude de marché : *Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison*

L'étude de marché réalisée comptabilise des mutations les plus récentes portant sur d'immeubles d'habitation individuels intervenues sur la ville de BISCHHEIM et la ville limitrophe d'HOENHEIM.

DATE	COMMUNE	SECT.	N° PLAN	SURFACE (ARE)	N°	RUE	CN	SH	PRIX	SH €/m²
30/04/24	BISCHHEIM	11	114/6-148/12	1,74	1	rue Erckmann Chatrian	1928	100	271 100 €	2 711 €
27/06/24	HOENHEIM	7	183/22-186/22	3,33	3	rue des Cheminots	1932	109	271 000 €	2 486 €
10/01/25	BISCHHEIM	5	149/46	0,78	6	rue des Chasseurs	1930	90	240 000 €	2 667 €
19/08/25	HOENHEIM	2	66/16	3,53	3	rue Wolff	1925	96	245 150 €	2 554 €
22/04/25	BISCHHEIM	7	211/23 et 368/23	2,76	6	rue Jean Jaures	1925	105	140 000 €	1 333 €
									Moyenne	2 350 €
									Médiane	2 554 €

La valeur moyenne et médiane s'établissent respectivement à 2 350 euros / m² SH et 2 554 euros / m² SH.
La valeur maximale est de 2 711 € / m² SH et la valeur minimale de 1 333 € / m² SH.

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Les termes anciens ont été systématiquement écartés de la recherche, ainsi que les biens situés dans les autres communes de l'EMS.

Cinq termes de comparaison retenus sont comparables en termes d'année de construction, de surface habitable et de surface de terrain.

Le dernier terme est un terme privilégié. Il se rapporte à la vente réalisée en avril 2025 de l'immeuble à évaluer. L'immeuble nécessite des travaux de rénovation assez importants au vu des diagnostics de

performance énergétique, de l'installation intérieure d'électricité, le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et le constat de risque d'exposition au plomb. Les appartements ne peuvent pas être loués en l'état. L'immeuble est totalement vide de locataire depuis de nombreux mois. Le chauffage étant hors service, l'humidité omniprésente est visible sous forme de condensation et des moisissures. Il a été acquis l'EMS au prix de 140 000 € HT / m^2 soit 1 333 € SH / m^2.

Compte tenu de ce qui précède, des caractéristiques du bien, du marché immobilier local et de la vente récente de cet immeuble, la valeur vénale est fixée au prix de la vente réalisée en avril 2025 soit 140 000 € HT, en l'état.

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale de l'emprise foncière considérée est arbitrée à 140 000 euros (soit 1 333 euros SH/m^2). Elle est exprimée hors taxe et hors droits.
Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10% portant la valeur minimale de la vente sans justification particulière à 126 000 euros.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel. Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur régional des Finances publiques et par délégation,

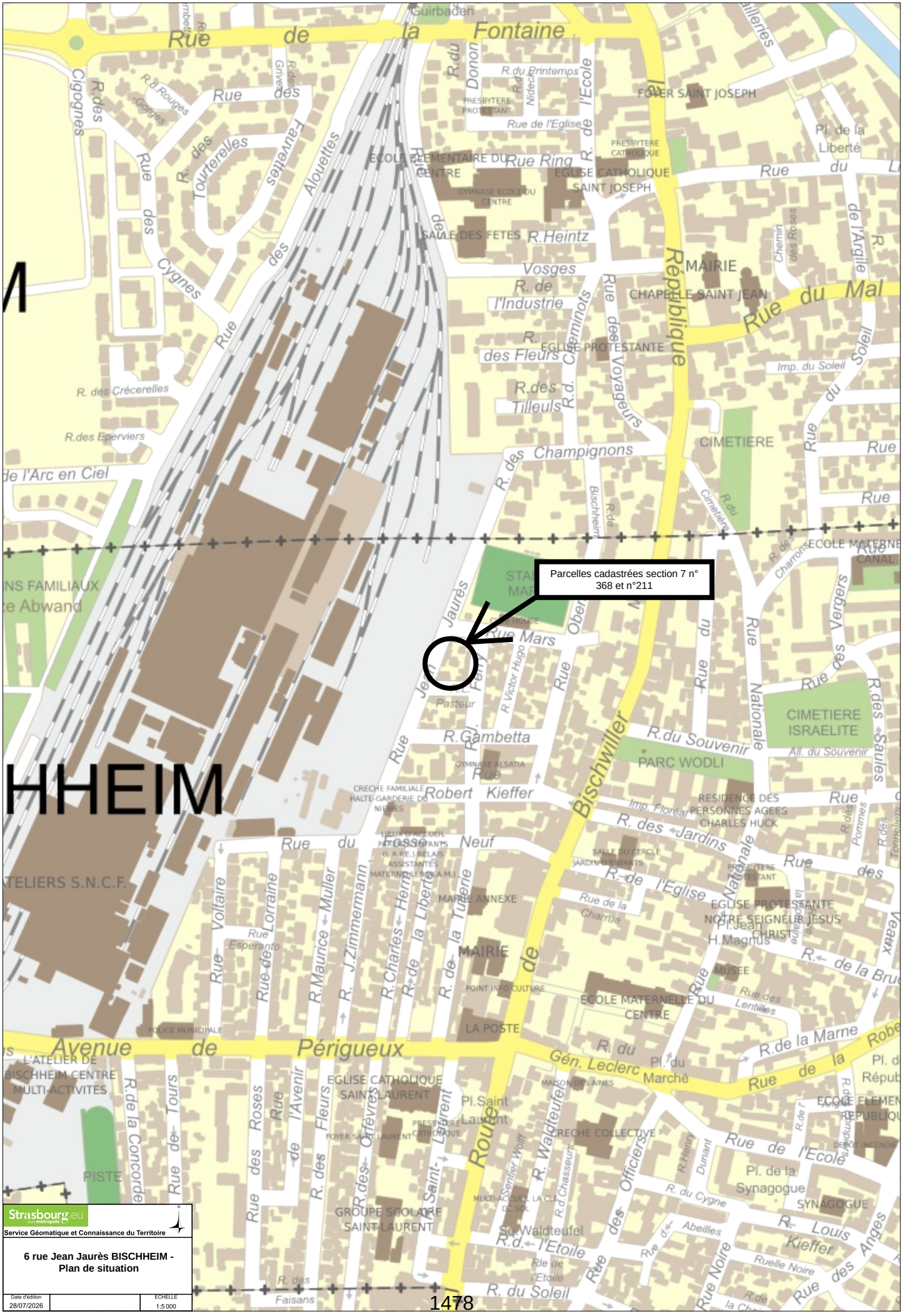
L'adjointe à la Responsable du pôle d'évaluation domaniale

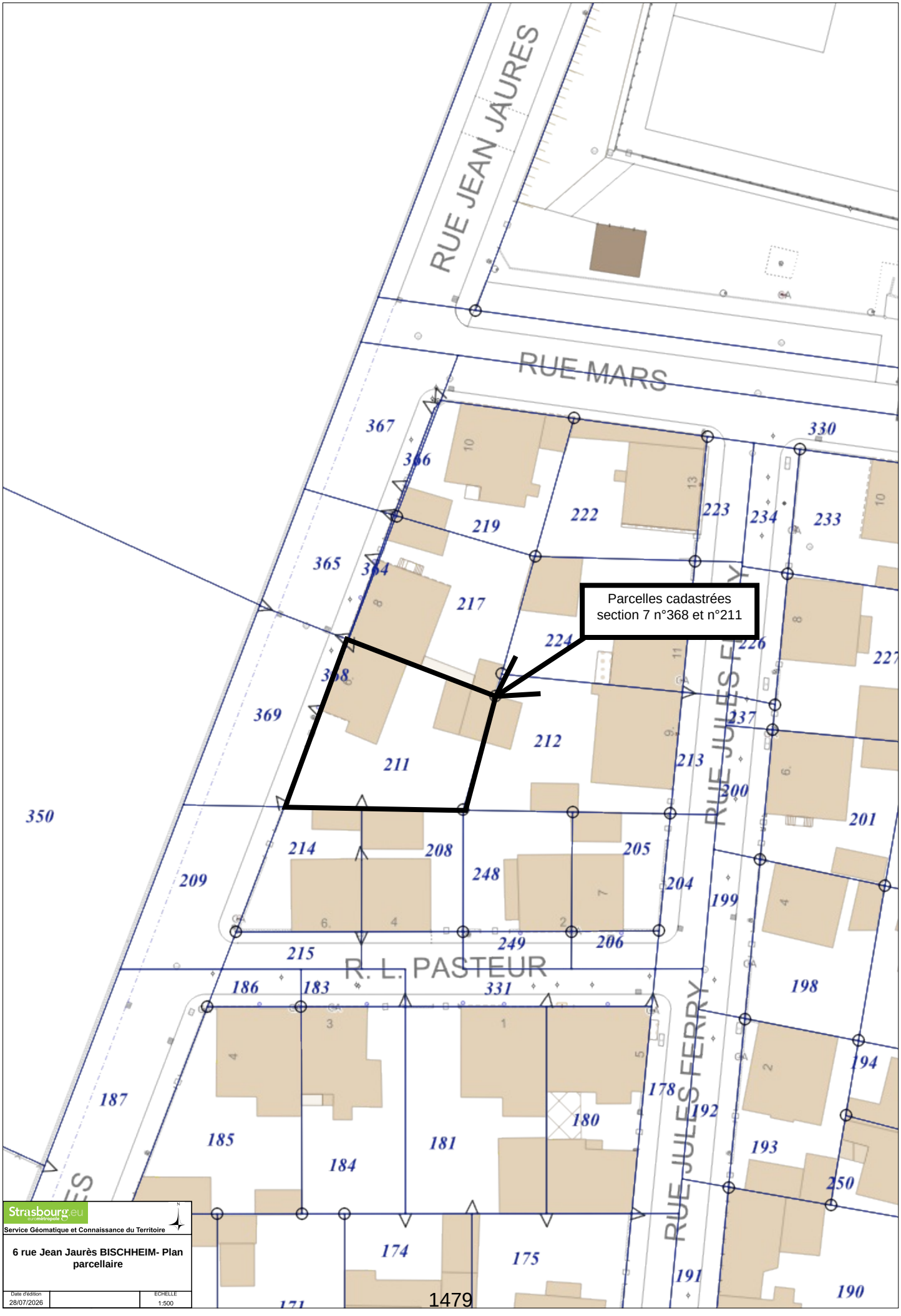


Corinne CROIX-GEYER

Inspectrice Principale des Finances publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.


Parcelles cadastrées section 7 n° 368 et n°211
HHEIM
Rue de la Fontaine
Guirbaden
Rue des Cigognes
Rue des Cygnes
Rue des Tourterelles
Rue des Alouettes
Rue des Fauvettes
R. des Crécerelles
R.des Eperviers
de l'Arc en Ciel
NS FAMILIAUX
e Abwand
ATELIERS S.N.C.F.
R.d.Rouges Gorges
R.du Donon
R.du Printemps
R.de Nideck
PRESBYTERE PROTESTANT
Rue de l'Eglise
FOYER SAINT JOSEPH
ECOLE ELEMENTAIRE DU CENTRE
Rue Ring
R. de l'Ecole
PRESBYTERE CATHOLIQUE
EGLISE CATHOLIQUE SAINT JOSEPH
GYMNASE ECOLE DU CENTRE
SALLE DES FETES
R.Heintz
Vosges
R. de l'Industrie
MAIRIE
CHAPELLE SAINT JEAN
Rue du Mal
Rue de la République
Chemin des Roses
Rue de l'Argile
Pl. de la Liberté
Rue du Soleil
Imp. du Soleil
R. des Fleurs
Cheminots
Rue des Voyageurs
EGLISE PROTESTANTE
R.des Tilleuls
R.d.
R. des Champignons
CIMETIERE
Bischheim
R.du Cimetière
ECOLE MATERNELLE
Charrons
CANAL
Jaures
Rue Mars
R. Victor Hugo
Pasteur
R.Gambetta
Rue Robert Kieffer
GYMNASE ALSATIA
CRECHE FAMILIALE HALTE-GARDERIE DE NIEVES
Bischwiller
R.du Souvenir
PARC WODLI
All. du Souvenir
CIMETIERE ISRAELITE
Rue Nationale
Rue des Vergers
R.des Saules
RESIDENCE DES PERSONNES AGEES CHARLES HUCK
Imp. Floréal
R. des Jardins
R.des Pommes
SALLE DU CERCLE
JARDIN D'ENFANTS
R. de l'Eglise
Rue de la Charrue
EGLISE PROTESTANTE NOTRE SEIGNEUR JESUS
Pl.Jean CHRIST
H.Magnus
Rue du Neuf
Rue Voltaire
Rue de Lorraine
R.Maurice Muller
R. J.Zimmermann
R.Charles Hermann
R. de la Liberté
R. de la Tuilerie
MAIRIE ANNEXE
MAIRIE
POINT INFO CULTURE
MUSEE
Rue Esperanto
Rue des Lentilles
ECOLE MATERNELLE DU CENTRE
LA POSTE
POLICE MUNICIPALE
Avenue de Périgueux
Gén. Leclerc
Pl. du Marché
R.de la Marne
Rue de la
L'ATELIER DE BISCHHEIM CENTRE MULTI-ACTIVITES
R.de la Concorde
Rue de Tours
Rue des Roses
Rue de l'Avenir
R. des Fleurs
EGLISE CATHOLIQUE SAINT-LAURENT
PRESBYTERE CATHOLIQUE
FOYER SAINT-LAURENT
Pl.Saint Laurent
R. des Orfèvres
R. Saint-Laurent
Route de
R. Waldteufel
CRECHE COLLECTIVE
Rue des Officiers
R.Henri Dunant
Rue de l'Ecole
Pl. de la Synagogue
SYNAGOGUE
R. du Cygne
R. Louis Kieffer
Ruelle Noire
Rue des Anges
Rue Noire
Abeilles
R.d. l'Etoile
Rle de l'Etoile
R. du Soleil
R. des Faisans
PISTE
GROUPE SCOLAIRE SAINT-LAURENT
MULTI-ACCUEIL LA CLE DE SOL
Sentier Wolff
R.d.Chasseurs
Strasbourg.eu
eurométropole
Service Géomatique et Connaissance du Territoire
6 rue Jean Jaurès BISCHHEIM - Plan de situation
Date d'édition
28/07/2026
ECHELLE
1:5 000



Strasbourg.eu
eurométropole

Service Géomatique et Connaissance du Territoire

6 rue Jean Jaurès BISCHHEIM- Plan parcellaire

Date d'édition		ECHELLE
28/07/2026		1:500

60

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Classement d'office des voies privées ouvertes à la circulation publique desservant des ensembles d'habitations.

Numéro E-2026-655

Classement d'office de voies privées ouvertes à la circulation publique à La Wantzenau - Validation du recours aux dispositions de l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme.

Des tronçons ponctuels de voies de plusieurs quartiers d'habitation de la commune de La Wantzenau sont restées d'assiette foncière privée.

Vingt-quatre rues ont été identifiées comme nécessitant une régularisation de leur statut.

Il est en effet souhaitable de mettre en cohérence les domanialités et permettre à l'Eurométropole de Strasbourg d'y réaliser des travaux de réfection ou de mise en sécurité si cela s'impose. Aussi, il est nécessaire de les incorporer formellement dans le domaine public métropolitain.

La procédure de classement à mettre en œuvre est le classement d'office prévu par les articles L. 318-3 et R. 318-10 et suivants du Code de l'Urbanisme. Cette procédure permet le transfert définitif et sans indemnité de la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique et comprises dans des ensembles d'habitation.

La mise en œuvre des dispositions de l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme suppose deux délibérations. La première est destinée à valider le recours à cette procédure, la seconde à fixer les alignements légaux opposables et prononcer le transfert des parcelles concernées à l'Eurométropole et leur incorporation au domaine public de voirie.

Ce projet a été soumis à l'avis préalable du Conseil municipal de La Wantzenau en application des dispositions de l'article L. 5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

vu l'avis favorable du Conseil municipal de La Wantzenau en date du 23 septembre 2026
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'engagement d'une procédure de classement d'office en application des articles L. 318-3 et R.318-10 et suivants du Code de l'urbanisme pour les tronçons de voies privées ouvertes à la circulation publique suivants conformément aux états parcellaires et plans ci-annexés :

- *Rue du Fossé,*
- *Rue Hans Arp,*
- *Rue du stade Saint-Paul,*
- *Rue du Nord,*
- *Rue de l'Église,*
- *Rue de l'École,*
- *Rue Albert Zimmer,*
- *Rue du Château,*
- *Rue des Vergers,*
- *Rue Neuve,*
- *Rue d'Or,*
- *Quai de l'Ill,*
- *Rue Wolffe-Gaessel,*
- *Rue du Patronage,*
- *Rue des Bouchers,*
- *Rue du Petit Magmod,*
- *Rue Notre-Dame,*
- *Rue des Écureuils,*
- *Rue de la Forêt,*
- *Rue des Morilles,*
- *Impasse des Mirabelles,*
- *Faubourg du Capitaine d'Alençon,*
- *Rue de Coussac,*
- *Rue Hirschfeld,*

décide

l'ouverture de l'enquête publique prévue à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer tout acte et document contribuant à la bonne exécution de la présente délibération.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après

transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-210768-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Département du Bas-Rhin
Arrondissement de Strasbourg
COMMUNE DE LA WANTZENAU

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 23 septembre 2026
sous la présidence de Madame Michèle KANNENGIESER, Maire

Convocation du 17 septembre 2026
Nombre de membres du Conseil Municipal élus : 29
Conseillers en fonction : 29
Quorum : 15
Quorum : 15
Conseillers présents : 18
Conseillers absents : 11
dont 7 procurations
Procuration(s) : M. Roger Bode a donné procuration à M. François Vix
M. Marc Brigeot a donné procuration à Mme Marianne Boudaud
M. Aurélien Ebel a donné procuration à Mme Christine Stroh
M. Vincent Fischer a donné procuration à Mme Katia Bossuyt
Mme Linda Molki a donné procuration à Mme Pia Kieffer
M. Nathan Petit a donné procuration à M. Dominique Driutti
M. Jean-Philippe Ruhlmann a donné procuration à M. Alain Herrmann

Absent(s) : Mmes Emma Merheb, Valentine Ronzino, Alexandra Wagner et M. Jean-Philippe Pasquier
Nombre de votants : 25

CLASSEMENT D'OFFICE DE VOIES PRIVEES OUVERTES A LA CIRCULATION PUBLIQUE / VALIDATION DU RECOURS AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L318-3 DU CODE DE L'URBANISME

Le conseil municipal,
Vu l'avis de la commission urbanisme, aménagement et habitat du 20 mai 2026,
Après avoir délibéré,

- approuve à l'unanimité, l'engagement d'une procédure de classement d'office en application des articles L318-3 et R318-10 et suivants du Code de l'Urbanisme pour les tronçons de voies privées ouvertes à la circulation publique suivants conformément aux états parcellaires et plans annexés à la présente délibération :

rues du fossé, Hans Arp, du stade Saint-Paul, du nord, de l'église, de l'école, Albert Zimmer, du château, des vergers, neuve, d'or, Wolffe-Gaessel, du patronage, des bouchers, du petit magmod, Notre-Dame, des écureuils, de la forêt, des morilles, des mirabelles, de coussac, hirschfeld ; quai de l'Ill ; faubourg du capitaine d'Alençon.

- approuve à l'unanimité, l'ouverture de l'enquête publique prévue à l'article L318-3 du Code de l'Urbanisme,

REÇU EN PREFECTURE
le 24/09/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-067-216705194-20260923-DEL26_23_09

- et autorise Madame le Maire à signer tout acte et document contribuant à la bonne exécution de la présente délibération

Lu, approuvé et signé,
La Wantzenau, le 24 septembre 2026

Michèle Kannengieser, Maire

Alain Herrmann, secrétaire de séance

MAIRIE DE LA WANTZENAU (BAS-RHIN)

Télétransmis à la Préfecture, au titre du contrôle de légalité le 24 septembre 2026
Publié sur le site internet de la commune le 24 septembre 2026

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité de la Préfecture.

REÇU EN PREFECTURE
le 24/09/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-067-216705194-20260923-DEL26_23_09

LA WANTZENAU

1

2

3

4

5

Strasbourg.eu
eurométropole

Politique Foncière et Immobilière

Commune de La Wantzenau

Plan d'ensemble

Date d'édition		Echelle
20/08/2025		1:10 000

Commune de la Wantzenau

Secteur 1 - Sud
Sections 21 et 22

Echelle 1:3 000

Strasbourg.eu
eurométropole

Service Politique foncière et immobilière



Plan parcellaire

- Emprises à classer d'office
- Arpentages à réaliser (aux frais de l'Eurométropole de Strasbourg)
- Alignement opposable

N

Date d'édition
21/07/2026

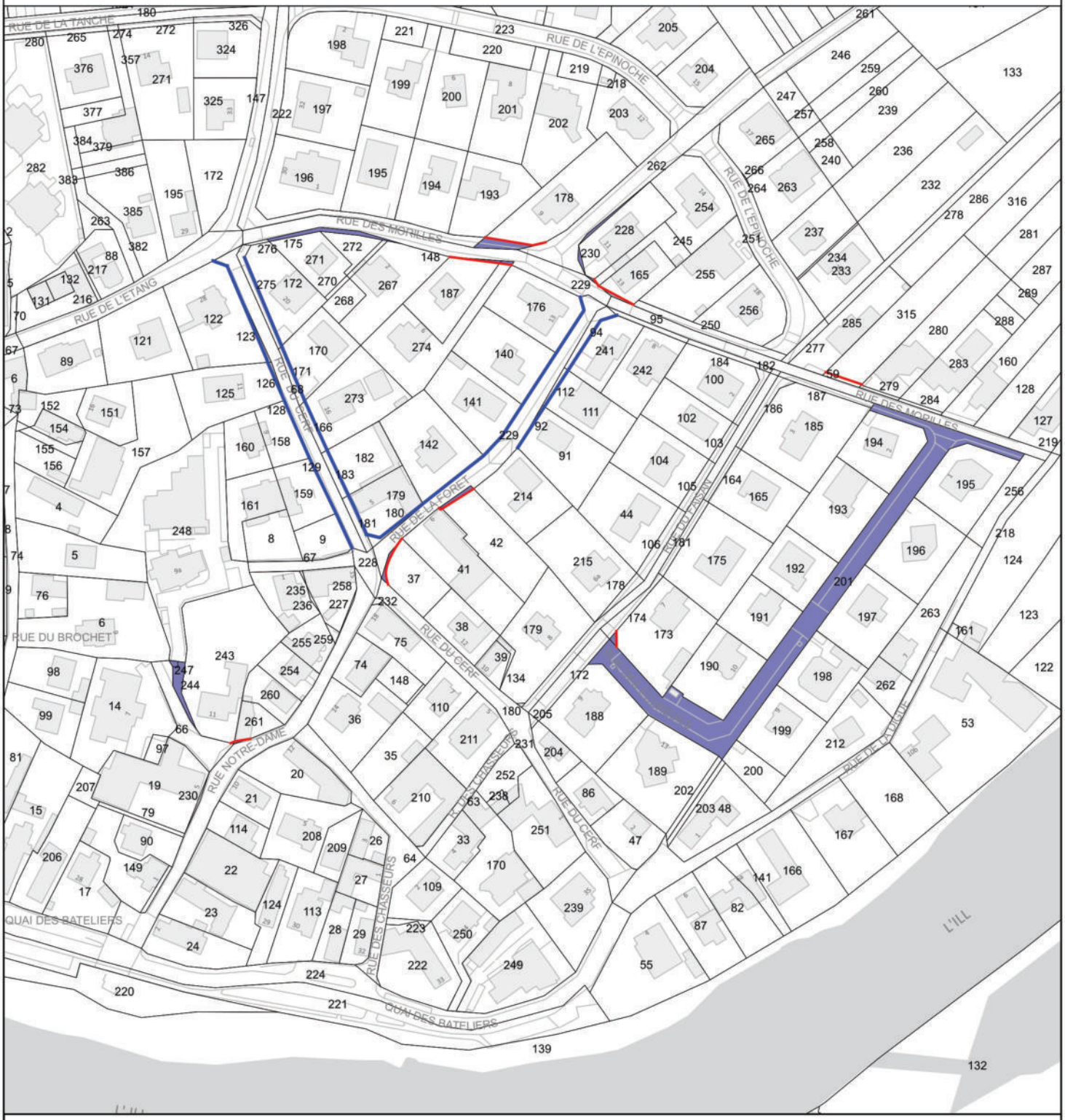
1486

Commune de la Wantzenau

Secteur 2 - Est
Sections 16 et 64

Strasbourg.eu
eurométropole

Service Politique foncière et immobilière



Plan parcellaire

- Emprise à classer d'office
- Arpentages à réaliser (aux frais de l'Eurométropole)
- Alignement opposable

Date d'édition : 21/07/2026

N

Echelle :1:2 000

Commune de la Wantzenau

Secteur 3 - Centre 1
Sections 9, 14, 15 et 59

Strasbourg.eu
eurométropole

Service Politique foncière et immobilière



Plan parcellaire

Emprise à classer d'office

Arpentages à réaliser (aux frais de l'Eurométropole)

Alignement opposable

Date d'édition : 21/07/2026

N

Echelle :1:2 500

Commune de la Wantzenau

Secteur 3 - Centre 2
Sections 12 et 14

Strasbourg.eu
eurométropole

Service Politique foncière et immobilière



Plan parcellaire

Emprise à classer d'office

Arpentages à réaliser (aux frais de l'Eurométropole)

Alignement opposable

Date d'édition : 21/07/2026

N

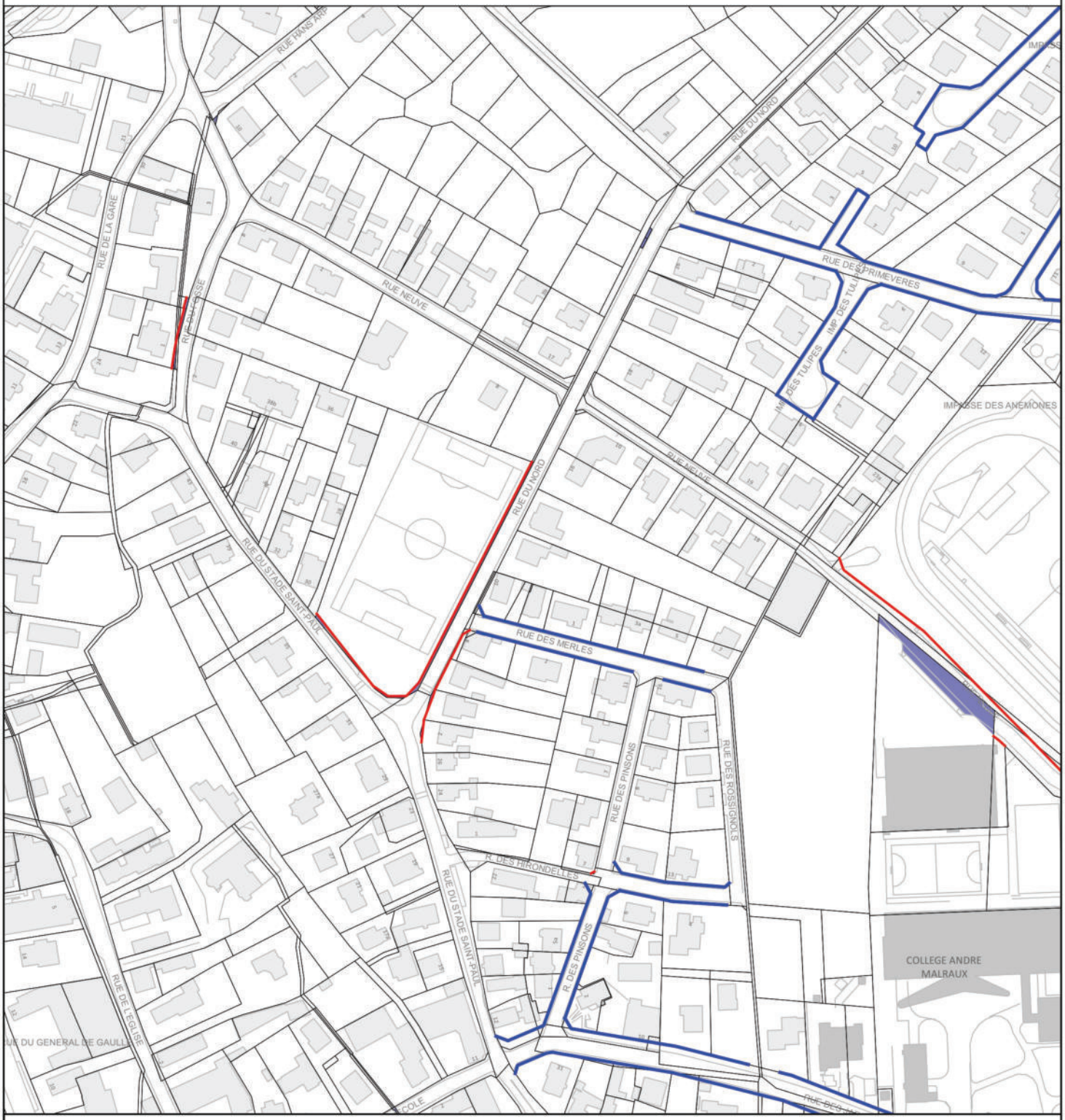
Echelle :1:2 000

Commune de la Wantzenau

Secteur 4 - Nord
Sectoions 3, 58 et 59

Strasbourg.eu
eurométropole

Service Politique foncière et immobilière



Plan parcellaire

Emprise à classer d'office

Arpentage à réaliser (aux frais de l'Eurométropole)

Alignement opposable

Date d'édition : 03/07/2026

N

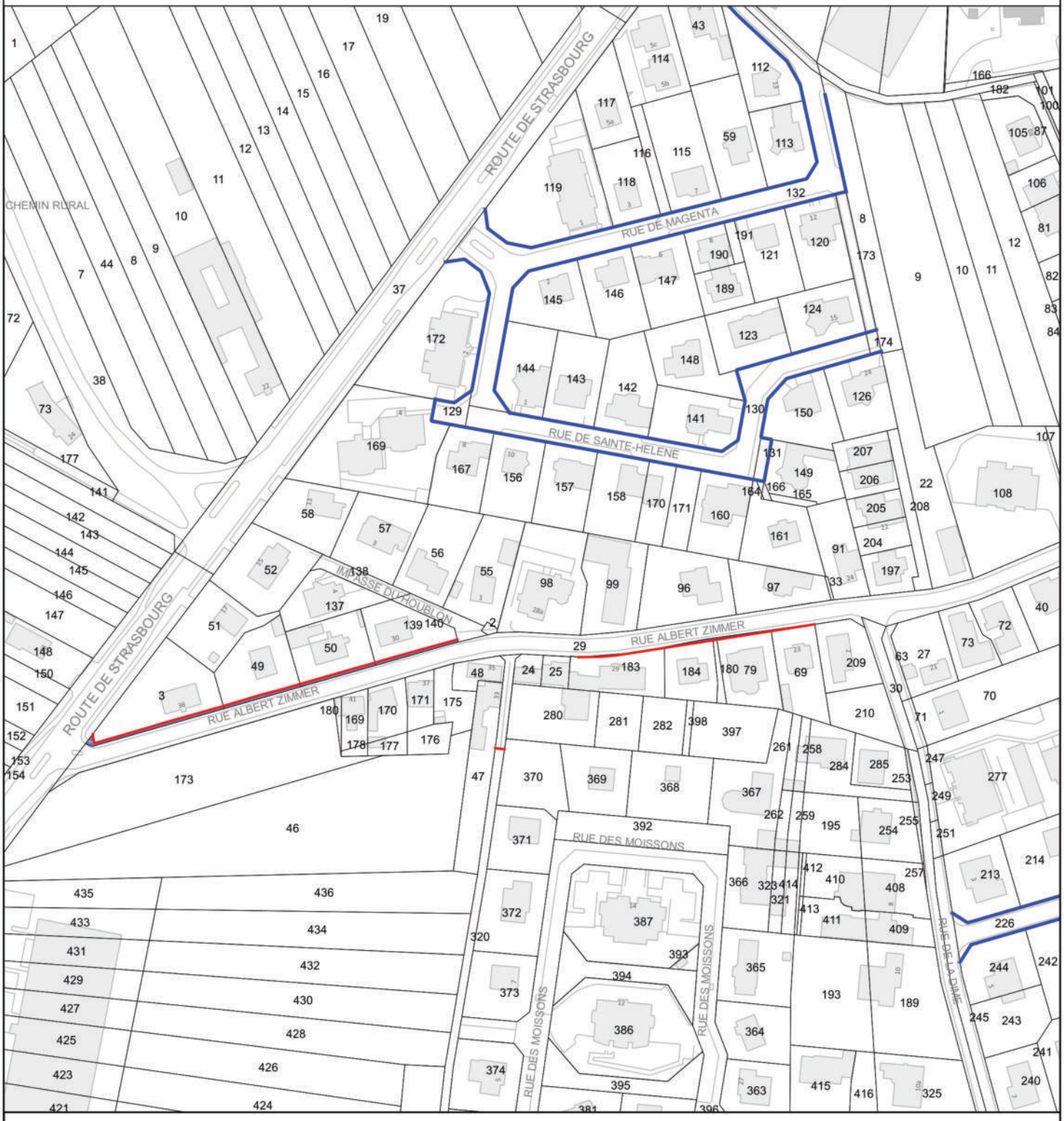
Echelle :1:2 500

Commune de la Wantzenau

Secteur 5 - Ouest 1
Section 5

Strasbourg.eu
eurométropole

Service Politique foncière et immobilière



Plan parcellaire

Emprise à classer d'office

Arpentages à réaliser (aux frais de l'Eurométropole)

Alignement opposable

Date d'édition : 21/07/2026

N

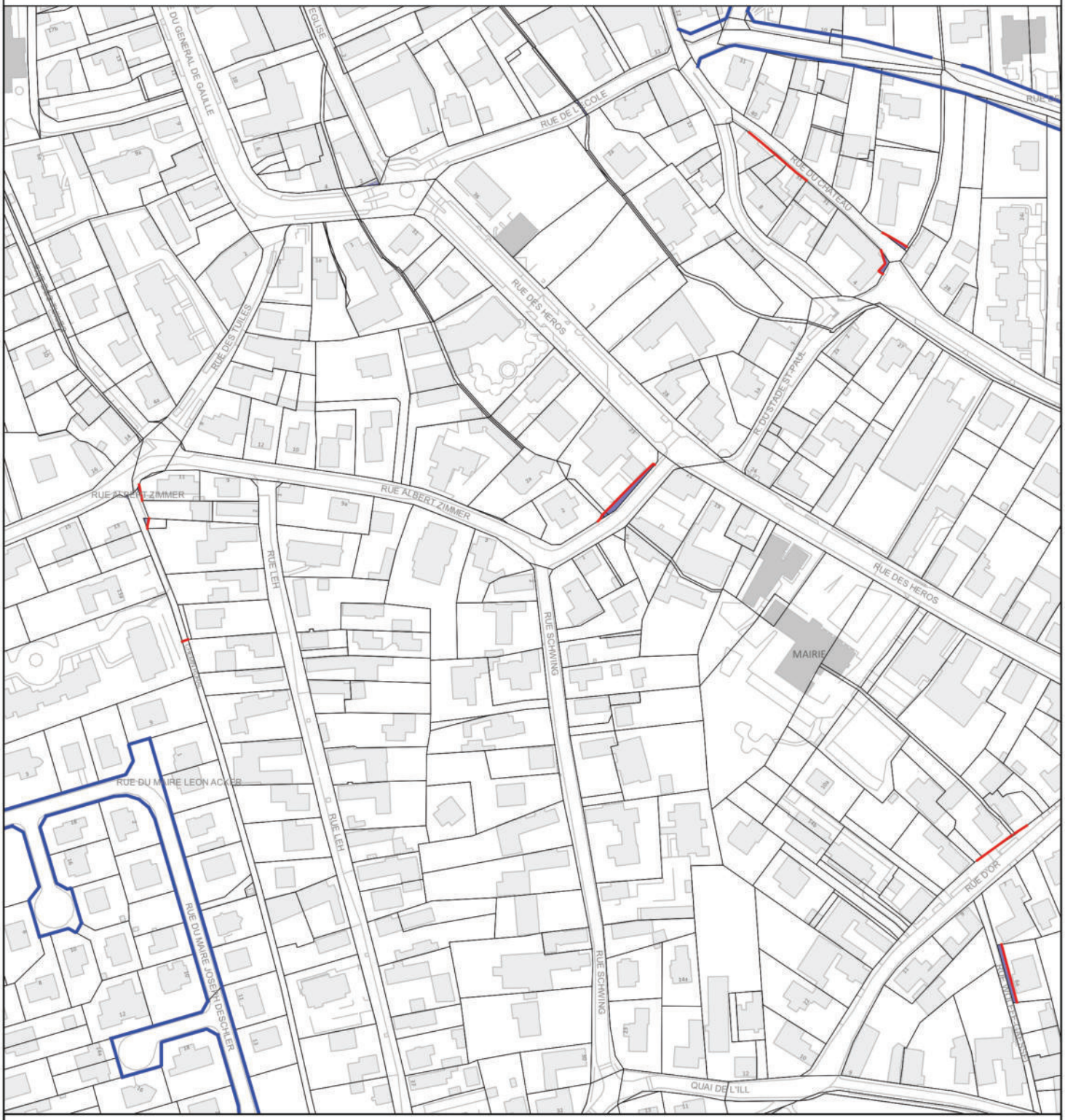
Echelle :1:2 000

Commune de la Wantzenau

Secteur 5 - Ouest 2
Sections 4, 5, 7, 8, 11 et 12

Strasbourg.eu
eurométropole

Service Politique foncière et immobilière



Plan parcellaire

Emprise à classer d'office

Arpentages à réaliser (aux frais de l'Eurométropole)

Alignement opposable

Date d'édition : 21/07/2026

N

Echelle :1:2 500

DOSSIER 1 La Wantzenau

N°Arrêté	CADASTRE					Identité des propriétaires		Emprise		Observations
	Section	N°Parcelle	Adresse	Surface en are	Nature	Données cadastrales	Données du Livre Foncier	Partielle ou totale	Surface en are	
	21	271	IMPASSE DES MIRABELLES	0,41	SOL	M SCHIESS/ALAIN YVES - Propriétaire- M SCHIESS/ALFRED ALOYSE - Propriétaire - MME NOE/GEORGETTE AMELIE MARIE - Propriétaire	MEYER Rosine et EBEL Materne, propriétaires ; DEPREZ Benoît et LAUCIELLO Nicolle, propriétaires ; SCHIESS Alain, propriétaire	Totale	0,41	
	21	273	IMPASSE DES MIRABELLES	0,07	TERRES	M KRESS-ROBERT/THEO ALFRED HENRI - Propriétaire	KRESS ROBERT Théo	Totale	0,07	
	21	275	IMPASSE DES MIRABELLES	0,71	TERRES	M KRESS-ROBERT/THEO ALFRED HENRI - Propriétaire	KRESS ROBERT Théo	Totale	0,71	
	21	290	IMPASSE DES MIRABELLES	7,04	SOL	M SCHIESS/ALFRED ALOYSE - Propriétaire - MME MEYER/ROSINE - Propriétaire - M EBEL/MATERNE ROGER - Propriétaire - MME NOE/GEORGETTE AMELIE MARIE - Propriétaire - M DEPREZ/BENOIT GEORGES MARIE - Propriétaire - MME LAUCIELLO/NICOLE - Propriétaire	MEYER Rosine et EBEL Materne, propriétaires ; DEPREZ Benoît et LAUCIELLO Nicolle, propriétaires ; SCHIESS Alain, propriétaire	Totale	7,04	
1493	21	148	FAUBOURG DU CAPITAINE D'ALENCON	9,33	SOL	MME MATTER/NATHALIE - Propriétaire - M NICOLAS/FREDERIC - Propriétaire	NICOLAS Frédéric et MATTER Nathalie	Partielle	0,06	
	21	167	FAUBOURG DU CAPITAINE D'ALENCON	4,22	TERRES	MME WALDHART/MARIE CHRISTINE - Propriétaire- M VIX/FRANCIS PAUL - Propriétaire	VIX Francis et WALDHARDT Christine	Partielle	0,10	
	22	252	FAUBOURG DU CAPITAINE D'ALENCON	6,64	SOL	MME MICHEL/ANNE MARIE - Usufruitier (associé avec N) - MME CHOPP/CLARA SANDRINE PHILIPPINE - Nu-propriétaire (associé avec U)- M CHOPP/THIBAUT LOUIS NICOLAS - Nu-propriétaire (associé avec U)	CHOPP Clara, propriétaire ; CHOPP Thibaut, propriétaire ; MICHEL Anne, propriétaire et usufruitière	Partielle	0,13	
	22	251	FAUBOURG DU CAPITAINE D'ALENCON	6,12	SOL	MME KLEIN/CHRISTELLE MARIE-GENEVIEVE - Propriétaire- M SENE/DJIBRIL - Propriétaire	KLEIN Christelle, propriétaire et usufruitier; SENE Djibril, propriétaire et usufruitier	Partielle	0,05	
	22	213	RUE DE COUSSAC	5,14	SOL	MME PETITDIDIER/PATRICIA ROBERTE - Nu-propriétaire (associé avec U)| - M PETITDIDIER/PASCAL JEAN MARIE - Nu-propriétaire (associé avec U) - M PETITDIDIER/ALAIN PAUL - Nu-propriétaire (associé avec U) - MME LAUNOIS/IRENE JEANNE - Usufruitier (associé avec N)	LAUNOIS Irène, usufruitière et propriétaire / PETITDIDIER Alain, propriétaire / PETITDIDIER Pascal, propriétaire / PETITDIDIER Patricia, propriétaire	Partielle	0,08	

DOSSIER 2 La Wantzenau

N°Arrêté	CADASTRE					Identité des propriétaires		Emprise		Observations
	Section	N°Parcelle	Adresse	Surface en are	Nature	Données cadastrales	Données du Livre Foncier	Partielle ou totale	Surface en are	
	16	244	RUE NOTRE-DAME	0,54	SOL	LA COUR NOTRE DAME - Propriétaire	SCI LA COUR NOTRE DAME	Partielle	0,53	
	16	247	RUE NOTRE-DAME	0,05	SOL	LA COUR NOTRE DAME - Propriétaire	SCI LA COUR NOTRE DAME	Totale	0,05	
	16	173	RUE DES ECUREUILS	8,68	SOL	MME CHANTELAUZE/EVELYNE - Nu-propriétaire (associé avec U) - M CLAUSS/JEAN LUC ALOYSE ANDRE - Usufruitier (associé avec N)	CLAUSS Audrey, propriétaire ; CLAUSS François, propriétaire ; CHANTELAUZE Evelyne, usufruitière ; CLAUSS Jean, usufruitier	Partielle	0,07	
1494	16	201	RUE DES ECUREUILS	18,51	SOL	M TROTZIER/CHRISTIAN - Nu-propriétaire (associé avec U) - M JUND/BENOIT RAYMOND - Nu-propriétaire (associé avec U) - M HENNINGER/MARC ANDRE - Nu-propriétaire (associé avec U) - MME JUND/MONIQUE MARIE CATHERINE - Nu-propriétaire (associé avec U) - M CLAUSS/JEAN-PAUL - Nu-propriétaire (associé avec U) - M ROTH/JEAN-PAUL - Usufruitier (associé avec N)	TROTZIER Christian et HENNINGER Edith / CLAUSS Jean / CLAUSS Jean-Paul / HENNINGER Etienne / HENNINGER Marc / JUND Benoît / JUND Monique / ROTH Clémence / ROTH Marie, propriétaires	Partielle	18,52	
	16	42	RUE DE LA FORET	6,45	JARDINS / VERGERS	M ROTH/RENE EUGENE - Propriétaire	ROTH René	Partielle	0,16	
	16	41	RUE DE LA FORET	7,71	SOL	M ROTH/RENE EUGENE - Propriétaire	ROTH René	Partielle	0,01	
	16	37	RUE DE LA FORET	3,65	JARDINS	M ROTH/RENE EUGENE - Propriétaire	ROTH René	Partielle	0,13	
	16	243	RUE NOTRE-DAME	13,68	SOL	M VIERLING/JEAN MARC - Propriétaire	VIERLING Jean-Marc	Partielle	0,01	
	16	261	RUE NOTRE-DAME	**1,56**	SOL	M MANINI/MARIO ARSETO GILBERT - Propriétaire	ALBERTY Philippe, propriétaire ; SCHULER Véronique, propriétaire	Partielle	0,027	
	64	274	RUE DES MORILLES	7,21	SOL	M LIENHARDT/OLIVIER PATRICK - Propriétaire	LIENHARDT Olivier	Partielle	0,05	
	64	187	RUE DES MORILLES	5,46	SOL	MME WOELFFEL/ALICE MARIE JOSE - Usufruitier - M LIENHARDT/RENE - Usufruitier - M LIENHARDT/OLIVIER PATRICK - Nu-propriétaire	LIENHARDT Olivier, propriétaire / LIENHARDT René, usufruitier / WOELFFEL Alice, usufruitier	Partielle	0,09	

	64	178	RUE DES MORILLES	9,27	SOL	**M DUMONT/GERAUD JEAN MAURICE - Propriétaire - MME BLOQUEL/CAROLINE JACQUELINE YVETTE - Propriétaire**	**DUMONT Géraud et BLOQUEL Caroline, propriétaires**	**Partielle**	0,55	
	64	175	RUE DES MORILLES	0,57	SOL	**M LEGRAND/MARC MAURICE ALAIN - Propriétaire- MME MONTCHAUD/SOPHIE VIVIANE KARINE - Propriétaire**	**LEGRAND Marc et MONTCHAUD Sophie, propriétaires**	**Partielle**	0,55	
	64	245	RUE DES MORILLES	1,91	TERRES	**M BOUR/JEAN-FRANCOIS - Propriétaire**	**BOUR Jean-François**	**Partielle**	0,01	
	64	229	RUE DES MORILLES	0,01	TERRES	**- M DIEBOLD/JOSEPH EUGENE ROBERT - Propriétaire - MME DIEBOLD/MONIQUE CHRISTIANE - Propriétaire - MME DIEBOLD/MARIE ODILE - Propriétaire - M DIEBOLD/JEAN CLAUDE - Propriétaire**	**DIEBOLD Jean, propriétaire / DIEBOLD Marie-Odile, propriétaire / DIEBOLD Monique, propriétaire / DIEBOLD Robert, propriétaire**	**Totale**	0,01	
	64	165	RUE DES MORILLES	3,12	SOL	**M BOUR/JEAN-FRANCOIS - Propriétaire**	**BOUR Jean-François**	**Partielle**	0,09	
1495	64	230	RUE DE LA FORET	0,08	TERRES	**MME DIEBOLD/MARIE ODILE - Propriétaire| - M DIEBOLD/JEAN CLAUDE - Propriétaire - M DIEBOLD/JOSEPH EUGENE ROBERT - Propriétaire - MME DIEBOLD/MONIQUE CHRISTIANE - Propriétaire**	**DIEBOLD Jean, propriétaire / DIEBOLD Marie-Odile, propriétaire / DIEBOLD Monique, propriétaire / DIEBOLD Robert, propriétaire**	**Totale**	0,08	
	64	231	RUE DE LA FORET	0,16	TERRES	**M DIEBOLD/JEAN CLAUDE - Propriétair, MME DIEBOLD/MONIQUE CHRISTIANE - Propriétaire - MME DIEBOLD/MARIE ODILE - Propriétaire - M DIEBOLD/JOSEPH EUGENE ROBERT - Propriétaire**	**DIEBOLD Jean, propriétaire / DIEBOLD Marie-Odile, propriétaire / DIEBOLD Monique, propriétaire / DIEBOLD Robert, propriétaire**	**Totale**	0,16	

DOSSIER 3 La Wantzenau

N°Arrêté	CADASTRE					Identité des propriétaires		Emprise		Observations
	Section	N°Parcelle	Adresse	Surface en are	Nature	Données cadastrales	Données du Livre Foncier	Partielle ou totale	Surface en are	
	9	95	RUE DES VERGERS	0,63	SOL	MME TYMCHENKO/KATERYNA VOLODYMYRIVNA - Propriétaire M SABATTIE/JEAN-MARC - Propriétaire	SABATTIE Jean-Marc et TYMCHENKO Kateryna, propriétaires	Partielle	0,02	
	12	62	QUAI DE L'ILL	0,09	SOL	M SIEFFERT/LUCIEN RAYMOND - Propriétaire - MME LAMASS/SOLANGE BEATRICE MARIA - Propriétaire	SIEFFERT Lucien et LAMASS Solange, propriétaires	Totale	0,09	
	12	66	RUE WOLFFE-GAESSEL	4,82	SOL	MME DAUL/JOSEPHINE MARIE-CLAIRE - Propriétaire - M MATHIS/GEORGES JOSEPH - Propriétaire	MATHIS Georges et DAUL Marie, propriétaires	Partielle	0,059	
	12	70	RUE DU PATRONAGE	1,59	SOL	COPROPRIETAIRES 2 RUE DU PATRONAGE LA WANTZENAU - Propriétaire	Copropriété du 2 rue du patronage représentée par son syndic Monsieur Guy RADMACHER	Partielle	0,057	
	12	72	RUE DU PATRONAGE	8,06	SOL	COPROPRIETAIRES 2A RUE DU PATRONAGE LA WANTZENAU - Propriétaire	Copropriété du 2 rue du patronage représentée par son syndic Monsieur Guy RADMACHER	Partielle	0,34	
1496	14	135	RUE DES BOUCHERS	0,35	SOL	M KNITTEL/MARCEL - Propriétaire - MME ACKER/MARIA JOSEPH - Propriétaire	KNITTEL Marcel et ACKER Maria, propriétaires	Partielle	0,64	
	15	118	RUE DU PETIT MAGMOD	0,64	SOL	M MAILLET/CEDRIC MARCEL MAURICE - Propriétaire - MME COURBERAND/ESTELLE FRANCOISE - Propriétaire	MAILLET Cédric et COURBERAND Estelle, propriétaires	Totale	0,07	
	59	627	RUE HIRSCHFELD	0,07	SOL	M BOISSIERE/THIERRY ROBERT - Propriétaire - MME WALTER/FRANCOISE MARIE-JOSEE - Propriétaire	BOISSIERE Thierry, propriétaire / WALTER Françoise, propriétaire	Totale	0,22	
	59	626	RUE HIRSCHFELD	0,22	SOL	M BOISSIERE/THIERRY ROBERT - Propriétaire- MME WALTER/FRANCOISE MARIE-JOSEE - Propriétaire	BOISSIERE Thierry, propriétaire / WALTER Françoise, propriétaire	Totale		

DOSSIER 4 La Wantzenau

N°Arrêté	CADASTRE					Identité des propriétaires		Emprise		Observations
	Section	N°Parcelle	Adresse	Surface en are	Nature	Données cadastrales	Données du Livre Foncier	Partielle ou totale	Surface en are	
	3	108	RUE DU FOSSE	0,22	SOL	M JAEGER/FREDERIQUE NICOLAS - Propriétaire MME CACHOT/ADELE HENRIETTE IRENE - Propriétaire	JAEGER Frédérique et CACHOT Adèle, propriétaires	Partielle	0,09	
	3	140	RUE DU NORD	0,06	SOL	SCNHEIDER MARIE - SCHNEIDER Marie-Louise - Propriétaires	SCNHEIDER MARIE - SCHNEIDER Marie-Louise - Propriétaires	Totale	0,06	
	3	141	RUE DU NORD	0,06	SOL	WILD CECILE - WILD MONIQUE - Propriétaires	WILD CECILE - WILD MONIQUE - Propriétaires	Totale	0,06	
	3	175	RUE DU FOSSE	4,84	SOL	M JAEGER/FREDERIQUE NICOLAS - Propriétaire MME CACHOT/ADELE HENRIETTE IRENE - Propriétaire	JAEGER Frédérique et CACHOT Adèle, propriétaires	#REF!	0,04	
	3	107	RUE DU FOSSE	0,11	SOL	M JAEGER/FREDERIQUE NICOLAS - Propriétaire MME CACHOT/ADELE HENRIETTE IRENE - Propriétaire	JAEGER Frédérique et CACHOT Adèle, propriétaires	#REF!	0,54	
1497	3	98	RUE HANS (JEAN) ARP	0,04	SOL	M HENNINGER/ANDRE MICHEL - Propriétaire- MME BORNERT/EDITHE - Propriétaire	HENNINGER André et BORNERT Edithe, propriétaires	Totale	1,07	
	3	30	RUE DU STADE SAINT-PAUL	71,65	SPORT	PBCCHJ - ASS DES OEUVRES PAROISSIALES DE LA WANTZENAU - Propriétaire	ASSOCIATION DES OEUVRES PAROISSIALES DE LA WANTZENAU	Partielle	0,06	
	3	30	RUE DU NORD	71,65	SPORT	ASS DES OEUVRES PAROISSIALES DE LA WANTZENAU - Propriétaire	ASSOCIATION DES OEUVRES PAROISSIALES DE LA WANTZENAU, propriétaire	Partielle	0,12	
	3	152	RUE DU FOSSE	0,16	SOL	M BALZER/GOTTFRIED FRITZ - Propriétaire- MME MUNSCH/BRIGITTE LILIANE - Propriétaire	BALZER Geoffroy / MUNSCH Brigitte	Partielle	0,07	
	3	104	RUE DU FOSSE	0,19	SOL	M JAEGER/FREDERIQUE NICOLAS - Propriétaire- MME CACHOT/ADELE HENRIETTE IRENE - Propriétaire	JAEGER Frédérique et CACHOT Adèle, propriétaires	Partielle	4,82	
	4	85	RUE DE L'ECOLE	0,07	SOL	MME STROH/EDITH - Propriétaire	DRIUTTI Dominique et STROH Sylvie, propriétaires ; STROH Carole, propriétaire ; STROH Edith, propriétaire ; STROH Mathieu, propriétaire ; FROELIGER Denise, usufruitière	Totale	0,01	

	9	180	RUE NEUVE	41,31	SOL	**SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR CONSTRUCTION FONCTIONNEMENT ENTR - Propriétaire**	**SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LA CONSTRUCTION, LE FONCTIONNEMENT ET L'ENTRETIEN DU COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE LA WANTZENAU**	**Partielle**	0,09	
	9	106	RUE DES VERGERS	0,01	SOL	**LE HUIT - Propriétaire**	**SCI LE HUIT**	**Totale**	0,05	
	59	182	RUE DU STADE SAINT-PAUL	7,36	SOL	**M CLAUSS/THOMAS - Propriétaire- MME EHRHARD/AMANDINE MARIE - Propriétaire**	**CLAUSS Thomas, propriétaire / EHRHARD Amandine, propriétaire**	**Partielle**	0,08	
	59	181	RUE DU STADE SAINT-PAUL	7,23	SOL	**MME KOROTKOVA/ANNA VIKTOTOVNA - Propriétaire- M MAFFUCCI/ROBERTO ANGELO VITTORIO - Propriétaire**	**MAFFUCCI Roberto et KOROTKOVA Anna, propriétaires**	Partielle		
	59	183	RUE DU NORD	7,18	SOL	**MME LABESCAT/CAROLINE FRANCOISE ROSE - Propriétaire - M CENTLIVRE/PHILIPPE JEAN FRANCOIS - Propriétaire**	**CENTLIVRE Philippe et LABESCAT Caroline, propriétaires**	Partielle		

DOSSIER 5 La Wantzenau

N°Arrêté	CADASTRE					Identité des propriétaires		Emprise		Observations
	Section	N°Parcelle	Adresse	Surface en are	Nature	Données cadastrales	Données du Livre Foncier	Partielle ou totale	Surface en are	
	4	149	RUE DE L'EGLISE	0,17	SOL	M HERRMANN/ALAIN - Propriétaire MME SCHOTT/BERNADETTE FRANCINE - Propriétaire - MME SCHOTT/COLETTE MARIANNE - Propriétaire- MME STROH/CLEMENCE MARIA - Propriétaire	HERRMANN Alain et SCHOTT Colette, propriétaires ; SCHOTT Bernadette, propriétaire, STROH Clémence, propriétaire	Partielle	0,16	
	5	74	RUE ALBERT ZIMMER	4,04	SOL	MME WAECHTER/MARIE LAURE IRENE - Propriétaire - M HUSS/PATRICK CLAUDE - Propriétaire	HUSS Patrick et WAECHTER Marie, propriétaires	Partielle	0,03	
	5	183	RUE ALBERT ZIMMER	5,06	SOL	MME MALRAISON/MARTINE THERESE - Propriétaire - M WOELFFEL/SIMON DANIEL - Propriétaire	WOELFFEL Simon et MALRAISON Martine, propriétaires	Partielle	0,06	
1499	5	183	RUE ALBERT ZIMMER	5,06	SOL	MME MALRAISON/MARTINE THERESE - Propriétaire M WOELFFEL/SIMON DANIEL - Propriétaire	WOELFFEL Simon / MALRAISON Martine	Partielle	0,02	
	5	184	RUE ALBERT ZIMMER	3,96	SOL	- M WOELFFEL/CEDRIC JOEL - Propriétaire	WOELFFEL Cédric	Partielle	0,11	
	5	69	RUE ALBERT ZIMMER	5,38	SOL	- AEDIFIMMO - Propriétaire	AMANN Stéphane et GLAUSS Barbara, propriétaires	Partielle	0,05	
	5	79	RUE ALBERT ZIMMER	5,36	SOL	M JANSON/BJORN KARL - Propriétaire - MME FLODIN/UHRIKA - Propriétaire	JASON Bjorn et FLODIN Ulrika, propriétaires	Partielle	0,12	
	5	139	RUE ALBERT ZIMMER	5,04	SOL	- MME VELICIU/PAMELA FLORENTINA - Propriétaire	VELICIU Pamela	Partielle	0,31	
	5	50	RUE ALBERT ZIMMER	5,94	SOL	- MME ZILLIG/ANNABELLE ODETTE LUCIENNE - Propriétaire - M RAVIZZI/REGIS ERNEST AUGUSTE - Propriétaire	RAVIZZI Regis et ZILLIG Annabelle, propriétaires	Partielle	0,30	
	5	3	RUE ALBERT ZIMMER	9,17	SOL	- M GERVAIS/PASCAL GEORGES - Propriétaire - MME MESSNER/CATHY - Propriétaire	GERVAIS Pascal et MESSNER Cathy, propriétaires	Partielle	0,56	

	5	49	RUE ALBERT ZIMMER	6,41	SOL	- M BLOCH/LEO JOSEPH ANDRE BRUNO - Propriétaire - MME LOTH/ANAIS MARGAUX CLEMENCE - Propriétaire	BLOCH Léo et LOTH Anaïs, propriétaires	Partielle	0,31	
	5	180	RUE ALBERT ZIMMER	0,5	SOL	M JANSON/BJORN KARL - Propriétaire - MME FLODIN/UHRIKA - Propriétaire	JANSON Bjorn, propriétaire ; FLODIN Ulrika, propriétaire	Partielle	0,01	
	7	72	RUE ALBERT ZIMMER	3,52	SOL	MBN865 - MME BURTSCHER/SOLANGE ODETTE - Propriétaire|MBN35K - M WOLFF/JEAN PAUL - Propriétaire	BUSTSCHER Solange	Partielle	0,04	
	7	62	RUE ALBERT ZIMMER	0,41	SOL	- MME KAPP/SABINE MARIE PAULE - Propriétaire	KAAP Sabine	Partielle	0,06	
	8	119	RUE ALBERT ZIMMER	5,51	SOL	COPROPRIETAIRES 2 RUE ALBERT ZIMMER LA WANTZENAU - Propriétaire	Copropriété du 2 rue Albert Zimmer dont le syndic est Monsieur Michel DAHLMANN	Partielle	0,02	
	8	163	RUE ALBERT ZIMMER	12,92	SOL	Pas d'infos	SCI Les Héros à La Wantzenau	Partielle	0,60	
	8	165	RUE ALBERT ZIMMER	0,51	SOL	Pas d'infos	SCI Les Héros à La Wantzenau	Partielle	0,32	
1500	8	99	RUE DU CHATEAU	10,81	SOL / VERGERS	MCS35Q - M DERIVAUX/SEBASTIEN DANIEL NOEL - Nu-propriétaire (associé avec U)|MCS35R - MME DERIVAUX/AURELIE MARIE - Nu-propriétaire (associé avec U)|MBN9NC - MME CLAUSS/CLARISSE - Usufruitier (associé avec N)|MBM49Z - M DERIVAUX/SYLVAIN JEAN-PAUL - Usufruitier (associé avec N)	DERIVAUX Aurélie, propriétaire ; DERIVAUX Sébastien, propriétaire ; CLAUSS Clarisse, usufruitière ; DERIVAUX Sylvain, usufruitier	Partielle	0,12	
	8	28	RUE DU CHATEAU	8,55	SOL	MBP9NK - MME WOELFFEL/MARIE COLETTE CLAIRE - Usufruitier (associé avec N)|MBM5JQ - M DIEBOLD/WENDELIN - Usufruitier (associé avec N)|MBQDZD - M DIEBOLD/THEO ANTOINE - Nu-propriétaire (associé avec U)	DIEBOLD Théo, propriétaire ; DIEBOLD Wendelin, usufruitier ; WOELFFEL Colette, usufruitière	Partielle	0,16	
	11	114	RUE D'OR	7,61	SOL	MME GANTER/MADELEINE ODILE SUZANNE - Propriétaire- M ADAM/CAMILLE EUGENE - Propriétaire	ADAM Camille, propriétaire ; GANTER Madeleine, propriétaire	Partielle	0,05	

	11	120	RUE D'OR	2,89	SOL	**MME SCHERRER/NICOLE JEANNINE - Propriétaire**	**SCHERRER Nicole**	**Partielle**	0,02	
	12	66	RUE WOLFFE-GAESSEL	4,82	SOL	**MME DAUL/JOSEPHINE MARIE-CLAIRE - Propriétaire - M MATHIS/GEORGES JOSEPH - Propriétaire**	**MATHIS Georges et DAUL Marie, propriétaires**	**Partielle**	0,51	

LA WANTZENAU

1

2

3

4

5

Strasbourg.eu
eurométropole

Politique Foncière et Immobilière

Commune de La Wantzenau

Plan d'ensemble

Date d'édition		Echelle
20/08/2025		1:10 000

1502

N°Arrêté	CADASTRE					Identité des propriétaires		Emprise		Observations
	Section	N°Parcelle	Adresse	Surface en are	Nature	Données cadastrales	Données du Livre Foncier	Partielle ou totale	Surface en are	
	21	271	IMPASSE DES MIRABELLES	0,41	SOL			Totale	0,41	
	21	273	IMPASSE DES MIRABELLES	0,07	TERRES			Totale	0,07	
	21	275	IMPASSE DES MIRABELLES	0,71	TERRES			Totale	0,71	
	21	290	IMPASSE DES MIRABELLES	7,04	SOL			Totale	7,04	
	21	148	FAUBOURG DU CAPITAINE D'ALENCON	9,33	SOL			Partielle	0,06	
	21	167	FAUBOURG DU CAPITAINE D'ALENCON	4,22	TERRES			Partielle	0,10	
	22	252	FAUBOURG DU CAPITAINE D'ALENCON	6,64	SOL			Partielle	0,13	
	22	251	FAUBOURG DU CAPITAINE D'ALENCON	6,12	SOL			Partielle	0,05	
	22	213	RUE DE COUSSAC	5,14	SOL			Partielle	0,08	

N°Arrêté	CADASTRE					Identité des propriétaires		Emprise		Observations
	Section	N°Parcelle	Adresse	Surface en are	Nature	Données cadastrales	Données du Livre Foncier	Partielle ou totale	Surface en are	
	16	244	RUE NOTRE-DAME	0,54	SOL			**Partielle**	0,53	
	16	247	RUE NOTRE-DAME	0,05	SOL			**Totale**	0,05	
	16	173	RUE DES ECUREUILS	8,68	SOL			**Partielle**	0,07	
	16	201	RUE DES ECUREUILS	18,51	SOL			**Partielle**	18,52	
	16	42	RUE DE LA FORET	6,45	JARDINS / VERGERS			**Partielle**	0,16	
	16	41	RUE DE LA FORET	7,71	SOL			**Partielle**	0,01	
	16	37	RUE DE LA FORET	3,65	JARDINS			**Partielle**	0,13	
	16	243	RUE NOTRE-DAME	13,68	SOL			**Partielle**	0,01	
	16	261	RUE NOTRE-DAME	**1,56**	SOL			Partielle	0,027	
	64	274	RUE DES MORILLES	7,21	SOL			**Partielle**	0,05	
	64	187	RUE DES MORILLES	5,46	SOL			**Partielle**	0,09	

	64	178	RUE DES MORILLES	9,27	SOL				**Partielle**	0,55	
	64	175	RUE DES MORILLES	0,57	SOL				**Partielle**	0,55	
	64	245	RUE DES MORILLES	1,91	TERRES				**Partielle**	0,01	
	64	229	RUE DES MORILLES	0,01	TERRES				**Totale**	0,01	
	64	165	RUE DES MORILLES	3,12	SOL				**Partielle**	0,09	
	64	230	RUE DE LA FORET	0,08	TERRES				**Totale**	0,08	
	64	231	RUE DE LA FORET	0,16	TERRES				**Totale**	0,16	

DOSSIER 3 La Wantzenau

N°Arrêté	CADASTRE					Identité des propriétaires		Emprise		Observations
	Section	N°Parcelle	Adresse	Surface en are	Nature	Données cadastrales	Données du Livre Foncier	Partielle ou totale	Surface en are	
	9	95	RUE DES VERGERS	0,63	SOL			Partielle	0,02	
	12	62	QUAI DE L'ILL	0,09	SOL			Totale	0,09	
	12	66	RUE WOLFFE-GAESSEL	4,82	SOL			Partielle	0,059	
	12	70	RUE DU PATRONAGE	1,59	SOL			Partielle	0,057	
	12	72	RUE DU PATRONAGE	8,06	SOL			Partielle	0,34	
	14	135	RUE DES BOUCHERS	0,35	SOL			Partielle	0,64	
	15	118	RUE DU PETIT MAGMOD	0,64	SOL			Totale	0,07	
	59	627	RUE HIRSCHFELD	0,07	SOL			Totale	0,22	
	59	626	RUE HIRSCHFELD	0,22	SOL			Totale		

N°Arrêté	CADASTRE					Identité des propriétaires		Emprise		Observations
	Section	N°Parcelle	Adresse	Surface en are	Nature	Données cadastrales	Données du Livre Foncier	Partielle ou totale	Surface en are	
	3	108	RUE DU FOSSE	0,22	SOL			Partielle	0,09	
	3	140	RUE DU NORD	0,06	SOL			Totale	0,06	
	3	141	RUE DU NORD	0,06	SOL			Totale	0,06	
	3	175	RUE DU FOSSE	4,84	SOL			#REF!	0,04	
	3	107	RUE DU FOSSE	0,11	SOL			#REF!	0,54	
	3	98	RUE HANS (JEAN) ARP	0,04	SOL			Totale	1,07	
	3	30	RUE DU STADE SAINT-PAUL	71,65	SPORT			Partielle	0,06	
	3	30	RUE DU NORD	71,65	SPORT			Partielle	0,12	
	3	152	RUE DU FOSSE	0,16	SOL			Partielle	0,07	
	3	104	RUE DU FOSSE	0,19	SOL			Partielle	4,82	
	4	85	RUE DE L'ECOLE	0,07	SOL			Totale	0,01	

	9	180	RUE NEUVE	41,31	SOL			**Partielle**	0,09	
	9	106	RUE DES VERGERS	0,01	SOL			**Totale**	0,05	
	59	182	RUE DU STADE SAINT-PAUL	7,36	SOL			**Partielle**	0,08	
	59	181	RUE DU STADE SAINT-PAUL	7,23	SOL			Partielle		
	59	183	RUE DU NORD	7,18	SOL			Partielle		

DOSSIER 5 La Wantzenau

N°Arrêté	CADASTRE					Identité des propriétaires		Emprise		Observations
	Section	N°Parcelle	Adresse	Surface en are	Nature	Données cadastrales	Données du Livre Foncier	Partielle ou totale	Surface en are	
	4	149	RUE DE L'EGLISE	0,17	SOL			Partielle	0,16	
	5	74	RUE ALBERT ZIMMER	4,04	SOL			Partielle	0,03	
	5	183	RUE ALBERT ZIMMER	5,06	SOL			Partielle	0,06	
	5	183	RUE ALBERT ZIMMER	5,06	SOL			Partielle	0,02	
	5	184	RUE ALBERT ZIMMER	3,96	SOL			Partielle	0,11	
	5	69	RUE ALBERT ZIMMER	5,38	SOL			Partielle	0,05	
	5	79	RUE ALBERT ZIMMER	5,36	SOL			Partielle	0,12	
	5	139	RUE ALBERT ZIMMER	5,04	SOL			Partielle	0,31	
	5	50	RUE ALBERT ZIMMER	5,94	SOL			Partielle	0,30	
	5	3	RUE ALBERT ZIMMER	9,17	SOL			Partielle	0,56	

	5	49	RUE ALBERT ZIMMER	6,41	SOL		Partielle	0,31	
	5	180	RUE ALBERT ZIMMER	0,5	SOL		Partielle	0,01	
	7	72	RUE ALBERT ZIMMER	3,52	SOL		Partielle	0,04	
	7	62	RUE ALBERT ZIMMER	0,41	SOL		Partielle	0,06	
	8	119	RUE ALBERT ZIMMER	5,51	SOL		Partielle	0,02	
	8	163	RUE ALBERT ZIMMER	12,92	SOL		Partielle	0,60	
	8	165	RUE ALBERT ZIMMER	0,51	SOL		Partielle	0,32	
	8	99	RUE DU CHATEAU	10,81	SOL / VERGERS		Partielle	0,12	
	8	28	RUE DU CHATEAU	8,55	SOL		Partielle	0,16	
	11	114	RUE D'OR	7,61	SOL		Partielle	0,05	

	11	120	RUE D'OR	2,89	SOL		**Partielle**	0,02	
	12	66	RUE WOLFFE-GAESSEL	4,82	SOL		**Partielle**	0,51	

Commune de la Wantzenau

Secteur 1 - Sud
Sections 21 et 22

Echelle 1:3 000

Strasbourg.eu
eurométropole

Service Politique foncière et immobilière



Plan parcellaire

- Emprises à classer d'office
- Arpentages à réaliser (aux frais de l'Eurométropole de Strasbourg)
- Alignement opposable

N

Date d'édition
21/07/2026

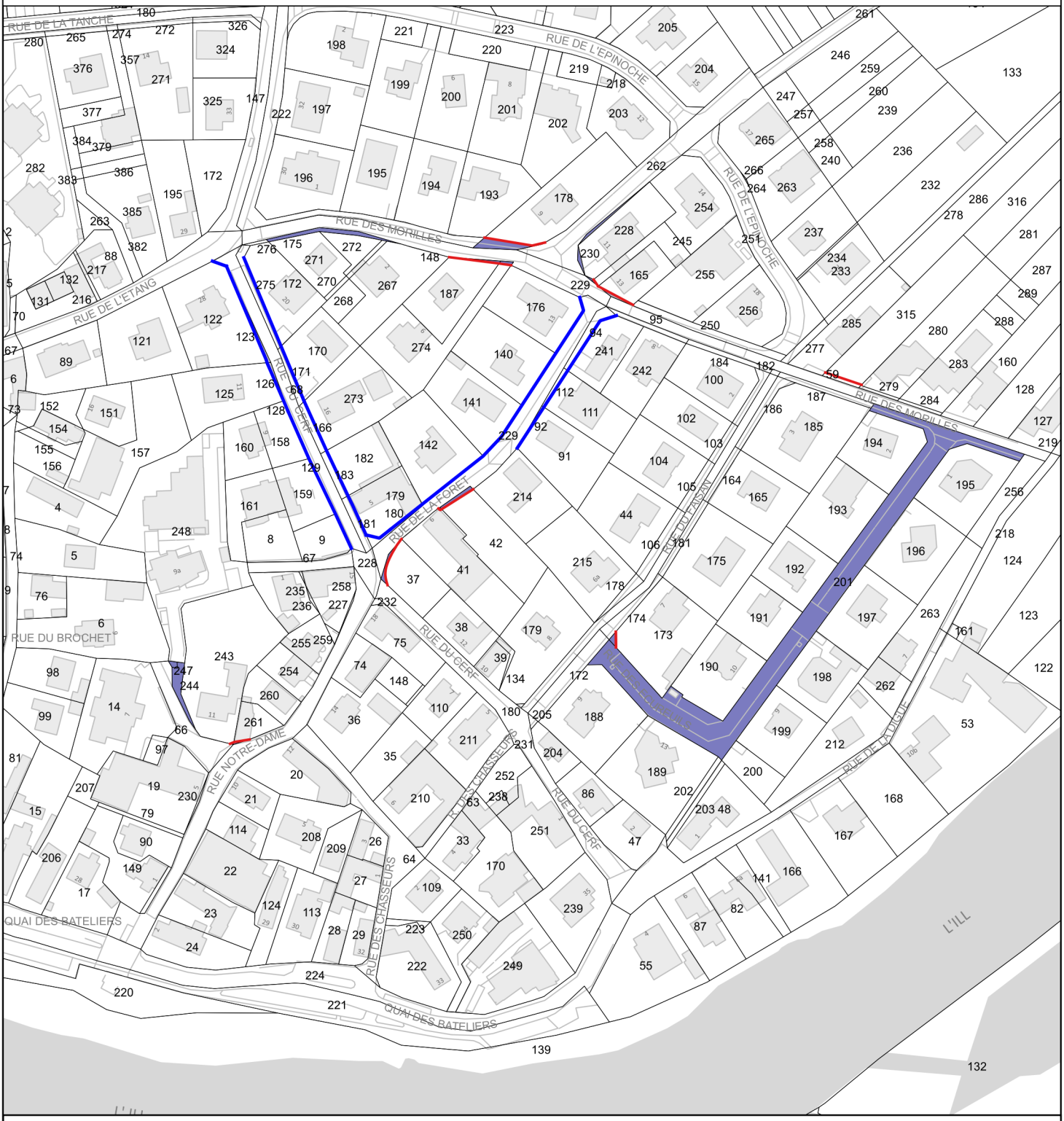
1512

Commune de la Wantzenau

Secteur 2 - Est
Sections 16 et 64

Strasbourg.eu
eurométropole

Service Politique foncière et immobilière



Plan parcellaire

- Emprise à classer d'office
- Arpentages à réaliser (aux frais de l'Eurométropole)
- Alignement opposable

Date d'édition : 21/07/2026

N

Echelle :1:2 000

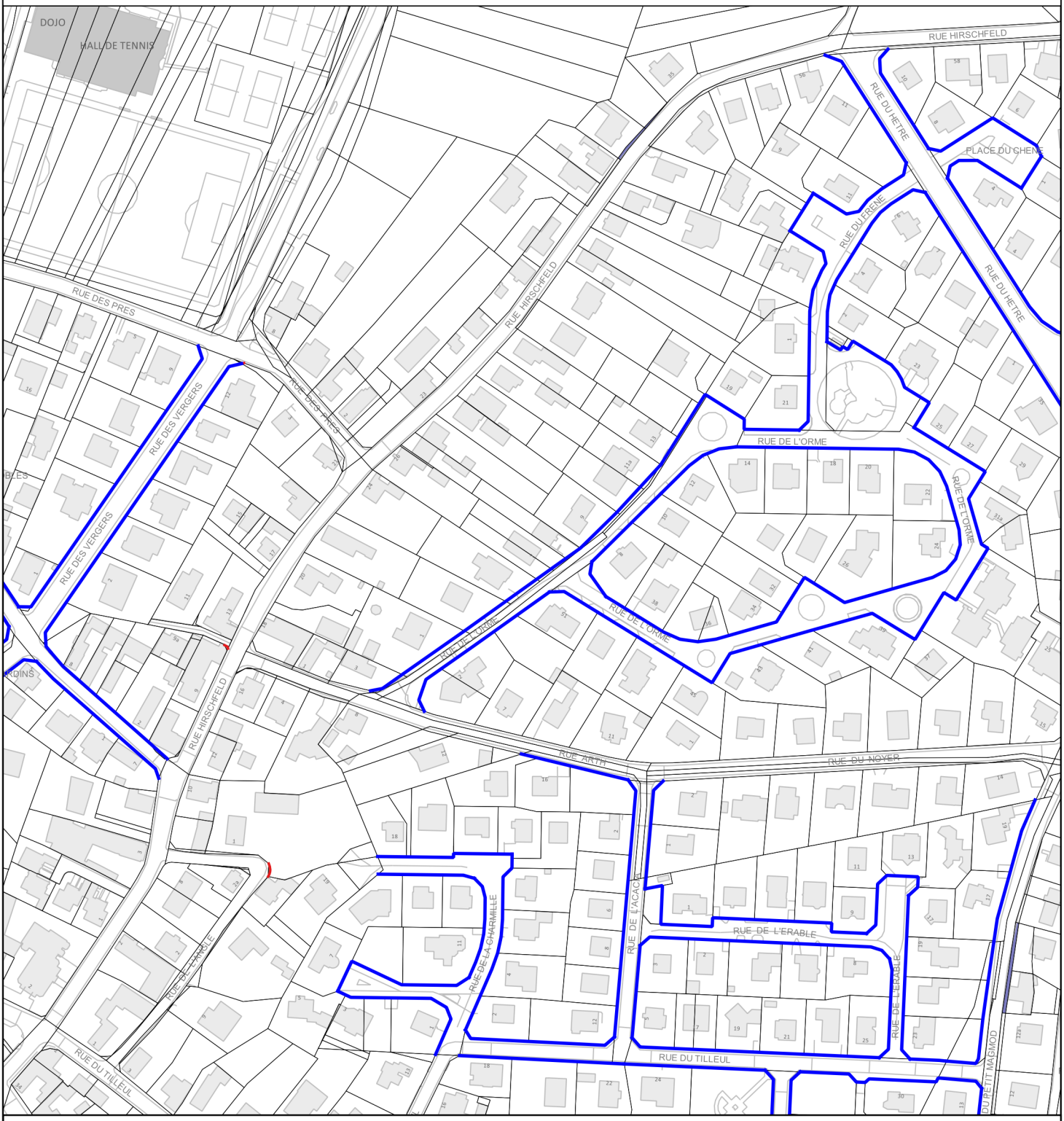
1513

Commune de la Wantzenau

Secteur 3 - Centre 1
Sections 9, 14, 15 et 59

Strasbourg.eu
eurométropole

Service Politique foncière et immobilière



Plan parcellaire

Emprise à classer d'office

Arpentages à réaliser (aux frais de l'Eurométropole)

Alignement opposable

Date d'édition : 21/07/2026

N

Echelle :1:2 500

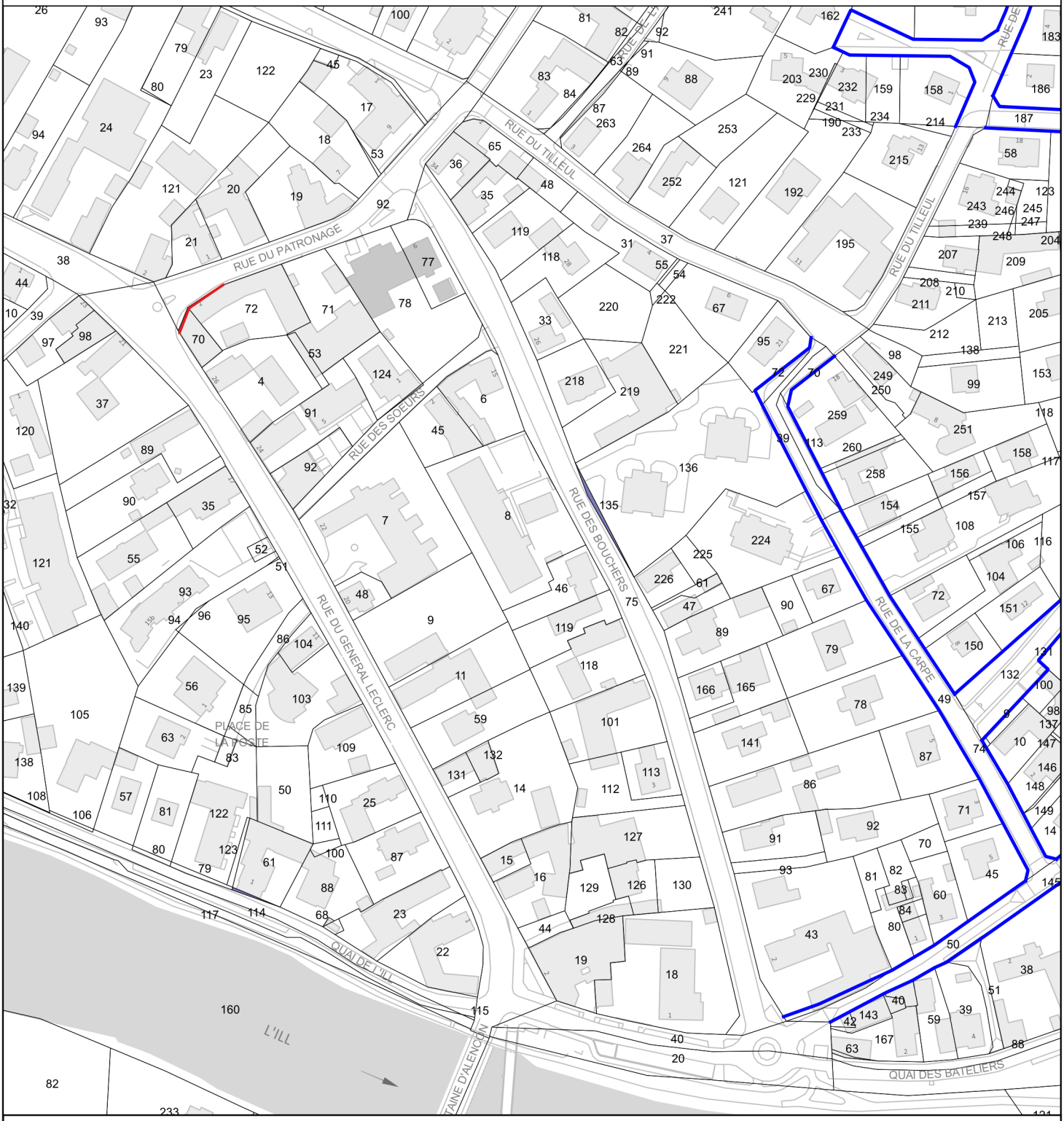
1514

Commune de la Wantzenau

Secteur 3 - Centre 2
Sections 12 et 14

Strasbourg.eu
eurométropole

Service Politique foncière et immobilière



Plan parcellaire

Emprise à classer d'office

Arpentages à réaliser (aux frais de l'Eurométropole)

Alignement opposable

Date d'édition : 21/07/2026

N

Echelle :1:2 000

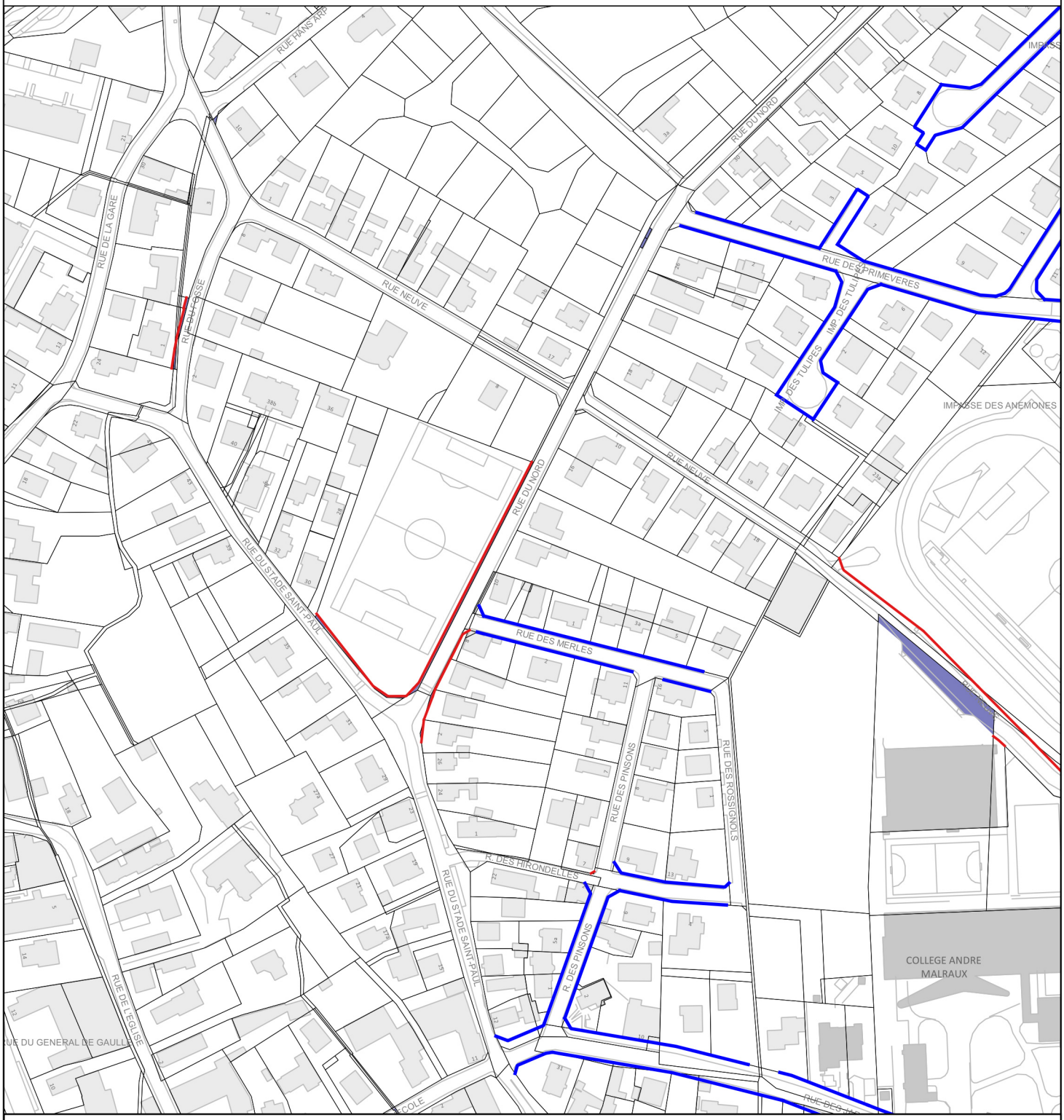
1515

Commune de la Wantzenau

Secteur 4 - Nord
Sectoions 3, 58 et 59

Strasbourg.eu
eurométropole

Service Politique foncière et immobilière



Plan parcellaire

Emprise à classer d'office

Arpentage à réaliser (aux frais de l'Eurométropole)

Alignement opposable

Date d'édition : 03/07/2026

N

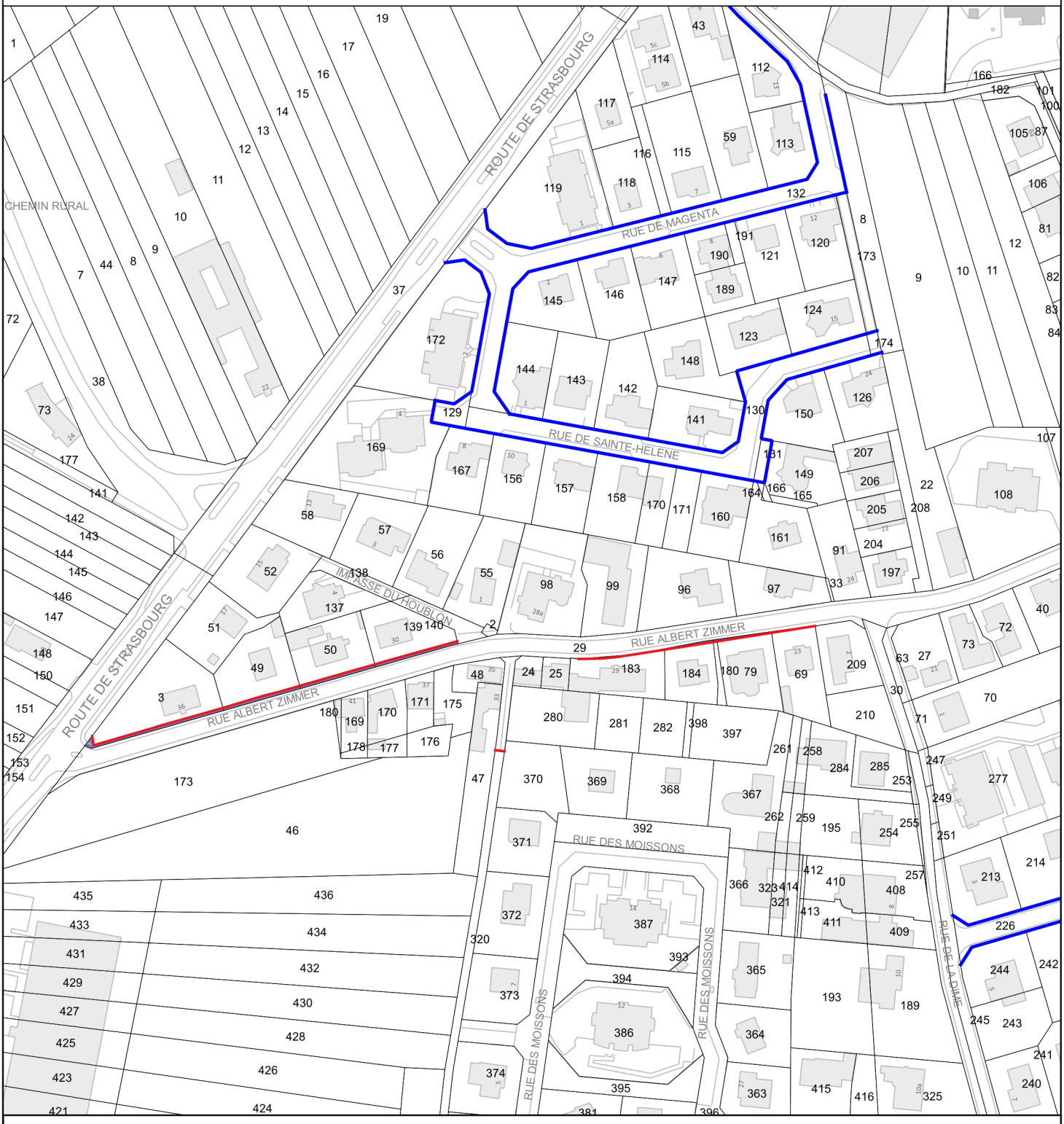
Echelle :1:2 500

Commune de la Wantzenau

Secteur 5 - Ouest 1
Section 5

Strasbourg.eu
eurométropole

Service Politique foncière et immobilière



Plan parcellaire

Emprise à classer d'office

Arpentages à réaliser (aux frais de l'Eurométropole)

Alignement opposable

Date d'édition : 21/07/2026

N

Echelle :1:2 000

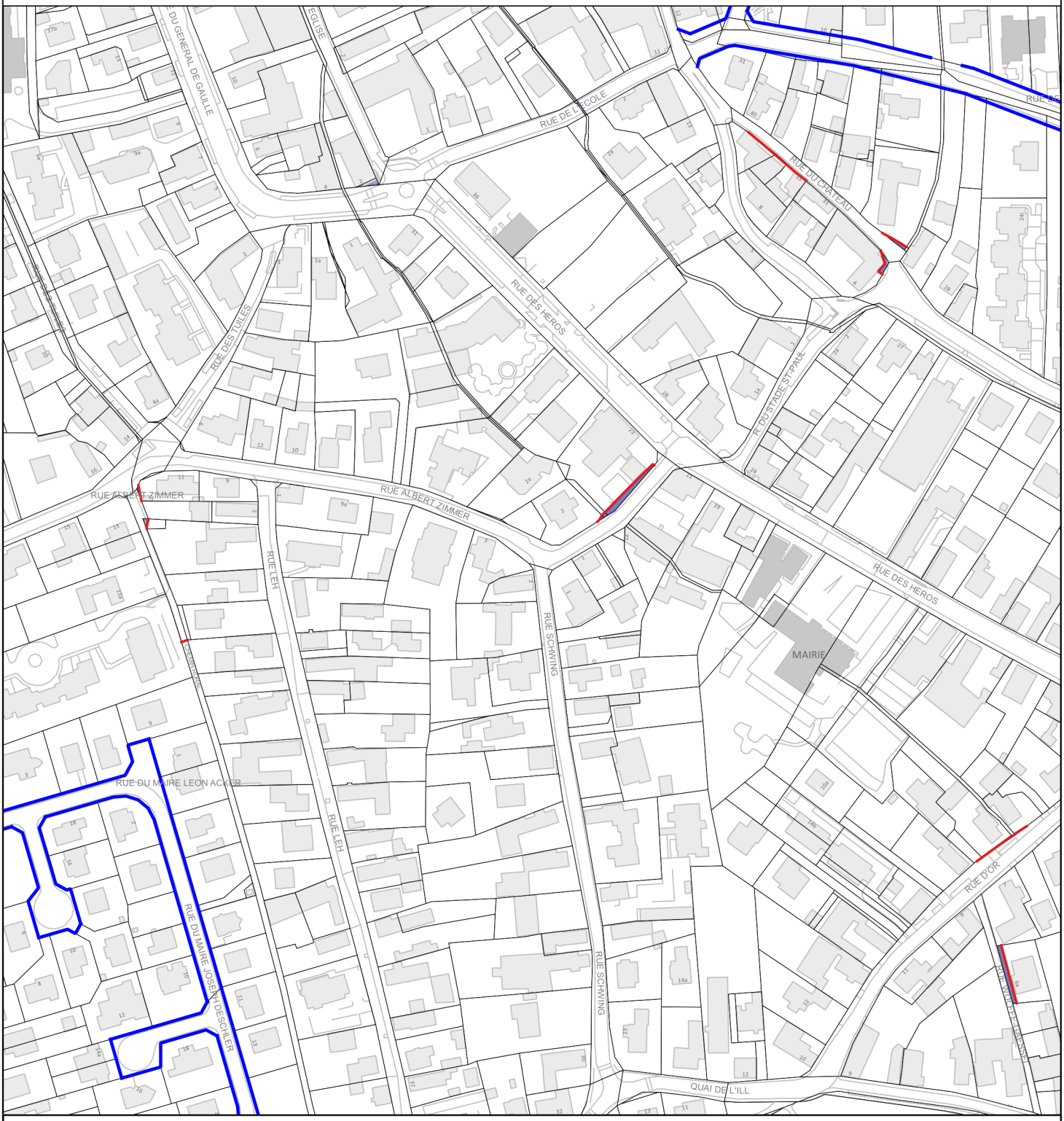
1517

Commune de la Wantzenau

Secteur 5 - Ouest 2
Sections 4, 5, 7, 8, 11 et 12

Strasbourg.eu
eurométropole

Service Politique foncière et immobilière



Plan parcellaire

Emprise à classer d'office

Arpentages à réaliser (aux frais de l'Eurométropole)

Alignement opposable

Date d'édition : 21/07/2026

N

Echelle :1:2 500

1518

61

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Transactions amiables.

Numéro E-2026-680

I- ACQUISITIONS

1. SCHILTIGHEIM – Acquisition et classement de voirie dans le domaine public métropolitain. Voies de desserte de l'opération « Triangle-Ancien centre de tri ».

La société NEXITY a réalisé à Schiltigheim un lotissement dénommé « Triangle », autorisé par un permis de construire valant permis de démolir et division parcellaire en date du 27 juillet 2017, modifié par un permis de construire modificatif en date du 5 février 2020.

Les voies de desserte, ainsi que leurs accessoires, sont aménagés et ouverts à la circulation publique. Il s'agit de la rue des Acacias et d'un tronçon de la rue du Lindebuckel. Le projet de classement dans le domaine public de ces voies a été soumis à l'avis des services gestionnaires de l'Eurométropole de Strasbourg qui ont émis un avis favorable au projet.

Dès lors, rien ne s'oppose plus à l'acquisition à l'euro symbolique, et au classement de ces voies dans le domaine public métropolitain.

Les biens et droits immobiliers concernés, propriété de la SNC SCHILTIGHEIM rue du Chêne, sont cadastrés comme suit :

Commune de Schiltigheim :
Section 57 n°723 avec 22 ares et 89 centiares
Section 57 n°701 avec 2 ares et 17 centiares
Section 57 n°705 avec 61 centiares

Les ouvrages de voirie seront pris en gestion par les services de l'Eurométropole de Strasbourg dès la présente délibération de classement.

2. GEISPOLSHEIM – Acquisition de parcelles de voirie situées rue Sainte-Odile et rue du Fossé.

Après analyse foncière, il est apparu que diverses parcelles de voirie d'une contenance totale de 0,43 are, situées rue Sainte-Odile et rue du Fossé à Geispolsheim sont restées inscrites au Livre foncier au nom de personnes privées.

Ces parcelles sont déjà ouvertes à la circulation publique et sont utiles pour l'exercice de la compétence de l'Eurométropole de Strasbourg en matière de voirie prévue à l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales.

Afin d'assainir cette situation, des négociations ont été engagées avec des propriétaires concernés qui ont accédé à la proposition de régularisation présentée par l'Eurométropole de Strasbourg.

Aussi, il est proposé au Conseil d'approuver l'acquisition des emprises foncières en question en moyennant le prix de 1 525€ HT/are (mille cinq cent vingt-cinq euros hors taxes l'are), hors frais, taxes, droits et émoluments éventuellement dus en sus, à la charge de l'acquéreur, soit un prix total de 655,75 € HT (six cent cinquante-cinq euros et soixante-quinze centimes hors taxes).

3. BLAESHEIM - Acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg auprès de Madame XXX épouse XXX d'une emprise foncière sise à Blaesheim.

Dans le cadre de l'aménagement d'une passerelle de franchissement de l'Ehn à Blaesheim, l'Eurométropole de Strasbourg doit se porter acquéreur d'une emprise foncière, propriété de Madame XXX épouse XXX.

Cette acquisition porte sur une parcelle cadastrée section 60 numéro 361/8 de 3,17 ares. Cette parcelle est située, pour 1,46 are, en zone IAUA2 et, pour 1,71 are, en zone UCA3 du Plan local d'urbanisme intercommunal. Elle est entièrement grevée par l'emplacement réservé BLA1 pour la « Création de voirie pour desservir la zone d'urbanisation future ».

Cette parcelle a été évaluée par un avis du Pôle d'évaluation domaniale à un prix total de trente mille cinq cent soixante-dix euros (30.570 €), soit quinze mille euros (15.000 €) l'are pour la partie en zone UCA3 et trois mille trois cent soixante-dix euros (3.370 €) l'are pour la partie située en zone IAUA2

La propriétaire a donné son accord pour céder son bien au prix évalué par les Domaines, soit trente mille cinq cent soixante-dix euros (30.570€).

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg d'approuver cette acquisition aux conditions financières indiquées ci-dessus.

4. GEISPOLSHEIM - Zone Commerciale Sud – La Vigie : acquisition d'emplacement de stationnement et délibération complémentaire pour la prise en charge des frais de mainlevée

1°) Acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg d'emplacement de stationnement dans le cadre du réaménagement de la Zone Commerciale Sud à Geispolsheim

L'Eurométropole de Strasbourg a pour ambition, sur la Zone Commerciale Sud, de réduire les impacts des projets urbains en améliorant l'attractivité de la zone par un renforcement de l'accessibilité pour l'ensemble des modes de déplacement et fluidifier la circulation globale. Afin de mettre en œuvre ce projet, les infrastructures routières sur ladite zone doivent être réaménagées par la création de plusieurs carrefours à feux ainsi qu'au recalibrage et au déplacement de certains profils de voiries. Pour ce faire, l'Eurométropole de Strasbourg doit se porter acquéreur de plusieurs emprises. La plupart ont déjà fait l'objet de délibération suite à l'obtention de l'accord des propriétaires.

L'Eurométropole de Strasbourg souhaite se porter acquéreur de 4 lots de copropriété, situés 1 Petite rue de l'Industrie à Geispolsheim.

Ces lots de copropriété faisaient l'objet d'un bail commercial. À ce jour, un avenant audit bail commercial a été signé, excluant, lesdits lots de copropriété dudit bail. Cet avenant était nécessaire pour présenter l'acquisition des quatre lots de copropriété devant le Conseil.

Lesdits lots de copropriété sont désignés comme suit :
Dans un ensemble immobilier situé à Geispolsheim, 1 Petite rue de l'Industrie, sur un terrain d'assiette cadastré section 36 numéro 295/29 de 50,77 ares.
Afin de réaliser l'aménagement susmentionné, l'Eurométropole de Strasbourg souhaite se porter acquéreur des lots de copropriété suivants :

Lot numéro soixante-huit (68)
- dehors : le parking n°36,
- et les : 5/10.000èmes des parties communes PC1.

Lot numéro soixante-neuf (69)
- dehors : le parking n°37,
- et les : 5/10.000èmes des parties communes PC1.

Lot numéro soixante-dix (70)
- dehors : le parking n°38,
- et les : 6/10.000èmes des parties communes PC1.

Lot numéro cent quarante-cinq (145)
- à l'extérieur : un parking,
- et les : 5/10.000èmes des parties communes PC1.

L'ensemble de ces lots de copropriété appartiennent à la société SCI CRINA.

En accord avec le propriétaire susmentionné, l'acquisition interviendra au prix de six mille euros (6.000 €) par lot de copropriété, soit un prix total de vingt-quatre mille euros (24.000 €).

Il est proposé au Conseil d'approuver les acquisitions foncières dont il s'agit, aux conditions financières susmentionnées.

2°) Délibération complémentaire : prise en charge par l'Eurométropole de Strasbourg des frais de mainlevée relative aux charges grevant les biens à acquérir dans le cadre de la Zone Commerciale Sud

Aux termes de délibérations n°38 du 28 mars 2025, n°43 du 23 mai 2025, n°59 du 6 février 2026, d'une délibération modificative n°49 du 7 novembre 2025, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé l'acquisition de diverses parcelles dans le cadre du réaménagement de la Zone Commerciale Sud. En effet, plusieurs parcelles concernant cette zone sont grevées d'une inscription pour laquelle une mainlevée est nécessaire. Il est ici précisé qu'il est nécessaire pour l'Eurométropole de Strasbourg d'acquérir des parcelles libres de toute charge, notamment en ce qui concerne les inscriptions hypothécaires, de sorte que la mainlevée est une dépense liée à l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg des parcelles concernées par le projet. En conséquence, lesdits frais de mainlevée doivent donc être mis à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg.

En conséquence, et en complément des délibérations susmentionnées, il est proposé au Conseil d'approuver la prise en charge par l'Eurométropole de Strasbourg des frais de mainlevée relative aux charges grevant les biens à acquérir dans le cadre de la Zone Commerciale Sud.

5. OBERHAUSBERGEN – MITTELHAUSBERGEN : classement de voirie et de leurs accessoires dans le domaine public métropolitain. Voies de desserte du lotissement « Kapelle Links »

La société civile immobilière de construction vente (SCCV) DELTA OBER et la société en nom collectif (SNC) OBERHAUSBERGEN Rue Albert Camus ont réalisé, à Oberhausbergen et Mittelhausbergen, un lotissement dénommé « Kapelle Links », autorisé par des permis de construire en date du 3 octobre 2018.

Les voies de desserte, ainsi que leurs accessoires, sont aménagés et ouverts à la circulation publique. Il s'agit de tronçons de la rue Albert Camus et de l'allée Saint Sauveur Le Vicomte, ainsi que de deux noues d'assainissement au Nord-Ouest du lotissement. Le projet de classement dans le domaine public de ces voies a été soumis à l'avis des services gestionnaires de l'Eurométropole de Strasbourg qui ont émis un avis favorable au projet.

Dès lors, plus rien ne s'oppose à l'acquisition à l'euro symbolique et au classement de ces voies dans le domaine public métropolitain.

Les biens et droits immobiliers concernés appartiennent à différents propriétaires.

Ceux qui sont propriété de la SCCV DELTA OBER en totalité, sont cadastrés comme

suit :

Commune d'Oberhausbergen
- Section 7 n°271/65, de 9 centiares,
- Section 7 n°312/56, de 5 ares et 73 centiares,
- Section 7 n°313/56, de 3 ares et 45 centiares,
- Section 7 n°760/66, de 53 ares et 80 centiares,
- Section 7 n°761/66, de 7 ares et 27 centiares.

Quant aux biens et droits immobiliers propriété de la SCCV DELTA OBER pour 951/2500èmes et de la SNC OBERHAUSBERGEN rue Albert Camus, pour 1549/2500èmes, ils sont cadastrés comme suit :

Commune d'Oberhausbergen
- Section 7 n°111, de 1 are et 54 centiares,
- Section 7 n°309/103, de 27 centiares,
- Section 7 n°567/102, de 7 ares et 31 centiares.

Enfin les biens et droits immobiliers, propriété de la SCCV DELTA OBER pour une moitié et de la SNC OBERHAUSBERGEN rue Albert Camus pour l'autre moitié, sont cadastrés comme suit :

Commune de Mittelhausbergen
- section 5 n°187/40, de 6 ares et 82 centiares.

Les ouvrages de voirie et d'assainissement seront pris en gestion par les services de l'Eurométropole de Strasbourg dès la présente délibération de classement.

II- DELIBERATIONS MODIFICATIVES

1. LINGOLSHEIM – Acquisitions par l'Eurométropole de Strasbourg de parcelles appartenant à la SNCF.

Par délibération n°49 en date du 7 novembre 2025, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé l'acquisition de diverses emprises situées à LINGOLSHEIM appartenant à la SNCF.

À la suite d'une erreur matérielle, il a été omis d'indiquer que l'Eurométropole de Strasbourg prend à sa charge la taxe sur la valeur ajoutée et tout autre taxe, frais, droits et émoluments éventuellement dus en sus par l'acquéreur.

Par ailleurs, afin d'obtenir un arpentage rapide la parcelle cadastrée section 27 numéro 812/205, la SNCF a pris en charge les frais de géomètre. Or, il avait été indiqué dans les courriers de proposition d'acquisition que l'Eurométropole de Strasbourg s'engageait à prendre en charge ces frais. Par voie de conséquence, il y a lieu de rembourser la somme de 2.018,40 € à la SNCF correspondant aux frais de géomètre.

Compte tenu de ces omissions, une nouvelle saisine du Pôle d'évaluation domaniale a

été réalisée. En conséquence, certains prix de vente ont été modifiés, à savoir :

- en ce qui concerne la parcelle cadastrée section 27 numéro 812/205 (provisoirement cadastrée section 27 numéro B/205 dans la délibération du 7 novembre 2025) d'une superficie de 9,92 ares, correspondant à une piste cyclable et un gymnase, est actuellement évaluée à cent cinquante-six mille euros (156.000 €),
- En ce qui concerne la parcelle cadastrée section 10 numéro 230/1 d'une superficie de 5,91 ares, correspondant à une aire de jeux, est actuellement évaluée à dix-huit mille cinq cent euros (18.500 €).

Les autres conditions de la délibération restant inchangées, notamment en ce qui concerne les emprises de voirie à régulariser.
Aussi, il est proposé au Conseil d'approuver les modalités d'acquisition susmentionnées.

2. BISCHHEIM - SCHILTIGHEIM – Champ captant « Cour d'Angleterre » - Modification de l'imputation budgétaire de l'acquisition auprès de la Commune d'Hœnheim.

Dans le cadre de l'aménagement définitif du champ captant « Cour d'Angleterre » à BISCHHEIM-SCHILTIGHEIM, en date du 27 juin 2025, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé l'acquisition auprès de la commune d'Hœnheim des parcelles listées ci-après :

Sur le ban de Bischheim :

- section 26 numéro 89/55 lieudit Hoenheimer Grossau d'une contenance de 23,10 ares,
- section 26 numéro 90/63 lieudit Hoenheimer Grossau d'une contenance de 61,05 ares,
- section 26 numéro 91/66 lieudit Hoenheimer Grossau d'une contenance de 50,81 ares,
- section 26 numéro 92/72 lieudit Hoenheimer Grossau d'une contenance de 50,89 ares,
- section 26 numéro 93/75 lieudit Hoenheimer Grossau d'une contenance de 50,79 ares,
- section 26 numéro 94/77 lieudit Hoenheimer Grossau d'une contenance de 30,61 ares,
- section 26 numéro 95/80 lieudit Hoenheimer Grossau d'une contenance de 111,77 ares.

Sur le ban de Schiltigheim :

- Section 65 numéro 128/1 lieudit Hoenheimer Grossau d'une contenance de 3,18 ares,
- Section 65 numéro 119 lieudit Hoenheimer Grossau d'une contenance de 135,40 ares.

La dépense de 122 930 € correspondant au prix d'acquisition a été imputée par erreur au budget général, sur la ligne budgétaire fonction 518, nature 2111, programme 1557, service AD03 – enveloppe 2023/AP0367.

S’agissant d’une dépense liée à la réalisation d’un champ captant, la dépense doit être imputée au budget annexe de l’Eau, sur la ligne budgétaire nature 2111, programme 672, enveloppe AP 83.

L’ensemble des taxes, frais, droits et émoluments seront pris en charge par l’Eurométropole de Strasbourg et les dépenses seront également imputées sur le budget annexe de l’Eau.

Observation étant ici faite que la modification ne porte que sur l’aspect budgétaire, les autres dispositions de la délibération du 27 juin 2025 demeurent applicables et inchangées.

Il est donc proposé au Conseil de supprimer l’imputation budgétaire initiale de la dépense et de la remplacer par la nouvelle imputation.

3. **BISCHHEIM - SCHILTIGHEIM – Champ captant « Cour d’Angleterre » - Modification de l’imputation budgétaire de l’acquisition auprès de la Commune de Schiltigheim.**

Dans le cadre de l’aménagement définitif du champ captant « Cour d’Angleterre » à BISCHHEIM-SCHILTIGHEIM, en date du 7 novembre 2025, le Conseil de l’Eurométropole de Strasbourg a approuvé l’acquisition auprès de la Commune de Schiltigheim des parcelles listées ci-après :

Sur le ban de Schiltigheim :
- Section 64 numéro 87/1 lieudit Hoenheimer Grossau d’une contenance de 0,52 are,
- Section 65 numéro 120/39 lieudit Hoenheimer Grossau d’une contenance de 34,77 ares.

La dépense de 8 381,38 € correspondant au prix d’acquisition, a été imputée par erreur au budget général, sur la ligne budgétaire fonction 518, nature 2111, programme 1557, service AD03 – enveloppe 2023/AP0367.

S’agissant d’une dépense liée à la réalisation d’un champ captant, la dépense doit être imputée au budget annexe de l’Eau, sur la ligne budgétaire nature 2111, programme 672, enveloppe AP 83.

L’ensemble des taxes, frais, droits et émoluments seront pris en charge par l’Eurométropole de Strasbourg et les dépenses seront également imputées sur le budget annexe de l’Eau.

Observation étant ici faite que la modification ne porte que sur l’aspect budgétaire, les autres dispositions de la délibération du 7 novembre 2025 demeurent applicables et inchangées.

Il est donc proposé au Conseil de supprimer l’imputation budgétaire initiale de la dépense et de la remplacer par la nouvelle imputation.

III – CESSIONS

ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN - rue de l'Industrie – rue des Alamans : cession d'une parcelle par l'Eurométropole de Strasbourg au profit de la ville d'Illkirch-Graffenstaden dans le cadre d'un projet d'aménagement d'une aire de jeux.

La ville d'Illkirch-Graffenstaden, dans le cadre de la requalification du Nord de la rue de l'Industrie en vocation résidentielle, prévoit l'aménagement d'une aire de jeux au croisement de la rue de l'Industrie et de la rue des Alamans, sur une emprise d'environ 1040 m².

Dans le périmètre de ce projet est incluse une parcelle propriété de l'EMS, cadastrée section 30 n° 935/171 d'une contenance de 01a54ca. Cette parcelle, actuellement à usage de parking et appartenant au domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg, est destinée à être classée dans le domaine public de la ville d'Illkirch-Graffenstaden.

Ce terrain est situé en zone IUB3 au PLUi et est libre de toute occupation.
Il a été évalué par la Division du Domaine au prix de 26 854,00 € l'are, soit un prix total de 41 355,00 €.

Il est toutefois proposé au Conseil d'appliquer un abattement de 50 % sur la valeur estimée par les Domaines, soit un prix à l'are de 13 427,00 € et un prix total de 20 678,00 € hors taxes et frais éventuels en sus à la charge de l'acquéreur.

Cet abattement est justifié par l'application de la délibération du Conseil de la Communauté Urbaine de Strasbourg du 30 novembre 1990 prévoyant cet abattement en cas de cession à une commune de l'EMS, d'un terrain destiné aux équipements publics de la compétence de ladite commune.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis du Pôle d'évaluation domaniale numéro 2025-67049-00880
du 20 janvier 2025 prorogé par aux termes d'une lettre valant
avis du Domaine du 13 juillet 2026
vu les délibérations n°38 du 28 mars 2025
n°43 du 23 mai 2025 n°59 du 6 février 2026
la délibération modificative n°49 du 7 novembre 2025
vu la délibération n°49 du 7 novembre 2025
du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
vu l'avis du Pôle d'évaluation domaniale numéro 2025-67267-89710
du 19 décembre 2025
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 27 juin 2025
approuvant l'acquisition de parcelles appartenant à la commune d'Hœnheim
nécessaires à l'aménagement du champ captant de la « Cour d'Angleterre »
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 7 novembre 2025
approuvant l'acquisition de parcelles appartenant à la commune de Schiltigheim

nécessaires à l'aménagement du champ captant de la « Cour d'Angleterre »
vu l'avis du Pôle d'évaluation domaniale numéro 2026-67218-48174
en date du 30 juillet 2026
vu la délibération du Conseil de la Communauté Urbaine de Strasbourg
du 30 novembre 1990
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

I- ACQUISITIONS

1. *SCHILTIGHEIM – Acquisition et classement dans le domaine public de l'Eurométropole des voiries desservant l'opération « Traingle- Ancien centre de tri »*

1.1 les acquisitions à l'euro symbolique auprès de la SNC SCHILTIGHEIM rue du chêne des parcelles de voirie cadastrées comme suit :

Commune de Schiltigheim :
Section 57 n°723 avec 22 ares et 89 centiares,
Section 57 n°701 avec 2 ares et 17 centiares,
Section 57 n°705 avec 61 centiares.

telles qu'identifiées sur le plan parcellaire joint à la présente délibération,

1.2 le classement dans le domaine public viaire de l'Eurométropole de Strasbourg, y compris les réseaux et accessoires de voiries, et les infrastructures de gaines destinées aux réseaux de communications électroniques, des parcelles de voirie situées rue des acacias et rue de Lindebuckel, cadastrées comme suit :

Commune de Schiltigheim :
Section 57 n°723 avec 22 ares et 89 centiare,
Section 57 n°701 avec 2 ares et 17 centiares,
Section 57 n°705 avec 61 centiares.

telles qu'identifiées sur le plan parcellaire joint à la présente délibération,

1.3 la prise en gestion, par l'Eurométropole de Strasbourg, et à la date de la présente délibération, de ces voies et des réseaux qui en constituent l'accessoire ;

2. GEISPOLSHEIM – Acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de parcelles de voirie situées rue Sainte-Odile et rue du Fossé à incorporer dans le domaine public

1/Rue Sainte-Odile
0,09 are à détacher de la parcelle cadastrée section 1 n°59 d'une surface totale de 4,76 ares et 0,04 are à détacher de la parcelle cadastrée section 1 n°60 d'une surface totale de 5,04 ares.

Dont :
- *Madame XXX épouse XXX est nu-propriétaire pour 1/3,*
- *les époux Monsieur XXX/Madame XXX sont nus propriétaires pour 1/3,*
- *les époux Monsieur XXX/Madame XXX sont nus propriétaire pour 1/3,*
- *Madame XXX épouse XXX est usufruitière,*
- *au prix négocié et accepté de 1525€ HT/are (mille cinq cent vingt-cinq euros hors taxes l'are) soit **cent quatre-vingt-dix-huit euros et vingt-cinq centimes** hors taxes (198,25 € HT) hors frais, taxes, droits et émoluments éventuellement dus en sus, à la charge de l'acquéreur,*
- *le prix de cent quatre-vingt-dix-huit euros et vingt-cinq centimes hors taxes (198,25 € HT) sera réparti entre les indivisaires susmentionnés.*

2/ Rue Sainte-Odile
Section 1 n°376 d'une surface de 0,01 are.
Propriété des époux Madame XXX/Monsieur XXX.
*Au prix négocié et accepté de 1525 € HT/are (mille cinq cent vingt-cinq euros hors taxes l'are) soit **quinze euros et vingt-cinq centimes hors taxes** (15,25 € HT) hors frais, taxes, droits et émoluments éventuellement dus en sus, à la charge de l'acquéreur.*

3/Rue du Fossé
Section 3 n°293 d'une surface de 0,24 are.
Propriété de Madame XXX épouse XXX
*Au prix négocié et accepté de 1525 € HT/are (mille cinq cent vingt-cinq euros hors taxes l'are) soit **trois cent soixante-six euros hors taxes** (366 € HT) hors frais, taxes, droits et émoluments éventuellement dus en sus, à la charge de l'acquéreur.*

4/Rue du Fossé
Section 3n°297 d'une surface de 0,02 are.
Section 3 n°299 d'une surface de 0,03 are.
Propriété de Madame XXX pour une moitié et de Monsieur XXX pour l'autre moitié.
*Au prix négocié et accepté de 1525 € HT/are (mille cinq cent vingt-cinq euros hors taxes l'are) soit **soixante-seize euros et vingt-cinq centimes** hors taxes (76,25 € HT), hors frais, taxes, droits et émoluments éventuellement dus en sus, à la charge de l'acquéreur.*
Le prix de soixante-seize euros et vingt-cinq centimes hors taxes (76,25 € HT) sera réparti entre les indivisaires susmentionnés.

3. BLAESHEIM - Acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg auprès de Madame XXX épouse XXX d'une emprise foncière sise à Blaesheim

L'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de l'emprise foncière cadastrée comme suit :

Commune de BLAESHEIM :
Lieudit Neue Reben
Une parcelle cadastrée section 60 numéro 361/8 d'une superficie de 3,17 ares.

Propriété de Madame XXX épouse XXX,

Moyennant le prix de trente mille cinq cent soixante-dix euros (30.570 €) taxes et droits éventuels en sus à la charge de l'acquéreur.

4. GEISPOLSHEIM - Zone Commerciale Sud – La Vigie : acquisition d'emplacements de stationnement et délibération complémentaire pour la prise en charge des frais de mainlevée

a) L'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg des lots de copropriété suivants :

Dans un ensemble immobilier situé à Geispolsheim, 1 Petite rue de l'Industrie, sur un terrain d'assiette cadastré section 36 numéro 295/29 de 50,77 ares.
Les lots de copropriété suivants :

Lot numéro soixante-huit (68)
- *dehors : le parking n°36,*
- *et les : 5/10.000èmes des parties communes PC1.*

Lot numéro soixante-neuf (69)
- *dehors : le parking n°37,*
- *et les : 5/10.000èmes des parties communes PC1.*

Lot numéro soixante-dix (70)
- *dehors : le parking n°38,*
- *et les : 6/10.000èmes des parties communes PC1.*

Lot numéro cent quarante-cinq (145)
- *à l'extérieur : un parking,*
- *et les : 5/10.000èmes des parties communes PC1.*

Propriétés de la société SCI CRINA.

Moyennant le prix de vingt-quatre mille euros (24.000 €), toutes taxes et frais éventuellement dus en sus à la charge de l'acquéreur ainsi que tous les frais nécessaires à la radiation d'une charge grevant lesdits biens.

b) La prise en charge par l'Eurométropole de Strasbourg des frais de mainlevée relatifs aux charges grevant les biens à acquérir dans le cadre de la Zone Commerciale Sud.

5. OBERHAUSBERGEN – MITTELHAUSBERGEN : classement de voirie et de leurs accessoires dans le domaine public métropolitain. Voies de desserte du lotissement « Kapelle Links »

a) les acquisitions à l'euro symbolique auprès de la SCCV DELTA OBER, unique propriétaire, des parcelles de voirie et de leurs accessoires cadastrées comme suit :

Commune d'Oberhausbergen
- *section 7 n°271/65, de 9 centiares,*
- *section 7 n°312/56, de 5 ares et 73 centiares,*

- *section 7 n°313/56, de 3 ares et 45 centiares,*
- *section 7 n°760/66, de 53 ares et 80 centiares,*
- *section 7 n°761/66, de 7 ares et 27 centiares.*

b) *les acquisitions à l'euro symbolique auprès de la SCCV DELTA OBER pour 951/2500èmes et de la SNC OBERHAUSBERGEN rue Albert Camus pour 1549/2500èmes, des parcelles de voirie cadastrées comme suit :*

Commune d'Oberhausbergen
- *section 7 n°111, de 1 are et 54 centiares ;*
- *section 7 n°309/103, de 27 centiares ;*
- *section 7 n°567/102, de 7 ares et 31 centiares.*

c) l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la SCCV DELTA OBER pour une moitié et de la SNC OBERHAUSBERGEN rue Albert Camus pour l'autre moitié, de la parcelle de voirie cadastrée comme suit :

Commune de Mittelhausbergen
- *section 5 n°187/40, de 6 ares et 82 centiares.*

L'ensemble des parcelles précitées est identifié sur le plan parcellaire joint à la présente délibération.

d) *le classement dans le domaine public viaire de l'Eurométropole de Strasbourg, y compris les réseaux et accessoires de voiries, et les infrastructures de gaines destinées aux réseaux de communications électroniques, des parcelles de voirie situées rue Albert Camus et, allée Saint Sauveur le Vicomte, et dans les noues d'assainissement au nord-ouest du lotissement, cadastrées comme suit :*

Commune d'Oberhausbergen
- *section 7 n°271/65, de 9 centiares,*
- *section 7 n°312/56, de 5 ares et 73 centiares,*
- *section 7 n°313/56, de 3 ares et 45 centiares,*
- *section 7 n°760/66, de 53 ares et 80 centiares,*
- *section 7 n°761/66, de 7 ares et 27 centiares,*
- *section 7 n°111, de 1 are et 54 centiares,*
- *section 7 n°309/103, de 27 centiares,*
- *section 7 n°567/102, de 7 ares et 31 centiares.*

Commune de Mittelhausbergen
- *section 5 n°187/40, de 6 ares et 82 centiares.*

telles qu'identifiées sur le plan parcellaire joint à la présente délibération.

e) la prise en gestion, par l'Eurométropole de Strasbourg, et à la date de la présente délibération, de ces voies et des réseaux qui en constituent l'accessoire ;

II- DELIBERATION MODIFICATIVE

1. LINGOLSHEIM: la modification de la délibération du 7 novembre 2025 concernant l'acquisition d'emprises appartenant à la SNCF en ce qui concerne les points suivants

1°) La prise en charge par l'Eurométropole de Strasbourg de la taxe sur la valeur ajoutée et tout autre taxes, frais, droits et émoluments éventuellement dus en sus par l'acquéreur.

2°) Le remboursement par l'Eurométropole de Strasbourg auprès de la SNCF des frais de géomètre pour la réalisation d'un procès-verbal d'arpentage pour un montant de 2.018,40 € TTC.

3°) La modification des prix de vente :
- *l'acquisition de la parcelle cadastrée section 27 numéro 812/205 (provisoirement cadastrée section 27 numéro B/205 dans la délibération du 7 novembre 2025) d'une superficie de 9,92 ares, moyennant un prix de vente de cent cinquante-six mille euros (156.000 €),*
- *l'acquisition de la parcelle cadastrée section 10 numéro 230/1 d'une superficie de 5,91 ares, moyennant un prix de vente de dix-huit mille cinq cent euros (18.500 €).*

Les autres conditions de la délibération du 28 mai 2025 restent inchangées.

2. ***BISCHHEIM - SCHILTIGHEIM – Champ captant « Cour d'Angleterre » - Modification de l'imputation budgétaire de l'acquisition auprès de la commune d'Hœnheim***

La modification d'imputation budgétaire de la dépense autorisée au sein de la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 27 juin 2025 approuvant l'acquisition auprès de la commune d'Hœnheim des parcelles listées ci-après :

Sur le ban de Bischheim :
- *section 26 numéro 89/55 lieudit Hoenheimer Grossau d'une contenance de 23,10 ares,*
- *section 26 numéro 90/63 lieudit Hoenheimer Grossau d'une contenance de 61,05 ares,*
- *section 26 numéro 91/66 lieudit Hoenheimer Grossau d'une contenance de 50,81 ares,*
- *section 26 numéro 92/72 lieudit Hoenheimer Grossau d'une contenance de 50,89 ares,*
- *section 26 numéro 93/75 lieudit Hoenheimer Grossau d'une contenance de 50,79 ares,*
- *section 26 numéro 94/77 lieudit Hoenheimer Grossau d'une contenance de 30,61 ares,*
- *section 26 numéro 95/80 lieudit Hoenheimer Grossau d'une contenance de 111,77 ares.*

Sur le ban de Schiltigheim :
- *section 65 numéro 128/1 d'une contenance lieudit Hoenheimer Grossau d'une*

contenance de 3,18 ares,
- *section 65 numéro 119 lieudit Hoenheimer Grossau d'une contenance de 135,40 ares.*

3. ***BISCHHEIM - SCHILTIGHEIM – Champ captant « Cour d'Angleterre » - Modification de l'imputation budgétaire de l'acquisition auprès de la commune de Schiltigheim***

La modification d'imputation budgétaire de la dépense autorisée au sein de la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 27 juin 2025 approuvant l'acquisition auprès de la commune d'Hœnheim des parcelles listées ci-après :

Sur le ban de Schiltigheim :
- *Section 64 numéro 87/1 lieudit Hoenheimer Grossau d'une contenance de 0,52 are,*
- *Section 65 numéro 120/39 lieudit Hoenheimer Grossau d'une contenance de 34,77 ares.*

III – CESSIONS

ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN - rue de l'Industrie – rue des Alamans : cession d'une parcelle par l'Eurométropole de Strasbourg au profit de la ville d'Illkirch-Graffenstaden dans le cadre d'un projet d'aménagement d'une aire de jeux.

La cession par l'Eurométropole de Strasbourg au profit de la commune d'Illkirch-Graffenstaden, du terrain cadastré comme suit :
Commune d'Illkirch-Graffenstaden
Section 30 n° 935/171 d'une contenance de 01a54ca.

Moyennant de le prix de vente global de vingt mille six cent soixante-dix-huit euros (20 678 €) hors taxe et frais en sus à la charge de l'acquéreur. Ce prix correspondant à une valeur vénale de 13 427 € l'are, dont la valeur estimée par la Division du Domaine s'est vue appliquer un abattement de 50 %, en application de la délibération du Conseil de la Communauté Urbaine de Strasbourg du 30 novembre 1990 pour le cas de cession à une commune de l'EMS, d'un terrain destiné aux équipements publics de la compétence de ladite commune,

décide

- *l'imputation de la dépense d'un euro (1 €) correspondant à l'acquisition des voies de desserte de l'opération « Triangle » à Schiltigheim sur la ligne budgétaire Fonction 518 - Nature 2112 - Programme 1557 - Service AD03,*

- *l'imputation de la dépense de cent quatre-vingt-dix-huit euros et vingt-cinq centimes hors taxes (198,25 € HT), correspondant à l'acquisition auprès des consorts XXX d'emprises de voirie situées rue Sainte-Odile à GEISPOLSHEIM, sur la ligne budgétaire Fonction 518 - Nature 2112 - Programme 1557 - Service AD03,*

- *l'imputation de la dépense de quinze euros et vingt-cinq centimes hors taxes*

(15,25 € HT), correspondant à l'acquisition auprès des époux XXX d'une emprise de voirie située rue Sainte-Odile à GEISPOLSHEIM, sur la ligne budgétaire Fonction 518 - Nature 2112 - Programme 1557 - Service AD03,

- *l'imputation de la dépense de trois cent soixante-six euros hors taxes (366 € HT), correspondant à l'acquisition auprès de Madame XXX épouse XXX d'une emprise de voirie située rue du Fossé à GEISPOLSHEIM, sur la ligne budgétaire Fonction 518 - Nature 2112 - Programme 1557 - Service AD03,*

- *l'imputation de la dépense de soixante-seize euros et vingt-cinq centimes hors taxes (76,25 € HT), correspondant à l'acquisition auprès des consorts XXX d'emprises de voirie situées rue du Fossé à GEISPOLSHEIM, sur la ligne budgétaire Fonction 518 - Nature 2112 - Programme 1557 - Service AD03,*

- *l'imputation des dépenses liées aux acquisitions de voirie, frais d'arpentage inclus le cas échéant, sur la ligne budgétaire AD03 fonction 824, nature 2112 programme 6,*

- *l'imputation de la dépense de 30.570 € sur la ligne budgétaire Fonction 518 - Nature 2111 - Programme 1557 - Service AD03 - Enveloppe 2023/AP0367,*

- *l'imputation de la dépense de 24.000 € correspondant aux lots de copropriété pour l'aménagement de la ZCS sur la commune de Geispolsheim sur la ligne budgétaire fonction 518, nature 2112, programme 1557, service AD03, Enveloppe 2023/AP0367,*

- *l'imputation de la dépense d'un euro (1 €) correspondant aux acquisitions, auprès de la SCCV DELTA OBER uniquement, d'emprises de voirie du lotissement Kapelle Links à Oberhausbergen, sur la ligne budgétaire Fonction 518 – Nature 2112 - Programme 1557 - Service AD03,*

- *l'imputation de la dépense d'un euro (1 €) correspondant aux acquisitions auprès de la SCCV DELTA OBER pour 951/2500èmes et de la SNC OBERHAUSBERGEN rue Albert Camus pour 1549/2500èmes d'emprises de voirie du lotissement Kapelle Links à Oberhausbergen, sur la ligne budgétaire Fonction 518 – Nature 2112 - Programme 1557 - Service AD03,*

- *l'imputation de la dépense d'un euro (1 €) correspondant à l'acquisition auprès la SCCV DELTA OBER pour une moitié et de la SNC OBERHAUSBERGEN rue Albert Camus pour l'autre moitié d'une emprise de voirie du lotissement Kapelle Links à Mittelhausbergen, sur la ligne budgétaire Fonction 518 – Nature 2112 - Programme 1557 - Service AD03,*

- *l'imputation de la dépense de 2.018,40 € sur la ligne budgétaire fonction 551 - Nature 65888- Programme 0 - Service AD03G,*

- *l'imputation de la dépense de 156.000 € sur la ligne budgétaire fonction 518 - Nature 21321 - Programme 1557 - Service AD03 - Enveloppe 2023/AP0367,*

- *l'imputation de la dépense de 18.500 € sur la ligne budgétaire fonction 518 – Nature 2111 - Programme 1557 - Service AD03 - Enveloppe 2023/AP0367,*

- *la suppression de l'engagement de 122 930 € sur la ligne budgétaire fonction 518, nature 2111, programme 1557, service AD03 – enveloppe 2023/AP0367,*

- *l'imputation de la dépense de 122 930 € relative à l'acquisition des parcelles sises à Bischheim et Schiltigheim au budget annexe de l'Eau, sur la ligne budgétaire nature 2111, programme 672, enveloppe AP 83,*

- *la suppression de l'engagement de 8 381,38 € sur la ligne budgétaire fonction 518, nature 2111, programme 1557, service AD03 – enveloppe 2023/AP0367,*

- *l'imputation de la dépense de 8 381,38 € relative à l'acquisition des parcelles sises à Schiltigheim au budget annexe de l'Eau, sur la ligne budgétaire nature 2111, programme 672, enveloppe AP 83,*

- *l'imputation de la recette de 20 678 € sur la ligne budgétaire fonction 820, nature 775, service AD03B,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer :
- *les actes concourant à l'exécution de la présente délibération,*

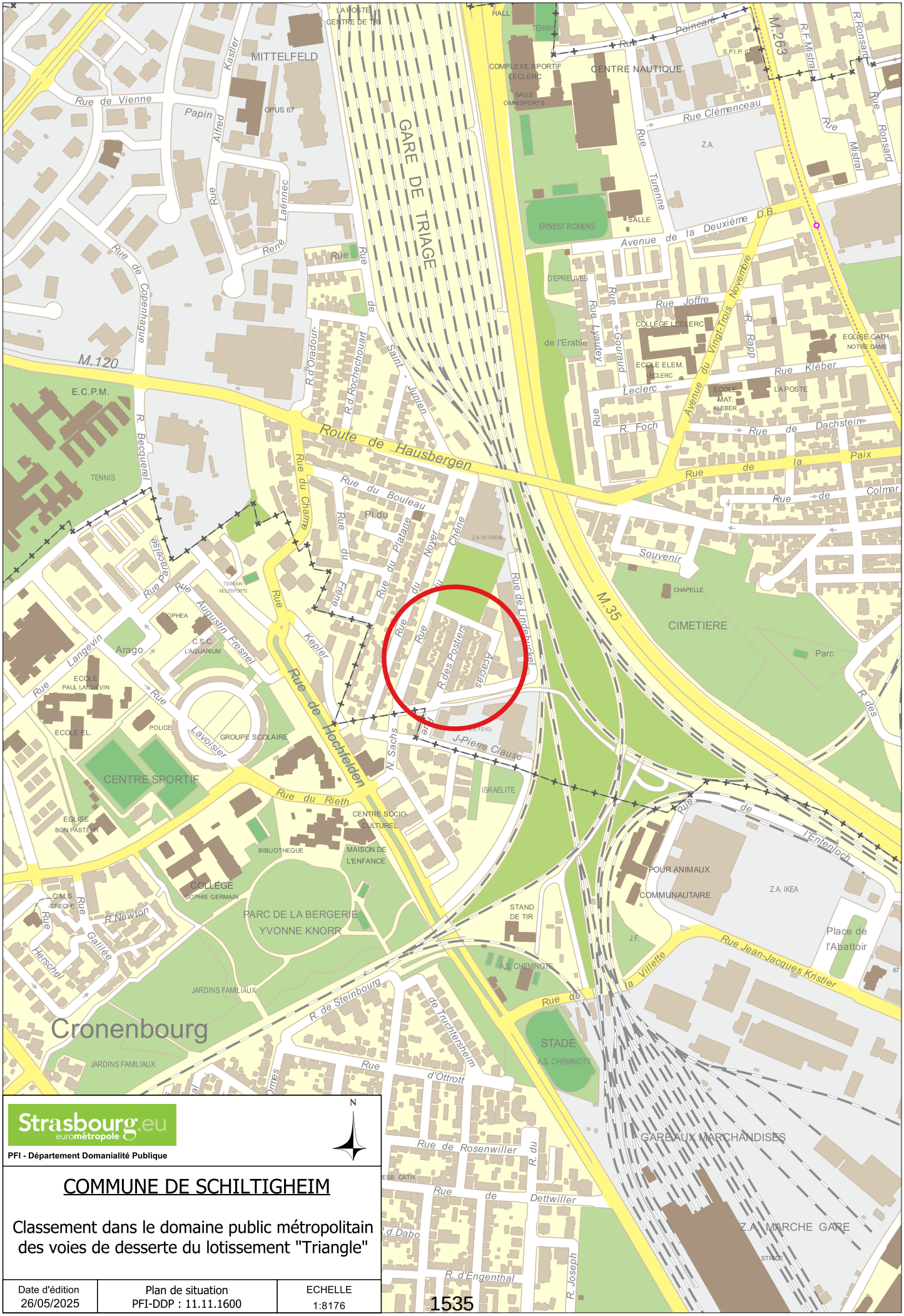
- *les actes relatifs à ce transfert de propriété ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.*

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211040-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026



Strasbourg.eu
eurométropole

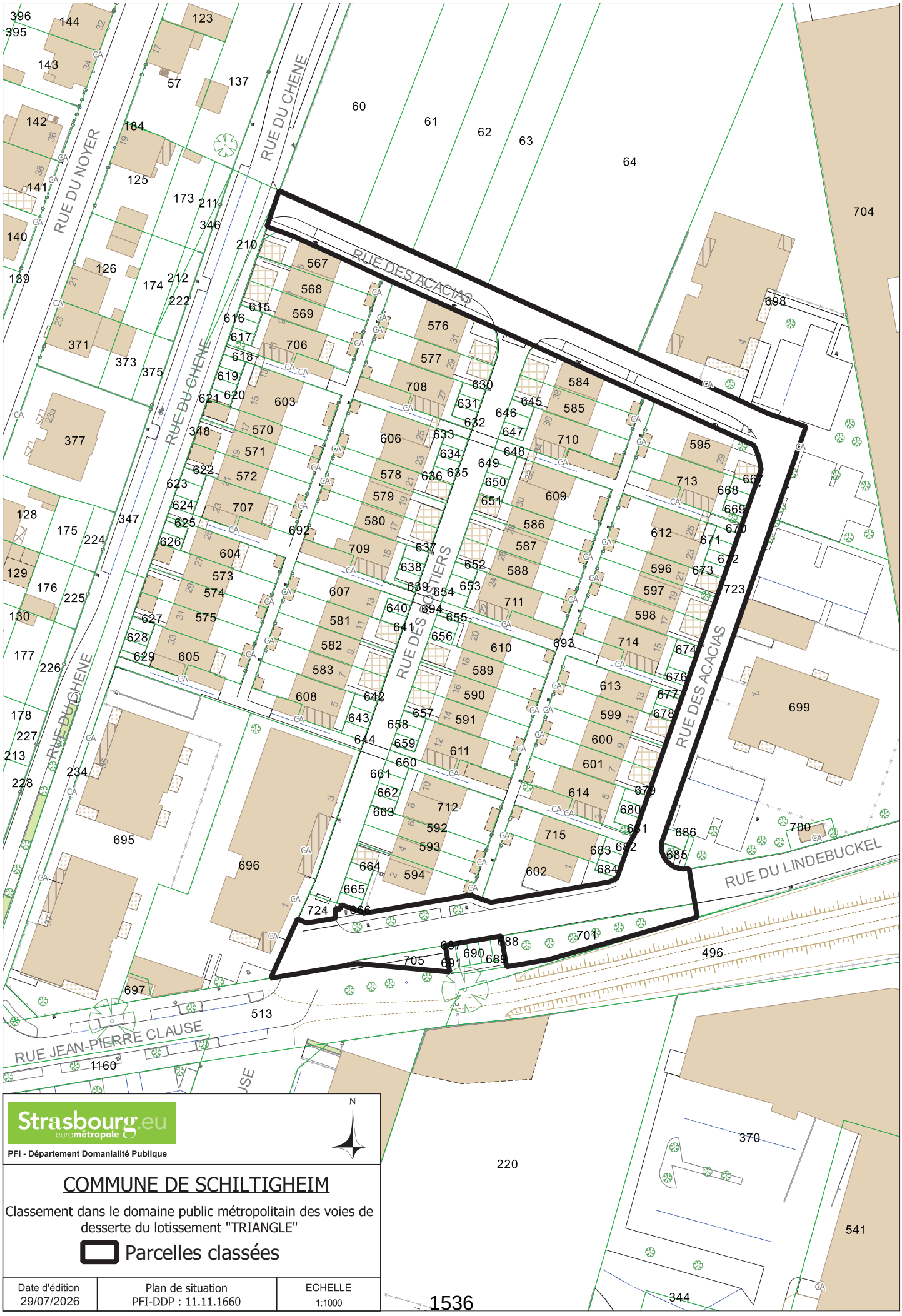
PFI - Département Domanialité Publique

N

COMMUNE DE SCHILTIGHEIM

Classement dans le domaine public métropolitain des voies de desserte du lotissement "Triangle"

Date d'édition	Plan de situation	ECHELLE
26/05/2025	PFI-DDP : 11.11.1600	1:8176



Strasbourg.eu
eurométropole

PFI - Département Domanialité Publique

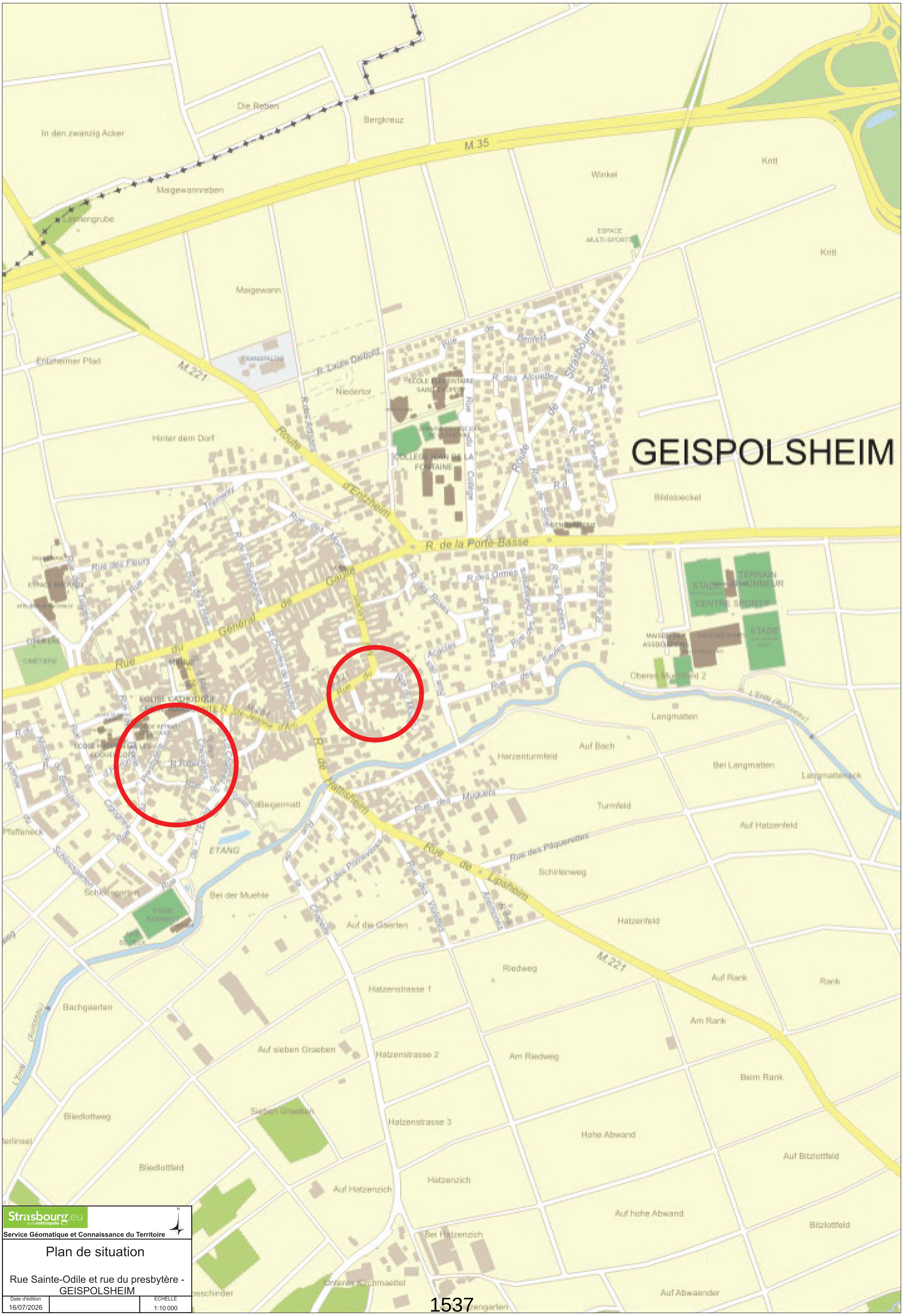
N

COMMUNE DE SCHILTIGHEIM

Classement dans le domaine public métropolitain des voies de desserte du lotissement "TRIANGLE"

Parcelles classées

Date d'édition	Plan de situation	ECHELLE
29/07/2026	PFI-DDP : 11.11.1660	1:1000



Plan de situation

Rue Sainte-Odile et rue du presbytère - GEISPOLSHEIM

Date d'édition		ECHELLE
16/07/2026		1:10 000

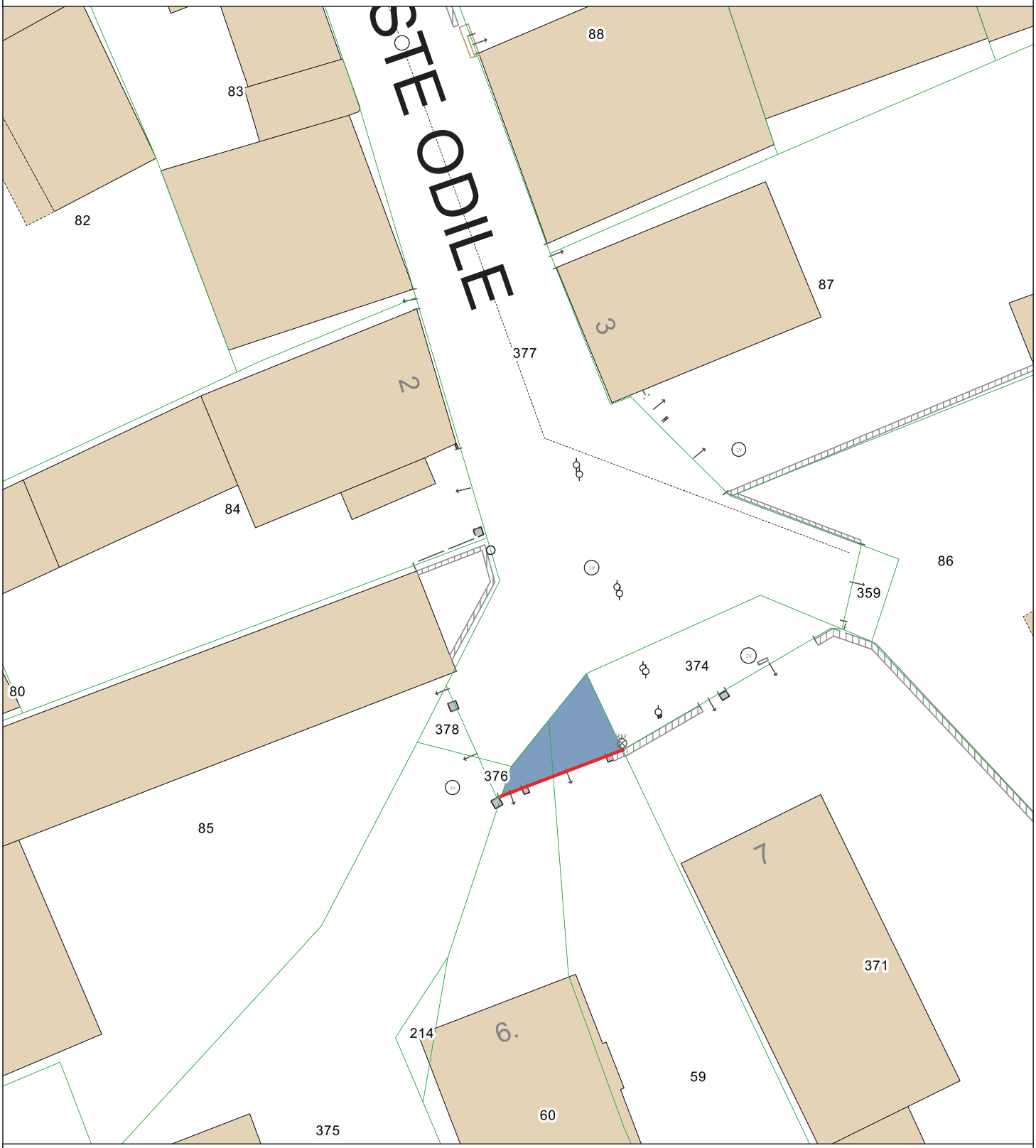
Commune de Geispolsheim

Section 1 n°59 et 60

Echelle 1:250

Strasbourg.eu
eurométropole

Service Politique foncière et immobilière



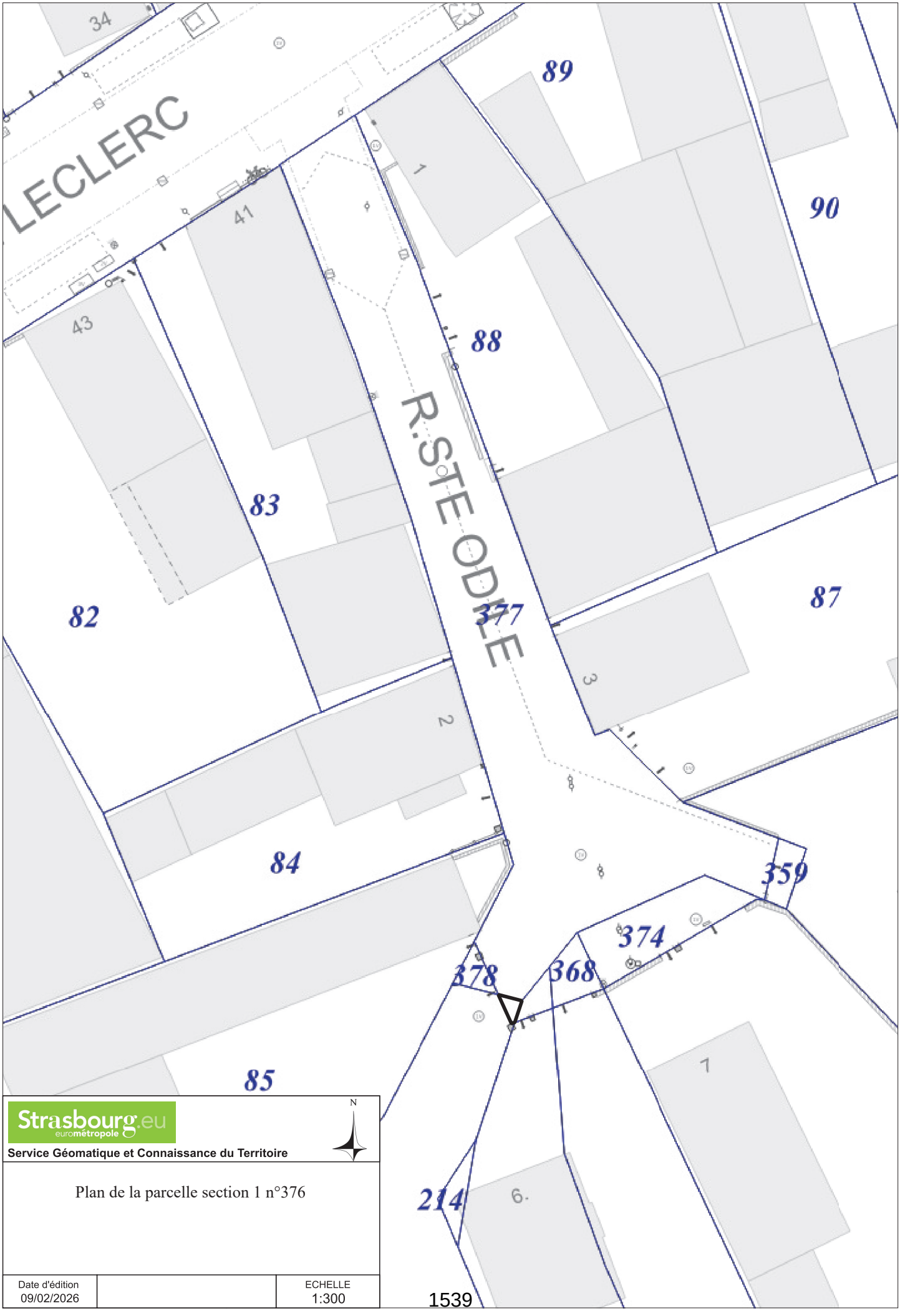
Cession au profit de l'Eurométropole de Strasbourg

Emprise à céder

Arpentage à réaliser (au frais de l'Eurométropole)

N

Date d'édition
11/02/2026



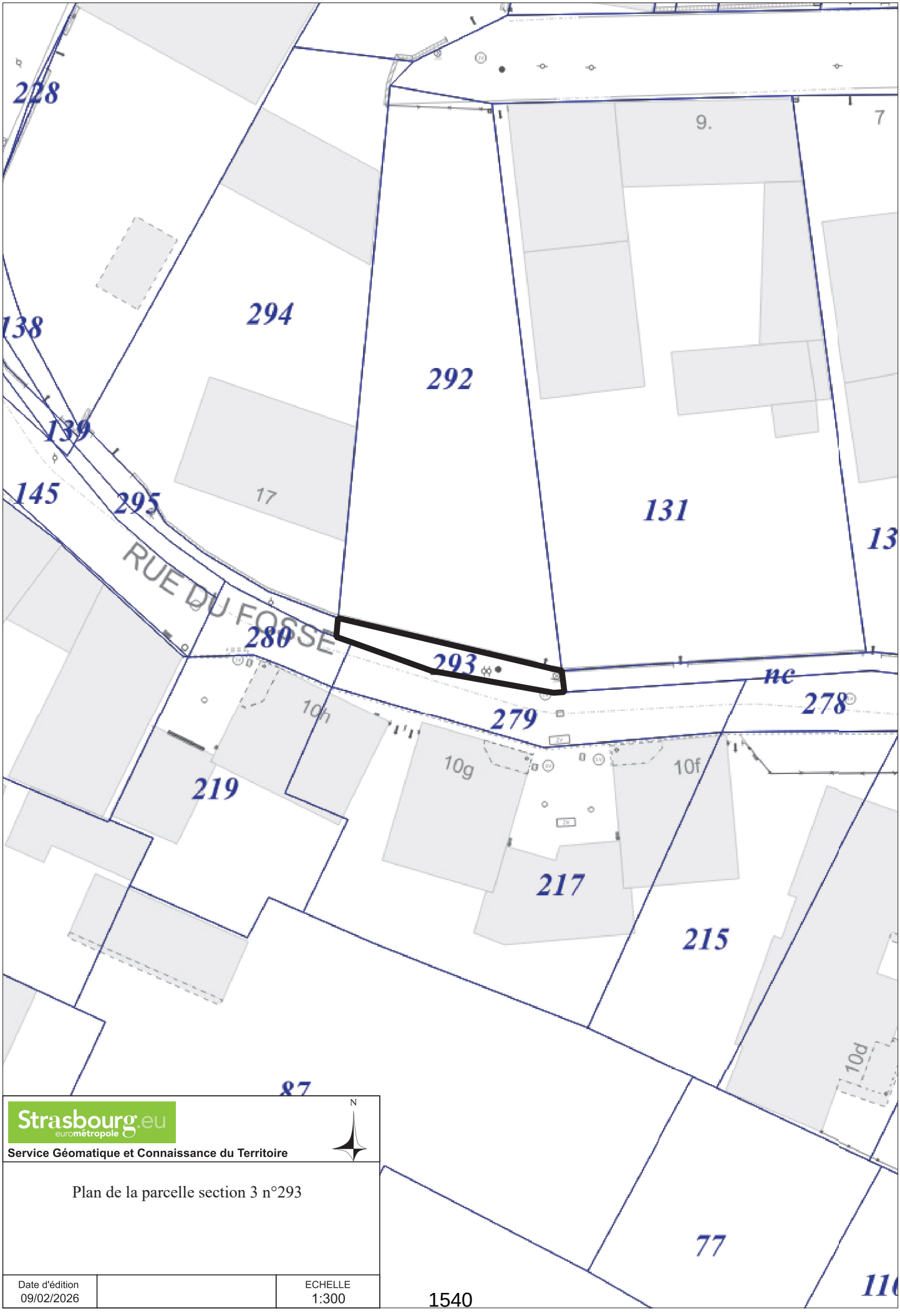
Strasbourg.eu
eurométropole

Service Géomatique et Connaissance du Territoire

N

Plan de la parcelle section 1 n°376

Date d'édition		ECHELLE
09/02/2026		1:300



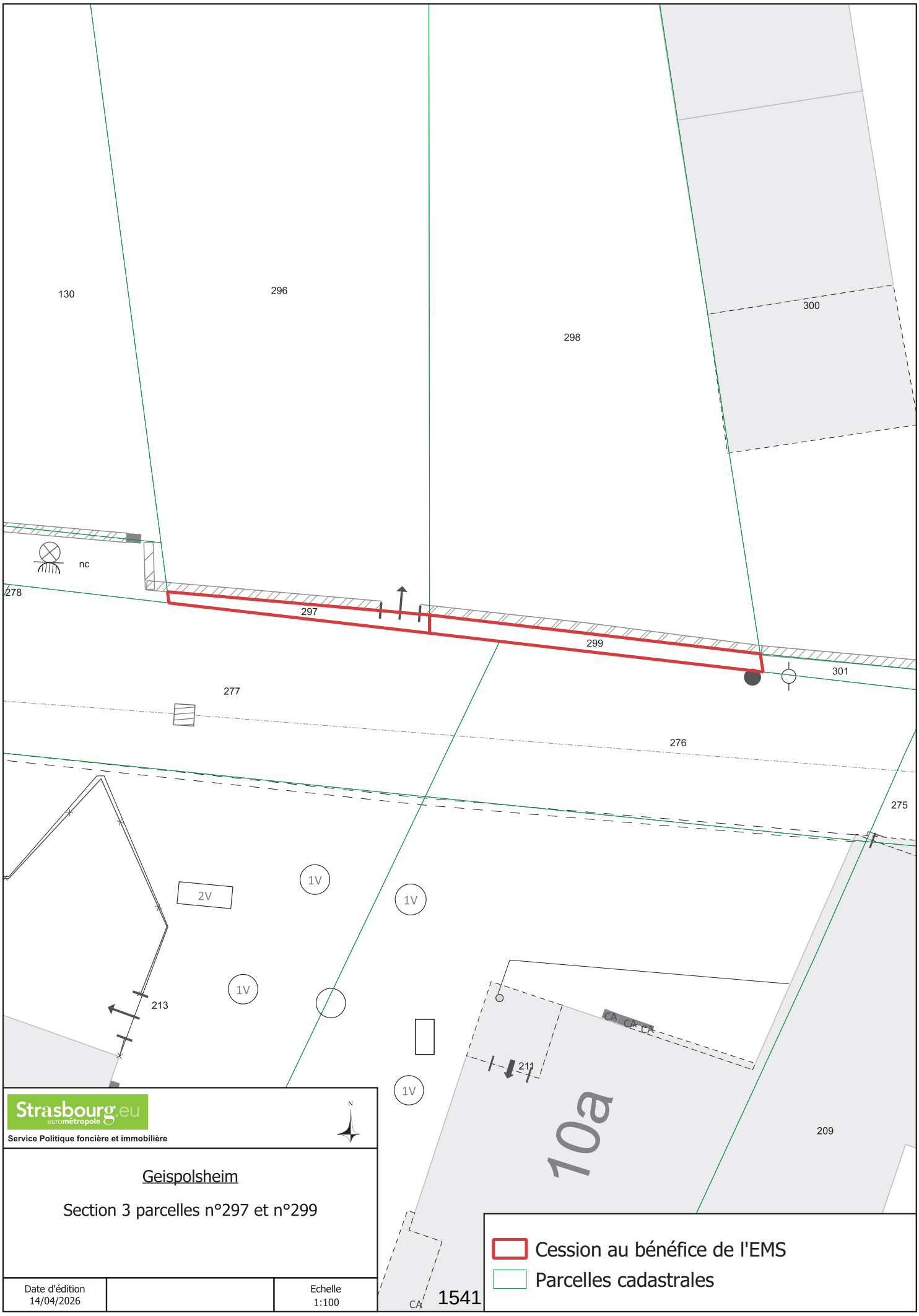
Strasbourg.eu
eurométropole

Service Géomatique et Connaissance du Territoire

N

Plan de la parcelle section 3 n°293

Date d'édition		ECHELLE
09/02/2026		1:300



Strasbourg.eu
eurométropole
Service Politique foncière et immobilière

N

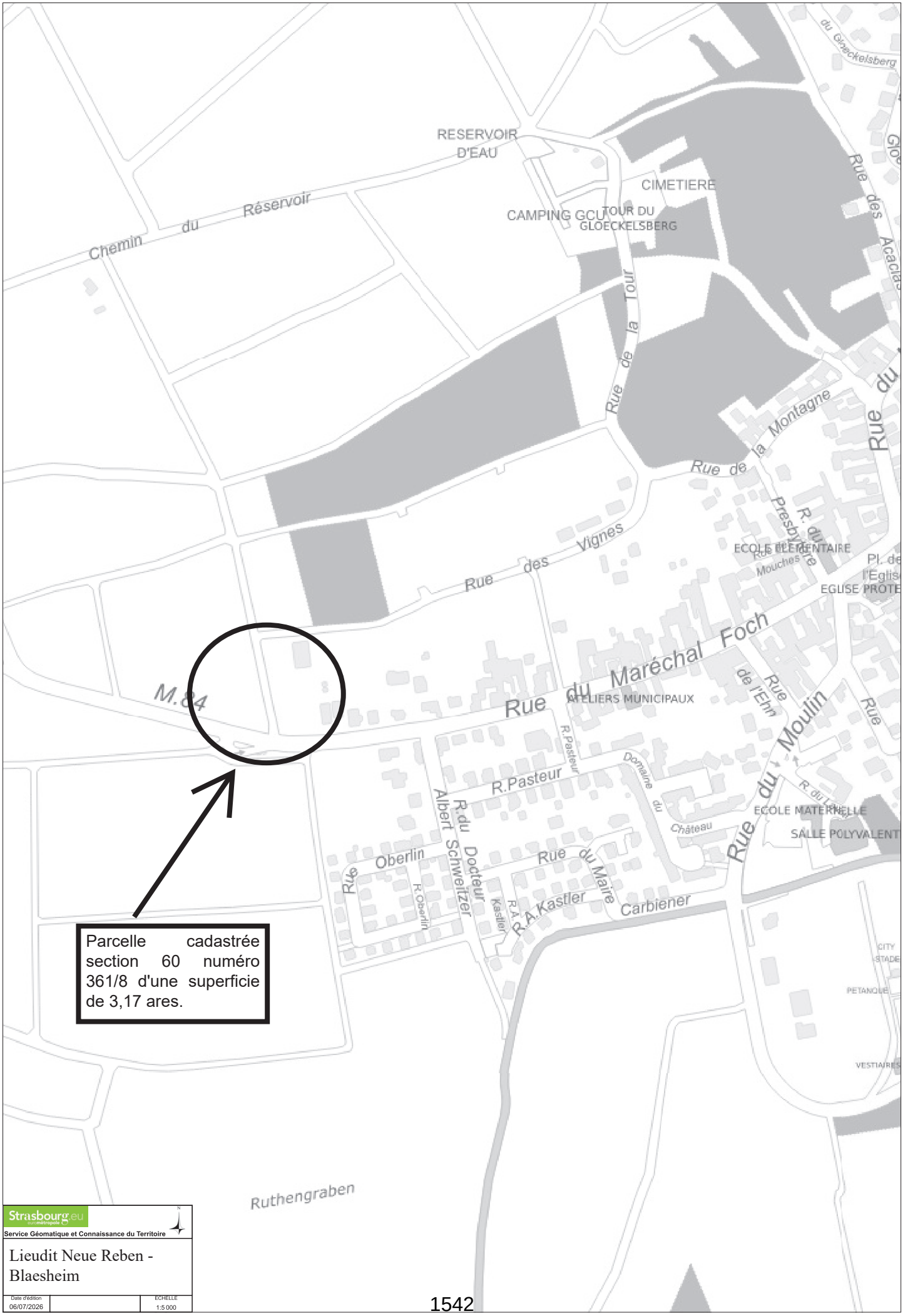
Geispolsheim

Section 3 parcelles n°297 et n°299

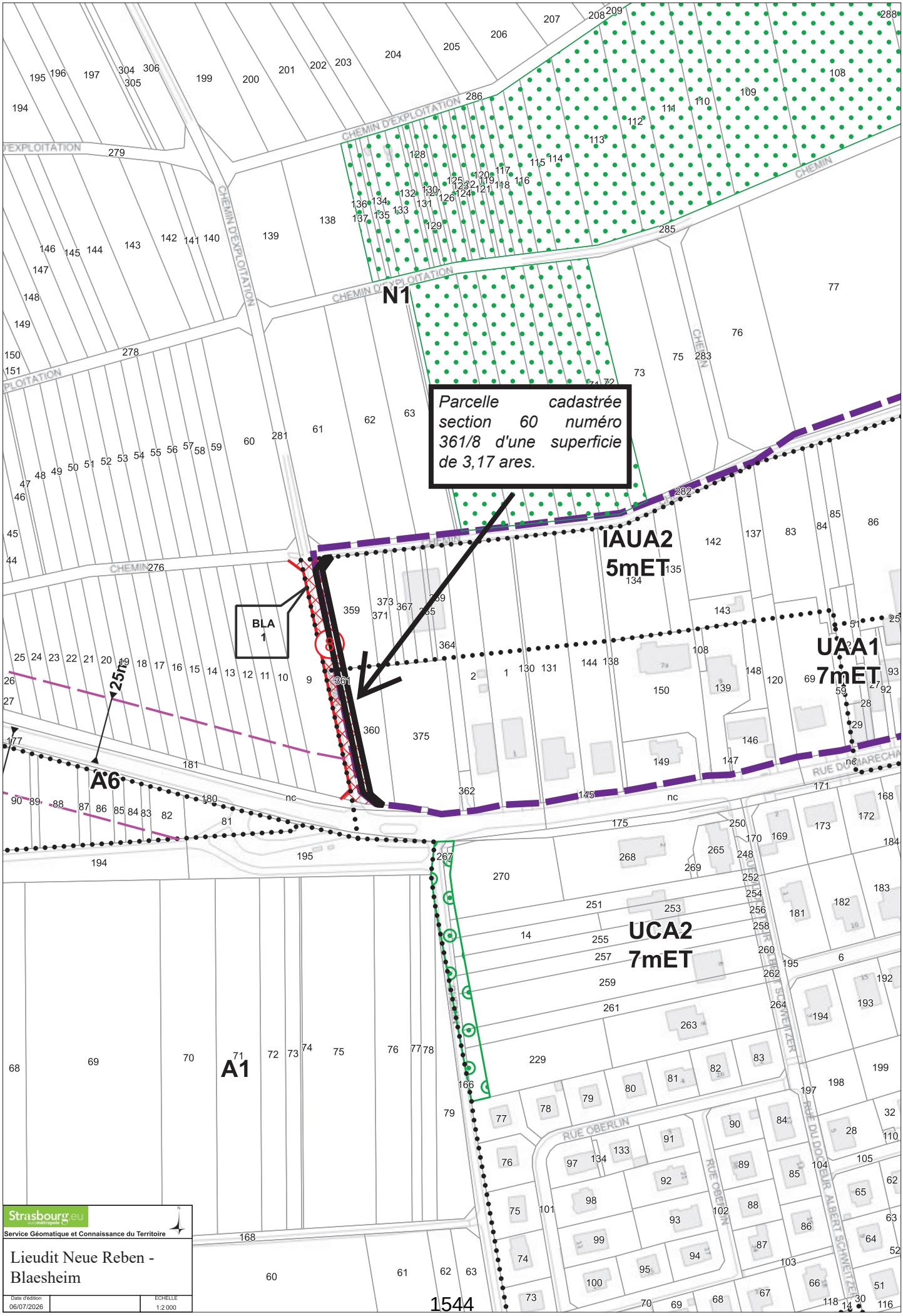
Date d'édition		Echelle
14/04/2026		1:100

Cession au bénéfice de l'EMS

Parcelles cadastrales


RESERVOIR D'EAU
CIMETIERE
CAMPING GCU
TOUR DU GLOECKELSBERG
Chemin du Réservoir
Rue de la Tour
Rue de la Montagne
Rue des Vignes
Rue du Maréchal Foch
ATELIERS MUNICIPAUX
ECOLE ELEMENTAIRE
EGLISE PROTE
M.84
R.Pasteur
Rue du Moulin
ECOLE MATERNELLE
SALLE POLYVALENT
Rue Oberlin
R.du Docteur Albert Schweitzer
R.A.Kastler
Rue du Maire
Carbiener
Ruthengraben
Parcelle cadastrée section 60 numéro 361/8 d'une superficie de 3,17 ares.
Strasbourg.eu
Service Géomatique et Connaissance du Territoire
Lieudit Neue Reben - Blaesheim
Date d'édition 06/07/2026
ECHELLE 1:5 000


Parcelle cadastrée section 60 numéro 361/8 d'une superficie de 3,17 ares.
CHEMIN
CHEMIN
CHEMIN
CHEMIN D'EXPLOITATION
Strasbourg.eu
Service Géomatique et Connaissance du Territoire
Lieudit Neue Reben - Blaesheim
Date d'édition
06/07/2026
ECHELLE
1:1 000


Parcelle cadastrée section 60 numéro 361/8 d'une superficie de 3,17 ares.
N1
IAUA2
5mET
UAA1
7mET
UCA2
7mET
A1
A6
BLA
1
25m
CHEMIN D'EXPLOITATION
RUE OBERLIN
RUE DU DOCTEUR ALBERT SCHWEITZER
RUE DU MARECHAL
Strasbourg.eu
Service Géomatique et Connaissance du Territoire
Lieudit Neue Reben - Blaesheim
Date d'édition
06/07/2026
ECHELLE
1:2 000
1544

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction régionale des Finances Publiques du Grand-Est et du département du Bas-Rhin

Pôle pilotage des missions et animation du réseau

Pôle d'évaluation domaniale

4 Place de la république CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00

Courriel **:** **drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr**

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Nathalie STAHL

Courriel :nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 03 88 10 35 18

Réf DS :21757415
Réf OSE : 2025-67049-00880

Le 20/01/2025

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr





Nature du bien :	Terrain à bâtir
Adresse du bien :	Lieudit Neue Reben
Valeur vénale :	**30 570 € HT**, assortie d'une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

1 - CONSULTANT

Consultant : EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Affaire suivie par : Mme Pauline KILGUS-DERRENGER, chargée de transactions immobilières –
tél. 03 68 98 82 90
pauline.kilgus-derringer@strasbourg.eu

2 - DATES

de consultation :	07/01/2025
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	-
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	-
du dossier complet :	07/01/2025

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☐
Acquisition :	amiable ☒ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☒
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

La présente demande concerne une demande d'évaluation sur la commune de BLAESHEIM, pour la parcelle cadastrée section 60 numéro 361. La propriétaire de cette parcelle a pris l'attache de l'Eurométropole pour céder cette parcelle à la collectivité, puisqu'elle est grevée d'un emplacement réservé BLA 1 pour la création de voirie pour desservir la zone d'urbanisation future.
L'Eurométropole de Strasbourg a proposé à la propriétaire une indemnisation de 2 250 € HT/are soit un montant total de 7 132,50 €, frais de vente pris en charge par l'acquéreur. La propriétaire a refusé la proposition.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

Blaesheim est une commune du Sud de l'Eurométropole de Strasbourg. Elle compte 1356 habitants en 2021(donnée INSEE).
Elle est située à 15 km au sud-ouest de Strasbourg. Le village s'étale du sud au sud-est au pied de la colline du Gloekelsberg ainsi que sur son flanc.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

La parcelle est située quasiment en face de l'arrêt de bus CTS, le long de la rue principale qui traverse le village et part vers Geispolsheim-Village.

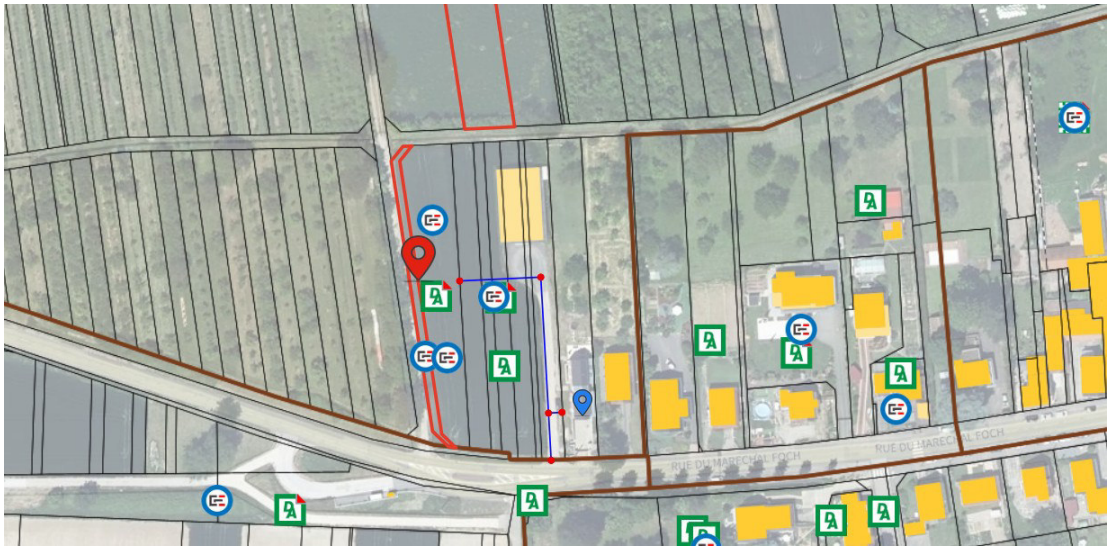
1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre de BLAESHEIM sous les références suivantes :

SECTION	PARCELLE	Surface parcelle totale	Zonage PLUI	pourcentage par zonage	Surface
60	361	3,17	UCA2	54 %	1,71
			IAUA2	46 %	1,46
TOTAL		3,17			3,17

4.4. Descriptif



La parcelle section 60 N° 361 est située à l'entrée du village de Blaesheim le long de la route principale. Elle a donc accès à la voie publique.
Elle correspond à une bande de terre étroite de 2,87 mètres sur une longueur de plus de 100 mètres. Elle est en état de terre cultivée.
Elle est bordée par un chemin rural. Elle est impactée par un emplacement réservé BLA1 : création de voirie pour desservir la zone d'urbanisation future.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Le bien est propriété de Mme BILGER Suzanne née RIEB.

5.2. Conditions d'occupation

Non communiquée.

6 - URBANISME

6.1.Règles actuelles

La parcelle cadastrée section 60 N° 361 est située en double zonage UCA2/IAUA2 du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg, dont la dernière modification a été approuvée le 31 mai 2024 et devenue opposable au tiers le 10 juillet 2024.

La zone UCA2 est une zone urbaine à vocation principalement résidentielle à dominante d'habitat individuel.

<u>Qualification du terrain :</u>

Bien que réunissant les conditions cumulatives de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, la partie de la parcelle en zone UCA qui peut être qualifiée de terrain à bâtir, ne peut en fait pas être construite en raison de sa configuration et des contraintes urbanistiques ne permettant pas l'implantation normale d'un bâtiment.

La zone IAUA est une zone d'urbanisation future, à vocation mixte (habitat, commerces, services, activités diverses, d'équipements publics et/ou d'intérêt collectif).

Qualification du terrain :
La partie de la parcelle en zone IAUA n'a pas la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car bien que des travaux de viabilisation aient été engagés par la collectivité sur l'ensemble de la zone (assainissement, réseau d'eau), ceux-ci ne sont pas achevés et ne permettent pas de considérer le terrain comme viabilisé.
En effet, selon l'article L322-3 du Code de l'expropriation, la qualification de terrains à bâtir s'apprécie par la situation en zone constructible (ici en zone IAUA :zone future d'urbanisation) **et** la desserte effective par **tous** les réseaux à proximité immédiate. Lorsque l'opération nécessite un aménagement d'ensemble, ces éléments sont appréciés au regard de l'ensemble de la zone.

6.2.Date de référence et règles applicables
Conformément à l'article L. 322-2 du Code de l'expropriation et sous réserve de l'application des dispositions des articles L. 322-3 à L. 322-6, est seul pris en considération l'usage effectif des immeubles et droits réels immobiliers un an avant l'ouverture de l'enquête prévue à l'article L. 1 ou, dans le cas prévu à l'article L. 122-4, un an avant la déclaration d'utilité publique ou, dans le cas des projets ou programmes soumis au débat public prévu par l'article L. 121-8 du Code de l'environnement ou par l'article 3 de la loi N° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, au jour de la mise à disposition du public du dossier de ce débat ou, lorsque le bien est situé à l'intérieur du périmètre d'une zone d'aménagement concerté mentionnée à l'article L. 311-1 du Code de l'urbanisme, à la date de publication de l'acte créant la zone, si elle est antérieure d'au moins un an à la date d'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique.

Au cas présent, la parcelle cadastrée section 60 N° 361 est située dans un emplacement réservé BLA1.
Par conséquence, la date de référence à retenir correspond au dernier acte devenu opposable aux tiers rendant public et révisant le plan d'occupation des sols et délimitant la zone.
Cet acte correspond à la dernière modification du PLUi de l'Eurométropole de Strasbourg approuvée le 31 mai 2024 et devenue opposable le 10 juillet 2024.

7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE
La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

I) pour la partie de la parcelle en zone UCA

8.1. Études de marché
La recherche est basée sur des extraits d'actes notariés collationnés par le Pôle d'évaluations domaniales pour des terrains à bâtir implantés sur le ban communal de Blaesheim.

8.1.1.Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

DATE	QUARTIER	SECT.	N° PLAN	RUE OU LIEU-DIT	SURFACE (ARE)	PRIX €	PRIX €/ARE	ZONAGE	OBSERVATIONS
23/09/22	BLAESHEIM	26	158/117-157/47	rue du gloeckelsberg	2,50	93 750 €	37 500 €	UCA6	TAB viabilisé
17/10/22	BLAESHEIM	29	63-180/66-190/66-191/66-193/66	buckelreben	5,46	105 000 €	19 231 €	UCA6	7mET
20/11/23	BLAESHEIM	65	473/322	Spitze frohmatt	1,62	60 000 €	37 037 €	UCA2	
13/12/23	BLAESHEIM	60	360/008	Neue reben	6,94	230 000 €	33 141 €	UCA2	
05/03/24	BLAESHEIM	60	363/3-366/4-368/5-374/6-37/3-372/7	Neue reben	17,74	478 100 €	26 950 €	UCA2-IAUA2	UCA2 58 % - IAUA2 42 %
19/06/24	BLAESHEIM	3	338/13	rue des Mouches	0,31	10 850 €	35 000 €	UAA1	
						Moyenne	31 477 €		
						Médiane	34 071 €		

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue
Six actes ont été répertoriés sur la commune de Blaesheim pour la période du 23 septembre 2022 au 19 juin 2024, lee prix de l'are variant de 19 231 € HT/are à 37 500 € HT/are. La moyenne et la médiane sont respectivement à 31 477 € HT/are et 34 071 € HT/are

13/12/23	BLAESHEIM	60	360/008	Neue reben	6,94	230 000 €	33 141 €	UCA2	
05/03/24	BLAESHEIM	60	363/3-366/4-368/5-374/6-37/3-372/7	Neue reben	17,74	478 100 €	26 950 €	UCA2-IAUA2	UCA2 58 % - IAUA2 42 %
						Moyenne	30 046 €		
						Médiane	30 046 €		

Plus précisément, deux actes concernent des terrains en zone UCA2 installés sur le même lieu-dit Neue Reben pour un prix à l'are de 33 141 € HT/are et 26 950 € HT/are pour de parcelles en double zonage comme la parcelle à évaluer pour une moyenne et médiane identique à 30 046 € HT/are.

Il est retenu un prix à l'are arrondi à 30 000 € HT/are ; la partie de la parcelle en zone UCA est cependant inconstructible en raison de sa configuration étroite et des contraintes urbanistiques.
Cette incidence est prise en compte par un abattement sur la valeur théorique du terrain.

Cet abattement est fixé à 50 % de la valeur pleine soit 15 000 € HT/are :
1,71 ares x 15 000 € HT/are = 25 650 € HT

II) pour la partie de la parcelle en zone IAUA
8.1. Études de marché
La seconde étude est basée sur des actes notariés de cessions de terrains situés en zone IAUA2, zone d'urbanisation future élargie à l'ensemble des communes du Sud de l'Eurométropole de Strasbourg pour l'année 2024.

8.1.1.Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

DATE	QUARTIER	SECT.	N° PLAN	RUE OU LIEU-DIT	SURFACE (ARE)	PRIX €	PRIX €/ARE	ZONAGE
12/03/24	ESCHAU	8	92	hagelswoerth	14,73	90 519 €	6 145 €	IAUA2
22/04/24	BLAESHEIM	65	548/543	Oberes lutzelfeld	58,24	196 309 €	3 371 €	IAUA2
06/06/24	ESCHAU	8	98	Hagelswoerth	16,58	110 046 €	6 637 €	IAUA2
06/06/24	ESCHAU	8	87	hagelswoerth	16,63	81 634 €	4 909 €	IAUA2
06/06/24	ESCHAU	8	337	Hagelswoerth	11,10	88 800 €	8 000 €	IAUA2
06/06/24	ESCHAU	8	100	Hagelswoerth	4,14	11 066 €	2 673 €	IAUA2
06/06/24	ESCHAU	8	104	Hagelswoerth	16,06	53 122 €	3 308 €	IAUA2
06/06/24	ESCHAU	8	94	Hagelswoerth	14,68	117 400 €	7 997 €	IAUA2
06/06/24	ESCHAU	8	85	Hagelswoerth	16,59	99 540 €	6 000 €	IAUA2
06/06/24	ESCHAU	8	86	Hagelswoerth	8,31	41 550 €	5 000 €	IAUA2
06/06/24	ESCHAU	8	96	Hagelswoerth	20,78	55 440 €	2 668 €	IAUA2
06/06/24	ESCHAU	8	103-105	Hagelswoerth	8,42	126 523 €	15 027 €	IAUA2
06/06/24	ESCHAU	8	97	Hagelswoerth	12,49	51 964 €	4 160 €	IAUA2
06/06/24	ESCHAU	8	102-114-338	Hagelswoerth	31,27	158 469 €	5 068 €	IAUA2
06/06/24	ESCHAU	8	91	Hagelswoerth	34,29	300 000 €	8 749 €	IAUA2
06/06/24	ESCHAU	8	99	Hagelswoerth	12,48	58 346 €	4 675 €	IAUA2
						Moyenne	5 899 €	
						Médiane	5 034 €	

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue
Sur les seize actes listés dans le tableau pour des terrains situés en zone IAUA2, quinze termes concernent la ville d'Eschau, qui compte 5746 habitants en 2021, population supérieure au village de Blaesheim et qui disposent de plus de commerces et services. Les prix sont compris entre 2 668 € HT/are et 15 027 € HT/are.
Un seul terme est situé sur la commune de Blaesheim pour une superficie de 58,24 ares. Le prix est de 3 371 € HT/are.

Compte tenu de ce qui précède, des caractéristiques de la partie de la parcelle en zone IAUA, la valeur vénale est arrêtée à 3 370 € HT/are soit :

1,46 ares x 3 370 € HT/are = 4 920,20 € HT

La valeur vénale de la parcelle cadastrée section 60 N° 361 est estimée par la méthode par comparaison à

25 650 € HT + 4 920,20 € HT = 30 570,20 € HT arrondie à **30 570 € HT**

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE– MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **30 570 €.**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur maximale d'acquisition sans justification particulière à 33 627 €.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,



Nathalie STAHL

Inspectrice des Finances publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction régionale des Finances Publiques du Grand-Est et du département du Bas-Rhin

Pôle Réseau Expertise

Pôle d'évaluation domaniale

4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00

Courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Nathalie STAHL

Courriel : nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 06 28527058

Réf DS : 32361801
Réf OSE :2026-67049-45131

Strasbourg, le 13/07/2026

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

LETTRE VALANT AVIS DU DOMAINE

Objet : Valeur vénale d'une parcelle
Adresse : Lieudit Neue Reuben BLAESHEIM
Affaire suivie par : Mme Pauline KILGUS, Chargée de transactions immobilières
Tél : 03 68 98 82 90 – Courriel :**pauline.kilgus-derringer@strasbourg.eu**
Votre référence : PK / ER BLAESHEIM

Par saisine datée du 02/07/2026, vous sollicitez l'avis du Pôle d'évaluation domaniale du Bas-Rhin pour la détermination de la valeur vénale de :
- la parcelle cadastrée section 60 N° 361, installée en double zonage UCA2/IAUA2 suite à la demande de la propriétaire pour céder cette parcelle à la collectivité, puisqu'elle est grevée d'un emplacement réservé BLA 1 pour la création de voirie pour desservir la zone d'urbanisation future.

La parcelle a fait l'objet d'une première estimation sous avis-rapport N° 2025-67049-00880 en date du 20 janvier 2025 pour une valeur vénale de 30 570 € HT.

Un accord ayant été trouvé sur le prix conformément à l'avis des Domaines qui sera échu au moment du passage de la délibération devant le Conseil, vous sollicitez la prorogation de l'avis-rapport.

La parcelle figure au cadastre de la commune de **BLAESHEIM** sous les références suivantes :

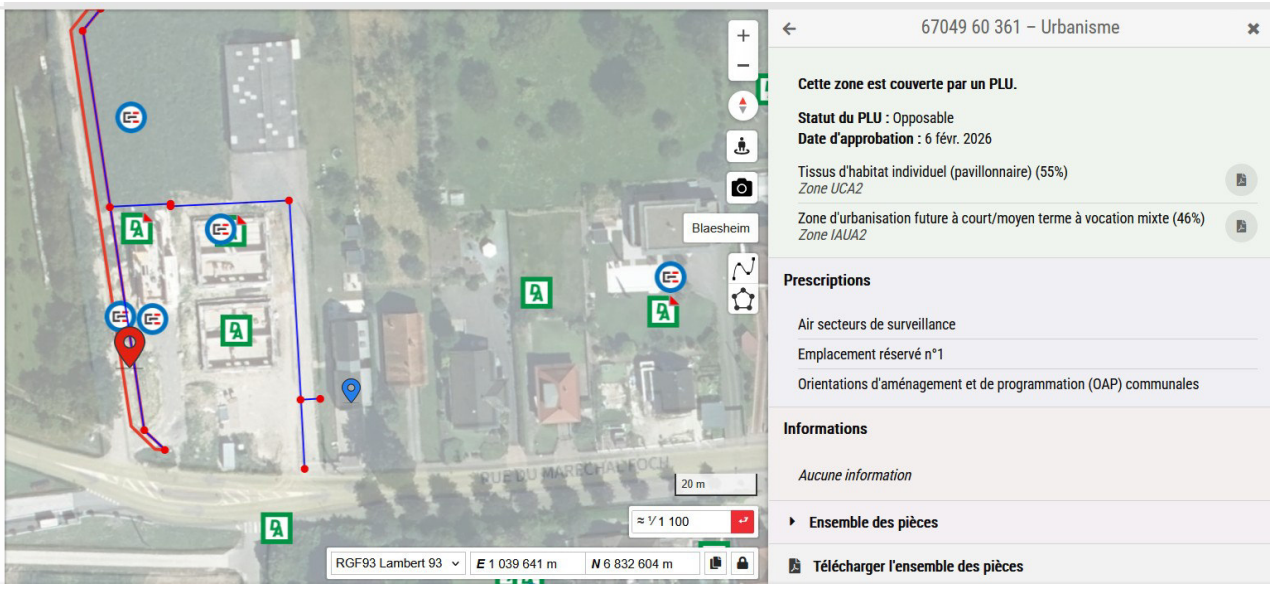
section	parcelle	Zone	surface totale/are	pourcentage
60	361	UCA2	3,17	55 %
		IAUA2		46 %

1. Description de la parcelle cadastrée section 60 N° 361

La parcelle section 60 N° 361 est située à l'entrée du village de Blaesheim le long de la route principale. Elle fait partie d'une unité foncière plus vaste avec la parcelle section 60 N° 359.

Elle correspond à une bande de terre étroite de 2,87 mètres sur une longueur de plus de 100 mètres. Elle est en état de terre cultivée.
Elle est bordée par un chemin rural. Elle est impactée par un emplacement réservé BLA1 : création de voirie pour desservir la future zone d'urbanisation.

La parcelle section N° 60 N° 361 est installée en double zonage UCA2 (55%)/IAUA2(46%).



Vous précisez dans votre saisine que les conditions de l'opération tant matérielles que juridiques sont identiques à celles prises en compte dans l'avis précité.

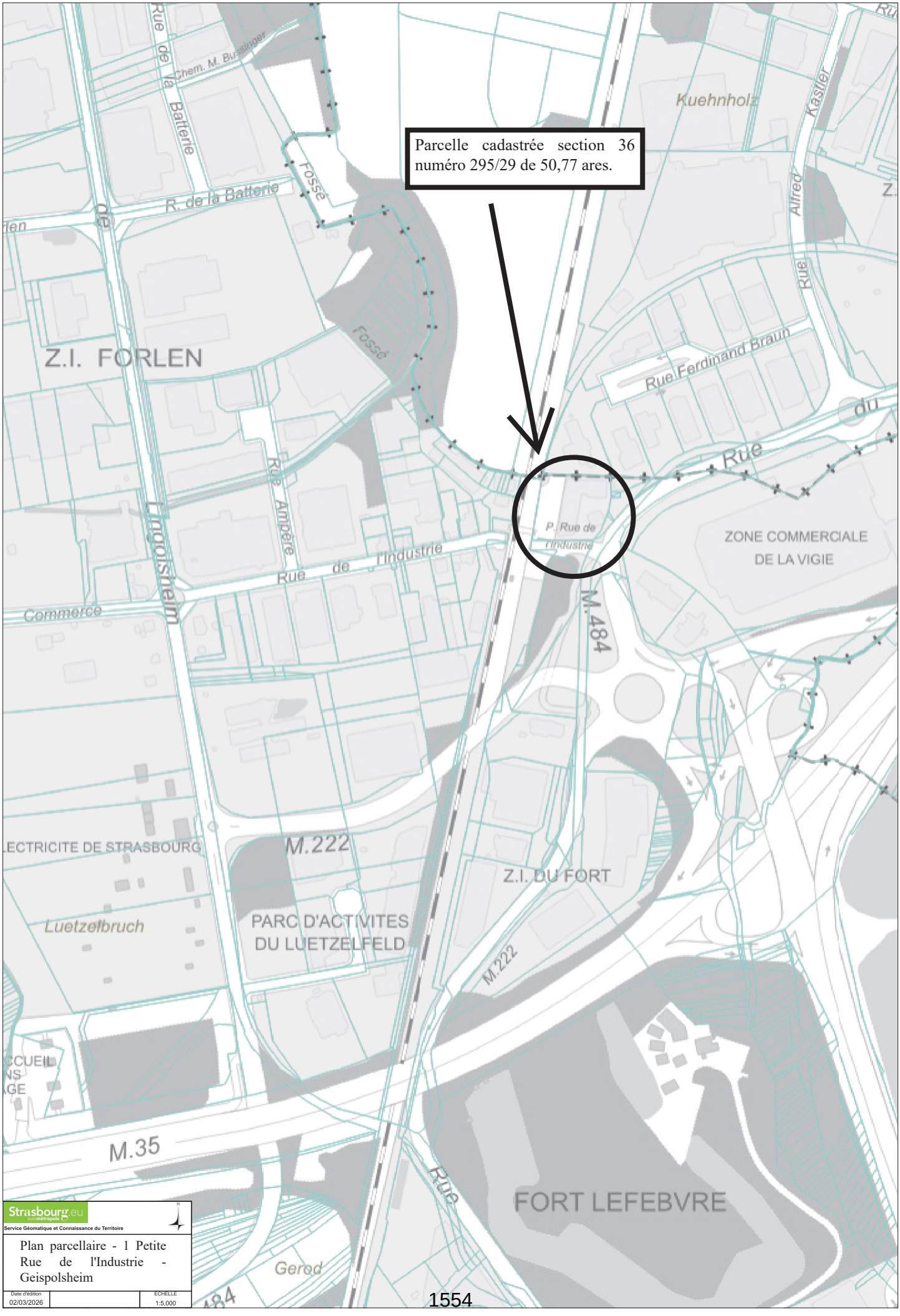
Au vu de ces éléments, l'avis est prorogé jusqu'au 20/01/2027.

Pour le Directeur régional des Finances publiques et par délégation,

Nathalie STAHL

Inspectrice des Finances publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

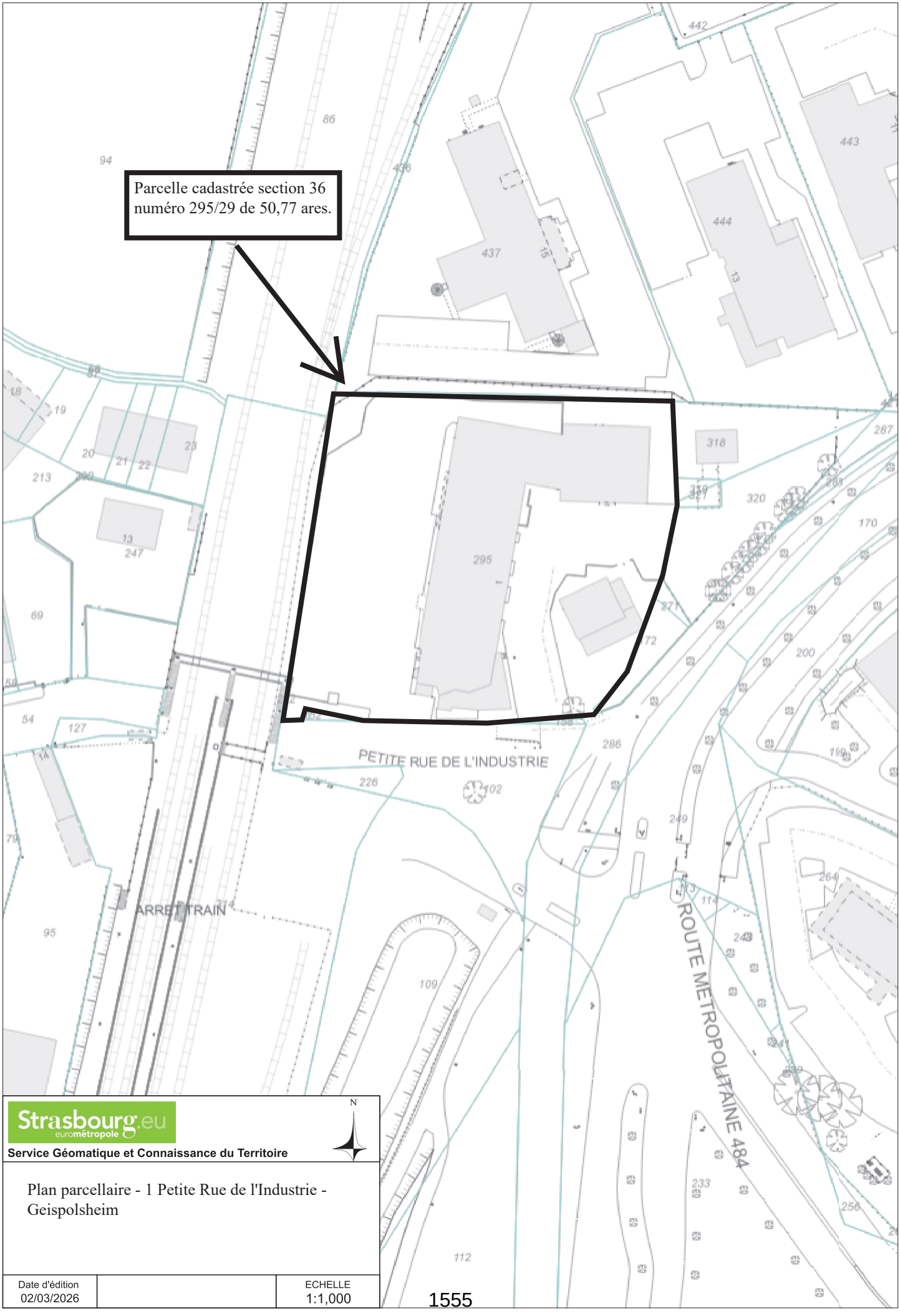


Strasbourg.eu
eurométropole
Service Géomatique et Connaissance du Territoire

Plan parcellaire - 1 Petite Rue de l'Industrie - Geispolsheim

Date d'édition 02/03/2026

ÉCHELLE 1:5,000



Strasbourg.eu
eurométropole

Service Géomatique et Connaissance du Territoire

Plan parcellaire - 1 Petite Rue de l'Industrie - Geispolsheim

Date d'édition		ECHELLE
02/03/2026		1:1,000

ESQUISSE N° 82 d

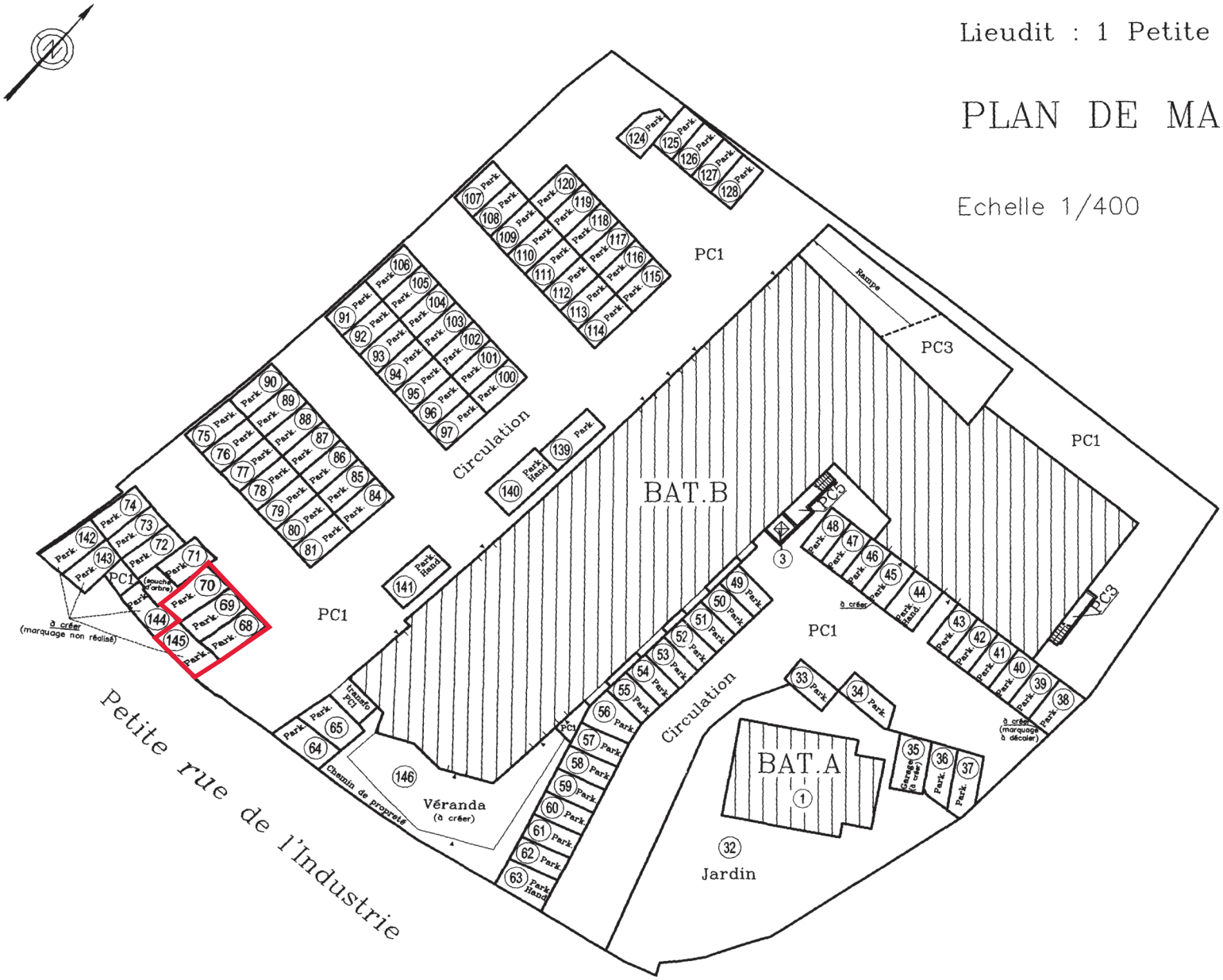
COMMUNE DE GEISPOLSHEIM

SECTION 36

Lieudit : 1 Petite rue de l'Industrie

PLAN DE MASSE

Echelle 1/400





Strasbourg.eu
eurométropole

PFI - Département Domanialité Publique

Oberhausbergen

Classement dans le domaine public métropolitain des voiries et accessoires du lotissement "Kapelle Links"

Date d'édition	Plan de situation	ECHELLE
28/07/2026	PFI - DDP : 11.11.1648	1:20000

Commune d'Oberhausbergen

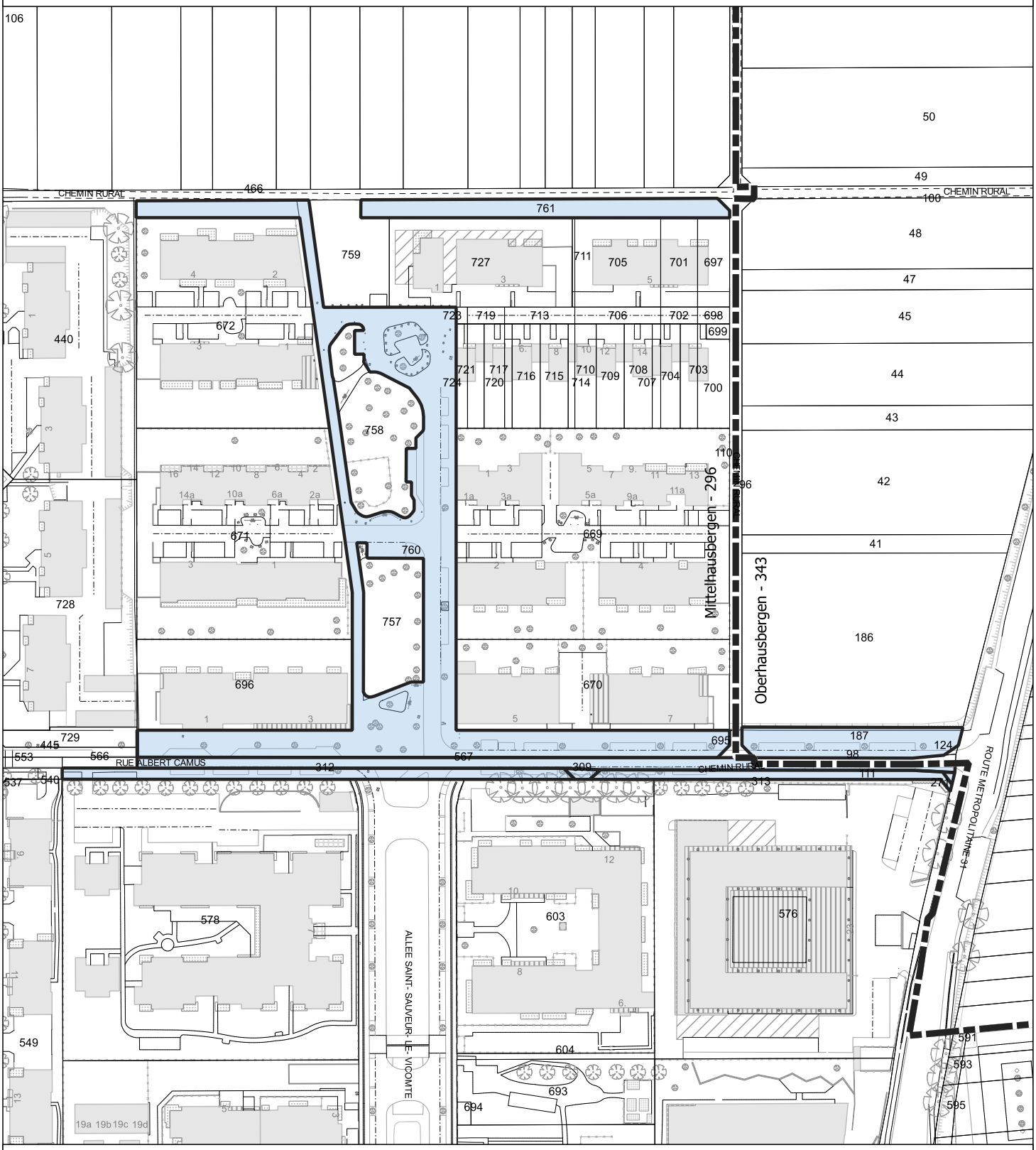
Section 7 parcelles n°111, 271, 309, 312, 313, 567, 760 et 761

Commune de Mittelhausbergen

Section 5 parcelle n°187

Strasbourg.eu
eurométropole

Service Politique foncière et immobilière

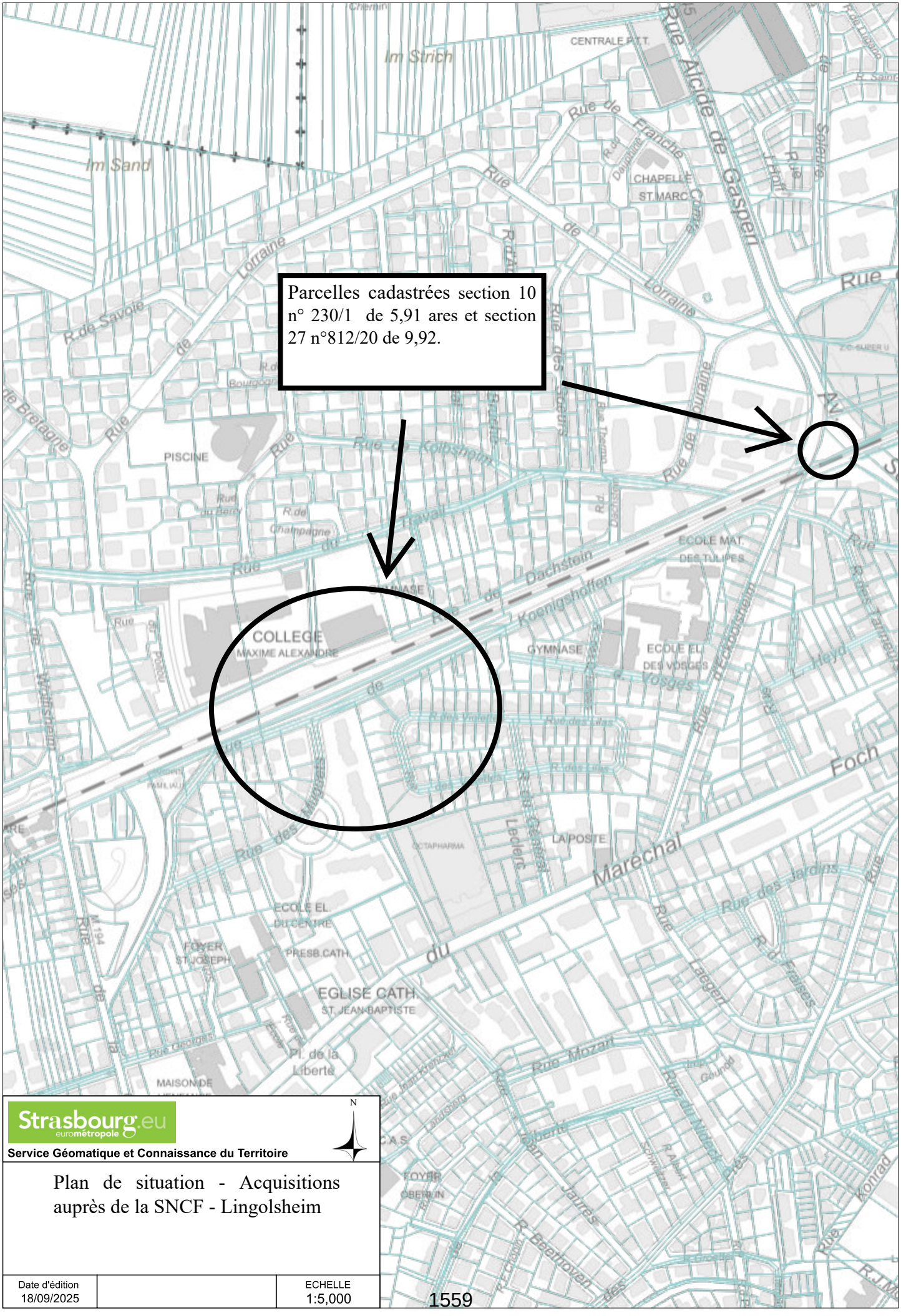


Plan parcellaire des acquisitions foncières du lotissement Kapelle Links

Parcelles à intégrer dans le domaine public métropolitain

Echelle : 1:1 750

Date d'édition : 28/07/2026

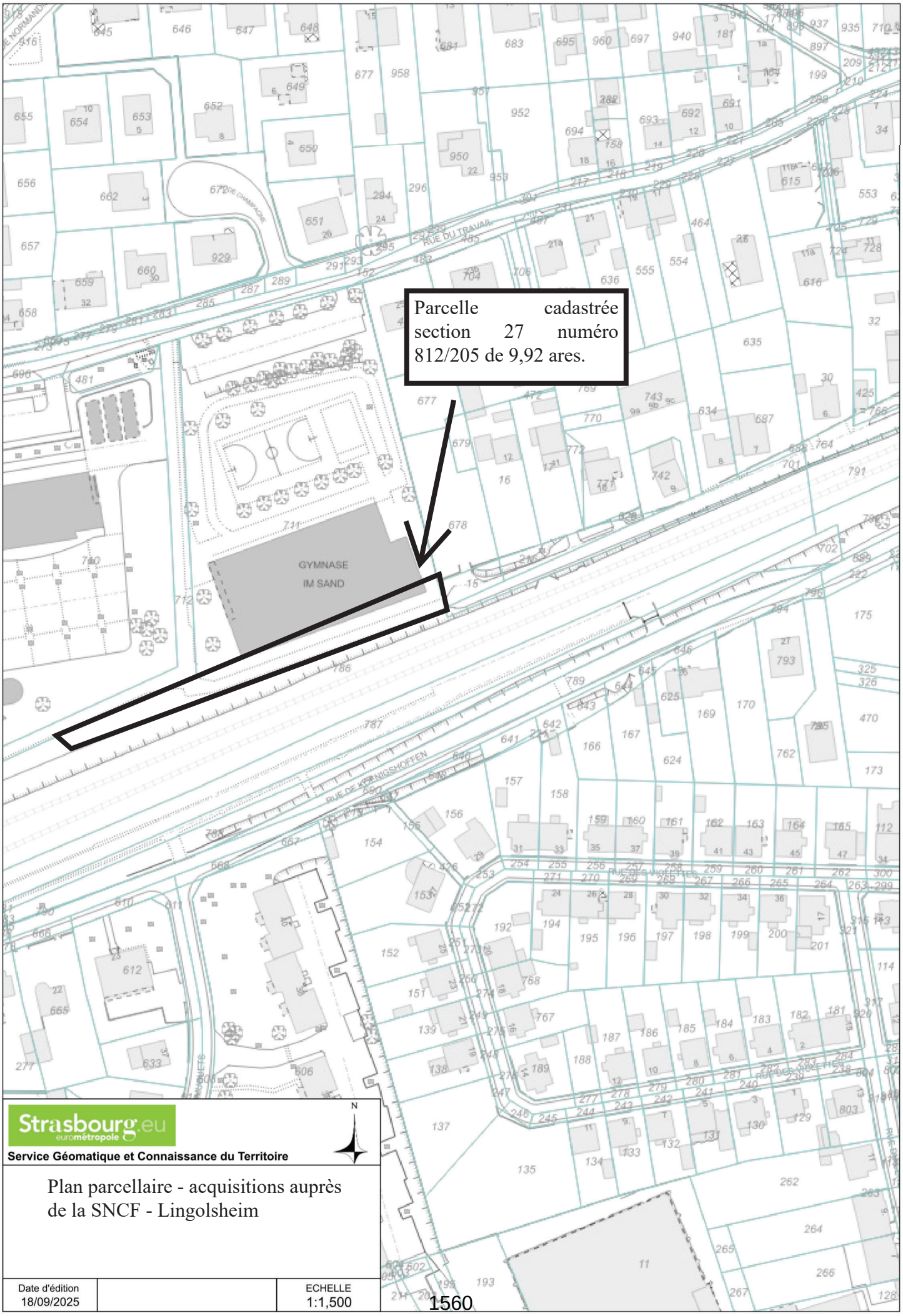


Strasbourg.eu
eurométropole

Service Géomatique et Connaissance du Territoire

Plan de situation - Acquisitions auprès de la SNCF - Lingolsheim

Date d'édition		ECHELLE
18/09/2025		1:5,000

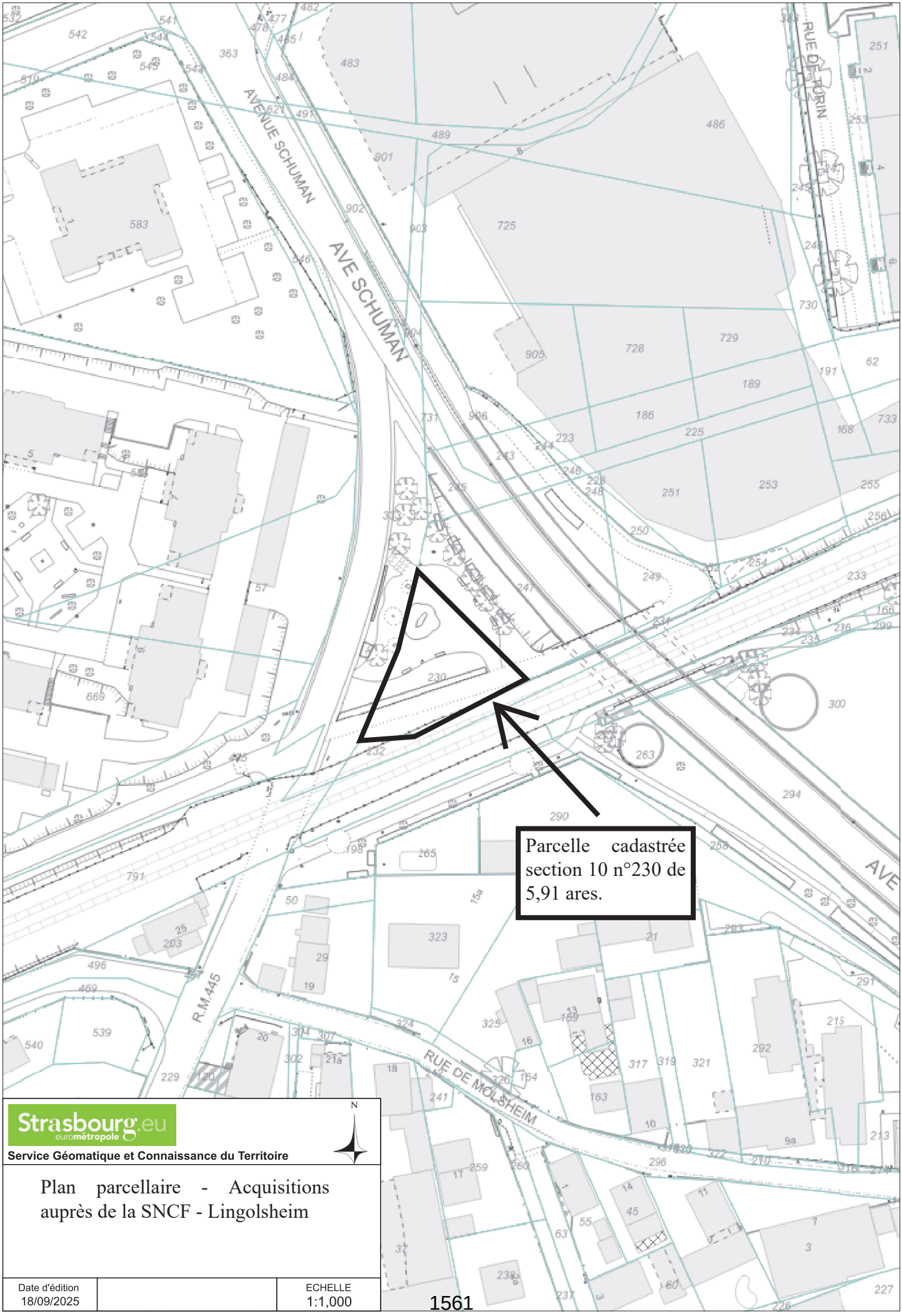


Strasbourg.eu
eurométropole

Service Géomatique et Connaissance du Territoire

Plan parcellaire - acquisitions auprès de la SNCF - Lingolsheim

Date d'édition		ECHELLE
18/09/2025		1:1,500



Strasbourg.eu
eurométropole

Service Géomatique et Connaissance du Territoire

N

Plan parcellaire - Acquisitions auprès de la SNCF - Lingolsheim

Date d'édition		ECHELLE
18/09/2025		1:1,000

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle Réseau Expertise
Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Yannick BRETON
Courriel : yannick.breton1@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03 88 10 35 13 – 06 89 48 43 91

Réf DS : 28090142
Réf OSE : 2025-67267-89710

Le 19 décembre 2025

Le Directeur régional des Finances publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

SNCF RESEAU

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr





Nature du bien :	Ensemble constitué de sept parcelles
Adresses du bien :	Rue d'Eckbolsheim, rue de Wolfisheim, rue de Dachstein et rue du Travail à LINGOLSHEIM (67380)
Valeur vénale :	**174 501 € HT**, assortie d'une marge d'appréciation de 10 %. (des précisions sont apportées au paragraphe 9 « *détermination de la valeur* »)

1562

1 - CONSULTANT

SNCF RESEAU

Affaire suivie par : Emilie EVRARD, Property Manager cessions
(tel. 06.18.32.18.36 ; emilie.evrard@esset-pm.com)

Votre référence : LINGOLSHEIM prorogation

2 - DATES

de consultation :	05/12/25
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	-
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	-
du dossier complet :	05/12/25

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☒
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☒
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local…)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

La société SNCF RESEAU souhaite connaître la valeur d'un ensemble de sept parcelles qu'elle entend céder à l'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG (EMS) dans le cadre de régularisations foncières.

Par délibération E-2025-902 du 07 novembre 2025, l'EMS, en accord avec la SNCF, a décidé d'acquérir la parcelle cadastrée section 10 n°230 au prix de 17 500 €, celle cadastrée section 27

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

n°812 au prix de 140 000 €, et le restant des parcelles au prix d'un euro symbolique, soit un prix global de 157 501 €.

Pour mémoire, deux de ces parcelles ont déjà fait l'objet d'une évaluation par le Pôle d'évaluation domaniale du Bas-Rhin, par avis du Domaine du 05 avril 2023 (réf n°DS 11870739 / n°OSE 2023-67267-21573) et du 09 octobre 2024 (réf n°DS 118719817773 / n°OSE 2024-67267-65663).

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

Les parcelles à évaluer se trouvent à LINGOLSHEIM, une commune de l'EMS située dans la banlieue Ouest/Sud-Ouest de l'agglomération strasbourgeoise, à environ 8 kilomètres du centre-ville de STRASBOURG et 6 kilomètres de l'aéroport de STRASBOURG-ENTZHEIM.

En 2022, la commune comptait 20 683 habitants (source INSEE).

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Les parcelles considérées sont situées au nord du ban communal, rue d'Eckbolsheim, rue de Wolfisheim, rue de Dachstein et rue du Travail. Elles sont toutes accessibles depuis la voie publique et desservies par les réseaux.

4.3. Références cadastrales

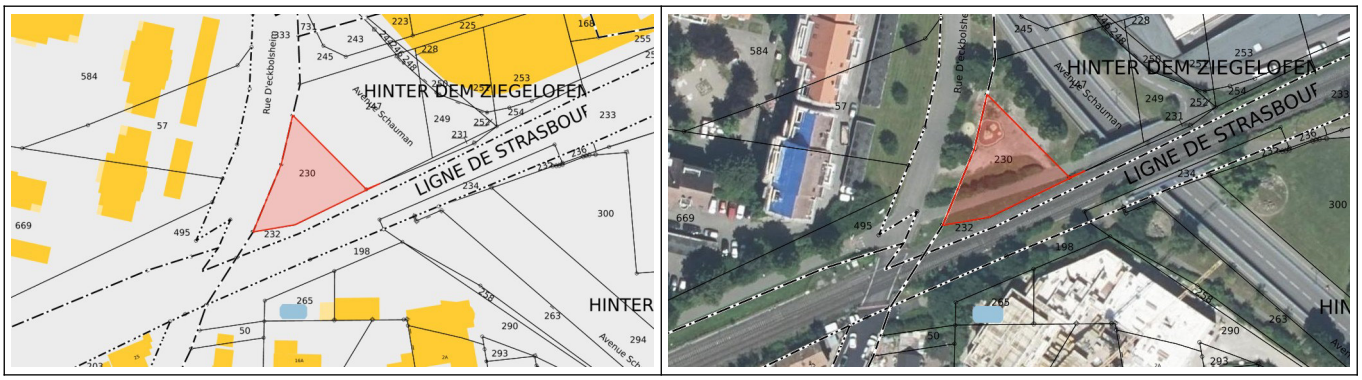
Les parcelles sous expertise figurent au cadastre de LINGOLSHEIM sous les références suivantes :

Localisation	Section	Parcelle	Adresse Lieu-dit	Superficie (ares)	Nature réelle	Zonage PLUi
Rue d'Eckbolsheim	10	230	Ligne de Strasbourg à Saint-Dié-des-Vosges	5,91	Aire de jeux	UCB2
Rue de Wolfisheim	25	229	Im Tal	0,19	Voirie	UCA3
Rue de Dachstein	27	784	Ligne de Strasbourg à Saint-Dié-des-Vosges	0,16		UB4
	27	785		0,08		UB4
	27	789		9,13		UCA3 (68%) UCB2 (32%)
	27	790		0,12		UB4
Rue du Travail	27	812		9,92	Piste cyclable	UCB2 (90%) UB4 (10%)
TOTAL				**25,51**		

4.4. Descriptif

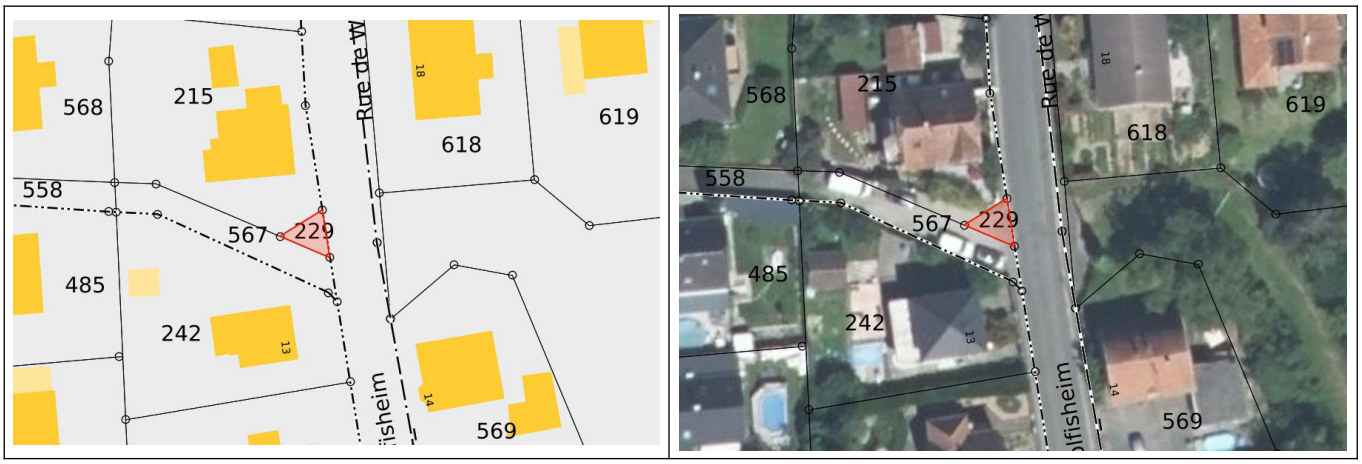
– Parcelle cadastrée section 10 n° 230 (rue d'Eckbolsheim).

La parcelle en question, de forme triangulaire, se trouve enclavée au sud par la voie ferrée de la ligne de chemin de fer reliant Strasbourg à Saint-Dié-des-Vosges, à l'est et à l'ouest par des parcelles appartenant à l'EMS. Cette parcelle est aménagée en aire de jeux.



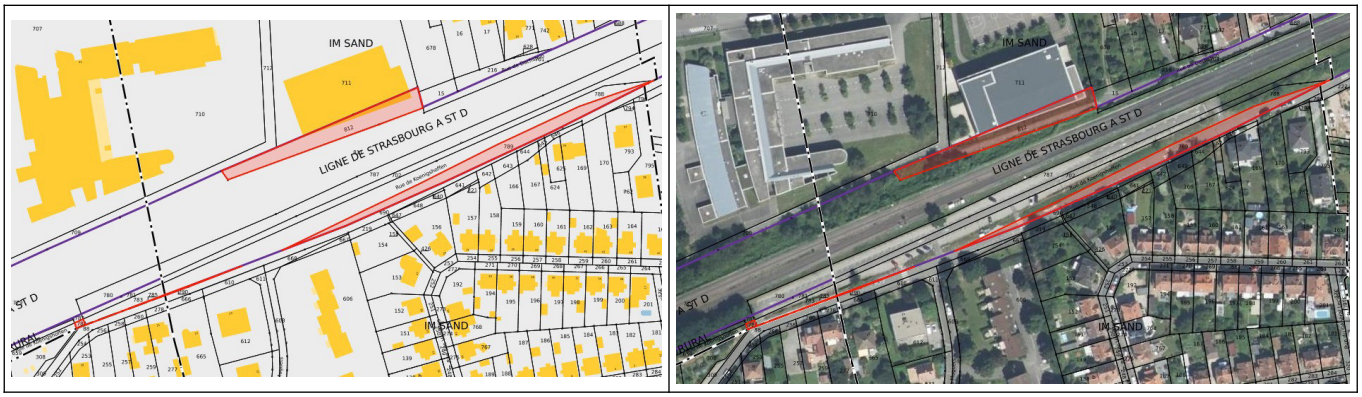
– Parcelle cadastrée section 25 n° 229 (rue de Wolfisheim).

Il s'agit d'une portion de voirie non goudronnée reliant la rue de Wolfisheim et la rue d'Auvergne.



– Parcelles cadastrées section 27 n° 784, 785, 789 et 790 (rue de Dachstein) et n° 812 (rue du Travail)

Situées de part et d'autre des voies de chemin de fer, les parcelles cadastrées section 27 n° 784, 785, 789 et 790 sont en nature de voirie et assimilés, et la parcelle cadastrée section 27 n°812 en nature de piste cyclable. Cette dernière subit l'empiétement de l'assise du gymnase du collège Maxime ALEXANDRE.



5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

D'après le Livre Foncier, les parcelles considérées appartiennent à l'État (Société Nationale des Chemins de Fer).

5.2. Conditions d'occupation

D'après le consultant, les parcelles considérées sont libres d'occupation.

6 - URBANISME

6.1.Règles actuelles

Au Plan Local d'Urbanisme de l'Eurométropôle de Strasbourg dont la dernière procédure a été approuvée le 27 juin 2025 :

– la parcelle cadastrée section 10 n° 230 est située en zonage **UCB2** et partiellement grevée de l'emplacement réservé LIN 4 au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg pour la « *Création d'une liaison piétons-cycles* ». Par ailleurs, cette parcelle se trouve en grande partie dans une zone classée EPCC (espace planté à conserver ou à créer) ;

– la parcelle cadastrée section 25 n° 229 est située en zonage **UCA3** ;

– les parcelles section 27 n° 784, 785 et 790 sont situées en zonage **UB4** ;

– la parcelle cadastrée section 27 n° 789 est située en double zonage **UCA3 et UCB2** ;

– la parcelle cadastrée section 27 n° 812 est située en double zonage **UB4 et UCB2**, et implantée pour une petite partie en zone classée EPCC (espace planté à conserver ou à créer).

Les zones **UB** sont hétérogènes et correspondent essentiellement aux faubourgs de l'agglomération, les zones zone **UCA** aux secteurs d'habitat pavillonnaire et les zones **UCB** aux secteurs d'immeubles collectifs que l'on retrouve dans la majorité des communes de l'agglomération.

Marge de recul :

Une marge de recul de 6 mètres depuis la limite légale du domaine ferroviaire rend inconstructible une partie de la parcelle section 27 n° 812.

Qualification des parcelles :

Les parcelles considérées reçoivent la qualification de terrain à bâtir, au sens de l'article L.322-3 du Code de l'expropriation, car elles sont situées en zone constructible, elles disposent d'un accès à la voie publique et elles se trouvent desservies par les réseaux.

6.2.Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION MISE EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Étude de marché (sources internes et critères de recherche – termes de comparaison)

L'étude de marché porte sur des mutations de terrains à bâtir intervenues sur la période récente.

DATE	COMMUNE	SECT.	N° PLAN	ADRESSE LIEU-DIT	SURFACE (ARE)	PRIX HT	VALEUR UNITAIRE (€/ARE)	ZONAGE PLUi
24/03/25	LINGOLSHEIM	18	172	rue Victor hugo	2,32	60 000 €	25 862 €	UCA3
28/11/23	LINGOLSHEIM	2	334-340-336-337	100 rue des Prés	5,69	177 000 €	31 107 €	UCA3
06/07/23	LINGOLSHEIM	16	327	Im Groettel	4,33	185 000 €	42 725 €	UCA3
02/06/23	LINGOLSHEIM	30	908-784	22 rue des Brochets	4,28	200 000 €	46 729 €	UCA2
26/05/23	LINGOLSHEIM	6	299-303	Auf den kleinen	5,95	200 000 €	33 613 €	UCA3

				rebweg				
05/10/22	LINGOLSHEIM	16	972-973	rue des Tilleuls	4,54	189 000 €	41 630 €	UCA3
						QUARTILE 1	**31 734 €**	
						MOYENNE :	**36 944 €**	
						MÉDIANE :	**37 622 €**	

8.1.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Pour apprécier la valeur vénale d'un terrain, il y a lieu de procéder à des comparaisons avec les ventes de terrains présentant des caractéristiques similaires dans un secteur géographique proche et les plus récentes possibles.

Au cas présent, l'étude de marché recense sept termes de comparaison, tous situés à LINGOLSHEIM en zonages UC. Il s'agit de terrains à bâtir en zones UCA2 et UCA3. Leur superficie s'étend de 2,32 ares à 5,95 ares. Leur valeur unitaire est comprise entre 25 862 € et 46 729 € l'are. Aucune corrélation ne peut être ici observée entre contenance et valeur unitaire.

L'étude menée fait ressortir une valeur moyenne de 36 944 €/are, une médiane de 37 622 €/are et la valeur basse représentée par le quartile inférieur, soit la valeur en dessous de laquelle se situent 25 % des ventes, ressort à 31 734 €.

Valorisation de la parcelle cadastrée section 10 n°230 (aire de jeux de 5,91 ares – rue d'Eckbolsheim)

Dans la mesure où la parcelle évaluée se trouve à proximité de la voie ferrée, la valeur basse du quartile inférieur, arrondie à 31 500 €/are, aurait pu servir de base de calcul.

Toutefois, pour tenir compte à la fois de sa situation d'enclavement et de sa localisation en Espace Planté à Conserver ou à Créer (EPCC) la rendant inconstructible, un abattement maximal de 90 % trouve à s'appliquer.

Soit : 31 500 € HT/are X (1 – 90 %) = 3 150 €/are ;
5,91 ares X 3 150 €/are = 18 616,50 €, arrondis à **18 500 € HT.**

Valorisation de la parcelle cadastrée section 27 n°812 (portion de piste cyclable de 9,92 ares sur laquelle empiète un gymnase – rue du Travail)

La parcelle évaluée se trouvant en bordure de la voie ferrée, la valeur basse du quartile inférieur, arrondie à 31 500 €/are, aurait également pu servir de base de calcul. Mais compte tenu de la marge de recul inconstructible de 6 mètres depuis l'alignement des voies, une réfaction de 50 % trouve à s'appliquer sur cette valeur.

Soit : 31 500 € HT/are X (1 – 50 %) = 15 750 €/are ;
9,92 ares X 15 750 €/are = 156 240 €, arrondis à **156 000 € HT**.

Valorisation des parcelles de voirie cadastrée section 25 n°229 (parcelle de voirie - rue de Wolfisheim) et section 27 n°784 , 785, 789 et 790 (parcelles de voirie - rue de Dachstein)

Les mutations de voiries destinées à demeurer ou à être incorporées dans le domaine public sont analysées comme des transferts de charges. N'ayant pas de valeur marchande et devant être entretenues par leur propriétaire, les biens qui rentrent dans cette catégorie sont évalués à **un euro** à la double condition toutefois que l'usage de voirie et que l'affectation publique (maintien de la voirie dans le domaine public) soient conservés.

La voirie s'entend principalement de la chaussée mais aussi, suite à des décisions jurisprudentielles s'étant prononcées sur leur appartenance au domaine public,

- des accotements, du terre-plein central s'il existe,
- des trottoirs, des pistes cyclables,
- des talus, des arbres s'ils sont plantés sur le domaine public, en bordure de la voie
- des espaces non goudronnés permettant l'accès aux propriétés riveraines à condition de s'étendre de la voie jusqu'aux murs des bâtiments existants, de permettre leur desserte et de garantir la liberté de passage.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, la valeur vénale de ces parcelles est fixée à **l'euro symbolique**.

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale de l'ensemble des parcelles est arbitrée à 174 501 €, selon la répartition suivante :

– 18 500 € HT au titre de la parcelle section 10 n° 230 (5,91 ares) ;

– 156 000 € HT au titre de la parcelle section 27 n° 812 (9,92 ares) ;

– 1 € au titre des parcelles de voirie et assimilés (section 25 n° 229 et section 27 n° 784 , 785, 789 et 790).

Elle est exprimée hors taxe et hors droits. Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur minimale de cession sans justification particulière à 157 051 €.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

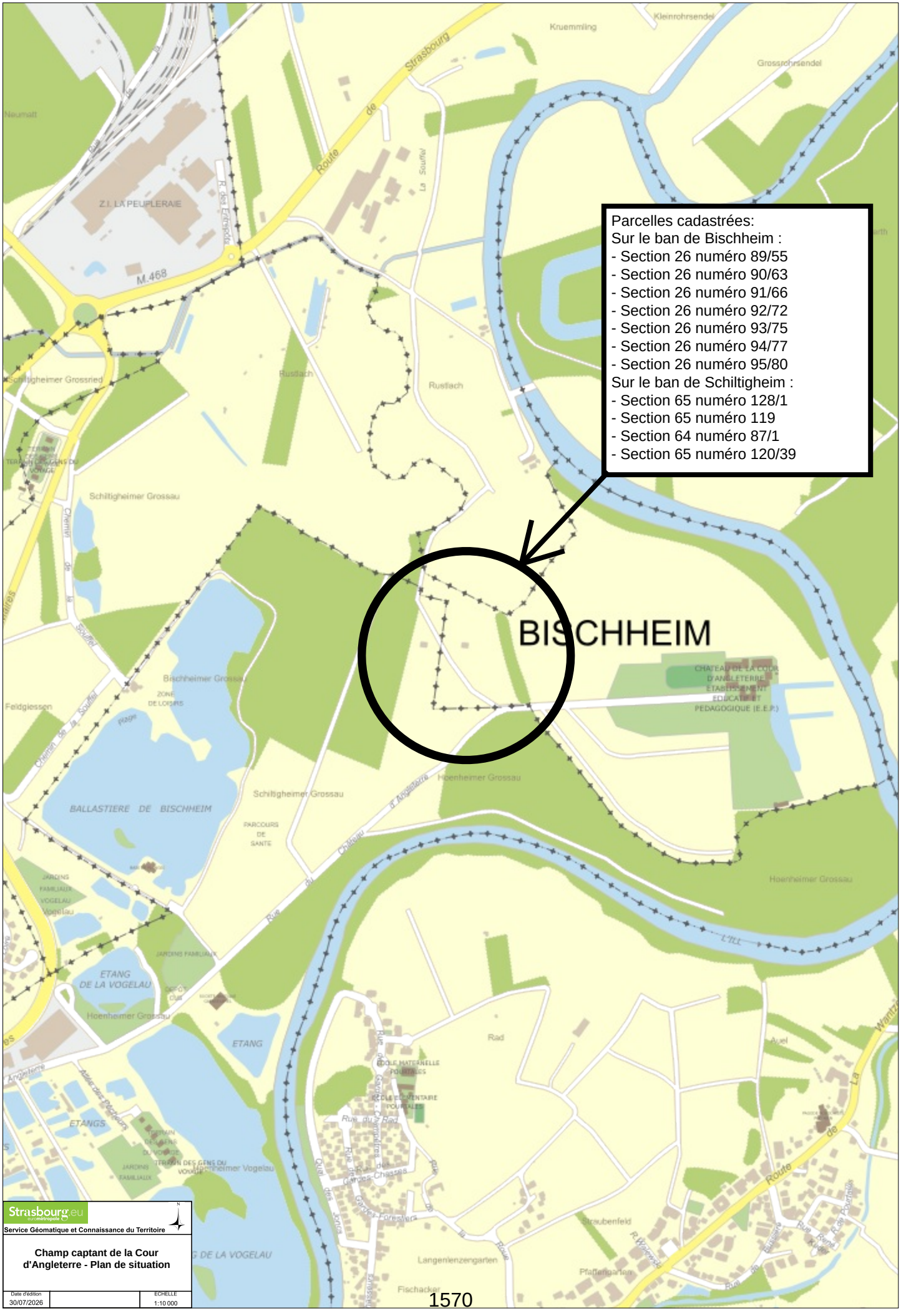
Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,



Yannick BRETON
Inspecteur des Finances publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

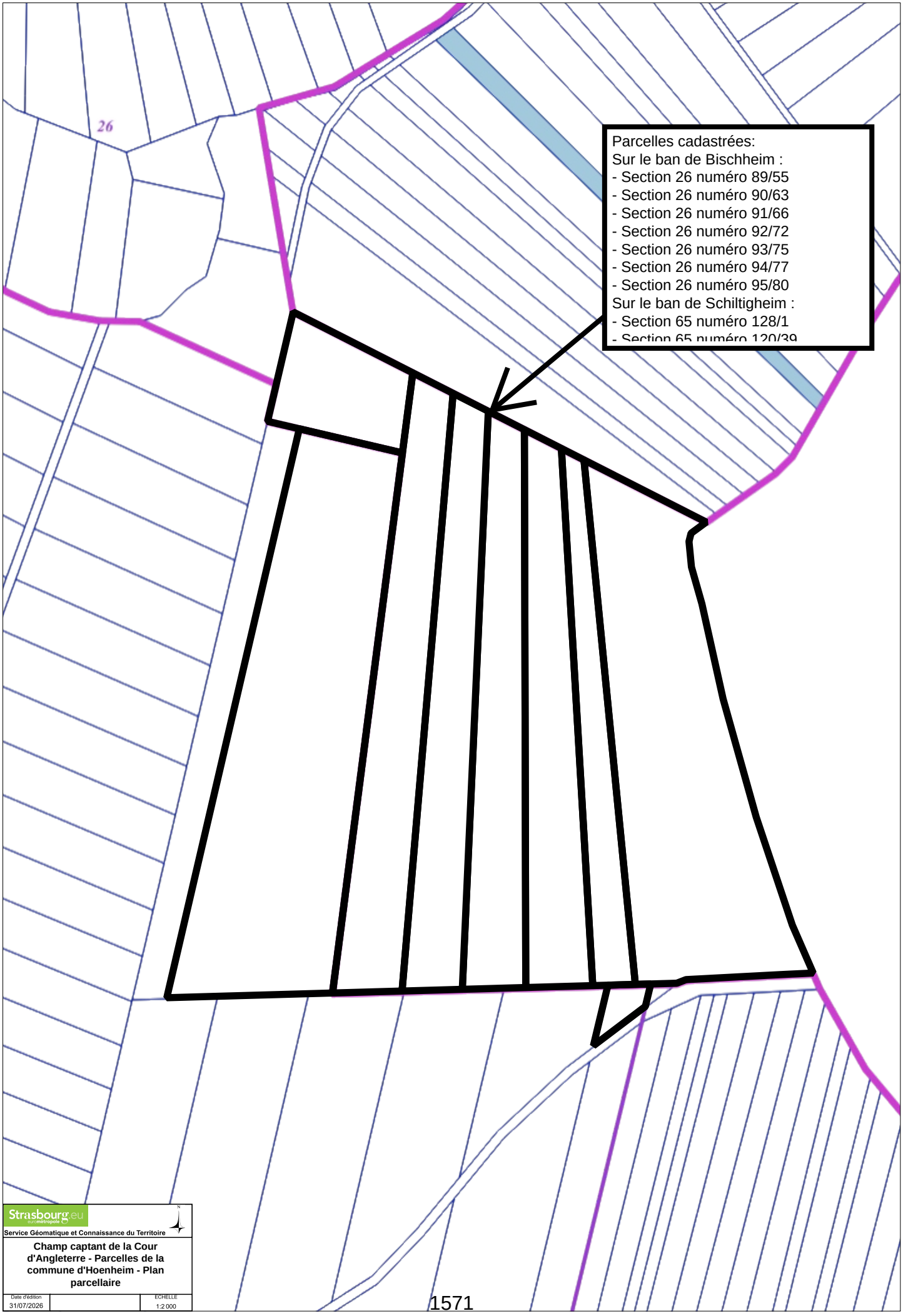


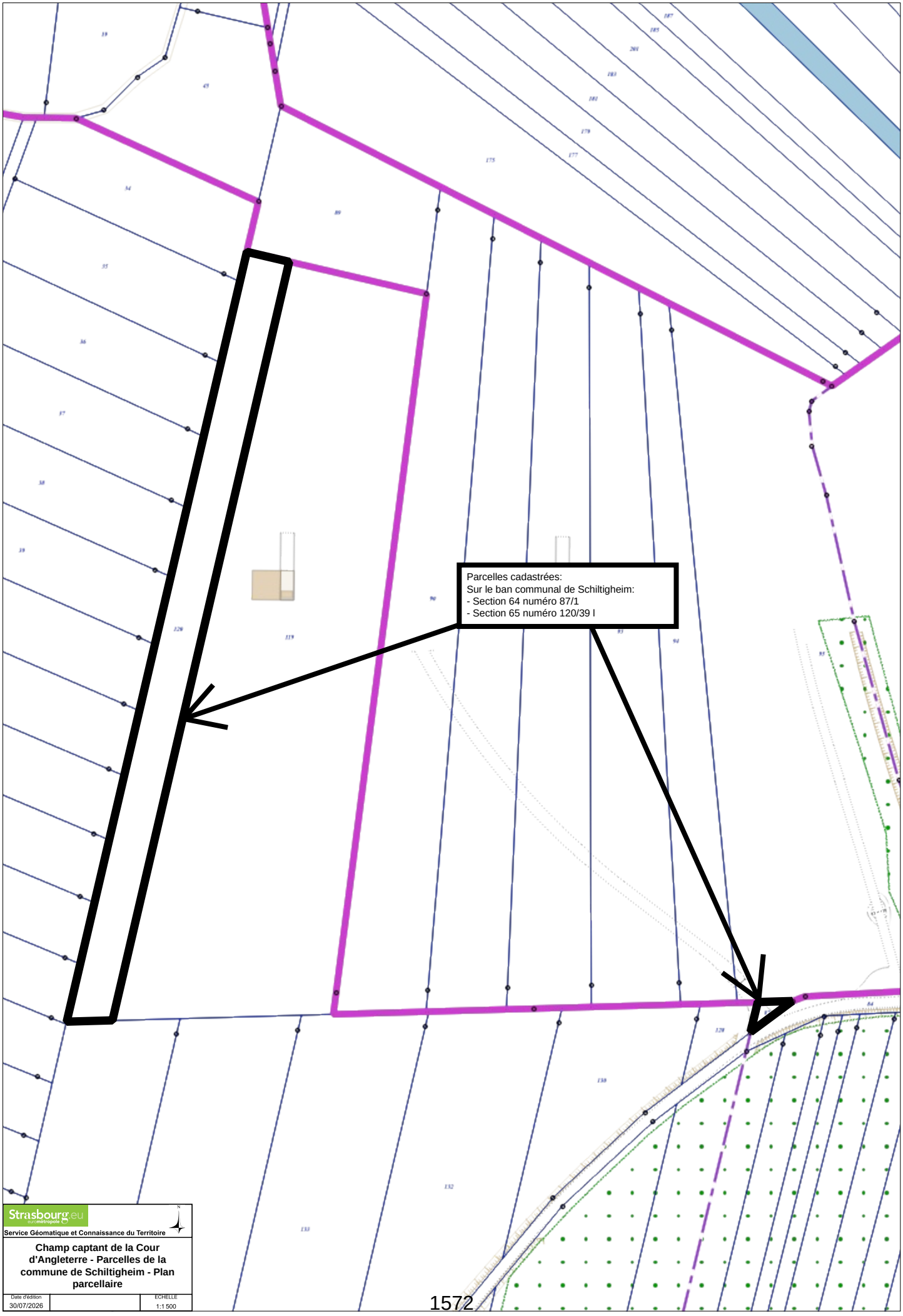
Strasbourg.eu
eurométropole

Service Géomatique et Connaissance du Territoire

Champ captant de la Cour d'Angleterre - Plan de situation

Date d'édition		ECHELLE
30/07/2026		1:10 000


26
Parcelles cadastrées:
Sur le ban de Bischheim :
- Section 26 numéro 89/55
- Section 26 numéro 90/63
- Section 26 numéro 91/66
- Section 26 numéro 92/72
- Section 26 numéro 93/75
- Section 26 numéro 94/77
- Section 26 numéro 95/80
Sur le ban de Schiltigheim :
- Section 65 numéro 128/1
- Section 65 numéro 120/39
Strasbourg.eu
eurométropole
Service Géomatique et Connaissance du Territoire
Champ captant de la Cour d'Angleterre - Parcelles de la commune d'Hoenheim - Plan parcellaire
Date d'édition
31/07/2026
ECHELLE
1:2 000

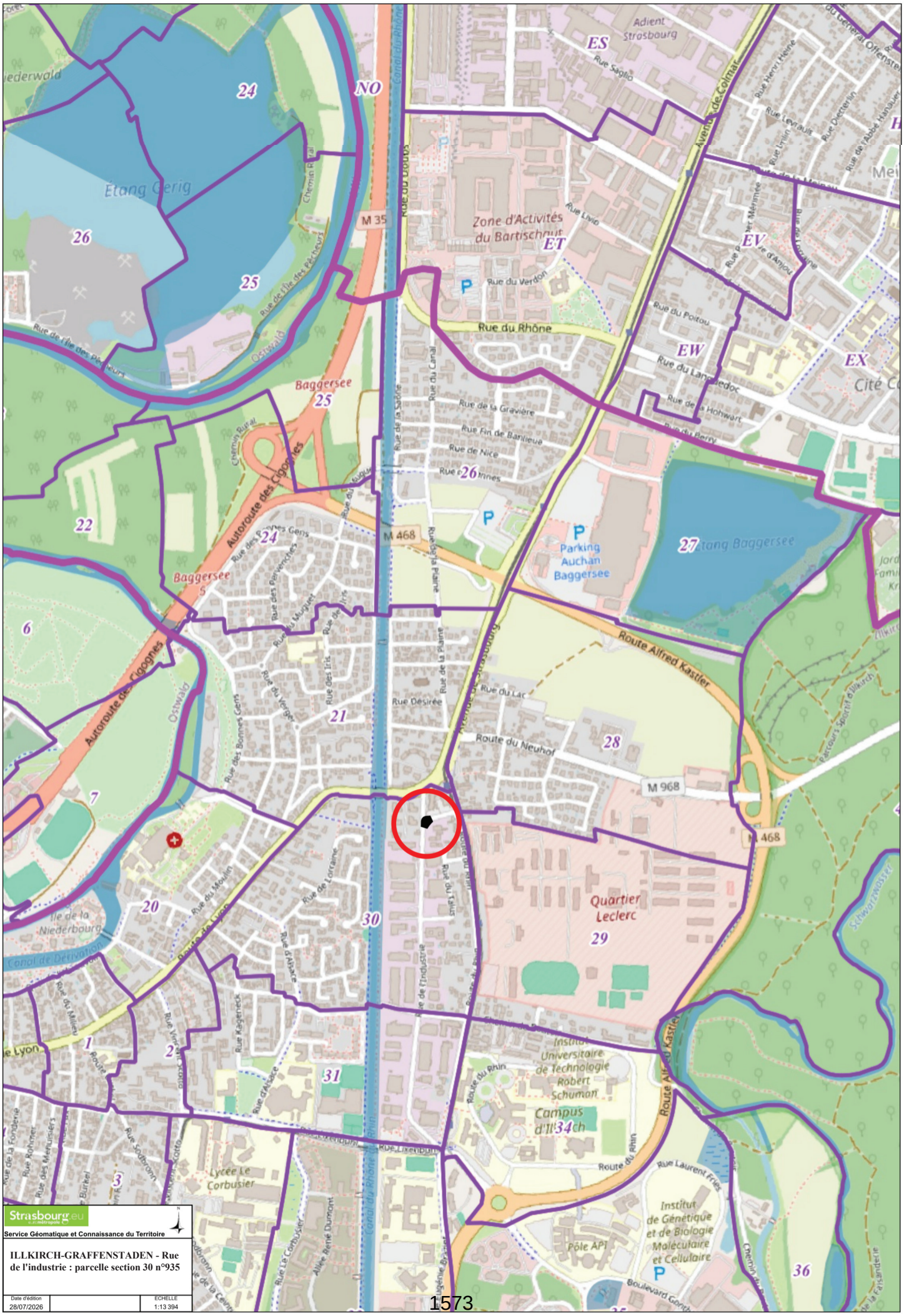


Strasbourg.eu
eurométropole

Service Géomatique et Connaissance du Territoire

Champ captant de la Cour d'Angleterre - Parcelles de la commune de Schiltigheim - Plan parcellaire

Date d'édition		ECHELLE
30/07/2026		1:1 500

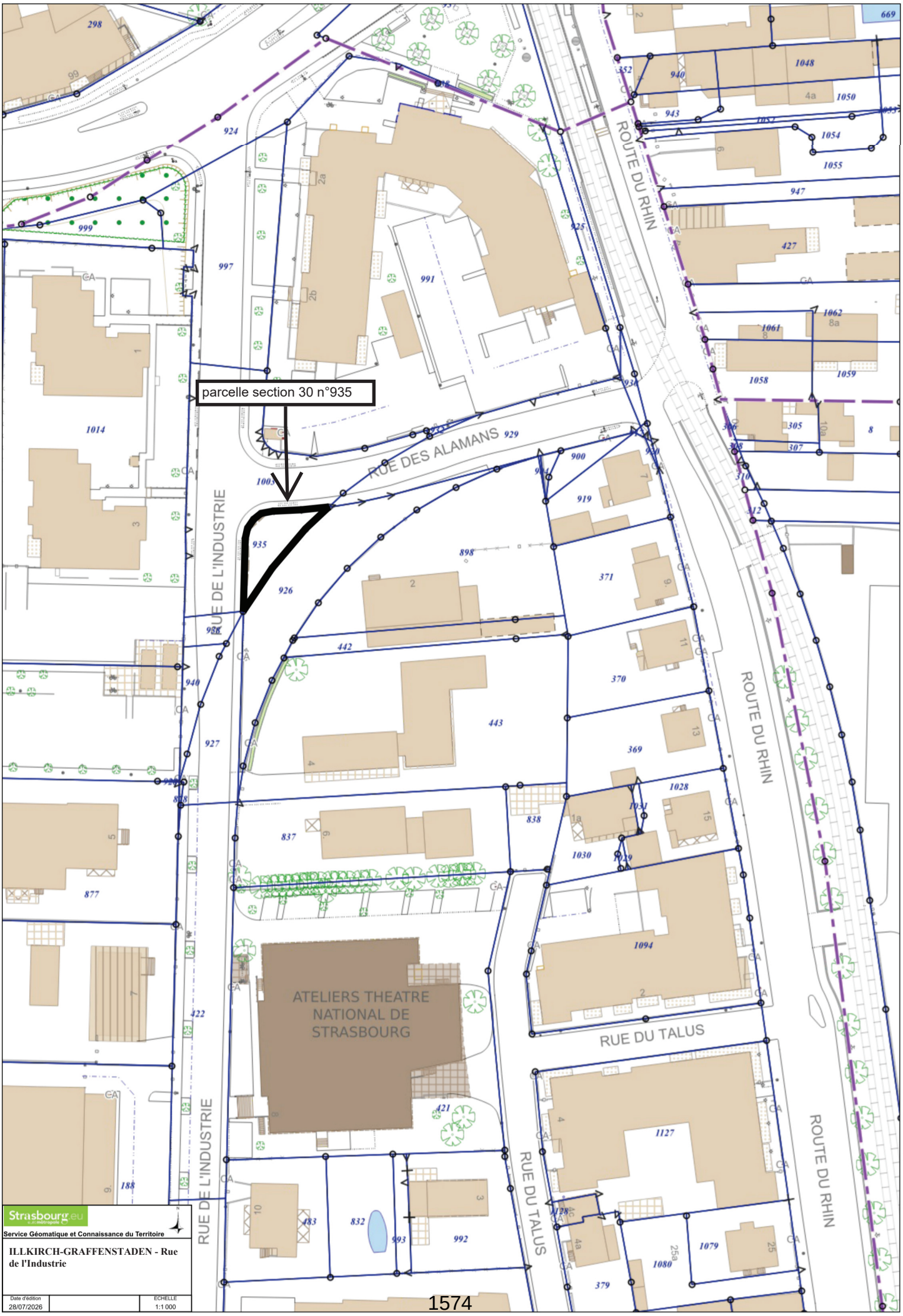


Strasbourg.eu

Service Géomatique et Connaissance du Territoire

ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN - Rue de l'industrie : parcelle section 30 n°935

Date d'édition		ECHELLE
28/07/2026		1:13 394


parcelle section 30 n°935
RUE DES ALAMANS
RUE DE L'INDUSTRIE
ROUTE DU RHIN
RUE DU TALUS
ATELIERS THEATRE NATIONAL DE STRASBOURG
Strasbourg.eu
Service Géomatique et Connaissance du Territoire
ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN - Rue de l'Industrie
Date d'édition
28/07/2026
ECHELLE
1:1 000

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction régionale des Finances Publiques du Grand-Est et du département du Bas-Rhin

Pôle Réseau Expertise

Pôle d'évaluations domaniales
4 place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Nathalie STAHL
Courriel :nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03 88 10 35 18

Réf DS :32650372
Réf OSE : 2026-67218-48174

Le 30/07/2026

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est et du département du Bas-Rhin

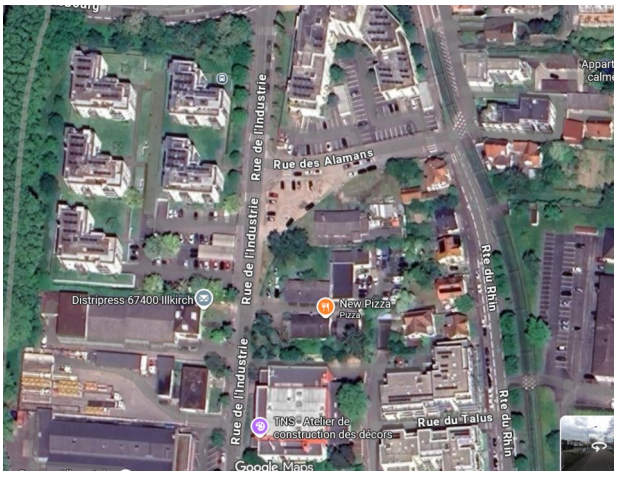
à

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

AVIS RECTIFICATIF DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

ANNULE ET REMPLACE L'AVIS DU 29/07/2026

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Nature du bien :	Terrain à bâtir
Adresse du bien :	Rue de l'industrie 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN
Valeur vénale :	**41 355 € HT**, assortie d'une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe 9 « Détermination de la valeur vénale »)

1 - CONSULTANT

Consultant : EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Affaire suivie par : M. Raoul GOMES, chargé de transactions immobilières
tél. 03 68 98 69 56 – raoul.gomes@strasbourg.eu

Votre référence : RG RESIDENCE ETUDIANT INDUSTRIE ILLKIRCH

2 - DATES

de consultation :	16/07/2026
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	-
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	-
du dossier complet :	16/07/2026

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☑
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☑
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

Le consultant souhaite connaître la valeur vénale d'une parcelle de terrains à bâtir dans le cadre d'un projet urbain implantée à l'angle de la rue de l'Industrie et de la rue des Alamans.
L'opération prévue comprend la construction d'une résidence étudiante de 260 logements par le porteur du projet et l'aménagement d'une aire de jeux par la collectivité.

Le bien a été précédemment évalué sous avis rapport N° 2026-67218-05319 en date du 11/02/2026 à une valeur vénale de 41 355 € HT.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

La parcelle à évaluer se situe sur la commune d'Illkirch-Graffenstaden, ville du sud de l'Eurométropole de Strasbourg, comptant 27 339 habitants (INSEE 2022).
La Ville d'Illkirch-Graffenstaden est devenue un pôle économique, commercial et culturel particulièrement attractif au sud de l'agglomération strasbourgeoise.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Le bien est situé à proximité de toutes les commodités. Il est proche de l'arrêt de tram « Colonne ».

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

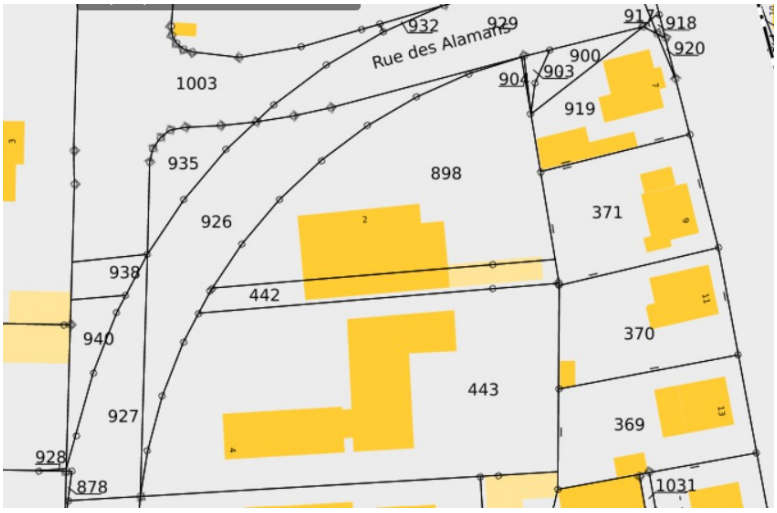
4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre d'ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN sous les références suivantes :

section	parcelle	surface/are	Zone
30	935	1,54	UB3

4.4. Descriptif

La parcelle section 30 N° 935 est une parcelle de forme triangulaire avec un côté arrondi, installée dans l'angle des deux rue. Elle est à usage de stationnement, sol gravillonné.



La collectivité souhaite céder la parcelle à la commune d'Illkirch-Graffenstaden dans le cadre d'un projet de construction d'une résidence étudiante.

La parcelle est évaluée dans son état actuel.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Selon le Livre Foncier, le bien est propriété de l'Eurométropole de Strasbourg.

5.2. Conditions d'occupation

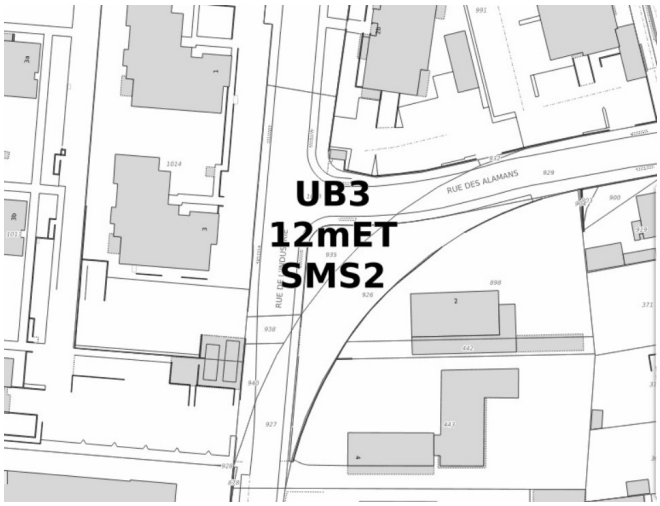
Le bien est libre d'occupation.

6 - URBANISME

6.1.Règles actuelles

La parcelle section 30 N° 935 est située en secteur de zone UB3 du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg dont la dernière modification a été approuvée le 6 février 2026.

La zone UB est une zone urbaine à vocation mixte (habitat, commerces, services, activités diverses, d'équipements publics et/ou d'intérêt collectif). Elle identifie des tissus bâtis hétérogènes tant par la forme du parcellaire que des volumes et des modes d'implantation.



Sauf dispositions particulières indiquées au règlement graphique, les constructions peuvent être édifiées à l'alignement des voies et places existantes, à modifier ou à créer, et ouvertes à la circulation publique. Elles peuvent toutefois s'en éloigner à condition que le recul soit au minimum de 1,50 mètre.
S'il y a le long de certaines voies un ordonnancement de fait des bâtiments existants qui marque le caractère de la rue et qui ne correspond pas aux règles citées ci-dessus, le respect d'un tel ordonnancement peut être imposé pour toute construction nouvelle qui s'y insérera.
Les dispositions énoncées au paragraphe 1. ne s'appliquent pas aux constructions et installations de faible emprise nécessaires aux missions des services publics ou d'intérêt collectif, tels que postes de transformation électriques qui peuvent être implantés soit l'alignement, soit à une distance au moins égale à 0,50 mètre des voies et places existantes, à modifier ou à créer et ouvertes à la circulation publique.
En secteur de zone UB3, implantation jouxtant les limites séparatives :
— Sur une profondeur de 13 mètres comptés à partir de l'alignement existant ou projeté ou de la ligne qui s'y substitue (dispositions graphiques ou ordonnancement de fait), les constructions peuvent être implantées le long de la limite séparative latérale.
— Au-delà d'une profondeur de 13 mètres, les constructions peuvent être implantées le long de toute limite séparative si leur hauteur hors tout, au droit de la limite séparative et dans les retraits par rapport aux limites séparatives, n'excède pas 3,50 mètres, ou lorsque le bâtiment peut être accolé à un pignon existant en attente.
Lorsque les constructions ne sont pas implantées sur les limites séparatives (implantation avec prospect) :
— sur une profondeur de 13 mètres comptés à partir de l'alignement existant ou projeté ou de la ligne qui s'y substitue (dispositions graphiques ou ordonnancement de fait), la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à 1,90 mètre.
— sur une profondeur de 13 mètres à 20 mètres, la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.
— au-delà d'une profondeur de 20 mètres, la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 6 mètres.
Les dispositions énoncées aux paragraphes 1., 2., 3. et 4. ci-dessus ne s'appliquent pas aux constructions de moins de 10 m² d'emprise au sol et 3,50 mètres de hauteur hors tout ; aux constructions et installations de faible emprise nécessaires aux missions des services publics ou d'intérêt collectif, tels que postes de transformation électriques qui peuvent être implanté soit sur limite séparative, soit à une distance au moins égale à 0,50 mètre des limites séparatives ;
L'emprise au sol des bâtiments ne peut excéder le pourcentage 50 % en UB3.
L'emprise au sol n'est pas réglementée pour les équipements d'intérêt collectif et services publics.
La hauteur maximale des constructions est mesurée à l'égout principal de toiture :
— par rapport au niveau moyen de la voie de desserte existante ou à créer pour les constructions implantées sur une profondeur de 20 mètres, mesurée à partir de la limite d'emprise du domaine public ;

— par rapport au niveau moyen du terrain d'assise de la construction pour les constructions implantées au-delà d'une profondeur de 20 mètres, mesurée à partir de la limite d'emprise du domaine public.
Au-dessus de la hauteur maximale autorisée à l'égout principal de toiture, la hauteur maximale hors tout des constructions est limitée à 8 mètres dans le secteur de zone UB3 ;
Les espaces libres doivent être plantés à raison d'au moins un arbre par tranche entière de 100 m² de terrain non-bâti. La surface des aires de stationnement à l'air libre entre dans ce calcul. La préservation d'arbres préexistants peut être prise en compte dans le calcul précité.
Il est exigé pour toute construction nouvelle un pourcentage minimal de terrain réservé à des aménagements paysagers réalisés en pleine terre de 20 % en UB3.
Le coefficient de biotope par surface est fixé 30 % en UB3.

Qualification du terrain :
L'emprise a la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car située dans une zone déclarée constructible et desservie par les VRD.

6.2.Date de référence et règles applicables
Sans incidence.

7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE
La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché
Elle a porté tout d'abord sur des transactions de terrains à bâtir de surface inférieure à 2 ares puis sur des actes notariés de parcelles de terrains à bâtir de superficie comprise entre 2,30 ares et 4,01 ares du ban communal d'Illkirch-Graffenstaden pour la période récente 2022-2025

8.1.1.Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

Tableau pour parcelle < à 2 ares

N°	DATE	COMMUNE	SECT.	N° PLAN	N°	RUE OU LIEU-DIT	SURFACE (ARE)	PRIX €	PRIX €/ARE	ZONAGE	OBSERVATIONS
1	30/03/22	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	11	491/102		rue des Boulangers	0,06	2 400 €	40 000 €	UCA4	micro parcelle
2	01/01/23	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	6	422/1	120	route de Lyon	1,20	20 000 €	16 667 €	UCA4	parcelle biscornue- en état de voirie accès pharmacie
3	03/07/23	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	1	451/212		Place du Temple	0,04	1 600 €	40 000 €	UAA1	micro parcelle
4	20/12/23	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	6	422/1	120	route de Lyon	1,20	20 000 €	16 667 €	UCA4	parcelle biscornue- en état de voirie accès pharmacie
5	27/03/24	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	32	1132/276-1130/276		rue des Vignes	0,49	26 000 €	53 061 €	UCA4	
6	16/07/24	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	12	223/8		fbg de la Paix	0,89	30 000 €	33 708 €	UAA1/UCA4	
7	31/07/24	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	1	410-426		Route Burckel	1,12	13 104 €	11 700 €	UAA1	emplacement de stationnement voirie
8	23/07/25	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	13	398/73		rue de l Enfer	0,05	1 000 €	20 000 €	UAA1	micro parcelle
								Moyenne	28 975 €		
								Médiane	26 854 €		

Les prix s'affichent entre 11 700 € HT/are et 53 061 € HT/are.
La moyenne et la médiane sont respectivement à 28 975 € HT/are et 26 854 € HT/are.

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue
Les termes plus anciens ont été systématiquement écartés.

Le premier tableau comporte 8 termes de petites parcelles dont les prix ne présentent pas de cohérence par rapport à leurs caractéristiques spécifiques : parcelles de faible emprise tout en longueur, voie d'accès de la propriété, terrain intégré dans la voirie (trottoir-stationnement)

Il convient toutefois de constater que la parcelle à acquérir appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg est en état de sol à usage d'emplacement de stationnement ;

Par conséquent, la valeur vénale est déterminée à partir de la médiane du premier tableau soit :

1,54 ares x 26 854 € HT/are = 41 355,16 € HT **arrondie à 41 355 € HT**

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE– MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **41 355 €.** Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur minimale de vente sans justification particulière à 37 220 € HT.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.
Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.
Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.
Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.
**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*
En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.
Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.
Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.
Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.
Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.
Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.
Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur régional des Finances publiques et par délégation,



Nathalie STAHL
Inspectrice des Finances publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Strasbourg.eu
eurométropole

62

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Octroi des aides de la collectivité aux opérations menées par les bailleurs sociaux dans le cadre du NPNRU.

Numéro E-2026-667

L'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée avec ses partenaires dans la mise en œuvre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), qui constitue le plus grand projet urbain porté par la collectivité par son ampleur territoriale, la population touchée et les moyens mobilisés : 7 quartiers prioritaires de la Ville ou QPV répartis sur 5 communes : les Hirondelles à Lingolsheim, la cité des Écrivains à Bischheim/Schiltigheim, la cité Libermann à Illkirch, Neuhof/Meinau, Hautepierre, l'Elsau et Cronenbourg à Strasbourg, avec près de 53 200 habitants soit 10 % de la population de l'agglomération.

Ce projet a été approuvé au Conseil du 28 juin 2019 et du 27 septembre 2019 s'agissant des aides de la collectivité apportée sur le volet Habitat. L'ensemble a été traduit dans le cadre d'une convention générale 2019-2030, signée avec l'ANRU et les partenaires.

Pour mémoire, les projets urbains de chaque quartier prioritaire de la Ville (QPV) prévoient des interventions multiples grâce à la réalisation programmée d'opérations de démolition, de requalification massive du parc existant, de résidentialisation des pieds d'immeubles et de reconstitution, conformément au règlement général de l'ANRU, qui précise que les projets de renouvellement urbain doivent garantir une reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux démolis, de manière à répondre aux besoins structurels en logements locatifs sociaux du territoire.

Sur le volet Habitat, l'Eurométropole de Strasbourg a mis en place des aides spécifiques au soutien de ces opérations. En application des délibérations cadre, la liste des opérations jointes en annexe a fait l'objet de demandes de subvention de la part des opérateurs maitres d'ouvrage.

Il est donc proposé au Conseil de bien vouloir valider l'attribution de ces aides pour un montant global de 1 366 555,88 € (un million trois cent soixante-six mille cinq cent cinquante-cinq euros et quatre-vingt-huit centimes), répartis sur 17 opérations, correspondant à l'application du dispositif d'aide mis en place dans le cadre du NPNRU et intégré à la convention générale 2019-2030.

Il est précisé que l'ajustement des aides de la collectivité en application des délibérations cadre, se fera au stade du versement du solde, sur la base en particulier des plans de financement définitifs.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
en date du 29 janvier 2021 validant le dispositif
d'aide à la réhabilitation thermique applicable au NPNRU
vu les délibérations d'actualisation et prorogation de ce dispositif
et notamment celle en date du 6 février 2026
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
en date du 28 juin 2019 relative au projet de convention du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
en date du 27 septembre 2019 relative au volet Habitat du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
en date du 14 février 2020 venant compléter le dispositif de financement des programmes habitat du NPNRU
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'octroi des aides directes présentées dans le tableau joint en annexe pour l'accompagnement financier par l'Eurométropole de Strasbourg du projet de rénovation urbaine porté dans le cadre de la convention partenariale du NPNRU 2019-2030, au bénéfice des opérations réalisées par les bailleurs sociaux telles qu'identifiées dans le tableau joint en annexe,

précise

que le montant définitif des aides ainsi accordées, sera ajusté lors du versement du solde, notamment au vu du plan de financement définitif et conformément aux délibérations cadre en vigueur,

confirme

l'imputation de la dépense globale d'un montant de 1 366 555,88 € (un million trois cent soixante-six mille cinq cent cinquante-cinq euros et quatre-vingt-huit centimes) sur les crédits disponibles au budget 2026 et suivant (fonction 518 – nature 204182 – CRB HP01- prog 1342 – AP 0294).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre

2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211245-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Tableau annexe à la délibération NPNRU

Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 09 octobre 2026

Date de la demande	**N° du dossier**	**Type d'opération** (Démolition, requalification, résidentialisation, reconstitution, minoration de loyer)	**Commune**	**Adresse**	**Bailleur bénéficiaire**	**Nbre de logements** (sauf résid)	**Montant travaux** (sauf minoration de loyer)	**Montant de l'aide ANRU**	**Montant de l'aide Eurométropole de Strasbourg**
08/06/2026	2026-086	RECONSTITUTION	HOENHEIM	rue de la République	OPHEA	2 PLAI	244 407,22 €	15 600,00 €	18 000,00 €
08/06/2026	2026-087	RECONSTITUTION	STRASBOURG	rue de l'Anguille - Deux rives - COOP SUD LOT 114	OPHEA	9 PLAI	1 404 001,57 €	70 200,00 €	81 000,00 €
10/06/2026	2026-088	RECONSTITUTION	ECKBOLSHEIM	rue Jean Monnet	OPHEA	12 PLAI	1 589 583,90 €	93 600,00 €	108 000,00 €
08/06/2026	2026-089	RECONSTITUTION	HOENHEIM	OAP route de la Wantzenau	OPHEA	13 PLAI	1 886 571,67 €	101 400,00 €	117 000,00 €
08/06/2026	2026-090	RECONSTITUTION	REICHSTETT	Vergers Saint Michel - ILOT K2	OPHEA	9 PLAI	1 460 521,64 €	70 200,00 €	81 000,00 €
10/06/2026	2026-091	RECONSTITUTION	OBERSCHAEFFOLSHEIM	rue de la Mairie	OPHEA	4 PLAI	505 381,65 €	31 200,00 €	36 000,00 €
08/06/2026	2026-092	RECONSTITUTION	PLOBSHEIM	rue de la Liberté	OPHEA	3 PLAI	419 666,66 €	23 400,00 €	27 000,00 €
10/06/2026	2026-093	RECONSTITUTION	STRASBOURG	Citadelle 9B	OPHEA	4 PLAI	676 679,17 €	31 200,00 €	36 000,00 €
10/06/2026	2026-094	RECONSTITUTION	STRASBOURG	Citadelle 11A	OPHEA	4 PLAI et 7 PLUS	2 622 553,29 €	31 200,00 €	36 000,00 €
08/06/2026	2026-095	RECONSTITUTION	STRASBOURG	Rue de l'Anguille - Lana tranche 2	OPHEA	3 PLAI	359 128,41 €	23 400,00 €	27 000,00 €
08/06/2026	2026-096	RECONSTITUTION	STRASBOURG	rue de la Coopérative - COOP 116	OPHEA	6 PLAI	762 255,02 €	46 800,00 €	54 000,00 €
10/06/2026	2026-097	RECONSTITUTION	LA WANTZENAU	Schwemmloch - Smartdorf	OPHEA	7 PLAI	1 283 240,36 €	54 600,00 €	63 000,00 €
08/06/2026	2026-098	RECONSTITUTION	STRASBOURG	Rue de Nantes - Citadelle 3	OPHEA	14 PLUS et 6 PLAI	5 946 955,97 €	46 800,00 €	54 000,00 €
21/04/2026	2026-099	RECONSTITUTION	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	rue le Corbusier - Prairies du Canal 5A	HABITAT DE L'ILL	7 PLAI	1 167 022,14 €	60 060,00 €	63 000,00 €
21/04/2026	2026-029	RECONSTITUTION	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	rue Julie-Victoire Daubié	HABITAT DE L'ILL	18 PLUS et 17 PLAI	5 391 314,00 €	107 100,00 €	153 000,00 €
06/07/2026	2026-084	RECONSTITUTION	VENDENHEIM	Chemin du Ruisseau	ALSACE HABITAT	4 PLAI	686 560,00 €	31 200,00 €	36 000,00 €
21/07/2026	2026-101	DEMOLITION	STRASBOURG	2 -22 rue Raoul Clainchard	SEDES	88 DEMOL	3 268 345,72 €	2 614 676,58 €	376 555,88 €
							TOTAL	**3 452 636,58 €**	**1 366 555,88 €**

63

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Octroi des aides de la collectivité aux opérations menées par les bailleurs sociaux dans le cadre du droit commun.

Numéro E-2026-666

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle, pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1100 logements par an.

L'orientation de cette production doit être destinée aux ménages les plus modestes, en intégrant une part significative de logements financés en Prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) et en Prêts locatifs à usage social (PLUS).

Afin de soutenir cette production, l'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre de sa politique volontariste en droit commun, a décidé la mise en place d'aides spécifiques (cf. délibération du 20 mars 2009 modifiée le 24 mars 2016 et le 3 mars 2017).

En application de ces délibérations cadre, les opérations d'offre nouvelle dont la liste est jointe en annexe, ont fait l'objet d'un agrément et d'une demande de subvention de la part des bailleurs sociaux.

Il est donc proposé au Conseil de bien vouloir valider l'attribution de ces aides pour un montant global de 775 000 € (sept cent soixante-quinze mille euros), allouées sur la base des logements financés en PLAI et en PLUS répartis sur 12 opérations, correspondant à l'application du dispositif d'aide mis en place dans le cadre du droit commun.

Il est également proposé au Conseil de prendre acte de l'annulation d'agrément pour l'opération de NEOLIA située à HOENHEIM, 54 rue de la République – Décision n° 20226748200037, qui emporte caducité de la subvention d'un montant total de 23 000 € (vingt-trois mille euros) octroyée par la délibération du 30 septembre 2022 à NEOLIA.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009, modifiée le 24 mars 2016 et 3 mars 2017, concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale
vu les articles L 2254-1 et L 5217-2 et suivants du Code général des collectivités territoriales
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *l'octroi par l'Eurométropole de Strasbourg des aides directes présentées dans le tableau joint en annexe, pour l'accompagnement financier de la production de logements locatifs sociaux, au bénéfice des opérations réalisées par les bailleurs sociaux telles qu'identifiées dans le tableau joint en annexe,*

- *les modalités de versement de la subvention :*
  - *le 1er acompte de 50 % avec la demande de paiement signée par la Direction ou le comptable de l'organisme ou autre personne dûment habilitée, la déclaration d'ouverture de chantier (CERFA) ou l'attestation du maître d'œuvre, le permis de construire,*
  - *le 2ème acompte attestant l'avancement des travaux jusqu'à 80 % avec la demande de paiement signée par la Direction ou le comptable de l'organisme ou autre personne dûment habilitée, un état récapitulatif des factures payées justifiant l'avancement des travaux et signé par une personne habilitée,*
  - *le solde à la clôture du chantier avec demande de paiement signée par la Direction ou le comptable de l'organisme ou autre personne dûment habilitée, la déclaration d'achèvement de travaux signée, le plan de financement définitif ainsi que le prix de revient remis à jour signés par la Direction ou le comptable de l'organisme ou autre personne dûment habilitée, la certification complète de type Habitat et Environnement Cerqual pour les opérations initiées par la collectivité (maitrise du foncier) et au minimum la labellisation énergétique établie par un organisme agrée pour toute autre opération afin de justifier les marges locales de loyers,*

précise

que le montant définitif des aides ainsi accordées, sera ajusté lors du versement du solde, notamment au vu du plan de financement définitif et conformément aux délibérations cadre en vigueur,

confirme

l'imputation de la dépense globale d'un montant de 775 000 € (sept cent soixante-quinze mille euros) sur les crédits disponibles au budget 2026 et suivant (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 1642 – AP 2026 n°0392).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211243-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Tableau des aides pour les opérations en droit commun des bailleurs sociaux

Date du Conseil de l'Eurométropole : 9 octobre 2026

Référence	Bailleur	Commune	Numéro	Adresse	Nature opération	Nature logements	Date agrément	Numéro agrément	Nombre de PLUS	Nombre de PLAI	Montant Subvention attribuée	Observation
2017-075	DOMIAL	STRASBOURG	22	rue du Ban-De-La-Roche	Acquisition-amélioration	Logements ordinaires	11-oct.-17	20176748200082	8	0	**24 000,00 €**	
2017-064	DOMIAL	STRASBOURG	44	route de Schirmeck	Acquisition-amélioration	Logements ordinaires	11-oct.-17	20176748200080	0	4	**36 000,00 €**	
2026-042	ALSACE HABITAT	REICHSTETT	29	rue du Général Leclerc	Construction neuve	Logements ordinaires	29-juin-26	20260625022	5	5	**70 000,00 €**	
2022-009	NEOLIA	HOENHEIM	54	rue de la République	Vente en l'état futur d'achèvement	Logements ordinaires	12-juil.-22	20226748200037	4	1		annulation de l'opération : subvention accordée le 30/09/2022 de 23 000 € sans objet
2026-038	3F GRAND EST	LINGOLSHEIM	9	rue d'Ostwald	Vente en l'état futur d'achèvement	Logements ordinaires	29-juin-26	20260625023	3	2	**31 000,00 €**	
2026-040	ADOMA	SCHILTIGHEIM	2	rue Clémenceau	Vente en l'état futur d'achèvement	Pension de famille	29-juin-26	20260625018	0	25	**275 000,00 €**	
2026-041	3F GRAND EST	BISCHHEIM	33	avenue de Périgueux	Acquisition-amélioration	Logements ordinaires	29-juin-26	20260625024	4	0	**12 000,00 €**	
2026-059	OPHEA	STRASBOURG	4	chemin de l'Anguille	Vente en l'état futur d'achèvement	Logements ordinaires	29-juin-26	20260625035	6	0	**18 000,00 €**	
2026-060	OPHEA	OBERSCHAEFFOLSHEIM	57	rue de la Mairie	Vente en l'état futur d'achèvement	Logements ordinaires	30-juin-26	20260630029	6	0	**18 000,00 €**	
2026-062	OPHEA	ECKBOLSHEIM		rue Jean Monnet	Vente en l'état futur d'achèvement	Logements ordinaires	29-juin-26	20260626016	11	0	**33 000,00 €**	
2026-065	SOMCO	STRASBOURG		chemin du Kammerhof	Construction neuve	Logements ordinaires	30-juin-26	20260626027	8	7	**101 000,00 €**	
2025-115	HABITATION MODERNE	FEGERSHEIM	2	rue de Lyon	Vente en l'état futur d'achèvement	Logements ordinaires	10-déc.-25	20251210122	4	3	**45 000,00 €**	
2026-071	HABITAT DE L'ILL	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	6	rue du Talus	Construction neuve	Logements ordinaires	30-juin-26	20260630027	8	8	**112 000,00 €**	
Total									**67**	**55**	**775 000,00 €**	

Strasbourg.eu
eurométropole

64

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Mise en œuvre de la politique Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg : bilan annuel 2025 de la délégation des aides à la pierre.

Numéro E-2026-695

Ce bilan annuel 2025 s'inscrit dans le cadre de la délégation des aides à la pierre exercée par l'Eurométropole de Strasbourg pour le compte de l'État, à la fois sur le parc locatif social et sur le parc privé (convention actuelle 2022-2027 approuvée par délibération n°69 en date du 17 décembre 2021).

Cette délégation constitue l'un des outils opérationnels de la politique de l'habitat menée par l'Eurométropole de Strasbourg sur son territoire : elle permet de négocier avec l'État les objectifs fixés annuellement pour l'amélioration et la production du parc de logements, et sur cette base, de mobiliser les crédits nationaux correspondants (fonds national d'aide à la pierre -FNAP- et crédits de l'Anah).

La prise de délégation permet spécifiquement de :
- corréler les objectifs État avec ceux du volet Habitat du PLUi,
- orienter la programmation proposée par les organismes HLM,
- positionner la Collectivité comme interlocuteur incontournable pour les opérations de logement locatif social (LLS) tant vis-à-vis des organismes HLM que de l'État (l'Eurométropole est membre du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement – CRHH, instance de concertation, politique et stratégique, présidée par l'État, dédiée au déploiement de l'habitat social au niveau du Grand Est), que des autres partenaires (associations, Action Logement, promoteurs, etc.),
- mobiliser des crédits nationaux (agréments et enveloppes financières) importants en faveur du territoire métropolitain.

Cette prise de délégation contribue donc à l'atteinte des objectifs fixés par la loi SRU et au Programme local de l'habitat (PLH, intégré au PLUi 3 en 1) :
- production de 1 100 logements locatifs sociaux par an (1 000 dans le parc public et 100 dans le parc privé en conventionnement Anah),
- production de 400 logements en accession « abordable », dont 100 en accession sociale sécurisée (PSLA ou BRS),
- réhabilitation thermique de 2 000 logements locatifs sociaux par an pour le parc public,

- réhabilitation thermique de 6 000 logements par an pour le parc privé.

À relever que, pour le parc neuf de logements locatifs sociaux, la convention de délégation en vigueur a élevé le niveau des objectifs, par rapport à ceux inscrits au PLUi production de 1 250 logements locatifs sociaux par an (1 150 dans le parc public et 100 dans le parc privé en conventionnement Anah).

En complément des crédits délégués nationaux, la mobilisation de moyens financiers propres à la Collectivité (subventions directes et prises en garantie) contribue à l'atteinte de ces objectifs.

Le développement de l'offre en logements locatifs sociaux prend également en compte les objectifs de la convention intercommunale d'attributions (CIA) de l'Eurométropole de Strasbourg adoptée en décembre 2019, dans un souci de concilier les objectifs d'accueil des publics précaires et « d'équilibre des territoires ».

Dans ce contexte, la présente délibération vise d'une part à présenter le bilan de la quatrième année de mise en œuvre de la convention de délégation de compétences 2022-2027, et d'autre part à partager les perspectives 2026 issues des échanges en CRHH du 28 avril 2026.

Bilan 2025

Le bilan de la quatrième année (2025) de la convention 2022-2027 de délégation des aides à la pierre porte sur le parc public et le parc privé.

Les éléments de bilan (quantitatifs, chiffrés, détaillés) 2025 figurent en annexe de la présente délibération selon les formes et les présentations prévues au document cadre de référence co-signés par l'État et l'Eurométropole de Strasbourg.

Pour le parc public, en 2025, 1 200 logements locatifs sociaux (LLS) ont été agréés, hors reconstitution NPNRU, correspondant à des enveloppes d'aides financières de l'État de 1 277 789 €. Les moyens mis à disposition par l'Eurométropole de Strasbourg en 2025, en autorisation d'engagements, sont de 12,5 M€. Cette enveloppe permet de soutenir à la fois les logements locatifs sociaux agréés en 2025, ainsi que les réhabilitations.

La répartition des financements de droit commun (hors NPNRU) est la suivante :
- 104 logements sont financés en PLAI (9 %), dont 15 PLAI adaptés,
- 299 logements sont financés en PLUS (25 %),
- 797 sont financés en PLS (66 %), dont 482 correspondant à une opération de logements étudiants du CROUS.

Quantitativement, ces résultats, en nette progression par rapport à l'année 2023 (475 LLS agréés) et 2024 (785 LLS agréés) sont **au-dessus des objectifs annuels** fixés par le volet Habitat du PLUi (1 000 LLS), ainsi que la convention de délégation des aides à la pierre 2022-2027 (1 150 LLS), principalement du fait de l'opération du CROUS (482 logements). En revanche, **qualitativement, la répartition par type de financement n'est pas respectée** en 2025 (la convention de délégation des aides à la

pierre fixant un objectif de 500 PLAI, 400 PLUS et 250 PLS).

À titre de comparaison, sur la programmation 2020-2025, le niveau moyen d'atteinte des objectifs de la convention de délégation des aides à la pierre est de 49 % pour le PLAI, 45 % pour le PLUS et 135 % pour le PLS, pour le droit commun (*cf. annexe 3 : Production de logements locatifs sociaux par financement entre 2020 et 2025*).

Cependant, les bailleurs sociaux locaux assument aussi depuis 2019 une production « non visible » (car agréé par l'ANRU et non dans le cadre de la délégation) au titre de la reconstitution des logements démolis dans le cadre du NPNRU. Ainsi, **en 2025, les organismes HLM ont reconstitué 505 logements en PLAI-PLUS** (365 PLAI et 140 PLUS) et réhabilité 274 logements dans le cadre du deuxième programme de renouvellement urbain, en plus du droit commun.

Le bilan de l'année 2025 s'inscrit dans la tendance nationale constatée depuis 2020. Sur le territoire de l'Eurométropole, les données SITADEL indiquent également une baisse importante du nombre de logements commencés entre 2022 et 2024, avec une reprise en 2025.

L'activité de la promotion immobilière de logements a subi de plein fouet la crise, étant prise par un effet ciseau côté offre (hausse des coûts du foncier et de construction) comme côté demande (effondrement des ventes de logements liée au resserrement des conditions de prêt et de la fin de plusieurs dispositifs fiscaux intéressant les investisseurs particuliers). Les promoteurs, dont la situation financière a été fragilisée, n'ont pas relancé d'opérations, attendant d'avoir commercialisé les opérations déjà autorisées et lancées.

Cette crise a cependant été amortie par le développement de la possibilité de ventes en bloc aux bailleurs sociaux pour sous forme de logements locatifs intermédiaires mais aussi, en parallèle, en logements locatifs sociaux. Ainsi, bien qu'en deçà des objectifs fixés, il faut noter le maintien de la production de logements locatifs sociaux sur le territoire, malgré ce contexte compliqué, et même sa reprise à la hausse après 2023, est rendue possible par les mesures reconduites en 2025 :

- revalorisation du prix plafond de la charte VEFA à 2 500 € HT/m² de SHAB pour prendre en compte le contexte inflationniste,
- reconduction des aides exceptionnelles en faveur des bailleurs sociaux suivant les mêmes modalités qu'en 2024 pour les opérations réalisées en maîtrise d'ouvrage directe. Pour les opérations de production de logements locatifs sociaux en VEFA, l'évolution du prix plafond de la charte a été compensée en proposant une aide s'élevant à 3 350 € par logement financé en PLAI-PLUS. Les engagements consolidés pour les agréments 2025 s'élèvent à 2 560 250 € pour les aides exceptionnelles, droit commun et NPNRU confondus.

De plus, depuis 2016, les travaux menés avec les membres de la Conférence intercommunale du logement (CIL) permettent de mieux comprendre les besoins des demandeurs du territoire. Le développement d'une offre de logements sociaux neufs, dans une approche quantitative mais aussi qualitative, reste donc un enjeu fort pour répondre aux besoins du territoire et contribuer à une meilleure répartition territoriale

des logements sociaux.

L'état d'avancement de la Convention intercommunale d'attribution (CIA) pour l'année 2025 sera présenté aux membres de la CIL au dernier trimestre 2026, avant d'être présenté aux membres du Conseil de l'Eurométropole. La CIA a été prorogée pour une année supplémentaire le temps de réaliser un bilan-évaluation de ses effets sur les attributions du territoire.

La transition écologique reste également une priorité à conjuguer à l'effort de production des bailleurs sociaux. Pour soutenir la **réhabilitation thermique des logements sociaux**, dans ce contexte de crise, l'Eurométropole a suivi, depuis 2023, les évolutions de l'éco-prêt délivré par la CDC en revalorisant son aide médiane de 1 380 € à 3 617,50 € par logement « *Délibération du 20 décembre 2023 « Rénovation énergétique du parc public de logements sociaux : évolution du régime des aides financières aux opérations 2023-2024, en partenariat avec la Caisse des Dépôts et Consignations et l'AREAL »*.

Une évolution du seuil (de 104 à 110 kWhEP/m²/an, méthode de calcul 3CL-DPE 2021) a également été actée en 2025, en cohérence avec les critères du label BBC rénovation. Le dispositif est prorogé jusqu'en 2027. Les engagements de l'Eurométropole de Strasbourg en 2025 au titre de la réhabilitation thermique s'élèvent à 251 526,59 € en droit commun.

Si l'année 2024 a laissé entrevoir un rebond permettant de dépasser l'objectif de 2 000 logements locatifs sociaux réhabilité au niveau BBC fixé par le Plan climat 2030 (634 LLS de droit commun, 1945 LLS NPNRU), le nombre de logements diminue à nouveau en 2025 (**364 logements réhabilités au niveau BBC rénovation, droit commun et NPNRU confondus**). Pour les logements relevant du droit commun, cela s'explique par la fin des financements de l'État.

Sur l'habitat privé, au total, **2 068 logements ont bénéficié d'un accompagnement et d'une aide financière aux travaux** (dont 335 logements situés au sein de l'OPAH « Copropriétés dégradées »). Le volume des travaux subventionnables a atteint 50 486 780 € HT en 2025.

L'enveloppe des crédits Anah mobilisée s'est élevée à **28 188 930** €, au-delà des objectifs et prévisions posés en début d'exercice (cette élévation de la dotation de l'Anah s'explique à la fois par l'augmentation du nombre de dossiers, mais aussi l'augmentation du coût global des travaux et des matières premières).

Ces dernières années ont été marquées par une augmentation significative des dépenses de l'Eurométropole. **Il convient d'accompagner et renforcer la rénovation thermique, tout comme l'amélioration du confort d'été, notamment dans le cadre des objectifs fixés au Plan climat adopté par la Collectivité.**

En 2025, l'Eurométropole a engagé **1 937 288 € sur ses fonds propres, en complément des aides de l'Anah** au soutien des travaux réalisés sur le parc privé. Ce volume relativement faible au regard des crédits Anah captés au national illustre l'effet levier de la délégation des aides à la pierre en direction des ménages modestes à très

modestes.

Ces résultats reflètent la mobilisation très qualitative des partenaires sur le terrain (notamment l'Agence du climat pour le rôle de Guichet unique France Rénov' qu'elle a investi avec efficacité dès le début 2022) et de l'opérateur de suivi-animation missionné par l'Eurométropole, qui accompagne les ménages éligibles aux aides sur l'ensemble des volets (plan de financement, constitution du dossier de subvention, aides au choix des travaux, accompagnement jusqu'au solde des travaux, etc.).

Perspectives 2026

Sur l'habitat privé, une délibération distincte présentant le bilan détaillé et proposant le nouveau Programme d'action (document cadre obligatoire, adopté chaque année par la Commission locale de l'habitat – CLAH) en fonction des nouvelles orientations nationales et/ou locales) a été adoptée au Conseil du 26 juin dernier.

Sur le parc public, la notification initiale du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) du 28 avril 2026 représente un volume global de 929 logements locatifs sociaux, en-deçà des objectifs quantitatifs fixés par la convention de délégation des aides à la pierre 2022-2027, soit 1150 LLS. Elle se répartit en 151 PLAI (16 %), 416 PLUS (45 %), 362 PLS (39 %), pour une enveloppe de crédits délégués de 2 267 726 €.

Au 7 juillet 2026, la programmation prévisionnelle du territoire s'élève quant à elle à 1 096 LLS (238 PLAI, 341 PLUS et 517 PLS), qui s'ajoutent à la reconstitution de l'offre accompagnée par l'ANRU.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération n° 69 en date du 17 décembre 2021 approuvant le renouvellement de la convention de délégation des aides à la pierre
vu l'article L 301-5-1 du Code de la construction et de l'habitation
vu le bilan de la délégation 2025 joint en annexe
vu les crédits initiaux tels que notifiés par l'État pour 2026 joints en annexe
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

prend acte

- *des éléments de bilan présentés pour la quatrième année de la convention de délégation des aides à la pierre 2022-2027,*
- *des perspectives et éléments de programmation prévisionnelle partagés pour 2026.*

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre

2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211104-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Annexe à la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 9 octobre 2026 : Bilan de la quatrième année de la délégation des aides à la pierre 2022-2027

ANNEXE 1 : bilan des objectifs parc public et parc privé 2025 :

	2022		2023		2024		2025		2026		2027		TOTAL	
	Prévus	Réalisés	Prévus (avenant 3)	Réalisés[1]	Prévus (CRHH)	Réalisés	Prévus	Réalisés	Prévus	Réalisés	Prévus	Réalisés	Prévus	Réalisés
PARC PUBLIC (hors NPNRU)	1150	698	611	475	1160	785	1263	1200	1150		1150		6900	
PLAI	500	414	254	156	400	411	203	104	500		500		2400	
PLUS	400	124	117	95	264	64	358	299	400		400		2230	
Total PLUS-PLAI	900	538	371	251	664	475	561	403	900		900		5400	
PLS /PLS investisseurs	250	160	240	224	496	310	636	797	250		250		1500	
Logement Intermédiaire		288		444		471		614						
Accession à la propriété PSLA	80	23	-[2]	0	80	12	80	26	80		80		480	
Accession à la propriété en BRS[3]		25		0		168		230						
Droits à engagements délégataire pour le parc public[4]	4 961 536€	4 126 660€	2 454 216€	2 272 648€		5 555 012€		1 277 789€						
PARC PRIVE		Réalisés		Réalisés		Réalisés		Réalisés		Réalisés		Réalisés		Réalisés
Logements de propriétaires occupants	239	350	247	222	341	284	275	357	275		275		1828	
dont logements indignes ou très dégradés	9	16	16	10	12	10	8	32	8		8		79	

[1] Agrées et ayant fait l'objet d'une décision de financement EmS

[2] Pas d'objectif quantitatif en CRHH

[3] Les logements réalisés en BRS ne font pas l'objet, à ce stade, d'une remontée fiabilisée de l'information.

dont travaux de lutte contre la précarité énergétique	156	246	160	133	211	165	197	171	197		197		1275	
dont aide pour l'autonomie de la personne	74	88	71	79	118	109	70	154	70		70		474	
Logements de propriétaires bailleurs	28	107	79	59	62	106	42	61	42		42		345	
Logements traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires	607	628	1319	1306	1774	1410	852	1656	852		852		5367	
Dont copropriétés en difficulté (en logts)	295	38	846	780	0	171	186	335	186		186		1225	
Dont copropriétés fragiles (en logts)	165	239	54	91	215	289	222	287	222		222		1275	
Dont autres copropriétés (en logts)	147	351	419	780	1559	950	444	1034	444		444		2867	
Total « Energie » (ex Habiter Mieux) estimatif	523	918	720	973	996	1660	996	1553	1016		1276		5800	
Dont propriétaires occupants	162	246	206	143	235	172	235	171	235		235		1334	
Dont propriétaires bailleurs	22	82	80	58	38	93	38	61	38		38		214	
Dont logements traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires	339	590	434	772	723	1395	723	1321	723		1003		4252	
Total droits à engagements Anah PARC PRIVE	6 627 507 €	9 653 698 €	15 700 325€	15 217 180 €	27 133 552 €	27 133 552 €	9 951 652,00 €	28 189 440 €	10 096 040,00 €		10 997 460,00 €		57 357 256,00 €	
NPNRU : droits à engagement		13 230 778,41 €		14 816 669 €		4 604 000 €		3 153 000 €						
Total droits à engagement Etat (indicatif)		27 011 136,41 €		32 306 497 €		37 292 564€		32 620 229 €						

Réalisation, parc public et parc privé, déclinés par communes ou secteurs géographique

Communes	Objectifs PLUi en LLS / an	Objectif triennal SRU 2023-2025	Logements sociaux agréés en 2025
Achenheim	2		0
Bischheim	13	/	36
Blaesheim	Au moins 1	/	0
Breuschwickersheim	Au moins 1	/	0
Eckbolsheim*	53	107	13
Eckwersheim	Au moins 1	/	0
Entzheim	3	/	2
Eschau*	19	84	10
Fegersheim*	2	57	18
Geispolsheim*	27	122	5
Hangenbieten	2	/	0
Hoenheim*	27	73	11
Holtzheim*	8	20	4
Illkirch-Graffenstaden*	133	36	24
Kolbsheim	1	/	0
Lampertheim*	7	/	0
Lingolsheim*	15	23	12
Lipsheim	3	/	0
Mittelhausbergen	5	/	0
Mundolsheim*	5	62	0
Niederhausbergen	4	/	0
Oberhausbergen*	35	19	28
Oberschaeffolsheim	3	/	0
Osthoffen	1	/	0
Ostwald	53	35	0
Plobsheim*	25	53	6
Reichstett*	30	45	0
Schiltigheim*	37	/	35

Souffelweyersheim*	17	82	14
Strasbourg	472	/	991
Vendenheim*	53	55	17
La Wantzenau*	20	90	0
Wolfisheim*	19	38	0

ANNEXE 1bis

Comptes rendus de l'utilisation des crédits de paiement mis à la disposition du délégataire (ou état annexe au compte administratif)

Convention de délégation de compétences 2022-2027

Année d'agrément	Numéro LOGSO	Numéro opération SIAP	Bénéficiaires	Commune	Nature de l'opération	Nombre de logements concernés	Montant total de la subvention accordée	Montant versé en 2025
2014	2014-097	2014674820065	SOMCO	Strasbourg	CN	35	116 644,00 €	224 150,80 €
Sous total opération 2014							116 644,00 €	224 150,80 €
2015	2015-081	2015674820030	CDC HABITAT SOCIAL	Strasbourg	CN	7	63 000,00 €	12 600,00 €
Sous total opération 2015							63 000,00 €	12 600,00 €
2016	2016-081	2016674820041	DOMIAL	Strasbourg	AA	47	240 000,00 €	48 000,00 €
	2016-053	2015674820094	CDC HABITAT SOCIAL	Ostwald	CN	17	22 500,00 €	4 500,00 €
	2016-039	2016674820012	PRESENCE HABITAT	Schiltigheim	CN	23	172 500,00 €	34 500,00 €

	2016-139	2016674820094	NEOLIA	Holtzheim	VEFA	6	15 000,00 €	3 000,00 €
Sous total opération 2016							450 000,00 €	90 000,00 €
2017	2017-028	2017674820037	OPHEA	Schiltigheim	VEFA	19	142 500,00 €	28 500,00 €
	2017-092	2017674820036	OPHEA	Schiltigheim	VEFA 32 PLAI	32	240 000,00 €	48 000,00 €
	2017-136	2017674820024	OPHEA	Oberhausbergen	VEFA 38 PLUS + 17 PLAI	38	127 500,00 €	25 500,00 €
	2017-060	2017674820029	DOMIAL	Schiltigheim	AA 2 PLUS + 1 PLAI	1	15 000,00 €	12 000,00 €
	2017-112	2016674820122	NEOLIA	Strasbourg	VEFA 7 PLAI + 14 PLUS	7	52 500,00 €	10 500,00 €
Sous total opération 2017							577 500,00 €	124 500,00 €
2018	2018-144	2018674820070	OPHEA	Strasbourg	VEFA 3 PLAI + 7 PLUS	3	22 500,00 €	4 500,00 €
	2018-092	2018674820023	HABITATION MODERNE	Mundolsheim	CN 7 PLAI + 9 PLUS + 7 PLUS ind	7	52 500,00 €	10 500,00 €
	2018-018	2018674820012	HABITAT DE L'ILL	La Wantzenau	CN 3 PLUS + 2 PLAI	2	15 000,00 €	12 000,00 €

	2018-019	2018674820013	HABITAT DE L'ILL	La Wantzenau	CN 9 PLUS + 3 PLAI	3	22 500,00 €45	18 000,00 €
	2018-129	2018674820050	OPHEA	Strasbourg	VEFA 8 PLUS + 4 PLAI	4	30 000,00 €	30 000,00 €
	2018-089	2018674820025	HABITATION MODERNE	Strasbourg	CN 17 PLUS + 10 PLAI	10	75 000,00 €	75 000,00 €
	2018-003	2018674820008	HABITAT DE L'ILL	Illkirch-Graffenstaden	VEFA 45 PLUS + 29 PLAI + 10 PLS	29	217 500,00 €	43 500,00 €
	2018-124	2018674820040	OPHEA	Reichstett	CN 1 PLUS + 1 PLAI	1	15 000,00 €	12 000,00€
	2018-062	2018674820089	VILOGIA	Oberhausbergen	CN 6 PLAI + 6 PLUS	6	45 000,00 €	36 000,00 €
	2018-045	2018674820017	CDC HABITAT SOCIAL	Schiltigheim	VEFA 23 PLUS + 11 PLAI	11	82 500,00 €	16 500,00 €
	2018-046	2018674820018	CDC HABITAT SOCIAL	Plobsheim	VEFA 6 PLUS + 2 PLAI	2	15 000,00 €	3 000,00 €
Sous total opération 2018							592 500,00 €	261 000,00 €
2019	2019-012	2018674820156	FOYER MODERNE DE SCHILTIGHEIM	Schiltigheim	VEFA 12 PLAI + 18 PLUS	12	90 000,00 €	90 000,00 €

	2019-103	2019674820048	OPHEA	Eckbolsheim	VEFA 10 PLUS + 4 PLAI	4	30 000,00 €	6 000,00 €
	2019-152	2019674820075	OPHEA	Strasbourg	VEFA 6 PLAI + 14 PLUS	6	52 500,00 €	52 500,00 €
	2019-009	2019674820020	HABITAT DE L'ILL	Illkirch-Graffenstaden	VEFA 2 PLS 8 PLUS 4 PLAI	4	30 000,00 €	6 000,00 €
	2019-154	2019674820064	VILOGIA	Eckbolsheim	AA 2 PLAi	2	29 000,00 €	23 200,00 €
	2019-032	2019674820016	HABITATION MODERNE	Ostwald	CN 17 PLAi + 39 PLUS	17	127 500,00 €	89 250,00 €
	2019-013	2019674820053	FOYER MODERNE DE SCHILTIGHEIM	Schiltigheim	VEFA 27 PLUS + 10 PLAI	10	75 000,00 €	37 500,00 €
	2019-061	2019674820076	NEOLIA	Souffelweyersheim	VEFA 6 PLAI + 12 PLUS	6	45 000,00 €	31 500,00 €
	2019-023	2019674820012	VILOGIA	Eckbolsheim	CN 9 PLUS + 3 PLAI	3	22 500,00 €	18 000,00 €
Sout total opération 2019							501 500,00 €	353 950,00 €
2020	2020-102	2019674820109	NEOLIA	Eckbolsheim	CN 23 PLAI + 44 PLUS	23	264 500,00 €	79 350,00 €

	2020-009	2020674820004	HABITAT DE L'ILL	Illkirch-Graffenstaden	VEFA 6 PLAI + 14 PLUS	6	45 000,00 €	45 000,00 €
	2020-050	2020674820092	3F GRAND EST	Schiltigheim	VEFA 9 PLAI + 13 PLUS	9	67 500,00 €	54 000,00 €
	2020-109	2020674820048	HABITATION MODERNE	Geispolsheim	CN 4 PLAI + 10 PLUS	4	30 000,00 €	21 000,00 €
	2020-187	2020674820080	DOMIAL	Lingolsheim	VEFA 9 PLUS + 4 PLAI	4	30 000,00 €	30 000,00 €
	2020-103	2015674820073	HABITAT DE L'ILL	Strasbourg	CN 5 PLUS + 3 PLAI	3	54 264,00 €	33 643,00 €
	2020-155	2020674820024	DOMIAL	Strasbourg	AA 6 PLUS	6	30 000,00 €	9 000,00 €
	2020-049	2020674820014	3F GRAND EST	Eckbolsheim	VEFA 4 PLAI 6 PLUS	4	30 000,00 €	30 000,00 €
Sous total opération 2020							521 264, 00 €	301 993,00 €
2021	2021-096	2022674820075	DOMIAL	Strasbourg	BAC 16 PLUS	16	90 000,00 €	27 000,00 €
	2021-012	2021674820026	NEOLIA	Strasbourg	VEFA 5 PLUS + 3 PLAI	8	24 000,00 €	7 200,00 €
	2021-028	2020674820005	HABITAT DE L'ILL	Vendenheim	CN 3 PLUS + 2 PLAI	2	16 000,00 €	12 800,00 €

	2021-030	2020674820015	HABITAT DE L'ILL	Blaesheim	CN 4 PLUS + 2 PLAI	2	16 000,00 €	2 080,00 €
	2021-033	2020674820017	HABITAT DE L'ILL	Eschau	CN 2 PLAI + 6 PLUS	2	16 000,00 €	12 800,00 €
Sous total opération 2021							162 000, 00 €	61 880,00 €
2022	2022-064	2022674820055	OPHEA	Strasbourg	REHAB 96 PALULOS	96	115 200,00€	192 000,00 €
	2022-011	2022674820063	VILOGIA	Eckbolsheim	CN 1 PLAI	1	8 000,00 €	6 400,00 €
	2022-027	2022674820051	VILOGIA	Strasbourg	VEFA 2 PLAI + 3 PLUS + 2 PLS	2	16 000,00 €	12 800,00 €
	2022-034	2022674820030	3F GRAND EST	Eckbolsheim	VEFA 6 PLUS + 1 PLAIa+ 4 PLAI	5	53 980,00 €	32 000,00 €
	2022-043	2022674820036	NEOLIA	Illkirch-Graffenstaden	VEFA 2 PLAI + 4 PLUS	2	16 000,00	4 800,00 €
Sous total opération 2022							209 180,00 €	216 000,00 €
2023	2023-051	20236748200074	ENTRAIDE LE RELAIS	Strasbourg	BAC 9 PLAI	9	72 144,00 €	72 144,00 €
Sous total opération 2023							72 144,00 €	72 144,00 €

2024	2024-064	20246748200065	FONDATION VINCENT DE PAUL	Schiltigheim	18	18	25 000,00 €	25 000,00 €
	2024-008	20246748200066	OPHEA	Strasbourg	RENO 16	16	82 921,60 €	49 752,90 €
	2024-044	20246748200071	OPHEA	Strasbourg	VECT 56	56	84 000,00 €	16 800,00 €
	2024-045	20246748200070	OPHEA	Strasbourg	RENO 199	199	1 031 337,00 €	206 267,40 €
	2024-046	20246748200072	OPHEA	Strasbourg	RENO 7	7	36 278,20 €	7 255,60 €
	2024-043	20246748200068	OPHEA	Strasbourg	RENO 395	395	2 047 127,00 €	409 425,40 €
Sous total opération 2024							3 306 663,50 €	714 501,30 €
Total opérations							6 572 395,50 €	2 208 568,3 €

ÉTAT ANNEXE DES FONDS RECUS ET REVERSES PAR LE DELEGATAIRE (CREDITS DE PAIEMENT)

RECETTES (fonds versés par l'Etat OU l'Anah)

Organismes délégants	Reliquats des CP antérieurs	Montant versé lors de l'exercice	Compte nature (a)	Montant total
Etat (prog 1649)	0	2 208 568 €	20422	2 208 568 €
Anah (prog 1003 et 1004)	0	11 497 530 €	20422	10 848 171 €

DEPENSES VERSEES AU TITRE DU PARC PRIVE – prog 1003-1004
En cas de recouvrement de sommes indues, les faire apparaître en dépenses négatives

	Dépenses de l'exercice
Aides aux propriétaires bailleurs, occupants et copropriétés	10 848 171 €
Prestations d'ingénierie (marché du suivi animation)	649 539 €
TOTAL	9 499 361 €

ANNEXE 1ter

Comptes rendus de l'utilisation des crédits de paiement versés par le délégataire sur ses aides propres

Convention de délégation de compétences 2022-2027, conclue en application des articles L301-3, L 301-5-1, L301-5-2, L 321-1-1 du CCH

ÉTAT ANNEXE DES AIDES PROPRES VERSEES PAR LE DELEGATAIRE (CREDITS DE PAIEMENT)

DEPENSES VERSEES AU TITRE DU LOGEMENT LOCATIF SOCIAL (Prog 566 et prog 1342)

En cas de recouvrement de sommes indues, les faire apparaître en dépenses négatives

Bénéficiaires	Numéro LOGSO	Commune	Nature de l'opération	Nombre de logements	Montant Total de la subvention EmS accordée	Montant dépenses 2025	DC/NPNRU
Prog 566							
HABITATION MODERNE	2017-038	Strasbourg	CN	80	384 000,00 €	**76 800,00 €**	DC
FOYER MODERNE DE SCHILTIGHEIM	2019-012	Schiltigheim	VEFA	30	162 000,00 €	**81 000,00 €**	DC
DOMIAL ESH	2016-084	Strasbourg	CN	26	130 000,00 €	**26 000,00 €**	DC
HABITATION MODERNE	2018-089	Strasbourg	CN	27	141 000,00 €	**14 100,00 €**	DC
HABITATION MODERNE	2021-044	Souffelweyersheim	VEFA	10	30 000,00 €	**9 000,00 €**	DC
DOMIAL ESH	2021-096	Strasbourg	BAC	18	198 000,00 €	**72 000,00 €**	DC
NEOLIA	2016-064	Wolfisheim		18	114 000,00 €	**57 000,00 €**	DC
DOMIAL ESH	2021-151	Holtzheim	VEFA	7	45 000,00 €	**22 500,00 €**	DC
DOMIAL ESH	2021-097	Strasbourg	BAC	39	312 000,00 €	**156 000,00 €**	DC
CDC HABITAT SOCIAL	2018-045	Schiltigheim	VEFA	34	168 000,00 €	**33 600,00 €**	DC
HABITATION MODERNE	2019-032	Ostwald	CN	56	270 000,00 €	**135 000,00 €**	DC
HABITATION MODERNE	2024-018	Vendenheim	VEFA	33	478 000,00 €	**51 300,00 €**	DC
OPHEA	2019-093	Strasbourg	VEFA	15	45 000,00 €	**36 000,00 €**	DC
OPHEA	2019-095	Strasbourg	VEFA	9	51 000,00 €	**40 800,00 €**	DC
OPHEA	2019-101	Wolfisheim	VEFA	39	117 000,00 €	**93 600,00 €**	DC
OPHEA	2021-086	Strasbourg	DEMOL	14	49 256,21 €	**14 776,86 €**	DC
OPHEA	2022-074	Strasbourg	DEMOL	53	171 986,46 €	**51 595,50 €**	DC

OPHEA	2021-085	Strasbourg	DEMOL	63	99 658,34 €	**39 931,60 €**	DC
NEOLIA	2023-052	Oberhausbergen	CN	10	54 000,00 €	**27 000,00 €**	DC
VILOGIA	2019-023	Eckbolsheim	CN	12	54 000,00 €	**43 200,00 €**	DC
VILOGIA	2019-154	Eckbolsheim	AA	2	18 000,00 €	**14 400,00 €**	DC
VILOGIA	2022-011	Eckbolsheim	CN	1	11 000,00 €	**8 800,00 €**	DC
VILOGIA	2022-027	Hoenheim	VEFA	23	141 000,00 €	**42 300,00 €**	DC
VILOGIA	2018-062	Oberhausbergen	CN	12	54 000,00 €	**16 200,00 €**	DC
BATIGERE	2016-039	Schiltigheim	CN	23	207 000,00 €	**41 400,00 €**	DC
CDC HABITAT SOCIAL	2018-046	Plobsheim	VEFA	8	36 000,00 €	**7 200,00 €**	DC
HABITATION MODERNE	2018-090	Lampertheim	CN	4	18 000,00 €	**9 000,00 €**	DC
3F GRAND EST	2020-050	Schiltigheim	VEFA	22	81 000,00 €	**64 800,00 €**	DC
3F GRAND EST	2022-034	Eckbolsheim	VEFA	10	70 000,00 €	**56 000,00 €**	DC
ALSACE HABITAT	2016-045	Strasbourg	CN	34	210 000,00 €	**10 000,00 €**	DC
NEOLIA	2016-139	Holtzheim	VEFA	6	38 000,00 €	**7 600,00 €**	DC
HABITATION MODERNE	2018-089	Strasbourg	CN	27	141 000,00 €	**28 200,00 €**	DC
CDC HABITAT SOCIAL	2015-081	Strasbourg	CN	7	63 000,00 €	**12 600,00 €**	DC
CDC HABITAT SOCIAL	2020-190	Strasbourg	CN	2	10 000,00 €	**2 000,00 €**	DC
DOMIAL ESH	2020-187	Lingolsheim	VEFA	13	36 000,00 €	**36 000,00 €**	DC
SOMCO	2021-018	Illkirch-Graffenstaden	CN	16	78 000,00 €	**39 000,00 €**	DC
FOYER MODERNE DE SCHILTIGHEIM	2019-013	Schiltigheim	VEFA	37	171 000,00 €	**85 500,00 €**	DC
HABITATION MODERNE	2021-055	Vendenheim	CN	5	15 000,00 €	**7 500,00 €**	DC

NEOLIA	2024-027	Hoenheim	VEFA	11	65 000,00 €	**32 500,00 €**	DC
HABITATION MODERNE	2022-038	Strasbourg	CN	4	52 000,00 €	**20 000,00 €**	DC
HABITATION MODERNE	2016-044	Strasbourg	AA	10	62 000,00 €	**31 000,00 €**	DC
HABITATION MODERNE	2020-104	Strasbourg	CN	33	159 000,00 €	**79 500,00 €**	DC
NEOLIA	2017-112	Strasbourg	VEFA	21	105 000,00 €	**21 000,00 €**	DC
NEOLIA	2024-032	Oberhausbergen	AA	2	6 000,00 €	**3 000,00 €**	DC
DOMIAL ESH	2020-156	Strasbourg	AA	8	72 000,00 €	**36 000,00 €**	DC
OPHEA	2018-144	Strasbourg	VEFA	10	48 000,00 €	**9 600,00 €**	DC
HABITATION MODERNE	2020-109	Geispolsheim	CN	14	66 000,00 €	**13 800,00 €**	DC
HABITATION MODERNE	2018-092	Mundolsheim	CN	23	111 000,00 €	**22 200,00 €**	DC
NEOLIA	2019-064	Wolfisheim	CN	6	24 000,00 €	**12 000,00 €**	DC
NEOLIA	2022-007	Lingolsheim	VEFA	10	62 000,00 €	**31 000,00 €**	DC
OPHEA	2019-086	Oberhausbergen	VEFA	41	123 000,00 €	**24 600,00 €**	DC
OPHEA	2019-152	Strasbourg	VEFA	20	96 000,00 €	**19 200,00 €**	DC
OPHEA	2020-068	Strasbourg	VEFA	20	72 000,00 €	**7 200,00 €**	DC
HABITATION MODERNE	2018-145	Strasbourg	VEFA	6	54 000,00 €	**10 800,00 €**	DC
BARTISCHGUT	2018-039	Strasbourg	REHAB	121	284 350,00 €	**71 087,50 €**	DC
OPHEA	2018-095	Hoenheim	REHAB	98	268 200,00 €	**53 640,00 €**	DC
OPHEA	2019-139	Reichstett	VEFA	16	48 000,00 €	**9 600,00 €**	DC
HABITAT DE L'ILL	2019-008	Illkirch-Graffenstaden	CN	60	540 000,00 €	**36 000,00 €**	DC
HABITAT DE L'ILL	2020-003	Geispolsheim	CN	5	21 000,00 €	**10 500,00 €**	DC
HABITAT DE L'ILL	2021-030	Blaesheim	CN	6	30 000,00 €	**3 900,00 €**	DC

HABITATION MODERNE	2024-017	Strasbourg	CN	45	945 000,00 €	**225 000,00 €**	DC
ENTRAIDE LE RELAIS	2023-051	Strasbourg	BAC	9	151 200,00 €	**52 200,00 €**	DC
HABITATION MODERNE	2019-032	Ostwald	CN	56	270 000,00 €	**81 000,00 €**	DC
HABITATION MODERNE	2021-044	Souffelweyersheim	VEFA	10	30 000,00 €	**6 000,00 €**	DC
HABITAT DE L'ILL	2021-033	Eschau	CN	8	36 000,00 €	**5 400,00 €**	DC
HABITAT DE L'ILL	2023-042	Vendenheim	VEFA	16	153 600,00 €	**25 200,00 €**	DC
SOMCO	2014-097	Strasbourg	CN	45	285 000,00 €	**142 500,00 €**	DC
OPHEA	2019-095	Strasbourg	VEFA	9	51 000,00 €	**10 200,00 €**	DC
NEOLIA	2019-061	Souffelweyersheim	VEFA	18	90 000,00 €	**45 000,00 €**	DC
NEOLIA	2019-161	Wolfisheim	AA	2	18 000,00 €	**9 000,00 €**	DC
HABITATION MODERNE	2022-044	Souffelweyersheim	VEFA	1	3 000,00 €	**1 500,00 €**	DC
Prog 1342							
HABITATION MODERNE	2019-039	Mundolsheim	CN	21	189 000,00 €	**94 250,00 €**	NPNRU
HABITATION MODERNE	2022-048	Strasbourg	DEMOL	60	266 464,01 €	**133 232,01 €**	NPNRU
OPHEA	2019-112	Strasbourg	RESID	338	213 836,51 €	**42 768,26 €**	NPNRU
OPHEA	2019-120	Strasbourg	REHAB	338	2 670 200,00 €	**534 140,00 €**	NPNRU
HABITATION MODERNE	2022-084	Souffelweyersheim	VEFA	6	54 000,00 €	**27 000,00 €**	NPNRU
OPHEA	2021-092	Strasbourg	DEMOL	15	56 930,92 €	**28 465,46 €**	NPNRU
OPHEA	2022-082	Strasbourg	DEMOL	69	159 273,42 €	**79 636,70 €**	NPNRU
OPHEA	2022-087	Strasbourg	RESID	63	50 715,00 €	**10 143,00 €**	NPNRU
OPHEA	2022-085	Strasbourg	VEFA	10	36 000,00 €	**5 400,00 €**	NPNRU
OPHEA	2024-028	Strasbourg	VEFA	6	60 000,00 €	**14 400,00 €**	NPNRU

OPHEA	2024-002	Strasbourg	VEFA	13	187 000,00 €	**8 460,00 €**	NPNRU
OPHEA	2022-094	Strasbourg	VEFA	90	549 000,00 €	**274 000,00 €**	NPNRU
ALSACE HABITAT	2021-106	Illkirch-Graffenstaden	VEFA	22	117 000,00 €	**81 900,00 €**	NPNRU
ALSACE HABITAT	2023-002	Strasbourg	DEMOL	24	21 538,00 €	**558,60 €**	NPNRU
HABITATION MODERNE	2022-090	Vendenheim	CN	9	107 000,00 €	**8 100,00 €**	NPNRU
HABITATION MODERNE	2024-018	Vendenheim	VEFA	33	478 000,00 €	**38 000,00 €**	NPNRU
HABITAT DE L'ILL	2019-177	Illkirch-Graffenstaden	DEMOL	40	66 857,62 €	**7 477,78 €**	NPNRU
ALSACE HABITAT	2021-122	Bischheim	VEFA	59	45 000,00 €	**45 000,00 €**	NPNRU
ALSACE HABITAT	2023-003	Schiltigheim	DEMOL	46	76 312,44 €	**229,23 €**	NPNRU
OPHEA	2024-030	Strasbourg	CN	25	247 000,00 €	**21 600,00 €**	NPNRU
ALSACE HABITAT	2024-035	Schiltigheim	DEMOL	80	235 436,19 €	**70 630,85 €**	NPNRU
OPHEA	2022-030	Strasbourg	CN	25	72 000,00 €	**36 000,00 €**	NPNRU
OPHEA	2025-004	Vendenheim	VEFA	15	54 000,00 €	**16 200,00 €**	NPNRU
OPHEA	2025-013	Strasbourg	VEFA	41	404 000,00 €	**93 600,00 €**	NPNRU
OPHEA	2025-014	Oberschaeffolsheim	VEFA	7	76 000,00 €	**21 600,00 €**	NPNRU
OPHEA	2025-015	Fegersheim	VEFA	7	76 000,00 €	**21 600,00 €**	NPNRU
OPHEA	2025-016	Fegersheim	VEFA	12	129 000,00 €	**36 000,00 €**	NPNRU
OPHEA	2025-017	Strasbourg	VEFA	12	147 000,00 €	**37 800,00 €**	NPNRU
OPHEA	2025-018	Strasbourg	VEFA	9	108 000,00 €	**36 000,00 €**	NPNRU
OPHEA	2025-022	Eckbolsheim	VEFA	4	36 000,00 €	**18 000,00 €**	NPNRU
ALSACE HABITAT	2023-029	Bischheim	RESID	66	57 050,00 €	**57 050,00 €**	NPNRU
ALSACE HABITAT	2019-178	Bischheim	REHAB	84	168 000,00 €	**127 680,00 €**	NPNRU
OPHEA	2021-084	Reichstett	VEFA	8	72 000,00 €	**14 400,00 €**	NPNRU
OPHEA	2025-019	Entzheim	VEFA	3	27 000,00 €	**8 100,00 €**	NPNRU

OPHEA	2021-086	Strasbourg	DEMOL	14	49 256,21 €	**24 628,10 €**	NPNRU
OPHEA	2022-083	Strasbourg	DEMOL	30	102 067,78 €	**30 620,10 €**	NPNRU
OPHEA	2021-088	Strasbourg	DEMOL	71	220 384,98 €	**66 115,50 €**	NPNRU
Total opérations					**16 557 574,09 €**	**4 901 617,05 €**	

PRELEVEMENTS AU TITRE DE L'ARTICLE L.302-5

Communes	Montant prélèvement SRU	Montant aides EmS versés en 2025 (Prog 566)	Bénéficiaires	Nature de l'opération	Nombre de logements
ECKBOLSHEIM	121 243,96 €	122 400 €	VILOGIA 3F GRAND EST	CN AA VEFA	25
ESCHAU	94 215,00 €	5 400 €	HDI	CN	8
FEGERSHEIM	95 784,00 €				
GEISPOLSHEIM	0,00 €	24 300 €	HDI HABITATION MODERNE	CN	19
HOENHEIM (DSU 20 %)	85 469,00 €	128 440 €	VILOGIA NEOLIA OPHEA	VEFA REHAB	132
HOLTZHEIM (1er prélèvement en 2020)	52 333,00 €	30 100 €	DOMIAL NEOLIA	VEFA	13
ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN (DSU + 20 %)	0,00 €	75 000 €	SOMCO HDI	CN	76
LA WANTZENAU	153 504,00 €				
LINGOLSHEIM (DSU + 20 %)	0,00 €	67 000 €	NEOLIA DOMIAL	VEFA	23
MUNDOLSHEIM	90 799,02 €	22 200 €	HM	CN	23
OBERHAUSBERGEN	39 829,32 €	70 800 €	OPHEA NEOLIA VILOGIA	VEFA AA VEFA	65
OSTWALD (DSU + 20 %)	0,00 €	216 000 €	HM	CN	56
PLOBSHEIM	73 858,00 €	7 200	CDC HABITAT SOCIAL	VEFA	8
REICHSTETT	82 908,00 €	9 600 €	OPHEA	VEFA	16
SOUFFELWEYERSHEIM	120 287,00 €	61 500 €	NEOLIA HM	VEFA	29

VENDENHEIM	83 047,00 €	32 700 €	HM HDI	CN VEFA	21
WOLFISHEIM	45 468,00 €	171 600 €	NEOLIA OPHEA	AA CN VEFA	65
TOTAL	1 138 745,30 €	**577 600 €**			

DEPENSES VERSEES AU TITRE DU PARC PRIVE (SUR FONDS DU DELEGATAIRE) – prog 568 – 1314 – 1550
En cas de recouvrement de sommes indues, les faire apparaître en dépenses négatives
Nota bene : n'inclut pas les dépenses liées aux postes dédiés au pilotage des dispositifs d'OPAH (2 ETP)

	Dépenses de l'exercice
Aides aux propriétaires bailleurs et occupants (1644)	1 279 811 €
Aides aux propriétaires occupants (1365) – Handicap et ou autonomie	794 €
Aides au syndicat de copropriété – OPAH Copropriétés Dégradées (1314)	149 309 €
Aides au syndicat de copropriété – OPAH Copropriétés Dégradées (1314)	30 000[5] €
Prestations d'ingénierie (pour le PIG + POPAC +1314 + 1550)	1 904 579 €
Aides aux PO pb Syndic copropropriétés Opah RU (1550)	69 001 €
Aide à la Rénovation Énergétique EmS	574 841 €
TOTAL	**2 103 756 €**

[5] Subvention association de Gestion urbaine de proximité dans le cadre de l'OPAH-CD

ANNEXE 2

Bilan de la mise en œuvre de la programmation en logements très sociaux à bas niveau de quittance bénéficiant d'une subvention PLAI adapté. Lister les opérations financées et préciser les enveloppes d'autorisations d'engagement correspondantes. Indiquer le cas échéant, les difficultés rencontrées dans l'atteinte des objectifs fixés.

N° LOGSO	Commune	Nom du maitre d'ouvrage	Numéro opération SIAP	Nombre de logements PLAI adaptés bénéficiant de la subvention "PLAI adapté"	Montant de la subvention FNAP accordée en mentionnant la part "PLAI hors subvention D331-25-1 du CCH" et la part "PLAI adapté"	Résidences sociales / Pensions de famille / Logements ordinaires
2025-078	STRASBOURG	DOMIAL	20256748200044	1	**8016 €** PLAI HS D331-25-1 CCH **20 000 €** PLAI-A	LO
2025-027	BISCHHEIM	HABITAT & HUMANISME	20256748200013	6	**48 096 €** PLAI HS D331-25-1 CCH **90 000 €** PLAI-A	LO
2025-072	STRASBOURG	HABITAT & HUMANISME	20256748200050	1	**8016 €** PLAI HS D331-25-1 CCH **20 000 €** PLAI-A	LO
2025-096	SCHILTIGHEIM	HABITAT & HUMANISME	20256748200070	1	**8 016 €** PLAI HS D331-25-1 CCH **13 980 €** PLAI-A	LO
2025-091	STRASBOURG	HABITAT & HUMANISME	20256748200071	2	**24 048 €** PLAI HS D331-25-1 CCH **40 000 €** PLAI-A	LO
2025-092	STRASBOURG	HABITAT & HUMANISME	20256748200078	3	**32 064 €** PLAI HS D331-25-1 CCH **60 000 €** PLAI-A	LO
2025-097	STRASBOURG	HABITAT & HUMANISME	20256748200079	1	**8016 €** PLAI HS D331-25-1 CCH **20 000 €** PLAI-A	LO

Annexe à la lettre de notification initiale 2026
des objectifs et crédits des parcs public et privé
Département du Bas-Rhin

1) Parc public

1.1) Développement de l'offre nouvelle

Les objectifs initiaux en termes d'agréments ont été dimensionnés à partir des priorités remontées par les territoires de gestion et en tenant compte des dotations disponibles, avec notamment :

- prise en compte des priorités remontées sur PLAI structures et ordinaires : répartition selon la priorisation actualisée en mars 2026, sans tenir compte des hausses demandées, puis répartition du solde sur les territoires ayant une priorisation en augmentation entre février et mars
- répartition des PLAI structures et primes PF/RS à hauteur des priorités demandées
- répartition des PLAI-A au prorata du besoin exprimé, la priorisation étant insuffisante pour pouvoir répartir sur cette base
- répartition selon la priorisation remontée par les territoires pour les PLUS et PLS et mise en réserve régionale de 158 PLUS et 83 PLS qui pourront être mobilisés lors des actualisations de juin ou septembre
- la satisfaction des demandes de primes « recyclage foncier et immobilier »

L'enveloppe financière initiale pour le développement de l'offre nouvelle a été paramétrée dans le respect des principes suivants :

- reconduction des MMS utilisés depuis 2023 (PLAI avec des MMS différenciés selon les territoires de gestion et PSH avec montant unique sur toute la région)
- maintien en réserve régionale d'une enveloppe correspondant aux reliquats issus du processus de répartition susmentionné
- répartition de la dotation « recyclage foncier et immobilier », à hauteur du nombre de primes sollicitées et sur la base d'un forfait unitaire de 3 000 €, dès le début d'année et mise en réserve de la dotation non utilisée
- répartition du bonus « résidences sociales » sur tous les PLAI structures (hors restructuration FTM et hors hébergement PSH)
- soit, pour le département du Bas-Rhin :
  - MMS fixé à 8 016 € par PLAI
  - valeurs de référence de la subvention PLAI-A fixées à 6 560 € pour les PLAI-A structures et à 20 000 € pour les PLAI-A ordinaires
  - PLUS et Palulos communale à 0 €
  - enveloppe recyclage foncier et immobilier pour les logements LLS (PLAI / PLUS) calculée sur la base de 3 000 € par logement
  - bonus PF/RA/RS fixé à 3 245 € par logement

Objectifs et enveloppe financière initiaux LLS 2026 pour le département du Bas-Rhin

		Objectifs initiaux LLS 2026									Objectifs initiaux PLAI-A 2026		
Département	Territoire de gestion	PLAI ordinaires	PLAI structures	PSH	Primes PF	Primes RS	PLUS	PLS	RFI	Total LLS	PLAI-A ordinaires	PLAI-A structures	Total PLAI-A
67_Bas-Rhin	Eurométropole de Strasbourg	113	38	0	0	38	416	362	178	1145	17	0	17
67_Bas-Rhin	CeA (Bas-Rhin)	234	71	0	71	0	230	207	0	813	16	18	34
67_Bas-Rhin	*67_Bas-Rhin (Total)*	*347*	*109*	*0*	*71*	*38*	*646*	*569*	*178*	*1 958*	*33*	*18*	*51*

	Enveloppe financière initiale 2026							Enveloppe financière initiale PLAI-A			Total enveloppe financière
Territoire de gestion	PLAI ordinaires	PLAI structures	PSH	Prime RFI	Primes PF	Primes RS	Total LLS	PLAI-A ordinaires	PLAI-A structures	Total PLAI-A	TOTAL LLS + Total PLAI-A (a)+(b)
Eurométropole de Strasbourg	905 808 €	304 608 €	0 €	534 000 €	0 €	123 310 €	1 867 726 €	340 000 €	0 €	340 000 €	2 207 726 €
CeA (Bas-Rhin)	1 875 744 €	569 136 €	0 €	0 €	230 395 €	0 €	2 675 275 €	320 000 €	118 080 €	438 080 €	3 113 355 €
67_Bas-Rhin (Total)	*2 055 933 €*	*723 612 €*	*0 €*	*237 000 €*	*171 985 €*	*133 045 €*	*3 321 575 €*	*580 000 €*	*72 160 €*	*652 160 €*	*3 973 735 €*

Les territoires de gestion conservent la possibilité de moduler le montant moyen de subvention ayant servi au calcul de leur dotation, pour dégager des marges financières et permettre d'impulser les politiques prioritaires de leur territoire, sous réserve de l'atteinte des objectifs notifiés et du respect de l'enveloppe financière allouée.

1.2) MOUS et actions d'accompagnement

Les besoins Grand Est remontés par les territoires de gestion s'élèvent à315 500 € pour une dotation fixée à 308 000 €.

Compte-tenu de la nécessité de travailler et stabiliser le contenu de certaines actions d'accompagnement avant d'acter un financement, il est proposé de :

- couvrir les priorités 1 des territoires à hauteur de 180 500 €
- maintenir en réserve régionale l'enveloppe restante de 127 500 € pour satisfaire les besoins stabilisés et les besoins complémentaires en cours d'année

Enveloppe financière MOUS 2026 pour le département du Bas-Rhin

Département	UO concernée	Commune	Maitrise d'ouvrage	Intitulé de l'action	Proposition financement
67_Bas-Rhin	67 CeA	Territoire de la CeA - Bas-Rhin, villes attractives de plus de 6 000 habitants	CeA et EMS, en groupement de commande	MOUS de prospection d'une offre nouvelle de logements sociaux privés dans le diffus (FACIL)	27 444 €

2) Parc privé

Objectifs et enveloppes financières

La dotation du Grand Est s'élève à 307 903 322 € et vise la rénovation de 12 882 logements (hors copropriétés en difficulté).

Pour le Bas-Rhin, la répartition des objectifs est la suivante :

Territoires de gestion	PB	Primes PB Sortie de vacance	PO MPLD	PO MPA	PO MPR PA	Copropriétés Autres	Copropriétés Fragiles
67. EMS	37	0	18	154	63	827	0
67. CEA	112	10	20	305	411	123	66

Les montants alloués correspondent au produit du nombre d'objectifs et du montant moyen de subvention défini par l'ANAH ou par la DREAL (MPR copropriétés autres et copropriétés fragiles pour lesquels les montants moyens de subvention constatés en Grand Est en 2025 sont utilisés).

ANAH	PB	Primes PB Sortie de vacance	PO MPLD	PO MPA	MPR PA	Copropriétés Autres	Copropriétés Fragiles
Objectifs régionaux 2026	772	82	146	3797	4396	3957	
MMS DREAL Grand Est 2026	27 933 €	5 000 €	52 855 €	6 046 €	40 617 €	8 083 €	11 376 €

Pour le Bas-Rhin, les montants alloués sont les suivants

Territoires de gestion	PB	Primes PB Sortie de vacance	PO MPLD	PO MPA	PO MPR PA	Copropriétés Autres	Copropriétés Fragiles	Copropriétés en difficulté
67. EMS	1 033 521 €	0 €	951 390 €	931 084 €	2 558 871 €	6 684 641 €	0 €	0 €
67. CEA	3 128 496 €	50 000 €	1 057 100 €	1 844 030 €	16 693 587 €	994 209 €	750 816 €	0 €

Territoires de gestion	Ingénierie	MAR	Pacte territorial	Répartition totale
67. EMS	726 000 €	393 967 €	332 357 €	**13 611 832 €**
67. CEA	332 879 €	1 029 245 €	395 912 €	**26 276 274 €**

Principes de répartition des objectifs :

Au regard des échanges avec les Directions Départementales des Territoires et les délégataires des aides à la pierre tout au long de l'année 2025, des bilans de réalisations, des besoins exprimés par les territoires lors des enquêtes de programmation dont celle réalisée en janvier 2026, des priorités de l'ANAH et d'une première réunion de concertation début 2026, il a été proposé de répartir les objectifs en veillant à :

- tenir compte du stock 2025 et de la capacité à faire des territoires (ressources humaines) ;
- tenir compte du taux de réalisation 2025 du territoire ;

- adapter les objectifs thématiques aux enjeux de chaque territoire : parc privé potentiellement indigne, précarité énergétique, etc. ;
- tenir compte du déploiement du SPRH et des montants de financement des 3 volets.

La répartition a été réalisée en suivant les critères de répartition suivants :

PB : la demande des territoires est supérieure aux objectifs alloués à la région. Ce régime comprend les dossiers de rénovation d'ampleur à la suite de l'ouverture du parcours accompagné aux PB en juillet 2024. La tension est donc forte en ce début de gestion, notamment au regard des dossiers déjà déposés.
Les objectifs délégués sont répartis de la façon suivante :

- Mise en réserve régionale initiale de 10 %.
- Attribution des objectifs correspondant au stock,
- Répartition du reliquat au prorata du besoin actualisé diminué du stock,
- Plafonnement à 135 % de la réalisation 2025 (ce qui correspond à la hausse de la dotation régionale entre 2025 et 2026) tout en maintenant de quoi résorber le stock et en assurant un minimum de 1 objectif,
- Ajustement de la réserve régionale en conséquence.

PB Sortie de vacance : cette prime reste conditionnée (notamment au niveau des communes classées en niveau 5, 6 ou 7 de la grille communale de densité). Le périmètre d'éligibilité de la prime sortie de vacance a été élargie à toutes les communes de 13 départements au niveau national, dont la Haute-Marne et la Meuse en Grand Est. Le montant de la prime reste forfaitaire à hauteur de 5 000 € par logement. La demande des territoires est supérieure aux objectifs alloués à la région. Les objectifs sont distribués au prorata du besoin actualisé limité à la dotation PB.

PO MPLD : la demande des territoires est supérieure aux objectifs alloués à la région. Néanmoins, l'enquête réalisée en janvier 2026 a permis d'affiner l'enquête de l'été 2025 et minimiser légèrement les besoins des territoires. Il s'agit de dossiers complexes et le taux de réalisation des années précédentes démontre un décalage entre besoin exprimé et atteinte des objectifs. Les objectifs sont répartis de la façon suivante :

- Attribution des objectifs correspondant au stock,
- Mise en réserve régionale initiale de 10 % des objectifs.
- Répartition du reliquat pour 1/3 selon le PPPI (Parc Privé Potentiellement Indigne) du territoire, 1/3 selon le taux de réalisation 2025 et 1/3 selon la demande 2026 diminuée du stock,
- Plafonnement à 100 % de la réalisation 2025 tout en maintenant de quoi résorber le stock et en assurant un minimum de 1 objectif,
- Ajustement de la réserve régionale en conséquence.

MaPrimeAdapt': la demande des territoires est inférieure aux objectifs alloués à la région. En effet, l'Anah a alloué le besoin qui était remonté lors de l'enquête mené en été 2025 dont les résultats sont supérieurs à l'enquête réalisée en janvier 2026, entrainant ainsi ce décalage.

Les objectifs délégués sont répartis de la façon suivante :

- Attribution des objectifs correspondant au besoin actualisé tout en plafonnant à la réalisation 2025 et en assurant le traitement du stock.
- Mise en réserve régionale des objectifs restants.

MPR Parcours accompagné (MPR PA) : ce dispositif fait l'objet d'un contexte particulier, à la réouverture du guichet en septembre 2025, les plafonds de subvention ont largement diminué entrainant un ralentissement des dépôts. Néanmoins la fermeture en juin 2025 avait entrainé un flux de dépôt de dossiers considérable. Le stock comprend majoritairement ces dossiers qui bénéficient ainsi de l'ancienne législation et donc de plafonds de subvention plus élevés qu'aujourd'hui. La demande des territoires est donc logiquement supérieure aux objectifs alloués à la région.
Les objectifs délégués sont répartis de la façon suivante :

- Mise en réserve régionale initiale de 10 % des objectifs.
- Attribution des objectifs au prorata du stock (soit 97,5 %), plafonnée à la réalisation 2025,
- Distribution du reliquat au prorata du besoin actualisé hors stock pour 1/3 selon la précarité énergétique du territoire, 1/3 selon les taux de réalisation 2025 et 1/3 selon la demande 2026 diminuée du stock,
- Application du plafond de réalisation 2025,
- Ajustement de la réserve régionale en conséquence.

MPR Copropriétés : l'année 2025 a été exceptionnelle en matière d'engagement. Le dispositif est désormais largement reconnu et l'ensemble du travail mené par l'écosystème et les opérateurs a conduit à un fort dépôt de dossiers en 2025. Le stock s'avère donc considérable. La demande des territoires est supérieure aux objectifs alloués à la région. L'enveloppe est fongible entre MPR Copropriétés Fragiles et MPR « Autres Copropriétés ».
Les objectifs délégués sont répartis de la façon suivante :

- Attribution des objectifs selon le stock si le stock est inférieur à 200 logements,
- Si le stock est supérieur à 200 logements, attribution du maximum entre 200 et 80 % de la réalisation 2025, en limitant au stock,
- Utilisation des MMS constatés en Grand Est en 2025 pour calculer les enveloppes et ajuster la réserve régionale en enveloppe (il n'est pas possible d'exprimer la réserve régionale en objectifs puisqu'il y a deux MMS distincts d'une part pour les copropriétés autres et d'autre part pour les copropriétés fragiles).

Copropriétés en difficulté : il s'agit d'une priorité particulière dont la répartition porte sur une enveloppe plutôt que sur des objectifs. Les engagements se réalisent majoritairement lors du dernier trimestre. Au regard des forts besoins exprimés (30,2 M€) et de l'enveloppe allouée (14,7 M€), il a été décidé d'attribuer l'enveloppe au fil de l'eau en fonction de la maturité des projets notamment au regard du respect de la double condition :

- Les travaux doivent avoir l'objet d'un vote de l'assemblée générale de la copropriété ;
- Le dossier de demande de subvention doit être déposé et prêt à être instruit.

Principe de répartition des crédits ANAH :

Pour l'enveloppe travaux, il est proposé d'utiliser, comme chaque année, le montant moyen de subvention défini nationalement ou un montant moyen régional pour les priorités d'intervention afin de répartir les crédits à partir des objectifs alloués. Pour le dispositif MPR Copropriétés, les coûts moyens constatés en Grand Est en 2025 sont utilisés pour déterminer les enveloppes relatives aux copropriétés « autres » et « fragiles ». Les tensions au sujet de cette enveloppe MPR Copropriétés ont été évoquées avec l'Anah et ont fait l'objet d'un courrier à l'attention de la Direction générale de l'Anah pour solliciter de la réserve nationale. Pour les copropriétés en difficulté, les crédits ne sont pas attribués à partir d'un coût moyen mais en fonction des coûts de travaux réels prévus.

Pour l'enveloppe ingénierie, il a été décidé de créer trois sous-enveloppes non fongibles :

- une enveloppe dite « classique » qui permet le financement du suivi-animation, des chefs de projets, des AMO, de l'ingénierie relative aux copropriétés en difficulté ;
- une enveloppe « pacte territorial » qui permet le financement du volet 1 « dynamique territoriale » et du volet 2 « information, conseil, orientation » des pactes territoriaux France Rénov' ;
- une enveloppe « MAR » dédiée au financement des accompagnements réalisés par des structures agréées MAR et qui dépend d'un calcul théorique de l'Anah.

Le montant alloué pour les enveloppes « classique » et « pacte territorial » sont inférieures à la demande. L'enveloppe « pacte territorial » correspond à 80 % du besoin remonté à l'été 2025 pour toutes les régions. L'enveloppe sera ouverte à 100 % au cours de l'année. Néanmoins, l'enquête réalisée en janvier fait état d'un besoin supérieur à celui remonté à l'été 2025 et un besoin d'environ 550 000 € sera nécessaire pour le financement des 69 pactes du Grand Est. Ce besoin a déjà fait l'objet d'une remontée à la direction des affaires financières et comptables de l'Anah. Ainsi, il est proposé :

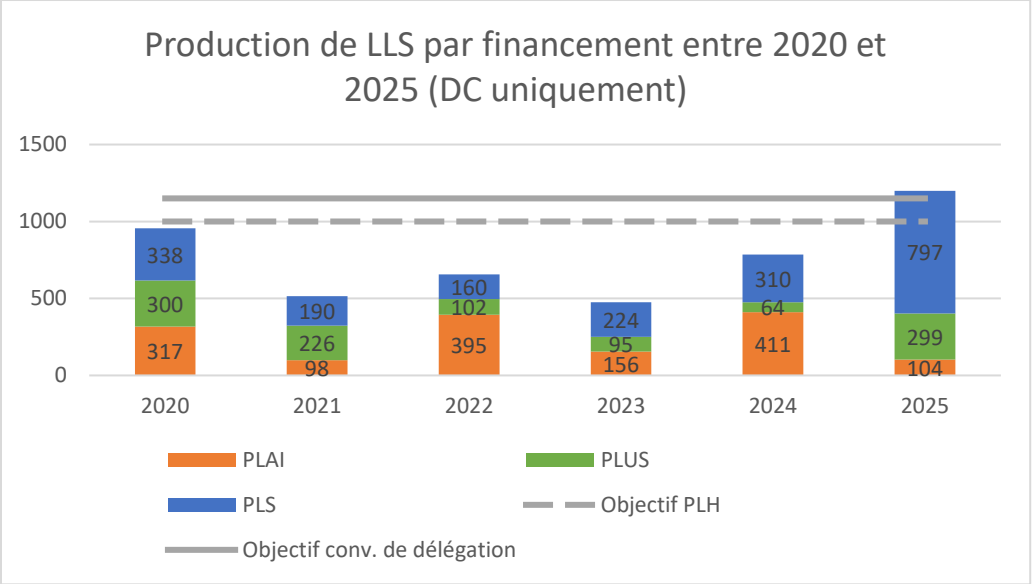
- Pour l'enveloppe « classique » :
  - Attribution de 60 % du montant des demandes initiales pour les demandes hors volets « dynamique territoriale » et « information, conseil, orientation » des pactes territoriaux France Rénov';
- Pour l'enveloppe « pacte territorial » :
  - Attribution de 70 % du besoin actualisé en janvier 2026.

Le montant de l'enveloppe MAR est estimée selon un calcul théorique de potentiels dossiers et de coûts moyens qui ont été arrêtés.

Réserve :

En fonction des engagements réalisés et des besoins en cours d'année, la mobilisation de la réserve régionale pourra permettre de répondre aux besoins des territoires dans la limite de l'enveloppe de la dotation régionale.

ANNEXE 3 : production de logements locatifs sociaux par financement entre 2020 et 2025



PRÉFET
DU BAS-RHIN
Liberté
Égalité
Fraternité

Strasbourg.eu
eurométropole

Avenant n°2 de fin de gestion pour l'année 2025 à la convention de délégation de compétence 2022-2027 pour le logement locatif social

entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Mme Suzanne BROLLY, Vice-Présidente à l'Habitat, habilitée à signer les présentes en vertu de la délibération du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 15 juillet 2020.

et

L'Etat, représenté par Monsieur Amaury de SAINT-QUENTIN, Préfet de la Région Grand Est, Préfet du Bas-Rhin,

Vu la convention de délégation de compétence signée en date du 04 juillet 2022,

Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 15 juillet 2020 autorisant le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son représentant à signer les avenants à la convention de délégation de compétence,

Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), notamment l'article L. 301-5-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis du comité régional de l'habitat et de l'hébergement du 25 mars 2025 sur la répartition des objectifs et des crédits des parcs public et privé ;

Vu la notification des objectifs et des crédits relatifs au parc public et parc privé pour l'année 2025 du Préfet de Région en date du 7 avril 2025 ;

Vu les objectifs de l'avenant N°1–2025 du 21 juillet 2025 à la convention de délégation de compétence ;

Vu l'avis du comité régional de l'habitat et de l'hébergement du 25 mars 2025 et du 7 octobre 2025 sur la programmation des aides à la pierre 2025 et les perspectives de fin d'année (parc public et parc privé) actant notamment les principes de répartition des dotations définitives relatives au parc social ;

Vu les courriels de la DREAL de notification de la dotation définitive des objectifs et crédits relatifs au parc public du 24 octobre 2025 et du 18 novembre 2025;

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de l'avenant

Cet avenant N° 2 de fin de gestion a pour objet de fixer les objectifs définitifs de réalisation et les montants des crédits d'aide à la pierre mis à la disposition du délégataire par l'État pour le financement du parc locatif social pour l'année 2025.

Article 2 – Les objectifs quantitatifs pour 2025

La répartition des objectifs 2025 est déclinée en fonction des priorités nationales.
Les objectifs de réalisation pour le développement et la diversification de l'offre de logements sociaux en 2025 sont les suivants :

La réalisation par construction neuve d'un objectif global de **1 030 logements locatifs sociaux** dont :

- **104** PLAI (prêt locatif aidé d'intégration) comprenant **15** PLAI Adaptés,
- **298** PLUS (prêt locatif à usage social),
- **628** PLS (prêt locatif social)

Auquel s'ajoute un objectif de **31** primes Recyclage Foncier et Immobilier (RFI), **25** primes Pensions de Famille/Résidences sociales (PF/RS),

Les chiffres ci-dessus ne comprennent pas les logements prévus par les conventions de rénovation urbaine et financés par l'ANRU, hormis les logements PLS.

Concernant la réhabilitation des logements locatifs sociaux, les objectifs notifiés pour l'année 2025 sont de 60 logements en rénovation énergétique avec une dotation globale de 527 341,03 €.

Article 3 – Modalités financières pour 2025

Article 3.1 : Moyens mis à la disposition du délégataire par l'État pour le logement locatif social (BOP 135 ACAL)

Pour 2025, l'enveloppe définitive de droits à engagements est de **1 277 789 €** pour le logement locatif social.

Le montant moyen de subvention est de 8 016 € par Prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI), de 20 000 € par PLAI-Adapté (PLAI-A) en Logement Ordinaire, 15 000 € au-delà de 3 logements, de 3 245 € par prime Pension de Famille / Résidence Sociale (PF/RS) et de 3 000 € par prime Recyclage Foncier et Immobilier (RFI) soit :

- **833 664,- €** pour le financement de 104 PLAI
- **270 000,-€** pour le financement de 15 PLAI-A - Logement Ordinaire
- **81 125,- €**pour le financement de 25 primes PF/RS
- **93 000,-€** pour le financement de 31 primes RFI

Un 1er acompte de droits à engagement de **1 608 544,80 €**, soit 60 % de l'enveloppe prévisionnelle 2025 a été engagé selon la répartition suivante :

-> 1 548 544,80 € en Autorisations d'engagement typées Fonds national des aides à la pierre : référence Fonds de concours n°1-2-00479 « FNAP Opérations nouvelles »

-> 60 000 € en Autorisations d'engagement typées Fonds national des aides à la pierre : référence Fonds de concours 1-2-00480 « PLAI adaptés »

Au titre du présent avenant :

Une reprise de 330 755,80 € sera effectuée selon les modalités suivantes :

- **reprise de 540 755,80 €** (Autorisations d'engagement typées Fonds national des aides à la pierre : référence Fonds de concours n°1-2-00479 « FNAP – Opérations nouvelles » : domaine fonctionnel 0135-01-17; [1 548 544,80 € (enveloppe prévisionnelle début de gestion 2025) - 1 007 789 € (montant définitif de droits à engagement 2025)].

- **mise à disposition de 210 000 €** (Autorisations d'engagement typées Fonds national des aides à la pierre : référence Fonds de concours n°1-2-00480 « FNAP – PLAI adaptés » : domaine fonctionnel 0135-01-17 ; [270 000 € (montant définitif de droits à engagement 2025) – 60 000 € (enveloppe début de gestion 2025)]

Article 3.2 - Moyens mis à la disposition du délégataire par l'État dans le cadre de la rénovation énergétique et du changement de vecteur du logement locatif social

Pour l'année 2024, l'enveloppe de droits à engagement allouée par l'État pour la rénovation énergétique du parc public était de 6 090 996 €, pour la rénovation 1 495 logements. Sur cette enveloppe, 5 584 947,80 € ont été engagés dans le SIAP. Le reste à engager dans le SIAP pour 2025 (ie reliquats d'AE 2024) s'élève à 506 048,20 €.

Pour 2025, l'enveloppe définitive de droit à engagement est de **527 341,03 €** pour le financement de la rénovation énergétique de 60 logements sociaux.

Au titre du présent avenant :

Un solde de droit à engagement de **21 292,83 €** sera accordé selon les modalités suivantes :

- **mise à disposition de 21 292,83 €** (domaine fonctionnel 0135-01-18 / code activité : 013501010106) [527 341,03 € (montant définitif de droits à engagement 2025) – 506 048,20 € (reste à engager pour 2025 de la dotation de l'avenant n°1-2024)]

Article 3.3 : Autres actions financées

Une enveloppe de droits à engagement de **108 000 €** pour la réalisation de 2 MOUS, soit 100 % de l'enveloppe prévisionnelle 2025 a été engagée à la signature de l'avenant n°1-2025.

Au titre du présent avenant, une reprise de 108 000 € sera effectuée selon les modalités suivantes :

- **une reprise de 78 000 €** (Autorisations d'engagement typées Fonds national des aides à la pierre : référence Fonds de concours FNAP n° 1-2-00479) dédiés au financement de la MOUS opérationnelle visant à la prospection d'une offre nouvelle de logements sociaux dans le privé dans le diffus (domaine fonctionnel 0135-01-20) sera effectuée.
- **Une reprise de 30 000 €** (Autorisations d'engagement typées Fonds national des aides à la pierre : référence Fonds de concours FNAP n° 1-2-00479) dédiés au financement de la MOUS opérationnelle visant au maintien dans le logement des personnes rencontrant des problèmes de santé (domaine fonctionnel 0135-01-20) sera effectuée.

Article 3.4

Le règlement des droits à engagements pour le logement locatif social ainsi que pour les actions d'accompagnement sera effectué selon l'article II-5-2 de la convention de délégation susvisée, qui se rapporte aux conditions de mise à disposition du délégataire des crédits de paiement.

Article 4 – Modalités de fixation des loyers et redevances maximums

4.1 – Fixation des loyers PLS pour le CROUS

Annexe 6 paragraphe a) du chapitre 1) de la convention de délégation de compétence signée le 4 juillet 2022

Par dérogation aux loyers PLS des résidences étudiantes fixés dans l'avenant n°1 pour l'année 2025, le loyer applicable à l'opération CROUS de la place d'Islande, située en zone A, est porté à 11,68 €.

Article 5 – Publication

Conformément à l'article VI-7 de la convention, le présent avenant fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture et du délégataire.

Fait en 2 exemplaires, à Strasbourg, le 24 NOV. 2025

Le Préfet de la Région Grand-Est, Préfet du Bas-Rhin	La Vice-présidente en charge de la politique de l'Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg
Amaury de SAINT-QUENTIN	Suzanne BROLLY

Strasbourg.eu
eurométropole

65

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Confédération Syndicale des Familles (UD67 CSF) et Confédération Nationale du Logement (CNL 67): conventions d'objectifs et subventions 2026.

Numéro E-2026-616

L'Eurométropole de Strasbourg soutient les associations œuvrant dans le domaine du logement, de la défense des droits des locataires et de l'amélioration du cadre de vie. À ce titre, il est proposé d'attribuer des subventions à deux acteurs historiques et essentiels du territoire : la Confédération Syndicale des Familles du Bas-Rhin (CSF 67) et la Confédération Nationale du Logement (CNL 67).

Implantée au cœur des quartiers de Strasbourg, la **CSF 67** est une organisation nationale familiale de défense des consommateurs et des locataires, agréée par l'État. Elle agit avec les familles dans tous les domaines du quotidien : éducation, parentalité, économie, santé, consommation, environnement et habitat. À travers des permanences assurées par son personnel salarié et ses bénévoles, elle soutient et accompagne les locataires (maîtrise des charges, économies d'énergie, qualité de l'air, surendettement) et défend la qualité des logements du parc public et privé.

Implantée depuis plus de 100 ans sur le territoire, la **CNL 67** regroupe une quarantaine d'associations ou amicales. Son domaine d'action couvre le logement, l'éducation, la santé, la consommation et l'environnement. Elle mène une action de proximité auprès des habitants des Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) afin de renforcer leur participation à la vie de leur quartier, d'améliorer leurs conditions de logement et de favoriser le dialogue avec les bailleurs et les institutions.

1. Représentations et instances partagées

Ces deux associations sont très présentes dans les instances de l'habitat et de l'hébergement à l'échelle départementale et intercommunale. Elles assurent des représentations communes au sein de :

- la Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions locatives (CCAPEX) ;
- la Commission de médiation Droit Au Logement Opposable (DALO) ;
- l'Agence Nationale de l' Habitat (ANAH) et l'Agence Départementale d'Information

sur l'habitat (ADIL) ;
- le Dispositif Départemental d'Éradication du Logement Indigne ou Non Décent (DDELIND), où elles interviennent auprès des propriétaires défaillants ;
- la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) ;
- la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) ;
- la Commission départementale de conciliation.

Concernant les bailleurs sociaux, l'UDCSF 67 est représentée par 7 élus et 28 représentants de locataires dans les instances de 9 bailleurs sociaux de l'Eurométropole (siégeant au CA d'Alsace Habitat, OPHEA, Habitation moderne). De son côté, la CNL 67 siège au sein des conseils d'administration de 9 bailleurs sociaux (Foyer Moderne de Schiltigheim, OPHEA, Alsace Habitat, DOMIAL, SOMCO, NÉOLIA, 3F Grand-Est, CDC Habitat, ICF Nord Est) et participe aux conseils de concertation locative.

2. Activités et bilans d'action

Activités de la CSF 67 en 2025 :

L'association s'appuie sur 524 familles adhérentes (en hausse de 35 familles), 7 875 heures de bénévolat (équivalent 5 ETP) et 10 salariés.

- Habitat : accompagnement des locataires lors des réhabilitations, traitement de 84 dossiers d'habitat indigne (dont le suivi des tours Batigère à Lingolsheim), réalisations de plaquettes d'information (aération, tri, économie d'énergie) ;
- Vie sociale et parentalité : près de 300 familles accompagnées via des ateliers variés, 50 séances d'atelier couture et chorale de quartier pour les seniors. Les Centres Sociaux et Culturels (CSC) d'Ostwald et l'Espace de Vie Sociale (EVS) d'Oberhoffen-sur-Moder ont été des lieux de lien social (Repair Café, fêtes, etc.) ;
- Consommation et environnement : 26 personnes en difficulté budgétaire accompagnées, 59 litiges traités, 3 potagers urbains et 2 sites de compostage (700 seaux de déchets compostés).

Activités de la CNL 67 en 2024/2025 :

L'association a organisé 192 réunions avec les bailleurs sociaux et tenu 82 permanences d'information et d'accompagnement des locataires.

- Accompagnement et charges : 1 024 dossiers traités relatifs à la compréhension des charges locatives, avec un suivi individualisé ;
- Précarité énergétique : 453 personnes reçues pour des conseils personnalisés sur les économies d'énergie, la ventilation, la prévention de l'humidité et des nuisibles ;
- Cadre de vie et lien social : actions de sensibilisation sur le tri des déchets, les encombrants, accompagnement des ménages dans les demandes de logement social et situations complexes (litiges, squats, habitat dégradé), promotion de la Fête des voisins.

3. Financements et propositions de subventions pour 2026

Au vu de ces éléments, et dans le cadre du soutien de l'Eurométropole de Strasbourg aux associations œuvrant dans le domaine du logement, il est proposé de reconduire pour l'année 2026 les subventions attribuées en soutien des actions portées par les associations dans le domaine de l'habitat :
- à l'UDCSF 67 : un montant de 28 000 € ;
- à la CNL 67 : un montant de 27 000 €.

Soit un montant total de 55 000 € de subventions métropolitaines sur le fonds de soutien à l'habitat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la poursuite du partenariat entre l'Union départementale du Bas- Rhin de la Confédération Syndicale des Familles (UD67 CSF) et l'Eurométropole de Strasbourg,*

- *l'allocation d'une subvention de 28 000 € au titre de son fonctionnement à l'Union Départementale du Bas-Rhin de la Confédération Syndicale des Familles 67 (UD67 CSF),*

- *la poursuite du partenariat entre la Confédération Nationale du Logement (CNL 67) et l'Eurométropole de Strasbourg,*

- *l'allocation d'une subvention de 27 000 € au titre de son fonctionnement à la Confédération Nationale du Logement (CNL67)*

décide

l'imputation de la dépense globale de 28 000 € sur les crédits disponibles au Budget 2026,

l'imputation de la dépense globale de 27 000 € sur les crédits disponibles au Budget 2026,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les conventions et l'ensemble des documents y afférent.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211712-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

⌦ : **DUT** Conseil EMS 09/10/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
TOTAL Habitat	55 000 €	58 000 €	**55 000 €**	2

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
00028042	**UNION DÉPARTEMENTALE DE LA CONFÉDÉRATION SYNDICALE DES FAMILLES**	Fonctionnement	28 000 €	31 000 €	**28 000 €**	
00027999	**FEDERATION DU BAS RHIN CONFEDERATION NATIONALE DU LOGEMENT**	Fonctionnement	27 000 €	27 000 €	**27 000 €**	

CONVENTION FINANCIERE ET D'OBJECTIFS
Exercice 2026

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son Vice- Président, M. Etienne WESTPHAL, et

- l'Union Départementale de la Confédération syndicale des familles 67 ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro 218/1997, dont le siège social est situé 182-184 Route du Polygone - 67100 Strasbourg, représentée par Monsieur Dominique LEBLANC, son Président,

- Vu,
  les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
  la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
  la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 9 octobre 2026,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

L'association de la Confédération syndicale des familles (CSF) a pour objet la défense des consommateurs et des locataires. L'union départementale de la CSF du Bas-Rhin est une représentation locale de la CSF. Implantée au cœur des quartiers de Strasbourg, elle agit avec les familles dans tous les domaines du quotidien : éducation, parentalité, économie, santé, consommation, environnement, habitat, etc….
Compte tenu de l'importance qu'accorde la Communauté urbaine de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient notamment la défense des locataires, elle s'engage à soutenir financièrement l'objet général de l'association.

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget nécessaire à la réalisation de l'objet général de l'association s'élève, pour l'année 2025, à 642 649 €.
Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.
Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Les objectifs partagés entre l'association et l'Eurométropole de Strasbourg

L'Euroméropole de Strasbourg et l'Union départementale du Bas- Rhin de la Confédération syndicale des familles s'accordent sur les objectifs et actions suivants pour l'année 2026 :

Aller prioritairement vers l'ensemble des habitants des quartiers bénéficiant de la Politique de la Ville (QPV), avec une attention particulière portée à ceux qui sont les plus éloignés de l'information, des lieux d'échange et de partenariat en matière de logement et de cadre de vie :

- ✓ Informer les demandeurs sur la demande de logement social et orienter selon la situation et les besoins des usagers (nouveaux demandeurs, mutation, etc.), informer sur les droits et devoirs des locataires, participer à la prévention des impayés de loyers en conseillant les locataires du parc social.
- ✓ Mobiliser les habitants en organisant des lieux et temps d'échange et d'information par tous moyens appropriés.
- ✓ Développer l'information et la dynamique en matière de tri sélectif des déchets, gestion des encombrants, propreté des espaces communs, prévention de la prolifération des rats, des punaises de lit
- ✓ Participer aux instances institutionnelles et territoriales (gestion urbaine et sociale de proximité, ateliers territoriaux de partenaires, …)
- ✓ Accompagner les habitants en matière de maîtrise des charges locatives, de compréhension des décomptes de charges
- ✓ Contribuer à la lutte contre la précarité énergétique et le logement non décent, en lien avec les services de la Ville et de l'Eurométropole et les bailleurs sociaux

Etre force de proposition pour l'Eurométropole de Strasbourg en matière de qualité d'habitat et de modes d'habiter, tant sur l'habitat social que privé :

- ✓ Capitaliser les observations de terrain, être force de proposition pour améliorer la qualité d'usage des logements
- ✓ Capitaliser l'expertise sur le logement privé et la problématique du logement non décent en lien avec les services de la Ville et de l'Eurométropole en charge de cette thématique.
- ✓ Participer activement au déploiement de la Maison de l'Habitat de l'Eurométrople de Strasbourg (participation aux ateliers de partenaires, inscription dans le réseau des partenaires, contribuer à la divulgation et la communication sur les événements habitat, en préfiguration du futur lieu d'accueil physique de la Maison de l'Habitat, formuler des propositions sur les modalités de présence, permanences,etc…)

Article 4 : Versement de la subvention

Pour 2026, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg à la réalisation des actions retenues s'élève au total à la somme de 28 000 €.
La subvention sera créditée :

- ✓ en un versement Sur le compte bancaire n° 14707 50047 47195210689 30 au nom de l'association UDCSF APFS du Bas Rhin auprès de La Banque Populaire

Article 5 : Engagements de l'association

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif ;

- ✓ Transmettre à l'Eurométropole de Strasbourg un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivant la fin de l'opération ;

- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;

- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le président ou, le cas échéant, par le commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes conforme au plan comptable est disponible sous l'adresse internet : http://associations.strasbourg.fr ;

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;
- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements intervenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 6 : Non-respect des engagements de l'association

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- ✓ l'interruption de l'aide financière de l'Eurométropole de Strasbourg,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, la collectivité se réserve le droit de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 7 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2026. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

---

[1] règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.

[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme à la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 8 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour l'association
Le Vice- Président	Le Président
Etienne WESTPHAL	Dominique LEBLANC

CONVENTION FINANCIERE ET D'OBJECTIFS
Exercice 2026

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son Vice-Président, Etienne WESTPHAL et

- l'association Confédération Nationale du Logement 67 (CNL 67), ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg volume 86 et folio 20, et dont le siège est à Strasbourg – 2 rue de la Brigade Alsace-Lorraine 67000 Strasbourg,
  représentée par sa Présidente en exercice, Madame Brigitte BREUIL

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil Eurométropolitain du 9 octobre 2026

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

L'association a pour objet l'information et la défense des intérêts des usagers du logement.
Compte tenu de l'importance qu'accorde l'Eurométropole de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement l'objet général de l'association.

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget nécessaire à la réalisation de l'activité pour l'année 2025 s'élève à 171 0620 €.
Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Les objectifs partagés entre l'association et l'Eurométropole de Strasbourg

L'Eurométropole de Strasbourg et l'Union départementale du Bas-Rhin Consommation, logement et cadre de vie s'accordent sur les objectifs et actions suivants pour l'année 2026 :

Aller prioritairement vers l'ensemble des habitants des quartiers bénéficiant de la Politique de la Ville (QPV), avec une attention particulière portée à ceux qui sont les plus éloignés de l'information, des lieux d'échange et de partenariat en matière de logement et de cadre de vie :

- ✓ Informer les demandeurs sur la demande de logement social et orienter selon la situation et les besoins des usagers (nouveaux demandeurs, mutation, etc.), informer sur les droits et devoirs des locataires, participer à la prévention des impayés de loyers en conseillant les locataires du parc social.
- ✓ Mobiliser les habitants en organisant des lieux et temps d'échange et d'information par tous moyens appropriés.
- ✓ Développer l'information et la dynamique en matière de tri sélectif des déchets, gestion des encombrants, propreté des espaces communs, prévention de la prolifération des rats, des punaises de lit
- ✓ Participer aux instances institutionnelles et territoriales (gestion urbaine et sociale de proximité, ateliers territoriaux de partenaires, …)
- ✓ Accompagner les habitants en matière de maîtrise des charges locatives, de compréhension des décomptes de charges
- ✓ Contribuer à la lutte contre la précarité énergétique et le logement non décent, en lien avec les services de la Ville et de l'Eurométropole et les bailleurs sociaux

Etre force de proposition pour l'Eurométropole de Strasbourg en matière de qualité d'habitat et de modes d'habiter, tant sur l'habitat social que privé :

- ✓ Capitaliser les observations de terrain, être force de proposition pour améliorer la qualité d'usage des logements
- ✓ Capitaliser l'expertise sur le logement privé et la problématique du logement non décent en lien avec les services de la Ville et de l'Eurométropole en charge de cette thématique.
- ✓ Participer activement au déploiement de la Maison de l'Habitat de l'Eurométrople de Strasbourg (participation aux ateliers de partenaires, inscription dans le réseau des partenaires, contribuer à la divulgation et la communication sur les événements habitat, en préfiguration du futur lieu d'accueil physique de la Maison de l'Habitat, formuler des propositions sur les modalités de présence, permanences,etc…)

Article 4 : Versement de la subvention

Pour 2026, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg à la réalisation de l'objet s'élève au total à la somme de 27 000 €.

La subvention sera créditée :
- ✓ en un versement,
- ✓ sur le compte bancaire n° 20041.01015.0320426Z036 au nom de C.N.L. Fédération du Bas-Rhin, auprès de la Poste.

Article 5 : Engagements de l'association

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif ;

- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;

- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant

notamment un bilan et ses annexes, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif, certifiés conformes par le président ou, le cas échéant, par le commissaire aux comptes (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes conforme au plan comptable est disponible sous l'adresse internet : http://associations.strasbourg.fr ;

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 6 : Non-respect des engagements de l'association

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :
- ✓ l'interruption de l'aide financière de l'Eurométropole de Strasbourg,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 7 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2026. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme à la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 8 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg - 1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le

Pour l’Eurométropole de Strasbourg	Pour l’association
Le Vice-Président	La Présidente
Etienne WESTPHAL	Brigitte BREUIL

66

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Dispositif d'aide à la rénovation énergétique - attributions de subventions aux particuliers et syndicats de copropriétaires.

Numéro E-2026-722

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg d'approuver le versement de subventions aux particuliers ou aux syndicats de copropriétaires dont la liste figure en annexe de la présente délibération, pour une enveloppe globale de **1 193 774,75 €**.

Par délibération du 20 décembre 2023, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé ce nouveau dispositif d'aides sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg pour la période allant du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2026.

Ce dispositif d'aides volontaristes, mis en place pour accompagner la rénovation énergétique du parc privé, est destiné aux copropriétés, aux maisons individuelles ainsi qu'aux mono propriétés de son territoire. Il finance les différentes étapes d'un projet de rénovation énergétique :
- aides pour les missions d'assistance d'ouvrage (AMO),
- aides pour les missions de maitrise d'œuvre (MOE),
- aides pour les travaux.

Le montant des aides disponible est calculé en fonction de l'ambition du projet et du niveau des ressources, pour mieux accompagner les ménages les plus fragiles.

À noter : pour l'accompagnement des copropriétés, l'Eurométropole de Strasbourg a mis en place un partenariat inédit avec la Région Grand-Est via son programme Climaxion. Au titre de ce partenariat, l'Eurométropole de Strasbourg verse les subventions sur ses fonds propres, mais également, les subventions sur les fonds de la Région Grand-Est, qui lui sont délégués (convention de mandat).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
en date du 17 décembre 2021 validant la stratégie de sobriété
et de rénovation énergétique du parc bâti sur l'Eurométropole de Strasbourg

vu la convention de gestion des aides à la pierre du parc privé conclue avec l'Anah pour la période 2022-2027, validée par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 17 décembre 2021
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 28 juin 2023 validant le Programme d'action 2023
vu la convention de mandat confiant le paiement des dépenses du Conseil Régional de la Région Grand-Est à l'Eurométropole de Strasbourg pour le financement des aides à la Rénovation Énergétique des Copropriétés pour la période 2024-2026,validée par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 20 décembre 2023
vu la délibération de l'Eurométropole de Strasbourg du 20 décembre 2023 approuvant le dispositif d'aide aux travaux de rénovation énergétique du parc privé sur la période 2024-2026
vu la délibération modificative de l'Eurométropole de Strasbourg du 07 février 2025 approuvant le dispositif d'aide aux travaux de rénovation énergétique du parc privé sur la période 2024-2026
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *le versement des subventions pour la rénovation énergétique des copropriétés d'un montant de **567 200 €** au titre des fonds régionaux et d'un montant de **418 274,75 €** sur les fonds de l'Eurométropole de Strasbourg, pour un total de 594 logements (dossiers listés sur le tableau « Aides aux copropriétés » joint en annexe),*

- *le versement des subventions pour la rénovation énergétique des maisons individuelles et des mono-propriétés, d'un montant total de **208 300 €** sur les fonds de l'Eurométropole de Strasbourg, pour un total de 44 logements (dossiers listés sur le tableau « Aides aux maisons individuelles et aux mono-propriétés » joint en annexe),*

décide

- *l'imputation des subventions régionales, sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 4541130, HP01, AP0393 , programme 1650, sur les budgets 2026 et suivants et sous réserve du vote des crédits correspondants,*

- *l'imputation des subventions eurométropolitaines, sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20422, HP01, AP0392 , programme 1647, sur les budgets 2026 et suivants et sous réserve du vote des crédits correspondants.*

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-212145-DE-1-

1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Annexe - Soutien financier à la Rénovation Energétique de l'Eurométropole de Strasbourg - Copropriété

Annexe du Conseil du 09/10/2026

Finalisée le 23/07/2026

N° dossier	Commune	Type de demandeur	Nombre de lots	Nombre de bâtiments	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée HT	Montant AMO Eurométropole de Strasbourg	Montant MOE Eurométropole de Strasbourg	Montant TRAVAUX Eurométropole de Strasbourg	Montant AMO Région Grand-Est	Montant TRAVAUX Région Grand-Est
00027363	LINGOLSHEIM	Syndicat de copropriété	2	1	10 930,00 €	0,00 €	8 198,00 €			
00025647	ECKBOLSHEIM	Syndicat de copropriété	17	1	14 710,00 €	1 500,00 €	2 933,00 €			
00025621	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	71	1	55 400,00 €	3 000,00 €	15 000,00 €			
00027616	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	Syndicat de copropriété	16	2	30 195,00 €	1 500,00 €	14 456,25 €			
00027098	STRASBOURG	Syndic Bénévole	4	2	7 100,00 €		5 325,00 €			
00027450	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	11	1	8 496,00 €	1 500,00 €	2 970,00 €			
00027819	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	40	1	42 200,00 €	3 000,00 €	15 000,00 €			
00027381	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	5	2	129 999,00 €		15 000,00 €	5 000,00 €		27 500,00 €
00020906	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	3	1	19 400,00 €		14 550,00 €			
00026718	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	120	1	60 000,00 €		15 000,00 €			
00028294	LINGOLSHEIM	Syndicat de copropriété	159	8	91 500,00 €		15 000,00 €			
00025597	STRASBOURG	Syndic Bénévole	5	1	229 950,00 €			5 000,00 €		27 500,00 €
00025493	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	15	1	570 890,00 €			37 900,00 €		92 500,00 €
00025336	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	16	1	375 150,00 €			16 000,00 €		50 000,00 €
00025304	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	42	1	1 176 057,00 €			115 300,00 €		215 400,00 €
00027475	HOENHEIM	Syndic Bénévole	6	1	13 975,00 €		10 481,25 €			
00026841	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	6	1	13 415,00 €		10 061,25 €			
00027200	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	4	1	17 500,00 €		13 125,00 €			
00015543	LINGOLSHEIM	Syndicat de copropriété	24	1	1 759 604,00 €			32 500,00 €		74 800,00 €
00025480	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	13	1	318 600,00 €			14 400,00 €		44 500,00 €
00020833	STRASBOURG	Syndic Bénévole	4	1	167 210,00 €			10 900,00 €		35 000,00 €
00025514	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	11	1	14 300,00 €		13 675,00 €			
			594	32		10 500,00 €	170 774,75 €	237 000,00 €	0,00 €	567 200,00 €
TOTAL Aide Eurométropole de Strasbourg et Région Grand-Est						**418 274,75 €**			**567 200,00 €**	
						985 474,75 €				

Annexe - Soutien financier à la Rénovation Energétique de l'Eurométropole de Strasbourg - Maison Individuelle ou Monopropriété

Annexe du Conseil du 09/10/2026

Finalisée le 23/07/2026

N° dossier	Commune	Type de propriétaire	Nombre de logements	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée HT	Prestation AMO	Prestation MOE	Prestation TRAVAUX	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel
00022885	STRASBOURG	Propriétiare Occupant	1	60 575,00 €	600 €		4 000 €	4 600 €
00024664	LINGOLSHEIM	Propriétiare Occupant	1	46 277,00 €			4 600 €	4 600 €
00021753	ESCHAU	Propriétiare Occupant	1	86 087,00 €	800 €		4 400 €	5 200 €
00022488	GEISPOLSHEIM	Propriétiare Occupant	1	73 406,00 €		1 500 €	4 600 €	6 100 €
00027525	HOENHEIM	Propriétiare Occupant	1	64 566,00 €			4 600 €	4 600 €
00022480	LAMPERTHEIM	Propriétiare Occupant	1	99 100,00 €	400 €	1 500 €	4 500 €	6 400 €
00024237	STRASBOURG	Propriétiare Occupant	1	65 532,00 €	400 €		1 400 €	1 800 €
00023280	HOLTZHEIM	Propriétiare Occupant	1	128 616,00 €	400,00 €	1 500,00 €	4 500,00 €	6 400 €
00025021	STRASBOURG	Propriétiare Occupant	1	69 499,00 €			4 500,00 €	4 500 €
00027582	MUNDOLSHEIM	Propriétiare Occupant	1	58 108,00 €	600,00 €		4 000,00 €	4 600 €
00022446	LAMPERTHEIM	Propriétiare Occupant	1	81 412,00 €	800,00 €		4 400,00 €	5 200 €
00027396	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	Propriétiare Occupant	1	63 365,71 €	600,00 €		1 300,00 €	1 900,00 €
00027649	SOUFFELWEYERSHEIM	Propriétiare Occupant	1	52 040,36 €			4 500,00 €	4 500,00 €
00027642	STRASBOURG	Propriétiare Occupant	1	99 850,00 €	600,00 €	1 000,00 €	4 400,00 €	6 000,00 €
00027725	STRASBOURG	Propriétaire Bailleur	4	501 505,00 €		3 000,00 €	20 000,00 €	23 000,00 €
00027803	REICHSTETT	Propriétaire Bailleur	2	265 196,00 €		3 000,00 €	12 000,00 €	15 000,00 €
00022771	SCHILTIGHEIM	Propriétiare Occupant	1	48 763,00 €			4 600,00 €	4 600,00 €
00027842	STRASBOURG	Propriétiare Occupant	1	59 416,87 €			6 500,00 €	6 500,00 €
00024361	SCHILTIGHEIM	Propriétiare Occupant	1	112 957,00 €	600,00 €	1 000,00 €	3 800,00 €	5 400,00 €
00021456	LINGOLSHEIM	Propriétiare Occupant	1	2 000,00 €	800,00 €			800,00 €
00021456	LINGOLSHEIM	Propriétiare Occupant	1	68 090,00 €	800,00 €	1 500,00 €	1 400,00 €	3 700,00 €
00028097	STRASBOURG	Propriétiare Occupant	1	132 166,00 €		1 500,00 €	1 900,00 €	3 400,00 €
00028109	REICHSTETT	Propriétiare Occupant	1	45 236,63 €			4 600,00 €	4 600,00 €
00021998	BISCHHEIM	Propriétiare Occupant	1	70 748,00 €	600,00 €		4 000,00 €	4 600,00 €
00028245	ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	Propriétiare Occupant	1	48 059,00 €	800,00 €		4 400,00 €	5 200,00 €
00028183	FEGERSHEIM	Propriétiare Occupant	1	117 542,00 €	800,00 €		4 800,00 €	5 600,00 €
00028248	LA WANTZENAU	Propriétaire Bailleur	3	177 995,00 €	600,00 €		15 000,00 €	15 600,00 €
00028337	STRASBOURG	Propriétiare Occupant	1	64 370,00 €			4 600,00 €	4 600,00 €
00028323	ACHENHEIM	Propriétiare Occupant	1	70 721,94 €			4 500,00 €	4 500,00 €
00024350	STRASBOURG	Propriétaire Occupant Indivision	1	81 123,29 €	600,00 €		1 400,00 €	2 000,00 €
00028441	STRASBOURG	Propriétiare Occupant	1	68 622,00 €		1 500,00 €	4 500,00 €	6 000,00 €
00028299	STRASBOURG	Propriétiare Occupant	1	55 620,00 €			1 900,00 €	1 900,00 €
00028442	LIPSHEIM	Propriétiare Occupant	1	56 684,00 €	600,00 €	1 000,00 €	1 900,00 €	3 500,00 €
00028476	OSTWALD	Propriétiare Occupant	1	68 978,00 €		1 500,00 €	4 600,00 €	6 100,00 €
00022503	GEISPOLSHEIM	Propriétaire Bailleur	1	65 965,80 €	800,00 €		1 700,00 €	2 500,00 €

Annexe - Soutien financier à la Rénovation Energétique de l'Eurométropole de Strasbourg - Maison Individuelle ou Monopropriété

Annexe du Conseil du 09/10/2026 Finalisée le 23/07/2026

N° dossier	Commune	Type de propriétaire	Nombre de logements	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée HT	Prestation AMO	Prestation MOE	Prestation TRAVAUX	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel
00028538	BISCHHEIM	Propriétiare Occupant	1	57 044,00 €	800,00 €	1 500,00 €	4 400,00 €	6 700,00 €
00027648	STRASBOURG	Propriétiare Occupant	1	49 820,00 €			3 000,00 €	3 000,00 €
00022031	HOLTZHEIM	Propriétiare Occupant	1	65 380,00 €			3 100,00 €	3 100,00 €
			44		13 000,00 €	21 000,00 €	174 300,00 €	
TOTAL Aide Eurométropole de Strasbourg								**208 300,00 €**

Strasbourg.eu
eurométropole

67

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) Copropriétés Dégradées - attributions de subventions à divers bénéficiaires.

Numéro E-2026-720

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement - au titre de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) « Copropriétés dégradées » - de subventions aux propriétaires privés ou aux syndicats de copropriétaires dont la liste figure ci-jointe, pour une enveloppe globale de **2 000 €**.

Par délibération du 28 décembre 2024, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a en effet approuvé la prorogation de cette opération pour les copropriétés en difficultés suivantes : Les Marguerites à Schiltigheim, Les Canardières (A et B) et Léonard de Vinci à Strasbourg Meinau, le Parc d'Ober et Eléonore (1 et 2) à Strasbourg Hautepierre, les Bâtiments C et F de Cronenbourg à Strasbourg Cronenbourg, et Spender à Strasbourg Koenigshoffen - sur la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027.

Pour mémoire, l'OPAH « Copropriétés dégradées » a pour objectif d'inciter les copropriétaires à réaliser des travaux, tant sur les parties communes que privatives, afin d'améliorer la performance énergétique des bâtiments et, le cas échéant, de revaloriser les espaces publics ou privés et d'accompagner les copropriétés dans le traitement global des difficultés identifiées (sociales, environnementales, financières, juridiques) et de les rendre, à terme, autonomes dans leur gestion.

Dans le cadre de son objectif d'inciter à la réalisation de travaux, elle porte sur des travaux en parties communes et en parties privatives d'amélioration et de transformation des logements favorisant la maîtrise des loyers, les économies d'énergies et la lutte contre l'habitat indigne.

Les propriétaires privés ou les syndicats des copropriétaires, pour les travaux de réhabilitation de ces logements, peuvent bénéficier à ce titre de subventions par l'Agence nationale de l'habitat (Anah) sous certaines conditions (ressources, nature des travaux, loyer encadré).

Au titre de sa politique volontariste, l'Eurométropole de Strasbourg accorde des

subventions complémentaires selon les règles de recevabilité et les conditions d'octroi en vigueur prévues à la convention d'OPAH « Copropriétés dégradées ». Les dossiers qui font l'objet de la présente délibération sont examinés préalablement lors des Commissions locales d'amélioration de l'habitat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 25 janvier 2019 validant le lancement de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) « Copropriétés dégradées » 2019-2023 liée au NPNRU
vu la convention d'OPAH « Copropriétés dégradées » et ses annexes
vu la délibération de l'Eurométropole du 23 octobre 2020 relative aux modalités d'attribution des avances de subvention de l'Eurométropole de Strasbourg aux copropriétés intégrées dans l'OPAH « Copropriétés dégradées »
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 24 mars 2021 validant l'avenant n°1 à la convention d'OPAH « Copropriétés dégradées » 2019-2024
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 17 décembre 2021 validant le renouvellement de la convention de délégation de compétence des aides à la pierre de l'État couvrant la période 2022-2027
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2022 validant l'avenant n°2 à la convention d'OPAH « Copropriétés dégradées » 2019-2024
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 décembre 2024 validant le lancement d'une seconde Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) « Copropriétés dégradées » 2025-2027
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement de subventions pour un montant total de 2 000 €, au titre de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) « Copropriétés dégradées », au bénéficiaire mentionné sur le tableau joint en annexe,

décide

l'imputation des subventions sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20421, HP01, AP0392, programme 1314, sur les budgets 2026 et suivants sous réserve du vote des crédits correspondants.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211414-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

N° dossier ou N° de convention	Commune	Nom de la copropriété	Type de propriétaire	Nombre de logements	Type de loyer	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Montant total prévitionnel y compris les primes complémentaires
067-S-LI-202606-0069	Strasbourg	ELEONORE 1	Bailleur	1	loyer intermédiaire	0 €	**0 €**	0%	**2 000 €**
				1		**0 €**	**0 €**		**2 000 €**

68

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Programme d'intérêt général (PIG) Habiter l'Eurométropole - attributions de subventions à divers bénéficiaires.

Numéro E-2026-718

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement - au titre du Programme d'intérêt général (PIG) « Habiter l'Eurométropole » - de subventions aux particuliers dont la liste figure ci-jointe, pour une enveloppe globale de **204 788 €**.

Par délibération en date du 16 décembre 2022, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé le renouvellement de ce programme sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg pour la période allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027.

Pour mémoire, le PIG « Habiter l'Eurométropole » porte sur des travaux d'amélioration et de transformation des logements favorisant la maîtrise des loyers, les économies d'énergies, la lutte contre l'habitat indigne et le maintien à domicile.

Les propriétaires occupants ou bailleurs particuliers ou institutionnels qui réhabilitent des logements de plus de 15 ans peuvent bénéficier à ce titre de subventions par l'Agence nationale de l'habitat (Anah) sous certaines conditions (ressources, nature des travaux, loyer encadré).

Au titre de sa politique volontariste, l'Eurométropole de Strasbourg accorde des subventions complémentaires selon les règles de recevabilité et les conditions d'octroi en vigueur. Les dossiers qui font l'objet de la présente délibération sont examinés préalablement lors des Commissions locales d'amélioration de l'habitat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 30 juin 2016
validant la convention de délégation de compétence des
aides à la pierre de l'État couvrant la période 2016-2021
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 17 décembre 2021
validant le renouvellement de la délégation de compétence des

aides à la pierre de l'État couvrant la période 2022-2027
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 29 juin 2018
relative aux modalités financières du PIG Habiter l'Eurométropole
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2022
validant le renouvellement du PIG Habiter l'Eurométropole
pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement de subventions pour un montant total de 204 788 €, au titre du Programme d'intérêt général Habiter l'Eurométropole sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, aux dossiers listés sur le tableau joint en annexe, pour un total de 73 logements concernés,

décide

l'imputation des subventions sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20422, HP01, AP0392, programme 1644, sur les budgets 2026 et suivants sous réserve du vote des crédits correspondants.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211403-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

N° dossier ou N° de convention (pour les dossiers sans travaux)	Type de dossier - avec ou sans travaux	Commune	Type de dossier (propriétaire)	Nombre de logements	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires
67023303	avec travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social	Réhabilitation logement dégradé	43 694 €	17 293 €	10%	**7 369 €**
67023303	avec travaux	Strasbourg	Bailleur	2	loyer social	Amélioration énergétique	74 434 €	30 052 €	10%	**13 443 €**
67023535	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	32 000 €	10%	**4 000 €**
67023542	avec travaux	Ostwald	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	32 000 €	10%	**4 000 €**
67023553	avec travaux	Ostwald	Occupant(TS)	1		Lourds avec sortie de Précarité énergétique	70 000 €	63 000 €	10%	**7 000 €**
67023608	avec travaux	Schiltigheim	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	34 000 €	10%	**4 000 €**
67023611	avec travaux	Lingolsheim	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	34 000 €	10%	**4 000 €**
67023614	avec travaux	Illkirch-Graffenstaden	Occupant(TS)	1		Autonomie de la personne	6 809 €	5 366 €	15%	**1 021 €**
67023615	avec travaux	Plobsheim	Occupant	1		Autonomie de la personne	6 825 €	4 012 €	10%	**682 €**
67023625	avec travaux	Strasbourg	Occupant	1		Sortie de Précarité énergétique	11 864 €	7 118 €	5%	**593 €**
67023642	avec travaux	Eckbolsheim	Occupant(TS)	1		Lourds avec sortie de Précarité énergétique	70 000 €	63 000 €	10%	**7 000 €**
67023651	avec travaux	Schiltigheim	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	31 463 €	25 170 €	10%	**3 146 €**
67023671	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1		Autonomie de la personne	1 497 €	1 048 €	15%	**225 €**
67023721	avec travaux	Schiltigheim	Occupant(TS)	1		Autonomie de la personne	1 567 €	1 097 €	15%	**235 €**
67023731	avec travaux	Strasbourg	Occupant	1		Autonomie de la personne	17 978 €	8 989 €	10%	**1 798 €**
67023733	avec travaux	Hoenheim	Occupant(TS)	1		Lourds avec gain énergétique	64 565 €	51 652 €	10%	**6 457 €**
67023736	avec travaux	Souffelweyersheim	Occupant	1		Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	24 000 €	5%	**2 000 €**
67023738	avec travaux	Bischheim	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	30 000 €	24 000 €	10%	**3 000 €**
67023739	avec travaux	Schiltigheim	Occupant(TS)	1		Lourds avec gain énergétique	70 000 €	56 000 €	10%	**7 000 €**
67023743	avec travaux	Lipsheim	Occupant(TS)	1		Autonomie de la personne	12 611 €	8 828 €	15%	**1 892 €**
67023745	avec travaux	Reichstett	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	34 000 €	10%	**4 000 €**
67023751	avec travaux	Fegersheim	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	30 000 €	26 000 €	10%	**3 000 €**
67023758	avec travaux	Strasbourg	Occupant	1		Autonomie de la personne	12 052 €	6 026 €	10%	**1 205 €**
67023761	avec travaux	Lingolsheim	Occupant	1		Autonomie de la personne	11 152 €	5 576 €	10%	**1 115 €**
67023782	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1		Lourds avec sortie de Précarité énergétique	40 000 €	32 000 €	10%	**4 000 €**
67023792	avec travaux	Eckbolsheim	Occupant(TS)	1		Autonomie de la personne	3 718 €	2 603 €	15%	**558 €**
67023795	avec travaux	Ostwald	Occupant	1		Autonomie de la personne	22 000 €	15 400 €	15%	**3 300 €**

N° dossier ou N° de convention (pour les dossiers sans travaux)	Type de dossier - avec ou sans travaux	Commune	Type de dossier (propriétaire)	Nombre de logements	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires
67023797	avec travaux	Strasbourg	Occupant	1		Autonomie de la personne	16 000 €	8 000 €	10%	**1 600 €**
67023801	avec travaux	La Wantzenau	Occupant(TS)	1		Autonomie de la personne	12 200 €	8 540 €	15%	**1 830 €**
67023802	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	30 000 €	24 000 €	10%	**3 000 €**
67023821	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1		Lourds avec sortie de Précarité énergétique	78 190 €	70 641 €	10%	**7 849 €**
67023822	avec travaux	Schiltigheim	Occupant	1		Autonomie de la personne	6 311 €	3 156 €	10%	**631 €**
67023823	avec travaux	Schiltigheim	Occupant	1		Autonomie de la personne	2 235 €	1 118 €	10%	**224 €**
67023825	avec travaux	Eschau	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	32 000 €	10%	**4 000 €**
67023835	avec travaux	Strasbourg	Occupant	1		Lourds avec gain énergétique	64 400 €	38 640 €	5%	**3 220 €**
67023837	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1		Lourds avec gain énergétique	75 961 €	60 769 €	10%	**7 596 €**
67023838	avec travaux	Schiltigheim	Occupant(TS)	1		Autonomie de la personne	3 344 €	2 341 €	15%	**502 €**
67023862	avec travaux	Strasbourg	Occupant	1		Autonomie de la personne	8 842 €	4 421 €	10%	**884 €**
67023868	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1		Autonomie de la personne	18 080 €	12 656 €	15%	**2 712 €**
67023875	avec travaux	Schiltigheim	Occupant	1		Autonomie de la personne	8 985 €	4 492 €	10%	**898 €**
67023877	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1		Autonomie de la personne	13 279 €	9 296 €	15%	**1 992 €**
67023880	avec travaux	Hangenbieten	Occupant(TS)	1		Autonomie de la personne	14 405 €	10 084 €	15%	**2 161 €**
67023883	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1		Autonomie de la personne	8 245 €	6 572 €	15%	**1 237 €**
67023887	avec travaux	Bischheim	Occupant(TS)	1		Autonomie de la personne	12 591 €	8 814 €	15%	**1 889 €**
67023895	avec travaux	Geispolsheim	Occupant(TS)	1		Autonomie de la personne	14 418 €	10 092 €	15%	**2 163 €**
67023896	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1		Autonomie de la personne	8 835 €	6 184 €	15%	**1 325 €**
67023897	avec travaux	Plobsheim	Occupant(TS)	1		Autonomie de la personne	22 000 €	15 400 €	15%	**3 300 €**
67023902	avec travaux	Reichstett	Occupant(TS)	1		Autonomie de la personne	4 674 €	3 272 €	15%	**701 €**
67023903	avec travaux	Reichstett	Occupant	1		Lourds avec gain énergétique	26 255 €	15 753 €	5%	**1 313 €**
67023911	avec travaux	Strasbourg	Occupant	1		Autonomie de la personne	5 364 €	3 282 €	10%	**536 €**
67023937	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1		Lourds avec sortie de Précarité énergétique	69 120 €	62 208 €	10%	**6 912 €**
67023953	avec travaux	Illkirch-Graffenstaden	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	30 000 €	24 000 €	10%	**3 000 €**
67023969	avec travaux	Strasbourg	Occupant	1		Lourds avec sortie de Précarité énergétique	75 485 €	52 839 €	5%	**3 774 €**

N° dossier ou N° de convention (pour les dossiers sans travaux)	Type de dossier - avec ou sans travaux	Commune	Type de dossier (propriétaire)	Nombre de logements	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires
067-S-LI-202605-0053	sans travaux	Hoenheim	Bailleur	1	loyer intermédiaire		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LI-202606-0066	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer intermédiaire		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202604-0039	sans travaux	Mundolsheim	Bailleur	1	loyer social		0 €	1 000 €	0%	**3 000 €**
067-S-LS-202604-0040	sans travaux	Eschau	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 500 €**
067-S-LS-202604-0041	sans travaux	Illkirch-Graffenstaden	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202604-0044	sans travaux	Illkirch-Graffenstaden	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202604-0045	sans travaux	Illkirch-Graffenstaden	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202604-0046	sans travaux	Illkirch-Graffenstaden	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202605-0054	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social		0 €	2 000 €	0%	**2 500 €**
067-S-LS-202605-0064	sans travaux	Bischheim	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202605-0065	sans travaux	Bischheim	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202606-0068	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social		0 €	2 000 €	0%	**2 500 €**
067-S-LS-202607-0080	sans travaux	Ostwald	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 500 €**
067-S-LS-202607-0081	sans travaux	Bischheim	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202607-0086	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social		0 €	1 000 €	0%	**2 500 €**
067-S-LS-202607-0087	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 500 €**
067-S-LS-202607-0088	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social		0 €	2 000 €	0%	**2 500 €**
067-S-LS-202607-0089	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social		0 €	1 000 €	0%	**2 500 €**
067-S-TS-202604-0038	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer très social		0 €	2 000 €	0%	**2 500 €**
Total				**73**			1 541 448 €	1 153 800 €		**204 788 €**

Concernant l'aide de l'ANAH de 1 000 € sur les dossiers sans travaux il s'agit de la Prime d'Intermédiation Locative (IML) lorsque le propriétaire passe par l'Agence immobilière à vocation sociale (AIVS) ou une association d'intermédiation locative agréée par l'Etat.
Cette aide peut être majorée de 1 000 € lorsque le propriétaire signe un mandat de gestion avec l'AIVS.
De plus, si le logement est d'une surface habitatble < à 40m², une autre mojaration de 1 000 € est ajoutée.

Strasbourg.eu
eurométropole

69

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Opération programmée d'amélioration de l'habitat renouvellement urbain (OPAH RU) ' Koenigshoffen ' - attributions de subventions à divers bénéficiaires.

Numéro E-2026-719

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement - au titre de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat renouvellement urbain (OPAH RU) « Koenigshoffen » - de subventions aux propriétaires privés ou aux syndicats de copropriétaires dont la liste figure en annexe, pour une enveloppe globale de **62 206 €**.

Par délibération du 28 juin 2022, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé cette opération pour une partie du quartier de Koenigshoffen - pour la période allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027.

Pour mémoire, l'OPAH RU a pour objectif dans le domaine de l'habitat, la lutte contre l'habitat indigne, l'amélioration des logements dégradé et très dégradé, la lutte contre la précarité énergétique, l'autonomie de la personne, le traitement des copropriétés fragiles et/ou en difficulté, et la lutte contre le logement vacant.

Dans le cadre de cet objectif, elle porte sur la réalisation de travaux d'amélioration et de transformation des logements favorisant la maîtrise des loyers, les économies d'énergies, la lutte contre l'habitat indigne et le maintien à domicile.

Les propriétaires privés (occupants ou bailleurs particuliers ou institutionnel) ou les syndicats des copropriétaires peuvent, pour les travaux de réhabilitation de ces logements, bénéficier à ce titre de subventions par l'Agence nationale de l'habitat (Anah) sous certaines conditions (ressources, nature des travaux, loyer encadré).

Au titre de sa politique volontariste, l'Eurométropole de Strasbourg accorde des subventions complémentaires selon les règles de recevabilité et les conditions d'octroi en vigueur prévues à la convention d'OPAH RU. Les dossiers qui font l'objet de la présente délibération sont examinés préalablement lors des Commissions locales d'amélioration de l'habitat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 28 juin 2022 validant le lancement de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat-renouvellement urbain (OPAH-RU) « Koenigshoffen »
vu la convention d'OPAH-RU 2023 - 2027 et ses annexes
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 17 décembre 2021 validant le renouvellement de la convention de délégation de compétence des aides à la pierre de l'État couvrant la période 2022-2027
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement de subventions pour un montant total de 62 206 €, au titre de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat–renouvellement urbain (OPAH-RU) « Koenigshoffen », aux bénéficiaires mentionnés sur le tableau joint en annexe,

décide

l'imputation des subventions sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20422, HP01, AP0392, programme 1646, sur les budgets 2026 et suivants sous réserve du vote des crédits correspondants.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211408-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

N° dossier ou N° convention	Type de dossier	Commune	Type de propriétaire	Nombre de logements	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Montant total prévitionnel y compris les primes complémentaires
67021242	avec travaux	Strasbourg	Bailleur	8	loyer social	Réhabilitation logement dégradé	5 031 €	1 761 €	15%	**755 €**
67023732	avec travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social	Lourds avec sortie de Précarité énergétique	48 888 €	24 000 €	10%	**7 889 €**
67023735	avec travaux	Strasbourg	Bailleur	4	loyer social	Lourds avec sortie de Précarité énergétique	315 621 €	149 030 €	10%	**51 562 €**
067-S-LS-202605-0052	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
				14			369 540 €	174 791 €		**62 206 €**

Aides complémentaires sur le dossier 67021242 qui s'ajoutent à celles déjà notifiées.

70

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

CDC HABITAT SOCIAL - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de 44 logements sociaux située à STRASBOURG - rue de Wasselonne.

Numéro E-2026-690

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle, pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

L'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, CDC HABITAT SOCIAL souhaite réaliser une opération de reconstitution de 44 logements sociaux située à STRASBOURG – rue de Wasselonne, dont 19 en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 15 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) au titre du NPNRU, et 10 financés en Prêt locatif social (PLS) au titre du droit commun.

Le bailleur CDC HABITAT SOCIAL souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de

2 869 069 € (deux millions huit cent soixante-neuf mille soixante-neuf euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 2 869 069 € (deux millions huit cent soixante-neuf mille soixante-neuf euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales
notamment les articles L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision de subvention de l'État au titre du droit commun délivrée
en date du 28 septembre 2022
vu les décisions de financement initiale délivrées par l'État
au titre du NPNRU le 04 décembre 2023
vu le contrat de prêt n°182552 en annexe signé entre
CDC HABITAT SOCIAL, SA d'HLM
ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de reconstitution de 44 logements sociaux située à STRASBOURG – rue de Wasselonne dont 19 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 15 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) au titre du NPNRU, et 10 financés en Prêt locatif social (PLS) au titre du droit commun, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 869 069 € (deux millions huit cent soixante-neuf mille soixante-neuf euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°182552 constitué de 7 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de

2 869 069 € (deux millions huit cent soixante-neuf mille soixante-neuf euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt,

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute convention avec CDC HABITAT SOCIAL, SA d'HLM, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211063-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°1

Bailleur : CDC HABITAT SOCIAL — **Numéro de référence** **2024-021**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**15**

Opération:

Intitulé	Sites des Compagnons du Devoir
Adresse	Rue de Wasselonne, Gare
Commune	Strasbourg

Financement — **NPNRU**

Demande de subvention ■ — Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:

Autre

CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: — type:

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
PLUS	T1	7	28,40	30,80	- €	- €		- €	
PLUS	T2	8	47,78	51,58	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**15**	**581,04**	**628,24**					

Loyer mensuel au m²:

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Ratios

Charges immobilières	27 761,07 €	/ logement	prix au m² de SH	2 626,23 €
Cout des travaux	62 715,33 €	/ logement	prix au m² de SU	2 428,72 €
Prestations intellectuelles	1 901,13 €	/ logement		
Montant de la TVA	9 343,53 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**416 416,00 €**	27,29%	**Subventions**	***27 600,00 €***	***1,81%***
			ETAT	**0,00 €**	**0,00%**
Cout des travaux	**940 730,00 €**	61,65%			
			Eurométropole	**- €**	**0,00%**
Prestations intellectuelles	**28 517,00 €**	1,87%			
Montant de la TVA	**140 153,00 €**	9,19%			
			Autre	**27 600,00 €**	**1,81%**
			Emprunts	***1 163 260,00 €***	***76,24%***
			ACTION LOGEMENT	184 500,00 €	12,09%
			Prêt PLUS Foncier	478 038,00 €	31,33%
			Prêt PLUS Construction	500 722,00 €	32,82%
			Fonds propres	***334 956,00 €***	***21,95%***
Total	**1 525 816,00 €**	**100,00%**	**Total**	**1 525 816,00 €**	**100,00%**

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°2

Bailleur : CDC HABITAT SOCIAL — **Numéro de référence** **2024-022**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**19**

Opération:

Intitulé	Sites des Compagnons du Devoir
Adresse	Rue de Wasselonne, Gare
Commune	Strasbourg

Financement — **NPNRU**

Demande de subvention ■ — Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
Autre
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: — type:

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
PLAI	T1	7	30,14	32,87	- €	- €		- €	
PLAI	T1 bis	2	36,89	36,89	- €	- €		- €	
PLAI	T2	8	48,88	51,69	- €	- €		- €	
PLAI	T3	1	81,92	85,79	- €	- €		- €	
PLAI	T4	1	82,87	87,01	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**19**	**840,59**	**890,19**					

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Loyer mensuel au m²:

Ratios

Charges immobilières	30 288,53 €	/ logement	prix au m² de SH	2 408,37 €
Cout des travaux	68 425,26 €	/ logement	prix au m² de SU	2 274,12 €
Prestations intellectuelles	2 030,42 €	/ logement		
Montant de la TVA	5 808,47 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**575 482,00 €**	28,43%	**Subventions**	***351 400,00 €***	***17,36%***
			ETAT	**148 200,00 €**	**7,32%**
Cout des travaux	**1 300 080,00 €**	64,22%			
			Eurométropole	**171 000,00 €**	**8,45%**
Prestations intellectuelles	**38 578,00 €**	1,91%	NPNRU	171 000,00 €	8,45%
Montant de la TVA	**110 361,00 €**	5,45%			
			Autre	**32 200,00 €**	**1,59%**
			Emprunts	***1 294 356,00 €***	***63,93%***
			ACTION LOGEMENT	186 200,00 €	9,20%
			Prêt PLAI Foncier	660 643,00 €	32,63%
			Prêt PLAI Construction	447 513,00 €	22,10%
			Fonds propres	***378 745,00 €***	***18,71%***
Total	**2 024 501,00 €**	**100,00%**	**Total**	**2 024 501,00 €**	**100,00%**

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°3

Bailleur : CDC HABITAT SOCIAL — **Numéro de référence** **2022-016**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**10**

Opération:

Intitulé	
Adresse	Rue de Wasselonne, Gare
Commune	Strasbourg

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur: CDC

Description de l'opération

Performance energétique: NF Habitat HQE

Chauffage: Collectif type: **Chauffage urbain**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
PLS	T1	5	26,10	29,14	- €	- €		304,80 €	
PLS	T2	5	41,40	42,30	- €	- €		442,48 €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**10**	**337,50**	**357,20**					

Loyer mensuel au m²:

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

PLS	Collectif	10,46 €

Ratios

Charges immobilières	27 343,00 €	/ logement	prix au m² de SH	2 968,57 €
Cout des travaux	61 771,10 €	/ logement	prix au m² de SU	2 804,78 €
Prestations intellectuelles	1 872,50 €	/ logement		
Montant de la TVA	9 202,80 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**273 430,00 €**	27,29%	**Subventions**	***23 000,00 €***	***2,30%***
			ETAT	**0,00 €**	**0,00%**
Cout des travaux	**617 711,00 €**	61,65%			
			Eurométropole	**- €**	**0,00%**
Prestations intellectuelles	**18 725,00 €**	1,87%			
Montant de la TVA	**92 028,00 €**	9,19%			
			Autre	**23 000,00 €**	**2,30%**
			Emprunts	***782 153,00 €***	***78,07%***
			Prêt PLS Foncier	313 893,00 €	31,33%
			Prêt PLS Construction	197 073,00 €	19,67%
			Prêt PLS Complémentaire	271 187,00 €	27,07%
			Fonds propres	***196 741,00 €***	***19,64%***
Total	**1 001 894,00 €**	**100,00%**	**Total**	**1 001 894,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 15/12/2025 09:48:29

Emmanuelle Puente-Miguez

CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE
Signé électroniquement le 18/12/2025 16 15 :16

CONTRAT DE PRÊT

N° 182552

Entre

CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE - n° 000060794

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.65.1 page 1/26
Contrat de prêt n° 182552 Emprunteur n° 000060794

CONTRAT DE PRÊT

Entre

CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE, SIREN n°: 552046484, sis(e) 33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.65.1 page 3/26
Contrat de prêt n° 182552 Emprunteur n° 000060794

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.10
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.14
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.15
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.16
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.16
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.16
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.17
ARTICLE 16	GARANTIES	P.20
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.20
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.23
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.25
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.25
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération STRASBOURG - Rue de Wasselonne , Parc social public, Acquisition en VEFA de 44 logements situés rue de Wasselonne 67000 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions huit-cent-soixante-neuf mille soixante-neuf euros (2 869 069,00 euros) constitué de 7 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2025, d'un montant de deux-cent-soixante-et-onze mille cent-quatre-vingt-sept euros (271 187,00 euros) ;
- PLAI, d'un montant de quatre-cent-quarante-sept mille cinq-cent-treize euros (447 513,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de six-cent-soixante mille six-cent-quarante-trois euros (660 643,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2025, d'un montant de cent-quatre-vingt-dix-sept mille soixante-treize euros (197 073,00 euros) ;
- PLS foncier PLSDD 2025, d'un montant de trois-cent-treize mille huit-cent-quatre-vingt-treize euros (313 893,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de cinq-cent mille sept-cent-vingt-deux euros (500 722,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de quatre-cent-soixante-dix-huit mille trente-huit euros (478 038,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Différé d'Amortissement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Le « Prêt Locatif Social » (PLS) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « Complémentaire au Prêt Locatif Social » (CPLS) est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Simple Révisabilité » (SR) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 12/03/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLAI	PLAI foncier	PLS
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2025	-	-	PLSDD 2025
Identifiant de la Ligne du Prêt	5700256	5700253	5700252	5700251
Montant de la Ligne du Prêt	271 187 €	447 513 €	660 643 €	197 073 €
Commission d'instruction	160 €	0 €	0 €	110 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,81 %	1,5 %	1,5 %	2,81 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,81 %	1,5 %	1,5 %	2,81 %
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	12 mois	-	-	12 mois
Durée	40 ans	40 ans	50 ans	40 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	1,11 %	- 0,2 %	- 0,2 %	1,11 %
Taux d'intérêt[2]	2,81 %	1,5 %	1,5 %	2,81 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	SR	SR	SR	SR
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	1 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLS foncier	PLUS	PLUS foncier	
Enveloppe	PLSDD 2025	-	-	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5700250	5700255	5700254	
Montant de la Ligne du Prêt	313 893 €	500 722 €	478 038 €	
Commission d'instruction	180 €	0 €	0 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	2,81 %	2,3 %	2,3 %	
TEG de la Ligne du Prêt	2,81 %	2,3 %	2,3 %	
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	-	12 mois	-	
Durée	50 ans	40 ans	50 ans	
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	1,11 %	0,6 %	0,6 %	
Taux d'intérêt[2]	2,81 %	2,3 %	2,3 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	
Modalité de révision	SR	SR	SR	
Taux de progressivité de l'échéance	1 %	0 %	1 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

PR0090-PR0068 V3.65.1 page 26/26
Contrat de prêt n° 182552 Emprunteur n° 000060794

71

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

DOMIAL - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de 8 logements sociauxsituée à STRASBOURG - 22 rue du Ban de la Roche.

Numéro E-2026-516

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle, pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, DOMIAL souhaite réaliser une opération d'acquisition amélioration de 8 logements sociaux située à STRASBOURG – 22 rue du Ban de la Roche financés en Prêt locatif à usage social (PLUS).

Le bailleur DOMIAL souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 875 768 €
(Huit - cent-soixante-quinze mille sept-cent-soixante-huit euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 875 768 € (huit-cent-soixante-quinze mille sept-cent-soixante-huit euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles
L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision d'agrément l'État au titre du droit commun en date du 11 octobre 2017
vu le contrat de prêt n° 186810 en annexe signé entre DOMIAL ci-après l'Emprunteur,
et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération d'acquisition amélioration de 8 logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) à STRASBOURG – 22 rue du Ban de la Roche, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 875 768 € (huit-cent-soixante-quinze mille sept-cent-soixante-huit euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 186810 constitué d'une ligne du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 875 768 € (huit-cent-soixante-quinze mille sept-cent-soixante-huit euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes

contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt ;

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer toute convention avec DOMIAL, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-207921-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : DOMIAL

Numéro de référence **2017-075**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**8**

Opération:

Intitulé	BAR
Adresse	22 Rue du Ban-De-La-Roche, Gare
Commune	Strasbourg

Financement **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
Collecteur
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Individuel type: **Gaz**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen
PLUS	T3	8	62,00	62,00	64,75 €	403,62 €
			-	-		- €
			-	-		- €
Total		**8**	**496,00**	**496,00**		

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Loyer mensuel au m²:

	PLUS	6,58 €

Détail des postes de charges:

eau froide, électricité partie commune, entretien voies/espaces verts, désinsectisation, taxes enlèvement ordures ménagères, Contrat Multiservices, Entretien chaudière, Location/relève et entretien des compteurs individuels d'eau

Ratios

Charges immobilières	30 226,75 €	/ logement	prix au m² de SH	1 965,26 €
Prestations intellectuelles	20 872,93 €	/ logement	prix au m² de SU	1 965,26 €
Cout des travaux	66 090,70 €	/ logement		
Montant de la TVA	4 655,63 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**241 814,00 €**	24,81%	**Subventions**	***24 000,00 €***	***2,46%***
			ETAT	**0,00 €**	**0,00%**
Prestations intellectuelles	**166 983,43 €**	17,13%			
			Eurométropole	**24 000,00 €**	**2,46%**
Cout des travaux	**528 725,57 €**	54,24%	PLUS	24 000,00 €	2,46%
Montant de la TVA	**37 245,00 €**	3,82%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***950 768,00 €***	***97,54%***
			Prêt collecteur 1%	75 000,00 €	7,69%
			Prêt PLUS Construction	875 768,00 €	89,84%
			Fonds propres	***,00***	***0,00%***
Total	**974 768,00 €**	**100,00%**	**Total**	**974 768,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 31/03/2026 16:42:40

MATHIAS PERRIOT
DIRECTEUR GENERAL DELEGUE
DOMIAL
Signé électroniquement le 01/04/2026 15 38 :46

CONTRAT DE PRÊT

N° 186810

Entre

DOMIAL - n° 000211719

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CONTRAT DE PRÊT

Entre

DOMIAL, SIREN n°: 945651149, sis(e) 25 Place du Capitaine Dreyfus 68000 COLMAR,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « DOMIAL » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.70.1 page 3/25
Contrat de prêt n° 186810 Emprunteur n° 000211719

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Strasbourg-AA4L-Ban de la Roche, Parc social public, Acquisition - Amélioration de 8 logements situés 22A rue du Ban de la Roche 67000 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de huit-cent-soixante-quinze mille sept-cent-soixante-huit euros (875 768,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLUS, d'un montant de huit-cent-soixante-quinze mille sept-cent-soixante-huit euros (875 768,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Différé d'Amortissement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 30/06/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLUS			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5721931			
Montant de la Ligne du Prêt	875 768 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	2,1 %			
TEG de la Ligne du Prêt	2,1 %			
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	12 mois			
Durée	40 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[2]	2,1 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

DOMIAL
25 Place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U161099, DOMIAL

Objet : Contrat de Prêt n° 186810, Ligne du Prêt n° 5721931
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877228250260 en vertu du mandat n° AADPH2019016000002 en date du 16 janvier 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Strasbourg.eu
eurométropole

72

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

DOMIAL - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de 4 logements sociaux située à STRASBOURG, 44 route de de Schirmeck.

Numéro E-2026-651

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle, pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, DOMIAL souhaite réaliser une opération d'acquisition amélioration de 4 logements sociaux située à STRASBOURG, 44 route de Schirmeck financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI).

Le bailleur DOMIAL souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 502 943 € (cinq-cent-deux mille neuf-cent-quarante-trois euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 502 943 € (cinq-cent-deux mille neuf-cent-quarante-trois euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles
L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision d'agrément l'État au titre
du droit commun en date du 11 octobre 2017
vu le contrat de prêt n° 186814 en annexe signé entre DOMIAL ci-après l'Emprunteur
et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération d'acquisition amélioration de 4 logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) située à STRASBOURG – 44 route de Schirmeck, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 502 943 € (cinq-cent-deux mille neuf-cent-quarante-trois euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 186814 constitué d'une ligne du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 502 943 € (cinq-cent-deux mille neuf-cent-quarante-trois euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes

contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt,

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer toute convention avec DOMIAL, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-210761-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : DOMIAL — **Numéro de référence** **2017-064**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	4

Opération:

Intitulé	BAR
Adresse	44 Route de Schirmeck, Montagne-Verte
Commune	Strasbourg

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur: CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Individuel type: **Gaz**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen
PLAI	T3	4	51,25	51,25	109,39 €	308,01 €
			-	-		- €
			-	-		- €
			-	-		- €
			-	-		- €
			-	-		- €
			-	-		- €
			-	-		- €
			-	-		- €
			-	-		- €
Total		**4**	**205,00**	**205,00**		

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Loyer mensuel au m²:

	PLAI
	6,01 €

Détail des postes de charges:

eau froide, électricité partie commune, désinsectisation, taxes enlèvement ordures ménagères, Contrat Multiservices, Eau partie commune, Entretien chaudière, Location/relève et entretien des compteurs individuels d'eau

Ratios

Cout des travaux	96 281,82 €	/ logement	prix au m² de SH	2 897,28 €
Prestations intellectuelles	19 850,55 €	/ logement	prix au m² de SU	2 897,28 €
Charges immobilières	25 928,75 €	/ logement		
Montant de la TVA	6 424,57 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**385 127,28 €**	64,84%	**Subventions**	***66 000,00 €***	***11,11%***
			ETAT	**30 000,00 €**	**5,05%**
Prestations intellectuelles	**79 402,20 €**	13,37%			
			Eurométropole	**36 000,00 €**	**6,06%**
Charges immobilières	**103 715,00 €**	17,46%	PLAI	36 000,00 €	6,06%
Montant de la TVA	**25 698,28 €**	4,33%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***502 943,00 €***	***84,68%***
			Prêt PLAI Construction	502 943,00 €	84,68%
			Fonds propres	***24 999,76 €***	***4,21%***
Total	**593 942,76 €**	**100,00%**	**Total**	**593 942,76 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 31/03/2026 16:43:17

MATHIAS PERRIOT
DIRECTEUR GENERAL DELEGUE
DOMIAL
Signé électroniquement le 01/04/2026 15 38 :50

CONTRAT DE PRÊT

N° 186814

Entre

DOMIAL - n° 000211719

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CONTRAT DE PRÊT

Entre

DOMIAL, SIREN n°: 945651149, sis(e) 25 Place du Capitaine Dreyfus 68000 COLMAR,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « DOMIAL » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.70.1 page 3/25
Contrat de prêt n° 186814 Emprunteur n° 000211719

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération STRASBOURG-AA4L r.Schirmeck, Parc social public, Acquisition - Amélioration de 4 logements situés 44 route de Schirmeck 67200 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinq-cent-deux mille neuf-cent-quarante-trois euros (502 943,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cinq-cent-deux mille neuf-cent-quarante-trois euros (502 943,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Différé d'Amortissement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 30/06/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5721959			
Montant de la Ligne du Prêt	502 943 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,3 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,3 %			
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	12 mois			
Durée	40 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,2 %			
Taux d'intérêt[2]	1,3 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

DOMIAL
25 Place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U151145, DOMIAL

Objet : Contrat de Prêt n° 186814, Ligne du Prêt n° 5721959
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877228250260 en vertu du mandat n° AADPH2019016000002 en date du 16 janvier 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Strasbourg.eu
eurométropole

73

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

DOMIAL - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de 6 logements sociaux située à HOENHEIM - 46 rue du Général Gouraud.

Numéro E-2026-615

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle, pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, DOMIAL souhaite réaliser une opération d'acquisition en Vente en état futur d'achèvement (VEFA) de 6 logements sociaux située à HOENHEIM – 46 rue du Général Gouraud dont 4 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), et 2 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS).

Le bailleur DOMIAL souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 569 153 € (cinq-cent-soixante-neuf mille cent-cinquante-trois euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 569 153 € (cinq-cent-soixante-neuf mille cent-cinquante-trois euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10% du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles
L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision d'agrément l'État au titre
du droit commun en date du 27 novembre 2024
vu le contrat de prêt n° 186660 en annexe signé entre DOMIAL ci-après l'Emprunteur,
et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération d'acquisition en Vente en état futur d'achèvement (VEFA) de 6 logements dont 4 financés en Prêt locatif aidé d'intégration et 2 financés en Prêt locatif à usage social située à HOENHEIM – 46 rue du Général Gouraud, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 569 153 € (cinq-cent-soixante-neuf mille cent-cinquante-trois euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 186660 constitué de 4 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 569 153 € (cinq-cent-soixante-neuf mille cent-cinquante-trois euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt ;

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer toute convention avec DOMIAL, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-210640-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : DOMIAL — **Numéro de référence** **2024-059**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**6**

Opération:

Intitulé	
Adresse	41 Rue du Général Gouraud
Commune	Hoenheim

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC
Collecteur Domial

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Individuel type: **Gaz**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Loyer mensuel moyen				
PLUS	T2	2	46,68	48,06	347,46 €				
PLAI	T2	1	39,31	44,77	287,87 €				
PLAI	T3	2	69,28	74,09	476,40 €				
PLAIa	T2	1	38,66	43,90	258,98 €				
			-	-	- €				
			-	-	- €				
			-	-	- €				
			-	-	- €				
			-	-	- €				
			-	-	- €				
Total		**6**	**309,89**	**332,97**					

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Loyer mensuel au m²:

PLAIa	**Collectif**	5,90 €
PLUS	**Collectif**	7,23 €
PLAI	**Collectif**	6,43 €

Ratios

Charges immobilières	19 022,33 €	/ logement	prix au m² de SH	2 804,86 €
Cout des travaux	110 473,96 €	/ logement	prix au m² de SU	2 610,51 €
Prestations intellectuelles	5 763,77 €	/ logement		
Montant de la TVA	9 606,12 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**114 133,95 €**	13,13%	**Subventions**	***96 044,00 €***	***11,05%***
			ETAT	**46 044,00 €**	**5,30%**
Cout des travaux	**662 843,77 €**	76,26%			
			Eurométropole	**50 000,00 €**	**5,75%**
Prestations intellectuelles	**34 582,59 €**	3,98%	PLUS	6 000,00 €	0,69%
			PLAI	44 000,00 €	5,06%
Montant de la TVA	**57 636,70 €**	6,63%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***593 153,00 €***	***68,24%***
			Prêt PLS Foncier	66 957,00 €	7,70%
			Prêt PLUS Construction	113 997,00 €	13,12%
			Prêt PLAI Foncier	164 989,00 €	18,98%
			Prêt PLAI Construction	223 210,00 €	25,68%
			ACTION LOGEMENT	24 000,00 €	2,76%
			Fonds propres	***180 000,01 €***	***20,71%***
Total	**869 197,01 €**	**100,00%**	**Total**	**869 197,01 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 27/03/2026 18:49:52

DOMINIQUE BLANQUET
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
DOMIAL
Signé électroniquement le 07/04/2026 09 43 :36

CONTRAT DE PRÊT

N° 186660

Entre

DOMIAL - n° 000211719

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

DOMIAL, SIREN n°: 945651149, sis(e) 25 Place du Capitaine Dreyfus 68000 COLMAR,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **DOMIAL** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.70.1 page 3/25
Contrat de prêt n° 186660 Emprunteur n° 000211719

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.15
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.16
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.16
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.25
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Acquisition en VEFA de 6 logements situés Rue du Général Gouraud 67800 HOENHEIM.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinq-cent-soixante-neuf mille cent-cinquante-trois euros (569 153,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de deux-cent-vingt-trois mille deux-cent-dix euros (223 210,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-soixante-quatre mille neuf-cent-quatre-vingt-neuf euros (164 989,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de cent-treize mille neuf-cent-quatre-vingt-dix-sept euros (113 997,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de soixante-six mille neuf-cent-cinquante-sept euros (66 957,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article **« Garanties »**.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le **« Pays Sanctionné »** signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Différé d'Amortissement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le **« Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le **« Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La **« Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) »** signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Réglementation Sanctions »** signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité » (DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

La **« Simple Révisabilité » (SR)** signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **26/06/2026** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5721921	5721920	5721922	5721923
Montant de la Ligne du Prêt	223 210 €	164 989 €	113 997 €	66 957 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,3 %	1,53 %	2,1 %	1,53 %
TEG de la Ligne du Prêt	1,3 %	1,53 %	2,1 %	1,53 %
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
Durée	40 ans	80 ans	40 ans	80 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,03 %	0,6 %	0,03 %
Taux d'intérêt[2]	1,3 %	1,53 %	2,1 %	1,53 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DR	SR	DR	SR
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »**, et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

DOMIAL
25 Place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U162581, DOMIAL

Objet : Contrat de Prêt n° 186660, Ligne du Prêt n° 5721921
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877228250260 en vertu du mandat n° AADPH2019016000002 en date du 16 janvier 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

DOMIAL
25 Place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U162581, DOMIAL

Objet : Contrat de Prêt n° 186660, Ligne du Prêt n° 5721920
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877228250260 en vertu du mandat n° AADPH2019016000002 en date du 16 janvier 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

DOMIAL
25 Place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U162581, DOMIAL

Objet : Contrat de Prêt n° 186660, Ligne du Prêt n° 5721922
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877228250260 en vertu du mandat n° AADPH2019016000002 en date du 16 janvier 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

DOMIAL
25 Place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U162581, DOMIAL

Objet : Contrat de Prêt n° 186660, Ligne du Prêt n° 5721923
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877228250260 en vertu du mandat n° AADPH2019016000002 en date du 16 janvier 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Strasbourg.eu
eurométropole

74

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

DOMIAL - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération d'acquisition de 4 logements sociaux financés et située à STRASBOURG - 6 Chemin de la Holtzmatt.

Numéro E-2026-618

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle, pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, DOMIAL souhaite réaliser une opération d'acquisition en Vente en état futur d'achèvement (VEFA) de 4 logements sociaux dont 2 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), et 2 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et située à STRASBOURG - 6 Chemin de la Holtzmatt.

Le bailleur DOMIAL souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 628 226 € (six-cent-vingt-huit mille deux-cent-vingt-six euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 628 226 € (six-cent-vingt-huit mille deux-cent-vingt-six euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles
L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision d'agrément l'État au titre
du droit commun en date du 29 novembre 2024
vu le contrat de prêt n° 186629 en annexe signé entre DOMIAL
ci-après l'Emprunteur ,et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour une opération d'acquisition en Vente en état futur d'achèvement (VEFA) de 4 logements dont 2 financés en Prêt locatif à usage social et 2 financés en Prêt locatif aidé d'intégration située à STRASBOURG - 6 Chemin de la Holtzmatt, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 628 226 € (six-cent-vingt-huit mille deux-cent-vingt-six euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 186629 constitué de 4 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 628 226 € (six-cent-vingt-huit mille deux-cent-vingt-six euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt ;

décide

Le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer toute convention avec DOMIAL, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-210643-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : DOMIAL

Numéro de référence **2024-065**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	4

Opération:

Intitulé	
Adresse	6 Chemin de la Holtzmatt, Montagne-Verte
Commune	Strasbourg

Financement **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Pompe à chaleur**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen			
PLUS	T3	1	65,02	70,06	100,00 €	462,40 €			
PLUS	T4	1	88,86	95,04	120,00 €	627,26 €			
PLAI	T3	2	65,02	70,06	100,00 €	411,25 €			
			-	-	- €	- €			
Total		**4**	**283,92**	**305,22**					

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Loyer mensuel au m²:

PLUS	**Collectif**	6,60 €
PLAI	**Collectif**	5,87 €

Ratios

Charges immobilières	25 961,65 €	/ logement	prix au m² de SH	2 790,43 €
Cout des travaux	149 671,27 €	/ logement	prix au m² de SU	2 595,70 €
Prestations intellectuelles	6 101,41 €	/ logement		
Autres	1 750,00 €	/ logement		
Montant de la TVA	14 580,25 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**103 846,58 €**	13,11%	**Subventions**	***44 032,00 €***	***5,56%***
			ETAT	**16 032,00 €**	**2,02%**
Cout des travaux	**598 685,07 €**	75,57%			
			Eurométropole	**28 000,00 €**	**3,53%**
Prestations intellectuelles	**24 405,62 €**	3,08%	PLAI	22 000,00 €	2,78%
			PLUS	6 000,00 €	0,76%
Autres	**7 000,00 €**	0,88%			
Montant de la TVA	**58 321 €**	7%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***628 226,00 €***	***79,30%***
			Prêt PLUS Construction	215 982,00 €	27,26%
			Prêt PLAI Construction	150 365,00 €	18,98%
			Prêt PLUS Foncier	141 656,00 €	17,88%
			Prêt PLAI Foncier	120 223,00 €	15,17%
			Fonds propres	***120 000,27 €***	***15,15%***
Total	**792 258,27 €**	**100,00%**	**Total**	**792 258,27 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 27/03/2026 18:50:20

DOMINIQUE BLANQUET
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
DOMIAL
Signé électroniquement le 07/04/2026 09 41 :21

CONTRAT DE PRÊT

N° 186629

Entre

DOMIAL - n° 000211719

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CONTRAT DE PRÊT

Entre

DOMIAL, SIREN n°: 945651149, sis(e) 25 Place du Capitaine Dreyfus 68000 COLMAR,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « DOMIAL » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.70.1 page 3/25
Contrat de prêt n° 186629 Emprunteur n° 000211719

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.15
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.16
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.16
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.25
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération STRASBOURG - Chemin Holtzmatt 4 LLS (VEFA), Parc social public, Acquisition en VEFA de 4 logements situés Chemin de la Holtzmatt 67200 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de six-cent-vingt-huit mille deux-cent-vingt-six euros (628 226,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-cinquante mille trois-cent-soixante-cinq euros (150 365,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-vingt mille deux-cent-vingt-trois euros (120 223,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de deux-cent-quinze mille neuf-cent-quatre-vingt-deux euros (215 982,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cent-quarante-et-un mille six-cent-cinquante-six euros (141 656,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Différé d'Amortissement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

La « Simple Révisabilité » (SR) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 26/06/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5692080	5692079	5692082	5692081
Montant de la Ligne du Prêt	150 365 €	120 223 €	215 982 €	141 656 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,3 %	1,73 %	2,1 %	1,73 %
TEG de la Ligne du Prêt	1,3 %	1,73 %	2,1 %	1,73 %
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Durée	40 ans	80 ans	40 ans	80 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,23 %	0,6 %	0,23 %
Taux d'intérêt[2]	1,3 %	1,73 %	2,1 %	1,73 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DR	SR	DR	SR
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

DOMIAL
25 Place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U157082, DOMIAL

Objet : Contrat de Prêt n° 186629, Ligne du Prêt n° 5692080
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877228250260 en vertu du mandat n° AADPH2019016000002 en date du 16 janvier 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

DOMIAL
25 Place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U157082, DOMIAL

Objet : Contrat de Prêt n° 186629, Ligne du Prêt n° 5692079
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877228250260 en vertu du mandat n° AADPH2019016000002 en date du 16 janvier 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

DOMIAL
25 Place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U157082, DOMIAL

Objet : Contrat de Prêt n° 186629, Ligne du Prêt n° 5692082
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877228250260 en vertu du mandat n° AADPH2019016000002 en date du 16 janvier 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

DOMIAL
25 Place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U157082, DOMIAL

Objet : Contrat de Prêt n° 186629, Ligne du Prêt n° 5692081
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877228250260 en vertu du mandat n° AADPH2019016000002 en date du 16 janvier 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Strasbourg.eu
eurométropole

75

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

DOMIAL - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de 8 logements sociaux située à OSTWALD, 17 rue de Colmar.

Numéro E-2026-619

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle, pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, DOMIAL souhaite réaliser une opération d'acquisition en Vente en état futur d'achèvement (VEFA) de 8 logements sociaux située à OSTWALD – 17 rue de Colmar financés en Prêt locatif social (PLS).

Le bailleur DOMIAL souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 1 016 455 € (un million seize mille quatre-cent-cinquante-cinq euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 1 016 455 € (un million seize mille quatre-cent-cinquante-cinq euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles
L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision d'agrément l'État au titre
du droit commun en date du 7 décembre 2021
vu le contrat de prêt n° 186830 en annexe signé entre DOMIAL
ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

une opération d'acquisition en Vente en état futur d'achèvement (VEFA) de 8 logements financés en Prêt locatif social (PLS) située à OSTWALD – 17 rue de Colmar, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 016 455 € (un million seize mille quatre-cent-cinquante-cinq euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 186830 constitué de 3 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 016 455 € (un million seize mille quatre-cent-cinquante-cinq euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt ;

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer toute convention avec DOMIAL, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-210660-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : DOMIAL — **Numéro de référence** **2021-156**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**8**

Opération:

Intitulé	
Adresse	17 Rue de Colmar
Commune	Ostwald

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ☐ — Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC
Autre

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Individuel — type: **Gaz**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen
PLS	T2	2	45,26	49,14	80,00 €	478,57 €
PLS	T3	2	64,50	68,38	100,00 €	665,97 €
PLS	T4	4	73,28	75,71	120,00 €	737,44 €
Total		**8**	**512,64**	**537,88**		

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Loyer mensuel au m²:

PLS	Mixte	
		9,74 €

Ratios

Charges immobilières	21 227,30 €	/ logement	prix au m² de SH	2 591,50 €
Cout des travaux	123 246,46 €	/ logement	prix au m² de SU	2 469,84 €
Prestations intellectuelles	5 004,64 €	/ logement		
Autres	1 500,00 €	/ logement		
Montant de la TVA	15 078,48 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**169 818,42 €**	12,78%	**Subventions**	***0,00 €***	***0,00%***
			ETAT	**0,00 €**	**0,00%**
Cout des travaux	**985 971,66 €**	74,22%			
			Eurométropole	**- €**	**0,00%**
Prestations intellectuelles	**40 037,14 €**	3,01%			
Autres	**12 000,00 €**	0,90%			
Montant de la TVA	**120 628 €**	9%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***1 088 455,00 €***	***81,93%***
			Prêt PLS Foncier	398 537,00 €	30,00%
			Prêt PLS Construction	278 975,00 €	21,00%
			Prêt PLS Complémentaire	338 943,00 €	25,51%
			PEEC	72 000,00 €	5,42%
			Fonds propres	***240 000,04 €***	***18,07%***
Total	**1 328 455,04 €**	**100,00%**	**Total**	**1 328 455,04 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 31/03/2026 16:43:42

MATHIAS PERRIOT
DIRECTEUR GENERAL DELEGUE
DOMIAL
Signé électroniquement le 02/04/2026 14 46 :29

CONTRAT DE PRÊT

N° 186830

Entre

DOMIAL - n° 000211719

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.70.1 page 1/26
Contrat de prêt n° 186830 Emprunteur n° 000211719

CONTRAT DE PRÊT

Entre

DOMIAL, SIREN n°: 945651149, sis(e) 25 Place du Capitaine Dreyfus 68000 COLMAR,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « DOMIAL » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.70.1 page 3/26
Contrat de prêt n° 186830 Emprunteur n° 000211719

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.10
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.15
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.16
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.20
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.23
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.25
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.25
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.25
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération OSTWALD - Rue de Colmar (PLS), Parc social public, Acquisition en VEFA de 8 logements situés Rue de Colmar 67540 OSTWALD.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million seize mille quatre-cent-cinquante-cinq euros (1 016 455,00 euros) constitué de 3 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2025, d'un montant de trois-cent-trente-huit mille neuf-cent-quarante-trois euros (338 943,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2025, d'un montant de deux-cent-soixante-dix-huit mille neuf-cent-soixante-quinze euros (278 975,00 euros) ;
- PLS foncier PLSDD 2025, d'un montant de trois-cent-quatre-vingt-dix-huit mille cinq-cent-trente-sept euros (398 537,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Différé d'Amortissement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif Social » (PLS) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « Complémentaire au Prêt Locatif Social » (CPLS) est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

La « Simple Révisabilité » (SR) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 30/06/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLS	PLS foncier	
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2025	PLSDD 2025	PLSDD 2025	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5721381	5721379	5721380	
Montant de la Ligne du Prêt	338 943 €	278 975 €	398 537 €	
Commission d'instruction	200 €	160 €	230 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	2,61 %	2,61 %	2,61 %	
TEG de la Ligne du Prêt	2,61 %	2,61 %	2,61 %	
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	12 mois	12 mois	12 mois	
Durée	40 ans	40 ans	80 ans	
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	1,11 %	1,11 %	1,11 %	
Taux d'intérêt[2]	2,61 %	2,61 %	2,61 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	
Modalité de révision	DR	DR	SR	
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

DOMIAL
25 Place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U146200, DOMIAL

Objet : Contrat de Prêt n° 186830, Ligne du Prêt n° 5721381
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877228250260 en vertu du mandat n° AADPH2019016000002 en date du 16 janvier 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

DOMIAL
25 Place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U146200, DOMIAL

Objet : Contrat de Prêt n° 186830, Ligne du Prêt n° 5721379
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877228250260 en vertu du mandat n° AADPH2019016000002 en date du 16 janvier 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

DOMIAL
25 Place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U146200, DOMIAL

Objet : Contrat de Prêt n° 186830, Ligne du Prêt n° 5721380
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877228250260 en vertu du mandat n° AADPH2019016000002 en date du 16 janvier 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Strasbourg.eu
eurométropole

76

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME - Droit commun. Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération d'acquisition amélioration d'un logement social situé à STRASBOURG - 15 rue de Gresswiller.

Numéro E-2026-674

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle, pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, Foncière d'habitat et humanisme souhaite réaliser une opération d'acquisition amélioration d'un logement social financé en Prêt locatif aidé d'intégration adapté (PLAI-a) située à STRASBOURG – 15 rue de Gresswiller.

Le bailleur Foncière d'habitat et humanisme souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 27 750,00 € (vingt-sept mille sept-cent-cinquante euros) pour finaliser cette

opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 27 750,00 € (vingt-sept mille sept-cent-cinquante euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles
L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu les décisions d'agrément l'État au titre
du droit commun en date du 06 novembre 2025
vu le contrat de prêt n°183857 en annexe signé entre Foncière d'Habitat et humanisme
ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération d'acquisition amélioration d'un logement financé en Prêt locatif aidé d'intégration adapté (PLAIa) située à STRASBOURG –15 rue de Gresswiller, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 27 750,00 € (vingt-sept mille sept-cent-cinquante euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 183857 constitué de 1 ligne du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 27 750,00 € (vingt-sept mille sept-cent-cinquante euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026.

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer toute convention avec Foncière d'Habitat et humanisme, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211029-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : HABITAT ET HUMANISME — **Numéro de référence** **2025-072**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**1**

Opération:

Intitulé	
Adresse	15 Rue de Gresswiller, Montagne-Verte
Commune	Strasbourg

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ☐

Organisme prêteur: CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Gaz**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen			
PLAIa	T1	1	32,10	36,62		251,55 €			
			-	-					
Total		**1**	**32,10**	**36,62**					

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Loyer mensuel au m²:

PLAIa	Collectif	6,87 €

Ratios

Charges immobilières	95 459,00 €	/ logement	prix au m² de SH	3 191,87 €
Cout des travaux		/ logement	prix au m² de SU	2 798,28 €
Prestations intellectuelles	7 000,00 €	/ logement		
Montant de la TVA		/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**95 459,00 €**	93,17%	**Subventions**	***39 016,00 €***	***38,08%***
			ETAT	**28 016,00 €**	**27,34%**
Cout des travaux					
			Eurométropole	**11 000,00 €**	**10,74%**
Prestations intellectuelles	**7 000,00 €**	6,83%	PLAI	11 000,00 €	10,74%
Montant de la TVA					
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***27 750,00 €***	***27,08%***
			Prêt PLAI Construction	27 750,00 €	27,08%
			Fonds propres	***35 693,00 €***	***34,84%***
Total	**102 459,00 €**	**100,00%**	**Total**	**102 459,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 26/01/2026 17:58:25

Julien JEAN
COMPTABLE
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME
Signé électroniquement le 29/01/2026 08 16 :53

CONTRAT DE PRÊT

N° 183857

Entre

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME - n° 000290978

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.66 page 1/25
Contrat de prêt n° 183857 Emprunteur n° 000290978

CONTRAT DE PRÊT

Entre

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME, SIREN n°: 339804858, sis(e) 69 CHEMIN DE VASSIEUX 69300 CALUIRE ET CUIRE,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.66 page 3/25
Contrat de prêt n° 183857 Emprunteur n° 000290978

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Acquisition seule de 1 logement situé 15 Rue de Gresswiller 67200 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de vingt-sept mille sept-cent-cinquante euros (27 750,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de vingt-sept mille sept-cent-cinquante euros (27 750,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité Limitée » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 13/04/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5708259			
Montant de la Ligne du Prêt	27 750 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,5 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,5 %			
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,2 %			
Taux d'intérêt[2]	1,5 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)			
Modalité de révision	DL			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME
69 CHEMIN DE VASSIEUX
69300 CALUIRE ET CUIRE

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U161292, FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

Objet : Contrat de Prêt n° 183857, Ligne du Prêt n° 5708259
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR9640031000010000348859U69 en vertu du mandat n° AADPH2013338000012 en date du 4 décembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 183857 Emprunteur n° 000290978

77

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME - Droit commun. Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération d'acquisition amélioration d'un logement social situé à SCHILTIGHEIM - 41 route d'Hausbergen.

Numéro E-2026-675

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle, pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, Foncière d'Habitat et humanisme souhaite réaliser une opération d'acquisition amélioration d'un logement social financé en Prêt locatif aidé d'intégration adapté (PLAI-A) située à SCHILTIGHEIM – 41 route d'Hausbergen.

Le bailleur Foncière d'Habitat et humanisme souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 103 085,00 € (cent-trois mille quatre-vingt-cinq euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 103 085,00 € (cent-trois mille quatre-vingt-cinq euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles
L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu les décisions d'agrément l'État au titre
du droit commun en date du 13 novembre 2025 et du 09 décembre 2025
vu le contrat de prêt n°185116 en annexe signé entre Foncière d'Habitat et humanisme
ci-après l'Emprunteur
et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération d'acquisition amélioration d'un logement financé en Prêt locatif aidé d'intégration adapté (PLAI-A) située à SCHILTIGHEIM – 41 route d'Hausbergen, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 103 085,00 € (cent-trois mille quatre-vingt-cinq euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°185116 constitué de 1 ligne du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 103 085,00 € (cent-trois mille quatre-vingt-cinq euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération. La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes

contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt,

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, ou son représentant, ou sa représentante à signer toute convention avec Foncière d'Habitat et humanisme, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211024-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°1

Bailleur : HABITAT ET HUMANISME — **Numéro de référence** **2025-096**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**1**

Opération:

Intitulé	
Adresse	41 Route de Hausbergen
Commune	Schiltigheim

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ☐

Organisme prêteur: CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Gaz**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen
PLAIa	T4	1	76,99	82,63		456,12 €
			-	-	- €	- €
Total		**1**	**76,99**	**82,63**		

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Loyer mensuel au m²:

PLAIa	Collectif	
		5,52 €

Ratios

Charges immobilières	207 397,00 €	/ logement	prix au m² de SH	2 839,55 €
Cout des travaux	4 000,00 €	/ logement	prix au m² de SU	2 645,73 €
Prestations intellectuelles	7 000,00 €	/ logement		
Montant de la TVA	220,00 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**207 397,00 €**	94,87%	**Subventions**	***39 016,00 €***	***17,85%***
			ETAT	**28 016,00 €**	**12,82%**
Cout des travaux	**4 000,00 €**	1,83%			
			Eurométropole	**11 000,00 €**	**5,03%**
Prestations intellectuelles	**7 000,00 €**	3,20%	PLAI	11 000,00 €	5,03%
Montant de la TVA	**220,00 €**	0,10%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***103 085,00 €***	***47,15%***
			Prêt PLAI Construction	103 085,00 €	47,15%
			Fonds propres	***76 516,00 €***	***35,00%***
Total	**218 617,00 €**	**100,00%**	**Total**	**218 617,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Stephane ACQUETTE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 18/02/2026 14:42:24

Julien JEAN
COMPTABLE
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME
Signé électroniquement le 19/02/2026 17 13 :16

CONTRAT DE PRÊT

N° 185116

Entre

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME - n° 000290978

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.69.1 page 1/25
Contrat de prêt n° 185116 Emprunteur n° 000290978

CONTRAT DE PRÊT

Entre

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME, SIREN n°: 339804858, sis(e) 69 Chemin de Vassieux 69300 CALUIRE ET CUIRE,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.69.1 page 3/25
Contrat de prêt n° 185116 Emprunteur n° 000290978

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération HAUSBERGEN, Parc social public, Acquisition - Amélioration de 1 logement situé 41 Route de Hausbergen 67300 SCHILTIGHEIM.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cent-trois mille quatre-vingt-cinq euros (103 085,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-trois mille quatre-vingt-cinq euros (103 085,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité Limitée » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 30/03/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)
  - Justificatifs de subventions

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5712415			
Montant de la Ligne du Prêt	103 085 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,3 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,3 %			
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,2 %			
Taux d'intérêt[2]	1,3 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)			
Modalité de révision	DL			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME
69 Chemin de Vassieux
69300 CALUIRE ET CUIRE

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U162313, FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

Objet : Contrat de Prêt n° 185116, Ligne du Prêt n° 5712415
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR9640031000010000348859U69 en vertu du mandat n° AADPH2013338000012 en date du 4 décembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 185116 Emprunteur n° 000290978

Strasbourg.eu
eurométropole

78

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME - Droit commun. Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération d'acquisition amélioration d'un logement social financé en Prêt locatif aidé d'intégration adapté (PLAI-A) située à STRASBOURG, 56b route de Schirmeck.

Numéro E-2026-676

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle, pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, Foncière d'Habitat et humanisme, souhaite réaliser une opération d'acquisition amélioration d'un logement social financé en Prêt locatif aidé d'intégration adapté (PLAI-A) située à STRASBOURG – 56b route de Schirmeck.

Le bailleur Foncière d'Habitat et humanisme souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant

de 48 396,00 € (quarante-huit mille trois-cent-quatre-vingt-seize euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 48 396,00 € (quarante-huit mille trois-cent-quatre-vingt-seize euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10% du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles
L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu les décisions d'agrément l'État au titre
du droit commun en date du 05 novembre 2025 et du 09 décembre 2025
vu le contrat de prêt n°188186 en annexe signé entre
Foncière d'Habitat et humanisme ci-après l'Emprunteur
et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération d'acquisition amélioration d'un logement financé en Prêt locatif aidé d'intégration adapté (PLAI-A) située à STRASBOURG – 56b route de Schirmeck, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 48 396,00 € (quarante-huit mille trois-cent-quatre-vingt-seize euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°188186 constitué de 1 ligne du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 48 396,00 € (quarante-huit mille trois-cent-quatre-vingt-seize euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt,

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, ou son représentant, ou sa représentante à signer toute convention avec Foncière d'Habitat et humanisme, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211020-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°1

Bailleur : HABITAT ET HUMANISME — **Numéro de référence** **2025-097**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**1**

Opération:

Intitulé	
Adresse	56b Route de Schirmeck, Montagne-Verte
Commune	Strasbourg

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ■ — Garantie d'emprunt □

Organisme prêteur: CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: — type:

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen
PLAIa	T1 bis	1	46,80	52,30		301,77 €
			-	-		- €
Total		**1**	**46,80**	**52,30**		

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Loyer mensuel au m²:

PLAIa	Collectif	6,14 €

Ratios

Charges immobilières	122 177,00 €	/ logement	prix au m² de SH	2 873,50 €
Cout des travaux	5 000,00 €	/ logement	prix au m² de SU	2 571,32 €
Prestations intellectuelles	7 000,00 €	/ logement		
Montant de la TVA	303,00 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**122 177,00 €**	90,85%	**Subventions**	***39 016,00 €***	***29,01%***
			ETAT	**28 016,00 €**	**20,83%**
Cout des travaux	**5 000,00 €**	3,72%			
			Eurométropole	**11 000,00 €**	**8,18%**
Prestations intellectuelles	**7 000,00 €**	5,21%	PLAI	11 000,00 €	8,18%
Montant de la TVA	**303,00 €**	0,23%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***48 396,00 €***	***35,99%***
			Prêt PLAI Construction	48 396,00 €	35,99%
			Fonds propres	***47 068,00 €***	***35,00%***
Total	**134 480,00 €**	**100,00%**	**Total**	**134 480,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Stephane ACQUETTE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 06/05/2026 15:06:13

Julien JEAN
COMPTABLE
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME
Signé électroniquement le 22/05/2026 15 42 :43

CONTRAT DE PRÊT

N° 188186

Entre

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME - n° 000290978

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CONTRAT DE PRÊT

Entre

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME, SIREN n°: 339804858, sis(e) 69 Chemin de Vassieux 69300 CALUIRE ET CUIRE,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.70.1 page 3/25
Contrat de prêt n° 188186 Emprunteur n° 000290978

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération RESIDENCE LE MUHLBACH, Parc social public, Acquisition - Amélioration de 1 logement situé 56 B Route de Schirmeck 67200 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quarante-huit mille trois-cent-quatre-vingt-seize euros (48 396,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de quarante-huit mille trois-cent-quatre-vingt-seize euros (48 396,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité Limitée » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 04/08/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « DAT », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5725359			
Montant de la Ligne du Prêt	48 396 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,3 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,3 %			
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,2 %			
Taux d'intérêt[2]	1,3 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)			
Modalité de révision	DL			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME
69 Chemin de Vassieux
69300 CALUIRE ET CUIRE

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U165119, FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

Objet : Contrat de Prêt n° 188186, Ligne du Prêt n° 5725359
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR9640031000010000348859U69 en vertu du mandat n° AADPH2013338000012 en date du 4 décembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 188186 Emprunteur n° 000290978

Strasbourg.eu
eurométropole

79

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

HABITAT DE L'ILL - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de 18 logements sociaux située à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN - 61 et 63 avenue de Strasbourg.

Numéro E-2026-637

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, Habitat de L'Ill (la Soc. Coop. Habitation loyer modéré) souhaite réaliser une opération de vente en l'état de futur achèvement de 18 logements sociaux située à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN, 61 et 63 avenue de Strasbourg, dont 7 logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), 9 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et 2 financés en Prêt locatif social (PLS).

Le bailleur Habitat de L'Ill (la Soc. Coop. Habitation loyer modéré) souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 2 170 000 € (deux millions cent-soixante-dix mille euros)

pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 2 170 000 € (deux millions cent-soixante-dix mille euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10% du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles
L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision d'agrément l'État au titre
du droit commun en date du 8 décembre 2023
vu le contrat de prêt n°188305 en annexe signé entre la
SOC COOP HABITATION LOYER MODERE
ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de vente en l'état de futur achèvement de 18 logements dont 7 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), 9 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et 2 financés en Prêt locatif social (PLS), située à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN, 61 et 63 avenue de Strasbourg, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 170 000 € (deux millions cent-soixante-dix mille euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°188305 constitué de 7 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 2 170 000 € (deux millions cent-soixante-dix mille euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt ;

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer toute convention avec la SOC COOP HABITATION LOYER MODERE en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-210713-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°1

Bailleur : HABITAT DE L'ILL — **Numéro de référence** **2023-044**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**18**

Opération:

Intitulé	
Adresse	61 - 63 avenue de Strasbourg
Commune	Illkirch-Graffenstaden

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur: CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Gaz**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
PLS	T2	2	40,10	45,07	- €	- €		452,00 €	
PLUS	T2	2	44,11	50,31	- €	- €		331,06 €	
PLUS	T3	5	65,68	71,21	- €	- €		468,54 €	
PLUS	T4	2	81,18	85,73	- €	- €		564,09 €	
PLAI	T2	3	40,92	45,34	- €	- €		264,80 €	
PLAI	T3	2	65,63	72,87	- €	- €		425,55 €	
PLAI	T4	1	81,18	85,40	- €	- €		498,74 €	
PLAI	T5	1	95,40	99,90	- €	- €		583,42 €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**18**	**913,20**	**1 185,33**					

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Loyer mensuel au m²:

PLS	**Mixte**	10,03 €
PLAI	**Mixte**	5,84 €
PLUS	**Mixte**	6,58 €

Ratios

Charges immobilières	43 591,20 €	/ logement	prix au m² de SH	2 601,13 €
Cout des travaux	76 420,82 €	/ logement	prix au m² de SU	2 391,50 €
Prestations intellectuelles	25 827,44 €	/ logement		
Montant de la TVA	11 641,52 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**784 641,60 €**	27,68%	**Subventions**	***160 112,00 €***	***5,65%***
			ETAT	**56 112,00 €**	**1,98%**
Cout des travaux	**1 375 574,81 €**	48,53%			
			Eurométropole	**104 000,00 €**	**3,67%**
Prestations intellectuelles	**464 893,90 €**	16,40%	PLUS	27 000,00 €	0,95%
			PLAI	77 000,00 €	2,72%
Montant de la TVA	**209 547,36 €**	7,39%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***2 249 225,00 €***	***79,35%***
			Prêt PLS Construction	53 237,00 €	1,88%
			Prêt PLS Foncier	61 000,00 €	2,15%
			Prêt PLS Complémentaire	68 964,00 €	2,43%
			Prêt PLAI Foncier	316 000,00 €	11,15%
			Prêt PLUS Foncier	425 000,00 €	14,99%
			Prêt PLAI Construction	500 268,00 €	17,65%
			Prêt PLUS Construction	824 756,00 €	29,10%
			Fonds propres	***425 320,67 €***	***15,00%***
Total	**2 834 657,67 €**	**100,00%**	**Total**	**2 834 657,67 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 06/05/2026 11:35:09

Gilles PAUGAM
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
SOC COOP HABITATION LOYER MODERE
Signé électroniquement le 07/05/2026 13 59 :28

CONTRAT DE PRÊT

N° 188305

Entre

SOC COOP HABITATION LOYER MODERE - n° 000237517

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.70.1 page 1/31
Contrat de prêt n° 188305 Emprunteur n° 000237517

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOC COOP HABITATION LOYER MODERE, SIREN n°: 778770198, sis(e) 7 RUE QUINTENZ BP 115 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN 67403 ILLKIRCH CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « SOC COOP HABITATION LOYER MODERE » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.70.1 page 3/31
Contrat de prêt n° 188305 Emprunteur n° 000237517

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.10
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.13
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.17
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.19
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.20
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.20
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.21
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.21
ARTICLE 16	GARANTIES	P.24
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.25
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.28
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.28
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.30
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.30
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.30
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.31
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération VEFA INNEO 61-63 Av de Strasbourg, Parc social public, Acquisition en VEFA de 18 logements situés 61 63 Avenue de Strasbourg 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions cent-soixante-dix mille euros (2 170 000,00 euros) constitué de 7 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2026, d'un montant de soixante-dix-sept mille cent euros (77 100,00 euros) ;
- PLAI, d'un montant de quatre-cent-vingt-sept mille deux-cents euros (427 200,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de trois-cent-cinquante-six mille euros (356 000,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2026, d'un montant de quarante-et-un mille deux-cents euros (41 200,00 euros) ;
- PLS foncier PLSDD 2026, d'un montant de soixante-huit mille sept-cents euros (68 700,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de sept-cent-vingt-et-un mille euros (721 000,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de quatre-cent-soixante-dix-huit mille huit-cents euros (478 800,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La « Consolidation de la Ligne du Prêt » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase de Préfinancement » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« Index de la Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Prêt Locatif Social » (PLS) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « Complémentaire au Prêt Locatif Social » (CPLS) est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité Limitée » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 06/08/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLAI	PLAI foncier	PLS
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2026	-	-	PLSDD 2026
Identifiant de la Ligne du Prêt	5723110	5723107	5723106	5723105
Montant de la Ligne du Prêt	77 100 €	427 200 €	356 000 €	41 200 €
Commission d'instruction	40 €	0 €	0 €	20 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,61 %	1,3 %	1,3 %	2,61 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,61 %	1,3 %	1,3 %	2,61 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	10 mois	10 mois	10 mois	10 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	1,11 %	- 0,2 %	- 0,2 %	1,11 %
Taux d'intérêt du préfinancement	2,61 %	1,3 %	1,3 %	2,61 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans	50 ans	40 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	1,11 %	- 0,2 %	- 0,2 %	1,11 %
Taux d'intérêt[2]	2,61 %	1,3 %	1,3 %	2,61 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Phase d'amortissement (suite)				
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'Index était inférieure au taux plancher d'Index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLS foncier	PLUS	PLUS foncier	
Enveloppe	PLSDD 2026	-	-	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5723104	5723109	5723108	
Montant de la Ligne du Prêt	68 700 €	721 000 €	478 800 €	
Commission d'instruction	40 €	0 €	0 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	2,61 %	2,1 %	2,1 %	
TEG de la Ligne du Prêt	2,61 %	2,1 %	2,1 %	
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	10 mois	10 mois	10 mois	
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index de préfinancement	1,11 %	0,6 %	0,6 %	
Taux d'intérêt du préfinancement	2,61 %	2,1 %	2,1 %	
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365	
Phase d'amortissement				
Durée	50 ans	40 ans	50 ans	
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	1,11 %	0,6 %	0,6 %	
Taux d'intérêt[2]	2,61 %	2,1 %	2,1 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	
Modalité de révision	DL	DL	DL	
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Phase d'amortissement (suite)				
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'Index était inférieure au taux plancher d'Index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « exact / 365 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « exact / 365 » suppose que l'on prenne en compte le nombre exact de jours écoulés sur la période et que l'on considère que l'année comporte 365 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « Calcul et Paiement des intérêts », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

80

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

HABITAT DE L'ILL - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de 4 logements sociaux située à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN - 5 route Burkel.

Numéro E-2026-519

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle, pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, Habitat de L'Ill (la Soc. Coop. Habitation loyer modéré) souhaite réaliser une opération de Vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de 4 logements sociaux dont 1 financé en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), 1 financé en Prêt locatif aidé d'intégration adapté (PLAIa), 1 financé en Prêt locatif à usage social (PLUS) et 1 financé en Prêt locatif social (PLS), située à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN – 5 route Burkel.

Le bailleur Habitat de L'Ill (la Soc. Coop. Habitation loyer modéré) souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 471 000 € (quatre cent soixante-et-onze mille euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 471 000 € (quatre cent soixante-et-onze mille euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 5111-4,
L 5215-1 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision de subvention de l'État au titre
du droit commun en date du 29 novembre 2024
vu le contrat de prêt n°187319 en annexe signé entre la SOC COOP HABITATION
LOYER MODERE (HABITAT DE L'ILL) ci-après l'Emprunteur,
et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération Vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de 4 logements sociaux dont 1 financé en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), 1 financé en Prêt locatif aidé d'intégration adapté (PLAIa), 1 financé en Prêt locatif à usage social (PLUS) et 1 financé en Prêt locatif social (PLS), située à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN – 5 route Burkel, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 471 000 € (quatre cent soixante-et-onze mille euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 187319 constitué de 7 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 471 000 € (quatre cent soixante-et-onze mille euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt ;

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer toute convention avec la SOC COOP HABITATION LOYER MODERE (HABITAT DE L'ILL), en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-208231-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19

octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°1

Bailleur : HABITAT DE L'ILL — **Numéro de référence** 2024-025

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	4

Opération:

Intitulé	
Adresse	5 Route Burkel
Commune	Illkirch-Graffenstaden

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur: CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Individuel type: **Biogaz**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
PLAI	T2	1	41,67	44,37	- €	- €		320,80 €	
PLUS	T2	1	41,29	44,89	- €	- €		357,32 €	
PLS	T3	1	67,61	71,11	- €	- €		715,37 €	
PLAIa	T2	1	45,06	48,56	- €	- €		309,33 €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**4**	**195,63**	**208,93**					

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Loyer mensuel au m²:

PLUS	**Collectif**	7,96 €
PLAI	**Collectif**	7,23 €
PLS	**Collectif**	10,06 €
PLAIa	**Collectif**	6,37 €

Ratios

Charges immobilières	37 560,96 €	/ logement	prix au m² de SH	2 890,19 €
Cout des travaux	72 275,46 €	/ logement	prix au m² de SU	2 706,20 €
Prestations intellectuelles	21 261,38 €	/ logement		
Montant de la TVA	10 254,03 €	/ logement		

Plan de financement — **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**150 243,84 €**	26,57%	**Subventions**	***55 012,00 €***	***9,73%***
			ETAT	**30 012,00 €**	**5,31%**
Cout des travaux	**289 101,84 €**	51,13%			
			Eurométropole	**25 000,00 €**	**4,42%**
Prestations intellectuelles	**85 045,51 €**	15,04%	PLAI	22 000,00 €	3,89%
			PLUS	3 000,00 €	0,53%
Montant de la TVA	**41 016,11 €**	7,25%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***471 000,00 €***	***83,30%***
			Prêt PLUS Construction	71 700,00 €	12,68%
			Prêt PLUS Foncier	38 300,00 €	6,77%
			Prêt PLAI Construction	102 500,00 €	18,13%
			Prêt PLAI Foncier	79 400,00 €	14,04%
			Prêt PLS Foncier	60 800,00 €	10,75%
			Prêt PLS Construction	37 300,00 €	6,60%
			Prêt PLS Complémentaire	81 000,00 €	14,33%
			Fonds propres	***39 395,30 €***	***6,97%***
Total	**565 407,30 €**	**100,00%**	**Total**	**565 407,30 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 15/04/2026 18:22:10

Gilles PAUGAM
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
SOC COOP HABITATION LOYER MODERE
Signé électroniquement le 21/04/2026 08 49 :30

CONTRAT DE PRÊT

N° 187319

Entre

SOC COOP HABITATION LOYER MODERE - n° 000237517

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.70.1 page 1/31
Contrat de prêt n° 187319 Emprunteur n° 000237517

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOC COOP HABITATION LOYER MODERE, SIREN n°: 778770198, sis(e) 7 RUE QUINTENZ BP 115 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN 67403 ILLKIRCH CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « SOC COOP HABITATION LOYER MODERE » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.70.1 page 3/31
Contrat de prêt n° 187319 Emprunteur n° 000237517

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.10
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.13
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.17
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.19
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.20
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.20
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.21
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.21
ARTICLE 16	GARANTIES	P.24
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.25
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.28
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.28
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.30
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.30
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.30
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.31
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération VEFA 5 Rte Burkel, Parc social public, Acquisition en VEFA de 4 logements situés 5 Route Burkel 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre-cent-soixante-et-onze mille euros (471 000,00 euros) constitué de 7 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2026, d'un montant de quatre-vingt-un mille euros (81 000,00 euros) ;
- PLAI, d'un montant de cent-deux mille cinq-cents euros (102 500,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de soixante-dix-neuf mille quatre-cents euros (79 400,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2026, d'un montant de trente-sept mille trois-cents euros (37 300,00 euros) ;
- PLS foncier PLSDD 2026, d'un montant de soixante mille huit-cents euros (60 800,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de soixante-et-onze mille sept-cents euros (71 700,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de trente-huit mille trois-cents euros (38 300,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La « Consolidation de la Ligne du Prêt » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase de Préfinancement » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« Index de la Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Prêt Locatif Social » (PLS) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « Complémentaire au Prêt Locatif Social » (CPLS) est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité Limitée » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 13/07/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLAI	PLAI foncier	PLS
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2026	-	-	PLSDD 2026
Identifiant de la Ligne du Prêt	5727229	5727226	5727225	5727224
Montant de la Ligne du Prêt	81 000 €	102 500 €	79 400 €	37 300 €
Commission d'instruction	40 €	0 €	0 €	20 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,61 %	1,3 %	1,3 %	2,61 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,61 %	1,3 %	1,3 %	2,61 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	1,11 %	- 0,2 %	- 0,2 %	1,11 %
Taux d'intérêt du préfinancement	2,61 %	1,3 %	1,3 %	2,61 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans	50 ans	40 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	1,11 %	- 0,2 %	- 0,2 %	1,11 %
Taux d'intérêt[2]	2,61 %	1,3 %	1,3 %	2,61 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Phase d'amortissement (suite)				
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'Index était inférieure au taux plancher d'Index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLS foncier	PLUS	PLUS foncier	
Enveloppe	PLSDD 2026	-	-	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5727223	5727228	5727227	
Montant de la Ligne du Prêt	60 800 €	71 700 €	38 300 €	
Commission d'instruction	30 €	0 €	0 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	2,61 %	2,1 %	2,1 %	
TEG de la Ligne du Prêt	2,61 %	2,1 %	2,1 %	
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	6 mois	6 mois	6 mois	
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index de préfinancement	1,11 %	0,6 %	0,6 %	
Taux d'intérêt du préfinancement	2,61 %	2,1 %	2,1 %	
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365	
Phase d'amortissement				
Durée	50 ans	40 ans	50 ans	
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	1,11 %	0,6 %	0,6 %	
Taux d'intérêt[2]	2,61 %	2,1 %	2,1 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	
Modalité de révision	DL	DL	DL	
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Phase d'amortissement (suite)				
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'Index était inférieure au taux plancher d'Index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « exact / 365 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « exact / 365 » suppose que l'on prenne en compte le nombre exact de jours écoulés sur la période et que l'on considère que l'année comporte 365 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « Calcul et Paiement des intérêts », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Strasbourg.eu
eurométropole

81

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

HABITATION MODERNE -Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de 38 logements sociaux située à VENDENHEIM - Impasse du Commerce.

Numéro E-2026-691

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle, pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

L'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, HABITATION MODERNE souhaite réaliser une opération de Vente en l'état de futur achèvement (VEFA) 38 logements sociaux située à VENDENHEIM – Impasse du Commerce dont 19 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 14 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) au titre du NPNRU, et 5 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) au titre du droit commun.

Le bailleur HABITATION MODERNE souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de

5 026 000 € (cinq millions vingt-six mille euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 5 026 000 € (cinq millions vingt-six mille euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10% du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2252-1
L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 28 juin 2019
relative au projet de convention du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
en date du 27 septembre 2019 relative au volet Habitat du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
en date du 14 février 2020 relative au volet Habitat du NPNRU
vu la décision de subvention de l'État au titre
du droit commun en date du 23 juillet 2021
vu la décision de financement initiale délivrée par l'État
au titre du NPNRU le 23 mars 2023
vu le contrat de prêt n°183733 en annexe signé entre HABITATION MODERNE,
ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de reconstitution en Vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de 38 logements sociaux située à VENDENHEIM – Impasse du Commerce dont 19 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 14 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) au titre du NPNRU, et 5 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) au titre du droit commun, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 026 000 € (cinq millions vingt-six mille euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations,

selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°183733 constitué de 4 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 5 026 000 € (cinq millions vingt-six mille euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt ;

décide

le droit de réservation de 10% du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, ou son représentant, ou sa représentante à signer toute convention avec HABITATION MODERNE, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211069-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19

octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°1

Bailleur : HABITATION MODERNE — **Numéro de référence** **2024-018**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**33**

Opération:

Intitulé	Zone commerciale Nord 6B
Adresse	Impasse du Commerce
Commune	Vendenheim

Financement — **NPNRU**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
Collecteur
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: type:

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
PLUS	T2	2	45,31	51,06	- €	- €		- €	
PLUS	T3	6	68,56	75,15	- €	- €		- €	
PLUS	T4	5	84,78	91,73	- €	- €		- €	
PLUS	T5	1	95,40	102,05	- €	- €		- €	
PLAI	T2	3	46,60	53,08	- €	- €		- €	
PLAI	T3	5	69,00	74,78	- €	- €		- €	
PLAI	T4	6	84,03	90,26	- €	- €		- €	
PLAI	T5	5	106,59	113,41	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**33**	**1 506,08**	**2 755,47**					

Loyer mensuel au m²:

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Ratios

Charges immobilières	24 030,61 €	/ logement	prix au m² de SH	2 623,85 €
Cout des travaux	147 356,33 €	/ logement	prix au m² de SU	2 421,72 €
Prestations intellectuelles	20 503,61 €	/ logement		
Montant de la TVA	10 320,82 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**793 010,00 €**	11,88%	**Subventions**	***799 200,00 €***	***11,98%***
			ETAT	**148 200,00 €**	**2,22%**
Cout des travaux	**4 862 759,00 €**	72,87%			
			Eurométropole	**468 000,00 €**	**7,01%**
Prestations intellectuelles	**676 619,00 €**	10,14%	NPNRU	171 000,00 €	2,56%
			Aides exceptionnelles	231 000,00 €	3,46%
Montant de la TVA	**340 587,00 €**	5,10%	Opération Exemplaire	66 000,00 €	0,99%
			Autre	**183 000,00 €**	**2,74%**
			Emprunts	***4 909 000,00 €***	***73,57%***
			ACTION LOGEMENT	358 400,00 €	5,37%
			Prêt PLAI Construction	2 080 300,00 €	31,18%
			Prêt PLAI Foncier	443 300,00 €	6,64%
			Prêt PLUS Construction	1 725 800,00 €	25,86%
			Prêt PLUS Foncier	301 200,00 €	4,51%
			Fonds propres	***964 775,00 €***	***14,46%***
Total	**6 672 975,00 €**	**100,00%**	**Total**	**6 672 975,00 €**	**100,00%**

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°2

Bailleur : HABITATION MODERNE

Numéro de référence **2021-055**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**5**

Opération:

Intitulé	
Adresse	Impasse du Commerce
Commune	Vendenheim

Financement **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC
Collecteur

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Gaz**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
PLUS	T2	5	47,00	53,50	- €	- €		394,82 €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**5**	**235,00**	**267,50**					

Loyer mensuel au m²:

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

PLUS	Collectif	7,38 €

Ratios

Charges immobilières	15 112,80 €	/ logement	prix au m² de SH	2 746,93 €
Cout des travaux	89 863,20 €	/ logement	prix au m² de SU	2 413,18 €
Prestations intellectuelles	12 622,80 €	/ logement		
Montant de la TVA	11 501,40 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**75 564,00 €**	11,71%	**Subventions**	***32 500,00 €***	***5,03%***
			ETAT	**0,00 €**	**0,00%**
Cout des travaux	**449 316,00 €**	69,61%			
			Eurométropole	**25 000,00 €**	**3,87%**
Prestations intellectuelles	**63 114,00 €**	9,78%	PLUS	15 000,00 €	2,32%
			Opération Exemplaire	10 000,00 €	1,55%
Montant de la TVA	**57 507,00 €**	8,91%			
			Autre	**7 500,00 €**	**1,16%**
			Emprunts	***479 900,00 €***	***74,35%***
			Prêt PLUS Construction	404 800,00 €	62,71%
			Prêt PLUS Foncier	70 600,00 €	10,94%
			ACTION LOGEMENT	4 500,00 €	0,70%
			Fonds propres	***133 101,00 €***	***20,62%***
Total	**645 501,00 €**	**100,00%**	**Total**	**645 501,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 14/01/2026 14:06:20

Virginie JACOB
DIRECTEUR GENERAL
HABITATION MODERNE
Signé électroniquement le 20/01/2026 11 21 :51

CONTRAT DE PRÊT

N° 183733

Entre

HABITATION MODERNE - n° 000211604

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.66 page 1/25
Contrat de prêt n° 183733 Emprunteur n° 000211604

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

HABITATION MODERNE, SIREN n°: 568501415, sis(e) 24 ROUTE DE L HOPITAL 67100 STRASBOURG,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « HABITATION MODERNE » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.66 page 3/25
Contrat de prêt n° 183733 Emprunteur n° 000211604

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Construction de 38 logements situés Impasse du Commerce 67550 VENDENHEIM.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinq millions vingt-six mille euros (5 026 000,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de deux millions quatre-vingts mille trois-cents euros (2 080 300,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de quatre-cent-quarante-trois mille trois-cents euros (443 300,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de deux millions cent-trente mille six-cents euros (2 130 600,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de trois-cent-soixante-et-onze mille huit-cents euros (371 800,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 08/04/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5707459	5707458	5707461	5707460
Montant de la Ligne du Prêt	2 080 300 €	443 300 €	2 130 600 €	371 800 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,5 %	1,76 %	2,3 %	1,76 %
TEG de la Ligne du Prêt	1,5 %	1,76 %	2,3 %	1,76 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,06 %	0,6 %	0,06 %
Taux d'intérêt[2]	1,5 %	1,76 %	2,3 %	1,76 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Strasbourg.eu
eurométropole

82

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

ICF NORD EST - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de 33 logements sociaux située à STRASBOURG - 3 et 5 impasse de Dimbsthal.

Numéro E-2026-522

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle, pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, ICF NORD EST SA d'HLM, souhaite réaliser une opération d'acquisition sans travaux de 33 logements sociaux située à STRASBOURG - 3 et 5 impasse de Dimbsthal financés en en Prêt locatif social (PLS).

Le bailleur ICF NORD EST SA d'HLM souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 2 990 436 € (deux millions neuf-cent-quatre-vingt-dix mille quatre-cent-trente-six euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 2 990 436 € (deux millions neuf-cent-quatre-vingt-dix mille quatre-cent-trente-six euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10% du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles
L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision d'agrément l'État au titre
du droit commun en date du 15 juillet 2025
vu le contrat de prêt n° 183403 en annexe signé entre ICF NORD EST SA d'HLM
ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération d'acquisition sans travaux de 33 logements financés en Prêt locatif social située à STRASBOURG - 3 et 5 impasse de Dimbsthal, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 990 436 € (deux millions neuf-cent-quatre-vingt-dix mille quatre-cent-trente-six euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 183403 constitué d'une ligne du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 2 990 436 € (deux millions neuf-cent-quatre-vingt-dix mille quatre-cent-trente-six euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt ;

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer toute convention avec ICF NORD EST SA d'HLM, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-208320-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°1

Bailleur : ICF HABITAT — **Numéro de référence** **2025-040**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**33**

Opération:

Intitulé	Résidence Gutenberg
Adresse	3 Impasse de Dimbsthal, Montagne-Verte
Commune	Strasbourg

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ■ — Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC
Collecteur

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Individuel — type: **Electricité**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen			
PLS	T2	12	47,74	51,73	44,00 €	516,22 €			
PLS	T3	17	65,50	71,53	59,00 €	713,83 €			
PLS	T4	3	87,74	94,89	77,00 €	946,99 €			
PLS	T5	1	98,05	108,00	86,00 €	1 077,84 €			
			-	-					
Total		**33**	**2 047,65**	**2 229,44**					

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Loyer mensuel au m²:

PLS	Collectif	
		9,98 €

Détail des postes de charges:

électricité partie commune, entretien VMC, entretien ascenseur, entretien parties communes, entretien voies/espaces verts, taxes enlèvement ordures ménagères, Entretien porte automatique, Charges fournitures diverses, Eau partie commune, Location/relève et entretien des compteurs individuels d'eau

Ratios

Charges immobilières	162 121,21 €	/ logement	prix au m² de SH	2 863,65 €
Prestations intellectuelles	15 563,64 €	/ logement	prix au m² de SU	2 630,24 €
Montant de la TVA		/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**5 350 000,00 €**	91,24%	**Subventions**	***0,00 €***	***0,00%***
			ETAT	**0,00 €**	**0,00%**
Prestations intellectuelles	**513 600,00 €**	8,76%			
			Eurométropole	**- €**	**0,00%**
Montant de la TVA					
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***4 766 436,00 €***	***81,29%***
			Prêt PLS Construction	2 990 436,00 €	51,00%
			ACTION LOGEMENT	1 776 000,00 €	30,29%
			Fonds propres	***1 097 164,00 €***	***18,71%***
Total	**5 863 600,00 €**	**100,00%**	**Total**	**5 863 600,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Celine COCHE-DEQUEANT
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 29/12/2025 15:12:19

Sylvie Cavrot
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
ICF NORD EST SA D'HLM
Signé électroniquement le 02/01/2026 15 11 :41

CONTRAT DE PRÊT

N° 183403

Entre

ICF NORD EST SA D'HLM - n° 000100275

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.66 page 1/27
Contrat de prêt n° 183403 Emprunteur n° 000100275

CONTRAT DE PRÊT

Entre

ICF NORD EST SA D'HLM, SIREN n°: 304747835, sis(e) 2 BIS RUE LAFAYETTE 57000 METZ,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « ICF NORD EST SA D'HLM » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.66 page 3/27
Contrat de prêt n° 183403 Emprunteur n° 0001002275

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.14
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.16
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.17
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.17
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.18
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.18
ARTICLE 16	GARANTIES	P.21
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.21
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.24
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.25
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.26
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.27
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.27
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération 2721 STRASBOURG Dimbsthal, Parc social public, Acquisition seule de 33 logements situés 3 et 5 Impasse de Dimbsthal 67200 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions neuf-cent-quatre-vingt-dix mille quatre-cent-trente-six euros (2 990 436,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLS PLSDD 2025, d'un montant de deux millions neuf-cent-quatre-vingt-dix mille quatre-cent-trente-six euros (2 990 436,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La « Consolidation de la Ligne du Prêt » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase de Préfinancement » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« Index de la Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif Social » (PLS) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité Limitée » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 29/03/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Justificatifs des autres financements
  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLS			
Enveloppe	PLSDD 2025			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5704915			
Montant de la Ligne du Prêt	2 990 436 €			
Commission d'instruction	1 790 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	2,81 %			
TEG de la Ligne du Prêt	2,81 %			
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois			
Index de préfinancement	Livret A			
Marge fixe sur index de préfinancement	1,11 %			
Taux d'intérêt du préfinancement	2,81 %			
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement			
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent			
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365			
Phase d'amortissement				
Durée	30 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	1,11 %			
Taux d'intérêt[2]	2,81 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)			
Modalité de révision	DL			
Taux de progressivité de l'échéance	0,5 %			
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %			

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Phase d'amortissement (suite)				
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'Index était inférieure au taux plancher d'Index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « exact / 365 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « exact / 365 » suppose que l'on prenne en compte le nombre exact de jours écoulés sur la période et que l'on considère que l'année comporte 365 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « Calcul et Paiement des intérêts », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

83

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

NEOLIA - Droit commun. Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de rachat de patrimoine de 6 logements sociaux financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) située à STRASBOURG - 65 rue du Lazaret.

Numéro E-2026-507

NEOLIA s'est porté acquéreur auprès de CDC HABITAT, par acte de vente en date du 18 décembre 2025, d'un immeuble composé de 6 logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) situé à STRASBOURG – 65 rue du Lazaret.

Le bailleur NEOLIA souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 648 170 € (six-cent quarante-huit mille cent-soixante-dix euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie pour le Prêt transfert de patrimoine (PTP) qui sera contracté pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu les articles L 2252-1, L 5217-2 et suivants du Code général des collectivités territoriales
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil

vu le contrat de prêt n° 186826 en annexe signé entre NEOLIA, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de rachat de patrimoine de 6 logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS), située à STRASBOURG – 65 rue du Lazaret, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 648 170 € (six-cent-quarante-huit mille cent-soixante-dix euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de n° 186826 constitué d'une ligne du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 648 170 € (six-cent-quarante-huit mille cent-soixante-dix euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt ;

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer toute convention avec NEOLIA, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211133-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : NEOLIA

Numéro de référence **2026-033**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**6**

Opération:

Intitulé	
Adresse	65 Rue du Lazaret, Neudorf
Commune	Strasbourg

Financement **Droit commun**

Demande de subvention ☐ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: type:

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen			
PTP	T1	1	32,70	32,70	67,02 €	228,25 €			
PTP	T2	1	38,20	38,20	75,99 €	266,64 €			
PTP	T4	4	99,00	99,00	173,27 €	691,02 €			
Total		**6**	**466,90**	**466,90**					

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

eau froide, électricité partie commune, entretien parties communes, entretien chaufferie + conduit chauffage, taxes enlèvement ordures ménagères, Consommation chauffage, Entretien robinetterie

Loyer mensuel au m²:

PTP	Collectif	
		6,98 €

Ratios

Charges immobilières	127 164,17 €	/ logement	prix au m² de SH	2 213,38 €
Cout des travaux	36 393,33 €	/ logement	prix au m² de SU	2 213,38 €
Prestations intellectuelles	4 250,00 €	/ logement		
Autres	1 802,50 €	/ logement		
Montant de la TVA	2 628,00 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**762 985,00 €**	73,83%	**Subventions**	***0,00 €***	***0,00%***
			ETAT	**0,00 €**	**0,00%**
Cout des travaux	**218 360,00 €**	21,13%			
			Eurométropole	**- €**	**0,00%**
Prestations intellectuelles	**25 500,00 €**	2,47%			
Autres	**10 815,00 €**	1,05%			
Montant de la TVA	**15 768 €**	2%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***648 170,00 €***	***62,72%***
			Prêt Transfert de Patrimoine (PTP)	648 170,00 €	62,72%
			Fonds propres	***385 258,00 €***	***37,28%***
Total	**1 033 428,00 €**	**100,00%**	**Total**	**1 033 428,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 31/03/2026 19:21:16

Florence GROSJEAN
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
NEOLIA
Signé électroniquement le 08/04/2026 15 14 :09

CONTRAT DE PRÊT

N° 186826

Entre

NEOLIA - n° 000208306

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

NEOLIA, SIREN n°: 305918732, sis(e) 34 RUE DE LA COMBE AUX BICHES CS 75267 25205 MONTBELIARD CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « NEOLIA » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.70.1 page 3/27
Contrat de prêt n° 186826 Emprunteur n° 000208306

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.14
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.16
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.17
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.17
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.18
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.18
ARTICLE 16	GARANTIES	P.21
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.21
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.24
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.25
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.26
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.27
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.27
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.27
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Transfert de patrimoine de 6 logements situés 65, rue du Lazaret 67100 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de six-cent-quarante-huit mille cent-soixante-dix euros (648 170,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PTP, d'un montant de six-cent-quarante-huit mille cent-soixante-dix euros (648 170,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La « Consolidation de la Ligne du Prêt » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase de Préfinancement » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« Index de la Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Transfert de Patrimoine » (PTP) est un prêt destiné à financer l'acquisition d'un patrimoine social ou privé conventionné, en couvrant soit la totalité du prix d'achat soit la soulte résultant de la différence entre le prix d'achat et le capital des prêts éventuellement transférés.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 30/06/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PTP			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5715771			
Montant de la Ligne du Prêt	648 170 €			
Commission d'instruction	380 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	2,1 %			
TEG de la Ligne du Prêt	2,1 %			
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois			
Index de préfinancement	Livret A			
Marge fixe sur index de préfinancement	0,6 %			
Taux d'intérêt du préfinancement	2,1 %			
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement			
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent			
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365			
Phase d'amortissement				
Durée	35 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[2]	2,1 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Phase d'amortissement (suite)				
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).
2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « exact / 365 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « exact / 365 » suppose que l'on prenne en compte le nombre exact de jours écoulés sur la période et que l'on considère que l'année comporte 365 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « Calcul et Paiement des intérêts », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

84

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

NEOLIA - Droit commun. Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de rachat de patrimoine de 38 logements locatifs sociaux situés à WOLFISHEIM - 1a et 1b allée des Romains.

Numéro E-2026-495

NEOLIA s'est porté acquéreur auprès de CDC HABITAT, par acte de vente en date du 18 décembre 2025, d'un immeuble composé de 38 logements dont 34 financés en Prêt locatif aidé (PLA) et 4 Financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), situé à WOLFISHEIM – 1A et 1B allée des Romains.

Le bailleur NEOLIA souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 4 381 144 € (quatre millions trois cent quatre-vingt-un mille cent quarante-quatre euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie pour le Prêt transfert de patrimoine (PTP) qui sera contracté pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu les articles L 2252-1, L 5217-2 et suivants du Code général des collectivités

territoriales
vu l'article 2298 et 2305 du Code civil
vu le contrat de prêt n° 186822 en annexe signé entre NEOLIA, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de rachat de patrimoine de 38 logements dont 34 financés en Prêt locatif aidé (PLA) et 4 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), située WOLFISHEIM – 1A et 1B allée des Romains, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 381 144 € (quatre millions trois-cent-quatre-vingt-un mille cent-quarante-quatre euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 186822 constitué d'une ligne du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 4 381 144 € (quatre millions trois-cent-quatre-vingt-un mille cent-quarante-quatre euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt ;

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer toute convention avec

NEOLIA, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211000-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : NEOLIA

Numéro de référence **2026-032**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**38**

Opération:

Intitulé	
Adresse	1a Allée des Romains
Commune	Wolfisheim

Financement **Droit commun**

Demande de subvention ☐ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: type:

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SC moyenne(m²)	Loyer mensuel moyen					
PTP	T2	6	94,83	729,23 €					
PTP	T3	17	109,74	843,93 €					
PTP	T4	12	124,75	959,31 €					
PTP	T5	2	158,14	1 216,06 €					
PTP	T6+	1	161,76	1 243,93 €					
			-	-					
Total		**38**	**4 409,60**	**#REF!**					

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Loyer mensuel au m²:

Détail des postes de charges:

Ratios

Charges immobilières	135 623,79 €	/ logement	prix au m² de SC	1 172,20 €
Montant de la TVA	400,87 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**5 153 704,00 €**	99,71%	**Subventions**	***0,00 €***	***0,00%***
			ETAT	**0,00 €**	**0,00%**
Montant de la TVA	**15 233,00 €**	0,29%			
			Eurométropole	**- €**	**0,00%**
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***4 381 144,00 €***	***84,76%***
			Prêt Transfert de Patrimoine (PTP)	4 381 144,00 €	84,76%
			Fonds propres	***787 793,00 €***	***15,24%***
Total	**5 168 937,00 €**	**100,00%**	**Total**	**5 168 937,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 01/04/2026 14:16:15

Florence GROSJEAN
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
NEOLIA
Signé électroniquement le 08/04/2026 15 14 :29

CONTRAT DE PRÊT

N° 186822

Entre

NEOLIA - n° 000208306

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.70.1 page 1/27
Contrat de prêt n° 186822 Emprunteur n° 000208306

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

NEOLIA, SIREN n°: 305918732, sis(e) 34 RUE DE LA COMBE AUX BICHES CS 75267 25205 MONTBELIARD CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « NEOLIA » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.70.1 page 3/27
Contrat de prêt n° 186822 Emprunteur n° 000208306

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.14
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.16
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.17
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.17
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.18
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.18
ARTICLE 16	GARANTIES	P.21
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.21
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.24
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.25
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.26
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.27
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.27
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.27
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Transfert de patrimoine de 38 logements situés 1A et 1B allée des Romains 67202 WOLFISHEIM.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre millions trois-cent-quatre-vingt-un mille cent-quarante-quatre euros (4 381 144,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PTP, d'un montant de quatre millions trois-cent-quatre-vingt-un mille cent-quarante-quatre euros (4 381 144,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La « Consolidation de la Ligne du Prêt » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase de Préfinancement » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« Index de la Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Transfert de Patrimoine » (PTP) est un prêt destiné à financer l'acquisition d'un patrimoine social ou privé conventionné, en couvrant soit la totalité du prix d'achat soit la soulte résultant de la différence entre le prix d'achat et le capital des prêts éventuellement transférés.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 30/06/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PTP			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5715781			
Montant de la Ligne du Prêt	4 381 144 €			
Commission d'instruction	2 620 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	2,1 %			
TEG de la Ligne du Prêt	2,1 %			
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois			
Index de préfinancement	Livret A			
Marge fixe sur index de préfinancement	0,6 %			
Taux d'intérêt du préfinancement	2,1 %			
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement			
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent			
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365			
Phase d'amortissement				
Durée	35 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[2]	2,1 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Phase d'amortissement (suite)				
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « exact / 365 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « exact / 365 » suppose que l'on prenne en compte le nombre exact de jours écoulés sur la période et que l'on considère que l'année comporte 365 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « Calcul et Paiement des intérêts », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Strasbourg.eu
eurométropole

85

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

NEOLIA - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de 17 logements sociaux située à BISCHHEIM, 44 route de Brumath.

Numéro E-2026-665

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle, pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, NEOLIA souhaite réaliser une opération d'acquisition en vente en état futur d'achèvement (VEFA) de 17 logements sociaux située à BISCHHEIM – 44 route de Brumath dont 6 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), et 11 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS).

Le bailleur NEOLIA souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 1 861 072 € (un million huit-cent-soixante-et-un mille soixante-douze euros) pour finaliser cette

opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 1 861 072 € (un million huit-cent-soixante-et-un mille soixante-douze euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles
L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision d'agrément l'État au titre
du droit commun en date du 21 décembre 2023
vu le contrat de prêt n° 166305 en annexe signé entre NEOLIA ci-après l'Emprunteur
et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération d'acquisition en Vente en état futur d'achèvement (VEFA) de 17 logements dont 11 financés en Prêt locatif à usage social et 6 financés en Prêt locatif aidé d'intégration située à BISCHHEIM – 44 route de Brumath, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 861 072 € (un million huit-cent-soixante-et-un mille soixante-douze euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 166305 constitué de 4 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 861 072 € (un million huit-cent-soixante-et-un mille soixante-douze euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt,

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer toute convention avec NEOLIA, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211005-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : NEOLIA

Numéro de référence **2023-054**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**17**

Opération:

Intitulé	
Adresse	44 Route de Brumath
Commune	Bischheim

Financement **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC
Collecteur

Description de l'opération

Performance energétique: NF Habitat

Chauffage: Collectif type: **Gaz à condensation**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen
PLUS	T2	4	45,05	46,17	322,14 €	315,82 €
PLUS	T3	5	66,32	70,48	482,11 €	482,11 €
PLUS	T4	2	79,74	81,99	568,39 €	560,81 €
PLAI	T2	4	45,16	48,92	297,92 €	297,92 €
PLAI	T3	2	62,25	65,39	398,21 €	398,21 €
			-	-	- €	- €
			-	-	- €	- €
			-	-	- €	- €
			-	-	- €	- €
			-	-	- €	- €
Total		**17**	**976,42**	**1 027,52**		

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Loyer mensuel au m²:

PLUS	**Collectif**	6,84 €
PLAI	**Collectif**	6,09 €

Ratios

Cout des travaux	84 391,83 €	/ logement	prix au m² de SH	2 693,81 €
Prestations intellectuelles	12 763,14 €	/ logement	prix au m² de SU	2 559,70 €
Charges immobilières	42 195,91 €	/ logement		
Montant de la TVA	15 367,47 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**1 434 661,10 €**	54,55%	**Subventions**	***245 696,00 €***	***9,34%***
			ETAT	**48 096,00 €**	**1,83%**
Prestations intellectuelles	**216 973,35 €**	8,25%			
			Eurométropole	**197 600,00 €**	**7,51%**
Charges immobilières	**717 330,55 €**	27,27%	PLAI	66 000,00 €	2,51%
			PLUS	33 000,00 €	1,25%
Montant de la TVA	**261 247,00 €**	9,93%	Aides exceptionnelles	98 600,00 €	3,75%
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***1 957 072,00 €***	***74,41%***
			Prêt PLUS Construction	833 641,00 €	31,69%
			Prêt PLAI Construction	282 497,00 €	10,74%
			Prêt PLAI Foncier	237 084,00 €	9,01%
			Prêt PLUS Foncier	507 850,00 €	19,31%
			ACTION LOGEMENT	96 000,00 €	3,65%
			Fonds propres	***427 444,00 €***	***16,25%***
Total	**2 630 212,00 €**	**100,00%**	**Total**	**2 630 212,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 15/11/2024 17:33:21

Florence GROSJEAN
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
NEOLIA
Signé électroniquement le 30/12/2024 18 22 :57

CONTRAT DE PRÊT

N° 166305

Entre

NEOLIA - n° 000208306

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.57 page 1/27
Contrat de prêt n° 166305 Emprunteur n° 000208306

CONTRAT DE PRÊT

Entre

NEOLIA, SIREN n°: 305918732, sis(e) 34 RUE DE LA COMBE AUX BICHES CS 75267 25205 MONTBELIARD CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « NEOLIA » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.57 page 3/27
Contrat de prêt n° 166305 Emprunteur n° 000208306

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.10
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.14
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.16
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.17
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.17
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.18
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.18
ARTICLE 16	GARANTIES	P.21
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.21
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.24
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.25
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.26
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.27
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.27
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération BISCHHEIM 44 route de Brumath, Parc social public, Acquisition en VEFA de 17 logements situés 44 Route de Brumath, 67800 BISCHHEIM 67800 BISCHHEIM.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million huit-cent-soixante-et-un mille soixante-douze euros (1 861 072,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de deux-cent-quatre-vingt-deux mille quatre-cent-quatre-vingt-dix-sept euros (282 497,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de deux-cent-trente-sept mille quatre-vingt-quatre euros (237 084,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de huit-cent-trente-trois mille six-cent-quarante-et-un euros (833 641,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cinq-cent-sept mille huit-cent-cinquante euros (507 850,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La « Consolidation de la Ligne du Prêt » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase de Préfinancement » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'« Index de la Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 15/02/2025 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5576537	5576536	5576539	5576538
Montant de la Ligne du Prêt	282 497 €	237 084 €	833 641 €	507 850 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,6 %	3,28 %	3,6 %	3,28 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,6 %	3,28 %	3,6 %	3,28 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	- 0,4 %	0,28 %	0,6 %	0,28 %
Taux d'intérêt du préfinancement	2,6 %	3,28 %	3,6 %	3,28 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	80 ans	40 ans	80 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,4 %	0,28 %	0,6 %	0,28 %
Taux d'intérêt[2]	2,6 %	3,28 %	3,6 %	3,28 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0,5 %	0,5 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Phase d'amortissement (suite)				
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « exact / 365 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « exact / 365 » suppose que l'on prenne en compte le nombre exact de jours écoulés sur la période et que l'on considère que l'année comporte 365 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « Calcul et Paiement des intérêts », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette date.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

86

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
du vendredi 9 octobre 2026

NEOLIA - Droit commun. Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération d'acquisition en vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de 11 logements sociaux dont 4 logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), et 7 logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et située à HOENHEIM - 8 rue du Lion.

Numéro E-2026-699

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle, pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, NEOLIA, souhaite réaliser une opération d'acquisition en Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de 11 logements sociaux située à HOENHEIM – 8 rue du Lion dont 4 logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 7 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS).

Le bailleur NEOLIA souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 704 915 € (sept-cent quatre mille neuf-cent-quinze euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 704 915 € (sept-cent-quatre mille neuf-cent-quinze euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles
L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision d'agrément l'État au titre
du droit commun en date du 16 octobre 2024
vu le contrat de prêt n° 182857 en annexe signé entre NEOLIA ci-après l'Emprunteur
et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération une opération d'acquisition en Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de 11 logements dont 7 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et 4 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) située à HOENHEIM – 8 rue du Lion, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 704 915 € (sept-cent-quatre mille neuf-cent-quinze euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 182857 constitué de 4 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de

704 915 € (sept-cent-quatre mille neuf-cent-quinze euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026.

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer toute convention avec NEOLIA, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211128-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : NEOLIA

Numéro de référence **2024-027**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**11**

Opération:

Intitulé	
Adresse	8 Rue du Lion
Commune	Hoenheim

Financement **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC
Collecteur

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Pompe à chaleur**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Loyer mensuel moyen				
PLUS	T1	3	29,03	29,86	213,46 €				
PLUS	T2	4	45,24	48,72	348,37 €				
PLAI	T1	3	29,65	32,43	211,74 €				
PLAI	T2	1	48,17	52,67	343,94 €				
Total		**11**	**405,17**	**434,42**					

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Loyer mensuel au m²:

PLUS	**Collectif**	7,58 €
PLAI	**Collectif**	6,74 €

Ratios

Charges immobilières	29 136,91 €	/ logement	prix au m² de SH	2 881,45 €
Cout des travaux	66 489,78 €	/ logement	prix au m² de SU	2 687,56 €
Prestations intellectuelles	1 568,45 €	/ logement		
Montant de la TVA	8 939,00 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**320 506,00 €**	27,45%	**Subventions**	***97 064,00 €***	***8,31%***
			ETAT	**32 064,00 €**	**2,75%**
Cout des travaux	**731 387,60 €**	62,65%			
			Eurométropole	**65 000,00 €**	**5,57%**
Prestations intellectuelles	**17 253,00 €**	1,48%	PLAI	44 000,00 €	3,77%
			PLUS	21 000,00 €	1,80%
Montant de la TVA	**98 329,04 €**	8,42%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***836 915,00 €***	***71,69%***
			Prêt PLUS Foncier	210 273,00 €	18,01%
			Prêt PLUS Construction	272 301,00 €	23,32%
			Prêt PLAI Foncier	110 850,00 €	9,49%
			Prêt PLAI Construction	111 491,00 €	9,55%
			ACTION LOGEMENT	132 000,00 €	11,31%
			Fonds propres	***233 496,64 €***	***20,00%***
Total	**1 167 475,64 €**	**100,00%**	**Total**	**1 167 475,64 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 17/12/2025 14:31:40

Florence GROSJEAN
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
NEOLIA
Signé électroniquement le 19/12/2025 18 24 :59

CONTRAT DE PRÊT

N° 182857

Entre

NEOLIA - n° 000208306

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.66 page 1/27
Contrat de prêt n° 182857 Emprunteur n° 000208306

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

NEOLIA, SIREN n°: 305918732, sis(e) 34 RUE DE LA COMBE AUX BICHES CS 75267 25205 MONTBELIARD CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **NEOLIA** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.66 page 3/27
Contrat de prêt n° 182857 Emprunteur n° 000208306

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.10
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.14
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.16
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.17
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.17
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.18
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.18
ARTICLE 16	GARANTIES	P.21
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.21
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.24
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.25
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.26
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.27
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.27
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Acquisition en VEFA de 11 logements situés Rue du Lion 67800 HOENHEIM.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de sept-cent-quatre mille neuf-cent-quinze euros (704 915,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-onze mille quatre-cent-quatre-vingt-onze euros (111 491,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-dix mille huit-cent-cinquante euros (110 850,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de deux-cent-soixante-douze mille trois-cent-un euros (272 301,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de deux-cent-dix mille deux-cent-soixante-treize euros (210 273,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article **« Garanties »**.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La **« Consolidation de la Ligne du Prêt »** désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase de Préfinancement »** est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

L'**« Index de la Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le **« Pays Sanctionné »** signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La **« Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le **« Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le **« Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La **« Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) »** signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Réglementation Sanctions »** signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité » (DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **31/12/2025** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Accord de principe de la banque ou d'Action Logement ou du FSH ou de tout autre financeur
  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5706336	5706337	5706335	5706334
Montant de la Ligne du Prêt	111 491 €	110 850 €	272 301 €	210 273 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,3 %	1,95 %	2,3 %	1,95 %
TEG de la Ligne du Prêt	1,3 %	1,95 %	2,3 %	1,95 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	- 0,4 %	0,25 %	0,6 %	0,25 %
Taux d'intérêt du préfinancement	1,3 %	1,95 %	2,3 %	1,95 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	80 ans	40 ans	80 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,4 %	0,25 %	0,6 %	0,25 %
Taux d'intérêt[2]	1,3 %	1,95 %	2,3 %	1,95 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0,5 %	0,5 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent

PR0090-PR0068 V3.66 page 12/27
Contrat de prêt n° 182857 Emprunteur n° 000208306

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Phase d'amortissement (suite)				
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article **« Commissions »**.

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « exact / 365 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « exact / 365 » suppose que l'on prenne en compte le nombre exact de jours écoulés sur la période et que l'on considère que l'année comporte 365 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »**, et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

87

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

OPHEA - Droit commun. Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération d'acquisition de 89 logement locatifs sociaux situés à SCHILTIGHEIM - 21, 23 et 25 rue de la Glacière.

Numéro E-2026-509

L'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg (OPHEA) souhaite se porter acquéreur auprès de la CARSAT, d'un ensemble immobilier composé de 89 logements réparti en 3 immeubles situés à SCHILTIGHEIM – 21, 23 et 25 rue de la Glacière.

OPHEA souhaite bénéficier d'un prêt à court terme d'un montant de 10 000 000 € (dix millions d'euros) auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) pour réaliser le portage foncier, en amont des financements à long terme des logements locatifs sociaux prévus sur l'opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie pour le Prêt GAIA CT qui sera contracté pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10% du nombre de logements pour les opérations d'offre nouvelle).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu les articles L 2252-1, L 5217-2 et suivants

du Code général des collectivités territoriales
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu le contrat de prêt n° 189781 en annexe signé entre Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg (OPHEA)
ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de rachat de patrimoine de 89 logements financés en Prêt GAIA CT, située à SCHILTIGHEIM – 21, 23 et 25 rue de la Glacière, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de dix millions d'euros (10 000 000 €) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 189781 constitué d'une ligne du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de dix millions d'euros (10 000 000 €) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt,

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer toute convention avec Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg (OPHEA), en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux

en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211216-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°1

Bailleur : OPHEA — **Numéro de référence** **2026-100**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**89**

Opération:

Intitulé	opération portage GAIA CT
Adresse	21 Rue de la Glacière
Commune	Schiltigheim

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ☐ — Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: — type:

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)					
GAIA	T2	35	58,31	58,31					
GAIA	T3	33	76,33	76,33					
GAIA	T4	18	90,94	90,94					
GAIA	T5	3	94,00	94,00					
Total		**89**	**6 478,66**	**6 478,66**					

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Loyer mensuel au m²:

Ratios

Charges financières	34 437,29 €	/ logement	prix au m² de SH	1 750,75 €
Acquisition du bâtiment	86 607,06 €	/ logement	prix au m² de SU	1 750,75 €
Autres	5 505,62 €	/ logement		
Taxes de construction	900,71 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges financières	**3 064 919,00 €**	27,02%	**Subventions**	***0,00 €***	***0,00%***
			ETAT	**0,00 €**	**0,00%**
Acquisition du bâtiment	**7 708 028,00 €**	67,95%			
			Eurométropole	**- €**	**0,00%**
Autres	**490 000,00 €**	4,32%			
Taxes de construction	**80 163,00 €**	0,71%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***10 000 000,00 €***	***88,16%***
			Prêt GAIA	10 000 000,00 €	88,16%
			Fonds propres	***1 343 110,00 €***	***11,84%***
Total	**11 343 110,00 €**	**100,00%**	**Total**	**11 343 110,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Stephane ACQUETTE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 16/06/2026 08:16:08

Julien MATTEI

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Signé électroniquement le 16/06/2026 14 12 :37

CONTRAT DE PRÊT

N° 189781

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.71.3 page 1/26
Contrat de prêt n° 189781 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 Route de l Hopital CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.71.3 page 3/26
Contrat de prêt n° 189781 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.20
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.23
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.25
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.25
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.25
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.26
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Immobilier privé, Portage Relais, située 21, 23 et 25 rue de la Glacière 67300 SCHILTIGHEIM.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de dix millions d'euros (10 000 000,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- GAIACT, d'un montant de dix millions d'euros (10 000 000,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Différé d'Amortissement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt GAIA Portage Court Terme » (GAIACT) est un Prêt destiné au financement de portage foncier ou de constitution de réserves foncières en vue de la réalisation de logements locatifs sociaux à hauteur d'au moins 25 % du nombre total de logements ou de la surface du programme immobilier à venir.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Simple Révisabilité » (SR) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 12/09/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	GAIACT			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5730420			
Montant de la Ligne du Prêt	10 000 000 €			
Commission d'instruction	6 000 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	2,12 %			
TEG de la Ligne du Prêt	2,12 %			
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	24 mois			
Durée	3 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[2]	2,1 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance et intérêts prioritaires			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)			
Modalité de révision	SR			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

  $I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance et intérêts prioritaires », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, le montant de l'échéance est alors égal au montant des intérêts. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- ce que le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt soit (soient) destiné(s) à la construction de logements à usage locatif social pour une proportion minimale de 25 % de la surface ou du nombre de logements du programme immobilier à venir et il s'interdit pendant toute la durée du Prêt de modifier cette destination ou d'en diminuer la quotité.

L'Emprunteur s'engage également à maintenir cette destination à usage de logement locatif social, au minimum dans cette proportion, en cas de revente, de transmission dans le cadre d'une concession d'aménagement, de location par bail emphytéotique ou à construction de(s) bien(s) immobilier(s).

Si le Prêt finance plusieurs acquisitions, le respect du ratio d'affectation sera apprécié globalement sur l'ensemble des reventes.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Cette affectation est une condition essentielle et déterminante de l'engagement du Prêteur. Toutefois, le non-respect de cet engagement par l'Emprunteur ne saurait engager la responsabilité du Prêteur.

À cet égard, l'Emprunteur doit transmettre au Prêteur :

- tout renseignement sur la ou les opérations financées que le Prêteur peut être amené à lui réclamer ;

- à première demande du Prêteur, le(s) projet(s) d'acte d'acquisition du (des) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt ;

- dans le délai d'un mois à compter de son (leur) retour du Service de publicité foncière, le(s) acte(s) d'acquisition du (des) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt ;

- en cas de revente, de mise à disposition ou de location, dans le délai d'un mois à compter de leur date de signature, l'acte de cession, la concession d'aménagement ou le bail emphytéotique ou à construction portant sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du présent Prêt ;

- ou toute attestation, document tel qu'arrêté de permis de construire, règles d'urbanisme régissant le(s) bien(s) immobilier(s) ou tout autre document permettant d'en vérifier l'affectation ;

- en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci.

A ce titre, l'Emprunteur s'engage également à :
- ce que le ou les opérations financées soient conformes à la programmation immobilière ;
- maintenir cette affectation pendant toute la durée du Prêt, et le cas échéant, en cas de cession dans le cadre notamment d'une concession d'aménagement, de location par bail emphytéotique ou à construction de(s) bien(s) immobilier(s).

Cette affectation est une condition essentielle et déterminante de l'engagement du Prêteur. Toutefois, le non-respect de cet engagement par l'Emprunteur ne saurait, en aucun cas, engager la responsabilité du Prêteur.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En outre, le Contrat sera résilié de plein droit et toutes sommes contractuellement dues au titre du Prêt deviendront exigibles en cas d'obtention par l'Emprunteur d'un Prêt relevant d'une décision favorable prise dans les conditions prévues aux articles R. 331-3 et R. 331-6 du Code de la construction et de l'habitation assortie d'une convention prévue au 3° ou 5° de l'article L. 831-1 dudit Code, et visant à la réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt.

Le remboursement anticipé ne donnera lieu à aucune facturation d'indemnité ou de pénalité supplémentaire si l'affectation sociale est respectée dans le cadre du nouveau financement octroyé par la Caisse des Dépôts. A défaut, l'Emprunteur sera redevable d'une pénalité égale à 3 % du capital emprunté.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 Route de l Hopital
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U166119, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 189781, Ligne du Prêt n° 5730420
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Strasbourg.eu
eurométropole

88

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

OPHEA - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de 6 logements sociaux située à ECKBOLSHEIM - rue Joseph Hoerlé.

Numéro E-2026-707

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle, pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

L'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, OPHEA souhaite réaliser une opération de Vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de 6 logements sociaux située à ECKBOLSHEIM – rue Joseph Hoerlé dont 3 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) au titre du NPNRU et 3 financés en Prêt locatif social (PLS) au titre du droit commun.

Le bailleur souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 701 000 € (sept cent un mille euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 701 000 € (sept cent un mille euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales
et notamment les articles L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision de subvention de l'État au titre
du droit commun en date du 04 août 2025
vu la décision de financement initiale délivrée
par l'État au titre du NPNRU le 03 mars 2025
vu le contrat de prêt n°188096 en annexe signé entre
l'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg (OPHEA)
ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de Vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de 6 logements sociaux située à ECKBOLSHEIM – rue Joseph Hoerlé dont 3 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) au titre du NPNRU et 3 financés en Prêt locatif social (PLS) au titre du droit commun, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 701 000 € (sept cent un mille euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°188096 constitué de 4 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 701 000 € (sept cent un mille euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt,

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer toute convention avec l'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg (OPHEA), en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211204-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°1

Bailleur : OPHEA — **Numéro de référence** **2025-020**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**3**

Opération:

Intitulé	
Adresse	Rue Joseph Hoerlé
Commune	Eckbolsheim

Financement — **NPNRU**

Demande de subvention ■ — Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC
Autre

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: — type:

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen
PLAI	T2	1	50,20	54,65	- €	- €		- €
PLAI	T4	2	88,00	92,50	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
Total		**3**	**226,20**	**239,65**				

Loyer mensuel au m²:

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Ratios

Charges immobilières	58 844,67 €	/ logement	prix au m² de SH	2 577,49 €
Cout des travaux	134 593,67 €	/ logement	prix au m² de SU	2 432,84 €
Prestations intellectuelles	904,67 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**176 534,00 €**	30,28%	**Subventions**	***62 790,00 €***	***10,77%***
			ETAT	**25 740,00 €**	**4,41%**
Cout des travaux	**403 781,00 €**	69,26%			
			Eurométropole	**37 050,00 €**	**6,35%**
Prestations intellectuelles	**2 714,00 €**	0,47%	NPNRU	27 000,00 €	4,63%
			Aides exceptionnelles	10 050,00 €	1,72%
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***409 400,00 €***	***70,22%***
			Prêt PLAI Construction	220 000,00 €	37,73%
			ACTION LOGEMENT	29 400,00 €	5,04%
			Prêt PLAI Foncier	160 000,00 €	27,44%
			Fonds propres	***110 839,00 €***	***19,01%***
Total	**583 029,00 €**	**100,00%**	**Total**	**583 029,00 €**	**100,00%**

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°2

Bailleur : OPHEA — **Numéro de référence** **2025-021**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**3**

Opération:

Intitulé	
Adresse	rue Joseph Hoerlé
Commune	Eckbolsheim

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ☐ — Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC
Collecteur

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif — type: **Pompe à chaleur**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
PLS	T2	1	41,65	46,93	- €	- €		463,62 €	
PLS	T3	2	65,45	71,48	- €	- €		706,17 €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**3**	**172,55**	**189,89**					

Loyer mensuel au m²:

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

PLS	Collectif	9,88 €

Ratios

Charges immobilières	46 829,67 €	/ logement	prix au m² de SH	2 688,48 €
Cout des travaux	107 112,00 €	/ logement	prix au m² de SU	2 443,17 €
Prestations intellectuelles	690,67 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**140 489,00 €**	30,28%	**Subventions**	***0,00 €***	***0,00%***
			ETAT	**0,00 €**	**0,00%**
Cout des travaux	**321 336,00 €**	69,27%			
			Eurométropole	**- €**	**0,00%**
Prestations intellectuelles	**2 072,00 €**	0,45%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***369 000,00 €***	***79,54%***
			Prêt PLS Construction	255 000,00 €	54,97%
			Prêt PLS Complémentaire	66 000,00 €	14,23%
			ACTION LOGEMENT	48 000,00 €	10,35%
			Fonds propres	***94 897,00 €***	***20,46%***
Total	**463 897,00 €**	**100,00%**	**Total**	**463 897,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Stephane ACQUETTE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 30/04/2026 22:39:28

Julien MATTEI

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Signé électroniquement le 05/05/2026 15 21 :02

CONTRAT DE PRÊT

N° 188096

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 Route de l Hopital CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.70.1 page 3/25
Contrat de prêt n° 188096 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.25
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération VEFA Hoerle 3 PLAI 3 PLS 8 PLI ECKBOLSHEIM, Parc social public, Acquisition en VEFA de 14 logements situés Rue Joseph Hoerle 67201 ECKBOLSHEIM.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de sept-cent-un mille euros (701 000,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2026, d'un montant de soixante-six mille euros (66 000,00 euros) ;
- PLAI RO ANRU, d'un montant de deux-cent-vingt mille euros (220 000,00 euros) ;
- PLAI foncier RO ANRU, d'un montant de cent-soixante mille euros (160 000,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2026, d'un montant de deux-cent-cinquante-cinq mille euros (255 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « PLAI RO ANRU » est un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) tel que défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation, destiné aux opérations de reconstitution de l'offre de logements locatifs à usage très social dans le cadre d'un programme NPNRU conventionné avec l'ANRU.

Le « Prêt Locatif Social » (PLS) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « Complémentaire au Prêt Locatif Social » (CPLS) est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 01/07/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLAI	PLAI foncier	PLS
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2026	RO ANRU	RO ANRU	PLSDD 2026
Identifiant de la Ligne du Prêt	5733368	5732229	5732230	5733367
Montant de la Ligne du Prêt	66 000 €	220 000 €	160 000 €	255 000 €
Commission d'instruction	30 €	0 €	0 €	150 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,61 %	1,1 %	1,1 %	2,61 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,61 %	1,1 %	1,1 %	2,61 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans	60 ans	40 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	1,11 %	- 0,4 %	- 0,4 %	1,11 %
Taux d'intérêt[2]	2,61 %	1,1 %	1,1 %	2,61 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- informer le Prêteur à tout moment dès qu'il en a connaissance que toute ou une partie de l'opération n'est plus comptabilisée dans les objectifs de reconstitution de l'offre ANRU. Dans l'hypothèse où les fonds du Contrat sont versés, le PLAI RO ANRU sera de fait requalifié en PLAI de droit commun et aux conditions de taux de celui-ci en vigueur au moment de la requalification. En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins un nouvel acte de garantie sera exigé par le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Strasbourg.eu
eurométropole

89

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

OPHEA - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération d'acquisition de 12 logements sociaux située à STRASBOURG - 232 avenue de Colmar.

Numéro E-2026-711

L'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée avec ses partenaires depuis 2016 dans la mise en œuvre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) sur son territoire, à travers l'élaboration des projets urbains (études et concertation) et d'une convention pluriannuelle avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

L'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, OPHEA souhaite réaliser une opération de reconstitution via en Vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de 12 logements locatifs sociaux dont 7 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 5 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS), située à STRASBOURG – 232 avenue de Colmar.

OPHEA souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 988 000 € (neuf cent quatre-vingt-huit mille euros) pour finaliser cette opération.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 988 000 € (neuf cent quatre-vingt-huit mille euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10% du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 28 juin 2019 relative au projet de convention du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 27 septembre 2019 relative au volet Habitat du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 14 février 2020 relative au volet Habitat du NPNRU
vu les articles du Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision de financement initiale délivrée par l'État le 14 novembre 2024
vu le contrat de prêt n°190182 en annexe signé entre l' l'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg (OPHEA)
ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de reconstitution via en vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de 12 logements locatifs sociaux dont 7 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 5 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS), située à STRASBOURG – 232 avenue de Colmar, l'octroi de la garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 988 000 € (neuf cent quatre-vingt-huit mille euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°190182 constitué de 4 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 988 000 € (neuf cent quatre-vingt-huit mille euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci,

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute convention avec l'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg (OPHEA) en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211234-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°1

Bailleur : OPHEA — **Numéro de référence** **2025-017**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**12**

Opération:

Intitulé	YOKOSO
Adresse	232 avenue de Colmar
Commune	Strasbourg

Financement — **NPNRU**

Demande de subvention ■ — Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:

CDC

Autre

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: — type:

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
PLAI	T2	4	38,45	40,92	- €	- €		- €	
PLAI	T3	3	64,80	69,34	- €	- €		- €	
PLUS	T5	2	87,67	92,22	- €	- €		- €	
PLUS	T2	2	47,38	52,32	- €	- €		- €	
PLUS	T3	1	67,20	73,10	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**12**	**685,50**	**733,88**					

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Loyer mensuel au m²:

Ratios

Charges immobilières	48 969,92 €	/ logement	prix au m² de SH	2 423,31 €
Cout des travaux	88 817,00 €	/ logement	prix au m² de SU	2 263,66 €
Prestations intellectuelles	642,67 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**587 639,00 €**	35,38%	**Subventions**	***209 790,00 €***	***12,63%***
			ETAT	**62 790,00 €**	**3,78%**
Cout des travaux	**1 065 804,00 €**	64,16%			
			Eurométropole	**147 000,00 €**	**8,85%**
Prestations intellectuelles	**7 712,00 €**	0,46%	NPNRU	63 000,00 €	3,79%
			Aides exceptionnelles	84 000,00 €	5,06%
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***1 118 100,00 €***	***67,31%***
			Prêt PLAI Construction	170 000,00 €	10,23%
			Prêt PLAI Foncier	255 000,00 €	15,35%
			Prêt PLUS Construction	311 000,00 €	18,72%
			Prêt PLUS Foncier	252 000,00 €	15,17%
			ACTION LOGEMENT	130 100,00 €	7,83%
			Fonds propres	***333 265,00 €***	***20,06%***
Total	**1 661 155,00 €**	**100,00%**	**Total**	**1 661 155,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Celine COCHE-DEQUEANT
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 23/06/2026 17:13:50

Julien MATTEI

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Signé électroniquement le 25/06/2026 10 05 :28

CONTRAT DE PRÊT

N° 190182

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 Route de l Hopital CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.71.3 page 3/25
Contrat de prêt n° 190182 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération VEFA Yokoso, Parc social public, Acquisition en VEFA de 12 logements situés 232 Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de neuf-cent-quatre-vingt-huit mille euros (988 000,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLAI RO ANRU, d'un montant de cent-soixante-dix mille euros (170 000,00 euros) ;
- PLAI foncier RO ANRU, d'un montant de deux-cent-cinquante-cinq mille euros (255 000,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de trois-cent-onze mille euros (311 000,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de deux-cent-cinquante-deux mille euros (252 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « PLAI RO ANRU » est un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) tel que défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation, destiné aux opérations de reconstitution de l'offre de logements locatifs à usage très social dans le cadre d'un programme NPNRU conventionné avec l'ANRU.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 22/09/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « DAT », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	RO ANRU	RO ANRU	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5741888	5741887	5741886	5741885
Montant de la Ligne du Prêt	170 000 €	255 000 €	311 000 €	252 000 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,1 %	1,7 %	2,1 %	1,7 %
TEG de la Ligne du Prêt	1,1 %	1,7 %	2,1 %	1,7 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,4 %	0,2 %	0,6 %	0,2 %
Taux d'intérêt[2]	1,1 %	1,7 %	2,1 %	1,7 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- informer le Prêteur à tout moment dès qu'il en a connaissance que toute ou une partie de l'opération n'est plus comptabilisée dans les objectifs de reconstitution de l'offre ANRU. Dans l'hypothèse où les fonds du Contrat sont versés, le PLAI RO ANRU sera de fait requalifié en PLAI de droit commun et aux conditions de taux de celui-ci en vigueur au moment de la requalification. En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins un nouvel acte de garantie sera exigé par le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

90

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

OPHEA - Droit commun. Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réhabilitation thermique de 7 logements sociaux et octroi de l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg pour cette opération située à STRASBOURG - rue Newton (Cronenbourg).

Numéro E-2026-705

OPHEA a décidé d'effectuer des travaux de réhabilitation et de rénovation thermique sur 7 logements de son patrimoine, situés à STRASBOURG - 2, 3, 18, 22 et 28 rue Newton. Seul le logement 18 rue Newton est éligible à la subvention de l'Eurométropole de Strasbourg.

Cet ensemble immobilier a été construit en 1984 et fait l'objet d'un bail emphytéotique jusqu'en 2037.
Le chauffage est actuellement assuré par une chaudière au gaz.
La consommation énergétique actuelle est de 254 kWhep/m²/an, ce qui correspond à une étiquette D.
L'objectif est d'atteindre la performance « BBC Rénovation » avec une étiquette C, avec une consommation de 109 kWhep/m²/an pour le logement situé au 18 rue Newton.
Le gain énergétique du logement 18 rue de Newton est estimé à 132 kWhep/m²/an soit 15 523,20 kWh par an pour ce logement.

Programme des travaux pour l'ensemble immobilier:

Travaux sur l'enveloppe et les équipements techniques :
- isolation des combles ;
- ravalement des façades et/ou isolation thermique extérieure ;
- révision de la charpente et de la couverture ;
- création d'une VMC hygroréglable ;
- remplacement des chaudières au gaz individuelles dans les immeubles collectifs ;
- remplacement des menuiseries.

Travaux d'amélioration des parties communes :
- mise aux normes des entrées et cages d'escalier ;
- amélioration de la sécurisation des portes d'entrées (éclairage, mise en place d'un contrôle d'accès par badge) ;

- remplacement des cloisons à claire-voie entre les caves ;
- création de locaux pour vélo dans les petits collectifs ;
- les travaux sont éligibles à la Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS).

Dans les logements :
- réfection des salles de bain et WC ;
- remplacement des radiateurs ;
- suppression des becs de gaz dans les cuisines ;
- remplacement des portes palières pour mise aux normes sécurité incendie ;
- mise en sécurité des installations électriques ;
- couverture audiovisuelle (réception TV par paraboles collectives) pour les petits collectifs ;
- création d'une VMC pour les collectifs et les maisons individuelles ;

Travaux extérieurs :
- amélioration des espaces verts et réflexion sur la distinction espace public / privé ;
- réfection des garages ;
- amélioration des espaces de stationnement.

Les travaux sont éligibles au dispositif d'aide pour la rénovation énergétique de logements locatifs sociaux de l'État.

Ces travaux devraient permettre une diminution des charges énergétiques d'environ 124 euros par logement par mois.

Une contribution des locataires aux économies d'énergies après travaux, dite 3ème ligne sur la quittance mensuelle après travaux sera de 62 € pour les T5 et de 67 € pour les T6. Cette participation sera payable mensuellement, en même temps que le loyer, pendant une durée de 15 ans.

La réunion de concertation avec les locataires a eu lieu le 23 janvier 2024.

Cette opération s'inscrit dans le dispositif d'aide à la réhabilitation thermique des logements locatifs sociaux alsaciens contractualisé avec la Caisse des dépôts et consignations, conformément à la délibération cadre du 20 décembre 2013 et prolongé notamment par la délibération du 6 février 2026.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution de l'aide financière d'un montant de 1923 € (mille neuf cent vingt-trois euros), allouée au titre de la réhabilitation thermique pour un logement, ainsi que pour sa garantie au prêt d'un montant total de 444 500 € (quatre-cent-quarante-quatre mille cinq-cents euros), contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au

bailleur sur l'année (5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du 20 décembre 2023 décidant la revalorisation des aides eurométropolitaines pour tenir compte de l'évolution des caractéristiques de l'éco-prêt
vu la délibération du 23 mai 2025 renouvelant l'engagement de la collectivité pour l'année 2025
vu la délibération du 6 février 2026 portant sur le renouvellement de la convention (de financement de la réhabilitation thermique des logements sociaux) pour la période 2026-2027 ;
vu les articles du Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2254-1 et L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision d'agrément délivrée par l'État le 31 décembre 2024 ;
vu le contrat de prêt n°190311 en annexe signé entre l'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg (OPHEA), ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique d'un logements située à STRASBOURG – 18 rue Newton :

le versement d'une participation eurométropolitaine à l'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg (OPHEA) d'un montant total de 1 923 € (mille neuf cent vingt-trois euros) :

** subvention évolutive en fonction du gain énergétique théorique par logement soit :*

Adresse	*Nombre de logements*	*Gain (kWh/m²/an)*	*Montant subvention EmS/logement*	***Total***
	1	*132*	*1 923 €*	***1 923 €***
TOTAL	***1***			***1 923 €***

<u>pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de sept logements située à STRASBOURG – 2, 3, 18, 22 et 28 rue Newton</u> :

l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 444 500 € (quatre-cent-quarante-quatre mille cinq-cents euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 190311, constitué de 2 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 444 500 € (quatre-cent-quarante-quatre mille cinq-cents euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

décide

<u>pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 7 logements située à STRASBOURG - 2, 3, 18, 22 et 28 rue Newton</u> :

a) des modalités de versement de la subvention de 1 923 € (mille neuf cent vingt-trois euros) :
- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production : d'une attestation d'achèvement des travaux; des pièces justificatives de la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial et la justification de la performance énergétique atteinte et du coût de revient définitif de l'opération.*

b) l'imputation de la dépense globale de 1 923 € (mille neuf cent vingt-trois euros) sur les crédits disponibles au budget 2026 et suivants (fonction 552 – nature 20422 – activité

HP01- prog 1643 – AP 2026 n°0392).

c) le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026.

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer toute convention avec l'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg (OPHEA) en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211248-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : OPHEA

Numéro de référence **2024-046**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	7

Opération:

Intitulé	
Adresse	3 Rue Newton, Cronenbourg - Cité Nucléaire
Commune	Strasbourg

Financement **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Gaz**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SC moyenne(m²)		Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
RENO	T5	7	171,86	-	85,79 €	62,00 €	85,79 €	730,39 €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**7**	**1 203,02**	**-**					

Loyer mensuel au m²:

Nombre de logements adaptés au handicap:	0	
Nombre de petits logements	0	
Détail des postes de charges:		

avant travaux	**individuel**	4,02 €
après travaux	**individuel**	4,25 €

Ratios

Cout des travaux	85 062,57 €	/ logement	prix au m² de SC	528,84 €
Prestations intellectuelles	5 821,57 €	/ logement		
Montant de la TVA		/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**595 438,00 €**	93,59%	**Subventions**	***38 201,00 €***	***6,00%***
			ETAT	**36 278,00 €**	**5,70%**
Prestations intellectuelles	**40 751,00 €**	6,41%			
			Eurométropole	**1 923,00 €**	**0,30%**
Montant de la TVA			Réhab.	1 923,00 €	0,30%
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***444 500,00 €***	***69,87%***
			Prêt PAM	350 000,00 €	55,02%
			Prêt Amiante		
			Eco-prêt réhabilitation	94 500,00 €	14,85%
			Fonds propres	***153 488,00 €***	***24,13%***
Total	**636 189,00 €**	**100,00%**	**Total**	**636 189,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Celine COCHE-DEQUEANT
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 24/06/2026 13:21:17

Julien MATTEI

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Signé électroniquement le 25/06/2026 10 05 :19

CONTRAT DE PRÊT

N° 190311

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.71.3 page 1/26
Contrat de prêt n° 190311 Emprunteur n° 000107788

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 Route de l Hopital CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.71.3 page 3/26
Contrat de prêt n° 190311 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.23
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.25
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.25
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.25
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération REHA Newton 7 logts (SIAP), Parc social public, Réhabilitation de 7 logements situés sur plusieurs adresses à STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre-cent-quarante-quatre mille cinq-cents euros (444 500,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PAM, d'un montant de trois-cent-cinquante mille euros (350 000,00 euros) ;
- PAM Eco-prêt, d'un montant de quatre-vingt-quatorze mille cinq-cents euros (94 500,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt » (PAM Eco-Prêt) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation énergétique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode 3CL-DPE 2021. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 30/09/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM	PAM		
Enveloppe	-	Eco-prêt		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5742405	5742404		
Montant de la Ligne du Prêt	350 000 €	94 500 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	2,1 %	1,25 %		
TEG de la Ligne du Prêt	2,1 %	1,25 %		
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans	25 ans		
Index[1]	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	0,6 %	- 0,25 %		
Taux d'intérêt[2]	2,1 %	1,25 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

- autoriser expressément le Prêteur à transmettre à l'Etat les informations communiquées par l'Emprunteur au titre de sa demande de Prêt, ainsi que les caractéristiques financières dudit Prêt, et ce, afin que l'Etat puisse suivre la réalisation des objectifs pour le Parc locatif social et ses progrès sur le plan énergétique.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés, les travaux préconisés par l'audit énergétique méthode 3CL-DPE 2021 pour dégager le gain énergétique et carbone renseigné lors de la demande de PAM éco-prêt en ligne ou dans la fiche « Engagement de performance globale ».

Par dérogation, les travaux réalisés dans les départements de l'Outre-Mer seront spécifiés dans l'« Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social » validé par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- Fournir dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur tout document permettant de vérifier le contenu et la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial ;

- Fournir dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur tout document prouvant que la maison individuelle réhabilitée ne fait pas l'objet de l'installation d'une nouvelle chaudière à gaz ni d'un système de chauffage hybride pour lequel la nouvelle chaudière à gaz a un taux de couverture des besoins annuels en chauffage supérieur ou égal à 30 % ;

- communiquer dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur copie des factures correspondant aux travaux de rénovation réalisés et copie des relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des bâtiments pour les trois années précédant la réhabilitation et les trois années suivantes.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

La somme des montants correspondant à la majoration octroyée à chaque ligne du prêt PAM Eco-Prêt sera immédiatement exigible et une pénalité égale à 7% de la somme exigible sera due dans le cas où les documents suivants n'auront pas été communiqués dans les trois mois suivants la demande du Prêteur :

- copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu ou, dans les départements d'Outre-Mer, du justificatif de la demarche de qualité environnementale à l'issue de l'achèvement des travaux ;

- rapport de Repérage Amiante avant travaux ;

- tout document prouvant que le bâtiment n'est pas chauffé au gaz ;

- l'attestation d'exposition aux zones de bruit des réseaux routier et ferroviaire, l'étude acoustique et tout document prouvant la réalisation de travaux acoustiques.

Dans l'hypothèse où les travaux de rénovation réalisés n'ont pas permis d'atteindre la performance énergétique et carbone rendant l'Objet du Prêt éligible au PAM Eco-prêt, et ce conformément aux stipulations prévues dans la demande de prêt en ligne ou dans les pièces justificatives « Engagement de performance globale », ou « Agrément formulaire de demande d'éco-prêt logement social », le PAM Eco-prêt sera de fait requalifié en PAM et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base).
En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat mais un nouvel acte de garantie sera exigé par le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 Route de l Hopital
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U168919, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 190311, Ligne du Prêt n° 5742405
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 Route de l Hopital
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U168919, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 190311, Ligne du Prêt n° 5742404
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

91

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

OPHEA - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de 10 logements sociaux située à ECKBOLSHEIM - 130 avenue du Général de Gaulle.

Numéro E-2026-653

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle, pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

L'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, OPHEA souhaite réaliser une opération d'acquisition en Vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de 10 logements sociaux dont 4 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) au titre du NPNRU et 6 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) au titre du droit commun, située à ECKBOLSHEIM – 130 avenue du Général de Gaulle.

Le bailleur souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 966 000 € (neuf cent soixante-

six mille euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 966 000 € (neuf cent soixante-six mille euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10% du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision de subvention de l'État au titre du droit commun en date du 29 juillet 2025
vu la décision de financement initiale délivrée par l'État au titre du NPNRU le 26 février 2025
vu le contrat de prêt n°190329 en annexe signé entre l'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg (OPHEA)
ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération d'acquisition en Vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de 10 logements sociaux dont 4 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) au titre du NPNRU et 6 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) au titre du droit commun, située à ECKBOLSHEIM – 130 avenue du Général de Gaulle, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 966 000 € (neuf cent soixante-six mille euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°190329 constitué de 4 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 966 000 € (neuf cent soixante-six mille euros) augmentée de l'ensemble des sommes

pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt ;

décide

le droit de réservation de 10% du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer toute convention avec l'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg (OPHEA), en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211225-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : OPHEA

Numéro de référence **2025-001**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**6**

Opération:

Intitulé	
Adresse	130 Avenue du Général de Gaulle
Commune	Eckbolsheim

Financement **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Gaz**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
PLUS	T2	2	53,53	58,03	- €	- €	52,54 €	421,30 €	
PLUS	T3	2	65,03	69,37	- €	- €	52,54 €	503,64 €	
PLUS	T4	2	78,35	81,32	- €	- €	52,54 €	590,40 €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**6**	**393,82**	**417,44**					

Loyer mensuel au m²:

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

PLUS	Collectif	7,26 €

Ratios

Charges immobilières	55 269,50 €	/ logement	prix au m² de SH	2 776,33 €
Cout des travaux	125 313,17 €	/ logement	prix au m² de SU	2 619,11 €
Prestations intellectuelles	1 641,67 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**331 617,00 €**	30,33%	**Subventions**	***98 100,00 €***	***8,97%***
			ETAT	**0,00 €**	**0,00%**
Cout des travaux	**751 879,00 €**	68,77%			
			Eurométropole	**38 100,00 €**	**3,48%**
Prestations intellectuelles	**9 850,00 €**	0,90%	PLUS	18 000,00 €	1,65%
			Aides exceptionnelles	20 100,00 €	1,84%
			Autre	**60 000,00 €**	**5,49%**
			Emprunts	***762 000,00 €***	***69,69%***
			Prêt PLUS Construction	479 000,00 €	43,81%
			Prêt PLUS Foncier	283 000,00 €	25,88%
			Fonds propres	***233 246,00 €***	***21,33%***
Total	**1 093 346,00 €**	**100,00%**	**Total**	**1 093 346,00 €**	**100,00%**

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°2

Bailleur : OPHEA — **Numéro de référence** **2025-022**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**4**

Opération:

Intitulé	
Adresse	130 Avenue du Général de Gaulle
Commune	Eckbolsheim

Financement — **NPNRU**

Demande de subvention ■ — Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC
Autre

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: — type:

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
PLAI	T1	2	29,47	31,72	- €	- €		- €	
PLAI	T2	2	43,23	47,73	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**4**	**145,40**	**158,90**					

Loyer mensuel au m²:

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Ratios

Charges immobilières	29 264,00 €	/ logement	prix au m² de SH	2 691,46 €
Cout des travaux	67 638,75 €	/ logement	prix au m² de SU	2 462,77 €
Prestations intellectuelles	918,50 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**117 056,00 €**	29,92%	**Subventions**	***83 720,00 €***	***21,40%***
			ETAT	**34 320,00 €**	**8,77%**
Cout des travaux	**270 555,00 €**	69,15%			
			Eurométropole	**49 400,00 €**	**12,63%**
Prestations intellectuelles	**3 674,00 €**	0,94%	NPNRU	36 000,00 €	9,20%
			NPNRU	13 400,00 €	3,42%
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***243 200,00 €***	***62,15%***
			Prêt PLAI Construction	97 000,00 €	24,79%
			ACTION LOGEMENT	39 200,00 €	10,02%
			Prêt PLAI Foncier	107 000,00 €	27,35%
			Fonds propres	***64 365,00 €***	***16,45%***
Total	**391 285,00 €**	**100,00%**	**Total**	**391 285,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Celine COCHE-DEQUEANT
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 24/06/2026 13:21:12

Julien MATTEI

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Signé électroniquement le 25/06/2026 10 05 :34

CONTRAT DE PRÊT

N° 190329

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 Route de l Hopital CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.71.3 page 3/25
Contrat de prêt n° 190329 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération VEFA DE GAULLE, Parc social public, Acquisition en VEFA de 10 logements situés 130 avenue du Général de Gaulle 67201 ECKBOLSHEIM.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de neuf-cent-soixante-six mille euros (966 000,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLAI RO ANRU, d'un montant de quatre-vingt-dix-sept mille euros (97 000,00 euros) ;
- PLAI foncier RO ANRU, d'un montant de cent-sept mille euros (107 000,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de quatre-cent-soixante-dix-neuf mille euros (479 000,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de deux-cent-quatre-vingt-trois mille euros (283 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « PLAI RO ANRU » est un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) tel que défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation, destiné aux opérations de reconstitution de l'offre de logements locatifs à usage très social dans le cadre d'un programme NPNRU conventionné avec l'ANRU.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 25/06/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)
  - Justificatifs de subventions - Extrait Registre Délib. Conseil de l'EmS du - Subvention exceptionnelle.

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « DAT », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	RO ANRU	RO ANRU	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5743976	5743977	5743978	5743979
Montant de la Ligne du Prêt	97 000 €	107 000 €	479 000 €	283 000 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,1 %	1,83 %	2,1 %	1,83 %
TEG de la Ligne du Prêt	1,1 %	1,83 %	2,1 %	1,83 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,4 %	0,33 %	0,6 %	0,33 %
Taux d'intérêt[2]	1,1 %	1,83 %	2,1 %	1,83 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- informer le Prêteur à tout moment dès qu'il en a connaissance que toute ou une partie de l'opération n'est plus comptabilisée dans les objectifs de reconstitution de l'offre ANRU. Dans l'hypothèse où les fonds du Contrat sont versés, le PLAI RO ANRU sera de fait requalifié en PLAI de droit commun et aux conditions de taux de celui-ci en vigueur au moment de la requalification. En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins un nouvel acte de garantie sera exigé par le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Strasbourg.eu
eurométropole

92

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

OPHEA- Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de résidentialisation de 68 logements sociaux située à STRASBOURG - 12, 13, 14 boulevard de la Fontaine.

Numéro E-2026-544

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg, approuvé en décembre 2016, est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, avec le maintien d'une production annuelle, pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, OPHEA souhaite réaliser une opération de résidentialisation en NPNRU de 68 logements locatifs sociaux située à STRASBOURG – 12, 13, 14 boulevard de la Fontaine.

OPHEA souhaite bénéficier d'un prêt PAM d'un montant de 500 000 € (cinq-cents mille euros) pour finaliser cette opération.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 500 000 € (cinq-cents mille euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu les articles du Code général des collectivités territoriales et notamment les articles
L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu le contrat de prêt N°187750 en annexe signé entre l'Office public de l'habitat de
l'Eurométropole de Strasbourg (OPHEA) ci-après l'Emprunteur,
et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de résidentialisation de 68 logements conventionnés située à STRASBOURG - 12, 13, 14 boulevard de la Fontaine., l'octroi de la garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 500 000 € (cinq-cents mille euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°187750 constitué d'une ligne du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 500 000 € (cinq-cents mille euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à

l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci;

décide

le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer toute convention avec l'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-209504-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Bailleur : OPHEA **Numéro de référence** **2026-036**

Logements ordinaires	Nombre de Logements
	68

Opération:

Intitulé	
Adresse	39 Boulevard La Fontaine, Hautepierre
Commune	Strasbourg

Financement **NPNRU**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ☐

Organisme prêteur:
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: type:

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen
			-	-	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
Total		**0**	**-**	**-**				

Loyer mensuel au r

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Ratios

Cout des travaux	835 719,00 €	/ logement	prix au m² de SH	
Honoraires/MOS	137 549,00 €	/ logement	prix au m² de SU	

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**835 719,00 €**	85,87%	**Subventions**	***322 335,00 €***	***33,12%***
			ETAT	**202 508,00 €**	**20,81%**
Honoraires/MOS	**137 549,00 €**	14,13%			
			Eurométropole	**101 254,00 €**	**10,40%**
			NPNRU	101 254,00 €	10,40%
			Autre	**18 573,00 €**	**1,91%**
			Emprunts	***500 000,00 €***	***51,37%***
			Prêt PAM	500 000,00 €	51,37%
			Fonds propres	***150 933,00 €***	***15,51%***
Total	**973 268,00 €**	**100,00%**	**Total**	**973 268,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Stephane ACQUETTE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 22/04/2026 17:27:08

Julien MATTEI

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Signé électroniquement le 23/04/2026 11 32 :19

CONTRAT DE PRÊT

N° 187750

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 Route de l Hopital CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.70.1 page 3/25
Contrat de prêt n° 187750 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération RESID Ilot 1 bld Fontaine 68 logts, Parc social public, Réhabilitation de 68 logements situés 12 au 14 boulevard La Fontaine 67200 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinq-cent mille euros (500 000,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PAM, d'un montant de cinq-cent mille euros (500 000,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 30/06/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Justificatifs de subventions - Subvention EmS dans le cadre du NPNRU d'un montant de 101 254,00 euros.
  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5731250			
Montant de la Ligne du Prêt	500 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	2,1 %			
TEG de la Ligne du Prêt	2,1 %			
Phase d'amortissement				
Durée	15 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[2]	2,1 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 Route de l Hopital
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U166235, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 187750, Ligne du Prêt n° 5731250
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 22/04/2026

Emprunteur : 0107788 - OPHEA
N° du Contrat de Prêt : 187750 / N° de la Ligne du Prêt : 5731250
Opération : Réhabilitation
Produit : PAM

Capital prêté : 500 000 €
Taux actuariel théorique : 2,10 %
Taux effectif global : 2,10 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	22/04/2027	2,10	39 204,45	28 704,45	10 500,00	0,00	471 295,55	0,00
2	22/04/2028	2,10	39 204,45	29 307,24	9 897,21	0,00	441 988,31	0,00
3	22/04/2029	2,10	39 204,45	29 922,70	9 281,75	0,00	412 065,61	0,00
4	22/04/2030	2,10	39 204,45	30 551,07	8 653,38	0,00	381 514,54	0,00
5	22/04/2031	2,10	39 204,45	31 192,64	8 011,81	0,00	350 321,90	0,00
6	22/04/2032	2,10	39 204,45	31 847,69	7 356,76	0,00	318 474,21	0,00
7	22/04/2033	2,10	39 204,45	32 516,49	6 687,96	0,00	285 957,72	0,00
8	22/04/2034	2,10	39 204,45	33 199,34	6 005,11	0,00	252 758,38	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 187750 Emprunteur n° 000107788

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 22/04/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	22/04/2035	2,10	39 204,45	33 896,52	5 307,93	0,00	218 861,86	0,00
10	22/04/2036	2,10	39 204,45	34 608,35	4 596,10	0,00	184 253,51	0,00
11	22/04/2037	2,10	39 204,45	35 335,13	3 869,32	0,00	148 918,38	0,00
12	22/04/2038	2,10	39 204,45	36 077,16	3 127,29	0,00	112 841,22	0,00
13	22/04/2039	2,10	39 204,45	36 834,78	2 369,67	0,00	76 006,44	0,00
14	22/04/2040	2,10	39 204,45	37 608,31	1 596,14	0,00	38 398,13	0,00
15	22/04/2041	2,10	39 204,49	38 398,13	806,36	0,00	0,00	0,00
Total			588 066,79	500 000,00	88 066,79	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,50 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Strasbourg.eu
eurométropole

93

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

OPHEA - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de 38 logements sociaux située à STRASBOURG - rue Péronne.

Numéro E-2026-638

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle, pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, OPHEA souhaite réaliser une opération de construction neuve de 38 logements sociaux dont 12 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 26 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS), située à STRASBOURG – rue Péronne.

Le bailleur, OPHEA souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 3 425 000 € (trois millions quatre cent vingt-cinq mille euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 3 425 000 € (trois millions quatre cent vingt-cinq mille euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 5111-4,
L 5215-1 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision de subvention de l'État au titre
du droit commun en date du 09 août 2019
vu le contrat de prêt n°190197 en annexe signé entre
l'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg (OPHEA) ci-après
l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de construction neuve de 38 logements sociaux dont 12 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 26 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) située à STRASBOURG – rue Péronne, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 425 000 € (trois millions quatre cent vingt-cinq mille euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°190197 constitué de 4 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 3 425 000 € (trois millions quatre cent vingt-cinq mille euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt ;

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer toute convention avec l'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg (OPHEA), en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211217-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°1

Bailleur : OPHEA — **Numéro de référence** **2019-082**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**38**

Opération:

Intitulé	RPA Rotterdam
Adresse	rue Péronne
Commune	Strasbourg

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur: CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Gaz**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
PLUS	T2	16	41,52	45,03	- €	- €		304,42 €	
PLAI	T1	1	35,39	37,79	- €	- €		227,12 €	
PLUS	T3	10	60,86	64,52	- €	- €		436,14 €	
PLAI	T2	7	39,93	43,37	- €	- €		260,66 €	
PLAI	T3	4	59,10	62,46	- €	- €		375,38 €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**38**	**1 824,22**	**1 956,90**					

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Loyer mensuel au m²:

Détail des postes de charges:

Ratios

Prestations intellectuelles	12 564,08 €	/ logement	prix au m² de SH	2 827,71 €
Cout des travaux	105 082,37 €	/ logement	prix au m² de SU	2 636,04 €
Charges immobilières	7 449,11 €	/ logement		
Montant de la TVA	10 654,76 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Prestations intellectuelles	**477 435,00 €**	9,26%	**Subventions**	***490 600,00 €***	***9,51%***
			ETAT	**90 000,00 €**	**1,74%**
Cout des travaux	**3 993 130,00 €**	77,41%			
			Eurométropole	**256 000,00 €**	**4,96%**
Charges immobilières	**283 066,00 €**	5,49%	PLAI	108 000,00 €	2,09%
			PLUS	78 000,00 €	1,51%
Montant de la TVA	**404 881,00 €**	7,85%	Opération Exemplaire	70 000,00 €	1,36%
			Autre	**144 600,00 €**	**2,80%**
			Emprunts	***3 425 000,00 €***	***66,40%***
			Prêt PLUS Construction	2 300 000,00 €	44,59%
			Prêt PLAI Foncier	79 000,00 €	1,53%
			Prêt PLUS Foncier	179 000,00 €	3,47%
			Prêt PLAI Construction	867 000,00 €	16,81%
			Fonds propres	***1 242 912,00 €***	***24,09%***
Total	**5 158 512,00 €**	**100,00%**	**Total**	**5 158 512,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Celine COCHE-DEQUEANT
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 23/06/2026 17:13:47

Julien MATTEI

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Signé électroniquement le 25/06/2026 10 05 :23

CONTRAT DE PRÊT

N° 190197

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.71.3 page 1/25
Contrat de prêt n° 190197 Emprunteur n° 000107788

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 Route de l Hopital CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.71.3 page 3/25
Contrat de prêt n° 190197 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération CN EPIDE 38 logts (Peronne), Parc social public, Construction de 38 logements situés rue Péronne 67000 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois millions quatre-cent-vingt-cinq mille euros (3 425 000,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de huit-cent-soixante-sept mille euros (867 000,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de soixante-dix-neuf mille euros (79 000,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de deux millions trois-cent mille euros (2 300 000,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cent-soixante-dix-neuf mille euros (179 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 22/09/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5742957	5742956	5742959	5742958
Montant de la Ligne du Prêt	867 000 €	79 000 €	2 300 000 €	179 000 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,3 %	1,86 %	2,1 %	1,86 %
TEG de la Ligne du Prêt	1,3 %	1,86 %	2,1 %	1,86 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,36 %	0,6 %	0,36 %
Taux d'intérêt[2]	1,3 %	1,86 %	2,1 %	1,86 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « DAT », l'Emprunteur sera redevable à l'égard du Prêteur pour chaque Ligne de Prêt mobilisée au-delà de la DAT, d'une indemnité destinée à compenser le préjudice financier résultant de la perte en intérêts. Le montant de cette indemnité est déterminé selon le calcul suivant : Montant en Principal du Prêt * Taux du Prêt * [nombre de jours entre la DAT et la Date d'Effet du Contrat] / 360.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Strasbourg.eu
eurométropole

94

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

SEDES - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de 32 logements sociaux située à GEISPOLSHEIM - 2c et 2d rue des Gaulois.

Numéro E-2026-687

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle, pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Par ailleurs, afin de poursuivre la dynamique de transformation menée depuis 2005 sur sept quartiers, l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée avec ses partenaires depuis 2016 dans la mise en œuvre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) sur son territoire, à travers l'élaboration des projets urbains (études et concertation) et d'une convention pluriannuelle avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Le NPNRU constitue le plus grand projet urbain porté par la collectivité par son ampleur territoriale, la population touchée (près de 53 200 habitants soit 10% de la population de l'agglomération), et les moyens mobilisés. Les projets urbains de chaque quartier prioritaire de la ville (QPV) prévoient des interventions multiples grâce à la réalisation programmée d'opérations de démolition, de requalification massive du parc existant, de résidentialisation des pieds d'immeubles et de reconstitution, conformément au règlement général de l'ANRU, qui précise que les projets de renouvellement urbain doivent garantir une reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux démolis, de manière à répondre aux besoins structurels en logements locatifs sociaux du territoire.

Afin de confirmer ces projets, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations,

habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, SEDES HABITAT COOPERATIF STRASBOURGEOIS, société inscrite à responsabilité limitée, souhaite réaliser une opération d'acquisition en vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de 32 logements sociaux située à GEISPOLSHEIM – 2c et 2d rue des Gaulois dont 10 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) en NPNRU, 17 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) en NPNRU, 2 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) en droit commun et 3 financés en Prêt locatif social (PLS) en droit commun.
Le bailleur SEDES souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 4 527 000 € (quatre millions cinq-cent-vingt-sept mille euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 4 527 000 € (quatre millions cinq-cent-vingt-sept mille euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10% du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil

vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 28 juin 2019 relative au projet de convention du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 27 septembre 2019 relative au volet Habitat du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 14 février 2020 relative au volet Habitat du NPNRU
vu la décision de subvention de l'État au titre du droit commun en date du 16 décembre 2025
vu la décision de financement initiale délivrée par l'État au titre du NPNRU le 12 mars 2025
vu le contrat de prêt n° 189614 en annexe signé entre SEDES HABITAT COOPERATIF STRASBOURGEOIS, société inscrite à responsabilité limitée ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération d'acquisition en Vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de 32 logements dont 10 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) en NPNRU, 17 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) en NPNRU, 2 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) en droit commun et 3 financés en Prêt locatif social (PLS) en droit commun, située à GEISPOLSHEIM – 2c et 2d rue des Gaulois, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 527 000 € (quatre millions cinq-cent-vingt-sept mille euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 189614 constitué de 7 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 4 527 000 € (quatre millions cinq-cent-vingt-sept mille euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt ;

décide

le droit de réservation de 10% du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, ou son représentant, ou sa représentante à signer toute convention avec SEDES HABITAT COOPERATIF STRASBOURGEOIS, société inscrite à responsabilité limitée, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211042-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : SEDES — **Numéro de référence** **2025-076**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**32**

Opération:

Intitulé	Domaine du Meunier
Adresse	2c Rue des Gaulois
Commune	Geispolsheim

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC
Collecteur

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: type:

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen			
PLUS DC	T2	2	67,45	73,18		539,30 €			
PLS DC	T2	3	49,97	54,38		568,85 €			
PLAI NPNRU	T2	5	53,64	53,64		334,71 €			
PLUS NPNRU	T2	2	56,34	56,34		373,53 €			
PLAI NPNRU	T3	5	75,36	75,36		470,26 €			
PLUS NPNRU	T3	9	87,73	87,73		581,62 €			
PLUS NPNRU	T4	2	88,61	88,61		587,48 €			
PLUS NPNRU	T5	4	133,73	133,73		886,65 €			
			-	-		- €			
Total		**32**	**1 832,06**	**2 568,89**					

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Loyer mensuel au m²:

PLUS DC	**Collectif**	7,37 €
PLS PC	**Collectif**	10,46 €
PLUS NPNRU	**Mixte**	6,63 €
PLAI NPNRU	**Mixte**	6,24 €

Ratios

Cout des travaux	5 091,88 €	/ logement	prix au m² de SH	2 260,57 €
Charges financières	941,44 €	/ logement	prix au m² de SU	2 238,83 €
Charges immobilières	163 394,81 €	/ logement		
Montant de la TVA	10 298,88 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**162 940,00 €**	2,83%	**Subventions**	***175 800,00 €***	***3,06%***
			ETAT	**85 800,00 €**	**1,49%**
Charges financières	**30 126,00 €**	0,52%			
			Eurométropole	**90 000,00 €**	**1,56%**
Charges immobilières	**5 228 634,00 €**	90,91%	ANRU	90 000,00 €	1,56%
Montant de la TVA	**329 564,00 €**	5,73%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***4 922 100,00 €***	***85,58%***
			Prêt PLUS Foncier	1 079 000,00 €	18,76%
			Prêt PLS Foncier	136 000,00 €	2,36%
			Prêt PLUS Construction	1 890 000,00 €	32,86%
			Prêt PLS Construction	141 000,00 €	2,45%
			Prêt PLS Complémentaire	174 000,00 €	3,03%
			Prêt PLAI Construction	651 000,00 €	11,32%
			Prêt PLAI Foncier	456 000,00 €	7,93%
			ACTION LOGEMENT	395 100,00 €	6,87%
			Fonds propres	***653 364,00 €***	***11,36%***
Total	**5 751 264,00 €**	**100,00%**	**Total**	**5 751 264,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 09/06/2026 15:58:31

Michel CIESLA
DIRECTEUR GENERAL
SEDES HABITAT COOPERATIF STRASBOURGEOIS SOCIETE INSCRITE A RESPONSABILITE LIMITEE
Signé électroniquement le 06/07/2026 11 44 :43

CONTRAT DE PRÊT

N° 189614

Entre

SEDES HABITAT COOPERATIF STRASBOURGEOIS SOCIETE INSCRITE A RESPONSABILITE LIMITEE - n° 000286679

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.71.3 page 1/27
Contrat de prêt n° 189614 Emprunteur n° 000286679

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SEDES HABITAT COOPERATIF STRASBOURGEOIS SOCIETE INSCRITE A RESPONSABILITE LIMITEE, SIREN n°: 778841700, sis(e) TOUR ELITHIS DANUBE 14 Rue Edmond Michelet CS 30234 67100 STRASBOURG,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « SEDES HABITAT COOPERATIF STRASBOURGEOIS SOCIETE INSCRITE A RESPONSABILITE LIMITEE » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.71.3 page 3/27
Contrat de prêt n° 189614 Emprunteur n° 000286679

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.10
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.13
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.15
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.16
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.17
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.17
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.17
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.18
ARTICLE 16	GARANTIES	P.21
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.21
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.24
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.24
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.26
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.26
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.27
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.27
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Acquisition en VEFA de 32 logements situés rue des Gaulois 67118 GEISPOLSHEIM.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre millions cinq-cent-vingt-sept mille euros (4 527 000,00 euros) constitué de 7 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2026, d'un montant de cent-soixante-quatorze mille euros (174 000,00 euros) ;
- PLAI RO ANRU, d'un montant de six-cent-cinquante-et-un mille euros (651 000,00 euros) ;
- PLAI foncier RO ANRU, d'un montant de quatre-cent-cinquante-six mille euros (456 000,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2026, d'un montant de cent-quarante-et-un mille euros (141 000,00 euros) ;
- PLS foncier PLSDD 2026, d'un montant de cent-trente-six mille euros (136 000,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million huit-cent-quatre-vingt-dix mille euros (1 890 000,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant d'un million soixante-dix-neuf mille euros (1 079 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « PLAI RO ANRU » est un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) tel que défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation, destiné aux opérations de reconstitution de l'offre de logements locatifs à usage très social dans le cadre d'un programme NPNRU conventionné avec l'ANRU.

Le « Prêt Locatif Social » (PLS) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « Complémentaire au Prêt Locatif Social » (CPLS) est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité Limitée » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 09/09/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)
  - Justificatifs de subventions

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- Justificatifs des autres financements

- la levée de(s) réserve(s) suivante(s) :

- Obtention d'une garantie publique à 100%, conforme et couvrant la durée des prêts ? étape versement

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « DAT », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLAI	PLAI foncier	PLS
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2026	RO ANRU	RO ANRU	PLSDD 2026
Identifiant de la Ligne du Prêt	5712622	5712619	5712618	5712617
Montant de la Ligne du Prêt	174 000 €	651 000 €	456 000 €	141 000 €
Commission d'instruction	100 €	0 €	0 €	80 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,61 %	1,1 %	1,92 %	2,61 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,61 %	1,1 %	1,92 %	2,61 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans	80 ans	40 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	1,11 %	- 0,4 %	0,42 %	1,11 %
Taux d'intérêt[2]	2,61 %	1,1 %	1,92 %	2,61 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLS foncier	PLUS	PLUS foncier	
Enveloppe	PLSDD 2026	-	-	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5712616	5712621	5712620	
Montant de la Ligne du Prêt	136 000 €	1 890 000 €	1 079 000 €	
Commission d'instruction	80 €	0 €	0 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	1,92 %	2,1 %	1,92 %	
TEG de la Ligne du Prêt	1,92 %	2,1 %	1,92 %	
Phase d'amortissement				
Durée	80 ans	40 ans	80 ans	
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	0,42 %	0,6 %	0,42 %	
Taux d'intérêt[2]	1,92 %	2,1 %	1,92 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	
Modalité de révision	DL	DL	DL	
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

  $I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- informer le Prêteur à tout moment dès qu'il en a connaissance que toute ou une partie de l'opération n'est plus comptabilisée dans les objectifs de reconstitution de l'offre ANRU. Dans l'hypothèse où les fonds du Contrat sont versés, le PLAI RO ANRU sera de fait requalifié en PLAI de droit commun et aux conditions de taux de celui-ci en vigueur au moment de la requalification. En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établiessement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins un nouvel acte de garantie sera exigé par le Prêteur.

- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

SEDES HABITAT COOPERATIF STRASBOURGEOIS à
SOCIETE INSCRITE A RESPONSABILITE LIMITEE
TOUR ELITHIS DANUBE
14 Rue Edmond Michelet
CS 30234
67100 STRASBOURG

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U144249, SEDES HABITAT COOPERATIF STRASBOURGEOIS SOCIETE INSCRITE A RESPONSABILITE LIMITEE

Objet : Contrat de Prêt n° 189614, Ligne du Prêt n° 5712622
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877148124089 en vertu du mandat n° AADPH2018340000004 en date du 13 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

SEDES HABITAT COOPERATIF STRASBOURGEOIS à
SOCIETE INSCRITE A RESPONSABILITE LIMITEE
TOUR ELITHIS DANUBE
14 Rue Edmond Michelet
CS 30234
67100 STRASBOURG

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U144249, SEDES HABITAT COOPERATIF STRASBOURGEOIS SOCIETE INSCRITE A RESPONSABILITE LIMITEE

Objet : Contrat de Prêt n° 189614, Ligne du Prêt n° 5712619
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877148124089 en vertu du mandat n° AADPH2018340000004 en date du 13 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

SEDES HABITAT COOPERATIF STRASBOURGEOIS à
SOCIETE INSCRITE A RESPONSABILITE LIMITEE
TOUR ELITHIS DANUBE
14 Rue Edmond Michelet
CS 30234
67100 STRASBOURG

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U144249, SEDES HABITAT COOPERATIF STRASBOURGEOIS SOCIETE INSCRITE A RESPONSABILITE LIMITEE

Objet : Contrat de Prêt n° 189614, Ligne du Prêt n° 5712618
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877148124089 en vertu du mandat n° AADPH2018340000004 en date du 13 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

SEDES HABITAT COOPERATIF STRASBOURGEOIS à
SOCIETE INSCRITE A RESPONSABILITE LIMITEE
TOUR ELITHIS DANUBE
14 Rue Edmond Michelet
CS 30234
67100 STRASBOURG

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U144249, SEDES HABITAT COOPERATIF STRASBOURGEOIS SOCIETE INSCRITE A RESPONSABILITE LIMITEE

Objet : Contrat de Prêt n° 189614, Ligne du Prêt n° 5712617
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877148124089 en vertu du mandat n° AADPH2018340000004 en date du 13 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

SEDES HABITAT COOPERATIF STRASBOURGEOIS à
SOCIETE INSCRITE A RESPONSABILITE LIMITEE
TOUR ELITHIS DANUBE
14 Rue Edmond Michelet
CS 30234
67100 STRASBOURG

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U144249, SEDES HABITAT COOPERATIF STRASBOURGEOIS SOCIETE INSCRITE A RESPONSABILITE LIMITEE

Objet : Contrat de Prêt n° 189614, Ligne du Prêt n° 5712616
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877148124089 en vertu du mandat n° AADPH2018340000004 en date du 13 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

SEDES HABITAT COOPERATIF STRASBOURGEOIS à
SOCIETE INSCRITE A RESPONSABILITE LIMITEE
TOUR ELITHIS DANUBE
14 Rue Edmond Michelet
CS 30234
67100 STRASBOURG

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U144249, SEDES HABITAT COOPERATIF STRASBOURGEOIS SOCIETE INSCRITE A RESPONSABILITE LIMITEE

Objet : Contrat de Prêt n° 189614, Ligne du Prêt n° 5712621
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877148124089 en vertu du mandat n° AADPH2018340000004 en date du 13 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

SEDES HABITAT COOPERATIF STRASBOURGEOIS à
SOCIETE INSCRITE A RESPONSABILITE LIMITEE
TOUR ELITHIS DANUBE
14 Rue Edmond Michelet
CS 30234
67100 STRASBOURG

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U144249, SEDES HABITAT COOPERATIF STRASBOURGEOIS SOCIETE INSCRITE A RESPONSABILITE LIMITEE

Objet : Contrat de Prêt n° 189614, Ligne du Prêt n° 5712620
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877148124089 en vertu du mandat n° AADPH2018340000004 en date du 13 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Strasbourg.eu
eurométropole

95

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

VILOGIA - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de 29 logements sociaux située à STRASBOURG - 4C et 4D Rue Kampmann.

Numéro E-2026-686

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle, pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, VILOGIA souhaite réaliser une opération de construction neuve de 29 logements sociaux financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et située à STRASBOURG – 4C et 4D rue Kampmann.

Le bailleur VILOGIA souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 4 258 718,00 € (quatre millions deux-cent-cinquante-huit mille sept-cent-dix-huit euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 4 258 718 € (quatre millions deux-cent-cinquante-huit mille sept-cent-dix-huit euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles
L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision d'agrément l'État au titre
du droit commun en date du 5 décembre 2022
vu le contrat de prêt n° 188377 en annexe signé entre la
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM
ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération en construction neuve de 29 logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration située à STRASBOURG – 4C et 4D rue Kampmann, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 258 718,00 € (quatre millions deux-cent-cinquante-huit mille sept-cent-dix-huit euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 188377 constitué de 2 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal 4 258 718,00 € (quatre millions deux-cent-cinquante-huit mille sept-cent-dix-huit euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026.

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, ou son représentant, ou sa représentante à signer toute convention avec VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-211023-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : VILOGIA

Numéro de référence **2022-023**

	Nombre de Logements
Résidence sociale	**29**

Opération:

Intitulé	
Adresse	4c Rue Kampmann, Neuhof-Village
Commune	Strasbourg

Financement **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Individuel type:

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
PLAI	T1'	6	26,54	26,54	- €	- €		531,31 €	
PLAI	T1 bis	23	37,54	37,54	- €	- €		584,80 €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**29**	**1 022,66**	**1 022,66**					

Loyer mensuel au m²:

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Ratios

Charges immobilières	31 973,79 €	/ logement	prix au m² de SH	4 816,43 €
Cout des travaux	107 673,00 €	/ logement	prix au m² de SU	4 816,43 €
Prestations intellectuelles	21 728,69 €	/ logement		
Montant de la TVA	8 476,86 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**927 240,00 €**	18,82%	**Subventions**	***667 000,00 €***	***13,54%***
			ETAT	**232 000,00 €**	**4,71%**
Cout des travaux	**3 122 517,00 €**	63,39%			
			Eurométropole	**319 000,00 €**	**6,48%**
Prestations intellectuelles	**630 132,00 €**	12,79%	PLAI	319 000,00 €	6,48%
Montant de la TVA	**245 829,00 €**	4,99%			
			Autre	**116 000,00 €**	**2,35%**
			Emprunts	***4 258 718,00 €***	***86,46%***
			Prêt PLAI Construction	3 413 658,00 €	69,30%
			Prêt PLAI Foncier	845 060,00 €	17,16%
			Fonds propres	***,00***	***0,00%***
Total	**4 925 718,00 €**	**100,00%**	**Total**	**4 925 718,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 19/05/2026 11:49:41

Loïc ARKAM
RESPONSABLE
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM
Signé électroniquement le 26/05/2026 11 53 :08

CONTRAT DE PRÊT

N° 188377

Entre

VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM - n° 000206519

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM, SIREN n°: 475680815, sis(e) 271 Boulevard de Tournai 59650 VILLENEUVE D ASCQ,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.70.1 page 3/25
Contrat de prêt n° 188377 Emprunteur n° 000206519

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération STRASBOURG rue Kampmann, Logement accompagné et Hébergement d'urgence, Construction de 29 logements situés 6A Et, 6B Rue Kampmann 67100 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre millions deux-cent-cinquante-huit mille sept-cent-dix-huit euros (4 258 718,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de trois millions quatre-cent-treize mille six-cent-cinquante-huit euros (3 413 658,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de huit-cent-quarante-cinq mille soixante euros (845 060,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article **« Garanties »**.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le **« Pays Sanctionné »** signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le **« Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La **« Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) »** signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Réglementation Sanctions »** signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité » (DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **07/08/2026** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

    - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale) - L'Eurométropole de Strasbourg

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « **DAT** », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt** » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5726622	5726621		
Montant de la Ligne du Prêt	3 413 658 €	845 060 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	1,3 %	1,3 %		
TEG de la Ligne du Prêt	1,3 %	1,3 %		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	80 ans		
Index[1]	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %		
Taux d'intérêt[2]	1,3 %	1,3 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »**, et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM
271 Boulevard de Tournai
59650 VILLENEUVE D ASCQ

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U136499, VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM

Objet : Contrat de Prêt n° 188377, Ligne du Prêt n° 5726622
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CMBRFR2BCME/FR7618829754160042797614017 en vertu du mandat n° AADPH2016014000001 en date du 14 janvier 2016.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM
271 Boulevard de Tournai
59650 VILLENEUVE D ASCQ

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U136499, VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM

Objet : Contrat de Prêt n° 188377, Ligne du Prêt n° 5726621
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CMBRFR2BCME/FR7618829754160042797614017 en vertu du mandat n° AADPH2016014000001 en date du 14 janvier 2016.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

96

Autre point Bureau au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Voeu présenté par le groupe Eurométropole écologiste et citoyenne - Anticiper dès maintenant les nouveaux enjeux de la qualité de l'air.

Numéro E-2026-982

L'amélioration de la qualité de l’air doit être un enjeu prioritaire du mandat métropolitain qui s’ouvre.

Premièrement, la pollution de l’air est la troisième cause de mortalité évitable dans le pays, responsable de 40 000 décès par an. Ces risques sanitaires touchent particulièrement les populations vulnérables, notamment les personnes âgées et les enfants.

Ensuite, les canicules de l’été 2026 sont amenées à se reproduire et à s’intensifier dans les années à venir. Or, ces épisodes de chaleur sont accompagnés d’épisodes de pollution à l’ozone, un gaz nocif pour la santé et également pour les rendements agricoles. L’ozone est aujourd’hui le seul polluant atmosphérique dont les concentrations augmentent en France, le dérèglement climatique favorisant les conditions de sa formation.

Enfin, la directive (UE) 2024/2881 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2024 concernant la qualité de l’air ambiant et un air pur pour l’Europe a renforcé les exigences sur les niveaux de concentration des polluants dans l’air ambiant afin de s’aligner progressivement avec les recommandations de l’OMS. Au 1□□ janvier 2030, c’est-à-dire au cours de notre mandat, les valeurs limites de plusieurs polluants seront divisées par deux.

Aussi, l’Eurométropole doit oeuvrer dès maintenant à la préservation et à l’amélioration de la qualité de l’air sur son territoire.

Notre métropole doit pouvoir peser dans le dialogue avec l’État pour l’élaboration des feuilles de route partagées et agir dès maintenant, dans ses compétences, pour anticiper les futures valeurs limites. Le dialogue avec les acteurs concernés doit démarrer le plus tôt possible pour renforcer l’acceptabilité des nouvelles normes européennes. Le secteur de l’agriculture et de l’industrie, particulièrement les installations classées pour la

protection de l'environnement, demandent une vigilance et un accompagnement particulier.

L'Eurométropole de Strasbourg affirme mettre en place les mesures nécessaires pour respecter les futures normes européennes en 2030, et les lignes directrices de l'OMS à horizon 2035.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-216862-AU-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026

Strasbourg.eu
eurométropole

98

Motion au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 9 octobre 2026

Motion présentée par le groupe Pour une métropole en commun - Pour permettre l'encadrement du niveau des loyers dans l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2026-983

Dans l'ensemble de l'Eurométropole de Strasbourg, se loger devient de plus en plus difficile. Pour les familles, les jeunes, les étudiant·es, les salarié·es comme pour les retraité·es, le coût du logement représente une part toujours plus importante du budget, pesant davantage sur le pouvoir d'achat.

Une politique active du logement est avant tout une politique de justice sociale. Parce que la solidarité est une valeur essentielle de notre territoire et que le logement est un droit, chaque habitant·e de l'Eurométropole doit pouvoir se loger dignement, quels que soient ses revenus.

Or, accéder à un logement dans le parc locatif privé est aujourd'hui particulièrement difficile du fait de la faiblesse de l'offre disponible, conjuguée à un niveau élevé des loyers. Cette situation impose de poursuivre une politique ambitieuse de construction de logements de qualité, accessibles au plus grand nombre. Elle appelle également à donner aux collectivités l'ensemble des outils permettant de protéger les locataires et de garantir un accès effectif à des logements abordables.

Parmi ces outils figure l'encadrement des loyers. Expérimenté depuis 2019 dans plusieurs territoires, ce dispositif fixe des plafonds de loyers afin de prévenir les excès du marché locatif. En 2022, l'Eurométropole avait examiné ce dispositif mais n'y était pas éligible, aujourd'hui la situation a changé. De plus, les évaluations disponibles démontrent son efficacité pour modérer les niveaux des loyers dans les territoires où il est mis en œuvre.

Mais nous le savons, l'encadrement des loyers ne résoudra pas, à lui seul, la crise du logement. Il doit s'accompagner d'une politique ambitieuse de construction de logements répartie dans l'ensemble de l'Eurométropole, notamment de logements sociaux, dans un souci de mixité sociale et d'aménagement du territoire. C'est aussi la lutte contre la vacance et l'habitat indigne, la régulation des meublés touristiques ainsi que la lutte contre la spéculation immobilière qui participeront des solutions à cette crise. L'encadrement du niveau des loyers constitue néanmoins un levier

complémentaire utile, dont les collectivités ne doivent pas être privées lorsqu'elles sont confrontées à une forte tension locative.

Alors que l'expérimentation actuelle arrive à échéance en novembre 2026 et que le Sénat examinera le 21 octobre 2026 un texte relatif à son avenir, cette échéance doit permettre non seulement de pérenniser l'encadrement là où il existe, mais également d'ouvrir ***sans délai*** cette possibilité aux nouveaux territoires volontaires. ***Les communes de l'Eurométropole qui le souhaiteront pourront ainsi recourir à cet outil, dès lors que les conditions légales seront réunies.***

Le Conseil de l'Eurométropole :

- demande au Gouvernement et au Parlement de pérenniser l'encadrement du niveau et de l'évolution des loyers au-delà de novembre 2026,

- demande que le dispositif soit ouvert ***dès que possible*** aux communes et intercommunalités volontaires confrontées à un marché locatif tendu,

- appelle les parlementaires, et notamment du Bas-Rhin, à ***rendre possible, dès à présent, l'ouverture du dispositif aux territoires volontaires*** dans le cadre des débats parlementaires en cours.

le vendredi 9 octobre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 19 octobre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261009-216864-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 19 octobre 2026